



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

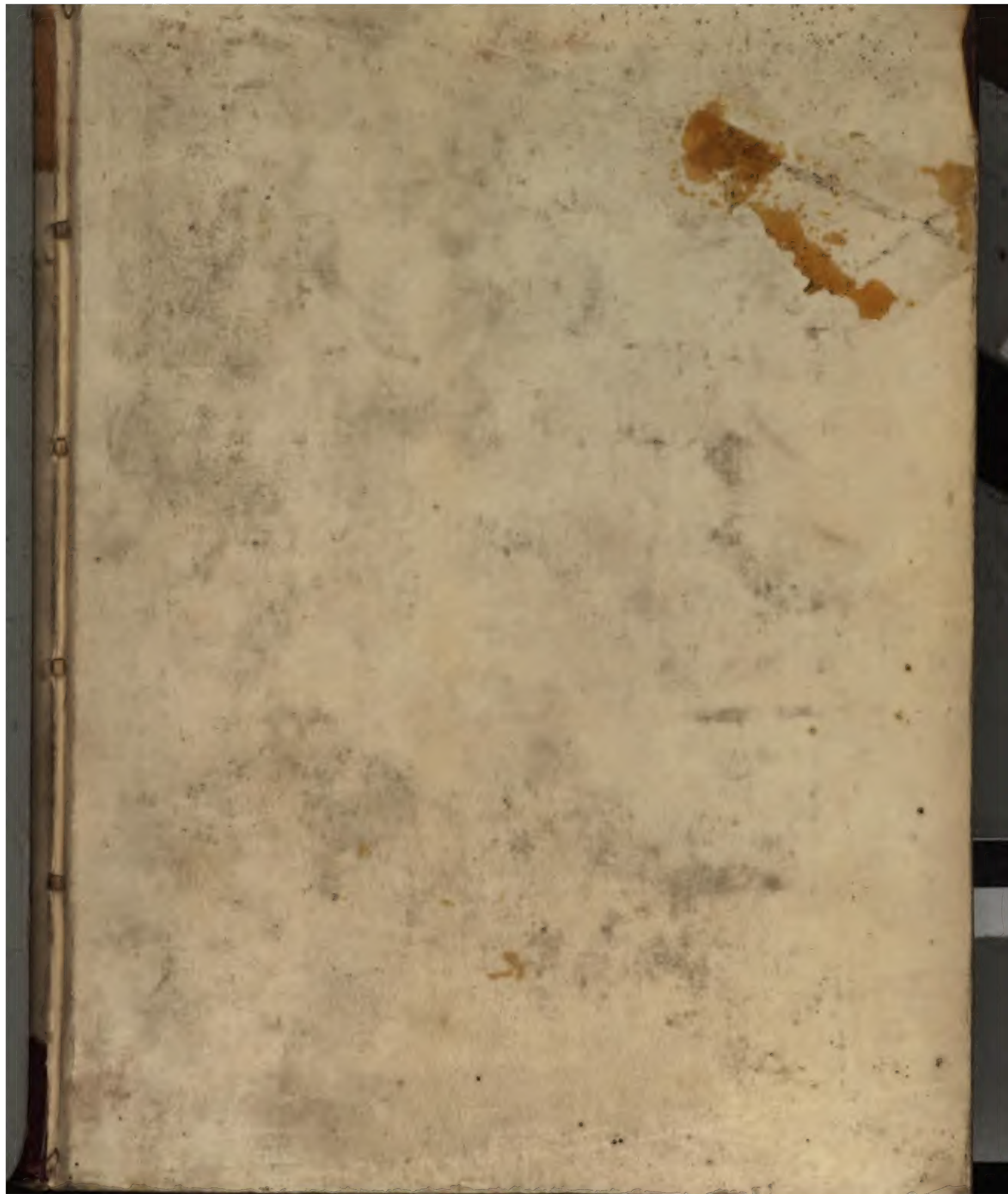
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>







**HISTOIRE
D'ANGLETERRE.**

P A R

M. RAPIN DE THOYRAS.

TOME QUATORZIÈME.

1

—

HISTOIRE D'ANGLETERRE.

P A R

M. RAPIN DE THOYRAS,
NOUVELLE EDITION

AUGMENTÉE DES NOTES DE M. TINDAL,
& de quelques autres Remarques mises au bas des Pages; de l'ABRÉGÉ
HISTORIQUE fait par RAPIN THOYRAS; du Recueil des Actes
Publics d'Angleterre, de THOMAS RYMER, dispersé dans cette Edition
à la fin des Volumes auxquels chaque partie en peut appartenir; & de
MEMOIRES pour les vingt premières années du Règne de GEORGE II.

PAR LES SOINS DE M. DE S. M.

TOME QUATORZIÈME.



A L A H A Y E.

M. DCC. XLIX.

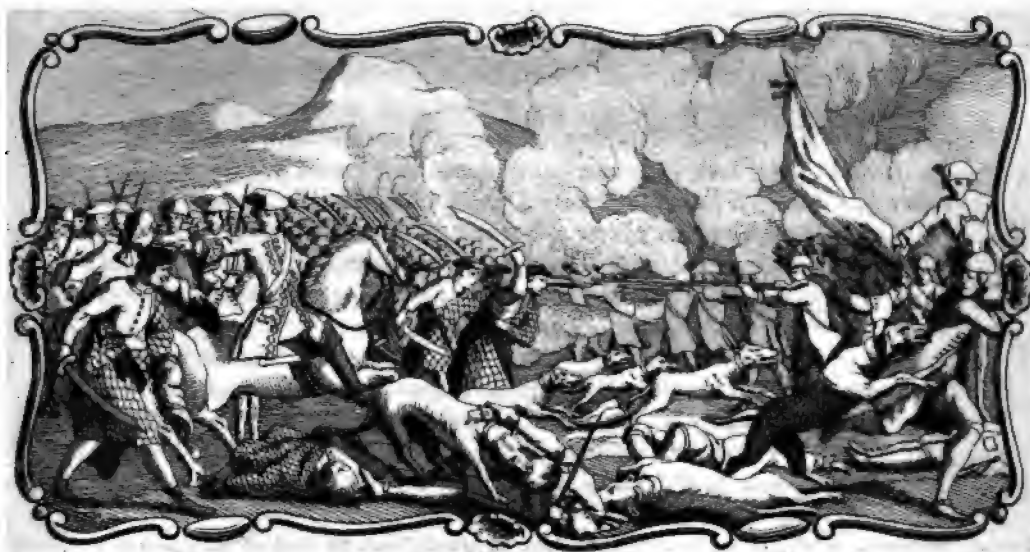
226. l. 228.

1

2

**HISTOIRE
D'ANGLETERRE.**

TOME XIV. PARTIE I.



J. Robert in

B. Audran . Sc .

MEMOIRES

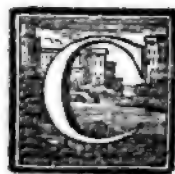
POUR SERVIR A L'HISTOIRE

DES VINGT PREMIERES ANNEES DU RE'GNE

D E

GEORGE II.

Trente-&-unième Roi d'Angleterre, depuis la Conquête.



E ne sont que de simples Mémoires, que mon Titre annonce ; & je prie que l'on veuille bien s'en souvenir. Un siècle révolu fournit à peine aux Historiens assez de quoi ne laisser rien à désirer à leurs Lecteurs. Témoin oculaire des événemens publics, on n'en connoît que ce qui paroît aux yeux des Peuples ; & , quand on veut entrer dans le détail de certaines circonstances , on ne les emprunte ordinairement que de son imagination. C'est le tems seul, qui révèle le secret des Cours ; encore ne le révèle-t-il pas toujours entier ; & souvent il en couvre d'une nuit profonde la plus grande partie, qu'il abandonne à la témérité des systèmes. Si

Avis de l'Auteur.

M E M O I R E S

On fait d'ailleurs attention que l'imprudence & la flatterie ont seules le droit acquis d'écrire l'Histoire des Princes vivans, on conviendra sans peine qu'il n'eût pas été sage d'en entreprendre une en forme du Règne de George II. Le respect, que l'on doit aux Puissances actuellement régnantes, lors même que l'on n'est pas sujet à leur Domination, empêche souvent de dire tout le vrai que l'on peut savoir; & le respect, que l'on doit à la Vérité, ne permet jamais de présenter les faits dans ce faux jour, qui, les faisant paroître différens de ce qu'ils sont, prête aux actions les moins louables l'éclat d'une gloire trompeuse, qui n'éblouit les Peuples que pour un tems, qui même quelquefois ne les éblouit en aucune manière, & qui toujours se convertit en un opprobre éternel pour le Flateur & pour l'objet de la Flatterie. Je sais qu'un François, écrivant à Paris dans un tems où l'Angleterre étoit en guerre avec la France, ne devoit pas être soupçonné d'avoir voulu se passionner pour les Ennemis de sa Patrie; & je puis assurer que jamais personne ne fut plus éloigné que moi d'une pareille disposition: mais j'avois à craindre un autre inconvénient. Trop plein de nos succès, & partageant avec toute la France la joie qu'elle en ressentoit, pouvois-je me répondre à moi-même que jamais les nuages de la prévention nationale n'obscurcissent à mes yeux le Flambeau, dont la Justice doit éclairer l'Histoire? Je n'avois donc qu'un seul parti, que je pusse prendre. C'étoit celui de me renfermer à peu près dans les bornes, que les Annalistes ont coutume de se prescrire; de placer les faits dans une sorte d'ordre méthodique; & pour le détail des circonstances, de m'en tenir uniquement à ce que j'en trouverois dans les différens recueils des Nouvelles, en m'efforçant de faire sortir le vrai du milieu de leurs contrariétés: Je ne puis pas me flater qu'à cet égard le succès ait répondu par tout à mes efforts; & content de pouvoir me rendre à moi-même le témoignage que mon intention a toujours été de dire la vérité, j'indique mes garans, sans prétendre leur donner plus d'autorité qu'ils n'en méritent.

À l'égard de la forme de cet Ouvrage, qu'il me soit permis de rappeler ici les termes, dont je me suis servi pour l'annoncer dans le Programme de cette nouvelle Edition de l'HISTOIRE D'ANGLETERRE C'est, ai-je dit, un simple JOURNAL DU RÈGNE DE GEORGE II, où l'on s'est contenté de donner la suite des faits rangés par ordre de date, & suffisamment détaillés pour être lus sans dégoût: mais ayant éprouvé moi-même ce dégoût, en composant, j'ai cru devoir en sauver tout ce que je pourrois à mes Lecteurs. C'est pour cela que je donne à cet Ouvrage le Titre de MEMOIRES pour les vingt premières années du Règne de GEORGE II; & je me propose d'y renfermer dans l'ordre & sous la forme d'Annales, les affaires les plus importantes de la Nation Britannique pendant ces vingt années. On voit que ce Plan m'a mis dans la nécessité de me refuser à ce qui fait l'agrément de ces Histoires, auxquelles on donne aujourd'hui tant d'applaudissemens. Les Raisonnemens politiques, plus hazardés que profonds; le Brillant & la Sublimité d'un Stile, plus convenable au Déclamateur qu'à l'Historien; les Pensées ingénieuses, quelquefois solides, quelquefois aussi très frivoles,

DU REGNE DE GEORGE II.

souvent malignes, & presque toujours déplacées ; les Portraits fantastiques, qui, n'offrant rien des véritables traits de ceux qu'ils défigurent, n'ont d'autre mérite que de faire illusion aux yeux par l'éclat séduisant d'un coloris flatteur : ce sont tous ornemens, dont la Mode semble exiger que l'Histoire se pare, & dont j'ai dû m'interdire l'usage. La simplicité seule doit parler ici. Puisse-t-on ne lui pas trouver un peu trop de sécheresse !

A N N E E M D C C X X V I I.

GEORGE I mourut le 22 de Juin ; & par ordre de la Cour d'Angleterre sa mort fut annoncée ainsi dans la Gazète de Londres.

Mort de George I.
22 Juin.

Le 20 Juin Sa Majesté eut une attaque d'Apoplexie dans son Carosse entre Delden & Nedhorn, sur le chemin d'Hanovre. Elle fut d'abord saignée, & on lui appliqua les remèdes, que l'on crut les plus convenables. On continua ensuite le voyage pour se rendre en diligence auprès du Duc d'Yorck à Osnaburg, où Sa Majesté arriva à dix heures du soir : mais tous les efforts des Médecins pour le rétablissement de sa santé furent inutiles ; & Sa Majesté mourut le 22 à une heure du matin dans la soixante & huitième année de son âge, & la treizième de son Règne : Prince doué de toutes les vertus civiles.

Il étoit fils d'Ernest-Auguste Duc de Brunswick-Lunebourg, premier Electeur d'Hanovre & Grand Trésorier de l'Empire, & de Sophie Princesse Palatine, Fille de Frédéric IV, Electeur Palatin, élu Roi de Bohème en 1619, & d'Elisabeth Stuart Fille de Jaques I, Roi d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande.

Sa Naissance.

Dès l'âge de douze ans, le Prince Electoral George-Louis parloit fort bien le Latin, l'Italien & le François. En 1675, n'ayant encore que quinze ans, il suivit son Pere le Duc d'Hanovre & son Oncle le Duc de Brunswick-Zell, chargés par l'Empereur Léopold d'aller, avec une Armée de quatorze mille hommes, forcer les François à quitter Trèves. Dans la Bataille de Consarbrick, où le Maréchal de Créqui fut battu, le jeune Prince ne quitta point les côtés de son Père, qui se portoit par tout, où l'action étoit la plus chaude. Cette victoire étoit d'une si grande conséquence pour les affaires de l'Empereur, qu'il en écrivit des Lettres de remerciement au Duc d'Hanovre, au Duc de Zell, & même au jeune Prince, qu'il louoit sur sa valeur prématurée, dont il tiroit les plus heureux présages pour l'avenir. En 1685, George-Louis commanda le secours, que les Princes de la Maison de Brunswick envoièrent en Hongrie. Il joignit l'Armée Impériale près de Neubausen ; & ses Troupes eurent part à la prise de cette Place, ainsi qu'à celle de Gran. Il aida, l'année suivante, à prendre Bude. En 1689, il servit avec les Troupes d'Hanovre au siège de Trèves ; & l'année d'après, il commanda dans les Pais-Bas Espagnols un Corps de onze mille hommes. En 1693, il se comporta vaillamment à la fameuse & sanglante

Ses premiers exploits.

A N N É E M D C C X X V I I.

Bataille de *Nerwinde*. En 1708 & 1709, il commanda l'Armée Impériale sur le *Haut-Rhin*.

Comment il fut
appelé à la Cou-
ronne d'Angleterre.

Par Acte du 22 de Mars 1701 le *Parlement d'Angleterre*, dirigé par *Guillaume III*, exclut de la Succession au Trône, après la mort de la Princesse *Anne*, seconde Fille de *Jaques II*, laquelle devoit succéder au Roi *Guillaume*, toutes les *Branches Catholiques* de la postérité de *Jaques I*; & défera la Couronne à la *Branch Protestante*, qui pour lors consistoit dans la Famille de *Sophie*, *Electrice d'Hanovre* & petite fille par sa Mère de *Jaques I*. Elle reçut la notification de cet Acte par une Ambassade solennelle, qui portoit en même tems l'Ordre de la *Jarrettière* à son Fils, *Electeur & Duc d'Hanovre* depuis le 28 de Janvier 1698. Le même Acte fut confirmé sous le Règne de la Reine *Anne* par divers autres Actes de *Parlement*; & l'*Electeur d'Hanovre* fut reconnu pour l'Héritier présomptif des Courones de la *Grande Bretagne* & d'*Irlande*: mais la Reine, dont les vues n'étoient pas tout-à-fait les mêmes que celles du *Parlement*, ne voulut jamais permettre à ce Prince de venir en *Angleterre*; & tout ce qu'il en put obtenir, fut d'avoir à *Londres* un Résident, qui veillât à ses intérêts.

Il fut proclamé Roi le 14 d'Août 1714, jour de la mort de cette Reine; & Couronné le 31 d'Octobre suivant.

Son Mariage,
& ses Enfants.

Le 21 de Novembre 1682 il avoit épousé sa Cousine Germaine *Sophie-Dorothée*, Fille de *George-Guillaume de Brunswick*, Duc de *Zell*, dont elle étoit l'unique Héritière. Elle ne fut point reconnue Reine d'*Angleterre*; & mourut dans sa soixante-&-unième année, le 14 de Novembre 1726, au Château d'*Ablen*, étant séparée depuis 1694 d'avec son Mari, qu'elle avoit fait Père de deux Enfants. L'un étoit *George-Auguste*, Prince *Electoral d'Hanovre*, depuis *Prince de Galles*, aujourd'hui successeur de son Père en tous ses Etats, né le 10 Novembre 1683; & l'autre *Sophie-Dorothée*, mariée le 28 de Novembre 1687. à *Frédéric-Guillaume*, depuis *Electeur de Brandebourg* & *Roi de Prusse*, sous le nom de *Frédéric I*. C'est le Père du *Roi de Prusse* aujourd'hui régnant.

Mariage & En-
fants du Prince
George-Auguste,
aujourd'hui *Geor-
ge II*, *Roi d'An-
gletorre*.

Le Prince *George-Auguste* épousa le 2 de Septembre 1705. *Guillelmine Dorothée-Charlotte*, Fille de *Jean-Frédéric*, *Marquis de Brandebourg-Anspach*, dont il avoit eu, lorsque son Père devint Roi, *Frédéric-Louis*, né le 31 de Janvier 1717 à *Hanovre*, où se fit son éducation; fait par son Aieul Chevalier de la *Jarrettière* en 1716, Duc de *Glocester* en 1718, ensuite Baron de *Snaudon*, *Vicomte de Lameston*, Comte d'*Eltham*, *Marquis de Wight* & Duc de *Cornouaille*, & d'*Edimbourg*, & créé Prince de *Galles*, depuis que son Père est sur le Trône: *Anne*, née le 2 de Novembre 1709; *Amélie-Sophie-Eléonor*, née le 10 de Juillet 1711; *Elisabeth-Caroline*, née le 16 de Juin 1713; *Guillaume-Auguste*, fait

A N N É E M D C C X X V I R.

par le Roi son Aieul *Baron d'Alderney, Vicomte de Tromaton, Marquis de Berkamstead & Duc de Cumberland*, né le 16 d'Avril 1721; *Marie*, née le 5 de Mars 1723; & *Louise* née le 18 de Décembre 1724.

George-Auguste avoit été fait par la Reine *Anne*, Chevalier de la *Jarretière*, & nommé *Pair d'Angleterre*, sous le titre de *Duc de Cambridge*, en 1706. Il prit séance au Parlement en cette qualité le 3 d'Octobre 1714; & le Roi son Père le créa *Duc de Cornouailles & d'Edimbourg*; Titre qui passa bientôt après à son Fils aîné, dès que selon l'usage, il eut été par Lettres Patentes créé *Prince de Galles*.

On remarqua que *George I* étoit mort dans la même Chambre dans laquelle il étoit né le 18 de Juin 1660, son Père étant alors Evêque d'*Osnabrug*. Aussi-tôt après sa mort, on dépêcha des Couriers de tous côtés pour porter cette nouvelle. Les ordres furent donnés en même tems de sonner les Cloches, selon la coutume, dans toutes les Villes de l'Electorat d'*Hanovre*, & toute la Cour prit le Deuil, & en attendant ce que la *Cour d'Angleterre* ordonneroit par rapport aux Funérailles du Roi. Son Corps fut en dépôt à *Osnabrug* jusqu'au commencement du mois de Septembre suivant, qu'en conséquence des Ordres venus d'*Angleterre*, il fut remis la nuit du 3 au 4 aux Officiers du nouveau Roi, qui le conduisirent en quatre nuits à *Hanovre*, au moyen de divers détachemens qui se relevèrent sur la route. Il fut reçu la nuit du 7 à quelque distance de la Ville, par soixante Gardes du Corps à Cheval, commandés par le Baron de *Goertz*, Capitaine du Château, chargé de la conduite de cette Cérémonie. On avoit distribué mille hommes de la Garnison en différens postes, pour empêcher le désordre. La route du Convoi fut bordée de deux haies de Soldats, qui présentèrent les armes lorsqu'il passa. Ce fut après minuit que la Marche commença dans l'ordre suivant.

Funérailles de
George I.

I. Deux Domestiques à Cheval tenant chacun à la main un Flambeau. II. Un Trompète à Cheval en grand deuil. III. Un Carosse à six Chevaux dans lequel étoient les Valets de Chambre & le Chirurgien du feu Roi. IV. Un Officier & trente Gardes à Cheval, l'Epée nue & la pointe renversée sous le bras gauche. V. Dix Valôts de pied, deux à deux. VI. Le Carosse de Deuil portant le Corps. Il étoit tiré par six Chevaux, que menaient autant de Palefreniers, & qu'environnoient plusieurs Pages à pied. VII. Deux Trompètes à Cheval, tenant leurs Trompètes renversées, dont ils ne sonnèrent point durant la marche. VIII. Un Officier & trente Gardes à Cheval, comme ci-dessus. IX. Trois Pages à Cheval. X. Deux Officiers des Gardes du Corps à Cheval, en grand Manteau de Deuil. XI. Le Baron de *Goertz* en Manteau de Deuil, montant un Cheval blanc. XII. Deux Chambellans à Cheval, en Manteau long. XIII. Deux Gentilshommes de la Cham-

bre vêtus de même. XIV, Deux Gentilshommes de Cour, aussi vêtus de même. XV, Trente, tant Valets de pied que Palefreniers à Cheval, portant des Flambeaux de même que cent Bourgeois en deuil, qui marchaient à côté du Convoi,

Lorsqu'on fut arrivé dans la première Cour du Château, seize Colonels ou Lieutenans-Colonels portèrent le Cercueil au lieu préparé pour la sépulture du Roi. Seize Pages, tête nue, aiant des Flambeaux à la main, conduisirent le Corps jusqu'à cet endroit, qu'on avoit illuminé, de même que toute l'Eglise & toutes les Cours du Château. Le concours du Peuple pour voir cette Cérémonie fut d'autant plus grand, que c'étoit alors le tems de la Foire d'*Hanovre*.

Monument que
lui dresse la ville
d'*Osnabrug*.

On reçoit à *Londres* la nouvelle
de la mort du Roi.
25. Juin.

Le Prince de
Galles en est in-
struit & se rend à
Londres.

Le Conseil s'as-
semble.

Discours du nou-
veau Roi au Con-
seil.

La Ville d'*Osnabrug* témoigna son attachement à la Maison de *Brunswick*, en faisant ériger un Monument à la mémoire de *George I.*

La nouvelle de la mort du Roi fut apportée à *Londres* le 25 de Juin sur les trois heures après midi par le S. *Crew*, Messager d'Etat, & dans l'instant elle se répandit jusqu'à trente milles aux environs. Le Chevalier *Robert Wapole* en fut instruit des premiers à la Maison de Campagne près de *Chelsea*. Sur le champ il fit donner des ordres à *Londres* de doubler la garde à la Tour & dans les autres postes; & se rendit en diligence à *Richmont* pour informer le Prince & la Princesse de *Calles* de cette nouvelle. Ils montèrent aussitôt en Carosse, & vinrent sur les sept heures du soir descendre à leur Palais de *Leicester* à *Londres*.

Sur les huit heures, le Duc de *Newcastle* Secrétaire d'Etat & le S. *Pelham* son Frère, Secrétaire des Guerres, arrivèrent de la Campagne au Palais de *Leicester*, où la plus grande partie des Membres du Conseil Privé s'assemblèrent aussitôt pour saluer le Prince de *Galles*, en qualité de Roi de la grande *Bretagne*, de *France* & d'*Irlande*. Ce Prince leur adressa le discours suivant.

La mort imprevue & subite du Roi mon très cher Père a rempli mon cœur de tant de douleur & de surprise, que je ne sais comment m'exprimer en cette grande & triste occasion.

Je sens tout le poids du fardeau, qu'il me faudra soutenir, en prenant le Gouvernement d'une Nation aussi puissante au dedans, & dont les résolutions ont tant d'influence au dehors; mais l'affection & la tendresse, que j'ai pour ce Pais, fondées sur l'expérience & sur la connoissance que j'ai de vous, me fait résoudre à surmonter avec plaisir toutes sortes de difficultés pour l'amour & pour le bien de mon Peuple.

La Religion, les Loix & les Libertés de ce Royaume me sont très chères; & la conservation de la Constitution de l'Eglise & de l'Etat, telle qu'elle est à présent heureusement établie, sera durant tout le cours de mon Règne le premier & le principal de mes soins.

Et comme le rétablissement de la tranquillité générale & le maintien de l'équilibre

ANNEE MDCCXXVII.

l'équilibre de Puissance en Europe doivent être le fruit des alliances, que le feu Roi mon Pere a contractées avec des Puissances étrangères ; je tâcherai de cultiver ces Alliances, & d'avancer & de perfectionner ce grand ouvrage pour l'honneur & la sûreté de mon peuple.

Quelques-uns vouloient que l'on proclamât le Roi sur le champ : mais comme il étoit déjà tard & que la Cérémonie demandoit quelques préparatifs, on convint de la renvoyer au lendemain & l'on se contenta de dresser l'Acte de la Proclamation en ces termes.

Comme il a plu au Dieu tout-puissant de retirer en sa grace notre dernier Souverain & Seigneur le Roi GEORGE de Benite Mémoire, par le décès duquel les Couronnes Impériales de la Grande Bretagne, de France & d'Irlande sont échues au Prince, GEORGE, Prince de Galles : A ces causes Nous les Lords Spirituels & Temporels de ces Roiaumes, assistés des Conseillers Privés de Sa Majesté défunte & d'un grand nombre d'autres principaux Gentilshommes, avec le Lord Maire, les Aldermans & Citoiens de Londres, Publiions & Proclamons d'unanimité de voix, de consentement, de bouche & de cœur, que le Haut & Puissant Prince, GEORGE, Prince de Galles, par la mort de notre dernier Souverain d'Heureuse Mémoire, est devenu notre unique, légitime & véritable Souverain GEORGE II, par la Grace de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne, de France & d'Irlande, Défenseur de la Foi, &c. auquel nous promettons hommage, entière fidélité & obéissance constante avec une affection cordiale & soumise : priant Dieu par lequel les Rois & les Reines règnent, de benir Sa Majesté le Roi GEORGE II, d'un long & heureux Règne sur nous,

Proclamation
pour reconnoître
le nouveau Roi.

Donné au Palais de Leicester le 25 Juin 1727.

DIEU BENISSE LE ROI.

Cette Proclamation fut signée d'environ trois cens, tant Lords qu'autres Personnes. Le lendemain vers le midi la Publication s'en fit avec la pompe & les Cérémonies ordinaires, d'abord devant le Palais de Leicester, ensuite à Charring-Cross, au Temple-Bar, à la Bourse Royale, & dans Cheapside, au bruit du canon de la Tour, du Parc & de l'autre côté de la Rivière. Le Pavillon Roïal fut arboré toute la journée aux Heux accoutumés ; & le soir on fit des illuminations & des Feux de joie par toute la Ville. La même Cérémonie se fit successivement dans les différentes Villes du Roiaume avec les mêmes témoignages de joie : mais aucune ne se signala davantage que la Ville d'Oxford ; & depuis le rétablissement de Charles II, on n'avoit vu nulle part des réjouissances pareilles à celles qui se firent en cette occasion, George II fut proclamé le 30, Roi d'Ecosse à Edimbourg, & d'Irlande à Dublin.

Proclamation de
la Proclamation.
26. Juin.

Tome XIV. Partie I,

B

Le Parlement
s'assemble.

Le Parlement s'assembla le 26 après midi conformément à l'Acte de la Succession. Quoiqu'on fût dans une saison, où l'on s'empresse d'aller à la Campagne, il se trouva soixante Pairs à la *Chambre-Haute*, & deux cens-soixante Députés dans la *Chambre-Basse*. Les *Communes* aiant été mandées par les *Seigneurs*, on lut une Commission du Roi *George II*, qui protégeoit le Parlement jusqu'au 7 du mois suivant. Les deux *Chambres* s'occupèrent ensuite à prêter au Roi les Sermens requis par la Loi.

La Reine écrivit le même jour aux trois Princesses *Anne*, *Amélie*, & *Caroline*, au sujet de la mort du Roi leur Aïeul, un Billet en Anglois; dont voici la traduction, telle qu'on le publia dans le tems.

Billet de la Reine
Aux trois Prin-
cesses.

M E S C H E R S E N F A N S ,

Je vous écris après avoir passé une très mauvaise nuit, aiant continuellement un Roi mort devant les yeux, & je ne l'oublierai jamais. Je suis persuadée que le Roi votre Père ne pouvoit-vous donner de plus grandes marques de l'amour & des bonnes intentions qu'il a pour vous qu'en se souvenant de vous & en passant hier par Kensington pour vous voir, avant que de venir à Londres. J'espère que la mort de votre Aïeul vous servira de leçon de l'instabilité de toutes les Grandeurs humaines; & que vous aurez soin d'être toujours prêtes à rendre compte à Dieu tout-puissant de toutes vos actions, lorsqu'il lui plaira de vous appeler devant lui. Adieu, mes chères.

Ce 26 Juin 1727.

C A R O L I N E .

Après qu'on eut mis ordre aux affaires les plus pressées, on dépêcha des Couriers dans toutes les Cours, pour y faire part, au nom de *George II*, de la mort de *George I*.

Il est compli-
menté par le Lord
Maire & les Alder-
mans.
26. Juin.

Ce fut aussi le même jour que le Lord Maire & la Cour des Aldermans se rendirent en corps au Palais de *Leicester*; où le Baron *Thompson*, Orateur & Greffier de la Ville de *Londres*, fit au Roi le Compliment suivant.

S I R E ,

La Cour du Lord Maire & des Aldermans de la Ville de Londres; supplie très humblement Votre Majesté de leur permettre de témoigner leur affliction du décès de leur dernier Souverain, & de féliciter Votre Majesté sur son avènement à la Couronne Impériale de ces Roiaumes.

Lorsqu'ils rappellent dans leur esprit avec quelle valeur, Votre Majesté

ANNEE MDCCXXVII.

se signala de si bonne heure dans la défense de la Religion Protestante & des libertés de l'Europe ; & quand ils se remettent en la mémoire avec quelle douceur & quelle prudence Votre Majesté tint les rênes du Gouvernement , lorsqu'elle avoit la Régence de ces Roiaumes , & que dans ce petit espace de tems Elle fut gagner universellement les cœurs & l'affection des Peuples ; quand ils contemplant quelles Vertus inhérentes & vraiment roiales ont rendu la Personne de Votre Majesté véritablement illustre : toutes ces agréables & consolantes réflexions , d'où résultent des espérances confirmées par la gracieuse Déclaration de Votre Majesté , comblent de joie & de satisfaction ces très fidèles & très soumis Sujets ; & leur donnent une ferme confiance que Votre Majesté réparera les pertes , qu'ils ont faites du Roi votre Prédécesseur , que vous ferez le Père benin de votre Peuple , que vous les protégerez dans la jouissance de leur Religion , de leurs Loix & de leurs Libertés ; & que vous ferez vos délices de procurer leur bien & leur félicité.

De leur côté, ces fidèles Sujets de Votre Majesté viennent en toute Soumission vous offrir les vœux les plus ardens pour la longue vie & la santé de Votre Personne Royale ; & Votre Majesté peut s'assurer , que dans leur sphère ils feront , avec un zèle ardent & sincère , tous leurs efforts pour le maintien du Gouvernement de Votre Majesté , qu'ils veilleront sans cesse & n'oublieront aucun soin pour établir & pour affermir le zèle de vos Sujets ; & qu'ils feront tout ce qui dépendra d'eux , pour que le Règne de Votre Majesté soit heureux & florissant.

Le Roi répondit à ce Compliment en ces termes : *Je vous remercie de ces promptes marques , que vous me donnés en cette occasion , de votre affection & de votre zèle.* Il termina la Cérémonie en conférant le Titre de Chevalier au S. Robert Baylis , l'un des Aldermans.

Au sortir de l'Audience du Roi , le Lord Maire & les Aldermans passèrent chés la Reine , à qui le Baron Thompson adressa ce Compliment.

Ils complimentent la Reine.

MADAME ,

La Cour du Lord Maire & des Aldermans de la Ville de Londres , prend en toute humilité la liberté de vous marquer la douleur de la mort de leur dernier Souverain , & leur joie de l'avènement de Sa Majesté le Roi votre Epoux à la Couronne Impériale de ce Roiaume.

C'est avec une grande satisfaction qu'ils voient , que la Providence gratuite Votre Majesté d'une Couronne à la place de celle que Vous voulutes bien refuser pour l'amour de la Religion. Ils présument pouvoir s'assurer que cette Couronne sera d'autant plus agréable à Votre Majesté , qu'elle va la mettre en état de faire du bien.

A N N E E M D C C X X V I I.

Ils sont très sensibles aux grandes obligations qu'ils ont à Votre Majesté, surtout par rapport au grand soin qu'Elle prend de la Famille Royale, qui déjà présente dans l'avenir à leurs yeux une agréable perspective de félicités.

Ils font avec soumission des vœux très ardens pour la longue vie & la santé de Votre Majesté; pour que Vous soyez toujours la consolation & les délices du Roi Votre Epoux, & que vous ayez le plaisir de procurer un grand nombre de félicités à ses Sujets.

Adresse de la
Ville d'Excester.
3. Juillet.

La Ville d'Excester, profitant du séjour que la Cour alla faire à Kensington pendant que l'on préparoit les appartemens du Palais de Saint James, fut des premières à féliciter le Roi par cette Adresse, que le S. Samuel Molynœux, l'un des Secretaires de la Chambre du Roi lorsqu'il étoit Prince de Galles, lui présenta.

T R E ' S G R A C I E U X S O U V E R A I N ,

Nous, les très humbles & très fidèles Sujets de Votre Majesté, le Maire les Echevins, les Membres de Justice & les principaux Habitans de votre Ville d'Excester, que, sous le Règne de Votre glorieux Père, notre dernier Souverain d'heureuse mémoire, Vous, seul Héritier présomptif des Couronnes Impériales de ces Roiaumes, avez gracieusement prise sous Votre Protection immédiate, nous trouvons obligés doublement, & plus particulièrement que tous les autres Sujets de Votre Majesté, de partager la surprise & la douleur qu'elle a ressenties du grand & triste événement de la Mort inopinée du Roi son Père.

Si la Providence, en nous privant d'un Roi sage, nous avoit exposés aux difficultés ordinairement inséparables d'une Minorité; la perte que nous venons de faire, seroit insupportable à la Nation: mais comme, en nous ôtant un Prince, aussi chargé d'années & près du tombeau, qu'il étoit comblé de gloire, elle nous en donne un autre dans la force de son âge, & dont la sagesse nous est aussi connue que son affection pour la Grande Bretagne, nous nous soumettons avec résignation, & même avec une gaieté Chrétienne à sa divine volonté, dans l'espérance de voir sous le Règne heureux de Votre Majesté la Nation, loin de diminuer, croître au contraire, en pouvoir au-dedans, en influence & crédit au-dehors.

Vos Peuples, sans les assurances de votre parole Royale, auroient pu compter sur la sûreté de leur Religion, de leurs Loix, de leurs Libertés, & sur le maintien de leur Constitution, telle qu'elle est heureusement établie aujourd'hui dans l'Eglise & dans l'Etat, sous un Prince, qui fit toujours profession de notre Sainte Religion, & dont la principale occupation fut toujours d'assister aux grands débats arrivés dans le Parlement, afin de s'instruire de notre Constitution.

Enseigne Votre Majesté, que, nous les Habitans de votre Ville, avons

ANNÉE MDCCXXVI.

le bonheur de voir devenu , de notre Protecteur benin & gracieux que vous avés toujours été, notre Roi haut & puissant , à qui , comme à notre légitime & Souverain Seigneur , nous promettons toute obéissance & fidélité de cœur & d'affection ; puisse Votre Majesté finir & perfectionner le grand Ouvrage , que le feu Roi Votre Père de glorieuse mémoire a commencé si bien , & que Dieu réserve au bonheur de votre Règne , pour le rétablissement de la tranquillité générale & pour le maintien de la Balance en Europe ! Puisse ce Règne être heureux & long pour la gloire & l'honneur de Votre Majesté même , & pour l'avantage & la sûreté de ses Peuples !

Le Parlement s'étant rassemblé le 7 de Juillet , le Roi vint à la Chambre Haute , au milieu des acclamations d'une foule innombrable de Peuple ; & la Chambre-Basse aiant été mandée , il prononça de son Trône le Dicours , que voici :

Ouverture de la
Séance du Parle-
ment.
7. Juillet.

MILORDS ET MESSIEURS,

Dicours du Roi.

Je suis persuadé que vous partagés avec moi la douleur , que me cause la mort du feu Roi mon Père , laquelle , en me chargeant immédiatement du poids du Gouvernement , me fait craindre de ne pouvoir pas , malgré mes efforts , réussir , autant que je le souhaite , à vous rendre un Peuple aussi puissant qu'heureux.

Je desirerois de tout mon cœur que cette première & solennelle déclaration de tous mes sentimens pût suffire à les exprimer , & vous donner une juste & véritable idée de ma ferme résolution de mériter , par tous les moyens possibles , l'affection & l'amour de mon Peuple , que je regarderai toujours comme le plus grand & le plus sûr appui de ma Couronne.

La Religion , la Liberté , la Propriété , l'exacte observation des Loix faisant le bonheur le plus estimable d'un Peuple libre & les Privilèges particuliers de cette Nation , mon principal soin sera toujours de conserver inviolablement dans toutes ses parties , la Constitution de ce Royaume , telle qu'elle est heureusement établie aujourd'hui dans l'Eglise & dans l'Etat , d'assurer à tous mes Sujets la pleine jouissance de leurs Droits par rapport à la Religion & par rapport au Gouvernement Civil.

Je vois avec beaucoup de plaisir les heureux effets de la vigoureuse résolution , que ce Parlement a montrée dans sa dernière Séance , pour la défense des Droits & des Possessions de cette Nation , pour le maintien de la tranquillité générale & de l'équilibre de puissance dans l'Europe. L'étroite union & l'heureuse harmonie , qui jusqu'à présent ont subsisté , sans se démentir , entre les Alliés du Traité d'Hanovre , ont plus contribué , que toute autre chose , à nous faire envisager la Paix générale comme prochaine. C'est ce qui m'a fait donner à tous mes Alliés les plus fortes assurances de

A N N É E M D C C X V I I.

suivre les mêmes mesures & de remplir les engagements, où la Couronne de la Grande Bretagne est entrée.

L'empressement avec lequel on a levé les Subsidés nécessaires à la continuation de ce grand Ouvrage, exige avec justice que les dépenses publiques soient diminuées, aussi-tôt que les circonstances des affaires le permettront. J'ai déjà donné des ordres pour renvoyer en Irlande quelques-uns des Régimens, qu'en on avoit tirés; & mon intention est de continuer à réduire mes forces sur Mer & sur Terre, aussi-tôt que je le pourrai, sans préjudicier à la cause commune, & selon qu'il sera convenable à l'intérêt de mon Roïaume.

M E S S I E U R S D E L A C H A M B R E D E S C O M M U N E S.

Vous n'ignorez pas que, par la mort du Roi, le don de la plus grande partie des Revenus de la Liste Civile a pris fin; & qu'il est nécessaire que vous destiniés de nouveaux fonds à l'entretien de ma Personne & de ma Famille. Je suis assuré qu'il est inutile de recommander à vos soins ce qui me touche de si près & m'intéresse personnellement; & je suis au contraire persuadé que de justes égards pour l'honneur & la dignité de la Couronne, joints à l'expérience du passé, vous porteront à me donner cette première preuve de votre zèle & de votre affection, d'une manière qui réponde aux besoins de mon Gouvernement.

M I L O R D S E T M E S S I E U R S,

Je vous recommande d'expédier le plus promptement qu'il sera possible les affaires qui seront portés devant vous. La saison & les autres circonstances du tems requièrent votre présence dans les Provinces, & ne permettent pas que cette Séance soit de longue durée.

Aussi-tôt que le Roi fut sorti, les Seigneurs délibérèrent sur l'Adresse, qu'ils devoient lui présenter, selon la coutume: mais les Communes, obligées de donner le reste du jour à la prestation du Serment de fidélité, remirent au lendemain à délibérer sur la leur. Voici celle des Seigneurs, qui fut présentée le surlendemain.

T R È S G R A C I E U X S O U V E R A I N,

Adresse des Seigneurs.
9. Juillet.

Nous, les très humbles Sujets de Votre Majesté, les Seigneurs Spirituels & Temporels assemblés en Parlement, demandons la permission de faire nos très sincères remerciemens à Votre Majesté de sa très gracieuse harangue prononcée du Trône, & de l'assurer que, dans le même tems que le décès de notre très gracieux Souverain nous pénètre de la douleur la plus vive, nos

A N N E E M D C C X X V I I I

cœurs sont remplis d'une joie inexprimable de votre heureux & paisible avènement à la Couronne des Rois vos Ancêtres.

Nous devons une très sincère & très respectueuse reconnaissance à la tendresse de Votre Majesté pour son Peuple. Nous la devons à sa très gracieuse & solennelle déclaration de regarder toujours l'affection & l'amour de son Peuple comme le plus grand & le plus sûr appui de la Couronne, & de faire toujours son principal soin de conserver inviolablement la Constitution de ce Roiaume, telle qu'elle est heureusement établie aujourd'hui dans l'Eglise & dans l'Etat; & d'assurer à tous les Sujets la jouissance de leurs Droits par rapport à la Religion & par rapport au Gouvernement Civil. C'est sur quoi nous pouvons d'autant plus compter, que Votre Majesté s'est distinguée de très bonne heure & d'une manière éclatante pour la défense de la Cause Protestante en particulier, & des libertés de l'Europe en général.

Les bons Sujets de Votre Majesté ne pouvoient pas être mieux encouragés à s'acquiescer fidèlement de leur devoir, que par Votre Approbation Royale de la vigoureuse résolution, que l'on a fait voir dans la dernière Séance du Parlement, pour la défense des Droits & des Possessions de la Nation, & pour le maintien de la tranquillité générale & de la balance du pouvoir en Europe. Rien ne pouvoit encore nous donner une plus grande satisfaction de la part de Votre Majesté, que les fortes assurances qu'elle a données à ses Alliés, de vouloir suivre les mêmes mesures & remplir les engagements, où la Couronne de la Grande-Bretagne est entrée.

Nous sommes fortement persuadés que toutes les marques de la grande bonté de Votre Majesté pour ses Sujets méritent tous les remercimens imaginables de respect & de fidélité, qu'elle ne sauroit manquer de recevoir; & nous demandons la permission d'assurer Votre Majesté que nous lui serons inviolablement fidèles, & que nous sommes dans la ferme & constante résolution de maintenir dans toutes les occurrences son Droit & son Titre incontestable à la Couronne Impériale de ces Roiaumes & de leurs Domaines; que nous ferons les derniers efforts, en conséquence des assurances solennelles que nous en avons déjà données, pour maintenir son Droit incontestable à toutes les autres parties de ses Etats, quelles qu'elles puissent être; & que nous embrasserons avec joie toutes les occasions de soutenir & d'augmenter l'honneur & la dignité de la Couronne.

Le Roi répondit.

M I L O R D S,

Je vous remercie de bon cœur de cette très fidèle Adresse. Une pareille démonstration de votre affection & de votre fidélité ne peut que m'être très agréable. Vous pouvez être assurés que, durant tout le cours de mon

Règne, je n'aurai rien autre chose en vue que l'intérêt & le bonheur de mon Peuple.

Adresse des
Communes,
9, 11. Juillet.

Ce fut le Chevalier *Paul Methuen* qui, le 9, fit aux *Communes* la proposition de présenter une *Adresse* au Roi. Par cette raison, il fut nommé Président du *Committé*, qu'on chargea de la dresser : mais le Chevalier *Robert Walpole* se trouvant un des Membres de ce *Committé*, le Président le pria de prendre la plume & de composer lui-même l'*Adresse*. Ce qu'il fit, & toute la *Chambre* adopta ce qu'il avoit écrit, sans y rien changer. Elle fut présentée le 11 par l'*Orateur des Communes* à la tête de la *Députation*. La voici :

T R È S G R A C I E U X S O U V E R A I N ,

Nous, les très humbles & très fidèles Sujets de Votre Majesté, les Communes de la Grande-Bretagne assemblées en Parlement, pénétrées d'un vif sentiment de reconnoissance au souvenir de tant de bénédictions, dont nous avons joui sous le Gouvernement de feu notre très gracieux Souverain, demandons très respectueusement à Votre Majesté la permission de lui faire nos complimens de condoléance sur la mort du Roi son auguste Père. C'est une perte pour cette Nation, qui ne pouvoit être réparée que par Votre Majesté même.

Votre succession immédiate dissipe toute notre tristesse ; & la continuation non interrompue de ces mêmes bénédictions, dont nous jouissons depuis longtemps, nous oblige à manifester avec soumission & reconnoissance, les justes sentimens, que nous inspire notre bonheur présent & celui que nous espérons ; & de supplier Votre Majesté de recevoir les sincères sollicitations de vos Communes sur votre heureux avènement au Trône des Rois vos Ancêtres.

La très gracieuse harangue, prononcée du Trône par Votre Majesté, demande des témoignages extraordinaires de respect & de reconnoissance à cause du soin paternel, qu'il vous a plu de montrer pour notre Religion, pour nos Loix, & pour nos Libertés ; à cause de ces amplex assurances, que vous nous avez données, de conserver inviolablement la Constitution de ce Roïaume, telle qu'elle est heureusement établie aujourd'hui dans l'Eglise & dans l'Etat, & d'assurer à tous Vos Sujets l'entière jouissance de leurs Droits, par rapport à la Religion, & par rapport au Gouvernement Civil. Comme un Peuple libre ne peut rien avoir de plus précieux que ces bénédictions, & que ce sont des Privilèges particuliers à cette Nation, nous ne saurions assez admirer la bonté de Votre Majesté, ni dignement exprimer combien nous sommes satisfaits de la résolution, qu'elle nous a solennellement déclaré qu'elle avoit prise de mettre son principal soin à procurer le bonheur de son Peuple.

Nous félicitons Votre Majesté sur la signature des Articles préliminaires ;

A N N É E M D C C X X V I I .

Et c'est avec beaucoup de plaisir que nous voyons le commencement de son Règne accompagné des heureux présages d'une Paix générale. Les premières assurances, que Votre Majesté donne à ses Alliés, de suivre les mêmes mesures, que son Auguste Père de glorieuse mémoire avoit prises, & de remplir les divers engagements, où la Couronne de la Grande-Bretagne est entrée, affermissent & cimentent l'étroite union, qui jusqu'à présent a fait régner une heureuse harmonie entre les Alliés du Traité d'Hanovre. Elles confirment en même tems l'espérance, que nous avons, de voir bien-tôt la tranquillité généralement rétablie, sous des conditions honorables, sûres ; & non moins avantageuses à Votre Majesté, qu'à ses Alliés.

Le soin, que notre intérêt propre nous a toujours fait & nous fera toujours prendre, de défendre les droits & les possessions de cette Nation, de soutenir l'honneur de notre Souverain, & de maintenir la Balance en Europe, est le motif, qui, dans la dernière Séance du Parlement, a fait que nous avons avec joie accordé les Subsidés nécessaires pour continuer ce grand Ouvrage : mais rien n'est plus capable de nous y porter, que de voir Votre Majesté commencer de si bonne heure à diminuer les dépenses publiques ; & se résoudre à réduire ses forces par Mer & par Terre, aussitôt qu'il sera possible sans préjudicier à la Cause commune, & selon que l'intérêt & la sûreté de cette Nation le pourront permettre.

Ces différentes & grandes preuves de la bonté de Votre Majesté, ce desir si marqué de procurer le bonheur de ses Peuples, demandent de nous les retours les plus éclatans de respect, de zèle & d'affection pour sa Personne & pour son Gouvernement. Pleinement convaincus que nos intérêts sont inséparables de ceux de Votre Majesté, nous demandons la permission de l'assurer que nous soutiendrons & maintiendrons, au péril de nos vies & de nos biens, son Droit & son Titre incontestable à la Couronne Impériale de ces Roïaumes & de leurs Domaines contre toutes sortes d'entreprises de quelque nature qu'elles puissent être.

Enfin lorsque nous réfléchissons que les Vertus Roïales de Votre Majesté promettent toutes les bénédictions, qui peuvent procéder d'un cœur véritablement grand ; lorsque nous considérons le caractère distingué de la Reine, Votre Roïale Compagne, & combien ses augustes qualités contribuent à l'augmentation du bonheur de votre Peuple ; lorsque nous jetons les yeux sur Votre nombreuse Famille, qui fait le sujet de notre espérance, & que nous regardons comme des gages assurés de la durée de notre heureuse Constitution ; nous nous sentons indispensablement obligés d'assurer Votre Majesté que, pour rendre le poids du sceptre plus léger & plus glorieux entre ses mains, nous établirons pour les dépenses de son Gouvernement Civil des revenus, qui suffiront à maintenir dans tout leur lustre l'honneur & la dignité de la Couronne.

Le *Roi*, qui fut extrêmement satisfait de la lecture de cette *Adresse*, répondit :

M E S S I E U R S ,

Je vous remercie de bon cœur de cette Adresse soumise & respectueuse. Les résolutions des Communes de la Grande-Bretagne ont un si grand poids, que c'est avec la dernière satisfaction que je reçois cette déclaration unanime de votre fidélité, de votre zèle & de votre affection pour moi. J'aurai toujours aux intérêts de mon Peuple une attention capable de répondre à l'attente, que vous avez conçue de mon Gouvernement.

Lorsque l'Orateur, le Chevalier *Spencer Compton* fit rapport aux *Communes* assemblées de cette Réponse, elles en furent si contentes qu'elles résolurent d'en remercier le *Roi* par une seconde *Adresse*. Ce qui s'exécuta quelques jours après.

Clôture de la
séance du Parle-
ment.
28 Juillet.

Cette Séance du Parlement ne fut que de vingt-&-un jours, & ne fut presque occupée que de ce qui regardoit les revenus, qu'il falloit accorder au *Roi*. Le 28, sur les trois heures après midi, ce Prince se rendit à la *Chambre-Haute* avec les Cérémonies ordinaires, & les *Communes* ayant été mandées, il donna son consentement royal aux *Bills* portés par les deux Chambres. Il doit suffire de rendre compte ici des principaux,

Bills passés dans
ce Parlement.

Un premier *Bill*, qui ne mérite aucun détail ordonnoit « que l'on » continueroit de retenir en prison le *S. Blakburn* & quelques autres, » détenus pour avoir autrefois conspiré contre le *Roi Guillaume* ».

Un second *Bill* regardoit les Personnes revêtues de Charges en *Irlande* & faisant leur résidence en *Angleterre*. Le 11. de ce mois les *Communes* avoient résolues « de les autoriser à prêter en *Angleterre* les » Sermens nécessaires pour les mettre en état de continuer les fonctions » de leurs Charges ». Le *Bill*, fait en conséquence, passa dans la *Chambre-Basse* le 22, & dans la *Chambre-Haute* le 25.

Les autres *Bills* étoient plus intéressans pour le *Roi*.

Le 17, ensuite d'une Délibération du 15, le Chevalier *Jean Eyles* Lord Maire de *Londres* & Sous-Gouverneur de la *Compagnie du Sud*, accompagné de plusieurs Directeurs & des autres Officiers de cette Compagnie, avoit présenté l'*Adresse* suivante au *Roi*.

T R E S G R A C I E U X S O U V E R A I N ,

La Corporation du Gouverneur & de la Compagnie des Marchands de la Grande-Bretagne, trafiquant à la Mer du Sud & dans les autres parties de l'Amérique, & travaillant à l'encouragement de la Pêche, af-

A N N É E M D C C X X V I I.

semblée dans une Cour générale, demande la permission de témoigner à Votre Majesté la grande douleur, qu'ils ont de la mort du Roi Votre Père; douleur qu'ils ressentent d'autant plus immédiatement, qu'il étoit leur Gouverneur & Protecteur.

Ils félicitent avec une joie très sensible Votre Majesté sur son heureux avènement au Trône; &, comme elle a toujours témoigné s'intéresser à la prospérité du Commerce, source intarissable des richesses, du pouvoir & de la grandeur de cette Nation, ils espèrent qu'Elle voudra bien les prendre sous sa Faveur & Protection Royale.

Et d'autant qu'ils se promettent que l'influence de Votre Majesté leur procurera de grands avantages, ils la supplient de la manière la plus humble & la plus soumise de vouloir bien leur faire la grace d'être leur Gouverneur.

Par ordre de la Cour Générale,

JEAN EYLES, *Sous-Gouverneur.*

JEAN RUDGE, *Député-Gouverneur.*

Le Roi leur avoit répondu « qu'il acceptoit l'offre qu'ils lui faisoient & » que la Compagnie pouvoit être assurée de sa protection ». Le 19 il avoit fait porter à la *Chambre-Basse* par le Trésorier de sa Maison un *Message*, dans lequel il disoit « qu'il avoit accepté l'offre de la *Compagnie du Sud*, & qu'il recommandoit à la *Chambre* d'aviser aux moyens propres à l'effectuer ». La *Chambre* avoit résolu sur le champ « d'autoriser le Roi par un Bill à être Gouverneur de la *Compagnie du Sud* ». Ce Bill avoit été présenté le même jour & lu deux fois. On avoit donné tout de suite ordre de le mettre au net. On l'avoit approuvé le 21, & les *Seigneurs* l'avoient passé le 25.

Le 14, le Chevalier *Robert Walpole* avoit fait à la *Chambre-Basse*, en grand *Committé*, la proposition d'accorder au Roi *George II*, pour son entretien particulier & celui de la Famille Royale, les revenus entiers de la *Liste Civile*, tels qu'en avoit joui le feu Roi *George I*, en les faisant servir en même tems à d'autres usages, conformément à la destination que le *Parlement* avoit fait d'une partie de ces revenus. Le *S. Schippen* se récriant d'abord contre cette proposition, avoit dit, entre autres choses, « qu'il étoit plus porté que qui ce fût, à donner sa voix pour l'entretien de la Maison du Roi, pour celui de la Famille Royale, & pour le maintien de l'honneur & de la dignité de la Couronne; mais qu'il croioit les sept cens mille livres Sterling, accordées à cet effet au feu Roi, plus que suffisantes, puisqu'il étoit à présumer que Sa Majesté ne dépenseroit pas autant pour les Elections & les Pensions, ni pour d'aussi fréquens voyages à *Hanovre*: Que comme le surplus de la *Liste Civile* avoit été si sagement destiné par

» le Chevalier *Robert Walpole* lui même à diminuer les Dêtes de la Na-
 » tion, il étoit surprenant que ce fût lui, qui, voulût en ce moment
 » abatre tout d'un coup une Piramide, qu'il avoit élevée à sa pro-
 » pre gloire: Que cependant il ne s'opposoit point à ce que le Com-
 » mitté trouveroit-à-propos de résoudre; mais que pour l'aquit de sa
 » conscience il avoit cru qu'il étoit de son devoir de faire part aux
 » Communes de ses observations ». Le Chevalier *Walpole*, pour ne
 laisser à personne le tems de raisonner sur les mêmes principes, avoit
 pris sur le champ la parole & représenté « qu'en considération de la
 » nombreuse Famille de Sa Majesté, la *Chambre* ne pouvoit se dispen-
 » ser de pourvoir dignement à son entretien par l'augmentation, qu'il
 » avoit proposée: Que c'étoit une chose d'autant plus nécessaire que sous
 » les Règnes de *Guillaume III*, de la Reine *Anne* & de *George I*, la
 » *Liste civile* n'avoit jamais pu suffire, & qu'il avoit fallu de tems
 » en tems y suppléer par des Subsidés extraordinaires ». Personne
 n'ayant embrassé l'avis du *S. Schippen*, on avoit résolu tout d'une voix
 « qu'on accorderoit à Sa Majesté, sa vie durant, pour l'entretien de sa
 » Maison, & pour le soutien de l'honneur & de la dignité de la Cou-
 » ronne, tout le produit des revenus de la *Liste Civile*, accordés au
 » feu Roi de glorieuse mémoire, à commencer le jour de son décès ». Les
 Communes avoient approuvé cette Résolution le lendemain. Elles
 s'en étoient fait lire le Bill le 21 & le 22, & les *Seigneurs* l'avoient
 passé le 23.

Le 15, la *Chambre-Basse*, avoit reçu du Trésorier de la Maison du
 Roi un Message portant que Sa Majesté considérant que la Provision
 faite pour la Reine son Epouse, en cas qu'elle vînt à lui survivre, étoit
 très insuffisante pour soutenir la Dignité Royale; & que, restreinte à cet
 égard par les Loix, elle ne la pouvoit pas augmenter; Elle croioit qu'il
 étoit nécessaire de recommander à la Chambre des Communes de faire une
 plus ample provision pour la Reine. On avoit examiné ce Message le 18
 & l'on avoit résolu « que la Reine auroit, en cas qu'elle survêquît au
 » Roi, cent mille Livres Sterling avec la Maison de *Somerset*, & la
 » Loge & les Terres du vieux Parc de *Richmont*: Que le Roi seroit
 » autorisé à charger de deux cens mille Livres Sterling les droits & reve-
 » nus, qui lui seroient assignés pour l'entretien de sa Maison, & le sou-
 » tien de l'honneur & de la dignité de la Couronne, & que ces droits
 » & revenus en resteroient chargés après la mort du Roi ». La pre-
 mière lecture du Bill, dressé sur cette Résolution, avoit été faite le 21,
 la seconde le 22; & ce jour on l'avoit mis en Committé. Le 24,
 on avoit approuvé quelques legers changemens, ordonnés la veille;
 & le 25, on l'avoit fait remettre à la *Chambre-Haute*, qui l'avoit passé
 sur le champ.

ANNEE M.D.C.C.X.V.II.

Après les Bills approuvés, le Roi prononça le Discours suivant:

MILORDS ET MESSIEURS,

Discours du Roi

Je ne saurois assez vous exprimer l'extrême satisfaction, que je ressens des preuves convaincantes, que vous m'avez données dans cette Séance, de votre attachement & de votre fidélité pour ma Personne, & de votre zèle pour mon Gouvernement.

MESSIEURS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES,

Je dois vous remercier en particulier de la promptitude avec laquelle vous m'avez unanimement accordé les révenus nécessaires pour le soutien de ma Famille & pour les besoins de mon Gouvernement Civil. C'est-ce que vous avez fait de la manière la plus agréable pour moi, jointe aux plus justes égards pour l'honneur & la dignité de la Couronne; & si quelque chose pouvoit augmenter mon inclination naturelle à faire mon principal soin & mon étude du bonheur de mes Sujets, cette marque de votre confiance particulière en moi m'engageroit encore plus fortement à me servir, pour l'honneur & l'intérêt de mon Peuple, du pouvoir, que vous m'avez donné, de faire du bien.

L'ample Provision, que vous avez fait pour la Reine, est une autre marque des égards, que vous avez pour moi. Je suis sur qu'elle la méritera bien, & j'en aurai toujours de la reconnoissance.

MILORDS ET MESSIEURS,

C'est un grand bonheur pour moi de voir la Nation dans l'état le plus heureux & le plus florissant, au plus haut point de gloire & de réputation, tenant en main l'équilibre de l'Europe, défendant ses justes Privilèges & ses possessions, & soutenant l'honneur de la Couronne de la Grande-Bretagne.

Je trouve au dedans, parmi mes Sujets Protestans, une telle charité mutuelle, une telle indulgence répandue dans tout le Roiaume, que l'Eglise Nationale ne murmure point de la tolérance accordée aux consciences scrupuleuses; & que ceux qui jouissent des avantages de cette tolérance, n'en vient point à l'Eglise dominante les Droits & les Immunités qui lui sont attribuées par les Loix.

De ces heureuses sources, de ces favorables conjonctures sont émanés cette tranquillité générale, cet accroissement de Crédit public, cet état florissant du Commerce, qui nous procurent une si considérable augmentation de richesses & de puissance; qui nous donnent cette considération & cette

influence au dehors , qui portent au plus haut point la gloire & le bonheur de cette Nation.

C'est pourquoi je ne doute point que votre conduite sage & modérée ne vous ait suffisamment aquis la bonne opinion & l'estime de votre Patrie , qui peut , en suivant la même conduite & les mêmes mesures , se promettre pour l'avenir toutes sortes de prospérités.

Comme l'expiration du Parlement est prochaine , je donnerai les ordres nécessaires à l'expédition des Lettres circulaires pour en convoquer un nouveau , le plus tôt qu'il sera possible. Je me persuade que l'émulation générale à témoigner pour ma Personne l'affection & la fidélité , que je vois , à ma grande satisfaction , être universelles , va se manifester encore d'avantage par le choix d'un Parlement bien affectionné pour l'heureux établissement de la Succession Protestante ; & de mon côté j'y répondrai par tout ce qui peut contribuer à l'augmentation d'une bonne correspondance & d'une heureuse harmonie entre mon Peuple & moi ; par tout ce qui peut perfectionner & perpétuer la félicité de la Grande Bretagne.

Proclamation
pour la dissolu-
tion du Parle-
ment.

Après ce Discours , le Chancelier , par ordre du Roi , prorogea le Parlement jusqu'au 9 de Septembre. Ce n'étoit qu'une pure formalité. Dans un grand Conseil , qui se tint à *Kensington* le 9 d'Août , on fit une *Proclamation* que le Roi signa le 16 , & qui fut publiée quelques jours après. Elle portoit , « que le Roi , de l'avis de son Conseil-Privé , dissolvoit » le Parlement , actuellement prorogé jusqu'au 9 de Septembre ; qu'il » dispensoit les *Seigneurs Spirituels & Temporels* , & les *Chevaliers* , *Ci-* » *toïens* , *Bourgeois* , & autres *Représentans* des Comtés & Bourgs dans » la *Chambre des Communes* , de s'assembler au jour marqué : mais que » comme il avoit résolu d'assembler son Peuple à la première occasion » pour avoir ses avis en Parlement , il faisoit savoir par ces Présentes , » que son vouloir & plaisir Roial étoit de convoquer un nouveau Par- » lement , & qu'il avoit chargé son Grand-Chancelier de la *Grande Bre-* » *tagne* de publier les Lettres circulaires pour la Convocation ; & que » ces Lettres devoient avoir force depuis le 21 du présent mois d'Août » jusqu'au 9 de Décembre suivant ».

Adresse de l'E-
glise Presbytéri-
enne d'Edimbourg.
9 Juillet

Le même jour que la *Chambre des Communes* présenta son *Adresse* au Roi , les *Ministres* , les *Anciens* , & les *Membres de l'Eglise Presbytérienne d'Edimbourg* , en approuvèrent une , qui fut signée par leur *Modérateur*. Ils la firent tenir ensuite au Duc de *Newcastle* , l'un des principaux *Secretaires d'Etat* , par lequel elle fut présentée au Roi. La voici.

S I R E ,

L'obéissance que nous devons à Votre Majesté , jointe au grand bonheur , dont nous avons joui depuis que la succession est entrée fort à propos dans

A N N E E M D C C X X V I I

Votre Auguste & Roïale Famille, nous fait prendre avec Vos autres fidèles Sujets, la liberté de nous approcher humblement de Votre Trône, pour faire à Votre Majesté nos complimens de condoléance sur la mort déplorable de feu notre très gracieux Souverain, Votre Auguste Père, d'heureuse mémoire; & pour féliciter très sincèrement & très cordialement Votre Majesté sur son heureux & paisible avènement au Trône.

Nous serions très ingrats envers Dieu, nous serions indignes de la protection & de la faveur de Votre Majesté, si nous n'étions pas très sensiblement touchés de la perte de Votre Auguste Père. La sagesse & la douceur de son Gouvernement, que Dieu s'est plu de bénir d'une manière remarquable en le faisant réussir dans toutes ses entreprises publiques, a, pendant tout le cours de son Règne, maintenu la paix, & procuré l'accroissement du bonheur de ses Peuples, par rapport à leurs intérêts Civils & de Religion. Nous ne pouvons donc envisager une mort si lamentable, que comme la perte du Père de ses Sujets, & du Père nourricier des Eglises Protestantes, & particulièrement de l'Eglise d'Ecosse.

Dans la circonstance d'une si grande perte, notre principale consolation, après la protection & la faveur de Dieu, n'est fondée que sur votre heureux avènement à la Couronne. Il dissipe tout à coup les conséquences, que la mort de feu Sa Majesté pouvoit faire appréhender. Le zèle & la fermeté, que Votre Majesté fit toujours voir pour les intérêts de la Religion Protestante, le courage héroïque, avec lequel elle a de si bonne heure hasardé sa vie pour la défense des Libertés de l'Europe, sa grande pénétration, mûrie par l'expérience & par la connoissance des affaires, ne nous laissent pas douter que nous ne trouvions en elle un sage & zélé Protecteur de notre Religion & de nos Libertés. D'ailleurs, la promptitude, avec laquelle Votre Majesté, dès son entrée dans l'administration des Affaires, nous assure d'une manière si solennelle qu'elle veut maintenir l'Eglise Protestante & l'Eglise d'Ecosse, telle qu'elle est établie par les Loix, nous donne une pleine confiance que nous trouverons en elle un autre Père nourricier de notre Eglise.

Nous serions tout-à-fait inexcusables, si de notre côté nous manquions à l'obéissance, qu'un tel Souverain doit recevoir de nous; & si nous témoignions la moindre indifférence pour ce qui concerne la stabilité de son Trône & la prospérité de son Gouvernement. Permettez-nous donc, SIRE, d'assurer Votre Majesté que nous nous faisons un devoir indispensable d'inspirer à tous ceux qui sont commis à nos soins, des principes d'une inviolable fidélité pour Votre Majesté, d'une bonne affection pour la Succession Protestante dans Votre Famille Roïale, & de la plus forte aversion pour le Prétendant; & que nous ferons notre possible, pour détruire jusqu'aux moindres semences de malveillance & d'infidélité.

Puisse Votre Majesté vivre longtems avec la Couronne des Rois ses Ancêtres, pour être un ornement de leur Trône! Puisse une sagesse consommée

diriger tous vos conseils, & le succès le plus heureux suivre toutes vos entreprises ! Puissent les bénédictions du Ciel les plus réservées accompagner Votre Majesté, Votre Royale Compagne notre gracieuse Reine, Son Altesse Royale le Prince de Galles, le reste de Vos Illustres Rejetons & toute la Famille Royale ! Puisse-t-il ne manquer jamais de Princes dans Votre Royale Lignée, pour hériter de votre sagesse & de vos vertus Royales ! Enfin, après avoir été longtems une bénédiction choisie pour vos peuples, & le Dépôttaire de l'Intérêt Protestant, puissiez-vous dans le Ciel être participant de la gloire immortelle !

Ce sont-là les prières ardentes, que font

De Votre Majesté

*Les très fidèles, très respectueux,
très obéissans & très loiaux sujets,
Les Ministres & les Anciens de
l'EGLISE PRESBYTERIENNE D'EDIMBOURG.*

D'Edimbourg, le 9 de Juillet 1727.

*Signé en notre nom & par notre ordre ;
JEAN THURNBURN Modérateur.*

Le lendemain, le Duc de Somerset & les Députés de l'Université de Cambridge présentèrent au Roi cette Adresse.

*Adresse de l'Université de Cambridge.
10 Juillet.*

T R E S G R A C I E U X S O U V E R A I N ,

Nous venons, avec des cœurs pleins d'affection pour Votre Majesté, la féliciter sur son heureux avènement au Trône de ses Ancêtres, & lui faire nos complimens de condoléance sur la perte, qu'elle vient de faire par la mort de son auguste Père notre très honoré & très aimé Souverain & Protecteur, dont la mémoire sera précieuse & comme sacrée pour Votre Université de Cambridge, aussi longtems que la reconnaissance continuera d'être la vertu des ames généreuses.

Dans la circonstance d'une telle perte, notre plus grande consolation vient de la connoissance, que nous avons de l'amour de Votre Majesté pour la Religion, pour les Loix & pour les Libertés de ce Roïaume, & nous concevons, par les preuves éclatantes, qu'elle donne de ses Vertus Royales, qu'il n'en peut résulter pour nous que des jours heureux.

*Les moindres de vos Sujets aiant reçu de vous l'exemple d'obéir à leur
Souverain,*

ANNEE MDCCXXVII.

Souverain , nous ne saurions douter que le Règne de Votre Majesté ne serve un jour de leçon aux plus grands Princes , pour faire leur propre bonheur & celui de leurs Peuples. La profonde sagesse de Votre Majesté , jointe à la connoissance qu'elle s'est acquise de son Peuple par une longue expérience , nous fait espérer de jouir sous Votre Règne de cette heureuse situation , que Vos Augustes Prédécesseurs n'ont pu que souhaiter durant les leurs. Les distinctions de Parti cessant , tous Vos Sujets peuvent se réunir par leur affection & leur fidélité pour leur Souverain , & par des efforts vigoureux pour le maintien de notre Constitution dans l'Eglise & dans l'Etat. Pour parvenir à l'accomplissement de ce glorieux Ouvrage , puisse Votre Majesté trouver ses Peuples toujours prêts de l'assister de leurs cœurs & de leurs mains ! Les nôtres ne lui manqueront jamais. Nous serons à la tête des plus empressés à rendre à Votre Majesté leurs devoirs , & nous montrerons à nos Compatriotes l'exemple d'une obéissance cordiale.

Lorsque nous regardons Votre Majesté comme Chef d'une grande Nation , qui Vous aime ; lorsque nous considérons Votre bonheur en possédant une Epouse , dont les vertus , qui depuis long-tems ont mérité la Couronne , font douter si Vos Peuples l'admirent ou l'aiment d'avantage ; lorsqu'enfin nous Vous voyons bény d'une Lignée nombreuse , de grande espérance & formée à la vertu par la naissance & par l'éducation ; nous avons de justes motifs de prendre chaque branche de Votre Famille Royale pour un gage assuré du bonheur & de la gloire dont notre Patrie doit jouir à jamais.

Que pouvons-nous souhaiter à Votre Majesté , que pouvons-nous désirer pour nous-mêmes , sinon la continuation de ces Bénédiction , & que Vous puissiez vivre un grand nombre d'années chéri de Vos Peuples & respecté de toutes les Nations voisines.

Donné sous notre Sceau ordinaire le 4 Juillet 1727.

Le Roi répondit « que cette Adresse de son Université de Cambridge si » remplie de marques de respect & d'attachement pour sa Personne & pour » sa Famille , ne lui pouvoit être que très agréable : Que le bon exemple » de fidélité , que l'Université donnoit , & l'influence qu'elle avoit sur la » Jeunesse de la Nation , contribueroient beaucoup à maintenir les Peuples » dans une entière affection pour la Personne & le Gouvernement de leur » Souverain , & faisoient qu'en toute occasion l'Université pouvoit-être » assurée de sa protection & de sa faveur ».

Le 12 du même mois , le Comte de Bröglia , Ambassadeur de France , eut une audience du Roi & de la Reine , pour leur faire des complimens de condoléance & de félicitation de la part de Sa Majesté Très Chrétienne. Il étoit revenu la veille d'un Voïage , que l'absence du feu Roi l'avoit laissé maître de faire à Paris ; & dans le passage il avoit pensé périr par une tempête , qui l'avoit forcé d'aller descendre à Deal.

Tome XIV. Partie I.

D

Le Roi est complimenté de la part du Roi de France.
12. Juillet.

Il l'avoit été
déjà le 27 de Juin
de la part des Es-
tats Generaux des
Provinces Unies.

Il ne fut pas le premier Ministre étranger qui complimenta leurs Majestés Britanniques sur leur avènement à la Couronne. Il avoit été prévenu les derniers jours du mois précédent par le S. *Hop* Envoyé extraordinaire des *Etats-Généraux des Provinces-Unies*. Le *Roi* reçut dans son cabinet ce Ministre, qui lui fit de la part de ses Maîtres un Compliment fort court de condoléance & de félicitation, auquel il ajouta « qu'il avoit » charge d'assurer Sa Majesté de l'intention où Leurs Hautes Puissances » étoient de persister avec fermeté dans les mesures déjà prises pour le » maintien du repos de l'*Europe*, & l'observation des *Traités* & des *Allian-* » *ces*, faites tant avec les Rois ses Prédécesseurs qu'avec les Princes de la » *Maison d'Hanovre* : Enfin que Leurs Hautes Puissances feroient paroître » en toute occasion qu'elles étoient les fidèles Alliés & les Amis sincères de » Sa Majesté ». L'Envoyé remit ensuite ses Lettres de Créance au *Roi*, qui lui répondit d'un ton ferme, » qu'il étoit très content de ces prompts té- » moignages que Leurs Hautes Puissances lui donnoient de la part, qu'elles » prenoient, tant à la perte qu'elle avoit faite, qu'à son avènement au » Trône : Qu'il les considéroit comme une preuve de leur affection & de » leur inclination pour lui : Qu'il n'avoit pas attendu cette démarche de leur » part pour donner ordre à son Ministre à *La Haye*, d'assurer Leurs Hautes » Puissances de toute son amitié pour la République, & de leur promettre » qu'il exécuteroit fidèlement & sincèrement tous les *Traités* & les *Allian-* » *ces*, comme il suivroit aussi les mesures prises par le feu *Roi* son Père ». Il ajouta » qu'il feroit tout ce qui pourroit servir à procurer la paix & le » repos de l'*Europe* : Qu'il considéreroit toujours les intérêts & le bien de » la République comme inséparables de ceux de la *Grande-Bretagne* ; & » qu'il ne souffriroit jamais qu'elle fût exposée au moindre mépris : Enfin, » qu'il avoit eu de tout tems une véritable & sincère amitié pour *Leurs* » *Hautes Puissances* ; & que, comme les *Provinces-Unies* & la *Maison* » *d'Hanovre* avoient entretenu de tous tems une parfaite intelligence, il les » considéreroit comme ses plus surs Alliés, & qu'il espéroit qu'elles auroient » une entière confiance en lui ». L'Envoyé fut ensuite admis à l'Audience de la Reine, à laquelle il fit un compliment à peu près semblable à celui qu'il avoit fait au *Roi*. La *Reine* lui répondit » qu'elle étoit fort obligée à » Leurs Hautes Puissances, & qu'elle contribueroit, autant qu'il dépen- » droit d'elle, à maintenir l'amitié qui lioit les deux Etats, & sur-tout » Leurs Hautes Puissances & la *Maison d'Hanovre*, puisque son sentiment » étoit que l'on devoit considérer les intérêts des uns & des autres comme » inséparables ; & que les deux Etats étant de la même Religion, ils en de- » voient être d'autant plus unis : Que pour elle, elle ne laisseroit passer au- » cune occasion de donner à Leurs Hautes Puissances des témoignages de » son amitié sincère. L'Envoyé, voulant se retirer, la *Reine* lui demanda » ce qu'il pensoit du Prince *Frédéric*, qu'il avoit vu, lorsqu'il avoit accom-

ANNEE MDCCXXVII.

pagné le feu Roi dans son dernier-Voïage à *Hanovre*. L'Envoïé ne manqua pas de répondre tout ce que l'on dit en pareil cas à des Souverains ; & la Reine lui dit : *Enfin , Monsieur l'Envoïé , j'aurai bientôt le plaisir d'embrasser ce Prince , que j'aime tendrement , & que je n'ai pas vu depuis plus de treize ans.*

Le Roi , comme il le dit en répondant au S. *Hop* , avoit prevenu ses complimens de félicitation , en faisant écrire par le Duc de *Newcastle* cette Lettre au S. *Finch* , Envoïé extraordinaire à *La Haie*.

Temoignages
d'amitié que le
Roi donne aux Es-
tats Généraux.

MONSIEUR ,

Vous verrez dans ma Lettre ci-jointe les ordres du Roi mon Maître d'assurer le Ministre des Etats Généraux de la ferme résolution, dans laquelle est Sa Majesté de cultiver avec soin la bonne intelligence entre cette Couronne & la République. Sa Majesté m'a fait la grace de me commander de vous écrire en particulier, qu'elle souhaite que vous employés les termes les plus forts & les plus expresseifs pour assurer, tant à ceux avec qui vous traités ordinairement qu'à chaque Membre de l'Etat, ainsi que vous le jugerez à propos, que le Roi, faisant attention aux intérêts des deux Nations, qui sont tellement unies ensemble que leur bonheur dépend de leur mutuelle bonne intelligence, étoit résolu non seulement de maintenir & d'exécuter les Alliances faites & les mesures prises en conséquence : mais encore de faire tout ce qui dépendra d'elle pour soutenir la République dans la possession de tous ses Droits & Privilèges pour avancer l'intérêt commun des deux Nations, ainsi que le doit faire un Allié fidèle & bien intentionné ; d'autant plus que Sa Majesté veut vivre avec Leurs Hautes Puissances dans l'union la plus parfaite, & leur donner sur ce sujet toute la satisfaction qu'elles peuvent desirer. Vous ferez part du contenu de cette Lettre à qui vous jugerez à propos, &c.

Lettre du Duc
de *Newcastle* au
S. *Finch* Ministre
d'Angleterre à *La*
Haie.

Il étoit d'autant plus convenable de s'assurer des bonnes intentions des Etats Généraux, que, si la Guerre avec l'Empereur & l'Espagne devoit continuer, on avoit envie d'obtenir d'eux des secours plus efficaces que les bons offices, qu'ils s'étoient contentés jusqu'alors d'employer auprès des Cours de *Vienne* & d'*Espagne* en faveur de l'*Angleterre*. Le S. *Finch* exécuta les ordres, qu'il avoit reçus avec beaucoup d'exactitude, accompagnant la Lettre qu'il avoit à rendre aux Etats Généraux, de ces expressions moins fortes que gigantesques, qui ne sont pas moins naturelles aux Anglois qu'aux Espagnols. Voici la Lettre du Roi.

HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS , NOS BONS AMIS , ALLIÉS ET
CONFÉDÉRÉS.

Lettre du Roi
aux Etats généraux.
27 Juin.

Ayant plu à Dieu Tout-Puissant d'appeller à lui le 22 de ce mois le Séréniss.
D ij

A N N E E M D C C X X V I I.

finis & très Puissant Prince le Roi GEORGE, de très heureuse mémoire, notre très honoré Père, & de nous élever au Trône; Nous n'avons pas voulu, quoique dans la dernière affliction, différer de vous faire part d'un événement si important, étant persuadé que vous vous intéressés sincèrement à tout ce qui nous peut arriver; & Nous nous servons de cette première occasion, pour vous assurer de la ferme résolution, où nous sommes, de cultiver l'union si heureusement établie entre Nous & votre Etat, & de vous donner en toute occasion les preuves les plus sincères de notre amitié. Et sur ce, Nous prions Dieu qu'il vous ait, Hauts & Puissans Seigneurs, nos bons Amis, Alliés & Confédérés, en sa sainte & digne garde.

Ecrit en notre Cour à Leicester-House, le 17 Juin de l'an 1727, & de notre Règne le premier.

Votre bien bon Ami,
G E O R G E,

Et plus bas, NEWCASTLE.

Ambassade extraordinaire des Etats généraux pour le même sujet.

15 Mars 1728.

Les *Etats Généraux*, qui ne voulurent point être en reste avec *Sa Majesté Britannique*, sur les témoignages publics d'amitié, ne tardèrent pas à prendre la résolution d'envoyer une Ambassade extraordinaire pour le féliciter sur son heureux avènement à la Couronne. Le Comte de *Velderen* & le *S. Silvins* furent choisis pour cet effet : mais ils ne se rendirent à *Londres* que dans les commencemens de l'année suivante; & le 15 de Mars, ils y firent leur entrée publique. Ils avoient couché la veille à *Greenwich*. Le Comte de *Radnor*, & le Chevalier *Cotterel* Maître des Cérémonies les y vinrent prendre avec les Barges du Roi, pour les conduire à la Tour, où la Garnison les reçut sous les armes & les salua du Drapeau. Les Carosses du Roi les prirent en cet endroit. Il y en avoit cinq à six chevaux. La marche commença par celui du Comte de *Radnor*. Il étoit suivi de la Maison des Ambassadeurs; quarante-six Domestiques de Livrées marchant deux-à-deux; huit Valets de Chambre à cheval; deux Ecuiers à cheval, en habits de velours noir avec des plumets noirs; huit Pages à cheval en habit de velours noir avec des vestes de brocard blanc, & des plumets blancs. Le reste de leur Cortège consistoit en huit Gentilshommes & cinq Secretaires, qui venoient ensuite dans leurs Carosses. Les cinq Carosses du Roi marchoient après la Maison des Ambassadeurs. Ils étoient suivis des leurs au nombre de cinq, traînés chacun par huit chevaux richement enharnachés, quoiqu'en deuil. Vingt-six autres Carosses à six chevaux, appartenant à divers Seigneurs, fermoient la marche. Les Ambassadeurs furent conduits au Palais de *Somerset*, que l'on avoit préparé pour eux. Le 17, le Comte *Dembig* & le Chevalier *Cotterel* les allèrent prendre à ce Palais pour les conduire sur les deux heures après midi dans la Sale du Palais de *Westmin-*

ANNEE M D C C X X V I I.

ster, où le Duc de Grafton les introduisit à l'Audience du Roi, qui ce jour-là s'étoit mis en habit de velours noir avec des boutons de diamant. Le Comte de Velderen, portant la parole, lui dit :

S I R E.

Compliment des
Ambassadeurs au
Roi.

Si Leurs Hautes Puissances les Etats Généraux nos Maîtres ont été sensiblement touchés de la mort de George I., de glorieuse Mémoire ; s'ils ont regretté sa constance & précieuse amitié pour leur Etat ; ils ont aussi senti la joie la plus vive & la plus sincère, en trouvant dans son Auguste Successeur les sentimens les plus favorables pour eux & pour la République.

Leur satisfaction a redoublé, quand ils ont pu voir dans Votre Majesté un Prince attentif & se dévouant uniquement au bien de ses Peuples, récompensé par de justes applaudissemens, qui s'augmentent tous les jours avec la durée de son Règne ; un Prince, qui, né pour la Victoire, mais ami de la Paix, prouve qu'il connoît le vrai devoir & la vraie gloire du Souverain ; en un mot, un Prince, qui, par une rare force d'esprit, trouve le seul Guide de sa conduite, dans les lumières que sa vertu lui fournit. Les Etats Généraux nos Maîtres en félicitent Votre Majesté & ses Sujets ; ils s'en félicitent eux-mêmes.

Leurs Hautes Puissances se sont fait un solide honneur de respecter la foi des Traités : mais elles découvrent dans le grand & beau Caractère de George II., de nouveaux motifs pour elles de remplir tous leurs engagements avec cette Couronne, & de satisfaire avec la plus scrupuleuse exactitude à leurs Alliances, qui fondent le bonheur des deux Nations & la tranquillité de l'Europe. Les dispositions de Votre Majesté sont infailliblement les mêmes ; Leurs Hautes Puissances en sont pleinement convaincues ; &, si leurs vœux sont exaucés, Votre Majesté jouira d'un Règne aussi long que glorieux, & d'une félicité digne de sa haute sagesse & de son sublime mérite.

Voilà, S I R E, ce que Leurs Hautes Puissances les Etats Généraux nos Maîtres, inviolablement attachés aux intérêts de Votre Majesté & de son Auguste Maison, nous ont ordonné d'exprimer en leur nom à Votre Majesté. Quelle gloire pour nous, quel ravissement, si Votre Majesté daigne approuver le choix, qu'ils ont fait de nos Persones, pour être, dans cette occasion solennelle, les Interprètes de leurs sentimens !

Ils allèrent ensuite à l'Audience de la Reine, à qui le même Ambassadeur adressa ce Compliment.

M A D A M E,

A la Reine.

Ce qui contribue puissamment à soulager la juste douleur, que la mort de George I. a causée à Leurs Hautes Puissances les Etats Généraux nos Maîtres,

A N N É E M D C C X X V I I

c'est de voir Votre Majesté, seule digne de son illustre Epoux, placée avec lui sur un même Trône,

Ils Vous félicitent, Madame, de ce que le noble mépris, que Votre Majesté fit autrefois d'une Couronne apparente, est récompensé par celle de la Grande Bretagne; & de ce que Votre pieuse Magnanimité n'a rien perdu par le plus rare des Sacrifices, Ils connoissent, MADAME, toute l'étendue de Vos Lumières & de Vos sublimes Qualités. Ils disputent à tout l'Univers l'honneur de leur rendre la plus exacte justice par le respect & la vénération. Ils admirent dans le caractère de Votre Majesté la Noblesse & l'élévation; ils en estiment, ils en chérissent la douceur & l'humanité; Vertus, dont ils se promettent le ferme appui d'une sûre protection.

Nous avons des Ordres très exprès d'en donner à Votre Majesté les assurances les plus fortes, Heureux, si nous nous acquitons dignement d'une si glorieuse Commission! Heureux, si nous n'aspirons pas en vain au précieux avantage d'avoir quelque part à la bienveillance de la plus respectable des Reines!

Ils furent aussi conduits le même jour à l'Audience du Duc de Cumberland & des Princesses, & le Comte de Velderen leur dit:

Au Duc de Cumberland, &c.

MONSIEUR, MESDAMES,

Les Seigneurs Etats Généraux nos Maîtres, après avoir été très sensibles à la mort de George I, se réjouissent avec Vous de l'avènement de Votre Auguste Père au Trône de la Grande Bretagne. Leurs Hautes Puissances se promettent de Vos Alteesses, avec la confiance la mieux fondée, les mêmes vertus, qui remplissent ce Trône, & les mêmes sentimens pour leur Etat.

Ces Ambassadeurs furent traités, pendant trois jours, au Palais de Sommerfet, avec une magnificence extraordinaire, aux dépens du Roi, qui voulut que l'on n'épargnât rien pour leur faire honneur. On assura même que les Dépenses, faites à cette occasion, montèrent à neuf mille livres sterling. Le Comte de Velderen donna le 20 de Mars un magnifique repas aux Ministres Etrangers, ainsi qu'aux Seigneurs & Gentilshommes qui les avoient accompagnés à leur Entrée publique. Le 28, on vola dans son Hôtel quelque Vaiselle d'argent, pendant qu'il étoit allé conduire la Comtesse sa Femme, qui s'embarquoit ce jour là pour la Hollande. Les Voleurs furent arrêtés quelques jours après, & partie du Vol fut recouvrée. Les deux Ambassadeurs prirent leur Audience de Congé le 9 de Juin.

*Adresse de l'Université d'Oxford.
12. Juillet.*

Le même jour que le Roi fut complimenté par le Comte de Broglie de la part du Roi de France, il reçut une Adresse de l'Université d'Oxford, présentée par le Comte d'Aras Chancelier & par le Docteur Mather

ANNEE MDCCXVII.

Vice-Chancelier de cette Université. Les Archevêques de Cantorberi & de Cassels, les Evêques de Londres, de Durban, de Winchester, de Saint-Asaph, d'Oxford, de Peterborough, de Gloucester, de Bangor, de Carlisle, de Saint-David, de Bristol, de Landast, & de Chester, les accompagnèrent, ainsi que plusieurs Seigneurs, qui n'avoient cessé que depuis peu d'être, ou qui pour lors étoient encore Ecoliers de l'Université, savoir le Duc d'Hamilton & Brandon, le Duc de Queensbury & Downe, le Comte de Clarendon, le Lord Robert Montague, les Lords Duplin & Cornbury, deux fils du Lord Trévior Garde du Sceau-Privé, les Sieurs Herbert fils du Comte de Pembroke, & Bathurst fils du Lord Bathurst, & le Chevalier Jean Morgan. Les Députés avoient en outre pour cortège les Représentans de l'Université d'Oxford au Parlement, les deux Procureurs & près de cent cinquante de ses Membres ou Suppôts, Chefs de Famille, Docteurs en Théologie, en Droit, en Médecine, en Musique, & Maîtres en Arts, tous en Habits Académiques. Le Vice-Chancelier fit la lecture de l'Adresse. Elle étoit en ces termes.

TRE'S GRACIEUX SOUVERAIN,

Nous, les très obéissans & très fidèles Sujets de Votre Majesté, le Chancelier, les Professeurs & les Etudians de Votre Université d'Oxford, demandons la permission de paier ce juste tribut de la vive douleur, dont nous sommes pénétrés par la mort de Votre Auguste Père; & de reconnoître en même-tems, par de dignes actions de Graces, la singulière bonté de la Providence Divine, qui nous a dédommagés abondamment de cette perte par Votre Personne Royale, en Vous plaçant, au contentement général de Vos Peuples sur le Trône Impérial de ces Roiaumes.

C'est avec une joie inconcevable que nous avons remarqué que Votre Majesté, dès son entrée à la Dignité Royale, a fait une très gracieuse déclaration de son affection & de son amour pour ce Pais, fondée sur la connoissance & sur l'expérience, qu'elle en a. De là nous nous assurons à nous-mêmes qu'à mesure que cette connoissance & cette expérience de Votre Majesté s'augmenteront à l'égard de son Université d'Oxford, nous aurons le bonheur de voir pareillement augmenter son amour paternel & son affection royale pour elle.

Cette Université, semblable à la Vérité même qu'elle fait gloire de servir, ne souhaite rien avec plus d'ardeur que d'être exposée dans son plus grand jour à la vue impartiale de l'œil le plus pénétrant. Nous sommes persuadés que Votre Majesté, par sa profonde sagesse, a déjà découvert, & nous ne doutons pas qu'après un plus sérieux examen, après une plus longue expérience, elle ne découvre encore plus parfaitement dans cette Université les véritables caractères d'une fidélité sincère & non feinte, Fidélité, qui tire son origine des pures sources de la Raison & de la Révélation; & qui suit un cours égal

Et constant entre les bords du Canal, que lui tracent les Loix de ce País, & les Règles & les Constitutions de cette Eglise. Fidélité, qui, comme Votre Majesté l'apprendra par l'Histoire, a toujours eu pour objet le bien de la Monarchie Britannique, & pour laquelle Votre Université s'est vue honorée de plusieurs grands Privilèges pour les Rois Vos Ancêtres !

C'est la profession publique & solennelle de cette fidélité, que nous avons osé, Très Gracieux Souverain, demander à Votre Majesté la permission de mettre à ses pieds en toute humilité, comme les prémices de la soumission d'un Sujet, & comme un gage de cette obéissance joieuse & volontaire, que l'on a de tout tems rendue aux meilleurs de nos Princes, & que nous reconnoissons en ce moment être un tribut, que l'on doit également à Votre Majesté.

Si la pureté de la Religion Chrétiene, telle qu'on la professe & qu'elle est établie par les Loix de l'Eglise Anglicane, fait le premier & le principal soin de Votre Majesté, comme Défenseur de la Foi : le Sujet de la plus grande joie pour Vos Peuples, est de considérer combien cette Défense de la Foi doit avoir efficace, & quelle doit être l'étendue de l'encouragement, que la véritable Religion & la Vertu recevront, comme elles ont déjà commencé de le recevoir, des grands & pieux Exemples de Votre Majesté, de ceux de la Reine Votre très excellente Compagne, & de la bonne éducation de Votre Famille Royale, sur laquelle nous prions Dieu de fixer & de continuer perpétuellement les Bénédictiones que nous nous sommes promises par avance de la Clémence & de la Justice du Règne de Votre Majesté.

Le Roi leur dit » que ce témoignage public & solennel de fidélité de la » part de son Université d'Oxford étoit pour lui d'autant plus agréable, » qu'il étoit assuré par là des principes de devoir & d'affection qu'ils inspi- » roient pour sa Personne & pour son Gouvernement à la Jeunesse commise » à leurs soins : Qu'il la leur recommandoit très instamment ; & que, » comme il étoit persuadé qu'ils ne manqueroient jamais d'application dans » un service de si grande importance, ils pourroient compter sur le soin » qu'il auroit de les encourager par sa faveur & sa protection ». Au sortir de l'Audience du Roi, les Députés passèrent à celle de la Reine, qu'ils complimentèrent par la Bouche du Vice-Chancelier.

L'Adresse de l'Université d'Edimbourg, que voici, fut présentée à la fin de Juillet.

S I R E,

Adresse de l'U-
niversité d'E-
dimbourg.

Nous, les très humbles & très fidèles Sujets de Votre Majesté, demandons très humblement la permission de nous approcher de Votre Trône Royal, pour faire à Votre Majesté nos Complimens de Condoléance sur la mort du Roi Votre Père, Notre Gracieux Souverain ; & pour vous féliciter, avec des cœurs pleins d'affection

d'affection & de fidélité sur votre heureux & paisible Avènement au Trône.

La grande sûreté, que l'établissement de la Succession à la Couronne dans la Famille Royale de Votre Majesté procure à la Religion Protestante, & l'état florissant, que les Sciences en ont aquis, ont toujours rempli nos cœurs de joie & d'un souvenir reconnoissant pour le Roi Guillaume, qui nous a délivrés du Papisme & de l'Esclavage. D'autre part, l'expérience, que nous avons faite des heureux effets de cet établissement, depuis que feu Sa Majesté fut montée sur le Trône, les faveurs & les bénédictions, dont sa très-sage & très-gracieuse Administration nous a fait jouir, nous rendent la perte de cet excellent Souverain extrêmement sensible : Perte, qui ne pouvoit être réparée que par l'heureuse succession de Votre Majesté, devenue par ses Vertus Royales, digne à tous égards de remplir la place d'un si glorieux Père,

Le zèle constant de Votre Majesté, celui de Votre Compagne notre très-gracieuse Reine, pour la Religion Protestante; la noble valeur avec laquelle Vous avés de si bonne heure défendu les Libertés de l'Europe; la grande sagesse, que votre pénétration vous doit avoir fait acquérir par une si longue expérience des Affaires Publiques; la vigueur & la fermeté d'esprit de Votre Majesté, ne nous laissent aucun lieu de douter que, par la Bénédiction Divine, Votre Gouvernement ne renverse entièrement tous les desseins de Vos Ennemis, & ne rende Vos Sujets absolument heureux, en les faisant jouir pleinement de leur Religion, de leurs Loix & de leurs Libertés, que Votre Majesté s'est engagée, par sa Gracieuse Déclaration, de protéger avec un soin particulier. Le grand nombre de Vos Vertus Royales nous assure en même tems que les Sociétés des gens de Lettres seront toujours encouragées par Votre Gracieuse Protection.

Nous avons toujours fait notre étude d'appuyer l'établissement de la Succession dans la famille Royale de Votre Majesté, par opposition avec un Prétendant Papisste, & d'avancer des principes de fidélité pour le Roi votre Père, conformément aux devoirs de nos différens Emplois; & nous nous croirons toujours le plus étroitement obligés d'être de fidèles Sujets de Votre Majesté, d'instruire avec plaisir la Jeunesse, dont l'éducation est commise à nos soins, dans des principes d'affection & de fidélité pour la Personne & pour le Gouvernement de Votre Majesté; de rendre cette Jeunesse sensible au grand bonheur dont elle jouit sous la Domination d'un Roi si sage & si gracieux.

Dieu veuille faire réussir tous les projets & toutes les entreprises de Votre Majesté, & rendre infructueux tous les desseins de Vos Ennemis! Puisse-t-il Vous conserver longtems pour régner en Souverain heureux d'un Peuple chéri, fidèle, obéissant! Puisse-t-il venir notre gracieuse Reine, son Altesse Royale le Prince, & toute Votre Lignée Royale, afin que ces Royaumes puissent à jamais jouir du bonheur d'avoir un Souverain de la Famille de Votre Majesté, pour défendre leur Religion, leurs Loix & leurs Libertés!

A N N É E M D C C X V I I I.

Ce sont les vœux très sincères des très humbles & très obéissans Sujets & Serviteurs de Votre Majesté.

D'Edimbourg, le 15. Juillet, 1727.

Signé en notre nom & par notre ordre ;
GUILLAUME WISHART, *Principal.*

Proclamation
contre la débau-
che & l'impie-
té.
28. Juillet.

Je pourrois rapporter encore un grand nombre de ces *Adresses*, & peut-être ne seroient-elles pas inutiles à faire connoître le caractère & les dispositions générales de la Nation & des différens Partis : mais comme elles pourroient fatiguer la plupart des Lecteurs, il vaut mieux me restreindre à ne plus mettre ici que celles des *Catholiques d'Irlande*, des *Trembleurs*, & de la Ville de *Londres*. C'est ce que je vais faire après avoir dit un mot au sujet de celle de l'*Archevêque*, du *Doien* & du *Chapitre*, de l'*Archidiacre* & du *Clergé*, du Diocèse de *Cantorbery*, laquelle fut présentée au commencement de Juillet. Ils disoient entre autres choses, » qu'ils ne manqueroient pas » de prier Dieu de faire tellement réussir, entre les mains du Roi, les Al- » liances avec les Puissances étrangères, qu'exempt de guerre, & n'ayant » rien à redouter du dehors, il pût tourner toute sa force contre leurs plus » méchans & leurs plus pernicieux ennemis du dedans, contre cette pro- » fanation & ces blasphêmes ; contre cette irréligion & ce libertinage, dont » l'étendue & la témérité faisoient gémir tous les honnêtes gens, & devoit » être un reproche horrible à leur Foi Chrétiène, dont Sa Majesté faisoit » gloire d'être le principal & le plus puissant défenseur ». Ces paroles produisirent leur effet. Dans un Conseil qui se tint au Palais de *Saint James* le 18 de Juillet, le *Roi* fit dresser une *Proclamation* pour supprimer la débau- che & l'impie- té. Soit digne d'un Souverain : mais le plus souvent inutile !

A D R E S S E

De plusieurs SEIGNEURS, GENTILSHOMMES & NE'GOCIANs CATHOLIQUES- ROMAINS d'Irlande, remise par eux au Conseil Privé de ce Roiaume, & présentée ensuite, dans le commencement d'Août, au *Roi* par le Lord *Carteret* Viceroi d'Irlande.

S I R E,

Nous les très fidèles & très obéissans Sujets de Votre Majesté, les Catho- liques Romains de Votre Roiaume d'Irlande, sommes véritablement affligés de la perte inexprimable que cette Nation vient de faire, de même que les au- tres Domaines de Votre Majesté, par le décès du feu Roi votre Père, Notre

ANNEE MDCCXXVII.

très Gracieux Souverain. Pénétrés de la douceur & de la bénignité de son Gouvernement, nous prenons, de la manière la plus humble, la hardiesse de nous approcher de Votre Personne Sacrée, pour féliciter Votre Majesté sur son heureux avènement au Trône, & pour demander la permission de l'assurer de notre constant hommage, & de notre inviolable soumission à sa Personne & à son Gouvernement; l'un & l'autre procédant non seulement de notre inclination & de la sincérité de nos cœurs, mais aussi de la ferme persuasion, où nous sommes que c'est un devoir religieux dont aucun pouvoir sur la terre ne peut nous dispenser.

Quelque mesurés que soient les termes de cette Adresse, on y démêle sans peine les véritables sentimens des Catholiques d'Irlande; & l'on ne sauroit douter que la Cour d'Angleterre ne l'ait prise pour ce qu'elle pouvoit valoir. La suivante lui dut être plus agréable.

A GEORGE II.

Roi de la GRANDE-BRETAGNE, de FRANCE & d'IRLANDE.

Très humble ADRESSE du PEUPLE, appelé TREMBLEURS.

GRACIEUX SOUVERAIN,

Comme il a plu à Dieu Tout-Puissant, qui tient en sa main le cœur des plus grands Monarques, de retirer par la mort Notre Gracieux Souverain, Ton Père Royal; Nous Tes humbles Sujets, prenons d'autant plus de part à cette affliction que son Règne a été pour tous ses Peuples une bénédiction continuelle, & que sous ce Règne non seulement nous avons joui des indulgences, que ses Prédécesseurs Roiaux nous ont accordées, mais encore obtenu des marques éclatantes de sa clémence & bénignité; ce qui fait que nous avons une grande & juste raison de déplorer la perte d'un Prince si généreux & si bienfaisant.

Mais lorsque nous considérons que la main miséricordieuse de la Providence Divine a paisiblement placé sur le Trône un Roi, Successeur de ses Vertus Royales, dont nous avons avec plaisir vu l'Echantillon pendant le court essai de Ta prudente Administration, lorsque Tu fut Régent; c'est une raison suffisante pour diminuer notre tristesse, & pour adoucir notre chagrin. Les espérances que nous conçûmes alors, sont pleinement confirmées par Ta Gracieuse Déclaration, de dessus le Trône, de rendre tous Tes Sujets heureux, & de leur assurer l'entière jouissance de leurs Droits de Religion & Civils.

C'est pourquoi, GRAND PRINCE, Nous, quoiqu'une petite partie de Tes obéissans Sujets, demandons humblement la permission de nous approcher de Ta Présence Royale avec de sincères & cordiales félicitations sur Ton Avènement au Trône Britannique dans une parfaite tranquillité; pour déclarer notre

A N N E E M D C C X X V I I.

entière affection & notre respectueuse obéissance pour Ta Personne Royale & pour Ton Gouvernement, ainsi que nous y sommes engagés par notre Principe Chretien & pacifique. Nous espérons grandement que ta main sera l'heureux instrument, qui finira l'excellent Ouvrage commencé par Ton Père Royal pour calmer & terminer les différens de l'Europe, & pour prévenir les misères de la guerre, dont on étoit, il n'y a pas longtems, menacé.

Nous demandons aussi très humblement la permission d'exprimer les sentimens de joie, dont nous sommes pénétrés à la vue des Vertus éminentes de Notre Gracieuse Reine, Ta Compagne Royale, & des espérances que nous fondons, sur ta nombreuse Lignée, dont les Membres, comme autant d'illustres & brillans ornemens autour du Trône, sont pour ces Roiaumes de précieux gages de la paix & de la tranquillité future.

Qu'il plaise à Dieu Tout-Puissant & Tout-Sage faire pleuvoir abondamment sur Ta Tête Royale & sur Ta Famille les bénédictions divines & temporelles ! Que la Sagesse dirige Tes Conseils pour l'avancement de la Religion & de la Vertu, pour le soutien de la Cause Protestante en général, & pour l'avantage de tous Tes Sujets en particulier ! Qu'enfin le poids de la Couronne & les soins qui l'accompagnent ordinairement, deviennent légers & plus aisés à supporter par la respectueuse & joyeuse obéissance d'un grand & libre Peuple.

Signé en faveur du Peuple susdit à Londres,
le 23 du cinquième mois appelé Juillet, 1727.

J O S E P H W I O T H,

Après que le Roi les eut assurés de sa protection, ils allèrent à l'Audience de la Reine, & le S. Jean Eccleston lui dit :

A V E C L A P E R M I S S I O N D E N O T R E T R È S G R A C I E U S E R E I N E ,

Comme nous avons été favorisés de la liberté de nous présenter à Notre Gracieux Roi pour lui témoigner notre douleur sur la mort de son Père Royal, pour le féliciter sur son avènement au Trône Britannique, & pour lui donner des assurances de notre affection & de notre fidélité pour sa Personne Royale & pour son Gouvernement ; nous demandons avec beaucoup de soumission la permission de nous approcher humblement de Ta Personne Royale dans cette occasion solennelle, ainsi que nous le faisons à présent avec toute l'affection & tous les égards qui conviennent à des Sujets obéissans & respectueux.

G R A C I E U S E R E I N E ,

Puisse ta jouissance de la Dignité Royale être heureuse & longue ; & puisse

A N N E E M D C C X X V I I.

Notre Gracieux Roi posséder longtems en paix le Trône Britannique, jusqu'à ce que le tems à venir & la maturité des années le transfèrent sûrement à Vos Rejetons Roiaux, qui sont le sujet de nos espérances, étant élevés & formés au Gouvernement par Tes soins vertueux, pour servir un jour d'exemples excellens aux Princes à venir; & pour être sous la Providence Divine une assurance effective de notre heureuse Constitution présente!

On a vu ci devant le *Lord Maire & la Cour des Aldermans de Londres* féliciter le *Roi & la Reine* sur leur heureux Avènement à la Couronne: mais ils ne s'étoient acquités de ce devoir qu'en leur nom particulier. La *Ville de Londres* voulut aussi prendre part à la joie commune & présenter pour cet effet une *Adresse au Roi*. La résolution en fut prise le 27 de Juin, & confirmée quelques jours après par une Délibération authentique de l'Assemblée du *Lord Maire, de la Cour des Aldermans & du Commun Conseil de la Ville de Londres*. L'*Adresse*, aiant été dressée sur le champ par un Committé, le Président en fit la Lecture. Elle étoit conçue en ces termes.

S I R E,

*Adresse de la
Ville de Londres.
19 Juillet.*

Nous, les très soumis & très fidèles Sujets de Votre Majesté, le Lord Maire, les Aldermans & le Conseil de la Ville de Londres, assemblés en Conseil, prenons la liberté d'approcher de Votre Majesté dans cette triste circonstance. En félicitant Votre Majesté sur son Avènement au Trône, nous la supplions de nous permettre de lui témoigner la vive douleur que nous ressentons de la perte, que ce Royaume fait par la mort du Roi Votre Pere Notre très Gracieux Souverain. Une perte si grande & si subite dans une conjoncture aussi délicate n'eut pas manqué de jeter dans nos esprits une légitime inquiétude, si nous n'avions pas trouvé tant de motifs d'adoucir notre douleur, de bannir nos craintes & de concevoir de nouvelles espérances, dans l'affection de Votre Majesté, pour cet Etat, pour l'Eglise Anglicane, ainsi qu'elle est établie, pour nos Loix & nos Libertés; & sur tout dans ces talens qui Vous mettent en état d'en maintenir l'honneur, & de défendre les intérêts de cette Nation.

Nous nous promettons, de la Sagesse des mesures de Votre Majesté, le rétablissement de ces avantageuses Branches de notre Commerce, qui nous ont été retranchées & qui sont en danger d'être entièrement perdues. Nous espérons que nos Ennemis ne mètront pas plus long tems en doute le Droit indisputable, les Possessions & les Privilèges, cédés à cette Nation par les Traités précédens; & principalement les deux importantes Places de Gibraltar & de Port Mahon, si nécessaires pour la sûreté de notre Commerce; en sorte qu'on ne les laissera plus à la disposition de nos Ennemis, que l'on en prendra soin d'une manière qui ne laisse aucune équivoque; & que notre Droit sera, non seulement reconnu, mais confirmé de la manière la plus forte, la plus claire & la plus authentique.

E iij

La Valeur & la Fermeté de Votre Majesté, qui nous sont si connues, nous autorisent à nous en reposer sur Elle du soin de nos intérêts au dehors; La Sagesse & la Douceur, que Vous avez fait paroître pendant Votre Régence, ne nous laissent aucun lieu de douter que nous ne jouissions au dedans de toutes les Bénédiction, que les Peuples doivent attendre de la Sage économie d'un Gouvernement juste.

On ressent vivement la pesanteur du fardeau des Dêtes de la Nation: mais nous les supportons volontiers; & , quelque vaine qu'ait été jusqu'à présent, l'espérance qu'on nous a donnée de les diminuer par degrés, nous nous assurons que c'est à Votre Majesté que la gloire de l'exécution en est réservée; & nous nous flatons de voir prendre à présent des mesures certaines pour parvenir à cette fin; de voir notre Commerce & nos Manufactures, sources de nos Richesses, rétablies dans un état plus florissant; & le Crédit réel s'augmenter & s'assurer sur de véritables & naturels fondemens.

De cette manière les Richesses & la Puissance de la Nation s'accroîtront infiniment sous le Gouvernement de Votre Majesté. D'ailleurs en faisant des Alliances pour le rétablissement & le maintien de la Balance en Europe, Votre Majesté se trouvera par elle-même suffisamment en état d'appuyer les intérêts des autres Puissances, sans avoir besoin de leur secours pour Votre propre sûreté.

Reçus favorablement, SIRE, les assurances, que nous, Vos très soumis & très fidèles Sujets, osons vous donner que nous assisterons & maintiendrons Votre Majesté contre ses Ennemis, quels qu'ils puissent être, aux dépens de nos biens & de notre sang, & de tout notre pouvoir, dans l'heureuse Constitution présente de l'Eglise & de l'Etat, &c.

Mercuré Historique & Politique. T. LXXXIII. p. 75.

L'Auteur, qui me fournit cette Pièce, n'en a pas traduit davantage. Le reste ne devoit plus être que des Complimens & des Vœux. Cette Adresse, telle qu'on en avoit peut-être jamais composée en pareille occasion, parut aux Aldermans être contraire à la Prétogative Roiale. Ils représentèrent à l'Assemblée « qu'il ne convenoit pas au Corps de Ville de s'ingérer dans » les Affaires d'Etat, qui n'étoient point de la compétence; & qu'il seroit » à propos de refondre l'Adresse ». Le Baron Thompson, Orateur & Greffier de la Ville ajouta, « que ce qu'on disoit au sujet de Port-Mahon & de » Gibraltar tendoit à donner quelque soupçon, & sembloit réfléchir sur » la conduite, que l'on avoit tenue à cet égard; ce qui convenoit d'au- » tant moins, que le Gouvernement avoit fort à cœur la conservation de » ces deux Places, & que le second Article des Préliminaires signés en » assuroit la possession d'une manière incontestable ». Les Auteurs de l'Adresse refusant de se rendre à ce qu'on leur représentoit, il falut aller aux Opinions. L'Affirmative l'emporta de vingt voix sur la Négative. Alors la Cour des Aldermans, qui prévoioit qu'une pareille Adresse ne seroit pas agréable au Gouvernement, usa du droit, qu'elle a de refuser, quand elle

A N N É E M D C C X X V I I.

le juge à propos, son consentement aux Résolutions du *Commun-Conséil*; & proposa de faire une autre *Adresse*, dans laquelle on ne mettoit rien qui regardât les Affaires d'Etat. Ce qui n'ayant pas été du goût du plus grand nombre, on se sépara sans rien conclure: mais, dans une autre Assemblée, le *Lord-Maire* & les *Aldermans* obtinrent, quoiqu'avec peine, ce qu'ils demandoient, & firent enfin approuver l'*Adresse*, qui fut présentée au Roi le 19 de Juillet, & qui sera rapportée plus bas.

Ceux qui s'étoient obstinés à parler de *Gibraltar* & de *Port-Mahon*, ne vouloient faire que ce que d'autres faisoient. Les sentimens étoient partagés en Angleterre au sujet de ces deux Places, & surtout de la première. Les uns disoient « que *Gibraltar* couloit beaucoup plus à la Nation, qu'il ne » lui rapportoit; & qu'on ne pouvoit pas balancer à le sacrifier pour le bien » de la Paix ». Les autres, en plus grand nombre, prétendoient « que » cette Place étoit d'une si grande importance pour le Commerce du *Le-* » » vant, & pour tenir en bride les *Corsaires de Barbarie*, qu'on devoit la » garder à quelque prix que ce fût: Que ce seroit flétrir le commencement » du Règne du *George II*, que d'abatre le plus glorieux Trophée du Règne de » la Reine *Anne* ». C'étoit là le langage des *Wighs*, & la plupart des *Torys* en étoient les Echos. Les uns & les autres parloient de même dans quelques *Adresses*, venues des Provinces. De ce nombre étoit celle du Comté de *Somerset*, présentée au Roi par le Chevalier *Guillaume de Windham*, Homme très accrédité dans sa Province par les grands biens, qu'il y possédoit, & qui d'ailleurs étoit Gendre du Duc de *Somerset*. Voici comme on s'exprimoit dans cette A D R E S S E. *Nous ne faisons nul doute que l'affection de Votre Majesté pour cette Nation, ne nous fasse recouvrer les Branches de notre Commerce, qui se trouvent interrompues en divers endroits; & recouvrer les Possessions de la Grande-Bretagne, que nos Ennemis ont attaquées, & que nos Amis-même regardent d'un œil d'envie; & que, comme la Conquête de Gibraltar est un des traits les plus brillans d'un Règne précédent, le premier heureux coup d'essai de Votre Majesté ne soit de nous en assurer la jouissance, & de rendre inutiles les prétentions, qu'on veut faire valoir, contre la foi des Traités, pour la rendre précaire. On ne s'exprimoit pas sur ce sujet avec moins de liberté dans l'Adresse du Comté de Devonshire, présentée au Roi par le Lord King Grand-Chancelier. Nous pouvons avec justice, y disoit-on, nous promettre que le Protestantisme gagnera du Terrain; que l'Eglise trouvera de la protection & de l'encouragement; que le Commerce, interrompu par les préludes d'une Guerre, ne manquera pas de fleurir & de s'accroître; que Gibraltar, dont la Conquête fut si Glorieuse à l'un des Règnes précédens, & dont la vigoureuse Défense fait tant d'honneur à celui de Votre Auguste Père, ne sera pas facilement rendu sous le Règne de Votre Majesté: mais que cette Place & Port-Mahon, qui sont d'une si grande importance pour le Commerce de cette grande Province, seront efficacement assurés non-seulement à nous, mais encore à notre Postérité.*

Différens sentimens des Anglois au sujet de Gibraltar.

A N N É E M D C C X X V I I.

Passons à l'Adresse de la Ville de Londres. Elle fut présentée par le Lord-Maire, qui pour cet effet se rendit au Palais de Saint-James accompagné des Aldermans, des Shériffs, & de plusieurs Membres du Commun-Conseil & d'environ trois cens des plus riches Négocians ou Citoyens de Londres, avec un Cortége de près de deux cens Carosses, L'Adresse étoit en ces termes.

S I R E,

Nous, les très fidèles & très obéissans Sujets de Votre Majesté, pénétrés de la perte, que nous venons de faire par la mort de Votre Auguste Père, Notre Très Gracieux Souverain, demandons très humblement la permission d'approcher de Votre Personne Royale, pour exprimer en même tems la satisfaction la plus parfaite de ce que la Providence Vous assure un heureux & tranquille Avènement au Trône.

La connoissance, que l'expérience nous a donnée de la Valeur distinguée de Votre Majesté, la sagesse de sa Conduite, sa Douceur & sa Clémence nous donnent lieu d'espérer toutes les Bénédiction, que l'on peut attendre du meilleur Gouvernement.

La très gracieuse déclaration, faite par Votre Majesté, de son affection paternelle pour ce País, & de son tendre soin pour l'honneur l'intérêt & la sûreté de ses Peuples, augmente la confiance, que nous avons, que Votre Majesté voudra conserver notre excellente Constitution dans l'Eglise & dans l'Etat, & protéger efficacement notre Commerce, source des richesses & de la prospérité de cette Nation.

Permettez nous, S I R E, d'assurer Votre Majesté, comme il convient à des Sujets véritablement fidèles, de notre sincère affection & de notre très cordial attachement à Votre Personne Royale, & de la résolution, où nous sommes, de contribuer de tout notre pouvoir, non seulement au soutien de son Gouvernement, mais encore à l'heureux établissement de sa Famille Royale. Et, comme nous ressentons trop bien quelle est notre félicité dans la jouissance de la Religion Protestante, de nos Loix & de nos Libertés, pour avoir le moindre penchant à les changer contre le Papisme; le Pouvoir arbitraire & la misère, nous regarderons toujours avec la plus grande horreur toutes sortes de mesures, qui pourroient favoriser les espérances du Prétendant à la Couronne de Votre Majesté.

Nous osons ajouter à cela nos vœux les plus sincères pour la longue vie & la Santé de Votre Majesté, de Sa Royale Compagne & de ses Illustres Rejetons, qui, comme nous n'en doutons point, hériteront des vertus éminentes & suivront les exemples de leurs Augustes Parens. Ainsi la gloire de Votre Majesté sera de faire de son tems le bonheur de ses Peuples, & de servir de moyen à transmettre des Bénédiction jusqu'à la Postérité la plus reculée.

Pendant

ANNEE MDCCXXVII.

Pendant que la Cour d'*Angleterre* étoit occupée à recevoir les différentes Adresses, que l'on présentoit de toutes parts, elle eut quelque léger sujet d'inquiétude. La mort de *George I* avoit dû ranimer les attentions du *Prétendant*, & reveiller les espérances de son Parti. Ce Prince en ayant reçu la nouvelle à *Bologne*, écrivit au *Pape* pour lui demander son consentement avec un secours de cent mille Ecus Romains, pour se rendre en *Angleterre*. Il ne tarda pas à recevoir le consentement du *Pape*, & vingt-&-cinq mille Ecus, accompagnés de pieuses exhortations du Souverain Pontife & de quelques Cardinaux. C'étoit dans le mois de Juillet. Il partit aussi-tôt pour *Gènes*, en poste & suivi seulement de quatre personnes. Divers bruits se répandirent au sujet de la route qu'il avoit prise, pour se mettre à portée de profiter des mouvemens, qui pourroient se faire dans la *Grande-Bretagne* : mais comme tout y fut extrêmement tranquille, on peut se dispenser de rendre compte ici de ces différens bruits, & de s'étendre sur des démarches, dont jusqu'à présent le Public n'a pas été bien informé. Qu'il nous suffise de remarquer que le Gouvernement d'*Angleterre*, attentif à tous les mouvemens des *Jacobites*, fit mettre en prison une *Angloise* revenue depuis trois mois de *Paris*. Elle étoit suspecte, parce qu'elle avoit embrassé la Religion Catholique en *France*, & parce que depuis son retour, elle avoit tenu devant des Persones, qu'elle croioit de son Parti, des discours, qui donnoient sujet de la croire chargée de quelques ordres secrets de la part du *Prétendant*. Elle fut élargie sous caution un mois après ; & je n'ai point trouvé que son affaire eût eu d'autres suites.

Démarches infructueuses du *Prétendant*.

Femme *Jacobite* mise en prison.

4. Août.

Passons au *Couronnement du Roi*. Tout ce qui concernoit cette Cérémonie avoit été réglé dans différentes Assemblées du *Committé du Conseil* & dans plusieurs Grands Conseils les 14, 19, & 30 d'Août, 16 & 23 de Septembre & 17 d'Octobre. Le jour du *Couronnement* avoit été fixé le 19 d'Août, au Mercredi 15 d'Octobre. Le 23 du même mois d'Août le Roi signa la Proclamation pour annoncer cette Solemnité ; & , le 28, elle fut publiée solennellement dans les rues de *Londres* par les Rois & Héraults d'Armes à Cheval & vêtus des Habits de leurs Offices, accompagnés des Trompettes, des Timbales & des Haut-bois de la Couronne. Cette Proclamation étoit conçue en ces termes.

RELATION DU COURONNEMENT DU ROI.

G E O R G E R.

D'autant que Nous avons résolu, moyennant la Grace & la Bénédiction du Tout-Puissant, de célébrer la Solemnité de Notre Couronnement Roial, & de celui de la Reine, notre bien aimée Compagne, le Mercredi 15 d'Octobre prochain, en notre Palais de Westminster ; & , comme par les anciens usages & coutumes de ce Roiaume, & à l'égard de diverses possessions & certains biens, Terres & autres Héritages, plusieurs de nos amés Sujets vendiquent & sont

Proclamation pour fixer le jour du Couronnement & pour établir la Cour des Vendications.

23. Août.

Tome XIV. Partie I.

F

obligés de faire divers services ce jour-là & au tems du Couronnement, comme dans les tems passés leurs Ancêtres & ceux qu'ils reclament, ont fait & exécuté aux Couronnemens de Nos Illustres Pères & Prédécesseurs, les Rois & les Reines de ce Roiaume : C'est pourquoi Nous, par un soin gracieux pour la conservation des Droits & Possessions légitimes de Nos amés Sujets auxquels il appartiendra, avons jugé à propos de faire connoître & publier notre résolution en cela, comme Nous la faisons connoître & publions par ces Présentes ; signifiant en outre qu'en vertu de Notre Commission sous notre Grand Sceau de la Grande Bretagne, Nous avons nommé & autorisé le très Révérend Père en Dieu, Notre très fidèle & très bien amé Conseiller Guillaume Archevêque de Cantorbéry ; Notre très fidèle & bien amé Conseiller, le Lord Pierre King ; Notre Grand Chancelier de Notredit Roiaume de la Grande Bretagne ; Notre très fidèle & bien amé Conseiller le Lord Thomas Trevor, Garde de notre Sceau Privé ; Nos très fidèles & bien amés Cousins & Conseillers, Lionell, Duc de Dorset, Maître d'Hôtel de notre Maison ; Charles Duc de Grafton, Chambellan de notre Maison ; Charles Duc de Bolton ; Jean Duc de Rutland ; Charles Duc de Queensbury ; Jean Duc d'Argyle & Gréenwich, Maître Général de notre Artillerie ; Jaques Duc de Montrofs ; Jean Duc de Roxborough ; Henri Duc de Kent ; Thomas Holles Duc de Newcastle, l'un de nos principaux Secrétaires d'Etat ; Perègrin Duc d'Ancafter, notre Grand-Chambellan ; & Jaques Duc de Chandos : Nos très fidèles & bien amés Cousins & Conseillers, Thomas Comte de Pembroke ; Henri Comte de Lincoln Maître de la Cassète de notre Maison ; Jaques Comte de Berkley ; Daniel Comte de Nottingham ; Richard Comte de Scarborough ; Henri Comte de Grantham ; François Comte de Godolphin, Maître de la Garderobe ; Jean Comte de Sutherland ; Jaques Comte de Findter ; Hugues Comte de Lowlaon ; Alexandre Comte de Marchmont ; Archibald Comte d'Ilay ; Jean Comte de Stairs ; Henri Comte d'Uxbridge ; George Comte de Hatifax, & Talbot Comte de Suffex : Nos très fidèles & bien amés Cousins & Conseillers, Charles Vicomte de Townshend, l'un de nos principaux Secrétaires d'Etat ; Henri Vicomte de Lonsdales, Connétable de notre Tour de Londres ; Richard Vicomte Cobham ; Hugues Vicomte de Falmouth ; & George Vicomte de Torrington ; le bien : évérend Père en Dieu, Notre très fidèle & bien amé Conseiller, Edmond Evêque de Londres ; Notre très fidèle & bien amé Conseiller ; Jean Lord Carteret ; Notre Viceroy & Gouverneur Général de Notre Roiaume d'Irlande ; Nos très fidèles & bien amés Conseillers, le S. Spencer Compton, Chevalier du Bain ; le S. Paul Methuen, Chevalier du Bain, Trésorier de notre Maison ; le S. Daniel Finch, Ecuier, appelé communément Daniel Lord Finch, Contrôleur de notre Maison ; le S. Guillaume Stanhope, Vice-Chambellan de notre Maison ; le S. Robert Walpole, Chevalier de la Jarretière & Chancelier de notre Echiquier ; le S. Robert Raymond, Chevalier, Chef de Justice de notre Cour du Banc du Roi ; le S. Joleph Jekill, Chevalier,

Maître des Archives ; le S. Robert Eyre , Chevalier , Chef de Justice de notre Cour des Communs Plaidoyers ; le S. Guillaume Pultney , Ecuier ; le S. Charles Wils , Chevalier du Bain , Lieutenant Général de notre Artillerie ; le S. Robert Sulton , Chevalier du ; Bain le S. Henri Pelham , Ecuier , notre Secrétaire des Guerres : ou cinq ou plusieurs d'entre eux , pour recevoir , entendre & déterminer les Suppliques & Vendications , qui leur seront présentées par aucun de nos amés Sujets en cette occasion.

Nous nommerons Nosdits Commissaires à cet effet pour tenir leurs séances dans la Chambre peinte de notre Palais de Westminster , Mercredi 23 du mois de Septembre prochain à neuf heures du matin , & pour s'ajourner de tems en tems , selon qu'ils le jugeront nécessaire à l'exécution de notredite Commission , que Nous publions par ces Présentes , dans l'intention que toutes les personnes , qui s'y trouveront intéressées , puissent savoir le tems & le lieu , où elles pourront s'adresser pour présenter leurs Suppliques ou Vendications au sujet des services susdits , qu'elles doivent faire & exécuter à notre susdit Couronnement. Signifions aussi par ces Présentes à tous & un chacun de nos Sujets , auxquels il appartiendra , que notre Vouloir & Plaisir est , & Nous ordonnons & commandons très expressément par ces Présentes à toutes les personnes , de quelque rang & qualité qu'elles soient , qui doivent , soit en vertu de nos Lettres à elles adressées , ou en vertu de leurs Emplois & Possessions , ou par quelque autre raison que ce soit , faire quelque service au susdit tems & jour de Notre Couronnement , de s'y trouver d'une manière convenable & conformément à notre ordre , munis à tous égards de tout ce qui appartient à une si grande solemnité , & dans un état , qui réponde aux Dignités & aux Postes qu'un chacun tient en particulier ; & eux ou aucuns d'eux ne doivent pas y manquer , puisqu'ils répondront du défaut à leurs risques , à moins que sur des raisons approuvées par Nous-même & sous notre Seing , Nous n'en dispensons quelques-uns de leurs Services & Présence.

Donné en Notre Cour à Kensington , le 23 d'Août 1727 , la première année de notre Règne.

D I E U S A U V E L E R O I

La Cour des Vendications ou Prétentions , dont on vient de voir l'Etablissement , n'a lieu qu'une seule fois sous chaque Règne , à l'occasion du Couronnement. Les Prétentions des personnes , qui doivent faire alors quelque service , étant fondées sur une ancienne possession , sont toujours les mêmes en tout tems. Pour en donner une idée aux Lecteurs curieux de ces sortes de choses , il peut être permis d'insérer ici par forme de digression un EXTRAIT des Registres de la COUR DES PRÉTENTIONS au Couronnement du Roi JACQUES II. & de la Reine MARIE son Epouse. Si l'on avoit entre les mains un pareil Extrait de ce qui fut décidé pour le Couronnement de George II. on

n'auroit eu que faire de recourir à celui que l'on adopte avec d'autant moins de scrupule, qu'il avoit été décidé par le Conseil Privé, le 14 d'Août & le 16 de Septembre, que tout se passeroit cette fois-ci, comme au Couronnement de *Jaques II*, à la réserve que les Pairs & Paireffes & les Seigneurs du Conseil Privé marcheroient deux à deux, & ceux d'un rang inférieur quatre à quatre, au lieu que ci-devant, ils avoient marché tous indifféremment quatre sur la même ligne. Il est à présumer d'ailleurs que cette *Cour des Prétentions* n'étant au fond qu'une pure formalité, les décisions en sont toujours les mêmes à peu près. Voici l'*Extrait* en question, tel que je le trouve dans la *Suite des Nouvelles d'Amsterdam* du 3 d'Octobre 1727, N. LXXIX; & dans le *Mercur Historique & Politique*, Tome LXXXIII. page 247.

Extrait des Reg.
de la Cour des
Vendications, au
Couronnement de
Jaques II.

I. Le Lord Grand-Chambellan vendiqua (ou réclama) au susdit Couronnement le Droit d'aller porter ce jour-là, la Chemise & les Habits au Roi, & d'habiller Sa Majesté : d'avoir quarante Verges de Velours cramoisi pour une Robe, comme aussi le lit du Roi & ce qui en dépend ; la Garniture de la Chambre où il avoit couché la nuit précédente, avec les Habits qu'il portoit la veille, & sa Robe de Chambre : De présenter de l'Eau à Sa Majesté, avant & après Diné, & d'avoir les Bassins, les Essuimains, & la Coupe d'Essai. Accordé, à la réserve de la Coupe d'Essai. Il reçut les quarante Verges de Velours, & le reste des profits fut estimé à deux cens Livres Sterling.

II. Le Comte de Derby contrevendiqua l'Office du Lord Grand-Chambellan, avec les avantages, &c. Refusé.

III. Le Champion du Roi vendiqua son Office, en qualité de Seigneur de Scrivillsby, Fief du Comté de Lincoln, de s'aquiter des devoirs de sa Charge, & d'avoir une Coupe & le Convercle d'Or avec le Cheval que monte Sa Majesté, la Selle, les Armes, le Harnois & vingt Verges de Satin cramoisi. Accordé, à la réserve du Satin.

IV. Le même Office fut contre-vendiqué par une autre Branche de la même Famille. Refusé.

V. Le Lord Feudataire de Lyfton, en Essex, vendiqua le Droit de faire des Gaufres pour le Roi & pour la Reine, & de les leur servir à Table ; d'avoir tous les Instrumens d'Argent & d'autres Métaux, qui servoient à cet usage, avec le Linge, une certaine quantité d'Ingrédiens, les autres choses nécessaires, & des Livrées pour lui & pour deux Valets. Accordé : mais le Service se fit, avec son agrément, par les Officiers du Roi, & les profits furent évalués à trente Livres Sterling.

VI. Le Lord Maire avec les Citoïens de Londres vendiqua le Droit de servir du Vin au Roi après le Diné, dans une Coupe d'Or, & de garder la Coupe & le Convercle pour sa peine : & avec douze autres Citoïens qu'ils avoient choisis d'entre eux, d'assister le Grand-Sommelier d'Angleterre dans son Office, & d'avoir une Table à main gauche de la Sale. Refusé sous le Règne du Roi

JAQUES, parce que ce Prince s'étoit emparé alors des Libertés de la Cité. Malgré cela ils firent l'Office par grace ; ils dînèrent dans la Salle, & ils eurent la Coupe pour leur peine.

VII. Le même Lord Maire & les Citoïens de Londres vendiquèrent le Droit de servir la Reine de la même manière. Refusé dans ce tems là, par la même raison.

VIII. Le Maire & les Bourgeois d'Oxford vendiquèrent, en vertu d'une Patente, le Droit de servir le Roi dans l'Office de Sommelier, avec les Citoïens de Londres, avec tous les profits qui en dépendent. Accordé, & d'avoir trois Coupes d'Erable pour leur salaire, comme aussi, par la grace du Roi, une grande Jatte dorée avec son Couvert.

IX. Le Seigneur Fendataire de Bardolf d'Addington, en Surrey, vendiqua le Privilège de trouver un homme qui fit un Mets de Gruau dans la Cuisine du Roi ; & pour cela, demanda que le Chef de Cuisine de Sa Majesté en fit l'Office. Accordé, & le susdit Seigneur Fendataire l'apporta sur la Table du Roi.

X. Le Seigneur Fendataire d'Ilmet, en Baks, vendiqua le Droit d'être Maréchal, Inspecteur & Conservateur des Faucons de Sa Majesté en Angleterre, avec divers profits & la nomination des Officiers Subalternes. Refusé, parce que cela ne regardoit point le Couronnement ; sauf à lui, s'il le trouvoit bon, de se faire rendre justice par la Loi.

XI. Le Seigneur Fendataire de Little Welden, qui dans ce tems-là étoit déjà revêtu de la Charge de Garde des Chiens de Chasse du Roi, vendiqua le Privilège d'en être le Garde & le Maître, & d'avoir vingt-quatre chiens courans & seize Levriers, avec certains profits & des Livrées pour lui & pour des Domestiques. Refusé par la même raison qu'à l'article précédent, sauf à lui pareillement de poursuivre son Droit en Justice.

XII. Le Maître de la Grande Garderobe du Roi vendiqua le Privilège de recevoir de son Député un Poêle de Drap d'Or, & de le porter à l'Autel, pour y être offert par Sa Majesté, & que son Député se mît à côté du premier Hérault d'Armes, avec une Robe de Drap Ecarlate & une Couronne d'Or brodée sur le Parement de sa Manche gauche. Refusé encore, sauf à lui aussi de poursuivre son Droit en Justice, s'il le jugeoit à propos.

XIII. Le Clerc de la Grande Garderobe vendiqua le Droit d'apporter un Riche Poêle de Drap d'Or, pour le tenir au-dessus de la Tête du Roi, pendant qu'il seroit oint, de même que la Veste de Broderie ; & d'être à côté du Hérault d'Armes en Robe de Drap Ecarlate, avec une Couronne en Broderie sur le Parement de la Manche gauche. Refusé, encore, sauf à lui de poursuivre pareillement son Droit en Justice, s'il le trouvoit bon.

XIV. L'Ecuyer du Roi vendiqua le Droit d'assister au Couronnement en qualité de Maître de la Vaisselle d'Argent, d'avoir tous les Plats & toutes les Assiettes d'Argent, qui seroient servis ce jour-là sur la Table du Roi, avec

les avantages, qui en dépendent; & de faire l'essai des Viandes de Sa Majesté, sur le Dressoir dans la Cuisine. Refusé, pour n'avoir pas été vendiqué ci-devant, sauf à lui de s'adresser pour cela au Roi, qui voulut bien accorder le susdit Service & les profits, tels que le Duc d'Albemarle en avoit joui au Couronnement du Roi Charles II, en vertu du même Poste.

XV. Le Seigneur Feudataire de Nethet Belfington, dans le Comté de Kent, vendiqua le Droit de faire présent au Roi de trois Coupes d'Erable, par lui-même, ou par son Député. Accordé.

XVI. Le Seigneur Feudataire de Hundred de Wyfted, dans le Comté de Dorset, vendiqua l'honneur de servir à Sa Majesté de l'Eau à laver les mains, & d'avoir pour sa peine le Bassin avec l'Aiguïère. Refusé, sauf à lui de s'adresser au Roi pour cela, s'il le jugeoit à propos.

XVII. Le Duc de Norfolk, comme Premier Comte d'Angleterre, vendiqua le Privilège de racheter l'Epée, que le Roi devoit Offrir à l'Autel, & de la porter devant Sa Majesté, à son retour au Palais, & la conservation d'autres Droits & Dignités, avec Salaire, &c.

XVIII. Comme aussi, en qualité de Comte de Surrey, il vendiqua le Droit de porter la seconde Epée devant le Roi, avec tous les Privilèges & Dignités qui en dépendent. Refusé, l'un & l'autre, parce que ces Vendications n'avoient pas été discutées auparavant, & que même on les avoit refusées au Couronnement précédent.

XIX. XX. XXI. Le Comte d'Exeter, le Chevalier George Blundel, & Thomas Siaggs, Ecuyers, comme étant en possession de plusieurs parties de la Baronie de Bedford, vendiquèrent chacun en particulier la Charge d'Aumônier; & pour les profits de cet Office, d'avoir le Bassin d'Argent aux Aumônes, & la distribution de tout l'argent, qui y seroit, de même que du Drap étendu sur le passage de Leurs Majestés; comme aussi l'Essuimain de fin Lin, un Tonneau de Vin, &c. Après le Rapport, qu'on en fit au Roi pour nommer celui qu'il voudroit, le Comte eut la préférence pour cette fois-là, sans préjudice du Droit des deux autres: mais il ne lui fut accordé que le Plat d'Argent & le Drap étendu depuis le Trône, dans la Salle de Westminster, jusqu'à la Porte Occidentale de l'Eglise de l'Abbaye.

XXII. Le Doien & le Chapitre de Westminster réclamèrent le Droit d'informer le Roi des Rites & Cérémonies usitées au Couronnement; d'assister l'Archevêque dans le Service Divin; d'avoir en Garde les Robes du Couronnement; d'avoir des Robes pour le Doien & ses trois Chapelains, & pour seize Ministres de ladite Eglise, les Habits, que le Roi quitte à l'Eglise, les différentes Offrandes, la Garniture de l'Eglise, le Dais, avec les Supports les Clochètes, & le Drap sur lequel Leurs Majestés marchent depuis la Porte Occidentale de l'Eglise, jusqu'au Théâtre, &c. Accordé, excepté la Garde des Robes Royales; & les Honoraires remis au bon plaisir du Roi.

XXIII. XXIV. *Les Anciens de l'Eglise de Sainte Marguerite à Westminster vendiquèrent, au profit des Pauvres, le Drap étendu dans leur Paroisse, sur lequel le Roi marche en Procession. Le Curé & les Anciens de Saint Martin des Champs réclamèrent pour leurs Pauvres une partie dudit Drap. On fit la lecture de ces Vendications : mais elles furent rejetées.*

XXV. *Le Comte Maréchal d'Angleterre vendiqua le Droit de pacifier les Disputes, qui pourroient arriver ce jour-là dans la Maison du Roi, d'en Garder les Portes, de même que celles de l'Abbaie, &c. & d'assigner aux Seigneurs leurs Places, &c. avec tous les avantages, qui en dépendent. Refusé, comme une chose, qui ne s'étoit point pratiquée auparavant, & parce que le Lord Grand-Chambellan vendiquoit plusieurs de ces Articles; mais sans préjudice du Droit dudit Comte Maréchal.*

XXVI. *Le Seigneur Fendataire d'Afcleyen en Norfolk, vendiqua l'Office de mettre la Nape, & d'avoir tout le Linge de Table, après qu'on auroit desservi : Refusé, parce qu'il n'avoit pas des preuves en main pour appuyer sa demande : mais sans préjudice de son Droit.*

XXVII. *Le Comte de Derby, en qualité de Fendataire de l'Isle & du Château de Pelham & de la Seigneurie de Man, reclama le Droit de faire présent au Roi de deux Faucons. Accordé, & la chose fut exécutée.*

XXVIII. *Le Comte de Kent vendiqua l'honneur de porter les Grands Eperons devant le Roi. Mais comme la chose ne fut point décidée, elle fut refusée.*

XXIX. *La même chose fut contre-vendiquée par le Lord de Grey de Ruthyn; & accordée.*

XXX. *La même chose fut encore contre-vendiquée par le Duc Norfolk, comme Comte de Surrey : mais elle fut refusée, faute de preuves, & parce qu'elle avoit été rejetée au Couronnement précédent.*

XXXI. *Les Barons des cinq Ports vendiquèrent l'honneur de porter le Dais sur la Tête du Roi, & de l'avoir ensuite avec ses Supports & ses Clochetes, pour leur Honoraire, & de diner dans la Sale à la droite du Roi. Accordé.*

XXXII. *Le Seigneur Fendataire de Scoulton, autrement Bourdelies, en Norfolk, vendiqua le Droit d'être Grand-Maitre de la Dépense; & d'avoir, pour son Salaire les Provisions, qui s'y trouveroient après le Repas.*

XXXIII. *Cet Office avec ses Appointemens, comme aussi celui de Pourvoieur, furent pareillement contre-vendiqués par le Seigneur Fendataire d'Eston du Mont, en Essex. Après le Rapport fait au Roi, comme il parut qu'il y avoit d'autres Fendataires, qui prétendoient au même Service, le premier, l'obtint pour cette fois-là, sans préjudice du Droit des autres.*

XXXIV. *Le Seigneur Fendataire de Wirksep, dans le Comté de Nottingham, vendiqua l'honneur de trouver un Gant pour la Main droite, & de*

soutenir le Bras droit de Sa Majesté, pendant qu'elle tiendrait le Sceptre. Accordé.

XXXV. *Les Evêques de Durham & de Bath & Welles, vendiquèrent l'honneur de soutenir le Roi dans la Procession. Accordé, le Roi y ayant gracieusement consenti; & les Evêques de Londres & de Winchester furent nommés pour soutenir la Reine.*

XXXVI. *Le Seigneur Feudataire de Pyngrieth, en Essex, vendiqua l'honneur d'être Chambellan de la Reine, pour ce jour-là, & d'avoir le Lit de la Reine avec la Garniture, les Bassins & autres choses qui dépendent de cet Office; comme aussi d'avoir un Clerc à l'Echiquier, pour demander & recevoir l'Or de la Reine, &c. Refusé, pour n'avoir pas été discuté; sauf à lui, s'il le jugeoit à propos, de poursuivre son Droit en Justice.*

XXXVII. *Le Seigneur Feudataire du Grand-Wimondley, dans le Comté d'Hertford, vendiqua, en qualité de Grand-Echançon, l'honneur de présenter au Roi à Dîné la première Coupe d'Argent doré, & d'avoir la Coupe pour son Salaire. Accordé.*

XXXVIII. *Le Seigneur Feudataire de Heydon, en Essex, vendiqua le Droit de présenter le Bassin & l'Aiguière au Roi, en vertu d'une moitié de ce Fief; & l'Essuimain, en vertu de l'autre moitié dudit Fief, lorsque le Roi veut se laver les mains pour se mettre à Table. Accordé: mais seulement pour l'Essuimain.*

XXXIX. *Le Duc de Norfolk, Comte d'Arundel, & Seigneur Feudataire de Keninghall, en Norfolk, vendiqua le Droit de faire, par un Dèputé, l'Office de Grand-Sommelier d'Angleterre; & d'avoir pour Salaire une Coupe du meilleur Or avec son Couvercle, toute la Vaiselle & tout le Vin qui reste sous la Barre après le Repas, de même que tous les Pots & Coupes, à la réserve de ceux d'Or. Accordé: mais seulement avec une Coupe & une Aiguière pour Salaire.*

Nous ajouterons à cette Relation, disent les Auteurs que j'ai cités, que deux jours après le Couronnement susdit du Roi & de la Reine, la Cour des Vendications se rassembla dans la Chambre Peinte, pour examiner les Formes du Jugement, dont on feroit usage par rapport à ces différentes Vendications, & pour tirer un Etat de la manière que les différens Offices avoient été exécutés; & elle ordonna qu'il fût mis au net par le Maître des Registres de la même Cour, après quoi elle s'ajourna à la huitaine. Ce tems écoulé, elle se rassembla; &, après avoir ajusté, avec l'assistance des Officiers d'Armes, le Mémoire du Couronnement, il fut porté à la Cour Souveraine de la Chancellerie, où il fut livré en pleine Cour, en l'absence du Grand-Chancelier, entre les mains du Lord Garde des Sceaux, qui le remit au Maître des Archives, pour être mis dans les Registres de ladite Cour.

Les différentes quantités de Vaiselle, qui furent distribuées au susdit Couronnement, conformément aux Vendications susmentionnées, & qui sont les

Les quantités ordinaires aux autres Couronnemens, sont comme l'ensuit.

I. Au Seigneur Aumônier pour le jour, suivant l'Article XIX, trois cens cinq Onces de Vaiselle dorée, dans deux grands Bassins dorés & incrustés.

II. La Coupe d'Or avec son Couvercle au Lord Maire de Londres, suivant l'Article VI, étant de vingt Onces de pur Or.

III. Au Grand-Echanfon, suivant l'Article XXXVII, une Coupe avec son Couvercle, artistement incrustée & dorée, de trente deux Onces.

IV. Au Maire d'Oxford, suivant l'Article VIII, une Jate avec son Couvercle, de Vermeil doré, & richement incrustée, de cent dix Onces, comme un Présent, que le Roi faisoit à cette Cité, avec les Armoiries de Sa Majesté gravées dessus.

V. Au Champion une haute Jate avec son Couvercle, finement incrustée & dorée de trente deux Onces. Sur toutes ces Coupes & Jates étoit incrusté le Chiffre de Sa Majesté.

VI. Au Duc de Norfolk, comme Grand-Sommelier d'Angleterre, suivant l'Article XXXIX, une Tasse de pur Or de trente-deux Onces.

VII. Au Lord Grand-Chambellan, comme premier Officier de la Vaiselle à laver, suivant l'Article I, deux grands Bassins dorés & incrustés, avec une Aiguière aussi dorée & incrustée.

Sa Grandeur, l'Archevêque de Cantorberi a pour Honoraire, suivant l'ancienne Coutume, la Chaise, le Couffin & le Tabouret de Velours Pourpre, où le Roi est assis au tems de son Couronnement.

Les Officiers de la Garderobe-mouvante reçoivent aussi, suivant la Coutume, pour Honoraire, le Poêle de Drap d'Or, qu'on tient au-dessus du Roi à son Couronnement.

C'est aussi une Coutume dans ces sortes d'occasions que Sa Majesté confère le Titre de Chevalier au Seigneur Feudataire d'Addington, dont les Services sont vendiqués à l'Article IX, & à deux Gentilshommes de la Bande des Pensionnaires, que leur Capitaine présente au Roi à cet effet.

La Nouvelle Caur des Vendications, établie par la Proclamation de George II, s'assembla pour la première fois le 23 de Septembre, & le lendemain elle accorda les Prétentions des Comtes d'Exceter & de Scarborough, des Lords d'Arlington & d'Abergavenny, comme aiant droit ou par leurs Charges ou par leurs Fiefs, de l'Evêque de Durham, du Maire & des Citoiens de Londres & de quelques autres. Elle tint encore quelques Assemblées avant le Couronnement; & dans la dernière qu'elle tint ensuite le 5 de Novembre, elle ordonna que toutes les Vendications, qu'elle avoit accordées ou refusées, seroient insérées dans les Registres.

Deux jours après que la Proclamation pour le Couronnement eut été publiée, le Lord Maréchal fit tenir à tous les Pairs & Pairesse, cette Lettre Circulaire, pour leur enjoindre de s'y trouver.

COURONNEMENT
DU ROI.

ANNEE M D C C X X V I I.

GEORGE ROI.

Féal & bien amé Cousin & conseiller, Salut. Comme la Solemnité Roïale de Notre Couronnement & de celui de la Reine est fixée au quinzième jour d'Octobre, celle-ci est pour vous faire savoir & ordonner que vous & la Comtesse aiés à vous trouver en Personne auprès de Nous, fournis & équipés d'une manière convenable à Votre Rang & Qualité, afin d'y faire & exécuter les Services, auxquels vous serés obligés & qui vous appartiendront en particulier. C'est à quoi ni vous ni elle ne devés pas manquer sous quelque prétexte que ce soit. Sur ce Nous vous recommandons à la Protection Divine. Donné en Notre Cour à Richemont, le 30. Août 1727, & de Notre Règne le premier.

Par Ordre de SA MAJESTÉ.

SUSSEX, Maréchal.

La Suscription étoit : *A Notre Féal & bien amé Cousin & Conseiller N Comte de N pour le service de Sa Majesté.* La Lettre étoit la même pour tous les Pairs, à la réserve de la différence des Titres.

Règlement du
Lord Maréchal,
pour l'habillement
des Paires.

Le Lord Maréchal fit ensuite publier le 4 ou le 5 d'Octobre ce Règlement, qui concerne l'Habillement des Paires.

LES Présentes sont pour faire savoir à toutes les Paires, qui doivent assister à la Procession Roïale du Couronnement de Leurs Majestés, qui se fera le 22 de ce Mois, que la Robe ou Manteau d'une Barone doit être de Velours Cramoisi, dont la Chape ou Cape soit doublée de Menu-Vair pur, & variée de deux bandes ou rangs d'Hermine. Que ledit Manteau soit bordé pareillement de Menu-Vair pur, de la largeur de deux Ponces, & dont la Queue traîne à terre de trois pieds : Que la Couronne soit conforme à sa Qualité, savoir que le Bord en soit orné de six Perles, sans être relevée sur des Pointes.

Que le Manteau d'une Vicomtesse doit être semblable à celui d'une Barone, excepté que la Cape en doit être variée de deux rangs & demi d'Hermine, que le Bord du Manteau soit pareillement large de deux Ponces, & que la Queue traîne d'une Verge & un quart : Que sa Couronne doit répondre à son Rang, savoir qu'elle soit d'un Bord de seize Perles, sans être relevée sur des Pointes.

Que le Manteau d'une Comtesse doit être comme dessus, excepté que la Cape en soit variée de trois rangs d'Hermine, que le Bord soit large de trois Ponces, & que la Queue traîne d'une Verge & demie : Que sa Couronne soit enrichie de huit Perles relevées sur des Pointes ou Raïons, & ornée de petites Feuilles entre deux.

Que le Manteau d'une Marquise doit être comme dessus, excepté que la Cape en soit variée de trois rangs & demi d'Hermine, que le Bord soit lar-

ANNEE MDCCXXVII.

COURONNEMENT
DU ROI.

ge de quatre Ponces, & que la Queue traîne d'une Verge & trois quarts : Que sa Couronne soit composée de quatre Feuilles & d'autant de Perles relevées sur des Pointes à la hauteur des Feuilles, & rangées les unes entre les autres, au-dessus du Bord.

Qu'enfin le Manteau d'une Duchesse doit être comme dessus : mais que la Cape en soit variée de quatre rangs d'Hermine, & que le Bord soit de la largeur de cinq Ponces ; & que la Queue traîne de deux Verges : Que sa Couronne soit composée de huit Feuilles, toutes d'une même hauteur, au-dessus du Bord.

Que les Surtouts doivent être tous de Velours Cramoisi, ajoustés au Corps, attachés par devant avec une Agrafe, bordés de Menu-Vair pur de la largeur de deux Ponces, découpés en Languètes aux deux côtés, de la Ceinture en bas, & échancrés en Queue, suivant la longueur du Manteau de chaque Rang, c'est-à-dire, environ le tiers.

Que les Paremens des Surtouts doivent être pareillement de Velours Cramoisi, hauts d'environ cinq Ponces, coupés en Languètes par en bas, brodés de Menu-Vair, & garnis de Frange d'Or ou d'Argent.

Que les Bonnets des Courones soient tous de Velours Cramoisi, rebordés d'Hermine, avec un Bouton & une Houpe d'Or ou d'Argent en haut, suivant la Frange des Paremens.

Que les Jupes soient de Drap d'Argent, ou de quelque autre Etoffe blanche, galonnée ou brodée, selon que chacune le jugera à propos.

Que le Manteau pende par derrière, étant attaché sur chaque Epaule par des Cordons d'Or ou d'Argent, convenables à la Frange, avec des Houpes de même qui pendent de côté & d'autre au-dessous de la Ceinture.

Qu'enfin les Surtouts ou Kertle (qui est une espèce d'Habit Antique,) soient ouverts par devant, pour mieux faire voir les Jupes.

C'est aussi le bon plaisir de Sa Majesté que tous les Pairs & Paires, en général & en particulier, qui assisteront audit Couronnement, se gardent d'enrichir leurs Courones d'aucuns Joiaux ou Pierres précieuses.

Il est pareillement défendu aux Carrossiers, Graveurs, Brodeurs, Peintres, Orfèvres, & autres Artisans d'élever sur des Pointes les Perles des Courones des Barons ou Barones, en les faisant ou en les peignant sur leurs Carrosses destinés pour ce Couronnement ; & il leur est enjoint de les poser immédiatement sur le Bord ou Cercle de la Courone ; & de faire toutes ces Courones précisément comme il a été permis de les porter, conformément à l'Octroi de Charles II, d'Heureuse Mémoire, sous peine aux Contrevenans d'encourir les risques & dommages qui pourroient en résulter.

Défendons en même tems à toute Personne de quelque Qualité qu'elle soit, d'imprimer ou de publier aucun Détail ou Relation du susdit Couronnement, ni de son Cérémonial, soit en tout ou en partie, sans notre permission.

Donné le 3. Octobre 1727.

SUSSEX, Maréchal
G ij

Ce Règlement fut suivi quelques jours après de cette autre *Ordonnance*.

Ces Présentes sont pour faire savoir à toutes les Pairesseles, qui doivent assister au Couronnement prochain, que le bon Plaisir de Sa Majesté est qu'elles n'enrichissent point leurs Jupes de Joiaux; & qu'elles ne varient point l'Hermine des Paremens de leurs Surtouts, ou d'aucune autre partie de leurs Robes, d'une autre manière que conformément à mon Ordre du 31 de ce Mois: Que de plus elles ne se servent point sur leurs Courones de fausses Perles, au lieu de Bales d'Argent: mais qu'elles soient de même matière que dans les Couronnemens précédens.

Donné le 10 d'Octobre.

SUSSEX, Maréchal.

Cette *Ordonnance* seroit venue peut-être un peu tard, si par une *Proclamation* publiée le 4, on n'avoit pas reculé le *Couronnement* jusqu'au 22. La raison de ce délai fut que le 15 & les trois ou quatre jours suivans étoient ceux de la Haute-Marée; & qu'on avoit lieu de craindre qu'elle ne montât jusque dans la Sale de *Westminster*, ou le Repas du *Couronnement* se devoit faire. Quant à la nouvelle *Ordonnance* du *Lord-Maréchal*, elle ne fut faite apparemment pour ce qui concerne les Pierreries, qu'à dessein de mettre de la différence entre la Parure de la Reine & celle des *Pairesseles*, qui ne devoient pas laisser d'être chargées de Pierreries, puisqu'elles avoient la liberté d'en orner leur Tête & le devant de leurs Corps. Elles s'en étoient pourvues en abondance, en ayant empruntées & louées pour cette Cérémonie. Il arriva même à cette occasion qu'un Joialier, en ayant ramassé chés différentes Persones pour trente à quarante mille Livres Sterling, disparut & fit banqueroute.

L'empressement de jouir d'un Spectacle, qu'on ne se flatte pas ordinairement de voir deux ou plusieurs fois, fut si grand, qu'on assure qu'il y eut sur le passage de la Marche plus de deux cens mille Places louées depuis une Demi-Guinée jusqu'à trois Guinées, & qu'on en donna trente & quarante pour des Chambres.

Relation de toutes les Cérémonies du Couronnement.

Le 22, dès les six heures du Matin, les trois *Regimens* des *Gardes*, les quatre Compagnies des *Gardes du Corps* & les *Grenadiers à Cheval* s'assemblèrent sur la Place de *Whitehall*, pour recevoir leurs Ordres. On les distribua par Détachemens. Les uns furent envoyés dans la Cour du Palais de *Westminster*, les autres le long des Rues, qui conduisent du Palais de *Saint James* à la Porte Occidentale de l'Abbaté.

Vers les huit heures les *Pairs* & *Pairesseles* & les autres Persones, qui devoient assister à la Cérémonie, se rendirent aux divers Appartemens du Palais de *Westminster* où les Rois & *Héraults d'Armes* devoient les mettre en ordre.

Le Roi, la Reine, les trois Princesses aînées avec leurs Dames, & les Officiers de Leurs Majestés, s'y rendirent entre neuf & dix; & la Marche commença sur les onze heures.

On avoit construit, le long du Chemin qui conduit du Palais à l'Eglise une Galerie de Planches, élevée de terre de quelques Pieds, avec des Lambris à hauteur d'appui des deux côtés. Le Plancher & les Lambris étoient couverts de Drap; & des deux côtés des Rues il y avoit des Amphithéâtres en Gradins, où l'on voioit une multitude innombrable de Gens, tous en Habit de Couleur, par ce qu'on avoit quitté le Deuil pour ce jour-là.

L'Herbier de la Cour parut la première dans la Galerie, avec ses Servantes habillées toutes en Jardinières, & portant des Corbeilles & des Mânes pleines de Fleurs & d'Herbes odoriférantes, qu'elles semèrent le long du chemin.

Marche ou Procession du Palais de Westminster à l'Abbaie.

Un instant après elles, l'Huissier du Doïen de Westminster, aiant son Bâton à la main, commença la Marche, dont voici l'Ordre;

Un Fifre seul. Plusieurs Tambours. Le Tambour-Major seul. Plusieurs Trompètes. Un Timbalier. Plusieurs Trompètes. Le Premier Trompète.

Après un petit intervalle, sur la même Ligne, six Clercs de la Chancellerie en Robes de Satin noir à Fleurs avec des Passemens & des Houpes sur les Manches.

Le Garde de la Chapelle Royale.

Six Chapelains en Dignité, vêtus de Robes d'Ecarlate avec des Echarpes de Soie noire, aiant leurs Bonnets quarrés à la main.

Les Sheriffs de Londres.

Les Aldermans & le Recorder de Londres, en Robes d'Ecarlate avec les Bas & les Souliers blancs. Ceux qui d'entre eux avoient été Lords-Maires, portoient au col leurs Chaines d'Or.

Les jeunes Sergens en Loi du Roi, en Robes d'Ecarlate, leurs Bonnets quarrés à la main.

Le Solliciteur & le Procureur du Roi, vêtus de même.

Les anciens Sergens en Loi, vêtus de même.

Le Premier Sergent d'Armes du Roi.

Les Gentilshommes de la Chambre Privée.

Les Barons de l'Echiquier, & le Lord Chef - Justice des Plaidoiers Communs, en Robes d'Ecarlate, avec leur Colier d'or dorés.

Le Maître des Rôles en Robe magnifique, & le Lord Chef - Justice du Banc du Roi, en Robe d'Ecarlate, avec son Colier d'or dorés.

A quelque distance, les Enfants de Chœur de l'Abbaie de Westminster, en Surplis.

L'Huissier de la Sacristie & le Premier Portier, en Robes d'Ecarlate.

Les Enfants de la Chapelle Royale, en Surplis avec des Manteaux d'Ecarlate.

Les Chantres du Chœur de Westminster, en Surplis.

L'Organiste. C'étoit le célèbre *Heindel*, chargé de composer la Musique, qui devoit s'exécuter pendant la Cérémonie du Sacre. Il marchoit sur une même ligne avec le *Sous-Sacristain*.

Un *Double-Basson* entre deux *Cornemuses*.

Les Gentilshommes de la Chapelle du Roi, en Robes d'Ecarlate.

Le *Sous-Doien de la Chapelle du Roi*, en Robe d'Ecarlate avec des Paremens de Velours noir.

Les Chanoines de Westminster, en Surplis avec des Chapes magnifiques, tenant leurs Bonnets quarrés à la main.

Le *Maître de la Chambre aux Joiaux*, en Habit d'Ecarlate.

Le *Héraut d'Armes de l'Ordre du Bain*.

Les Chevaliers du Bain, avec les Habits & les Coliers de l'Ordre.

Un *Chevalier du Chardon*, Ordre d'Ecosse, représentant tout l'ordre, dont il avoit l'ancien Habit & le Colier. C'étoit le Comte de *Dalkeith*. *Les Chevaliers du Bain* avoient prétendu le pas sur lui : mais le *Conseil* assemblé le 17 de ce mois, avoit décidé la question en faveur de l'Ordre du *Chardon*.

Un *Chevalier de l'Ordre de la Jarretière*. C'étoit le Chevalier *Robert Walpole*, le seul des Chevaliers de cet Ordre qui ne fut pas Pair. Dans le même *Conseil* du 17, pour satisfaire le Roi, qui vouloit donner une marque de bienveillance à ce *Ministre*, on avoit résolu qu'il marcheroit seul vêtu des anciens Habits de l'Ordre, avec le Colier par dessus.

Le *Vice-Chambellan de la Maison du Roi*.

Le *Contrôleur & le Trésorier de la Maison du Roi*.

Les Conseillers Privés de la Grande-Bretagne, qui n'étoient pas Pairs, en Habits magnifiques.

Deux *Poursuivans d'Armes*.

Les Barons & les Barones, en Robes d'Etat, avec leurs Courones à la main.

Les Evêques, en Rocher, avec leurs Bonnets quarrés à la main.

Deux *Poursuivans d'Armes*.

Les Vicomtes & les Vicomteses, en Robes d'Etat, leurs Courones à la main.

Deux *Héraults d'Armes*, avec leurs Cottes d'Armes, & leur Colier d'or.

Les Comtes & les Comtesses, en Robes d'Etat, leurs Courones à la main. Il faut observer que tous les Pairs, *Chevaliers de la Jarretière*, ou du *Chardon* ou du *Bain*, portoient les Coliers de leurs Ordres.

Deux *Héraults d'Armes*, vêtus comme ci-dessus.

Les Ducs & les Duchesses, en leurs Habits d'Etat, aiant leurs Courones à la main, excepté ceux des *Ducs*, qui portoient les *Honneurs*, ou que leurs grands Emplois appelloient à quelque autre service. Il ne manquoit des

Duchesses que la *Douairière d'Hamilton*, dispensée par un Brevet du Roi, d'assister au *Couronnement*, parce qu'elle étoit malade. La *Duchesse de Malborough*, malgré son grand âge, parut à la Marche; mais ensuite elle se trouva mal à l'Eglise, & l'on fut obligé de la reporter chés elle.

Le Lord *Grand Chambellan*. C'étoit le Duc de *Grafton*.

Les deux principaux *Rois d'Armes*, & le *Premier Roi d'Armes* de toute l'*Irlande*, avec leurs *Cottes d'Armes*, leurs *Coliers* & les autres marques caractéristiques, tenant leurs *Courones* à la main.

Le Lord *Trevor*, *Garde du Sceau Privé*; le Duc de *Devonshire*, *Président du Conseil*.

L'*Archevêque d'York*, aiant à sa gauche le Lord *King*, *Chancelier de la Grande-Bretagne*, portant une *Bourse*.

Le Lord *Archevêque de Cantorberi*.

Le Duc de *Normandie*, représenté par le Colonel *Lambert*, Gouverneur du Fort de *Tilbury*; le Duc d'*Aquitaine*, représenté par le S. *George Walte*, Juge de Paix de *Westminster* & du Comté de *Middlesex*. Ils étoient en Manteaux de Velours Cramoisi, doublés de Taffetas, facés de Menu-Vair & variés d'Hermine, aiant à la main leurs Bonnets de Drap d'Or doublés & variés d'Hermine. Le Drap d'Or des Bonnets imitoit un travail de Paille, parce que les anciens Souverains de *Normandie* & d'*Aquitaine* les portoient ainsi.

Le *Vice-Chambellan de la Reine*.

Deux *Gentilshommes Servans de la Reine*.

Le Lord *Chambellan de la Reine*.

La *Verge d'Ivoire* avec la *Colombe*, portée par le Comte de *Northampton*.

Le *Sceptre* avec la *Croix*, portée par le Duc de *Rutland*.

La *Couronne de la Reine*, portée par le Duc de *Saint-Albans*.

LA REINE, vêtue de ses Habits Roiaux de Velours Pourpre doublés d'Hermine, aiant un Cercle d'Or sur la Tête, plusieurs rangs de Pierreries sur son Corps & sur sa Jupe; & les *Evêques de Winchester & de Londres* la soutenoient des deux côtés. Elle marchoit sous un Dais porté par les *Barons des cinq Ports* & par les *Gentilshommes au Bec-de-Corbin* ou *Pensionnaires*. Sa Queue étoit portée par la *Princesse Roiale*, aiant à sa suite la Comtesse de *Suffex*, première *Dame de la Chambre*, & par les *Princesses Amélie & Caroline*. Les trois *Princesses* étoient assistées de quatre *Filles de Comtes*, les *Ladys Françoisse de Nassau*, *Marie Capel*, *Rebecca Herbert*, & *Anne Hastings*. Les Lords *Caernarvon*, *Glenorchy*, & *Levisham* portoient les *Courones des Princesses*.

La *Duchesse de Dorset*, *Dame de la Chambre du Lit de la Reine*.

Les *Ladys Herbert & Howart*, *Premières Femmes de Chambre de Sa Majesté*.

Après quelque distance; au milieu, le Duc de *Manchester* portant les

Eperons d'Or, à la place du Comte de *Suffex*, *Lord Maréchal*; à la droite; le Duc de *Montaigne*, portant le *Sceptre*, avec la *Croix*; à la gauche, le Duc de *Kent*, portant le *Baton de Saint Edouard*.

Au milieu, l'*Epée de Saint Edouard*, dite la *Curiana*, portée par le Comte de *Pembroke*; à la droite la *seconde Epée*, portée par le Comte de *Lincoln*; à la gauche, la *Troisième Epée*, portée par le Comte de *Crawford*.

Le *Lord Maire de Londres*; le *Lion* ou *Premier Roi d'Armes d'Ecosse*; le *Garter* ou *Premier Roi d'Armes d'Angleterre*; un *Huissier* à la *Verge Noire*. Le *Lord Maire* étoit en Robe de Velours Cramoisi, en Souliers & Bas blancs, aiant à la main sa Toque ornée d'un Bouquet de Plumes. Les autres avoient les Habits & les Marques de leurs Offices.

Le *Lord Grand-Chambellan d'Angleterre*, en ses Habits d'Etat, avec sa Courone & sa Baguette blanche à la main.

Le Comte de *Suffex*, comme *Comte-Maréchal d'Angleterre*, en ses Habits d'Etat, avec sa Courone & son Bâton de Maréchal à la main; Le Comte de *Huntington*, portant l'*Epée de l'Etat*; le *Lord Grand-Conétable d'Angleterre*, (C'étoit le Duc de *Richmont*, nommé par le Roi *Grand-Conétable* pour cette Cérémonie seule); & le Duc de *Roxborough*, comme *Député du Grand-Conétable d'Ecosse*.

Au milieu, la *Courone de Saint Edouard* portée par le *Grand Stewart* ou *Senéchal d'Angleterre*; à la droite, le *Globe* porté par le Duc de *Somerset*; à la gauche, le *Sceptre* avec la *Colombe*, porté par le Duc d'*Argile*. Le Comte de *Dorset* *Grand-Maitre d'Hôtel* avoit été nommé par le Roi, *Grand Stewart* pour cette Cérémonie seulement. Sans cela, comme *Grand-Maitre d'Hôtel*, il eut marché sur une même ligne avec le *Lord Grand-Chancelier*.

Au milieu, la *Bible* portée par l'*Evêque de Coventry*; à la droite le *Calice* porté par l'*Evêque de Peterborough*; à la gauche, la *Patène* portée par l'*Evêque de Rochester*.

Le Roi, revêtu de ses Habits Roiaux de Velours Cramoisi, doublés d'Hermine & bordés de Galons d'Or; aiant sur la tête un Bonnet d'Etat de même Velours, bordé d'Hermine. Les *Evêques de Durham & de Saint-Asaph*, lui donnoient la main. Il marchoit sous un Dais de Drap d'Or porté par les *Barons des cinq Ports* & par les *Gentilshommes Pensionnaires*. La Queue du Manteau Roial étoit portée par les Lords *Hermitage*, *Euston*, *Brudnell* & *Cornbury*, tous quatre *Fils aînés de Lords*.

Le *Maitre de la Garderobe*.

Au milieu le *Capitaine de la Garde du Roi*, lequel étoit ce jour là de service; à la droite, le Marquis d'*HARTINGTON*, *Capitaine* de la Bande des *Gentilshommes au Bec-de-Corbin*, ou *Pensionnaires*, & le *Lieutenant de la même Bande*; à la gauche, le Comte de *Leicester*, *Capitaine* des Gardes
ds

ANNEE MDCCXXVII.

COURONNEMENT
DU ROI.*de la Manche, & le Porte-Etendart des Gentilshommes Pensionnaires.**Un Gentilhomme de la Chambre du Lit de Sa Majesté.**Le Comte d'Essex.**Deux Valets de Chambre du Roi.**Le Lieutenant & l'Enseigne des Gardes de la Manche.**Les Gardes de la Manche en troupe, leurs Pertuisanes sur l'Epaule, aiant des deux côtés leurs Exemts ou Caporaux.**Le Secrétaire de la Compagnie des Gardes de la Manche fermoit la Marche.*

Le Chœur de *Westminster* chanta durant la Marche, & jusqu'à ce que Leurs Majestés fussent entrées dans l'Eglise, plusieurs Antiènes tirées de l'Ecriture Sainte, & convenables à la Solemnité. Pendant que Leurs Majestés montoient sur une Estrade élevée près de l'Autel, & se plaçoient dans deux Fauteuils, on chanta la première Antiène pour la Cérémonie du Sacre. Dès qu'elle fut finie, l'*Archevêque de Cantorberi* s'approcha du Roi, qui se leva. Le Prélat lui fit une profonde inclination. Ensuite il se tourna vers l'Assemblée, & se plaçant successivement aux quatre coins de l'Estrade, il dit chaque fois à haute voix : MESSIEURS, *Voici le Roi GEORGE, légitime Héritier de la Couronne, que je vous présente. Vous qui êtes venus pour lui rendre hommage, service & obéissance, voulez-vous le faire ?* L'Assemblée & le Peuple aiant donné des témoignages de leur consentement par des acclamations réitérées de *Vive le Roi GEORGE*, les Musiciens chantèrent une seconde Antiène, pendant laquelle Leurs Majestés firent leur première offrande entre les mains de l'*Archevêque*.

Cérémonies particulières du Couronnement.

Après que le Prélat eut fait une courte Prière, deux *Evêques Assistans* lurent la Liturgie; & l'*Archevêque*, après avoir fait deux autres prières, fit un Sermon sur le Sujet de la Cérémonie. Quelques Relations disent que ce fut un troisième *Evêque Assistant*, qui prêcha. Le Sermon fut suivi du Serment accoutumé, que l'*Archevêque* fit prêter au Roi. Ce Serment se fait par Demandes & par Réponses, dans lesquelles le Roi promet d'observer les *Loix & les Coutumes; de maintenir le Clergé & le Peuple dans la jouissance des Privilèges accordés par le Roi S. Edouard; & de leur faire rendre la Justice avec prudence & équité.*

Le Chœur & la Musique aiant ensuite chanté la troisième & la quatrième Antiène, l'*Archevêque*, assisté du *Doien de Westminster*, prit en main l'Huile benite, dont il oignit le Roi dans la Paume des deux Mains, sur la Poitrine, aux deux Epaules, sur le pli du Coude, & sur le sommet de la Tête. Les Onctions furent suivies de la cinquième Antiène, après laquelle le *Doien de Westminster*, comme Dépositaire des Habits & de tout ce qui sert à cette Cérémonie, revêtit le Roi d'une Robe de fin Lin sans Manches, d'une Tunique, d'un Surcot, des Housseaux ou Bottines, des Eperons d'Or, & de la Dalmatique ou Manteau Roial.

Tome XIV. Partie I.

H

Aussitôt que le *Roi* fut habillé, l'*Archevêque* lui donna l'*Epée*, qu'il avoit benite, & lui mit après sur la Tête la *Couronne de S. EDOUARD*. Cet instant de la Cérémonie fut annoncé par les Trompètes, les Timbales & les Tambours, par l'Artillerie du Parc de *Saint James*, & par trois Salves du Canon de la Tour.

Après que le Chœur & la Musique eurent chanté la sixième Antiène, tous les *Pairs*, qui jusqu'alors avoient tenu leurs Couronnes à la main les mirent sur leur Tête; les *Représentans des Ducs de Normandie & d'Aquitaine* se couvrirent de leurs Chapeaux, & sur le champ l'*Archevêque* fit la Cérémonie de donner au *Roi* l'*Investiture* du Roïaume en lui mettant l'*Anneau Roïal* au Doigt, & le *Sceptre* à la Main. Le *Roi* fit alors sa seconde Offrande, après laquelle l'*Archevêque* lui donna la Bénédiction, & le Chœur chanta la Septième Antiène, que le Prélat avoit entonnée. C'est le *Te Deum*.

Cette Antiène finie, le *Roi* fut élevé sur un Trône par l'*Archevêque*, les *Evêques* & les *Pairs*, qui lui rendirent hommage, & le baisèrent à la Joue gauche. Pendant cette Cérémonie, le *Trésorier de l'Hôtel du Roi* jeta des poignées de *Médailles* d'Or & d'Argent au Peuple, qui réitéra ses acclamations. L'ordre de fraper ces *Médailles* avoit été donné par le *Roi* le 29 d'Août, en conséquence d'une Résolution prise dans le *Conseil* tenu ce jour là même. Elles étoient au nombre de quinze cens, dont deux cens d'Or & huit cens d'Argent pour le *Roi*, cent d'Or & quatre cens d'Argent pour la *Reine*. Les premières avoient d'un côté le *Busse du Roi*, & pour Légende autour: GEOR. II, DEI GR. MAG. BR. FR. ET HIB. REX, &c. GEORGE II, Par la Grace de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne, de France & d'Irlande. Sur le Revers le *Roi* étoit assis dans la *Chaise de S. Edouard*; la *Concorde* étoit debout auprès de lui, tenant d'une main une Corne d'abondance, & de l'autre lui mettant une Couronne sur la tête. On lisoit autour: VOLENTES PER POPULOS (Par la volonté des Peuples); & dans l'Exergue, Coronat. (Couronnement) 22 Octobre. Sur celles de la *Reine*, on voioit d'un côté son *Busse* avec cette Légende: CAROLINA, DEI GR. MAG. BR. FR. ET HIB. REGINA, &c. (CAROLINE, Par la Grace de Dieu, Reine de la Grande-Bretagne, de France & d'Irlande). Sur le Revers, la *Reine* étoit assise, tenant la main droite étendue vers une Figure qui représentoit la Religion Protestante, avec ce mot: HIC AMOR (Voila l'objet de mon Amour); & montrant de la main gauche un *Paisage*, qui désignoit le Terrain de la Grande-Bretagne, avec ce mot: HÆC PATRIA (C'est là ma Patrie). L'Exergue étoit la même qu'aux *Médailles* du *Roi*. D'abord au lieu de *Coronatio* qu'on lisoit dans l'Exergue, on avoit arrêté d'y mettre, *Inauguratio*: mais apparemment ce Terme, dont on ne fait aucune difficulté de se servir en ce cas dans la plupart des Etats de l'Europe, ne parut pas assez Chretien à la conscience timorée des *Prélats Anglicans*; ou peut-être ne fut-il changé

que pour plaire aux *Non-Conformistes*, toujours prêts à crier à l'*Idolâtrie*. Pendant que les *Pairs* rendoient leur Hommage, la Musique de la Chapelle Royale, & les Chantres de *Westminster* exécutèrent à grand Chœur la huitième Antienne.

On fit ensuite l'*Onction*, le *Couronnement* & l'*Intronisation* de la Reine, avec les mêmes Cérémonies à peu près, qu'on avoit observées pour le Roi : mais la Reine ne reçut l'*Onction* que sur la Poitrine.

Cela fait, le Roi & la Reine passèrent dans la Chapelle de *S. Edouard* pour reprendre leurs Habits ordinaires, & retournèrent ensuite au Palais de *Westminster* dans le même ordre qu'ils étoient venus, avec leurs Couronnes garnies de Pierres sur la Tête. On estimoit celle du Roi cent vingt mille Livres Sterling, & celle de la Reine cent douze mille Livres.

On avoit préparé sept Tables dans la Sale de *Westminster*. La première étoit placée dans le fond au pied du Trône & les autres, trois d'un côté de la Sale & trois de l'autre. Le Roi se mit à la première Table avec la Reine, la *Princesse Royale*, les *Princesses Amélie*, & *Caroline*, le *Duc de Cumberland*, vêtu de l'ancien Habit de l'Ordre du *Bain*, & les deux jeunes *Princesses*, qui, non plus que le Duc leur Frère, n'avoient pas été présentes à la Cérémonie du *Couronnement*. Les six Tables des côtés furent occupées par les *Pairs* & *Pairesse*s avec leurs Couronnes en Tête ; par les *Prélats* avec leurs Toques ; par les *Juges*, les *Gens du Roi*, les *Rois d'Armes* & le *Lord-Maire* avec les *Aldermans de Londres*. La Table du Roi fut couverte, dit-on, de cent soixante & quinze Plats ; & l'on en servit deux cens cinquante sur chacune des autres. La Sale étoit garnie tout autour de huit ou dix Banques en Amphithéâtre remplis de Spectateurs.

Festin du Couronnement.

Entre le premier & le second Service le Chevalier DYHMORE, *Champion du Roi*, parut dans la Sale accompagné du Lord Grand-Connétable & du Lord Comte-Maréchal, tous trois armés de toutes Pièces & montés sur des Chevaux de Bataille. Le *Champion* fit la Cérémonie ordinaire du *Défi*, dont le Cartel fut lu par un *Héraut d'Armes*, à haute voix. Il étoit en ces Termes : *Si quelqu'un a l'audace de nier que GEORGE II, Roi de la Grande-Bretagne, de France & d'Irlande, soit le Fils & le plus proche Héritier de GEORGE I, & légitime Successeur de ces Royaumes ; voici son CHAMPION, qui lui donne le démenti, qui lui soutient qu'il est un faux Traître, & qui lui déclare qu'il est prêt de le combattre en champ clos.* La dessus le *Champion* jeta par terre un de ses Gands. Après un instant, le *Héraut* le releva pour le lui rendre. Ensuite, le Roi but à la santé du *Champion* dans une Coupe d'Or, dont il lui fit présent, & le *Champion* se retira. Sur le champ les *Rois* & les *Hérauts d'Armes* firent la proclamation des Titres du Roi, d'abord en *Latin*, ensuite en *François*, & puis en *Anglois*.

Cérémonie du Champion.

On servit après cela le second Service ; & le Repas aiant duré jusqu'à huit heures du soir, Leurs Majestés retournèrent au Palais de *Saint-James*,

où la Cour fut très-nombreuse jusqu'à dix heures. Il y eut dans toutes les Rues de *Londres* & de *Westminster* des Feux de joie, des Illuminations & d'autres marques de réjouissance.

Avant que de sortir de la Sale de *Westminster*, le *Roi*, selon l'usage, conféra le Titre de *Chevalier* aux deux *Représentans* des *Ducs de Normandie* & d'*Aquitaine*, de même qu'à deux de ses *Gentilshommes Pensionnaires*, qui furent le S. GUILLAUME WYNNE *Porte Etendart* de la Bande, & le Sieur GUILLAUME TAYLOR. Ils furent présentés par le Comte d'HARTINGTON leur *Capitaine*. Il fit aussi *Chevaliers* deux ou trois jours après le S. Jean Boine, Maire, & le S. Olivier Greenway, l'un des *Aldermans* de la Ville d'*Oxford*. Ils avoient été présens au *Couronnement*, selon le Droit de cette Ville; & leur Service dans la Sale du Festin avoit été récompensé de trois Tasses d'Erable & d'une grande Coupe dorée avec son Couvercle du poids de cent dix onces.

On prétend que les frais de toute cette solemnité coutèrent à la Nation plus de cent cinquante mille Livres Sterling.

Le 25 & le 28, il y eut Bal & Mascarade, en faveur des Etrangers dans la Sale du Théâtre du Marché au Foin. Ces deux Bals se firent aux dépens du *Roi*, qui s'y trouva déguisé. La *Reine* n'y parut point, parce qu'elle étoit indisposée.

Fête à Hanovre
pour le Couronne-
ment.

La Fête du *Couronnement* de Leurs Majestés fut célébrée le même jour à *Hanovre*, où le Prince Frédéric-Louis s'étoit rendu la veille d'*Herrenhausen*. A midi, l'on fit une décharge générale du Canon des Remparts; ce qui fut continué jusqu'à ce que le Prince eût reçu les Complimens de Félicitation. Après les Complimens reçus, il se mit à Table au son de douze Trompètes & d'une paire de Timbale. Vingt-&-quatre Canons avoient été placés dans le *Leinstrafs*, pour répondre aux Santés. Il en fut tiré vingt quatre coups pour le *Roi*, vingt quatre pour la *Reine*, six pour le Prince Frédéric-Louis, trois pour le Prince Guillaume Auguste, & pour chacune des cinq Princesses. Au second Service, le S. Venturini fit exécuter un Concert, qu'il avoit préparé pour cette Solemnité. Le Repas fut suivi de la Comédie; au sortir de laquelle le Prince se rendit hors de la Porte, appelée *Kleverthor*, pour voir tirer un Feu d'artifice dressé sur la Contrescarpe. Après s'être ensuite promené dans la Ville pour jouir du spectacle des Illuminations, que les Bourgeois avoient faites au devant de leurs Maisons, il entra sur les dix heures au Château. Deux Tables dressées dans la grande Sale, & quelques autres dans les Appartemens contigus furent magnifiquement servies pour les Seigneurs & Dames invitées à cette Fête, qui fut terminée par un Bal, que l'on fit durer toute la nuit. On avoit fait porter sur le Marché au Bois, un Bœuf entier, qui fut distribué pendant la journée au Peuple, & l'on avoit dressé dans la Rue de *Leinstrafs* trois Machines, l'une représentant un Lion, l'autre une Licorne & la troisième un Cheval. De la

DU REGNE DE GEORGE II.

61

ANNE'E M D C C X X V I I.

COURONNEMENT
DU ROI.

première il couloit du Vin rouge, de la seconde, du Vin du *Rhin* & de la troisième, du Vin blanc.

Toutes les Villes des Roïaume d'*Angleterre*, d'*Ecosse* & d'*Irlande* s'empresèrent à témoigner à l'envi la joie, qu'elles avoient du *Couronnement* de Leurs Majestés; & les Ministres dans les Cours Etrangères ne manquèrent pas de donner aussi des Fêtes pour le même sujet. J'en trouve une assez curieuse pour en dire ici quelque chose. Le jour même du *Couronnement* le S. *Cyrrillon de Wich*, Envoyé Extraordinaire de la *Grande-Bretagne* à *Hambourg*, commença sa Fête par un grand Concert, qui fut suivi d'une Illumination singulière, de l'invention du S. *Liedard* son Secrétaire. On avoit construit dans un lieu convenable, une Sale ornée, non seulement d'une infinité d'Emblèmes, d'Inscriptions & de Statues dorées, représentant les Rois d'*Angleterre* les plus célèbres; mais aussi d'un Arc de Triomphe illuminé, soutenu de quatre Colones transparentes d'un rouge clair. Derrière cet Arc descendit des Nuées une Machine magnifiquement illuminée, ornée de Colones, d'Arcades, de Genies volans & de Festons transparents. On y voioit la *Renommée* assise, ayant à ses côtés quatre autres Personages allégoriques. Cette Machine, en disparoissant, laissa voir sur une élévation de quelques marches, le Vestibule d'une Sale, garni d'Emblèmes & d'Inscriptions. Le Vestibule s'étant ouvert, on découvrit dans le fond de la Sale une *Gloire* de Nuées & des Colones de Nuées, avec la *Providence* assise dans le fond. La *Sagesse* étoit à sa droite, & le *Salut Universel* à sa gauche. Plusieurs *Vertus* & *Personages Allégoriques* étoient rangés sur les côtés. Après ce spectacle, l'Envoyé conduisit la *Régence* & le reste de la Compagnie, qu'il avoit invitée, chés le S. *Klefecker*, dont l'Orangerie étoit magnifiquement illuminée. Il y fit servir un Festin somptueux, qui fut accompagné d'un Concert. Le lendemain il traita tous les *Anglois*, qui faisoient leur résidence à *Hambourg*, & plusieurs Seigneurs & Dames du Pais; & le 27, il termina la Fête par un grand Concert, suivi d'un Bal masqué.

Fête donnée à
Hambourg, pour
le même sujet.

Le *Couronnement* de Leurs Majestés fut à *Lisbone* l'occasion d'une Scène moins agréable, que celles qu'il produisit ailleurs. Le S. *Thomas Burnet*, Consul Général du *Roi de la Grande-Bretagne* dans les Etats du *Roi de Portugal*, ayant résolu de donner le 15 de Novembre une Fête pour la Solemnité du Couronnement de ses Maîtres, reçut la veille une Lettre Anonyme en *Anglois*, dans laquelle on lui marquoit, „ que s'il don-
noit la Fête, qu'il avoit annoncée, l'Envoyé Extraordinaire d'*Angleterre*
s'en ressentiroit. Le Consul écrivit à ce sujet à l'Envoyé „ qu'il venoit
de recevoir une Lettre, qu'il supposoit écrite par son Ordre: mais qu'il
le prioit de l'excuser s'il ne se conformoit pas à ce qu'il sembloit exiger
de lui; qu'il ne pouvoit pas se dispenser de donner cette Fête, parce
qu'il étoit trop tard pour s'en dédire. L'Envoyé (c'étoit le Brigadier

Le Consul An-
glois à *Lisbone*,
insulté par l'En-
voyé extraordina-
ire de la *Grande*
Bretagne.
22 Novemb.e.

Dortmer) ne répondit à cette Lettre du Consul que par des menaces. La Fête fut donnée; & dès le lendemain, le bruit courut que l'Envoïé s'en vengeroit. Il persista dans cette résolution, quoique plusieurs *Anglois* lui conseillassent de ne se pas commettre, & de prendre plutôt le parti d'écrire à ce sujet à la *Cour d'Angleterre*. Le jour de la Fête le Consul annonça qu'il en donneroit une autre le 21 pour l'Anniversaire de la Naissance du Roi son Maître. Il la remit ensuite au 22, en considération d'une Fête, qui se faisoit à la *Cour de Lisbonne*. Le 22 l'Envoïé, dès les huit heures du Matin, apposta six de ses Laquais & son Secrétaire à Cheval avec des Pistolets à l'Arçon de la Selle, pour épier le moment que le Consul sortiroit. Lorsque les Laquais, qui se promenoient deux à deux, virent venir son Carosse, ils se réunirent pour l'environner. Aussitôt, tirant leurs Sabres & leurs Epées, ils se mirent à fraper de tous côtés pour écarter ses Domestiques; & comme il cherchoit à se mettre en défense, il reçut d'abord une grande blessure à la main droite, ensuite une autre à la Jambe qui le renversa dans son Carosse. Pendant ce tems-là le Secrétaire voltigeoit autour, avec un Pistolet à la main, se baissant de tems en tems, & regardant dans le Carosse, comme s'il eût voulu tirer sur le Consul: mais quand les Laquais lui dirent qu'il étoit mort, il les fit retirer, & tira son coup, en s'en allant, sur un Chien, qui le suivait. Lorsqu'il fut quelques instans après que le Consul avoit été reporté vivant dans la Maison, il en témoigna du déplaisir. Ces faits, tirés des Informations faites par le *Corregidor* de la *Cour de Portugal*, semblent prouver que le dessein du Brigadier *Dortmer* étoit de faire tuer le Consul, & qu'il est faux, comme il le publia dans la suite, que ses Laquais ne fussent point armés & qu'ils n'eussent que leurs Canes. Le *Roi de Portugal* fut informé de cet Assassinat dans le tems qu'il donnoit un Audience Publique à l'Ambassadeur d'*Espagne*; & sur le champ il envoya le *Corregidor* Criminel de la Cour, pour empêcher le Peuple de commettre du désordre, & pour dresser les Informations dont on vient de parler. Sur ces Informations le *Roi* fit écrire par un Secrétaire d'Etat à l'Envoïé « qu'il » devoit congédier les Laquais par qui cette insulte avoit été commise; que » Sa Majesté en alloit envoyer au *Roi d'Angleterre* une relation exacte; » & qu'en attendant le retour du Courier, il feroit bien de ne pas paroître » à la Cour ». Le lendemain l'Envoïé fit réponse au Secrétaire d'Etat, & lui marqua « que son intention n'avoit point été de faire assassiner le » Consul: Qu'il n'avoit eu dessein que de le punir de ce qu'il cherchoit » des occasions de le décréditer dans l'esprit de la Nation: Qu'il n'avoit » envoïé son Secrétaire, que pour empêcher ses Laquais de passer ses » Ordres, & pour prévenir toute effusion de sang: Que s'ils s'étoient servis de leurs Epées & de leurs Sabres, ç'avoit été pour se défendre » contre les Laquais du Consul, qui les avoient attaqués; & que le » Secrétaire n'avoit tiré son Pistolet que pour se débarrasser d'un Chien,

» par qui son Cheval avoit été mordu ». La Lettre finissoit par des protestations de son innocence à l'égard de tout ce qui s'étoit fait , & par dire « que , puisque *Sa Majesté Portugaise* en envoioit une Relation à sa » Cour , il en alloit envoier une aussi : Qu'il étoit très mortifié qu'on » eût pu prendre de si mauvaises impressions de sa conduite , puisqu'il » avoit toujours fait ce qui dépendoit de lui pour entretenir la bonne » intelligence entre les deux Cours , & mériter la protection de Sa Ma- » jesté ». Le 25 au Matin , l'Envoié , ne croiant pas devoir déférer aux Conscils du *Roi de Portugal* , se fit suivre ; en allant chés le Résident de *Hollande* , par les mêmes Laquais ; ce qui n'eût pas manqué d'émouvoir la Populace , si l'on n'eût envoié quelques Soldats pour la contenir. Ce dernier trait acheva d'indisposer le *Roi* , qui chargea son Ministre à *Londres* , en remettant au *Roi d'Angleterre* la Relation de ce qui s'étoit passé , de demander qu'il rappellât le Brigadier *Dorimer* , & que sa faute fût punie comme elle le méritoit. Le *Roi d'Angleterre* informé d'ailleurs de tout le détail de cette Affaire , ne tarda pas à rappeler l'Envoié. Le Consul eut ordre de rester à *Lisbone* pour y prendre soin des Affaires jusqu'à ce qu'il y eût un nouveau Ministre. Il fit ensuite poursuivre à *Londres* le Brigadier *Dorimer* , en réparation de l'insulte qu'il en avoit reçue. Ce *Thomas Burnet* , le second des fils de *Gilbert Burnet* Evêque de *Salisbury* , fut de retour à *Londres* le 13 de Janvier 1728 ; & le 16 , il eut l'honneur de baiser la Main du *Roi* , qui le reçut fort bien. Il en obtint un Committé du Conseil pour examiner son Affaire. Je ne trouve nulle part comment elle fut terminée. Comme on ne prononce en *Angleterre* des peines qu'en conséquence d'une Loi , qui les ordonne , & que le cas dont il s'agissoit n'avoit été prévu par aucune Loi , la punition du *S. Dorimer* ne peut être qu'une disgrâce éclatante. On n'auroit jamais cru que pareille chose pût arriver dans une Cour Etrangère entre deux Ministres du même Prince , lesquels se doivent s'aider & se protéger mutuellement , bien loin de s'insulter de la sorte.

Le 10 de Novembre , on fit l'Installation d'un nouveau Lord Maire de *Londres*. C'étoit le Chevalier *Edouard Becker* le plus ancien des Aldermans , & très agréable à la Cour à cause de son attachement à la Maison Régnante. Il avoit été nommé tout d'une voix le 10 d'Octobre. Le 16 , le Lord Maire , les Aldermans & le Commun - Conseil résolurent dans une Assemblée extraordinaire , d'inviter le *Roi* , la *Reine* & la Famille Roïale à dîner à la Maison de Ville ; & le 19 , le nouveau Lord Maire , le Recorder , & les deux Shériffs , accompagnés de quatre Aldermans & de huit Bourgeois , nommés par l'Assemblée du 16 , allèrent au Palais de *Saint-James* faire l'Invitation. En même tems , selon les Ordres qu'ils en avoient , ils supplièrent le *Roi* « de permettre à sa très fidèle Cité de *Londres* d'ériger la Statue de Sa Majesté dans la Bourse Roïale , &

Installation d'un
nouveau Lord
Maire de *Londres*.

» de placer son Portrait & celui de la *Reine* dans la Maison de Ville ». Ils obtinrent tout ce qu'ils demandoient, & sur leur rapport la Cour du Commun-Conseil nomma huit Aldermans & seize Bourgeois pour faire les préparatifs de la Fête.

Le jour de l'Installation, le nouveau Lord Maire, les Aldermans & les Shériffs vêtus de leurs Robes d'Ecarlate, se rendirent le matin sur le bord de la Rivière; & s'étant mis dans les Barques de la Ville, ils allèrent à *Westminster*, suivies des différentes Compagnies, chacune dans leurs propres Barques. Après avoir fait le tour de la Sale de *Westminster*, & salué solennellement toutes les Cours, qui s'étoient rassemblées dans cette Sale, ils allèrent à la Barre de l'*Echiquier*; où le Sergent en Loi, *Raby*, fit, à la place du Recorder, un Discours sur le Sujet qui les amenoit. Le Chevalier *Thomas Pingelly*, Lord-Chef-Baron de l'*Echiquier*, répondit. Après quoi le nouveau Lord-Maire prêta les Serments accoutumés; & lorsqu'on eût enregistré dans les différentes Cours les Actes de sa Réception, ils s'en-retournèrent tous par eau jusqu'à *Black-Friards*, ou Couvent des Moines Noirs. De là tout le Cortège se rendit en Cavalcade à *Guildhall*. C'est la Maison de Ville. Les huit Aldermans & les seize Bourgeois, chargés de la direction de la Fête, marchèrent à cette Cérémonie avec des Gands à Franges d'Or & des Nœuds de Rubans brodés d'Or à leurs Chapeaux.

Le Roi, la Reine, le Duc de Cumberland, la Princesse Roiale, & la Princesse Caroline, accompagnés des Grands Officiers de la Cour & d'une suite nombreuse de la grande & de la petite Noblesse dans des Carosses, se rendirent à *Cheapside*, les Rues étant bordées depuis le Temple par la Milice de la Ville, & les Balcons ornés de Tapisseries. La Princesse *Amélie* ne parut point à cette Fête, parce qu'elle étoit indisposée. Leurs Majestés, le Duc & les deux Princesses virent passer la Cavalcade de dessus un Balcon près de *Bow-Church*. Ils furent ensuite conduits par les Shériffs à *Guildhall*, où le Maire les reçut à genoux à la Porte, & présenta l'Epée au Roi, qui la lui rendit. Il la porta devant Sa Majesté jusqu'à la Chambre du Conseil, où le Baron *Thompson*, Orateur de la Ville, lui fit un Compliment, qui contenoit en peu de mots ce que l'on a vu dans la plupart des Adresses rapportées ci-devant, & qui n'en différoit que par des Remercimens de l'honneur, que la Cité de *Londres* recevoit de la présence de Leurs Majestés & de la Famille Roiale à *Guildhall*. On passa de la Chambre du Conseil à celle des *Hastings*, le Lord Maire portant l'Epée devant le Roi. C'est là que Leurs Majestés, le Duc & les Princesses dinèrent. Les Dames de la Chambre du Lit mangèrent à la même Table. Elle étoit élevée sur une Estrade. Il y en avoit d'autres pour les Grands Officiers, la Noblesse, les Ministres Etrangers, les Conseillers

Conseillers Privés, les Juges, les Dames & d'autres Persones de distinction.

Dès que le Lord Maire, les Aldermans, & le Commun-Conseil eurent pris place à leur Table, on fit faire silence & le Crieur-Commun dit à haute Voix, « Que le Roi buvoit à la Santé de Milord Maire, & à la » prospérité de la Ville de *Londres*, & de son Commerce; & que la » *Reine* réitéroit cette Santé ». L'instant d'après, on fit encore faire silence, & le Crieur-Commun dit à haute Voix, « Que Milord Maire, les Alder- » mans & les Membres du Commun-Conseil buvoient à la Santé, & » à la longue Vie & à l'heureux Règne de leur Souverain Seigneur le » *Roi George* ». Ensuite on fit faire silence pour la troisième fois, & le Crieur-Commun dit encore du même ton, « Que Milord Maire, les » Aldermans & les Membres du Commun-Conseil buvoient à la Santé, » à la longue Vie, & au bonheur de leur Très Gracieuse *Reine CAROLINE*, » & de toute la Famille Royale ».

Après le Repas, on passa dans la Chambre du Conseil. Ensuite le *Roi*, la *Reine* & les *Princesses* assistèrent jusqu'à onze heures au Bal, qui se donna dans la Grande Galerie & dans les Chambres Voisines. Ils retournèrent après à *Saint James* dans le même ordre qu'ils étoient venus, toutes les Maisons, sur leur passage, étant illuminées, & les Rues bordées de la Milice. Avant que la Cour sortit de *Guildhall*, le Chevalier *Edouard Becker*, nouveau Lord Maire, reçut du Roi le Titre de *Baronet de la Grande Bretagne*; & ce Prince donna ses ordres en même tems pour que l'on remit entre les mains des Sheriffs mille Livres Sterling, qui seroient employées à procurer la liberté de quelques Prisonniers pour dettes. Dès le lendemain le Lord Maire & les Sheriffs ordonnèrent aux Geoliers de *Newgate*, de *Ludgate* & des deux Comptoirs de leur donner incessamment les Listes de ces sortes de Prisonniers, pour être présentées à la prochaine assemblée des Aldermans, qui devoient décider de la manière d'emploier cette libéralité du Roi, qui fut délivrée par la Trésorerie le 2 de Janvier suivant.

Avant que d'en venir aux Négociations qui sont ce qu'il y a de plus important dans cette année, il ne sera pas hors de propos de rendre compte de la Séance du *Parlement d'Irlande*, qui commença les premiers jours de Décembre, & finit dans le mois de Mars de l'année suivante. Il n'y en avoit point d'Assemblée, lorsque *George I* mourut; & les Loix du Royaume d'Irlande exigeant que, pour en convoquer un, le Consul & le Viceroy certifiassent le *Roi* qu'il étoit nécessaire de faire quelques Actes pour le Bien Public, on en avoit, au mois de Septembre, spécifié deux; l'un pour encourager le Labourage, l'autre pour autoriser les Juges à connoître & décider de la sincérité de la Conversion des jeunes Avocats, nés Catholiques, qui se faisoient Protestans afin d'être reçus à plaider. Là dessus on avoit expédié

PREMIERE SEAN-
CE DU PARLE-
MENT D'IRLAN-
DE.

PREMIÈRE SEAN-
CE DU PARLE-
MENT D'IRLAN-
DE.

ANNEE MDCCXXVII.

les ordres pour la Convocation d'un nouveau *Parlement* ; & l'on en avoit indiqué l'Ouverture pour le 25 de Novembre : mais elle ne put se faire que le 9 du mois suivant.

Ouverture de la
séance.
9 Décembre.

Le 9 de Décembre, le *Parlement* s'étant assemblé, la *Chambre des Communes* choisit S. *Guillaume Conolly* pour *Orateur*. Le Lord *Carteret*, Viceroy, se rendit ensuite à la *Chambre des Pairs* avec les Cérémonies accoutumées. Les *Communes* se présentèrent sur le champ à la Barre, pour faire approuver le choix de leur *Orateur* ; & , dès qu'elles eurent pris place, le *Viceroy* fit à l'Assemblée le Discours suivant.

Discours du Vi-
ceroy aux deux
Chambres.

MILORDS ET MESSIEURS,

Sa Majesté a eu la bonté de vous assembler après le décès du feu Roi son Père, notre dernier Très Gracieux Souverain, aussi-tôt que le Règlement nécessaire de son Gouvernement l'a pu permettre.

La mort d'un si bon & si grand Roi n'a pu, sans doute, qu'être très sensible à ses Sujets de ce Roïaume, qui durant tout le cours de son Règne se sont fort distingués, en faisant tous leurs efforts pour le maintien de son Gouvernement & de la Succession dans sa Famille Royale.

Mais Sa Majesté répare cette grande perte par son paisible Avènement au Trône des Rois ses Ancêtres, lequel non-seulement nous continue les félicités du dernier Règne, mais nous en assure aussi la possession dans leur plus grande étendue.

Les égards, que Sa Majesté fait voir pour la Religion, les Loix, & les Libertés de ses Sujets, & les assurances, qu'elle a bien voulu leur donner que le maintien de la Constitution dans l'Eglise & dans l'Etat seroit toujours le premier & le principal objet de ses soins, doivent faire d'autant plus d'impression sur nous, qu'elles émanent de la sincérité de son Cœur vraiment Roïal, de la connoissance qu'Elle a de notre Constitution & de l'amour qu'Elle lui porte.

MESSIEURS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES,

J'ai donné mes Ordres pour vous faire communiquer les divers Comtes & les différens Etats de dépense ; & je n'ai rien à vous demander de la part de Sa Majesté, que les Subsidés nécessaires pour le maintien de la Constitution, & pour la défense & la sûreté de ce Roïaume. Sa Majesté ne fait aucun doute que vous ne lui donniés de votre affection & de votre fidélité des preuves aussi fortes, qu'aucun des Rois ses Prédécesseurs en ait jamais reçues de vous.

La nécessité des Affaires Publiques ayant demandé qu'on transportât ailleurs quelques-uns des Régimens, qui sont sur l'Etat de ce Roïaume, Sa

ANNE'E M D C C X V I I.

PREMIÈRE
SEANCE DU PAR-
LEMENT D'IR-
LANDE.
Decembre.

Majesté doit, ainsi qu'Elle l'a résolu, les renvoyer ici le plutôt qu'il sera possible; & je me crois obligé de remarquer en cette occasion, que la Résolution, qui fut prise très à propos par la Chambre des Communes du dernier Parlement, d'autoriser Sa Majesté de mettre ce Royaume & les Troupes, qu'il entretient, en état de faire échouer toutes les entreprises de ses Ennemis, a contribué très efficacement à l'exécution de ce dessein.

MILORDS ET MESSIEURS,

Je vous recommande de délibérer sur les Loix, qu'il sera nécessaire de porter ou de continuer, pour l'encouragement de vos Manufactures, l'emploi des Pauvres & le bien de tout ce Royaume: & de donner de la vigueur à l'exécution de celles qui regardent la sûreté publique, & dont l'objet est d'empêcher les Prêtres & les Moines Papistes d'entrer dans ce Royaume.

La connoissance, que j'ai déjà par expérience, des Sujets d'Irlande, me rend très agréable mon retour à ce Gouvernement. Je ne doute nullement que la conduite de ce Parlement ne soit de nature à vous procurer les bonnes Graces de Sa Majesté de la manière la plus efficace. Et, comme je saisirai toujours avec plaisir les occasions de contribuer à la prospérité de ce Royaume, j'aurai soin de représenter à Sa Majesté, dans les termes les plus forts, votre soumission, votre affection, & votre fidélité pour Sa Personne Sacrée & pour Son Gouvernement.

Le 11, les deux Chambres, remirent au Viceroy deux Adresses, pour être envoyées incessamment au Roi, ce que le Lord Carteret leur promit. En même tems elles lui présentèrent chacune une Adresse, pour le remercier en particulier de Sa Harangue, & pour lui témoigner la joie, qu'elles avoient de son retour & de ce que le Roi l'avoit continué dans la Vice-royauté de ce Royaume. Les Réponses, que le Roi fit aux Adresses du Parlement, furent remises aux deux Chambres, le 3 de Janvier 1728.

A D R E S S E

De la CHAMBRE-HAUTE D'IRLANDE AU ROI.

TRE'S GRACIEUX SOUVERAIN,

Nous les très humbles & très fidèles Sujets de Votre Majesté, les Seigneurs Spirituels & Temporels, Assemblés en Parlement, profitons de cette première occasion, qui nous fait approcher de Votre Personne Sacrée, pour lui témoigner que nous partageons avec Votre Majesté la douleur, que lui cause la Mort du Roi son Père, Notre Très Gracieux Souverain de Glorieuse Mémoire; &

I ij

PREMIÈRE
SEANCE DU PAR-
LEMENT D'IR-
LANDE,
Decembre.

A N N É E M D C C X X V I I .

pour la prier en même tems de vouloir bien recevoir nos très sincères félicitations sur son heureux & paisible Avènement au Trône de ces Roïaumes.

Il étoit impossible que la mort d'un si grand & si bon Prince ne touchât de la manière la plus sensible les Cœurs de Vos fidèles Sujets de ce Roïaume, qui pendant si longtems ont joui, par la douceur & l'équité de son Gouvernement, d'un si grand nombre de bénédictions signalées : mais en même tems nous sommes obligés de reconnoître, avec d'éternelles actions de Graces, que la Bonté Divine répare abondamment cette perte, en plaçant Votre Majesté sur le Trône de ses Augustes Ancêtres ; ce qui, non-seulement fait la continuation & l'affermissement de toutes ces Bénédictions, mais nous donne aussi l'agréable espérance d'en recevoir encore de plus grandes sous l'heureux Règne de Votre Majesté.

L'attention, que Votre Majesté fait voir pour la Religion, les Loix & les Libertés de ses Peuples, la connoissance qu'Elle a de notre Constitution dans l'Eglise & dans l'Etat, l'amour qu'Elle a pour cette Constitution ; ce sont là, sous la direction de la Providence & de la Bonté Divine, les fondemens assurés de tout le bonheur public, que nous pouvons espérer de la pleine jouissance de tous nos Droits, tant Civils que de Religion. Mais lorsque nous considérons les Vertus Roïales, que Votre Majesté possède, & qui la rendent éminemment capable de gouverner & de conduire un grand Peuple ; lorsque nous réfléchissons sur le mérite distingué de la Reine, Votre Auguste Compagne, & sur les douces apparences, que ces mêmes Vertus deviendront héréditaires dans Vos nombreux & Roïaux Rejetons ; c'est avec raison que nos espérances s'augmentent, & que nous ne pouvons point mettre de bornes au bonheur, qui va se multiplier sur ces Nations par le moïen de Votre auguste Maison.

La Convocation du Parlement, ordonnée par Votre Majesté presque aussitôt après le Décès du Roi Votre Père, afin d'examiner les Loix qu'on trouvera nécessaires pour encourager les Manufactures, pour employer les Pauvres, & pour pourvoir à la sûreté du Roïaume, est une si grande preuve de la promptitude de Vos Soins paternels pour nous, qu'elle doit à jamais produire dans nos Cœurs un retour convenable d'attachement à notre devoir & de zèle pour Votre Personne Sacrée & pour Son Gouvernement.

Nous ne pouvons aussi nous empêcher de regarder comme une très grande preuve de Votre Clémence pour ce Roïaume, la bonté que Vous avez eue, d'en continuer le Gouvernement à Milord Carteret. La confiance, que deux Grands Rois ont eue en lui, jointe à l'expérience, que nous avons de ses efforts continuels pour le service du Souverain & l'intérêt des Peuples, nous doit toujours rendre son Gouvernement agréable.

Nous n'avons point de termes assez forts, pour exprimer de quels sentimens de reconnaissance nos Cœurs sont pénétrés, en voyant la bonne opinion, qu'il plaît à Votre Majesté de conserver de l'affection & de la fidélité de Vos Sujets d'Irlande. Cette preuve, aussi bien qu'une infinité d'autres, que vous

DU REGNE DE GEORGE II.

69

ANNEE MDCCXXVII.

PREMIERE
SEANCE DU PAR-
LEMENT D'IR-
LANDE.
Décembre.

nous avés données, de Votre tendre attention à la fidélité de Vos Peuples, demande de nous le plus grand retour de zèle & d'affection pour la Personne & le Gouvernement de Votre Majesté.

Nous assurons Votre Majesté que nous ferons avec la plus grande joie & la plus grande unanimité, tout ce qui dépendra de nous pour soutenir & défendre Votre Gouvernement & la Succession de Votre Ligne Royale.

RÉPONSE DU ROI.

SA MAJESTÉ remercie la Chambre Haute de leur très fidèle Adresse; L'obéissance & l'affection, qu'ils expriment envers la Personne de Sa Majesté & de Sa Famille Royale, donne à Sa Majesté la plus grande satisfaction. Ils peuvent être toujours assurés des égards particuliers de Sa Majesté pour une Nation, qui se fait remarquer par son zèle pour la Religion & pour l'intérêt Protestant, de même que pour notre heureuse Constitution.

A D R E S S E

De la CHAMBRE-BASSE D'IRLANDE AU ROI.

TRES GRACIEUX SOUVERAIN,

Nous les très humbles & très fidèles Sujets de Votre Majesté, les Communes d'Irlande assemblées en Parlement, demandons la permission de nous approcher de Votre Personne Sacrée, pour vous témoigner nos sentimens sur la mort de Votre Royal Père, notre Tres excellent Roi.

Les Sujets de ce Royaume ont été très sensiblement touchés de la perte d'un Prince, dont le sage Gouvernement les a fait jouir du plus grand bonheur, accompagné de la sûreté la plus grande; & le chagrin réel, dont cette perte avoit rempli leurs Cœurs, ne pouvoit être dissipé que par la bonté de la Providence, qui place Votre Majesté sur le Trône, & qui par là nous donne une assurance certaine de toutes les bénédictions, que le meilleur Prince puisse procurer au Peuple le plus heureux.

Nous félicitons avec d'autant plus d'ardeur & d'autant plus sincèrement Votre Majesté sur son paisible Avènement au Trône de ses Ancêtres, qu'Elle & sa Royale Compagne, Notre très Gracieuse Reine, ont étendu l'espérance du bonheur, qui nous attend, jusqu'à notre Postérité par leurs nombreux & Roiaux Rejetons, en exposant sans cesse à leurs yeux l'exemple de toutes les Vertus requises pour orner le Trône, & pour rendre une Nation heureuse.

Nous remercions très humblement Votre Majesté de ce qu'Elle a bien voulu convoquer son Peuple en Parlement, dès que les Affaires nécessaires de son Gouvernement l'ont pu permettre; & nous saisissons avec joie cette occasion d'ex-

primer les sentimens de reconnaissance, que les Communes conserveront toujours, de ce que Vous leur avez donné des assurances de Votre attachement à la Religion, aux Loix, aux Libertés de Vos Sujets; & pour les avoir confirmées dans l'opinion qu'elles ont toujours eue de Votre Grande Bonté, par Votre Déclaration solennelle du Dessein Gracieux, où vous êtes d'avoir pour premier & principal soin de conserver la Constitution dans l'Eglise & dans l'Etat, telle qu'elle est heureusement établie aujourd'hui. C'est ce qui ne pouvoit partir que d'un Cœur rempli de la connoissance la plus parfaite de notre Constitution & d'un véritable amour pour elle.

Nous assurons Votre Majesté que, par un zèle unanime pour Votre Service & pour le maintien de Votre Gouvernement, nous ferons toujours nos efforts pour mériter & pour obtenir la continuation de Votre Faveur, & de Votre Protection Royale.

Nous supplions Votre Majesté d'accepter notre très humble reconnaissance de toutes les preuves de Sa Bonté Royale pour les Sujets de ce Royaume, & particulièrement de ce qu'Elle en a confié le Gouvernement à Son Excellence Milord Carteret, dont nous avons pleinement éprouvé la constante fidélité pour Votre Personne Sacrée, & le zèle & l'habileté pour l'avancement de la prospérité de Vos Peuples.

Nous apporterons toute l'application & toute la diligence possibles pour examiner & pour établir des Loix, qui soient utiles au Bien Public & particulièrement celles qui s'opposent à l'entrée des Prêtres ou Moines Papistes dans ce Royaume; & pour continuer toutes les autres, que l'intérêt de la Nation a fait porter, & dont l'observation en a procuré l'avantage.

Et pour convaincre toute la Terre que Votre Majesté possède entièrement les Cœurs de Vos fidèles Communes, nous ne manquerons pas de donner d'aussi grands témoignages d'attachement à notre devoir & d'affection pour Votre Personne Sacrée, qu'on en ait jamais données à pas un de Vos Augustes Prédécesseurs, en pourvoiant, avec autant d'unanimité que de joie, aux Subsidés nécessaires pour le soutien de Votre Gouvernement; & pour que Votre Majesté soit en état d'avoir sur l'Etablissement de ce Royaume des Forces, qui fussent à renverser les desseins de Vos Ennemis.

R E P O N S E D U R O I .

SA MAJESTÉ remercie la Chambre des Communes de leur Adresse, Rien ne pouvoit être plus agréable à Sa Majesté, que cette marque de leur zèle & de leur affection, tant pour la Personne de Sa Majesté, que pour Sa Famille Royale; & de leur attachement constant à notre Constitution dans l'Eglise & dans l'Etat. Comme Sa Majesté ne doute point de leur obéissance & de leur affection envers Elle, les Communes peuvent être toujours assurées de ses soins pour protéger son Peuple d'Irlande, & pour en procurer la prospérité,

ANNEE MDCCXXVII.

Après la Lecture de cette Réponse les *Communes* résolurent sur le champ d'en remercier le *Roi* par une seconde *Adresse* ; & le 2 de Janvier 1738, elle résolurent de profiter de cette *Adresse* pour supplier Sa Majesté « de » donner ses ordres afin que l'on mit à part, sur les Fonds que le *Parlement* » accorderoit, dix mille Livres Sterling, qui seroient employées, à paier, » sans aucune taxe ni déduction, certains arrérages dus à l'Armée depuis le » 1 de Juillet 1724 jusqu'au dernier de Juin 1725 ; comme aussi de régler » ce qu'on donneroit aux Officiers à la demie-paie au delà des arrérages qui » leur étoient dus ; & le tout pour mettre le Roïaume en état de faire » échouer toutes les tentatives des Ennemis de Sa Majesté ». Le *Viceroi* promit, quand cette *Adresse* lui fut présentée, de l'envoier incessamment, & fit entendre qu'elle seroit favorablement reçue. En effet, le *Roi* par sa Réponse, qui fut remise à la *Chambre* le 21 de Janvier par le *S. Glutterbeck* Secrétaire d'Etat, consentit à tout ce que les *Communes* avoient demandé.

Le même jour que le *Viceroi* fit l'ouverture du *Parlement*, il cassa selon les ordres qu'il en avoit, le *Conseil Privé d'Irlande*, & le rétablit sur le champ en le composant des mêmes Membres, auxquels furent ajoutés le *S. Samuel Molineux*, Commissaire de l'Amirauté d'Angleterre, choisi par le *Roi* pour faire les fonctions de *Grand-Amiral d'Irlande* ; le *S. Richard Edgewcombe* chargé d'exercer la Charge de Vice-Trésorier & de Receveur Générale ; & le *Sieur Henri de Maxwell*.

La Séance du *Parlement* finit le 17 de Mai 1738, que le *Viceroi* le prorogea jusqu'au 25 de Juin, après avoir harangué les deux *Chambres*. Dans le cours de la Séance, il donna le consentement Roïal, le 23 de Décembre à trois *Bills*, dont le premier accordoit au *Roi* les Droits d'*Accise* sur la Bière & les Liqueurs fortes ; le second régloit ce qui concernoit la réparation des Ponts du Roïaume ; & le troisième prolongeoit le tems auquel les Persones en charge étoient obligées de prêter Serment à cause du nouveau Règne : le 30 de Mars 1738, à trois autres *Bills*, dont deux, concernant le *Subside*, étoient conformes aux Résolutions du *Committé*, que la *Chambre* avoit approuvées ; & le troisième étoit pour recevoir la Déclaration solennelle des *Trembleurs*, au lieu de Serment, parce qu'ils n'en font jamais d'aucune sorte : le 17 de Mai, à plusieurs autres *Bills*, & notamment à celui que les *Communes* avoient résolu de porter, le 24 de Décembre 1727, pour expliquer & limiter les Privilèges accordés aux Membres du *Parlement*, afin d'en prévenir l'abus. Quand ce *Bill* avoit passé dans la *Chambre des Pairs*, le Peuple de *Dublin* en avoit témoigné la satisfaction par des réjouissances publiques.

Les Résolutions du *Committé du Subside* avoient été rapportées à la *Chambre des Communes* le 22 de Janvier 1738, par le *Chancelier de l'Echiquier*. Elles portoient « que les Dêtes du Roïaume, montant le 5 d'Avril 1727, » à cent vingt & sept mille trois cents soixante & onze Livres Sterling,

PREMIÈRE
SEANCE DU PAR-
LEMENT D'IR-
LANDE.
Résolution des
Communes pour
le paiement des
Troupes, approu-
vée par le Roi.
21 Janvier
(1738).

Le Conseil Privé
d'Irlande cassé &
rétabli.
9 Décembre.

Le Parlement
est prorogé jus-
qu'au 25 Juin
(1738).
17 Mai (1738).
Bills confirmés
par le consente-
ment Roïal.
23 Décembre.
30 Mars, 17 Mai
(1738).

Résolutions du
Committé de sub-
side approuvées
par les Commu-
nes.
22 Janvier
(1738).

PREMIERE
SEANCE DU PAR-
LEMENT D'IR-
LANDE.

A N N E' E M D C C X X V I I.

» quinze Shellings, six Deniers, le *Committé* pensoit qu'il falloit accor-
» der un *Subside* au *Roi* pour païer ces Dêtes, & pour soutenir les Bran-
» ches nécessaires de l'Etablissement pour une année & trois quartiers,
» depuis le 5 d'Avril 1727, jusqu'au 5 de Janvier 1729: Que c'étoit encore
» l'avis du *Committé* que le *Subside* n'excédât pas la somme de trois cens
» quatre-vingt dix-huit mille neuf cens onze Livres Sterling, trois Shel-
» lings, six Deniers; qu'on ajoutât six mille Livres destinées à la Construc-
» tion d'un nouveau Palais pour le *Parlement*; deux mille Livres par an,
» pendant deux années, pour les Directeurs de la Manufacture de Toiles,
» afin d'encourager la culture d'une quantité suffisante de Chanvre & de
» Lin dans le Roïaume; enfin deux mille Livres pour le *S. Guillaume Ma-*
» *ple*, à cause de sa nouvelle découverte de tanner le Cuir avec une Plan-
» te du cru du Pais. La *Chambre* avoit approuvé toutes ces Résolutions,
renvoiant à délibérer en Grand *Committé* sur les moyens de lever le *Sub-*
sider.

Usage par rap-
port aux Bills qui
doivent passer
dans le Parlement.

Je ne dois pas oublier de dire ici que par rapport aux *Bills*, l'usage est
que le *Parlement d'Irlande*, au commencement de la Séance, envoie au
Roi les projets de ceux qu'il veut porter; qu'ils sont examinés à *Londres* par
un *Committé* du Conseil; & qu'ensuite on instruit le *Viceroy* des intentions
du Gouvernement au sujet de ces différens projets de *Bills*. Le *Viceroy* ne
peut donner le consentement Roïal que conformément à ses instructions.
Les *Bills* projetés dans cette Séance furent remis au *Roi* le 3 de Janvier
1738, & renvoïés le 26 d'Avril au *Viceroy*, qui reçut ordre en même tems
d'enjoindre aux Officiers de faire faire aux *Troupes Irlandoises* le nouvel
Exercice introduit depuis peu dans la *Grande-Bretagne*, & de faire exécu-
ter en même tems tous les nouveaux Règlemens touchant les Conseils de
Guerre.

Réens nommés
à départ du Vi-
ceroy.

15 Mai (1738).

Le Lord *Carteret*, aiant terminé toutes les affaires qui devoient l'arrêter
en *Irlande*, fit part aux *Membres du Parlement* des Patentes du *Roi*, qui
nommoient l'*Archevêque d'Armagh*, le *Chancelier d'Irlande* & l'*Orateur des*
Communes pour gouverner en l'absence du *Viceroy*. Les *Réens* se rendirent
sur le champ au Château pour prêter Serment entre les mains du Lord
Viceroy, qui leur remit l'Epée de l'Etat, & partit aussi-tôt pour retour-
ner en *Angleterre*.

AFFAIRES
DIVERSES

Avant que d'en venir au morceau qui doit terminer cette année, qu'il
me soit permis d'entasser ici, sans autre liaison que l'ordre des Dates, quel-
ques Faits particuliers.

Le Comte de
Scarborough est
fait Grand Ecuier.
26 Juin.

La première Charge, dont le *Roi* disposa, fut celle de Grand-Ecuier. Il en
revêtit le Comte de *Scarborough*. Elle étoit vacante depuis douze ans, par
la démission du Duc de *Sommerfet*. Le feu *Roi* l'avoit donnée à la Du-
chesse de *Kendale*, qui la faisoit exercer par le Colonel *François Négus*,
que le nouveau *Roi* fit Controleur de l'Ecurie & Clerc Martial

Le Lord *Finch* Grand Chancelier, le Lord *Trevel* Garde du Petit Sceau, le Duc de *Newcastle* Secrétaire d'Etat, & le Vicomte de *Lonsdale* Connétable de la Tour se démièrent en plein Conseil de leurs Charges entre les mains du Roi, qui les y rétablit sur le champ. Le Chevalier *Robert Walpole* fut confirmé de même quelques jours après dans sa Charge de Trésorier de l'*Echiquier*.

Le Lord *Finch*, le L. *Trevel*, le Duc de *Newcastle*, le Vic. de *Lonsdale* & le Ch. *Walpole* confirmés dans leurs Charges.
27 Juin, &c.

A l'occasion d'une Requête en François, le Roi déclara qu'il n'en recevroit point qui ne fut en *Anglois*. Il ordonna même qu'on ne parlât que cette Langue dans la Cour, laissant cependant aux Etrangers la liberté de parler celles qu'ils sauroient. Les *Anglois*, quoiqu'attachés à *George I.*, avoient souffert impatiemment qu'il n'eût pas fait l'honneur à leur Langue d'en acquérir la moindre connoissance.

Le Roi ordonne qu'on ne parle qu'*Anglois* à la Cour.
29 Juin.

Par une Proclamation publiée le 30 de Juin, il fut enjoint à toutes Personnes revêtues de Charges ou d'Emplois Civils ou Militaires de prêter incessamment les Sermens requis pour être en état de continuer les fonctions de ces Emplois. L'usage est aussi qu'au commencement de chaque Règne les Commissions soient renouvelées; & le Roi déclara qu'il en vouloit épargner les frais aux Officiers de Guerre, & que pour cet effet il signeroit les Commissions expédiées au nom du Roi son Père.

Ordonne aux Personnes en charge, de prêter Serment.
30 Juin.

Le Duc de *Somerset*, les Comtes de *Stafford*, d'*Aran*, de *Scarsdale* & quantité d'autres Seigneurs, qui depuis longtems avoient abandonné la Cour du feu Roi, se rendirent à *Kensington*, où le nouveau Roi se tint pendant quelques jours, jusqu'à ce qu'on eut meublé de deuil les Appartemens du Palais de *Saint James*.

Plusieurs Seigneurs absens depuis longtems de la Cour, y reviennent.
Juin.

Le Roi fit prier le Lord *Malpas*, Gendre du Chevalier *Walpole*, & Fils du Comte de *Cholmondeley*, de se démettre de sa Charge de Grand-Maitre de la Garderobe, laquelle fut donnée au S. *Auguste Schutz*, qui précédemment avoit exercé la pareille Charge auprès du Roi, lorsqu'il étoit *Prince de Galles*. Comme ce n'étoit que pour garder dans ce poste, celui qui l'avoit toujours rempli près de sa Personne, que le Roi demandoit la démission du Lord *Malpas*, il lui fit dire que, pour le dédommager, il lui donneroit toute autre place qui lui pourroit convenir; & quelques tems après il le pourvut du Gouvernement de *Chester*.

Le Lord *Malpas* est fait Gouverneur de *Chester*, en récompense de la Charge de Grand-Maitre de la Garderobe.
Juin.

En Juillet, le Duc de *Rutland* fut fait Chancelier du Duché de *Lancastre* à la place du Lord *Lechmere*, qui s'étoit rendu si célèbre pendant le dernier Règne par son opposition à la Cour; & qui le 29 du mois précédent étoit mort d'Apoplexie.

Le Duc de *Rutland* est Chancelier de *Lancastre*.
1 Juillet.

Le Lord *Gerard de Courcy*, Seigneur *Irlandois*, se fit présenter au Roi par le Lord *Carteret* Viceroi d'*Irlande*, pour être confirmé dans l'ancien Droit, que les Seigneurs de sa Maison avoient, de se couvrir devant le Roi.

Droit des Seigneurs de *Courcy* confirmé.
3 Juillet.

La Paix fut renouvelée entre les *Indiens* & les *Anglois* de la *Nouvelle Angleterre*.

Paix avec les *Indiens*.
Juillet.

AFFAIRES
DIVERSES.

ANNEE M D C C X X V I I.

Proclamation au
sujet des Déserteurs.
17 Juillet.

Sur les Représentations faites au Roi que la Désertion étoit grande parmi les Troupes, il promit le pardon à tous les Déserteurs, qui dans le mois retourneroient à leurs Régimens, avec menaces à ceux qui ne profiteroient pas de cette grace, qu'ils seroient poursuivis selon la rigueur des Loix.

Défense de Prendre des Matelots par force.
17 Juillet.

Les Commissaires de l'Amirauté défendirent, en conséquence de la signature des Préliminaires de la Paix, de continuer à prendre par force des Matelots sur la *Tamise*, & sur les Vaisseaux Marchands frétés pour les Païs étrangers; & moins encore sur les Vaisseaux de Guerre, destinés à la Garde des Côtes du Roïaume.

Tremblement de
Terre.
30 Juillet.

Un tremblement de terre considérable se fit sentir en divers endroits; vers les quatre heures du matin dans plusieurs Cantons des Comtés de *Stafford* & de *Shrop*, aux environs d'*Exceter* & du côté de l'*Ouest*; mais il y causa peu de dommage. A la même heure à peu près il fut plus violent à *Morgant* dans la Principauté de *Galles*. Un bruit souterrain l'avoit annoncé. Les Murailles du Parc en furent renversées, beaucoup d'arbres abbatus, & l'eau de la Rivière troublée. Il s'étendit aussi jusqu'en plusieurs endroits du Roïaume d'*Ecosse*, principalement du côté d'*Edimbourg*, & fit changer de place en un instant à la Terre appellée *Soone-Land*, qui couvroit le bane de *Clofe-Read*.

Le Vic. de *Townshend*, le S. *Pelham*, & le C. *Godolphin* continués dans leurs Charges.
Juillet.

Le Vicomte de *Townshend* Secrétaire d'Etat, le S. *Pelham* Secrétaire des Guerres & Frère du Duc de *Newcastle*, & le Comte *Godolphin* Gendre de la Duchesse de *Malbroug*, & premier Gentilhomme de la Chambre du Roi, furent continués dans leurs Charges,

Nouveaux Gentilshommes de la
Chambre.
Juillet.

Le Roi nomma pour ses autres Gentilshommes de la Chambre les Ducs de *Queensbury*, de *Manchester*, & d'*Hamilton* & le Comte d'*Aran*, qui l'avoient été du feu Roi; les Comtes d'*Albemarle*, de *Chesterfield*, de *Deloraine*, & d'*Essex*, avec les Lords *Herbert*, *Faget*, *Manners* & *Clayton*, qui tous l'avoient servi dans cette qualité, lorsqu'il étoit *Prince de Galles*.

Nouveaux Commissaires de la
Trésorerie.
Juillet.

Le Chevalier *Robert Walpole* fut fait premier Commissaire de la Trésorerie. Le Chevalier *George Oxendon*, précédemment Commissaire de l'Amirauté, le fut de la Trésorerie à la place du Chevalier *Guillaume Strickland*, devenu Trésorier de la Reine. Le S. *Guillaume Clayton* fut aussi fait Commissaire de la Trésorerie à la place du S. *Guillaume Younge*. Au moien de ces changemens la Trésorerie fut administrée par le Chevalier *Robert Walpole* Premier Commissaire, & par les Chevaliers *Charles Turner*, & *George Oxendon*, & les Sieurs *George Dodington* & *Guillaume Clayton*.

Le Roi demanda au Comte de *Berkley* la démission de la Charge de premier Commissaire de l'Amirauté, & la donna au Vicomte de *Torrington*.
2 Août.

Le mois d'Août commença par un changement, qui fut agréable aux Commerçans de *Londres*. Le Roi fit demander au Comte de *Berkley* la démission de la Charge de Premier Commissaire de l'Amirauté, qu'il remit quelques jours après sous prétexte de ses infirmités. Le Roi la conféra sur le champ au Comte d'*Orford*, qui s'en excusa sur son grand âge. A son refus, elle fut donnée au Vicomte de *Torrington* Vice-Amiral de l'*Escadre*.

Blanche & Contre-Amiral d'Angleterre autrefois connu sous le nom de Chevalier *George Bing*. Les Négocians de *Londres* se plaignoient du Comte de *Berkley*, parce qu'il n'avoit pas voulu leur accorder des Commissions de représailles pour courir sus aux *Espagnols*, dont les Armateurs leur enlevoient continuellement des Navires en *Amérique*.

Le Lord *Carteret* Viceroy d'Irlande, le Comte de *Leicester*, Capitaine des Hallebardiers de la Garde, & le Marquis d'*Harrington* Capitaine des cent Gentilshommes au Bec de Corbin, furent continués dans leurs Charges : mais en confirmant le Lord *Carteret* dans la Viceroïauté d'Irlande, le Roi se réserva la nomination des Doiennés vacans, & celle des Barons de l'Echiquier, & des Officiers Militaires, dont les Vicerois avoient joui jusqu'alors.

Le Lord Carteret, le Comte de Leicester, le M. d'Harrington continués dans leurs Charges.
9 Août.

Le Roi nomma pour ses Aides de Camp, le Duc de *Richemont*, le Comte d'*Albemarle*, le Lord *Tyroll*, & les Colonels *Henri Howley*, *Guillaume Townshend* & *Guillaume Pitt* : pour ses Ecuïers, les Sieurs *Henri Berkeley*, *Edmond-Charles Blombery*, *Thomas Panton*, *Henri Pulteney*, *Glodthorpe Clyton*, & *Thomas Lumley* : pour Intendant de ses menus plaisirs, le Sieur *Henri Lee*, à la place du Chevalier *Richard Steele* : pour Gentilshommes servans de sa Chambre du Lit, le Brigadier Général *Rich* & les Colonels *Howard* & *Jaques Campbell* : pour Trésorier de sa Chambre, le Chevalier *Jean Howard*, qui succédoit au S. *Charles Stanhope* devenu Trésorier de l'Artillerie, à la place du S. *Plumprée*. Ce Chevalier *Jean Howard* avoit été précédemment Commissaire du Commerce & des Colonies.

Aides de Camp du Roi, & Charges de sa Maison.
Août.

Le Duc de *Saint Albans* fut fait Grand Ecuïer de la Reine, & le Comte d'*Albemarle* & le S. *Henri Selwin*, Ecuïer.

Charges chez la Reine.
Août.

Le Roi continua le Comte d'*Orkney* dans le Gouvernement de *La Virginie*, & le fit en même tems Gouverneur & Connétable du Château d'*Edimbourg*. Il fit aussi Gouverneurs, du Château de *Tinmouth*, le Comte de *Hereford* ; des Ville & Château de *Carlisle*, le Colonel *Charles-Howard*, Fils du Comte de *Carlisle* ; de *Kingston sur la Hull*, le Comte de *Cholmondeley* ; de *Milfort* dans le Comté de *Pembroke* & de l'Ile de *Wight*, le Duc de *Bolton* : Connétables & Gouverneurs, du Château de *Dumbarton*, le Comte de *Glencarn* ; du Château de *Sterlyn*, le Comte de *Roths* : Lieutenant de Roi de la Marche Occidentale & de la Ville & Cité d'*York*, le Comte de *Burlington* : & Gouverneur de la *Nouvelle-York* & de la *Nouvelle Jersey*, à la place du S. *Guillaume Burnet*, Fils du feu Docteur *Gilbert Burnet* Evêque de *Salisbury*, le Colonel *Jean Montgomeri*, Membre du Parlement pour le Comté d'*Air* en *Ecosse*, Gentilhomme servant de la Chambre du Lit du Roi, & Capitaine dans le troisième Régiment des Gardes.

Gouvernemens donnés ou continués ; &c.
Août.

Le Vicomte d'*Harcourt*, lequel avoit été Grand-Chancelier d'Angleterre sous le Règne d'*Anne*, mourut le 12, à l'âge de 70 ans, des suites

Mort du Vicomte d'Harcourt.
10 Août.

EVÉNEMENTS
DIVERS.

A N N É E M D C C X V I I.

d'une attaque d'Apoplexie, qu'il avoit eue le 3, lorsqu'il travailloit avec le Chevalier *Walpole* dans le Cabinet de ce dernier. Ses biens & son Titre passèrent au Lord *Simon de Harcourt* son Petit-Fils, qui n'avoit encore que treize ans, & sa mort fit revenir à la Couronne une Pension de quatre mille Livres Sterling, dont il jouissoit à titre de Jurisconsulte, pour ainsi dire, du Conseil Privé. Comme il étoit très instruit dans les Loix du Roïaume, c'étoit à lui qu'on avoit recours dans le Conseil toutes les fois qu'on avoit besoin de quelque éclaircissement par rapport aux Loix.

Nouveau che-
min dans les mon-
tagnes d'Ecosse.
& nouveau Fort,
18, 19 Août.

Le Général *Wade*, nouvellement revenu d'Angleterre en Ecosse, dont il commandoit les Troupes, alla d'*Inverness* au Fort *Guillaume* en Carosse à six chevaux, par un chemin qu'il avoit fait faire dans les montagnes, qui jusqu'alors n'avoient pas été praticables à de pareilles voitures. Le lendemain de son arrivée, il posa la première pierre de la nouvelle Forteresse, qu'on vouloit opposer aux courses des Montagnards, & qu'il nomma le Fort *Saint-George*. Dans le même tems on ajoutoit sous ses ordres de nouveaux ouvrages au Château d'*Edimbourg*, où l'on avoit dressé quatre Batteries dans les endroits les plus foibles, & bâti de nouveaux Corps de Garde. On avoit aussi démoli l'entrée pour en faire une nouvelle, qui devoit conduire de l'éminence du Château directement au centre.

Vaisseaux pris
sur les Espagnols.
Août.

Un Vaisseau de l'Escadre, commandée en Amérique par le Vice-Amiral *Hofier*, enleva deux Bâtimens Espagnols, dont un chargé de 45000 Piastras. D'autres Vaisseaux de la même Escadre conduisirent à *La Jamaïque* quatre Vaisseaux Espagnols, richement chargés.

Permission ac-
cordée aux Négo-
cians de courir sur
aux Espagnols.
Août.

Les Négocians, faisant le Commerce de cette Ile, obtinrent une permission verbale de faire tout ce qu'ils croiroient nécessaire pour le maintien de leur Commerce, & même d'user de représailles envers les Espagnols, si ceux-ci continuoient à leur prendre des Vaisseaux.

Mariage du C.
de Sutherland.
Août.

Le Comte de *Sutherland*, âgé de près de 70 ans, épousa la Veuve du Chevalier *Jean Travel*, âgée de 45 ans & riche de 45000 Livres Sterling, qui n'avoit voulu se remarier que pour avoir le rang de *Pair* au Couronnement du Roi.

Legs pieux d'une
particulière.
Août.

Marie Palmer, autre riche Veuve, morte dans ce mois, laissa par son Testament 4000 Liv. Sterl. pour la propagation de la Foi dans les Pais étrangers : 4000 pour augmenter la connoissance du Christianisme dans les Montagnes d'Ecosse; 2000 pour être ajoutées à la libéralité de la Reine *Anne*; 2000 à l'Hopital de *Bethlem*, 500 à l'Ecole de la Charité de la Paroisse de *Saint-André-Holborn*, & 500 aux pauvres Veuves; outre un grand nombre d'autres Legs pieux.

Mort du Vice-
Amiral *Hofier*.
9 Septembre.

En Septembre, le Vice-Amiral *Hofier* mourut en Amérique à bord de son Vaisseau, pendant qu'il croisoit sur les côtes de la *Nouvelle-Espagne*, & l'on embaumait son Corps pour le transporter en Angleterre. Le S. *Saint Loe*, l'Ancien des Capitaines de l'Escadre, en prit le Comman-

ANNEE MDCCXXVII.

AFFAIRES
DIVERSES.

dement en attendant les Ordres de la Cour, & continua de croiser à la hauteur de *Cartagène*, où les *Gallions d'Espagne* étoient alors, désapareillés & manquant de Matelots & de Vivres pour se mettre en Mer.

Le 4, le feu prit sur les onze heures du soir à *Gravesend* dans une Grange où s'étoient retirés des Gens, qui travailloient à la Récolte du Houblon. Toute la Ville en fut consumée à la réserve de dix ou douze Maisons & des Magasins des Vaisseaux. Il y eut un pareil accident à la Foire de *Burnell* dans le Comté de *Cambridge*. Le feu prit dans une Grange, où beaucoup de monde s'étoit assemblé pour voir jouer les Marionètes; &, les portes étant fermées, il y périt environ cent personnes. Sept ou huit Maisons furent aussi réduites en cendre.

Incendies.
4, 19 Septembre.

Le P. François Le Courayer, Chanoine Régulier de *Saint-Augustin* de la Congrégation de France & Bibliothécaire de l'Abbaïe de *Sainte-Genevieve* à Paris, retiré depuis quelque tems en Angleterre à cause des Affaires, qu'il s'étoit attirées par sa *Dissertation sur la validité des Ordinations Anglicanes*, & par la *Défense* de cet Ouvrage, reçut le Degré de Docteur en Théologie, que l'Assemblée Générale de l'Université d'Oxford lui conféra d'une voix unanime.

Le P. Le Courayer est fait Docteur en Théologie à Oxford.
8 Septembre.

Les Espagnols prirent ou firent échouer, durant le cours de ce mois, sur les Côtes de *La Caroline* un grand nombre de Bâtimens Anglois. Le *Jean-Huël-le-Lis* commandé par le Capitaine *Dunlop*, allant de *La Jamaïque* à *Glasgow*, fut pris par un Armateur Espagnol, qui mit l'Equipage à terre dans l'Île d'*Hispaniola*.

Vaisseaux pris par les Espagnols.
Septembre.

Le 1 d'Octobre, le Roi cassa le Conseil-Privé formé par le Roi son Père; & sur le champ il en nomma tous les Membres, à la réserve du Comte d'*Orrery*, pour prendre place dans le nouveau Conseil, qu'il établit. Il continua tous les Clercs, tant ordinaires qu'extraordinaires de l'Ancien Conseil, & confirma tout ce qu'on y avoit résolu jusqu'alors à l'égard de son Couronnement.

Nouveau Conseil.
1. Octobre.

Les Pairs d'Ecosse, assemblés à *Edimbourg*, en conséquence d'une Proclamation du Roi du 16 d'Août, nommèrent pour les représenter au Parlement de la Grande Bretagne, le Duc de *Montross*, le Marquis de *Twedale*, les Comtes de *Sutherland*, de *Roths*, de *Bucham*, d'*Haddington*, de *Lowndon*, de *Finlater*, de *Stair*, de *Bure*, d'*Hoptoun*, de *Delorraine*, d'*Isby*, d'*Orkney*, de *Marchmont*, & de *Dunmore*. Les quatorze premiers avoient été des Députés au précédent Parlement, & les deux derniers remplaçoient le Duc de *Roxborough* & le Comte d'*Aberdeen*.

Pairs d'Ecosse nommés pour assister au Parlement de la Grande Bretagne.
1 Octobre.

Le Capitaine *Saint-Loe* mena toute l'Escadre d'*Amérique* croiser à la hauteur de *Cartagène*. Dans le même tems les Espagnols saisirent dans cette Ville tous les effets des Compagnies Angloises, des Indes-Occidentales & de la Mer du Sud; & forcèrent les Facteurs de ces Compagnies à se retirer à *La Jamaïque*.

L'Escadre d'Amérique va croiser à la hauteur de *Cartagène*.
10 Octobre.

AFFAIRES
DIVERSES.

A N N É E M D C C X X V I I.

Nouveau Maîtres
de Londres.
10 Octobre.
Naufrages.
Octobre.

Le Chevalier *Edouard Baker* fut élu *Maire de Londres* pour l'année suivante.

Quinze Vaisseaux sortis le 27 du Port de *Dublin* furent accueillis, quelques jours après, d'une violente tempête. Dix ou douze furent jetés sur les Côtes d'*Ecosse*, & presque tous y périrent.

Tremblement de
terre & Ouragan
à Bolton dans la
nouvelle Angle-
terre.
29 Octobre ; 9.
15 Novembre.

Le 29 sur les dix heures du soir, le tems étant calme & le Ciel brillant d'étoiles, il se fit à *Bolton* dans la *Nouvelle-Angleterre*, un Tremblement de terre, qu'un grand bruit comme de tonnerre avoit annoncé. Sa secousse, qui ne dura que deux minutes, fut si violente qu'elle ébranla toutes les Maisons. Quelques-unes même en furent endommagées : mais personne ne périt, parce que sur le champ les Habitans s'étoient mis en plein air. Le lendemain on fit dans toutes les Eglises des Prières, où le Peuple se rendit en foule ; & trois jours après, on observa, par ordre du Gouverneur, un Jeûne solennel dans toute l'étendue de la Colonie. Quinze jours après, il y eut un autre tremblement de Terre, dont les secousses furent si fortes, que les Habitans coururent aux portes de la Ville pour se sauver dans la Campagne : mais elles ne durèrent que trois Minutes, & ne causèrent que fort peu de dommage. Dans l'intervalle de ces deux tremblemens de terre, la même Ville avoit essuié, pendant une nuit sur les onze heures, un Ouragan, qu'un grand bruit Souterrain avoit précédé, qui ne dura qu'une Minute, & dont la violence fut si grande, qu'il renversa plusieurs Maisons & causa beaucoup de tort à quantité d'autres.

Charges données.
Octobre.

Le Roi fit le Comte de *Dorset*, Gouverneur des Cinq Ports, & le Duc de *Peterborough*, Général de la Marine avec trois mille Livres Sterling d'appointemens.

Révolte des Ouvriers de Fal-
mouth.
20, 21, 25, 26
Novembre.

En Novembre, il y eut une espèce de Révolte des Ouvriers travaillant aux Mines de *Falmouth*. Ils allèrent le 20 & le 21 à *Gwege* enlever tous les Grains, dont ils purent se saisir. Le 25, ils s'attroupèrent au nombre d'environ mille, pour en aller faire autant à *Falmouth*. Le lendemain il en revint environ trois cens armés de Massues & presque tous à Cheval. Ils coururent dans les Rues, en criant : *Du Grain. Nous venons pour du Grain : Nous voulons du Grain*. Ils ajoutaient que les Marchands n'avoient pas de Commission du Roi pour envoyer les Grains à ses Ennemis. Le Commandant de la Place se joignit aux Marchands ; & força ces Mutins à se retirer ; ce qu'ils ne firent qu'après avoir visité tous les Magasins. On les avoit menacés de tirer sur eux : mais on ne l'avoit pas osé, parce qu'ils avoient menacé de brûler la Ville. Pour couper cours à cette espèce de Sédition, on arrêta, dans les premiers jours de Décembre, vingt des principaux d'entre les Mutins, & l'on renforça la Garnison de *Falmouth* de quatre Compagnies d'Infanterie.

Le tems du re-
nouvellement des

Une Proclamation du 25 continua pour trois mois, à commencer de la veille, tous les Officiers en *Angleterre*, en *Ecosse*, en *Irlande* & dans les

ANNEE MDCCXVII.

AFFAIRES
PARTICULIÈRES.

Iles de *Jersey*, de *Guernsey*, de *Sarck*, & d'*Alderney*. Par Acte du *Parlement* de la sixième année d'*Anne*, il avoit été statué, pour la sûreté de la *Succession Protestante*, qu'après le décès du Souverain, tous ceux qui seroient pourvus d'Emplois ou de Charges Civiles ou Militaires dans les trois Roïaumes, ne pourroient les exercer que pendant six mois sans faire renouveler leurs Commissions, à moins que le Successeur n'en ordonnât autrement; Ce tems ne suffisant pas pour l'expédition des Commissions, le *Roi* voulut bien accorder un mois de plus afin de prévenir les inconvéniens, qui pourroient résulter d'un trop grand nombre de Charges, qui vaqueroient en même tems.

Commissions pro-
longé.
25 Novembre.

Le Brigadier *Guillaume Makintosh*, l'un des Chefs de la Rébellion d'*Ecosse* en 1715, lequel dans le tems avoit trouvé moyen de s'échapper de la Prison de *Newgate* à *Londres*, fut amené prisonnier au Château d'*Edimbourg*. Il s'étoit tenu caché durant plusieurs années dans les Montagnes d'*Ecosse*; & depuis quelque tems, on savoit qu'il se préparoit à descendre dans la Plaine, où, par le secours de ses intelligences, il comtoit profiter de la circonstance d'un changement de Règne pour exciter quelques mouvemens favorables au *Prétendant*. On avoit chargé le Capitaine *Monro* de le chercher & de se saisir de lui. Ce Capitaine fit tant de diligence, que malgré les avis que *Makintosh* avoit reçus de se tenir sur ses gardes, il le surprit si subitement, dans un Hameau du Comté de *Katness*, à quatre mille de *Tarbo* dans les Montagnes, qu'il l'arrêta comme il s'enfuyoit nuds pieds, n'ayant pas même eu le tems de se chauffer.

Le Brigadier
Makintosh est a-
mené prisonnier à
Edimbourg.
25. Novembre.

Le *Roi* nomma Grand-Aumônier, l'*Archevêque de Cantorbéry*; Vice-Amiral d'*Ecosse* avec mille Livres Sterling d'appointemens, le Duc de *Queensbury*; Vice-Amiral & Lieutenant des Flotes de la *Grande-Bretagne*, le Comte de *Berkley*, qu'il avoit obligé de se démettre de la Charge de Premier Commissaire de l'Amirauté; Général des Troupes de la Marine, le Comte de *Pembroke & Monmouth*; Gouverneurs, du Château de *Darmouth*, le Colonel *George Grove*, à la place du Colonel *George Treby*; de la Baie de *Massachusetts* & de la *Nouvelle-Hampshire* dans la *Nouvelle-Angleterre*, le S. *Guillaume Burnet* précédemment Gouverneur de la *Nouvelle-York* & de la *Nouvelle-Jersey*.

Charges don-
nées.
Novembre.

Les Commissaires de l'Amirauté donnèrent ordre de construire quatre nouveaux Vaisseaux de Guerre du troisième & du quatrième rang; & mirent en Commission le *Renard*, Vaisseau de Guerre du sixième rang pour l'envoyer à *La Caroline*, & six Frégates légères pour *La Virginie*; afin de protéger le Commerce de ces Colonies contre les Armateurs Espagnols.

Nouveaux Vais-
seaux & mesures
pour assurer le
Commerce.
Novembre.

Le *Redling*, venant de *La Virginie*, coula à fonds dans son passage; mais l'Equipage en fut sauvé par le Vaisseau l'*Amitié*.

Vaisseau péti.
Novembre.

Le Capitaine *Monjoy*, commandant la Chaloupe le *Palmer*, conduisit vaisseaux recouvé.

A N N E E M D C C X X V I I.

A F F A I R E S
P A R T I C U L I E R E S.

à *La Caroline* le Vaisseau le *François & Rebecca* repris sur un *Armateur Espagnol*, qui le menoit à *La Havane*.

Privilège accordé à la Compagnie du Sud.
Novembre.

La Compagnie du Sud demanda d'être exemptée de certains Droits, qu'elle paieoit à *La Jamaïque* pour l'entrée des *Nègres*, & le Conseil ordonna qu'à l'avenir, elle ne paieoit rien pour les *Nègres*, qui ne seroient mis à terre dans cette Ile que pour s'y rafraîchir.

Pension assurée au Lord Killmallock.
Novembre.

Le *Roi* assura la Pension promise par le feu *Roi* au Lord *Killmallock*. Ce Seigneur avoit servi pendant vingt-&-un ans en *Espagne* en qualité de Cadet, de Cornète, de Lieutenant & de Capitaine de Dragons. Plusieurs injustices essuïées dans ce Service, & l'envie de se rendre à sa Patrie l'avoient fait retourner l'année précédente en *Angleterre* avec des Lettres de recommandation du Colonel *Stanhope* Ambassadeur extraordinaire en *Espagne*. Vers la fin de Janvier de cette année (1727), il avoit été présenté par le Duc de *Newcastle* & par le Vicomte de *Townshend* au feu *Roi*, qui l'avoit reçu sous sa protection : mais ce Prince étoit mort, avant d'avoir pu mettre ses promesses en exécution. Le Lord *Killmallock* avoit eu son Père & son Frère aîné dans le Service d'*Espagne*. Le premier avoit été tué, commandant un Régiment de Dragons, à la Bataille de *Villaviciosa*. Le second étoit mort Capitaine d'une Compagnie des *Gardes Wallones*, avec le titre de Colonel.

Les Anglois de la Caroline inquiétés par les Indiens.
Novembre.

Les *Indiens* du bas Païs & les *Tamussées* inquiétèrent extrêmement, ainsi qu'ils l'avoient déjà fait, les Habitans de *La Caroline-Méridionale*, enforte que, pour conserver leur vie, ils furent obligés d'être continuellement sous les Armes, & qu'ils furent sur le point d'abandonner leurs Habitations, quoique les plus belles du Païs.

Le S. Mist, auteur de Libelles séditieux, relâché sous caution.
5 Décembre.

Le *S. Mist* détenu depuis quelques années dans la Prison de la Cour du Banc du *Roi* pour des réflexions séditieuses insérées dans le Journal Hebdomadaire qu'il composoit, fut mis hors de prison, après avoir païé cent Livres Sterling d'Amande; donné Caution de sa bonne conduite à l'avenir; & s'être engagé de paier en eas de récidive, mille Livres Sterling, & les deux Cautions chacune cinq cens Livres.

Mort du Comte d'Orford.
8 Décembre.

Quelques jours après, le Comte d'*Orford*, Vice-Amiral d'*Angleterre* & Membre du Conseil-Privé, mourut dans sa 76^e. année après une longue maladie. Comme il ne laissoit point de Fils, son Titre fut éteint. *La Lady Anne Tipping*, sa Nièce, Fille de *Letitia Russel*, sa Sœur, hérita de ses Biens, & par là réunit dans sa personne les Biens des trois Familles de *Tipping*, de *Cheikes*, & du *Russel-Orford*. Le Corps du Comte fut transporté huit jours après sa mort dans la Sépulture des *Russels* ses Ancêtres à *Charness* dans le Comté de *Buckingham*. Sa Charge de Capitaine & Garde de la Chasse de *Newmarket* fut donnée au Duc de *Grafton*, Celle de Lieutenant & Garde des Rôles du Comte de *Cambridge* fut donnée le 18 de ce mois au Comte de *Lincoln*, & sa Place de Recorder de *Londres* fut remplie par le Vicomte de *Perth*, Membre du Parle-

ment;

ment pour *Harwick*. Le Comte d'*Orford* s'étoit fait connoître dans sa jeunesse sous le nom de Lord *Edouard Russel*. En 1688, il fut un des premiers à se rendre en *Hollande* auprès du Prince d'*Orange*, pour l'engager à passer en *Angleterre*. Il y suivit ce Prince, qui, dès qu'il fut monté sur le Trône, le fit entrer au Conseil Privé, dans lequel il resta toujours depuis. En 1691, il fut nommé Commandant en Chef de la Flote & remporta la célèbre Victoire de *La Hogue*, dont il fut remercié publiquement par la *Chambre des Communes*. Ce fut alors que le Roi *Guillaume* le fit Vice-Amiral d'*Angleterre*. En 1697, il fut créé Baron de *Singly* & Comte d'*Orford*. Sous la Reine *Anne*, il fut un des Commissaires pour le *Traité d'Union* entre l'*Angleterre* & l'*Ecosse*; & depuis la mort de cette Reine, il fut un des Régens nommés par *George I*, pour gouverner ses Roiaumes jusqu'à ce qu'il arrivât en *Angleterre*.

Le Roi nomma le Brigadier *Burtel*, Commandant des Troupes en *Ecosse*, à la place du Major Général *Grove*, & le S *Thomas Russel* Gouverneur d'*Tarmouth*.

Charges données.
Décembre.

Il assigna aux Capitaines des Gardes, pendant leur Service à la Tour une Guinée par Semaine pour leur Logement, & une Demi-Guinée aux Officiers Subalternes.

Liberté du
Roi aux Officiers
des Gardes.
Décembre.

Il ratifia l'*Alliance défensive*, conclue pour le feu Roi son Père avec le Duc de *Brunswick-Wolfenbutel*.

Alliance ratifiée.
Décembre.

Il nomma les Commissaires & Gouverneurs de l'Hôpital, que l'on bâtit à *Greenwich* pour les Matelots invalides; &, comme cet établissement étoit fort considérable, il mit à la tête le Prince de *Galles*, le Duc d'*Torck*, l'Archevêque de *Cantorbery*, le Grand-Chancelier, le Président du Conseil-Privé, les Ministres d'Etat, & tous les Grands Officiers de sa Maison.

Commissaires &
Gouverneurs de
l'Hôpital de
Greenwich, nom-
més.
Décembre.

Le Corps du Vice-Amiral *Hofier* fut apporté par l'*Heureux Snow*, Vaisseau de Guerre arrivant de *La Jamaïque*, & fut ensuite inhumé dans l'Eglise de *Westminster*.

Le Corps du Vi-
ce-Amiral *Hofier*
est inhumé à *West-*
minster.
Décembre.

La Ville de *Londres* fit construire quinze Cellules pour renfermer les Prisonniers condamnés à mort, afin qu'ils pussent se préparer mieux à mourir. Jusqu'alors on les avoit mis tous dans un même Cachot.

Nouveaux loge-
mens pour les Cri-
minels.
Décembre.

A la recommandation du Chevalier *Walpole*, le Roi continua la Pension assignée par le feu Roi pour la Subsistance des Sieurs *Plunket*, & *Kelly*, prisonniers à la Tour, pour être entrés dans une Conspiration, dont le Docteur *Atterbury*, pour lors Evêque de *Rocheſter* & depuis fugitif en *France*, avoit été regardé comme le Chef.

Pension à des
Prisonniers d'Etat.
Décembre.

On a vu les *Communes* dans leur Adresse féliciter le Roi sur la Signature des Articles Préliminaires. Il est à propos de se rappeler ce que l'Historien de *George I* a dit dans le Tome précédent au sujet du *Traité d'Alliance offensive & défensive* entre l'Empereur & le Roi d'*Espagne*, des
Tome XIV, Partie I,

NÉGOCIATIONS.
Guerre entre
l'Angleterre &
l'Eſpagne.

siège de Gibraltar.
22 Février.

Propositions des
Alliés d'Hanovre.
Mars.

Causes de la Rupture entre ces deux Puissances & l'Angleterre, & du Siège de Gibraltar. Avant que ce Siège fut commencé, George I avoit sollicité tous les Alliés du *Traité d'Hanovre*, qui s'étoient rendus Garans de la Paix d'*Utrecht*, de s'unir à lui pour lui conserver la Possession de *Gibraltar* & de *Port-Mahon*. Il comtoit principalement sur les secours ou sur la Médiation de la France, la Puissance la plus considérable entre les Alliés. Aussi fût-ce la France, qui s'opposa surtout aux entreprises des *Cours de Vienne* & d'*Espagne*; &, qui mettant leurs différens avec celle d'Angleterre en Négociation, les força de consentir aux Propositions d'accommodement, qu'elle crut les plus raisonnables. Le Conseil d'*Espagne* avoit entrepris le Siège de *Gibraltar* avec des forces insuffisantes; & sans avoir pris d'ailleurs des mesures convenables. D'autre part les Anglois, Maîtres de la Mer étoient en état de fournir continuellement des secours à cette Place, & d'incommoder en même tems l'Armée qui l'assiégeoit. Le Siège commença dans les formes le 22 de Février de cette année, & pendant trois mois les *Espagnols* y perdirent beaucoup de monde sans faire aucun progrès considérable. Durant ce tems la Cour de France, après avoir fait des préparatifs de Guerre, dont l'Empereur & le Roi d'*Espagne* avoient à s'alarmer, fit différentes propositions, tant à la Cour de *Madrid* qu'à celle de *Vienne* qui, suivant la coutume, se dispoisoit très lentement à secourir l'*Espagne* dans son entreprise, malgré les sommes considérables, qu'elle en avoit reçues pour hâter le secours. Après bien des propositions faites inutilement de part & d'autre, les Alliés d'*Hanovre* firent remettre, dans les premiers jours d'Avril, à l'Empereur ce qu'ils appelloient en stile de Négociateurs leur *Ultimatum*. Il portoit:

« I. Qu'il y auroit une suspension de l'*Octroi d'Offende* & de tout Commerce des *Pais-Bas Autrichiens* aux *Indes*, pendant un tems raisonnable, comme pourroit être le terme de dix années :

« II. Que tous les Privilèges de Commerce, tant en *Europe* qu'aux *Indes*, seroient remis sur le même pied qu'ils étoient précédemment; & que les Privilèges, dont les Nations Angloise & Française & les Sujets des *Etats Généraux des Provinces Unies* jouissoient, ne souffriroient aucune atteinte ou diminution: mais qu'au contraire le Commerce de ces trois Nations seroit entièrement rétabli dans le même état qu'il étoit avant l'année 1725 :

« III. Que tous autres Droits & Possessions quelconques demeureroient dans le même état & sur le même pied qu'elles étoient établies & réglées par les *Traités d'Utrecht*, de *Bade* & de la *Quadruple - Alliance* :

« IV. Que pour remplir plus parfaitement l'objet qu'on se propoisoit, ni l'Empereur, ni l'*Espagne* ou leurs Alliés, ni les Alliés d'*Hanovre* n'agiroient point par voie de fait, & ne contribueroient ni directement ni indirectement, sous quelque prétexte que ce pût être, à rien qui

» pût troubler l'état actuel du Nord & de la Basse-Allemagne :

» V. Que, ces Articles étant une fois convenus, toutes Hostilités quel-
» conques cesseroient ; qu'on laisseroit librement revenir les Vaisseaux,
» que la Compagnie d'Ostende avoit déjà fait partir pour les Indes, & dont
» les noms seroient compris dans un état, que la Cour de Vienne en don-
» neroit ; qu'on laisseroit de même revenir librement les Gallions en Espa-
» gne ; & que de son côté Sa Majesté Catholique en useroit, comme on
» en avoit usé dans les tems libres, soit par rapport aux Effets des Gallions,
» soit par rapport à ceux de la Flotille, laquelle étoit déjà revenue :

» VI. Qu'il ne seroit fait aucun tort, trouble ou préjudice à qui que
» ce fût en haine du Traité de Paix signé le 30 d'Avril 1725 à Vienne
» entre l'Empereur & le Roi d'Espagne, non plus qu'en haine du Traité
» signé le 3 de Septembre de la même année à Hanover entre Sa Majesté
» Très Chrétienne, Sa Majesté Britannique & le Roi de Prusse, y compris
» l'Accession de leurs Hautes Puissances, les Etats Généraux des Provinces-
» Unies ; que les Parties contractantes s'engageroient même de se joindre
» pour s'opposer à quiconque feroit quelque chose de contraire au présent
» Article VI, & pour prendre ensemble en pareil cas les mesures né-
» cessaires pour la réparation ».

Ces Articles furent la matière de plusieurs Conférences qui se tinrent
chés le Prince Eugène, à l'une des quelles le Duc de Richelieu Ambassa-
deur de France, & le S. Hamel-Bryninx Ambassadeur des Etats Géné-
raux furent invités. Enfin on dressa douze autres Articles, qui furent
envoyés à Paris, pour être communiqués par la Cour de France, à celle
d'Angleterre aussi bien qu'aux Etats Généraux. Les voici.

I. IL y aura entre les Puissances, qui signeront ces Articles, une Cessation
de toutes Hostilités, tant par Mer que par Terre, & par conséquent le Siège
de Gibraltar sera suspendu du jour, où la Ratification de ces Articles Pré-
liminaires sera souscrite du Roi d'Espagne ; & cette affaire, en quelque état
qu'elle puisse être au tems de la Ratification de ces Articles Préliminaires,
sera discutée au Congrès.

II. Ce Principe établi, le Commerce des Espagnols aux Indes se fera tran-
quillement comme du passé ; les Gallions reviendront en toute sûreté, & la
Flote Angloise, qui pourroit être encore dans les Mers des Indes & devant
Porto-Bello, se retirera dès qu'elle en aura reçus les Ordres, lesquels seront dé-
pêchés immédiatement par Sa Majesté Britannique, & dont Sa Majesté
Très Chrétienne sera garante. Les Effets des Particuliers, se trouvant sur
la Flotille arrivée dernièrement de La Havane en Espagne, & appartenant
à différentes Nations, seront rendus fidèlement, après que les Gallions,
detenus encore à Porto-Bello, seront revenus, & que la Flote Angloise se
sera retirée des Mers des Indes. Si cependant lesdits Gallions périssoient en
chemin par quelque naufrage, ce cas-là n'empêchera pas la restitution desdits

Propositions de
la Cour de Vienne
no.
Avril.

Effets se trouvant sur la Flotille. A l'égard des Flottes Angloise, Hollandoise ou Françoise, qui pourroient être vers les Côtes d'Espagne ou vers celles des Etats de Sa Majesté Impériale & Catholique, elles auront à se retirer au tems que cette présente Cessation d'Hostilités commencera, & ne pourront rien entreprendre contre elles ou leurs Vaisseaux: ni directement ni indirectement.

III. *Cette Cessation Générale des Hostilités ne subsistera que pendant six mois, à compter du jour que le Congrès qui se propose, sera formé.*

IV. *Le Congrès ne durera aussi que six mois, pendant lequel toutes les Puissances, qui y interviendront, conviendront de l'abolition, ou pour le moins d'une suspension de l'Octroi de la Compagnie d'Ostende, pendant un tems raisonnable, comme pourroit être, par exemple celui de sept ans; & on laissera librement & en toute sûreté revenir des Indes à Ostende, tant que le Congrès ou bien la Suspension durera, les Vaisseaux Ostendois, qui sont partis devant la susdite Cessation, & dont les noms seront compris dans un Etat, qui en sera donné de la part de Sa Majesté Impériale & Catholique; & les Vaisseaux qui pourroient peut-être avoir été pris, seront rendus de bonne foi.*

V. *Les Traités de Paix d'Utrecht & de Bade, de même que celui de la Quadruple Alliance, seront respectivement le fondement, sur lequel la Négociation proposée se doit faire; & pour ce qui est du Commerce, il sera établi comme il a été stipulé par le Traité de Commerce fait à Utrecht entre l'Espagne, la Grande-Bretagne, & les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas. S'il y avoit néanmoins des difficultés ultérieures, à l'égard dudit Commerce, elles seront discutées audit Congrès.*

VI. *Le Congrès s'assemblera, sans délai, dans deux mois, à compter du jour que les Articles auront été acceptés & signés par les Puissances respectives.*

VII. *Le Congrès se tiendra à Aix-La-Chapelle.*

VIII. *Les Plénipotentiaires, qui seront nommés ne pourront y avoir que deux Gentilshommes, deux Pages & six gens de Livrée, pour être plutôt prêts à s'y rendre; & pour éviter toute supériorité de luxe & de dépense.*

IX. *Ils n'observeront aucun Cérémonial, & s'en tiendront à ce qui fut réglé dans le dernier Congrès de Cambrai, pour éviter toutes les difficultés de Préséance, avec liberté pourtant de protester, ainsi que chacun le jugera à propos.*

X. *Les Princes recommanderont respectivement à leurs Plénipotentiaires d'éviter tout embarras, qui pourroit allonger ou troubler le Congrès.*

XI. *En cas que quelqu'une des Puissances respectives exerçât, pendant les six mois quelque Hostilité, toutes les autres se joindront contre elle, pour en poursuivre la réparation.*

XII. *On est convenu d'inviter les Puissances du Nord d'envoyer leurs Ministres à ce Congrès, pour y terminer à l'amiable les différens, qu'ils pour-*

voient avoir respectivement ; & pendant la durée dudit Congrès, l'Empereur s'engage à suspendre tout Acte d'Hostilité, directement ou indirectement, tant par Terre que par Mer, selon les termes établis dans ces présens Articles.

Quoique l'on ne dût pas se flatter que ces Propositions fussent agréées, la Cour de Vienne laissa croire qu'elle y comtoit, en envoyant aux Troupes, qui devoient se mettre en marche un contre-ordre ; & se contentant de hâter la marche de celles qui se trouvoient déjà sur le Mein, & qu'elle destinoit à la défense des Pais-Bas & sur tout du Luxembourg.

La Cour de France, après avoir consulté les Alliés d'Hanovre, opposa huit nouveaux Articles à ces douze. Le Duc de Richelieu les reçut le 9 de Mai. Sur le champ il se rendit à Luxembourg où l'Empereur étoit alors, & lui remit le Mémoire suivant.

S A M A J E S T É T R È S C H R E T I È N N E , après avoir mûrement réfléchi, tant sur les dernières Propositions, contenues en six Articles, faites à Vienne en son nom, & en celui de Sa Majesté Britannique, & de Leurs Hautes Puissances, que sur le Contre-Projet envoyé à Paris, & communiqué par le Sieur Baron d'Effonséca, au nom de l'Empereur à Sa Majesté très Chrétienne ; voulant montrer à toute l'Europe combien elle est disposée à entrer dans tous les moyens convenables de parvenir à une Pacification Générale, & connaissant aussi dans les Alliés le même éloignement de la Guerre ; mais considérant d'un autre côté combien les longueurs pourroient être préjudiciables à cet esprit de Paix, qui paroît égal dans toutes les Parties respectives, elle a bien voulu faire expliquer ses sentimens particuliers par la voie du Duc de Richelieu, son Ambassadeur à Vienne, se réservant comme elle y est obligée, de les communiquer ensuite à ses Alliés, en cas qu'ils soient approuvés de Sa Majesté Impériale, & qu'elle veuille bien donner pouvoir au Sieur Baron d'Effonséca de les signer à Paris en son nom, ou en tel autre lieu, ou par telle autre Personne qu'elle jugera à propos : Et pour cet effet, Sa Majesté Très Chrétienne croit que le Congrès proposé par Sa Majesté Impériale, ne peut convenir dans le moment présent, tant parce qu'il ne pourroit remédier assez-tôt aux obstacles qui pourroient troubler la Paix, que parce que les conditions, dont la Proposition de ce Congrès est accompagnée, ne paroissent pas suffisantes pour calmer les Esprits, & prévenir toutes les occasions de rupture. C'est dans ces vues que Sa Majesté Très Chrétienne croit qu'en donnant quelque extension & une grande explication aux VI Articles envoyés à Vienne le 26 du mois dernier, pour lever les difficultés énoncées dans le Contre-Projet, & pour entrer, autant qu'il est possible, dans les vues de Sa Majesté Impériale, il ne sera peut-être pas difficile de convenir des Conditions Préliminaires pour parvenir à une conciliation, & en conséquence on pourroit demeurer d'accord.

Dernières Propositions faites par la Cour de France.

I. Que comme Sa Majesté Impériale consent par le VI Article du Contre-Projet que les Puissances respectives, qui interviendroient dans le Con-

grès préalablement proposé, seroient tenues de convenir de l'abolition, ou pour le moins d'une suspension de l'Oùtroi de la *Compagnie d'Ostende* pendant un tems raisonnable, comme pourroit être, par exemple, celui de sept ans; il sera stipulé par le présent *Article Préliminaire*, qu'il y aura une suspension de l'Oùtroi susdit de la *Compagnie d'Ostende*, & de tout commerce des *Pais-Bas* aux *Indes*, pendant l'espace de sept années :

II. Que tous les Privilèges de Commerce, tant en *Europe* & en *Espagne* qu'aux *Indes*, dont les Nations tant *Françoise* qu'*Angloise*, & les Sujets des *Etats Généraux*, jouissoient précédemment, soient remis sur le même pied & rétablis, comme ils avoient été réglés par les *Traités* antérieurs à l'année 1713 :

III. Que tous autres Droits, ou Possessions quelconques, demeureront dans le même état & sur le même pied qu'ils ont été établis & réglés par les *Traités d'Utrecht* & de *Bado* & celui de la *Quadruple-Alliance* :

IV. Que les Puissances du *Nord* seront invitées & priées par leurs Alliés respectifs de ne point recourir aux voies de fait : mais d'entrer au contraire dans tous les moyens raisonnables de parvenir à une Pacification ; & qu'en attendant la tenue du *Congrès*, dont il sera parlé ci-dessous, dans lequel tous les différens respectifs pourront être discutés, les *Alliés des Traités de Vienne* & d'*Hanovre* ne contribueront directement ni indirectement, sous quelque prétexte que ce soit, à aucune voie de fait, qui puisse troubler l'état actuel du *Nord* & de la *Basse-Allemagne* ; mais s'engageront au contraire à agir de concert, pour faire cesser les hostilités, s'il en survenoit quelque une :

V. Que, ces *Articles* une fois convenus & signés, toutes hostilités quelconques, s'il y en avoit de commencées, cesseront ; qu'on laissera librement revenir des *Indes* les *Vaisseaux Ostendois*, qui sont partis avant ladite Cessation, & dont les noms seront compris dans un Etat, qui en sera donné de la part de Sa *Majesté Impériale* ; que les *Vaisseaux* qui pourtoient avoir été pris, seront rendus de bonne foi, & qu'on laissera revenir librement les Gallions en *Espagne*, dans la persuasion certaine, où l'on est, que Sa *Majesté Catholique* en usera par rapport aux Effets desdits Gallions & de la Flotille, ainsi qu'elle en a toujours usé dans les tems libres ; qu'en conséquence, l'*Escadre Angloise*, commandée par l'Amiral *Hoxier*, se retirera de *Porto-Bello*, & de tous les autres Ports d'*Amérique* appartenant à Sa *Majesté Catholique* ; Qu'il reviendra même en *Europe*, pour ne plus donner aucune inquiétude aux Sujets de Sa *Majesté Catholique* dans les *Indes*, & que le Commerce des *Anglois* à l'*Amérique* se fera comme il se faisoit auparavant ; Que pareillement les autres *Escadres Francoise*, *Angloise*, ou *Hollandoise*, qui pourront se trouver vers les côtes d'*Espagne*, ou celles des Etats de Sa *Majesté Impériale*, au tems que cette présente Cessation d'*Hostilités*, commencera, se retireront le plutôt qu'il sera possible, pour

ne point donner d'ombrage ni d'inquiétude aux Habitans desdites Côtes , & qu'elles ne pourrout rien entreprendre contre elles ni directement ni indirectement :

VI. Que la *Cessation d'Hostilités* ci-dessus durera autant que la suspension de l'*Oùtroi* de la *Compagnie d'Ostende* , c'est-à-dire l'espace de sept années , pour pouvoir pendant ce tems-là travailler solidement à une Conciliation & Pacification générale.

VII. Que s'il arrivoit , sous quelque prétexte que ce fût , quelques troubles ou hostilités , soit en *Espagne* ou dans les *Indes* , depuis la signature des présens *Préliminaires* , entre les Sujets respectifs des Puissances contractantes , elles se joindront ensemble pour faire réparer de concert le dommage ou préjudice , qu'auront souffert leursdits Sujets respectifs.

VIII. Que , si les Articles ci-dessus sont acceptés & signés , il sera assemblé , le plutôt qu'il sera possible , un *Congrès* à *Aix-La-Chapelle* , ou dans quelque'une des autres Villes proposées par Sa *Majesté Impériale* , dont on conviendra , aussi bien que du tems , où il devra être indiqué , dans lequel toutes les Puissances contractantes pourrout demander que leurs Droits & Prétentions respectives soient examinées & discutées.

Les Articles VIII , IX & X du Contre-Projet sont si propres à faciliter & accélérer , dans la tenue dudit Congrès , l'heureux succès des délibérations qui y seront prises , qu'il y a lieu de croire qu'ils seront unanimement acceptés.

Il se tint chés le Prince *Eugène* plusieurs Conférences pour préparer la Réponse que l'on devoit faire à ces nouvelles Propositions. Le Duc de *Bourbonville* , Ambassadeur d'*Espagne* fut présent à toutes , & l'on invita les Ambassadeurs de *France* & de *Hollande* à se trouver aux dernières. Après de longues discussions , l'*Empereur* usa du pouvoir , que lui donnoit une Lettre du *Roi d'Espagne* qui lui remettoit entre les mains tous les intérêts par rapport aux Propositions des *Alliés d'Hanovre* , pourvu seulement que l'on s'en remit au Congrès de la décision de la possession de *Gibraltar* ; & fit envoyer à son Ministre en *France* un projet de Réponse , avec les Pleins-Pouvoirs pour le signer en cas qu'il fut approuvé par les *Alliés d'Hanovre*. D'autre part , aussi-tôt après qu'on eut fait partir de *Paris* le Courier , qui portoit les nouveaux *Articles* au Duc de *Richelieu* , le S. *Horace Walpole* , Ambassadeur de la *Grande Bretagne* en *France* , eut avec le S. *le Blanc* , Ministre de la Guerre , plusieurs Conférences au sujet des Opérations de la Campagne , qu'on paroissoit vouloir commencer. Le Colonel *Amstrong* , le Major Général *Grovestein* & le S. *Pesters* envoyés le premier de *Londres* & les deux autres de *La Haie* , exprès pour ce sujet , assistèrent à toutes ces Conférences.

La Réponse de l'*Empereur* fut agréée par la *Cour de France* , & le 3^e de Mai , le Comte de *Morville* , Ministre des affaires Etrangères , le Sieur *Horace Walpole* , Ambassadeur de la *Grande Bretagne* & le Baron

d'Effonsca, Envoïé de l'Empereur, s'assemblerent le soir chés le S. de Bored Ambassadeur des *Etats Généraux*, qui gardoit la Chambre depuis longtems à cause d'une maladie considérable, dont même il mourut à *Paris* le 12 de *Juillet* suivant; & tous ensemble ils signèrent les *Préliminaires* de la Paix, contenus dans les douze Articles suivans.

Articles Préliminaires de la Paix signés à *Paris*, le 31 de *Mai*.

I. SA Majesté Impériale & Catholique, n'ayant d'autre but que celui de contribuer à la *Tranquillité* publique de l'Europe, & voyant que le Commerce d'Ostende avoit causé des inquiétudes & des ombrages, consent qu'il y aura une *Suspension* de l'Ostroi de la Compagnie d'Ostende & de tout Commerce des *Pais-Bas* aux Indes pendant l'espace de sept ans.

II, Tous droits ou Possessions demeureront sans atteinte à ceux des Parties contractantes, qui en jouissoient en vertu des *Traités* d'Utrecht, de Bade, & de la *Quadruple-Alliance*, ou des *Traités* & *Conventions*, qui ont précédé l'année 1725, lesquels ne regardent ni l'Empereur, ni les *Etats Généraux*. Si cependant il y avoit eu du changement à l'égard des susdites Possessions, ou qu'ensuite de ces *Conventions* quelque chose n'eût pas été exécuté, on discutera & décidera au Congrès à tenir, selon la teneur des susdits *Traités* & *Conventions*, le changement arrivé, ou les points qui n'auront pas été mis en exécution.

III. Qu'en conséquence tous les *Privilèges* de Commerce, tant en Europe & en Espagne, qu'aux Indes, fondés sur des *Traités*, dont les Nations tant *Françoise*, qu'Angloise & les *Sujets* des *Etats Généraux* jouissoient précédemment, soient remis sur le même pied, & rétablis comme ils avoient été réglés en particulier par les *Traités* antérieurs à l'année 1725.

IV. Que les Puissances du Nord seront invitées & priées par leurs Alliés respectifs de ne point recourir aux voies de fait, mais d'entrer au contraire dans tous les moyens raisonnables de parvenir à une *Pacification*; & en attendant la tenue du Congrès, dont il sera parlé ci-dessous, dans lequel tous les différens respectifs pourront être discutés, les Puissances Contractantes, ne contribueront directement ni indirectement, sous quelque prétexte que ce soit, à aucune voie de fait, qui puisse troubler l'état actuel du Nord: mais s'engageront au contraire à agir de concert pour faire cesser les *Hostilités*, s'il en survenoit quelqu'une.

V. Les Articles étant signés, toutes *Hostilités* quelconques, s'il y en avoit de commencées, cesseront; & à l'égard de l'Espagne, huit jours après que cesdits Articles signés auront été remis à Sa Majesté Catholique. On laissera librement revenir des Indes les *Vaisseaux* Ostendois, qui sont partis avant ladite Cessation, & dont les Noms seront compris dans un *Etat*, qui en sera donné de la part de Sa Majesté Impériale. Les *Vaisseaux*, qui pourront avoir été pris, seront rendus de bonne foi avec leurs *Cargaisons*; & on laissera revenir librement les *Gallions* en Espagne, dans la persuasion certaine, ou l'on est, que Sa Majesté Catholique en usera par rapport aux *Effets* desdits *Gallions*.

Gallions & de la Flotille , ainsi qu'elle en a toujours usé dans tous les tems libres. En conséquence , l'Escadre Angloise , commandée par l'Amiral Hozier , se retirera , le plutôt qu'il sera possible , de devant Porto-Bello , & de tous les autres Ports de l'Amérique appartenant à Sa Majesté Catholique ; & il reviendra même en Europe avec son Escadre , pour ne plus donner aucune inquiétude aux Sujets de Sa Majesté Catholique dans les Indes ; & le Commerce des Anglois se fera , comme il se faisoit auparavant , selon les Traités. Pareillement les autres Escadres Francoise , Angloise , ou Hollandoise , qui pourroient se trouver vers les Côtes d'Espagne , ou celles des Etats de Sa Majesté Impériale , au tems que cette présente Cessation d'Hostilités commencera , s'en retireront le plutôt qu'il sera possible , pour ne point donner d'ombrage ni d'inquiétude aux Habitans desdites Côtes ; & elles ne pourront rien entreprendre contre elles , ni directement , ni indirectement.

VI. La Cessation des Hostilités ci-dessus mentionnée , durera autant que la Suspension de l'Octroi de la Compagnie d'Ostende , c'est-à-dire l'espace de sept ans , pour pouvoir pendant ce tems-là travailler solidement à une Conciliation des Intérêts réciproques & à une Pacification Générale.

VII. S'il arrivoit , sous quelque prétexte que ce fût , quelque Trouble ou Hostilité , soit en Europe , soit dans les Indes , depuis la Signature des présens Préliminaires entre les Sujets respectifs des Puissances Contractantes , Elles se joindront ensemble pour faire réparer de concert le dommage ou préjudice , qu'auront souffert leursdits Sujets respectifs.

VIII. Si ces Articles ci-dessus sont acceptés & signés , il sera assemblé dans quatre mois de tems , à compter du jour de la Signature de ces Articles Préliminaires , un Congrès à Aix-la-Chapelle , dans lequel les Droits respectifs de toutes les Puissances Contractantes & de celles qui y sont invitées , seront examinés , discutés & terminés.

IX. Les Plénipotentiaires , qui seront nommés , ne pourront y avoir que deux Gentilshommes , deux Pages & six Gens de Livrée , pour être plutôt prêts à s'y rendre , & pour éviter toute supériorité de luxe & de dépense.

X. Ils n'observeront aucun Cérémonial , & s'en tiendront à ce qui fut réglé dans le dernier Congrès de Cambrai , pour éviter les difficultés de Préséance , avec liberté pourtant de protester ainsi que chacun le jugera à propos.

XI. Les Princes recommanderont respectivement à leurs Plénipotentiaires d'éviter tout embarras , qui pourroit alonger ou troubler le Congrès.

XII. La Ratification des Articles Préliminaires se fera dans deux mois à compter du jour de la Signature , ou plutôt , s'il est possible ,

Comme l'Espagne n'avoit point de Ministre à Paris & que l'Angleterre n'en avoit point à Vienne , on trouva le moien de suppléer à ce défaut. Le 9 de Juin , le Duc de Richelieu reçut à Vienne la nouvelle de la Signature des Articles Préliminaires , avec un Acte obligatoire signé du

S. Horace Walpole, pour être signé par le Duc de Bournonville Ambassadeur d'Espagne auprès de l'Empereur, conjointement avec les Ambassadeurs de France & des Etats Généraux & les Ministres de Sa Majesté Impériale. Cet Acte étoit en ces termes.

Acte obligatoire pour la signature des Préliminaires par les Puissances qui n'avoient point d'Ambassadeurs à Vienne ou en France.

COMME les Ministres, qui ont signé ce jourd'hui les Articles Préliminaires, ont considéré que n'y ayant pas ici un Ministre de Sa Majesté Catholique, ni à Vienne un Ministre de Sa Majesté Britannique, il étoit impossible, en suivant les formes ordinaires, de donner, aussi-tôt qu'il seroit à desirer, la dernière main aux Actes, qui seroient obligatoires entre Sa Majesté Britannique & Sa Majesté Catholique : je soussigné, pour remédier à cet inconvénient, ai, en vertu de mes Pleins-Pouvoirs, signé seul un Acte pareil à ceux qui ont été signés ce jourd'hui lequel est compris ci-dessous.

Là se trouvoient les douze Articles ci-dessus, avec la Signature du S. Walpole. Après quoi l'Acte obligatoire continuoit de cette manière.

En vertu de mon Plein-Pouvoir susdit, je déclare que cet Acte, ainsi signé par moi seul, sera obligatoire pour le Roi de la Grande-Bretagne mon Maître envers Sa Majesté Catholique, comme s'il avoit été signé avec un Ministre de Sadite Majesté Catholique ; bien entendu que Son Excellence le Duc de Bournonville, en remettrait un aussi signé de lui, pareil au présent Acte, lequel seroit de même obligatoire envers le Roi mon Maître, promettant qu'il sera remis dans le terme marqué par le XII des Articles Préliminaires, une Ratification du Roi de la Grande-Bretagne pour être échangée contre celle de Sa Majesté le Roi d'Espagne.

En foi de quoi, j'ai signé la présente Déclaration, & y ai fait apposer le Cachet de mes Armes. Donné à Paris ce 31 de Mai l'an de Grace 1727.

H. W A L P O L E.

Au bas de cet Acte étoit en Latin la Légalisation du Comte de Morville & des Ministres de l'Empereur & des Etats Généraux en France. Il étoit accompagné de deux Lettres écrites le 1 de Juin par le S. Walpole, l'une au Duc de Richelieu, l'autre au S. Hamel-Bruyninx, pour les informer de l'usage, qu'ils devoient faire de l'Acte qu'il envoie au premier. Quatre jours après l'arrivée de cet Acte, il y eut à son sujet une Conférence chez le Prince Eugène, où se trouvèrent le Comte de Zinzindorff, le Duc de Richelieu, le Duc de Bournonville & le S. Hamel Bruyninx. Ce qui causa le plus d'embarras dans cette Conférence, ce fut l'informalité de la signature des Préliminaires, qui se faisoient en deux lieux & sur deux Actes différens, en sorte que le second ne pouvoit passer que pour une Copie du premier : mais comme tous les expédiens, que l'on proposa pour remédier à ce défaut essentiel de formalité, ne pouvoient que faire traîner les choses extrêmement en longueur, le Duc de Bournonville signa d'abord un Instrument semblable

à celui du S. *Walpole*, lequel fut légalisé par le Prince *Eugène* & les Ambassadeurs de *France* & de *Hollande*. Il signa de même deux autres Instrumens l'un avec le Duc de *Richelieu*, l'autre avec le S. *Hamel-Brugnin*; & le Prince *Eugène* les signa l'un & l'autre. Aussi-tôt les ordres furent envoyés de *Vienne* de tous côtés pour suspendre les préparatifs de Guerre; le Comte de *Kinski* fut nommé pour se rendre en diligence à la Cour de *France* en qualité d'Ambassadeur extraordinaire; & des Couriers furent dépêchés à diverses Cours d'*Allemagne* & d'*Italie*, en *Russie*, en *Pologne*, pour y donner avis de la signature des *Préliminaires*.

La Cour de *Madrid* fut informée le 11 & le 12 de Juin de tout ce qui s'étoit passé; mais elle ne parut pas d'abord disposée à vouloir consentir à ce que les Cours de *France* & de *Vienne* avoient réglé. Le S. *Vander Meer*, Ambassadeur de *Hollande* en *Espagne*, instruit par une Lettre du S. *Peffers* de ce qui s'étoit fait à *Paris*, & sachant que le Comte de *Königsberg* Ministre de l'Empereur, avoit reçu par le même Courier une Lettre du Baron d'*Effonsca*, ne douta point qu'il ne l'eût communiquée au Roi d'*Espagne*: mais, s'étant rendu chés le Marquis de *La Paz*, afin de le féliciter sur la signature des *Préliminaires* & de concerter avec lui les mesures pour faire cesser les hostilités, il fut très-étonné de voir ce Ministre recevoir son compliment avec froideur, & de l'entendre dire « qu'il ne pouvoit croire que des » *Préliminaires*, qui n'étoient pas connus, fussent signés, au moins de la » part de Sa Majesté Catholique; qu'au reste il félicitoit Monsieur l'Ambassadeur de la signature entre l'Empereur & la République ». Le S. *Vander Meer* lui montrant la Lettre du S. *Peffers*, qu'il avoit reçue par le canal du Comte de *Königsberg*, lui répondit « que s'étant persuadé que l'on ne faisoit » rien de la part de l'Empereur, sans que la Cour d'*Espagne* en eût communication, il avoit cru qu'elle étoit informée de tout ». Le Marquis de *La Paz* repliqua « que bien loin que Sa Majesté Catholique fût informée de » tout, elle trouvoit sa Dignité lésée dans cette manière de négocier & de » régler tout à son insu, puisqu'elle ignoroit si l'on avoit parlé de l'*Espagne* » ou non, dans ce qui s'étoit fait à *Paris* ». La lecture de la Lettre du S. *Peffers* l'ayant mis au fait, il en demanda copie pour la faire voir au Roi son Maître, ajoutant « qu'il ne doutoit pas que cette Relation n'applanît » bien des difficultés, & n'aidât à mettre la dernière main à l'importante » affaire de la Paix générale ». L'Ambassadeur de *Hollande* ne fit pas difficulté de lui confier l'original même de la Lettre. Il y eut ensuite quelques Conférences, où le Nonce du Pape fut appelé. Les deux Nonces de *Paris* & de *Madrid*, avoient fait les premières ouvertures de la Négociation. Le Roi d'*Espagne* eut de la peine à se contenter de la manière, dont la signature avoit été faite. Il falut revenir plusieurs fois à la charge, parce que l'Ambassadeur de *Hollande* pressoit pour avoir une réponse précise, dont il pût informer ses Maîtres. Enfin le 19, les *Préliminaires* furent acceptés par le

On reçoit à Madrid la nouvelle de la signature des *Préliminaires*.
Le 11 Juin.

Le Roi d'Espa-

NÉGOCIATIONS.

ANNÉE M D C C X X V I I.

gne les accepte.
19 Juin.

Roi, qui fit expédier des ordres au Comte de *Las Torres*, qui commandoit le Siège de *Gibraltar*, de suspendre les hostilités. Le S. *Vander Meer* profita du même Courier pour informer le Comte de *Portmore* Gouverneur de *Gibraltar* de tout ce qui venoit de se passer pour la signature des *Préliminaires*.

suspension d'Ar-
mes entre l'Es-
pagne & l'Angleter-
re.
23 Juin.

Le Comte de *Las Torres* eut soin lui-même de faire tenir cette Lettre ; qu'il reçut le 23, au Comte de *Portmore*, qui d'abord fit passer dans le Camp *Espagnol* un Colonel avec un autre Officier, pour convenir de la manière, dont on procéderoit à la cessation des hostilités. On arrêta six Articles, qui portoient :

- » I. Qu'on étoit convenu d'une suspension d'armes réciproque entre l'Armée *Espagnole* & la Ville de *Gibraltar*, jusqu'à ce qu'on fût informé de la Ratification des *Traités*, qui se devoient faire :
- » II. Que la Garnison se tiendroit dans la Place, sans pouvoir communiquer avec les Troupes de l'Armée, qui, de leur côté, demeureroient tranquilles dans leurs Tranchées :
- » III. Que le Colonel de Tranchée, qui seroit de garde, pourroit entrer tous les jours dans la Place pour voir s'il ne se faisoit aucun travail dans son circuit ; & qu'un Officier de la Garnison d'un rang égal pourroit faire la même chose, en venant au Camp pour reconnoître les attaques.
- » IV. Que personne, ni de l'Armée ni de la Garnison, ne s'approcheroit du *Penjel*, sans s'exposer au feu de la Montagne & de la Tranchée :
- » V. Que personne ne pourroit non plus s'approcher de la Langue de Terre, sans un Passeport du Général de l'Armée, ou du Gouverneur de la Place, pour entrer ou sortir ; le Commerce par Terre & par Mer avec cette Langue de Terre étant suspendu :
- » VI. Qu'en conséquence de cette Convention, toutes hostilités cesseroient dès ce moment de part & d'autre.

L'Ambassadeur de *Hollande* avoit écrit en même tems au Vice-Amiral *Wager*, qui commandoit l'*Escadre Angloise* : mais le Roi d'*Espagne* n'avoit pas voulu donner les ordres nécessaires pour faire cesser les hostilités par Mer, jusqu'à ce qu'il eût su, si l'Amiral y donneroit les mains. Dès qu'il eût reçu sa réponse par *Cadix*, les ordres furent envoyés de tous côtés de recevoir amiablement dans les Ports du Roïaume les *Vaisseaux* & *Bâtimens Anglois*.

C'est ce dont le Marquis de *La Paz* instruisit l'Ambassadeur de *Hollande* par une Lettre du 15 de Juillet, dans laquelle il déclaroit « qu'en conséquence de la *Cessation d'Armes*, les *Vaisseaux Anglois* seroient admis dans tous les Ports d'*Espagne*, & pourroient y trafiquer de la même manière qu'en tems de Paix ; ce qui devoit prouver avec quelle franchise, & quelle bonne foi le Roi son Maître vouloit accorder tous les avantages possibles à la Nation Britannique ». »

Dans le même tems Don *Joseph Patinho* fut chargé d'examiner comment on pourroit régler l'Indult des effets de la Flotille, afin de se mettre en état de les distribuer aux Propriétaires.

La Cour de Vienne expédia sans délai les *Ratifications des Articles Préliminaires*, aussitôt qu'elle fut instruite que le *Roi d'Espagne* les avoit acceptés. Ces *Ratifications* furent envoyées à Paris au Baron d'*Effonsca* pour les échanger avec les Ministres de France, de la Grande-Bretagne & de Hollande. Mais les choses n'allèrent pas si vite à Madrid. On y prétendit que l'on n'étoit pas obligé de lever absolument le Siège de Gibraltar, & de restituer actuellement les Bâtimens Anglois enlevés depuis la rupture; & moins que tout autre, le Vaisseau le *Prince Frédéric* appartenant à la Compagnie du Sud; c'étoit ce que l'on appelle le Vaisseau de Permission. Les Espagnols s'en étoient saisis à *La Vera-Cruz*, en repréailles de ce que *Porto Bello* se trouvoit bloqué par l'Escadre Angloise, dont la présence dans les Mers d'Amérique, avoit interrompu la Foire de Panama. C'est ce que le Marquis de *La Paz* écrivit le 15 de Juillet au S. *Vander Meer* Ambassadeur de Hollande, chargé pour lors à Madrid des intérêts de la France & de la Grande-Bretagne. Ce Ministre répondit au Marquis le même jour, « qu'après les Conférences qu'ils avoient eues ensemble, il espéroit qu'on » auroit pu régler tout, de manière qu'il pût remettre les originaux des ordres » adressés, tant au Lord *Portmore* qu'aux Vices-Amiraux *Hosier* & *Wager*, » pour l'entière Cessation des hostilités; mais que, comme il voioit que les » sentimens de Sa Majesté Catholique étoient fort différens de ceux des » Cours de la Grande-Bretagne & de France, il étoit nécessaire qu'il atten- » dit de nouveaux ordres avant de livrer ceux qu'il avoit entre les mains: » qu'il prévoioit avec chagrin que les Affaires traineroient encore longtems, » à moins que Sa Majesté Catholique ne voulût contribuer à surmonter les » difficultés que l'on formoit à l'exécution primitive des *Articles Prélimi- » naires*, qu'il croioit assés clairs pour ne laisser aucun doute au sujet de la » restitution des Bâtimens enlevés aux Anglois. » Il répondit ensuite en détail aux difficultés du Marquis de *La Paz*. « L'Article V des *Préliminaires* portant que les *Escadres Angloises* se retireroient des Mers d'Espagne » & des *Indes*, aussitôt que la Cessation des hostilités seroit commencée; il en » suivoit nécessairement que le Siège de Gibraltar devoit être entièrement » levé, puisqu'on ne pouvoit pas dire les hostilités cessées tant qu'une Ar- » mée camperoit devant cette Place avec ses Bâtimens en état de tirer. Ce qui » se passoit actuellement ne pouvoit pas être regardé comme une véritable » Cessation d'Hostilités, mais seulement comme une simple suspension » d'armes *ad interim* dont les Généraux & les Commandans étoient con- » venus de part & d'autre, en attendant que le Gouverneur de la Place eût » reçu des ordres de sa Cour ». L'Ambassadeur ajoutoit « qu'il étoit donc à » présent dans les règles que Sa Majesté Catholique fit connoître par l'entière

Ratification de la Cour de Vienne.

Difficultés de la part de celle de Madrid.

Lettre à ce sujet du Marquis de La Paz à l'Ambassadeur de Hollande.

» levée du Siège de *Gibraltar*, que les hostilités étoient réellement cessées,
 » afin que le Lord *Portmore* & l'Amiral *Wager* pussent renvoyer en *Angle-*
 » terre les Troupes & les Vaisseaux qui n'étoient pas nécessaires au service
 » ordinaire de la Place & du Port ». A l'égard de la restitution des Effets
 & des Bâtimens enlevés aux *Anglois* depuis la rupture, l'Ambassadeur fai-
 soit observer, « qu'elle ne devoit point souffrir de difficulté, puisqu'il
 » étoit dit dans l'*Article V* des *Préliminaires* que les Vaisseaux, qui pour-
 » roient avoir été pris, seroient rendus de bonne foi avec leur Cargaisons; & que
 » cette Clause étoit réciproque ». A l'égard du Vaisseau le *Prince Frédéric*
 appartenant à la *Compagnie du Sud*, le *S. Vander Meer* répondoit au Mar-
 quis de *La Paz*, « que c'étoit un cas particulier, qui ne pouvoit pas être
 » équivoque ni souffrir le moindre retardement, puisqu'il étoit dit dans les
 » *Articles II & III* des *Préliminaires*, que toutes les Possessions & Privilé-
 » ges; tant aux Indes qu'en Espagne, seroient rétablies sur le pied des Trai-
 » tés & Conventions faites avant l'année 1725; & que par le *Traité*
 » de l'*Affiente*, il étoit stipulé, qu'en cas de déclaration de Guerre entre les
 » deux Courones, la *Compagnie du Sud* auroit un an & demi pour retirer
 » ses Effets des Indes & d'Espagne: Que cet *Article* étoit très positif de
 » toute manière; & que ce seroit même, quoiqu'en Guerre déclaré, quel-
 » que chose d'irrégulier que d'arrêter le Vaisseau ou de saisir les Effets de
 » cette Compagnie, qui, selon l'esprit du *Traité*, ne devoit avoir rien de
 » commun avec les hostilités entre les deux Puissances ». L'Ambassadeur
 » concluait de tout ce qui précédoit, « que le Lord *Portmore* & les Ami-
 » raux *Hofier* & *Wager* ne pouvoient pas recevoir de lui les ordres du Roi
 » leur Maître, puisque ses Instructions portoient de ne les leur remettre, qu'a-
 » près qu'on en auroit remis de pareils de la part de Sa *Majesté Catholique*;
 » Qu'il étoit donc obligé d'instruire Sa *Majesté Britannique* & les *Etats Gé-*
 » néraux les Maîtres de ce qui se passoit, afin de savoir leur intention; &
 » qu'en attendant, il ne pouvoit pas répondre de ce que feroient les deux
 » Amiraux & le Lord *Portmore*, qui ne manqueroient pas de se régler sur
 » les ordres qu'ils avoient précédemment reçus ». A l'égard de ce qui de-
 voit se faire dans les Indes, la *Cour d'Espagne* consentoit de donner les
 ordres pour que dans le terme de trois mois, à comter du jour de la Dépê-
 che, on y cessât toutes hostilités & que l'on restituât aux *Anglois* toutes les
 prises qui se trouveroient faites depuis la signature des *Préliminaires*: mais
 elle prétendoit que par les *Préliminaires* même elle n'étoit pas obligée de
 faire rendre ce que l'on avoit pris avant le tems de la signature. L'Ambassa-
 deur opposoit à cette difficulté les termes de l'*Article V* rapportés plus haut,
 après lequel il étoit dit qu'on laisseroit librement revenir les *Gallions*. Il fai-
 soit observer « que c'étoit une condition *sine qua non*, & sans l'exécution de
 » laquelle l'Amiral *Hofier* devoit, autant qu'il le pourroit empêcher le dé-
 » part des *Gallions* ». Il faisoit voir ensuite les inconvéniens qui pouvoient

naître de ce qu'on rencontroit de si grandes difficultés dans l'exécution de simples *Préliminaires*; & « qu'il étoit à craindre que les bonnes intentions » de ceux qui vouloient procurer la Paix de l'*Europe* ne devinssent inutiles ». Il demandoit ensuite « si l'intérêt général de toutes les Puissances n'étoit pas de conserver l'Union & la Paix, & si ce n'étoit pas en particulier celui de l'*Espagne*, de la *France*, de la *Grande-Bretagne* & des *Etats Généraux* de chercher les moyens d'établir en *Europe* un équilibre, qui » mît en sûreté les Droits & les Possessions de chaque Potentat; si ce n'étoit » pas la prompte tenue du *Congrès*, qui pouvoit seul conduire à ce but, & » si Sa *Majesté Catholique* voudroit en retarder l'effet par des délais ». Enfin il finissoit la Lettre par prier le Marquis de *La Paz* de faire attention au *VII Article Préliminaire* par lequel les Puissances contractantes s'engageoient de s'unir pour faire réparer de concert le dommage que leurs Sujets respectifs pourroient avoir souffert par la non exécution des *Préliminaires*. Or, disoit-il, *comme il pourroit arriver, ce qu'à Dieu ne plaise, que le refus de Sa Majesté Catholique meneroit à de nouvelles hostilités, en ce cas-là ce ne seroit pas à l'Angleterre qu'on devoit s'en prendre.*

Il rendit compte aux *Cours de France & d'Angleterre* de ce qui se passoit & leur envoya des Copies de la Lettre, dont on vient de voir l'extrait. On la rendit publique à *Londres* après l'avoir traduite en *Anglois*; & toute la Nation en parut très satisfaite. La *France* n'étant pas plus contente que l'*Angleterre* des délais que l'on apportoit à l'exécution des *Préliminaires*, le Cardinal de *Fleuri* fit voir dans une Lettre, qu'il écrivit au *Roi d'Espagne*, « que les difficultés que l'on faisoit de sa part étoient absolument contraire l'esprit des *Préliminaires* »; ajoutant « que Sa *Majesté Très Chrétienne* » espéroit de la bonne foi & de l'équité de Sa *Majesté Catholique*, qu'elle » ne retarderoit pas plus longtems la conclusion de la Paix ».

Il survint bien-tôt autre chose, qui n'étoit pas moins propre à l'éloigner. Les Propriétaires des Effets embarqués sur la *Flotille*, vouloient, suivant l'usage, compter sur le pied de la Monnoie telle qu'elle étoit au tems de l'embarquement; & les Ministres d'*Espagne* vouloient que ce fut sur le pied de l'augmentation, qui s'étoit faite depuis à la Monnoie; ce qui faisoit pour les Propriétaires une différence de dix pour cent de perte. La *France* & les *Puissances Maritimes* s'opposèrent fortement à cette prétention.

Les *Etats Généraux* en particulier formèrent à ce sujet une Résolution, dans laquelle ils établirent combien ce que l'on demandoit étoit contraire au Droit, à l'ordre du Commerce, aux Règles de la Justice. Cette Résolution fut communiquée à la *Cour de France* par le *S. Pester*, qui la remit en même tems au *S. Walpole* Ambassadeur d'*Angleterre*, afin que les Ministres des trois Puissances pussent agir de concert dans cette Affaire. Tout cela se passa dans le courant de Juillet.

La Cour d'Angleterre reçoit une copie de cette Lettre qu'elle rend publique.
17 Août.

Lettre du Cardinal Fleuri au Roi d'Espagne.
Juin.

Autres difficultés par rapport à la Flotille.
Juillet.

NÉGOCIATIONS.

A N N É E M D C C X X V I I.

Le Roi d'Espagne s'en remet à la décision de l'Empereur.
Août.

L'Empereur écrivit son sentiment au Roi d'Espagne.
Août.

Ratifications échangées, excepté avec l'Espagne.
Juillet.

Ordre de faire la liste des Vaisseaux Anglois pris par les Espagnols.
Août.

Réconciliation du Roi de France & du Roi d'Espagne, dont l'An-

Au commencement d'Août, le Duc de *Bourbonville*, Ambassadeur d'*Espagne* à *Vienne*, reçut des Dépêches du Roi son Maître, par lesquelles il s'en remettoit à la décision de l'*Empereur*, & lui demandoit son avis sur les incidens qui retardoient de sa part la Ratification des *Articles Préliminaires*. On tint à ce sujet quelques Conseils; & les Ambassadeurs de *France* & de *Hollande* furent invités à quelques Conférences, où les prétentions de la *Cour d'Espagne* furent condamnées. Le Prince *Eugène* dressa pourtant un projet d'accommodement, que l'*Empereur* approuva. Dans la Lettre par laquelle il communiquoit ce projet au Roi d'*Espagne*, il ne lui dissimula pas, qu'il étoit d'accord avec les *Alliés d'Hanovre* sur le sens des » *Articles Préliminaires*; & lui conseilla de s'accorder au plutôt avec les » *Anglois*. Ce différent n'empêcha pas le Roi d'*Espagne* de ratifier les *Préliminaires* & d'envoier la Ratification au Duc de *Bourbonville*: mais les *Anglois* refusèrent de faire l'Echange, jusqu'à ce qu'une nouvelle Convention sur les *Articles* contestés en eût assuré l'entière exécution.

Comme rien ne l'empêchoit de la part des autres Puissances Contractantes, les *Ratifications* de l'*Empereur*, du Roi de *France*, du Roi d'*Angleterre* & des *Etats Généraux* avoient été, selon la forme ordinaire, échangées, avant la fin de Juillet, entre les Ministres de chacune de ces Puissances, en vertu de leurs Pleins-Pouvoirs; & la *Cour d'Angleterre* en avoit reçu la Nouvelle le 2 d'Août par un Messager d'Etat dépêché de *Paris* le 30 de Juillet.

Pendant que ces choses se passaient dans les différentes Cours, les Marchands & les Propriétaires des *Navires Anglois*, pris par les *Armateurs Espagnols* depuis le 21 de Février, eurent ordre, pour parvenir à l'exécution de l'*Article V* des *Préliminaires*, de donner une Liste des Noms de ces Navires & de leurs Maîtres, avec un état de leur valeur & de celle de leur Cargaïson; & de marquer en même tems la destination de chacun, en quel endroit il avoit été pris & par qui, dans quel Port on l'avoit conduit. On avoit besoin de ces connoissances pour traiter de la restitution qui s'en devoit faire. Durant le tems que l'on travailloit à cette Liste & que l'*Espagne* persistoit à ne vouloir point lever les difficultés qu'elle apportoit à l'exécution des *Préliminaires*, on répandit en *Angleterre* & dans toute l'*Europe* une *Liste des Vaisseaux Anglois pris par les Espagnols aux Indes Occidentales, depuis la Paix conclue en 1713 jusqu'en 1725*. Le nombre de ces Bâtimens montoit à quarante sept. On publia dans le même tems une Liste des *Nègres* pris par les *Espagnols* dans l'Ile de *La Jamaïque*. Elle en contenoit trois cens trente-deux, que l'on estimoit 151 mille, 65 Liv. Sterling.

Quoique l'Echange des *Ratifications*, dont j'ai parlé plus haut, eût dû calmer les inquiétudes de la *Cour d'Angleterre* au sujet des difficultés du *Conseil d'Espagne*, elles ne laissèrent pas d'être considérablement augmentées

tées, quand on apprit à *Londres* quelques tems après la reconciliation des *Rois de France & d'Espagne*. C'étoit l'effet d'une Lettre du premier au second pour le féliciter sur la naissance de l'Infant Dom *Louis*, né le 25 de Juillet, auquel le *Roi de France* avoit en même tems envoyé le Collier de l'Orde du *Saint Esprit*. Après la lecture de cette Lettre le *Roi d'Espagne* déclara publiquement qu'il étoit reconcilié totalement avec le Roi son Neveu. Les allarmes qu'on en eut en *Angleterre*, furent bien-tôt calmées par une Lettre du Cardinal de *Fleuri*, qui mandoit de la part du Roi son Maître à Sa *Majesté Britannique*, » que la reconciliation ne devoit pas donner le moindre ombrage aux *Alliés*; que Sa » *Majesté Très Chretienne* les assuroit de nouveau qu'elle rempliroit fidèlement ses engagements; que cette reconciliation même étoit ce qui pouvoit le plus contribuer à conduire les choses au but, que l'*Alliance* s'étoit proposé, de rétablir & de maintenir la tranquillité de l'*Europe* ». On se conduisit en conséquence de ces protestations à la *Cour de France*; & sur la Réponse que le Cardinal de *Fleuri* reçut à la Lettre qu'il avoit écrite au *Roi d'Espagne*, il en récrivit une seconde au nom de son Maître, pour représenter à Sa *Majesté Catholique* la Justice des prétentions de la *France*, de l'*Angleterre* & des *Etats Généraux* touchant l'exécution des *Préliminaires*; & pour l'engager à faciliter elle-même, de tout son pouvoir cette exécution, qui ne dépendoit que d'elle. Le *Roi d'Espagne* ne tarda pas à se relâcher au sujet de la levée du Siège de *Gibraltar*: mais il écrivit au Roi son Neveu, » qu'il souhaitoit que l'affaire du Vaisseau le *Prince Frédéric* fut renvoyée au *Congrès*; & que néanmoins il s'en rapporteroit à la médiation du *Roi de France*, à condition que s'il falloit rendre ce Navire aux *Anglois*, Sa *Majesté Très Chretienne* s'emploieroit pour les engager à démolir un Fort, qu'ils avoient bâti sur le Territoire de la *Floride*, à quitter l'Ile de la *Providence* dont ils s'étoient emparés, ainsi que d'une Baie de la Côte de *Campeche*, qui les mètoit à portée de couper beaucoup de Bois de *Campeche* & de *Brezillet*: Qu'il passeroit un expédient à l'égard de la levée du Siège de *Gibraltar*, ainsi qu'à l'égard des Prises faites de part & d'autre par les Vaisseaux de Guerre, à condition que l'Ambassadeur d'*Hollande*, chargé des Ordres de la *Grande-Bretagne* tant pour le Comte de *Portmore*, que pour les Amiraux *Hozier*, & *Wager* leur délivreroit ces Ordres afin qu'ils ne commissent plus aucune Hostilité: Que pour les Prises faites par les Particuliers, elles devoient leur rester, à l'exception de celles, qui se trouveroient faites depuis la Signature des *Préliminaires*, desquelles il avoit ordonné la restitution: Enfin qu'il ne prendroit aucune résolution touchant la distribution des Effets de la Flotille jusqu'à ce que les points ci-dessus eussent été réglés ». Peu de jours après cette Lettre écrite, il consentit, sur les représentations de l'Ambassadeur d'*Hollande*,

gleterre est allarmée.
Août.

Elle est rassurée par une Lettre du Cardinal de *Fleuri*.
Août.

Autre Lettre du Cardinal de *Fleuri* au Roi d'*Espagne*.

qui se relâche au sujet de *Gibraltar*, & demande que le surplus soit renvoyé au Congrès.
Septembre.

Les Conférences Angloises & François réadmis dans les

NÉGOCIATIONS.

A N N É E M D C C X V I I.

Ports d'Espagne.
Septembre.

à la réadmission des *Consuls de France & d'Angleterre* dans tous les Ports de son Royaume; & donna des ordres pour faire actuellement relâcher tous les Bâtimens enlevés depuis le 31 de Mai de cette année. Voilà l'état où cette affaire se trouvoit à la fin de Septembre.

Représentations
du Comte de Rot-
tembourg & de
l'Abbé Mongon
Ministres de
France.
Octobre.

Dans le mois d'Octobre l'Abbé *Mongon* & le Comte de *Rottembourg*, Ministres de *France* à la Cour d'*Espagne*, le premier sous le simple Titre d'Agent, & le second d'Ambassadeur Extraordinaire, avec ordre de ne rien faire que de concert avec l'Ambassadeur d'*Hollande*, représentèrent tant au Conseil, qu'au Roi d'*Espagne*, « Qu'il ne pouvoit se dispenser d'accorder » aux sollicitations de Sa Majesté Très Chrétienne une réponse précise au » sujet des difficultés, qui retardoient l'entière exécution des *Préliminaires*, au » véritable sens desquels les Prétentions de Sa Majesté Catholique étoient » directement contraires : Que Sa Majesté Très Chrétienne pour remplir » avec exactitude les engagemens, qu'elle avoit pris avec ses Alliés, » déclaroit qu'elle ne feroit avec l'*Espagne* aucun échange des *Ratifica-* » tions signées de sa part, & de celle de ses Alliés, & qu'elle n'enverroit » point ses Plénipotentiaires au Congrès, que Sa Majesté Catholique ne les eût » pleinement satisfaits sur tout ce qu'ils lui demandoient : Que si Sa Majesté » Catholique croioit avoir raison de se plaindre des Anglois au sujet de » l'Île de la Providence, du Fort des Côtes de la Floride, & de la Baie » de Campêche; elle devoit porter ses Grièfs au Congrès, où de pareilles » prétentions seroient légitimement traitées : Qu'il ne s'agissoit pour le » présent que de l'exécution des *Préliminaires* de Paix, à quoi Sa Majesté » Catholique s'étoit obligée par sa Signature : Que si la Cour de *Madrid* » s'obstinoit à prétendre que ce qu'elle exigeoit, s'exécutât entièrement » avant la tenue du Congrès, la Grande Bretagne ne seroit pas moins bien » fondée à vouloir, avant tout, la restitution des Vaisseaux Anglois pris » par les Gardes-Côtes Espagnols aux Indes-Occidentales, depuis la Paix » d'*Utrecht*; ce qui causeroit des difficultés sans nombre, qui pourroient » rejeter l'Europe dans les désordres dont on avoit eu dessein de la tirer » par la Signature des *Préliminaires*; d'autant plus que la Grande Bretagne » avoit déclaré qu'elle reprendroit plutôt les armes que de renoncer à ses » Droits ». Ce ne fut que le 20 de Novembre que la Cour de *France*

Offices de la Cour
d'Espagne reje-
tés.

Novembre.

reçut des Dépêches du Comte de *Rottembourg*, qui contenoient la réponse aux représentations qu'il avoit faites, & les conditions auxquelles Sa Majesté Catholique consentoit de relâcher le Vaisseau le *Prince Frédéric*. Elles furent jugées si peu raisonnables, qu'en même tems qu'on les envoioit à La Haie, & qu'on en faisoit part à Londres, on fit savoir au Comte de *Rottembourg* que la Cour d'*Angleterre* ne les accepteroit pas, selon qu'elle s'étoit expliquée avec le Comte de *Broglio*, Ambassadeur de *France* à Londres, des conditions qu'elle vouloit bien accorder pour accélérer la Paix. Enfin le 12 du mois de Décembre, un second Courier apporta la

Nouvelle Con-

nouvelle d'une convention faite entre le Comte de Rottembourg & le Marquis de La Paz. Ils avoient eu le 1 de ce mois une Conférence avec le Comte de Königsegg & le S. Vander Meer, au sujet d'une Dépêche du Comte de Broglie, qui contenoit l'Ultimatum des Anglois. Il avoit été résolu dans cette Conférence, « Que l'on termineroit le différent par » Lettre : Que le Comte de Rottembourg en écrirait une au Marquis de » La Paz, pour exposer les conditions de Sa Majesté Britannique, & que le » Marquis en écrirait une autre au nom du Roi d'Espagne, laquelle outre la » Lettre du Comte de Rottembourg contiendrait la promesse, que Sa » Majesté Catholique feroit, en acceptant les Préliminaires, d'exécuter » les Propositions des Anglois ». C'est ce qui se fit le lendemain par cette Lettre du Marquis de La Paz au Comte de Rottembourg.

tion faite par le
Comte de Rot-
tembourg avec la
Cour d'Espagne.
3 Decembre.

TRES EXCELLENT SEIGNEUR,

*Votre Excellence m'a fait l'honneur, le premier de ce mois, de me char-
ger de faire rapport au Roi de votre Lettre de la tenour suivante.*

Lettre du Mar-
quis de La Paz
au Comte de Rot-
tembourg.

SELOH l'extrait de la Lettre de M. de Broglie du 6 de Novembre écrite à M. le Garde des Sceaux que j'ai eu l'honneur de communiquer à V. E., Nous pouvons, sans attendre le retour de mon Courier, accélérer la levée des difficultés, puisque Sa Majesté Britannique promet de donner sans délai ordre à ses Amiraux Hozier & Vager de se retirer des Mers des Indes & d'ESPAGNE. Il conviendrait clairement & sans difficulté que dès que les Conférences & Négociations du futur CONGRÈS commenceront, les Plénipotentiaires de Sa MAJESTÉ CATHOLIQUE se rassembleront sur le Tapis & discuteront entre les Ministres des Puissances Contractantes, & laisseront décider par les Puissances indifférentes le point, si le Vaisseau le Prince Frédéric est ou n'est pas obligé à indemniser les préjudices qu'a causés son Escadre par le Blocus de Porto-Bello, & par le long séjour que ses Vaisseaux ont fait sur ces Côtes & dans les Mers de l'Amérique, & que Sa MAJESTÉ BRITANNIQUE donnera satisfaction sur ces points, selon qu'il sera réglé dans ledit CONGRÈS, comme aussi sur toutes les Prises faites de part & d'autre, & de toute indemnité des dommages respectivement causés au Commerce réciproque (1) ; aussi-bien que des Conventions, qui pourroient avoir été faites aux Conventions, Traités & Engagemens tant publics que

(1) Ce que l'on vient de lire en Italique, est ce que le Roi d'Espagne voulut que l'on substituât à ces paroles de la Lettre originale du Comte de ROTTEMBOURG : *Et de remettre à la décision du CONGRÈS qu'en cas que le Vaisseau le PRINCE FREDERIC ait fait quelque Commerce de Contrebande, il en sera donné satisfaction, selon ce qui y sera réglé, de même que de toutes les prises de part & d'autre, & indemnification des dommages causés au Commerce réciproque.*

secrets, qui ont précédé l'année 1725, ainsi qu'il est porté par l'*Article second des Préliminaires*.

De mon côté je donne parole, au Nom du Roi mon Maître, en vertu de ses Ordres du 3 & du 10 de Novembre & communiqués en Original à Leurs *Majestés Catholiques*, que cette Discussion à faire au *Congrès* s'exécutera fidèlement; que l'échange des Ratifications se fera sans délai; & que le *Congrès* s'assemblera infailliblement, & le plutôt qu'il sera possible, selon que les Ministres des Puissances Contractantes, qui se trouveront à *Paris*, en conviendront, si Sa *Majesté Catholique* veut donner sa parole Roiale;

I. De lever incessamment le Blocus de *Gibraltar*, en renvoyant les Troupes dans leurs Quartiers, faisant retirer les Canons, combler les Tranchées, détruire les Ouvrages faits à l'occasion de ce Siège, & remettant le tout de part & d'autre conformément au Traité d'*Utrecht* :

II. D'envoier sans retardement des Ordres clairs & précis pour remettre aussitôt le Vaisseau le *Prince-Frédéric* & sa Cargaison entre les mains des Agens de la *Compagnie du Sud*, qui sont à *La Vera-Cruz*, pour le faire passer en *Europe* à leur volonté, après en avoir cependant pris Inventaire authentique de part & d'autre; ce qui ne pourra cependant pas arrêter la délivraison du Vaisseau & de sa Charge; laissant d'ailleurs faire le Commerce aux *Indes* à la *Nation Angloise*, selon qu'il est stipulé, par le *Traité d'Assente* & convenu par les *Articles II & III des Préliminaires* :

III. De faire remettre incessamment les Effets de la Flotille aux Intéressés, comme en tems libre & pleine Paix.

J'attens sur tout ceci la Réponse de V. E. & suis, &c.

ROTTEMBOURG.

En conformité, j'ai rendu au Roi un compte verbal du contenu, & Sa *Majesté*, qui l'a vu avec plaisir, sur la connoissance parfaite qu'elle a de ce que V. E. propose, offre, & assure, comme *Ministre Plénipotentiaire* de Sa *Majesté Très Chretienne*, a bien voulu se résoudre à y consentir, & en convenir en tout & par tout, & en conséquence à donner sa Roiale & positive parole, qu'on lui demande. Sa *Majesté* m'a même commandé expressément, qu'en répondant à V. E., je vous donne cette parole en son Nom Roial, comme je vous la donne en effet, vous promettant une prompte & sincère exécution des trois points. Ainsi V. E. peut écrire au Roi son Maître que Sa *Majesté Catholique* offre d'expédier incessamment ses Ordres Roiaux pour la *Nouvelle-Espagne*, & d'en presser le Voïage avec toute la diligence possible, afin que le Vaisseau le *Prince-Frédéric* avec toute sa Cargaison soit livré aux Agens de la *Compagnie Angloise* du Sud, qui se trouvent à *La Vera-Cruz*, avec pleine liberté de l'emmener & partir, dès qu'il sera en état de retourner

en Angleterre : Permettant de plus un libre Commerce aux Anglois , selon le contenu du Traité d'Assiento & l'énoncé de V. E. ; Outre que Sa Majesté ordonnera aussi de lever entièrement le Siège de Gibraltar , & que le tout s'exécute , comme il est spécifié dans les Ordres de V. E. , & avec les circonstances réciproques , qui y sont marquées ; comme aussi que les Marchandises & Effets de la dernière Flote seront délivrés , conformément à ce qui a été pratiqué dans les tems libres & de pleine Paix , offrant Sa Majesté de donner dès à présent les Ordres nécessaires pour l'exécution de ces deux derniers points , afin que quand l'Amiral Wager aura reçu de Sa Majesté Britannique les Ordres nécessaires , & qu'il se trouvera en état de reprendre la route d'Angleterre avec son Escadre , on mette sans aucun délai en exécution les sûretés , que je donne à V. E. au Nom de S. M. & sur la foi de sa parole Royale & positive ; étant impossible d'imaginer d'assurances plus certaines & d'instrument plus authentique , que la bonne foi & la religieuse fidélité avec laquelle le Roi mon Maître a toujours été jaloux de l'honneur de ses promesses.

L'Affaire demeurant ainsi conclue , sans qu'il puisse naître aucune difficulté , qui empêche l'accomplissement des Préliminaires , le cours du Congrès & l'établissement de la Tranquillité universelle de l'Europe , à laquelle on aspire ; il ne me reste que d'assurer V. E. de mon ardeur à la servir , & que de prier Dieu qu'il vous conserve longues années , &c.

LE MARQUIS DE LA PAZ.

En conséquence de l'Accommodement contenu dans cette Lettre & dans celle du Comte de Rottembourg , le Roi d'Espagne donna ses ordres pour l'entière levée du Siège de Gibraltar , & fit en même tems savoir au Consulat de Cadix , que son bon plaisir étoit qu'on distribuât aux Intéressés les Effets de la Flotille , moyennant un Indult de vingt-cinq pour cent sur l'Argent & les Marchandises : mais lorsqu'on alloit expédier les ordres pour la distribution des Effets , on apprit par différentes Dépêches de Paris qu'on refusoit en Angleterre d'admettre le changement fait à la Lettre du Comte de Rottembourg. Ce Ministre avoit joint à la Lettre du Marquis de La Paz un long Mémoire , qu'il en avoit reçu , contenant les Grieffs des Espagnols contre les Anglois. Ces deux Pièces avoient été communiquées à la Cour d'Angleterre par celle de France. On avoit répondu très au long au Mémoire. La Réponse envoyée à l'Ambassadeur d'Angleterre en France avoit été communiquée au Cardinal de Fleuri , qu'on avoit prié d'insister sur les dernières demandes de Sa Majesté Britannique , & de faire donner ordre au Comte de Rottembourg de demander une Réponse précise , & s'il ne l'obtenoit pas , de se retirer au bout de deux fois vingt-quatre heures. Avant que ces ordres fussent arrivés , il se tint à Madrid de nouvelles Conférences , dont le résultat fut l'Ultimatum du Roi d'Espagne , que le Comte

Ordres du Roi d'Espagne en conséquence de l'Accommodement ,

Auquel l'Angleterre refusa de consentir.

Ultimatum du

Roi d'Espagne. de Rottembourg fit tenir à la Cour de France au commencement de Janvier 1728, & que l'on trouvera dans l'Acte qui sera rapporté plus bas. Cette Cour en ayant fait part à celle d'Angleterre, Sa Majesté Britannique l'approuva dans son entier, & se contenta d'ajouter à la fin quelques mots, pour rendre toutes les obligations, qu'on prendroit par cet Acte, réciproques entre les deux Couronnes. Dans l'Audience que le Comte de Rottembourg eut, le 27 de Fevrier, de la Reine d'Espagne, le Roi n'étant pas en état de vaquer aux affaires, parce qu'il étoit dangereusement malade, la Reine dit à ce Ministre « Que le Roi consentoit au petit changement fait » par Sa Majesté Britannique, & que l'on signeroit la Convention dès que » les Pleins-Pouvoirs seroient arrivés ». Le Comte de Rottembourg reçut effectivement quelques jours après les Pleins-Pouvoirs, tant pour lui que pour les Ministres des Etats Généraux & de la Grande-Bretagne. Ce dernier étoit le S. Keune, Consul Général de la Nation Angloise, qui, dès le mois de Décembre 1727, avoit présenté ses Lettres de Créance & pris Audience de Leurs Majestés Catholiques en qualité de Plénipotentiaire du Roi d'Angleterre. Le Comte de Rottembourg eut au sujet des Pleins-Pouvoirs une longue Conférence avec le Marquis de La Paz, ensuite une autre avec le Comte de Königsegg Ambassadeur de l'Empereur. Tous les Ministres des différentes Puissances intéressées s'étant assemblés, conclurent dans une troisième Conférence, qu'ils signeroient la Convention au Pardo, Maison Royale près de Madrid. C'est ce qui fut exécuté par l'Acte suivant.

Dernière Convention signée de toutes les Puissances.
6 Mars 1728.

COMME il est survenu des difficultés sur l'exécution des Articles Préliminaires, qui furent signés à Paris le 31 Août 1727, & ensuite à Vienne le 13 Juin de la même année par les Ministres respectifs, munis de Pleins-Pouvoirs nécessaires, & que ces difficultés aient été heureusement terminées par la Déclaration du Comte de Rottembourg, faite du consentement de toutes les Parties, & approuvée par elles, laquelle Déclaration de même que son acceptation par Sa Majesté Catholique, telle qu'elle a été exhibée & signée par son Ordre & en son nom par le Marquis de La Paz, sont de la teneur suivante.

D'AUTANT que depuis la signature des Préliminaires, il s'est élevé certaines difficultés entre les Parties Contractantes par rapport à la restitution des Prises, qui ont été faites de part & d'autre, & notamment celle du Vaisseau le Prince-Frédéric & la Cargaison, appartenant à la Compagnie du Sud, saisi & arrêté par les Espagnols à La Vera-Cruz; lesquelles difficultés ont retardé l'exécution des Préliminaires, l'échange des Ratifications avec l'Espagne & l'Ouverture du Congrès, Sa Majesté Britannique pour faciliter autant qu'il lui est possible les choses, & pour lever tous les obstacles qui s'opposent à une Pacification générale, a déclaré & donné sa Parole Royale au Roi Très Chrétien, qu'elle enverroit sans délai des ordres à ses Amiraux Wager & Hoyer, ou à celui qui commanderoit à sa place, de se re-

tirer des Mers des *Indes* & d'*Espagne*, & qu'elle content que l'on discute & décide dans le *Congrès* les Contrebandes & autres sujets de plainte que les *Espagnols* peuvent avoir par rapport au Vaisseau le *Prince-Frédéric*, que toutes les Prétentions respectives de part & d'autre seront produites, débattues & décidées au même *Congrès*, que l'on y discutera & décidera pareillement si les *Prises*, qui ont été faites de part & d'autre en Mer, devront être restituées, & que Sa *Majesté Britannique* se tiendra à ce qui sera réglé sur tout cela.

De mon côté je donne parole au Nom du Roi mon Maître, en vertu des Ordres & des Pleins-Pouvoirs que j'ai reçus pour cet effet, que cette Discussion à faire au *Congrès* s'exécutera fidèlement, que l'échange des *Ratifications* se fera sans délai, & que le *Congrès* s'assemblera infailliblement & le plutôt qu'il sera possible, selon que les Ministres des Parties Contractantes, qui se trouveront à *Paris*, en conviendront, si Sa *Majesté Catholique* veut donner sa parole Royale :

I. De lever incessamment le Blocus de *Gibraltar*, en renvoyant les Troupes dans leurs Quartiers, en faisant retirer le Canon, combler les Tranchées, & détruire les Ouvrages faits à l'occasion de ce Siège ; & en remettant le tout de part & d'autre conformément au *Traité d'Utrecht* :

II. D'envoyer sans retard les Ordres clairs & précis, pour remettre aussi-tôt le *Prince-Frédéric* & sa Cargaison aux Agens de la *Compagnie du Sud*, qui sont à *La Vera-Cruz*, pour qu'à leur volonté ils le fassent passer en *Europe*, & pour remettre le Commerce de la *Nation Angloise* aux *Indes*, selon ce qui est stipulé par le *Traité de l'Assiento*, & convenu par les *Articles II & III* des *Preliminaires* :

III. De faire remettre incessamment les Effets de la *Flotille* aux Intéressés, & ceux des *Gallions*, quand ils reviendront, comme en tems libre & de pleine Paix, conformément à l'*Article V* des *Preliminaires* :

IV. Que Sa *Majesté Catholique* s'engage de la même manière, que Sa *Majesté Britannique* s'y est engagée ci-dessus, à se tenir à tout ce qui sera réglé par la susdite Discussion & Décision du *Congrès* (1).

Donné au *Pardo* ce 4. Mars 1728.

ROTTEMBOURG.

Je soussigné, Marquis de *La Paz*, déclare par Ordre exprès, au Nom

(1) Ce *IV Article* est celui que le Roi d'*Angleterre* fit changer, ainsi qu'on l'a dit plus haut dans l'*Ultimatum* du Roi d'*Espagne* envoyé par le Comte de *Rottembourg* à la *Cour de France*, & communiqué par elle à celle d'*Angleterre*, cet Article étoit couché de cette manière ; *Et enfin que Sa Majesté Catholique s'obligera à s'en tenir à ce qui sera réglé touchant les prises faites de part & d'autre, après la discussion & la décision du Congrès.*

du *Roi Catholique* mon Maître, & en vertu du Plein-Pouvoir que j'en ai reçu, que Sa Majesté, par le desir constant qu'Elle a toujours témoigné de faciliter les Négociations pour une Pacification générale & durable, a résolu d'accepter, comme effectivement Elle admet & accepte la Proposition faite en dernier lieu par le Comte de *Rottembourg*, Plénipotentiaire de Sa *Majesté Très Chrétienne*, selon qu'elle a été inséré ci-dessus. En foi de quoi j'ai signé la présente Déclaration, & j'y ai mis le Sceau de mes Armes. Fait au *Pardo* le 5 Mars 1728.

LE MARQUIS DE LA PAZ,

Nous soussignés Ministres Plénipotentiaires, munis de Pleins-Pouvoirs suffisans pour donner force & vigueur à la Déclaration & Acceptation insérées ci-dessus, avons signé cet Acte Spécial de consentement & confirmation, au Nom & par Ordre de nos Seigneurs & Maîtres, & y avons apposé les Sceaux de nos Armes. Fait au *Pardo* le 6 Mars 1728. KÖNIGSEGG, ROTTEMBOURG, KENNE, LE MARQUIS DE LA PAZ, VANDER MEER.

Comme le Comte de *Königsegg*, n'avoit point de pouvoir spécial de l'Empereur pour la Signature de cet Acte, il ne le signa qu'en s'engageant par un Acte obligatoire séparé de celui-ci, d'exhiber dans trois mois ce Plein-Pouvoir aux Ministres Contractans.

Nouvelles difficultés, qui sont bientôt levées.

Voilà comment cette grande affaire fut enfin terminée. Il survint cependant encore quelques légères difficultés touchant les termes dans lesquelles devoient être conçus les Ordres, que les *Cours d'Espagne* & d'*Angleterre* devoient réciproquement envoyer en *Amérique*. Le S. *Kenne*, qui vouloit s'en tenir à la Lettre de ses Instructions, obtint du *Roi d'Espagne* qu'on s'en rapporteroit à ce sujet à la Décision des Ministres que les Puissances Contractantes avoient à *Paris*. Il s'y tint chés le Baron de *Penterieder*, Plénipotentiaire de l'Empereur, une grande Conférence, où se trouvèrent le Garde des Sceaux, Secrétaire d'Etat aiant le Département des Affaires Etrangères, & les Ministres d'*Espagne*, d'*Angleterre* & d'*Hollande*. Tout fut terminé dans cette Conférence; où l'on dressa les projets des Ordres, qui furent ensuite expédiés par les *Cours d'Espagne* & d'*Angleterre*. Ceux du *Roi d'Espagne*, en date du 28 d'Avril, enjoignirent au Viceroy du *Mexique* « de faire cesser immédiatement après leur » reception toute Hostilité contre les *Anglois*, tant par Terre que par » Mer; d'envoyer des Ordres exprès aux Gouverneurs de son Département d'en faire de même; de faire restituer aux Agens de la Compagnie du Sud le Vaisseau le *Prince-Frédéric* avec toute sa Charge; de » rétablir le Commerce avec les *Anglois*, conformément à ce que le » *Traité de l'Assiento* & les *Articles II & III des Préliminaires* avoient » établi;

« établi ; d'envoier incessamment à Sa *Majesté Catholique* un Inventaire
 « exact de tous les Vaisseaux pris sur cette Nation , avec tous leurs effets ,
 « qu'il feroit garder avec soin jusqu'à ce que cette affaire eut été réglée
 « au prochain *Congrès* ».

Le Siège de *Gibraltar* fut entièrement levé vers la fin de Juin , & les effets de la *Flotille* furent délivrés à peu près dans le même tems aux Conditions rapportées ci-dessus.

A l'égard du *Congrès* , qui devoit s'assembler d'abord à *Aix-la-Chapelle* , on convint que ce seroit à *Cambray* , comme étant plus près de la *Cour de France* , qui devoit faire fonction de Médiatrice. Ensuite le Cardinal de *Fleuri* devant s'y trouver en qualité de premier Plénipotentiaire du *Roi Très Chretien* , on consentit , par considération pour ce Ministre , que le *Congrès* s'assemblât à *Soissons*.

Le plan que j'ai suivi dans cette demi-année paroît assés convenable à des Mémoires : mais comme je suis obligé de me restreindre , & par la nécessité de finir promptement , & pour ne pas excéder les bornes d'un Volume , je me contenterai dans les années suivantes de parler des choses principales , en les rapportant à certains Chefs.

I. EN JANVIER , le S. *Spencer Compton* , Chevalier du *Bain* , Orateur de la Chambre des Communes au dernier Parlement , fut fait Pair de la *Grande-Bretagne* , sous le titre de Baron de *Willmington* dans le Comté de *Suffex*.

Un Navire , allant de *Hambourg* à *Lisbone* , coula à fond en pleine mer : mais le Capitaine se sauva dans la Chaloupe avec une partie de l'Equipage , & vint aborder à *Newcastle*.

Le S. *Wood* , auteur d'un projet de Monnoie de Cuivre , qu'il avoit inutilement tenté d'établir en *Irlande* , obtint des Lettres Patentes pour l'établissement d'une nouvelle Manufacture de Fer , qu'il prétendoit tirer de la Mine du Charbon. Il en présenta plusieurs essais , & promit d'en fournir assés pour que l'on pût se passer du Fer des Etrangers.

En FEVRIER , le S. *Jean Pitt* , Ecuier , Membre du Parlement pour *Camelfort* , fut fait Vice-Amiral , Gouverneur des Iles *Bermudes*.

Le *Roi* fit présent de vingt mille Onces d'Argent pour le service d'Argenterie des Plénipotentiaires de la *Grande Bretagne* au *Congrès de Soissons* ; de sept cens Onoes au jeune Comte de *Malden* , que Leurs Majestés avoient tenu depuis peu sur les Fonts ; & ce qu'il falloit pour faire un service au S. *Arthur Onslow* , Orateur de la *Chambre-Basse*. Il fit aussi présent à l'Abbaie de *Westminster* des belles Orgues , que l'on avoit faites exprès pour son Couronnement.

Le S. *Joseph Gage* , Frère du Vicomte de *Gage* , Seigneur *Irlandois* ,

I.
 AFFAIRES
 DIVERSES.
 Le S. Sp. Comp-
 ton est fait Pair de
 la Grande Breta-
 gne.
 9 Janvier

Naufraga.
 Janvier.

Fer tiré de la
 Mine du Char-
 bon.
 Janvier.

Charge donnée.
 Février.

Présens de vais-
 selle d'argent &c.
 par le Roi.
 Février.

Permission d'en-

I.
AFFAIRES
DIVERSES.
gager des Ingé-
nieurs, &c. pour
l'Espagne.
Février.

ayant obtenu du *Roi d'Espagne* des Lettres Patentes pour travailler aux Mines d'or de ce Roïaume, & pour repêcher les débris des Vaisseaux sur les Côtes d'*Espagne* & des *Indes*, contracta, sous le bon plaisir du *Roi*, des engagements en *Angleterre* avec des Ingénieurs, des Mineurs & des Artisans de différentes sortes, pour l'aider dans ses entreprises.

Naufrage.
Février.

Un Brigantin, chargé de Cuivre & de Tabac pour *Bilbao*, fit naufrage sur les Côtes de *France*, & toute sa charge fut perdue.

Mort du Major
Broudnax.
Février.

Le Major *Robert Broudnax*, mourut dans la cent neuvième année de son âge, ayant conservé jusqu'à la mort sa mémoire & son bon sens. Il avoit été Lieutenant d'Infanterie sous le Règne de *Charles I.*

Proclamation
contre les Vo-
leurs.
11 Mars.

En MARS, le *Roi* fit publier une *Proclamation*, par laquelle il promettoit, outre les récompenses assurées par des Actes de Parlement, cent Livres Sterling à ceux qui feroient arrêter quelqu'un des Voleurs; qui depuis trois mois avoient commis des Vols & des Meutres dans les Rues de *Londres* & de *Westminster*, & sur les grands Chemins à cinq milles à la ronde. Il promettoit aussi le pardon aux Coupables de ces Crimes, qui découvriraient leurs Complices. Il s'agissoit d'une Troupe de trente à quarante Voleurs, armés de Poignards & de Pistolets, qui voloient impunément toutes les nuits dans les endroits les mieux gardés, sans que, pendant trois mois, on eût pu, malgré toutes les recherches que l'on en avoit faites, en découvrir aucun. La Proclamation fut cause que, dans l'espace de quelques jours, il y en eut plusieurs d'arrêtés, & que la sûreté fut bien-tôt rétablie, pour quelque tems, dans les Rues de *Londres* & dans les grands chemins.

Soulevement à
Haversford.
Mars.

La Populace d'*Haversford* dans le Comté de *Pembroke* se souleva sous prétexte d'empêcher la sortie des Grains, & pilla plusieurs Greniers & Magasins. Les Marchands s'y voulurent opposer: mais ils furent très maltraités, & même il y en eut un qui fut très dangereusement blessé.

Les Anglois de
la Caroline, bru-
lent une Ville Es-
pagne.
Mars.

Un Détachement des *Troupes Angloises* de *La Caroline*, composé de cent Blancs & de cent Noirs, alla surprendre la Ville de *Saint Augustin*. Après un Combat où les *Espagnols* eurent trente trois *Indiens* tués avec un plus grand nombre de blessés, les *Anglois* mirent le feu partout dans la Ville, & les *Espagnols* se retirèrent dans le Fort. Ils en firent partir plus de trois cens coups de Canon, qui ne firent aucun mal à leurs Ennemis. Ceux-ci sortirent de la Ville aussi-tôt que le *Commandant Espagnol* leur eut remis des Lettres pour le Gouverneur de *La Caroline*, par lesquelles il lui promettoit satisfaction pour les torts que les Peuples de son Gouvernement avoient soufferts de la part des *Espagnols*.

Gouvernement
donné.
9 Avril.
Mort du S. Sa-
muel Molyneux.
25 Avril.

En AVRIL, le *Roi* fit le Comte de *Londonderry* Gouverneur des *Iles Leeward* ou des *Antilles sous le Vent* en *Amérique*.

Le S. *Samuel Molyneux*, mourut le 25. Il avoit été Secrétaire du *Roi* lorsqu'il étoit *Prince de Galles*; & pour lors ils étoit Membre du Conseil Privé de la *Grande Bretagne* & de celui d'*Irlande*, Commissaire de l'Ami-

A N N É E M D C C X X V I I I.

A F F A I R E S
D I V E R S E S.

rauté d'*Angleterre*, Commis à l'exercice de la Charge de Grand Amiral d'*Irlande*, Député au Parlement pour *Excester*, & Membre de la Société Roiale.

Conformément à la promesse du R o i de réduire les Troupes aussi-tôt que les circonstances le permettoient, il fut réglé de réformer 1941 hommes sur les huit Régimens de Dragons & 2660 sur les onze Régimens d'Infanterie de la *Grande-Bretagne*. Les Compagnies des Régimens de Dragons étoient composées d'un Capitaine, d'un Lieutenant, d'un Cornète, d'un Quartier-Maitre, de trois Sergens, trois Caporaux, deux Tambours, un Hautbois & quarante-neuf Dragons. On devoit d'abord supprimer un Sergent, un Caporal & neuf Dragons; & dès que tout auroit été réglé dans le *Congrès*, qui devoit s'assembler à *Soissons*, on devoit réduire les Régimens de neuf Compagnies à six, enforte qu'ils n'eussent chacun que trois cens neuf hommes effectifs. Dans l'Infanterie, on devoit reformer deux Compagnies par Régiment, & dix hommes de chacune des dix Compagnies, qui seroient conservées. Cette Réforme faisoit pour l'Etat une épargne de 180 mille Liv. Sterling par an.

Réforme dans
les Troupes.
Avril.

Les *Armateurs Espagnols* prirent aux *Anglois* en moins de trois semaines seize Bâtimens Marchands; & comme ces Armateurs se firent voir sur les Côtes de *La Virginie*, le Gouverneur mit sur tous les Navires, qui se trouvoient dans la Province, un *Embargo* qui devoit durer jusqu'au 31 de Mai. Ses soins s'étendirent encore à faire réparer un Vaisseau de Guerre arrivé depuis peu d'*Angleterre* en fort mauvais état, afin qu'il pût escorter les Vaisseaux Marchands jusqu'à ce qu'ils fussent en sureté.

Prises des Espa-
gnols sur les An-
glois.
Avril.

En M A I, le Roi se trouvant à *Newmarket* pour la Course des Chevaux, qui s'y fait tous les ans, & qui fut cette année plus belle qu'on ne l'avoit encore vue, le Chancelier & les Chefs des Colléges de *Cambridge* vinrent le supplier d'honorer leur Université de sa présence. Il s'y rendit le lendemain avec une nombreuse suite de Seigneurs. Il fut reçu par le Duc de *Somerset* Chancelier de l'Université, par le Maire & les Aldermans, & par les Chefs des Colléges. Le Docteur *Bentley*, Recteur du Collége de la Trinité, le complimenta. L'Université lui fit ensuite servir à diner dans ce Collége. On fit après diné la cérémonie de créer deux cens trente-trois Docteurs ou Bacheliers dans les différentes Facultés. On en avoit présenté la Liste au Roi, qui l'avoit approuvée. Il y avoit 50 Docteurs en Théologie, 58 en Médecine; 34 en Droit. Le reste étoit des Maîtres ès Arts & des Bacheliers. Le Roi fit présent à l'Université de 2000 Liv. Sterl., & retourna coucher à *Newmarket*.

Le Roi va visi-
ter l'Université de
Cambridge.
5 6 Mai.

La Reine accompagnée du Duc de *Cumberland* & des Princesses alla voir à *Londres* le Cabinet des Curiosités naturelles du Chevalier *Hans Sloane*, Président de la Société Roiale. Il fit servir à la Reine un magnifique repas; & lui présenta pour le Roi la Garde & la Poignée d'une Epée faite d'une seule Pierre marquée d'Or, & que l'on prétendoit avoir été prise par

La Reine va vi-
siter le Cabinet du
Chevalier Hans
Sloane.
5 Mai.

I.
A F F A I R E S
D I V E R S E S.

A N N É E M D C C X X V I I I.

Alexandre le Grand à Darius. Il fit ensuite présent à la Reine de Bâtons d'Évantaïl, faits à la Chine, qui venoient de la Reine *Elisabeth*; au Duc de Cumberland, d'un assortiment curieux d'Instrumens de Mathématiques; à la Princesse Royale, de plusieurs belles Pierres dont on pouvoit faire des Tabatières; aux autres Princesses, de différens Bijoux propres à les amuser.

Mort du Docteur
Wodward,
6 Mai.

Le Docteur *Jean Wodward*, Professeur en Médecine au Collège de *Gresham* mourut le 6, & le 12 il fut enterré dans l'Eglise de *Westminster*. Par son Testament, il laissoit à l'Université de *Cambridge* une belle Collection de Fossiles & d'autres curiosités, avec une somme considérable pour fonder une Chaire de Philosophie naturelle.

Mort du Vice-
Amiral Hopson,
Mai.

Le Vice-Amiral *Hopson* mourut à *La Jamaïque*; & le Capitaine *Saint-Loe* prit encore le Commandement de cette Escadre malheureuse. Outre les frais immenses de son entretien pendant deux ans, elle coutoit à l'Angleterre 2 Vice-Amiraux, 10 Capitaines, 50 Lieutenans & près de 4000 Soldats, que les maladies avoient enlevés. Quelques jours après la mort du Vice-Amiral *Hopson*, cette Escadre reçut les ordres du Roi pour l'exécution des Articles Préliminaires dans les Indes-Occidentales, & des Duplicata de pareils ordres du Roi d'Espagne pour les Vicerois du Mexique & du Perou, pour le Commandant des Gallions, pour les Gouverneurs & Capitaines Généraux de *Cartagène* & de *Terre ferme*, & pour le Président de *Panama*. Sur quoi le Capitaine *Saint-Loe* prit les mesures nécessaires pour faire cesser les hostilités, & pour rassembler l'Escadre Angloise afin de la reconduire en Angleterre.

Grains venans
des Pais étrangers.
29 Juin, &c.

La récolte des deux années précédentes ayant été mauvaise, la disète des grains étoit fort grande & le pain fort cher en Angleterre. C'étoit la cause des soulèvemens dont on a parlé plus haut. En Juin, neuf Vaisseaux, chargés pour *Bristol* de 9920 Boisseaux de Bled, arrivèrent des Pais Etrangers; ce qui fit un peu diminuer le pain & procura quelque soulagement aux pauvres Ouvriers des environs de *Londres*, qui souffroient beaucoup, parce que depuis un an les Marchands ne faisoient rien faire pour envoyer dehors. La disète des grains avoit obligé de diminuer l'imposition qui se levoit à *Ipswich* sur cette denrée, afin d'encourager les Négocians à faire venir des grains étrangers. En effet pendant ce mois & le suivant, il en vint beaucoup de *Dantzick*, de *Hollande* & de *Flandre*.

Création de Pairs.
Juin.

Le Roi créa Pairs de la Grande-Bretagne, les Chevaliers *Jean Hohart*, sous le titre de Baron de *Bickling* dans le Comté de *Norfolck*; *Jean Monson*, sous celui de Baron de *Burton* dans le Comté de *Lincoln*; *Thomas Wenworth*, sous celui de Baron de *Malton* dans le Comté d'*York*; & *Thomas Cooke*, sous celui de Baron de *Minster-Lowel* dans le Comté d'*Oxford*.

Charges données.
Juin.

Il ôta le Gouvernement de *La Barbade* au Colonel *Worsley*, pour le donner au S. *Edouard Ath*, Commissaire des Colonies & du Commerce; continua le S. *Phenney* dans le Gouvernement des Iles de *Bahama*; nomma

ANNEE MDCCXXVIII.

F.
AFFAIRES
DIVERSES

le Colonel *Philips* à celui de la *Nouvelle Ecosse* & d'*Annapolis-Roiale* ; & fit le Général *Charles Ross*, Général de la Cavalerie en *Ecosse*. Ce dernier étoit Frère du Lord *Ross*, Général de la Cavalerie de la *Grande-Bretagne*, & s'étoit fait estimer à la guerre du tems de la Reine *Anne*.

L'Etat des pertes, faites par les *Marchands Anglois* pendant la durée de la guerre avec l'*Espagne*, fut remis aux Commissaires nommés à ce sujet. Il montoit à 150 mille Liv. St., & l'on devoit l'envoier aux *Plénipotentiaires Anglois* à *Soissons* pour en demander le dédommagement.

Etat des pertes
sur mer.
Juin.

LE Duc de *Parme* reçut chés lui, dans le mois de Juin, le *Prétendant*, avec tous les honneurs, disoit-on, dus au *Roi de la Grande-Bretagne*. On n'en eut pas sitôt reçu la nouvelle à *Londres*, que le *S. Come*, qui depuis sept à huit mois étoit revêtu du Caractère d'Agent du Duc de *Parme* à la *Cour d'Angleterre*, eut ordre de sortir du Roiaume dans deux fois vingt-&-quatre heures. Comme il y avoit plus de trente ans qu'il exerçoit la Banque à *Londres*, il eut permission de rester deux jours de plus pour arranger les affaires. En même tems tous les Ministres d'*Angleterre* dans les différentes Cours eurent ordre de s'abstenir de tout commerce avec ceux de *Parme*. Le *S. Come*, qui s'étoit retiré d'abord à *Bruxelles*, ensuite à *Ostende*, écrivit envain au *Roi* pour en obtenir la permission de revenir à *Londres*, non comme Ministre Public, mais comme Négociant. Près de trois mois se passèrent sans qu'il pût obtenir cette grace, quoique le Duc de *Parme* eût écrit dès le mois de Septembre au Cardinal de *Fleuri* pour s'excuser en quelque sorte. Il disoit dans sa Lettre, « Que Sa Majesté Britannique » avoit été mal informée ; qu'il n'avoit pas rendu les honneurs que l'on » prétendoit au Chevalier de *Saint-George* ; mais que l'aïant invité, comme » proche-Parent, de se trouver aux Fêtes de son Mariage, il avoit eu pour » lui tous les égards qu'il lui devoit en cette qualité ». Cette Lettre remise par le Cardinal aux Plénipotentiaires d'*Angleterre* qui se trouvoient alors à *Paris*, fut envoyée à *Londres* ; le Conseil en fut satisfait, & souhaita seulement que le Duc en écrivît une pareille au *Roi* lui-même. Il fit ce que l'on souhaitoit ; & le *S. Come* reparut au commencement d'Octobre à *Londres* comme Ministre Public.

Différend de la
Cour d'Angleter-
re avec le Duc de
Parme.
21 juillet.

Septembre.

8 Octobre.

EN JUILLET, *Wolff*, Imprimeur d'un Journal composé par un *Jacobite* nommé *Mist*, fut mis trois fois sous la garde d'un Messager d'Etat pour différentes Feuilles de ce Journal, & relâché sous caution. Il fut encore sous la même garde au mois d'Août. Au commencement de Septembre, il y eut un nouvel ordre de l'arrêter pour crime de Haute Trahison, à cause du Journal du 4 de ce mois : mais il avoit pris le parti de s'absenter. *Mist* ne se trouva pas non plus ; & l'on fut quelques jours après qu'il étoit à *Rouen* auprès du Duc de *Warthon*, que l'on soupçonnoit d'être l'Auteur de cette Feuille. C'étoit une Satire allégorique, intitulée : *Relation des Troubles de Perse*, où l'on attaquoit le *sen Roi* sous le nom de *Mirweys*, & le *Roi* ré-

Libelles (éditeurs).
19 r. 21, 35
Juillet.
11 Août.
4 Septembre.

I.
A F F A I R E S
P A R T I C U L I E R E S.

A N N É E M D C C X X V I I I.

- gnant* sous celui d'*Eschereff*; & l'on y représentoit le *Prétendant* sous le nom du Prince *Tachmas*. Le Roi prit cette insulte extrêmement à cœur; & par ses ordres on arrêta, dans l'espace de peu de jours, jusqu'à vingt, tant Imprimeurs que Colporteurs. Quoique, dès le commencement d'Août, on eût fait défense à tous les Commis du Bureau des Ministres & de la Poste générale, sous peine de perdre leurs Emplois, de contresigner aucun Paquet, pour envoier dans les Provinces, des Feuilles du *Journal de Mist* ou du *Craftsman*, on ne laissa pas de découvrir ensuite qu'il s'étoit distribué dans *Londres* & dans tout le Roïaume plus de cinquante mille exemplaires de la Feuille de *Mist* du 4 de Septembre & de celle de *Craftsman* du 24 d'Août. L'Auteur de cette dernière, que l'on croioit aussi le Duc de *Warthon*, avoit lancé des traits injurieux contre les Ministres, & fait des réflexions assés choquantes sur le *Congrès de Soissons*. On continua pendant les mois de Septembre & d'Octobre à mettre dans la Prison de *Newgate* environ trente personnes au sujet de la Feuille de *Mist*; entre autres un Imprimeur d'*Exceter* nommé *Farley*, pour en avoir fait une Edition. Le *Grand Juré de Westminster* s'expliqua deux fois au sujet de cette Feuille. La première, il déclara « que » c'étoit un Libelle faux, infâme, scandaleux, & traître envers la Personne » du Roi, la Famille Roïale & le Gouvernement; tendant à détourner les » Sujets de l'affection qu'ils devoient au Roi; contenant aussi des réflexions » injurieuses aux Ministres de *George I*. » Il requit en même tems la Session générale des *Juges de Paix* du Comté de *Middlesex*, de procéder à la rigueur contre les Auteurs, Imprimeurs ou Colporteurs de ce Libelle. La seconde fois le *Grand Juré de Westminster* déclara la Feuille du 4 de Septembre *Libelle de Haute-Trahison*; & l'affaire fut portée à la *Cour du Banc du Roi*: mais elle ne fut jugée que l'année suivante. La Sentence condamna le nommé *Jean Clark*, Imprimeur de la Feuille du 4 de Septembre, à être mis trois fois au Pilon & à six mois de prison; *Knel*, Compositeur, à deux jours de Pilon & six mois de prison; l'Apprenti de l'Imprimeur, à faire le tour de la Sale de *Westminster* devant les quatre Cours assemblées, avec un Ecriteau, pendant à son chapeau, marquant le sujet de sa condamnation; & puis à passer un mois dans une Maison de correction. La Servante de *Mist* fut condamnée à battre le chanvre pendant six mois dans la Maison de correction, après avoir été fustigée en y entrant. Le jour que cette Sentence fut rendue le *Grand Juré de Westminster* accusa *Farley* de Haute-Trahison pour avoir réimprimé la Feuille dont il s'agissoit: mais son affaire n'eut point de suite, parce que, pendant le voïage que le Roi fit cette année à *Hanovre*, il obtint de la Reine un ordre de *Noli prosequi*. La Sentence rendue contre les autres eut son exécution.
- Le Roi fit le Lord *Newton*, Vicomte de *Lanesboroug* en *Irlande*; le Brigadier *Stern*, Gouverneur de l'Hopital Roïal des Invalides près de *Dublin*, à la place du feu Brigadier *Croyton*; le Brigadier *Honywood*, Gouver-

En Septembre.

17 Août.

Septembre &
Octobre.25 Septembre
25 Août.8 Mars, 30 Mai
1729.

Août. 1729.

28. 30 Mai,
6 Juillet 1729.Création de Pairs
& Charges don-
nées.
Juillet.

ANNEE MDCCXXVII.

L.
AFFAIRES
DIVERSES.

neur du Fort de *Dunganon* en *Irlande* ; le Contre-Amiral *Cavendish*, Vice-Amiral de l'*Escadre Blanche*, à la place du feu Vice-Amiral *Hopson* ; & le Capitaine *Jean Batchen* Contre-Amiral de l'*Escadre Bleue*, à la place du S. *Cavendish*.

La Reine ordonna que l'on mit, à ses dépens, des barrières le long du précipice du côté de la Rivière, sur le grand Chemin de *Kiew* à *Richmont*, pour empêcher les Carosses d'y tomber ; accident arrivé plus d'une fois. Elle donna de plus 500 Liv. St. pour enfermer de Balustrades le Boullingrain de *Richmont* ; & les Habitans firent une Souscription pour y placer la Statue du Roi.

Libéralités de la Reine.
Juillet.

La Reine chargea le Docteur *Harris*, Professeur en Histoire moderne dans l'Université de *Cambridge* de traduire en *Anglois* l'Histoire du Président de *Thou*, dont *Burckley*, premier Imprimeur du Roi, venoit de donner une Edition complète.

Elle fit traduire en Anglois l'Histoire de M. de Thou.
Juillet.

On fit différens Ouvrages pour fortifier de plus en plus *Gibraltar*. On tailla dans le Roc, entre la Ville & la Bateria de *Wils*, un petit chemin, par lequel un homme pouvoit passer sans être découvert. On plaça sur le Rocher cinquante-deux pièces de Canon, & l'on en mit dix-sept de trente-deux livres de Bale à la tête du vieux Mole, qu'on avoit perfectionné.

Nouvelles fortifications à Gibraltar.
Juillet.

On vit, par les Comtes des *Directeurs de la Monnoie de la Tour* remis aux *Commissaires de la Trésorerie*, que depuis 1717 jusqu'à la *Saint Jean* 1728, on avoit frappé 4 millions, 634 mille, 652 Liv. St. en espèces d'or ; 69 mille, 922 Liv. St. en espèces d'argent ; & qu'il y restoit encore à frapper 500 Livres pesant d'or & 200 d'argent.

Comtes de la Monnoie.
Juillet.

Le Capitaine *George Porter* mourut dans ce mois. Il avoit été l'un des Chefs de la Conjuration contre le Roi *Guillaume* : mais il avoit obtenu sa grace avec une pension du Gouvernement, pour avoir déclaré ses Complices & servi de témoin contre eux.

Mort du Capitaine Porter.
Juillet.

Le Lord *Dumbarton*, lequel au mois d'Août de l'année précédente avoit renvoyé sa Commission de Lieutenant Colonel d'Infanterie, embrassa la Religion Catholique, & se retira pour le reste de ses jours dans un Couvent de *Bénédictins* à *Rouen*, où le Duc & la Duchesse de *Wharton* étoient arrivés depuis peu.

Le Lord Dumbarton se fait Catholique.
Juillet.

Il y eut à *Londres* des ordres donnés pour faire le procès à ce dernier, que plusieurs Officiers accusoient d'avoir servi dans les Troupes du Roi d'*Espagne*, ajoutant même qu'ils l'avoient vu monter la tranchée au siège de *Gibraltar*. Trois, entre autres, dont les Dépôts devoient servir contre le Duc à la prochaine Séance du *Parlement*, furent mis sous la garde d'un Messager d'Etat, & depuis transférés au mois de Novembre à la prison de *Gatte-House*.

Procès du Duc de Warthon.
Juillet.

Cent cinquante *Déserteurs François*, venus de *Gibraltar* en *Angleterre*, s'engagèrent pour aller à *La Caroline*, après avoir fait inutilement solliciter leur pardon à la Cour de *France*.

Déserteurs François qui passent à La Caroline.
Juillet.

A N N E E M D C C X X V I I I

L.
A F F A I R E S
P A R T I C U L I E R E S.Poisson extraor-
dinaire pêché en
Angleterre.
Juillet.Brochure Poli-
tique.
Juillet.Le Corps du Vi-
ce-Amiral Hop-
son rapporté en
Angleterre.1. Août.
Arrivée en An-
gleterre d'un En-
voïé de Tripoli.
4 Août.
19.

27.

23 Septembre.

26, 27 Mai
1729.
22 Juin.

On pêcha , entre *Stile-Bridge & Hockenbury* , un gros Poisson d'une espèce inconnue. Il avoit une tête de Taureau , deux pieds d'homme , & trente pieds de longueur.

On distribua dans *Londres* une Brochure de 54 pages in-8°. intitulé : *DISCOURS , où l'on fait voir la nécessité de réduire l'Armée , & l'on prouve que la force naturelle & la sûreté de l'ANGLETERRE consistent dans la Marine.* Cette Pièce , dont l'Auteur ne se fit point connoître , passa pour bien faite & pour bien écrite.

En A O U T , un Vaisseau de Guerre , arrivé de *La Jamaïque* à *Dou- vres* , rapporta le Corps du Vice-Amiral *Hopson*.

Un autre Vaisseau de Guerre , arriva trois jours après de *Port-Mahon* à *Veymouth* ayant à bord un Envoïé de *Tripoli*. Le *S. Jezrael Johnes* , Interprète des *Langues Orientales* , fut choisi pour aller lui faire compagnie & le conduire à *Londres* , où l'on devoit le défraier pendant tout son séjour , le Gouvernement ayant assigné pour cet effet 100 Livres Sterling par mois. Il étoit Neveu du *Dey de Tripoli* , & se nommoit *Cossam Choja*. Sa suite étoit de 22 Persones , & les présens dont on l'avoit chargé pour le Roi consistoient en 12 Chevaux Barbes , un Lion , 8 Gazelles , 16 petites Brebis de *Barbarie* & 2 jeunes Autruches. Quatre Chevaux , le Lion , 5 Gazelles , & 12 Brebis étoient mortes dans la route. Ses Lettres de Créance , qui furent remises au Duc de *Newcastle* , portoient , « Qu'il étoit chargé » de complimenter le Roi sur son avènement à la Couronne , de la part » du *Pacha* , du *Dey* & du *Divan de Tripoli* , comme aussi de renouveler la » Paix ». Vers la fin de Septembre , il fut conduit à *Windsor* , pour y prendre sa première Audiance publique du Roi , dans laquelle il lui présenta de la part de ses Maîtres un *Matelot Anglois* , pris , il y avoit plus de vingt- & - cinq ans , sur un *Vaisseau Vénitien*. C'étoit le seul *Esclave Anglois* qui se fût trouvé dans les états de *Tripoli*. Dans l'Audiance , qu'il eut ensuite de la *Reine* , cette Princesse lui fit plusieurs questions sur les Mœurs & le Gouvernement de son Pais , & fut très contente de ses réponses. Elles étoient d'un homme d'esprit & versé dans les Affaires. Il avoit été trois fois en Ambassade à *Constantinople* & deux fois à *Paris*. Après l'Audiance de la Reine , il fut conduit à celle du Duc de *Cumberland* & des *Princesses*. Les *S^{rs}. Johnes & Dadichi* furent nommés pour renouveler avec lui l'ancien Traité fait avec la Régence de *Tripoli*. Le second de ces Interprètes étoit de *Damas*. Il possédoit très bien les *Langues Orientales* , la *Grèque* , la *Françoise* & l'*Italienne* , & savoit l'*Angloise* assez passablement. Il servit aux Audiances d'Interprète à l'Envoïé qui fit ses Harangues en *Arabe* ; & le *S. Dadichi* les rendit en *François*. *Cossam Hoja* pris ses Audiances de Congé du Roi & de la Reine le 26 de Mai 1729 , & le lendemain du *Prince de Galles* & du reste de la Famille Royale. Il partit de *Londres* le 22 du mois suivant , pour aller s'embarquer à *Portsmouth* sur un Vaisseau de

ANNEE M D C C X V I I I.

I.
AFFAIRES
DIVERSES.

de guerre, qui mit à la voile quelques jours après. Au commencement de l'année on l'avoit introduit dans l'Assemblée de la *Société Royale*, où le Docteur *Desaguliers* avoit fait en sa présence plusieurs Expériences de Chimie. On l'avoit ensuite reçu Membre de cette Société. Je puis bien insérer ici, sans trop m'éloigner du dessein de cet Ouvrage, une Relation très singulière, qu'il avoit tirée d'un *Manuscrit Arabe*, écrit alors depuis environ cinquante ans. Il en fit part au S. *Dadichi*, qui la traduisit en François de cette manière.

20 Janvier 1720

LOUANGE A DIEU SEUL.

COMME un de mes Amis m'a prié de lui marquer par écrit ce que j'ai appris touchant la Ville pétrifiée, je lui dirai ce que j'ai ouï dire à diverses personnes, & particulièrement à un Homme digne de foi, qui a été sur le lieu exprès; savoir, « Que c'est une grande Ville & d'une figure ronde, aiant de » grandes & petites rues, avec un vaste Château superbement bâti: Qu'il » a vu dans cette Ville & aux environs de différens Arbres, mais la plu- » part des Oliviers & des Palmiers, tous de Pierre blanche & de couleur cen- » drée: Qu'il a vu aussi des Hommes exerçans de différens métiers, d'autres » tenant en main des Etoffes, d'autres du Pain, & chacun faisant quelque » chose, jusques là même qu'il a vu des Femmes allaitant des Enfans, d'autres » accouplées à des Hommes, & le tout de Pierre: Qu'il étoit entré dans le » Château par trois Portes différentes, quoiqu'il y en ait d'avantage, où il » a vu un Homme couché sur un Lit de Pierre, & il y avoit à ces Portes des » Gardes tenant en main des Piques & Javelots de Pierre: Enfin qu'il a » vu dans cette admirable Ville différentes sortes d'Animaux, comme des » Chameaux, des Bœufs, des Chevaux, des Anes, des Moutons, des Oiseaux, » le tout de Pierre de la même couleur susmentionnée. Au reste cette Ville » pétrifiée est à deux journées du chemin d'Onguëla, & Onguëla est éloigné » de Tripoli de dix-sept journées de Caravanes vers le Sud-Est ».

Cette Relation, répandue sur la foi de l'Envoïé de Tripoli, trouva peu de croïance en Europe; & notre postérité ne le prendra vraisemblablement que pour une *Fiction Africaine*.

Dans le même mois d'A O U T, un Ouragan très violent, qui dura près de vingt-quatre heures, renversa plusieurs Maisons à *Charles-Town* au Sud de *La Caroline*, & fit échouer dans le Havre 23 Vaisseaux. Il y périt plus de 1500 Barils de Ris avec un nombre considérable de Peaux & beaucoup d'autres Marchandises du País.

Ouragan à La
Caroline.
12 Août.

Le S. *Arthur Onslow*, Orateur des Communes prit Séance le 12, pour la première fois au Conseil-Privé.

Le S. *Arth. On-*
slow est fait Con-
seiller Privé.
12 Août.
Mort du Duc
d'York.
14 Août.

Le 14, entre deux & trois heures du Matin, *Ernest-Auguste de Brunswick-Lunebourg-Hanovre*, Duc d'*York*, Evêque & Prince d'*Osnabrug*, Cheva-
Tome XIV. Partie I.

I.
AFFAIRES
DIVERSES.

lier de l'Ordre de la *Jarretière*, mourut à *Osnabrug* après quelques jours de Maladie, étant âgé de 53 ans, 10 mois & 27 jours. Il étoit né le 17 de Septembre 1674, le dernier des Frères, que le feu Roi *Angleterre*, *George I*, avoit eus. Il avoit été fait *Evêque d'Osnabrug* au commencement de 1718, à la place de *Charles-Joseph*, Prince de *Lorraine*, Archevêque de *Trèves*. Il fut également regretté de ses Sujets, *Protestans & Catholiques*, sur tout à cause de sa bonté, qui ne lui permit jamais de souffrir que l'on exécutât ceux qui n'étoient pas en état de paier les Contributions. Il laissoit par son Testament des Legs considérables à ses Domestiques, & 100 mille Ecus aux Pauvres de ses Etats. Comme l'*Evêché d'Osnabrug* est alternativement possédé par un Prince Catholique & par un Prince Protestant, il eut pour Successeur l'*Electeur de Cologne*. Le Roi d'*Angleterre* apprit la mort du Duc son Oncle le 19 & le 22 la Cour prit le Deuil.

Vaifseau pris
par les Espagnols.
31 Août.

Un Vaifseau Marchand, allant de la *Nouvelle-Torck* à *La Barbade*, fut pris par un Armateur Espagnol de 10 Pièces de Canon & de 45 Hommes d'Equipage. L'Armateur renvoia dans une Chaloupe le Capitaine & sept de ses gens après les avoir dépouillés, & n'emmena que le Contre-Maitre avec un Matelot.

Liste des pertes
fur Mer.
Août.

On fit courir dans *Londres* une Liste des dommages causés sur mer aux Anglois par les Espagnols, dans laquelle on les faisoit monter à trois Millions Sterling.

Offre des Juifs
pour empêcher
qu'un des leurs ne
fut justicié un Sa-
medi.

EN SEPTEMBRE; le Samedi 16, un Juif, nommé *Joseph Hyam*, fut exécuté pour crime à *Kingston*. Les Juifs, observateurs toujours zélés du repos du Sabat, avoient offert 1500 Liv. St. pour que ce Criminel ne fût pas mis à mort un Samedi: mais leur offre avoit été rejetée.

16 Septembre.
Mort du Comte
de Lincoln.
18 Septembre.

Le Comte de *Lincoln* mourut le 18, sur les sept heures du soir à l'âge de 44 ans, dans la Terre de *Weybridge* près de *Hamptoncourt*. Il étoit Trésorier général de la Maison du Roi, Lord Lieutenant & Garde des Rôles du Comté de *Cambridge* & Membre du Conseil d'Etat & Privé. Le Lord *Clinton*, son Fils aîné lui succéda dans ses Biens & dans son Titre. Outre ce Fils, il en avoit un autre âgé de huit ans, & trois Filles. Il avoit eu ces cinq Enfans de *Lucie Pelham*, Sœur du Duc de *Newcastle*. Cette Dame, enceinte & malade quand son Mari mourut, eut au commencement de Novembre qu'elle jouiroit des Appointemens de la Charge de Trésorier Général de la Maison du Roi, qui seroit exercée par le S. *Sloper*, qu'elle fit agréer. Le jeune Comte étoit aussi malade, quand il perdit son Père, & sur le point d'aller à *Naples*, pour y rétablir sa santé. Son Voïage ne fut différé que jusqu'au 29 de Septembre, que, n'étant point encore instruit de la mort son Père, il s'embarqua pour *Calais*, afin de passer ensuite en *Italie*. Le Gouvernement le fit accompagner durant son voïage par un Messager d'Etat; & la Maison fut com-

posée, outre son Gouverneur, d'un Valet de Chambre, de deux Laquais & de deux Servantes. Le Corps du feu Comte fut transporté, le 28 de Septembre, de *Weybridge* au Château de *Horn* dans le Comté de *Lincoln*, pour y être inhumé, de même que trois autres Corps de sa Famille restés jusqu'alors en dépôt à *Londres*.

Le Lord *Darnley*, Seigneur *Irlandois*, mourut à *Epsom*. On transporta son Corps à *Londres* pour l'enterrer dans l'Eglise de *Westminster*; & la Cérémonie s'en fit avec beaucoup de pompe le 6 du mois suivant.

Mort du Lord
Darnley.
23 Septembre.

Une Maladie Epidémique, qui se répandit dans le Comté de *Warwick*, fit mourir un grand nombre de personnes, qui ne furent malades que deux ou trois jours.

Maladie Epidé-
mique.
Septembre.

Le S. *Henri Brown* obtint du Roi le privilège de faire fondre lui seul, pendant un certain nombre d'années, des Canons de Fer & de Bronze de son invention, plus légers, plus courts, de moindre calibre & portant plus loin avec moins de poudre que les Canons ordinaires.

Canons d'une
nouvelle inven-
tion.
Septembre.

On prit à l'embouchure de l'*Humbert* une jeune Balène de 60 pieds de long & de 27 de circonférence.

Balène prise en
Angleterre.
Septembre.

En OCTOBRE, le Gouverneur des *Canaries* obligea tous les Vaisseaux, venant d'*Angleterre*, de faire une quarantaine de 21 jours; & de porter ensuite leurs Marchandises à terre avec leurs propres Chaloupes pour les exposer à l'air pendant douze autres jours. Ces précautions étoient occasionnées ou du moins prétextées par celles que l'on avoit prises en *Europe*, dès le mois de Juin, à l'égard des Vaisseaux venant de quelques Echelles du Levant, où l'on avoit appris que la Peste faisoit du ravage: mais le Gouverneur des *Canaries* n'eut apparemment point d'autres raisons que sa volonté pour mettre en même tems sur toutes les Marchandises d'*Angleterre* une nouvelle imposition de dix & deux cinquièmes pour cent.

On oblige les
Vaisseaux venus
d'Angleterre aux
Canaries de faire
quarantaine, &c.
Octobre.

La Cour du Banc du Roi fit défense à tous les Vendeurs d'Eau-de-vie & d'autres Liqueurs de retirer chés eux pendant la nuit les Mandians & Vagabonds, à peine de punition corporelle. Ces défenses vinrent de ce que les Vols recommençoient à devenir fréquens dans les Rues de *Londres* & de *Westminster*.

Ordres contre
les Mandians &
Vagabonds.
20 Octobre.

: Le Duc de *Riperda*, ci-devant Premier Ministre du Roi d'*Espagne*, arriva à *Londres* le 23, & se logea dans *Brary-Street* chés le Capitaine *Hen*. Le 26 de Mai 1727, s'étant attiré la disgrâce du Roi son Maître, il avoit été renfermé dans le Château de *Ségovie*. Il y fut mettre dans ses intérêts la Servante du Gouverneur, avec un Caporal de la Garnison, qui promirent de l'aider à recouvrer sa liberté. Leur convention fut qu'ils l'accompagneroient dans sa fuite: mais qu'ils resteroient trois jours après son évasion afin de la cacher plus longtems; & qu'il les attendroit dans un Village sur les Frontières de *Portugal*. Ils le firent sauver le 2 de Septembre; & lui procurèrent un Cheval, afin qu'il pût gagner un certain Village, dans

Arrivée du Duc
de Riperda à Lon-
dres.
23 Octobre.

lequel il pourroit prendre une Chaise pour aller à travers du Royaume de Leon à *Miranda de Douro* première Ville de Portugal. Lorsqu'il sortit du Château, le Gouverneur & sa Femme, gens fort âgés, étoient tous deux malades. Il laissa, pour tenir sa place dans son appartement, son Valet de Chambre, auquel la Servante du complot eut soin de porter à manger, comme si c'étoit le Duc lui-même. Il avoit écrit à la Duchesse sa Femme quel jour il se sauveroit, & l'avoit priée d'envoier dans un certain endroit un Domestique de confiance avec la meilleure Mule de *Paço* qu'elle pourroit trouver. Le Caporal & la Servante le joignirent dans le Village dont ils étoient convenus. Le Duc, suivi de ces gens & du Valet envoyé par la Duchesse, se rendit à *Miranda de Douro*, sous l'habit de Marchand. Son évasion ne fut sue qu'au retour de la Chaise. Le Gouverneur du Château de *Segovie*, sa Femme & le Valet de Chambre furent arrêtés par ordre de la Cour, qui fit aussi mettre en prison la Duchesse, & notifier l'évasion du Duc aux Ministres Etrangers, en demandant que, quelque part qu'il se retirât, on l'arrêtât pour le remettre au Roi d'Espagne: mais on ne pouvoit pas faire la même prière à la Cour d'Angleterre, pendant que l'on donnoit retraite en Espagne au Duc d'Ormond, au Duc de Warthon au Lord *Nort & Gray*, ainsi qu'à beaucoup d'autres Partisans du Prétendant. Le Duc de *Riperda*, sous le nom de *Don Manuel de Mendoza*, gagna *Port-à-Port*, où l'on trouve toujours des Vaisseaux Anglois. Il y mit à la voile sur le champ moiennant 130 Guinées qu'il donna, pour qu'on le passât au plutôt en Angleterre: mais il n'y put arriver qu'à la mi-Octobre, les Vents contraires l'ayant obligé de relâcher à *Cork* en Irlande, & d'y faire quelque séjour.

Dètes Nationales
payées.
Octobre.

Le Produit du *Fonds d'Amortissement* pour l'année échue à la *Saint-Michel* 1728, fut si considérable, qu'avant la fin de ce mois d'Octobre, on avoit payé sur les *Dètes Nationales* contractées avant le 25 de Décembre 1716, un million, 393 mille, 911 Liv. St., 15 Sh., 11 D.; savoir 328 mille 506 Liv. St., 15 Sh., 11 D. pour les Dètes de l'Armée, & 65 mille, 393 Liv. St. à la *Compagnie du Sud*; & qu'il restoit encore à l'*Echiquier* des sommes considérables, que l'on reserva pour être, avec ce qui seroit échu depuis la *Saint-Michel*, employé de la manière qui seroit ordonné dans la prochaine Séance du *Parlement*.

Vole commis
dans Londres &
aux environs, &c.
25 Novembre,
&c.

En NOVEMBRE, un Gentilhomme sortant de la Comédie de *Lincoln's-Infeld*, fut attaqué par trois Voleurs & tué d'un coup de Pistolet, parce qu'il ne donnoit pas la Bourse assez promptement. Le *S. Denet*, Juge de Paix s'en allant dans son Carosse à *Wolkamson*, fut arrêté par un Voleur, qui le laissa d'abord aller, après avoir reçu quelques Shellings & deux ou trois Bagues; mais qui revint bien-tôt après, & qui, lui disant qu'il n'avoit plus d'argent sur lui, se mit à le fouiller. Le *S. Denet* prit son tems; & secondé de son Cocher, il saisit le Voleur, le lia derrière son Carosse, & le conduisit à

ANNEE M.D.C.C.X.V.II.

L.
AFFAIRES
DIVERSES.

La Prison de *Cholinford* dans le Comté d'*Essex*. Les précautions, que l'on avoit prises contre les Voleurs & dont on a parlé plus haut, ne les avoient retenus que pendant fort peu de tems. Avant que les deux faits, dont il s'agit, fussent arrivés, ils avoient recommencé de voler dans les Rues de *Londres* & de *Westminster* & dans les environs avec tant de hardiesse & si fréquemment, qu'il n'étoit pas sûr de sortir après une certaine heure. Le Roi, voulant arrêter ce brigandage, fit écrire par le Vicomte de *Townshend* au Président de la Séance des Juges de Paix à *Westminster* une Lettre, qui fut lue en pleine Cour & dont on ordonna l'impression. Elle portoit en substance, « que Sa Majesté étant informée qu'on imputoit principalement au retour des Malfaiteurs, qu'on avoit ci-devant transportés dans les Colonies, les Vols fréquens qui se commettoient depuis quelque tems dans les Rues de *Londres* & de *Westminster* & dans les environs, Elle avoit ordonné que la Trésorerie payât 40 Liv. St. pour chaque Malfaiteur qui seroit pris; & fait supprimer certains Cabarets & Boutiques d'Eau-de-Vie où les Voleurs faisoient leur retraite pendant la nuit »; Sur ce que, vers la fin d'Octobre, il avoit été remontré que les Connétables & les autres Officiers des Paroisses rencontroient beaucoup d'obstacles à s'acquiescer du devoir de leurs Charges, à cause des Procès intentés par les gens qui favorisoient les Voleurs, à ceux qui métoient en exécution les Ordres des Magistrats, le Roi fit écrire par le Lord *Townshend* une autre Lettre aux Juges de Paix de la Ville de *Westminster*, pour leur faire savoir, « Qu'outre les récompenses qu'il avoit promises à ceux qui découvriraient & feroient arrêter les Voleurs, il feroit encore tous les frais des Procès frivoles & & malfondés, que l'on pourroit intenter aux Officiers des Paroisses, qui feroient leur devoir ». Ces Nouvelles mesures n'arrêtèrent pas le cours du mal. Les Meurtres & les Vols continuèrent encore presque tous les jours pendant quelques mois.

Le 23, le Roi, par un Brevet signé de sa main & daté du Palais de *Saint James*, de concert avec la Reine de *Prusse* sa Sœur, fit don de la Terre & Seigneurie d'*Olebreuse*, située en *France* dans le País d'*Annis*, au S. *Alexandre Prévôt de Gagemont*, ancien Capitaine au Régiment d'*Orléans* Dragons & Chevalier de l'Ordre Royal & Militaire de *Saint Louis*. La Reine de *Prusse* fit de son côté ce don par un pareil Brevet signé de sa main à *Berlin* le 14 de Décembre suivant. Cette Terre leur appartenoit comme Héritiers d'*Eléonor d'Esmeirs* Duchesse de *Brunswick-Lunebourg* leur Aieule maternelle. Sur le vu de ces deux Brevets, le Roi de *France*, par ses Lettres Patentes du 6 d'Octobre 1729, permit au S. *Prévôt de Gagemont*, aiant l'honneur d'appartenir à titre de Cousin à la feu Duchesse de *Brunswick-Lunebourg*, de se mettre en possession de la Terre & Seigneurie d'*Olebreuse*, que Sa Majesté Britannique & la Reine de *Prusse*, avoient bien voulu remettre à la Famille de cette Princesse. Elle étoit Fille d'*Alexan-*

Don du Roi
d'Angleterre &
de la Reine de
Prusse à un Gen-
tilhomme Fran-
çois leur Parent.
23 Octobre.

I.
AFFAIRES
DIVERSES.

ANNÉE MDCCXXVIII.

dre d'Esmeirs Seigneur d'Olebreuse. Le Père du Roi George I l'avoit épousée par inclination & l'avoit fait Dame de Harbourg. L'Empereur la créa dans la suite Princesse de l'Empire. Elle étoit morte le 16 de Février 1722.

Charge donnée.
Octobre.
Nouvelle Colo-
nie à Tabago.
Octobre.

Le Roi fit le Capitaine *Wodes Rogers*, Gouverneur de *Bahama*. Il permit par une Patente au Duc de *Montague* d'établir une Colonie dans l'Isle de *Tabago*, dont il le fit en même tems Seigneur Propriétaire & Vice-Amiral. Cette Ile, l'une des *Caraïbes* & des plus fertiles de l'*Amérique*, n'a que trois milles de long & deux de large. Elle n'est éloignée que de six lieues de *Panama*; ce qui la rend très utile au Commerce, que l'on fait avec les *Espagnols* de ce côté-là.

Mort du Duc
de Gordon.
3 Décembre.

En DÉCEMBRE, le Duc de *Gordon* Pair d'*Ecosse*, & Catholique, mourut dans son Château de *Gordon* en *Ecosse*. Il avoit épousé la Fille du Comte de *Peterborough*. Le Marquis de *Hunsley*, l'ainé de onze Enfans qui lui survécurent, lequel n'avoit pas 12 ans, lui succéda dans ses Biens & dans son Titre.

Le Prince de
Galles arrive à
Londres.
15 Décembre.

Le 15, le Prince de *Galles* arriva d'*Hanovre* à *Londres*. Vers la fin du mois de Novembre, le Marquis de *La Forêt* Chambellan du Roi, & le Colonel de *Launay* Major de les Gardes du Corps d'*Hanovre*, étoient partis d'*Angleterre* pour aller chercher le Prince. Les premiers jours de Décembre, deux Yachts avoient mis à la voile pour *Hollande*, afin de l'y prendre & de le conduire en *Angleterre*, sous l'escorte de quelques Vaisseaux de guerre; & deux Détachemens des Gardes Bleues s'étoient rendus à *Margate* & à *Harwick*, pour faire le service auprès de lui. Le Marquis de *La Forêt* & le Colonel de *Launay* arrivèrent à *Hanovre* le 3 de Décembre sur les dix heures du soir, dans le tems que le Prince de *Galles* étoit au Bal. Ils le firent avertir sur le champ que deux Gentilshommes, qui venoient d'*Angleterre* souhaitoient de lui faire leur Cour & qu'ils étoient porteurs de bonnes nouvelles. Le Prince, sous prétexte d'aller changer d'habit de Masque, se rendit aussi-tôt à la chambre où l'attendoient ces Messieurs, qui lui remirent une Lettre écrite de la main du Roi. Dès qu'il en eût fait la lecture, il rentra dans le Bal; mais bien-tôt après il en sortit pour prendre les mesures convenables à son voyage. Comme on le vouloit emmener *incognito*, les ordres du Roi ne furent communiqués qu'à ceux dont on avoit besoin & dont on connoissoit la discrétion. Le lendemain le Prince alla, comme s'il n'eût eu qu'à jouir des divertissemens de la saison, au Bal, que le Comte de *La Lippe-Bukenbourg* lui donnoit. Il le quitta sur les quatre heures du matin, & sortit de la Ville, accompagné du Marquis de *La Forêt* & du Colonel de *Launay*, de deux Valets de Chambre & d'un Valet de pied, le Gouverneur aiant ordre de tenir les portes fermées jusqu'à midi. Sept jours après ils arrivèrent à *Hellevoest-Sluis*, & n'y trouvant point les Vaisseaux qui devoient venir prendre le Prince, & qui n'avoient pas pu s'y rendre allés tôt, ils s'embarquèrent à bord d'un Paquebot. Dès

11.

14.

A N N É E M D C C X X V I I I

I.
AFFAIRES
DIVERSES.
Arrivée du Prin-
ce de Galles en
Angleterre.

qu'ils eurent pris terre à *Harwick*, le Prince en partit sur le champ dans un Carosse à huit chevaux pour aller coucher à *Colchester*. Il alla le lendemain matin dans le même Equipage à *Withe-Chappel*. Il y prit un Carosse de louage qui le descendit à *Charins - Cross*. Ensuite il se fit porter en Chaise au Palais de *Saint-James*; & dès qu'il y fut arrivé, sur les sept heures du soir, il fut conduit par un escalier derobé dans l'Appartement de la Reine, où le Roi, le Duc de *Cumberland*, & les Princesses se trouvèrent. Il se jeta d'abord aux pieds du Roi son Père & lui baïsa la main. Leurs Majestés l'embrasèrent avec beaucoup de tendresse, sur tout la Reine, qui ne l'avoit pas vu depuis quatorze ans. Ensuite, après avoir satisfait aux questions du Roi touchant son voyage & sa santé, le Prince lui dit; *SIRE, je reus de très humbles actions de graces à Votre Majesté des ordres, qu'elle m'a donnés de me rendre auprès de Votre Personne Royale; Bonheur après lequel je soupirois avec tant d'ardeur & depuis si longtems. Je vous assure que je me comporterai toujours comme le doit faire le Fils le plus soumis à l'égard d'un tendre Père; & comme je suis le premier sujet du Royaume, je ne manquerai jamais de donner à Votre Peuple, depuis le premier jusqu'au dernier des Membres qui le composent, un parfait modèle de la soumission & de la fidélité qu'ils doivent à leur Souverain.* Dès que le bruit de son arrivée fut répandu dans *Londres*, on sonna les cloches & l'on fit des illuminations par toute la Ville. Le lendemain, il y eut une nombreuse Cour au Palais de *Saint James*, pour complimenter le Prince. Le Lord *Malpas* eut l'honneur de lui baiser la main en qualité de son Grand-Ecuier, de même que le Marquis de *Caernarvon*, le Lord *Jaques Cavendish*, le Lord *Ashburnham*, les Colonels *Schutz & Townshend*, & le S. *Lumley*; les trois premiers comme Gentilshommes de la Chambre, & les trois autres comme Gentilshommes de la Chambre du Lit. Il se promena le même jour pendant plus de deux heures dans le Parc de *Saint-James* avec les deux Princesses aînées. Six Hallebardiers, un Garde du Corps à cheval, & six Gardes à pied furent commandés pour faire le service dans son Appartement. Pendant quelques jours, pour satisfaire la curiosité du Peuple, il continua de se faire voir, soit en se promenant à cheval dans *Hyde-Parc* ou dans le Parc de *Saint-James*, soit en allant à la Comédie. Le 19, il mangea pour la première fois en public avec le Roi, la Reine, & les deux Princesses aînées dans la grande Salle du Bal, où le concours du monde fut prodigieux. Il reçut pendant quelques jours les complimens des différens Corps. Dès le 18, le Lord Maire & la Cour des Aldermans avoient eu l'honneur de le féliciter sur son arrivée, & de lui dire par la bouche du Baron *Thompson*, Orateur de la Ville:

16.

19 Décembre.

18.

AVEC LA PERMISSION DE VOTRE ALTESSE ROIALE,

Le Lord Maire & la Cour des Aldermans de la Cité de *Londres* deman-

L.
AFFAIRES
PARTICULIÈRES.
Arrivée du Prince
de Galles en
Angleterre.

ANNEE MDCCXXVIII

dent très humblement à Votre Altesse Roïale la permission de la féliciter sur son heureuse arrivée dans la Grande-Bretagne. Ils sont si sensibles aux grandes Bénédictions, dont ils ont joui depuis l'avènement du Roi votre Aïeul à la Couronne de ces Roïaumes, & sous la protection du Très Gracieux Souverain qui les gouverne à présent, qu'ils ne peuvent voir Votre Altesse Roïale qu'avec la plus grande satisfaction. Il étoit impossible qu'ils ne fussent pas informés des charmantes Qualités de Votre Esprit, & de ces grands Talens, par lesquels Votre Altesse Roïale s'est toujours distinguée, même dès sa plus tendre jeunesse. Ils ne peuvent donc témoigner assés qu'elle est leur joie, quand ils considèrent que Votre Altesse Roïale aura désormais l'avantage d'être témoin des Vertus Roïales de ses illustres Parens. Vous aurez de fréquentes occasions de vous appercevoir de la vigilance, des soins, des tendres égards & des efforts infatigables du Roi pour le salut de son Peuple. Vous verrez les aimables qualités de Sa Majesté, notre Très Gracieuse Reine. Vous verrez que l'avancement de la piété, l'encouragement de la vertu, l'accroissement de tout ce qui véritablement est bon & louable, font son unique étude. De si grands exemples ne peuvent manquer d'affermir Vos Inclinations vertueuses, & de vous guider dans le chemin de la véritable gloire. Ces considérations nous font découvrir dans la plus agréable perspective la continuation de notre bonheur présent. Comme ces très fidèles Sujets du Roi, portés par les raisons les plus fortes à prier pour la longue vie & la santé de Sa Majesté, sont bien persuadés que c'est aussi ce que Votre Altesse Roïale desire le plus, ils demandent la permission de Vous assurer de leur plus cordiale affection & de leurs vœux sincères pour le bien & la prospérité de Votre Altesse Roïale.

Il est compli-
menté par la So-
ciété Roïale.
29 Décembre.

Le 29 au matin, les Députés de la Société Roïale vinent saluer le Prince ; & le Chevalier Hans Sloane lui dit : La Société Roïale de Londres, instituée pour les Recherches de Physique & pour perfectionner les Arts utiles à la Société Civile, prend la liberté de marquer à Votre Altesse Roïale la joie & la satisfaction, qu'elle ressent de votre heureuse arrivée en Angleterre. Votre Altesse Roïale n'ignore pas le progrès, qu'on a fait dans la connoissance de la Nature par le moïen des Expériences. C'est par là que l'Astronomie, la Géographie & la Navigation ont reçu de nouvelles lumières, & que l'on voit fleurir l'Agriculture, le Jardinage, le Commerce & les Manufactures. La Sageffe infinie & la Toute-Puissance de Dieu, Auteur de la Nature, dans la création & dans la conservation de l'Univers, ont été surtout expliquées & démontrées, sous les Auspices des Rois Vos Ancêtres, par les soins & l'application de plusieurs Membres, autrefois l'ornement de cette Société. La réputation, le savoir & les talens d'un grand nombre de ceux qui la composent à présent, nous donnent lieu d'espérer avec confiance que sous la Protection du Roi & de la Reine, & sous les heureuses influences d'un Prince doué de tant de belles qualités, elle poussera plus loin ses recherches & ses découvertes, & qu'elle pourra parvenir au but de son institution. Dans cette vue nous supplions très

ANNEE MDCCXXVIII.

très humblement Votre Altesse Roiale de nous faire l'honneur d'inscrire Votre Nom sur le Registre de nos Chartes & de nos Statuts, comme une marque de la bienveillance de Votre Altesse Roiale, & de l'intérêt qu'elle prend à la nécessité de nos recherches. Le Prince consentit à cette demande, & sur le champ il écrivit son nom dans le Registre que les Députés lui présentèrent.

L'après midi du même jour il y eut au Palais de Saint-James un grand Conseil, où le Roi le fit appeler. En entrant, il se mit à genoux aux pieds du Roi, dont il baïsa la main, & qui lui commanda de s'asseoir sur une Chaise à sa droite. Les Lettres par lesquelles il étoit créé Prince de Galles & Duc de Chester, furent scellées du Grand Sceau, le 20 de Janvier suivant, & les Evêques eurent ordre de le faire nommer dans les Prières publiques. Le lendemain le Chancelier lui remit ses Lettres avec un ordre par écrit d'assister, comme Prince de Galles à la prochaine Séance du Parlement, mais on remit au 30 à publier avec les Cérémonies accoutumées ses Lettres Patentées de Prince de Galles.

Le Capitaine Row, muni d'un Privilège exclusif de faire, jusqu'à la fin de cette année, pêcher dans les Mers de la Grande-Bretagne les débris de naufrage, ramena, dans ce mois, deux canons de fonte d'un Vaisseau de la Flote Espagnole, surnommée l'Invincible, que Philippe II avoit envoyée du tems d'Elisabeth pour envahir l'Angleterre. Ce Vaisseau s'étoit brisé contre des Rochers de la Côte Occidentale d'Ecosse.

Plusieurs Persones furent arrêtées & mises dans une Maison de correction pour avoir débité publiquement & crié dans les rues de Londres un Ecrit satirique, intitulé: Le Congrès de Norfolk, dans lequel on tournoit en ridicule les mesures, qui se prenoient pour assurer une Paix générale par les Négociations du Congrès de Soissons, dont l'ouverture s'étoit faite le 14 de Juin.

On prit à Falmouth, d'un seul coup de filet, quatre mille barriques de Sardines. Les Pêcheurs passèrent quatre jours à les tirer de leurs Filets.

Comme le froid étoit fort grand, le Roi, la Reine & plusieurs Seigneurs; à leur exemple, firent distribuer aux Pauvres des sommes considérables pour leur procurer du soulagement.

On fit dans Londres, par ordre de la Cour, une Quête pour ceux des Habitans de Coppenhague, que le dernier incendie avoit ruinés.

Une des Ailes de l'Hopital de Greenwich nouvellement bâtie, se trouvant en état d'être habitée, on y plaça 700 hommes aiant à leur tête un Gouverneur, un Lieutenant-Gouverneur, deux Capitaines & quatre Lieutenans.

Des Armateurs Espagnols s'emparèrent à la vue de la Nouvelle Angleterre de six Vaisseaux Anglois & d'une Chaloupe, sous prétexte de contrebande. Un autre Armateur Espagnol prit un autre Vaisseau, qui faisoit voile de La Jamaïque à la Nouvelle York, & le conduisit à La Havane.

Tome XIV. Partie I.

Q

L
AFFAIRES
DIVERSES.
ARRIVÉE DU
PRINCE DE
GALLES.

Ses Lettres de
Prince de Galles
scellées & pu-
bliées.
20, 30 Janvier.

Débris de la
Flote invincible
de Philippe II re-
pêchés.
21 Décembre.

Ecrit Satirique
contre le Congrès
de Soissons.
Décembre.

Pêche extraor-
dinaire.
Décembre.
Charité de la
Cour.
Décembre.

Quête pour Cop-
penhague.
Décembre.
Partie du Bâti-
ment de Green-
wich achevé.
Décembre.

Prises faites par
les Espagnols.
Décembre.

II.
MARINE.

ANNEE M D C C X V I I I.

Vaisseau de guerre
actuellement
en Mer.
Avril.Vaisseaux mis
en Commission.
21 Janvier.
26 Janvier.

Mars.

30 Juillet.
29. 30 Juillet.
3 Août.25 Août.
Novembre.
Précautions con-
tre les Corsaires
de Salé.

30 Juillet

II. PAR l'Etat de la Flote du Roi que les *Commissaires de l'Amirauté* rendirent public au commencement d'AVRIL, il parut qu'il y avoit alors en *Amérique* & vers les Côtes d'*Espagne* 7 Vaisseaux du premier rang, 23 du second, 38 du troisième, 64 du quatrième, 27 du cinquième, 27 du sixième, 3 Brûlots, 2 Galiotes à Bombes, 12 Yachts, 14 Chaloupes, 14 Heus, & 8 Ourques. Ce qui faisoit en tout 229 Bâtimens: Pendant le cours de cette année, l'*Amirauté* mit en Commission 40 Vaisseaux de Guerre; dont, en JANVIER, 7 de 40 Pièces de Canon & de 280 Hommes; 2 Frégates de 20 Canons & de 80 Hommes; 2 Chaloupes l'une de 16 Canons & de 80 Hommes; l'autre de 10 Canons & de 60 Hommes & 2 Vaisseaux de 30 Canons. En MARS, 1 Vaisseau de 20 Canons de 80 Hommes: en JUILLET, 1 de 60 Canons; 1 de 50; 5 de 40 Canons, dont 2 d'abord & 3 ensuite: en AOUT, 1 de 80 Canons & de 520 Hommes; 4 de 70 Canons & de 440 Hommes; 7 de 50 Canons & de 280 Hommes; 2 de 20 Canons & de 215 Hommes dont un avec les précédens, & l'autre ensuite: en NOVEMBRE, 3 de 40 Canons. Les Vaisseaux mis en Commission dans le mois de Juillet furent destinés pour aller sur les Côtes de *Barbarie* protéger le Commerce & la Navigation contre les *Corsaires de Salé*. L'on ne voulut d'abord en envoyer que deux: mais quelques jours après on y joignit les autres, pour former une Escadre sous les ordres du Contre-Amiral *Cavendish*. Un Vaisseau revenu depuis peu dans la *Tamise*, avoit apporté des Lettres du S. *Morgan* Vice-Consul & Agent du Roi à *Fex* & à *Maroc*, qui mandoit, « Qu'un » *Corsaire* de 18 Canons & de 170 Hommes d'Equipage étoit parti de » *Salé*, sous le Commandement d'un Capitaine, dont le Navire, dans la der- » nière Guerre contre les *Maures* avoit été coulé à fond, par le S. *Cornouaille* » Chef d'Escadre *Anglois*: Que ce *Corsaire* avoit ordre de courir sur tous » les Vaisseaux qu'il rencontreroit de quelque Nation qu'ils fussent, & » particulièrement sur les *Anglois*: Que deux autres Vaisseaux *Corsaires* » étoient prêts à mettre à la voile avec de semblables Commissions; & » que le Gouverneur de *Salé* même avoit déclaré que le dernier Traité » de Paix entre l'*Angleterre* & le feu Roi de *Maroc* ne devoit plus être » observé, puisque ce Prince étoit mort ». Ce fut sur ces Nouvelles que l'*Amirauté* prit les mesures, que l'on vient de voir. D'autre part les Marchands, qui négocioient en *Portugal*, en *Espagne* & dans la *Méditerranée*, leur présentèrent une Requête pour les prier de protéger leur Commerce. Ils répondirent, « Qu'il y avoit déjà des ordres envoyés » aux Vaisseaux de guerre, qui croisoient depuis l'Île de *Minorque* jusqu'à » *Lisbone*, d'observer les *Corsaires*, & de leur courir sus aux premières » hostilités, qu'ils commétroient contre la Nation *Angloise*: Que des trois » Vaisseaux destinés pour aller croiser sur les Côtes de *Barbarie*, on en

« équipoit deux actuellement, & que dans quinze jours le troisième seroit
 « en état d'escorter tous les Bâtimens Marchands, qui mètroient à la
 « voile pour les Côtes de *Portugal* & d'*Espagne*; & que s'il étoit nécessaire,
 « le Roi feroit armer une Escadre pour la sûreté de la Navigation dans
 « ces Mers ». Quelques jours après, ils firent encore dire aux Marchands,
 « Qu'un Vaisseau de guerre, prêt à mettre à la voile à *Spithead*, avoit
 « ordre d'escorter tous les Bâtimens chargés pour *Lisbone* & pour *Gibraltar*,
 « & de ramener en *Angleterre* tous ceux qui seroient à *Cadix*, à *Lisbone*
 « & dans les autres Ports d'*Espagne* & de *Portugal*; mais qu'il ne pour-
 « roit demeurer que sept jours dans chacun de ces Ports ». Le Contre-
 Amiral *Cavendish*, mit à la voile, vers la fin d'Août, un des Vaisseaux
 de son Escadre portant les présens envoyés au nouvel Empereur de *Maroc*
 par le Roi. Ces présens consistoient en cinq Bales de Drap fin, une
 Caisse de Thé, deux Tonneaux de Sucre, une Caisse de Brocard de
 Soie & de Tapis d'Or & d'Argent, une de Damas, une de Toile d'*Hollande*
 & de *Cambrai*, deux Arquebuses à Vent, une Berline, un Horloge à
 Carillon, une Boîte remplie de Montres d'Or, une Caisse de Porcelaines,
 une de Thermomètres & deux pleines d'Armes à feu. Des Vaisseaux, mis
 en Commission au mois de Janvier, un fut chargé de convoier les Vaisseaux
 de la *Compagnie d'Afrique*. Des 16 du mois d'Août, un de 20 Canons
 fut joint à l'Escadre du Contre-Amiral *Cavendish*; un autre aussi de 20
 Canons eut ordre de croiser dans la *Manche*; & les 14 autres furent destinés
 à servir de Gardes Côtes, & devoient se tenir à *Chatam*, à *Portsmouth* &
 à *Plymouth*. En JANVIER, il partit six Vaisseaux de Guerre chargés
 de Canons & de Munitions pour *Gibraltar*. Il en partit en MAI cinq
 autres de *Spithead* pour *La Jamaïque*, 1 de 50 Canons, 3 de 40 & le
 cinquième de 8 Canons. Ils alloient renforcer l'Escadre d'*Amérique*, qui
 se trouvoit très affoiblie. En SEPTEMBRE, sur les difficultés qui se rencon-
 troient dans les Négociations du Congrès de *Soissons*, les Commissaires de
 l'Amirauté donnèrent divers ordres pour un Armement sur Mer; & les
 préparatifs s'en firent pendant les mois suivans. En NOVEMBRE, les
 Commissaires mêmes furent autorisés par des Lettres du Grand Sceau,
 d'expédier des Commissions pour saisir tous les Vaisseaux de la *Compagnie*
 d'*Ostende*, qu'on trouveroit trafiquant furtivement aux *Indes-Orientales*,
 malgré la Suspension de l'Ostroi de cette Compagnie, que l'Empereur
 avoit accordée par les *Préliminaires* de la Paix. Il y eut, quelques jours après,
 de ces Commissions délivrées à onze Capitaines des Vaisseaux de la *Com-
 pagnie des Indes-Orientales*, lesquels prêtèrent à cette occasion les mêmes
 Sermens que les Commandans des Vaisseaux de guerre. En DECEMBRE,
 le Vicomte de *Torrington* & le Chevalier *Charles Wager* Commissaires de
 l'Amirauté, firent voir au Roi & à la Reine des Planches de la Quille

25 Août.
Présens du Roi
pour l'Empereur
de Maroc.

Destination des
autres Vaisseaux
mis en Commis-
sion.

Munitions en-
voyées à Gibral-
tar.

26 Janvier.
Renfort pour
l'Escadre d'Amé-
rique.

30 Mai.
Préparatifs de
guerre.

Septembre.
Ordre de saisir
les Vaisseaux de
la Compagnie
d'Ostende.

16 Novembre.

26.

On fait voir au
Roi le dommage
causé par les Vers
à quelques Vais-
seaux.
4 Decembre.

II.
MARINE.

A N N É E M D C C X X V I I I.

& des autres parties de quelques Vaisseaux de l'Escadre d'*Amérique* revenus dans les derniers mois de cette année. Elles étoient percées à jour de trous semblables aux cellules des rayons de miel, & faits par des Vers, dont quelques-uns étoient encore en vie. La plupart de ces Vaisseaux avoient été doublés & garnis de clous avant leur départ : mais cette précaution n'avoit point empêché le ravage des Vers. Le Chevalier *Jacob Ackworth*, Intendant de la Marine, accompagnoit le Lord *Torrington* & le Chevalier *Wager* ; & reçut ordre du Roi de s'informer des moyens, que quelques Etrangers avoient employés avec succès contre cet inconvénient.

VII.
BANQUE ET
COMPAGNIE DE
COMMERC.
Emprunt fait
par le Gouverne-
ment à la Banque.
3 Mars.

III. LA Banque tint, le 2 MARS, une Assemblée générale, & le S. *Humphrey Norris*, Gouverneur, y fit aux Intéressés une Proposition des *Commissaires de la Trésorerie*, qui portoit « Que si la Banque vouloit avancer au Gouvernement 175 mille Liv. Sterl., il lui seroit assigné 70 mille Liv. Sterl. par an sur la *Taxe du Charbon*, laquelle seroit continuée pendant trente-deux ans à commencer en 1729 : Que la somme, qu'elle avanceroit, seroit convertie en *Annuités* ou Rentes Viagères à quatre pour cent rachetables par le *Parlement*, & dont la Banque auroit la disposition ; & que pour faciliter l'avance qu'on lui demandoit, ou lui paieroit un Million sur le *Fonds d'Amortissement* ». Cette Proposition parut avantageuse aux Intéressés, qui résolurent unanimement de l'accepter, & d'autoriser les Directeurs à conclure là-dessus un *Traité* de la manière qu'ils jugeroient la plus convenable aux intérêts de la Banque. Le *Parlement* étant alors assemblé, la *Chambre des Communes* résolut que l'on feroit l'Emprunt dont il s'agit, & qu'il seroit assuré sur la *Taxe du Charbon*. Dans la suite elle l'autorisa par un *Bill*, qui fut approuvé par le Roi le jour de la clôture du *Parlement*. Il ne sera pas hors de propos de dire ici que la *Taxe sur le Charbon* avoit été destinée par son établissement à bâtir l'Eglise de *Saint-Paul de Londres* ; & que depuis on l'avoit appliquée à bâtir ou réparer diverses autres Eglises. La cause de son établissement ne subsistant plus, elle devoit être éteinte. C'est pour cela que l'Assemblée générale du *Commun-Conseil de Londres*, résolut de demander au *Parlement* la suppression de cette Taxe, qui ne devoit pas servir à des usages différens de sa destination, & que l'on devoit d'autant plutôt supprimer, qu'elle étoit onéreuse aux Habitans de *Londres*, qui la paioient seuls. Ce qui fut demandé par une Requête, que les *Communes* mirent sur le champ en délibération, & qui fut, après quelques débats, rejetée à la pluralité de 122 voix contre 92. Au commencement d'AVRIL, la Banque tint une autre Assemblée générale dans laquelle elle fixa le *Dividende* de ses Actions, pour la demi-année qui devoit expirer le 3 de ce mois à deux & trois quarts pour cent, au lieu qu'il étoit auparavant à trois pour cent. En MAI, elle avança sur la *Taxe des*

, Mars.

27 Mai.
8 Juin.

Remontrances
de la Ville de Lon-
dres au sujet de
la Taxe du Char-
bon appliquée à
cet emprunt.
3 Mars.

8 Mars.

Dividende des
Actions de la
Banque.
1 Avril.

avances de

ANNEE MDCCXVIII.

III.
BANQUE ET
COMPAGNIES DE
COMMERCE.
Gouvernement.

Terres un Million Sterling, & la Duchesse de *Malborough*, 500000 Livres Sterling.

L'Acte d'Etablissement de la *Compagnie de Russie* portant que tous les Sujets de la *Grande-Bretagne* & d'*Irlande* y pourroient également entrer, en payant cinq Livres Sterling, un Juif nommé *Antonio da Costa* demanda d'y être admis: mais la Compagnie doutant que l'intention de l'Acte fût de recevoir ceux de cette Religion, pria les *Communes*, par une Requête, d'éclaircir cette difficulté. La Résolution, prise sur la Requête, fut qu'on en délibéreroit en Grand Comité: mais je n'ai point trouvé ce qui fut décidé.

Comp. de Russie.
Difficultés au sujet d'un Juif qui vouloit y entrer.
26 Février.

Au commencement d'AVRIL, la *Compagnie des Indes-Orientales* perdit un de ses Vaisseaux, qui fit naufrage au Nord de l'*Ecosse* sur les Côtes de l'Île de *Barra*. Personne, ne s'en étant sauvé, ce ne fut qu'un mois de Juillet que des papiers trouvés dans les débris, le firent reconnaître. C'étoit un Vaisseau de huit à neuf cens Tonneaux, parti d'*Amsterdam*, le 22 de Mars. La Mer jeta sur le Rivage plusieurs Corps qu'on eut soin d'enterrer; entre autres celui d'une Femme avec deux Enfants, l'un attaché sur sa poitrine & l'autre sur son dos; & celui d'une jeune Fille, à qui l'on trouva dans le sein, entre la Chemise & la Chair, une Lettre de recommandation de sa Mère pour une Demoiselle aux *Indes-Orientales*. La basse Marée laissoit voir d'autres Corps & quelques Canons sur le côté du Rocher où le Bâtiment avoit échoué; mais dans des endroits inaccessibles. En SEPTEMBRE, cette Compagnie prit à son service treize Vaisseaux destinés, quatre pour la *Chine*, & six pour le *Fort-Saint George* & la *Baie de Bengale*, un pour *Sainte-Hélène* & pour *Bénicolen*. Les deux autres étoient l'un pour *Mocha*, l'autre pour *Bombay*. Ces Vaisseaux devoient être chargés tous ensemble de plus de mille Tonneaux.

Comp. des Indes-Orientales.
Elle perd un Vaisseau.
4 Avril.
Vaisseau qu'elle prend à son service.
Septembre.

En JANVIER, la *Compagnie de la Mer du Sud* fixa le Dividende de ses Actions à deux pour cent, pour la demi-année échue à Noël. C'étoit le réduire à quatre pour cent par an, au lieu qu'il avoit été de six les années précédentes. Les Directeurs s'excusoient sur ce qu'on l'avoit payé jusqu'alors des Deniers de la Vente des Biens confisqués sur les Anciens Directeurs, & sur ce que les profits du Commerce n'alloient pas à ce que l'on s'imaginait. Plusieurs Actionnaires, mécontents du retranchement d'un tiers s'unirent pour présenter Requête au *Parlement*, qui devoit s'assembler dans peu de jours, afin qu'il ordonnât aux Directeurs de rendre compte de leur Administration. Dans une autre Assemblée générale, qui se tint quelques jours après, le S. *Jean Eyles*, Sous-Gouverneur de la Compagnie, déclara que le Dividende de la demi-année ne pouvoit être que de deux pour cent à cause que les *Espagnols* avoient arrêté les Effers de la Compagnie en *Amérique*. Il y eut à ce sujet de grands débats. On

Comp. du Sud.
Dividende.
23 Janvier.

6 Février.

III.
BANQUE ET
COMPAGNIE DE
COMMERCE.

Pêche de la Ba-
lène.

9 Avril.

Vente des biens
des anciens Di-
recteurs.

25 Avril.

31 Mai.

Argent accordé
par les Commu-
nes pour le rem-
boursement des
Annuités.

Mars.

Dispute au su-
jet du Commerce
des Nègres.
29 Juillet.

se plaignoit de quelques Directeurs : mais le S. *John*, l'un d'entre eux, défia qui que ce fût de les accuser d'aucune malversation, & demanda même que l'on établit un Comité pour examiner les Comtes de leur Régie. Le S. *Jean Eyles* ajouta que si les Intéressés consentoient au *Dividende* de deux pour cent, la Compagnie avoit si peu de fonds, qu'elle seroit obligée d'emprunter 80 mille Livres Sterling. Les choses furent réglées dans une autre Assemblée, de la manière que les Directeurs le souhaitoient. En AVRIL, la Compagnie fit partir 21 Vaisseaux pour aller au *Greenland*, à la pêche de la *Balène*, qui ne fut pas heureuse cette année, & ne remboursa pas les frais. Dans le même mois, les *Communes* ordonnèrent aux Commissaires de cette Compagnie de leur remettre un Comte particulier de l'argent provenu de la Vente des Biens des anciens Directeurs, avec un Etat de ce qui restoit encore à vendre, & le Comte des Dépenses faites pour l'exécution de leur Commission jusqu'au 15 d'Avril 1728. Par ces différens Comtes il parut que la Vente des Biens réels montoit à 716 mille, 43 Liv. St., & celle des Biens personnels à 249 mille, 742 Liv. St., sur quoi l'on avoit payé, du consentement du *Parlement*, 1 million, 128 mille, 378 Liv. Sterl.; & que les Dépenses de la Commission montoient à 97 mille, 16 Liv. Sterl.; qu'en conséquence, en y comprenant le Capital & les Annuités de la Compagnie, qui montoient à 816 mille, 459 Liv. Sterl., le Fonds actuel de la Compagnie étoit d'un million, 996 mille, 392 Liv. Sterl., sans compter ce qui restoit encore à vendre des Biens des anciens Directeurs, qui pouvoit aller à 300 mille Livres Sterling. A la fin du mois suivant, les *Communes* donnèrent décharge aux Commissaires de leur Régie des Biens confisqués. En même tems elles délibérèrent sur une Requête du Chevalier *Johnson*, l'un des anciens Directeurs, qui les supplioit de lui rendre les Revenus de ses Biens confisqués au profit de la Compagnie, & montant à près de 200 mille Liv. Sterl.; & sur cette Requête elles ordonnèrent qu'on inséreroit une Clause en faveur du Suppliant dans le Bill, qu'on devoit porter pour accorder aux Directeurs la Régie du reste des Biens confisqués : mais elles refusèrent d'admettre une pareille Requête du S. *Seymour* Ancien Sous-Caissier de la Compagnie. Elles avoient précédemment accordé pour le remboursement des Annuités, dont la Compagnie étoit chargée, 365 mille, 385 Liv. Sterl., sur le *Fonds d'Armement*. En JUIN, les Directeurs prirent la résolution de recommencer à faire directement le Commerce des Nègres, sur la Côte de *Guinée*, pour remplir les conditions du *Traité de l'Assiense*, par lequel il est permis à la Compagnie du Sud de trafiquer aux *Indes Espagnoles* : mais cette résolution déplut à beaucoup d'Intéressés & l'un d'eux fit publier quelque tems après une Lettre, dans laquelle il prétendoit prouver « Que la Compagnie, en faisant ce Commerce directement » en *Afrique*, feroit des pertes considérables, ainsi qu'avoit fait la Com-

„ *pagnie d'Afrique*, qui par cette raison avoit été forcée de l'abandonner ;
 „ & que de plus elle ruinerait entièrement le trafic des Particuliers, qui
 „ trouvoient leur compte à faire la Traite des Nègres, & de qui la Compa-
 „ gnie les pouvoit acheter à *La Jamaïque* à beaucoup meilleur marché que
 „ dans le Pais même : que ce seroit une perte général pour la *Grande*
 „ *Bretagne*, & sur tout pour les *Colonies*, où l'on seroit obligé d'acheter
 „ des Nègres à plus haut prix, parce que les Particuliers ne pouvant
 „ entrer en concurrence avec un Corps aussi puissant que la Compagnie,
 „ renonceroient à ce Commerce ». Dans le même mois de Juillet, le
 Dividende des Actions fut fixé pour les six mois échus à la *Saint-Jean*,
 à deux pour-cent. Dans le même mois encore, le Vaisseau le *Prince-Frédéric*,
 dont on avoit tant parlé dans la Négociation des *Preliminaires*, & dont
 les *Espagnols* s'étoient emparés à la *Vera-Cruz*, fut remis, par ordre de
 la *Cour d'Espagne*, aux Facteurs de la Compagnie. Le mois suivant,
 conformément aux ordres de la même Cour portés par le *Solebay* Vaisseau
 de Guerre Anglois, les *Espagnols* mirent le Capitaine *Williams* en
 possession du *Prince-Frédéric*, & relâchèrent en même tems le *Prince-des-*
Asturies, avec un autre Bâtiment appartenant à la Compagnie du *Sud*,
 & le Gouverneur de la *Vera-Cruz* promit de rendre incessamment les
 autres Effets des Anglois : mais, comme la prompte expédition des affaires
 n'est pas du goût des *Espagnols*, il survint bientôt des difficultés. Le Mu-
 nitionnaire du Vaisseau le *Prince-Frédéric* arriva de la *Vera-Cruz* en An-
 gleterre à la fin de Novembre. Il s'étoit embarqué le 1 Septembre à bord
 du *Solebay*, qu'une Tempête, par laquelle il avoit perdu les Mâts, avoit
 obligé de relâcher à *Charles-Town* dans la *Caroline*. Les Lettres apportées
 par ce Munitionnaire, confirmèrent la restitution du *Prince-Frédéric* & des
 deux autres Bâtimens : mais elles apprirent en même tems « Que le Gon-
 „ verneur de la *Vera-Cruz* refusoit de rendre les autres Effets de la
 „ Compagnie, qui ne faisoient pas proprement partie de la Cargaïson du
 „ *Prince-Frédéric*, sous prétexte qu'il n'en avoit pas reçu l'ordre du Mar-
 „ quis de *La Paz* : Que ce Vaisseau manquoit de Matelots & d'Officiers ;
 „ Que le Capitaine aiant eu besoin de Mâts, on l'avoit forcé de les payer
 „ quinze Piaïtres chacun, & qu'on lui venoit à proportion toutes les
 „ provisions qu'il lui falloit pour son retour : Que le Capitaine du *Solebay*
 „ s'étoit vu dans la nécessité de partir de la *Vera-Cruz*, plutôt qu'il ne
 „ l'avoit résolu, parce qu'il avoit appris que les *Espagnols* avoient dessein
 „ de visiter son Vaisseau, pour voir s'il n'avoit point embarqué d'Argent
 „ pendant son séjour ». Enfin après divers accidens & diverses chicanes,
 qui pendant plusieurs mois avoient retardé le départ du *Prince-Frédéric*,
 la Compagnie apprit, en Juin 1729, qu'il venoit d'arriver avec toute sa
 Cargaïson au Port de *Kinsale* en *Irlande*. Vers la fin de l'année précé-
 dente, pour encourager les deux cens Hommes qui devoient le ramener en
 Angleterre, la Compagnie leur avoit accordé deux *Shellings* par mois de
 paie extraordinaire.

 III.
 BANQUE DE
 COMPAGNIE DE
 COMMERCE.

 Dividende.
 29 Juillet.

 Vaisseau le Prin-
 ce Frédéric.

8 Août.

1 Septembre.

13 Juin 1729.

Décembre 1728.

IV.
PREMIÈRE
SEANCE DU
PARLEMENT
CONVOQUE'
PAR GEORGE II.

AN N E E M D C C X X V I I I.

ON avoit expédié, le 21 d'Août 1727, les *Writs* ou Lettres pour la Convocation d'un *Nouveau Parlement* ; & le même jour, l'Ecrit suivant avoit été publié dans *Londres*.

Ecrit touchant
l'Election des
Membres du Par-
lement.
21 Août 1727.

AUX ELECTEURS DE LA GRANDE-BRETAGNE,

AMIS, CONCITOÏENS ET COMPATRIOTES,

Comme le dernier Parlement vient d'être dissous & que les Lettres circulaires, pour en convoquer un nouveau sont datées d'aujourd'hui, je me fers d'abord de l'occasion pour vous présenter une Adresse, au moment même que vous allés entrer dans l'importante affaire des Elections, Mon intention est bonne, & je n'envisage que le Bien public. Je n'ai donc aucun doute que vous ne receviez favorablement ce que j'ai l'honneur de vous offrir. Je serois fâché, MESSIEURS, qu'on vous en imposât, & que par ce moyen-là ma Patrie en souffrit. Il ne dépend que de vous que le bonheur de notre Nation soit assuré pour le présent, & qu'à l'avenir il ne devienne plus précaire.

On vous a présenté dernièrement de ces sortes d'Adresses : mais elles étoient toutes absurdes ou trompeuses. Leurs Auteurs ont, on traité la chose d'une manière indécente & commune, on fait voir tant de partialité qu'ils ont rendu par là leurs efforts inutiles ; & c'est ce qui devoit arriver. J'aime mieux prendre le milieu de ces deux extrémités, & déclarer les sentimens du Parti modéré de la Nation, d'une manière qui ne choque ni les honnêtes gens ni les gens sensés.

Les Peuples de la Grande-Bretagne sont à présent dans l'état, qu'une Nation prudente souhaite le plus. Leur bien est en leur pouvoir, & ce n'est qu'eux-mêmes qu'ils doivent accuser, s'ils ne profitent pas de ce tems pour devenir heureux, autant qu'il est possible de l'être.

Puisque notre bonheur dépend uniquement de nous, conduisons-nous donc, MES CHERS COMPATRIOTES, selon ce que l'importance de cette occasion demande de nous. Que notre Patrie nous soit plus chère que toute autre considération, Nos Pères ont acheté de leur sang notre Constitution présente ; ne le trahissons pas ce sang, & ne le vendons pas, non plus que le nôtre propre, ou celui de nos Enfants.

Il ne s'agit pas seulement de notre avantage ; il s'agit encore de celui de notre Postérité, Les Loix, les Libertés, la Religion de notre Patrie, l'Honneur du Roi, la Prospérité de ses Peuples, la Cause Protestante, le Bien de l'Europe, dépendent beaucoup de nos déterminations. Tout ce que nous avons de cher, ou comme Anglois, ou comme Chrétiens, exige que dans une conjoncture aussi délicate, la droiture soit la règle de notre conduite.

Considérons sérieusement que, si nous faisons le moindre faux pas, nous ne pourrions peut-être jamais en revenir ; & que, selon la conduite que nous tiendrons.

ANNE'E MDCCXXVIII.

IV.
PREMIER
SEANCE DU PAR-
LEMENT.

tiendrons à présent, nous mériterons les bénédictions ou les Malédictions de notre Patrie.

J'ose ici donner, en passant, un avis à ceux que la nécessité peut-être oblige à prendre de l'argent. C'est de bien examiner la main, qui leur en offre; & comme il en est abondamment présenté par ceux de l'un ou de l'autre Parti, je voudrois qu'on s'assurât que ceux de qui l'on en reçoit, sont dans les intérêts de la Patrie, quoiqu'après tout ce soit une honte que l'on soit obligé d'acheter des Suffrages.

Quel bonheur ne seroit-ce pas de trouver en nos Freeholders l'ancien & véritable esprit de la Nation Angloise, de les voir se conduire avec intégrité, n'écouter que la sagesse & l'honneur, & se montrer les dignes héritiers de la grandeur d'ame & de l'honnêteté de leurs Ancêtres, en mettant à part toute autre considération que celle du Bien Commun, en réunissant leurs intérêts en faveur du Public.

Puisque je me suis tant avancé, permettez-moi, CHERS AMIS, d'aller un peu plus loin, & de vous dépeindre les Sujets, qui méritent le mieux notre choix. Nous ne devons nous laisser corrompre par aucun artifice, ni par de fausses représentations, qui pourroient faire tort à ceux qui sont véritablement dignes d'être élus, & nous induire à favoriser ceux qui ne le sont pas. Ne jetons les yeux que sur des hommes de mérite, versés dans les Affaires Politiques, sachant en quoi consiste le véritable intérêt du Roiaume, déterminés inviolablement à le procurer, nés de bonne Famille, ayant reçu l'éducation convenable à leur naissance; généralement reconnus pour être généreux & libéraux, & par là fort au dessus des actions basses; & pour avoir des principes, qui les rendent incapables d'en commettre de mauvaises.

Aions égard, comme il convient, à ceux qui nous ont déjà donné des preuves incontestables de leur fidélité, qui ci-devant ont rempli cette place à l'avantage de ceux qu'ils représentoient, au Bien de leur Patrie, au contentement de leur Prince, à leur honneur particulier. Que nos Suffrages soient donnés à des Persones modérées, dont la sagesse leur fasse faire une aussi juste attention aux Prérogatives de la Couronne qu'aux Privilèges du Peuple; à des Persones, que leur fermeté rende inviolablement attachés à la Succession d'Hanovre, ainsi qu'à la Religion Protestante; en un mot, qui défendent nos Libertés!

C'est à de pareils Sujets que nous avons du jusqu'à présent notre bonheur; & ce sont uniquement ceux de cette espèce, qui peuvent le continuer. Nos Libertés & nos Propriétés sont assurées en de telles mains; & l'on n'en trouvera point d'autre, à qui l'on puisse les confier avec assurance & satisfaction. Ce sont de tels Sujets, qui doivent conserver la prospérité de la Grande-Bretagne au dedans; & sa réputation au dehors; améliorer de plus en plus nos Affaires; établir la Paix, & par là nous rendre un Peuple libre & florissant.

Mais soions principalement sur nos gardes, MES CHERS AMIS, contre les Mécontents. Opposons leur tous nos soins, comme à des gens, qui cherchent

à nous envelopper dans des difficultés ; à fomentier parmi nous des animosités & des distinctions de Partis ; à détruire , par l'oppression du Gouvernement , l'union absolument nécessaire pour conduire les Affaires Publiques , & pour ménager les intérêts de la Nation à son avantage. L'ambition & l'avarice connues de ces sortes de gens , ne peuvent être assouvies qu'aux dépens de leur Patrie. Ce sont des gens qui se plaisent à causer du scandale , à donner de fausses alarmes , à nourrir des mécontentemens , à jeter le trouble dans tout le Roïaume , en suscitant , sans aucune raison , des jalousies & des inquiétudes.

Enfin , pour le dire en si peu de paroles que nous puissions nous en souvenir dans la conduite que nous avons à tenir , faisons voir en cette occasion à toute la Terre notre sagesse & notre intégrité ; montrons-nous d'honnêtes gens & de fidèles Sujets ; & ne choisissons pour nos Représentans , que des hommes qui soient capables d'une Commission de si grande importance ; & qui se prêtent avec un désintéressement parfait , à toutes les mesures , qui peuvent contribuer à rendre la Nation plus puissante & plus florissante ; qui , de concert avec Sa Majesté , comme avec ceux qu'elle a chargés de l'Administration des Affaires Publiques , soient les plus enclins à cultiver la bonne intelligence entre le Prince & le Peuple ; à faire ce qu'il faut afin d'entretenir l'affection des Sujets pour la Famille Roïale ; à faire régner Sa Majesté , comme l'heureux Monarque d'un Peuple également libre & courageux.

Je suis avec un amour sincère pour ma Patrie ,

U N F R E E H O L D E R.

Un *Freeholder* , pour l'apprendre à ceux qui pourroient l'ignorer , est proprement un Propriétaire de *Franc-Allou* : mais dans l'usage ordinaire on appelle en *Angleterre* de ce nom ceux qui possèdent un Bien-fonds rapportant au moins quarante *Shellings* de rente. Ce qui leur donne droit de Suffrage dans les Elections des Membres du *Parlement*.

Elections des
Membres du Par-
lement.

Les Elections furent assés tranquilles cette fois-ci , non pas cependant au point que les Brigues ne causassent pas du tumulte en plus d'un endroit , & ne produisissent pas quelques Elections vicieuses , qui furent ensuite déclarées nulles par la *Chambre Basse* , seule Juge en cette matière.

Pour que les choses se fissent avec une apparence au moins de liberté , la Cour avoit eu soin d'envoïer ordre , suivant l'usage , aux Officiers en quartier dans les différentes Provinces , de ne se mêler en rien des Elections , & de s'éloigner d'une distance convenable des Villes ou Bourgs où l'on s'assembleroit pour procéder au choix des Représentans. Avant la fin du mois d'Août , il y en avoit déjà plus de cent d'élus , tous du Parti des *Wighs* , & presque tous sans aucune opposition. De ce nombre étoient les Chevaliers *Robert Walpole* & *Charles Turner* , pour *Lym-Regis* dans le

Comté de *Norfolck*; le Vicomte de *Tirconnel* & le Chevalier *Michel Newton*, pour *Grantham*; les Chevaliers *Jean Norris* & *Charles Wager*, pour *Portsmouth*; le Chevalier Baronnet *George Oxendon*, Commissaire de la Trésorerie, & le S. *Josias Burchet*, Secrétaire de l'Amirauté pour le Port de *Sandwich*; le Lord *Charles Cavendish*, Fils du Duc de *Devonshire*, & le S. *Guillaume Clayton*, Commissaire de la Trésorerie, pour la Cité & les Libertés de *Westminster*. Cette dernière Election se fit le 26 d'Août sans aucune opposition, ce qui n'étoit jamais arrivé : mais il n'en fut pas de même de celle qui se fit à *Brandfort* pour le Comté de *Middlesex*. La dispute s'échauffa si fort, qu'il y eut des coups donnés, & plusieurs Persones de blessées. A la mi-Décembre les Elections furent presque achevées. On comtoit déjà plus de quatre cens soixante Députés nommés, dont il n'y en avoit qu'environ cent cinquante de nouveaux, en sorte que dans le *Parlement* le Parti de la Cour devoit l'emporter de sept contre un. L'Election pour la Ville de *Londres* fut un peu plus contestée que la plupart des autres. Elle commença le 21 d'Octobre, & les quatre Candidats *Wighs* aiant eu, selon l'estimation des *Sheriffs*, la pluralité des Suffrages, les *Torys* demandèrent un Scrutin. Les Candidats *Wighs* étoient le Chevalier *Jean Eyles*, Lord Maire sortant de Charge, & les Sieurs *Parsons*, *Barnard* & *Perry*. Les *Torys* étoient les Sieurs *Hoopkins*, *Thompson*, *Williams* & *Lockwood*. Le Scrutin se fit le 1 de Novembre; & les *Sheriffs*, aiant comté les suffrages couchés sur les Registres, déclarèrent que le S. *Jean Eyles* avoit 3643 Voix, contre le S. *Hoopkins* 3000; le S. *Parsons* 3370, contre le S. *Thompson* 3040; le S. *Barnard* 3620, contre le S. *Williams* 3017; & le S. *Perry* 3494, contre le S. *Lockwood* 3486. Les *Torys* ne se rendirent pas. Ils demandèrent un nouveau Scrutin en faveur de leurs Candidats; ce qui leur fut accordé pour le 17 de Novembre. Il se fit dans l'intervalle bien des menées de part & d'autre; & l'on mit en prison trois *Irlandois*, convaincus d'avoir donné plusieurs fois leurs Voix, quoiqu'ils n'eussent pas droit de voter. On mit aussi, le 10 de Décembre, en prison un nommé *Martin Smith*, pour avoir fraudé le S. *Humphrey Parsons* de 40 Livres Sterling à l'occasion de son Election. Le nouveau Scrutin commença le 17 de Novembre; & le 4 du mois suivant les *Sheriffs* déclarèrent que, par le comte exacte des Suffrages, les quatre Candidats, qui la première fois avoient eu la pluralité des Voix, étoient dûment Représentans de la Cité de *Londres* au prochain *Parlement*. Les *Torys* triomphèrent de cette Déclaration, & publièrent que plus de trois cens Persones avoient vendu leur Voix aux *Wighs*, sans être en droit de la donner; & qu'environ deux mille avoient refusé de la donner, pour ne désobliger ni l'un ni l'autre Parti. Les *Wighs*, contents d'avoir obtenu ce qu'ils vouloient, s'embarassèrent peu de détruire les mauvaises impressions que leurs Adversaires vouloient donner d'eux.

IV.
PREMIÈRE
SEANCE DU PAR-
LEMENT.
Ouverture du
Parlement.
3, 7 Février.
Election de l'O-
rateur de la
Chambre des
Communes.

A N N É E M D C C X X V I I I.

Venons à présent à l'ouverture du nouveau Parlement, qui se fit, le 3 de Février de cette année 1728.

Vers les deux heures après midi, le *Roi* se rendit à la *Chambre-Haute* avec les cérémonies accoutumées; &c, les *Communes* aiant été mandées, il leur ordonna de se choisir un *Orateur*, &c de le lui présenter le 7. Le Chevalier *Spencer Compton*, Orateur du dernier *Parlement*, &c nouvellement fait Pair de la *Grande-Bretagne* sous le nom de Lord *Willmington*, fut introduit dans la *Chambre Haute*, pour y prendre Séance, après avoir prêté les Sermens accoutumés. Pendant ce tems les *Communes*, retirées dans leur Chambre, élurent presque unanimement pour Orateur le S. *Arthur Onslow*, Député de *Guilfort* dans le Comté de *Surrey*. Les Membres des *Communes* étoient au nombre de 440. Après les Sermens prêtés, les deux *Chambres* s'ajournèrent jusqu'au 7, que le *Roi* se rendit à la *Chambre-Haute* après midi. Les *Communes* lui présentèrent leur *Orateur*, dont il confirma l'Election. Ensuite, lorsqu'elles eurent pris place, le *Chancelier*, parlant au nom du *Roi*, prononça la Harangue suivante.

Harangue du
Roi.

M I L O R D S E T M E S S I E U R S ,

C'est une grande satisfaction pour moi qu'à l'ouverture du premier Parlement convoqué sous mon autorité, je puisse vous faire espérer de voir la Paix & la Tranquillité publiques bientôt rétablies. J'aurois fort souhaité que le premier instant de mon Règne eût été marqué par une prompte fin des Troubles & des Désordres de l'Europe, par la Réduction d'une partie de mes Forces, par la Diminution des Taxes, & par toutes les heureuses suites d'une Paix honorable & solide. C'est à quoi jusqu'à présent j'ai donné tous mes soins, autant que le maintien des Possessions, des Droits & des Privilèges de mes Etats l'a pu permettre; & je me flatte que ce n'a pas été sans une grande probabilité de pouvoir y réussir.

Je suis très touché de la situation désagréable où nos Affaires ont été pendant quelque tems; & je sens un extrême déplaisir, en voyant les inconvéniens d'une Guerre, qui nous est survenue, sans que nous eussions rien fait qui dût nous attirer les injures, que nous avons souffertes; & sans que nous aïons profité d'aucun des avantages, que la poursuite d'une Cause aussi juste & le succès de nos Armes pouvoient probablement nous procurer.

Vous sçavez qu'il y a quelque tems que les Articles Préliminaires d'une Pacification générale ont été signés par les Parties Contractantes des deux parts; & que bien que, mes Alliés & moi, nous en aïons échangé les Ratifications avec Sa Majesté Impériale, les bons effets, que l'on en attendoit, ont été retardés par le refus que l'Espagne a fait d'exécuter quelques-uns des points les plus importants; & parce que, par le changement ou l'interprétation de quelques Articles, les Possessions & les justes Droits de mes Roïaumes sont immédiatement

ANNEE MDCCXXVIIA

 IV.
 PREMIERE
 SEANCE DU PARLE-
 MENT.

attaqués. J'ai donc refusé, conjointement avec mes Alliés, d'échanger la Ratification des Préliminaires avec la Cour d'Espagne ; & j'ai rejeté des Propositions injurieuses à mon honneur & préjudiciables à l'intérêt de mon Peuple. Il en est arrivé que les Négociations ont dû traîner inévitablement en une longueur ennuyeuse ; ce qu'il m'a fallu supporter avec patience, dans le desir de procurer à mes Sujets une Paix honorable & sûre, & de voir la conservation de la Tranquillité de l'Europe établie sur un fondement solide & durable. Pendant ce tems-là, j'ai reçu de la part du Roi Très Chrétien & des Etats Généraux, les plus grandes marques de leur sincérité, dans le renouvellement des assurances, qu'ils m'ont données, de leur ferme résolution à remplir leurs engagements pour le maintien de la Cause Commune & de nos intérêts mutuels ; & je puis dire que nos efforts communs ont eu tant de succès, que, selon les derniers avis, j'ai lieu d'espérer que les difficultés, qui jusqu'à présent ont retardé l'exécution des Préliminaires & l'ouverture du Congrès, seront bien-tôt levées.

Quoiqu'il en soit, il sera cependant de toute nécessité de continuer, ainsi que nos Alliés ont résolu de faire de leur côté, des préparatifs de Guerre, qui fassent encore notre sûreté ; qui préviennent une rupture ouverte en Europe ; qui nous empêchent de perdre tout d'un coup les avantages si prochains que nos dépenses précédentes & notre vigueur nous ont procurés. Nous risquerions de les perdre, si nous ne nous tenions pas en état de vanger notre honneur & de soutenir nos Droits, au moment que, sans l'avoir prévu, nous nous y trouverions forcés. Vous devez comter que mon premier soin sera de diminuer les Dépenses publiques, tout aussi souvent & tout aussitôt que l'intérêt & la sûreté de mon Peuple le permettront.

On vous remettra les Articles Préliminaires & les autres Traités & Conventions, qui n'ont pas encore été communiqués au Parlement, & qui, sans un préjudice manifeste, ne peuvent être exposés aux yeux du Public.

MESSIEURS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES,

J'ai donné mes ordres pour que les Officiers, que cela regarde, préparent & vous remettent l'Etat des Dépenses pour le service de l'année courante ; & vous pouvez être assurés que les Subsidés, que je suis obligé de vous demander, seront aussi certainement employés pour l'intérêt & pour la sûreté de la Nation, qu'il est vrai qu'ils vont au delà de mon inclination. Et je ne doute point que, si parmi les différentes voies de lever les Subsidés nécessaires, il s'en trouve quelque une moins onéreuse à mon Peuple, vous ne la préfériez dans vos Délibérations.

Je me crois obligé de vous recommander une considération de la dernière importance. Je regarderois comme un grand bonheur, si je pouvois au commencement de mon Règne, voir jeter le fondement d'un Ouvrage aussi grand que nécessaire, qui tendroit non moins à l'encouragement de nos Matelots, qu'à

IV.
PREMIÈRE
SEANCE DU PAR-
LEMENT.

l'augmentation de leur nombre, & qui les porteroit à s'offrir d'eux-même, aussi souvent que l'occasion le requerreroit, plutôt que de se laisser contraindre par violence au service de leur Patrie. C'est une considération digne de ceux qui représentent un Peuple si grand & si florissant par le Commerce & la Navigation.

Ceci me mène à vous proposer d'augmenter le fonds de l'Hopital de Greenwich ; afin de rendre ce charitable Etablissement plus efficace pour le soulagement & l'entretien de nos Matelots, que l'âge & les infirmités ont mis hors d'état de rendre service à leur Patrie.

Adresse de la
Chambre Haute.
9 Février.

MILORDS ET MESSIEURS,

Comme j'ai de grandes espérances qu'une prompte exécution des Préliminaires nous conduira bientôt à la conclusion d'une Paix générale, je suis persuadé que rien ne contribuera plus efficacement à cette fin si désirée, que l'unanimité, le zèle & l'expédition des Affaires Publiques dans ce Parlement. C'est le moyen de convaincre le monde que personne parmi vous n'est capable, par quelque vue que ce soit, de souhaiter de voir sa Patrie dans le trouble, de faire naître ou de fomenter au dedans du Royaume des dissensions, d'où résulteroient des difficultés par lesquelles les espérances, que la conjoncture présente a fait concevoir, seroient interrompues ou frustrées. C'est ce qu'il est en votre pouvoir d'empêcher ; & je me le promets de votre zèle & de votre affection pour ma Personne & pour mon Gouvernement, aussi bien que de votre sincère attachement à l'intérêt de mon Peuple.

Après que le Roi se fut retiré, les Pairs & les Communes résolurent séparément de le remercier par des Adresses. La Chambre Haute se rendit le 9, au Palais de Saint-James, sur les deux heures après midi, pour présenter la sienne, que voici.

TRES GRACIEUX SOUVERAIN,

Nous les très humbles & très fidèles Sujets de Votre Majesté, les Seigneurs Spirituels & Temporels assemblés en Parlement, demandons à Votre Majesté la permission de la remercier très humblement de sa très Gracieuse Harangue, prononcée du Trône, & de la féliciter des grandes espérances, qu'Elle a bien voulu nous faire partager avec elle, de voir bientôt la Paix & la Tranquillité publiques rétablies.

Nous sommes entièrement convaincus que ce sont les heureuses suites de la fermeté, que Votre Majesté, comme Souverain de ce Royaume, a fait voir à soutenir ses Droits, en même tems qu'Elle renonce à toute la gloire, qu'Elle auroit pu se promettre de ses armes dans une Guerre juste & nécessaire ; & cela,

par la seule vue d'assurer le Repos & la Prospérité de ses Sujets. Pour un Prince, instruit de si bonne heure dans l'art de la Guerre, & formé par la Nature aux grands Explois, c'est une disposition d'esprit véritablement grande de préférer la gloire de procurer la Paix à ses Sujets, à celle de les conduire à la victoire; & d'aimer mieux illustrer son Règne par les acclamations de la sincère reconnoissance d'un Peuple heureux, que par l'éclat éblouissant de la splendeur des Triomphes.

Les tendres soins de Votre Majesté pour le bien de ce Roïaume la portent à témoigner de la manière la plus gracieuse le déplaisir, que son affection pour son Peuple lui fait avoir de la situation désagréable, où nos Affaires ont été depuis quelque tems; ce qui ne peut être regardé que comme l'effet d'une nécessité, que toute la prudence humaine ne pouvoit prévenir. Mais quels qu'en aient été les inconvéniens, nous les trouvons légers, quand nous considérons, que Votre Majesté, comme un véritable Père de la Patrie, souffre autant que ses Sujets des incommodités qu'ils ressentent. Et, comme Votre Majesté rejette avec justice toutes les Propositions injurieuses à son honneur & préjudiciables à l'intérêt de son Peuple, nous ne pouvons douter que les efforts de Votre Majesté, joints à ceux de ses Alliés, ne terminent bientôt, ainsi que nous le souhaitons; les Troubles & les Désordres de l'Europe.

Ces Négociations sont de telle nature, qu'il étoit impossible d'éviter cette longueur, dont Votre Majesté veut bien témoigner son regret; & Sa Patience, n'ayant eu pour objet que le desir sincère d'acquiescer à ses Peuples une Paix honorable & sûre, doit être un motif de fidélité, d'obéissance & de gratitude, par lequel toute la Nation soit animée à faire éclater le zèle le plus ferme & le plus constant pour la défense de Votre Honneur & des Droits de Votre Couronne, si, contre notre attente, il arrivoit que la sûreté de Votre Peuple demandât des remèdes plus efficaces, que ceux des Négociations. En ce cas nous serons toujours très contents de nous reposer, sous la Bénédiction de Dieu, sur la Valeur & la Conduite de Votre Majesté.

C'est pourquoi nous concourons respectueusement avec Votre Majesté dans le sentiment qu'il est absolument nécessaire d'agir comme Vos Alliés, & de cultiver & d'augmenter cette fidélité mutuelle, que nous voyons avec tant de satisfaction observée de Votre part & de la leur, en continuant les préparatifs de Guerre, qui nous ont produit cette apparence d'une Paix prochaine, afin que Votre Majesté ne se trouve pas hors d'état de défendre ses Droits par la force, quelque répugnance qu'Elle ait pour ce moyen violent, auquel nous sommes cependant persuadés qu'il ne sera pas nécessaire de recourir.

Les Assurances, que Votre Majesté nous donne du desir qu'Elle a de diminuer les Dépenses Publiques; & la pleine certitude, où nous sommes, qu'Elle ménagera tout avec le plus grand soin, nous obligent, de la manière la plus forte, à faire tous nos efforts pour la réussite des mesures prudentes

Et nécessaires, que Votre Majesté continue de prendre, afin d'établir une Paix solide & durable.

Votre Majesté nous favorise au-delà de ce que nous pouvions raisonnablement demander dans la conjoncture présente, par la condescendance, qu'Elle a de communiquer à son Parlement les Articles Préliminaires & les autres Traités & Conventions, qui, sans un préjudice manifeste, ne peuvent être exposées à la vue du Public.

Votre Majesté nous donne encore une nouvelle preuve de son Attention à suivre le véritable intérêt & l'avantage particulier de ce Royaume, en nous recommandant de prendre des mesures pour augmenter le nombre des Matelots, & pour les encourager à servir sans contrainte. Nous avons senti si vivement de quelle utilité les Forces Navales de la Grande-Bretagne, ont été pour l'honneur de la Couronne & pour le maintien des Droits & des Possessions de notre Patrie, qu'il est impossible que nous ne soyons pas portés à prendre des mesures, aussi nécessaires qu'utiles, pour inviter les Matelots au Service par des moïens, qui ne soient pas moins d'accord avec les sentimens de tendresse & d'humanité du Prince, qui les emploie, qu'avec les Libertés dont ils doivent jouir.

Nous ne pouvons pas donner à Votre Majesté de meilleures Preuves de notre attachement à notre devoir & de notre amour pour notre Patrie, que par notre unanimité, par notre zèle & par une prompte expédition des Affaires publiques. Nous espérons que ce Parlement convaincra le Monde qu'il n'est aucun de Vos Sujets, qui soit assés las de son propre bonheur, pour souhaiter, par envie ou par malice, une oppression publique, ou pour faire naître des difficultés dans la vue d'éloigner les espérances, sur lesquelles nous nous promettons un bonheur qui doit être si stable. Nous regarderions des gens de ce caractère, comme des Incendiaires indignes du Nom d'Anglois. Ils seroient détestés parmi nous, & méprisés au dehors par ceux-même, dont ils voudroient servir la cause. La juste indignation, qu'un caractère si dénaturé feroit naître dans les Cœurs de tous Vos fidèles Sujets, les exciteroit nécessairement à prendre avec encore plus de zèle la défense de la Personne & du Gouvernement de Votre Majesté de qui dépendent notre bonheur & la Paix, que nous espérons.

Comme nous sentons vivement le bonheur, dont nous jouissons sous le meilleur des Gouvernemens, administré par le meilleur des Rois, nous ferons voir que nous savons mettre prix à ces Bénédiction, en n'ayant parmi nous aucune autre contestation, que celle de faire éclater, à l'envi l'un de l'autre, notre zèle pour les conserver, pour accroître la félicité publique, & pour contribuer à ce que Votre Majesté règne avec autant d'agrément & de gloire pour Elle, que d'avantage & de bonheur pour son Peuple.

ANNEE MDCCXXVIII.

I V.
PREMIERE
SEANCE DU
PARLEMENT.

Le Roi leur répondit.

MILORDS ET MESSIEURS,

Réponse du Roi.

Je vous remercie de cette Adresse si pleine d'affection & de fidélité, qu'Elle ne sauroit manquer de produire un bon effet, tant au dedans qu'au dehors. Je préférerai toujours la prospérité de mon Peuple à toute autre considération ; & vous pouvez être persuadés que je n'usurai de votre confiance en moi, que pour la sûreté, l'intérêt & l'honneur de la Nation.

Les Communes après s'être occupées pendant deux ou trois jours à prêter les Sermens, allèrent en corps le 13, après midi, présenter cette Adresse au Roi.

TRE'S GRACIEUX SOUVERAIN,

Adresse des Com-
munes.
13 Février.

Nous, les très humbles & très fidèles Sujets de Votre Majesté, les Communes assemblées en Parlement, demandons permission de remercier très humblement Votre Majesté de sa Gracieuse Harangue émanée du Trône ; & de lui témoigner de la manière la plus respectueuse, combien nous sommes reconnoissans de la part qu'Elle a voulu prendre, avec tant de tendresse & d'affection, aux inconvéniens résultés depuis quelque tems de la situation fâcheuse des Affaires de l'Europe.

Nous sommes très sensibles à la continuité des soins infatigables, que Votre Majesté prend, depuis que nous jouissons du bonheur de son Règne, pour terminer les différens & rétablir la tranquillité de l'Europe. Nous ne le sommes pas moins au désir, qu'Elle a témoigné d'affranchir son Peuple des Charges causées par les approches d'une Guerre, & de lui procurer les suites heureuses d'une Paix honorable & sûre. Nous croions qu'il est de toute impossibilité qu'il puisse survenir aucune difficulté, qui prévienne les bons effets, que nous attendons de Votre Prudence ; comme il est impossible qu'aucun événement puisse nous faire oublier les preuves que nous avons eues jusqu'ici de Votre Affection.

Nous sommes encore très sensibles à la Fermeté, que Votre Majesté fait paroître, en refusant absolument d'admettre aux Préliminaires des Explications injurieuses à son Honneur & préjudiciables à l'Intérêt de la Nation. Nous croions que c'est également pour sa Gloire & pour notre bonheur que Votre Majesté fait voir à tout le Monde qu'Elle préfère le soin de son Peuple à toute autre considération ; & que même celle de la Paix de toute l'Europe, quelque importante qu'elle soit, n'est pas capable de la détourner de la résolution, qu'Elle a prise, de ne se point soumettre aux Demandes qu'on lui fait, & de ne céder aucun point, par où nos Possessions puissent être envahies, nos Intérêts en danger, & nos Privilèges contestés.

Tome XIV. Partie I.

S

Et, puisque par ce retardement, que Votre Majesté juge aussi juste pour elle-même, que nécessaire à ses Peuples, l'Accommodement n'a pas été rompu, mais seulement différé pour notre avantage, nous demandons la permission de féliciter Votre Majesté de la prochaine espérance du succès de ses Négociations, qui ne peuvent pas remplir plus efficacement nos souhaits, qui sont les Garants de notre Prospérité, qu'en répondant à ce que nous attendons de la Sagesse de Votre Majesté.

Mais, en cas que Votre Majesté fût enfin frustrée dans son attente de voir la Paix & la Tranquillité Publique rétablies; pour que Votre Peuple ne restât pas plus longtemps dans cette incertitude, où la Politique des autres tâche de nous arrêter, & pour que nous puissions être en état de nous faire droit, si la nécessité nous y contraint, nous sommes résolus, tant pour notre propre intérêt, que pour nous acquiter de ce que nous devons à l'Honneur de Votre Majesté, de la mettre efficacement en état de se faire rendre justice, & de maintenir les Possessions, les Avantages & les Privilèges de son Peuple.

Vos Communes accorderont pour cet effet les Subsidés nécessaires au Service de l'année courante, avec autant d'unanimité que de satisfaction, bien persuadées que Votre Majesté ne demandera rien, qu'elle ne le croie absolument nécessaire pour l'intérêt & la sûreté de ses Sujets. Et, comme nous sommes résolus, quels que soient les Subsidés que nous leverons, d'avoir égard aux voies les moins onéreuses au Peuple, nous avons une pleine satisfaction, en considérant que la Justice & la Sagesse de Votre Majesté nous répondent que nous n'accorderons point de Subsidés, qui ne soient constamment employés de la manière la plus avantageuse à son Peuple. Nous n'avons jamais douté, même avant la Gracieuse Promesse de Votre Majesté, que conformément à Sa Bonté paternelle envers son Peuple, Elle ne profitât de toutes les occasions pour diminuer de tems en tems les dépenses publiques, ainsi qu'il conviendra pour notre avantage, sans faire courir aucun risque à notre sûreté.

Les assurances, que Votre Majesté nous a données, de la sincérité constante avec laquelle Elle est persuadée que nos Alliés rempliront en toute occurrence leurs Engagemens envers la Cause Commune, nous donne la plus grande satisfaction. Quelque formidables, en quelque nombre que puissent être les dangers à venir, & les difficultés que l'on ne peut prévoir; nous ne pouvons nous imaginer qu'il en puisse arriver, que Votre Majesté ne surmonte par Son Expérience & son Habileté, jointes à l'assistance de son Parlement, à la fermeté de ses Alliés, à la Bravoure de son Peuple.

C'est le devoir indispensable de ceux qui connoissent toute l'importance du Commerce & de la Navigation de ce Roïaume, de pourvoir à l'encouragement de nos Matelots; & la justice nous ordonne d'avoir un soin charitable de ceux qui sont, en servant fidèlement leur Patrie, devenus également incapables de continuer les mêmes Services & de pourvoir à leur Subsistance. C'est pourquoi nous demandons permission d'assurer Votre Majesté que nous

prendrons cette matière en considération ; & qu'en cette occasion , de même qu'en toute autre , nous aurons , pour la Très Gracieuse Recommandation de Votre Majesté , les égards que nous lui devons.

S'il se trouve quelqu'un assés mal informé , pour concevoir l'espérance de profiter des différens , qui pourroient survenir parmi nous ; nous sommes résolus de détruire une espérance si mal fondée , en concourant généralement dans nos Délibérations avec un zèle ferme & constant , à tout ce qui conviendra pour l'Intérêt de Votre Majesté , comme pour le Bien Public. Nous sommes persuadés que nous ne pouvons donner de plus fortes preuves de notre attachement à notre Devoir envers le meilleur des Rois ; & , comme nous sommes convaincus que les efforts de Votre Majesté tendent toujours à nous rendre un Peuple heureux & libre , nous nous croirions indignes des bienfaits & bénédictions de son Règne , si de notre côté nous négligions la moindre des choses qui le peuvent rendre aussi grand , aussi heureux , aussi glorieux , qu'aucun de ceux de Vos Augustes Prédécesseurs.

Le Roi répondit aux Communes.

M E S S I E U R S ,

Je vous remercie de cette très affectionnée & fidèle Adresse. Les retours de devoir & de reconnaissance de la part , de mes fidèles Communes , m'affermiront , si quelque chose le peut , dans mes résolutions d'avancer & de procurer dans toutes les occasions le bien & la prospérité de mon Peuple. L'entière confiance , que Vous avez en moi , m'engagera de la manière la plus forte , à ne me servir du pouvoir , que Vous m'êtes entre mes mains , que pour votre intérêt & votre satisfaction ; & vous me trouverez toujours prêt à réduire les Dépenses Publiques , conformément à votre attente.

La plus importante affaire dont le Parlement devoit s'occuper , étoit celle du *Subside*. Aussi fut-elle agitée la première ; & , dès le 13 de Février , les Communes , après avoir présenté leur Adresse , résolurent sans aucune contradiction d'accorder un *Subside* au Roi. Le rapport de cette Résolution aiant été fait le 16 , elle fut universellement approuvée. Pour parvenir à l'exécuter , il falloit examiner les différentes Branches des Dépenses , qu'on ne pouvoit se dispenser de faire , & les comtes de celles que l'on avoit faites en conséquence des Actes du dernier Parlement , ainsi que l'Etat des Dètes Nationales.

Subsides accordés au Roi.
13 , 16 Février.

Les Etats des Dépenses concernant les Troupes de Terre aiant été remis à la *Chambre-Basse* par le S. *Pelham* Secrétaire des Guerres , & l'Etat ordinaire de la Flote par le S. *Cockburn* ; les Communes accordèrent au Roi pour le service de l'année 1728 , 15 mille Matelots & 22 mille 955 hommes effectifs , qui devoient être employés dans les Garnisons de la Grande-Bretagne , & des Iles de *Jersey* , & de *Guernsey*. Elles comptent

Les Communes accordent au Roi
15000 matelots
& 22955 Hommes pour les
Troupes de terre.
18 , 20 Février.

IV.
PREMIÈRE
SEANCE DU
PARLEMENT.

A N N E E M D C C X X V I I I.

Débats au sujet
des Troupes de
Hesse.
25 Février.

noient dans ce nombre les Officiers en Commission & sans Commission, les 1815 Invalides & 555 Hommes, qui composoient les six Compagnies indépendantes des Montagnes d'*Ecosse*. C'étoit le nombre que le Secrétaire des Guerres avoit demandé. L'année précédente on avoit eu de plus, par Terre 3 mille 500 Hommes, & sur la Flote 5 mille Matelots. La réduction des Troupes de Terre ne parut pas suffisante à tous les Députés. Le Chevalier *Wyndham* & le S. *Shippen*, secondés de plusieurs autres, insistèrent fortement pour que l'on remît les choses dans leur état ordinaire, & que l'on supprimât les 8 mille Hommes d'augmentation de l'année précédente. Les contestations furent vives : mais le Parti contraire à la Cour ne put pas même obtenir qu'on délibérât sur ce sujet une seconde fois. L'Article des 15 mille Matelots montoit à 78 mille Livres Sterling, à quatre Livres Sterling par mois pour chaque Matelot, y compris l'Artillerie, & comtant, selon la coutume, treize mois pour l'année ; à quoi les *Communes* ajoutèrent 205 mille 561 Liv. Sterl. pour l'ordinaire de la Marine pendant l'année courante. Elles donnèrent pour les Troupes de Terre qu'elles avoient accordées 286 mille 974 Liv. Sterl., & de plus 158 mille Liv. Sterl., 10 *Shellings*, 11 Deniers pour l'entretien des Garnisons de *Minorque*, de *Gibraltar* & des Colonies & pour les Provisions de *Gibraltar*, de *Plaisance* & d'*Annapolis Roïale* ; 1897 Liv. Sterl., 5 Sh. pour les Pensionnaires externes de l'*Hôpital de Chelsea* ; 52 mille 418 Liv. Sterl., 13 Sh. 10 Den. pour plusieurs dépenses extraordinaires, auxquelles on n'avoit point pourvu dans le dernier *Parlement* ; 58 mille Liv. Sterl. pour les Officiers de Terre & de Mer à la demi-paie ; enfin 230 mille 923 Liv. Sterl., 11 Sh. 8 Den. pour 8 mille 34 Hommes d'Infanterie, 2 mille 224 de Cavalerie & 18 cens Dragons que le *Landgrave de Hesse*, fournissoit en conséquence d'un Traité fait avec le feu Roi. Ce dernier Article eut peine à passer. Quand on proposa la Question, si l'on accorderoit au Roi les 230 mille 923 Liv. Sterl., 11 Sh., 8 Den., que l'entretien des Troupes de Hesse coutoit, il y eut un fort long débat. Ceux qui consentoient à la levée de ce *Subside* s'étendirent beaucoup sur la nécessité de conserver les forces qu'on avoit, tant au dedans qu'au dehors du Roïaume ; &, remontant jusqu'au motif du *Traité d'Hanovre*, ils dirent, « Que le feu Roi n'avoit fait cette Alliance que pour prévenir les dangers, dont on étoit menacé par le *Traité de Vienne* entre » l'Empereur & le Roi d'*Espagne* : Que par le *Traité d'Hanovre* il s'étoit » engagé de fournir 4 mille Hommes de Cavalerie & 8 mille d'Infanterie, & qu'il avoit du faire en sorte que ce Corps fût prêt de bonne » heure : Qu'il avoit traité pour cet effet avec le *Landgrave de Hesse-Cassel*, » dont les Troupes étoient le plus à portée de servir, selon le but de » l'Alliance, & coutoient beaucoup moins, que la levée & l'entretien » d'un pareil nombre de Troupes Nationales n'auroit couté : Qu'il avoit

ANNEE MDCCXXVIII.

IV.
PREMIERE
SEANCE DU
PARLEMENT.

Il falu d'autant plutôt conclure la Convention pour les Troupes du *Landgrave*, que des contre-tems imprévus avoient rendu la chose nécessaire : Qu'on ne pouvoit pas dire que ces Troupes n'eussent servi de rien, puisque jusqu'alors elles avoient empêché que la Guerre ne s'allumât en *Allemagne* : Que les raisons, pour lesquelles on avoit pris cette sage précaution, subsistant encore, il étoit de la prudence & même de toute nécessité de continuer l'entretien de ce Corps, jusqu'à ce que l'on vît à quoi les Négociations qui se faisoient actuellement & le Congrès qui s'alloit assembler, pourroient aboutir ». Les Chevaliers *Guillaume Wyndham*, *Geofroi Lawson*, *Jean Bramstoke*, & plusieurs autres du Parti contraire à la Cour alléguèrent, « Que par le *Traité d'Hanovre* le *Roi de la Grande-Bretagne* n'étoit obligé de fournir le secours dont il s'agissoit, que deux mois après en avoir été requis, & qu'il pouvoit le fournir, soit en Hommes, soit en Vaisseaux, soit en Argent, au choix de la Partie contractante, qui l'en requéreroit : Que, comme la Réquisition n'avoit jamais été faite, l'entretien des Troupes du *Landgrave* étoit une Dépense inutile, & qui devoit être supprimée, d'autant plus que la *Grande-Bretagne* faisoit des dépenses bien plus considérables, que celles des autres Alliés : & que l'Empereur, contre qui ces Troupes devoient agir en cas de rupture, ayant accepté les *Articles Préliminaires*, rien n'obligeoit à continuer une Dépense, que l'on n'avoit pas du faire ». Quelque bonnes que fussent ces raisons, la Question fut décidée pour l'affirmative à la pluralité de 280 voix contre 84. On remarqua que dans tout ce Débat le Chavalier *Robert Walpole* n'avoit pas ouvert la bouche, & que ce jour-là le *S. Guillaume Pulteney* s'étoit absenté de la *Chambre*. Comme les Dépenses, dont on a parlé jusqu'ici, n'étoient pas les seules auxquelles il falloit pourvoir; les *Communes* accordèrent 117 mille 442 Liv. Sterl., 3 Sh., 4 Den., pour l'Artillerie de Terre pendant cette année; 8 mille 261 Liv. Sterl., 3 Sh., 2 Den., pour l'extraordinaire des Munitions de *Gibraltar* & de *Port-Mahon* pendant l'année précédente, à quoi le *Parlement* n'avoit point pourvu; 279 mille 36 Liv. Sterl. pour faire bon les Nonvaleurs des *Subsides* de la même année; 50 mille Liv. Sterl. pour une année de *Subside* au *Roi de Suède*, en exécution d'un *Traité* du 25 de Mars 1727; 25 mille Liv. Sterl., aussi pour une année au *Duc de Wolfenbutel*, en vertu d'un *Traité* du 5 d'Avril 1727; 500 mille Liv. Sterl., pour paier plus régulièrement les Matelots. 336 mille 115 Liv. Sterl., pour faire bon les Non-valeurs du *Fonds Général* de 725 mille 849 Liv. Sterl., pour l'année échue à la *Saint-Michel* 1727. Les différentes sommes accordées au *Roi* montoient à huit-millions six cens soixante-huit mille six cens trente-huit Livres Sterling, sept Shellings, onze Deniers.

Quelque considérable que ce *Subside* paroisse, les Ministres ne trouverent pas qu'il pût suffire; &, le Chevalier *Methuen*, Trésorier de la

Subsides accordés pour l'Artillerie, l'Extraordinaire de Gibraltar, les Non-Valeurs de 1727, le *Roi de Suède*, & le *Duc de Wolfenbutel*.
1 Mars.

Pour la Paie des Matelots & les Non-valeurs du *Fonds Général*.
18 Avril.

Le *Roi* demandant une augmentation de *Subside*.

IV.
PREMIÈRE
SEANCE DU
PARLEMENT
pour les Dépenses
secrètes.
Debats à ce su-
jet.
17, 18, 19,
28 Mai.

Maïson du Roi, remit à la *Chambre* un *Message*, par lequel il étoit dit :
 « Que le *Roi* se trouvoit chargé d'engagemens faits de l'avis du dernier
 » *Parlement* pour assurer le Commerce & la Navigation du Roïaume,
 » & pour rétablir & conserver la Paix de l'*Europe*; qu'on l'avoit au-
 » torisé convenablement à païer les dépenses, qui se trouveroient à cet
 » égard dues & païables; mais qu'il manquoit encore une somme assés
 » considérable pour achever de satisfaire à ces engagemens : Que le *Roi*,
 » comtant sur le zèle & l'affection de ses *Communes*, espéroit qu'elles le
 » mètroient en état d'aquiter ce qui se trouveroit rester de du sur les
 » Obligations Contractées à ce sujet ». La lecture de ce *Message* surprit
 extrêmement plusieurs des Membres, qui ne s'attendoient à rien de pareil :
 mais le Parti de la Cour, ne voiant pas que dans ce moment les esprits
 fussent assés bien disposés, proposa de remettre la délibération au lende-
 main. Le lendemain donc, l'*Orateur* aiant fait la lecture du *Message*,
 quelques Membres du Parti contraire à la Cour se récrièrent fortement
 sur cette manière de demander des *Subsides*, sans en spécifier la destination.
 Ils prétendirent, « Qu'elle étoit tout-à-fait irrégulière, qu'elle tendoit à
 » rendre les *Parlemens* inutiles, & qu'elle pouvoit servir à mètre les malver-
 » sations des Ministres & le divertissement des Deniers publics à couvert de
 » recherches ». Ils ajoutèrent, « Qu'il étoit étonnant que l'on fit cette
 » nouvelle Demande vers la fin du *Parlement* (on étoit alors à la moitié de
 » Mai), lorsqu'avec tant de promptitude on avoit accordé tant de grosses Som-
 » mes pour les besoins de l'année courante ». Un des principaux Membres
 du Parti de la Cour répondit, « Que la nature des Usages, pour lesquels
 » on demandoit ce surcroît de *Subside*, ne permètoit pas qu'on les divul-
 » guât : Que la même chose avoit été pratiquée sous les deux derniers
 » Régnes, & que le *Parlement* avoit ci-devant approuvé les mesures, pour
 » l'accomplissement desquelles on faisoit cette demande : Que d'ailleurs la
 » Somme, dont on avoit besoin, étoit si peu considérable, qu'il n'y avoit
 » pas lieu de douter que la *Chambre* ne l'accordât ». Cette Proposition
 fut appuïée par beaucoup d'autres Membres du même Parti : mais les dé-
 bats ne laissèrent pas de durer jusqu'à neuf heures du soir; qu'à la plu-
 ralité de 233 Voix contre 201, il fut résolu que la *Chambre* en Corps
 présenteroit une *Adresse* au *Roi* « pour lui témoigner le respect & la fidé-
 » lité des *Communes*, & l'entière confiance qu'elles mètoient dans les
 » soins & dans la bonté de Sa Majesté pour ses Sujets; & pour l'assurer
 » qu'elles le mètroient en état de païer ce qui restoit du des engagemens,
 » où l'on étoit entré pour assurer le Commerce & la Navigation du
 » Roïaume, & pour rétablir & conserver la Paix de l'*Europe* ». Il s'agissoit
 d'une somme d'environ 70 mille Liv. Sterl., que le *Roi* demandoit en
 augmentation de *Subside*. L'*Adresse* fut présentée le lendemain, & le *Roi*
 répondit aux *Communes*, « Qu'il les remercioit de cette très fidèle &

» très affectonnée *Adresse* ; & qu'elles devoient être persuadées qu'il
» emploieroit la confiance, qu'elles avoient en lui, pour le Bien public
» & pour le maintien de la Cause commune ». Enfin la somme demandée
ne fut point accordée : mais on y suppléa par une Clause ajoutée au *Bill*
des 500 mille Liv. Sterl. pour le paiement des gages des Matelots, par
laquelle « on autorisoit le *Roi* d'employer une partie de cette somme à sa-
» tisfaire aux engagements pris pour assurer le Commerce du Roïaume &
» rétablir le Paix dans l'*Europe*.

Par un Etat général des *Dêtes Publiques de la Nation*, & par un Etat
du *Fonds d'Amortissement*, qui furent remis ensemble à la *Chambre-*
Basse, il parut que, depuis *Noël*, 1725 jusqu'à *Noël* 1726, les *Dè-*
tes Nationales avoient augmenté de 525 mille 520 Livres Sterling;
que la même année on avoit acquité 442 mille 955 Livres Sterling; &
que le 31 de Décembre 1726, le total des *Dêtes* montoit à 1 million 143
mille 102 Liv. Sterl.; que les *Dêtes* contractées pendant l'année 1727,
montoient à 376 mille Liv. Sterl., & que dans la même année on en avoit
acquité pour 1 million 257 mille 895 Liv. Sterl.; enforte que le 31 de
Décembre 1727 les *Dêtes Nationales* ne montoient plus qu'à 50 millions
255 mille 207 Liv. Sterling. Il parut d'ailleurs que depuis *Noël* 1725
jusqu'à *Noël* 1727 le *Fonds d'Amortissement* avoit produit 1 million
247 mille 488 Liv. Sterl., & que pendant ce tems on avoit remboursé
des *Dêtes*, au paiement desquelles on avoit approprié ce Fonds, 1 million
246 mille 775 Liv. Sterl., & qu'ainsi le 31 de Décembre 1727, il restoit
en Caisse 30 mille 713 Livres Sterling.

Etat des Dêtes
Nationales remis
à la Chambre-
Haute.
31 Mai.

Longtems avant que ces Etats fussent remis aux *Seigneurs*, les *Com-*
munes s'étoient occupées des *Dêtes Nationales*. Les Commis de l'*Echiquier*
& de la *Trésorerie* leur avoient remis un Etat des *Dêtes*, contractées avant
le 26 de Décembre 1716 & rachetables par le *Parlement*, avec deux
autres *Etats*, l'un de l'Emploi des sommes accordées pour le service de
l'année 1727, & l'autre des Non-valeurs. Le premier de ces deux der-
niers Etats n'ayant point satisfait les *Communes*, elles demandèrent au
Roi par une *Adresse*, « qu'il leur fit communiquer un Comte particulier de
» 250 mille Liv. Sterl., qui, suivant le comte général avoient du s'em-
» ploier à certaines choses indispensables pour assurer le Commerce & la
» Navigation du Roïaume, & pour rétablir la Paix & la Tranquillité
» dans l'*Europe*; comme aussi qu'on les instruisît en quel tems cette som-
» me avoit été payée ». Le *Roi* répondit d'une manière fort générale, &
plusieurs du Parti contraire à la Cour en témoignèrent leur mécontente-
ment : mais le Chevalier *Walpole* justifia la réponse du *Roi*, par une Ré-
solution du dernier *Parlement*, qui donnoit pouvoir au *Roi* de faire les
Dépenses extraordinaires. On lui repliqua que les *Communes* par cette Ré-
solution ne s'étoient pas dépouillées du droit incontestable, qu'elles

Etat des Dêtes
Nationales remis
à la Chambre-
Basse.
27 Février

Les Communes
demandent un
Comte particulier
de 250000 Liv.
Sterling.
12. Mars.

I.V.
PREMIÈRE
SEANCE DU
PARLEMENT.

15 Mars.
Elles délibèrent
sur l'Etat des Dê-
tes Nationales.
19, 25 Mars.

19 Mars.

avoient d'être informées de la manière dont on employoit les *Subsides*. Cette raison ne fit aucun effet sur le plus grand nombre; &, non seulement les *Communes*, se contentèrent de la Réponse du Roi, toute vague qu'elle étoit; elles l'autorisèrent encore de nouveau pour qu'il pût faire toutes les Dépenses extraordinaires, qu'il jugeroit à propos. Quand il fut question de délibérer sur l'Etat des *Dêtes Nationales*, on proposa la Question; *S'il paroissoit à la Chambre que les sommes employées à l'acquit des Dêtes contractées avant Noel 1716, montassent à 6 millions 648 mille 762 Liv. Sterl., 5 Sh., 1 Den., y compris 224 mille 435 Liv. Sterl.; 16 Sh., 4 Den., qui devoient être déboursées le 25 d'Avril suivant.* On demanda d'abord si cette Question devoit être débattue dans la *Chambre* ou dans un *grand Comité*. Le Parti de la Cour souhaitant le dernier, à cause qu'il procure l'avantage de repliquer, ne pouvoit guère manquer de l'obtenir. Un des Membres de ce Parti, dans un Discours qui dura deux heures, fit un détail, qui parut si clair & si net, de l'accroissement & de l'amortissement des *Dêtes* de la Nation depuis 1716, qu'il entraîna presque toute la *Chambre*. Elle fut d'autant plus disposée à le croire, qu'il résulta de l'examen, que l'on fit de quelques Secretaires de l'*Echiquier* ou de la *Trésorerie* sur les Faits avancés par celui qui venoit de parler, que depuis l'année 1716 on avoit amorti 2 millions 300 mille Liv. Sterl. d'anciennes *Dêtes*; & qu'en tout on avoit payé 6 millions 428 mille 820 Liv. Sterl. Après cet examen, plusieurs Membres du Parti contraire à la Cour se récrièrent fort sur ce que dans le comte de 6 millions 648 mille 762 Liv. Sterl., on comprenoit les 224 mille 435 Liv. Sterl. qui restoit à payer. Après des débats aussi longs que vifs, le Parti de la Cour demanda sur les neuf heures du soir que les Comtes fussent approuvés, conformément à la Question proposée d'abord. Le Parti contraire de son côté demanda que l'affaire fût renvoyée à quelque autre jour: mais cette demande fut rejetée à la pluralité de 250 Voix contre 97. On reprit l'affaire des *Dêtes Nationales*, quelques jours après; & le Chevalier *Walpole* fit à ce sujet un Discours, dans lequel il s'attacha principalement à faire voir les bons effets des arrangemens que l'on avoit pris, & surtout du *Fonds d'Amortissement*, par le moien duquel on avoit acquitté plus de six millions Sterling. Un des principaux du Parti contraire répondit à ce Discours, & soutint, entre autres choses, « Qu'il étoit » impossible de suivre le Chevalier *Walpole* dans la complication de » ses calculs: mais qu'en les examinant de près, on trouveroit qu'une » partie des *Dêtes*, que l'on employoit dans le Comte, comme payée, » n'avoient fait que changer de nature & de dénomination ». C'est ce qu'il prouva par plusieurs exemples. Un autre du même parti prétendit démontrer « qu'en 1720 & 1721, les *Dêtes Nationales* montoient à près » de 50 millions Sterling, & qu'actuellement elles montoient à quel- » que chose de plus ». Le Chevalier *Walpole* soutint dans une longue réplique,

ANNEE MDCCLXXVIII.

IV.
PREMIERE
SEANCE DU PAR-
LEMENT.

replique, « Que les *Dêtes*, qu'ils avoient citées pour exemples, ou n'étoient
 » pas proprement des *Dêtes Nationales*, ou qu'on étoit assuré des moïens
 » de les acquiter : que d'ailleurs, si d'une part on avoit contracté 3 millions
 » 580 mille Liv. Sterl. de *Dêtes*, de l'autre on avoit acquité six millions,
 » ainsi qu'il alloit le faire voir ». Comme il vouloit entrer dans la dé-
 duction de ce Calcul, on lui remit une Lettre que le Duc de *Newcastle*
 avoit reçue d'*Espagne*, avec l'Acte original pour la signature des *Prélimi-
 naires*, signé le 6 de Mars au *Pardo*, par les Ministres de *Vienne*, de
France, d'*Angleterre*, d'*Espagne* & d'*Hollande*. Il en fit part à la *Cham-
 bre*. Cette bonne nouvelle mit fin au Débat sur cet Article. Il y eut
 cependant quelques Résolutions prises dans ce grand Committé. Sur la
 Question : Si les *Dêtes Nationales*, contractées pour les besoins de l'Etat,
 depuis le 25 de Décembre 1726 jusqu'au 8 du présent mois de Mars 1728,
 montoient, y compris les *Dêtes de la Marine*, depuis le 3 Décembre 1717, à
 2 millions 605 mille 545 Liv. Sterl., l'Affirmative, après quelques Débats,
 l'emporta de 239 Voix contre 83. On résolut encore « 1°. Que depuis
 » le 25 de Décembre dernier la Nation devoit 328 mille 687 Liv. Sterl.,
 » pour pareille Somme avancée par la *Compagnie du Sud*, sur un Acte de
 » Parlement de la cinquième année du Règne du feu Roi, qui l'autorisoit
 » à augmenter son Capital ; laquelle Somme on avoit appropriée d'avance
 » en 1720 au paiement des Billets de Loterie, depuis on en avoit ap-
 » proprié le surplus à l'augmentation du *Fonds d'Amortissement*. 2°. Que
 » les *Dêtes Nationales* contractées depuis le 25 de Décembre 1716,
 » pour faire bon les Non-valeurs annuelles du *Fonds Général*, depuis son
 » établissement jusqu'à Noël, 1727, dont le surplus étoit applicable au
 » *Fonds d'Amortissement*, montoient à 703 mille 740 Livres Sterling ». 23 Mars.
 Toutes ces différentes Résolutions furent approuvées quatre jours après,
 non sans de grands Débats, qui durèrent jusqu'à neuf heures du soir, au
 sujet des *Dêtes* contractées jusqu'au 25 de Décembre 1726. Il fut en
 même tems résolu de faire une très humble *Représentation* au Roi, con-
 formément aux Résolutions, que l'on venoit d'approuver, & de lui re-
 mètre des Etats du *Fonds d'Amortissement*, du *Crédit Public* & des *Dêtes
 Nationales* depuis Noël 1716. Le Rapport de la *Représentation* se fit dans
 le mois d'Avril ; & différens Membres des deux Partis firent à ce sujet
 de longs Discours. Plusieurs d'entre les *Seigneurs* s'étoient rendus dans les
 Galeries de la *Chambre-Basse*, pour entendre les Débats, qui furent très
 vifs de part & d'autre, & qui durèrent jusqu'à dix heures du soir. Enfin
 la *Représentation*, aiant été lue une seconde fois, fut approuvée à la plu-
 ralité de 243 Voix contre 77. Elle fut présentée au Roi deux jours après.
 Elle portoit en substance : « Que depuis l'heureux avènement du feu
 » Roi *George I* à la Couronne, le *Parlement* avoit en divers tems cherché
 » les moïens d'acquiter petit à petit les grandes *Dêtes*, que la Nation avoit

Tome XIV. Partie I.

T

Représentation
au Roi touchant
les Dêtes Natio-
nales.

» contractées pendant la longue durée des deux Guerres précédentes :
 » Que pour cet effet on avoit enfin , à la satisfaction générale du Public ,
 » établi le *Fonds d'Amortissement* , & que le *Parlement* avoit approprié
 » ce Fonds au paiement des *Dêtes Publiques* , contractées avant *Noël*
 » 1716 : Que cet arrangement avoit produit deux choses également in-
 » téressantes pour la Nation ; l'une la nécessité d'augmenter le *Fonds d'Amor-*
 » *tissement* , & l'autre celle de lever tous les ans les *Subsides* nécessaires
 » pour les besoins de l'année courante : Que , comme depuis quelques
 » années , il s'étoit élevé diverses Disputes touchant le Produit & l'Ap-
 » plication du *Fonds d'Amortissement* , par rapport aux *Dêtes* , que l'on
 » supposoit avoir été contractées en même tems , les *Communes* de la
 » *Grande-Bretagne* , très sensibles au poids des *Dêtes Nationales* , qui
 » n'avoit pas besoin d'être exagéré , ni mal exposé , ce qui ne pouvoit
 » donner que de l'inquiétude au Peuple , avoient cru qu'il étoit de leur de-
 » voir d'examiner à fonds cette importante affaire , & de comparer le
 » montant de la Liquidation & de l'Extinction des *Dêtes Publiques* con-
 » tractées avant *Noël* 1716 , avec le montant de celles qu'on avoit con-
 » tractées depuis ce tems-là pour les besoins de l'Etat : Que les Peuples
 » avoient constamment contribué ce qu'il falloit , afin de paier l'Intérêt annuel
 » des *Dêtes* contractées pour leur assurer le bonheur inestimable de la
 » Succession Protestante & du Règne de Sa Majesté , pour maintenir leur
 » Religion , leurs Libertés & leurs Biens ; & que ce qui leur avoit rendu
 » ce fardeau léger & facile à porter , ç'avoit été la consolation d'avoir un
 » *Fonds d'Amortissement* , qui leur faisoit espérer de voir ces *Dêtes* éteintes
 » avec le tems ; mais que , malgré l'état florissant du *Crédit Public* & les
 » bons effets de cette heureuse situation , il se trouvoit des Gens , qui ,
 » jaloux de la satisfaction , que tous les Sujets de Sa Majesté gutoient
 » en repos , s'efforçoient de la troubler , en répandant d'une manière très
 » industrieuse de faux Etats des *Dêtes Nationales* & des *Fonds* établis pour
 » les acquiter ; en insinuant que le *Fonds d'Amortissement* étoit peu de chose ,
 » & que par de fausses mesures , par une mauvaise économie , par négli-
 » gence , par malversation , on avoit fait des Dépenses inutiles & contracté
 » de *nouvelles Dêtes* , qui non seulement égaloient , mais même excédoient
 » de plusieurs Millions Sterling , le montant de l'aquit des anciennes *Dêtes* :
 » Que ces insinuations artificieuses tendoient à deux fins ; l'une de rendre
 » le Peuple inquiet & chagrin des difficultés , qu'il avoit actuellement à
 » surmonter , en lui persuadant qu'elles seroient perpétuelles ; & l'autre ,
 » de lui faire craindre si fort de nouveaux engagemens , qu'il aimât mieux
 » souffrir toutes sortes d'injustices & d'insultes , que de s'exposer à de
 » nouvelles Dépenses , pour se faire rendre justice : Que ce mal si fort
 » répandu , demandant un prompt remède , avoit mis les *Communes* dans
 » la nécessité de faire une recherche exacte de la vérité des Faits , tant

„ pour en informer Sa Majesté, que pour donner à ses Sujets la satis-
 „ faction de voir qu'on avoit grossièrement abusé le Public par de faux
 „ Rapports; & pour convaincre leurs Ennemis, que les Forces & les Richesses
 „ de la *Grande-Bretagne* n'étoient pas épuisées au point que, sous l'heureux
 „ Règne de Sa Majesté, la Nation ne fût aussi formidable que sous
 „ aucun des Rois ses Prédécesseurs ». Après quelques mots encore sur la
 licence, que des Persones, mal-instruites ou mal-intentionnées, se donnoient
 de faire & de publier sur leurs systèmes particuliers des Etats chimériques
 de *Dètes Nationales*, la *Représentation* offroit d'autres Etats, que les
Communes prétendoient véritables; l'un des *Dètes* contractées avant *Noel*
 1716, & que l'on avoit acquittées, montant à 6 millions 648 mille 762
 Liv. Sterl.; l'autre des *Dètes* contractées depuis *Noel* 1716, montant à
 3 millions 637 mille 972 Liv. Sterl., par où l'on voioit que le paie-
 ment des *Anciennes Dètes* excédoit les *nouvelles* de 3 millions 107 mille
 790 Livres Sterling. Les *Communes* ajoutaient ensuite, « Que pour mettre
 „ dans un plus grand jour l'état des *Nouvelles Dètes*, il falloit remarquer
 „ qu'une partie, montant à la Somme de 73 mille 740 Liv. Sterl., avoit
 „ été contractée pour suppléer d'année en année aux Non-Valeurs du
 „ *Fonds Général*, jusqu'à la *Saint Michel* 1726, & que l'excédant de ce
 „ *Fonds* faisoit partie du *Fonds d'Amortissement*, qui par ce moien s'étoit
 „ augmenté tous les ans: Que la Somme de 29 mille 20 Liv. Sterl. avoit
 „ été levée par de nouveaux Emprunts, pour faire bon le *Fonds originel*
 „ & le *Fonds Additionnel* de la *Compagnie du Sud*; & que, comme on avoit
 „ appliqué cette Somme & la précédente aux Non-Valeurs des *Fonds*
 „ établis avant *Noel* 1716, elles devoient être distinguées des *Dètes* con-
 „ tractées depuis ce tems-là: Qu'il en étoit de même de la Somme de
 „ 328 mille 673 Liv. Sterl., faisant partie des *Nouvelles Dètes*, con-
 „ tractées à l'occasion de pareille Somme avancée par la *Compagnie du*
 „ *Sud*, pour l'augmentation de son Capital; & que, comme on les avoit
 „ encore appliquées au *Fonds d'Amortissement*, on les devoit distinguer des
 „ *Dètes* contractées depuis l'établissement de ce *Fonds*: Que ces trois Som-
 „ mes déduites de celle de 3 millions 927 mille 998 Liv. Sterl., redui-
 „ soient à 2 millions 605 mille 555 Liv. Sterl., les *Dètes* contractées pour
 „ les besoins de l'Etat, depuis *Noel* 1716, en y comprenant celles de la
 „ Marine jusqu'au 31 de Décembre 1727: Que pour prévenir les
 „ objections, que l'on pourroit faire contre le calcul des *Dètes Nationa-*
 „ les contractées depuis *Noel* 1716, il falloit observer qu'on n'y faisoit
 „ pas entrer les Emprunts, ni les Billets de l'*Echiquier* sur les *Taxes*
 „ annuelles du *Malt* & des *Terres*, parce que ces Emprunts & ces Billets
 „ étoient acquittés de semaine en semaine du produit de ces mêmes *Taxes*;
 „ & que lorsqu'il y avoit des Non-Valeurs, elles étoient remplacées par
 „ les *Subsides*, qu'on accordoit d'année en année ». On examinoit en-

suite la situation où la Nation se trouvoit, par rapport à ses *Dêtes*, avant
 l'établissement du *Fonds d'Amortissement*. On s'étendoit sur les heureuses
 suites de cet établissement; & l'on disoit, « Qu'à l'avènement du feu
 » Roi, la plus grande partie de ces *Dêtes* consistoit en Rentes absolues
 » à long terme, qui ne pouvoient être acquittées qu'après un grand nom-
 » bre d'années: qu'une autre grande partie composoit les *Fonds Capitaux*
 » de la *Banque d'Angleterre*, des *Compagnies du Sud & des Indes-Orien-*
 » *tales*, qui portoient un intérêt fort haut, de même que plusieurs autres
 » *Dêtes* assignées sur d'autres *Fonds* & sur des Billets de l'*Echiquier*, dont
 » la Circulation coûtoit beaucoup: Qu'il y avoit outre cela de grosses
 » Sommes dues à l'Armée, pour lesquelles on n'avoit point assigné de
 » *Fonds*, & que ceux qu'on avoit appliqués à l'acquies des autres *Dêtes*,
 » étoient ou défectueux, ou bien en Non-Valeur, en sorte que si ces *Dêtes*
 » étoient toujours restées dans le même état, bien loin de les voir dimi-
 » nuer, on auroit été dans la nécessité d'imposer de nouvelles Charges,
 » pour assurer les *Dêtes*, qui n'avoient point de *Fonds*: Que l'Avène-
 » ment du feu Roi fut bientôt suivi d'une Rébellion, qui, non seulement
 » avoit empêché qu'on ne songeât aux moïens d'acquies les anciennes *Dè-*
 » *tes*, mais même avoit obligé d'en contracter de nouvelles; & qu'en 1715
 » on avoit créé des Rentes à cinq pour cent par an, rachetables par le
 » *Parlement*, pour un million 79 Liv. St., outre une augmentation consi-
 » dérable du *Fonds capital* de la *Compagnie du Sud*: Que, d'abord après la
 » Rébellion éteinte, & les craintes du Peuple dissipées, le *Parlement* s'étoit
 » occupé du grand ouvrage de mettre les *Dêtes Nationales* en train d'être
 » acquittées plus promptement, avec honneur, & sans faire tort à personne;
 » & qu'en l'année 1717, on avoit jeté les fondemens de ce qui s'étoit fait
 » depuis, en établissant le *Fonds d'Amortissement*, dont on pouvoit con-
 » noître les suites & les avantages, en considérant ce qui le constituoit &
 » de quelle manière on l'avoit perfectionné: Qu'il n'y avoit que trois voies
 » pour parvenir au paiement des *Dêtes Publiques*; la première, d'augmen-
 » ter les *Fonds* assignés pour acquies le Principal & les Intérêts; la seconde,
 » de charger le Peuple de nouveaux Impôts; la troisième, de réduire les
 » Intérêts de ces *Dêtes*: Que la première de ces voies n'auroit pas été suf-
 » fisante, que la seconde auroit fait crier le Peuple, & que la troisième
 » avoit été la seule, qu'on eût regardée comme la plus convenable & traî-
 » nant après elle le moins d'inconvéniens: mais que, comme une grande
 » partie de ces *Dêtes* n'étoient pas rachetables, & que les autres ne pou-
 » voient l'être qu'en remboursant le Principal, cette Réduction des In-
 » térêts ne pouvoit se faire qu'avec le consentement des Intéressés aux *Dè-*
 » *tes non rachetables*, & qu'en offrant aux autres de leur rendre leur Prin-
 » cipal, ce qui paroissoit alors impraticable: Qu'on avoit cependant sur-
 » monté cette difficulté par rapport aux *Dêtes rachetables*, en obtenant de

„ la *Compagnie du Sud*, qu'elle consentît à la Réduction de six à cinq pour
 „ cent, des Intérêts de son *Fonds capital*, lequel étoit alors de dix millions
 „ Sterling; en engageant aussi la *Banque* à souffrir une pareille Réduction
 „ à l'égard d'une Somme de plus d'un million 775 mille Liv. St., en même
 „ tems qu'elle se contenteroit d'un Intérêt beaucoup moindre pour la cir-
 „ culation des Billets de l'*Echiquier*, qui montoient à plus de 4 millions
 „ 500 mille Liv. St., que l'on comtoit à raison de sept pour cent par an;
 „ enfin, en portant ces mêmes Compagnies à faire l'avance des Sommes
 „ nécessaires pour paier le Principal des autres *Dêtes rachetables*, qui pas-
 „ soient neuf Millions Sterling: Qu'après cet arrangement fait, un Acte
 „ de *Parlement* avoit établi le *Fonds Général*, sur lequel les Créanciers de
 „ la Nation avoient le choix, ou de recevoir leur Principal, ou de se conten-
 „ ter d'un Intérêt de cinq au lieu de six pour cent par an, ce que le Public avoit
 „ si bien reçu, qu'un très petit nombre d'Intéressés avoient demandé leur
 „ remboursement; ensorte que les Sommes réduites à cinq pour cent
 „ étoient montées à 9 millions 392 mille 311 Liv. Sterling: Que par ce
 „ moyen, plus de 25 millions 800 mille Liv. Sterling avoient tout d'un
 „ coup été réduits à cinq pour cent, de six & même au delà: Que le mê-
 „ me Acte de *Parlement* avoit approprié le surplus, non seulement du
 „ *Fonds général*, mais aussi de divers autres *Fonds*, à l'aquit des *Dêtes Na-*
 „ *tionales*, contractées avant Noël 1716; & que c'étoit-là l'origine & la
 „ base du *Fonds d'Amortissement*: Qu'une preuve que cette Réduction de
 „ l'Intérêt, qui rendoit la sûreté du Capital d'autant plus grande, avoit été
 „ généralement au goût du Public, c'est qu'elle avoit fait hausser considé-
 „ rablement les Actions de ces mêmes *Dêtes Nationales*: Qu'alors il avoit
 „ été facile de prévoir, qu'avec le tems, on auroit pu faire par les mêmes
 „ voies, aussi justes qu'honorables, une Réduction plus grande, & qu'en
 „ les suivant sans interruption, on auroit évité le danger & l'iniquité du
 „ Projet de la *Compagnie du Sud*, & que les Intérêts des *Dêtes Publiques*
 „ auroient encore été réduits beaucoup plutôt qu'ils ne l'avoient été par
 „ l'exécution de ce nouveau Projet; mais qu'enfin, en conséquence du
 „ même Acte de *Parlement*, la Réduction de cinq à quatre pour cent avoit
 „ eu lieu, non seulement à l'égard de la *Compagnie du Sud*, mais encore à
 „ l'égard de la *Banque*, pour deux Sommes, qu'on lui devoit, & qui mon-
 „ toient à plus de 3 millions 775 mille Liv. Sterling: Que par ces nouvelles
 „ Réductions, le *Fonds d'Amortissement* s'étoit augmenté de plus de 377
 „ mille Liv. Sterling, depuis la *Saint-Michel* 1727; Qu'on pouvoit ac-
 „ tuellement l'évaluer à près de 1200 mille Liv. Sterling par an, & qu'il
 „ iroit tous les ans en augmentant, à mesure que l'on aquiteroit des *Dê-*
 „ *tes*, dont les Intérêts s'ajouteroient à ce *Fonds*. Les *Communes* disoient
 „ ensuite, „ Qu'afin d'achever de démontrer les avantages présens & cer-
 „ tains, que le Public avoit reçus de cet Arrangement pour aquiter les

» *Dètes Nationales*, il suffisoit de faire réflexion, que l'Intérêt de la plus-
 » part de ces *Dètes* étant actuellement réduit de six à quatre pour cent,
 » il en resuloit une épargne d'un tiers du Total de l'Intérêt, qui, restant entre
 » les mains du Gouvernement & s'appliquant à l'aquit du Principal, pro-
 » duisoit un profit égal au paiement réel du tiers de ce Principal : Que si,
 » sur le pied du prix courant des Rentes viagères au denier vingt-&-cinq,
 » on supputoit la valeur des 800 mille Liv. Sterl. ajoutées au *Fonds d'A-*
 » *mortissement*, qui n'étoit dans son origine que d'environ 400 mille Liv.
 » Sterling, on trouveroit que le Public avoit fait un profit réel de 20 mil-
 » lions Sterling : Que c'étoit-là l'heureuse situation du *Fonds d'Amortisse-*
 » *ment* considéré séparément en lui-même ; mais que si l'on jetoit les yeux
 » sur l'état du *Crédit Public* en général, on auroit un surcroît de satisfaction,
 » en voiant que la Foi Publique étant inviolablement gardée par l'aquit
 » des anciens Billets de l'*Echiquier* & par la Réduction de toutes les *Dè-*
 » *tes Nationales*, il se trouvoit que les Emprunts sur les *Fonds Annuels*,
 » pour les besoins de l'année courante, se pourroient faire à l'avenir à trois.
 » pour cent, ou même à moins, par des Billets de l'*Echiquier*, sans qu'on
 » fût obligé de recourir à qui que ce fût pour l'avance des Deniers ; & que
 » bien loin que le Public fût dans la nécessité, comme auparavant, de
 » donner de gros Intérêts & de grosses Primes pour l'argent dont il auroit
 » besoin, il étoit certain, au contraire, que la seule émulation, qui res-
 » toit alors parmi les Créanciers du Public, consistoit en ce que chacun
 » souhaitoit d'être le dernier à recevoir son remboursement. La *Répré-*
 » *sentation* finissoit par des félicitations, que les *Communes* faisoient au *Roi*,
 » sur l'heureux état où se trouvoient, les Affaires Publiques de la Nation à
 » son avènement au Trône ; & par des présages que l'entier acquit de toutes
 » les *Dètes* de la Nation étoit une gloire qui paroissoit réservée pour son Rè-
 » gne. Le *Roi* répondit aux *Communes*, « Qu'il ne pouvoit être que très sa-
 » tisfait de cette *Réprésentation*, qui devoit donner une satisfaction géné-
 » rale à tout son Peuple, en dissipant ces craintes & ces jalousies mal fon-
 » dées qu'on avoit semées & répandues par tout le Roïaume : Que les
 » heureux effets de l'état florissant du *Crédit Public* se faisoit voir trop sen-
 » siblement, pour n'être pas reconnus de tout le monde ; & que la Pro-
 » vision faite pour acquiter petit-à-petit les *Dètes Nationales*, étoit actuel-
 » lement si certaine & si considérable, qu'elle ne pouvoit être altérée ou
 » diminuée que par quelque événement imprévu ; ce qui donnoit la plus
 » belle apparence de voir les *Anciennes Dètes* acquittées, sans aucune néces-
 » sité d'en contracter de nouvelles : Qu'ils pouvoient s'assurer que son soin
 » particulier & sa principale attention seroient de maintenir & de conserver
 » le *Crédit Public*, d'augmenter le *Fonds d'Amortissement*, & d'éviter tou-
 » tes les occasions d'imposer de nouvelles charges sur le Peuple ».

Moïens de le-

A l'égard des moïens de lever les *Subsides*, il suffira de dire ici que le

ANNEE MDCCXXVIII.

IV.
PREMIERE
SEANCE DU PAR-
LEMENT.
Vot le Subédo.

Parlement continua les différentes Taxes ordinaires, les unes pour un tems plus long, les autres pour un tems plus court.

Il n'est plus question à présent que de parler en peu de mots des autres Affaires de quelque importance, qui furent traitées dans cette Séance.

En Février, la *Chambre des Pairs* délibéra sur un Statut de la 21 année de *Jaques I*; & résolut « de porter un *Bill* pour ordonner que toutes » *Prétentions* qui ne regarderoient pas le Commerce, & toutes autres » *Détes*, par Prêt ou par Contrat, qui n'auroient point d'Hypothèque particulière assignée, & dont on n'auroit fait aucune demande dans le cours » de six ans, demeureroient éteintes, à l'exception de celles dont les Propriétaires seroient ou des Enfans mineurs, ou des Femmes mariées ou » quelques-unes des autres Persones mentionnées dans le Statut de *Jaques I* ». Ce *Bill* fut approuvé dans le mois de Mars en Grand Committé. Les *Communes* le passèrent le mois suivant.

Bill pour l'extinction des Détes entre Particuliers.
24 Février.

Les *Communes* de leur côté résolurent vers la fin de Février, de porter un *Bill* pour la punition des Soldats mutins & des Déserteurs. Elles le passèrent à la fin de Mars; & la *Chambre-Haute* le passa quelques jours après, sans y rien changer.

18 Mars.
14 Avril, &c.

Bill contre les Soldats mutins & les Déserteurs.
25 Février.
29 Mars.

Il y eut aussi dans la *Chambre-Basse* un *Bill* projeté pour encourager les Matelots à s'engager volontairement au Service du Roi. Ce *Bill* fut repris à différentes fois sans qu'on le pût finir, parce que l'on y vouloit insérer une Clause pour autoriser le Gouvernement à faire enlever de force, en cas de nécessité, les gens propres à servir sur mer. Ceux qui s'opposaient à cette Clause, prétendoient avec quelque sorte de raison; « Que d'obliger un Anglois à servir malgré lui, s'étoit donner une violence atteinte aux Libertés de la Nation : Que quoique la pratique en fut tolérée par l'usage, elle n'en étoit pas moins une violation manifeste » des Loix fondamentales de l'Etat, & particulièrement de la *Grande-Charte* : Que d'ailleurs la contradiction seroit palpable entre le Titre & l'objet » du *Bill* en question; & que, bien loin d'encourager par là les Matelots, on ne feroit que les éloigner de plus en plus du dessein de servir la Nation, » & les porter à sortir du Royaume pour prendre parti chés les Etrangers ». Lorsque l'on fit le rapport en forme de ce *Bill*, il n'y en eut qu'une partie d'approuvée; & l'affaire en resta là.

Bill projeté pour l'encouragement des Matelots.
25 Février.

25 Mai.

On a vu dans la Harangue du Roi, qu'il avoit recommandé l'Hôpital de *Greenwick*, à l'attention du Parlement. Les Revenus de cet Hôpital montoient qu'à 10 mille 517 Liv. Sterl., 16 Sh., 6 Den., & les Dépenses alloient à 13 mille 927 Livre Sterling. C'est là dessus que les *Communes*, après plusieurs délibérations, accordèrent 10 mille Liv. Sterl. par an, pour le meilleur entretien de cet Hôpital, & pour que l'on pût y recevoir encore 230 Matelots estropiés ou mis hors de service par leur âge.

Les Communes accordent 10000 Liv. St. à l'Hôpital de Greenwick.
13 Mai.

A N N É E M D C C X X V I I I .

I V .
P R E M I È R E
S E A N C E D U
P A R L E M E N TAffaire de La
Caroline.Les Communes
demandent qu'on
leur en donne
connaissance.25 Mai.
Elles autorisent
l'acquisition faite
par le Roi.Mai.
La Caroline est
réunie au Domai-
ne.Motif de cette
Réunion.

Dans le mois de Septembre de l'année précédente les Seigneurs Propriétaires de *La Caroline* avoient offert au Roi de la lui céder; & dans les premiers jours du mois de Mai de cette année, le Conseil avoit conclu le marché pour l'acquisition de *La Caroline Méridionale & Septentrionale*, que le Roi vouloit réunir au Domaine de la Couronne. Les *Communes* demandèrent par une *Adresse* qu'on leur remît tous les Papiers & Documens qui regardoient cette affaire. Quand elles les eurent examinés, elles résolurent de présenter conjointement avec la *Chambre-Haute* une *Adresse* au Roi, « pour le prier de » contracter avec les Seigneurs Propriétaires pour l'achat & cession de leur » Titre à cette Colonie, & pour l'assurer qu'elles feroient bon sur les pre- » miers *Subsidés* des dépenses que Sa Majesté feroit à cette occasion ». Au commencement de Juillet & quelques jours après la Clôture de cette Séance du *Parlement*, *La Caroline* fut réunie dans les formes au Domaine de la Couronne, & le Roi donna ses ordres pour que la Trésorerie délivrât aux anciens Propriétaires 20 mille Liv. Sterl., qu'ils ne reçurent que le 10 d'Août 1729. Il y eut aussi des Privilèges accordés à ceux qui voudroient établir des Manufactures de Soie dans cette Colonie; & bientôt après on engagea tout ce que l'on put de Déserteurs Etrangers, pour les employer à former de nouvelles Habitations au Sud de *La Caroline*. Ce fut sur une Requête des Habitans de cette Colonie, que l'on prit la résolution de la réunir au Domaine. Ils se plaignoient dans cette Requête de la Tyrannie insupportable des Seigneurs Propriétaires. Ils représentoient, entre autres choses, au Roi, « Que, jusqu'alors les Propriétaires, peu soigneux de » remplir les conditions de leur Concession, n'avoient pris aucun soin, » ni fait aucune dépense pour la Propagation de la Foi parmi les Sauvages » de ce País, lesquels n'étoient pas plus instruits de la Religion Chrétienne, » que le premier jour que les *Anglois* étoient débarqué sur leurs Côtes: » Que le motif de la Concession avoit été de procurer aux Habitans » un bon Gouvernement, mais que les Propriétaires avoient mal usé de » cette confiance en remettant le Gouvernement en de mauvaises mains, » en sorte que les Sujets étoient exposés à toutes les insultes des Barbares: » Que les Propriétaires étoient obligés de fonder des Eglises & des Chapelles dans cette Province; mais que jusqu'alors ils n'avoient destiné » nul endroit, ni pour le Service Divin, ni pour des Ecoles, où l'on put » instruire la Jeunesse; ce qui nécessairement avoit produit une corruption » générale parmi le Peuple, qui, faute d'instruction, étoit devenu presque » aussi sauvage, que les Sauvages même: Qu'en vertu de leur Octroi, les » Propriétaires étoient obligés de même de bâtir des Forts, des Châteaux, » des Villes, des Villages, & de les munir de Fortifications & de tous les » attirails de Guerre, contre les irruptions des Sauvages ou de leurs autres » Ennemis: mais qu'ils avoient porté la négligence à cet égard jusqu'à n'avoir » pas marqué jusqu'alors un pouce de terre, pour y construire ou Ville ou » Village;

» Village; qu'ils avoient encore moins eu la pensée de faire la moindre
 » dépense en Fortifications; de là, la ruine totale des Habitans, qui s'étoient
 » vus forcés d'employer le peu qu'ils avoient à construire des Forts pour leur
 » défense: Que les *François* s'étant emparés de *Pensacola*, Port appartenant
 » précédemment aux *Espagnols*, & par là se trouvant environner la Co-
 » lonie du côté des Montagnes du Nord, ainsi que du côté du Sud &
 » du Couchant, toutes les Nations *Indiennes*, qui n'étoient que depuis
 » peu soumises aux *Anglois*, avoient secoué le joug & s'étoient mises sous
 » la Domination des *François*; en sorte que, s'il arrivoit qu'on eût Guerre
 » avec ces derniers, rien ne les empêcheroit de s'emparer de cette Province,
 » puisqu'on avoit appris par des Déserteurs qu'en peu de mois il étoit arri-
 » vé de *France* une augmentation de quatre mille Habitans, & que l'on
 » en attendoit encore d'autres, parce que la Cour de *France* encourageoit
 » cette Colonie, en y faisant transporter les gens gratuitement, & leur
 » fournissant tout ce qui leur étoit nécessaire jusqu'à ce qu'ils eussent for-
 » mé leur établissement: Qu'entre leur dernier Poste & les Habitations
 » *Angloises*, il y avoit une Plaine habitée par des Sauvages en état de mètre
 » deux mille Hommes en Campagne, & qui, dans l'occasion, ne man-
 » queroient pas de se joindre aux *François*. » Ils ajoutoient en finissant;
 » Que par la dernière Guerre contre les *Indiens* par la nécessité de
 » réprimer les *Corsaires*, par la Guerre défensive contre les *Espagnols* &
 » les *Indiens* de *Saint Augustin*, par l'entretien des Forts & des Barques
 » armées, par la ruine & le rétablissement des Fortifications; par les
 » gros présens qu'il avoit falu faire aux *Indiens* pour conserver un parti
 » favorable aux *Anglois*, de peur qu'ils ne passassent tous du côté des *Fran-*
 » *çois*, par le Gouvernement déréglé des Propriétaires, qui tous les jours
 » affoiblissoient les moyens de défense que l'on avoit, enfin par l'augmenta-
 » tion des dépenses, sans espérance d'un meilleur sort, les Habitans étoient
 » tombés dans une décadence si bien connue des Ennemis du Voisina-
 » ge, qu'ils en étoient regardés comme un Peuple abandonné: De sorte
 » que cette Province, si bien située, étoit perdue pour la *Grande-Bretagne*,
 » si Sa Majesté n'avoit pas la bonté de la secourir; & que sa perte feroit
 » courir de grands risques à *La Virginie*; ce qui causeroit un grand pré-
 » judice au Commerce de ces Roïaumes. »

Le 8 de Juin, vers les deux heures après midi, le Roi se rendit à la
 Chambre des Pairs, & les Communes aiant été mandées, après avoir donné
 son consentement Roïale à trente-trois Actes, dont quinze regardoient les
 Affaires Publiques, & les autres différens Particuliers, il dit au Parlement:

MILORDS ET MESSIEURS,

La diligence avec laquelle vous avez expédié les Affaires Publiques, & la
 Tome XIV. Partie I.

saison qui s'avance , me font juger à propos de m'ôtre fin à cette Séance du Parlement. Le zèle & l'unanimité que vous avez fait paroître dans toutes vos Délibérations , par rapport au véritable intérêt de votre Patrie & pour le soutien de la Cause commune ; ont répondu pleinement à mon attente , & ne manqueront pas , à ce que j'espère , de donner une satisfaction générale au dedans , & d'avoir un juste poids par leur influence au dehors. J'attens incessamment la nouvelle de l'Ouverture du Congrès ; & comme on a posé par les Articles Préliminaires un si bon fondement pour une Pacification générale , j'espère que toutes les Parties apporteront des dispositions si favorables pour finir & perfectionner cet Ouvrage , que nous verrons bientôt une heureuse conclusion de cette importante Affaire , avec une satisfaction pour mes Alliés & pour moi , telle qu'on la peut raisonnablement attendre de la justice de notre Cause & de la confiance mutuelle qui règne entre nous.

MESSIEURS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Je vous remercie des Subsidés efficaces , que vous avez levés pour le Service de cette année. L'application , que vous avez faite avec tant de sagesse des Fonds d'Amortissement , contribue au soutien du Crédit Public. ; & le pouvoir , que vous m'avez donné , d'emprunter cinq cens mille Liv. Sterling , pour acquitter les gages des Matelots , ne peut qu'être universellement approuvé.

M I L O R D S ET MESSIEURS ,

Il n'est pas nécessaire que je recommande à vos soins d'une manière particulière la conservation de la Paix publique dans vos divers Emplois & dans vos Provinces. Votre propre inclination vous portera naturellement à procurer dans toutes les occasions le bien & la prospérité de mon Peuple , par une juste exécution des Loix , & par une fidèle administration de la Justice.

Après cette Harangue , le Grand-Chancelier , par ordre du Roi , prorogea le Parlement jusqu'au 19 d'Août. Les Pairs , avant de se séparer , ordonèrent aux Grands Juges du Roïaume de préparer un Bill en faveur des Prisonniers pour dettes , qui , dans des Requêtes présentées au Roi le 22 de Mai 1727 , & par d'autres Adressées au Parlement depuis l'ouverture de cette Séance , avoient demandé que leurs Créanciers fussent obligés de fournir à leur subsistance , sinon , d'être élargis , en leur abandonnant tout ce qu'ils possédoient. C'est à quoi les Grands-Juges travaillèrent dans l'Assemblée qu'ils tinrent le 7 de Juillet pour régler les Circuits des prochaines Assises dans les Provinces.

J'aurois peut-être dû faire un V Article au sujet du Congrès de Soissons , dont l'ouverture se fit , ainsi que je l'ai dit plus haut , le 14 de Juin de cette

ANNEE MDCCXXVIII.

IV.
PREMIER
SEANCE DU
PARLEMENT.

année : mais j'ai cru que je ferois plaisir à beaucoup de Lecteurs en leur donnant en un seul morceau toute la suite des Négociations qui commencèrent dans ce Congrès. J'en renvoie donc la Relation à la fin de l'année 1731.

ANNEE MDCCXXIX.

I.
AFFAIRES
DIVERSES.
Affaires du Doc-
teur Henley.
21 Janvier, &c.

I. EN JANVIER, le *Grand Juri de Westminster* dénonça le Docteur Henley pour avoir fait des Assemblées illicites dans son Oratoire ; & la Dénonciation, qui fut imprimée par ordre de la Cour, portoit en substance, *Que Jean Henley, Clerc dans l'Ordre des Prêtres, avoit abusé d'un Acte de Parlement, passé la première année de GUILLAUME ET MARIE pour affranchir des Pénalités de certaines Loix les Sujets Protestans, qui différoient de l'Eglise Anglicane, dans la vue de tranquilliser les Consciences délicates, & de réunir dans un même intérêt & dans un même amour tous les SUJETS PROTESTANS : Que ledit Henley depuis trois ans avoit fait louer un grand appartement dans la Ville & Liberté de Westminster : Que, conformément à l'Acte de Tolérance, il avoit fait enregistrer cet Appartement dans la Cour des Archidiacres de Middlesex, comme un endroit dans lequel il feroit le Service Divin, sous prétexte qu'il différoit de l'Eglise Anglicane dans le point du Batême des Enfans, quoiqu'il fut avéré qu'il ne le pratiquoit point ; & que les Auditeurs qu'il avoit fait inviter par les Gazètes d'y prendre place, moyennant douze sols, avec promesse de les divertir par des Concerts, Chants, Cantiques, Opéra, &c. ne fussent pas de ce sentiment : qu'il paroïssoit aussi, par des Informations attestées sous serment, que ledit Henley, malgré sa prétendue séparation de l'Eglise Anglicane, s'étoit montré dans ce lieu vêtu des mêmes Habits que les Prêtres de cette Eglise, & que, depuis trois mois, il avoit, à diverses reprises, fait servir son Appartement à des usages différens du Service Divin, en y raisonnant sur des matières burlesques & ridicules : Qu'il y avoit employé, de même que dans ses avertissemens insérés dans les Gazètes, des expressions obscènes, & fait des réflexions malicieuses sur l'établissement des Eglises d'Angleterre & d'Ecosse, sur la Convocation du Clergé, sur des Persones de toutes sortes de conditions, & même du plus haut rang : Qu'il paroïssoit encore, par des Informations attestées aussi sous serment, que le 23 de Décembre de l'année précédente, il avoit fait avertir le Public par le Daily-Post, que le soir du lendemain, il prononceroit l'Oraison du Roi LEAR, pour la défense de la Folie ; & qu'en effet, revêtu des Habits de Prêtres de l'Eglise Anglicane, il avoit récité publiquement un morceau de la Tragédie du Roi Lear, avec tous les Gestes d'un véritable Comédien : Que le 28 du même mois, ayant fait inviter par le Daily-Post, les Masques, qui devoient aller le lendemain au Bal au Théâtre du Marché au Foin, de se rendre auparavant à son Oratoire dans cet équipage,*

I.
AFFAIRES
DIVERSES.

ANNÉE M D C C X X I X.

pour y prendre place moyennant douze sols, on avoit vu plusieurs Personnes s'y rendre en effet en habits de Masques, &c. Que les Jurés de Westminster : jugeoient cette conduite contraire à l'Acte de Tolérance, scandaleuse à tout bon Chretien & d'une dangereuse conséquence pour l'Etat & pour les Sociétés Civiles ; & que d'ailleurs les Assemblées tenues par Henley ne pouvoient être regardées que comme illégitimes, son Appartement n'étant point privilégié pour jouer des Comédies ni pour y recevoir des Masques : qu'ils demandoient qu'Henley & ses Complices, particulièrement ceux qui le 24 & le 29 de Décembre & le 1 de Janvier, au nombre de cinquante, s'étoient assemblés illicitement, fussent poursuivis en Justice, &c.

Le Prince de Galles communie pour la première fois dans une Eglise Anglicane.
30 Janvier.

Recête confidérable de la Douane.
Janvier.

Effets de la disette en Irlande.
Janvier.

Le Prince de Galles reçut, pour la première fois, la Communion dans l'Eglise de Saint-Martin des Champs, Paroisse du Palais de Saint-James, afin de se rendre habile à prêter les Sermons & prendre place dans la Chambre des Pairs.

Par un Etat, que les Commissaires de la Douane remirent à la Trésorerie, il parut que pendant plusieurs semaines de suite, la Douane avoit reçu, chaque semaine, 25 mille Liv. Sterling.

Plusieurs Lords & Gentilshommes d'Irlande représentèrent par une Requête aux LORDS JUSTICIERS, *Que plus de quatre mille Familles Protestantes avoient déjà quitté le Royaume pour aller dans les Colonies de l'Amérique, & que deux mille autres Familles se préparoient à s'y faire aussi transporter.* La Requête finissoit par prier les Lords Justiciers de trouver quelque expédient pour arrêter le cours de cette Désertion. Le Procureur & le Solliciteur Général eurent ordre sur le champ d'examiner cette Affaire, & d'en faire leur rapport. La misère causée par la disette de Grains étoit alors extrême dans le Nord de l'Irlande. Le Baril de Bled, qui l'année précédente n'avoit pas passé six Shellings, en valoit treize, & les autres denrées à proportion. C'est ce qui faisoit prendre à tant de Familles le Parti de passer dans les Colonies. Le LORD PRIMATE proposa de lever une Somme considérable par voie de Souscription, afin d'en acheter à bon marché du Grain, que l'on céderoit pour le même prix aux Habitans du NORD. Je ne trouve point quelles furent les suites de cette Proposition, ni ce que l'on fit pour retenir les Habitans dans le Pais. Voici ce que je trouve. En Mars, de 123 Persones, qui s'étoient embarquées à Londonderry pour passer en Amérique, il en mourut 109 de faim, & leur Vaisseau fit naufrage près de Sligo. Le Maire de Cork & quelques Habitans de cette Ville, aiant fait charger plusieurs Bâtimens d'une grande quantité de Farine & de Patates, qu'ils avoient achetées pour les faire transporter ailleurs, la Populace ameutée alla chés le Maire lui demander ces Provisions ; & sur son refus, elle démolit sa Maison & ses Magasins, ainsi que ceux de plusieurs Marchands, qu'on savoit avoir beaucoup de Grain chés eux. On fit venir à leur secours deux Régimens d'Infanterie, qui, maltraités par ces

Mars.

20 Mars.

mutins, firent feu sur eux. Il y en eut six de tués & plusieurs de blessés. Cela ne les empêcha pas de forcer les Maîtres des Bâtimens à décharger sur le Quai tout ce qu'ils avoient embarqué de Farine ou de Bled. Les Marchands furent même obligés de faire serment qu'ils ne transporteroient dorénavant aucuns Grains hors du País, & qu'ils porteroient au Marché tout ce qu'ils en pourroient avoir. La crainte d'une seconde émeute fut cause que la chose s'exécuta dès le lendemain, & que le prix du Bled diminua considérablement. Il y eut dans plusieurs autres Villes d'Irlande de pareilles émeutes à l'occasion du prix excessif des Grains; & le Roi fut obligé d'envoyer ordre à toutes les Garnisons du Roïaume de prêter main forte aux Magistrats pour contenir le Peuple. Les mêmes ordres furent renouvelés le mois suivant, avec injonction de rechercher les Auteurs de ces désordres, & de les punir selon la rigueur des Loix. Sous prétexte de chercher du Bled; la Populace s'ameutoit presque tous les jours pour piller les Maisons des Bourgeois. Il y eut aussi quelque tumulte à *Dublin*; ce qui fut cause que, le 20 de Mars, on publia dans toutes les Chapelles des *Catholiques* qu'aucun d'eux, sous peine d'Excommunication, n'eût à prendre quelque part que ce fut dans ces émeutes. Apparemment on ne trouva point, ou peu d'expédiens pour empêcher les Habitans du Nord de se soustraire à la misère, dont ils périssoient chés eux; puisqu'au mois d'Octobre de cette année, on comtoit qu'il en étoit sorti 30 mille *Protestans* pour aller s'établir dans la *Nouvelle-Angleterre* & dans la *Pensilvanie*.

Un Navire Anglois, allant de *La Bermude* à *La Caroline*, fut pris par un Armateur Espagnol.

En FEVRIER, il y eut à *Perth* en *Ecosse* un soulèvement de la Populace contre la Garnison; & pour réduire cette Populace, on fut obligé d'y faire aller d'*Edimbourg* un détachement de trois Hommes par Compagnie d'un Régiment d'Infanterie.

En MARS, le Docteur *Thomas Woolston*, autrefois Membre du Collège de *Sidney*, dans l'*Université de Cambridge*, lequel, après avoir été plus d'un an sous la garde d'un Messager d'Etat, étoit depuis quelque tems en prison; fut jugé par la Cour du Banc du Roi sur quatre Informations au Sujet de quatre Traités, qu'il avoit publiés en 1727, contre les Miracles rapportés dans l'Ancien & dans le Nouveau Testament. Il prétendoit qu'on ne devoit prendre les récits de ces Miracles, que pour des Allégories. Les Jurés le déclarèrent coupable: mais ce Fait extraordinaire & qui tendoit au renversement du *Christianisme*, parut si grave aux Juges, qu'ils différèrent à prononcer leur Sentence. *Woolston* fut ramené devant eux le 6 de Juiller pour y recevoir sa condamnation: mais il représenta qu'il avoit remis quelques Papiers au S. Pècher, Clerc de la Couronne, lequel étoit mort avant d'avoir achevé de les mettre au net; & que la lecture de ces Papiers feroit voir qu'il n'étoit pas aussi condamnable qu'on le croïoit. Il demanda

Avril.

20 Mars.

Octobre.

Vaisseau pris
Janvier.Soulèvement à
Perth.
Février.Condamnation
du Docteur Wool-
ston.

15 Mars.

6 Juiller.

A N N É E M D C C X X I X.

I.
A F F A I R E S
P A R T I C U L I È R E S.

9 Décembre.

là-dessus qu'on renvoyât son Jugement au Terme prochain. Il l'obtint & fut reconduit en prison. Enfin le 9 de Décembre, son Affaire aiant été remise sur le Bureau, les Juges en firent un nouvel examen, & le condamnèrent à paier pour chacun de ses trois premiers Traités une Amande de 25 Liv. Sterl.; pour le quatrième, ils ajoutèrent à la même Amande de 25 Liv. Sterl. un an de Prison. Ils ordonnèrent aussi qu'il donneroit caution de sa bonne conduite à l'avenir, lui-même par une Obligation de deux mille Liv. Sterl., & deux Répondans par une de mille Liv. Sterl. chacun, ou quatre chacun par une Obligation de 500 Livres Sterling. Pour peu qu'on se rappelle de quelle manière les *Lollards* avoient autrefois été traités, on peut croire que, si l'*Angleterre* eut été *Catholique* en 1729, le Docteur *Woolston* n'en eût pas été quitte à si bon marché.

Réparation fai-
te à la France.
Mars.

Sur quelques violences exercées dans le Port de *Plymouth* contre une *Frigate Française*, commandée par le S. de *Joyeux* Capitaine de Vaisseau, le Comte de *Broglie*, Ambassadeur de *France*, porta des plaintes au Roi d'*Angleterre*, qui sur le champ fit envoyer à *Plymouth* ordre de casser l'officier, Auteur de l'insulte; & qui déclara dans le même tems qu'il en useroit, ainsi toutes les fois que les Officiers, soit de Mer, soit de Terre, s'écarteroient de leur devoir.

Réforme des
Troupes en Irlan-
de, &c.
Mars.

Tous les Bataillons, compris sur l'Etat de Guerre d'*Irlande*, furent réduits au même pied, qu'ils étoient avant la dernière augmentation; & la Paie des Soldats fut augmentée d'un Sol par jour, en considération de la cherté des Vivres.

Libelle séditieux.
6 Avril.

En A V R I L, un Messager d'Etat arrêta *Richard Franklin*, Imprimeur, du *Craftsman*, pour un prétendu D I S C O U R S de l'*Alcade Seville* à *Leurs Majestés Catholiques*, inséré dans son Journal du 19 de Mars: mais il fut élargi le lendemain sous caution, Il fut encore arrêté le 26 de Juillet, par ordre du Duc de *Newcastle*, pour la Feuille du 23; & fut aussi relâché sous caution de comparoitre au Terme prochain de la Cour du Banc du Roi. Son Affaire y fut jugée en Décembre, & les Juges le déchargèrent de l'accusation.

26 Juillet.

23 Décembre.

Libelles séditieux.
Affaires du Duc
de Warthon.
Avril.

On fit à *Edimbourg* des recherches de ceux qui pourroient avoir répandu deux Libelles séditieux, intitulés; l'un, *Lettres du Duc de Warthon*; & l'autre, *Lettres du S. Wolf*. On a déjà vu que le Duc de *Warthon* étoit accusé de Haute-Trahison; ce qui s'étoit fait dans quatre Provinces d'*Angleterre*, où même on l'avoit cité pour répondre aux Chefs d'accusation intentés contre lui. Le 24 de ce mois, il avoit été déclaré Traître & Rébelle par la Cour du Comté de *Middlesex*, tenue à *Brentford*. Dans les premiers jours du mois suivant, sept Persones, qui, dès le mois de Novembre précédent, avoient déposé qu'elles l'avoient vu porter les armes contre le Roi dans les Troupes d'*Espagne*, avoient été mises sous la garde d'un Messager d'Etat, sans avoir la liberté de se promener; ce qui faisoit

24 Avril.

Juillet.

croire que le *Parlement*, avant de se séparer, avoit dessein de faire le procès à ce Duc : mais il n'en fut point question de toute la Séance.

A la suite d'un grand dîner, que le Chevalier *Matthieu Decker*, Grand Sheriff aux Assises de *Kingston* dans le Comté de *Surrey*, donna dans ce lieu, tant au Lord Grand-Chancelier, qu'à plusieurs autres Personnes de distinctions, il fut convenu de fonder par voie de Soustractions un Hôpital pour les Enfans exposés ; & la Compagnie souscrivit sur le champ pour 15 cens Livres Sterling.

Hôpital pour les
Enfans trouvés.
Avril.

Le Vice-Amiral *Cavendish* s'étant présenté devant le Port de *Barcelone* avec trois Vaisseaux de guerre, on ne lui permit pas d'entrer, & l'on ne lui voulut accorder aucun rafraîchissement, pas même de l'eau ; de sorte qu'il fut obligé de remonter à la voile pour *Port-Mahon*. Il venoit de *Gibraltar*, & dans sa route il avoit essuyé pareils refus aux Ports d'*Alicante* & de *Malaga*. Très peu de tems après, les Anglois eurent, en quelque sorte, leur revanche. Un Espagnol vint pour résider à *Gibraltar*, en qualité de Consul de sa Nation, & l'on refusa de le reconnoître dans cette qualité, sous prétexte qu'il n'étoit pas pourvu de Lettres d'Approbation de la Cour d'Angleterre, & parce que, par le défaut d'Ordres donnés à cet effet par le Roi d'Espagne, la communication n'étoit pas encore rétablie entre la Ville & la Terre-ferme.

Entrée des Ports
d'Espagne refusée
aux Vaisseaux An-
glois ; & refus
d'un Consul Espa-
gnol à *Gibraltar*.
Avril.

Le Maître d'un Vaisseau de *Liverpool* & tout son Equipage furent massacrés & mangés par les Nègres de la Côte d'*Afrique*.

Anglois mangés
par les Nègres.
Avril.
Mort du Contre-
Amiral Saint-Loe.
5 Mai.

En MAI, le S. *Edouard Saint-Lo*, Contre-Amiral de l'*Escadre-Blonde* & Commandant en chef de l'*Escadre d'Amérique*, mourut à *La Jamaïque* après une longue maladie. Il étoit resté le seul des Commandans, partis d'Angleterre avec cette Escadre, dont le S. *Guillaume Smith*, comme le plus ancien Capitaine, prit le commandement. Le 2 de Juin, les Commissaires de l'Amirauté furent instruits de cette Nouvelle. Au commencement du mois de Juillet la Place de Contre-Amiral de l'*Escadre Blonde* fut donnée au Capitaine *Charles Stewart*, avec ordre de mettre incessamment à la voile pour aller commander l'*Escadre d'Amérique*. Il partit le 12 de Septembre.

Juillet.

Septembre.

Le Comte de *Corningsby* mourut dans la Terre du Comte de *Hereford*, dont il étoit Grand-Stewart, laissant pour Héritier de son Titre & de ses Biens le Lord *Richard Corningsby* son Fils, l'un des Gentilshommes Servans du Prince de Galles. Le Duc de *Beaufort* fut élu, dans le mois de Juillet, Grand-Stewart du Comté de *Hereford*.

Mort du Comte
de Corningsby.
21 Mai.

Juillet.

Le Docteur *Guillaume King*, Archevêque de *Dublin*, mourut dans sa Ville Archiépiscope, extrêmement regretté des Pauvres, auxquels il avoit distribués tout son bien pendant sa vie.

Mort de l'Ar-
chevêque de Du-
blin.
19 Mai.

Le Roi déclara par un Message, qu'il fit porter aux deux Chambres du

Le Reine tem-

A N N É E M D C C X X I X.

I.
A F F A I R E S
D I V E R S E S.
Reine Régente pour
l'absence du Roi.
23 Mai.

Monnaie en Ir-
lande & en Ecosse.
24 Mai, &c.

Charge donnée.
26 Mai, &c.

Prises sur Mer.
Mai, &c.

Le Roi passe à
Hanovre.
28 Mai, &c.

4 Juin.

Requête au su-
jet de la misère
en Irlande.
Mai.

Parlement, qu'il établissoit la *Reine Régente* de ses Roïaumes, pendant le voïage qu'il alloit faire dans ses Etats d'*Allemagne*. Ce qui fut confirmé par un Bill que les deux Chambres passèrent sur le champ.

Les *Grands-Jurés* du Comté de *Dublin* présentèrent une *Adresse* aux *Lords Régens d'Irlande*, pour les prier de ne point baisser les *Espèces d'or*, qui pour lors avoient cours dans le Roïaume; parce que ce ne pouvoit être qu'une chose très préjudiciable tant au service du Roi qu'au bien de ses Sujets; attendu que depuis que l'on avoit augmenté la valeur des *Espèces d'or* en *Espagne*, il en étoit sorti d'Irlande une très grande quantité, ce qui faisoit craindre que, si l'on diminueoit ces *Espèces*, il n'en sortît encore davantage. Ils ajoutaient: Qu'il étoit plus avantageux de les augmenter. On pesa les raisons pour & contre la Proposition des *Grands-Jurés*; & l'on convint, après quelques débats, de laisser les choses comme elles étoient. Dans le même tems à peu près on saisit à *Edimbourg* une grande quantité de Pièces contrefaites, de la valeur d'un demi-sol, & l'on arrêta plusieurs personnes soupçonnées d'avoir fabriqué cette fausse monnaie.

Le Comte de *Burlington* prit séance au Conseil, en qualité de Conseiller-Privé; & quelques jours après le Lord *Onslow* fut nommé Chancelier & Garde des Sceaux de la *Reine*.

Un Vaisseau de guerre prit & conduisit à *Charles-Town* dans *La Caroline* un Armateur *Espagnol* de 8 Pièces de Canon & de 65 Hommes. L'Armateur avoit attaqué le premier, le Vaisseau de guerre, qu'il avoit pris pour un Vaisseau Marchand. Il étoit venu même à l'abordage. Avant cela, le même Armateur & quelques autres avoient pris aux *Anglois* un grand nombre de Chaloupes & d'autres petits Bâtimens, qu'ils avoient envoyés à *Saint-Augustin*. Pour les Equipages, ils les avoient, ou forcés d'entrer à leur service, ou fait périr par toutes sortes de cruautés. Quoique les *Espagnols* n'aient pas donné lieu de les soupçonner de trop d'humanité, peut-être n'est-on pas obligé de s'en rapporter à la parole des *Anglois* sur tous les reproches qu'ils leur faisoient alors.

Le 28, le Roi se rendit à *Greenwich* sur les onze heures du matin, & vers une heure après midi du même jour, il s'embarqua sur un Yacht, qui mit aussi-tôt à la voile, accompagné de cinq autres Yachts. L'Amiral, Vicomte de *Torrington*, commandoit cette Escadre, laquelle aborda le 31 en *Hollande*. Le Roi arriva le 4 de Juin à *Hanovre*. Comme les Affaires, qu'il pouvoit avoir dans les Etats d'*Allemagne*, n'ont rien de commun avec celles d'*Angleterre*, je me dispenserai d'en parler.

Les Chefs de la Corporation des Tisserands de *Dublin* & Manufactures de Toiles d'Irlande représentèrent dans une Requête adressée aux LORDS RÉGENS, Que le travail de leurs Manufactures étant cessé depuis environ un an, les Ouvriers étoient, pour la plupart, obligés d'aller mendier avec leurs Familles; que d'autres étoient réduits à manger le Grain dont on avoit fait la
Bierre

ANNE'E M. D. C. C. X. X. I.

L.
AFFAIRES
DIVERSES.

Bierre, qu'ils mêloient au sang des Bêtes tuées à la Boucherie ; & qu'il étoit à craindre qu'une si mauvaise nourriture ne produisît des maladies contagieuses dans la Ville & dans le Royaume, si l'on ne trouvoit les moyens de soulager ces malheureux par des aumônes ou par des ordonnances favorables au Commerce des Toiles. Cette Requête fut renvoyée au Roi pour être examinée dans son Conseil.

Le Capitaine d'un Navire Anglois, entré dans le Port de *Livourne* en *Toscane*, aiant, quelques jours après son arrivée, fait mettre toutes les Marchandises à terre entre les mains d'un Facteur, alla dans la Ville, avec une partie de ses Gens armés, enlever un Aubergiste de sa Nation, qui s'étoit fait Catholique deux ou trois mois auparavant. L'*Inquisiteur*, informé de cette violence, envoya les Sbiens & quelques Soldats pour arracher l'Aubergiste des mains des Anglois, & le conduire dans l'Eglise de *Saint-Antoine*. Le lendemain, les Anglois revinrent en armes, & se mirent en devoir d'enfoncer la Porte de l'Eglise : mais la Populace, soutenue de quelques Soldats, les força de se retirer dans leur Vaisseau. Je ne trouve pas ce que la *Cour de Florence* fit à l'occasion de cet attentat, qui ne dut pas rester impuni.

Violence exercée à Livourne par l'Equipage d'un Navire Anglois.
Mai.

En *Juin*, il y eut, le 6 sur les neuf heures du soir, à *Brexhill* dans le Comté de *Suffex* une tempête, qui ne dura que quatre minutes : mais qui dans ce peu de tems renversa plusieurs Bâtimens, & déracina beaucoup d'Arbres dans une Forêt, appelée le *Bois de l'Eglise*.

7 Juin.

Il y eut dans le Comté de *Dorset* un Incendie qui consuma 81 Maisons.

Incendie.
14 Juin.
Mort du Duc de Devonshire.
15 Mai, &c.

Le 15, sur les onze heures du matin, mourut *Guillaume Cavendish*, Duc & Comte de *Devonshire*, Marquis de *Hartington*, Baron de *Cavendish*, Lord Lieutenant & Garde des Rôles du Comté de *Derby*, Chevalier de la *Jurrière*, Président du Conseil d'Etat & Privé, l'un des Gouverneurs de la *Chartreuse*, Gouverneur & Garde des Rôles du Comté de *Berwick*, & Capitaine de la Forêt de *Needwood*. Ce Seigneur, que ses grandes qualités & les vertus avoient fait estimer de tout le monde, laissa trois Fils & cinq Filles. L'aîné de ses Fils, qui fut l'Héritier de ses Biens & de ses Titres, étoit *Guillaume*, Marquis de *Hartington*, Capitaine de la Compagnie des *Gentilshommes au Bec-de-Corbin*, & Membre du Parlement. Les deux autres, aussi Membres du Parlement, étoient les Lords *Jaques* & *Charles Cavendish*. Les deux Filles aînées étoient mariées, la première au Chevalier *Guillaume Morgan*, & la seconde au Chevalier *Thomas Lowther*. Les trois autres étoient encore fort jeunes. Quelques jours après la mort du Père, la Reine nomma le nouveau Duc de *Devonshire*, Lord Lieutenant & Garde des Rôles du Comté de *Derby*. Dans le mois de Septembre, le Roi lui conféra les Charges de Gouverneur & Garde des Rôles du Comté de *Berwick* & de Capitaine de la Forêt de *Needwood*. Dans les premiers

I.
A F F A I R E S
D I V E R S E S.

A N N É E M D C C X X I X.

jours de Juillet , le Comte de *Scarborough* eut la place de Gouverneur de la *Chartreuse*.

Le Prince de
Galles Chancelier
de l'Université de
Dublin.
16, 29 Juin.

Le 26, le *Prince de Galles*, après avoir communiqué le matin à la Paroisse de *Saint-Martin des Champs*, fut reçu l'après-midi Chancelier de l'Université de *Dublin*. Trois jours après, il prêta serment en cette qualité dans la Haute-Cour de la Chancellerie, & signa l'Acte de sa prise de possession.

Vaifseau pris.
Juin.

Un *Armateur Espagnol* prit, à la vue de *Saint-Domingue*, & conduisit à *Sainte-Marthe* un *Navire Anglois* chargé de 200 *Nègres*, qu'il transportoit de *Guinée* à *La Jamaïque*.

Mort du Duc de
Leeds.
5 Juillet.

En JUILLET, le Lord *Peregrin Osbourne*, Duc de *Leeds*, Marquis de *Carmarthen*, Comte de *Derby*, Vicomte de *Latimer* & de *Dumblain*, & Baron d'*Osbourne* mourut à *Londres*, après une longue Maladie, à l'âge de 71 ans & 9 mois. Le Vicomte de *Carmarthen*, son Fils unique, lui succéda dans ses Titres. Il laissoit de plus une Fille mariée au *S. Williams*, Chanoine de *Chichester*. Son Corps fut transporté le 13 à la Terre d'*Aldbury* dans le Comté de *Hereford*.

Tumulte à
Corck.
18 Juillet.

Il y eut à *Corck* en *Irlande* un Combat entre les *Tisserands* & les *Bouchers*. Plusieurs de part & d'autres furent tués ou blessés. Le Magistrat fit arrêter les Auteurs de la querèle, & les ordres furent donnés pour leur faire leur procès.

Ribelle séditieux.
30 Juillet.

Plusieurs personnes furent arrêtées à *Londres* par les Messagers d'Etat & conduites devant l'un des Sous-Secrétaires du Duc de *Newcastle*, tant pour avoir imprimé que pour avoir débité l'Extrait d'une prétendue *Harangue* de l'*Alcaïde de Seville*, à l'occasion de l'entrée du Roi d'*Espagne* dans cette Ville; Pièce où la conduite de la Cour & des Ministres d'*Angleterre* étoit censurée indirectement, & pour laquelle on a vu ci-devant que l'on avoit fait arrêter *Franklin* Imprimeur du *Craftsman*: mais, après qu'on eût examiné ces personnes, on les relâcha sous caution.

Vaiffeaux pris.
Juillet.

Un *Navire Anglois*, allant de *La Barbarie* à la *Nouvelle-Yorck*, fut pris par un *Capre Espagnol*, à la hauteur de *Saint-Domingue*, & conduit à l'Ile de *Sainte-Marguerite*, où ce Navire & sa Cargaison furent confisqués.

Mort d'une Fem-
me Soldat.
1. Août.

En AOÛT, on enterra *Marie Davis*, Femme qui, dans la Guerre précédente, avoit fait plusieurs Campagnes en *Flandre* comme Soldat, & qui depuis en avoit toujours reçu la Pension. Son Enterrement se fit à la manière des Troupes. Six Grenadiers portèrent le Corps, & six Sergens tinrent le Poêle.

Mort du Comte
de Thanet.
9 Août.

Le Lord *Thomas Tufson*, Comte de *Thanet*, mourut âgé de 86 ans, à la Terre d'*Hosfield* dans le Comté de *Kent*, laissant cinq Filles Héritières de ses Biens, & son Neveu *Sacfield Tufson*, Héritier de son Titre.

Matières d'or &
d'argent remises
à la Tour.
25 Août.

On remit à la Tour douze sacs de Mine d'Or & d'Argent, qu'on y devoit préparer, pour en battre de la Monnoie.

ANNEE MDCXXIX.

Il y eut, le 30, 60 mille onces d'Argent déclarées à la Douane pour la Hollande; & le lendemain 30 mille onces d'Argent & trois mille d'Or pour le même Pais; & 20 mille onces d'Argent & 16 cens 8 d'or pour Calais.

En SEPTEMBRE, le 4 à trois heures 40 Minutes du matin, naquit, à Versailles LOUIS Dauphin de France. Sa naissance fut un sujet de joie, non seulement pour le Roïaume, mais pour toute l'Europe, qui la regarda comme un gage de la Paix. Elle fut notifiée à la Reine d'Angleterre par le S. Chamorel, chargé des Affaires de France à Londres. Le 11 d'Octobre, le S. Horace Walpole, Ambassadeur Extraordinaire de la Grande-Bretagne en France, eut à Versailles une Audiance particulière du Roi pour le complimenter sur l'heureuse naissance du Dauphin, & lui fit le Discours que voici.

LE Roi mon Maître, SIRE, uni avec vous par les nœuds de l'amitié la plus sincère & la plus parfaite, conçoit la plus vive joie du bonheur de Votre Majesté. Il n'y est pas moins sensible, que s'il lui étoit arrivé à lui-même la plus grande de toutes les prospérités.

Heureux le Prince, dont les vœux sont accomplis par un Evénement, qui fait en même tems la félicité des Sujets, la joie des Alliés & l'intérêt commun de l'Europe! La félicité des Sujets, en procurant leur sûreté pour le présent & pour l'avenir, sans qu'il leur coûte ou de leur Sang ou de leurs Biens; la joie des Alliés, sans autre jalousie ou émulation, que celle de cultiver à l'envi l'amitié de Votre Majesté; l'intérêt commun de l'Europe, par l'espérance d'une tranquillité constante & durable, sans être achetée par des victoires funestes.

S'il m'étoit permis, SIRE, d'ajouter en cette occasion quelque chose en mon nom particulier, je dirois que le Grand Ministre, qui a eu le bonheur d'être auprès de la Personne Sacrée de Votre Majesté dès sa plus tendre jeunesse, & qui par ses lumières envisage mieux que tout autre les heureuses suites de la Naissance du Dauphin, qui sera un jour l'Imitateur de Vos Vertus, ce Ministre même, si je l'ose dire, ne ressent rien dans son cœur que le mien n'ait ressenti à la première nouvelle d'un Evénement, qui doit être la source de tant de bien.

Le 10 & les deux jours suivans il y eut six mille onces d'Or & quatre-vingts-dix mille Onces d'Argent déclarées à la Douane pour la Hollande.

Les Ouvriers des Manufactures de Soie & des autres Manufactures de Brissol, voulant forcer leurs Maîtres d'augmenter leurs Salaires, s'attroupèrent au nombre de plus de sept cens, entrèrent dans les Maisons de leurs Maîtres, enlevèrent tous les Métiers & les Ouvrages qu'ils purent trouver, & les brûlèrent dans une Place publique. Le Magistrat envoya contre ces Mutins quelques Troupes réglées, qui furent obligées de faire feu sur eux. Il y eut un Sergent & six Ouvriers tués sur la Place. Plusieurs autres furent dangereusement blessés. Le Caractère de la Populace Angloise n'est pas de s'intimider aisément. Une première décharge ne fut pas capable de dissiper

X ij

I.
AFFAIRES
DIVERSES.
Or & Argent
pour Pais Etran-
ger.
30, 31 Juillet.

Naissance du
DAUPHIN DE
FRANCE.
4 Septembre.

Complimens de
l'Ambassadeur
d'Angleterre au
Roi de France.
11 Octobre.

Or & Argent
pour la Hollande.
10, 11, 12
Septembre.
Tumulte à Brissol.
12 Septembre.

A N N É E M D C C X X I X.

I.
A F F A I R E S
D I V E R S E S.

les Mutins. Le tumulte dura jufques bien avant dans la nuit, & l'on fut dans la néceffité de faire prendre les armes à la Bourgeoifie pour empêcher le pillage de la Ville. Cet événement eft placé dans quelques endroits au 17 de ce mois.

Mort du Chevalier
Richard Steele.
22 Septembre.

Le Chevalier *Richard Steele*, Auteur de plusieurs *Tragédies*, du *Spectateur Anglois* en partie, & de plusieurs autres Ouvrages de Morale & de Politique, qui l'avoient fait jouir d'une grande réputation, mourut à *Cammarthen* dans la Principauté de *Galles*. Il fut enterré fans cérémonie dans l'Eglife de ce lieu.

Mort du Comte
de Winchelsea.
20 Septembre.

Le Lord *Henri Finch*, Comte de *Winchelsea* & Vicomte de *Maidstone*, mourut fans laiffer d'Enfans. Le Comte de *Nottingham* fon Frère, & le S. *Daniel Finch*, Fils de ce dernier, héritèrent, le premier du Titre de Comte de *Winchelsea*, & le fecond du Titre de Vicomte honoraire de *Maidstone*.

Avanture du S.
de Campagnole,
Gentilhomme
Francois.
21 Septembre,
&c.

Le 21, fut un jour remarquable par l'avanture du S. *Léon Roger de Campagnole*, que les uns difent Fils d'un *Réfugié François*, & que les autres donnent pour un Gentilhomme Catholique, natif de *Brest* en *Bretagne*, & Fils d'un Père mort Gouverneur de cette Place. Quoiqu'il en foit, ce Gentilhomme entra dans l'Eglife de *Saint-Martin des Champs*, Paroiffe de la Cour, pendant que l'on y faisoit le Service Divin; & s'étant approché du Pulpitre où le Docteur *Taylor* lifoit les Prières, il lui tira deux coups de Piftolet, qui le manquèrent, mais dont le fecond bleffa deux autres Perfonnes. On voulut l'arrêter: mais il mit l'épée à la main pour fe défendre, & ce ne fut qu'avec peine que l'on vint à bout de le faifir. Il fut examiné par plusieurs Juges de Paix & par d'autres Perfonnes. Tout ce que l'on put comprendre de fes Réponfes, qui marquoient un Cerveau bleffé, c'eft qu'il avoit difputé quelques jours auparavant avec un Miniftre, qui l'avoit réduit au fíence; que, pour fe venger de cet affront, il avoit réfolu de tuer un Miniftre en Chaire; & que c'étoit pour cela qu'il étoit venu dans cette Eglife, armé de cinq Piftolers. Il fut encore examiné le lendemain, & conduit par ordre des Juges de Paix à *Newgate*, où le Géolier eut ordre de le bien traiter, & de veiller furtout à ce qu'il n'attentât pas fur lui-même, comme il en avoit menacé. Quelques jours auparavant, il avoit reçu de fa Mère une Lettre de Change de mille écus, avec ordre de retourner en *France*. Cette fomme avoit été perdue pour lui par la négligence ou par l'infidélité de celui qu'il avoit envoyé la recevoir chés le Banquier, & qui dit, à fon retour, qu'il avoit été volé dans le chemin, en s'arrêtant à la Foire de *Saint-Barthelmi*. Cet accident, à ce que l'on croioit, avoit contribué beaucoup à lui déranger la Tête. Le premier jour d'Octobre il voulut s'étrangler dans la Prifon avec fes Jarretières: mais on s'en apperçut affés tôt pour l'en empêcher. Le même jour, un autre Gentilhomme, auffi prifonnier, l'ayant invité, pour le distraire, à paffer dans fa Chambre, il choifit le tems que ce Gentil-

ANNEE M D C C X I X.

I.
AFFAIRES
DIVERSES.

homme en étoit sorti pour fermer la porte au verrou. Comme il refusoit ensuite de l'ouvrir, on fut obligé de l'enfoncer; & l'on trouva qu'il se disposoit à manger du Pain, qu'il mêloit avec du Verre, qu'il venoit de broier, ce qui fit prendre la résolution de le garder à vue. Quelques jours après, le Medecin & le Chirurgien qui s'étoient chargés de prendre soin des plaies de ceux qu'il avoit blessés dans l'Eglise de *Saint-Martin des Champs*, firent rapport qu'ils étoient hors de danger, & l'on ne douta pas qu'il ne dût bientôt être élargi sous caution. Il fut en effet conduit pour cela le 22 d'Octobre devant le Lord Chef de Justice: mais quelques difficultés empêchèrent qu'on ne le fit jouir dès ce jour, du Privilège de l'*Habeas Corpus*; & ce ne fut que le 8 de Novembre qu'il fut relâché sous caution. Il eut ensuite la permission de se retirer; & s'embarqua le 1 de Janvier 1730 à *Déal*, pour retourner dans sa Famille, avec quelques Persones chargées de le conduire.

Le Roi débarqua le 22 sur les 11 heures du matin à *Margate*, & le soir il traversa la Ville de *Londres* pour aller trouver la Reine à *Kensington*. Il étoit parti d'*Herrenhausen* le 18, & s'étoit embarqué le 21 à *Hellevoetsluis* sur un Yacht, qu'il fit partir sur le champ sans aucune escorte, parce que les Vaisseaux de Guerre & les Yachts commandés par l'Amiral *Torrington*, qui le devoit escorter, n'étoient pas encore arrivés. On comte d'*Hanovre* à *Londres* cent cinquante lieues d'une heure de chemin, & l'on remarque, comme quelque chose d'extraordinaire, que le Roi eût fait ce chemin en quatre jours & cinq à six heures. Une heure avant qu'il traversât la Ville de *Londres*, la Populace ameutée commit beaucoup de désordre & cassa les vitres de plusieurs Maisons, qui n'étoient pas illuminées, parce qu'on n'avoit su que fort tard que le Roi prenoit sa route par la Ville, & que l'on avoit cru qu'il passeroit la *Tamise* à *Lambeth*.

Retour du Roi.
22 Septembre.

Le Lord *Waldegrave*, Ambassadeur Extraordinaire à *Vienne*, fut créé Pair de la *Grande-Bretagne* sous les Titres de Vicomte de *Chewton* & de Comte de *Waldegrave*.

Nouveau Pair.
Septembre.

Il y eut des Lettres Patentes expédiées pour l'établissement d'une Compagnie qui s'étoit offerte de travailler aux Mines que l'on avoit nouvellement découvertes en *Ecosse*, & dont on espéroit tirer un grand profit.

Mines d'Ecosse.
Septembre.

Un *Garde-Côte Espagnol* prit un Navire Anglois chargé de 250 Nègres, & le conduisit à *Cuba*. D'autre part, un Vaisseau de guerre Anglois prit deux *Gardes-Côtes Espagnols* qu'il conduisit à *La Jamaïque*.

Vaisseaux pris.
Septembre.

En OCTOBRE, vers le commencement, un grand nombre de gens armés s'emparèrent d'un Château près de *Portlenone*, dans la Province d'*Antrim* en *Irlande*. Le Sous-Sheriff de cette Ville qui s'y rendit avec quelques Habitans pour les déloger, y fut blessé. Dans le même tems il s'atroupa des Mutins dans différentes Provinces, ce qui fut cause que le Lord *Carret*, arrivé depuis peu d'*Angleterre*, enjoignit, par des Lettres Circulaires,

Enlèvement en Irlande.
Octobre.

I.
AFFAIRES
DIVERSES.

A N N E E M D C C X I X.

à tous les Commandans des Troupes de prêter main forte aux Magistrats Civils pour les aider à dissiper ces Mutins.

Mort du Comte
de Sandwich.
31 Octobre.

Le Lord *Edouard Montague*, Comte de *Sandwich*, Vicomte de *Hinchinbroke* & Baron *Montague de Saint-Neots*, mourut dans la cinquantième année, à la Terre de *Hinchinbroke* dans le Comté de *Huntington*. Il eut pour Successeur de ses Biens & de ses Titres le Lord *Edouard Montague*, l'aîné de ses Petits-Fils, dont le Père, Vicomte de *Hinchinbroke*, étoit mort au mois d'Octobre 1722.

Gouvernement
donné.
Octobre.

Le Brigadier *Panton* fut fait Gouverneur de *Darmonth*, à la place du feu Colonel *George Grove*.

Commerce en
Espagne favorisé.
Octobre.

Sur les représentations du S. *Kecne* Ministre d'*Angleterre* en *Espagne*, Sa *Majesté Catholique* ordonna que dans les Places Maritimes de ses Etats, les Gouverneurs rendissent aux *Négocians Anglois* établis dans ces Villes, les Livres de Comte qu'ils leur avoient fait enlever, sous prétexte qu'ils faudoient les Droits d'Entrée & de Sortie.

Ancien Monu-
ment découvert.
Octobre.

Des Ouvriers creusant la terre dans l'Abbaïe d'*Orchard*, pour jeter les fondemens d'une Maison, découvrirent une Chapelle ancienne bâtie à la Romaine, dans laquelle ils trouvèrent un Crucifix, une Image de Notre Seigneur & le Corps d'un Chretien presqu'entier.

Incendie à Lon-
dres.
16 Novembre.

En NOVEMBRE, le feu prit le 16 vers les six heures du soir dans une petite Boutique du Faubourg de *Southwark* à *Londres*, & gagna sur le champ un Magasin attenant, dans lequel il y avoit 500 Barils de Goudron; ce qui produisit un Incendie considérable. Vingt Maisons furent entièrement consumées par les flammes, & beaucoup d'autres très endommagées.

Mortalité à Lon-
dres.
Novembre.

Il mourut à *Londres*, dans la Semaine qui précéda cet Incendie, 908 personnes de Rhume & de Fièvres. Il n'en étoit jamais tant mort en si peu de jours, si ce n'est en tems de Peste, excepté dans l'année 1727. qu'il en mourut 928 dans une même Semaine.

La Reine com-
mence à porter
les Dentelles du
Pais.
27 Novembre.

Pour donner faveur aux Dentelles qui se fabriquoient dans le Roïaume, la Reine & la Famille Roiale commencèrent à s'en servir, après avoir pris la résolution de n'en plus porter d'autres dans la suite. On avoit remarqué qu'il sortoit tous les ans d'*Angleterre* près de 500 mille Liv. Sterl. pour les Dantelles que l'on tiroit de *Flandres*.

Mort à 102 ans.
Novembre.

La nommée *Jeanne Skelton*, de la Paroisse de *Lawbercas* dans le Comté de *Northumberland*, y mourut à l'âge de 102 ans. Elle étoit Aieule de 53 personnes, qui presque toutes assistèrent à son enterrement.

Argent pour la
Hollande.
Novembre.

On déclara 90 mille Onces d'Argent & 9 mille d'Or pour la *Hollande*.

Réforme des
Troupes & Révol-
te à cette occa-
sion.
1 Décembre, &c.

En DECEMBRE, en conséquence d'un *Traité* conclu nouvellement à *Seville*, il y eut des ordres donnés pour réformer les 2 Compagnies ajoutées à chacun des 12 Regimens d'Infanterie, & les 3 Compagnies dont on avoit augmenté chacun des 8 Regimens de Dragons; & de plus 12 Hommes de chacune des autres Compagnies de Dragons & d'Infanterie.

On résolut en même tems de choisir , parmi les Soldats réformés , les Hommes les mieux faits pour les envoyer dans les Colonies de l'Amérique , dont les Troupes étoient en mauvais état. Pendant qu'on travailloit à la Réforme , quelques Dragons se révoltèrent à *Leicester* ; & prirent les armes pour se faire rendre justice sur la prétention qu'ils avoient qu'on devoit leur laisser leurs Habits , leurs Armes & leurs Chevaux. Le Lieutenant-Général *Wade* fut envoyé pour appaiser ce désordre. Il punit les plus mutins , & convint avec tous qu'ils auroient 10 Liv. Sterl. au-lieu de leur Cheval , qui se trouvoit leur appartenir par leur Engagement.

Un Vaisseau , venant de *Corck* , échoua sur la Côte de *Galles* & l'Equipe eut beaucoup de peine à se sauver. Les Passans , accourus au secours en grand nombre , volèrent au Capitaine 200 Liv. Sterl. en Or. Un autre Vaisseau , faisant route de *Saint-Ubez* à *Corck* , se brisa contre les rochers de la Côte de *Cornouaille*. Le Capitaine périt avec 5 Hommes de l'Equipe. Les Vents , qui furent très violens pendant tout ce mois , furent cause de ces Naufrages , & renversèrent sur la *Tamise* plusieurs Barques , dont une portoit 19 personnes , qui furent toutes noyées.

Naufrages.
8 Décembre , &c.

Le Docteur *Thimothée Goodwin* , Archevêque de *Cashel* & Primat de *Mownster* , mourut à *Dublin* pendant la Séance du Parlement d'Irlande. Sa Veuve ne lui survécut que 8 jours , & mourut de la même maladie le 1 de Janvier 1730.

Mort de l'Archevêque de *Cashel*.
16 Décembre.

Le Roi nomma le Lord *Mar-Ker* Gouverneur de *Sherneff* en *Ecosse* à la place du feu Lieutenant-Général *Withers*.

Gouvernement donné.
Décembre.

Les Imprimeurs des Papiers de Nouvelles furent mandés au Bureau des Secrétares d'Etat , & réprimandés pour avoir inséré dans leurs Feuilles quelques Articles du *Traité de Seville*. On leur défendit d'en parler jusqu'à ce que la Cour l'eût rendu public.

Imprimeurs réprimandés.
Décembre.

Le Colonel *Sthanhope* Ambassadeur extraordinaire & Plénipotentiaire à la Cour d'*Espagne* , fut créé Pair de la *Grande-Bretagne* , sous le titre de Baron d'*Harrington* , dans le Comté de *Northampton*.

Nouveau Pair.
Decembre.

Dans l'espace de huit jours il partit des différens Ports du Roïaume près de 160 Vaisseaux Marchands ; ce qu'on n'avoit pas vu depuis plusieurs années.

Vaisseaux Partis.
Décembre.

Un Vaisseau Marchand fut pris dans le Passage de la *Nouvelle-Angleterre* à *La Jamaïque* , & conduit à *Porto-Rico* par un *Garde-Côte Espagnol*.

Vaisseau pris.

II. EN JANVIER , les Commissaires de l'Amirauté reçurent ordre de faire équiper promptement une Escadre de 18 Vaisseaux de ligne & de la mettre en état de partir à la fin de Mars pour la *Mer Baltique* , afin d'y veiller à la sûreté des Puissances alliées de la *Grande-Bretagne*. En FEVRIER , ils firent pour le service du Roi 14 gros Vaisseaux de transport &

II.
MARINE.
Nouvelle Escadre pour la Mer Baltique.
Janvier.

Faux Préparatifs de Guerre

I. I.
MARINE.

A N N É E M D C C X X I X.

pour l'Amérique.
Fevrier ; 14 Mars.

Matelots levés
par force.
22, 26 Avril.

Nombre des
Vaisseaux armés.
Avril.

Escadres Angloi-
se & Hollandoise
réunies à Spi-
thead, pour aller
agir de concert
dans la Méditer-
ranée.
12, 22 Mai.

3 Juin.

déclarèrent en même tems qu'ils en arrêteroient un plus grand nombre pour aller prendre en *Irlande* & transporter à *La Jamaïque* 6 Régimens d'Infanterie. Le Capitaine *Lestock* fut destiné pour commander une Escadre de 14 ou 15 Vaisseaux de Guerre, avec laquelle ces Troupes devoient faire route ; & l'on fit acheter au Marché de *Smithfield* une grande quantité de Bœufs & de Cochons, pour le service de cette Flote. Ces arrangemens furent faits au commencement de ce Mois ou peut-être à la fin du précédent, pour donner faveur aux Négociations qui se faisoient avec l'*Espagne*, en intimidant cette Cour par des Préparatifs de Guerre pour l'*Amérique* : mais dès le 14 de Mars, les *Commissaires de l'Amirauté* firent savoir aux Propriétaires des Vaisseaux de Transport qu'on n'en avoit plus besoin, & qu'on les dédommageroit des dépenses qu'ils avoient faites pour mettre ces Bâtimens en état de partir. Le même jour on contre-manda les Regimens qui devoient être tirés d'*Irlande*, Il ne fut plus question, non plus de l'Escadre que le Capitaine *Lestock* devoit commander. En A V R I L, la nécessité du Service du Roi fit que l'on se mit à lever par force des Matelots sur tous les Vaisseaux Marchands, sans épargner même ceux de la *Compagnie du Sud* destinés pour la Pêche de la Balène : mais quatre jours après, sur les représentations de cette Compagnie & de différens Négocians, les *Commissaires de l'Amirauté* donnèrent des Sauvegardes pour les Matelots, qui servoient sur les Bâtimens employés au transport du Charbon de Terre, & sur les Vaisseaux chargés pour les Païs Etrangers. Les Vaisseaux de Guerre, qui pour lors étoient en commission, tant pour former les Escadres du Roi, que pour veiller à la Garde des Ports, étoient au nombre de 33 ; savoir 3 de 80 Canons, 8 de 70 ; 5 de 60 ; 9 de 50 ; 2 de 40 ; 2 de 20, un Brulot, une Galiote à Bombes, & 2 Chaloupes armées. C'est avec cela que l'on croioit avancer une Négociation qui n'en alla pas plus vite. En M A I, le Vice-Amiral *Wager* partit de *Londres*, le 12, pour *Portsmouth*, afin d'y prendre le Commandement de l'Escadre, que l'on y tenoit prête à mettre à la voile, & que l'on devoit envoyer dans la *Méditerranée* pour veiller de près à la conduite des *Espagnols*, qui faisoient alors un Armement considérable à *Cadix*, & divers autres préparatifs de guerre, & pour hâter la Négociation, dont la lenteur ordinaire de la *Cour d'Espagne* retardoit extrêmement le progrès. Le 21, le Vice-Amiral arbora son Pavillon, & quelques jours, après on affecta de répandre dans le public que ses Instructions étoient fort étendues & presque illimitées ; en sorte qu'aussitôt qu'il seroit entré dans la *Méditerranée*, il pourroit agir comme il le jugeroit à propos. En J U I N, il reçut ordre de partir incessamment, son Escadre étant alors composé de 21 Vaisseaux & devant être renforcée de plusieurs autres. Cet ordre fut donné sur une Dépêche du S. *Kenne*, Ministre en *Espagne*. Le Courier, qui l'avoit apportée, repartit avec de nouveaux Ordres à ce
Ministre

Ministre d'insister pour avoir une Réponse précise du *Roi d'Espagne* aux dernières Propositions des *Alliés d'Hanovre* ; & de lui déclarer qu'à son refus, le Vice-Amiral *Wager* agiroit offensivement dans la *Méditerranée*. La *Cour d'Espagne* ne fut point ébranlée de ces menaces, & n'en fit pas un pas plus vite qu'elle ne vouloit. On ne sauroit s'empêcher d'avouer que la méthode est excellente avec les *François* & les *Anglois*, Peuples également pressés de voir la fin des choses, se lassant également de leur trop longue durée, & dont l'impatience naturelle est d'une grande ressource pour le *Flegme Espagnol*. Le Vice-Amiral *Wager* fut joint à *Portsmouth* par une *Escadre Hollandoise* de 7 Vaisseaux, sous les ordres du Vice-Amiral de *Sommelsdyck*, lesquels en avoient devancé 5 autres, qui ne devoient pas tarder à venir. On en devoit ajouter encore 5 à l'*Escadre Angloise*, afin que les deux Escadres réunies fissent une Flote de 36 Vaisseaux, composée, suivant les *Traités*, de deux tiers *Anglois* & d'un tiers *Hollandois*. L'*Amiral Hollandois* salua de 19 coups l'*Amiral Anglois*, qui lui rendit le même salut. Le 12 le Vice-Amiral *Wager* se rendit à *Londres* pour une Assemblée des principaux Officiers de la *Couronne*. Il y reçut ses dernières Instructions & repartit le 18 pour *Portsmouth*. Ce fut alors, ou quelques jours après, que les Escadres réunies se rangèrent en demi-lune dans la Rade de *Spithead*, & se tinrent prêtes à lever l'Ancre au premier ordre. Quoique l'*Escadre Angloise* ne dût être que de 24 Vaisseaux, comme au fonds il ne s'agissoit que d'intimider l'*Espagne*, on ne craignit point de l'augmenter de quelques autres, en sorte que dans le courant de JUILLET, elle étoit de 32. En SEPTEMBRE, trois Vaisseaux de l'*Escadre Hollandoise* firent voile de *Spithead* pour la *Méditerranée*, où les Vaisseaux de leur Nation étoient continuellement insultés par les *Algériens*, qui respectoient ceux des *Anglois*. En OCTOBRE, le Vice-Amiral de *Sommelsdyck* partit de *Spithead* avec le reste de son Escadre, pour retourner en *Hollande*. Le Vice-Amiral *Wager* étoit alors à *Londres*, d'où l'on fit courir le bruit qu'il retourneroit incessamment à *Spithead*, qu'il en partiroit pour *Lisbone* avec une Escadre de 6 Vaisseaux, & qu'on en détacheroit en même tems 7 autres pour aller joindre le Vice-Amiral *Cavendish* à *Gibraltar*. Mais tous ces Préparatifs & toutes ces menaces n'aboutirent à rien. Le *Traité de Séville* fut signé dans le mois de Novembre; & comme on comtoit sur cette signature, dès la fin du mois précédent, les principaux Vaisseaux de la Flote avoient été renvoyés chacun dans leur Port, en sorte qu'il n'en étoit plus resté à *Spithead* que 17, dont 7 furent nommés pour servir de Gardes-Côtes. En MAI, le Lord *Vere-Beauclerc* fut chargé de Commander un Vaisseau de Guerre, pour escorter les Pêcheurs de *Terre-Neuve*. La Flote *Portugaise*, destinée pour le *Brésil*, leva l'Ancre le 28 du même mois pour descendre la Rivière du *Tage*. Le Vent qui n'étoit pas trop favorable aiant cessé tout-à-coup, ce qui se trouva sorti, fut obligé de rentrer dans la Rivière; ce qui se fit de ma-

15. 16 Julez.

12 Juin.

18 Juin.

15 Juillet.
11 Septembre.

12 Octobre.

Novembre.

27 Octobre.
Novembre.Flote de *Terre-Neuve*.
Mai.
Démêlé avec la Cour de Portugal.
28 Mai.

12.
MARINE.

A N N E E M D C C X X I X.

fin.

1. Juillet.

Octobre.

23 Octobre.
Commission
contre les For-
bans.
Juillet.
Nombre des Ma-
telots réduits.
7 Octobre.

nière que ces Vaisseaux, rencontrant ceux qui décroient, ils s'entre-heur-
tèrent les uns les autres, mais sans se causer aucun dommage. Il arriva
qu'un de ces Vaisseaux alla donner contre le *Leostoff* Frégate *Angloise*,
qui pour lors étoit à l'Ancre dans la Rivière, & s'y attacha de sorte,
qu'il l'entraîna pendant une demie-heure. Le Capitaine *Norris*, qui comman-
doit la Frégate, voulant dégager son Vaisseau, qui pouvoit courir quelque
risque, fit passer ses gens sur le Vaisseau Marchand, dont il fit abatre le
grand Mât & le Mât de Misaine, ce qui mit ce Bâtiment hors d'état de
partir avec le reste de la Flote de *Bresil*, qui remit à la voile le lende-
main. Les Propriétaires de ce Vaisseau prétendirent des dédommagemens
& portèrent leurs plaintes au *Roi de Portugal*. Le Juge du District, où la
chose étoit arrivée eut ordre de s'informer de la vérité des Faits; & son
rapport ne fut pas favorable au Capitaine *Norris*; sur quoi le *Roi* défendit
qu'on le laissât sortir de la Rivière, jusqu'à ce qu'il eût satisfait les
Propriétaires du Vaisseau Marchand. En même tems, il fit écrire à ce
sujet au Lord *Tirawley*, Envoyé Extraordinaire du *Roi de la Grande-Breta-
gne*. Ce Ministre répondit au Secrétaire d'Etat : *Que, sans ce que le Capi-
taine Norris avoit fait, les deux Vaisseaux auroient infailliblement échoué
de compagnie; que d'ailleurs il avoit à se plaindre de ce qu'on avoit em-
pêché quelques jours auparavant deux Vaisseaux Marchands de sa Nation
de sortir de la Rivière.* Le Secrétaire d'Etat repliqua, le 1 de Juillet; *Que
le Roi son Maître avoit ordonné de nouvelles informations, pour être mieux
instruit de toutes les circonstances de cette affaire; & savoir si véritable-
ment les deux Vaisseaux avoient couru risque de périr ensemble; & qu'il étoit
dans la disposition de décider cette Affaire, selon les loix les plus exactes de
l'équité: Qu'à l'égard des deux Vaisseaux Marchands, que le Lord se plaignoit
qu'on eût arrêtés, on ne l'avoit fait qu'à cause qu'ils sortoient par un grand
Bronillard: mais qu'aussitôt qu'on les avoit reconnus pour Anglois, on les avoit
laissé partir.* De son côté le Capitaine *Norris* écrivit à *Londres*, pour infor-
mer les Commissaires de l'Amirauté de ce qui lui venoit d'arriver, & pour
avoir leurs ordres sur la manière dont il devoit se conduire. Il paroît
que la *Cour d'Angleterre* ne prit pas cette affaire fort à cœur, ou qu'elle
crut que le Capitaine *Norris* avoit quelque tort, puisqu'au bout de près de
trois mois la chose fut décidée au désavantage de celui-ci, qui fut obligé de
payer un dédommagement aux Propriétaires du Vaisseau Marchand, lequel
depuis l'accident, rapporté ci-dessus, étoit resté dans le même état où les
Anglois l'avoient mis. L'affaire étant entièrement terminée, le *Leostoff* sor-
tit de la Rivière du *Tage* le 23 d'Octobre. En JUILLET, le Lord *Muscary*
fut chargé d'une Commission signée de la *Reine* pour courir sur les
Forbans & *Pirates*, par qui les Côtes de *Guinée* étoient infestées; & pour
faire le procès à tous ceux qui lui tomberoient entre les mains. En OCTOBRE,
le Conseil résolut de réduire à 10 mille le nombre des Matelots, qui de-

ANNEE MDCCXXIX.

II.
MARINE.

voient être employés l'année suivante sur les Vaisseaux du Roi. Pendant cette année, les *Commissaires de l'Amirauté* mirent en Commission 13 Vaisseaux de guerre, dont en MARS, 1 de 60 pièces de Canon & de 400 Hommes d'Equipage; en AVRIL, d'abord 1 de 50 Canons & de 280 Hommes; & puis 7 autres, dont 1 de 70 Canons & 440 Hommes, 2 de 50 Canons & 280 Hommes, 1 de 40 Canons & de 190 Hommes, 1 de 30 Canons & 155 Hommes; 2 Chaloupes, l'une de 14 Canons & 60 Hommes, l'autre de 8 Canons & de 45 Hommes; dans la suite 1 Galiote à Bombe avec 1 Brûlot; & dans le mois d'AOUT, un Vaisseau lancé nouvellement à l'eau à Deptford. Dans le mois de FEVRIER, ils donnèrent ordre d'avitailler pour quatre mois les 14 Vaisseaux Gardes-Côtes des Ports de Chatam, de Portsmouth & de Plymouth, & d'en équiper incessamment pour le même service 8 autres, dont 1 de 90 Canons, 1 de 80, 3 de 70, 1 de 60 & 2 de 50. Des 14 premiers Gardes-Côtes, il y en avoit, 5 à Chatam, 1 de 90 Canons, 2 de 70, 1 de 60, 1 de 50; 6 à Portsmouth, 1 de 90 Canons, 2 de 70, 2 de 60, 1 de 50; & 3 à Plymouth, 1 de 60 Canons, 2 de 50. On mit sur chacun de ces 22 Vaisseaux un plus grand nombre de Lieutenans qu'à l'ordinaire, & l'on ordonna que les Matelors s'y rendissent incessamment: mais au mois de MARS, les Capitaines eurent ordre de réduire leurs Equipages à la moitié. Le Roi donna dans le cours de cette année plusieurs Charges de la Marine. En FEVRIER, celle de Contre-Amiral de l'*Escadre-Rouge*, à la place du feu S. Robert Hughes, au S. Philippe Cavendish Contre-Amiral de l'*Escadre-Blanche*, dont la place fut remplie par le S. Jean Balchen Contre-Amiral de l'*Escadre-Bleue*, & la place de ce dernier fut donnée au Capitaine Saint-Loe qui commandoit l'*Escadre d'Amérique*. En MAI, le Lord Archibald Hamilton fut nommé pour remplir la place de Commissaire de l'Amirauté, que le Lord Malpas avoit occupée. En DECEMBRE, le Comte de Stairs fut fait Grand-Amiral d'*Ecosse*, à la place du Duc de Queensbury, qui s'étoit démi de cette Charge, parce qu'il croioit avoir à se plaindre de la Cour.

Vaisseaux mis
en Commission.
5 Mars.

2, 15 Avril.

Août.

Les Gardes-Cô-
tes armés & leur
nombre augmen-
té.

17 Février.

14 Mars.

Charges données,
Février.

16 Mai

III.
BANQUE ET
COMPAGNIES DE
COMMERCE.
Déclaration en
faveur des Négoc-
ians.

III. EN JANVIER, les Directeurs de la Banque, voulant favoriser les Négocians, dont la plupart, depuis l'arrivée d'un gros Vaisseau venu de La Jamaïque, se trouvoient chargés d'une grande quantité de Pièces de huit, déclarèrent, en conséquence d'une Résolution prise dans leur Assemblée, que les Propriétaires de ces Espèces pourroient les consigner à la Banque, qui les recevrait sur le pied de 5 Shillings 2 Sols l'Once, valeur actuelle de la Monnoie d'Argent, à condition de n'en pas apporter au dessous de 1000 Onces, de paier une Prime de demi pour cent, & de les retirer dans quatre mois, tems où l'on supposoit que la Compagnie des Indes les acheteroit pour son Commerce.

La Compagnie de Turquie eut 5 Vaisseaux de retour; d'abord, en MAI, Comp. de Turquie.

III.
BANQUE
COMPAGNIE DE
COMMERC.
Retour de la
Flote.

10 Mai.
Comp. des Indes
Orientales.
Retour de ses
Vaisseaux.
4 Juin.
26 Janvier.

7 Août.

5 Septembre.

Vaisseaux pris à
son service.
Juin.

Présent au Gouverneur de Saint-Hélène.
Octobre.

Argent déclaré
à la Douane.
Novembre.
Decembre.

Comp. du Sud.
Dividende.
Janvier.
29 Juillet.

Pêche de la Balène.

25 Mars.
Juillet.

7 Août.

Autre Vaisseau
de retour.
28 Février.
Vaisseau perdu.
Mars.

2 Vaisseaux, venant de *Smirne*, arrivèrent aux *Dunes*. En *JUIN*, les 3 autres arrivèrent à *Douvres*, venant de *Scardone*.

La *Compagnie des Indes-Orientales* eut 15 Vaisseaux de retour. Trois arrivèrent aux *Dunes*, en *JUIN*. Le premier avoit fait voile pour *Bombay* le 28 d'Avril 1727; & les deux autres, le 27 de Décembre de la même année pour la *Chine*. En *JUILLET*, il en vint un autre à *Plymouth*, lequel étoit principalement chargé de Poivre. Il avoit relâché le 4 de Juin à *Kinsale* en *Irlande* en si mauvais état, qu'il ne lui restoit plus que 8 hommes qui pussent rendre service, le reste de l'Equipage étant, ou mort; ou resté malade dans la route. Le Capitaine fut obligé de louer à *Kinsale* 50 Matelots pour l'aider à gagner les Côtes d'*Angleterre*. Il en arriva 4 autres aux *Dunes*, en *AOUT*. L'un revenoit de la *Chine*; un autre de *Bombay*, & deux du *Fort Saint-George*. En *SEPTEMBRE*, il en arriva sept à *Plymouth* & dans d'autres Ports de la *Manche*. En *JUIN*, cette Compagnie prit à son service 14 Vaisseaux, dont elle destinoit quatre pour la *Chine*, six pour la Côte & la Baie de *Bengale*, 2 pour *Bombay*, 1 pour *Sainte-Hélène* & *Bencolen*, 1 pour *Mocha*. En *OCTOBRE*, elle fit partir 8 Vaisseaux pour les *Indes*; dont un portoit une Caisse de Vaiselle d'Argent en présent au Gouverneur de *Sainte-Hélène*, pour le remercier des services, qu'il avoit rendus à la Compagnie, & surtout, de ce qu'il avoit considérablement diminué les dépenses de cette Ile. Il y avoit parmi cette Vaiselle un Vase à faire du *Punch*, pesant 135 onces, avec ces mots gravés autour: *Don de la Compagnie à M. Thomas Byfield, Gouverneur de Saint-Hélène*. En *NOVEMBRE*, elle fit déclarer à la *Douane* 913 mille 596 onces d'Argent qu'elle envoioit aux *Indes*. En *DECEMBRE*, elle en déclara de même 19 mille 600 onces.

En *JANVIER*, la *Compagnie du Sud*, fixa dans une Assemblée générale le *Dividende* de ses Actions, pour la demi-année échue à *Noël*, 1728, à 2 pour cent, payables le 28 de Février. En *JUILLET*, elle le fixa de même pour les six premiers mois de cette année. En *MARS*, elle fit partir 4 Vaisseaux pour aller au *Groenland* à la Pêche de la Balène. En *JUILLET*, il revint un de ses Vaisseaux du *Groenland* avec 3 Balènes. Dix autres arrivèrent au mois d'*AOUT*. Un revenoit du Détroit de *Davis*, chargé de Fanons & d'Huile de Balène, qu'il avoit retirés d'un Navire étranger échoué sur la Côte. Les 9 autres rapportoient du *Groenland* 12 Balènes & demie. On sut par les Capitaines que des 22 Vaisseaux envoyés l'année précédente par la Compagnie, les 18 destinés pour le *Groenland* avoient pris 30 Balènes, & les 4 du Détroit de *Davis*, 5. C'étoit la plus forte pêche, que l'on eût encore faite. Un autre des Vaisseaux de la Compagnie étoit revenu dans le mois de *FEVRIER* de *La Vera-Cruz* à *Falmouth*. En *MAI*, elle perdit un Navire, parti depuis trois ans d'*Angleterre*, lequel périt à l'embouchure de la Rivière de *La Plata*. De tout l'Equipage il ne se sauva

ANNE'E M D C C X X I X.

qu'onze Persones. En DECEMBRE, les Directeurs firent avertir les Marchands, qui négocioient à *La Jamaïque*, & le long des Côtes de *Guinée*, qu'à l'avenir ils acheteroient d'eux ou de leurs Agens tous les *Nègres* dont ils auroient besoin, & cela, sans s'écarter des conditions portées par le *Traité de l'Assiente*. Dans une Assemblée générale, qui se tint extraordinairement le 16 de ce mois, le S. *Jean Eyles*, Sous-Gouverneur, fit lire une *Adresse au Roi*, dressée par les Directeurs, pour le remercier des soins particuliers qu'il avoit pris des intérêts de la Compagnie dans la Conclusion du *TRAITE' DE SEVILLE*; & cette *Adresse*, qui fut unanimement approuvée, fut présentée 5 jours après, & reçue très gracieusement du *Roi*, qui répondit: *Qu'il voioit avec plaisir que ses efforts, pour rétablir la Paix avoient satisfait un Corps si considérable de ses Sujets: Qu'il étoit persuadé que, lorsque les Conditions & la Paix conclue entre lui, ses Alliés & l'Espagne seroient rendues publiques, tout le Monde seroit convaincu que l'Intérêt général, & particulièrement le Commerce de ses Roiaumes, avoient été le principal objet de ses soins, & qu'il les avoit préférés à toute autre considération.* Dans la même Assemblée où cette *Adresse* fut approuvée, le Sous-Gouverneur instruisit les Intéressés que la Commission établie pour la Régie des Biens des anciens Directeurs étoit sur le point d'expirer, & qu'il s'agissoit de nommer & d'autoriser d'autres Persones pour recevoir des Commissaires le produit de la Vente de ces Biens, qui pouvoit monter à près d'un million & demi. Cette Proposition occasiona plusieurs Discours: Mais enfin, l'Assemblée donna pouvoir aux Directeurs de faire ce qu'ils jugeroient le plus convenable.

III.
BANQUE ET
COMPAGNIE DE
COMMERCE.
Commerce des
Nègres.
Décembre.

16 Décembre.

21 Décembre.

Vente des biens
des anciens Di-
recteurs.
16 Décembre.

IV. EN DECEMBRE, le S. *Robert Johnson* fut nommé Gouverneur de *La Caroline*, à la place du feu Général *Nicholson*.

EN SEPTEMBRE, le Comte de *Londonderry*, Gouverneur des *Iles Leeward*, ou des *Iles Antilles sous-le-vent*, mourut à *Newis* dans son Gouvernement, après quatre mois de maladie. Au commencement de DECEMBRE, le *Roi* nomma pour lui succéder le Lord *Forbes*, dont la Commission fut signée dans le Conseil du 23 de ce mois.

EN MAI, le *Roi* donna le Gouvernement de *Plaisance* dans l'Ile de *Terr-Neuve* au Capitaine *Osburn*, qui partit de *Spithead* à la fin de Juillet dans le Vaisseau du Lord *Beauclerc*.

EN AVRIL, les *Nègres* de l'Ile d'*Antigoa* eurent dessein de brûler toutes les Canes & de tuer tous les Blancs pour rester seuls Maîtres de l'Ile. Leur complot ne fut découvert que la veille du jour qu'ils devoient l'exécuter: mais ce fut assés-tôt pour que l'on pût en arrêter un grand nombre. On fit périr par le feu ceux que l'on reconnut être les Auteurs de l'entreprise.

EN JANVIER, le Brigadier *Hunter*, Gouverneur de *La Jamaïque*, ins-

IV.
COLONIES.
La Caroline.
Gouvernement
donné.
Décembre.
Antilles.
Mort du Gouverneur.
26 Septembre.
Nouveau Gouverneur.
Décembre.

Plaisance.
Gouvernement
donné.
26 Mai.

Antigoa.
Complot des
Nègres.
Avril.

La Jamaïque.

IV.
COLONIES.

A N N E E M D C C X X I X.

Préparatifs de
Guerre.
20 Janvier, &c.

truit par un Vaisseau de Guerre, qu'il y avoit lieu de craindre que les grands préparatifs qui se faisoient par les *Espagnols* à *Cadix*, n'eussent pour objet une entreprise sur *La Jamaïque*, tint un grand Conseil de Guerre, dans lequel il représenta : *Que la conduite des Espagnols en Europe & la continuation de leurs Avanties & de leurs Déprédations rendoient la conclusion de la Paix très incertaine : Qu'il étoit du devoir des Habitans de mettre l'Ile en état de ne rien craindre ; & , conformément aux ordres qu'il avoit reçus du Roi , de travailler sans relâche , tant à réparer les Fortifications , qu'à faire les autres préparatifs nécessaires pour être à couvert de toute insulte.* La Résolution du Conseil fut conforme à cette Proposition, & les ordres furent expédiés pour l'exécuter. Avant le mois de Mai le Brigadier *Hunter* eut fait toutes les dispositions pour être en état de se bien défendre. Il avoit mis un *Embargo* sur tous les Vaisseaux qui se trouvoient dans le Port, pour empêcher qu'il n'en partît aucun ; toutes les Fortifications avoient été réparées & , par la revue des Forces, on avoit trouvé que l'on pouvoit mettre 20 mille Hommes en Campagne. Après avoir pourvu de cette manière à la défense de la Partie Méridionale de l'Ile, le Gouverneur s'étoit embarqué sur un Vaisseau de Guerre pour aller visiter la Partie Septentrionale, & la mettre de même en état de faire une vigoureuse défense. Quelque tems après, sur les représentations des Marchands de l'Ile, il leva l'*Embargo*, & leur permit de faire sortir autant de Bâtimens que la nécessité du Commerce & les besoins de la Colonie le pourroient exiger, à commencer du 22 de Mai jusqu'au 4 de Juin. En conséquence le 30 & le 31 de MAI, plusieurs Bâtimens Marchands firent voile pour l'*Angleterre*, sous l'Escorte de quelques Vaisseaux de guerre. En FÉVRIER, les Etats de cette Ile firent écrire par leur Orateur au Contre-Amiral *Saint-Loe* pour le remercier des soins qu'il avoit pris de leur Commerce & de la sûreté de leurs Côtes ; & , pour marque de leur reconnoissance, ils joignirent à cette Lettre un présent de mille Livres Sterling. En MAI, le Grand Conseil & les Notables assemblés réduisirent à 2 mille 500 Liv. St. les Appointemens du Gouverneur ; & , supprimant l'augmentation annuelle de mille Liv. St. qu'ils avoient accordée au feu Duc de *Portland*, ils donnèrent en la place, au Brigadier *Hunter* six mille Liv. St. une fois payées. En SEPTEMBRE, l'Assemblée générale fit un Acte pour exclure les *Catholiques* de la Séance de cette Assemblée & de toutes Charges aiant rapport au Gouvernement.

Mai.

Remerciement
au Contre-Amiral
Saint-Loe.
9 Février.Les Catholiques
exclus des Char-
ges
Septembre.Nouvelle-An-
gleterre.
La querelle avec
le Gouverneur
terminée.
23 Mai.

En MAI, fut terminée la querelle, qui duroit depuis plus d'un an, entre le S. *Guillaume Burnet*, Gouverneur de la *Nouvelle-Angleterre*, & les Etats de cette Colonie, au sujet des Appointemens de Gouverneur, qui n'avoient jamais été fixes, & pour lesquels les Etats ordonnoient tous les ans une somme plus ou moins forte, suivant que l'on savoit les manier avec plus ou moins d'adresse. La querelle avoit été fort vive : mais enfin les Etats l'emportèrent, & les Appointemens furent fixés à 200 Liv. Sterl.

ANNE'E M D C C X X I X.

IV.
COLONIES.

Le Gouverneur ne jouit pas longtems de la Paix établie entre les Etats & lui, puisqu'il mourut le 20 de Septembre de cette année. Sa mort, dont on fut instruit à *Londres* à la fin d'Octobre par un Vaisseau qui n'avoit pas mis cinq semaines à son voiage, n'empêcha pas que le Conseil du Roi n'examinât, dans un Comitté qui s'assembloit dans le mois de NOVEMBRE, les plaintes que l'Assemblée générale de cette Colonie avoient portées contre le feu Gouverneur, & dont les principales l'accusoient d'avoir exigé de l'argent pour les Vaisseaux que l'on construisoit dans le Païs, & pour ceux que l'on en faisoit sortir. Après que l'on eût oui les Avocats de part & d'autre, il fut déclaré que cette exaction étoit illicite, & l'on ordonna qu'elle fût supprimée à l'avenir. En DECEMBRE, le S. *Belcher* fut nommé Gouverneur de *Massachusetts* & de la *Nouvelle-Angleterre*.

Mort du Gouverneur.
20 Septembre.

Décision du Conseil au sujet des plaintes portées contre ce Gouverneur.
3 Novembre.

Nouveau Gouverneur.
Decembre.

V.
PARLEMENT
D'IRLANDE.
Ouverture de la Séance.
4 Octobre.
Cloture.
26 Avril 1730.

V. La Séance du *Parlement d'Irlande* commença cette année le 4 d'Octobre & finit le 26 de Juin de l'année suivante.

Voici le Discours que le Lord *Carteret* Viceroi d'Irlande prononça pour l'ouverture de la Séance.

MILORDS ET MESSIEURS,

Discours du Viceroi.

L'ordre, que j'ai reçu de SA MAJESTÉ, de vous assembler en Parlement, m'a fait d'autant plus de plaisir, que je sens déjà par expérience quelle est votre affection pour Sa Personne Royale, & votre attention pour l'honneur de son Gouvernement. Les soins infatigables de SA MAJESTÉ pour procurer le bonheur de ses Peuples, & ses tendres égards pour la prospérité de ce Roïaume, me donnent de justes raisons d'espérer qu'après avoir marqué le commencement du Règne de SA MAJESTÉ par tant de preuves de zèle pour son service, ce Parlement, en reconnaissance de la Protection & de la tranquillité, dont les Peuples ont joui, donnera les marques les plus efficaces de sa fidèle affection pour le doux & gracieux Gouvernement de SA MAJESTÉ

MESSIEURS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES,

Vous verrez par les comptes, que j'ai ordonné que l'on vous communiquât, que les Revenus publics ont moins produit que les deux dernières années; ce qui fait que l'Etat se trouve considérablement chargé d'arrérages: mais je ne doute pas que vous n'accordiez les Sublides nécessaires pour subvenir aux besoins du Gouvernement, de la manière que vous jugerez la plus convenable, & qui sera le moins à charge au Peuple. Depuis votre dernière Assemblée, vous devés à la bonté de SA MAJESTÉ le retour en ce Roïaume de trois des Régimens, qu'on en avoit tirés, & qu'on avoit employés ailleurs pour le Service Public.

V.
SEANCE DU
PARLEMENT
D'IRLANDE.

ANNÉE MDCCXXIX.

Je puis vous assurer de la part de SA MAJESTÉ, qu'on renverra le reste de ces Troupes, dès que les circonstances des Affaires le pourront permettre.

MILORDS ET MESSIEURS,

J'espère que l'abondante Récolte, dont la Divine Providence a bien voulu bénir cette année, fera cesser les troubles & les suites fâcheuses qu'une disette générale des Grains a pu causer. Il seroit cependant à propos que vous considérassiez s'il ne seroit pas nécessaire que vous fissiez quelques nouvelles Loix pour prévenir les dangereuses pratiques des Monopoleurs & Regraticiers, pour obvier aux Attroupemens tumultueux, pour assurer la tranquillité de cette grande Ville, & pour employer les Pauvres au travail.

C'est avec beaucoup de satisfaction que je vois le succès des Manufactures de Toile établies dans ce Roïaume; & je dois vous assurer, par ordre de SA MAJESTÉ, que vous pouvez compter qu'elle ne cessera point de favoriser & de protéger un Commerce, qui produit tant d'avantages à cette Nation.

Je vous exhorte à montrer dans cette occasion la même union & la même modération, que vous avez fait paroître dans toutes vos Procédures, durant le cours de votre dernière Assemblée; ce sera le moyen le plus sûr & le plus efficace de bien servir le Roïaume, & de vous rendre dignes de la Faveur & de la Protection Royale.

Adresse des deux
Chambres.

Subside.
27 Octobre.
19 Novembre.

Le premier soin des deux Chambres fut de dresser les Adresses au Roi. Les Pairs & les Communes le félicitèrent à l'envi sur son heureux retour dans la Grande-Bretagne, & sur l'arrivée du Prince de Galles. Ils le remercièrent de ce qu'il avoit confié la Regence à la Reine; & répondirent à tous les Articles du Discours du Viceroi, par des remerciemens de la protection que Sa Majesté accordoit au Roïaume, & par des promesses d'exécuter tout ce qu'on leur avoit proposé. Le 27 d'Octobre, les Communes résolurent d'accorder un Subside, & nommèrent un Committé pour y travailler. Le 19 de Novembre, le Docteur Marmaduke Coghill fit rapport à la Chambre des Résolutions de ce Committé, qui portoient, *Que les Dêtes de la Nation montoient, le 25 de Mars 1729, à 220 mille 730 Liv. Sterl. 15 Sh. & 3 Den. : Qu'on accorderoit au Roi un Subside pour paier ces Dêtes & pour maintenir les Branches de l'Etablissement pendant deux ans, depuis le 25 de Décembre de cette année jusqu'au 25 de Décembre 1731 : Que l'on donneroit 6 mille Liv. Sterl. pour achever le nouveau Palais du Parlement; & 2 mille Liv. Sterl., pendant deux ans, aux Directeurs des Manufactures de Toile, pour les encourager à faire cultiver dans le Roïaume une quantité suffisante de Chanvre & de Lin : Enfin, qu'on accorderoit diverses Sommes, montant ensemble à 19 cens 30 Liv. Sterl., afin de récompenser les Officiers de la Chambre, pour leur Service pendant cette Séance ;*

et que le Subside, que l'on accorderoit au Roi, n'excéderoit pas la Somme de 510 mille 238 Liv. St., 16 Sh., 10 Deniers. Ces Résolutions furent approuvées par la Chambre. A la fin du même mois, le même Docteur fit rapport, Que l'Opinion du Comité du Subside étoit qu'il falloit accorder un nouveau Subside pour encourager la culture des Terres, pour faire travailler les Pauvres, et pour mieux mettre en exécution un ancien Bill du Parlement, aiant pour titre : « ACTE pour sécher et pour améliorer les Marais et autres » Terres basses qui ne rendent rien, comme aussi pour faciliter le Chariage dans » le Roïaume et le transport des Marchandises d'un endroit à l'autre ». En Décembre, le même Docteur, par ordre du Comité, fit rapport à la CHAMBRE, Que le Subside accordé au Roi n'excéderoit pas la Somme de 4 mille Liv. Sterl. par an, pendant 21 ans, à commencer le 25 de Mars 1730. Ces différentes Résolutions furent approuvées par la Chambre.

1 Décembre.

En Novembre, les Communes résolurent de mettre une Taxe Additionnelle de 2 Sh., 6 Den., sur toute la Soie apportée des Pais Etrangers dans le Roïaume, excepté sur celle qui viendroit de la Chine, de Perse & des Indes-Orientales; & de continuer la Taxe de 4 Sh. par Liv. sur les Emolumens, Pensions, Salaires, &c. de tous ceux qui, demeurant hors du Roïaume, y possédoient des Emplois Civils ou Militaires. Elles résolurent en même tems qu'il seroit mis une Taxe sur les Carosses, les Perruques, & les Epées; & que l'on porteroit un Bill pour défendre, de faire des Habits & des Meubles avec d'autres Etoffes, que celles qui se fabriquoient dans le Pais, & de laisser entrer dans le Roïaume les Marchandises étrangères, qui ne servoient qu'au Luxe. En Décembre, le Docteur Coghill instruisit la Chambre que le Comité du Subside avoit résolu, Qu'on mettroit, une Taxe sur tous les Carosses et Chaises, qui n'étoient pas de louage; et que cette Taxe seroit de 20 Sh. par an sur chaque Carosse, & de 5 sur chaque Chaise: Une Taxe de six sols par Jeu sur les Cartes faites dans le Roïaume: Une Taxe de cinq Sols sur chaque Paire de Dés faits dans le Roïaume ou venant de dehors: Enfin, une Taxe additionnelle de six sols par Once d'Argentierie, qui se fabriquerait, ou que l'on apporteroit dans le Roïaume. Ces Résolutions furent approuvées. Le mois précédent sur le Rapport que le même Docteur fit de quelques Résolutions du Comité du Subside, les Communes approprièrent la Taxe du 4 Sh. par Liv. sur les Salaires, Emolumens & Pensions des Emplois possédés par des personnes qui ne résidoient pas dans le Roïaume, d'abord au paiement de l'Intérêt à six pour cent, ensuite au remboursement du Capital d'une Somme de 100 mille Livres Sterling. Passons aux autres affaires dont le Parlement fut occupé jusqu'à la fin de cette année.

Moïens de lever
le Subside.
19 Novembre.

8 Decembre.

19 Novembre.

Il y fut résolu dans les deux Chambres de porter des Bills : 1. POUR prévenir les Assemblées tumultueuses et pour en punir plus efficacement les Auteurs. 2. POUR empêcher plus efficacement la corruption dans les Elections

Divers Bills.
Assemblées mu-
ltitueuses.
26 Octobre, &c.

V.
SÉANCE DU
PARLEMENT
D'IRLANDE.
Elections.
28 Octobre.
Monopolaire.
16 Décembre.
Parjure.
10 Décembre.
Eglises & Presta-
tion des Sermens.
13 Décembre.

Manufactures.
29 Décembre.

Loix renouvel-
lées.
9 Novembre.

Culture des Ter-
res.
20 Décembre.

Requête de
Cork, &c.
10 Décembre.

Imprimeur ar-
més.
12 Décembre.

Parlementaires : 3. POUR le meilleur Règlement des Mesures du Grain, comme aussi pour le prix & le poids du Pain, & pour punir les Fraudes des Monopoleurs & des Regrattiers : 4. POUR prévenir & punir plus efficacement le Parjure & les autres Crimes de Fausseté : 5. POUR mieux réparer les Eglises : 6. POUR prolonger le terme dans l'espace duquel les Persones revêtues de Charges, étoient obligées de prêter les Sermens nécessaires pour se qualifier, en conséquence d'un Acte de Parlement, aiant pour Titre ACTE pour prévenir l'Accroissement du Papisme : 7 Enfin, POUR empêcher les Assemblées illicites des Ouvriers employés dans les diverses Manufactures du Roiaume, régler leurs Salaires & prévenir l'abus dans la Fabrique des Tuiles.

Les deux Chambres s'occupèrent aussi des Loix qu'il falloit renouveler & de ce qui regardoit la Culture des Terres. A l'égard du premier Article dans le mois de Novembre, le S. Thomas Upton instruisit les Communes, que le Committé, chargé de l'examen des Loix expirées ou prêtes d'expirer, avoit résolu, *Qu'il étoit convenable que plusieurs de ces Loix fussent continuées avec quelques changemens, entre autres celles qui regardoient la Milice du Roiaume ; la conservation des effets des Vaisseaux, qui faisoient naufrage ; la Contrebande & les Fraudes, qui se commettoient dans les Douanes ; la sûreté des grands Chemins, les malversations dans le maniement des Deniers Publics ; & la sortie clandestine des Marchandises.* Les Communes ordonnèrent de porter les Bills nécessaires pour le renouvellement de ces diverses Loix. Par rapport au second Article, le S. Carter fit, au mois de Décembre, le rapport à la Chambre des Résolutions du Committé chargé d'examiner l'état de la culture des Terres. Elles portoient en substance, *Qu'il paroïssoit que la valeur des Grains apportés dans le Roiaume pendant les 18 mois écoulés, avant la Saint-Michel dernière, montoit à 274 mille Liv. Sterl. ; Que la disette de toutes sortes de Grains avoit été si générale pendant ce tems-là dans tous le Roiaume, que plusieurs milliers de Familles, manquant de tous moyens pour subsister, avoient été forcées de venir mendier dans les Rues de Dublin : Que l'opinion du Committé pour prévenir une pareille disette étoit qu'il convenoit d'établir des Greniers Publics en divers endroits, afin d'encourager la culture des Terres & le débit de Grains.* Il fut résolu de porter un Bill en conséquence.

Le 10 de Décembre, les Communes reçurent une Requête des Habitans & Citoyens de Cork, de Waterford, de Galwai, de Limerick & de Stigoë, qui prioient la Chambre d'ordonner que l'on dressât un Bill pour faire nétoier leurs Canaux, Havres & Rivières. Leur demande leur fut accordée.

Deux jours après, les Communes mirent sous la Garde d'un Sergent d'Armes, le nommé Richard Dickson, Imprimeur de la Gazète du Dublin, pour

avoir inséré dans quelqu'une de ses Feuilles des Réflexions tendant au mépris des ordres & des Privilèges de la *Chambre*.

Dès le commencement de la Séance, les *Communes* avoient résolu que l'on feroit remercier le S. *Guillaume Conolly* des services qu'il avoit rendus, tant au Roi qu'au Public, pendant qu'il avoit exercé l'emploi d'*Orateur de la Chambre-Basse*, qu'il venoit de résigner à cause de ses infirmités. Elles étoient si considérables, qu'il en mourut au commencement de Décembre. La Place de *Commissaire de l'Arche*, qu'il occupoit, fut donné au Docteur *Coghill*.

Remerciement
de l'ancien Orateur.
16 Octobre.

Sa mort.
Décembre.

Le 2 de Janvier 1730, le *Viceroy* se rendit à la *Chambre-Haute* & manda la *Chambre-Basse*, dont l'*Orateur* lui dit :

Discours de l'Orateur de la
Chambre Basse
au Viceroy.
2 Janvier 1730.

M I L O R D,

Les Communes d'Irlande se présentent aujourd'hui devant Votre Excellence, pour lui prouver par les plus fortes preuves combien étoient sincères les témoignages, qu'elles ont donnés, au commencement de cette Séance, de leur affection pour la Sacrée Personne de SA MAJESTÉ

Quand elles s'assemblèrent la première fois, elles trouvèrent la Nation dans de fâcheuses circonstances : Les misères du tems, auxquelles aucune sagesse humaine ne pouvoit remédier, avoient causé dans les Revenus une grande diminution, & par conséquent chargé cet Etablissement d'arrérages considérables. Ces Calamités ont été la principale cause de l'accroissement des Dêtes Nationales; & le sont aussi de ce que l'on n'a pu qu'avec beaucoup de difficulté trouver les moyens de les acquitter.

Mais quelque grandes que fussent ces difficultés, les fidèles Communes de SA MAJESTÉ résolurent avec joie & d'un consentement unanime, de faire tous leurs efforts pour les surmonter. Elles considérèrent que c'étoit leur propre intérêt le plus important, & celui de leur Pais, de maintenir un Gouvernement qui les fait jouir de tant de bénédictions.

Elles crurent qu'elles étoient également obligées par devoir & par reconnaissance, de répondre à l'attente d'un si gracieux & si excellent Prince; qui, se trouvant dans la nécessité d'exiger des Subsides pour les besoins de l'Etat, a bien voulu néanmoins, par une suite de sa bonté naturelle & de ses soins paternels pour le Bien de ses Sujets, demander que ces Subsides fussent levés d'une manière convenable & qui fut la moins à charge, qu'il seroit possible, à son Peuple.

Votre Excellence voit à présent les heureux effets de la soumission & des autres Sentimens, qui dirigent les esprits des Communes. Elles ont accordé des Subsides plus forts, qu'elles ne l'avoient jamais fait dans aucune Séance précédente. Elles présentent d'abord ces Bills à Votre Excellence, afin de recevoir le consentement Royal, quoiqu'elles n'aient pas pu finir encore

V.
SÉANCE DU
PARLEMENT
D'IRLANDE.

A N N É E M D C C X X I E.

le grand nombre de Loix utiles & nécessaires au bien de leur Patrie, qui sont actuellement sur le Tapis.

Ce sont là, MILORD, les preuves les plus fortes & les plus sincères qu'elles puissent donner de leur zèle pour le service & de leur pleine confiance en la bonté de SA MAJESTÉ. Pour ce qui concerne les Subsidés, qu'elles ont accordés, elles ne doutent nullement qu'ils ne soient employés aux usages auxquels ils sont destinés, & qu'il ne plaise à SA MAJESTÉ de leur envoyer des Bills, tels qu'elle les croira propres à soulager ce Royaume des Charges, sous lesquelles il a gémi jusqu'à présent, & dont, à leur grande satisfaction, SA MAJESTÉ a déjà paru si justement & si tendrement touchée.

La promptitude, avec laquelle SA MAJESTÉ daigne concourir aux efforts de ses fidèles Communes, la bonté qu'elle a de profiter de toutes les occasions de rendre notre Etablissement aisé, la continuation des soins que Votre Excellence prend pour nous & dont nous avons si souvent éprouvé l'efficacité, nous fournissent de justes raisons d'espérer que dans peu nous nous trouverons soulagés des Dêtes présentes, & rétablis dans un degré de prospérité, qui ne manquera pas d'ajouter un lustre au Gouvernement de Votre Excellence, & de rendre, s'il est possible, le Règne de Sa Majesté plus glorieux; les meilleurs Princes ayant toujours fait consister leur plus grande gloire dans le bonheur de leurs Peuples.

Les Bills que nous présentons à Votre Excellence, pour recevoir le consentement Royal, sont un ACTE pour accorder à Sa Majesté un Subside additionnel sur la Bière, l'Huile, les Liqueurs fortes, les Vins, le Tabac & les autres Marchandises qui y sont mentionnées; un ACTE pour accorder à Sa Majesté un Subside additionnel sur le Vin, les Liqueurs fortes, les Eaux de vie, avec une Taxe de 4 Shélings par Liv. sur tous les Salaires, Charges, Emplois & Pensions, applicables au paiement de l'intérêt à six pour cent d'un Capital de 100 mille Liv. St., de même qu'au remboursement de ce Capital.

Résolutions des
Seigneurs au sujet
Catholiques.

Ce fut aux environs du même jour, que l'on rendit publiques à Dublin quelques Résolutions des Seigneurs sur l'état actuel du Papisme dans le Royaume. On y peignoit les procédés des Catholiques Romains avec les couleurs les plus vives & les moins flatteuses. On les représentoit toujours prêts à troubler la Paix de la Nation. On accusoit d'insolence la conduite d'un grand nombre de Moines & de Jésuites, qui bâtissoient, disoit-on, des Maisons pour y dire publiquement la Messe, érigeoient des Couvens de Religieux & de Religieuses, & ne manquoient aucune occasion d'insulter les Protestans. On concluait que, pour ces raisons & pour d'autres offenses, les Loix faites contre eux devoient être mises plus efficacement en exécution.

Mémoires de Rec-

Je ne trouve plus rien de ce qui se passa dans cette Séance, si ce n'est

DU REGNE DE GEORGE II.

ANNEE MDCCLXX.

qu'avant le 15 d'Avril, les deux *Chambres* présentèrent des *Adresses* au *Viceroi*, pour le remercier, tant de sa bonne Administration que de ce qui s'étoit passé dans ce *Parlement*, & pour témoigner leur reconnaissance pour la bonté que le *Roi* avoit pour la Nation.

Le 26 de ce même mois, qui fut, comme je l'ai dit, le jour de la Clôture de cette Séance, le *Viceroi* donna le consentement Roial aux autres *Bills* mentionnés ci-dessus, & dit ensuite aux deux *Chambres* :

MY LORDS ET MESSIEURS,

Après avoir exécuté les ordres de SA MAJESTÉ, en donnant son consentement Roial aux *Loix* que vous avez établies, je vais présentement mettre fin à cette Séance du *Parlement*, dans laquelle vous avez donné des preuves si remarquables de votre devoir & de votre attachement pour la Personne & le Gouvernement de SA MAJESTÉ, comme aussi des soins que vous vous êtes donnés pour le soulagement & la prospérité de vos *Concitoiens*.

Le *Bill* pour l'encouragement de l'Agriculture & pour mieux employer les *Pauvres* tendant à l'accroissement du Commerce & des Richesses de ce Royaume, je ne doute pas que vous n'ayés ressenti la plus grande satisfaction en voyant que SA MAJESTÉ avoit eu la bonté d'en augmenter le Produit par l'abolissement de ses Droits Héréditaires sur la sortie des Laines & du Fil ; ce qui rendra les effets de ce *Bill* plus avantageux & plus étendus.

Cette marque du désir, qu'a SA MAJESTÉ d'avancer les *Manufactures* de ce Royaume, ne peut qu'augmenter l'affection de ses Sujets, & leur inspirer la reconnaissance la plus soumise.

MESSIEURS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

J'ai ordre de SA MAJESTÉ de vous remercier des Subsidés que vous avez accordés pour les besoins de ce Royaume, & de ce que vous avez établis des moyens efficaces d'acquiescer les Dêtes Nationales. C'est un honneur pour ce *Parlement* de ce que, pendant que vous levés de nouveaux Fonds pour faire bons les *Non-valeurs*, vous êtes en état de diminuer les intérêts des Dêtes antérieures avec une attention convenable au Crédit du *Parlement*, & de lever l'argent nécessaire pour le Service Public, d'une manière aisée & jusqu'à présent inconnue dans ce Royaume. Je suis assuré que vous avez trouvé vos souhaits entièrement remplis, en voyant les différentes Sommes employées immédiatement aux fins pour lesquelles vous les aviez destinées.

M I L O R D S ET MESSIEURS,

Je ne puis douter qu'à votre retour dans vos *Provinces*, vous ne vous com-

SEANCE DU
PARLEMENT
D'IRLANDE.
Remerciement des
deux Chambres
au Viceroi.
Avril. 1730.

Discours du Vi-
ceroi pour la Clô-
ture de la Séance.
16 Avril. 1730.

A N N É E M D C C X X I X.

V.
SEANCE DU
PARLEMENT
D'IRLANDE.

portés, chacun dans vos Emplois, de la manière la plus propre à procurer l'avancement du Service de S A MAJESTÉ & du Bien Public.

Je suis charmé de voir que l'état de ce Roïaume est tellement changé, qu'une défense pour la sortie des grains seroit à présent inutile ; & j'espère qu'en exécutant d'une manière convenable la Loi, qui vient d'être établie, pour l'encouragement de l'Agriculture, on pourra dans la suite, avec la Bénédiction du Ciel, prévenir une disette de Grains pareille à celle que l'on vient de souffrir dans ce Roïaume.

Je me sers de cette occasion pour vous renouveler mes remerciemens du zèle & de l'attention constante que vous avez eu pour l'honneur du Gouvernement de S A MAJESTÉ, pendant tout le cours de mon Administration. Et, comme une longue expérience m'a fait connoître votre respectueux attachement pour la Personne Sacrée de S A MAJESTÉ & pour la Famille Roïale, je ne manquerai pas, à mon retour à la Cour, de faire un rapport sincère à S A MAJESTÉ de la conduite fidèle de ses Sujets d'Irlande.

Quelques jours auparavant, le Lord Carteret avoit reçu la permission du Roi pour retourner en Angleterre. Le même Acte établissoit Régens d'Irlande, en son absence, l'Archevêque d'Armagh, le Lord Grand-Chancelier & l'Orateur de la Chambre des Communes.

VI.
SECONDE
SEANCE DU
PARLEMENT.

VI. Le Parlement de la Grande-Bretagne se rassembla le 1 jour de Février de cette année 1729. Le Roi se rendit à la Chambre-Haute avec les Cérémonies accoutumées, au milieu d'une foule innombrable de Peuple, qui faisoit retentir l'air de ces cris : VIVE LE ROI ! GIBRALTAR & PORT-MAHON à perpétuité. Le Prince Frédéric fut introduit dans la Chambre-Haute par les Ducs d'Anouster & de Dorset, pour y prendre Séance en qualité de Prince de Galles & de Comte de Chester. Il s'assit à la droite du Roi. Les Chevaliers Hobert Wentworth & Monson, créés Pairs depuis peu, prirent aussi Séance ; & , les Communes aiant ensuite été mandées, le Roi, parlant par la Bouche du Grand-Chancelier, adressa ce Discours aux deux Chambres.

M I L O R D S E T M E S S I E U R S ,

Je suis persuadé que vous êtes assemblés dans l'attente d'être informés de la situation présente des Affaires Publiques. C'est une satisfaction, que les dépenses déjà faites & la crainte de les continuer encore quelque tems vous donnent un juste sujet de demander.

L'exécution des Articles Préliminaires & l'ouverture du Congrès à Soissons vous avoient mis en droit d'espérer de voir bientôt les heureux effets d'une Paixification générale ; mais la différence & l'étendue des vûes, auxquelles il a

fallu faire attention, pour concilier les divers Intérêts & Prévisions de tant de Puissances, ont paru demander un tems si considérable & devoir produire tant de difficultés, qu'il est devenu nécessaire de recourir à l'expédient d'un Traité Provisionel. Les Ministres des principales Puissances Alliées par les Traités d'Hanovre & de Vienne en ont arrêté le projet; & mes Alliés & moi, nous l'avons approuvé dans l'espérance que les Cours de Vienne & de Madrid ne refuseront pas d'y concourir. Mais, comme je n'ai point encore reçu de réponse définitive d'aucune de ces deux Cours, qui n'ont jusqu'à présent accepté ni rejeté ce projet, le sort de l'Europe est encore en suspens au milieu des difficultés, qui sont inévitablement inséparables de cet état incertain & douteux.

Ce n'est pas sans en ressentir beaucoup de peine, que je suis encore obligé de parler à mon Parlement dans cet état d'incertitude. Je n'ignore pas de quels fardeaux mes Sujets sont chargés; & je sais que dans la situation présente quelques-uns d'entre eux peuvent être portés à croire qu'il vaudrait mieux avoir la Guerre qu'une Paix douteuse ou du moins imparfaite: mais, comme c'est un parti que l'on peut prendre en tout tems, je suis assuré que l'on ne croira pas que je néglige de faire rendre justice, soit à moi-même, soit à la Nation, lorsque les circonstances m'en imposeront la Loi. Je me flate aussi que vous êtes persuadés que je n'ai rien fait qu'en vue du bien & de l'intérêt de mon Peuple; & que, guidé par cet unique motif, je me suis résolu de souffrir quelques inconvéniens passagers; dans l'attente d'obtenir d'un jour à l'autre une Paix honorable & sûre, plutôt que d'allumer trop précipitamment la Guerre en Europe, & d'exposer mon Peuple à des dépenses encore plus grandes, & dont on ne pourrait déterminer la durée.

Quelque désagréables que puissent être ces délais, il seroit injuste d'en rejeter la faute sur ma conduite ou sur celle de mes Alliés. Il est vrai qu'en a fait divers efforts pour rompre l'heureux lien qui nous unit si solidement: mais la longue expérience & les preuves réitérées d'une fidélité mutuelle, ont tellement resserré ce lien, & si bien cimenté cette Alliance, fondée sur un intérêt commun, que tous les efforts qu'on a faits pour l'affaiblir ou pour faire naître de la jalousie, ont été vains; & tout ce qu'on a pu dire pour insinuer le contraire, s'est trouvé faux & mal fondé.

Travaillons pourtant à terminer cette importante Négociation par une décision prompte & certaine, afin que, s'il est possible de la conclure d'une manière qui s'accorde avec la conservation & la sûreté des Droits, Privilèges & possessions de la Grande-Bretagne, le bonheur de la Paix puisse s'étendre dans toute l'Europe, & que mes Roiaumes puissent jouir des heureux effets d'une tranquillité durable; ou, si l'on ne peut obtenir ce que nous souhaitons, que les Alliés puissent, en s'unissant avec vigueur & résolution, faire des efforts capables de procurer la justice & la satisfaction différées depuis si longtems. S'il faut infailliblement en venir là, j'attens du zèle & de l'affection de ce Parlement qu'il voudra

VI.
SECONDE
SEANCE DU PAR-
LEMENT.

ANNEE M D C C X I X.

eut de grandes contestations à ce sujet. On dit en faveur de la Négative, *Que l'incertitude des affaires étrangères demandoit qu'on entretînt un pareil nombre de Troupes que l'année précédente: Qu'en cas que l'Espagne ne prît pas une prompt résolution touchant la Paix, il falloit du moins lui faire voir qu'on étoit en état de maintenir l'honneur du Roi & de la Nation, en accordant avec elle les Subsidés nécessaires pour faire une Guerre vigoureuse: Que c'étoit l'unique moyen d'être à leurs Ennemis les espérances qu'ils avoient fondées sur leurs divisions, & qui, selon toutes les apparences, étoient la cause des délais affectés des Cours de Vienne & de Madrid, lesquelles depuis trois mois qu'on leur avoit envoyé le Traité Provisionel, n'avoient encore pris, ni le parti de l'approuver, ni celui de le rejeter; Ceux qui tenoient pour l'Affirmative se fondeoient sur ce qu'une Armée sur pied ne convenoit point à la constitution du Roïaume, & qu'en cas qu'il falût avoir la Guerre avec l'Espagne, comme elle se feroit par Mer, il étoit inutile d'entretenir tant de Troupes de Terre. Un des principaux Membres du Parti contraire à la Cour aiant voulu faire entendre que les Affaires avoient été mal conduites jusqu'alors, le S. Horace Walpole rendit compte en peu de mots de ce qui s'étoit passé dans les Négociations en France; & le Chevalier Walpole son Frère ajouta, qu'il ne falloit pas croire que les délais, qui jusqu'alors avoient reculé la Conclusion du Congrès, fussent l'effet d'aucune mauvaise conduite de la part des Ministres; qu'ils n'avoient été causés que par certaines espérances dont on avoit flaté les Ennemis, & qu'il étoit en état de le prouver par des Lettres, & par des Témoins encore vivans. Les Débats furent vifs & longs: mais enfin, la Négative l'ayant emporté, la Chambre résolut unanimement, *Que le nombre des Troupes effectives, pour les Gardes & Garnisons de la Grande-Bretagne & des Iles de Guernsey & des Jersey, seroit pendant l'année 1729 de 22 mille 955 Hommes, y compris les 18 cens 15 Invalides, les 550 Hommes des Compagnies indépendantes, qui servoient dans les Montagnes d'Ecosse, avec les Officiers en Commission & sans Commission. Les Communes accordèrent ensuite pour l'entretien de ces Troupes 784 mille, 983 Liv. St. 12 Sh. 1 Denier. Elles accordèrent encore 163 mille, 357 Liv. St., 1 Sh. 5 D. $\frac{1}{2}$ pour les Garnisons de Minorque, de Gibraltar, d'Annapolis-Roïale & de Plaisance; 12 mille, 800 Liv. St. pour l'Hôpital de Chelsea; 5 mille, 700 Liv. St. pour les Officiers réformés des Troupes de Terre & de la Marine; 81 mille 728. Liv. Sterl., 1 Sh., 3 D. $\frac{3}{4}$ pour l'Artillerie; 20 mille 739 Liv. St., 4 Sh., 7 D. $\frac{1}{2}$ pour les Dépenses extraordinaires, auxquelles le Parlement n'avoit pas pourvu; 8 mille, 521 Liv. St., 2 Sh., pour les Dépenses extraordinaires de l'Artillerie, auxquelles pareillement il n'avoit pas été pourvu par le Parlement. Ces Résolutions furent approuvées trois jours après. Le 18, les Communes délibérèrent en grand Comité touchant les Troupes du Landgrave de Hesse-Cassel, & les Subsidés du Roi de Suède & du Duc de Brunsvick-Wolfenbutel. Le S. Pelham, Secrétaire des Guerres, parla le premier & fit**

Hôpital de Chelsea.
Officiers réformés.
Artillerie.
Dépenses extraordinaires.

Artillerie extraordinaire.

14 Février.
Troupes de Hesse-Cassel; Subsidés de Suède & de Wolfenbutel.
18 Février.

voir la nécessité de remplir les engagements que l'on avoit pris à ces égards. Il fut appuïé par le Chevalier *Guillaume Young* & par quelques autres du Parti de la Cour. Un des principaux Membres du Parti contraire leur répondit, *Que la gloire du Roi, que l'honneur de la Nation l'engageroit à donner volontiers sa voix pour que le Roi fût en état de remplir les engagements qu'il avoit contractés avec ses Alliés : mais qu'il lui sembloit qu'on devoit en même tems avoir soin des intérêts du Peuple, dont les Membres de la Chambre étoient les Représentans; & que ce soin devoit d'autant plus les occuper, que, la Nation étant endettée, il falloit user à tous égards de la plus grande économie : Que, par rapport aux Troupes de Hesse-Cassel, il étoit à propos d'observer que le Landgrave étant accoutumé d'entretenir sept mille Hommes à son Service, il n'avoit fait qu'en ajouter cinq mille à ce nombre, pour faire les 12 mille qu'il s'étoit engagé de fournir aux Alliés d'Hanovre; Que par conséquent la Grande-Bretagne ne devoit entretenir que ces cinq mille Hommes d'augmentation : Qu'on pouvoit dire quelque chose de semblable au sujet du Duc de Wolfembutel, qui n'entretenoit que le même nombre de Troupes qu'il avoit avant les Subsidés, que l'on s'étoit engagé de lui fournir. Pour réfuter ce Discours, le Chevalier *Walpole* s'étendit beaucoup sur les sages mesures, que l'on avoit prises en conséquence de l'Alliance d'Hanovre, pour éviter une rupture, & particulièrement sur l'utilité des Troupes de Hesse. Il ajouta, *Qu'il étoit intimement persuadé que, sans la crainte de la jonction de ces Troupes, la Cour de Vienne n'auroit pas signé les Préliminaires; & que par conséquent il étoit d'une extrême importance de continuer une Dépense dont on tiroit un si grand avantage. On lui répliqua, Que les Flotes de la Grande-Bretagne étoient ses forces naturelles; & que, si, pour éviter une Guerre, elle étoit obligée d'acheter & d'entretenir les Troupes des Princes étrangers, on ne verroit jamais la fin de pareilles dépenses. Après cinq heures de débats fort vifs, on mit en question : Si l'on continueroit l'entretien des Troupes de HESSE & les SUBSIDÉS de SUEDE & de WOLFEM- BUTEL; &, l'affirmative l'ayant emporté de 250 Voix sur 91, on résolut d'accorder au Roi 241 mille, 259 Liv. St. pour l'entretien des 12 mille Hessois pendant l'année courante; 50 mille Livres Sterling pour une année de Subside au Roi de Suède, & 25 mille pour le Subside du Duc de Wolfembutel. Ces Résolutions furent approuvées trois jours après : mais en même tems on arrêta de présenter une Adresse au Roi pour le prier que, quand il jugeroit à propos de se servir de Troupes Etrangères, il fût stipulé qu'elles seroient habillées d'Etoffes des Manufactures du Roïaume. Le 22, la Chambre accorda 50 mille Liv. Sterl. pour anéantir une pareille Somme de Billets de l'Echiquier créés l'année précédente, pour le paiement des Gages des Matelots. Le 25, après que la Chambre eut fait la lecture de divers Etats & Comtes des Dêtes Nationales, & du Produit des divers Fonds, principalement du Fonds d'Amortissement, le Chevalier *Walpole* fit un très**

21 Février.

22 Février.

Emprunt proposé
par le Chevalier
Walpole.
25 Février.

A N N E E M D C C X I X.

VI.
SECONDE
SEANCE DU PAR-
LEMENT.

28 Février.

Non valeurs de
la Liste-Civile.
4. 5. 11 Mai.

Débats à ce su-
jet dans la Cham-
bre des Pairs.
22. Mai.

long Discours sur la nature de ces Dêtes & sur les mesures prises pour les acquiter petit-à-petit, & sans recourir à de nouvelles impositions. Il représenta surtout, *Que par l'économie avec laquelle on administroit les Finances, le surplus des Fonds, accordés en 1714 pour une Loterie d'un Million, 400 mille Liv. Sterl., montoit à 50 mille Liv. Sterl. par an.* Ensuite il proposa de lever un million 250 mille Liv. Sterl. pour les besoins de l'année courante ; & d'en créer des Rentes viagères, à quatre pour cent, rachetables par le Parlement ; & d'employer ce surplus de 50 mille Liv. Sterl. par an au paiement de ces Rentes. Cette Proposition causa de grands Débats, qui durèrent jusqu'à 9 heures du soir. Elle fut vivement combattue par un des principaux Membres du Parti contraire, qui soutint, *Que de tels projets, bien loin de diminuer les Dêtes Publiques, ne faisoient que les prolonger & les accumuler ; & qu'il seroit bien plus à propos de faire entrer cet excédent annuel de 50 mille L. St. dans le Fonds d'Amortissement, afin que les Dêtes Nationales en fussent d'autant plus tôt acquittées.* La Proposition du Chevalier Walpole ne laissa pas d'être mise en question, & de passer à la pluralité de 264 Voix contre 90 ; & la Résolution prise en conséquence fut confirmée le lendemain. Dans les premiers jours du mois suivant, la Chambre approuva l'arrangement, que la Trésorerie avoit fait avec la Banque qui devoit prêter ces 250 mille Liv. Sterling. Le 4 de Mai, les Communes s'étant formées en grand Committé, l'on proposa cette Question : *Si l'on accorderoit au Roi 115 mille Liv. Sterl. à compte des arrérages du Revenu de la Liste-Civile, pour suppléer aux Non-valeurs des 800 mille Liv. Sterl. accordées au Roi sa vie durant, à compter du 6 de Juillet 1727.* Cette Question, après de grandes contestations, fut décidée à l'affirmative par la pluralité des Voix. Le lendemain la Décision fut confirmée : & 123 Voix contre 104 rejetèrent la Proposition que l'on fit de faire servir les excédens de chaque année à remplacer ces 115 mille Livres Sterling. Six jours après la Chambre délibérant sur un Bill, pour régler le prix de l'entrée des Grains étrangers & pour déterminer la quantité de ceux que l'on pourroit à l'avenir transporter hors du Royaume, le Parti de la Cour proposa d'y mettre une Cause d'Appropriation, en laissant en blanc la Somme qui seroit appropriée pour la Liste-Civile. Après quelques Débats on proposa la Question : *Si l'on rempliroit ce blanc de 115 mille Livres Sterling ; & 168 Voix contre 76 la firent décider à l'affirmative.* On joignit encore à ce même Bill deux autres Clauses ; l'une, pour relever ceux qui par négligence ou par inadvertance auroient omis de paier les droits pour les engagements des Apprentifs ; l'autre, pour que le Roi pût disposer de ce qui restoit des 58 mille Liv. Sterl. accordées pour la demi-paie de l'année 1728, en faveur des Officiers estropiés, ou des Veuves & des Enfans d'Officiers. Le Bill en cet état passa le lendemain : Mais la Clause d'Appropriation des 115 mille Liv. Sterl. causa de grands Debats dans la Chambre-Haute, après lesquelles 69 Voix contre 19 firent passer cette Clause. Quatorze Pairs,

qui furent les Lords, *Plymouth, Willoughby de Broke, Gower, Warrington, Coventry, Boyle, Northampton, Sirafford, Lichtfield, Beaufort, Scarfale, Montjoy, Oxford & Mortimer, & Bathurst*, protestèrent contre cette Résolution, I. Parce qu'il leur paroissoit que cette Clause n'étoit fondée en aucune manière sur l'Acte, qui fixoit les Revenus de la Liste-Civile, & que l'on alléguoit pour prétexte; cet Acte portant seulement qu'en cas que les Revenus assignés pour la Liste-Civile ne produisissent pas 800 mille Liv. Sterl., on en feroit bon la Non-valeur sur les premiers Subsidés qui seroient accordés par le Parlement: mais cet Acte ne disant point qu'on feroit bon les Arrérages qui pourroient survenir dans la recète annuelle de ces Revenus: Qu'ainsi la Clause, dont il s'agissoit, étoit contraire à cet Acte & même injurieuse au Roi, puisqu'elle statuoit que les 115 mille Liv. Sterl. seroient remboursées au Public après le décès de Sa Majesté: Que s'il y avoit une Non-valeur réelle, l'Octroi du Subside devoit être fait absolument & simplement; au lieu que par la Clause en question, on prenoit à la Couronne ce qu'on n'avoit pas droit de lui prendre; & d'autre part, on lui donnoit ce qu'elle ne paroissoit pas fondée à répéter: Qu'ainsi l'on ne pouvoit regarder cette Clause que comme un nouveau Don fait à la Couronne, & comme une nouvelle Charge sur le Peuple; & que ce Don étoit d'autant plus extraordinaire, qu'il n'avoit pas été demandé dans les formes & selon les Usages Parlementaires. II. Parce que cette Clause leur paroissoit déraisonnable à plusieurs égards: Que, comme il n'y avoit point de Non-valeurs à la Saint-Jean 1728, lorsqu'on avoit arrêté le Comte de la Recète, aussi n'y avoit-il point d'Arrérages au tems où l'on accordoit ce Subside, en sorte que la Somme de 800 mille Liv. Sterl. étoit entrée entière & même au delà dans les Coffres du Roi, qui se trouvoit avoir en sa disposition les deniers même, dont on vouloit faire bon les prétendus Arrérages: Que la Nation étoit donc chargée d'une Somme inutile à l'augmentation de la Liste-Civile; & cela, dans le tems que les Dêtes Publiques s'accumuloient & que l'on se fentoit par toute l'Angleterre de l'accablant fardeau des Taxes; que le Commerce étranger étoit diminué; que les Manufactures tomboient; que le nombre des Pauvres s'accroissoit; & que l'on étoit affligé de plusieurs autres calamités: Que ces considérations, par elles-mêmes si touchantes, devenoient encore plus fortes quand on faisoit réflexion que le Roi ne pouvoit pas avoir besoin de ces Subsidés extraordinaires, puisque même, sans l'engagement de faire bon les Non-valeurs de la Liste-Civile, ses Revenus étoient beaucoup plus grands que ceux du Roi Guillaume, de la Reine Anne, & même que ceux du feu Roi, puisque, durant la vie de ce Prince le Roi régnant, alors Prince de Galles, recevoit 100 mille Liv. Sterl. des Revenus de la Liste-Civile, outre les Revenus de la Principauté de Galles & du Duché de Cornouailles, au lieu qu'il ne paroissoit pas qu'on eût assigné jusqu'alors au nouveau Prince de Galles, ni cette Somme de 100 mille Liv. Sterl. par an, ni même les Revenus de sa Principauté. III. Parce qu'ils ne pouvoient s'empêcher de craindre plusieurs suites fâcheuses

d'un Subside, que l'on accordoit à la Couronne avec aussi peu de fondement & de raison que celui-là: Que l'avantage, qui revenoit au Roi de l'Acte de la Liste-Civile, étoit déjà fort grand, puisqu'il portoit, que si les Fonds assignés tomboient en Non-valeur, on en feroit bon jusqu'à la concurrence de 800 mille L. Sterl.: mais qu'il ne portoit pas que, s'ils excédoient cette Somme, on appliqueroit le surplus à l'usage du Public: Qu'en outre, cette Clause étoit une planche pour accorder à la fin de chaque année des Subsidés, afin de faire bons de prétendus Arrérages, qui seroient rentrés avant qu'on eût pu lever ces Subsidés; que c'étoit une chose d'autant plus à craindre, que des Ministres corrompus, qui s'entendroient avec les Receveurs & les Comtables, pourroient faire monter ces Arrérages aussi haut qu'il leur plairoit, & que, par ce moien, la Nation pourroit bientôt se voir chargée d'un fardeau, qui seroit insupportable; Qu'ils étoient d'ailleurs persuadés que Sa Majesté ne verroit point avec satisfaction la richesse & l'abondance régner dans sa Cour, pendant qu'elle auroit la douleur de voir son Peuple dans la misère: Qu'enfin, ils ne concevoient pas que la fin de cette Clause apportât un remède suffisant au mal dont ils se plaignoient & qu'ils craignoient, puisque le remboursement, qu'en se proposoit de faire au décès du Roi, ne pouvoit empêcher les fâcheuses suites qu'un tel exemple pouvoit avoir durant sa vie; & que, comme ils espéroient que son Règne seroit long, il leur étoit permis d'appréhender que, même de son tems, cette manière extraordinaire d'augmenter son Revenu particulier, déjà fort grand, ne fût la source d'un mécontentement général. Les 14 Seigneurs ne s'en tinrent pas là. Quelques jours après ils firent encore coucher sur le Registre de la Chambre une seconde Protestation, dont je ne trouve point la date, & dans laquelle ils disoient, Que cette manière irrégulière d'accorder indirectement un nouveau Subside, sans le faire demander par la Couronne, donnoit lieu de soupçonner que, quelque besoin que les Ministres en pussent avoir, le Roi ne l'avoit pas souhaité: Que le Don de ce Subside, sous prétexte d'Arrérages, étoit d'autant plus dangereux, qu'il ne dépendoit que des Persones chargées du maniement des Finances, de s'entendre avec les Comtables & de laisser de grosses Sommes entre leurs mains, pour faire valoir cet exemple; & sous le même prétexte, demander de nouveaux Subsidés: Qu'en quelque tems que l'on eût proposé d'augmenter les Revenus de la Liste-Civile, la Nation en avoit marqué du chagrin; mais que, pour faire une pareille demande, on n'avoit jamais pu choisir une occasion moins favorable, que celle de la situation incertaine où l'on se trouvoit alors: Qu'en outre les difficultés que l'on avoit à combattre au dehors, les cris des Peuples se faisoient entendre, & qu'il étoit à craindre qu'ils ne se plaignissent pas sans raison, vu la misère & les autres calamités, qui les affligoient depuis si longtems: Qu'ils pensoient donc qu'il étoit de la clémence & même de la Politique, d'éviter de leur donner le moindre sujet d'appréhender que le Parlement, en les surchargeant inutilement, ne devînt un de leurs Griefs: Enfin, que ce Subside, considéré dans toutes ses

ANNEE M D C C X I X.

VI.
SECONDE
SEANCE DU PAR-
LEMENT.

ses circonstances, étant sans exemple, on avoit lieu de craindre que, si la Nation avoit jamais le malheur d'avoir à la tête des Affaires des Ministres prodigues, foibles, avides, armés d'un grand pouvoir, ces Ministres ne se servissent de cette Planche pour demander & pour obtenir des Subsidés extraordinaires, qui serviroient moins au maintien de l'honneur & de la dignité de la Couronne, qu'à l'avancement de leurs projets téméraires & pernicieux. Avant la fin du mois, & peut-être même avant la Clôture du Parlement, il parut dans le Public divers Ecrits pour réfuter les deux Protestations. Les Partisans de la Cour disoient dans ces Ecrits, *Que les Arrérages de la Liste-Civile, à l'occasion desquels on avoit accordé ce surcroît de Subside, avoient été causés par l'application, qu'il avoit fallu faire de la Somme de 115 mille Liv. St. au paiement des dettes du feu Roi, ce qui s'étoit fait du consentement du Parlement dans la Séance précédente : Que d'ailleurs, ce n'étoit pas proprement un Subside, mais seulement un Prêt fait à la Couronne : Que ce Prêt ne pouvoit pas tirer à conséquence, parce que, du moins pendant la vie du Roi, le cas ne pourroit pas arriver une seconde fois ; & qu'après le décès de Sa Majesté, le Public en seroit remboursé : Que ces considérations avoient fait accorder ce supplément de Subside, contre lequel on avoit tort de protester.* Le 9 du même mois de Mai, les Communes résolurent en grand Committé, d'accorder 103 mille 189 Liv. St., 15 Sh., 2 D. pour les Non-valeurs du Fonds Général de 725 mille, 899 Liv. St., 6 Sh., 10 D. par an, pour l'année finie à la Saint-Michel 1728 ; & 10 mille Liv. St. pour l'entretien de l'Hopital de Green-wich. Ces Résolutions furent confirmées le lendemain.

Non-valeurs du
Fonds Général.
Hopital de Green-
wich.
9, 20 Mille.

Les différentes Sommes accordées dans cette Séance montoient ensemble à 3 millions, 862 mille, 602 Liv. St., 16 Sh., 7 D. $\frac{1}{2}$. ce qui fait plus de 94 millions, 247 mille, 488 Livres de notre monnoie.

A l'égard des moyens de lever le Subside, il fut résolu, le 14 de Février, de continuer depuis le 23 Juin 1729 jusqu'au 24 Juin 1730 la Taxe sur le Malt, le Mum, le Cidre & le Poirée ; & de mettre un Impôt de six sols par Boisseau sur toutes les fortes de Grains servant à distiller, ou n'étant pas convertis en Malt. Ensuite à l'occasion d'un compte du montant de l'intérêt payé sur les Billets du Bureau de la Marine & de l'Avitaillement, un des Membres fit remarquer, *Que nonobstant l'économie, dont les Persones chargées du maniement des Finances se vantoient, les Dettes Nationales continuoient à s'accumuler.* Il fut répliqué, *Que le contraire paroissoit manifestement par le produit du Fonds d'Amortissement, & qu'on se faisoit fort de lever les Subsidés nécessaires par l'année présente, sans toucher à ce Fonds, & même sans imposer de nouvelles Charges.* Là dessus le Parti contraire à la Cour se crut en droit de proposer que les Subsidés de cette année fussent levés sans charger les Fonds de nouvelles Dettes : mais cette Proposition fut rejetée sans aller aux Voix. Les Communes jugèrent qu'une pareille Résolution ne serviroit qu'à

Moyens de lever
le Subside.
14 Février.

VI.
S E C O N D E
S É A N C E D U P A R -
L E M E N T.

28 Février.

11 Mars.

28 Avril.

Différens Bills ;
En faveur du
Lord Powlet.

Au sujet des
Biens des anciens
Directeurs de la
Comp. du Sud.

Contre les Dé-
serteurs & Soldats
mutins.
Pour l'entretien
des Rues de Lon-
dres, &c.
Pour prolonger
le terme des Ser-
mens.

Contre la cor-
ruption dans les
Élections.

Contre les Ro-
gateurs.

Au sujet des
biens du Comté
de Surrey.

Au sujet des
Gens de Livrée.

Au sujet du Guet.
Pour les Juge-
mens des meur-
tres en Écosse.

Au sujet des Pro-
visions navales ve-
nans des Colonies
Concernant les
Biens confisqués
en Écosse.

Pour l'acquisition
de La Caroline.
Contre le Crime
de Faux.

leur lier les mains, & causeroit dans la suite de grands inconvéniens au Gouvernement. A l'égard du Bill qui fut fait pour la continuation de la Taxe sur le Malt, les *Communes* y mirent le 21, deux Clausés, l'une d'Emprunt & l'autre pour faire valoir les Non-valeurs de cette Taxe pendant l'année 1727. Le 28, elles résolurent que la Taxe sur les Terres, Maisons, &c. seroit continuée pour l'année courante, sur le pied de trois Shellings par Livres. Le 11 de Mars elles arrêterent que 11 mille, 694 Liv. Sterl. provenant de l'excédent de la précédente Taxe sur les Terres seroient employées pour les *Subsides* de l'année courante. Elles imposèrent encore 5 Shell. par Gallons sur les Liqueurs Fortes, & 20 Liv. Sterl par an sur les Débitans par un Bill, dont elles firent la première Lecture le 28 d'Avril.

Le *Parlement* travailla pendant cette Séance à beaucoup d'autres Bills, concernant les affaires Publiques. En voici la liste. 1. ACTE pour indemniser & décharger le Lord Powlet d'un Vol de 4 mille Liv. Sterl. pris dans son Bureau en 1725. 2. ACTE pour décharger de leurs Commissions les Commissaires établis pour la Régie & la Vente des Biens confisqués sur les anciens Directeurs de la Compagnie du Sud, & pour en charger les Directeurs actuels. 3. ACTE pour punir les Soldats mutins, & les Déserteurs. 4. ACTE pour le meilleur entretien & la plus grande netteté des Rues de Londres & de Westminster. 5. ACTE pour prolonger le terme des Sermens requis par les Loix, en faveur de ceux qui n'avoient pas eu soin de les prêter dans le tems prescrit. 6. ACTE pour empêcher plus efficacement les brigues & la corruption dans les Elections des Membres du PARLEMENT. Les Seigneurs firent quelques changemens à ce Bill; & lorsque la Chambre-Basse délibéra sur ces changemens, elle se divisa deux fois à l'égard de ceux qui regardoient les Amendes pécuniaires ordonnées par l'Acte. Sur la Question : Si l'on approuveroit les changemens faits par les SEIGNEURS, l'Affirmative l'emporta, la première fois de 91 voix sur 89, & la seconde de 98 contre 88. 7. ACTE pour empêcher & punir les mauvaises pratiques des Procureurs & Solliciteurs. 8. ACTE pour l'enregistrement des Biens en fonds dans le Comté de Surrey. 9. ACTE portant des réglemens par rapport aux Laquais & Valets de pied. 10. ACTE pour mieux régler le Guet de nuit. 11. ACTE pour juger les Meurtres commis en Écosse. 12. ACTE pour encourager les Négocians à faire transporter des Provisions Navales, des Colonies Angloises de l'Amérique en Angleterre. 13. ACTE pour prévenir les difficultés touchant la Vente des Biens confisqués en Écosse. 14. ACTE pour passer un Accord avec les Seigneurs Propriétaires de La Caroline, pour la cession à Sa Majesté de leurs Droits & Prétentions sur cette Colonie. 15. ACTE pour empêcher & punir le crime de faux. Il décernoit diverses peines contre les Parjures & les Faux Témoins, & condamnoit à la mort ceux qui seroient convaincus d'avoir fabriqué de faux Titres. 16. ACTE pour mieux encourager

ANNÉE MDCCXIX.

des Armateurs à poursuivre les Forbans & Pirates étrangers, & pour assurer les Prises faites sur les Ennemis à ceux qui les feroient. Tous ces Bills avoient été projetés dans la Séance précédente. 17. ACTE pour faire continuer, avec quelques changemens, un Acte, passé la onzième année du Règne de GEORGE I., touchant la fabrique des Briques & des Tuiles. 18. ACTE pour annuler celui qui défendoit l'entrée des Soies crues, & pour défendre l'entrée de la Soie apprêtée ou mêlée avec de l'Or & de l'Argent, du Linon & de la Toile de CAMBRAI. Ce Bill, avoit pour objet d'encourager les Manufactures du Roïaume & de mieux employer les Pauvres. 19. ACTE pour régler la Pêche des Huîtres dans la Rivière de MEDWAY. 20. ACTE pour encourager l'Agriculture. 21. ACTE pour renouveler diverses Loix touchant les Droits de la Douane, desquelles le tems étoit prêt d'expirer. 22. ACTE pour déclarer le Concierge d'une Prison incapable d'exercer cet Emploi, pour s'en être acquité d'une manière barbare, & pour avoir commis différentes malversations. Ce Bill ne paroissant pas aux Seigneurs mériter une extrême attention, ils en firent deux Lectures le même jour; contre quoi les Lords Haversham, Coventry, Stafford & Warrington protestèrent, comme étant une nouveauté de dangereuse conséquence. 23. ACTE pour mieux pourvoir à l'entretien de l'Hôpital de GREENWICH; par lequel on mettoit une Taxe sur les Alléges, les Bacs & les autres Bâtimens plats servant sur la Tamise, avec permission aux Propriétaires d'en augmenter le Nautage de 2 sols par Shelling. 24. ACTE portant un Règlement touchant les Matelots, servant à bord des Vaisseaux Marchands. Ce Bill, fut occasionné par une Requête, que les Marchands de Londres présentèrent à la Chambre-Basse au commencement de Mars, par laquelle ils demandoient ce Règlement, comme étant très important au bien du Commerce & de la Navigation du Roïaume. Au Commencement de Mai, les Matelots demandèrent par une Requête signée d'un grand nombre d'entre eux, d'être ouïs par leurs Avocats contre le Bill projeté. Ce qui leur fut accordé; mais n'empêcha pas que le Bill ne passât dans la Chambre quelques jours après. 25. ACTE pour mieux régler les Bateliers de la Tamise. 26. ACTE pour mieux régler le Commerce du Tabac en feuilles. Ce Bill fut le fruit de différentes Requêtes des principaux Habitans & Propriétaires des Plantations de Tabac en Amérique, des Négocians de Londres, de Bristol, & de Liverpool. Ces quatre Requêtes lues dans les premiers jours de Mars, demandoient la suppression ou la modification de l'Acte de Parlement, qui défendoit l'entrée du Tabac en Feuilles, qu'elles représentoient, comme très nuisible à ce Commerce. On les avoit renvoyées à l'examen d'un Committé particulier. Sur son rapport, les Communes ordonnèrent qu'on porteroit le Bill, dont on vient de parler. 27. ACTE pour le soulagement des Débiteurs insolubles. Le jour de la Clôture de la Séance précédente, les Seigneurs, comme on l'a vu ci-devant, avoient chargé les Juges de dresser le projet d'un Bill à ce sujet. Dès les pre-

Tome XIV. Partie I.

Bb

VI.
SECONDE
SEANCE DU PAR-
LEMENT.

En faveur des
Armateurs, &c.
Au sujet des Tu-
iles & des Briques.

Pour encoura-
ger les Manufac-
tures.

Pour la pêche
des Huîtres.
Pour l'Agricul-
ture.

Pour les Droits
de la Douane.
Contre un Con-
cierge de Prison.

16 Mai.

Pour l'Hôpital
de Greenwich.

Au sujet des
Matelots engagés
au service des
Marchands.
2 Mars.

5 Mai.

14 Mai.
Au sujet des Ba-
teliers de la Tam-
se.
Concernant le
Commerce du Ta-
bac.

4 Mars.

21 Mars.

Pour les Débi-
teurs insolubles.

17 Février.

VI.
S E C O N D E
S E A N C E D U P A R -
L E M E N T.

miers jours de cette Séance le Vicomte de *Townshend* fit là-dessus de fortes représentations à la *Chambre-Haute*, & dit entre autres choses ; *Que, par la dureté des Créanciers, la situation de quelques-uns de ces Débiteurs, étoit pire que celle des Esclaves condamnés aux Galères, auxquels on fournissoit la nourriture & l'habillement ; au-lieu que les Pauvres détenus pour dètes dans les Prisons y périssent de misère.* Le même jour les Juges vinrent rendre compte aux *Seigneurs* des difficultés qu'ils avoient rencontrées dans l'exécution de leurs ordres, lesquelles les avoient mis hors d'état de dresser les Chefs du Bill. Là-dessus il fut résolu que le Lord *Grand-Chancelier* écrirait aux *Sheriffs* des Comtés, de se faire donner par les *Géoliers* de toutes les Prisons des Listes exactes de tous leurs Prisonniers, où le tems & la cause de leur détention fussent bien spécifiés, si c'étoit pour Crime ou pour Dètes, ou bien uniquement, parce qu'ils n'étoient pas en état de paier les frais de Prison ; & l'on établit un *Committé* pour travailler à cette Affaire. Sept jours après les *Communes*, ordonnèrent en grand *Committé* que l'on porteroit le Bill, dont il s'agit. Le projet leur en fut remis de la part des *Seigneurs*, au milieu du mois suivant ; & le lendemain les *Seigneurs*, aiant oui le rapport du Lord *Bingley*, touchant les divers Chefs, qui devoient être compris dans ce Bill, ordonnèrent aux Grands-Juges de le rédiger conformément à ce rapport. Bientôt après, ils en approuvèrent en grand *Committé* les trois premières Clauses. Les *Communes* en commencèrent l'examen dans la première Semaine d'Avril, & l'aient continué quelques jours après, elles le renvoierent au grand *Committé*. Dans la Délibération qu'elles firent ensuite à ce sujet, elles trouvèrent qu'il avoit besoin d'un plus ample examen ; & résolurent que le *Committé* chargé de la visite des Prisons, continueroit ses recherches. Enfin, avant la fin de la semaine, elles approuvèrent le Bill & le firent mettre au net. A peu près dans le même tems les *Seigneurs* en examinèrent la partie, qui concernoit l'emprisonnement des Débiteurs. Au commencement du mois suivant, les *Communes* le passèrent & l'envoierent aux *Seigneurs*, qui le leur renvoierent, le 18, avec quelques changemens, qu'elles approuvèrent le surlendemain. Ce Bill fut revêtu du consentement Roïal le jour de la clôture de cette Séance. Il portoit, *Que les Prisonniers pour Dètes, arrêtés avant la Saint-Michel 1728, & qui ne devoient pas 500 Liv. Sterl. à la même personne, seroient élargis, après avoir déclaré sous Serment & remis à leurs Créanciers tous leurs Biens & leurs Effets, à l'exception des Meubles les plus nécessaires : Que ceux qui devoient au-delà de 500 Liv. Sterl. à la même personne, ne pourroient être détenus en prison, à moins que leurs Créanciers n'eussent soin de leur fournir 3. Shell. 6 Sols par Semaine, payables au moins toutes les six Semaines, faute de quoi ces Prisonniers seroient élargis : Que pour les personnes emprisonnées depuis la Saint-Michel 1728 & celles qui le seroient dans la suite, leurs Créanciers, qui jusqu'alors n'avoient rien donné*

24 Fevrier.

16, 17 Mars.

28 Mars.

7 Avril.

21 Avril.

24 Avril.

22 Avril.

27 Avril.

3 Mai.

18 Mai.
20.

ANNEE M D C C X X I X.

VI.
SECONDE
SEANCE DU PAR-
LEMENT.

pour leur subsistance, seroient obligés, pour les retenir en prison de paier 2 Shell. 4 Sols par Semaine : Que les Créanciers auroient le droit de saisir, jusqu'à la concurrence de leur Dète, les Biens & les Effets que leurs Débiteurs, élargis de cette manière, pourroient acquérir dans la suite de quelque manière que ce fût, même par leur industrie & par leur travail : Que les Débiteurs, lesquels, avant d'être relâchés, ne déclareroient pas fidèlement tout ce qu'ils avoient pour le distribuer à leurs Créanciers, seroient punis de mort, en cas de conviction, comme Parjures & Felons ; & que les Dénonciateurs auroient 20 pour 100 de récompense : Enfin, que les Matelots & les autres pauvres Gens, mis en prison depuis la Saint-Michel 1728, pour des Sommes au dessous de 50 Liv. Sterl., seroient mis en liberté. Par les Listes des Prisonniers qui furent remises, quelque tems après la fin de la Séance, au Comité chargé de la Visite des Prisons, il parut que le nombre des Malheureux, aiant droit au Bénéfice de cet Acte, étoit de 17 mille, 248. Avant la fin du mois d'Août, plus de trois mille Prisonniers pour Dètes sortirent des Prisons de Londres, en conséquence de cet Acte qui s'exécuta successivement dans les différentes Provinces.

Les deux *Chambres*, après avoir examiné diverses Pièces concernant ce que l'on avoit fait jusqu'alors pour établir un Gouvernement Civil à *Gibraltar*, & pour déclarer cette Place un *Port franc*, en remercièrent le Roi par des *Adresses*, & le prièrent d'y donner ses soins, dès que la nature & les circonstances de cette Affaire le permettroient.

Gouvernement
Civil de Gibraltar
Mai.

Le 9 de Mars, les *Communes*, informées que quelques Gens faisant trafic de Nouvelles, s'ingéroient encore pendant cette Séance, de mander dans les Provinces les Débats & les autres Procédures de la *Chambre*, votèrent que l'on procédât avec la dernière rigueur contre ceux que l'on découvreroit être les Auteurs ou les Imprimeurs des Relations de cette nature.

Vote des Com-
munes contre les
Nouvelles.
9 Mai.

Au commencement du mois de Mars, les *Communes* firent la lecture d'une Requête présentée par les Marchands, & les autres Intéressés aux *Colonies Angloises de l'Amérique*. Elle portoit, *Que depuis plusieurs années ils avoient fait des pertes considérables par l'interruption de leur Commerce & par les Déprédations, les Pirateries & les Avaries des Espagnols ; ce qui menaçoit cette précieuse Branche du Commerce Britannique d'une entière ruine, d'autant plus que, faute de pouvoirs nécessaires, les Supplians étoient hors d'état de recouvrer leurs pertes par des représailles. Ils représentoient d'ailleurs avec combien de cruautés les Espagnols traitoient les Sujets du Roi qui tomboient entre leurs mains. Cette Requête fut renvoyée, à la pluralité de 240 Voix contre 109, pour être examinée en grand Comité. Cinq jours après elles donnèrent audience aux Avocats de ceux par qui cette Requête avoit été présentée. Les jours suivans elles lurent de pareilles Requêtes des Marchands de *Liverpole* & de *Bristol*. Les premières annon-*

Déprédations
des Espagnols.
Requêtes des
Négocians à ce
jet.
4 Mars.Leurs Avocats
entendus.
9 Mars.Requête de Li-
verpole & de Bri-
tol.

A N N É E M D C C X X I A

VI.
S E C O N D E
S E A N C E D U P A R -
L E M E N T.
14, 15 Mars.
Différend au su -
jet du Bois de
Campêche.
22 Mars.

étoient la ruine entière de leur Commerce, en cas que l'on ne coupât point cours aux Pirateries des *Espagnols*; & les autres disoient, *Que les Espagnols continuant toujours leurs hostilités, le Commerce dans les Colonies Angloises ne se pouvoit plus faire sans courir les mêmes risques, qu'en tems de Guerre.* Le 22 de Mars, elles ordonnèrent aux *Commissaires du Commerce & des Colonies*, de remètrre devant la *Chambre* leurs divers Rapports, présentés tant au feu Roi qu'au Roi régnant, touchant le droit que les Sujets de la *Grande-Bretagne* avoient de couper du Bois dans la Baie de *Campêche*; Droit que les *Espagnols* contestoient, & dont ils se faisoient un prétexte pour s'emparer des *Vaisseaux Anglois*, qu'ils rencontroient dans cette Baie. Parmi les différentes Pièces, que l'on remit à la *Chambre* en conséquence de cet ordre, étoit une *Représentation* adressée par les *Commissaires du Commerce* au feu Roi, pour réfuter un *Mémoire* présenté de la part de l'*Espagne* au sujet de ce point contesté. Pour fonder le Droit que les *Anglois* avoient de couper du Bois dans la Baie de *Campêche*, & dans ce qu'on appelle la *Laguna de Terminos* dans la Province de *Jucatan*, la *Représentation* disoit: *Qu'avant le Traité fait à Madrid en 1667 les Anglois avoient commencé la coupe de ce Bois; Qu'ils continuèrent ce Commerce après la Publication du Traité; Qu'ils établirent même des Habitations en différens endroits déserts, sans aucune opposition de la part des Espagnols; Que dans le Traité fait à Madrid en 1670, nommé le Traité d'Amérique, il étoit stipulé, que les Sujets des deux Couronnes jouiroient de tous leurs Etablissmens dans les Indes-Occidentales, & qu'il n'étoit fait aucune exception à cet Article: Qu'en 1673, les Espagnols s'étant avisés de troubler les Anglois dans leur Possession, le Roi Charles II avoit envoyé des ordres précis à son Ambassadeur en Espagne, de remontrer formellement le droit incontestable de ses Sujets sur ce Commerce; mais que nonobstant ces Remontrances, les Espagnols, en 1680, avoient chassé les Anglois de leurs Habitations; & que ceux-ci, les ayant ensuite recouvrées, avoient continué leur Commerce comme auparavant: Que le Traité de 1670, sur lequel les Anglois fondeient leur droit de couper le Bois de Campêche, avoit été confirmé par le Traité d'Utrecht, & que leur droit étoit d'autant plus incontestable, qu'il étoit dit dans ce dernier Traité, qu'il n'apporteroit aucun préjudice aux Libertés & Privilèges, dont les Sujets de la Grande-Bretagne jouissoient auparavant de Droit, par Connivence, ou par Indulgence: Enfin, qu'il importoit beaucoup à la Nation que ce Commerce fût conservé, puisque, outre le grand nombre de Matelots & de Vaisseaux qu'il employoit au grand avantage de la Marine, il rapportoit par an six cens mille Livres Sterling.* Le 23 de Mars les *Communes* examinèrent en grand Comité les Instructions données aux *Commandans des Flotes Angloises*, & les Lettres écrites de part & d'autre par rapport à ces Instructions. Elles entendirent plusieurs des Intéressés & divers Témoins; ce qui prolongea la Séance jusqu'à neuf heures du soir, & fit renvoyer l'Affaire au lendemain. Il y eut ce jour-

Les Communes
examinèrent divers
Papiers par rap -
port au Commer -
ce

23 Mars.
24 Mars.

ANNÉE MDCCXXIX.

 V.
 SECONDE
 SÉANCE DU PAR-
 LEMENT.

La de grands débats : mais , après que 180 Voix contre 140 eurent rejeté la Proposition faite par un des Membres , d'insérer dans l'Adresse que l'on devoit présenter au Roi sur ce sujet , de certaines expressions qui portoient directement sur les Ministres , les Communes résolurent , *Qu'il paroissoit que le Commerce des Colonies avoit beaucoup souffert depuis la Paix d'Utrecht par les déprédations des Espagnols , lesquels , au grand dommage des Sujets du Royaume , avoient enlevé des Effets d'une grande valeur , & pris injustement & contre la teneur des Traités , un grand nombre de Vaisseaux Anglois ; & que le Roi seroit prié par une Adresse de faire tous ses efforts , afin de prévenir de pareilles déprédations , de procurer une juste & raisonnable satisfaction des pertes que l'on avoit faites , & d'assurer à ses Sujets la liberté du Commerce & de la Navigation aux Colonies Angloises en AMERIQUE.* L'Adresse fut présentée trois jours après ; & le Roi répondit : *Que le Commerce & la Marine de ses Royaumes avoient toujours attiré son attention : Qu'il étoit très sensiblement touché des pertes que ses Sujets avoient faites : Que toutes les fois qu'ils s'étoient adressés à lui sur cette Affaire , il avoit donné des ordres très précis pour leur procurer une juste & raisonnable satisfaction : & que les Communes pouvoient compter qu'il emploieroit tous ses soins pour répondre à cet égard aux desirs de son Peuple.* La Délibération sur les plaintes des Négocians fut continuée dans la première semaine d'Avril , & ne se passa pas sans de grandes contestations. Quelques Membres , après avoir démontré , *Que les pertes des Négocians étoient plus considérables qu'on ne le croioit* , parlèrent avec beaucoup de chaleur contre divers Ecrits rendus publics depuis peu , dans lesquels on avoit , non seulement représenté ces pertes beaucoup moins grandes , mais même insinué , *Que la plupart des Vaisseaux pris par les Espagnols appartenoient à des Marchands de La Jamaïque , qui contre la foi des Traités subsistans entre les deux Couronnes , faisoient un Commerce illécite dans la Baie de CAMPECHE ; d'où l'on concluoit , que le Gouvernement avoit en raison de ne les pas protéger.* Il n'y a presque pas lieu de douter que ce que l'on soutenoit dans ces Ecrits ne fut très-vrai : mais , chés une Nation habile à se faire des Droits , il ne faut pas s'étonner si les Marchands de La Jamaïque trouvèrent dans le Parlement des Défenseurs , qui les justifèrent hautement & qui se plaignirent de ce qu'on ne les avoit pas suffisamment protégés. Ce fut là dessus que roulèrent les débats , qui furent aussi vifs que longs , & qui firent remettre la Délibération , parce que les Esprits s'étoient si fort échauffés de part & d'autre , qu'il étoit impossible de rien résoudre. A cinq jours de là cette Délibération fut reprise. On lut plusieurs Pièces aiant rapport au fonds de l'Affaire & remises la veille à la Chambre ; on ouït les Avocats des Parties intéressées ; on interrogea divers Témoins ; & , les Débats étant encore devenus fort vifs , on renvoya la Délibération au lendemain qu'elle fut continuée. Après plusieurs Discours de part & d'autre , on mit en question : *Si l'on résolveroit , que les Instructions données au*

 Adresse à sa Majesté
 jet , & Réponse
 du Roi.
 2^e Mars.

 La Délibération
 sur ce sujet continua
 née.
 7^e Avril.
 Débat.
11^e Avril.13^e Avril.

VI.
SECONDE
SEANCE DU PAR-
LEMENT.

28 29 Avril,

Débat dans la
Chambre Haute.

Protestation con-
tre la Résolution
de cette Cham-
bre.

Vice-Amiral Hosier, étant en partie impraticables, en partie insuffisantes, l'avoient empêché de faire rendre justice à la Nation, & de protéger le Commerce, comme on auroit pu l'attendre des vigoureuses opérations d'une si puissante Escadre, pendant qu'elle avoit servi de prétexte aux Espagnols pour commettre toutes sortes d'hostilités contre les Sujets du Royaume. Cette Proposition fut rejetée à la pluralité de 218 Voix contre 76. Cent 93 Voix, contre 60, firent rejeter une autre Proposition par laquelle on avoit demandé, Que le S. Winnington, Président du Comité, quittât la Chaire; & l'on résolut, Que les Instructions données à l'Amiral Hosier de bloquer la Flotille & les Gallions, & de tâcher d'empêcher que le Trésor n'en fût dissipé, jusqu'à ce que Sa Majesté & ses Alliés eussent eu la satisfaction qu'ils demandoient, étoient justes, prudentes, & nécessaires, afin de prendre soin des intérêts des Sujets de Sa Majesté & de ses Alliés, intéressés pour beaucoup dans les Effets de la Flotille & des Gallions, de faire rendre toute la justice possible aux Parties lésées, & d'empêcher que le Trésor ne servît à prendre & soutenir des mesures & des engagements contre Sa Majesté & ses Alliés, & qu'elles tendoient à prévenir une rupture ouverte, ainsi qu'à conserver la Paix & la Tranquillité de l'EUROPE. Après cette Résolution formée, on demanda qu'il fût permis au Comité de s'assembler encore pour cette Affaire: mais la Proposition fut rejetée de 137 Voix contre 53. Les Seigneurs délibérèrent aussi sur le même sujet deux jours de suite, & le second il fut proposé de résoudre: Qu'il paroisse que la dépense de l'Escadre envoyée aux Indes-Occidentales, sous le commandement du Vice-Amiral Hosier, ayant été soutenue par la Nation Britannique seule, quoiqu'elle fût uniquement destinée pour empêcher les Espagnols de se saisir des Effets chargés à bord de la Flotille & des Gallions, n'appartenant pas moins aux Alliés de Sa Majesté qu'à ses propres Sujets, étoit un fardeau déraisonnable pour le Royaume de la GRANDE-BRETAGNE. Il naquit de cette Proposition un long Débat; & le Parti contraire à la Cour s'étendit beaucoup sur les Dépenses auxquelles la Nation étoit exposée, sans qu'elle en tirât aucun avantage, & sans qu'il parût encore quand elles finiroient. Mais enfin la Proposition fut rejetée. Quatorze Partisans de l'Affirmative, qui furent les Lords Beaufort, Strafford, Graven, Foley, Lichtfield, Scarisdale, Gower, Montjoy, Plymouth, Bathurst, Northampton, Coventry, Oxford, & Willoughby de Broke, firent enregistrer contre cette Résolution une Protestation fondée, I. Sur ce qu'ils concevoient qu les Alliés de la Grande-Bretagne avoient autant d'intérêt que les Anglois d'empêcher les Espagnols de troubler la Paix & d'envahir les Libertés de l'Europe, si l'on avoit en ce tems-là suffisamment lieu de craindre une telle entreprise de la part de l'Espagne; & sur ce que les Alliés, & les François en particulier, avoient dans les Effets des Gallions une part beaucoup plus grande que celle des Sujets de la Nation; & que par conséquent, ils avoient un bien plus grand intérêt d'empêcher le Roi d'Espagne de s'emparer de ces Effets, II, Sur ce que

les Anglois, non seulement s'étoient chargés eux-mêmes de toute la dépense de cette expédition ; mais aussi qu'ils avoient augmenté leurs Forces Nationales, pris à leur paie un grand nombre de Troupes Etrangères, & qu'ils s'étoient engagés de payer divers Subsidés à des Princes Etrangers, lorsqu'ils n'avoient aucune preuve autentique que leurs Alliés eussent, en exécution du Traité d'Hanovre, pris sur eux aucune dépense proportionnée à celle de l'Angleterre. III. Sur ce qu'ils étoient convaincus que la Dépense & les Pertes de la Nation causées par cette expédition, non seulement excédoient de beaucoup tout intérêt que l'on pouvoit supposer que les Sujets du Royaume eussent sur les Gallions, mais aussi qu'elles avoient été beaucoup plus considérables qu'aucun dommage que le délit du retour des Gallions eût pu causer à l'Espagne. IV. Sur ce que la Grande-Bretagne, en se chargeant de cette Expédition, avoit attiré sur elle le ressentiment du Roi d'Espagne, & fourni l'occasion aux François d'accommoder les différens qu'ils avoient avec cette Cour, d'acquiescer une part plus grande qu'ils ne l'auroient jamais eue, dans une Branche très avantageuse au Commerce, & d'agir dans les disputes plutôt en Médiateurs qu'en Parties. V. Sur ce qu'ils ne pouvoient s'empêcher d'être d'opinion que le fardeau que l'on avoit mis sur la Nation, étoit d'autant plus déraisonnable, qu'ils ne voioient pas que cette Expédition eût forcé les Espagnols d'ajuster les points sur lesquels on étoit en dispute avec eux, ou d'assurer efficacement aux Marchands de la Grande-Bretagne une juste satisfaction des grosses pertes qu'ils avoient souffertes par les saisies & les prises que les Espagnols avoient faites sur eux. Cette Protestation paroit dictée par le même esprit qu'une Proposition qui fut faite au commencement de cette Séance dans la Chambre-Basse, par quelques Membres du Parti contraire à la Cour. Elle étoit, de présenter une Adresse au Roi, pour le prier de faire informer la Chambre des instances que la Grande-Bretagne avoit faites aux Alliés de Sa Majesté, pendant les dernières hostilités & le Siège de Gibraltar, pour en obtenir les secours de Troupes, de Vaisseaux ou d'Argent, qu'ils étoient obligés de fournir en conséquence des Traités ; & de l'instruire en même tems de leur réponse à ces instances, & si l'on avoit pris de concert avec eux les mesures nécessaires pour soutenir vigoureusement une Guerre générale, au cas que le projet de Paix ne fut pas accepté par l'Espagne. Le Parti de la Cour répondit, Qu'une pareille Adresse ne pouvoit que jeter de la méfiance dans l'esprit des Alliés ; Qu'ils étoient tous d'accord d'entrer dans une Guerre générale, si l'Espagne n'acceptoit point le Traité Provisionnel : Que l'on avoit dressé le plan de tout ce qu'il faudroit faire en ce cas ; mais qu'il étoit dangereux dans la conjoncture présente de révéler le secret des Négociations. La Proposition fut rejetée à la pluralité de 135 Voix contre 83.

A la fin de Mars, la Chambre-Haute délibérant sur l'Etat de la Nation, il fut proposé : Qu'il falloit, tant pour l'honneur du Roi, que pour la conservation du Commerce de la Grande-Bretagne, insister à ce que par le Traité, qui se négocioit actuellement, le Roi d'Espagne renonçât en termes

Proposition re-
jetée dans la
Chambre-Basse.
17 Février.

Propriété de Gi-
braltar & de l'île
de Minorque.
Proposition re-
jetée.
19 Mars.

VI.
S E C O N D E
S E A N C E D U P A R -
L E M E N T.

A N N E E M D C C X X I X.

Résolution pri-
se à ce sujet.

Seize Pairs pro-
posent contre.

*formels, forts & clairs à tous Droits & Prétentions sur GIBRALTAR & sur l'Ile de MINORQUE. Après de longs débats, cette Proposition fut rejetée à la pluralité de 84 Voix contre 31; & l'on résolut: Que la Chambre se re-
posât entièrement sur Sa Majesté, que, pour assurer & maintenir le Commerce du Royaume, Elle prendroit dans le Traité des mesures efficaces, afin de con-
server son Droit incontestable sur GIBRALTAR & sur l'Ile de MINORQUE.*

Les Lords Beaufort, Ber'shire, Lichfield, Coventry, Strafford, Oxford & Mortimer, Craven, Gower, Monsjoy, Bathurst, Boyle, Abingdon, Foley, Plymouth, Weston & Willoughby de Bro'se, qui tous s'étoient déclarés pour la Proposition que l'on avoit rejetée, protestèrent contre cette Résolution:

*I. Parce qu'ils croioient que le Droit de la Grande-Bretagne sur une Place d'une aussi grande importance, que Gibraltar, pour le Commerce du Royaume, devoit être autrement assuré que par des stipulations générales, qui peuvent être sujettes à de différentes explications, & qui, selon toute apparence, seroient interprétées par les Espagnols à leur avantage, quoique les Anglois pussent les entendre au leur. II. Parce que, comme le Roi d'Espagne avoit fait réclamer Gibraltar par ses Ministres, non-seulement en vertu d'une promesse positive du feu Roi; mais aussi parce que, selon lui, les Anglois avoient perdu leur Droit sur cette Place, pour avoir violé les conditions, sous lesquelles il la leur avoit cédée; & d'autant que ce Prince l'avoit réellement fait assiéger, quoiqu'il y eût renoncé par des Traités, il leur paroissoit raisonnable d'insister à ce qu'il y fît une Renonciation en des termes aussi clairs, aussi forts que ceux dont il s'étoit servi pour la réclamer. C'est ce qu'ils croioient d'autant plus nécessaire qu'il étoit certain que pendant la longue durée de ces Négociations épineuses, dans lesquelles on étoit si malheureusement engagé, leurs Plénipotentiaires n'étoient pas en état de porter ce Prince à témoigner quelque penchant à se désister de ses Prétentions à cet égard. III. Parce qu'ils jugeoient qu'il étoit de leur devoir de veiller d'une manière particulière à ce que le Droit de la Grande-Bretagne sur cette forteresse ne dépendît en aucune façon de l'Arbitrage d'un autre; surtout lorsqu'il paroissoit que l'on avoit de grandes raisons de craindre que les Alliés du Roi d'Espagne ne fussent très portés à lui faire remettre cette Place, & qu'on n'en voyoit aucune pour croire que les Alliés des Anglois se missent en peine de la leur conserver. Si, dans le Traité de Paix, on laissoit par des expressions vagues & douteuses le moindre chemin ouvert aux Prétentions du Roi d'Espagne, il étoit à craindre que cela n'occasionât des mécontentemens & des animosités, & ne troublât la parfaite harmonie qui devoit régner entre les Anglois & les Espagnols, dont l'amitié leur seroit toujours de la plus grande utilité. IV. Parce qu'ils étoient persuadés que leur zèle pour conserver le Droit de la Nation sur Gibraltar, en s'y prenant, comme ils l'avoient proposé, de la manière la plus forte, n'auroit pas manqué d'inspirer à tous les mauvais Ad-
ministres de l'horreur même pour la moindre pensée de rendre cette Place, en cas qu'il arrivât que l'on tombât dans une situation si malheureuse, qu'il se trouvat
quelqu'un*

quelqu'un qui crût qu'une Guerre seroit plus dangereuse pour lui ; que pour la Nation, & qui par cette raison pût être tenté de paier une Paix honteuse d'un prix aussi cher, que la perte d'une partie si précieuse du Domaine de la Monarchie. Cette Protestation engagea les Pairs, auteurs de la Résolution à demander qu'elle fût communiquée à la *Chambre-Basse* ; ce qui s'exécuta le lendemain par un Message qu'ils firent aux *Communes*, pour les inviter à se rendre dans la *Chambre Peinte*, afin d'y conférer avec eux. Elles s'y rendirent par Députés, & les *Seigneurs* aiant demandé qu'elles concourussent à leur Résolution de la veille au sujet de *Gibraltar* & de *Minorque*, les Députés retournèrent à la *Chambre-Basse* faire leur rapport, & la Délibération fut renvoyée au 1 d'Avril. Il y eut ce jour-là de grands Débats, après lesquels la *Chambre* résolut que l'*Adresse* ordonnée par la Résolution des *Seigneurs* seroit présentée au nom des deux *Chambres*. On fit ensuite la Lecture de la Lettre de *George I* au *Roi d'Espagne*, datée de *Saint-James*, le 1 de Juin 1721. Par cette Lettre, le feu Roi sembloit avoir promis positivement de restituer *Gibraltar*, quoiqu'au fonds, il n'eut fait qu'une promesse très vague, & qui ne pouvoit jamais le lier. Il suffira de rapporter ici les termes qui causèrent les Débats dans les deux *Chambres*, & sur lesquels se fondoient les *Seigneurs*, qui protestèrent contre la Résolution de leurs Confrères. *Je ne balance pas*, disoit le Roi GEORGE au Roi d'ESPAGNE, *à assurer Votre Majesté de ma promittitude à la satisfaire par rapport à sa demande touchant la restitution de Gibraltar, lui promettant de me servir des premières occasions favorables, qui se présenteront, pour régler cet Article du consentement de mon Parlement, & pour donner à Votre Majesté une preuve convaincante de mon affection.* Le Débat sur ces paroles fut très vif dans la *Chambre-Basse* ; & l'on se récria beaucoup contre ceux par les conseils de qui le feu Roi s'étoit laissé porter à se servir de pareilles expressions, que les *Espagnols* faisoient valoir comme une Promesse Positive de restituer *Gibraltar*. En conséquence il fut proposé d'ajouter à l'*Adresse des Seigneurs* les termes suivans : *En insistant à ce que la Couronne d'Espagne renonce spécifiquement à toutes ses Prétentions sur lesdites Places.* Après plusieurs Discours de part & d'autre, la chose fut mise en question, & la Négative l'emporta de 267 Voix contre 111. On résolut ensuite d'envoier un Message aux *Seigneurs*, pour leur demander une seconde Conférence entre les deux *Chambres*, laquelle se tint le 4, & l'on y résolut unanimement qu'on présenteroit le lendemain au nom des deux *Chambres* l'*Adresse*, telle que les *Seigneurs* l'avoient projetée, c'est-à-dire, ne contenant que leur Résolution presque mot pour mot. La Réponse du Roi fut : *Qu'il remercioit son Parlement de la confiance qu'il meroit en lui : Qu'il prendroit, comme il avoit fait jusqu'alors, des soins efficaces pour assurer son droit incontestable sur GIBALTAR & sur l'Isle de MINORQUE.*

Par l'examen, que les *Seigneurs* achevèrent à la fin de Mars des différens Comtes des *Dêtes Nationales*, il se trouva qu'à Noël 1727, elles mon-

Tome XIV. Partie I.

Cc

Résolution communi-
quée à la
Chambre-Basse.
30 Mars.

Elle confina d'y
concourir.
1 Avril.

Débats au sujet
d'une Lettre du
feu Roi au Roi
d'Espagne.

Seconde Confé-
rence.
4 Avril.

Dêtes Nationa-
les.
31 Mars.

VI.
SECONDE
SÉANCE DU PAR-
LEMENT.

ANNÉE MDCCXXIX.

toient à 52 millions, 281 mille, 205 Liv. Sterl., 19 Shell. ; & que depuis le 31 de Décembre 1727 jusqu'à pareil jour 1728, elles avoient augmenté de 2 millions 250 mille Liv. Sterl. : mais que pendant le même tems on en avoit acquité pour 2 millions, 171 mille, 222 Liv. Sterl., 5 Shell. ; qu'ainsi l'on ne s'étoit réellement endetté pendant l'année 1728, que de 78 mille 274 Liv. St. 11 Sh. ; & que par conséquent les *Dûtes Nationales* alloient actuellement en tout à 52 millions, 339 mille, 480 Liv. Sterl., 10 Shellings. Ce qui revient environ à 1 milliard, 276 millions, 983 mille, 312 Livres de notre monnoie.

Closure de la
Séance.
25 Mai.

Le 25 de Mai sur les trois heures après midi le Roi se rendit à la *Chambre-Haute*, & les *Communes* ayant pris place, il donna son consentement Roïal à tous les Bills, qui se trouverent en état. Il dit ensuite :

MILORDS ET MESSIEURS,

La saison de l'année & la diligence, avec laquelle vous avez expédié les Affaires publiques, me font juger à propos de mettre fin à cette Séance du Parlement; ce que je ne puis faire sans vous témoigner ma satisfaction des justes égards, que vous avez fait paroître en toute occasion pour mon honneur & pour le véritable intérêt de mon Peuple.

La prudence & la modération, avec lesquelles vous avez procédé dans cette Conjoncture épineuse, m'ont été très agréables, & ne peuvent pas manquer d'avoir l'approbation générale. Les Résolutions, que vous avez prises sur diverses affaires délicates & de la dernière importance, ont fait voir que vous n'êtes pas insensibles aux difficultés, que nous avons à surmonter. Sans vous livrer à des contestations pleines de chaleur & d'animosité, vous avez donné votre attention & vous vous êtes intéressés, comme il convenoit, aux pertes de nos Marchands; vous avez reçu leurs plaintes d'une manière qui pourra contribuer à leur faire obtenir justice & satisfaction. Vous pouvez vous assurer que de mon côté j'emploierai tous mes efforts pour répondre à l'attente & remplir les souhaits de mon Peuple.

MESSIEURS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES,

Les Subsidés, que vous m'avez accordés, & que vous avez levés de la manière la moins onéreuse à mes Sujets, me sont une nouvelle preuve de votre zèle, de votre affection, & de votre empressement à me soutenir dans la défense & protection des Droits & Privilèges de mon Roïaume. C'est une grande satisfaction pour moi, que vous vous soyez trouvés en état de fournir aux Dépenses, que nous n'avons pu nous dispenser de continuer, & qu'en même tems il vous ait été possible de procurer une réduction considérable des Dûtes de la Nation;

ANNE'E M D C C X X I.

VI.
SECONDE
SEANCE DU PAR-
LEMENT.

MILORDS ET MESSIEURS,

Je vous ai déjà fait informer que, comme il est nécessaire que j'aille cette année visiter mes Etats en Allemagne, j'ai résolu de laisser ici la REINE Régente du Roïaume en mon absence. Je vous recommande, d'une manière particulière, de rendre son Administration aussi facile qu'il sera possible, par le soin de conserver le repos & le bon ordre de ce Roïaume dans vos différens emplois & dans vos diverses Provinces, & par l'application à déconcerter les lâches & séditieuses Pratiques des Mal-intentionnés, qui voudroient exciter des Clameurs injustes, & faire naître des mécontentemens dans l'esprit de mon Peuple.

Le Lord Chancelier dit ensuite par ordre du Roi :

MILORDS ET MESSIEURS,

C'est le bon plaisir & la volonté de Sa Majesté que ce Parlement soit prorogé jusqu'au Mardi, second jour du mois d'Août prochain, pour s'assembler alors. En conséquence ce Parlement est prorogé jusqu'au Mardi 2 Août.

ANNE'E M D C C X X X.

I. EN JANVIER ; un Homme fut mis dans la Prison de *Gate-House*, pour avoir eu l'audace de venir jusques dans la Cour du Palais de *Saint-James* proférer des paroles séditieuses contre le Roi & la Famille Roïale. Le même jour on arrêta l'Imprimeur *Walker*, pour avoir rendu public une Lettre à un Membre du Parlement dans le Nord. Une Femme, dont il avoit reçu la Copie, & celui qui passoit pour l'Auteur de ce Libelle, furent arrêtés en même tems.

Le Lord *Daniel Finch*, Comte de *Winchelsea* & de *Nottingham*, & Vicomte de *Maidstone*, mourut à sa Terre de *Burleigh* dans le Comté de *Rutland*. Le Lord *Daniel Finch*, son Fils aîné, Membre du Parlement pour le Comté de *Rutland*, lui succéda dans ses Biens & dans son Titre. Le lendemain mourut à Londres le Lord *David Collier*, Comte de *Portmore*, Gouverneur de *Gibraltar*, & le plus ancien Lieutenant-Général des Troupes de la Grande-Bretagne, ne laissant pour Héritier que son Fils unique le Vicomte de *Missing*, Membre du Parlement pour *Andover* dans le Comté de *Hampshire*. Quelques jours après le Lieutenant-Général *Sabine* fut nommé Gouverneur de *Gibraltar*. Ils'y tendit le 23 du mois de Mai suivant ; & le 30 il fit publier une Ordonnance, qui portoit : *Qu'étant convenable pour le Service de Sa Majesté, pour la commodité de la Garnison & pour celle des Habitans que les Provisions fraîches & toutes sortes de Denrées, fussent réduites à un prix plus raisonnable qu'elles n'avoient été jusqu'alors, il accordoit à toutes Persones, sans exception, qui voudroient acheter ou vendre toutes*

I.
AFFAIRES
DIVERSES.
Discours & Li-
belles séditieux.
10 Janvier.Mort du Comte
Winchelsea & du
Comte de Patoco-
ne.
12 Janvier.

13 Janvier.

Le Lieutenant
Général Sabine est
fait Gouverneur
de Gibraltar.
Ordonnance de
ce nouveau Gou-
verneur.

A N N É E M . D . C C X X .

I.
AFFAIRES
DIVERSES.

sortes de Provisions, la permission de les acheter ou de les vendre sans payer aucun droit.

Nouvel Archevêque de Dublin.
Janvier.

Nouveaux Conseillers Privés d'Irlande.

Zèle du nouvel Archevêque contre les Catholiques.

Le Lord *Carteret*, Viceroy d'Irlande eut ordre du Roi d'expédier les Patentes pour transférer le Docteur *Headley*, de l'Evêché de *Leighlin & Ferns* à l'Archevêché de *Dublin* vacant par la mort du Docteur *Guillaume King*. Cette translation se fit à la recommandation du Viceroy, du Primat & du Chancelier d'Irlande. Quelques jours après le nouvel Archevêque fut nommé Conseiller-Privé de ce Roiaume, & dans le même tems le *S. Conally*, Neveu du dernier Orateur de la *Chambre des Communes*, reçut le même honneur. Au mois de Mai suivant l'Archevêque de *Dublin* fit l'ouverture de la Visite de son Diocèse par un Discours, dans lequel il s'étendit principalement sur ce qu'il appelloit l'insolence des *Papistes*, qu'il accusa d'avoir eu depuis peu l'audace de troubler le Ministre de la Paroisse de *Sainte-Catherine* dans les fonctions de son Ministère. Il ajouta que, s'ils abusoient de la douceur du Gouvernement, qui les laissoit jouir tranquillement de l'exercice de leur Religion, il les poursuivroit avec la dernière rigueur, conformément aux Loix, & s'attaqueroit principalement aux Ecclésiastiques.

Grand nombre de Vaisseaux partis en huit jours.
Janvier.

Dans l'espace de huit jours de la fin du mois précédent & du commencement de celui-ci, près de cent-soixante Vaisseaux Marchands partirent des différens Ports d'Angleterre pour les Païs Etrangers; ce qu'on n'avoit pas vu depuis longtems.

Mort du Comte de Moreton, du Marquis d'Annandale, & du Lord *Kimergin*.
2, 21, 27 Février.

EN FEVRIER; Le Lord *Robert Douglas*, Comte de *Moreton* mourut le 2 à *Edimbourg*, âgé de 74 ans. Comme il n'avoit point d'Enfans mâles, le Colonel *George Douglas*, Membre du *Parlement d'Ecosse* pour le Comté d'*Orkney*, hérita de ses Titres, de ses Terres & de ses Charges de Lord Lieutenant & Vice-Amiral des Iles de *Zetland* & d'*Orkney*. Le Lord *Kimergin* Frère du Comte de *Marchmont*, & l'un des Pairs aiant Séance au *Parlement d'Ecosse*, mourut aussi à *Edimbourg* le 27. Le 21, le Marquis d'*Annandale* étoit mort à *Naples*. Son Corps, que l'on rapporta dans la suite en *Angleterre*, fut inhumé dans l'Abbaie de *Westminster* avec beaucoup de magnificence. Ce dernier laissoit pour Héritier un Fils âgé de 9 ans.

Argent déclaré.
25 Février.

Il y eut 90 mille Onces d'argent & 13 mille 120 Onces de Monoie ou de Poudre d'Or déclarées à la Douane pour la *Hollande*.

Causés d'Adultère.
27 Février.

La Cour des *Plaidoiers Communs* jugea la Cause entre le Lord *Abergavenny* Complainant, & le *S. Richard Lyddal* Défenseur, au sujet du Commerce criminel de ce dernier avec la défunte Epouse du Lord. Après une Audiance de six heures, la Cour aiant égard d'une part à la qualité du Complainant, & de l'autre aux Biens du Défendeur, riche de 4 mille Liv. Sterling de rente, condamna ce dernier à mille Livres Sterling de satisfaction envers le Lord *Abergavenny*.

Affaire Echeuse

EN MARS, le Colonel *Chartres* se présenta devant la Cour de *Old-Bayly*,

A N N É E M D C C X X X .

h.
A F F A I R E S
D I V E R S E S .
du Colonel Chartres.
9 Mars.

pour répondre à l'accusation de viol & de rapt intentée contre lui par la nommée *Anne Blond* sa Domestique. Le Fait aiant été prouvé par témoins , il fut convaincu de Crime Capital , arrêté par l'ordre des Juges & conduit dans la Prison de *Newgate*. Comme on ne doutoit pas qu'il ne fût condamné à mort dans la prochaine Session de ce Tribunal , & que ses Biens se trouvoient par là dans le cas de la Confiscation , les Officiers du Grand-Bailli de *Westminster* se rendirent le jour même qu'il fut arrêté dans sa Maison pour saisir tous ses effets : mais ils furent repoussés par les Domestiques , & même un des Sergens fut blessé d'un coup de Pistolet qu'une Femme tira d'une Fenêtre. Le lendemain , le Grand-Bailli s'y transporta lui-même avec un nombre suffisant de Connétables & d'autres Officiers , & prit possession de la Maison , dont il fit enlever quantité d'argenterie & de riches Meubles , un Carosse , une Berline & 24 Chevaux. Le même jour les Shériffs de *Londres* firent arrêter les Effets , qu'il avoit , soit à la *Compagnie du Sud* , soit ailleurs. Le Shériff du Comté de *Lancastre* eut ordre aussi de saisir ses Terres Seigneuriales de *Hornby* & d'*Omshrk* , avec une troisième à deux milles de la Ville de *Lancastre* , rapportant les trois ensemble quatre mille Livres Sterling de rente ; & les Administrateurs des Biens du Duc de *Warthon* saisirent la Seigneurie de *Wrooburne* , dans le Comté de *Bukingham* , sur laquelle ce Colonel , qui passoit pour riche de deux cens mille Livres Sterling , avoit une Hypothèque de dix mille Livres. Le 11 il reçut Sentence de mort. Le 31 , on fit au Roi le rapport des Malfaiteurs condamnés aux dernières Sessions de *Old-Baily* : mais l'affaire du Colonel *Chartres* , qui pour lors étoit malade dans sa Prison , fut renvoyée après que les douze Grands-Juges seroient revenus de leurs Circuits , parce que ces Juges devoient assister au Conseil , qui se tiendroit à ce sujet , & qu'on devoit examiner de nouveau plusieurs de ceux sur le témoignage desquels on avoit rendu le Jugement de Mort. Le 28 , le Comte de *Weems* , Gendre de ce Colonel , arriva d'*Ecosse* pour solliciter en sa faveur , & l'alla voir sur le champ dans sa Prison. Le 8 d'Avril , une partie de ses Meubles que le Grand Bailli de *Westminster* avoit saisis , fut reportée dans sa Maison après que le Comte de *Weems* en eut payé mille Livres Sterling , outre sept cens Livres pour les 24 Chevaux. Quelques jours après la Femme du Colonel vint à *Londres* , parce qu'il continuoit d'être dangereusement malade dans sa Prison. Le 21 d'Avril , les trois des Grands Juges qui s'étoient trouvés présens à son Jugement , firent rapport au Roi dans son Conseil de la Sentence de mort rendue le 11 de Mars ; & lorsqu'ils eurent donné leur Sentiment sur cette Affaire , le Roi fit grace au Coupable , qui fut élargie dès le jour même , en donnant caution de se présenter aux prochaines Sessions de *Old-Baily* , pour y faire entériner sa grace. Quelques jours après , le Colonel s'étant allé promener en Carosse de louage avec deux Femmes , fut attaqué par la Populace , qui le maltraita beaucoup. Le 26 de Mar.

10 Mars

I.
AFFAIRES
DIVERSES.

ANNE'E M D C C X X X.

dernier jour de la Session, il fit entériner son pardon. Vers le 15 de Juin, il demanda par une Requête au Roi, que la Sentence rendue contre lui fût cassée. Le Procureur & le Solliciteur Général eurent ordre d'examiner l'affaire & d'en faire leur rapport. Quelques jours après le Colonel intenta procès au Grand-Bailli de *Westminster* à l'occasion des effets saisis dans sa Maison. Dans le mois d'Octobre, la Trésorerie eut ordre de lui rendre tous les Effets confisqués au profit du Roi. Le Jugement un peu précipité, que l'on avoit rendu contre ce Colonel, fut causé que l'on régla dans le courant du mois de Mai, qu'à l'avenir on n'exécutoit les Malfaiteurs qu'après le commencement de la Session suivante, c'est-à-dire, environ un mois plus tard que l'on n'avoit coutume.

Mort de la Com-
tesse de Walde-
grave Fille de Ja-
ques II.
14 Avril.

En *AVRIL*, *Henriette*, Comtesse Douairière de *Waldegrave*, Mère du Comte de ce nom, alors Ambassadeur à *Vienne*, mourut d'une attaque d'Apoplexie. Elle étoit Fille naturelle de *Jaques II*, & d'*Arabella Churchill* Sœur du Duc de *Marlborough*, & Mère du Maréchal Duc de *Berwick*, laquelle ne survécut pas longtems à sa Fille. Elle mourut le 15 du mois suivant à *Witchal*, âgée d'environ 90 ans. La Fille avoit été mariée en 1683 à *Henri* Lord *Waldegrave*.

Charges & Di-
gnités données.
19 Mai.

15 Mai, &c.

En *MAY*, dans le Conseil qui se tint le 19, prirent Séance, le Lord *Trevor*, ci-devant Garde du Petit-Sceau, comme Président du Conseil-Privé; le Lord *Wilmington*, comme Garde du Petit-Sceau; le Lord *Harvey*, Vice Chambellan du Roi, comme Conseiller-Privé. Le S. *Henri Bromley*, prêta Serment dans le même Conseil, en qualité de Lieutenant du Comté de *Cambridge*. Le 25, le Lord *Bingley* prit possession de la Charge de Trésorier de la Maison du Roi vacante par la démission du Chevalier *Paul Methuen*. Le Roi nomma le Chevalier *Conyers Darcy*, Contrôleur de la Maison, à la place du Comte de *Nottingham* & *Winchelsea* mort depuis peu; le S. *Jean Selwyn*, Membre du Parlement pour *Witcharch*, Trésorier de la Reine, à la place du Chevalier *Guillaume Strickland* fait Secrétaire des Guerres; le S. *Jean Clavering*, Gentilhomme de la Chambre Privée du Roi, à la place du S. *Jean Selwyn*; le S. *Henri Pelham*, Receveur & Paieur général des Gardes, Garnisons, & Forces de Sa Majesté dans la *Grande-Bretagne*; le S. *Thomas Norton*, Lieutenant-Gouverneur de l'Hôpital de *Chelsea*, à la place du feu Colonel *Wynndham*; le Colonel *Morgan*, Lieutenant-Gouverneur de l'Ile de *Wight*, à la place de son Père mort depuis peu; le Colonel *Charles Cockburn*, Lieutenant-Gouverneur du Château de *Sterling* en *Ecosse*; le Chevalier *Archer Croft*, & le S. *Jaques Brudenell*, Commissaires du Commerce & des Plantations, à la place du Chevalier *Thomas Franckland* & du S. *Walter Carry*; le S. *Thomas Panton*, Major Général des Troupes de Sa Majesté, le Chevalier *Jaques Reynolds*, Lord Chef de Justice de la Cour du Banc du Roi, à la place du Chevalier *Thomas Pengelly* mort depuis peu; les Chevaliers *Robert Walpole*, *George Oxendon* & *Guillaume Townge* avec les Srs. *Dodington* & *Clayton*,

ANNE'E M D C C X X X.

I.
AFFAIRES
DIVERSES.

Commissaires pour l'exercice de la Charge de Trésorier de l'Echiquier; le Lord *Filtz-Walter*, Comte d'*Harwick* dans le Comté d'*Essex*; le Lord *Asburnham*, Vicomte de *Saint-Asaph* dans la Principauté de *Galles*, & Comte d'*Asburnham* dans le Comté de *Suffex*; & le Lord *Wilmington*, Vicomte de *Pevensey* & Comte de *Wilmington* dans le même Comté.

Le Vicomte de *Townshend* se démit entre les mains du Roi de sa Charge de Secrétaire d'Etat; & le lendemain, il partit pour sa Terre de *Royham* dans le Comté de *Norfolk*.

Retraite du Vicomte de *Townshend*.
26 Mai

Le Chevalier *Robert Farnese* & le S. *Richard Edgewcombe* furent faits Chevaliers de l'Ordre du Bain, à la place du Duc de *Richemont* & du Chevalier *Walpole*, que l'on a vus ci-devant faits Chevaliers de la Jarretière.

Nouveaux Chevaliers du Bain.
26 Mai.

Le Comte de *Tankerville* reçut du Roi le Collier de l'Ordre du Chardon, à la place du feu Comte de *Portmore*.

Nouveau Chevalier du Chardon.
27 Mai.

Il y eut 30 mille Onces d'argent, 3 mille d'Or monnoyé & mille de Poudre d'Or déclarées à la *Donne* pour la *Hollande*.

Argent déclaré.
31 Mai.

Dans le cours de ce mois il entra dans les différens Ports du Roïaume 76 Vaisseaux Marchands de différens Pais & particulièrement d'*Espagne*, de *Portugal*, de *Turquie* & des *Indes-Occidentales*, lesquels apportèrent une quantité prodigieuse de toutes sortes de Marchandises.

Vaisseaux Marchands arrivés.
Mai.

En J U I N, le Capitaine d'un Vaisseau qui prit terre à *Plymouth*, informa la Cour que, la veille de son arrivée, il avoit fait rencontre à trois lieues au Sud du Cap de *Lezare* de trois Corsaires Algériens, l'un de 30 Canons & les deux autres de 40; que le premier portoit Pavillon Hollandois, & que tous trois paroïssoient avoir des Equipages nombreux. On sut par un autre Navire, arrivé quelques jours après à *Plymouth*, que ces trois Corsaires s'étoient avancés dans la *Manche*, & qu'ils s'y tenoient à peu de distance les uns des autres. Deux Vaisseaux de Guerre arrivèrent, l'un de *La Caroline Méridionale* à *Depfort*, aiant à bord sept Rois ou Chefs des Indiens de *Chirakée*; l'autre de la *Méditerranée* dans la *Tamise*, ramenoit 21 Esclaves Anglois rachetés sur les Côtes de *Barbarie*.

Corsaires Algériens.
1 Juin.

Des Ouvriers, creusant la Terre dans le Cloître de l'Hôpital de *Saint-Barthelemi*, trouvèrent une Boîte, qui renfermoit plus de cent Médailles d'*Henri I*, Roi d'*Angleterre*, par qui cet Hôpital avoit été fondé dans le XII Siècle.

Vaisseaux arrivés.
Juin.

Médailles d'*Henri I*, trouvées.
16 Juin.

Dans le Conseil qui se tint à *Windsor*, le 22, le Lord *Bingley* Trésorier & le Chevalier *Conyers Darcy* Contrôleur de la Maison du Roi prêtèrent Serment, ainsi que le Chevalier *Guillaume Strickland*, Secrétaire des Guerres, en qualité de Membres du Conseil-Privé.

Nouveaux Conseillers Privés.
22 Juin.

Le 24, le Lord *Harrington*, arrivé la veille de *France* sur les neuf heures du soir, se rendit à *Windsford* pour saluer le Roi, qui le nomma sur le champ Secrétaire d'Etat à la place du Vicomte de *Townshend*; & le lendemain le nouveau Secrétaire d'Etat prit Séance au Conseil en cette qualité.

Le Lord *Harrington*, fait Secrétaire d'Etat.
24 Juin.

A N N É E M D C C X X X.

I.
A F F A I R E S
P A R T I C U L I È R E S.Argent déclaré.
26 Juin.Soulèvement des
Ouvriers dans le
Comté d'Essex.
27 Juin.Relation des
Cérémonies ob-
servées à l'Instal-
lation du Duc de
Cumberland &
des Comtes de
Chesterfield & de
Burlington dans
l'Ordre de la Jar-
retière.
29 Juin.

Le 26, on déclara pour la *Hollande*, à la *Donane*, 40 mille Onces d'Argent, 3 mille Onces d'Or monnoïé & mille Onces de Poudre d'Or.

Le 27, les Ouvriers en Laine de *Braintrée* dans le Comté d'*Essex*, se soulevèrent, parce qu'un Marchand de cette Ville avoit fait venir d'*Irlande* une grande quantité de Laine filée. Aiant appris qu'on l'avoit transportée à *Cogshall*, ils s'y rendirent tumultueusement, saisirent la Laine & la brûlèrent. Ils vouloient aussi détruire la Maison : mais ils en furent empêchés par les Soldats de la Garnison, qui firent feu sur eux, en tuèrent quatre, & les dispersèrent après en avoir blessé plusieurs autres. Les Ouvriers, s'étant ensuite rassemblés, retournèrent à *Braintrée*, attaquèrent la Maison du Marchand qui s'étoit sauvé, cassèrent les Vitres, & commirent plusieurs autres désordres jusqu'à ce que l'Officier, qui commandoit dans la Place, les eût écartés après en avoir fait trois Prisonniers. Deux convaincus d'avoir été les Auteurs du tumulte furent condamnés le 22 de Juillet, aux Assises de *Chelmsford* à 10 Livres Sterling d'Amande & à rester 6. mois en prison. Les Assises de *Glocester* furent plus sévères, où le cas se trouva plus grave. Le même jour elles condamnèrent à mort trois Ouvriers en Laine, Auteurs d'un autre Tumulte.

Le 29, se fit à *Windsor* la Cérémonie de l'Installation du *Duc de Cumberland*, du Comte de *Chesterfield* & du Comte de *Burlington* nouveaux Chevaliers de la *Jarretière*. Le Chapitre de cet Ordre, qui s'étoit tenu le mois précédent, les avoit admis. Voici la Relation de cette Fête telle qu'elle fut publiée dans le tems. L'Histoire Générale n'entre point dans ces sortes de détails : mais un Ouvrage, tel que celui-ci, peut s'en parer sans aucun inconvénient.

Les Chevaliers présens à cette Installation étoient le Roi, Souverain de l'Ordre, le Prince de Galles, les Ducs de *Somerset*, d'*Argile*, de *Kenr*, de *Dorset*, de *Montagu*, de *Newcastle*, de *Grafton*, de *Bolton*, de *Richemont*, les Comtes de *Strafford*, de *Peterboroug* & de *Scarboroug*, & le Chevalier *Robert-Walpole*. Après que les Chevaliers, les Officiers de l'Ordre, les pauvres Chevaliers, les Chanoines de la Chapelle de *Saint-George*, & les autres Personnes, aiant droit d'assister à l'Installation, eurent pris leurs places dans la Chapelle, le Roi y vint & fut reçu par les Chevaliers, qui lui firent la révérence, & le Roi leur rendit le Salut. Il se rendit ensuite en Procession dans la Chambre du Chapitre. Le Duc de *Cumberland* & les Comtes de *Chesterfield* & de *Burlington* restèrent à l'entrée de cette Chambre sur des Chaises que l'on avoit placées pour eux. Le S. Antis, nommé par le Roi, pour exercer la Charge de Garter ou premier Héraut d'Armes d'Angleterre, reçut Ordre de Sa Majesté d'introduire dans la Chambre le Duc de *Cumberland*. A l'entrée, il fut reçu par les deux plus anciens Chevaliers, les Ducs de *Somerset* & d'*Argile*, qui le conduisirent au haut bout de la Chambre, & le revêtirent de la Robe, qui leur fut présentée par le Garter. Pendant ce tems le

ANNEE MDCCXX.

I.
AFFAIRES
DIVERSES.

Le Chancelier lut la Formule d'Admonition; Après quoi les mêmes Chevaliers mirent au Prince sa Ceinture & son Epée. Le Garter introduisit ensuite les Comtes de Chesterfield & de Burlington, qui furent reçus avec les mêmes Cérémonies par les deux plus jeunes Chevaliers, le Duc de Richmond & le Chevalier Robert Walpole. De là l'on se rendit en Procession dans le Chœur de la Chapelle. Les pauvres Chevaliers & les Chanoines de Windsor entrèrent deux à deux, firent le tour du Chœur, & se mirent à leurs places après avoir fait la révérence à l'Autel & salué l'Estrade destinée pour le Roi. Les Chevaliers de l'Ordre entrèrent ensuite & se mirent sous leurs Bannières, après avoir fait de pareilles révérences. Après eux, les Officiers & les Prélats de l'Ordre entrèrent avec les mêmes Cérémonies. Le Roi les suivit, précédé du Duc de Saint-Albans, qui portoit l'Epée de l'Etat, & suivi des Fils aînés des Ducs de Grafton & de Dorset & du Maître de la Garderobe, qui portoit la queue de sa Robe. Après avoir salué l'Autel, il se mit sur l'Estrade. Ensuite le Garter vint au milieu du Chœur, y fit ses révérences tenant le Sceptre à la main, & se tourna vers le Prince de Galles, qui là dessus quitta sa Bannière, fit la révérence à l'Autel, Salua le Roi, & alla s'asseoir à sa place. Les autres Chevaliers restèrent de bout sous leurs Bannières. L'Evêque de Winchester, Prélat de l'Ordre, aiant été conduit à l'Autel avec deux Chanoines de la Chapelle, le Garter prit la Bannière du feu Duc d'York, qu'il remit aux deux plus anciens Chevaliers, les Ducs de Somerset & d'Argile, lesquels, après les Révérences ordinaires, la portèrent au Prélat de l'Ordre, qui la remit aux deux Chanoines pour la placer à côté de l'Autel. Le Garter remit ensuite l'Epée du feu Duc d'York au Duc de Kent & au Comte de Strafford, & la Casque avec le Cimier au Duc de Dorset & au Comte de Peterboroug, qui portèrent pareillement ces Enseignes au Prélat de l'Ordre. La même Cérémonie fut observée touchant la Bannière, l'Epée & le Casque des feus Ducs de Devonshire & Comte de Lincoln. Quand ces Cérémonies furent finies, le Garter se rendit au milieu du Chœur, fit ses révérences ordinaires, & s'étant tourné vers le plus ancien Chevalier, il lui fit signe de sa Baguette. Là-dessus le Chevalier quitta sa Bannière & s'alla mettre à sa place sur l'Estrade. Le Garter fit la même chose à l'égard des autres Chevaliers, en suivant l'ordre de réception de chacun. Après que tous les Chevaliers eurent pris place, le Garter appella les deux plus anciens, les Ducs de Somerset & d'Argyle, nommés par le Roi pour installer le Duc de Cumberland. Ils descendirent de leur Estrade & se mirent sous leur Bannière. Aussitôt les pauvres Chevaliers & les Héraults d'Armes sortirent de la Chapelle, marchèrent processionnellement vers la Chambre du Chapitre, & se rangèrent aux deux côtés de la porte. Les deux plus anciens Chevaliers, accompagnés des Officiers de l'Ordre, entrèrent dans la Chambre, prirent le Duc de Cumberland entre eux deux & le conduisirent au Chœur, directement à son Estrade, le Roi l'ayant, à cause de son âge, dispensé du Serment que les Chevaliers doivent prêter avant que d'entrer dans le

Chœur. Les deux Chevaliers ayant reçu des mains du Garter, assisté du Chancelier de l'Ordre, le Manteau, le Chaperon, & le grand Collier de l'Ordre, en revêtirent le Duc de Cumberland avec les Cérémonies accoutumées. Ils lui présentèrent ensuite le Livre des Statuts de l'Ordre, lui mirent sur la tête le Bonnet de l'Ordre, & le firent asséoir à sa place. Le Duc de Cumberland se leva sur le champ, & fit ses révérences, après quoi les deux Chevaliers l'embrassèrent & s'allèrent remettre à leurs places. On observa les mêmes Cérémonies pour l'installation des Comtes de Chesterfield & de Burlington, avec cette différence, que ces deux nouveaux Chevaliers prêtèrent serment à la porte du Chœur; ce qui se fait de cette manière. Le Garter, ayant à sa droite le Greffier de l'Ordre qui porte le Nouveau Testament & la Formule du Serment, à sa gauche l'Huissier de la Verge noire, s'approche du Chevalier. Alors l'Huissier prend le Nouveau Testament, qu'il tient ouvert, & le Chevalier met la main droite dessus, pendant que le Greffier lit tout haut le Serment. Cette lecture finie, le Chevalier baise le Livre. Les Comtes de Chesterfield & de Burlington furent installés, le premier par le Duc de Kent & le Comte de Strafford, le second par le Duc de Dorset & le Comte de Peterborough.

Après leur installation on commença le Service Divin, qui fut interrompu pour les Offrandes ordinaires; ce qui se fit ainsi. Les Chevaliers, sommés par le Garter de descendre de leurs Estrades, allèrent, après avoir fait les révérences, se mettre sous leurs Bannières. Le Prince de Galles & le Duc de Cumberland en firent de même. Le Prélat de l'Ordre, accompagné de deux Chanoines, se mit devant l'Autel, tenant en ses mains le Bassin d'Or destiné pour recevoir les Offrandes des Chevaliers. Ensuite, le Roi alla processionnellement à l'Autel, précédé par le Garter, le Greffier & le Chancelier de l'Ordre & par le Duc de Saint-Albans portant l'Épée de l'Etat. Le Duc de Somerset nommé par le Roi pour lui présenter l'Offrande, & le Duc de Grafton, en qualité de Chambellan de la Maison de Sa Majesté, se mirent derrière le Roi, le premier à droite & le second à gauche. Le Roi fit, en se levant de sa place pour aller à l'Offrande, une révérence à l'Autel. Il en fit au milieu du Chœur une seconde, qui fut suivie d'une troisième en approchant de la Balustrade de l'Autel. Il en monta les marches, se mit à genoux sur deux Carreaux placés sur un riche Tapis; ôta son Bonnet, prit l'Offrande des mains du Duc de Somerset & la mit dans le Bassin. Il fit, en se relevant, une révérence, une seconde au bas de la Balustrade, une troisième au milieu du Chœur, une quatrième quand il fut de retour à sa place; toutes quatre tourné vers l'Autel. Ceux qui l'avoient accompagné firent les mêmes révérences, & retournèrent, les deux Chevaliers sous leurs Bannières, & les autres à leurs places. Pendant ce temps on ôta le riche Tapis & les deux Carreaux sur lesquels le Roi s'étoit mis à genoux; & l'on en mit d'autres pour les Chevaliers qui furent conduits à l'Offrande avec les mêmes Cérémonies par deux Hérauts d'Armes. Le Prince de Galles alla le premier, ensuite le Duc de Cumberland, puis les autres Che-

ANNÉE M D C C X X.

I.
AFFAIRES
DIVERSES.

valiers, chacun suivant son ancienneté. Dès que les Chevaliers & les Officiers de l'Ordre eurent repris leurs places, on continua le Service Divin, après lequel les pauvres Chevaliers & les Chanoines sortirent en Procession de la Chapelle & s'allèrent ranger dans la Salle des Gardes. Les Chevaliers & les Officiers de l'Ordre sortirent ensuite de la même manière, & passèrent dans la Salle de Présence. Ils furent suivis par le Roi, précédé du Vice-Chambellan, qui portoit l'Epée de l'Etat, du Chancelier, du Prélat de l'Ordre, du Duc de Cumberland & du Prince de Galles. En passant par la Salle de Présence, il salua les Chevaliers, en ôtant son Bonnet, & se retira dans son Appartement jusqu'au dîner.

Le Dîner étant prêt, le Roi sortit de son Appartement & se rendit en procession, précédé des Hérauts d'Armes, des Officiers de l'Ordre, des Chevaliers, du Prélat de l'Ordre, du Duc de Cumberland, & du Prince de Galles, dans la Salle de Saint-George. Il s'y mit à table, aiant à sa droite le Prince de Galles, & de l'autre côté le Duc de Cumberland. Une autre Table étoit destinée pour les Chevaliers. Ils s'y rangèrent sur une même ligne, aiant le Bonnet sur la tête. Après le premier service, le Roi but dans une Coupe d'Or à la santé des Chevaliers, qui se tinrent debout & la tête découverte. Ils restèrent dans cette posture pour faire raison au Roi, & se remirent ensuite à leur place. Le second Service étant fini, le Garter s'approcha de la Table du Roi avec les Cérémonies accoutumées, cria trois fois : *Largeffe*, & prononça les Titres du Roi en Latin, en François & en Anglois. S'étant ensuite tourné vers le Duc de Cumberland, il cria deux fois, *Largeffe*, & prononça les Titres de ce Prince en Anglois seulement. Il s'approcha de même de la Table des Chevaliers, cria deux fois : *Largeffe*, l'une pour le Comte de Chesterfield, & l'autre pour le Comte de Burlington, & prononça leurs Titres en Anglois. Après qu'on eut dîné, les Chevaliers se levèrent & se rangèrent dans la Salle; le Prélat de l'Ordre dit Graces; & les Chevaliers firent un révérence au Roi, qui leur ôta son Bonnet & les salua. Le Roi, précédé des Chevaliers & des Officiers de l'Ordre, se rendit dans la Salle de Présence, d'où les aiant salués une seconde fois, il se retira dans son Appartement.

Il faut ajouter à cette Relation, que le soir il y eut un grand Bal; qui dura jusques bien avant dans la nuit; que toute cette Fête fut d'une si grande magnificence, qu'on en avoit peu vu de pareilles en Angleterre; que l'affluence du Monde y fut très considérable, & que l'on prétend qu'elle coûta plus de 5 mille Liv. St., ce qui fait environ 122 mille livres de notre monnoie.

Le 30, le Roi tint un grand Conseil à *Windsor*, dans lequel le Comte de *Chesterfield* reçut la Baguète blanche comme Grand Maître de la Maison du Roi, à la place du Duc de *Dorset*, qui fut en même tems déclaré Viceroy d'Irlande. Cet arrangement avoit été fait dès le commencement du mois: mais on avoit différé jusqu'au 30 à le rendre public, parce que le

Le Duc de Dorset Viceroy d'Irlande; le Comte de Chesterfield Grand Maître de la Maison du Roi. 30 Juin.

A N N É E M D C C X X X.

A V V A I R E S
D I V E R S E S.Mort du Lord
Trevor.
30 Juin.

Princes Indiens.

Ils ont audiance
du Roi.
2. Juillet.Ils prennent leur
audiance de congé.
11 Août.Ils partent pour
s'embarquer.
13 Août.On fait un Trai-
té avec eux.
18, 20 Septem-
bre.

Comte de *Chesterfield*, devant être installé Chevalier de la *Jarretière* le 19, il n'auroit pas pu faire ce jour-là les fonctions de Grand-Maitre.

Le même jour le Lord *Trevor*, Président du Conseil mourut subitement à sa Maison de *Peckam* dans le Comté de *Surrey*, comme il se disposoit à venir au Conseil de ce jour, auquel le Duc de *Newcastle* présida.

En JUILLET, les sept Chefs des Indiens de *Chirakée*, Pais limitrophe de *La Caroline-Méridionale*, furent conduits; le 3, à l'Audiance publique du Roi à *Windsor*, par le Chevalier *Alexandre Commins*, qui les avoit amenés en *Angleterre*. Le plus considérable d'entre eux étoit le Roi *Ouka*; les autres étoient des principaux de sa Cour. Un portoit le titre de Prince & s'appelloit *Carorgusta*; deux avoient le titre de Général, c'étoient *Teshue* & *Winnow-Connowe*. Un quatrième nommé *Oucan Nukah* étoit qualifié de Capitaine. Ils avoient pour Interprète le S. *Banning*, natif de *Spalding* dans le Comté de *Lincoln*, lequel avoit demeuré 14 ans dans leur Pais. Le Roi étoit vêtu d'une Jaquette rouge & couchoit sur une Table dans une Couverture. Les autres étoient nus, ne portant qu'un simple Tablier, & couchoient à terre. Ils avoient été présens, en secret, à la Cérémonie de l'installation des Chevaliers de la *Jarretière*. Ils assistèrent depuis à la revue que le Roi fit près de *Windsor*, du Régiment Roial de Cavalerie, commandé par le Duc d'*Argile* & de celui du Lord *Cobham*, & témoignèrent beaucoup d'admiration des évolutions de ces Troupes. Ils furent très contents lorsqu'on leur fit entendre plusieurs Orgues chés un célèbre Facteur de ces sortes d'Instrumens. La Comédie de l'*Empereur dans la Lune*, & celle du *Docteur Faustus* qu'on leur fit voir, ne les amusa pas moins: mais ce qui leur causa le plus d'étonnement & d'admiration furent les *Tours* du fameux Joueur de Gobelets *Fawkes*, qu'ils virent à la Foire de *Saint-Barthelmi*. Le plaisir qu'ils y prirent fut si grand qu'ils convinrent que rien de ce qu'on leur avoit fait voir jusqu'alors ne leur en avoit tant fait; & qu'ils demandèrent à les voir encore une fois. Ils eurent leur audiance de congé du Roi & de la Famille Roiale, le 11 d'Août à *Windsor*. Ils revinrent le même jour à *Londres* pour en voir les curiosités. Pendant le séjour qu'ils y firent, on tira par ordre du Roi leurs Portraits pour les placer dans une des Pièces du Château de *Windsor*. Ils partirent de *Londres* le 13 d'Octobre, pour aller s'embarquer à *Portsmouth*. On avoit ordonné 500 Liv. St. pour les defraier pendant qu'ils séjourneraient en *Angleterre*. Le but de leur voiage avoit été de rendre hommage au Roi & de l'assurer de l'attachement & de la fidélité de leurs Compatriotes. Le 18 de Septembre, un détachement des Grenadiers à pied les prit à leur Logis, & les conduisit à l'*Office des Plantations* à *Witheal*, où les *Commissaires des Colonies* s'étoient assemblés pour leur faire part des Articles du Traité que l'on étoit convenu de faire avec eux. On les y reconduisit le surlendemain, pour la signature de ces Articles. En approchant des Commissaires, ils chantèrent des Chan-

A N N É E M D C C X X .

I.
AFFAIRES
DIVERSES.

sons de leur Païs , après quoi l'Interprète , à qui l'on fit prêter Serment de rapporter fidèlement ce qu'ils diroient , eut ordre de leur faire savoir , *Qu'ils avoient été mandés pour s'unir en paix avec le Roi GEORGE & son Peuple ; & de leur demander , s'ils avoient à proposer touchant le Contrat autre chose que ce que renfermoient les Articles dont on leur avoit fait part , & dont ils étoient convenus.* Là-dessus , le *Roi Indien* , s'étant levé , remit une grande Plume d'Oiseau , qu'il avoit à la main , au Prince *Carorgusta* , qui , s'adressant aux *Commissaires* , leur dit , *Qu'ils étoient très sensibles au bon traitement qu'ils avoient reçu depuis leur arrivée , & qu'ils agiroient toujours bien avec les Anglois : Qu'ils étoient venus nus comme des Vers de terre , & qu'on les avoit revêtus de beaux habits : Qu'ils n'oublieroient jamais un procédé si bienfaisant , & qu'ils en informeroient leurs Compatriotes.* Le Prince mit ensuite sur la Table la Plume d'Oiseau avec un morceau de peau , disant , *Que cela seroit aussi bon que la Bible pour confirmer le Contrat avec le Roi GEORGE.* Il ajouta , *Qu'un Pere n'aime pas plus son Fils qu'ils n'aimeroient les ANGLAIS.* C'est de cette manière que ces *Indiens* conclurent la Paix. Les *Commissaires* leur dirent après cela , qu'ils auroient une Copie du Contrat scellée du Cachet du Roi , & que le Gouverneur leur feroit tout le bon traitement possible. Alors le *Roi Indien* , se levant une seconde fois , embrassa les *Commissaires* ; les autres Chefs en firent de même , & se mirent ensuite à chanter comme en entrant. Après quoi les *Commissaires* les firent reconduire à leur Logis.

On ouvrit à *Dublin* une nouvelle Banque sur un Fonds très assuré. Les Intéressés devoient avoir 2. Liv. St. , 10 Sh. par an pour l'intérêt de leur Capital , dont ils seroient remboursés à leur volonté.

On arrêta le nommé *Mackintosh* , accusé d'avoir mal parlé du Roi , & bu à la santé du Prétendant.

Le 15 les Sessions finirent à *Old-Bayli* , sans que personne y reçut Sentence de mort , ce qui n'étoit pas arrivé à *Londres* depuis bien des années. C'est ce qu'on appelle *Session Vierge* ; & quand ce cas arrive dans les différentes Provinces , la coutume est que le Sheriff fasse présent aux Officiers de la Cour de Gands blancs ou de 5. Liv. St. en argent.

Le Lieutenant-Général *Macartney* , Gouverneur de *Portsmouth* & Colonel d'un Régiment d'Infanterie , mourut à *Kensington*.

Dans un grand Conseil tenu le 21 , il fut résolu de faire embarquer incessamment cinq Régimens d'Infanterie d'Angleterre & trois d'Irlande pour aider , conformément au Traité de Seville , le Roi d'Espagne à faire entrer six mille Espagnols dans les Places de *Toscane* & du Duché de *Parme* ; que ces Régimens seroient renforcés par quelques Troupes des Garnisons de *Gibraltar* & de *Port-Mahon* ; & qu'au-lieu de Cavalerie on en fourniroit l'équivalent en Argent ou bien en Vaisseaux.

Il y eut le même jour 40 mille Onces d'Argent , 3 mille d'Or en Espèces ,

Nouvelle Banque à *Dublin*.
8 Juillet.Partisan du Prétendant arrêté.
11 Juillet.Session Vierge à *Old-Bayli*.
15 Juillet.Mort du Lieutenant Gen. *Macartney*.
18 Juillet.Résolutions du Conseil en faveur du Roi d'Espagne.
21 Juillet.

Argent déposé

A N N É E M D C C X X .

I.
A F F A I R E S
D I V E R S E S .

Pour la Hollande.
21 Juillet.
Vaisseau arrivé.
Juillet.

80 mille de Poudre d'Or déclarées à la *Douane* pour *Hollande*.

Il arriva de *La Jamaïque* à *Bristol* un Vaisseau Marchand. Il avoit été pris dans son passage par un *Garde-Côte Espagnol*. Après qu'on eut pillé les Agrès & partie de sa Cargaison, fait souffrir au Capitaine ainsi qu'à tout l'Equipage divers tourmens, pour savoir d'eux s'ils avoient de l'Argent ou du Bois de Campêche à bord, on les avoit renvoyés sans Habits ni Couvertures.

Charge rétablie.
21 Août.

En A O U T , le Roi signa le Brevet de Maître des Chiens de Sa Majesté, pour la Chasse du Renard & pour celle du Lièvre, avec deux mille Liv. Sterl. d'appointemens, en faveur du Comte de *Carlisle*. Cette Charge avoit été supprimée par le Roi *Guillaume*.

Argent déclaré.
21 Août.

On déclara à la *Douane* pour *Hollande* 30 mille Onces d'Argent, 30 mille d'Or & mille de Poudre d'Or.

Mort & Testa-
ment du Docteur
Green.
Août.

Le Docteur *Green*, Membre du Collège de *Clare* à *Cambridge*, mourut dans les derniers jours de ce mois, laissant tout son bien à ce Collège, à condition de faire imprimer ses Ouvrages posthumes, & disséquer son Corps pour en mettre le Squelète dans la Bibliothèque du Collège, à côté des Tablettes où l'on avoit placé les Livres qu'il avoit donnés de son vivant.

Mort du Duc de
Cleveland.
29 Septembre.

En S E P T E M B R E ; *Charles Filtz-Roi*, Duc de *Cleveland* & *Southampton*, Chevalier de la *Jarretière*, Fils naturel de *Charles II*, mourut, le 20, à *Londres*, âgé de 72 ans. Sa Mère étoit *Barbe Villiers*, Héritière de *Guillaume Villiers*, Vicomte *Grandison* en *Irlande*, & Femme de *Roger Palmer* Comte de *Castelmains*. *Charles II* la créa Dame de *Nonsuch*, Comtesse de *Southampton* & Duchesse de *Cleveland*. Elle eut du Roi six Enfans, desquels l'aîné fut celui dont il s'agit. Il étoit né en 1662, & fut créé Duc de *Southampton* en 1675, & Duc de *Cleveland*, après la mort de sa Mère arrivée en 1709. Il laissa pour Héritier de ses Biens & de ses Titres le Comte de *Chichester* son Fils unique. Son Corps fut inhumé quelques jours après dans l'Eglise de l'Abbaie de *Westminster* avec beaucoup de pompe. Le Poêle étoit porté par les Ducs de *Dorset*, de *Kent*, de *Bolton*, de *Rusland*, & de *Montague*, tous Chevaliers de la *Jarretière*.

Libelle séditieux.
26 Septembre.

Watson Imprimeur fut arrêté par deux Messagers d'Etat pour avoir rendu public un Libelle intitulé. *PROTESILAU*, ou le Caractère d'un méchant Ministre d'Etat.

Statue du Duc
de Malborough.
Septembre.

La Duchesse Douairière de *Malborough* chargea le célèbre Sculpteur *Rysbrack* de faire la Statue de feu Duc son Epoux pour être posée à *Blaukeim* sur une Colonne d'ordre Dorique de 10 pieds de Diamètre, laquelle devoit contenir une Inscription où ses Actions les plus éclatantes seroient rappelées. La Duchesse s'engagea de paier pour le tout au Sculpteur 3 mille Livres Sterling.

Poète Païsan
gratifié par le Roi
& par la Reine.
Septembre.

Un Païsan, que l'on nommoit *Etienne Duck*, ayant présenté au Roi quelques Poésies qui furent trouvées ingénieuses, le Roi le gratifia d'une Pension de

ANNEE M D C C X X I.

L
AFFAIRES
DIVERSES

30 Livres Sterling, & d'un Logement dans le Parc de *Richemont*. Le mois suivant, le même *Etienne Duck* présenta à la Reine un Poème au sujet des bienfaits, qu'il avoit reçus du Roi; & la Reine fit augmenter sa Pension jusqu'à 80 Liv. Sterl., & lui donna pour son logement l'Hermitage, qu'elle avoit fait bâtir dans le même Parc de *Richemont*. Elle ordonna de plus au *S. Gervase* Peintre du Roi, de faire en grand le Portrait d'*Etienne Duck*, & de le représenter tenant un fléau d'une main, & *Milton* de l'autre. Ce Portrait fut destiné pour le Château de *Windsor*.

En OCTOBRE, il revint de *La Jamaïque* à *Falmouth*, un Vaisseau, lequel avoit été pris dans son passage, le 17 d'Août, par un *Garde-Côte Espagnol*, qui l'avoit conduit près du Cap *Corientes*, & ne l'avoit relâché qu'après avoir enlevé la plus grande partie de sa Charge, presque toutes ses Provisions & les Habits de l'Equipage.

Vaisseau arrêté
après avoir été
pillé par les Espa-
gnols.
13 Octobre.

Un Vaisseau neuf du port de 300 Tonneaux, revenant de *La Virginie* chargé de Tabac & d'autres Marchandises, échoua sur la Côte d'Irlande près de *Kensale*, & presque tout l'Equipage fut noyé.

Vaisseau échoué.
14 Octobre.

La Maison du *S. George Parker*, riche Négociant de *Bristol* fut entièrement consumée par les Flâmes. On ne douta point que le feu n'eût été mis par des Gens inconnus qui, quelques jours auparavant, l'avoient menacé par un Billet de l'assassiner ou de le brûler dans sa Maison avec ses deux Sœurs, s'il ne mettoit une certaine Somme dans un endroit qu'ils indiquoient. Il y eut des ordres donnés pour faire des recherches de ces Incendiaires, avec une récompense promise à ceux qui les découvroient. Avant la fin du mois, on arrêta plusieurs personnes que l'on soupçonnoit être du nombre de ces Gens-là: mais on reconnut bientôt qu'ils étoient innocens à cet égard. Les Incendiaires continuoient d'envoyer presque tous les jours dans différentes Maisons des Lettres pareilles à celle qu'ils avoient écrite au *S. Parker*. Le *S. Botley* en reçut deux, par lesquelles on le menaçoit de l'assassiner ou de brûler sa Maison, s'il ne mettoit pas 20 Guinées dans un certain endroit. Il les y fit mettre deux fois sans que personne les vint retirer. On repandit en même tems dans la Ville différentes Lettres, par lesquelles on menaçoit de mettre le feu aux Magasins de Chanvre des *Srs. Far, Teague, King & Clemens*, & du Capitaine *Day*, s'ils ne mettoient pareillement une certaine quantité de Guinées aux endroits, qu'on leur nommoit; ce qui mit ces Messieurs dans la nécessité de faire transporter ailleurs la plus grande partie de leurs Marchandises. On mit des Gardes aux Avenues de ces Magasins, ainsi qu'à celles de la Maison du *S. Botley*. On publia de plus une Ordonnance, qui portoit, Que comme depuis la Prime de 202 Liv. Sterl. promise à ceux qui pourroient découvrir quelqu'un des Incendiaires, ces malheureux n'avoient pas laissé d'envoyer diverses Lettres à d'autres Habitans de la Ville avec menaces qu'en cas qu'ils ne portassent pas aux endroits assignés une plus grosse Somme que celle qu'ils avoient demandée, ils mettroient le feu non seulement à leurs Maisons,

Maison brûlée
à Bristol, &c.
15 Octobre, &c.

I.
AFFAIRES
DIVERSES.

Proclamation
du Roi à ce sujet.
Décembre.

Vaisseau brûlé.
16 Octobre.

Mort de l'Evêque
de Durham.
21 Octobre.

Charges données.
Octobre.

Gouverneur du
Duc de Cumberland.
Octobre.
Gouvernement
donné.
Novembre.

Nouveau Cheva-
lier du Chardon.
Novembre.

Charges en Écos-
se données.
3 Décembre.

mais encore à toutes celles du voisinage, & ne cesseroient pas qu'ils n'eussent réduit à la mendicité tous les Habitans de la Ville; le Magistrat, promettoit, outre la récompense de 202 Liv. Sterl. déjà promise, une autre Prime de la même Somme à ceux qui découvroient les Auteurs ou Complices de ces Lettres. La même chose arriva dans le Comté de Kent. Un Particulier de Rochester reçut une Lettre contenant de pareilles menaces, s'il ne faisoit mettre dix Guinées dans le creux d'un Arbre qu'en lui marquoit. Cela fut cause que le Roi fit publier au commencement de Décembre une Proclamation, dans laquelle, il promettoit, outre une récompense de 300 Liv. St., le Pardon aux Complices même qui se déclareroient & découvroient les autres, excepté ceux qui par eux-mêmes auroient mis le feu à quelque Maison; & défendoit, sous peine d'enourir son indignation, de porter aucun Argent, ou de faire aucune autre chose en conséquence des menaces des Incendiaires. Quelques jours après, le Grand-Juré de Westminster présenta plusieurs Requêtes contre diverses Persones détenues dans la Prison, de Newgate, lesquelles l'on accusoit d'avoir écrit ou d'avoir envoyé des Lettres menaçantes pour extorquer de l'Argent.

Un Vaisseau qui rapportoit de France tous les Equipages, les Meubles & l'Argenterie du S. Horace Walpole fut brûlé à la vue du Port de Clys dans le Comté de Norfolk.

Le Docteur Talbot Evêque de Durham, Lord-Lieutenant du Comté de Middlesex, & l'un des Gouverneurs de l'Hôpital de la Chartreuse, mourut le 21 & fut inhumé le 22 au soir avec beaucoup de pompe, dans l'Eglise Paroissiale de Saint-James. Son Evêché, l'un des plus considérables du Roiaume, & qui rapporte 8 à 9 mille Livres Sterling, fut donné au Docteur Chandler Evêque de Litchfield & Coventri.

Le Comte de Tankerville & le Lord Guilford furent faits Gentilshommes de la Chambre du Prince de Galles. Le premier eut la place vacante par la démission du Lord Charles Cavendish le plus jeune des Frères du Duc de Devonshire. Le S. Charles Montague, précédemment Membre du Parlement pour la Ville & Liberté de Westminster, fut fait Auditeur du Prince, à la place du feu S. Daniel Dering.

Le S. Pointz, ci-devant Ambassadeur Plénipotentiaire au Congrès de Soissons, fut nommé Gouverneur du Duc de Cumberland.

En NOVEMBRE, le Gouvernement de Portsmouth, rapportant 40 Shellings par jour, & vacant par la mort du Lieutenant-Général Makerrney, fut donné au Duc d'Argile.

Le Comte de Dunmore, Colonel du troisième Régiment des Gardes à pied & l'un des seize Pairs d'Ecosse aiant Séance au Parlement de la Grande-Bretagne, fut fait Chevalier du Chardon.

En DÉCEMBRE, le Duc de Newcastle & le Lord Harrington furent nommés pour exercer conjointement l'Office de Garde du Petit-Sceau en Ecosse. Ils prêtèrent Serment à l'Échiquier le 5; & le S. Mac Millan fut

ANNEE MDCCXX.

I.
AFFAIRES
DIVERSES.

fut fait Député Garde du Petit-Sceau d'Ecosse, pour exercer sous les deux Lords & résider en Ecosse.

La Société Royale de Londres, continua le Chevalier Baronet, *Hans Sloane* en qualité de Président, & choisit le Docteur *Cromwel Mortimer* pour Secrétaire, à la place du feu Docteur *Rütti*.

Le S. *Colley Ciber* obtint l'Emploi de Poète du Roi, vacant par la mort du S. *Laurent Eusden*.

Le S. *Edouard Southwel*, Secrétaire d'Etat & Membre du Conseil-Privé d'Irlande, & Premier Clerc du Conseil-Privé d'Angleterre, mourut subitement à Londres, âgé de 63 ans. Ses Biens montoient à 9 mille Liv. St. de rente. Il laissa 30 mille Liv. Sterl. en Capital à son second Fils, & donna tout le reste à l'ainé, qui lui succédoit dans sa Charge de Secrétaire d'Etat d'Irlande, en vertu d'une concession du feu Roi.

Le Chevalier *Charles Wager*, l'un des Commissaires de l'Amirauté, fut choisi pour être un des Membres de la Société pour la Propagation de l'Evangile dans les Païs Etrangers.

Officiers de la
Société Royale.
11 Décembre.

Nouveau Poète
du Roi.
14 Décembre.

Mort du S. E-
douard Southwel.
Décembre.

Le Chev. Wager
agréé à la Soc. de
la Prop. de la Vol.
Décembre.

II.
M A R J N E.
Vaisseaux en
Commission.
Janvier.
Février.

Mars.
Mai.

6 Juillet.

31 Juillet.

Commissaires de
l'Amirauté nom-
més ou confirmés.
Mai.

Bâtimens en-
voies pour le Ser-
vice de l'Espagne.
22 Juin.

Vaisseaux pour
Terre-Neuve.
23 Juillet.
Vaisseaux &
Troupes envoyés à
l'île de Jersey.

II. L E s Commissaires de l'Amirauté mirent pendant cette année 7 Vaisseaux en Commission, dont un en JANVIER; un autre en FEVRIER, lequel fut destiné pour aller avec deux autres, auxquels on avoit donné les mêmes Ordres le mois précédent, remettre le Lord *Forbes* à son Gouvernement des Iles sous le Vent, & de là protéger le Commerce de la Nouvelle-York & de La Caroline-Méridionale, & donner la Chasse à des Forbans, qui s'étoient fait voir sur les Côtes de ces Colonies; deux en MARS, à Portsmouth; en MAI, un de 80 Canons, pour être joint à dix autres, qui s'étoient rendus à Spithead, pour former l'Escadre que l'on devoit envoyer de concert avec le Roi d'Espagne dans la Méditerranée, & dont le Commandement avoit été donné le mois précédent au Chevalier *Charles Wager*; en JUILLET, une Frégate nouvellement bâtie à Deptford, laquelle devoit aller à Rames & porter 100 Hommes; & une Galiote à Bombes. En MAI, le Roi nomma le Vicomte de Torrington, les Chevaliers *Charles Wager*, *Thomas Littleton*, & *Thomas Franckland*, le Lord *Archibald Hamilton*, & les Srs. *Cockburn* & *Winnington* Commissaires pour l'exercice de la Charge de Grand-Amiral de la Grande-Bretagne & d'Irlande. En JUIN, les Commissaires firent partir de Portsmouth pour Gibraltar, un Vaisseau de Guerre avec plusieurs Bâtimens de transport qui ne portoient point de Troupes, & que l'on envoyoit seulement pour servir, quand il seroit question de transporter des Troupes en Italie, conformément au Traité de Seville. Le lendemain deux autres Vaisseaux de guerre partirent pour Terre-Neuve avec l'*Assiente*, Vaisseau de la Compagnie du Sud destiné pour Buenos-Ayres.

En OCTOBRE, trois Vaisseaux de guerre mirent à la voile de Portsmouth pour l'île de Jersey, portant six Compagnies de Marine commandées par

Tome XIV. Partie L.

E c

II.
MARINE.

Vaisseaux d'Ostende
attaqués
par les Anglois.
2. Février.

le Capitaine *Horgrowe*. En FÉVRIER, deux Vaisseaux d'Ostende, que l'on avoit vus pendant quelques jours du côté de *Bengale*, furent rencontrés à l'embouchure du *Gange* par l'Escadre Angloise & Hollandoise. Le Capitaine *Goffright*, qui montoit le Vaisseau Anglois le *Fordwich* & qui ce jour-là commandoit l'Escadre, envoya le Vaisseau la *Princesse-Caroline* attaquer les deux Ostendois. Dès qu'il fut à portée du plus petit de ces Vaisseaux, il lui tira un coup de Canon qui blessa deux Hommes, & manqua tuer le Capitaine, qui voyant le Vaisseau le *Duc-d'York* prêt à l'aborder, se rendit à la *Princesse-Caroline*. L'autre Vaisseau, qui s'étoit tenu hors de portée d'être attaqué, regagna son premier poste. Le *Duc-d'York* & la *Princesse-Caroline* conduisirent leur Prise à *Calcutta* près du *Fort-Guillaume* dans la Baie de *Bengale*. Ce Navire n'avoit pas plus du tiers de sa Cargaïson. Il avoit envoyé le reste par des Bâtimens du Pais à *Coblon* près du *Fort-Saint-George*, & devoit aller l'y reprendre. En AOÛT, les nouveaux Bâtimens de l'Hôpital de *Greenwich* devant être achevés à la fin de Septembre, les Commissaires de l'Amirauté nommèrent cent Matelots hors d'état de servir, pour y être reçus alors.

Matelots reçus
à l'Hôpital de
Greenwich.
Août.

III.
BANQUE ET
COMPAGNIES DE
COMMERCE.
Banque.
Dividende.
30 Mars; Sep-
tembre.

Officiers conti-
nués.
18 Avril.

Comp. de Turquie.
Vaisseaux de re-
tour.
3 Juillet.
30 Juillet.

Comp. d'Afrique.
Vaisseaux de re-
tour.
Mars.
Mai.

Officiers.
25 Janvier.

Comp. des Indes
Orientales.
Vaisseaux de re-
tour.
Mars.

III. DANS l'Assemblée générale de la Banque du 30 de MARS, le Dividende de la demi-année, qui devoit échoir le 5 d'Avril fut fixé à trois pour cent; & dans une autre Assemblée de la fin de SEPTEMBRE, celui de la demi-année qui devoit échoir le 5 d'Octobre, fut fixé à deux & trois quarts pour cent. En AVRIL, une Assemblée générale des Intéressés de la même Compagnie continua le *S. Samuel Holden* pour Gouverneur, & le *S. Edouard Bellamy* pour Député-Gouverneur.

La Compagnie de Turquie eut cette année cinq Vaisseaux de retour dans le mois de JUILLET; d'abord deux, arrivés le 3 à la hauteur des Dunes, & revenant avec une riche charge de *Scanderone*; ensuite trois, lesquels abordèrent aux Dunes, & revenoient de *Smirne*.

La Compagnie d'Afrique eut aussi deux Vaisseaux de retour, dont un arriva dans le mois de MARS, aux Dunes, venant du Cap *Coastcastle*, avec une riche Cargaïson d'Or & de Dents d'Eléphant; & l'autre en MAI, parti du *Fort Saint-George* sur la Rivière de *Gambie*, & rapportant une grande quantité de Cire & de Dents d'Eléphant. En JANVIER, cette Compagnie choisit le *Roi* pour Gouverneur, le Chevalier *Robert Sutton* pour Sous-Gouverneur, & le Chevalier *Richard Loke*, pour Député Gouverneur. Le lendemain, elle nomma ses 24 Directeurs, dont il n'y en eut que 10 de nouveaux.

La Compagnie des Indes-Orientales eut cette année 14 Vaisseaux de retour; un à *Plymouth* au mois de MARS, apportant de *Mocha* & de *Bombay*, 2 mille 905 Balles de Caffé, qui faisoient la plus grande partie de sa Cargaïson; deux en MAI, dont le premier, parti des Dunes en Décembre

ANNÉE MDCCXX.

1727, que l'on attendoit avant la fin de 1729, & que les Vents contraires avoient retenus, arriva de *Bengale* à *Torbay*, rapportant entre autres Marchandises, 17 cens 61 Balles de *Caffé*; l'autre revenant de *Mocha* chargé de 780 mille Livres de *Caffé*; quatre en *JUILLET*, dont deux d'abord arrivés à *Plymouth* de la *Chine*, ensuite les deux autres à *Douvres*, venant aussi de la *Chine*; un en *AOUT*, revenant encore de la *Chine*; en *SEPTEMBRE*, cinq revenant de *Bengale*, dont un arriva le premier à *Portsmouth*, trois autres aux *Dunes* quinze jours après, & le cinquième arriva dans le même tems à peu près à la hauteur de *Darmouth*, & ne put aborder de plusieurs jours à cause du vent contraire. Dans le même mois, la Compagnie prit à son service 13 Vaisseaux pour envoyer, un à la *Chine*, 2 à *Bombay*, 1 à *Bencolen*, 1 à *Mocha*, & le reste à *Madras* & à *Bengale*; & choisit le *S. François Everest* pour Gouverneur du *Fort-Marlborough* à *Bencolen* dans l'Ile de *Sumatra*. En *OCTOBRE*, elle perdit un Vaisseau nouvellement revenu des *Indes*, auquel le feu prit, le 29, sur les 11 heures du matin. On avoit heureusement déchargé la plus grande partie de la Cargaison. Il y restoit encore à bord 12 cens Sacs de *Salpêtre* & 30 Tonneaux de *Bois rouge* avec un jeune *Eléphant*, le plus beau qu'on eût amené jusqu'alors en *Angleterre*. Cinq autres Vaisseaux de la Compagnie auroient été brûlés de même, s'ils n'avoient promptement coupé leurs *Cables* pour gagner le large. En *FÉVRIER*, elle fit déclarer à la *Douane* 260 mille onces d'argent pour les *Indes-Orientales*. En *MARS*, elle fit porter à la Tour une quantité considérable de matières d'Or pour en frapper des *Guinées* & des *Pièces* de cinq *Guinées*, jusqu'à la valeur de 12 mille *Liv. St.*, sur lesquelles elle en paia 100 au Gouvernement pour la continuation de son Ocroi. En *JUILLET*, plusieurs Marchands de *Caffé* & de *Thé* prièrent la Compagnie par une Requête de renvoyer au mois de *Mars* de l'année suivante la vente de *Caffé* & de *Thé*, qu'elle devoit faire au mois de *Septembre* de cette année. Il leur en restoit une très grande quantité dont cette vente auroit au moins retardé le débit.

Dans une Assemblée générale des Intéressés de la *Compagnie du Sud*, qui se tint le 3 de *FÉVRIER*, on fixa le *Dividende* pour la demi-année échue à la *Saint-Michel* 1729 à deux pour cent, & l'on avertit que l'on commenceroit à le paier le 1 de *Mars*. Le *Dividende* de la demi-année suivante fut fixé de même dans une Assemblée du 21 de *Juillet*, & l'on décida qu'il seroit déclaré le 22 d'*Août*, ainsi que le paiement des 6 pour cent qui revenoient aux Propriétaires d'un million de *Capital*, que le Gouvernement avoit racheté. Dans l'Assemblée du 3 de *Février*, il fut unanimement résolu de prier le *Roi* de vouloir bien continuer d'être le Gouverneur de la Compagnie. L'Adresse à ce sujet fut présentée quelques jours après; & le *Roi* répondit, *Que dans tous les tems il seroit bien aisé de donner des marques de son affection pour un Corps si considérable.* Quelques jours après

III.
BANQUE ET
COMPAGNIES DE
COMMERCE.

2 Mai.

Mai.

8 Juillet.

15 Juillet.

25 Août.

6 Septembre.

21 Septembre.
&c.

Vaisseaux frétés.
7 Septembre.

Gouvernement
donné.
29 Septembre.

Vaisseau brûlé
29 Octobre.

Argent déclaré
à la Douane.
25 Février.
Argent porté à
la Tour.
Mars.

Requête des Mar-
chands de *Caffé*,
&c.
19 Juillet.

Comp. du Sud,
Dividende.
3 Février, 21
Juillet.

Le Roi prie de
restes Gouver-
neur.
3 Février.

III.
BANQUE ET
COMPAGNIES DE
COMMERCE.
Election des Offi-
ciers.
14, 17 Février.

Retour du Vail-
seau le Prince Fré-
déric.
Avril, &c.

Autres Vaisseaux
de retour.
Mars.
25 Juillet.

Boët.
23 Septembre.

29 Octobre.
27 Novembre.

on tint une autre Assemblée générale pour l'Election des principaux Offi-
ciers. Le Roi fut nommé Gouverneur. Le Chevalier *Jean Eyles* eut, pour
être continué Sous-Gouverneur 13 cens 42 Voix, contre le S. *Rudge*, qui
fut nommé par 821 Voix. Le S. *Hopkins* & le S. *Jean Hambury* concou-
roient pour la place de Député-Gouverneur, mais le second l'emporta de
15 cens 29 Voix contre 730. Cette Election avoit été précédée de beau-
coup de brigues, & ne pouvoit rouler que sur un grand nombre de Per-
sones, puisque pour aspirer à l'une de ces deux Charges il falloit être intéressé
dans la Compagnie de mille Liv. St. ; & suivant la dernière Liste que l'on
avoit faite des Propriétaires d'Actions, 3 mille avoient droit de prétendre à
ce demi de Liv. St. on comptoit que le nombre des Actionnaires, dont l'intérêt
étoit au dessous de mille Liv. St. montoit à 25 mille Persones. Le 17 on
acheva l'Election des 30 nouveaux Directeurs de la Compagnie ; & la Liste
du Chevalier *Jean Eyles* l'emporta du double sur celle du S. *Rudge* son
Compétiteur. Le Vaisseau le *Prince-Frédéric*, avec une charge estimée un
million Sterling. Il portoit entre autres choses 1062 Cirons de Cochenille,
huit de la valeur de 400 mille Liv. Sterling ; 1062 Cirons de Cochenille,
218 Cirons d'Indigo, quantité de Bois de Campêche. Il entra le 11 dans
la Tamise, & les Directeurs de la Compagnie envoièrent un grand nom-
bre de Chaloupes au devant, de peur de quelque accident, parce que ce
Bâtiment tiroit beaucoup d'eau, quoiqu'il ne fût fait que depuis cinq ans,
& que ce fût son premier Voïage : mais il étoit si fort endommagé par les
Vers, que quand on le visita quelques mois après, on le trouva totalement
hors d'état de servir, & l'on ordonna qu'il fût mis en pièces. Le 14 on trans-
porta dans plusieurs Charères à la Maison de la Compagnie aiant pris
les Chaloupes avoient soulagé ce Vaisseau. Le 24, la Compagnie aiant pris
connoissance de sa Charge fit déclaration à la Douane de 42-mille Livres
d'Indigo, de 167 Tonneaux de Bois de Campêche, & de 190 mille Livres
des *Indes-Occidentales* ; dont un en *Mars*, lequel arriva à *Bristol*, après
avoir été pris dans sa route par un *Garde-Côte Espagnol*, qui l'avoit conduit
à *San-Iago*, dans l'Ile de *Cuba*, & l'avoit relâché quelques jours après ; Un
en *JUILLET*, chargé principalement de *Buenos-Ayres* aux *Dunes*, rapportant
3 mille Cuirs de Buffle & plusieurs autres Marchandises ; Un en *SEPTEMBRE*,
chargé de Tabac & de Sucre, & venu de la *Havane* à *Plymouth*,
52 jours ; Un de 500 Tonneaux en *OCTOBRE*. Ce dernier revenoit
Buenos-Ayres aux *Dunes*, rapportant 12 mille Cuirs, 125 Caisses d'
gent & plusieurs autres Ballots de diverses Marchandises. Tous les V

ANNEE MDCCXX.

seaux que la Compagnie avoit envoiés cette année à la Pêche de la Bale-
ne étoient revenus au commencement de SEPTEMBRE, & n'avoient rap-
porté que 12 Balènes, ce qui n'étoit pas capable de les défraier. En MARS,
la Compagnie prit quatre Vaisseaux à son service, pour les envoyer à la
Traite des Nègres sur la Côte d'Angola, conformément au *Traité de l'As-
sente*. Vers la fin de SEPTEMBRE, un de ses Vaisseaux périt avec toute
sa Charge sur la Côte de Porto-Bello. En JANVIER, elle reçut les *Cedules*
du Roi d'Espagne pour l'admission du Vaisseau de Permission dans les Ports
des Indes-Occidentales, avec la Cargaison & les Facteurs de la Compagnie, de
la même manière qu'avant la dernière Rupture avec la Couronne d'Espagne,
& conformément au rétablissement du *Traité de l'Assente*. La Compagnie
fit travailler en conséquence à l'Armement du Vaisseau le *Prince-Guillau-
me*, qu'elle avoit fait construire exprès pour ce voyage, qui fut en état de
partir à la fin de Juillet, & que l'on fit alors descendre au bas de la *Tamise*,
en attendant qu'il vint un Agent de la part d'Espagne pour le mesurer. Dans
l'incertitude si cette Cour exécuteroit à la rigueur cet Article du *Traité*
de l'Assente, on fit certifier, sous Serment, le mesurage de ce Vaisseau par
quatre Personnes de bonne réputation. On ne doutoit pas que cela ne dût
suffire, & l'on espéroit que le Roi d'Espagne ne feroit pas difficulté de
faire expédier la *Cédule* particulière dont on avoit besoin pour mettre à la
voile & pour être sur d'être bien reçu dans les Ports de Cartagène & de
Porto-Bello. Ce ne fut qu'en SEPTEMBRE que l'on reçut cette nouvelle
Cédule, par laquelle la Cour d'Espagne, pour dédommager la Compa-
gnie de l'interruption de son Commerce, lui donnoit la permission de charger,
pendant dix ans, son Vaisseau de 350 Tonneaux de plus qu'il n'étoit ac-
cordé par le *Traité*. Quelques jours auparavant les Directeurs avoient ap-
pris par une Lettre du S. Keene, Ministre à la Cour d'Espagne, que Sa Ma-
jesté Catholique avoit nommé le S. Louis-Jaques de Beaufort, Gentilhomme
Francois, demeurant depuis dix ou douze ans à Londres, pour être présent
au Jaugeage du Vaisseau le *Prince-Guillaume*. Le S. de Beaufort fit notifier
quelques jours après, qu'il étoit prêt d'exécuter sa Commission; & le jour
pris, il se rendit à bord avec plusieurs Directeurs de la Compagnie. Il y
fut reçu par le sieur Cleland, Capitaine de ce Bâtiment, au bruit de neuf
coups de Canon, des Timbales & des Trompètes. On avoit nommé de
part & d'autre deux Jaugeurs, dont le rapport fut conforme en tout au
Jaugeage, que l'on avoit fait précédemment. Les Directeurs conduisirent
ensuite le S. de Beaufort à Gravesend, & lui donnèrent un repas magnifique.
En OCTOBRE, il délivra le Certificat du Jaugeage à l'Assemblée extraordi-
naire de la Compagnie, qui se tenoit à l'occasion d'une Lettre insérée dans
le *Daily-Post*, par laquelle on insinuoit, Qu'après tant de funestes expé-
riences, les Directeurs étoient très mal avisés d'oser hazarder d'envoyer encore
aux Indes-Occidentales un Vaisseau de la conséquence du PRINCE-GUIL-

III.
BANQUE ET
COMPAGNIE DU
COMMERCE.
Pêche de la Ba-
lène.
Septembre.
Traite des Nè-
gres.
14 Mars.

Vaisseau per-
Cedules du Roi
d'Espagne pour le
Vaisseau de per-
mission.
4 Janvier.

Autre Cédule
1 Septembre.

Agent pour le
Jaugeage du Vais-
seau.
21-Septembre.
Le Vaisseau est
Jaugé.
27 Septembre.

Lettre contrai-
nante l'envoi de ce Vais-
seau, & plaintes
des Directeurs à
ce sujet.
6 Octobre.

III.
BANQUE ET
COMPAGNIES DE
COMMERCE

A N N É E M D C C X X .

Départ du Vaisseau.
13 Novembre.
7 Décembre.

Charitable Corporation.

IV.
COLONIES.
Nouvelle-Angleterre & Rhod-Island.
Vaisseaux pris.
Février.
Ravages des Indiens.
Juillet; Août.

Annapolis-Roiale.
Recrues.
6, 10 Avril.
Nouvelle York.
Charges données.
Mai.

Ile de Saint-Christophe.
Terres cédées.
Décembre.

Ile de Bermude.
Tumulte des Nègres.
Octobre.

La Virginie.
Soulèvement des Nègres.

LAUME. Le Chevalier *Jean Eyles* Sous-Gouverneur s'adressant à l'Assemblée, dit à ce sujet, *Que les Directeurs avoient de très fortes assurances des dispositions favorables de la Cour d'Espagne, envers la Compagnie, & qu'ils n'avoient rien fait que de l'avis de plusieurs Persones des plus habiles.* Ensuite il demanda, *Que ceux des Intéressés que sa conduite avoit satisfait, eussent à lever la main;* ce qui fut fait par presque toute l'Assemblée. Il ne fut plus question que de songer à faire partir le *Prince-Guillaume*, qui se rendit aux *Dunes* le 25 d'Octobre, pour attendre le premier vent favorable. Il mit enfin à la voile le 13 de NOVEMBRE: mais il fut obligé quelques jours après de relâcher à *Spithead*, aiant perdu son grand Perroquet à la hauteur de *Portland*. Il remit à la voile le 7 de DECEMBRE, aiant pour allége le *Snow* le *Saint-Philippe*.

En NOVEMBRE, le Roi permit à la Compagnie appelée la *Charitable Corporation*, établie pour le soulagement des pauvres Industriels, d'augmenter son Fonds Capital qui n'étoit que de 300 mille Liv. St. jusqu'à 600 mille.

IV. EN FEVRIER, les *Espagnols* prirent dans la Baie de *Hunduras* divers Bâtimens appartenans à des Marchands de la *Nouvelle-Angleterre & de Rhod-Island*. En AOUT, le S. *Taylor* nouvellement Lieutenant-Gouverneur de la *Nouvelle-York*, fit donner avis par un Exprès dépêché de *Boston* à *Westbrooke* près de *Picataqua* dans le Nord de la *Nouvelle-Angleterre*, que l'on eût à se tenir sur ses gardes pour n'être pas surpris par les *Indiens*, qui, s'étant assemblés au nombre de mille près de *Rutland* à 40 mille de *Boston*, avoient commis plusieurs ravages.

En AVRIL, on fit embarquer en *Angleterre* soixante hommes de recrues pour *Annapolis-Roiale*, sur un Vaisseau qui partit quatre jours après.

En MAI, le Roi nomma le S. *Guillaume Taylor* Député-Gouverneur de la *Nouvelle-York & de la Baie de Massachusetts*, à la place du S. *Guillaume Dumnor*.

En DECEMBRE, le Gouvernement disposa des Terres occupées précédemment par les *François* dans la partie de l'Ile de *Saint-Christophe*, cédée à l'*Angleterre* par le *Traité d'Utrecht*. La vente de ces Terres produisit plus de 100 mille Livres Sterling.

En OCTOBRE, après qu'on eut transporté dans l'Ile de *La Providence*; une Compagnie indépendante, qui jusqu'alors avoit résidé dans l'Ile de *Bermude*, les *Nègres* de celle-ci s'attroupèrent tumultueusement en grand nombre, & tuèrent quelques Blancs. On prit les armes contre eux. Plusieurs furent faits prisonniers; & dès qu'on en eut fait exécuter quelques-uns, le calme fut rétabli dans l'Ile.

Dans le mois d'AOUT, il y eut un pareil soulèvement des *Nègres* à *La Virginie*. Ils s'assemblèrent en grand nombre aux environs de *Williams-*

ANNE'E M D C C X X X.

IV.
COLONIES.

bourg. On en fit quelques-uns des principaux prisonniers, & plusieurs furent mis à mort. Le reste prit la fuite, & le Peuple s'arma pour les poursuivre & tuer ceux qui refuseroient de se soumettre. Cette Rebellion avoit été causée par le bruit qui s'étoit répandu que le Colonel *Spotswood*, nouvellement arrivé d'*Angleterre*, étoit chargé d'un ordre du Roi de mettre en liberté tous les *Nègres* baptisés.

En MAI, le Roi donna le Gouvernement de *La Caroline-Septentrionale* au S. *George Barrington*; dans le mois d'AOUT, celui du *Fort-Johnson* près de *Charles-Town* dans *La Caroline-Méridionale* au S. *Jaques Tutherford*. En OCTOBRE, il nomma le S. *Thomas Broughton* Lieutenant-Gouverneur. En DECEMBRE, il en nomma le S. *Robert Wright*, Chef de Justice, le S. *Abercombie* Procureur Général, le S. *Jean Hanverson* Secrétaire & Garde des Registres, le S. *Lanne* Maître en Chancellerie pour la même Province.

La Caroline.
Gouvernement
donné.

En FEVRIER, les *Espagnols* prirent & pillèrent plusieurs Bâtimens de *La Jamaïque*. En JUILLET, le nombre des *Nègres* fugitifs & rebelles se trouva si grand, qu'il jeta la terreur parmi les *Anglois* Habitans des Montagnes; & que les Troupes de l'Île ne se trouvèrent pas assez considérables pour les réduire. Sur l'avis que l'on en eut en *Angleterre* dans le mois d'OCTOBRE, deux Vaisseaux de Guerre eurent ordre de partir de *Plymouth* pour se rendre à *Gibraltar*, afin d'escorter les Bâtimens de transport qui se trouvoient dans cette Rade & sur lesquels on embarqueroit trois des Régimens d'Infanterie de la Garnison pour les transporter à *La Jamaïque*.

La Jamaïque.
Vaisseaux pris.
Février.
Soulèvement
des Nègres.
Juillet.

Ordre pour y
envoyer du se-
cours.
Octobre.

V. LE 24 de Janvier, le Roi fit l'Ouverture de la troisième Séance du Parlement, par ce Discours que le Grand Chancelier prononça, parlant au nom de Sa Majesté.

V.
TROISIÈME
SEANCE DU PAR-
LEMENT.
Ouverture.
24 Janvier.

MILORDS ET MESSIEURS,

Harangue du
Roi.

C'est avec une grande satisfaction que je vous apprens que, par la conclusion d'une Paix absolue avec la Couronne d'Espagne, nous sommes enfin affranchis de toutes les difficultés & de tous les inconvéniens, qui résultoient de l'état incertain des Affaires de l'Europe.

Cette Négociation, conduite avec une parfaite union, harmonie & fidélité, tant de ma part que de celle de mes Alliés, n'avoit pour unique but que de prévenir les maux & la confusion d'une Guerre, de laquelle, si malheureusement elle s'étoit une fois allumée en Europe, il n'eût pas été moins difficile de prévoir la fin que de déterminer le succès.

Comme cette Alliance a pour base la teneur & l'intention des Traités précédens, sans autres changemens dans les principaux articles, que ceux qui tendent à faire exécuter plus efficacement les engagemens que les Puissances Contractantes de la Quadruple-Alliance avoient ci-devant pris, il est à présumer

que cet heureux commencement conduira bientôt à terminer le grand Ouvrage d'une Pacification générale.

Mais si, contre toute attente & par ressentiment contre les engagements présents, on excitoit, quoiqu'avec peu d'apparence de succès, de nouveaux troubles en Europe, pour traverser & déconcerter l'accomplissement de ce qu'on vient d'arrêter, je suis sur que mon Parlement ne manquera pas de me soutenir & de m'assister dans une Cause, dont la justice est appuie du concours unanime de tant de Puissances considérables, qui toutes se sont réunies pour assurer l'honneur & le crédit des mesures présentes, & qui doivent employer ensemble leurs forces pour le maintien de nos mutuelles stipulations.

En attendant, je puis vous assurer que j'ai principalement eu soin de consulter l'intérêt immédiat de mes Roïaumes, préférablement à toute autre sorte de considérations, & même au hasard de tout autre événement.

Tous les Traités & Conventions, précédemment faits avec l'Espagne en faveur de notre Commerce & de notre Navigation, sont renouvelés & confirmés. Non seulement on a rétabli l'exercice libre & non-interrompu de notre Commerce pour l'avenir; on est aussi convenu par une Stipulation expresse d'une ample & juste restitution des déprédations & des saisies illicites. En général tous Droits, Privilèges & Possessions, qui, de quelque manière que ce puisse être, appartiennent, soit à moi, soit à mes Alliés, sont solennellement rétablis, confirmés & garantis, & l'on n'a fait aucune concession à mon préjudice, non plus qu'à celui de mes Alliés.

On a posé par ce moyen un fondement, pour l'éloignement de toutes les animosités & méintelligences entre les Roïaumes de la Grande-Bretagne & d'Espagne; & l'on ne sauroit douter que l'exécution fidèle de nos engagements réciproques n'établisse & ne cimenter plus fortement que jamais, l'amitié parfaite, qui doit toujours être entre deux Nations unies par les liens communs d'un intérêt mutuel.

Afin que mes Sujets puissent recueillir de bonne heure les fruits de cette Paix avantageuse, j'ai donné des ordres pour la réduction de mes Troupes de terre, & pour désarmer une grande partie de ma Flote.

MESSEIERS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES,

Par là, les dépenses de l'année courante seront bien moindres que celles des années précédentes; & mon Peuple en aura, comme je l'espère, une satisfaction générale, ainsi que j'en ressens un extrême plaisir. Les estimations convenables de chaque Article de dépense vous seront remises; & je ne doute pas que vous ne m'accordiez les Subsidés nécessaires, pour me mettre en état de remplir mes engagements avec mes Alliés, de la manière la plus efficace pour le Bien Public & la moins onéreuse pour mes Sujets.

Vous verrez par les Comtes, qui vous seront présentés, l'Etat, le Produit &

ANNEE MDCCXX.

V.
TROISIEME
SEANCE DU PAR-
LEMENT.

Et l'Application du Fonds d'Amortissement, conformément à ce que les Actes du Parlement en ont ordonné. Vous ne manquerez pas de prendre en considération l'usage qu'il faudra faire de l'accroissement de ce Produit ; Et vous en pourrés mieux juger, si l'état du Fonds d'Amortissement Et celui des Dêtes de la Nation peuvent permettre de donner quelque soulagement par rapport aux Impositions les plus onéreuses. J'ai tout l'égard possible pour le Fonds d'Amortissement ; Et je vois avec compassion les souffrances des pauvres Artisans Et des Ouvriers employés aux Manufactures. Je m'en rapporte à vous au sujet de ce que l'on peut faire raisonnablement, mais avec de justes précautions, sur ce point si délicat.

MILORDS ET MESSIEURS,

Afin que nous puissions profiter des avantages, que notre situation présente doit naturellement produire, je dois vous recommander de la manière la plus forte une parfaite unanimité, qui puisse faire échouer les espérances de nos Ennemis, tant au dedans qu'au dehors. Les mauvaises insinuations Et les clameurs injustes d'un petit nombre de personnes mal-intentionnées, qui voudroient ébranler la fermeté des Puissances, qui sont déjà mes Alliées, ou qui voudroient en empêcher d'autres de le devenir, seront inutiles, si vous êtes unis de sentimens. Je desiré que l'affection de mon Peuple puisse être la force de mon Gouvernement, comme son Intérêt a toujours été la règle de mes actions Et l'objet de mes souhaits.

Dès que le Roi fut sorti de la Chambre-Haute & que les Communes se furent retirées, les Seigneurs résolurent de présenter une Adresse au Roi. Comme lorsque l'on en fit le rapport le lendemain, elle causa quelques débats, il n'est pas inutile d'en rapporter une partie. Nous félicitons, disoient les SEIGNEURS, Votre Majesté sur son heureux retour dans ce Roiaume, Et nous sommes très persuadés que rien ne peut adoucir le chagrin que son absence nous cause, que l'heureuse Et prudente Administration de la Reine, sous l'autorité de Votre Majesté, dont elle suit l'exemple dans les conjonctures les plus critiques des Affaires. Nous manquons de termes pour exprimer notre joie Et notre reconnaissance, en félicitant Votre Majesté sur la conclusion d'une Paix absolue avec la Couronne d'Espagne ; Et lorsque nous considérons les tendres Et pénibles soins de Votre Majesté pendant toute la durée de l'état incertain des Affaires de l'Europe, nous ne pouvons regarder cet heureux événement que, comme une récompense que le Ciel accorde à l'amour de Votre Majesté pour son Peuple. Toutes les difficultés, qui s'opposoient à notre bonheur, ont enfin été surmontées par le desir empressé que Votre Majesté avoit de prévenir les maux Et la confusion inévitable de la Guerre, dont l'Esprit Humain ne sauroit prévoir les événements même sous la conduite des plus grands Princes ; par une ferme résolution de continuer les préparatifs nécessaires, en cas que la Guerre n'eut pu s'éviter ; Et par

Adresse des Sei-
gneurs.
25 Janvier.

Tome XIV. Partie I.

F F

V.
TROISIÈME
SÉANCE DU PAR-
LEMENT,

la parfaite union, qu'une fidélité mutuelle a fait subsister entre Votre Majesté & ses Alliés. Le reste de cette Adresse répondoit, comme c'est la coutume, aux différens Articles de la Harangue du Roi, dont elle emploioit tous les termes; & vers la fin les Seigneurs, félicitant le Roi sur la réduction des forces de Terre & de Mer, lui disoient; *Que ce qui les engageoit le plus fortement à mettre dans Sa Majesté la plus grande confiance, c'est qu'ils reconnoissoient par expérience que les préparatifs de Guerre ne se faisoient que lorsque les nécessités publiques l'appelloient à la défense de ses Roiaumes, & qu'on les cessoit à l'instant même que leur sûreté le pouvoit permettre.* Ce fut le Lord Falmouth qui fit le rapport de cette Adresse, dont plusieurs Pairs ne purent pas contens. Le Comte de Strafford demanda, s'il n'étoit pas à propos de prendre deux jours pour bien examiner une Adresse de cette importance: avant que de se résoudre à la présenter telle qu'elle étoit. Il ajouta, *Que du tems de la Reine Anne, & lors de la Paix d'Utrecht, on avoit accordé trois jours pour une pareille Adresse.* Sa Proposition fut rejetée, de même que celle que l'on fit ensuite de retrancher les premiers Articles, qui concernoient la Paix, & que j'ai rapportés plus haut. L'Adresse fut présentée telle qu'elle avoit été projetée, & le même jour les Ducs de Bedford, de Leeds, & de Devonshire, les Comtes de Thanet, de Sunderland & de Ker, les Lords Lovelace, Guilford & Harrington & l'Evêque de Landaff, furent introduits dans la Chambre pour y prendre Séance en qualité de Pairs. La Réponse que le Roi fit à l'Adresse, portoit, *Qu'il ne doutoit point que ses Sujets ne retirassent de grands avantages du Traité qu'il venoit de conclure avec l'Espagne; Qu'il feroit son principal soin de le faire exécuter, & que rien ne l'y pouvoit engager plus efficacement que les assurances qu'ils lui donnoient de l'assister, en cas que quelques Puissances, mécontentes des mesures que l'on avoit prises, voulussent exciter de nouveaux troubles.*

Quarante Pairs
dans la Chambre-
Basse.

Réponse du Roi.

Adresse des Com-
munes.
27 Janvier.

Le lendemain les Communes présentèrent leur Adresse. Elle avoit pour but de féliciter le Roi de son heureux retour dans ses Roiaumes, & de la juste & prudente Administration de la Reine pendant son absence; de témoigner à Sa Majesté leur très humble reconnaissance de sa résolution & de sa sagesse à surmonter toutes les difficultés, qui retardoient la conclusion de la Paix avec l'ESPAGNE; & de l'assurer que la CHAMBRE feroit tous ses efforts, afin de fournir à Sa Majesté les Subsidés nécessaires pour remplir ses engagements & pour soulager en même tems les Peuples. C'est ce que les Communes disoient allés au long, en insistant sur les avantages de la Paix conclue avec l'Espagne, & reprenant suivant l'usage tous les termes de la Harangue du Roi. Lorsque l'on en fit le rapport, le Parti contraire à la Cour proposa de supprimer tout le Corps de l'Adresse & d'assurer en deux mots & d'une manière générale, Sa Majesté, de l'attachement constant & du zèle de la Chambre pour Sa Personne Royale, pour son Gouvernement, pour Sa Famille; & qu'elle soutiendrait efficacement Sa Majesté dans toutes les

ANNEE M D C X X I.

mesures qui seroient nécessaires pour l'honneur & la dignité de Sa Couronne, & pour l'intérêt & le bien de son Peuple. Il y eut à ce sujet quelques débats : mais, sur la Question, Si l'Adresse subsisteroit telle qu'on l'avoit dressée, l'Affirmative l'emporta de 262 voix contre 129. La Réponse du Roi fut, Qu'il se promettoit que les assurances, qu'il recevoit de la part des Communes, qu'elles le mettroient en état d'exécuter ses engagements avec ses Alliés, contribueroient beaucoup à l'établissement d'une Pacification générale en Europe : Qu'elles pouvoient être assurées que leur confiance en lui ne seroit employée que pour conserver la tranquillité publique, défendre les droits & les intérêts de son Peuple, & maintenir son honneur & sa dignité.

Les Communes résolurent le 26 de Janvier d'accorder un Subside au Roi. Le lendemain cette Résolution fut confirmée; & les premiers jours du mois suivant, elles accordèrent 10 mille Matelots pour le Service de l'année 1730, à raison de 4 Liv. Sterl. par mois chacun, y compris l'Artillerie & certains 13 mois dans l'année; elles accordèrent en même temps pour l'ordinaire de la Marine, y compris les Officiers à la demi-paie, 213 mille, 168 Liv. Sterl., 16 Shell., 5 Den.; Résolution qui fut confirmée trois jours après. Le surlendemain, elles résolurent en Grand Comité, Que le nombre effectif d'Hommes pour les Gardes & Garnisons de la Grande-Bretagne de Jersey & de Guernsey, seroit pendant l'année courante de 17 mille 709, y compris les Officiers en Commission & sans Commission, les 18 cents 15 Invalides, & les 555 Hommes des 6 Compagnies Indépendantes employées dans les Adouanques d'Ecosse; qu'elles accorderoient pour l'entretien de ces Troupes 615 mille, 484 Liv. Sterl., 17 Shell., 1 Den. $\frac{1}{2}$; & pour les Garnisons des Places d'Amérique, de l'Ile de Minorque & de Gibraltar, ainsi que pour les Provisions des Garnisons d'Annapolis-Roiale & de Plaisance 160 mille, 235 Liv. Sterl., 8. Shell. 1 Den. $\frac{1}{2}$. Le Prince de Galles se trouva ce jour-là dans la Chambre-Basse pour entendre les Débats. Lorsque cette dernière résolution fut approuvée le lendemain, le Parti contraire à la Cour proposa, de présenter une Adresse au Roi pour lui représenter qu'après avoir accordé le nombre de Troupes demandé par l'Etat remis devant la Chambre, les Communes espéroient que Sa Majesté, par ses justes égards pour la Constitution du Royaume & par son ardent desir de soulager ses Peuples, ne manqueroit pas à la première occasion de faire une grande réduction de ses Troupes de Terre. La Proposition fut rejetée sans aller aux Voix. Le Prince de Galles fut encore présent à la délibération de ce jour. Le 15 du même mois, lorsque les Communes se furent formées en Grand Comité pour délibérer sur le Subside, on proposa de remettre au Comité l'Etat de la Dépense pour les 12 mille Hommes de Troupes fournies par le Landgrave de Hesse-Cassel. Un petit Discours que le Chevalier Robert Walpole fit à ce sujet, occasiona de grands débats, qui durèrent jusqu'à 9 heures du soir, quoique les principaux Chefs des

TRAVERS
SHAWEN DU PARL
AMENT.

Réponse du Roi.

Subside.
26 Janvier.

Marine.
3 Février.

6 Février.
Troupes de Ter-
re.
8 Février.

Proposition du
Parti contraire à
la Cour rejetée.
9 Février.

Troupes de Hesse-
Cassel.
15, 16 Février.

V.
TROISIÈME
SÉANCE DU PAR-
LEMENT

Subside au Roi
de Suède & au
Duc de Wolfem-
butel.

16 Février.

Hôpital de
Chelsea.

3 Mars.

Dépenses non
prévues.

3 Mars.

Officiers réfor-
més.

3 Mars.

Hôpital de
Greenwich.

3 Mars.

Non valeurs des
Subsides de 1729.

3 Mars.

Non valeurs du
Fonds Général.

3 Mars.

Artillerie de
Terre.

3 Mars.

Bills de l'Echi-
quier pour 550
mille Livres Ster-
ling.

20 Mars.

10, 22 Mai.

Dépense extraor-
dinaire de la Flo-
te.

Avril.

Fonds de la
Compagnie d'A-
frique.

Avril.

Officiers de Ter-
re servant sur Mer.

Avril.

deux Partis ne s'en mêlassent point. Ceux qui se signalèrent pour la Cour furent les Procureurs Généraux du Roi & de la Reine, le Lord Harvey, les Chevaliers Archer Grofs & Guillaume Strickland, le Général Ross, le S. Dodington & le Colonel Bledé; & ceux qui s'opposèrent le plus fortement à la Proposition, furent le Chevalier Jean Saint-Auban, & les Srs. Shippey, Sandys, Bernard, Heatcote & Vernon. Enfin, après répliques sur répliques, on mit en Question, Si l'on continueroit à tenir sur pied les Troupes de Hesse-Cassel pour le Service de l'année 1730; & l'Affirmative l'emporta de 248 voix contre 169. Cette Résolution fut approuvée le lendemain, & l'on résolut en même tems, après de nouveaux Débats, d'accorder pour l'entretien de ces Troupes pendant l'année courante 241 mille, 259 Liv. Sterl.; & de plus 50 mille Liv. Sterl. pour une année de Subside au Roi de Suède, & 25 mille Liv. Sterl. aussi pour une année de Subside au Duc de Wolfembutel. Au commencement du mois suivant, les Communes résolurent encore en Grand Committé, d'accorder 23 mille, 452 Liv. St. pour les Pensionnaires externes de l'Hôpital de Chelsea; 28 mille, 780 Liv. Sterl. pour les Dépenses extraordinaires auxquelles on n'avoit point pourvu dans la précédente Séance du Parlement; 64 mille Liv. Sterl. pour les Officiers réformés de Terre & de Mer pendant l'année courante; 20 mille Liv. Sterl. pour l'entretien de l'Hôpital de Greenwich; 115 mille, 446 Liv. Sterl. pour faire bon les Non-valeurs des Sommes accordées en 1726; 63 mille Livres Sterling pour les Non-valeurs du Fonds Général de 724 mille, 849 Liv. Sterl. de l'année échue à la Saint-Michel 1729, applicable au paiement des Dêtes Nationales; 77 mille, 227 Liv. Sterl. pour la dépense de l'Artillerie de Terre pendant cette année; & 27 mille, 272 Liv. Sterl. pour les dépenses extraordinaires de la même Artillerie, auxquelles le Parlement n'avoit point pourvu. Avant la fin du mois, elles accordèrent de plus au Roi 550 Liv. Sterl. en Billets de l'Echiquier, qui devoient circuler dans le Commerce à 4 pour cent d'Intérêt, qui devoient être remboursés des premiers Deniers provenant du Subside que le Parlement accorderoit au Roi dans la prochaine Séance; & qui furent assignés en attendant sur l'épargne de la réduction des Intérêts de la Compagnie des Indes-Orientales. Elles passèrent le Bill au sujet de ces Billets le 10 de Mai, & les Seigneurs le 22 du même mois. Les Communes accordèrent encore dans le mois d'Avril, 120 mille, 118 Liv. Sterl. pour les frais extraordinaires de la Flote pendant cette année; 10 mille Liv. Sterl. pour la réparation & l'entretien des Forts de la Compagnie Royale d'Afrique; & 15 cens Liv. Sterl. pour l'excédent des Pensions accordées aux Officiers des Troupes de Terre, qui servoient sur les Vaisseaux du Roi, lorsqu'il falloit augmenter les Troupes de la Marine. Les différentes Sommes accordées dans cette Séance montoient à 2 millions, 395 mille, 793 Liv. Sterl., 1 Shell, 8 Den.; ce qui revient environ à 2.8 millions, 467 mille, 479 Livres de notre Monoie.

A N N É E M D C C X X X.

À l'égard des moyens de lever ces *Subsides*, les *Communes* continuèrent les Taxes sur les Terres, sur le Malt, sur le Houblon, sur le Savon, sur la Chandelle; mais elles réduisirent la première à 2 Shellings par Livres, au-lieu de 4 qu'elle étoit auparavant; & quelques jours après, elles résolurent d'insérer dans le Bill de cette Taxe deux Clauses, l'une de Crédit pour en faire bon les Non-valeurs, pendant l'année 1728, & l'autre pour décharger le Comte d'Essex de 21 Liv. Sterl., 7 Shell., 6 Den., dont il avoit été surchargé sur le Rôle de cette Taxe pour la même année. En Avril, elles résolurent qu'on emploieroit au service de l'année courante 11 mille 655 Liv. Sterl., 11 Shell., 9 Den., qui restoient à l'Echiquier du Produit des Arrérages de différentes Taxes des années précédentes.

Outre les Bills, dont on vient de parler, il y en eut plusieurs autres pour le service du Public, qui passèrent ou qui furent projetés dans cette Séance. I. ACTE, pour autoriser le Roi à défendre à tous ses Sujets & autres demeurant dans le Royaume, d'avancer ou de prêter aucun argent aux Puissances ou Etats étrangers, sans une permission spéciale de Sa Majesté, sous son Sceau-privé. Ce fut le Chevalier Robert Walpole, qui fut chargé de dresser ce Bill, & quand la Chambre en eut fait la première Lecture, elle ordonna qu'il seroit imprimé, pour que personne n'en pût prétendre cause d'ignorance. II. ACTE, pour punir plus efficacement les Soldats mutins & les Déserteurs, & pour mieux paier l'Armée & les Quartiers des Soldats. Le 27 de Mars, jour auquel on devoit faire la seconde Lecture de ce Bill dans la Chambre des Pairs, le Comte de Strafford proposa de la renvoyer au 31, afin que la Chambre, qui devoit délibérer le 29 sur l'état de la Nation, pût ensuite mieux juger du nombre de Troupes qu'il conviendrait d'entretenir; mais, quelques Seigneurs ayant représenté que le Bill passé l'année précédente concernant la Mutinerie & la Désertion étoit prêt d'expirer, la Proposition du Comte de Strafford fut rejetée à la pluralité de 28 voix contre 19. III. ACTE, pour rendre plus efficaces les Loix, afin de rendre incapables d'avoir Séance dans la Chambre des Communes, les Persones qui possédoient des Charges ou des Pensions de la Cour, pendant le bon plaisir du Roi ou pour un certain nombre d'années, soit sous leur propre nom, soit sous des noms empruntés. Le 27 de Février, à l'occasion d'une Résolution que la Chambre avoit prise de demander au Roi par une Adresse, un état des Emplois ou Offices de la Couronne créés depuis le 25 d'Octobre 1705, avec l'état des Appointemens & des noms des Persones, qui les remplissoient; le Parti contraire à la Cour proposa, Qu'après ce Parlement, aucune Personne dépendant par Charge ou tirant Pension de la Cour, ne put être Membre de la CHAMBRE DES COMMUNES. Cette Proposition causa de grands débats; mais sur la Question, si l'on porteroit un Bill en conséquence, l'Affirmative l'emporta de 143 voix contre 133. Ce Bill passa dans la Chambre-Basse le 24 de Mars; mais quand on en fit la seconde Lecture dans la Chambre-Haute, il y eut de grands débats, auxquels

V.
TROISIEME
SEANCE DU PAR-
LEMENT.
Moyens de lever
le Subside.
24 & 18 Février.

17 Avril.

Divers Bills.
Pour défendre de
prêter de l'argent
aux Puissances
Etrangères.
6 Février.

Contre les Sol-
dats Mutins & les
Déserteurs.
28 Février,
27 Mars.

Pour exclure de
la Chambre Basse
les Persones qui
possèdent des
Pensions ou des
Charges de la
Cour.
27 Février.

24 Mars.
Les Seigneurs
le rejettent.

V.
TROISIEME
SEANCE DU PAR-
LEMENT.

Protestation de
26 Lords à ce su-
jet.

Le Prince de Galles fut présent, & qui durèrent jusqu'à 6 heures du soir, après lesquels on propoça la Question, Si ce Bill seroit mis en Comité. La Négative l'emporta de 80. voix contre 31, & le Bill fut rejeté. Les Seigneurs qui vouloient le faire passer, firent enregistrer une Protestation, qui portoit en substance, Que le dessein général de ce Bill étant de la dernière importance pour la constitution des Parlemens, il étoit surprenant qu'on n'eût pas même voulu lui donner la forme d'un Comité, dans lequel on en auroit pu, suivant l'usage, débattre les Clauses ou les Expressions que l'on auroit ensuite pu changer ou rejeter, selon que la Chambre l'auroit trouvé bon : Que ce Bill n'établissoit rien de nouveau, puisqu'il ne tendoit qu'à faire observer plus efficacement les Loix anciennement faites à ce sujet, & qu'à prévenir les mauvaises interprétations qu'on pouvoit leur donner : Que ces Loix ordonnoient entre autres choses, qu'aucune Personne qui tiroit pension de la Couronne, soit durant le bon plaisir du Roi, soit pour un certain nombre d'années, ou qui possédoit certains Emplois, ne pourroit avoir Séance dans la CHAMBRE DES COMMUNES : Que l'on avoit éludé ces Loix, ou qu'on avoit pu les éluder de plus d'une manière, principalement par des gratifications ou par des présens annuels, qu'on ne pouvoit pas proprement nommer Pensions, mais qui ne laissoient pas de produire les mêmes effets : Qu'il avoit encore été possible à des Membres des Communes d'éluder ces Loix, en faisant exercer par de tierces Personnes les Charges qui les rendoient incapables d'avoir Séance dans cette Chambre : Que, sans déterminer si ces abus avoient ou non, prévalu, les Seigneurs Protestans étoient d'avis que, comme il étoit évident que sous un Gouvernement corrompu l'on pouvoit facilement les introduire, un Bill qui les prévenoit avec tant d'efficacité, ne pouvoit pas être trop encouragé : Qu'ils croioient qu'il seroit plus honorable pour la Chambre de révoquer les Loix ci-dessus mentionnées, que de laisser croire, en rejetant un Bill qui ne tendoit qu'à les rendre plus efficaces, qu'elle approuvoit les Pratiques que l'on pouvoit inventer pour les éluder : Que les influences particulières, que ce Bill tâchoit de prévenir, pourroient, avec le tems, devenir très pernicieuses au Prince aussi bien qu'au Peuple, s'il arrivoit qu'un Ministre eut la disposition des Charges, Pensions, &c : Que, comme à cause que diverses circonstances avoient exposé la Couronne à de nouveaux dangers, il avoit été jugé nécessaire de s'assurer de la fidélité des Sujets par de nouveaux Sermens, il n'étoit pas moins nécessaire, que pour la plus grande sûreté du Peuple, on exigeât de ses Représentans de nouveaux engagements, qui ne tendissent qu'à leur faire remplir leur devoir avec une fidélité, qui répondît à la confiance, que la Nation avoit mise en eux ; ce qui devenoit d'autant plus important que les Taxes étoient plus onéreuses qu'elles ne l'avoient été précédemment, & que la Nation étoit surchargée de Dîmes : Que l'Argument fondé sur l'iniquité des Hommes ne pouvoit pas avoir plus de force contre ce Bill par rapport au Serment qu'il exigeoit des Membres des Communes, que contre toutes les autres Loix établies pour prévenir quelque

ANNEE MDCCLXXX.

TROISIEME
SEANCE DU PAR-
LEMENT.

crime que ce fût. La Résolution de rejeter le Bill, qui fut prise ensuite, fournit aux mêmes Seigneurs l'occasion de protester une seconde fois; 1°. Parce que le but évident de ce Bill étoit de parvenir aux fins que la Législature s'étoit proposées ci-devant; savoir, de prévenir la Corruption, mal d'une nature si dangereuse & si propre à s'étendre & devenir général, qu'un Peuple sage & vertueux ne devoit jamais négliger les moyens d'y remédier à tems, puisqu'une Nation en étoit infectée, les remèdes les plus prompts pour extirper ce mal contagieux, étoient toujours les plus efficaces: 2°. Parce qu'un Serment semblable à celui que les Membres de la Chambre des Communes avoient du prêter, si l'on eût passé ce Bill, étoit, selon leur avis, le moyen le plus raisonnable pour préserver cette partie de la Législature exemte de cette Corruption, dont le secret de gagner des Gens par des Pensions ou Gratifications, quelque nom qu'on pût leur donner, étoit d'une dangereuse conséquence. 3°. Parce que, bien que l'Acte du Parlement passé l'année précédente, comint d'excellens préservatifs contre la Corruption, & que, selon leur opinion, il dût être regardé comme sacré, comme faisant même une partie fondamentale de la Constitution du Royaume, il lui manquoit néanmoins, pour le rendre complet, l'établissement d'un Serment à prêter par les Elus, aussi bien que par les Electeurs; ce que ce Bill établissoit, & ce qui faisoit qu'ils pouvoient le regarder comme le moyen le plus propre à mettre la Nation en garde contre la puissante & maligne influence des Ministres ambitieux, corrompus & despotiques, qui ne pouvoient pas trouver de voie plus propre à détruire la liberté du Peuple, que celle de corrompre ceux qu'il avoit choisis pour la défendre. 4°. Parce qu'ils craignoient que les Communes ne se trouvassent maltraitées en ce que, sans le renvoyer à l'examen d'un Comité, les Pairs rejetoient un Bill de cette conséquence, par lequel elles n'avoient en vue que d'assurer leur propre honneur & la liberté de la Nation, & qui ne regardoit que leurs propres Membres; & qu'ils craignoient que les autres Sujets de Sa Majesté ne fussent pas assez charitables pour croire qu'une des Chambres fût parfaitement exemte de Corruption dans le tems qu'elle refusoit de concourir à des moyens si propres pour en rendre l'autre également exemte. Les Seigneurs, qui signèrent ces Protestations furent les Lords Huntingdon, Northon, Bathurst, Sunderland, Gover, Boyle, Herefort, Coventry, Thanet, Plymouth, Monjoy, Ker, Warrington, Abingdon, Litchfield, Maynard, Bristol, Oxford & Mortimer, Bruce, Strafford, Beaufort, Berkshire, Aylesford, Foley, Craven, & Masbam. La crainte que les Lords Protestans avoient que les Communes ne fussent mécontentes ne parut que trop bien fondée, puisqu'avant la fin de la Séance, elles agirent comme si leur Bill eût passé dans la Chambre-Haute, en ordonnant que l'on procéderoit à l'Election de deux nouveaux Membres de leur Chambre pour Yarmouth & Lyn-Regis dans le Comté de Norfolk, à la place de S. Horace Walpole & du Chevalier Charles Turner, qui depuis leur Election avoient accepté, le premier, la Charge de Pair de la Maison du Roi,

Les Communes
ordonnent de
nouvelles élec-
tions.
16 Mars.

V.
TROISIÈME
SÉANCE DU PAR-
LEMENT.
19 MAI.

A N N É E M D C C X X X.

Bill pour le re-
couvrent des
petites Dêtes.
15 Mars.
Pour les Briques
& les Tuilles.
24 Mars.
Pour les Jurés
& les Juges.
24 Mars.
Pour le trans-
port du Ris des
Colonies.
24 Mars.
Pour encoura-
ger la pêche.
3 Avril.
Pour les Enfans
trouvés.
Avril.
Rejeté par les
Seigneurs.
11 Mai.
Au sujet du Sel.
Avril.
Au sujet de l'em-
prisonnement des
Débiteurs.
Avril.
Pour la Chasse.
21 Avril.
Loix continuées.
Avril.
Pour le Char-
bon.
3 Mai.
Au sujet de l'A-
midon.
3 Mai.
Pour l'Hôpital
de Worcester.
Avril.
Pour la prolon-
gation du Privi-
lège de la Com-
pagnie des Indes
Orientales.
20 Mars.
Requête des
Marchands de
Londres contre
cette Compagnie.
9 Mars.
Résolution de
cette Compagnie
avantageuse à l'E-
tat.
14 Mars.

le second, celle de Receveur de l'Echiquier. Elles en firent autant quelques jours après à l'égard des Sieurs *Younge, Sayer & Treby*, dont le premier avoit été fait Commissaire de la Trésorerie, le second, Survoieur Général des Revenus & des Terres de la Couronne, & le troisième, Maître d'Hotel du Roi. IV. ACTE pour recouvrer plus aisément les petites Dêtes. V. ACTE pour mieux régler les dimensions & la qualité des Briques & des Tuilles. Ce Bill étoit pour suppléer à celui qu'on avoit passé dans la dernière Séance sur le même sujet. VI. ACTE, pour mieux régler les devoirs des Jurés & des Juges. Le Jugement rendu contre le Colonel *Charvres* occasionna ce Bill, à l'examen duquel les Communes appellèrent quelques-uns des Grands-Juges. VII. ACTE pour permettre le transport dans les Pais étrangers du Ris recueilli dans les Colonies Angloises de l'Amérique, & spécialement à La Caroline. VIII. ACTE pour encourager la Pêche, en continuant les diverses gratifications accordées pour le transport du Poisson hors de la Grande-Bretagne. IX. ACTE pour mieux entretenir les Enfans Trouvés. Ce Bill fut rejeté par les Seigneurs. X. ACTE pour supprimer une partie des Droits sur le Sel, & pour permettre d'en porter d'Europe aux Colonies de la Nouvelle - York en Amérique. XI. ACTE pour expliquer celui de la Séance précédente en faveur des Débiteurs, par rapport à l'emprisonnement de leurs Persones. Les Juges furent appelés à l'examen de ce Bill. XII. ACTE pour mieux conserver la Chasse & le Gibier. XIII. ACTE pour continuer plusieurs Loix expirées ou prêtes d'expirer. XIV. ACTE pour mieux régler la Vente du Charbon. XV. ACTE pour prévenir les fraudes dans la Fabrique de l'Amidon, & pour empêcher l'entrée clandestine de celui des Pais Etrangers. XVI. ACTE pour la confirmation & l'augmentation des clauses d'un Acte de la troisième année de la Reine Anne pour l'érection d'un Hôpital dans la Ville de Worcester, où l'on devoit forcer les Pauvres à travailler. XVII. ACTE pour ratifier & confirmer la Charte de Privilège exclusif accordée par le Roi à la Compagnie des Indes pour continuer son Commerce jusqu'au 26 de Mars 1726. La résolution en fut prise le 20 de Mars. Au commencement de ce mois, plusieurs Marchands de Londres, avoient demandé par une Requête présentée aux COMMUNES : Qu'on supprimât en partie le Privilège de cette Compagnie, qu'ils offroient d'acquiescer de ses engagemens à certaines conditions, afin qu'il fût libre aux Négocians de faire ce Commerce comme autrefois : mais cette Requête avoit été rejetée à la pluralité de 223 voix contre 138. Le 14, les Directeurs de la Compagnie tintent une Assemblée Générale des Intéressés dans laquelle il fut unanimement résolu de réduire de cinq à quatre pour cent l'Intérêt que le Gouvernement lui payoit pour 3 millions 200 mille Livres Sterling, qu'elle avoit prêtées en différens tems à l'Etat, & de lui prêter encore 200 mille Liv. St. sans intérêt pendant cette année, à condition que la Charte de Privilège accordée par les Rois prédécesseurs de Sa Majesté seroit renouvelée pour 30 ans, à commencer au 25 de Mars 1736. Quelques

ANNEE MDCCXX.

V.
TROISIEME
SEANCE DU PARLE-
MENT.

Quelques jours après les Directeurs présentèrent au *Parlement* une Requête contenant des Propositions conformes à cette Résolution. Le 20, on mit en question dans la CHAMBRE DES COMMUNES ; si l'on prendroit les Propositions de la Compagnie en considération. L'Affirmative l'emporta de 204 voix sur 143, & l'on résolut de porter un Bill en conséquence. C'est ce qui ne se fit pas sans qu'il y eût de grands débats. Le Parti contraire à la Cour soutint, *Que, dans la conjoncture présente, il étoit contre l'intérêt de la Nation d'accorder à la Compagnie des Indes Orientales une prolongation de terme pour son Privilège exclusif ; & que le terme de 30 ans qu'elle demandoit, valoit un million Sterling de plus que ce qu'elle offroit pour l'obtenir.* Ces Représentations, quoique soutenues d'une seconde Requête des Marchands de Londres qui fut rejetée ce même jour, n'empêchèrent pas que, conformément aux Propositions de la Compagnie, la Chambre ne résolut : 1°. *Que l'Intérêt ou Fonds annuel de 160 mille Liv. St. payables à ladite Compagnie pour le Capital de 3 millions 200 mille Liv. St. qu'elle avoit prêtés au Gouvernement, seroit réduit après le 29 de Décembre 1730 à 128 mille Liv. St. d'Intérêt ou Fonds annuel ; Qu'après le 25 de Mars 1736, le Capital seroit rachetable par le Parlement, en avertissant un an auparavant ; & qu'on pourroit le rembourser, soit en un seul paiement, soit en plusieurs, dont le moindre seroit de 500 mille Livres Sterling.* 2°. *Que la Compagnie avanceroit & paieroit à l'Echiquier, avant le 24 de Décembre de cette année, la somme de 200 mille Liv. St. sans intérêt, laquelle somme seroit appliquée aux Subsidés accordés pour l'année courante.* 3°. *Qu'en considération de la diminution de l'intérêt spécifié ci-dessus & de l'avance ou paiement de 200 mille Liv. St., tous les Droits, Octrois, ou Chartes accordés précédemment à la Compagnie pour faire seule tout le Commerce des Indes-Orientales, exclusivement à tous autres, lui seroient encore continués pour 30 ans, à commencer après le 25 de Mars 1736.* Ce ne furent pas là les seuls Bills passés dans cette Séance, puisque le jour de la Cloture le Roi donna son consentement à 36 qui regardoient les Affaires Publiques : mais je ne puis parler que de ce que je trouve.

La Compagnie Royale d'Afrique présenta le 1 de Mars une Requête aux Communes, dans laquelle elle demandoit d'être mise en état d'entretenir les Fortereses, qu'elle avoit fait bâtir sur la Côte d'Afrique pour la sûreté de son Commerce. Cette Requête fut rejetée sur le champ à la pluralité de 134 Voix contre 90 ; & l'on résolut d'examiner l'Etat de cette Compagnie. Dans les jours suivans, on fit remettre à la Chambre tous les papiers nécessaires pour procéder à cet examen. Le 16, les Directeurs présentèrent une seconde Requête pour prier la CHAMBRE, de leur donner tel secours qu'elle jugeroit à propos, pour subvenir aux grandes dépenses que coutoit à la Compagnie l'entretien des Forts & Garnisons qu'elle avoit en Afrique, & dont elle faisoit seule tous les frais, sans que les Particuliers qui négocioient sur les mêmes

Tome XIV. Partie I.

G g

Commerce de
la Compagnie
d'Afrique déclaré
libre.
Requête de la
Compagnie reje-
tée.
1 Mars.

V.
TROISIÈME
SÉANCE DU PAR-
LEMENT.

Résolutions de
la Chambre.
27 Mars.

Requête contre
les Colporteurs &
petits Merciers.
1 Mars

25 Mars.

Requête des Maî-
tres de Navires de
Chester.
10 Mars.

Committé des
Prisons.
7 Mars.

Accusation con-
tre le Lord-Chef-
Justice de la Cour
des Plaidiers-
Communs.
11 Mai.

Côtes, y contribuassent en quoique ce fût. Cette Requête ne fut pas rejetée ; mais pour se mettre en état d'y répondre convenablement, les Communes ordonnèrent que les Commissaires de la Douane remettoient devant elles des Comtes exacts des Droits que la Compagnie avoit payés pendant les 7 dernières années pour les Marchandises du cru d'Afrique, qu'elle avoit apportées en Angleterre, & de pareils Comtes de ce que les Négocians particuliers avoient payé pour le même objet pendant les mêmes années. Après plusieurs Délibérations, les Communes en grand Committé résolurent : Que le Commerce de la Compagnie Roiale d'Afrique devoit être à jamais ouvert & libre à tous les Sujets de Sa Majesté : Qu'on devoit l'encourager & l'exempter pour cet effet de tous Droits : Que les Forts & Châteaux bâtis sur la Côte d'Afrique étoient non seulement utiles, mais nécessaires pour assurer & conserver ce Commerce ; & que l'on devoit payer une certaine somme à la Compagnie pour l'entretien de ces Forts & Châteaux avec leurs Garnisons. On a vu plus haut ce qu'elles jugèrent à propos d'accorder.

Le 1 de Mars, plusieurs Manufacturiers & Marchands de Londres se plaignirent dans une Requête adressée aux Communes, de la décadence de leur Commerce, causée, disoient-ils, par les Colporteurs & Petits Merciers, lesquels alloient dans les Rues, dans les Caffés & dans les Maisons débiter leurs Marchandises. Ils prièrent la Chambre de porter un Bill pour y remédier. La Requête fut lue sur le champ ; & la Proposition ayant été faite de la renvoyer à l'examen d'un Committé, la Chambre résolut seulement, qu'elle seroit mise sur le Bureau. Il y eut plusieurs autres Requêtes présentées sur le même sujet avant la fin du mois : mais je ne trouve pas que la Chambre en ait fait la matière d'aucune Délibération. Je trouve encore une autre Requête, dont rien ne m'apprend quelle fut la suite. Elle fut présentée au nom des Maîtres des Navires de Chester, pour prier les COMMUNES de pourvoir à la conservation du Fanal, érigé sur le Roc dangereux dans le Canal entre la Grande-Bretagne & l'Irlande, les Droits accordés pour son entretien n'étant pas suffisans.

Le 7 de Mars, le S. Oglethorpe, Président du Committé pour la visite des Prisons, rapporta que le Committé s'étant transporté dans celle du Banc du Roi, avoit trouvé qu'on avoit eu recours à diverses pratiques indirectes, pour éluder leurs recherches ; & qu'entre autres un Procureur avoit tâché de corrompre quelques Témoins, & qu'il en avoit empêché d'autres de comparoître. Sur quoi la Chambre résolut unanimement, Que ce Procureur étoit coupable de Haut Crime & de Malversation, ayant violé les Privilèges de la Chambre & méprisé son autorité ; qu'en conséquence il seroit envoyé dans la Prison de GATE-HOUSE. Dans le mois de Mai, ce Committé fut attaqué dans la personne d'un de ses Membres. Le S. Hugh, Avocat-Général & l'un des Membres du Committé, fit rapport d'accusations intentées contre le Chevalier Robert Eyre, Lord-Chef-Justice de la Cour des

ANNEE M D C C X X X.

V.
TROISIEME
SEANCE DU PAR-
LEMENT.

Plaidoiers-Communs, auquel on imputoit d'avoir reçu d'un Concierge de Prison, destitué l'année précédente pour avoir malversé, des présens, afin de le favoriser dans son Procès. La Chambre en Grand Committé fut assemblée pour cette Affaire jusqu'à dix heures du soir. Après de longs débats, on mit en Question : *Si l'Accusation étoit bien fondée ; & l'on résolut : Qu'il y avoit une Conspiration criminelle, tramée par des Gens infâmes, afin d'avilir & de flétrir le Caractère du Chevalier Robert Eyre, Lord-Chef-Justice de la Cour des Plaidoiers-Communs : Que les Informations données au Committé contre ce Juge étoient fausses, malicieuses, scandaleuses & sans aucun fondement, & que six personnes, complices de cette Conspiration, devoient être envoyées dans la Prison de NEW GATE. Ce qui fut exécuté cinq jours après, dans l'instant que les Communes eurent approuvé ces Résolutions. Quelques jours ensuite, elles approuvèrent le Rapport que le S. Oglethorpe avoit fait de l'état de la Prison du Banc du Roi, & résolurent qu'il seroit imprimé.*

Déclarée fausse.

Personnes emprisonnées à ce sujet.
16 Mai.Etat d'une Prison imprimé.
22 Mai.

Dans une des Délibérations en Grand Committé sur l'Etat de la Nation, il fut proposé de mettre en question : *S'il ne seroit pas convenable de représenter au Roi par une Adresse, que de permettre aux Sujets d'aucun Prince ou Etat Etranger, de faire des établissemens dans les Iles de Sainte Lucie, de la Dominique ou de Saint-Vincent ; c'étoit une chose non seulement très préjudiciable aux Droits incontestables de Sa Majesté ; mais qui pourroit aussi devenir de très dangereuse conséquence, tant par rapport aux Barbades, qu'aux autres Plantations Angloises dans les Iles Sous-le-vent, & de prier pour cet effet Sa Majesté d'ordonner à son Ministre à la Cour de France d'y faire les plus fortes instances, afin d'en obtenir un ordre pour les François, établis dans les Iles nommées ci-dessus, de les abandonner au plus tôt avec défense de tenter à l'avenir d'y faire de pareils établissemens.* Il y eut sur cette Affaire de grands débats : mais le Chevalier Guillaume Younge aiant déclaré que le Roi avoit déjà donné les ordres nécessaires pour les instances, qu'il falloit faire à la Cour de France, par rapport à ces Etablissemens ; on proposa que le Président du Committé quittât la Chaire. Ce qui fut résolu par 234 Voix contre 122, desorte qu'il ne fut plus question de cette Affaire dans cette Séance du Parlement. Le Prince de Galles entendit incognito les Débats, qui durèrent jusqu'à 8 heures du soir.

Délibération au sujet des François établis dans quelques Colonies Angloises.
21 Mars

Avant d'en venir à deux Affaires, dont le Parlement s'occupa beaucoup, disons quelque chose des *Dettes Nationales* & du *Fonds d'Amortissement*. A l'égard du dernier Article la *Chambre des Communes*, après différentes Délibérations sur le même sujet, délibérant le 22 de Mars sur la partie de la Harangue du Roi, qui regardoit la disposition du *Fonds d'Amortissement* & le soulagement du Peuple, par rapport aux Charges les plus onéreuses, résolut : *Que tous les Droits du Sel, fait dans le Pais, accordés par le Parlement, cesseroient & ne seroient plus payés après le 23 de Septembre*

A N N E E M D C C X X X.

V.
TROISIEME
SEANCE DU PAR-
LEMENT.

Détes Nationa-
les & Etat de la
Nation.
11 Mars.

Débats à ce su-
jet dans la Cham-
bre-Haute.
28 Avril.

Propositions re-
jetées dans la
Chambre-Basse.
2, 6 Février.

*suivant : Qu'au lieu de ces Droits assignés à la Compagnie des Indes-Orientales, pour le paiement des Intérêts du Capital que le Gouvernement lui devoit, on prendroit pour l'Intérêt de ce Capital, montant à 3 millions 20 mille Liv. Sterl. rachetable par le Parlement, une somme annuelle de 128 mille Liv. Sterl., sur les Droits ou Revenus appelés, le Fonds Aggrégate; laquelle Somme seroit payable au 29 de Septembre suivant; & que le même Fonds Aggrégate suppléeroit aux Non-Valours, qui pourroient arriver dans le Fonds Original de la Compagnie du Sud, à l'occasion de l'abolition de ces Droits sur le Sel, dont elle recevoit une Partie. En conséquence de cette Résolution, tous les Officiers de Bureau de ces Droits au nombre d'environ 600, furent congédiés dans le mois de Janvier suivant. A l'égard des *Détes Nationales*, il parut par les Etats qui furent remis aux *Seigneurs*, qu'elles montoient le 31 de Décembre 1728, à 50 millions, 339 mille, 479 Liv. Sterl., 8 Shell., 7 Den., $\frac{1}{4}$; & qu'elles étoient augmentées depuis ce jour jusqu'au 31 de Décembre 1729, d'un million 250 mille Liv. Sterl.; qu'on avoit payé dans cet intervalle un million, 739 mille, 724 Liv. Sterl., 2 Shell.; 6 Den., $\frac{1}{2}$: enforte qu'à la fin de 1729 les *Détes Nationales* ne montoient plus qu'à 49 millions, 849 mille, 755 Liv. Sterl., 6 Shell., 1 Den., $\frac{1}{2}$. Sur quoi l'on devoit à la *Compagnie des Indes-Orientales*, 3 millions, 200 mille Liv. Sterl., à la *Banque* 8 millions, à la *Compagnie du Sud* 33 millions; & les 5 millions, 649 mille, 755 St., 6 Sh., 1 D., $\frac{1}{2}$, restant étoient dus au Public par des Billets de l'Echiquier. Les *Détes Nationales* à la fin de 1729, étoient d'environ un milliard, 216 millions, 334 mille Livres de notre monnaie. Dans une Délibération du 28 Avril, ces *Détes* occasionèrent dans la *Chambre-Haute* des Débats, auxquels le *Prince de Galles* assista pendant quatre heures, & qui furent très vifs. Le Duc d'*Argyle* s'y distingua beaucoup, & soutint, entre autres choses, qu'il étoit étonnant qu'on n'eût pas diminué d'avantage les *Détes Nationales*, dans un tems où le Roiaume étoit plus riche en argent monnoyé, qu'il ne l'avoit jamais été. L'abondance des Espèces devoit avoir, selon lui, fait réduire les Intérêts plus qu'ils ne l'avoient été jusqu'alors. Le Lord *Bathurst* s'éleva fortement contre l'entretien des 12 mille *Messois*, qu'il traita d'inutile & d'onéreux à la Nation. Mais la proposition qu'il fit de demander qu'ils fussent congédiés, fut rejetée. Il y eut pareillement deux Propositions relatives à l'état de la Nation, qui furent rejetées dans la *Chambre-Basse*. La première étoit, de présenter une Adresse au Roi, pour le prier de faire remettre à la Chambre des Copies, des Instructions données au *Vicomte de Torrington*, lorsqu'en 1718, il détruisit la Flote Espagnole sur les Côtes de SICILE. Les Débats furent vifs à ce sujet: mais l'Affirmative n'eut que 85 Voix contre la Négative 177. L'autre Proposition étoit, de prier le Roi par une Adresse de communiquer à la Chambre les engagements, dans*

A N N É E M D C C X X ,

V.
TROISIÈME
SEANCE DU PAR-
LEMENT.

lesquels Sa Majesté pouvoit être entrée avec des Princes Etrangers, pour leur payer des Subsidés, ou pour la levée des Troupes qu'ils devoient lui fournir. Ces engagements n'avoient pas encore été communiqués aux Communes. Mais 200 Voix contre 107, rejetèrent cette Proposition.

Dès le 7 de Février, les Seigneurs délibérèrent sur le *Traité de Seville*. Après qu'on en eut fait la Lecture, le Lord Bathurst l'attaqua dans un long discours, & demanda qu'on fit la Lecture du V Article de la *Quadruple-Alliance*. Cette Lecture faite, il dit : *Que la disposition du Traité de Seville, pour assurer par des Troupes Espagnoles à l'Infant Don Carlos, la Succession des Duchés de Toscane, de Parme & de Plaisance, étoit une violation manifeste du V. Article de la Quadruple-Alliance, qu'elle tendoit à jeter la Nation dans une guerre onéreuse & cruelle, & qu'elle détruisoit la Balance du pouvoir en Europe.* Le Vicomte de Townshend répondit à cette Proposition, & dit, entre autres choses; *Que les Amis & même les Ennemis convenoient que le Roi s'étoit acquis beaucoup de gloire par le Traité de Seville : Qu'on faisoit tort à leurs Alliés, en alléguant qu'ils ne s'étoient pas conduits en Amis à leur égard : Que le mot de violation ne convenoit pas au Traité de Seville, mais à celui de Vienne; que la seule différence entre le Traité de Seville & la Quadruple-Alliance, étoit l'introduction des Troupes Espagnoles, au-lieu des Suisses dans Livourne & les autres Places, ce qui n'étoit au fonds d'aucune importance ; & que, comme la Proposition que l'on venoit de faire, ne pouvoit qu'amener l'Empereur à rester ferme dans ses refus, il espéroit qu'elle seroit rejetée.* Elle le fut en effet après de grands Débats, à la pluralité de 86 Voix contre 31. Il fut ensuite proposé de renvoyer la Délibération au sur-lendemain, ce qui fut rejeté sans aller aux Voix. Une troisième Proposition fut de résoudre que le Traité de Seville n'assuroit pas à la Couronne le Droit de Souveraineté, de Domination, de Possession & de Propriété sur Gibraltar & Port-Mahon, d'une manière capable d'éteindre les Prétentions des Espagnols, lesquelles avoient été suivies d'un Siège, depuis la Cession de ces importantes Places par le TRAITE' D'UTRECHT. Il y eut à ce sujet de grands Débats : mais la chose aiant été mise en question, la Négative l'emporta de 65 Voix contre 31. Les Adversaires du Traité de Seville proposèrent ensuite, de présenter une Adresse au Roi, pour le supplier de faire remettre devant la Chambre, une Copie des Ordres ou Instructions données au Chevalier Bing, depuis Vicomte de Torrington, qui commandoit la Flote dans la Méditerranée en 1718. Cette Proposition fut rejetée sans aller aux voix. Après quoi l'on proposa de résoudre ; *Que les Stipulations du Traité de Seville pour la réparation des pertes, que les Marchands Anglois avoient faites, étoient insuffisantes & précaires.* Cette Proposition fut aussi rejetée à la pluralité de 79 Voix contre 30 : mais après de grands Débats, les 79 Voix contre les 30 approuvèrent la Proposition faite par le Duc de DEVONSHIRE ; de résoudre que le Traité de Paix, d'union & d'amitié,

Les Seigneurs
délibèrent sur le
Traité de Seville.
Diverses propo-
sitions rejetées.
7 Février.

Résolution sur-
mée sur la Propo-
sition du Duc de
Devonshire.

A N N É E M D C C X X I.

V.
TROISIÈME
SÉANCE DU PAR-
LEMENT.

Protestation con-
tre la Résolution.

conclu à Seville, le 9 de Novembre 1729, contenoit toutes les Stipulations nécessaires pour assurer & maintenir l'Honneur, la Dignité, les Droits & Possessions de la Couronne, & qu'on y avoit pris tout le soin requis pour réparer les pertes souffertes par les MARCHANDS ANGLAIS. La Résolution fut formée en conséquence; & 23 Lords Opposans protestèrent contre; Parce qu'ils croioient que la Question résultant du Débat désignoit dans son véritable sens une sorte de justification de tout le Traité, qu'ils ne trouvoient ni solide, ni honorable, ni avantageuse pour les raisons suivantes. 1^o. Parce qu'ils ne savoient pas si tous les Traités, conclus entre l'Angleterre & l'Espagne, étoient assés avantageux dans chacun de leurs Articles pour être renouvelés & confirmés en entier. 2^o. Parce qu'ils croioient qu'il étoit très difficile d'examiner avec toute l'exactitude requise, jusqu'à quel point les Traités & Conventions entre la Grande-Bretagne & l'Espagne pouvoient être avantageux à la Nation; qu'il étoit absurde de vouloir juger des Accords futurs; & que par cette raison ils regardoient comme une chose extraordinaire, & craignoient qu'il ne fût d'une très dangereuse conséquence de s'engager, ainsi qu'on le faisoit par le Traité de Seville, à ratifier & garantir tout Accord, qui seroit fait entre le Roi d'Espagne & les Ducs de Toscane & de Parme, concernant les Garnisons une fois établies dans leurs Pais. 3^o. Parce que l'obligation où leurs Marchands étoient de prouver à la Cour d'Espagne la justice de leurs demandes, pour les pertes qu'ils avoient faites, étoit comme ils les pensoient, quelque chose de dur pour ces Marchands, & qui n'étoit nullement honorable pour la Nation: Qu'ils étoient persuadés que ces Infortunés entreprendroient un voiage si pénible & d'une si grande dépense avec d'autant moins de plaisir, qu'ils avoient tout lieu de craindre que leurs Prétentions ne contre-balançassent point celles des Espagnols; & qu'après tout, ils n'avoient que fort peu d'espérance d'obtenir des Commissaires, ce que les Plénipotentiaires ne leur avoient point accordés. 4^o. Parce qu'on s'étoit obligé de secourir l'Espagne pour introduire les 6 mille Hommes dans des Places de Toscane & de Parme, sans avoir spécifié les mesures, que l'on devoit prendre à cet égard, ni les secours que l'on devoit donner; & qu'ils craignoient qu'il n'en résultât des troubles sans fin & des dépenses excessives, qui, bien loin d'être avantageuses à la Nation, pourroient lui causer un grand préjudice. 5^o. Parce qu'on s'engageoit à garantir à jamais les Droits & Possession des Etats de Toscane & de Parme, non seulement à Don Carlos, mais encore à tous ses Successeurs; ce qui leur paroissoit une Stipulation si générale & d'une telle étendue, qu'ils ne voioient pas que la Nation Angloise pût jamais s'exemter d'entrer dans les disputes & les querèles, qui probablement s'éleveroient à cette occasion. Le lendemain les Seigneurs approuvèrent la Résolution rapportée ci-dessus, & résolurent en même tems d'en faire part au Roi par une Adresse, qui la contiendrait. Cette Adresse fut présentée le 9, & le Roi répondit; Qu'il étoit bien aise que le Traité, qu'il venoit de conclure avec l'Espagne de concert avec ses Alliés,

Adresse confor-
me à la Résolu-
tion arrêtée
1 Février.
Présentée.
9 Février.

ANNÉE M D C C X X.

les eût entièrement satisfaits : Qu'une exécution ponctuelle des engagements réciproques établirent une amitié ferme & durable entre les deux Couronnes ; ce qui seroit un grand avantage pour le Commerce & la Navigation du Roïaume.

Le 21 de Février, les Communes s'étant formées en grand Comité pour délibérer sur le *Traité de Seville*, le Chevalier *Guillaume Wyndham* s'éleva contre avec beaucoup de véhémence ; & ne parla pas avec moins de chaleur des Griens prétendus de la Nation. Lorsque l'on croïoit qu'il avoit fini son discours, il haussa le ton & dit, *Qu'il avoit encore à proposer une chose dont la Chambre, seroit extrêmement étonnée : Qu'il y avoit à la Porte des Maîtres de Vaisseaux Marchands, qui, revenus depuis peu de Dunkerque, avoient déposé sous Serment, devant un Juge de Paix, que le Port de cette Place étoit actuellement en état de recevoir des Vaisseaux de 2 à 300 Tonneaux.* L'on ne s'attendoit pas à cette Proposition ; & le Chevalier *Walpole* proposa d'en remettre l'examen à quelque autre jour : mais le Chevalier *Wyndham*, secondé du *S. Pulteney*, du Chevalier *Joseph Jeckil* & du *S. Bernard*, aiant insisté pour que l'on examinât sur le champ ces Témoins, on les fit entrer pour ouïr leurs Dépôts. Elles occasionnèrent des Débats forts vifs. Le *S. Horace Walpole*, parla sur ce sujet avec beaucoup de justesse & de force. Le Chevalier *Guillaume Younge* fit ensuite un discours dans le même goût ; & , comme il étoit déjà tard , on renvoïa la considération de cette importante Affaire au 23. Cinq ou six jours auparavant on avoit informé la Cour que depuis peu l'on travailloit au Port de *Dunkerque* ; & quoique ces avis ajoutassent qu'on n'avoit pas encore mis la main au rétablissement de la Jetée, laquelle est le principal ouvrage pour empêcher les Sables de combler le Port ; la Cour n'avoit pas laissé de faire partir sur le champ le Colonel *Armstrong* , Inspecteur Général des Forts & Forteresses & Premier Ingénieur, avec des Instructions pour visiter le Port de *Dunkerque*, & faire là-dessus les remontrances convenables à la Cour de France. Le 22, les Communes résolurent de présenter une Adresse au Roi, pour le prier de leur faire remettre les Ordres, Instructions, Rapports & Procédures, touchant le Port de *Dunkerque* depuis sa démolition ; & de leur faire communiquer en même tems la Triple Alliance, entre Sa Majesté, le Roi de France & les Etats Généraux, conclue à la Haye en 1717. Le 23, elles reprirent en grand Comité la Délibération du 21 ; mais, après quelques Débats, on renvoïa l'Affaire au 10 du mois suivant, par ce qu'on espéroit qu'alors le Colonel *Armstrong* seroit de retour de France. La Délibération fut donc reprise en grand Comité le 10 de Mars. On lut d'abord les Pièces demandées par l'Adresse du 23 de Février. Ensuite en examina quelques Témoins, Gens de Mer, & faisant le Commerce de *Londres* à *Dunkerque*. Ils déposèrent tous que depuis deux ans des Vaisseaux de 300 Tonneaux pouvoient entrer dans ce Port, & qu'il falloit qu'on l'eût nettoïé. Le Parti contraire à la Cour se recria beaucoup là-dessus ;

V.
TROISIÈME
SEANCE DU PARLE-
MENT.

Les Communes
delibèrent inuti-
lement sur le Trai-
té de Seville. Leurs
procédures au su-
jet du Port de
Dunkerque.
20 Février.

Pièces deman-
dées au sujet de
cette Affaire.
22 Février

La Délibération
est renvoïée au
mois suivant.
on reprend la
Délibération.
10 Mars.

Proposition du
Chevalier Wyn-
dham, rejetée.

Adresse propo-
sée par le Parti de
la Cour.

Combatus.

L'Adresse est
présentée,
14 Mai.

Closure de la
séance.
26 Mai

Discours du Roi.

&, plusieurs Membres aiant dit leur sentiment, le Chevalier *Wyndham* proposa de présenter une Adresse au Roi, pour prier Sa Majesté de témoigner son mécontentement, au sujet du rétablissement du Port de Dunkerque, lequel rétablissement étoit une violation du Traité d'Utrecht; & pour l'assurer que la Chambre assisteroit Sa Majesté de leurs Biens & de leurs Vies. Le Parti de la Cour fit voir par la Lecture d'une Lettre de la Cour de France, que le Traité d'Utrecht n'avoit pas été violé dans ce que l'on avoit fait à Dunkerque. Par ce moien, il combatit avec avantage la Proposition du Chevalier *Wyndham*, laquelle tomba d'elle même sans causer aucune division. Il n'en fut pas de même de celle que ce Parti fit, de présenter une Adresse au Roi, pour le remercier de sa vigilance & de son attention à l'intérêt de la Nation, en faisant faire de justes remontrances à la Cour de France, non seulement pour faire cesser le travail des Ouvrages qu'on faisoit actuellement à Dunkerque, mais aussi pour démolir ceux que les Habitans avoient faits jusqu'alors, dans le dessein d'en réparer le Port & le Canal: Pour marquer combien la Chambre étoit satisfaite des bons effets, que les instances de Sa Majesté avoient produits, en obtenant des Ordres exprès du Roi Très Chrétien, pour détruire les Ouvrages faits à Dunkerque, contre les Traités d'Utrecht & de La Haie; Ordres qu'elles comtoient devoir être fidèlement exécutés; Et pour témoigner en même tems leur satisfaction de voir la ferme union & la fidélité réciproque qui subsistoient si heureusement entre les deux Courones. Cette Proposition, & particulièrement les expressions de l'Adresse causèrent des Débats fort vifs, mais quand sur les 3 heures après minuit, on mit en question, Si l'Adresse seroit présentée, l'Affirmative l'emporta de 270 Voix contre 143. Le Prince de Galles resta dans la Chambre jusqu'à 2 heures. L'Adresse fut présentée le 14; & le Roi dit aux Communes dans sa Réponse; Qu'il les remercioit de cette Adresse, qui lui faisoit beaucoup de plaisir: Qu'il ne doutoit point que le Roi Très Chrétien, conformément à l'Alliance qui subsistoit entre les deux Courones, ne fit exécuter les ordres qu'il avoit donnés, à ses instances, pour la démolition des Ouvrages que les Habitans de Dunkerque avoient faits, contre les Traités d'Utrecht & de La Haie.

Le 26 de Mai, le Roi donna son consentement à 50 Actes, tant Publics, que Particuliers, & mit fin à la Séance par ce Discours,

MILORDS ET MESSIEURS,

La saison de l'année & la diligence avec laquelle vous avez expédié les Affaires Publiques, m'ont fait trouver à propos de finir cette Séance: & je ne doute point que, comme la conduite du Parlement a rempli mon attente, elle ne donne une égale satisfaction à tous mes bons & fidèles Sujets.

Les moiens, par lesquels vous m'avez mis en état, de satisfaire à mes engagements avec mes Alliés, auront, à ce que j'espère, tout le succès qu'on en attend; &, lorsqu'on aura vu que les Alliés de Seville sont, non seulement déterminés,

ANNEE M D C C X X X.

V.
TROISIEME
SEANCE DU PAR-
LEMENT.

déterminés, mais même actuellement prêts à remplir leurs engagements mutuels, on peut se flater qu'une Pacification générale sera l'heureux fruit de cette juste & puissante Alliance.

MESSIEURS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES,

Je vous remercie en particulier des Subsidés que vous avez levés pour le Service de l'année courante. Ce m'est une grande satisfaction que vous aies eu les égards convenables au soulagement de tous mes Sujets, dont le bien & la prospérité seront toujours le principal objet de mes soins & de mon attention.

M I L O R D S ET MESSIEURS,

Je suis très content de ce que, pour la satisfaction générale, vous êtes entrés dans un examen particulier de l'Etat de la Nation; & c'est un grand bonheur, après tant de plaintes injustes & déraisonnables, suscitées par les Mal-intentionnés avec tout l'art, l'industrie, & la malice possible, une mure délibération & les Débats les plus Solemnels, ne vous aient rien fait découvrir, qui soit digne de censure; & qu'au contraire vous aies approuvé toutes les Affaires, sur lesquelles vous aviez à délibérer.

Cette considération doit inspirer une juste horreur de ces Perturbateurs du repos de la Nation, qui dans un esprit d'envie travaillent sans cesse, par leurs Libelles scandaleux, à m'aliéner l'affection de mon Peuple, en lui faisant concevoir des jalousies mal-fondées, & l'excitant à se plaindre injustement de ma Personne & de mon Gouvernement.

Mais je dois me reposer sur votre prudence, sur votre désintéressement & sur vos soins pour la paix & le bonheur de votre Pais, persuadé que vous déconcerterez toutes ces pratiques séditieuses, & que vous ferez sentir à mon Peuple que ces procédés indignes n'ont d'autre but que de faire naître parmi nous la confusion & les troubles.

Après ce Discours, le Grand Chancelier, par ordre du Roi, prorogea le Parlement jusqu'au 25 de Juillet suivant.

ANNEE M D C C X X X I.

I.
AFFAIRES
DIVERSES.

I. EN JANVIER, Une Galiote Hollandoise, du port d'environ 150 Tonneaux, chargée d'Eau-de-vie, de Vin & de Fruits, vint sur la Barre de Topsham, aiant tous ses mâts, mais personne à bord. On envoya des Bâteaux pour la remorquer dans le Port; & l'on y mit une Garde par ordre du Chevalier de Courtnay, Seigneur du Lieu.

Galliotte, Hol-
landoise abandon-
née.
9 Janvier.

Le Lord, Henri Scot, Comte de Deloraine, Vicomte de l'Hermitage,
Tome XIV. Partie I.

Mort du Comte

Hh

h.
AFFAIRES
DIVERSES.
de Deloraine.
4 Janvier.

l'un des seize Pairs d'*Ecosse* aiant Séance au Parlement de la *Grande-Bretagne*, Gentilhomme de la Chambre du Roi, Major Général de ses Armées, Colonel d'un Régiment de Cavalerie en *Irlande*, & Chevalier de l'Ordre du *Bain*, mourut d'une attaque d'Apoplexie dans la Terre du Comté d'*Oxford*. Il étoit le plus jeune des Fils du Duc de *Marmouth*, Fils naturel de *Charles II*, lequel fut décapité sous *Jaques II*. Son Fils le Vicomte de l'*Hermitage*, qui n'étoit pas encore Majeur, lui succéda dans ses Biens & dans ses Titres. On transporta son Corps à *Beaulengh* en *Ecosse*, pour être enterré dans le Tombeau de ses Ancêtres maternels. Sa Charge de Gentilhomme de la Chambre fut donnée au Comte de *Cosper*, & son Régiment au Chevalier *Baronnet-Robert Rich*, l'un des Gentilshommes de la Chambre du Roi, Membre du Parlement pour *Saint-Eves*, & Colonel d'un Régiment de Dragons en *Irlande*.

Marée extraor-
dinaire.
11 Janvier.

Il y eut à *Londres* la plus haute Marée, qu'on eut vue depuis 30 ans. L'eau monta six pouces plus haut que dans la Marée extraordinaire, qui fit la Brèche de *Dragenbam*. Elle causa, cette dernière fois, un dommage très considérable par l'inondation de plusieurs Chantiers.

Ribelles Éditions.
20 Janvier.

Richard Franklin, Imprimeur du *Craftsman* fut arrêté pour avoir inséré dans son Journal du 6, un Mémoire injurieux au Ministère. Un Messager d'Etat eut ordre de le garder à vue, de ne le laisser parler à personne & de ne lui donner ni papier, ni plume, ni encre. Trois autres Messagers d'Etat saisirent en même tems chés lui tous les Papiers Manuscrits qu'ils y trouvèrent. Deux jours après, il fut interrogé par un Secrétaire d'Etat, & relâché le lendemain, en donnant caution de comparoître devant la *Cour du Banc du Roi*, le premier jour de la Session.

Règlement de
la Société Royale
de Londres.
Janvier.

Dans une Assemblée que la *Société Royale de Londres* tint au commencement de ce mois, il fut résolu de n'admettre à l'avenir aucun Candidat, à moins qu'il n'eut été nommé par trois Membres de la Société, qui déclareroient par écrit le nom, la condition, & les qualités de la Personne proposée, & si quelque Ouvrage imprimé l'avoit fait connoître dans le Monde; & que l'élection par balotage de cette Personne ne pourroit se faire que dix semaines après. On vouloit ouvrir par là la porte au mérite & la fermer à la faveur, pour remplir l'intention de la première institution de cette Société, qui subsiste depuis 1666.

Mentions &
Recrues pour Gi-
braltar, &c.
Janvier.
Nouveau Pais.
Janvier.

On fonda plusieurs Canons & Mortiers pour *Gibraltar* & *Port-Mahon*; & l'on fit partir des Recrues pour ces Places.

Le Chevalier *Robert Raymond*, Lord-Chef-Justice de la *Cour du Banc du Roi* fut fait Pair de la *Grande-Bretagne*, sous le nom de Baron d'*Abbots-Langley*, Titre du Comté d'*Hereford*.

Quelques Membres du *Parlement* proposèrent au Conseil un Projet pour établir dans *La Caroline-Méridionale* tous les pauvres Débiteurs insolubles sortis des prisons, en vertu de l'*Acte de Parlement* de l'année 1719.

A N N É E M D C C X X I.

Le S. *Abraham Stanyan*, précédemment Ambassadeur à *Constantinople*, & le S. *Edouard Jackson*, lequel avoit été Résident à la *Cour de Suède*, furent nommés Commissaires, pour exercer la Charge de Garde du Petit-Sceau, à la place du Comte de *Wilmington*.

Y.
AFFAIRES
DIVERSES.
Charges données.
Janvier.

En FÉVRIER, le S. *Guillaume Pulteney*, Membre du Parlement pour *Haydon*, & le Lord *Harwey*, Fils du Comte de *Bristol*, aussi Membre du Parlement pour *Saint-Edmond-Bury*, se batièrent dans le Parc de *Saint-James*. Le premier avoit pour second le Chevalier *Jean Rushour*, & l'autre le Chevalier *Fox*. Après avoir été blessés légèrement l'un & l'autre, le S. *Pulteney* désarma le Lord *Harwey*. Leur querèle venoit, à ce que l'on prétendoit, de deux Ecrits qui paroissoient alors; l'un sous le titre de *Sédition & diffamation développées*; & l'autre: *Replique convenable à un Libelle injurieux publié depuis peu, intitulé: Sédition & Diffamation développées*.

Duel entre deux
Membres des
Communes.
5 Février.

Le même jour l'Imprimeur & le Distributeur d'un Libelle séditieux, intitulé: *La divine Catastrophe de la Famille Royale des STUARTS*, furent arrêtés & mis sous la Garde de Messagers d'Etat.

Libelle séditieux.
5 Février.

On fit partir beaucoup d'Officiers & des Recrues considérables pour les Régimens des Garnisons de l'Ile de *Minorque*.

Recrues pour
Minorque.
21 Février.

Les Lords Regens d'Irlande firent passer au Grand Sceau du Roïaume la Patente accordée par le Roi aux Srs. *Isaac Prowing* & *Thomas Brake*, par laquelle Sa Majesté leur remettoit pour 31 ans tous ses Droits, Intérêts & Prétentions aux Mines & Minéraux qu'on découvriroit dans le Roïaume, en se réservant seulement le dixième du Produit exempt de toutes Charges & Dépenses, & sans les Droits & Portions acquis au Comte d'*Albertynni*, en vertu d'un Contrat & d'une Patente de la première année de *Jaques II.*

Mines d'Irlande.
16 Février.

En MARS, Le Comte de *Lothian* fut élu à *Edimbourg* pour être un des 16 Pairs d'Ecosse, aiant Séance au Parlement de la Grande-Bretagne, à la place du feu Comte de *Deloraine*.

Nouveau Pair
d'Ecosse pour le
Parlement.
2 Mars.

On passa au Sceau un Oâtroi de la Couronne en faveur de la Reine, pour la faire Dame de *Greenwich*, Seigneurie, qui devoit passer après elle au Duc de *Cumberland*, à la Princesse Royale & la Princesse *Amélie*.

La Reine Dame
de Greenwich.
30 Mars.

En AVRIL, on embarqua des Recrues pour les Garnisons de *Gibraltar* & de *Port-Mahon*.

Recrues pour
Gibraltar & Port-
Mahon.

On remit à la Banque 100 mille Livres Sterling, apportées des *Indes-Occidentales-Espagnoles*, pour le compte de divers Marchands de *Londres*, qui négocioient dans ce Pais-là.

5 Avril.
Argent remis à
la Banque.
30 Avril.

En MAI; Le Colonel *Armstrong*, Premier Ingénieur de la Grande-Bretagne, revint le 26 de France, après un séjour de plus d'un an, au sujet de l'Affaire du Port de *Dunkerque*.

Retour du Co-
lonel Armstrong.
26 Mai.

On fit partir des Recrues pour *Gibraltar*.

Recrues pour
Gibraltar.
31 Mai.

La Corporation de la Charité pour le soulagement des pauvres Veuves & des Enfans du Clergé, reçut une Aumône de 500 Liv. Sterl., qui fut

Aumône consi.

A N N É E M D C C X X I.

I.
A F F A I R E S
D I V E R S E S.dérable.
Mai.
Mort du Gouverneur de Plymouth.
Mal.

remise par une personne inconnue au Trésorier de cette Compagnie.

Le S. *Charles Churchill*, Brigadier Général des Troupes de la *Grande-Bretagne* & Gouverneur de la Ville & Château de *Plymouth*, mourut à *Genève*. Il étoit Fils naturel du Général *Churchill*, Frère du Duc de *Marlborough*.Incendies.
15, 16 Juin.En J U N, la Ville de *Blandford*, dans le Comté de *Dorset*, fut toute réduite en cendres, à la réserve de 26 Maisons & de l'Eglise. Le lendemain, il y eut plus d'un tiers de la Ville de *Trverton* dans *Devonshire*, qui fut consumé par le feu. La perte fut estimée plus de 100 mille Livres Sterling. On fit à *Bristol* & à *Bath* des Collectes, en faveur des Habitans de ces deux Villes; & le Roi fit donner 800 Livres Sterling, à ceux de *Blandford*. Le 6 du mois suivant, la Compagnie des *Indes-Orientales* tint une Assemblée générale dans laquelle elle fit une Collecte de plus de mille Liv. Sterl., en faveur des Habitans des deux Villes. Le 11, les Directeurs de la Banque firent entre eux une pareille Collecte de 300 Livres Sterling; Dans le mois d'Août, la Duchesse Douairière de *Marlborough* donna 400 Liv. Sterl. à ceux de *Blandford*, en considération de ce que son Petit-Fils portoit le Titre de Marquis de cette Ville.

Recrues de Habits pour Minorque.

16 Juin.
Proclamation au
Sujet de l'Île de
Corse.
26 Juin.On fit partir des Recrues avec les Habits pour les 4 Régimens en Garnison dans l'Île de *Minorque*.Le Roi fit publier une Proclamation, signée trois jours avant à *Hampton-court*, laquelle portoit en substance: Que le S. *Gastaldi* Secrétaire de la République de *Gènes* aiant représenté au Roi que, nonobstant les moyens employés jusqu'alors pour domter les Rebelles de l'Île de *Corse*, ils ne laissoient pas de persister dans leur opiniâtreté; qu'ils n'auraient pu se soutenir si long-tems dans leur rebellion, si des Vaisseaux des Nations Etrangères ne leur avoient fourni des Armes & des Munitions de Guerre; que pour prévenir ce mal, la République avoit jugé nécessaire d'envoier quelques Galères & d'autres Bâtimens armés sur les Côtes de *Corse*, avec ordre d'empêcher qu'aucun Bâtiment, de quelque Nation que ce fût, n'abordât l'Île ailleurs qu'au Port de *La Bastie*, de *Giaccio*, de *Calvi* & de *Bonifacio*: mais que, comme il étoit fort difficile, que la République pût garder toutes les Places de l'Île, où l'on pouvoit aborder, elle prioit le Roi d'ordonner aux Officiers de ses Ports de Mer, de ne pas permettre qu'on fournit aux Vaisseaux de *Corse* aucune Munition de Guerre, & de défendre à ses Sujets d'y faire aucun commerce qui pût contribuer à soutenir les Corles dans leur rebellion: Que le Roi, voulant donner à cet égard une juste satisfaction à la République de *Gènes*, & maintenir inviolablement la Paix, qui subsistoit avec elle, Sa Majesté avoit jugé à propos d'ordonner à tous ses Sujets, de quelque condition qu'ils pussent être, de s'abstenir d'envoier aucun secours directement ou indirectement aux Habitans de l'Île de *Corse*, soulevés contre la République, sous peine d'en courir la haute disgrâce de Sa Majesté & d'être punis comme

ANNEE M D C C X X I.

I.
AFFAIRES
DIVERSES.

niant violé volontairement les Traités & la Paix, qui subsistoient entre le Roi & les Etats ou Princes Etrangers.

Le Roi nomma le S. Thomas Williams, Chancelier & Trésorier de la Partie Méridionale de la Principauté de Galles, à la place du feu Chevalier Guillaume Morgan de Frédegar; & le Comte de Cowper, Gentilhomme de la Chambre du Prince de Galles, à la place du Comte d'Asburnham, qui s'étoit démis de cette Charge à cause de ses infirmités.

Charge démise.
Juin.

Le Comte de Clavijo, qui croisoit avec trois Vaisseaux de Guerre Espagnols sur les Côtes de Barbarie, prit un Navire Anglois qui venoit d'Alger, où les Maures l'avoient chargé pour Tétuan & Gibraltar. N'en ayant pas trouvé les Passeports en forme, il fit passer sur son Bord le Capitaine, quelques Matelots, & les Maures, qui se trouvèrent dans ce Navire, qu'il fit conduire à Alicante.

Vaisseau pris.
Juin.

Dans le même tems, la Cour d'Espagne employoit 12 mille Hommes à faire des Fortifications régulières devant Gibraltar, au moyen desquelles, disoit-on en Angleterre, les Vaisseaux, que les Anglois avoient dans la Baie, feroient à la portée du Canon. Elle faisoit aussi croiser le long des Côtes plusieurs Bâtimens armés pour empêcher qu'on ne transportât des Vivres des Ports d'Espagne à Gibraltar. Ce fait fut en partie démenti dans le courant du mois suivant, par un Plan de Gibraltar, de ses Fortifications, & des Ouvrages que les Espagnols avoient construits. On répandit dans Londres ce Plan qui faisoit voir que les Ouvrages, dont il s'agit, étoient éloignés de la Place d'environ une lieue & de 2 ou 3 de l'endroit où les Vaisseaux se tiennent ordinairement à l'Ancre, & que par conséquent ils ne pouvoient pas les incommoder. Il paroissoit par là que les Espagnols, en les construisant, n'avoient eu dessein que d'empêcher la Contrebande, & d'ôter aux Soldats & Matelots Anglois le moyen de commettre du désordre dans le plat Pays.

Fausse hostilité de la part des Espagnols.
Juin.

Un Vaisseau, parti le 9 d'Avril de La Jamaïque, arriva vers la fin de ce mois en Angleterre. Le Capitaine Jenkins qui le commandoit, rapporta qu'à son passage à l'entrée du Golphe, il avoit été pris par un Garde-Côte Espagnol, lequel avoit eu la cruauté de lui couper une Oreille & de mettre tout son Equipage à la torture, pour leur faire avouer qu'ils avoient négocié furtivement sur la Côte de la Nouvelle-Espagne, & qu'ils avoient à bord de l'Argent ou d'autres effets venant de ce Pais. Le Garde-Côte ne l'avoit relâché qu'après l'avoir détenu tout un jour & s'être emparé d'une partie de ses Provisions.

Vaisseau pris par les Espagnols.
Juin.

En JUILLET, la Comtesse de Suffolk fut nommée Dame de la Chambre & Maîtresse de la Garderobe de la Reine, avec huit-cens Liv. Sterl. d'appointement. Cette Charge n'avoit point été remplie depuis la mort de la Reine Anne.

Charge rétablie.
7 Juillet.

Les Gouverneurs de l'Hôpital de la Chartreuse tinrent une Assemblée,

Hôpital de St.

A N N É E M D C C X X X L

I.
A F F A I R E S
D I V E R S E S.Chartreuse.
24 Juillet.Enfant extraordi-
naire.
Juillet.Libelles séditieux.
Juillet.Le S. Guil. Pul-
teney dépouillé de
ses Charges.
Juillet.Vaisseaux pris.
Juillet.Epreuves de Ca-
non.
7. 24 Août.Recette d'une se-
maine remise à
l'Echiquier.
10 Août.
Munitions, &c.
pour Gibraltar,
&c.
Août.Le Comte de
Leicester Conné-
table de la Tour.
16 Août.Gouvernement
donné.
30 Août.Libelle séditieux.
Août.Ordres du Roi
d'Espagne pour
empêcher les dé-

dans laquelle ils résolurent de ne plus permettre que les Femmes des Officiers demeurassent dans cet Hôpital avec leurs Maris.

Un Païsan du Voisinage de *Readleg*, dans le Comté de *Berk*, amena à *Londres* un Fils, qu'il avoit, pour le faire voir comme un prodige. Cet Enfant qui n'avoit qu'environ cinq ans, disoit-on, étoit de près de 5 pieds de haut. Tous ses Membres étoient formés à proportion de sa Grandeur, & d'ailleurs il étoit à peu près de la grosseur d'un Homme fait. Il étoit si fort, qu'il portoit aisément 260 pesant; qu'il levoit d'une main un poids de 100 Livres, & d'un seul doigt un de 50

On fit arrêter & conduire dans une Maison de correction plusieurs Personnes pour avoir débité des Libelles séditieux & scandaleux.

Le S. *Guillaume Pulteney*, que l'on pouvoit regarder comme le Chef du Parti contraire à la Cour, dans la *Chambre-Basse*, eut ordre de se démettre de ses Charges. Il prit le parti de se retirer à la Campagne pour y passer le reste de ses jours, & ne revint à *Londres* que pour la Séance du Parlement, tant qu'il en seroit Membre.

Un Navire de *Bristol*, allans de la Côte de *Guinée* à l'*Ile Saint-Christophe* & chargé de Nègres pour *La Jamaïque*, fut pris par un *Garde-Côte Espagnol*, qui le conduisit à *Porto-Ricco*. Un autre Bâtiment de 18 Canons & d'environ 30 Hommes, allant de *La Jamaïque* à *Laoston-Duror*, fut pris par un autre *Garde-Côte Espagnol* de 10 Canons & de 60 Hommes; après un assez long combat dans lequel il y eut plusieurs gens tués de part & d'autre.

En A O U T, on fit à *Wolwich* une épreuve de 72 Canons nouvellement fondus, lesquels réussirent tous. C'étoit la douzième épreuve que l'on faisoit depuis le commencement de l'Été; chacune aiant été pour le moins de 70 Canons. On en fit quelques jours après une autre de 74, qui réussirent tous à l'exception d'un seul.

Il fut remis à l'Echiquier 27 mille Liv. Sterl. par le Caissier de la *Douane*; & 67 mille par celui de l'*Accise* pour la Recette d'une Semaine.

On fit embarquer à *Deptford* sur deux Bâtimens de transport des Munitions de Guerre, des Habits, des Recrues & d'autres choses nécessaires pour les Garnisons de *Gibraltar* & de *Port-Mahon*.

Le Roi nomma le Comte de *Leicester*, Connétable de la Tour, & Lord Lieutenant & Garde des Rôles des Hammeaux, qui en dépendent à la place du Vicomte de *Lonsdale*; qui s'étoit démis volontairement de cette Charge.

Le Capitaine *Usber* fut fait Gouverneur de la Ville de *Gallouai* en *Irlande*, à la place du Lord *Saint-George* son Beau-Père qui s'étoit démis de cet Emploi.

L'Imprimeur *Francklin* fut mis sous la Garde d'un Messager d'Etat à *Hamptoncourt*, pour avoir imprimé un Ecrit satirique contre le Ministère.

Le Roi d'*Espagne* envoya des Ordres très précis à tous les Vice-Rois & Gouverneurs de ses Etats d'*Amérique* de faire cesser les mauvais procédés

ANNEE MDCCLXXI.

des *Gardes-Côtes* & des autres Vaisseaux de ces Païs. Dans le même tems, il destitua les Gouverneurs de *Saint-Domingue* & de *Porto-Ricco*, pour avoir favorisé les déprédations de ces Vaisseaux, & les fit revenir en *Espagne* pour rendre compte de leur conduite.

En SEPTEMBRE; le Marquis de *Blandford*, Membre du Parlement pour *Wodstock*, Fils unique du Comte de *Godolfin* & Petit-Fils de la Vieille Duchesse de *Marlborough*, mourut le 4 à *Oxford*, âgé de 22 ans. Comme il ne laissoit point d'Enfans & que la jeune Duchesse de *Marlborough* sa Mère n'avoit point d'autre Héritier que lui, sa mort fit passer le Titre de Marquis de *Blandford*, avec une partie des biens de sa Maison au Comte de *Sunderland*. Le Corps du Marquis de *Blandford* fut porté le 16, au Chateau de *Blenheim* dans la Sépulture du Duc de *Marlborough* son Aieul.

Le 6, le Lord *Robert Boyle*, Comte d'*Orrery* en *Irlande* & Baron de *Leicester* dans le Comté d'*Tork* mourut à *Londres* n'ayant été malade que deux jours. Il étoit Chevalier de l'Ordre du *Chardon*, Lieutenant Général des Armées de la *Grande-Bretagne*, Conseiller Privé, & Membre de la Société Royale. Il avoit été, sous le Roi *Guillaume*, Ambassadeur auprès des *Etats de Brabant*, & sous la Reine *Anne* auprès des *Etats-Généraux*. Le Lord *Boyle* son Fils aîné lui succéda dans ses Titres & dans ses Biens. Il fut enterré, le 22, avec beaucoup de pompe à *Westminster* dans le Caveau du Duc d'*Ormond*.

Trois Chariots chargés d'Argent apporté des *Indes-Orientales* par un Vaisseau de la Compagnie, pour le compte des Marchands de *Londres*, arrivèrent le 14 dans cette Ville.

Le Comte de *Tanquerville* fut fait Capitaine des Hallebadiers de la Garde, Place vacante par la Promotion du Comte de *Liechester* à celle de Connétable de la Tour.

Un Vaisseau de Guerre rapporta des *Indes Orientales* 300 mille Pièces de huit pour le compte des Marchands de *Londres*.

En OCTOBRE; le 11, en moins de quatre heures le feu consuma près des deux tiers de la petite Ville de *Burnwel* près de *Cambridge*. Un autre incendie réduisit en cendre, toute la Ville de *Cocktorpe* dans le Comté de *Norfolk*.

Le Duc de *Lorraine* arriva dans la *Tamise*, le 23, à bord d'un Yacht des *Etats-Généraux* sur lequel il passa la nuit. Ses Equipages l'avoient précédé de quelques jours. Le lendemain il alla débarquer à la Tour, & fut reçu par le Comte de *Kinsk* Envoyé extraordinaire de l'Empereur, qui le conduisit à son Hôtel, où les Ministres Etrangers & plusieurs Seigneurs de la Cour le vinrent complimenter. Le 25, il alla trouver la Cour à *Hamptoncourt*. Le Lord *Chambellan* & le Comte de *Dummore* Gentilhomme de la Chambre en quartier, le conduisirent dans le Cabinet du Roi. Le Comte de *Granham* le conduisit ensuite à l'Apparte-

L.
AFFAIRES
DIVERSES.
prédations en A-
mérique,
Août.

Mort du Mar-
quis de Blandford.
4 Septembre.

Mort du Comte
d'Orrery.
6 Septembre.

Argent pour les
Marchands de
Londres.
15 Septembre.

Le Comte de
Tanquerville Cap-
taine des Halle-
badiers.

18 Septembre.
Argent pour les
Marchands de
Londres.
Septembre.
Incendies.
11 Octobre, &c.

Arrivée du Duc
de Lorraine en
Angleterre.
23, 24, 25
Octobre.

I.
AFFAIRES
DIVERSES.

A N N É E M D C C X X X I.

Son départ.
18.

ment de la *Reine*, & de là à celui du *Prince de Galles*. Le Duc de *Saint-Albans*, le Comte d'*Essex* & deux autres Gentilshommes de la Chambre du Roi furent nommés pour l'accompagner pendant le séjour qu'il feroit en *Angleterre*, où l'on devoit le traiter aux dépens du Roi. Il devoit aussi garder l'*incognito* sous le nom de Comte de *Blamont*. Il prit congé du Roi, de la *Reine* & de Famille Royale, au Palais de *Saint-James*, le 18 de Décembre; & le même jour il partit sur les deux heures après midi pour *Greenwich*, dans le Carosse du Comte de *Kinski*, accompagné du Comte de *Kinski* lui-même, du Duc de *Richmond* & du Lord *Baltimore*. Il dina chez le Duc de *Richmond* à *Greenwich*; & s'embarqua ensuite sur un Yacht pour passer en *Hollande*.

Nouveau Pair
d'Irlande.
Octobre.

Le Chevalier *Thomas Wyndham*, Grand Chancelier d'*Irlande*, fut nommé Pair de ce Royaume sous le Titre de Baron de *Finglas*.

Gouvernement
donné.
Octobre.

Le S. *Edouard Traile* fut nommé Gouverneur du Fort de *Sandown* dans l'Ile de *Wich*.

Argent pour la
Hollande.
Octobre.

Il y eut six mille Onces d'Argent, six mille Onces d'Or & deux mille Onces de Poudre d'Or déclarées à la *Douane* pour la *Hollande*.

Incendie.
3 Novembre.

En NOVEMBRE; le feu prit, le 3 après midi, dans la Maison du feu Comte d'*Asburnham*, près de l'Abbaie de *Westminster*, où l'on conservoit la fameuse *Bibliothèque de Cotton*. Plusieurs Manuscrits précieux de cette *Bibliothèque* furent consumés par les flâmes, ainsi qu'une partie de la Maison.

Le Lord Patre
Membre de la So-
ciété Royale.
25 Novembre.

Le Lord *Petre*, Baron de *Writtle* dans le Comté d'*Essex*, fut reçu Membre de la Société Royale. Quatre jours après dans une autre Assemblée de la même Société, le Duc de *Richmond* proposa pour en être Membre, le Duc de *Lorraine* & le Comte de *Kinski* Envoyé extraordinaire de l'Empereur; & l'Assemblée les reçut d'une voix unanime. Le Duc de *Lorraine* y prit Séance le 6 du mois suivant, & signa les Statuts en présence du *Prince de Galles* & de toutes les Personnes de distinction qui étoient Membres de la Société.

Le Duc de Lor-
raine & le Comte
de Kinski Mem-
bres de la même
Société.
29 Novembre.Mort du Comte
de Londown.
Novembre.

Le Comte de *Londown*, l'un des seize Pairs d'*Ecosse* aiant Séance au Parlement de la *Grande-Bretagne*, lequel étoit pour lors Grand Commissaire du Roi à l'Assemblée Générale du Clergé d'*Ecosse*, mourut à *Edimbourg*.

Nouveau Pair.
Décembre.

En DECEMBRE; le Lord *Effingham Howard*, fut créé Pair de la *Grande-Bretagne*, sous le Titre de Comte d'*Effingham* dans le Comté de *Sussex*.

Charges données.
21 Décembre,
&c.

Le Comte de *Selkirck*, l'un des 16 Pairs d'*Ecosse*: Députés au Parlement de la *Grande-Bretagne*, & l'un des Gentilshommes de la Chambre du Roi, fut fait Secrétaire d'Etat pour l'*Ecosse*, à la place du feu Comte de *Londown*. Le Comte d'*Effingham* fut nommé Député Grand-Maréchal d'*Angleterre*; & le S. *Townshend Andrews*, Trésorier Général de l'Armée, à la place du S. *Robert Jacombe* qui s'étoit démis de cet Emploi.

Le

ANNÉE M D C C X X I.

Le Comte de *Murrey* reçut le Collier de l'Ordre du *Chardon* vacant par la mort du Comte de *Finlater*.

Il fut résolu dans le Commun-Conseil de la Ville de *Bristol* d'ériger dans la Place de cette Ville, appelée le *Quarré de la Reine*, une Statue Equestre de bronze au Roi *Guillaume III*, laquelle seroit posée sur un Pied d'Estat de Marbre.

Il y eut à *Londres* une tempête violente, par laquelle une Maison du Quartier de *Saint-Anne* fut renversée, & plusieurs Vaisseaux qui étoient à l'Ancre dans la *Tamise*, très endommagés.

II. Les Commissaires de l'Amirauté mirent cette année en Commission beaucoup de Vaisseaux, dont 5 en *FEVRIER*; 6 en *MAI*, d'abord 3 dont un de 90 Canons & 2 de 80, ensuite 3 autres destinés pour l'Escadre que le Vice-Amiral *Wager* devoit commander; plusieurs en *JUIN*, pour être joints à l'Escadre des *Indes-Occidentales*, 3 en *JUILLET* de 70 Canons; en *DECEMBRE*, 4 de 20 Canons avec deux Chaloupes, l'une de 10 & l'autre de 8 Canons, pour aller relever l'Escadre que le Contre-Amiral *Stewart* commandoit en *Amérique*. En *JANVIER*, *JUIN*, *AOÛT* & *SEPTEMBRE*, ils admirent à l'Hôpital de *Greenwich* environ 300 Matelots, & plusieurs Officiers, qui n'étoient plus en état de servir. Ils firent lancer à l'eau 9 Vaisseaux de Guerre; dont un en *MARS*, de 80 Canons; un en *AVRIL* de 70 Canons; 2 en *AOÛT*, à *Chatam*, de 70 Canons; un en *SEPTEMBRE*, à *Chatam*, de 70 Canons; 3 en *OCTOBRE*, à *Depiford*, deux de 30 Canons & le troisième une Chaloupe de 10 Canons; un en *NOVEMBRE*, de 80 Canons. En *JUIN*, ils accordèrent des *Protections* à plusieurs Vaisseaux frétés pour les Pais Etrangers. En *JUILLET*, ils en accordèrent aux Maîtres des Bâtimens de Charbon & des Bâteaux de Pêcheurs, à condition qu'ils fourniroient chacun un Homme pour la Flote. En *FEVRIER*, on envoya des ordres à *Portsmouth* & à *Chatam* d'équiper avec toute la diligence possible les Vaisseaux de Guerre, qui devoient être envoyés en *Amérique* & dans la *Méditerranée*; & dans le mois d'*AVRIL*, on en fit partir un pour la Côte de *Guinée* avec ordre d'aller ensuite aux *Indes-Occidentales*. Quelques jours après un autre Vaisseau partit de *Portsmouth* pour *La Jamaïque* avec des Instructions pour le Contre-Amiral *Stewart*, touchant la conduite, qu'il devoit tenir à l'égard des *Gardes-Côtes Espagnols*. Il en partit deux autres pour les mêmes Mers, l'un en *JUIN*, & l'autre en *AOÛT*. Dans le même mois, le Capitaine *Lestok*, eut ordre de mettre incessamment à la voile pour aller relever le Contre-Amiral *Stewart*. En *AVRIL*, le Contre-Amiral *Cavendish*, qui devoit commander quelques Vaisseaux dans la *Méditerranée*, arbora son Pavillon à *Portsmouth*. Au commencement de *JUIN*, les Lieutenans des Vaisseaux mis en Commission prêtèrent Serment à l'Amirauté & reçurent ordre de se rendre incessamment à bord de leurs Vaisseaux. Vers la fin

Tome XIV. Partie I.

I i

I.
AFFAIRES
DIVERSES.
Nouveau Che-
valier du Char-
don.
Decembre.
Statue du Roi
Guillaume à Bris-
tol.
Decembre.

Tempête à Lon-
dres.
20 Decembre.

II.
MARINE.
Vaisseaux en
Commission.
14, 20 Février;
28 Mai, &c. Juin,
14 Juillet, 5 Dé-
cembre.

Matelots admis
à l'Hôpital de
Greenwich.
Janvier, 12 Juin,
27 Août, 14
Août.
Vaisseaux neufs.
27 Mars, 24
Avril, 16 Août,
11 Septembre, 4
Octobre, 11 No-
vembre.
Protections ac-
cordées.
Juin; 3, 4 Juil-
let.

Vaisseaux pour
l'Amérique & la
Méditerranée.
Février; 4, 24
Avril, 29 Juin,
16 Août.

28 Avril.

1 Juin.

ANNEE M D C C X X I.

II.
MARINER.

- 21 Mai. de M A I, les *Commissaires de l'Amirauté* firent battre la Caisse pour lever des Matelots; & quelques jours après, sur le bruit qui se répandit qu'on en alloit prendre par force, les Entrepreneurs de la Pêche des Maquereaux leur présentèrent une Requête, par laquelle ils demandoient des Protections pour que les leurs ne fussent pas enlevés. On leur répondit qu'ils n'en avoient pas besoin, parce que l'Acte du dernier *Parlement* avoit si bien encouragé les Matelots, qu'ils venoient se présenter en foule pour s'engager volontairement. En A O U T, le Chevalier *George Walton* Vice-Amiral de l'*Escadre-Blanche* eut ordre d'aller croiser dans la *Manche* avec quelques Vaisseaux de Guerre. Il en revint au commencement du mois suivant, & les ordres furent donnés pour désarmer plusieurs de ses Vaisseaux & réduire les autres en *Garde-Côtes*. En M A I, l'*Escadre* que le Vice-Amiral *Wager* devoit commander dans la *Méditerranée* pour le passage de *Don Carlos en Italie* étoit composée de 17 Vaisseaux. En J U I N, ils eurent ordre de s'assembler à *Spithead*; & quelques jours après le Vice-Amiral eut ordre de faire les préparatifs nécessaires pour mettre à la voile au plutôt avec 13 de ces Vaisseaux, afin d'arriver à *Cadix* au commencement d'Août. Le *Namur* Vaisseau de 90 pièces de Canons, qu'il devoit monter, fut orné magnifiquement, parce que l'*Infant* s'y devoit embarquer. Cette *Escadre* partit de *Spithead* le 29 de Juillet; mais le vent contraire l'obligea de rentrer dans le Port de *Torbay*. Les Troupes de Terre, embarquées sur cette *Escadre*, étoient commandées en Chef par le Brigadier-Général *Clayton*. Elle arriva le 13 d'A O U T à *Cadix*. Nous aurons occasion de parler ailleurs de son arrivée en *Italie*. Le S. *Jean Guest* proposa aux *Commissaires de l'Amirauté* une Machine de son invention qui fut examinée par le Vice-Amiral *Wager*, avant son départ, & par le Docteur *Halley*, Astronome du Roi, lesquels l'approuvèrent. L'Inventeur prétendoit qu'elle devoit donner exactement en tout tems & en tout lieu la Latitude & la Longitude, la variation de l'Eguille aimantée & l'heure du jour à une Minute près. On résolut de l'envoyer faire l'essai de la Machine sur les premiers Vaisseaux qui partiroient pour les *Indes-Occidentales*; & si la Machine se trouvoit avoir toute l'utilité qu'il prétendoit, on lui promit une récompense considérable. En J U I N, le S. *Robert Bing*, Fils du Vicomte de *Torrington*, fut fait Commissaire de la Flote, à la place du feu Chevalier *Isaac Townshend*.

III.
BANQUE ET
COMPAGNIES DE
COMMERCE.
Banque.
Dividende &
Maison.
Comp. de Turquie.
Vaisseau brûlé.
10 Octobre.
Comp. d'Afrique.
Officiers.
29 Janvier.

III. LE Dividende des Actions de la *Banque* fut cette année de deux & trois quarts pour cent. Les Directeurs achetèrent aussi cette année deux Maisons derrière la *Bourse* pour en faire une seule, où l'on tint la *Banque*. En O C T O B R E, un Vaisseau de la *Compagnie de Turquie* fut entièrement consumé par le feu dans le Chantier de *Deptford*. En J A N V I E R, la *Compagnie Royale d'Afrique* élut le Roi pour Gouverneur, le Chevalier *Robert-Sutton* pour Sous-Gouverneur, & le Chevalier

ANNEE MDCCXXI.

Bibye Lake pour Député-Gouverneur. En FEVRIER, elle résolut d'armer ses Vaisseaux comme en tems de Guerre, pour les mettre à l'abri des insultes des *Gardes-Côtes Espagnols*, qui continuoient leurs déprédations. Les Marchands, négociant à *La Jamaïque*, prirent dans le même tems la même résolution. Le Capitaine *Bulfinch Lambe*, lequel avoit été Facteur de la Compagnie à *Jacquin* sur la Côte de *Guinée*, se rendit dans le mois de MAI à *Richmond*, où la Cour étoit alors, avec un *Prince Africain*, envoyé par le Roi de *Pawpaw* pour voir de sa part le Roi d'Angleterre, auquel il écrivoit, & visiter le Roïaume. Le Capitaine *Lambe* avoit été fait Esclave à la Conquête d'*Adab*; & l'on l'avoit ensuite envoyé dans l'intérieur du Pais à plus de cent milles de la Côte, où ce Roi Nègre, qui n'avoit jamais vu de Blancs, l'avoit traité fort bien & l'avoit tellement pris en amitié, qu'il n'avoit consenti, qu'il retournât dans son Pais qu'à condition qu'il viendrait le retrouver.

La Compagnie des Indes-Orientales, déclara dans le mois de MARS, à la Douane, d'abord 209 mille Onces d'argent, ensuite 560 mille 684 Onces, avec plusieurs autres sortes de Marchandises à l'usage des Anglois établis dans les Pais de son Commerce, & 2 mille 120 Pièces de Drap fin pour les négocier avec les Indiens. Elle perdit vers le mois de FEVRIER un Vaisseau, qui périt entre *Mocha* & *Bombay*, en revenant en Angleterre. Elle eut 12 Vaisseaux de retour. Il en arriva deux le 10 de JUILLET à *Storeham* sur la Côte de *Suffex*; ils étoient partis de la Chine le 26 de Janvier de cette année. On apprit par les Commandans de ces Vaisseaux que dans le passage du Détroit de *La Sonde*, ils avoient rencontré 4 Frégates *Hollandoises* qui croisoient pour prendre le Vaisseau de la Compagnie d'*Ostende*, qui s'étoit sauvé l'année précédente: que les Frégates les avoient assuré qu'il y en avoit encore 4 autres, qui croisoient pour le même effet dans le Détroit de *Malacca*. Mais, comme le Vaisseau d'*Ostende* avoit fait voile de la Chine quelques mois auparavant, on croïoit qu'il avoit échappé par le Détroit de *Balli*. Dans la suite, on sut que ce Navire *Ostendois* étoit arrivé vers la fin de Juillet à la *Corogne*. Les mêmes Commandans confirmèrent la nouvelle qu'on avoit déjà reçue du naufrage d'un Vaisseau de Guerre, commandé par le Capitaine *Hunter*, & dont tout l'Equipage s'étoit sauvé avec une partie de sa charge. Ils apprirent encore qu'une Chaloupe de la Compagnie de 16 Canons & de 75 Hommes avoit été prise proche de *Bombay* par le fameux Pirate *Angric*, & qu'ayant relâché à *Saint-Hélène* le 20 d'Avril dernier, ils en étoient repartis le 2 de Mai avec deux autres Vaisseaux qui venoient de *Bengale*, & dont ils avoient été séparés deux ou trois jours après. Ces deux Vaisseaux arrivèrent dans les jours suivans, à *Darmouth*, un d'eux aiant à bord le S. *Macray* qui venoit de quitter le Gouvernement du Fort-Saint-George, & le Capitaine *Hunter* son Frère. Il en étoit arrivé précédemment deux autres, partis de la Chine

III.
BANQUE EN
COMPAGNIE DE
COMMERCE.
Résolution d'ar-
mer en Guerre les
Vaisseaux.
Février.

Prince Africain
à la Cour d'An-
gleterre.
Mai.

Comp. des Indes
Orientales.
Argent déclaré.
23 Mars, &c.

Vaisseau perdu.
Février.

Vaisseaux de re-
tour.
10 Juillet.

15 Juillet.

15 Juillet.

III.
BANQUE ET
COMPAGNIES DE
COMMERCE.

le 24 de DECEMBRE. On apprit par eux qu'un Navire appartenant à des Anglois établis aux Indes, lequel alloit de Bengale à la Chine, avoit péri sur les Côtes de cet Empire; que la charge de ce Bâtiment étoit estimée 4 mille Livres Sterling, qu'on n'en avoit pu sauver que pour environ 5 mille; qu'une partie de l'Equipage avoit péri; que l'Empereur de la Chine avoit donné ses ordres pour que l'on traitât bien ceux qui s'étoient sauvés & qu'il avoit envoyé des Bourses de 5 Liv. Sterl. pour chaque Matelot, d'autres plus considérables aux Officiers à proportion de leur rang; & que celles des Supercargos étoient d'environ 150 Liv. Sterling. La charge de ces deux Vaisseaux consistoit en 300 Pièces de Gourgouran, 8 mille 260 de Taffetas, & 903 mille 900 Livres de Thé. Quatre autres Vaisseaux arrivèrent au mois d'AOUT à Douvres, & l'on fut par eux que le Pirate Angrië s'étoit emparé d'un Navire Marchand très richement chargé, lequel appartenait aux Anglois de Bombay; & qu'il en avoit massacré tout l'Equipage. En SEPTEMBRE, il revint un Bâtiment dont la charge fut estimée 200 mille Livres Sterling. Le dernier que l'on attendoit cette année prit terre aux Dunes dans le mois d'OCTOBRE. En AOUT, les Directeurs de la Compagnie nommèrent le S. Isaac Pick Gouverneur de l'Ile de Saint-Hélène, à la place du S. Edouard Bisfield. En DECEMBRE, ils réformèrent cinq Membres du Conseil de leur Comtoir de Bengale, & nommèrent le S. Stachbouse pour Président de ce Conseil. On leur avoit fait connoître que ceux qu'ils réformèrent avoient causé beaucoup de tort à la Compagnie par leurs malversations.

Comp. du Sud. Vaisseau perim. La Compagnie du Sud eut avis de Bristol qu'un de ses Vaisseaux, parti de La Jamaïque au mois d'Août de l'année précédente pour revenir en Angleterre, avoit été pris dans le passage de Winward par un Garde-Côte Espagnol, qui l'avoit dépouillé de tout ce qu'il pouvoit emporter & même des Habits de l'Equipage; & qui l'avoit ensuite abandonné à la merci des flots, en sorte que n'ayant pas les choses nécessaires pour la manœuvre, il avoit échoué sur la côte d'une Ile déserte. Le Dividende des Actions de cette Compagnie fut cette année de deux pour cent. Elle envoya 22 Vaisseaux à la Pêche de la Balène, 15 au Groenland, qui n'en rapportèrent que 5 Balènes, & 7 au Détroit de Davis, dont 6 arrivés en AOUT, rapportèrent 9 Balènes & le septième périt sur la Côte du Nord d'Ecosse. Dans une Assemblée générale des Intéressés, qui se tint au mois de DECEMBRE, il fut résolu de recevoir de nouvelles Souscriptions pour acquitter les Obligations de la Compagnie & les Intérêts qu'elle en devoit. Pour sûreté de ces Nouvelles Souscriptions la Compagnie devoit donner ses reconnoissances, qu'elle assuroit sur sa Caisse. On devoit paier un cinquième en Souscrivant & les quatre autres cinquièmes au mois d'Avril de l'année suivante. L'intérêt étoit de cinq pour cent, & tous les effets de la Compagnie devoient être mis en dépôt pour sûreté du Principal & des Intérêts. Les Vaisseaux de retour outre ceux de la Pêche de la Balène, furent au nom-

24 Août.

10 Septembre.

Octobre.
Gouvernement
donné.
22 Août.
Malversations
punies.
Decembre.

Dividende.

Pêche de la Balène.

20 Août.

Emprunts.
Decembre.

Vaisseaux de retour.
18 Avril.

bre de 6, sans compter le *Prince Guillaume*; un revint en AVRIL, de *La Havane* à *Falmouth* en 46 jours; un arriva aux *Dunes* au commencement de JUIN, venant de la Côte de *Guinée*, & rapportant outre beaucoup de riches Marchandises, une grande quantité de Poudre d'Or dont la plus grande partie étoit pour le Comte de la Compagnie; deux arrivèrent dans le mois d'AOUT, le premier aux *Dunes*, parti de *Rio de la Plata* le 8 de Mai de cette année, & portant outre autres choses 80 mille Pièces de huit, & 3 mille Cuirs; le second à *Deptfort*, parti de *Buenos-Ayres* le 25 Mai, sa Charge consistoit principalement en 3 mille Cuirs. Il en vint deux aux mois d'OCTOBRE, l'un aux *Dunes*, parti de *Buenos-Ayres* le 22 de Juiller; l'autre, à *Fowey*, dans le Comté de *Cornouailles*, parti de *La Havane* le 18 d'Août. Le *Prince-Guillaume*, Vaisseau de permission parti l'année précédente, arriva le 5 de Février de celle-ci. Comme on n'espéroit pas que la Vente dut être fort avantageuse à la Foire de *Porto-Bello*, laquelle s'ouvrit le 15 d'Avril, on dépêcha dans le mois de MAI, un Bâtiment léger portant ordre au Commandant de revenir sur le champ, quand même il n'auroit pas vendu toutes ses Marchandises. En JUILLET, on eut avis par des Lettres de *Porto-Bello*, qu'il faisoit à la Foire un fort bon Commerce, qu'il recevoit en échange de ses effets plus d'argent que de Marchandises, & qu'il étoit prêt à mettre à la voile avec une charge de plus d'un million Sterling. Enfin, il arriva le 20 de Septembre à *Darmouth*, venu de *Porto-Bello* en 70 jours, & rapportant 15 cens mille Pièces de huit, outre des Marchandises que l'on estimoit le tiers de cette Somme. Le mois suivant, l'argent qu'il avoit à bord, distribué dans 385 Caisses, fut porté à la Chambre de la Compagnie.

III.
BANQUE DE
COMPAGNIE DE
COMMERCE.
1 Juin.

2, 13 Août.

3, 7 Octobre.

Le Vaisseau le
Prince-Guillaume
arrive aux Indes.
5 Février.

Il a ordre de re-
venir.
Mai.

Il fait un bon
Commerce.

Son retour.
20 Septembre.

16 Octobre.

IV.
COLONIES.
Leur Commerce
en 1730.

IV. PAR l'état du Commerce & de la Navigation des Colonies Angloises de l'*Amérique*, on vit que depuis le mois de Décembre 1729 jusqu'au mois de Décembre 1730, il étoit sorti des Ports de *Boston*, de la *Nouvelle-Hampshire*, de *Salem*, de *Rhode-Island*, de *Philadelphie* & de *Port-Ambay* mille 97 Bâtimens, sur lesquels on avoit employé 10 mille Matelots; & qu'il étoit entré 961 Bâtimens dans ces Ports.

Au mois d'AVRIL, ainsi que le portoient les Lettres écrites alors & reçues à *Londres* à la fin du mois suivant, l'île d'*Antigua* se trouvoit réduite en un triste état, faute de pluie. Il y avoit très peu de Sucre; & si la sécheresse continuoit, on ne comtoit pas qu'il y eût de recolte l'année suivante, parce que les nouvelles Gannes de *Nevis* & de *Montserrat* étoient de même en fort mauvais état. La sécheresse continua tout le mois de Mai. L'eau même devint si rare, qu'un sceau fut vendu 4 Shellings 8 Deniers.

Antigua,
Sécheresse.
Avril.

En MARS, le S. *David Dumber* Survoieur Général des Bois du Roi, dans la *Nouvelle-Angleterre*, fut nommé Député-Gouverneur de la *Nouvelle-Hampshire*, à la place du feu S. *Jean Wenworth*.

Nouvelle Hamp-
shire.
Charge donnée.
Mars.

Il se tint au mois de MARS, une Assemblée Générale des Etats de la

Nouvelle Angle-
terre.

V.
COLONIES:
Appointemens
du Gouverneur.
Mars.

Nouvelle-Angleterre, composée d'environ 80 Persones. On y mit en question; Si, selon la demande du Gouverneur, on lui fixeroit des Appointemens pour le tems de son Gouvernement. L'affirmative n'eut que trois Voix. Dans une autre Assemblée du mois d'A O U T, il fut convenu d'accorder au S. Belker Gouverneur mille Liv. Sterl. d'Appointemens pour l'année suivante, & de laisser aux Assemblées qui se tiendroient dans la suite, la liberté d'en agir à cet égard, comme elles le jugeroient à propos. Le S. Belker, aiant reçu depuis peu de la Grande Bretagne des instructions sur ce sujet, accepta l'offre de l'Assemblée; & l'on espéra que cette Affaire, qui jusqu'alors avoit causé tant de disputes entre les Gouverneurs & la Colonie, seroit par ce moien entièrement terminée.

Nouvelle York.
Vaisseau pris.
Janvier.

En J A N V I E R, un Bâtiment de la *Nouvelle-York* fut pris dans la Baie de *Honduras* par un *Garde-Côte Espagnol*, qui n'avoit que huit Hommes d'Equipage.

Terre-Neuve.
Recrues & Habits.
Juin.

En J U I N, on fit partir à bord d'un Vaisseau de Guerre des Recrues & des Habits pour la Garnison de *Plaisance* dans l'Ile de *Terre-Neuve*.

Les Barbades.
Gouvernement
donné.
Janvier.

En A V R I L, le S. *Gautier Cheswynd* fut nommé Gouverneur des *Barbades* à la place du S. *Worsley*, lequel avoit demandé son rappel, & qui revint en Angleterre au mois de Novembre. Les Appointemens du nouveau Gouverneur furent fixés à deux mille Liv. St., par un Brevet du Roi, signé dans le mois de Septembre. La sécheresse fut si grande que les Canes furent presque toutes brûlées & qu'on n'en tira pas la quatrième partie du Sucre que l'on avoit fait l'année précédente.

Antilles.
Gouvernement.

En J A N V I E R, le S. *Cosby*, Colonel d'un Regiment d'Infanterie d'Irlande, fut fait Gouverneur des Iles *Antilles* ou *sous-le-Vent*, à la place du Lord *Forbes*, qui s'étoit demis; & par Brevet du mois de Septembre le Roi fixa ses Appointemens à mille Livres Sterling. Mais il n'alla point à ce Gouvernement; & dans le mois d'O C T O B R E, il obtint celui de la *Nouvelle-York*, & le Regiment Royal d'Irlande qu'il commandoit fut donné au Comte d'*Albemarle*. La sécheresse produisit dans les *Antilles* les mêmes effets que dans l'Ile des *Barbades*.

La Jamaïque.
Arrivée de Troupes.
Février.

Deux Regimens d'infanterie embarqués vers la fin de l'année précédente pour *La Jamaïque* sur six Bâtimens de transport escortés d'un Vaisseau de Guerre, arrivèrent dans cette Ile à la fin de F E V R I E R.

V.
PARLEMENT
D'IRLANDE.
Arrivée du nouveau Viceroy.
22 Octobre.

V. L E Duc de *Dorset*, nouveau Viceroy d'Irlande arriva à *Dublin* le 12 d'Octobre vers les trois heures après midi. Sur le champ il se rendit au Châteaueau dans la Chambre du Conseil, pour y prêter Serment, en qualité de Viceroy d'Irlande, entre les mains des Lords-Justiciers, de la main desquels, suivant l'usage, il reçut l'Epée de l'Etat, & qui le complimentèrent ensuite sur son heureuse arrivée. Le 16, il fit l'Ouverture de la Séance du Parlement. Il suffira de rendre compte du Subside qui fut accordé. Ce que j'ai trouvé de plus ne m'a pas paru mériter beaucoup d'attention. Par le

Ouverture de la
séance.
16 Octobre.

ANNEE MDCCXXX.

V.
PARLEMENT
D'IRLANDE.

rapport que le Docteur *Marmaduke Cogbill* fit à la Chambre le 14 de Décembre, il parut que les Dêtes de la Nation montoient le 25 de Mars de cette année à 335 mille 400 Liv. St., 4 Sh., 4 D., & que le Comité du Subside jugeoit qu'il étoit à propos d'accorder au Roi pour le paiement de ces Dêtes, & pour les dépenses nécessaires de l'Etablissement pendant deux ans, à comter du 25 de Décembre 1731 jusqu'au 25 de Décembre 1733, un Subside qui n'excédât pas la somme de 624 mille 233 Liv. St., 4 Sh.; & que l'on donnât pendant deux ans deux mille Liv. St. par an aux Directeurs des Manufactures de Toiles, afin de les encourager à faire cultiver dans le Royaume une quantité suffisante de Chanvre & de Lin, & deux mille Liv. St. pour divers autres usages. Ces Résolutions du Comité furent approuvées par les Communes.

Dêtes Nationales

Subsides accordés au Roi.
14 Décembre.

VI. LE 1 de Février, le Roi fit l'Ouverture de la Séance du Parlement de la Grande-Bretagne, par ce Discours, qui fut prononcé par le Grand-Chancelier.

VI.
QUATRIEME
SEANCE DU PAR-
LEMENT DE LA
GRANDE-BRE-
TAGNE.
Ouverture.
1 Février.
Discours du Roi.

MILORDS ET MESSIEURS,

Vous ne pouvez qu'être entièrement persuadés que les mesures prises ci-devant & la conclusion du Traité de Séville sont suffisantes pour prévenir & déconcerter les suites dangereuses qu'on avoit tant de sujet de craindre du Traité de Vienne; & non seulement nous voyons que cette union, dont toute l'Europe avoit eu raison d'être alarmée, est restée sans effet, mais aussi que les Alliés d'Hanovre sont fortifiés par l'addition du pouvoir de la Couronne d'Espagne.

Cette situation des Affaires nous donnoit lieu de comter sûrement sur une Pacification générale & de concevoir de justes espérances d'un acquiescement aux Conditions du Traité de Seville, sans qu'il fût besoin d'en venir aux extrémités. Pour parvenir à cette heureuse fin, on n'a rien négligé de ce qui se devoit conforme aux engagements, que j'ai pris avec mes Alliés: mais cet événement si désirable ayant été différé jusqu'à présent, le Traité de Seville oblige indispensablement toutes les Parties contractantes de se préparer à le mettre en exécution. Ainsi nous devons de notre côté nous y tenir prêts, & par notre continuation à prendre les mesures convenables, convaincre nos Alliés que nous voulons remplir fidèlement nos engagements, & leur procurer, autant qu'il dépendra de nous, la satisfaction qui leur est due, soit par les moyens qu'il seroit le plus à propos de choisir, ou par ceux qui deviendront absolument nécessaires.

Ce tems de crise paroît si bien mériter de votre part une attention particulière, qu'il est inutile de vous dire avec combien d'impatience on attend par tous les Résolutions de ce Parlement.

Je ne suis pas moins incapable de vouloir influer sur vos Délibérations par des craintes & des appréhensions malfondées, que de vous amuser par des atentes & des espérances vaines: mais, comme les Négociations qui se font présen-

temant dans les différentes Cours de l'Europe, sont à la veille d'être terminées ; vos premières Résolutions pourront contribuer à déterminer sur le parti de la Paix ou de la Guerre. La continuation du zèle & de la vigueur, que vous avez fait paroître jusqu'à présent, pour m'aider à remplir mes engagements doit être aujourd'hui d'un grand poids & de la dernière importance, tant par rapport à mes Alliés, qui n'auront pas lieu de croire alors que leurs intérêts & la Cause commune sont négligés, avant que les conditions de leurs Traités soient accomplies ; que par rapport à ceux qui pourroient être disposés à prévenir de bonne heure par un accommodement les funestes conséquences d'une rupture générale qu'ils n'auront pas sujet d'appréhender, tant qu'ils ne verront pas les Alliés de Seville préparés à se faire justice eux-mêmes.

On délibère à présent sur le Plan des Opérations qui conviendront pour exécuter par la force le Traité de Seville, en cas que nous en soions réduits à cette nécessité. Jusqu'à ce que l'on ait entièrement réglé les proportions des forces confédérées, il ne sera pas facile de déterminer de combien les dépenses nécessaires pour le service de l'année courante pourront excéder les Fonds accordés pour celui de l'année dernière.

Je ne doute pas cependant que vous n'apportiez toute la diligence possible à l'expédition des Affaires Publiques ; & , s'il est nécessaire, je ne manquerai pas de demander de nouveau les avis & l'assistance de mon Parlement, suivant les circonstances des Affaires, & lorsqu'une occasion convenable le requerra,

MESSIEURS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES,

J'ai donné ordre de préparer & de vous remettre les estimations nécessaires, & je me persuade que l'affection que vous avez toujours fait paroître pour ma Personne & pour mon honneur, & votre juste attachement aux véritables intérêts de votre Patrie, vous porteront à m'accorder les Subsidés nécessaires pour me mettre en état de satisfaire à mes engagements avec mes Alliés ; & que vous me les accorderez avec cette joie & cette affection qui conviennent à la Chambre des Communes de la Grande-Bretagne, laquelle n'a pas moins à cœur la gloire & la prospérité du Roïaume, qu'elle est délicate & jalouse sur l'honneur de la Couronne,

MILORDS ET MESSIEURS,

Le tems approche, où l'on ne pourra plus se permettre de nouveaux délais. Si l'on peut rétablir la Tranquillité de l'Europe sans effusion de sang & sans être obligé de faire de nouvelles dépenses ; cette situation sera certainement la plus heureuse & la plus désirable : mais, si l'on ne peut parvenir à cette félicité, l'honneur, la justice & la foi sacrée due aux Traités solennels exigent de nous

ANNE'E M D C C X X I.

VI.
QUATRIEME
SEANCE DU PAR-
LEMENT.

nous que nous procurions par la force ce que des conditions justes & raisonnables ne pourront obtenir.

Le lendemain les *Seigneurs* présentèrent une *Adresse* au *Roi*, dans laquelle ils disoient, *Que les suites facheuses du Traité de Vienne, lequel affectoit toute l'Europe, & plus particulièrement encore la Nation Angloise; ne pouvoient être prévenues que par la dissolution de cette fatale union: Que les mesures précédemment prises & la conclusion du Traité de Seville avoient, non seulement opéré cette dissolution si nécessaire, mais encore fortifié les Alliés d'Hanovre par la jonction d'une des grandes Puissances contractantes du Traité de Vienne: Que, comme Sa Majesté par ce moien avoit assuré les fondemens de la tranquillité publique, qui devoit être le fruit d'un juste acquiescement aux Conditions du Traité de Seville; & que d'ailleurs, conformément à ses engagements avec ses Alliés, Elle avoit fait tous les efforts possibles pour parvenir à cette fin si désirée; il étoit actuellement de leur devoir de donner des preuves de leur zèle, tant pour l'honneur de Sa Majesté que pour la foi publique de la Nation, afin que les Puissances Contractantes de ce Traité, qui s'étoient indispensablement engagées les unes envers les autres à l'exécuter, pussent connoître que l'on n'avoit rien négligé de la part de la GRANDE-BRETAGNE. Ils faisoient ensuite des protestations conformes à ce que le *Roi* demandoit dans sa Harangue; & finissoient par dire, *Que s'il plaisoit à Sa Majesté de demander de nouveau leur avis & leur assistance, leur Chambre prendroit alors les résolutions qui conviendroient à de très humbles & très fideles Sujets, scrupuleux lorsqu'il s'agissoit de répandre le Sang & de dépenser les Fonds Publics: mais inaltérablement fermes lorsqu'il falloit maintenir l'honneur de la Nation & la foi sacrée due aux Traités Publics; aiant toujours dans l'esprit qu'ils devoient la jouissance de leur heureuse Constitution à l'établissement de la Couronne dans la Famille Roiale de Sa Majesté; toujours prêts à contribuer de tout leur pouvoir à ce que Sa Majesté pût porter la Couronne de la Grande-Bretagne avec honneur & sans être troublée par les ennemis, tant du dedans que du dehors du Roiaume.**

Adresse des Seigneurs.
1 Février.

Dans l'*Adresse*, que les *Communes* présentèrent, le 3, elles firent les mêmes protestations & les mêmes promesses que les *Seigneurs*; & promirent en particulier au *Roi* de le mettre en état d'exécuter les conditions du *Traité de Seville*, conformément à ses engagements avec ses Alliés, & d'accorder cordialement les *Subsides* nécessaires pour le Service de l'année courante. Elles s'étendoient aussi beaucoup en félicitations sur la sagesse & la vigilance du *Roi*, dont la Tranquillité générale de l'*Europe* seroit le fruit, & qui procureroit des avantages considérables à la Nation.

Adresse des Communes.
3 Février.

Le 5, elles résolurent d'accorder un *Subside* au *Roi*. Cette Résolution fut approuvée le lendemain; & le 9, elles accordèrent en grand Comité pour le Service de l'année courante 10 mille Matelots aux conditions ordi-

Subsida.
5, 6 Février.
Matelots.
9 Février.

A N N É E M D C C X X I.

VI.
QUATRIÈME
SÉANCE DU PAR-
LEMENT.

Troupes de Ter-
re.
12 Janvier.

Troupes de Hes-
se-Cassel.
24 Février.

Adresses au sujet
de ces Troupes
proposées & re-
jetées dans les
deux Chambres.
11, 12 Mai.

naires. Comme toutes les Affaires de grande importance, telles que les différentes branches du *Subside*, ne se décident qu'en grand Comité, je puis bien me dispenser d'en avertir dans la suite. Le 12, les *Communes* résolurent que le nombre effectif des Troupes pour les Gardes & Garnisons de la *Grande-Bretagne*, de *Jersey* & de *Guernsey*, seroit pendant cette année de 17 mille 709 Hommes, y compris les Officiers en commission & sans commission, les 18 cens 15 Invalides & les 555 Hommes composant les Compagnies indépendantes d'*Ecosse*; & qu'on accorderoit pour l'entretien de ces Troupes 651 mille 484 Livres Sterling, 17 Shillings, 7 Deniers. Deux jours après, on proposa de délibérer si l'on continueroit de fournir un *Subside* pour l'entretien des Troupes de *Hesse-Cassel*, que le Roi tenoit à Sa Solde, & qui, selon l'état, remis à la *Chambre* par le Secrétaire des Guerres, étoient composées de 2 mille 224 Cavaliers, de 18 cens 36 Dragons & de 8 mille 34 Fantassins, faisant en tout 12 mille 94 Hommes. La proposition causa de grands Débats: mais, comme il ne s'y dit à peu près que les mêmes choses que l'on a vues dans les Séances précédentes, il est inutile d'en parler. Il suffira de dire que le Chevalier *Guillaume Young* & le S. *Horace Walpole*, furent ceux qui se distinguèrent le plus pour le parti de la Cour, & les Srs. *Noël*, & *Daniel Pulteney* pour le parti contraire. Le Chevalier *Robert Walpole* & le S. *Guillaume Pulteney* ne parlèrent point dans cette occasion. A la fin, l'Affirmative l'emporta de 249 Voix contre 164; & l'on résolut ensuite d'accorder à cet égard 241 mille 159 Livres Sterling, 1 Shilling, 3 Deniers. Plusieurs Ministres Etrangers & quantité de Personnes de distinction se trouvèrent ce jour-là dans les Galeries de la *Chambre* pour entendre les Débats. Le Parti contraire à la Cour, forcé de consentir au *Subside* pour l'entretien de ces Troupes, ne se rebuta pas, & dans le mois de Mai, quelques-uns de ce Parti proposèrent de présenter une Adresse au Roi pour le prier de congédier les Troupes de *Hesse-Cassel*, afin de soulager d'autant la Nation: mais la Proposition fut rejetée à la pluralité de 210 Voix contre 89. La même Proposition fut faite le lendemain dans la *Chambre-Haute*, & fut aussi rejetée par 78 Voix contre 22, après avoir causée de grands Débats. Les Lords *Bathurst*, *Carteret*, *Strafford* & quelques autres insistèrent sur la nécessité de congédier ces Troupes, puisque la Paix étoit faite avec l'Empereur, & qu'on ne pouvoit pas douter que d'autres Puissances n'accédassent au Traité. Les Ducs de *Newcastle* & d'*Argyle*, les Comtes d'*Isla* & de *Scarborough* & le Lord Grand-Chancelier représentèrent, Qu'il ne seroit pas raisonnable de les congédier avant la ratification du Traité de Seville par la Cour de Vienne & l'Accession des autres Puissances: Que l'Adresse proposée paroîtroit un manque de confiance en Sa Majesté, qui certainement profiteroit du premier moment favorable pour faire d'elle-même ce qu'on lui vouloit demander: Que le soulagement, que l'on prétendoit par là procurer à la Nation, n'iroit peut-être pas à 10 mille Liv. St. que ces Troupes

pourvoient coûter par mois, parce que, selon toute apparence, elles seroient bientôt congédiées: Ils ajoutèrent, Qu'il n'y avoit pas lieu de douter que l'entretien de ces Troupes n'eût en partie engagé l'Empereur à faire la Paix. Le 19 de Février, il fut proposé dans la CHAMBRE-BASSE: Si l'on continueroit de paier au Duc de Wolfembutel le Subside de 25 mille Livres Sterling par an. Après de grands Débats, l'Affirmative fut décidée à la pluralité de 194 Voix contre 122; & le Subside fut accordé deux jours après. Les Communes accordèrent en même tems 212 mille, 34 Liv. Sterl., pour l'ordinaire de la Flote pendant cette année; 81 mille, 408 Liv. Sterl., pour les dépenses de l'Artillerie de Terre; 5 mille, 515 Liv. Sterl., pour l'extraordinaire de la même Artillerie, auquel le Parlement n'avoit point pourvu; 169 mille, 835 Liv. Sterl. 8 Shell., 1 Den. $\frac{1}{2}$, pour l'entretien des Garnisons de Gibraltar, de Port-Mahon, de Plaisance, d'Annapolis-Roiale, & des Colonies d'Amérique; 30 mille, 926 Liv. Sterl., 5 Shell., 11 Den., pour les dépenses extraordinaires à cet égard, auxquelles le Parlement n'avoit point pourvu; 39 mille, 355 Liv. Sterl., 4 Shell., 11 Den., pour faire bon les Non-valeurs du Fonds Général; & 61 mille, 158 Liv. Sterl., 15 Shell., 10 Den. pour les Officiers à demi-paie. En Mars, elles accordèrent 10 mille Liv. Sterl., pour l'Hôpital de Greenwich; pareille Somme pour l'entretien des Etablissmens & Fortereffes que la Compagnie d'Afrique avoit en Afrique; 2 mille Liv. Sterl., pour les Veuves d'Officiers; 131 mille 312 Liv. Sterl., 14 Shell., 6 Den., pour faire bon les Non-valeurs du Subside accordé pour l'année 1730; 510 mille, 400 Liv. Sterl., pour paier les Billets de l'Echiquier, qui n'étoient pas remboursés; 2662 Liv. Sterl., pour paier les Pensions des Veuves d'Officiers Réformés des Troupes de Terre, morts employés sur l'établissement de la Demi-paie dans la Grande-Bretagne, lesquelles Veuves auroient été mariées avant le 25 de Décembre 1716; 32 mille, 183 Liv. Sterl., 2 Shell., 6 Den., pour les Pensionnaires externes de l'Hôpital de Chelsea; & 15 mille Liv. Sterl. par an, pendant 7 années, à commencer du 1 de ce mois de Mars, pour défraier les Dépenses du Bureau des Monnoies.

Quant aux moyens de lever le Subside, les Communes résolurent, le 16 de Février, de continuer pour un an la Taxe sur le Malt, le Cidre & le Poirée. Ce fut contre la coutume que l'on fit passer cette Taxe avant celle sur les Terres, Charges, Emplois, Pensions &c. afin de pouvoir, selon les nouvelles qui viendroient de Vienne & de Seville, augmenter cette dernière s'il en étoit nécessaire: mais quelques jours après, elles la continuèrent pour un an sur le même pied qu'elle étoit. La plupart des autres Taxes, qui subsistoient, furent aussi continuées; & pour que le Roi pût se tenir prêt à tout événement, les Communes résolurent de lever 400 mille Liv. St. par des Annuités à trois & demi pour cent; & 800 mille Liv. St. par une Loterie à trois pour cent; le tout assigné sur les

VI.
QUATRIEME
SEANCE DU PAR-
LEMENT.

Subside du Duc
de Wolfembutel.
19, 21 Février.

Ordinaire de la
Flote.
21 Février.

Artillerie.
21 Février.
Garnisons des
Colonies.
21 Février.

Hopital de
Greenwich.
23 Mars.
Etablissmens
en Afrique.
23 Mars.
Veuves d'Offi-
ciers.

23 Mars.
Non-valeurs du
Subside de 1730.
25 Mars.
Paiement des
Billets de l'Echi-
quier.

25 Mars.
Veuves d'Offi-
ciers reformés.

25 Mars.
Hopital de
Chelsea.

25 Mars.
Monnoies.

25 Mars.
Moyens de lever
le Subside.

Taxe sur le Malt.
16 Février.

Taxe sur les Ter-
res.
23 Février.

Emprunt par
des Annuités &
par une Loterie.
26 Mars.

A N N É E M D C C X X X I.

VI.

QUATRIÈME
SÉANCE DU PAR-
LEMENT.

Actes de cette
séance.
Contre les Dé-
serteurs, &c.
Clause proposée
& rejetée.
13, 21 Mars.

Touchant la
prestition des Sei-
gneurs pour les
Charges.

Pour rembour-
ser un million St.
à la Comp. du
Sud.

Pour faire les
Procédures en An-
glois.

Pour le Gibier.

Pour la Natura-
lisation des Etran-
gers Protestans.

Pour réparer les
grands Chemins.
Au sujet des
Courtiers.

Pour encoura-
ger le Commerce
des Colonies.

Pour empêcher

Droits additionnels du Papier timbré. Voici quelques-uns des principaux Bills qui passèrent dans cette Séance. I. ACTE pour punir les Soldats mu-
tins & les Déserteurs. Dans une Délibération du 13 de Mars sur ce Bill,
les Communes résolurent, à la pluralité de 94 voix contre 75 d'autoriser
le Committé chargé de le dresser, d'y mettre une Clause, pour limiter le
tems que les Soldats seroient obligés de servir dans l'Armée. Mais quelques
jours après, quand on fit la première lecture du Bill avec la Clause, celle-
ci fut rejetée par 219 voix contre 120. II. ACTE pour indemniser & rele-
ver ceux qui par inadvertance avoient négligé de prêter les Sermens & de
communier dans l'Eglise Anglicane, afin de se rendre capables de posséder les
Emplois, dont ils étoient pourvus, & pour leurs accorder de nouveaux dé-
lais afin qu'ils pussent se conformer aux Loix faites sur ce sujet. III. ACTE
pour appliquer l'excédent du Fonds d'Amortissement à payer à la Compa-
gnie du Sud un million sterling pour le remboursement d'une partie propor-
tionnée du nouveau Fonds appelé : Annuités du Sud. IV. ACTE pour faire
en Anglois toutes les Procédures dans les Cours de Justice, comme aussi pour
prévenir les Procès au sujet des Dîmes. Les Seigneurs appellèrent les Juges
à l'examen de ce Bill; & le passèrent, en ajoutant qu'il ne commenceroit
d'avoir lieu que le 25 de Mars 1733. V. ACTE pour mieux conserver le
Gibier dans la Grande-Bretagne. VI. ACTE pour expliquer une Clause d'un
Acte de la septième année de la Reine Anne, pour naturaliser les Etrangers
Protestans. Cette Clause regardoit leurs Enfans nés dans le Pais. On inséra
dans cet Acte une nouvelle Clause pour ne point regarder comme nés naturels
du Pais, les Enfans nés hors du Roiaume de Parens proscrits, ou atteints de
Hauts Crimes, ou servant dans les Troupes des Princes Etrangers. VII. ACTE
pour réparer & mieux entretenir les Grands Chemins. VIII. ACTE pour ren-
dre plus efficace l'Acte qui pour lors étoit en force au sujet des Courtiers de
Londres. Ce Bill fut fait sur une Requête des Marchands de Londres, qui
le demandoient, en se plaignant de ce que beaucoup de gens, qui se mêloient
du métier de Courtier, sans l'entendre, causoient un grand tort au Com-
merce. IX. ACTE pour assurer & pour encourager le Commerce dans les Colo-
nies d'Amérique, où l'on fabrique du Sucre. Il fut le fruit d'une Requête
présentée à la Chambre-Basse, le 6 de Mars, au nom de plusieurs Mar-
chands, de plusieurs Maîtres de Plantations & d'autres Intéressés au
Commerce de ces Colonies, lesquels se plaignoient de ce que des Sujets de Sa
Majesté, domiciliés dans ces mêmes Colonies & dans d'autres Domaines de
la Couronne, négocioient depuis quelques années avec des Colonies Etran-
gères en Amérique pour en tirer du Sucre, du Rum, de la Melasse, &
d'autres productions, au lieu de les prendre dans les Colonies Angloises; ce
qui se trouvoit contraire aux Loix établies & même au Traité fait avec la
France en 1686, appauvrissoit les Colonies, & causoit un grand dommage
au Roiaume. X. ACTE pour empêcher plus efficacement le vol des Toiles,

ANNEE M D C C X X I.

*Eutaines &c, dans les lieux, où l'on les faisoit blanchir & sécher. XI. ACTE pour autoriser les Imbecilles & les Lunatiques à faire transport, cession & résignation de certains Biens. XII. ACTE pour empêcher de contrefaire les Passports accordés aux Vaisseaux naviguant dans la Méditerranée. XIII. ACTE pour accorder une gratification, afin d'encourager le transport de la Poudre à Canon hors du Roïaume. Il fut fait à l'occasion d'une Requête que ceux qui fabriquoient la Poudre, & ceux dont elle étoit le Commerce, présentèrent aux Communes le 9 de Mars, dans laquelle ils exposoient, que le Salpêtre étant depuis quelques années à fort bas prix en Hollande, parce que cette Marchandise n'y paioit point de Droits, on n'en paioit que de fort modiques, les Marchands de Londres avoient pris l'habitude d'envoier leurs Vaisseaux charger de la Poudre en Hollande pour l'apporter dans le Roïaume, ce qui causoit un grand préjudice aux Manufactures de la Grande - Bretagne, qu'il étoit nécessaire d'encourager. XIV. ACTE pour encourager les Manufactures des Toiles servant à faire des voiles. Il supprimoit les Droits d'entrée sur le Lin non préparé, rétablissoit ceux que l'on avoit précédemment modérés, sur les Toiles à voile apportées des Pais étrangers & sur le Chanvre qu'on embarquoit pour l'Amérique; accorderoit une gratification d'un sol par aune sur toutes sortes de Toiles à voiles faites dans le Roïaume, lesquelles on transporterait dehors, & déchargeoit le Lin des Droits qu'il paioit & qu'on avoit appliqués tant au paiement de diverses Annuités qu'à d'autres appropriations, en ordonnant que la pareille somme seroit chargée sur le Fonds appelé communément *Aggrégate*, & qu'elle seroit applicable aux mêmes usages. XV. ACTE pour permettre d'apporter en droiture des Colonies d'Amérique en Irlande certaines Marchandises qui n'étoient spécifiées dans aucun Acte de Parlement. XVI. ACTE pour empêcher la fraude dans la fabrique de l'Amidon & de la Poudre à poudrer. XVII. ACTE pour empêcher les fraudes des Fermiers. XVIII. ACTE pour punir plus efficacement les vols de fer & de plomb dans les Maisons. Ce fut le Comte de Strafford qui proposa dans la Chambre-Haute de porter ce Bill. Les Seigneurs le passèrent, & les Communes l'approuvèrent ensuite. XIX. ACTE pour empêcher de renchérir le Charbon sur la Tamise, en ne déchargeant les Bâteaux que les uns après les autres.*

Il y eut d'autres Bills qui passèrent à la Chambre-Basse, & que les Seigneurs rejetèrent ou laissèrent tomber en ne le lisant qu'une fois; tels furent celui pour mieux empêcher le transport clandestin des Laines hors d'Angleterre & d'Irlande; & celui pour mieux empêcher les fraudes des Banqueroutiers, avec un troisième qui concernoit la Charitable Corporation. Dès le 8 de Février les Cardeurs, les Peigneurs & les autres Ouvriers en Laine présentèrent une Requête aux Communes pour leur représenter la décadence de leur Commerce, causée par le transport de la Laine crue hors du Roïaume, & les prier de prendre cette affaire en considération. Ce fut

K.k. iij.

VI.
QUATRIEME
SEANCE DU PAR-
LEMENT.
le vol des Toiles
que l'on fait blan-
chir.
En faveur des
Lunatiques, &c.
Pour les Pass-
ports de la Medi-
terrannée.

En faveur des
Manufactures de
Toiles à voiles.

Pour le Com-
merce des Colo-
nies avec l'Irland
de.
Concernant l'A-
midon.
Contre les Fer-
miers.
Contre certains
Voleurs.

Au sujet du Char-
bon.

Bills projetés.

Pour empêcher
le transport de la
Laine.

A N N É E M D C C X X X I.

VI.
QUATRIÈME
SÉANCE DU PARLE-
MENT.

Pour régler &
restrindre la Cha-
ritable Corpora-
tion & les Prêts
sur gages.

Bill pour exclu-
re de la Chambre-
Basse les Personnes
ayant des Charges
à la Cour.

Dépredations des
Espagnols,

sur cette Requête qu'elles résolurent de porter un Bill. Dans une Délibération du 19 d'Avril sur ce sujet il fut proposé d'ouvrir un plus grand nombre de Ports pour l'entrée de la grosse Laine d'Irlande : mais cela fut rejeté sans aller aux voix, & l'on résolut seulement de donner plus d'encouragement à ceux qui dénonceroient les transports clandestins de la Laine. Le lendemain la Chambre, continuant à délibérer sur les Droits de la grosse Laine apportée d'Irlande, lesquels étoient appliqués tant au paiement de diverses Annuités qu'à divers autres usages, résolut de les supprimer; & de rejeter ces différentes appropriations sur le Fonds Aggrégé. Le 26 de Mars, le Lord-Maire, les Aldermans & le Commun Conseil de la Ville de Londres, les Marchands de cette Ville, & les Maîtres des Manufactures de Soie & d'Estame du quartier de Spittlefield présentèrent à la Chambre-Basse des Requêtes, dans lesquelles ils se plaignoient de ce que la CHARITABLE CORPORATION prêtoit de l'argent sur des effets achetés à crédit. La CHAMBRE après avoir reçu diverses informations sur la conduite de cette Compagnie, délibéra le 12 d'Avril sur les Requêtes dont on vient de parler, & résolut, Que la CHARITABLE CORPORATION étoit établie pour soulager les Pauvres industrieux, en leur prêtant de petites sommes sur des Gages, & n'en retirant que l'intérêt fixé par les Loix; que cependant elle avoit prêté des sommes très fortes, pour lesquelles, sous prétexte de frais & de dépenses inévitables, elle avoit exigé des Intérêts de 5 pour 100 au-delà de ce que les Loix autorisoient; que pour cet effet elle devoit être réglée & restreinte dans ses prêts, & que le Commissaire dresseroit les Chefs d'un Bill conforme à cette résolution. Il y eut donc un Bill, passé pour régler & restreindre la Charitable Corporation, & pour empêcher l'usure & l'extorsion en réglant le Prêt d'argent sur Gages. Ce Bill défendoit à la Charitable Corporation, entre autres choses, de prêter à 10 pour 100 au-dessus de cent Liv. St. & à 6 au-dessus de 500 Livres; ce qui s'étendoit aux Particuliers, qui prêtoient sur gages. Après la première lecture de ce Bill, le Lord-Maire & les Aldermans demandèrent d'être ouïs au sujet de leur Requête; ce qui leur fut accordé. Les Seigneurs ne firent qu'une lecture du Bill, & le laissèrent tomber sans en ordonner même un plus ample examen.

Le Bill pour rendre les Personnes dépendantes de la Cour par des Charges ou des Pensées, incapables d'avoir Séance dans la CHAMBRE-BASSE, fut encore repris dans cette Séance; mais il eut le même sort que dans la précédente. Les Seigneurs le rejetèrent. Comme les débats qu'il y eut à ce sujet dans la Chambre-Haute, & la Protestation que 24 Pairs firent enregistrer contre la résolution de la Chambre ne contiennent rien de nouveau, je puis me dispenser d'en parler plus au long.

Les Dépredations des Gardes-Côtes Espagnols en Amérique, au sujet desquelles il y eut diverses Requêtes adressées à la Chambre-Basse, lui fournirent matière à plusieurs délibérations & causèrent de grands débats. On

proposa là-dessus de présenter au Roi une *Adresse* pareille à celle de l'année précédente. Mais la Proposition fut rejetée à la pluralité de 172 Voix contre 140. Je ne trouve pas que les *Seigneurs* aient délibéré sur cette matière dans cette Séance.

VI.
QUATRIEME
SEANCE DU PAR-
LEMENT.

Par l'Etat des *Détes Nationales*, qui fut remis à la *Chambre-Haute*, il parut que le 31 de Décembre 1729 elles montoient à 49 millions, 795 mille, 755 Liv. St., & le 31 de Décembre 1730 à 49 millions, 301 mille 855 Liv. St.; en sorte qu'elles étoient diminuées pendant le cours de cette année de 493 mille 900 Livres Sterling.

Etat des Détes
Nationales.

Le 18 après midi, le Roi se rendit à la *Chambre-Haute*, & les *Communes* aiant été mandées, il confirma par son consentement Roial 26 Actes Publics & 20 Actes Particuliers. Ensuite il termina la Séance par un Discours qui fut prononcé par le Chancelier. Dans ce Discours le Roi fit part aux deux *Chambres* de la conclusion du *Traité de Vienne*, qui s'étoit fait le 16 de Mars de cette année, & duquel on avoit échangé depuis les Ratifications. Ensuite il remercia les *Communes* des *Subsides* qu'elles avoient accordés pour le service de l'année courante, de leur zèle pour sa Personne, & de la prompte expédition des Affaires Publiques. Après quoi le Chancelier prorogea le *Parlement* jusqu'au 7 du mois suivant.

Clôture de la
Séance.

RELATION DU CONGRES DE SOISSONS,

Des Négociations qui produisirent les TRAITE'S DE SEVILLE & de VIENNE, & de tout ce qui se passa jusqu'à l'Installation de Don CARLOS dans les Duchés de PARME & de PLAISANCE.

LES *Plénipotentiaires* des différentes Puissances, au Congrès de Soissons, furent :

Plénipotential-
res envoyés au
Congrès.

Pour l'EMPEREUR, *Philippe-Louis* Comte de *Sintzendorff*, Trésorier Héréditaire du *Saint-Empire*, Chevalier de l'Ordre de la *Toison*, Chambellan de l'Empereur, & Grand Chancelier de la *Cour Impériale*; *Jean-Christophe Penterieder*, Baron d'*Abdelhausen*, Conseiller intime de l'Empereur; *Léopold* Comte de *Windischgratz*, Conseiller de l'Empereur, Grand-Ecuier Héréditaire du Duché de *Stirie*, lequel n'étoit pas arrivé pour l'Ouverture du Congrès.

Pour la FRANCE, le Cardinal de *Fleuri*, le Marquis de *Fenelon*, & le Comte de *Branca-Cresse*.

Pour l'ESPAGNE, Don *Michel-Joseph* Duc & Marquis de *Fourmonville*, preinier Baron de *Caprés*, Grand d'Espagne de la première Classe & Chevalier de la *Toison d'Or*; Don *Alvare de Navia y Osorio*, Marquis de *Santa-Cruz* & de *Marzenado*; & Don *Joachim de Barrenachea*, Chevalier de *Calatrava*, & Majordome de la Reine d'Espagne.

Pour la GRANDE-BRETAGNE, *Guillaume Stanhope*, Ecuier, Vice-

MDCCLXXXVIII.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

264

MEMOIRES

Chambellan de la Maison du Roi & Membre de son Conseil Privé; *Horace Walpole*, lequel avoit fait à la Cour de France une partie de la Négociation des *Préliminaires* en qualité d'Ambassadeur extraordinaire; *Etienne Pointz* Ecuier, Trésorier du Roi pour les Revenus de l'*Accise*.

Pour les ETATS GENERAUX des PROVINCES-UNIES, *Corneille Hop*, Conseiller de la Ville d'*Amsterdam*, Directeur de la Compagnie des *Indes-Occidentales*, &c.; le *Sieur de Goslinga*, Grietman de *Franequeradeel*, Curateur de l'Université de *Franequer*, &c.; *Etienne Hurgronje*, Bourguemestre de *Flessingue* & Directeur de la Compagnie des *Indes-Orientales*, lequel ne se trouva pas à l'Ouverture; tous trois Membres des *Etats-Généraux*.

Pour le ROI DE SUEDE, le Baron de *Sparre* & le *S. Ghedda*, Résidant à la Cour de France.

Pour le ROI DE POLOGNE, le Comte d'*Hoym*.

Pour le ROI DE DANEMARC, le *S. Shefted*.

Pour l'ELECTEUR DE BAVIERE, le Comte de *Köningsfeld*.

Pour l'ELECTEUR PALATIN, le Baron *Franken*.

Pour le DUC DE LORRAINE, le Comte de *Steenville*:

Pour le DUC DE MODENE, le Marquis de *Rangoni*:

Pour le DUC DE HOLSTEIN, le Comte de *Bassewitz*:

Pour la COMPAGNIE D'OSTENDE, les *Sieurs Patyn & Proly*:

Pour le CZAR, le Comte *Goloskin*.

Quand on commença de s'assembler à *Soissons*, on attendoit un Ministre de la part du ROI DE SARDAIGNE. Le ROI DE PRUSSE, invité par l'Empereur d'envoyer ses Plenipotentiaires au Congrès, s'en étoit excusé.

Ouverture du
Congrès.
24 Juin 1728.

Le 14 de Juin 1728, l'Ouverture du Congrès se fit par les Plenipotentiaires de l'Empereur, de France, d'Espagne, de la Grande-Bretagne, & des *Etats-Généraux*. Vers les onze heures du matin ils se rendirent tous en grand Cortège au Château, que l'on avoit préparé pour leurs Assemblées. Les deux Plenipotentiaires de l'Empereur étant venus les derniers, furent reçus au bas de l'Escalier par l'Intendant de *Soissons*, au haut par les Plenipotentiaires de France. Tous les Ministres se placèrent autour d'une Table ronde dans des Fauteuils, & le Comte de *Sintzendorff* commença la Séance en disant: *Qu'entre les preuves, que l'Empereur son Maître avoit données, de son desir sincère pour la continuation de la tranquillité commune de l'Europe, une des principales étoit d'avoir consenti si facilement à la tenue de ce Congrès: Que Sa Majesté Impériale étoit très satisfaite des soins, que le Cardinal de Fleuri s'étoit donnés, pour avancer une œuvre aussi salutaire que celle d'une Pacification générale; Qu'elle espéroit que de son côté Sa Majesté très Chrétiène concourroit à ce grand but, & que c'étoit là-dessus qu'ils attendoient de son Eminence un plus grand éclaircissement: Qu'ils ne pouvoient pas mieux faire, que de se conformer aux avis d'un Médiateur, dont on reconnoissoit si généralement l'intégrité: Que différentes considérations auroient pu ne pas permettre à l'Empereur de donner les mains à la tenue d'un Congrès; mais que son desir pour une Pacification générale l'avoit emporté sur toute autre*
vue;

Discours du
Comte de Sintzendorff.

une & que Sa Majesté Impériale aiant remarqué de si heureuses dispositions dans toutes les autres Parties intéressées, elle avoit cru, sans balancer, devoir y répondre de son côté, pour faire voir qu'elle ne refuseroit jamais de se prêter à tout ce qui pouvoit faire jouir l'Europe d'une Paix générale. Le Cardinal de Fleuri prit ensuite la parole, & s'adressant aux Plénipotentiaires, il commença son Discours par témoigner à leurs Excellences combien il étoit sensible à la condescendance qui les avoit portés à se rendre à Soissons, pour y tenir le CONGRES. Il ajouta, Que le but, que l'on s'y proposoit, étoit d'aplanir les difficultés qui s'étoient élevées sur tous les intérêts en contestation, & d'écarter tout ce qui pourroit tendre à causer une entière rupture : Que pour le présent il ne s'agissoit pas de réduire dans de justes bornes les Dominations trop étendues de quelques Puissances ; mais seulement d'appaier les troubles occasionés par la jalousie & les soupçons, qui s'étoient emparés presque en même tems de toutes les Cours de l'Europe : Qu'il ne seroit pas difficile d'y parvenir, pourvu qu'on y travaillât de concert, avec des sentimens de droiture & d'équité, sans s'attacher au faux point d'honneur de ne vouloir rien céder, & sans préférer ce faux point d'honneur à l'utilité réelle : Qu'il devoit rendre ce témoignage à tous les Ambassadeurs Plénipotentiaires, avec lesquels il avoit conféré, qu'ils avoient fait paroître tant de modération & des dispositions si favorables pour l'Œuvre salutaire qui les assembloit, qu'on avoit lieu d'espérer que ce Congrès auroit une heureuse issue : Qu'ils avoient déjà donné d'avance des preuves de leur sagesse & de leur complaisance mutuelle, en réglant tous les différens touchant le Rang & le Cérémonial ; de même que de leur éloignement pour le vain appareil d'une magnificence superflue, qui, bien que frivole en apparence, pouvoit néanmoins quelquefois avoir de très fâcheuses suites : Que c'étoit dans ce même esprit de modération, que chacun devoit représenter les Griefs qu'il falloit examiner & redresser au Congrès : Qu'on étoit convenu de se communiquer mutuellement les demandes réciproques, afin que les Parties intéressées pussent opposer les raisons qu'elles pouvoient avoir de n'y pas consentir : Que si, par des Négociations à l'amiable il n'étoit pas possible d'ajuster les différens qui naistroient des prétentions réciproques, les Ministres des Puissances, qui n'avoient aucun intérêt dans ces prétentions, emploieroient leurs bons offices & ceux de leurs Alliés, pour écarter tout sujet d'aigreur, & pour engager les Parties à convenir d'un Accommodement raisonnable ; & qu'enfin les Réponses faites sur chaque matière seroient rapportées & délivrées au nom de tous les Alliés. Voilà ce qui se passa dans cette première Conférence, où l'on ne parla d'aucune Affaire. Au sortir de l'Assemblée tous les Plénipotentiaires allèrent dîner chés le Cardinal de Fleuri. Le Comte de Sintzendorff les traita le 15, & le Duc de Bournonville le 17. On s'attend bien que mon projet ne doit pas être de rendre compte des Repas & des autres Amusemens de Leurs Excellences.

Dans l'intervalle du 14 au 17 que la seconde Conférence se tint, les Plénipotentiaires convinrent entre eux du Règlement de Police que voici.

Tous les très Illustres & très Excellens Seigneurs Ambassadeurs & Plénipotentiaires
Tome XIV. Partie I.

L I

MDCCXXVIII.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

Discours du Cardinal de Fleuri.

Règlement de

Plénipotentiaires, qui se trouvent aux Conférences qui se tiennent pour la Paix; ont d'un consentement unanime arrêté quelques Réglemens à observer touchant la Police; & après d'une Délibération, de l'avis de tous, on est demeuré d'accord des Articles qui suivent.

I. Les Plénipotentiaires viendront aux Conférences touchant les Affaires Publiques, chacun avec un Gentilhomme, un Secrétaire, deux Pages, quatre Valets de pied; & s'ils veulent deux Valets à la mode Hungroise, appelés communément Heyduques, à côté du Carosse; leur suite en cette occasion ne pourra en aucune manière être plus nombreuse.

II. Toutes les Conférences se tiendront sans cérémonie, en sorte que les Plénipotentiaires s'assoient à une Table ronde, où il n'y aura ni haut ni bas bout. Ils s'y placeront, à mesure qu'ils entreront dans la Salle, où ils seront tous ensemble indistinctement & sans rang.

III. Les Carosses se rangeront dans la Cour du Château dans l'ordre qu'ils arriveront, laissant cependant assez de place pour que ceux qui viendront après, puissent commodément aborder & se ranger de façon qu'il reste toujours un passage suffisant entre les Carosses & ledit Château.

IV. On empêchera les querelles de part & d'autre entre les Cochers & autres bas Domestiques, auxquels il sera même ordonné de se traiter & recevoir réciproquement avec douceur & bonté, & d'être disposés à se rendre mutuellement toutes sortes de secours & de service en toute occasion.

V. Lorsque deux Carosses se rencontreront dans des endroits trop étroits pour y passer l'un & l'autre en même tems, loin de disputer à qui prendra le dessus, ou à qui des deux passera le premier, & de causer ainsi de l'embaras, les Cochers seront obligés au contraire d'ouvrir & de faciliter réciproquement le passage autant qu'il leur sera possible; & celui qui aura été le premier averti de la difficulté, s'arrêtera & fera place à l'autre, s'il paroit qu'il le puisse faire plus facilement de son côté.

VI. Dans les Promenades, tant dedans que dehors la Ville, on observera la coutume établie entre ceux qui s'y rencontrent, de conserver la droite chacun de son côté. La même chose s'observera dans les Rues & les Chemins publics, & généralement par tout où cela se pourra commodément, sans la moindre contestation ou affectation de préséance.

VII. Les Pages, les Valets de pied & généralement tous les Gens de Livrée ne porteront ni Bâtons, ni Epées, ni Armes à feu, quoiqu'elles fussent courtes & cachées, ni enfin aucune sorte d'Armes, tant dans la Ville qu'aux Promenades. Il leur sera outre cela défendu d'être dehors aux heures avancées dans la nuit, à moins que ce ne soit par ordre exprès de leur Maître, en sorte qu'on n'en puisse trouver aucun se promenant par la Ville ou ailleurs à des heures indues. Ceux qui contreviendront seront punis sévèrement, comme il plaira à leur Maître d'en ordonner.

VIII. Lorsque le Domestique de quelqu'un des Plénipotentiaires aura été convaincu de quelque crime capable de troubler la tranquillité publique, après l'examen préalable de l'affaire, que chaque Ministre se réserve à l'égard de ses Domestiques, le Plénipotentiaire, à qui il appartiendra, renoncera à son droit de

dépour lui-même ; & , en le dépouillant de toute protection de privilège ; sera en sorte qu'il soit remis entre les mains du Juge du lieu où le délit aura été commis, soit à la Ville, soit ailleurs, & demandera même qu'il soit procédé contre le Coupable, suivant les Loix établies. Et dans le cas où le Magistrat ou la Garde trouveront quelqu'un en flagrant délit, ou faisant quelque chose capable de troubler la tranquillité publique, il leur sera permis de s'en saisir, & même de le mettre en prison, quoiqu'ils le recommandent pour être Domestique ou de la suite de quelque Plénipotentiaire, jusqu'à ce qu'ils puissent avertir son Maître, ce qu'ils seront obligés de faire aussitôt & sans retardement ; après quoi, ce que le Plénipotentiaire ordonnera sera exécuté, soit qu'il desire qu'on retienne son Domestique en prison ou qu'on le relâche.

IX. Si quelque Domestique d'un Plénipotentiaire faisoit insulte ou querèle à quelque Domestique d'un autre Plénipotentiaire ; l'Agresseur sera aussitôt remis au pouvoir du Maître de celui qui aura été attaqué ou insulté, & il en fera justice comme il jugera à propos.

X. Tous les Plénipotentiaires feront défendre très sévèrement à tous leurs Domestiques, tant Gentilshommes & Pages qu'autres, d'avoir entre eux aucune querèles ni démêlés ; & s'il s'en déconvoit, nonobstant ces défenses, & que quelqu'un fût assez hardi pour se mettre en état d'en sortir par la voie des Armes, il sera à l'instant chassé de la Maison du Plénipotentiaire, & même de la Ville, sans aucun égard à ce que pour son excuse il pourroit alléguer, soit de l'excès de l'affront qu'il auroit reçu, ou de ce qu'il auroit été attaqué le premier.

XI. Les Plénipotentiaires s'engageront réciproquement de ne point recevoir dans leur Service aucun Domestique, qui auroit été chassé par son Maître, ou qui l'aura quitté sans son consentement.

XII. Si quelque Plénipotentiaire souhaite de faire punir quelqu'un de ses Valets par la Prison, on le mettra à sa prière pour un certain tems dans la Prison publique, & il y sera nourri aux dépens du Plénipotentiaire.

XIII. Tout ce que dessus, dont on est convenu d'un commun accord pour la Police & le bon ordre de cette Assemblée, ne pourra être allégué pour exempter ni tirer à conséquence en aucun lieu, tems, ou conjoncture différente ; & personne n'en pourra prendre avantage, non plus qu'en recevoir préjudice en aucune autre occasion.

XIV. Comme les recherches des Fripons ; qui pourroient se glisser dans la Ville, deviendroient inutiles, si avant que d'avoir fait des Friponneries bien marquées, ils se disoient Domestiques de quelqu'un des Plénipotentiaires, auquel cas ils pourroient n'être pas surveillés comme les autres personnes qui donneroient du soupçon, les Plénipotentiaires feront donner les noms de leurs Domestiques, soit qu'ils logent chés eux ou dans la Ville, afin qu'ils ne puissent être inquiétés, hormis dans les cas prévus ci-dessus dans l'Article VIII du présent Règlement.

Ce Règlement fut publié par une Ordonnance de l'Intendant de Soissons.

Dans la seconde Conférence, on se communiqua réciproquement les Pleins-Pouvoirs, dont on se remit des Copies Collationnées, & l'on con-

MDCCXXVIII.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

communication

MDCCXXVIII.
Commissaires des
Soyezons, &c.
des Pléins-Pou-
voirs.

17 Juin.

Demandes des
Etats Généraux re-
mises aux Plénip.
de l'Empereur &
d'Esp.
30 Juin.

Le Congrès est
suspendu.

Mort du Baron
de Pentierrieder.
20 Août.

vint de s'assembler à l'avenir les Lundis & Jendis de chaque semaine. Au sortir de cette Conférence, le Cardinal de *Fleuri* partit pour *Compiègne* où le Roi de France & la Cour étoient alors. Le Comte de *Sintzendorff*, le Duc de *Bourbonville* & le S. *Walpole* l'y suivirent. Ils y restèrent jusqu'au 27, qu'ils revinrent tous à *Soissons*. Il ne se fit rien en leur absence, quoiqu'on eût exactement tenu les Conférences ordinaires. Il y en eut deux extraordinaires le 29 & le 30. Ce fut dans cette dernière que l'on commença proprement à faire quelque chose. Les Plénipotentiaires des *Etats-Généraux*, M. *Hop* portant la parole & l'adressant aux Plénipotentiaires de l'Empereur & du Roi d'Espagne, dirent, Qu'ils avoient l'honneur de présenter à Leurs Excellences, par ordre de leurs Maîtres, au nom des Alliés d'Hanovre, le Mémoire des Demandes que la République jugeoit à propos de former au Congrès : Qu'ils espéroient que l'on feroit une attention convenable à la justice de ces Demandes. Les Ministres de France & de la Grande-Bretagne approuvèrent ce que le S. *Hop* venoit de dire, en ajoutant, Qu'ils se joignoient aux instances des *Etats-Généraux*, qui demandoient l'exécution des Traités. Le Comte de *Sintzendorff*, prenant le Mémoire des mains du S. *Hop*, lui répondit, Qu'il ne savoit pas ce qu'il contenoit : mais qu'il pouvoit assurer d'avance que l'Empereur étoit à cet égard dans les dispositions les plus favorables. Le S. *Hop*, s'adressant ensuite aux Plénipotentiaires d'Espagne, leur présenta le double du Mémoire, que le Duc de *Bourbonville* prit, en répondant dans les mêmes termes que le Comte de *Sintzendorff*. Dans la Conférence du 5 de Juillet, ce dernier remit aux Ambassadeurs d'Hollande une Réponse assez vague à leur Mémoire. Depuis ce jour le Congrès resta comme suspendu pendant plusieurs mois, & quelques-uns des Ministres s'en allèrent à Paris. On ne pouvoit rien faire qu'après le retour des Couriers, que les Plénipotentiaires de l'Empereur & du Roi d'Espagne avoient envoyés à leurs Cours, à l'occasion du Mémoire des *Etats-Généraux*. D'ailleurs dans ce même tems le Roi d'Espagne aiant eu quelque dessein de se demettre une seconde fois de la Couronne, son Conseil n'en étoit pas devenu plus actif pour l'expédition des Affaires.

Le 20 d'Août, le Baron *Pentierrieder*, second Plénipotentiaire de l'Empereur, mourut à *Soissons* après une courte maladie de trois jours. Il avoit reçu la veille les Sacremens. Par un Codicile, dont il avoit fait le Marquis de *Penelon* Exécuteur, il avoit ordonné qu'on l'enterrât sans pompe, & défendu bien expressément qu'on l'ouvrît, ni que d'autres touchassent son corps que ses Domestiques. Le 22, cinq Plénipotentiaires, qui se trouvèrent à *Soissons*, s'assemblèrent au Château pour conférer sur son enterrement ; & le même jour, sur leur résolution, on l'enterra dans l'Eglise de *Saint-Leger* avec tous les honneurs possibles. Il avoit été Secrétaire du Comte de *Sintzendorff* aux Conférences de *Gertruydenberg* en 1711 ; & s'étoit formé sous cet habile Ministre aux Négociations. Il fut dans la suite envoyé par l'Empereur en Angleterre, pour travailler au Traité de la *Quadruple-Alliance*. Depuis il fut Collègue du Comte *Léopold de Windisgratz* au Congrès de *Cambray*. Sa mort retarda celui de *Soissons*, parce qu'il avoit

la confiance de son Maître, & qu'il étoit dépositaire de ses dernières volontés sur plusieurs Articles. Il joignoit à beaucoup de génie pour la Négociation, une grande connoissance des intérêts de son Maître, qu'il savoit, dit-on, mettre en œuvre avec cette modération engageante, qui vient le plus souvent à bout des affaires les plus difficiles. Dès que la nouvelle de sa mort fut arrivée à Gratz, où l'Empereur étoit alors, le Comte de Windisgratz, qui n'étoit pas encore parti pour Soissons, reçut ordre de se rendre incessamment au Congrès comme second Plénipotentiaire; & l'Empereur nomma pour le troisième, le Baron d'Effonsca, qui depuis longtemps résidoit à la Cour de France, où même il avoit été chargé de toute la Négociation des Préliminaires. Le Comte de Sintzendorff l'introduisit dans la Conférence du 1^{er} de Septembre, & l'on y lut ses Lettres de Créance.

La plupart des Plénipotentiaires étoient revenus à Soissons dans les derniers jours d'Août, & le 25 de ce mois le Comte de Königsfeld, Ministre de l'Electeur de Bavière, & le Baron Franken, Ministre de l'Electeur Palatin, avoient fait remettre leurs Pleins-Pouvoirs aux Plénipotentiaires de France, qui les avoient communiqués à ceux des autres Puissances; & l'on étoit convenu de reconnoître & d'admettre ces Messieurs aux Conférences en qualité d'Ambassadeurs Plénipotentiaires au Congrès. Le Comte de Königsfeld arriva le 30 à Soissons sur les sept heures du soir. Il fut salué d'une décharge de douze Pièces de Canon & visité par l'Intendant. Le lendemain, aiant fait annoncer son arrivée aux autres Plénipotentiaires, il eut reçu la première visite, avant midi. Le Présidial, l'Electeur, le Corps de Ville & les autres Juridictions vinrent en Corps le même matin, le complimenter, ainsi que les Officiers de la Garnison & ceux du Bataillon d'Artillerie. C'est ce qui s'observoit à l'arrivée de chacun des Plénipotentiaires. Le Baron Franken arriva deux ou trois jours après, & le 31 d'Août le Comte Golofskin Ministre de Russie. Le 4 de Septembre les Comtes de Sintzendorff, de Golofskin & de Bassewitz, & les Srs Stanhope, Hop & Goslinga retournèrent à Paris, & depuis le Congrès fut suspendu pendant plusieurs mois. On s'assembloit seulement pour la forme tous les Lundis: mais il ne se passoit rien dans ces Conférences. Les Affaires n'étoient cependant pas tout à fait négligées. Ceux des Plénipotentiaires de l'Empereur d'Espagne, d'Angleterre & des Etats-Généraux, qui se rendoient assidus à la suite de la Cour de France, avoient, soit à Versailles soit à Fontainebleau, de fréquentes Conférences avec le Cardinal Ministre & le Garde des Sceaux. Ce fut dans ces Conférences que le Cardinal fit consentir les Plénipotentiaires à conclure une Trêve de quatorze ans entre l'Empereur, la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Généraux & les Alliés de ces différentes Puissances. Les Conditions en furent envoyées dans les différentes Cours, pour avoir leur sentiment & leur approbation.

Au sujet du Mémoire des Etats-Généraux, dont il est parlé plus haut, & de ce projet de Trêve, le Prince Eugène eut avec les autres Ministres de l'Empereur chargés de travailler aux Affaires relatives à la Paix, plusieurs Conférences où l'on ne conclut rien, Comme le Comte de Sintzendorff devoit

MDCCXXVIII.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

Le Comte de
Windisgratz de-
vient le second
Plénipotentiaire,
& le Baron d'Ef-
fonsca est nomi-
mé pour le troi-
sième.

Ce dernier prend
séance au Con-
grès.
1 Septembre.

Arrivée des Mi-
nistres de Bavière,
Palatin & de Rus-
sie.
24, 30, 31
Août.

Conférences im-
portantes à Vienne

MDCCXXVIII.
CONGRÈS DE
BOISSONS, &c.

On s'y prépare
à la Guerre.

L'Espagne en
fait autant.

Mémoire du Mi-
nistre d'Angleter-
re à ce sujet.

Conférences inu-
tiles à Madrid.

revenir à *Vienne* ; on attendoit pour se déterminer à quelque chose le rap-
port qu'il devoit faire de bouche touchant la situation des Affaires & des
Esprits. Il s'y rendit en effet le 21 de Décembre, & les Conférences recom-
mencèrent alors entre lui, le Prince *Eugène* & le Comte *Gundacker-Thomas*
de Stabrenberg. On ignore quelle en fut le résultat ; mais il est à croire que
l'on y détermina ce que les circonstances vouloient que l'Empereur con-
seillât au Roi d'*Espagne*. Comme cependant il pouvoit arriver que le Con-
grès fût inutile, on fit travailler aux préparatifs de Guerre ; les Officiers eu-
rent ordre de tenir leurs Régimens complets ; on prit des mesures pour
remplir les Magasins des Places sur le *Rhin* & sur la *Moselle* ; & l'Empereur
permit par une Patente de lever six mille hommes dans l'Empire, & non
dans les Pais héréditaires, pour le service du Roi d'*Espagne*, qui de son
côté ne paroissoit pas comter sur une Paix prochaine, & faisoit armer des
Vaisseaux de Guerre qui se rendoient de tous côtés à *Cadix*. Le S. *Keene*
Ministre de la *Grande Bretagne* présenta sur ce sujet un Mémoire, dans le-
quel il demandoit pourquoi l'on faisoit un si gros armement, puisqu'il y
avoit déjà plus de quinze Vaisseaux de ligne à *Cadix*, où tous les jours il
arrivoit des Matelots des autres Ports du Roiaume, enforte qu'ils passaient
déjà le nombre de six mille. On répondit très-poliment à ce Mémoire : mais
on ne s'expliqua point sur la destination de la Flotte, dont l'un des plus grands
Vaisseaux, nommé le *Saint-Philippe*, étoit rempli, disoit-on, des Provisions
les plus délicates & meublé superbement. C'étoit cette circonstance sur-
tout qui causoit de l'inquiétude au Ministre d'*Angleterre*. On craignoit
dans la Cour que celle d'*Espagne* n'eût dessein de faire quelque tentative
en faveur du *Prétendant* ; & la politique de cette dernière Cour étoit de
donner toujours ce sujet d'appréhension aux *Anglois*, pour les amener à se
rendre moins difficiles dans les Négociations du Congrès. A ce dernier égard
le Comte de *Königsegg* Ambassadeur de l'Empereur, & le Marquis de *Ce-
reste* Ambassadeur de France & troisième Plénipotentiaire au Congrès, eu-
rent à *Madrid* de fréquentes Conférences avec le Marquis de *La Paz* au
sujet du Mémoire des *Hollandois* & du projet de Trêve. Ce dernier fut
d'abord rejeté : mais on le renvoia de France avec des Additions & des
Corrections, & la Reine, qui présidoit toujours aux Affaires, parce que le
Roi continuoit d'être malade, dit, *Que les choses étoient plus traitables sur
ce pied-là, quoiqu'il y fallût encore ajouter bien des choses*. On n'avança
pourtant rien, parce que le Roi dit, *qu'il ne feroit connaître ses volontés que
quand il auroit consulté le Duc de BOURNONVILLE*. On l'attendoit incessamment ;
mais les mauvais tems & ses incommodités ne lui permirent d'arriver à
Madrid que dans les premiers jours de Décembre. Il fit son rapport au
Roi qui souhaita de l'avoir par écrit ; & le Duc s'enferma chés lui pendant
plusieurs jours, sans en sortir, pour exécuter les ordres du Roi ; ce qui fit cou-
rir le bruit qu'il étoit disgracié. Son rapport par écrit fut remis le 20 de Dé-
cembre entre les mains du Marquis de *La Paz* ; & le Roi chargea le Duc de
Bourbonville & le Prince de *Cellamare* de dresser un Plan de Pucification géné-
rale, pour envoyer à *Paris*, après que Leurs Majestés Catholiques l'auroient

approuvé. Quoique le Duc n'oubliât rien pour faire goûter le Plan de Trêve, dont il étoit convenu lui-même à la Cour de France avec les Plénipotentiaires des autres Puissances intéressées, la Négociation n'en alla pas plus vite; en sorte que le reste de l'année se passa sans que la Cour d'Espagne, toujours lente & toujours irrésolue, fit rien de ce qui pouvoit avancer le succès du Congrès. Pendant ce tems on faisoit aussi des préparatifs de guerre en Angleterre. La Nation étoit mécontente de ce qu'on levoit en Espagne un Indult extraordinaire sur les Effets des Vaisseaux qui venoient d'Amérique; & de ce que les sollicitations des Ministres de l'Empereur & de la France ne pouvoient obtenir aucune diminution sur cet Indult. Le bruit courroit même à Londres que les Gallions à leur retour ne seroient pas mieux traités que la Flotille & les autres Vaisseaux revenus jusqu'alors. Il paroissoit que l'Espagne ne songeoit qu'à tirer des Sujets même des Alliés d'Hanovre de quoi leur faire la guerre; & dans le fonds, elle en avoit besoin, puisqu'elle fut obligée dans ce tems de recourir au dangereux expédient de faire une augmentation considérable des Monnoies. Comme les Anglois sont & plus vifs & plus décidés que les Espagnols, ce fut pour calmer l'impatience, que l'inaction du Congrès leur causoit, que la Cour fit imprimer dans les Papiers publics le projet de Trêve.

Le voici, tel qu'il fut publié vers la fin d'Octobre ou le commencement de Novembre.

MDCCXXVIII.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

On se prépare
à la Guerre en
Angleterre.

TOUTES les Puissances, qui ont signé les Préliminaires à Paris le dernier Mai 1727, & à Vienne le 13 Juin de la même année, ayant envoyé Leurs Ministres respectifs à Soissons, pour travailler à l'affermissement de la Paix, & chercher les moyens les plus utiles pour y parvenir, lesdits Ministres sont convenus, savoir au nom de des Articles suivans.

Projet de Trêve
ou Plan de Pacifi-
cation générale.

I. Il y aura en conséquence du présent Traité bonne Intelligence, Amitié & Tranquillité parfaite entre toutes les Parties Contractantes.

II. Les Traités d'Utrecht, de Rastadt & de Bade, le Traité de La Haye de 1717, la Quadruple-Alliance, tous les Traités & Conventions antérieurs à l'année 1725, aussi-bien que les Articles & les Conventions signés au Pardo le seront la Base & le Fondement du présent Traité; & toutes les Parties Contractantes déclarent qu'Elles les tiennent confirmés, chacun pour autant que cela le regarde, & en tout ce qui n'y est dérogé dans le présent Traité, comme s'ils étoient répétés ici mot à mot, promettant de ne rien faire, ni souffrir qu'il soit rien fait, qui puisse y être contraire directement ou indirectement.

III. Sa Majesté Impériale, portée par les mêmes Motifs, qui l'engagèrent à suspendre par le I Article des Préliminaires l'Octroi & le Commerce d'Ostende & des Païs-Bas aux Indes pour l'espace de sept ans, & voulant donner une nouvelle marque de son amour pour la Paix, & de son Amitié pour la République des Provinces-Unies des Païs-Bas, proroge & continue ladite Suspension pendant l'espace de années, en sus des sept portées déjà par lesdits Préliminaires; pendant lequel tems on travaillera dans les Cours respectives des Parties Contractantes, à convenir pour toujours des

moïens de lever tous les Obstacles, qui pourroient troubler la bonne Intelligence & la bonne Harmonie entre Sa Majesté Impériale & les Seigneurs États-Généraux des Provinces Unies des Pais-Bas.

IV. *Toutes les Parties Contractantes, ayant fait de sérieuses réflexions sur la nécessité de maintenir la Tranquillité dans le Nord & dans la Basse-Allemagne, & ayant reconnu que cette partie de l'Europe ne jouiroit jamais d'un calme parfait, tant qu'on ne règleroit pas des Plaintes & des Prétentions, qui, pouvant être protégées par des Puissances considérables, pourroient un jour servir de prétexte pour couvrir de plus grandes vues, Elles ont estimé qu'il étoit d'une conséquence extrême d'examiner dans ces Principes les différens, qui sont entre le Roi de Dannemarck & le Duc de Holstein, par rapport au Duché de Shleswich. Pour cet effet, il est convenu par le présent Article qu'il sera nommé des Commissaires de la part de toutes les Parties Intéressées pour examiner & décider à l'amiable de ces Affaires; lesquels Commissaires, pour cet effet, s'assembleront à Hambourg, dans trois mois au plus tard, & tous les Alliés respectifs se joindront, en cas qu'il soit nécessaire, pour conserver la Tranquillité du Nord, & pour prévenir & empêcher toutes les voies de fait.*

V. *Les Ministres de Sa Majesté Très Chrétiène & de Sa Majesté Britannique, & ceux des Seigneurs États-Généraux, ayant prétendu que, dans le Traité de Commerce conclu à Vienne le . . . , il y avoit plusieurs Clauses, qui donnoient atteinte aux Articles des différens Traités de Commerce, antérieurs à l'année 1725, & par conséquent confirmés ci-dessus, en vertu desquelles Clauses les Sujets de Sa Majesté Impériale pourroient prétendre être mieux & plus favorablement traités que les Sujets de Sa Majesté Très Chrétiène, du Roi de la Grande-Bretagne & des Seigneurs États-Généraux, les Ministres de Sa Majesté Catholique ont déclaré, comme ils déclarent par le présent Article que le Roi d'Espagne n'a jamais entendu accorder par ledit Traité de Vienne aucun Privilège contraire aux Traités ci-dessus confirmés, ni donner aux Sujets de l'Empereur de plus grands avantages que ceux dont jouissent les autres Nations dans leur Commerce, Sa Majesté Impériale adoptant pour ses Sujets la Déclaration ci-dessus faite au Nom de Sa Majesté Catholique.*

VI. *Il est convenu pareillement entre Sa Majesté Impériale d'une part, & le Roi de la Grande-Bretagne & les Seigneurs des États-Généraux d'autre part, qu'en conséquence de ce qui est porté par le Traité de la Barrière, l'on conviendra incessamment d'un Tarif entre les Habitans des Pais-Bas Autrichiens & les Sujets de la Grande-Bretagne, aussi-bien que ceux des Pais soumis à la République, & qu'il sera nommé, sans retardement, des Commissaires pour régler le susdit Tarif lesquels s'assembleront à Bruxelles dans le tems qui sera réglé; & sont convenues lesdites Parties de fixer le Terme de deux ans pour parvenir audit Règlement pour ledit Tarif.*

VII. *A l'égard des abus, que l'on suppose qui se commettent journellement dans le Commerce aux Indes & ailleurs, au préjudice, tant des Traités Généraux de Commerce faits entre l'Angleterre & l'Espagne, que des différens Privilèges Spéciaux, il a été estimé que cet examen emporteroit un tems trop considérable par la nécessité de faire des Recherches & des Vérifications, qui*

qui prolongeroient trop la durée du Congrès ; & en conséquence on est convenu qu'il seroit nommé de part & d'autre les Commissaires dans l'espace de trois mois, à compter du jour de la Signature du présent Traité, lesquels Commissaires, Assemblés à , examineront à l'amiable & de bonne foi, & travailleront à remettre, s'il y avoit été dérogé, les affaires du Commerce, tant aux Indes qu'en Europe, sur le pied des Traités antérieurs, qui ont réglé ledit Commerce. Lesdits Commissaires régleront pareillement ce qui concerne les Prises faites respectivement en Mer entre l'Espagne & l'Angleterre.

MDCCXXVIII.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

VIII. Il sera pareillement nommé, de la part de Sa Majesté Très Chrétienne, de Sa Majesté Catholique & des Etats-Généraux des Commissaires, qui examineront tous les Grieffs généralement quelconques que toutes lesdites Parties Intéressées avoient à former respectivement, soit pour restitution des Bâtimens saisis ou enlevés, soit par rapport au Commerce ; & l'examen, tant de ce qui est porté par le présent Article, que par le précédent, ne pourra excéder le Terme de deux ans.

IX. Et si, au préjudice du présent Traité, il étoit rien fait ou commis, sous quelque prétexte que ce soit, pendant le tems de, qui pût causer quelques Troubles & Hostilités, ou interrompre la jouissance & l'exercice du Commerce de toutes les Parties Contractantes sur le pied des Traités & Conventions antérieurs à l'Année 1725, & confirmés ci-dessus, même pendant l'examen qui sera fait en conséquence des Articles VII & VIII du présent Traité, toutes lesdites Parties Contractantes se joindront pour arrêter de concert toutes les voies de fait & réparer les dommages commis.

X. En ce Traité seront comprises toutes les Parties Contractantes ou invitées, & nommément les Rois de Suède & de Dannemarck, & le Roi de Prusse, le Czar, le Duc de Holstein, le Landgrave de Hesse-Cassel, & la Maison de Bavière & Palatine ; les Parties Contractantes se réservant par la suite la liberté d'y comprendre d'autres Princes & Etats, ce dont Elles conviendront entre Elles.

Ce projet n'offre rien dont on ne dût être content en Angleterre. L'Espagne seule paroissoit en droit de s'en plaindre ; & l'Empereur, comme Allié de cette Couronne, ne devoit pas l'accepter dans toutes ses parties. Il avoit d'ailleurs quelques objections à faire touchant la Compagnie d'Ostende, & touchant les Tarifs, & la Confirmation Générale des Traités depuis la Paix d'Utrecht jusqu'en 1725. Il fit ses Propositions à cet égard ; & nous verrons dans la suite quel compte on en tint. La Cour d'Espagne, qui trouva ce Projet trop vague & trop indéterminé, qui d'ailleurs devoit se rendre difficile à proportion de sa faiblesse, déclara qu'elle avoit plusieurs points à proposer. Entre autres choses, elle demanda de pouvoir, dès le moment présent, mettre des Troupes Espagnols dans les Places des Etats de Toscane, pour en assurer la future Possession à l'Infant Don Carlos. Cette demande étonna les Plénipotentiaires Impériaux, qui la trouvoient contraire à l'Article V de la Quadruple Alliance : mais les Espagnols appellèrent à leur secours un Traité fait, en 1721, avec la France & la Grande-Bretagne, qui dans un Article

Demandes
d'Espagne.

MDCCXXVIII.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

secret, portoit que l'on pourroit déroger à cet *Article V* de la *Quadruple-Alliance* & que la *Couronne d'Espagne* auroit le droit de mettre des Troupes dans les Places de *Toscane*. Comme la *France* & la *Grande-Bretagne* ne pouvoient pas s'opposer à la demande des *Espagnols*, l'*Empereur Allié* de l'*Espagne*, ne devoit pas refuser d'y consentir. Ce fut-là le sujet de plusieurs Conférences entre les *Plénipotentiaires* rassemblés à la suite de la *Cour de France*. On y fit quelques changemens dans les *Articles I, VII, & VIII* du *Projet de Paix*, & par un *Nouvel Article* conforme à l'*Article Secret* de 1721, l'on stipula que la *Couronne d'Espagne* pourroit envoyer deux mille Hommes en garnison dans les Places de *Toscane*. On y joignit quelques Propositions particulières pour la *Rode*; & le *Duc de Bourbonville* partit le 14 d'*Octobre* pour aller porter lui-même ces *Corrections* & ces *Additions* à la *Cour d'Espagne*: mais en même tems on les envoya par un *Courier exprès*, & nous avons vu plus haut ce que leurs *Majestés Catholiques* en pensoient.

Murmures à
Londres & diffé-
rens Ecrits Poli-
tiques au sujet des
délais du Congrès.
Novembre.

L'indécision & les délais de la *Cour d'Espagne* occasionèrent plusieurs *Prorogations* du *Parlement d'Angletrre*, que le *Roi* ne voulut pas rassembler sans être sur s'il auroit la *Paix* ou la *Guerre*. Dans l'un ou dans l'autre cas, les demandes qu'il avoit à faire à son *Peuple* devant être différentes, il ne faloit rien négliger pour se mettre en état de soutenir la *Guerre*, d'une manière, qui répondit à la réputation, que les *Anglois* s'étoient faite depuis le commencement de ce *Siècle*. L'incertitude, où l'on étoit au sujet des suites que le *Congrès* pourroit avoir, faisant continuellement baisser à *Londres* les *Fonds Publics*; il étoit impossible que les *Négocians* accoutumés à faire valoir tous les jours leur argent, n'en murmurassent pas. Il se trouva même des gens, qui dans les derniers jours de 1728 publièrent un *Ecrit*, dans lequel ils entreprenoient de prouver, qu'il valoit mieux commencer la *Guerre*, que de se laisser leurrer par les *espérances*, que les *Ministres* donnoient d'une prochaine *Paix*. Le *Ministère* choqué de cet *Ecrit*, fit sur le champ insérer dans les *Feuilles Hebdomadaires* les *Articles* suivans. I. Comme tous les *Traités & toutes les Alliances*, qui subsistent entre la *Grande-Bretagne*, & les autres *Puissances* de l'*Europe* sont défensives, si la *Grande-Bretagne* commençoit seule la *Guerre* contre l'*Espagne*, nos *Alliés* seroient en droit de considérer cette démarche comme une rupture de la *Paix*. II. D'autant que nos *Griefs* contre l'*Espagne* ne roulent que sur ce que les *Espagnols* enlèvent nos *Bâtimens* dans les *Mers* de l'*Amérique*, on ne peut en exiger le redressement que par la voie des *Négociations*; car ceux qui ont fait des pertes par cette voie, ne peuvent espérer aucun dédommagement par la voie des *Armes*: mais si l'on ne peut rien obtenir sur cet article par la voie des *Négociations*, alors il sera tems d'avoir recours aux *Armes* avec le secours de nos *Alliés*. III. On doit considérer jusqu'à quel point, dans la circonstance présente des choses, nous dérangerions l'équilibre du pouvoir en *Europe*, si nous faisons sentir à l'*Espagne* toute la pesanteur de nos forces. Après le coup porté, il ne seroit pas aussi facile, que quelques-uns se l'imaginent de rétablir cet équilibre. IV. Quoique l'on avoue que nous sommes autant ou même plus en état, qu'aucun de nos *Voisins*, de faire la *Guerre*; cependant il faut reconnoître que si l'on pouvoit encore continuer quel-

Ecrit rendu pu-
blic par ordre du
Ministère.

que tous sans interruption les paiemens, qui se tirent du Fonds d'Amortissement; les Dêtes de la Nation se trouveroient sur un pied qui ne laisseroit plus d'accidens à craindre. V. L'éloignement, que les Ministres font paroître, de plonger le Roiaume dans une nouvelle Guerre avec l'Espagne, est une preuve évidente qu'ils ne cherchent pas à puiser en eau trouble, ainsi que font toujours ceux qui ne cherchent qu'à s'enrichir. VI. Il n'y a rien dans le cours des Affaires plus hors de la portée du Public, que de juger quand il faut que la Couronne fasse la Guerre. Le Peuple peut demander la Paix, quand il sent qu'il succombe sous le fardeau de la Guerre : mais il est étonnant qu'il soit mécontent de la durée de la Paix, & qu'il s'imagine devenir heureux par une Guerre inutile. VII. Enfin, on devroit considérer combien il y en a peu, parmi ceux qui parlent de Guerre, qui seroient en état de juger impartialement des circonstances présentes ; car souvent *MULTIS UTILE BELLUM*.

MDCCXXVIII.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

Plus la Séance du Parlement, qui devoit s'assembler, le 1 Février 1729, approchoit; plus les deux Partis s'animèrent l'un contre l'autre, & s'efforcèrent de mettre la Nation de leur côté. Le 1 de Janvier, les Partisans du Ministère firent paroître dans le *Journal de Londres* une Pièce sous le Titre de *Lettre de PUBLICOLA*, dans laquelle l'on refutoit en peu de mots différentes insinuations du *Craftsman*, Papier public, dont les Auteurs opposés au Ministère, ne cessoient de le censurer impitoyablement, en donnant au Roi de grands éloges. Ces derniers ne laissèrent pas cette Lettre sans réponse, & le 15 de Janvier, ils donnèrent une double Feuille, dans laquelle ils entreprirent de refuter ce qu'on avoit avancé dans la *Lettre de PUBLICOLA*: 1, Touchant la conduite des *Escadres Angloises*, à l'égard des *Gallions*, de la *Flotille* & des pertes, que les *Négocians Anglois* avoient faites: 2, Touchant la promesse que les *Espagnols* alléguoient, avoir été faite par le feu Roi de restituer *Gibraltar*: 3, Touchant les causes de la conclusion du *Traité de Vienne*, que *Publicola* disoit être la défaite de la *Flote Espagnole* à *Siracuse*, & que le *Craftsman* attribuoit à la faute, que l'on avoit faite de ne se pas charger de la Médiation au *Congrès de Cambray*. Sur ces trois Articles, on entroit dans des discussions très curieuses : mais comme le point le plus important est la restitution de *Gibraltar*, c'est aussi le seul auquel nous nous arrêterons. On vouloit prouver que le feu Lord Stanhope n'avoit point eu de part à la promesse, que les *Espagnols* prétendoient qu'on leur en avoit faite. On ne nioit pas que ce *Négociateur* n'eût pu se laisser engager par le Feu Régent de France, à faire une pareille ouverture à la Cour de Madrid : Qu'il n'eût pu croire que des raisons importantes devoient faire restituer *Gibraltar*; qu'il étoit si parfaitement honnête Homme & si zélé pour son País, que s'il n'en eût pas été persuadé, jamais aucune considération d'intérêt particulier, aucun égard pour le Ministère n'eût obtenu de lui qu'il fit ou qu'il laissât faire cette Proposition. On ajoutoit que le cas étoit pour lors très différent, que le Monarque & la Nation avoient hautement déclaré leurs sentimens sur ce sujet, & qu'il ne croioit pas qu'actuellement aucun Ministre vertueux voulût hasarder de dire qu'il étoit honnête & même avantageux pour la Nation de restituer *Gibraltar*; & d'entrer dans aucune mesure qui put faire naître une

MDCCXXIX.
1 Janvier.

15 Janvier.

MDCCXXIX.
CONGRÈS DE
SOLISSONS, &c.

apparente nécessité d'en venir à cette restitution. Nous avons vu ci-devant, qu'on avoit établi par des Ecrits publics qu'il étoit plus avantageux à l'Angleterre de rendre *Port-Mahon & Gibraltar*, que de les garder, parce qu'ils lui coutoient plus l'un & l'autre, que ce qu'elle en pouvoit retirer. On avoit apparemment insisté dans la *Lettre de PUBLICOLA*, sur cette considération ; & l'on avoit avancé que la promesse de la restitution avoit été faite par le feu Lord *Stanhope*. Ce qu'il y a de certain c'est que, de quelque manière & par qui que ce fût, cette restitution avoit été promise du moins en apparence ; & les Auteurs du *Craftsman*, pour avoir occasion de tomber sur les Ministres, supposoient qu'ils l'avoient résolue, & que ce n'étoit que par leurs Ordres qu'on en insinuoit au Public la nécessité. C'étoit donc dans l'unique dessein de les censurer, qu'en supposant que le Lord *Stanhope* eût fait réellement à la *Cour d'Espagne*, ce qu'ils appelloient *Ouverture* & ce que *Publicola* nommoit *Promesse*, ils prétendoient ; *Qu'on ne l'avoit faite que pour détourner les Espagnols de l'Entreprise qu'ils méditoient en 1721 sur le Royaume de Sicile ; & pour maintenir la Neutralité de l'Italie, dont la France & l'Angleterre s'étoient rendues garantes par le Traité d'Utrecht ; que les Espagnols ne s'étoient point prêtés à cette Ouverture, puisque, loin d'agir en conséquence, ils avoient continué leur expédition, qui n'avoit été terminée que par la défaite de leur Flote ; & qu'ainsi la promesse, qu'on prétendoit leur avoir été faite, avoit été d'abord anéantie par leur refus d'accomplir les conditions, sur lesquelles elle étoit uniquement fondée : Que si depuis, cette Promesse avoit été renouvelée, ce n'avoit été que pour appaiser les Espagnols irrités de la destruction de leur Flote en Sicile ; & que c'étoit, non par la Cour d'Angleterre, qu'elle avoit été renouvelée, mais par le Régent de France, dont l'intérêt avoit été pour lors de repaître les Espagnols d'une espérance flatteuse pour eux : Que bien loin que la Cour d'Angleterre eût reconnu cette Promesse annullée, comme un obligation encore subsistante, il étoit constant qu'elle avoit rejeté la Proposition de la renouveler, faite par un Ministre envoyé de France exprès pour cet effet ; & que le Ministre d'Angleterre en France avoit fait un même refus au Régent lui-même : Qu'ainsi cette Promesse étoit restée nulle, & que les Anglois s'étoient aussi bien tirés des pièges, que leurs Alliés leur vouloient tendre, que si l'on n'eût jamais fait d'ouverture à ce sujet. Les Auteurs du *Craftsman* alloient plus loin : Si cette Promesse, disoient-ils, avoit été faite par les Anglois même depuis l'expédition de Sicile, elle étoit encore devenue nulle par l'Accession du Roi d'Espagne au Traité de la Quadruple-Alliance. Par ce Traité toutes les Possessions avoient été confirmées de part & d'autre, à la réserve de celles qu'on avoit nommément exceptées, & parmi lesquelles *Gibraltar & Port-Mahon* n'étoient point compris ; & par conséquent le Roi d'Espagne en avoit confirmé la Possession aux Anglois, en accédant au Traité, sans faire aucune réserve en faveur de son Droit sur ces Places ; & dans le tems de la Signature de l'Accession, son Ministre avoit déclaré solennellement en Hollande, qu'à cet égard le Traité d'Utrecht continueroit d'avoir toute sa force. On ajoutoit encore une autre Preuve ; c'est que, Quoi que les Anglois eussent refusé d'être*

DU REGNE DE GEORGE II.

277

Mémoires au Congrès de Cambrai, le Roi d'Espagne cependant & les autres Puissances intéressées leur avoient réellement déferé cette Qualité, ce que le premier n'auroit certainement pas fait, s'il eût cru pour lors avoir quelque intérêt à démêler avec eux. Le 27, du même mois de Janvier 1729, il parut à Londres une Brochure de soixante-&c-une Pages, in-8o, laquelle étoit sans doute l'Ouvrage d'un Ecrivain païé par le Ministère. Elle avoit pour Titre : OBSERVATIONS sur la conduite de la GRANDE-BRETAGNE dans ses Négociations au-dehors, &c. L'Auteur ne parloit point de la Restitution de Gibraltar & s'attachoit : 1. A faire voir que si la Nation avoit fait des Pertes, ce n'étoit point la faute du Gouvernement, & que ces Pertes étoient peu de chose ; 2. A justifier le Projet de Pacification, que j'ai rapporté plus haut, & dont il faisoit sentir tous les avantages. Il prouvoit le premier Article en rapportant les Instructions données aux Vice-Amiraux, Hosier, Hopson & Wager, & quelques Pièces relatives à ces Instructions. Il résultoit du tout, Que l'Armement Naval n'avoit eu pour but que d'assurer aux différens Propriétaires les effets chargés sur les Gallions & sur la Flotille, & d'empêcher que le Roi d'Espagne ne restât le Maître de les faire revenir librement dans ses Ports, & ne se mît en état d'imposer des Loix à toute l'Europe, en retenant tous les effets jusqu'à ce qu'on l'eût satisfait sur ses Préentions. La justesse de ces Mesures, justifiée par l'Evènement, démonstroît, que le Gouvernement avoit fait tous ce qui dépendoit de lui pour que les Espagnols ne fissent rien perdre aux Anglois. Il restoit à prouver que les pertes réellement faites par différens Particuliers de la Nation, que l'on faisoit monter à plus de trois cens mille Livres Sterling, étoient de peu de conséquence. Cette seconde partie du premier Article étoit d'autant plus importante, que c'étoit ce qui faisoit alors crier le Peuple, & la seule raison qui donnât droit à l'Angleterre d'attaquer l'Espagne, en cas qu'elle refusât les satisfactions, qu'on lui demandoit à cet égard. L'Auteur des Observations, après avoir prouvé qu'il n'avoit pas dépendu des Vaisseaux du Roi d'empêcher que les Armateurs Espagnols ne fissent des Prises, reduisoit ces Prises à peu de chose ; en montrant, Qu'à commencer du 3 de Septembre 1725, jour de la Signature du Traité d'Hanovre, jusqu'au 12 de Juin 1728, les Espagnols n'avoient pris que vingt-six petits Bâtimens dont le plus grand étoit de deux cens Tonneaux, parmi lesquels six ensemble ne faisoient que trois cens quarante Tonneaux, & dont un autre appartenoit au Public : Que la perte totale n'alloit pas à cinquante mille Piaftres. Voilà, disoit-il, cet odieux & long Catalogue des Vaisseaux Anglois enlevés par les Espagnols. Voilà ces rudes & considérables Pertes, qui depuis trois ans ont ruiné tant de nos Negocians aux Plantations. Une Brochure qui parut au commencement de Mars, & dont le Titre étoit : OBSERVATIONS sur les Pertes & dommages que les Marchands de LONDRES ont soufferts par les Pirateries & Déprédations des ESPAGNOLS depuis l'année 1725, démentit le Calcul des OBSERVATIONS sur la conduite de la GRANDE-BRETAGNE, & fit voir que le nombre des Vaisseaux pris par les Espagnols, montoit à cent vingt neuf, sans comter soixante & onze autres Bâtimens,

MDCCXXIX.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

27 JANVIER.

Même.

dont la Liste avoit été remise aux Commissaires de l'Amirauté le 3. de Septembre 1725. On a pu voir ci-devant combien les Commerçans s'étoient plaints du refus que l'on avoit fait de leur accorder des Lettres de Représailles, qui les autorisassent à se faire justice eux-mêmes. L'Auteur des OBSERVATIONS sur la conduite de la GRANDE-BRETAGNE répondoit à ces plaintes, *Que dès le 28 de Mars 1727, tout étoit prêt & les ordres dressés, en vertu desquels l'Amirauté devoit délivrer ces Lettres de représailles: Que les Copies des Instructions avoient été remises devant le Roi le 20 d'Avril, & qu'il n'attendit à les signer que pour voir quel seroit le succès des Négociations de Paris, où les Préliminaires de la Paix avoient été signés le 30 de Mai: Que la mort du Roi, survenue le 22 de Juin, les embarras inséparables de l'avènement de son Successeur à la Couronne, les Négociations qu'il avoit salu faire pour parvenir à la Ratification des Préliminaires, à l'ouverture du Congrès, avoient fait différer l'expédition des Lettres de Représailles, devenues désormais inutiles.* L'Auteur entroit ensuite dans l'examen de ce que les Ecrivains du Parti contraire à la Cour disoient au sujet des Négociations du Congrès, dont ils nommoient le Plan de Pacification, *Un fatras de choses qu'on n'entendoit pas.* Après avoir rapporté les dix Articles de ce Projet, tels qu'ils sont ci-dessus, & dit que l'Article III avoit fait donner le nom de Traité Provisionnel à ce plan, qui sans cela n'étoit pas moins un Traité absolu que tout autre; il montrait par l'examen de chaque Article, *Qu'il étoit très avantageux aux Alliés du Roi; Que par le II qui confirmoit le Traité d'Utrecht, les Droits de Sa Majesté Britannique sur Gibraltar & Port-Mahon étoient nécessairement confirmés, les intérêts du Prétendant abandonnés, les avantages du Commerce maintenus, & ceux accordés aux Autrichiens abolis: Que par l'Article III la Compagnie d'Ostende étoit comme supprimée, puisqu'il n'étoit pas à croire qu'après une suspension de quinze ans, elle pût se rétablir, & que personne voulût y bazarder son Argent; outre qu'au bout des quinze ans, on seroit toujours en droit d'y former une nouvelle opposition, en vertu des Traités sur lesquels on s'étoit fondé jusqu'alors à demander sa suppression, lesquels étoient tous confirmés par l'Article II: Que les Articles V & VI anéantissoient tout ce que le Traité de Vienne pouvoit contenir de désavantageux pour la Grande-Bretagne & les Provinces-Unies: Qu'enfin le VII & le VIII prescrivoient la route la plus sûre pour arriver à faire obtenir aux Négocians la satisfaction des pertes qu'ils avoient faites.* Pour établir les avantages, que la Grande-Bretagne & ses Alliés retiroient de ce Traité, l'Auteur se fondeoit sur la répugnance du Roi d'Espagne à donner une réponse définitive sur ce projet. S'il n'avoit contenu, disoit-il en se servant des termes des Auteurs du CRAFTSMAN, qu'une simple suspension précaire d'Hostilités, jusqu'à ce que les ennemis de l'Angleterre pussent rencontrer une occasion plus favorable de faire revivre leurs prétentions & d'exécuter leurs desseins; il devoit passer pour certain que le Roi d'Espagne auroit accepté la proposition avec tout l'empressement possible; que des conditions si dures, que les Anglois se seroient officieusement imposées eux-mêmes, n'auroient essuié de sa part ni difficultés ni délais; que c'auroit été pour ce Princa

une espèce de triomphe éclatant d'avoir, sans coup férir, forcé les Anglois à des Cessions aussi honorables pour eux qu'avantageuses à ses Sujets. Enfin, l'Auteur concluoit de tout ce qu'il avoit dit, Que les Calomnies répandues contre les mesures prises, tant par le feu Roi que par Sa Majesté Régnante, étoient sans aucun fondement; & que la Nation n'avoit jamais rien fait de plus convenable à son caractère ni de plus honorable pour elle, que sous l'influence de ces deux excellens Princes: Qu'on se souviendrait toujours des effets que leur Escadre avoit produits dans le Nord, en faisant renaitre l'espérance & revivre le courage dans le Royaume de Danemarck, qu'il seroit toujours de l'intérêt des Anglois de soutenir; & qu'ils voioient alors accablé par une longue suite de misères: Que le retardement des Gallions jusqu'à ce que le Roi d'Espagne eût satisfait à ce que l'on attendoit de lui par la signature & la Ratification des Préliminaires, & par des ordres envoyés aux Indes-Occidentales pour les faire exécuter, étoit une preuve, aussi grande assurément, que produite à propos de la Force Navale de la Nation: Que la constante fidélité de leurs Alliés & les mesures qu'on avoit prises étoient la base de la tranquillité présente, & la cause des progrès faits en si peu de tems au Congrès pour l'établissement d'une Paix générale dans toute l'EUROPE. Les Auteurs du *Craftsman*, qui répondirent à cet Ecrit par deux Feuilles extraordinaires qu'ils donnèrent au commencement de Février, ne manquèrent pas sans doute de badiner sur les grands progrès que l'on avoit fait au Congrès, où, pour parler franchement, on n'avoit encore rien fait. Il est à présumer que le Projet de Pacification étoit un ouvrage antérieur à l'Ouverture de cette Assemblée. Le Parti de la Cour répondit dans l'espace de quelques jours au *Craftsman* par deux Brochures entre autres. L'une étoit un *EXAMEN des Observations*, dont on vient de voir l'Extrait; & l'autre, une *APOLOGIE de la Recherche de la Conduite de la GRANDE-BRETAGNE*. L'Ouvrage dont on faisoit l'Apologie avoit paru deux ans auparavant; & l'Evêque de Salisbury passoit pour en être l'Auteur. Il commençoit par une Récapitulation de ce qui s'étoit fait de plus important en Europe, depuis le 20 de Janvier 1720, que le Roi d'Espagne avoit signé son Accession à la Quadruple-Alliance. On y faisoit voir ensuite, Que le Traité de Vienne, qui dans ses Articles Publics renversoit les précédens Traités de Commerce, avoit fait dans les Indes un préjudice très considérable aux Anglois; & qu'il contenoit des engagements secrets, qui n'étoient pas moins dangereux: Que les Cours de France & d'Angleterre s'étoient vues dans la nécessité de se mettre en état de prévenir les pernicieuses conséquences de ce Traité: Que les mesures que l'on avoit prises avoient produit les Articles Préliminaires, ratifiés enfin par l'Espagne après bien des difficultés: Que le fruit de ces Préliminaires étoit l'Assemblée du Congrès & le Traité Provisionnel, sur lequel on attendoit d'un jour à l'autre la résolution des Cours de Vienne & de Madrid: Qu'à la vérité l'état présent des Affaires étoit encore incertain & pouvoit faire croire à quelques-uns que d'autres mesures auroient produit peut-être des effets plus favorables; mais que, quelque fût leur sentiment là-dessus, il étoit évident que les mesures prises par la Grande-Bretagne avoient empêché qu'il ne s'allumât une Guerre générale.

MDCCXXIX.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

révisé.

MDCCXXIX.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

dans toute l'Europe & fait avorter les desseins que les Puissances Contractantes du Traité de Vienne avoient formés contre les Possessions & le Commerce des Anglois. On refutoit ensuite la prétention de quelques Ecrivains qui soutenoient, Que le Traité de Vienne devoit sa naissance d'une part à ce que la France avoit renvoyé l'Infante d'Espagne, & de l'autre à ce que la Grande-Bretagne avoit refusé de se charger seule de la Médiation au Congrès de CAMBRAI. Cette Proposition étoit traitée de chimérique & sans fondement, & l'on disoit entre autres choses, Que jamais le Roi d'Espagne, ni dans les Mémoires qu'il avoit fait remettre à la Cour de Londres, ni dans les Audiances qu'il avoit données aux Ministres d'Angleterre, n'avoit fait la moindre mention du Renvoi de l'Infante, ni du refus de la Médiation, comme des causes du Traité de Vienne, au sujet duquel aucontraire il avoit assuré qu'il n'avoit pas besoin d'excuse, puisqu'il étoit fondé sur la Quadruple-Alliance. A l'égard de la promesse de restituer Gibraltar, on observoit, Que la vigoureuse défense de la Garnison de cette Place, & les secours dont on avoit su la pourvoir à propos, prouvoient assez que la Grande-Bretagne n'avoit jamais eu dessein de renoncer à son droit sur cette Conquête; que ce droit avoit été confirmé par tous les Traités faits depuis celui d'Utrecht; Que si les Espagnols avoient eu leur pouvoir, comme ils le disoient, une Lettre du feu Roi, contenant une promesse de restituer Gibraltar, ils l'auroient produite depuis longtemps; & que la Lettre, écrite en 1721 par le feu Roi sur ce sujet, & dont on avoit vu des Copies dans le Public, ne renfermoit aucun engagement positif, mais seulement une promesse de Sa Majesté de saisir une occasion favorable pour porter cette Affaire à son PARLEMENT. Il n'est pas hors de propos de mettre ici sous les yeux du Lecteur cette Lettre de George I à Philippe V. Elle étoit en ces termes,

Lettre de George
I à Philippe V.

M O N S I E U R M O N F R È R E ,

J'ai appris avec une extrême satisfaction, par le rapport de mon Ambassadeur, que Votre Majesté est enfin résolue de lever les obstacles, qui ont retardé pour quelque tems l'entier accomplissement de notre union, puisque par la confiance, que Votre Majesté me témoigne, je puis regarder comme rétablis les Traités qui ont été en question entre nous; & j'espère qu'en conformité, les Pièces concernant le Commerce de mes Sujets auront été extraites. Je ne balance plus à assurer Votre Majesté de ma promptitude à la satisfaire par rapport à la demande touchant la restitution de Gibraltar, lui promettant de me servir des premières occasions favorables, qui se présenteront pour régler cet Article du consentement de mon Parlement, & pour donner à Votre Majesté une preuve convaincante de mon affection. J'ai donné ordre à mon Ambassadeur, aussitôt que la Négociation, dont il a été chargé, sera terminée, de proposer à Votre Majesté de nouvelles liaisons, de concert & conjointement avec la France, convenables dans les conjonctures présentes, non seulement à affermir notre union, mais à assurer le repos de l'Europe. Votre Majesté peut être persuadée que, de mon côté, j'apporterai toutes les complaisances

ances possibles ; ce que je me promets aussi d'Elle pour l'avantage commun de nos Roiaumes , étant très-parfaitement.

MDCCXXIX.
CONGRÈS DE
SOISSONS , &c.

MONSIEUR MON FRERE,

DE VOTRE MAJESTÉ

Le bon Frere

A Saint-James le 1 Juin 1721.

GEORGE ROI.

Comme les murmures occasionés par les pertes sur Mer & par les longs délais de la Cour d'Espagne , continuoient toujours , on fit paroître à Londres vers la mi-Février une Brochure intitulée : OBSERVATIONS sur les Richesses & le Commerce de la GRANDE-BRETAGNE , où l'on prétendoit prouver ; *Qu'elle n'avoit jamais été dans un état plus florissant , ni son Commerce plus étendu qu'alors , contre ceux qui publioient que le Roiaume étoit dans un état languissant , que ses Richesses diminuoient , & que son Commerce déperissoit de jour en jour.* On posoit pour principe que , lorsque l'Argent est à bas intérêt , & que la valeur des Terres augmente tous les jours , c'est une marque certaine de la prospérité d'un Peuple ; & que l'Argent , comme les autres denrées , hausse & baisse de prix suivant son abondance ou sa rareté. L'Auteur observoit ensuite , *Qu'en Angleterre l'Argent ne valoit actuellement que quatre ou trois pour cent , selon les sûretés ; ce qui prouvoit qu'il étoit plus abondant qu'il ne l'avoit jamais été : Que les Terres , qui se vendoient , quelques années auparavant , sur le pied du denier vingt ou vingt-&-deux , se vendoient alors sur le pied du denier vingt-&-cinq , vingt-&-six , & vingt-&-sept ; autre preuve infaillible que le nombre des Persones riches en argent étoit plus grand que jamais : Que si l'on ajoutoit à cela les sommes immenses qui s'emploioient en Vaiselle d'Or & d'Argent , en Bijoux , en autres superfluités ; l'Amélioration des Terres ; la manière splendide avec laquelle les Fermiers vivoient , & tous les autres effets du Luxe répandu dans la Nation , on seroit forcé d'avouer que la Grande-Bretagne étoit dans un état florissant & que ses Habitans prospéroient.* A ces marques visibles de la prospérité de la Grande-Bretagne , on pouvoit opposer deux objections ; la première , que le Papier du Crédit Public , n'étoit qu'une apparence de Richesse : & la seconde , que le cours du Change sur la HOLLANDE étoit désavantageux à l'ANGLETERRE. L'Auteur répondoit , *Qu'un Papier de Crédit , soit public soit particulier , ne pouvoit pas subsister longtems , s'il ne se trouvoit pas des fonds réels pour en répondre , rémoins les projets du Sud & du Mississipi : Que la durée & l'état florissant du Papier de Crédit de la Grande-Bretagne étoit une marque de la réalité du Fonds , sur lequel il étoit assuré ; que les Revenus publics constituoient ce Fonds , & que l'accroissement du Fonds d'Amortissement prouvoit combien ces Revenus étoient grands , & faisoit voir en même tems que les Dêtes Nationales & le Papier de Crédit étoient constitués sur un fondement sur &*

MDCCXXIX.
CONGRÈS DE
POISSONNE, &c.

solide. Il convenoit ensuite, Qu'à la vérité le Change de Hollande étoit au désavantage de la Nation Britannique : mais il ajoutoit, Que des causes particulières, qui n'avoient en général aucun rapport à la Balance du Commerce de la Grande-Bretagne, & qui ne décidoient point de sa Richesse ni de sa Décadence, pouvoient produire ce désavantage qu'elle avoit dans le Change : Que les Paiemens des Subsidés à des Princes voisins, des Troupes entretenues dans les Pais Etrangers, & les Intérêts des grosses sommes que d'autres Nations avoient dans les Fonds d'Angleterre, & qui pouvoient monter à huit millions Sterling, avoient contribué de tout tems à ce désavantage du Change ; & que l'on y pouvoit ajouter pour lors, que, depuis la réduction des Intérêts à quatre pour cent, plusieurs Etrangers jugeoient à propos de vendre leurs Fonds, parce qu'ils ne trouvoient pas que l'Intérêt en fut assez considérable, pour s'exposer au risque de les confier à des Commissionnaires. A l'égard du Commerce, l'Auteur prétendoit, Que, bien loin de diminuer, il étoit considérablement augmenté depuis plusieurs années, ce qui se prouvoit par le débit des Manufactures & des autres Dentrées du cru du Pais, transportées hors du Roïaume : Que depuis le commencement de 1716. jusqu'à la fin de 1721 (espace de six ans) il étoit sorti du Roïaume pour 18 millions, 326 mille, 355 Liv. St. des Manufactures de Baïne ; & que, depuis le commencement de 1722 jusqu'à la fin de 1727 (autre espace de six ans) il en étoit sorti pour 18 millions, 802 mille, 110 Liv. St. ; ce qui faisoit pendant les six dernières années environ 500 mille Liv. St. de plus que pendant les six premières, & que même les trois dernières années de 1722 à 1727, avoient excédé les trois premières de 54 mille, 473 Liv. St. : Que la valeur des Marchandises Etrangères transportées hors du Roïaume pendant ces trois dernières années, y compris le produit des Plantations, avoit excédé la valeur des trois années précédentes de 534 mille, 261 Liv. St. : Qu'on avoit envoyé dehors considérablement plus de Charbon, d'Etain, de Plomb & des autres Mines, & que par les Registres de l'entrée & de la sortie des Vaisseaux, on voyoit que, depuis 1722 jusqu'à 1727, il étoit entré dans les ports du Roïaume, & qu'il en étoit sorti de même un bien plus grand nombre de Vaisseaux que pendant les six années précédentes : Qu'enfin, dans le cours de l'année 1726, on avoit frappé plus d'argent en Angleterre, que dans aucunes des précédentes, excepté les années 1714, 1715, 1716 & 1720. Ces Observations ne restèrent pas sans réponse. Au bout de trois ou quatre jours, elles furent attaquées par une Brochure, où l'on convenoit, Que les richesses de la Grande-Bretagne étoient très considérables ; qu'il y avoit quantité de Bijoux & de Vaiselle d'Or & d'Argent ; qu'on avoit amélioré les Terres, & que le prix en étoit augmenté, que les Fermiers vivoient plus splendidement qu'autrefois, & qu'enfin le luxe étoit répandu par tout : Mais on prétendoit en même tems, Que cela ne prouvoit rien contre la décadence actuelle du Commerce, parce qu'on avoit accumulé ces Richesses pendant une longue suite d'années, & que la décadence du Commerce ne pouvoit pas être si subite qu'il ne restât des marques très sensibles de l'état florissant dans lequel il avoit été : Qu'on devoit attribuer la diminution de l'Intérêt de l'Argent, & l'augmentation du prix des Terres à

d'autres causes qu'aux Richesses de la Grande-Bretagne, puisque, longtemps avant cette diminution & cette augmentation, le Royaume renfermoit autant de Richesses pour le moins, qu'il en possédoit actuellement; que l'une & l'autre étoit le seul fruit que l'on eut recueilli du fameux projet de la Compagnie du Sud: Que la Réduction de l'Intérêt d'un Capital de plus de trente trois mille Livres Sterling, étoit la véritable cause du bas intérêt que l'on donnoit actuellement, & que les Sommes immenses que le même projet avoit mises entre les mains de quelques Persones qui s'étoient enrichies subitement, avoit aussi causé l'augmentation des Terres. A l'égard du Papier de Crédit, l'Auteur de cette Réponse avouoit, Qu'il ne pouvoit pas subsister longtemps, à moins qu'il ne fût soutenu par un Fonds réel, & que les Revenus de la Grande-Bretagne étoient des sûretés suffisantes, qui répondoient de sa valeur: Mais il prétendoit, qu'il étoit absurde de soutenir qu'un Papier, qui devoit son origine à des Dêtes contractées par nécessité, fût une marque des Richesses de la Grande-Bretagne. Quant au désavantage du Change de Hollande, il disoit, Qu'on avoit pu le comprendre dans le tems qu'on faisoit continuellement des Remises considérables pour les Subsidés des Princes & l'entretien de près de 200 mille Hommes dans les Pais Etrangers, & qu'on paioit un intérêt de cinq & de six pour cent pour les Capitaux, que d'autres Nations avoient dans les Fonds Publics de la Grande-Bretagne; mais qu'actuellement qu'on ne paioit que de légers Subsidés aux Princes Etrangers, qu'on n'entretenoit qu'un petit nombre de leurs Troupes, & que l'Intérêt étoit beaucoup plus bas, on ne pouvoit attribuer le désavantage du Change qu'à la diminution du Commerce, qui n'étoit pas en état de suppléer au retour. Pour le transport des Manufactures & des Denrées du cru du Pais, l'Auteur montrait par plusieurs raisons, Qu'il étoit impossible de juger au juste par les Registres de la Douane de la valeur & de la quantité des Marchandises, qu'on transportoit hors du Royaume; mais qu'il étoit clair par le calcul même de l'Auteur des Observations, que le Commerce diminuoit depuis l'année 1725, puisque le transport de cette année excédoit celui de l'année 1726 de près de 500 mille Liv. St., & de plus de 600 mille celui de l'année 1727; & qu'il étoit à croire que le transport de l'année 1728, dont il n'étoit point parlé dans les Observations, étoit encore moindre que celui des deux années précédentes: Que d'ailleurs le débit des Mines ne pouvoit rien à l'égard de l'état florissant du Commerce, puisque ce débit iroit toujours à peu près le même train, parce que les Etrangers tiroient d'Angleterre ce qu'ils ne pouvoient pas avoir d'ailleurs: Que les Droits de Tonnage, qui s'étoient levés sur les Vaisseaux, lorsqu'ils étoient entrés ou sortis, ne provoient encore rien, puisque ceux de ces Vaisseaux qui n'avoient apporté que des Marchandises, servans au Luxe, avoient préjudicié nécessairement aux Manufactures & Denrées du Pais, outre qu'un grand nombre de Vaisseaux étoient sortis vuides pour aller chercher ces Marchandises, & qu'on en avoit employé beaucoup d'autres au transport des Provisions pour les Troupes & les Flotes au dehors. Enfin l'Auteur concluoit, Que c'étoit au Public à juger si le Commerce prospéroit ou tomboit en décadence: Que tout ce qu'il en pouvoit dire, c'étoit que le prix des Manufactures de Laine étoit considérablement diminué; que

MDCCXXIX.
CONGRÈS DE
BOISSONS, &c.

les Manufacturiers avoient congédié quantité d'Ouvriers, & qu'il paroît par les Papiers Publics, que les Banqueroutiers n'avoient jamais été si fréquentes.

Conférences
pour la Paix &
préparatifs de
Guerre en France.
Janvier, Février.

Pendant que les deux Partis s'attaquoient réciproquement par écrit à Londres, & que le Parlement s'occupoit dans les premières Assemblées de la seconde Séance à se mettre en état de soutenir la Guerre, c'est-à-dire pendant les mois de Janvier & de Février 1729, les Plénipotentiaires restés à la Cour de France, eurent avec le Cardinal de Fleuri de fréquentes Conférences, dans lesquelles ils cherchèrent les moyens de prévenir toutes les difficultés que la Cour de Madrid pourroit former, & de s'assurer le suffrage de celle de Vienne. Dans le même tems le Roi de France, pour imiter les Alliés, fit compléter les Troupes, & remplir ses Arcenaux & ses Magasins. Il remit aussi les Milices à cinquante mille hommes de trente mille auxquelles on les avoit réduites; & leur ordonna de se rendre à leurs Postes, sous peine à ceux qui s'absenteroient d'être traités comme Déserteurs. Pour la Cour d'Espagne, toute occupée du double Mariage de l'Infant Don Ferdinand avec la Princesse du Brésil & du Prince du Brésil avec l'Infante revenue de France, elle s'occupa peu durant ce tems des Négociations du Congrès. Pendant les mois de Mars & d'Avril, il ne se fit rien en France, & les Ministres des Alliés d'Hanover à la Cour d'Espagne y continuèrent en vain leurs sollicitations pour obtenir une dernière réponse au sujet du Plan de Pacification: mais en Angleterre, le Conseil, qui partageoit l'impatience de la Nation, prit des résolutions vigoureuses en conséquence desquelles l'Amirauté mit en commission dans les premiers jours de Mai plusieurs Vaisseaux de Guerre, que l'on tint prêts à mettre à la voile sous le Commandement du Vice-Amiral Wager. Les sieurs Horace Walpole & Stanhope après s'être trouvés au Parlement presque jusqu'à la Cloture de la Séance retournèrent en France avec ordre de déclarer au Cardinal de FLEURI; que Sa Majesté Britannique & toute la Nation Angloise ne pouvoient pas rester plus longtems dans l'incertitude où la lenteur de la Cour d'Espagne les tenoit, & qu'il falloit engager de manière ou d'autre Sa Majesté Catholique à s'expliquer incessamment.

Mars, Avril.

Avril.

Comme ce qui faisoit l'objet des Négociations du Congrès méritoit toute l'attention du Parlement, & que les deux Chambres s'en occupèrent sérieusement dans plusieurs de leurs Assemblées, il parut à Londres dans la première semaine d'Avril un petit Ecrit, que l'on ne voulut pas croire sorti d'une Plume Angloise. Il avoit pour Titre QUESTION, savoir s'il convient à la gloire & à l'intérêt de la NATION BRITANNIQUE de restituer à l'ESPAGNE GIBRALTAR & PORT-MAHON. Comme il est court, je le donne entier, tel qu'il parut dans le tems en François.

QUESTION, savoir s'il convient à la gloire & à l'intérêt de la Na-

IL est vrai que les Titres de la Grande-Bretagne pour la possession de Gibraltar & de Port-Mahon, sont d'autant plus légitimes, que ces Places lui ont été cédées par les Traités solennels: mais, comme on a seulement remarqué dans

la suite les inconvéniens d'une telle Cession trop préjudiciable à la gloire & à l'intérêt de la Nation Espagnole, Sa Majesté Britannique, GEORGE I, de Glorieuse Mémoire, aiant fort bien reconnu lesdits inconvéniens & aiant jugé qu'il étoit plus important à la Nation Angloise de se ménager l'amitié & le Commerce avec la Couronne d'Espagne, que de vouloir soutenir des Conquêtes dont la possession ne pourroit manquer d'aliéner cette bonne intelligence entre l'Espagne & l'Angleterre si avantageuse à la prospérité des Peuples Britanniques, & ce même Roi aiant reconnu sans doute que cette possession fomenteroit à perpétuité une haine & une jalousie qui ne manqueroit pas d'éclater à la première occasion, il faut croire, dis-je, que ces raisons importantes le déterminèrent à donner au Régent de France cette Promesse dont il s'agit présentement, laquelle aiant été insérée dans les Propositions qu'on fit à l'Espagne avec l'offre de la Garantie pour la faire accéder au Traité de la Quadruple-Alliance, gagna par-là la force d'un Engagement, sur l'exécution duquel l'Espagne insiste aujourd'hui. Mais, sans vouloir entrer plus avant dans cette discussion, on se contentera de prouver en peu de mots que, quand indépendamment de l'Engagement susdit la Couronne de la Grande-Bretagne se détermineroit à rendre ces Places, la gloire de la Nation Angloise n'en seroit nullement offensée; & que d'un autre côté elle se procureroit par cette restitution des avantages réels & solides pour l'intérêt de son Roïaume.

MDCCXXIX.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.
tion Britannique
de restituer à l'Es-
pagne, Gibraltar
& Port-Mahon.
Merc. Hist. &
Pol. T. 26, p.
149.

Pour ce qui regarde la première de ces Considérations, c'est une Maxime généralement reçue parmi les Nations raisonnables, à savoir, qu'il n'y a rien de plus glorieux que de pouvoir contribuer au bonheur de plusieurs Peuples, & de pouvoir avancer leur prospérité. C'est aussi-là la véritable gloire des Souverains; & cette Maxime prévaut sur toutes celles des Conquêtes les plus brillantes, principalement si elles ne peuvent se faire & se maintenir que moyennant effusion de sang & en perpétuant les troubles, la confusion, la violence & la haine parmi les Nations civilisées. De ce sentiment infaillible, la Raison nous conduit naturellement à celui d'être persuadé qu'on ne peut parvenir au but si desirable de Paix & de Prospérité, & qu'on ne peut éviter les suites funestes & les malheurs inséparables de la haine des Nations, qu'en abolissant les causes qui peuvent être contraires aux Maximes si naturelles du Droit des Gens; &, comme ce moyen est l'unique qui puisse faire tarir les sources de haine & de désunion, il me paroît que les Peuples civilisés sont obligés réciproquement à un devoir aussi essentiel pour le bien de la Société.

Ce Principe étant reconnu, je demande à tout Anglois raisonnable de vouloir y comparer la possession de Gibraltar, & de vouloir me dire sans prévention, à savoir, s'il croit juste & raisonnable que sa Nation maintienne une Domination perpétuelle sur le Continent d'Espagne; & s'il n'est pas d'opinion que cette possession maintiendra & perpétuera les troubles & la haine entre les deux Monarchies, & y entrainera plusieurs autres, sans que jamais on puisse espérer une Paix solide & durable; car on ne sauroit nier que l'honneur de la Nation Espagnole n'y soit trop intéressé pour souffrir chés elle une Domination étrangère, tout ainsi que la Nation Britannique ne pourroit souffrir qu'on jouît à perpétuité d'une Place sur son Continent, ou d'un Port de Mer que le sort des

MDCCXXIX.
CONGRES DE
SOISSONS, &c.

Armes auroit fait tomber entre les mains de quelque Puissance étrangère ; & puisque tout bon Patriote Anglois ne peut disconvenir de cette dernière vérité, il ne peut donc, sans manquer aux Principes d'Equité, condamner dans les Espagnols un Sentiment qu'il approuveroit dans ses Compatriotes. Si l'on accorde les susdits Principes, comme je ne puis en douter, on doit convenir aussi qu'il est aujourd'hui du devoir des Anglois de prévenir les occasions de haine & de discorde perpétuelle, en faisant ce glorieux sacrifice à l'honneur de la Nation Espagnole & au bien général de l'Europe. Au reste, je crois la Nation Britannique trop sage & trop judicieuse pour pouvoir donner dans les idées d'une fausse gloire, comme pourroit être l'assurance & la vanité de posséder ou de maintenir une Place, qu'on auroit rendue imprenable : mais, supposé qu'on voulut se repaître de pareilles idées, la Nation devroit à cet égard être pleinement satisfaite ; car personne ne lui dispute qu'elle n'ait employé tout ce que l'Art & le Génie de la Fortification pouvoit inspirer de plus parfait pour la rendre imprenable ; & l'expérience d'une Défense faite avec beaucoup de bravoure, ayant fait connoître qu'on ne sauroit leur enlever cette Place par la force des Armes, ils n'ont donc plus rien à désirer de ce côté-là, & il ne manquera pour rendre leur gloire plus parfaite que celle de sacrifier de leur propre mouvement la possession d'une telle Conquête pour le bien général & pour la tranquillité commune de tous les Peuples de l'Europe. Par toutes les raisons ci-dessus alléguées, je crois avoir prouvé suffisamment que la restitution de GIBRALTAR & de PORT-MAHON entre les mains de l'ESPAGNE, bien loin de porter préjudice, donneroit plutôt du relief à la gloire de la Nation BRITANNIQUE.

Pour en venir ensuite à la seconde Considération concernant l'intérêt, il est bien surprenant que l'on veuille, pour ainsi dire, faire dépendre aujourd'hui la prospérité des Peuples Britanniques & celle de leur Commerce de la possession d'un Port de Mer dans le Déroit de Gibraltar, aux dépens même de la tranquillité de toute l'Europe, quoiqu'il soit notoire que la même Nation a abandonné de son chef & sans y être contrainte le Port de Tanger, dont la situation au même Déroit sur la côte d'Afrique pouvoit lui faire espérer tous les avantages qu'on se promet de Gibraltar ; ce que l'on n'eût pas fait assurément si la Nation d'alors n'eût parfaitement reconnu que les grands frais qu'on seroit obligé d'employer pour la conservation d'un Port si éloigné, l'emporteroient de beaucoup sur les avantages qu'on pourroit en retirer ; & que l'Angleterre, étant d'ailleurs des plus puissantes en Marine, ne croioit pas avoir besoin d'une telle Conquête pour se donner du relief ou pour améliorer sa fortune. Je conviens au reste que la possession d'un Port dans ce Déroit peut être utile à la Nation dans le cas d'une Guerre avec la France, puisque par là on empêcheroit facilement la jonction des Armées Navales que la France peut équiper dans les Mers de l'Océan aussi-bien que dans la Méditerranée. Cette possession peut encore faciliter le Commerce des Anglois vers le Levant & dans la Méditerranée, & peut-être que l'Angleterre pourroit espérer de se rendre par ce moyen Maîtresse absolue de ce Commerce à l'exclusion de toutes les autres Nations. Je conviens encore que cette Conquête obligera les Corsaires de Barbarie

de respecter la Navigation Angloise plus que celle de tout autre Peuple. Mais, comme il n'est pas apparent que l'Angleterre puisse avoir aujourd'hui quelques vues si contraires aux intérêts de ses propres Alliés, & quo d'ailleurs tous les autres avantages qu'elle pourroit s'en promettre, ne sauroient l'emporter sur les raisons d'un intérêt plus important encore, je persiste à soutenir que la possession de Gibraltar, sans l'amitié de l'Espagne, est très nuisible à la Grande-Bretagne, & je le prouve par cette Maxime infailible que Ceux qui ne vivent que de Commerce sont obligés de ménager ceux qui accordent le Commerce. Or, comme la Nation Britannique jouit à présent d'un commerce très florissant; plus qu'aucun autre Peuple d'Europe, elle est par conséquent la plus intéressée au maintien de la Paix & de la Tranquillité qui en sont les bases principales. Il est constant encore que le plus lucratif & le plus intéressant pour l'Angleterre, est celui qu'elle fait dans les différens Etats de la Monarchie d'Espagne, tant en Europe qu'aux Indes, par où elle se procure un très grand débit de Manufactures & retire des Richesses immenses de l'Amérique & d'Espagne. Il lui importe donc infiniment de se ménager l'amitié de cette Couronne, afin de conserver des avantages si estimables, lesquels à très juste titre, on peut regarder comme la source des richesses de la Grande-Bretagne.

MDCCXXIX.
CONGRÈS DE
BOULOGNE, &c.

Une autre considération, qui concerne l'intérêt, est celle du trouble & de l'interruption de la Navigation; car, comme l'Angleterre entretient son Commerce tant en Amérique qu'en Europe, avec plusieurs milliers de Vaisseaux Marchands, on peut juger par la situation des Etats de l'Espagne à combien de pertes, de risques & d'inquiétudes les Sujets Britanniques sont exposés, quand même l'Espagne ne feroit autre chose qu'armer en course dans les différens Ports de sa Monarchie, pour enlever par des Frégates légères les Vaisseaux sans défenses; ce que l'Angleterre ne peut ni empêcher, ni vanger, par ce que pour l'un la Mer est trop vaste & pour l'autre les Espagnols ont si peu de Vaisseaux Marchands qu'on ne sauroit user contre eux de représailles.

Il conste par là que les suites d'une rupture ne peuvent être que très-fatales à l'Angleterre. Elle engage la Nation à des dépenses excessives, tant pour la conservation de leur Conquête, que pour mettre à couvert leur Navigation Marchande; ce qui pourtant ne peut la garantir parfaitement, l'expérience l'ayant fait connoître pendant cette Brouillerie dernière, laquelle, quoique de très peu de durée, a coûté aux Anglois, de leur propre aveu, plusieurs millions de Livres Sterling par le grand nombre de Vaisseaux, que les Capres Espagnols leur ont enlevé en Europe & en Amérique, sans que les Escadres ou Croiseurs Anglois, qui avoient pourtant investi toutes les Côtes, aient pu l'empêcher; sans parler d'un si grand nombre de braves Officiers & Matelots que l'on a sacrifiés à l'air corrompu des Côtes d'Amérique; lequel Climat étant reconnu par une longue expérience, comme le tombeau des Anglois, devroit assurément les dégoûter des Expéditions aussi dangereuses & ruineuses pour leur Marine & Commerce.

Une autre considération non moins intéressante est la ruine des Manufactures Angloises, qui est quasi inévitable, si l'Espagne veut se servir des

MDCCLXXIX.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

moïens qu'elle peut avoir pour en empêcher l'entrée & le débit dans les Etats de sa Monarchie ; sans faire mention du discrédit & des pertes qu'une telle rupture cause dans les Fonds d'Angleterre par la baisse considérable des Actions, & qui intéresse presque les deux tiers de la Nation ; & puisque la possession de Gibraltar & de Port-Mahon n'a pu sauver la Navigation Marchande Angloise de tous les différens échecs qu'elle a essuies, & que cette possession ne sauroit empêcher pour l'avenir les maux dont nous avons parlé ; je laisse juger à tout véritable Patriote Anglois du mépris que sa Nation doit avoir pour le maintien de ces Conquêtes, lorsqu'elle balancera sérieusement les pertes, les dommages, les risques, & si je l'ose dire, la ruine que cette possession peut leur attirer, avec la prospérité d'un Commerce florissant, & avec tous les autres avantages qu'une Navigation tranquille & pacifique peut leur procurer, en faisant l'échange de ces places contre l'Amitié de l'Espagne.

Enfin, on ne sauroit comprendre pourquoi l'Angleterre veut maintenir par la force des Armes & avec des dépenses si prodigieuses deux Ports de Mer dans les Etats du Roi Catholique, lorsque par le moïen de la Paix & par le rétablissement de la bonne intelligence avec le Monarque, les Vaisseaux Marchands Anglois peuvent jouir en pleine liberté, non seulement de Port-Mahon & de Gibraltar, mais encore de tous les autres Ports des Côtes du Royaume d'Espagne ; & cela, sans aucun frais, ni dépenses pour la Nation Britannique, comme l'expérience de plusieurs siècles en peut convaincre les Anglois ; & la même expérience leur prouvera que, lorsque lesdites Places étoient sous la Domination de l'Espagne, les Sujets Négocians de la Grande-Bretagne y trouvoient une retraite & un asile beaucoup plus doux & plus avantageux pour eux, puisque tous les Vivres & autres Provisions leur étoient fournis par les Espagnols à la moitié du prix qu'ils coûtent aujourd'hui ; & cela par rapport à la communication libre & ouverte que ces Places avoient alors avec le reste du Continent d'Espagne, dont elles sont séparées & privées présentement.

Toutes ces considérations me font juger que le Gouvernement d'Angleterre les ayant murement pesées, il ne manquera pas de préférer les Principes de Paix & la prospérité de son Peuple à la possession d'une Conquête, qui ne pourra manquer de perpétuer les troubles & la désunion en Europe ; & qui est directement contraire au Principe de Commerce & de Navigation, qui intéresse au suprême degré la Nation Britannique.

Remarques sur
l'Ecrit précédent.
Mer. Hist. Ibid.
p. 559.

On répondit, à cet Ecrit, par un autre intitulé : REMARQUES, sur l'Ecrit où l'on examine la Question, s'il convient à la gloire, &c. En voici le précis, tel qu'il se trouve dans le Livre, qui m'a fourni ce que l'on vient de lire,

APRÈS que l'Auteur de la Question a avoué l'incontestabilité des Titres en vertu desquels la Grande-Bretagne possède Gibraltar & Port-Mahon, il tache de prouver les dix Propositions suivantes. I. Qu'il se trouve des inconvéniens dans la Possession de ces deux Places. II. Que le feu Duc d'Orleans, Régent de France, & le feu Roi George I ont reconnu ces inconvéniens.

III. Que

III. *Que ce fut à cause de cela, que ces deux Princes, à l'occasion des Négociations de la Quadruple-Alliance, concertèrent les moyens de remettre ces Places aux Espagnols.* IV. *Que la plus grande gloire parmi les Nations policées consiste à contribuer au bonheur commun, même aux dépens des Conquêtes les plus brillantes & des Pais ou Places, qu'on ne pourroit conserver qu'en s'exposant aux brouilleries, à la haine, à la Guerre, &c. Or, comme les Anglois sont dans le cas, & qu'en conservant Gibraltar, il y auroit une haine continuelle entre les deux Nations, il s'ensuit que les Anglois acquerront une nouvelle gloire en rendant Gibraltar aux Espagnols.* V. *Que Gibraltar entre les mains des Anglois est préjudiciable à l'honneur de l'Espagne, puisque ce doit être une chose insupportable pour cette Nation de voir une Nation Etrangère dominer dans la Terre-ferme de cette Monarchie, comme il seroit insupportable aux Anglois de voir une Domination Etrangère dans leur Ile.* VI. *Que les Anglois subsistent surtout par leur Commerce, & que l'Espagne est la seule Puissance en état de l'avantager ou de le ruiner.* VII. *Que les Espagnols peuvent interdire chez eux l'entrée & la consommation des Manufactures Angloises; ce qui feroit un tort considérable à ces Manufactures & aux Fonds Publics.* VIII. *Que dans un tems de brouilleries, les Anglois ne seroient pas en état de protéger leur Commerce & leur Navigation contre les Armateurs Espagnols, ni par le moyen de leurs Escadres, ni par celui d'une Garnison dans Gibraltar.* IX. *Que tous les avantages, que les Anglois prétendent tirer de la possession de Gibraltar, sont de purs dommages pour eux, dès qu'ils ne sont pas en amitié avec l'Espagne.* X. *Enfin, qu'il s'ensuit de tout cela qu'il est de l'Intérêt, de l'Angleterre de restituer GIBRALTAR à l'ESPAGNE.*

Quant au I Article il est étonnant que l'Espagne s'avise de trouver des inconvéniens dans la Cession de Gibraltar, tant d'années après qu'elle a été faite en conséquence de mures délibérations, dans un Congrès formel, où tous les Ministres des Puissances de l'Europe étoient présens, & où ceux d'Espagne étoient appuyés des prudens Conseils des Ministres de France. Si l'Espagne alléguoit à présent de pareilles exceptions ne pourroit-on pas dire qu'elle n'a point agi de bonne foi dans ses Traités.

Comme le contenu des Articles II & III dépend absolument du secret de la Politique de ces Princes, il n'appartient pas à un Particulier de s'en mêler, ni de vouloir pénétrer leurs vues & leurs desseins. Mais, à en juger par les circonstances, il faut que les mesures pour restituer Gibraltar n'aient été guères réelles, puisqu'il n'en est pas dit un mot ni dans le Traité de Madrit de 1721; ni dans les Préliminaires acceptés & ratifiés par l'Espagne. Le Public doit s'en tenir à l'effet, qui prouve que ces mesures & ces prétendues promesses n'ont jamais été exécutées.

La Majeure de la Proposition de l'Article IV peut-être bonne : mais on ne peut passer ni la Mineure, ni la Conséquence; parce qu'il faut faire une différence entre des Conquêtes faites par un Prince, qui défend ses justes Droits dans une Guerre légitime, telle est celle de Gibraltar, & des Conquêtes faites par des Elèves de Machiavel, qui ne se fondent que sur l'infidélité, l'ambition

MDCCXXIX.
CONGRÈS DE
SOUSSONS, &c.

Et autres inconvéniens dont l'Histoire Moderne donna plusieurs exemples nouveaux : Parce que ne s'étant guères fait de Traité, sans que l'un ou l'autre Parti ait fait la Conquête de quelques Terres, soit en Terra-ferme, soit dehors, il s'ensuivra, des Principes de l'Auteur, que toutes les Puissances de l'Europe peuvent nourrir des haines mortelles les uns contre les autres, Et former des prétentions, comme l'Espagne fait aujourd'hui : Parce que, suivant ces Maximes, la Foi sacrée des Traités ne sera plus qu'illusion Et tromperie, dès qu'il plaira à l'une des Parties d'imaginer quelques inconvéniens de haine, de jalousie, de brouillerie, &c. : Parce que de cette manière les anciens Maîtres de Strasbourg, de la Lorraine, de Bremen, du Holstein, de la Poméranie, de la Livonie, de la Finlande, de la Scanie, &c. seraient en droit d'en demander la restitution aux présens Possesseurs, sous prétexte du bien de la Société, pour-étre même avec plus de droit que l'Espagne n'en a à présent de redemander Gibraltar. De ce qui précède, on peut tirer une conséquence toute opposée à celle de l'Auteur, savoir que, La principale gloire parmi les Nations civilisées consiste à contribuer au bonheur de la Société, en entretenant la foi des Traités faits après mure délibération, sans détours ni tromperies, même en sacrifiant à ce bonheur les idées & les sentimens d'inconvéniens. Les Espagnols se trouvent aujourd'hui dans ce cas, parce que jamais il n'y auroit de Paix Et d'Amitié solide entre eux Et les Anglois, si les Traités qui concernent Gibraltar ne subsistoient dans toute leur vigueur. Donc c'est un point d'honneur pour les ESPAGNOLS de s'en tenir aux Traités & de renoncer à leurs prétentions.

Comme l'Auteur fait valoir dans son V Article la grande Règle, Alteri ne feceris quod tibi fieri non vis, un Anglois pourroit le prendre au mot Et le prier de se mettre pour un moment à sa place ; Et alors il raisonneroit à peu près de cette manière. Si les Espagnols s'étaient emparés de quelques Places dans les Iles Britanniques pendant une Guerre injustement entreprise par les Anglois, Et que les Anglois, pour conserver le reste de leurs Iles, eussent fait aux Espagnols une cession volontaire de ces Places ; que dans la suite ils vinsent en demander la restitution, sous prétexte que la Cession de ces Places leur est deshonorante Et devient un obstacle à l'entretien de la bonne intelligence entre les deux Nations ; Si les Espagnols, dis-je, se trouvoient dans ce cas, croiroient-ils qu'il leur seroit glorieux de restituer ces Places, sur tout si ce n'étoit pas tant pour procurer cette bonne intelligence, que pour nourrir ces Sentimens de fierté. Les Espagnols au contraire représenteroient aux Anglois qu'on doit distinguer entre une possession juste Et une possession injuste, entre Agresseur Et Défenseur, entre un avantage imaginaire Et un bien réel de la Société, entre la vraie Et la vaine gloire, entre un mal que l'on s'est attiré soi-même Et par sa faute, Et un mal qui survient du dehors, &c. Ils diroient qu'il faut examiner toutes les circonstances Et le fonds de l'Affaire pour trouver que Duo cum faciunt idem non est idem, Et que Damnum quod quis sua culpa sentit, non videtur sentire. Les ANGLAIS trouveroient dans ce cas qu'ils auroient violé la Loi générale suum cuique ; Et que les ESPAGNOLS auroient raison de dire qu'il faut souffrir

ce mal, se soumettre aux Conjonctures & attendre un tems plus favorable pour seconder le song. Quant à l'Amitié entre les deux Nations & leur bien Commun, les Espagnols les font dépendre de la possession de Gibraltar; les Anglois en font autant. Qui aura raison? Ci-devant les Espagnols ont possédé ces Places à juste titre; à présent les Anglois en sont dans une possession obtenue de la manière la plus solennelle, qui ait jamais accompagné aucune Conquête; il est facile de prononcer. Au reste si l'Espagne veut absolument faire dépendre la bonne amitié entre les deux Nations de cette restitution de Gibraltar; pourquoi ne redemande-t-elle pas, au même titre, la restitution de tant de Roiaume, Etats & Provinces, qui ont été demembrés de cette Couronne en faveur de l'Empereur? Si après cela on persiste à faire consister la Gloire des Anglois dans la restitution de Gibraltar & de Port-Mahon, il faut que l'on ait une étrange idée de la gloire & du point d'honneur.

L'Article VI a deux membres, dont le premier ne fait rien du sujet; & nous remarquerons sur le second que, si ci-devant l'Espagne a eu l'avantage de disposer despotiquement du Commerce des Indes-Occidentales, il n'en est plus de même aujourd'hui. Fuimus Troes! La vérité de ceci est évidente.

Quant à l'Article VII, on peut dire: Si une Nation peut se priver de plusieurs Denrées absolument nécessaires à l'entretien & aux commodités de la vie; une autre pourroit de même se passer d'une infinité de choses, qui ne servent pas à l'entretien de la Vie des Hommes, mais à nourrir le Luxe. Qu'une Personne judicieuse fasse l'application de cette Pénse au Commerce de l'Espagne & de l'Angleterre.

On répond aux Articles VIII & IX que, si les Armateurs Espagnols ont fait jusqu'ici impunément des Prises sur les Anglois, c'est parce que la Couronne de la Grande-Bretagne, pour des raisons qu'elle a par-devers elle, n'a pas encore jugé à propos d'user de représailles: mais, si ces Armateurs continuent à faire les Corsaires, on verra si les Anglois ne seront pas en état par leurs représailles, par leurs Escadres & par la possession de Gibraltar & de Port-Mahon, de rendre leur amitié aussi nécessaire à l'Espagne, que celle de l'Espagne peut l'être à l'Angleterre.

Il s'ensuit de tout ce qui précède, que l'Intérêt de la Grande-Bretagne ne demande pas que l'on restitue Gibraltar & Port-Mahon à l'Espagne: mais que, ces deux Places aient été conquises dans une Guerre où les Anglois & leurs Alliés ont sacrifié leur sang & leurs Trésors pour maintenir leurs Droits contre l'usurpation, les Anglois les conservent à perpétuité comme une très mince récompense de leurs grands travaux & comme un monument éternel & un glorieux trophée de la grande Révolution arrivée en Espagne. De plus, puisque les Anglois trouvent que la possession de Gibraltar & de Port-Mahon est d'une conséquence infinie pour leur Commerce, il est naturellement impossible de leur persuader de s'en dessaisir à quelque prix que ce soit; & si les Espagnols persistent à les redemander, ils agissent contre la saine raison, comme ils ont fait en tentant d'enlever Gibraltar aux Anglois par un Siège formé par une poignée de Troupes & sans Escadre en Mer. Enfin, puisque les Espagnols reconnoissent que les Anglois possèdent ces Places à juste titre, & qu'ils sont en état de

MDCCXXIX.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

conserver ces précieuses Conquêtes & de défendre leur Commerce contre toutes attaques, & en même tems d'interrompre la Navigation & le Commerce des ESPAGNOLS, il y va de la gloire & de l'intérêt de l'ESPAGNE de s'assurer de l'amitié des ANGLAIS, en renonçant à d'aussi chimériques prétentions. C'est le moyen de maintenir la foi des Traités, en quoi consiste le bien réel & mutuel des Nations.

Au sujet de ces deux Ecrits, dont le premier parut à Londres au commencement d'Avril, & l'autre avant le 15 du même mois, il me semble qu'on peut dire que leurs Auteurs n'ont pas eu dessein de persuader, & le second beaucoup moins encore que le premier.

Conférences à
Soissons,
1 & 9 Mai 1729.

A la fin d'Avril, la Cour de France s'étant rendue à Compiègne, tous les Plénipotentiaires qui se trouvoient à Paris, retournèrent à Soissons; & le 1 de Mai, le Baron d'Effonséca, le Comte de Brancas-Cereste, le Comte Golofskin, le Baron de Ghedda, les Srs. Gossinga & Hargranje, & le Baron de Franken tinrent une Conférence: mais l'absence des Anglois & des Espagnols fut cause qu'elle dura peu. Le 9, les mêmes Plénipotentiaires s'assemblèrent encore avec le Marquis de Fenelon & le Comte de Königsegg, mais ce fut uniquement pour la forme. On n'avoit rien à mettre sur le tapis jusqu'au retour du Courier, que le Cardinal de Fleuri devoit dépêcher le lendemain à Seville où la Cour d'Espagne étoit alors. Cependant le bruit se répandit dans le Public que Sa Majesté Catholique avoit fait quelques ouvertures au sujet du desir qu'elle avoit de se voir assurée de l'exécution de l'Article de la Quadruple-Alliance, qui concernoit Don Carlos; & qu'elle avoit demandé que les Alliés d'Hanovre consentissent au transport de huit mille Hommes de Troupes Espagnoles dans les Places de Toscane, & qu'ils lui garantissent la Succession éventuelle stipulée dans la QUADRUPLE-

Demandes du
Roi d'Espagne.

Réponse des Plé-
nipotentiaires.

ALLIANCE. Les Plénipotentiaires après avoir concerté la réponse qu'ils devoient faire, avoient déclaré, disoit-on, que rien ne pouvoit empêcher la garantie de l'Article de la Quadruple-Alliance: mais que, comme la Proposition d'envoyer huit mille Hommes en Toscane, étoit contraire au même Traité, c'étoit à l'Empereur qu'il falloit s'adresser pour ce sujet; & qu'ils ne pouvoient employer que la voie des instances & des bons Offices auprès de lui pour l'engager à consentir que l'on fit ce changement dans le Traité; qu'enfin les Alliés d'Hanovre seroient disposés à donner les mains à ce que Sa Majesté Catholique demandoit, dès qu'ils seroient assurés qu'elle auroit pris une résolution finale pour l'acceptation du Projet de Pacification tel qu'on l'avoit corrigé. Dans le même tems il parut du refroidissement entre les Ministres de l'Empereur & ceux d'Espagne. La Cour de France quitta Compiègne à la fin de Mai. Ce qui fit retourner tous les Plénipotentiaires à Paris, où l'on attendit toujours le retour du Courier dont on vient de parler. Les Plénipotentiaires d'Angleterre & de Hollande avoient cependant de fréquentes Conférences avec le Cardinal Ministre & le Garde des Sceaux, & menaçoient continuellement que si le Roi d'Espagne ne se hâtoit pas de répondre, on ordonneroit aux Escadres Angloise & Hollandoise, réunies à la Rade de Spithead, sous le Commandement du Vice-Amiral Wager & du Vice-Amiral de Sommersdyck

de mettre à la voile pour aller dans le Détroit exécuter les ordres, dont ils étoient chargés. Mais soit que les Ministres de France agissent puissamment pour calmer l'impatience de la Cour d'Angleterre & des Etats-Généraux; soit que réellement ces deux Puissances eussent cru devoir menacer continuellement, sans pourtant avoir dessein d'en venir aux effets; la Cour d'Espagne alla son train avec sa lenteur ordinaire & les Escadres ne quitterent point la Rade de Spithead. La Cour d'Espagne ne vouloit prendre aucune résolution sur le Projet de Pacification qu'elle n'eut reçu la décision de l'Empereur, à laquelle les Plénipotentiaires l'avoient renvoyés. Cette Décision vint en fin le 16 de Juin, & le Comte de Königsegg eut d'abord Audience de leurs Majestés Catholiques pour leur apprendre que l'Empereur consentoit à l'introduction des Troupes Espagnoles en Toscane, & dans les Duchés de Parme & de Plaisance : mais qu'il ne pouvoit pas contraindre les Princes possesseurs de ces Etats à recevoir ces Troupes. Quoique leurs Majestés Catholiques eussent fait dépendre leur résolution de cette décision qui fut annoncée d'une manière encore plus favorable, quelques jours après par un Courier dépêché de Paris, le 27 de Juin; elles ne se pressèrent pas encore de la prendre, & formèrent de nouvelles difficultés, en sorte que le Courier du Cardinal Fleuri, lequel étoit parti de France, le 10 de Mai, restoit toujours à la suite de la Cour d'Espagne dans l'attente de Dépêche, qu'on ne se hâtoit point de lui donner. Cependant le Roi d'Espagne, qui se tenoit alors à Port-Sainte-Marie, avoit à Cadix une Escadre de dix Vaisseaux de Guerre prêts à mettre à la voile; & faisoit tracer dans la Plaine de La Piedat; à demilieue de Port-Sainte-Marie, un Camp pour dix à douze mille Hommes, qu'il faisoit venir de divers endroits, sous prétexte de divertir le Prince des Asturies & les Infans, mais en effet pour les avoir à portée de s'embarquer, dès que tout seroit réglé pour le transport de Don Carlos en Italie. D'ailleurs, pendant tous ces retardemens, malgré les Sollicitations des Ministres Etrangers, on ne délivroit point les Effets des Gallions. C'étoit principalement ce qui faisoit crier en Angleterre, & ce qui donnoit occasion aux bruits qui s'y répandoient sur le dessein, qu'on attribuoit au Gouvernement de ne vouloir point la Paix, & de diriger les Négociations de manière à mettre la Nation dans la nécessité de faire la guerre. Ce fut pour dissiper ces faux bruits, & rendre au Ministère la confiance du Public, que le 9 Juillet on fit paroître à Londres une Feuille volante, dans laquelle on faisoit voir; Que si la situation des Affaires n'étoit pas telle qu'on la souhaitoit, il ne falloit pas en attribuer la faute aux Ministres, puisqu'il étoit survenu des choses, que toute la prudence humaine n'auroit pu prévoir : Que si l'on étoit obligé de faire la Guerre, il ne faudroit s'en prendre qu'à ceux qui n'agissoient pas dans les Négociations avec toute la bonne foi nécessaire : Qu'au reste, si la Guerre se rallumoit en Europe, la Grande-Bretagne étoit en état d'y jouer son rôle avec dignité par Mer & par Terre; qu'elle avoit, outre de quoi fournir à la dépense, de braves Soldats, des Officiers expérimentés, des Flotes formidables, de puissans Alliés, d'habiles Ministres, une bonne cause; & pour faire valoir tous ces avantages, un Grand Roi, d'une

MDCCXXIX
CONGRÈS DE
SONSOM, &c.

Réponse de l'Em-
pereur aux Dé-
mandes du Roi
d'Espagne.
Juin.

Préparatifs pour
le passage de Don
Carlos en Italie.
Juillet 1729.

Murmures en An-
gleterre sur ce
qu'on ne délivroit
point les effets des
Gallions.

Ecrit à ce sujet
9 Juillet.

MDCCXXIX.
CONGRÈS DE
BOISSONS, &c.

Réponse provi-
sionnelle au Roi
d'Espagne.

On dresse en Es-
pagne le projet
d'un Traité Pro-
visoire entre le
Roi d'Espagne &
les Alliés d'Hano-
vre.
Juin, Juillet.

Résolution de
l'Empereur au su-
jet de Don Carlos.
Juillet.

On délivre les
Effets des Gal-
lions.
17 Août.

magnanimité & d'une expérience consommée, sous les auspices duquel, avec le secours & l'appui de la Providence Divine, elle avoit lieu d'espérer un heureux succès; & que, pour surcroît de bonheur, elle avoit l'héritier présomptif de la Couronne, qui marchoit sur les traces glorieuses du Roi son Père, dont la cœur étoit rempli de nobles sentimens, & qui ne souhaitoit rien avec tant d'ardeur que de se signaler dans le champ de Mars pour l'honneur de la Patrie. Le Courier, dépêché de Compiègne le 10 de Mai par le Cardinal de Fleuri, fut enfin renvoyé le 3 du Juillet, du Port-Sainte-Marie, avec une Réponse Provisionnelle du Roi d'Espagne sur les Propositions des Alliés d'Hanovre. Il fut de retour à Paris, le 22 du même mois. Aussitôt après son arrivée les Ministres de la Grande-Bretagne & ceux des Etats-Généraux eurent plusieurs Conférences avec le Cardinal Ministre & le Garde des Sceaux, dans lesquelles il fut convenu d'attendre l'effet de ce que le Roi d'Espagne promettoit par sa Réponse Provisionnelle, dans laquelle il déclaroit; *Qu'il trouvoit les Propositions des Alliés d'Hanovre acceptables, & qu'il en délibérerait.* Ce Prince, en donnant cette Réponse, avoit fait demander aux Ministres de France, d'Angleterre & des Etats-Généraux, s'ils avoient des Instructions assez amples pour traiter avec ses Ministres. En conséquence de leur réponse, ils eurent avec le Marquis de La Paz, & le S. Patinbo des Conférences, qui furent suspendues à cause que le premier & le Marquis de Brancas, Ambassadeur de France, tombèrent malades: mais, leur maladie n'ayant pas été longue, on ne tarda pas à renouer les Conférences; & sans attendre le retour du Secrétaire que le Comte de Königsegg avoit fait partir pour Vienne, on dresse le Plan d'un Traité Provisionnel entre le Roi d'Espagne & les Alliés d'Hanovre. Dès qu'on en eût expédié des Copies pour Paris, pour Londres, & pour La Haye, le Roi signa l'ordre de délivrer les Effets des Gallions & des Vaisseaux des Assogues, & de remettre au Ministre d'Angleterre la Cédula de l'Affiame, c'est-à-dire, la Patente en vertu de laquelle la Compagnie Angloise du Sud pourroit continuer d'envoyer à la Nouvelle-Espagne le Vaisseau qu'on appelle de Permission.

Pendant que ces choses se passaient à Port-Sainte-Marie, on délibérait à Vienne sur les dépêches apportées par le Secrétaire du Comte de Königsegg; & le résultat de diverses Conférences, fut; *Que Sa Majesté Impériale vouloit, pour ce qui regardoit les Intérêts de Don Carlos, s'en tenir exactement à ce que le Traité de la Quadruple-Alliance avoit réglé.* Ce fut là-dessus qu'on renvoya le Secrétaire du Comte de Königsegg avec de nouvelles Instructions pour ce Ministre.

On commença, le 27 du mois d'Août, à délivrer les Effets des Gallions: mais on n'exécuta pas trop fidèlement la promesse, faite par le Roi, lors de la Signature des Préliminaires, que l'Indult seroit de quinze pour cent. Il plut à ses Ministres de régler les choses tout autrement. 1, Ils contèrent les Pesos à dix Réales de Plata, & les Pistoles à quatre Réales, quoique les premières ne valussent que huit Réales de Plata courant. Les fruits & tous les autres effets furent taxés, proportionnellement à la valeur qu'ils

donnoient à ces Espèces. 2, Ils mirent l'Indult pour le Roi sur l'Or, l'Argent & les autres effets des *Galions* à seize pour cent, & sur les effets des Vaisseaux des *Affogues* à cinq pour cent. 3, Ils imposèrent quatre pour cent sur les unes & les autres pour le Consulat. 4, Ils prirent un demi pour le fret de l'Argent & trois quarts pour celui de l'Or. De sorte qu'à l'égard des *Galions* l'Argent paia vingt-&-cinq & sept huitièmes & l'Or vingt-&-quatre & quinze seizièmes, & les autres Effets vingt-&-quatre pour cent; & qu'à l'égard des Vaisseaux des *Affogues* l'Argent paia douze & sept huitièmes, l'Or onze & quinze seizièmes, & les autres effets dix trois quarts pour cent. Les Négocians en murmurèrent beaucoup : mais ils n'en eurent pas moins retiré tous leurs effets avant la fin du mois de Septembre.

MDCCXXIX
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

Les *Alliés d'Hanovre*, à qui le *Projet de Traité Provisionnel* fut communiqué, l'ayant approuvé, l'Empereur, après qu'il l'eût examiné dans plusieurs Conférences, fit déclarer au commencement d'Octobre par ses Plénipotentiaires à Paris; Qu'il prêtait la main à l'exécution de la Convention de Port-Sainte-Marie, & qu'il révoqueroit l'Ordre de la Compagnie d'Ostende, pourvu que les *Alliés d'Hanovre* & l'Espagne garantisent la Pragmatique Sanction qu'il vouloit publier pour établir dans la Maison d'Autriche la succession à ses différens Etats & Roiaumes. Le Roi d'Angleterre de son côté nomma le S. Stanhope, son premier Plénipotentiaire au Congrès, pour aller en Espagne en qualité d'Ambassadeur extraordinaire, signer le *Traité* que l'on méditoit. Il arriva le 25 d'Octobre à Seville, & dès le lendemain il eut une Conférence avec les Ministres de France & des Etats-Généraux. Il eut ensuite plusieurs avec le Marquis de La Paz & le S. Patinho, lesquelles se terminèrent à signer le 9 de Novembre un *Traité d'Amitié & d'Alliance* entre le Roi de France, le Roi d'Espagne, le Roi d'Angleterre & les Etats-Généraux. Le Sieur Vander Meen qui n'avoit pas encore reçu ses Pleins-Pouvoirs, ne put pas signer le même jour & ne signa que le 21. Le Comte de Königsegg ne parut point à la Cour, tant que durèrent les Conférences que l'on tint au sujet de ce *Traité* : mais, dès qu'il fut qu'il étoit signé par les Ambassadeurs de France & d'Angleterre & par les Ministres de Sa Majesté Catholique, il en demanda communication au Marquis de La Paz, pour en rendre compte à l'Empereur par un Exprès qu'il alloit expédier. Ce Ministre se contenta de lui répondre; que Sa Majesté Catholique prioit l'Empereur d'être persuadé qu'elle ne consentiroit jamais à rien qui pût être au désavantage de Sa MAJESTÉ IMPERIALE. Les Ratifications de la France & de l'Espagne furent échangées dans le commencement de Janvier 1730, & le 20 du même mois la Cour d'Angleterre fit publier en Anglois & en François ce *Traité*, que voici.

L'Empereur consent au *Traité* Provisionnel.
Octobre.

On conclut à Seville un *Traité* d'Amitié & d'Alliance entre la France, l'Espagne, l'Angleterre & la Hollande.
9 Novembre.

L'Ambassadeur de l'Empereur en demande communication.
Réponse du Roi d'Espagne.

AU NOM DE LA TRÈS-SAINTE TRINITE, PERE, FILS ET SAINT ESPRIT,
TROIS PERSONES DISTINCTES ET UN SEUL DIEU.

Traité de Seville publié à Londres.
20 Janvier
1730.

LEURS Sérénissimes Majestés le Roi de la Grande-Bretagne, le Roi Frère Chretien & le Roi Catholique desirant avec un égal empressement, non-seule-

MDCCXXIX.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

ment de renouveler & de serrer plus étroitement leur ancienne Amitié, mais aussi d'éloigner tout ce qui pourroit la troubler pour l'avenir, afin qu'étant unies de sentiment & d'inclination, Elles puissent agir désormais en tout comme n'ayant qu'un même objet & un même intérêt ; & pour cet effet le Sérénissime Roi de la Grande-Bretagne ayant donné Plein-Pouvoir de traiter en son Nom au Sieur Guillaume Stanhope, Vice-Chambellan de la Maison de Sa Majesté Britannique, Conseiller dans ses Conseils d'Etat & Privé, Membre du Parlement de la Grande-Bretagne, Colonel d'un Régiment de Dragons, & Ambassadeur extraordinaire de Sa dite Majesté auprès de Sa Majesté Catholique, comme aussi au Sieur Benjamin Keene, Ministre Plénipotentiaire de Sa dite Majesté Britannique auprès de Sa Majesté Catholique : Le Sérénissime Roi Très Chretien ayant donné Plein-Pouvoir de traiter en son Nom au S. Marquis de Brancas, Lieutenant-Général de ses Armées, Chevalier de ses Ordres & de celui de la Toison d'Or, son Lieutenant-Général au Gouvernement de Provence & son Ambassadeur extraordinaire auprès de Sa Majesté Catholique : Et le Sérénissime Roi Catholique ayant pareillement donné Plein-Pouvoir de traiter en son Nom au Sieur Jean-Baptiste d'Orendayn, Marquis de La Paz, son Conseiller d'Etat & premier Secrétaire d'Etat & des Dépêches, & au Sieur Joseph Patinho, Commandeur d'Alufca dans l'Ordre de Saint-Jaques, Gouverneur du Conseil des Finances & des Tribunaux en dépendans, Surintendant-Général des Rentes générales & son Secrétaire d'Etat & des Dépêches dans les Affaires de la Marine, des Indes & des Finances : Les Ministres susmentionnés sont convenus entre eux des Articles suivans.

I, Il y aura dès à présent & pour toujours une Paix solide, une Union étroite, & une Amitié sincère & constante entre le Sérénissime Roi de la Grande-Bretagne, le Sérénissime Roi Très Chretien, & le Sérénissime Roi d'Espagne, leurs Héritiers & Successeurs, comme aussi entre leurs Roïaumes & Sujets, pour l'Assistance & la Défense réciproque de leurs Etats & Intérêts. Il y aura pareillement oubli de tout le passé ; & tous les Traités & Conventions précédens de Paix, d'Amitié & de Commerce, conclus entre les Puissances Contractantes respectivement, seront, comme ils le sont effectivement, renouvelés & confirmés dans tous leurs points, auxquels il n'est pas dérogé par le présent Traité, d'une manière aussi pleine & aussi ample, comme si lesdits Traités étoient ici insérés de mot à mot. Leursdites Majestés promettant de ne rien faire, ni souffrir qu'il soit rien fait, qui puisse y être contraire directement ni indirectement.

II, En conséquence desquels Traités, & afin d'établir solidement cette Union & Correspondance, Leurs Majestés Britanniques Très Chretiène & Catholique promettent & s'engagent, par le présent Traité d'Alliance défensive, de se garantir réciproquement leurs Roïaumes, Etats & Terres de leur obéissance, en quelques parties du monde qu'ils soient situés, comme aussi les Droits & Privilèges de leur Commerce, le tout suivant les Traités, en sorte que lesdites Puissances, ou l'une d'entre Elles, étant attaquées ou molestées par quelque Puissance & sous quelque prétexte que ce soit, Elles promettent & s'obligent réciproquement

reciproquement d'employer leurs offices, aussitôt qu'Elles en seront requises, pour obtenir satisfaction à la Partie lésée, & pour empêcher la continuation des Hostilités : Et s'il arrive que lesdits offices ne soient pas suffisans pour procurer sans délai satisfaction, Leursdites Majestés promettent de fournir les secours suivans conjointement ou séparément ; c'est-à-dire, Sa Majesté Britannique huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavalerie ; & Sa Majesté Catholique huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavalerie. Si la Partie attaquée, au lieu de Troupes demandoit des Vaisseaux de Guerre ou de Transports, ou même des Subsidés ou Argent, il lui sera libre de choisir ; & les autres Parties fourniront lesdits Vaisseaux en Argent à proportion de la dépense des Troupes. Et pour ôter tout doute touchant l'évaluation des secours, Leurs Majestés susdites conviennent que mille Hommes d'Infanterie seront comtés sur le pied de dix mille Florins d'Hollande, & mille Chevaux sur le pied de trente mille Florins d'Hollande par mois, & on observera la même proportion à l'égard des Vaisseaux, qui doivent être fournis : Leursdites Majestés promettent de continuer & garder lesdits Secours pendant que le Trouble subsistera : Et en cas qu'il soit trouvé nécessaire Leursdites Majestés s'entresecourront de toutes leurs forces, & même déclareront la Guerre à l'Agresseur.

MDCCXXIX.
CONGRES DE
SOISSONS, &c.

III. Les Ministres de Sa Majesté Britannique & de Sa Majesté Très Chrétiène aiant prétendu que dans les Traités conclus à Vienne entre l'Empereur & le Roi d'Espagne, l'Année mil sept cents vingt-cinq, il y avoit plusieurs Clauses qui donnoient atteinte aux Articles des différens Traités de Commerce, ou Traités de Paix, qui peuvent regarder le Commerce ; antérieurs à l'Année mil sept cents vingt-cinq, Sa Majesté Catholique a déclaré, comme Elle déclare, par le présent Article, qu'Elle n'a jamais entendu accorder, ni ne laissera subsister, en vertu desdits Traités de Vienne aucun Privilège contraire aux Traités ci-dessus confirmés.

IV. Aiant été convenu par les Articles Préliminaires, que le Commerce des Nations Angloise & Françoisé, tant en Europe qu'aux Indes, seroit rétabli sur le pied des Traités & Conventions antérieurs à l'Année mil sept cents vingt-cinq, & nommément, que celui de la Nation Angloise en Amérique s'exerceroit comme par le passé, l'on convient par le présent Article, que tous ordres nécessaires seront expédiés de part & d'autre, sans aucun retardement, s'ils ne l'ont pas déjà été, soit pour l'exécution desdits Traités de Commerce, soit pour suppléer à ce qui pourroit manquer à l'entier rétablissement du Commerce, sur le pied desdits Traités & Conventions.

V. Quoiqu'il ait été stipulé par les Préliminaires que toutes les Hostilités auroient à cesser de part & d'autre, & que s'il arrivoit entre les Sujets des Parties Contractantes quelque Trouble ou Hostilités, soit en Europe, soit aux Indes, les Puissances Contractantes concourroient à la réparation des Dommages soufferts par leurs Sujets respectifs ; & que de la part des Sujets de Sa Majesté Catholique, on a continué des Actes de Trouble & d'Hostilités, & que pour ce qui regarde l'Europe, Sa Majesté Catholique fera réparer au plus tôt les Dommages qui y ont été soufferts depuis le tems prescrit par les Préliminaires pour la Cessation des Hostilités ; & que pour ce qui regarde l'Amé-

MDCCXXIX.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

rique. Elle fera aussi réparer au plus tôt les Dommages qui y ont été soufferts depuis l'arrivée de ses Ordres à Cartagène, le vingt-deuxième jour de juin, mil sept cens vingt-huit. Et Sa dite Majesté Catholique publiera les défenses les plus rigoureuses pour prévenir de pareilles violences de la part de ses Sujets : Leurs Majestés Britannique & Très Chrétiène promettent de leur part, s'il y a des cas pareils, de faire réparer ce qui auroit été ainsi fait, & de donner de pareils ordres pour la Conservation de la Paix, Tranquillité & bonne Intelligence.

VI. Il sera nommé des Commissaires, avec des Pouvoirs suffisans de la part de Leurs Majestés Britannique & Catholique, lesquels s'assembleront à la Cour d'Espagne, dans l'espace de quatre mois après l'Echange des Ratifications du présent Traité, ou plutôt si faire se pourra, pour examiner & décider touchant les Vaisseaux & les Effets pris en Mer de part & d'autre jusqu'au tems marqué dans l'Article précédent. Lesdits Commissaires examineront pareillement, & décideront, selon les Traités, les Prétensions respectives qui regardent les abus que l'on suppose avoir été commis dans le Commerce, tant aux Indes qu'en Europe, & toutes les autres Prétensions respectives en Amérique, fondées sur les Traités, soit par rapport aux Limites ou autrement. Lesdits Commissaires pareillement discuteront & décideront les Prétensions que Sa Majesté Catholique peut avoir en vertu du Traité de mil sept cens vingt-un, pour la Restitution des Vaisseaux pris par la Flotte Angloise, dans l'Année mil sept cens dix-huit. Et lesdits Commissaires, après avoir examiné, discuté & décidé lesdits Points & Prétensions, feront un rapport de leurs Procédures à Leurs Majestés Britannique & Catholique, lesquelles promettent que, dans l'espace de six mois après ledit rapport fait, Elles feront exécuter pareillement & exactement ce qui aura été ainsi décidé par lesdits Commissaires.

VII. Il sera ainsi pareillement nommé de la part de Sa Majesté Très Chrétiène & de Sa Majesté Catholique, des Commissaires, qui examineront tous les griefs généralement quelconques, que lesdites Parties intéressées auroient à former respectivement, soit pour la restitution des Bâtimens saisis ou enlevés, soit par rapport au Commerce, Limites, ou autrement.

VIII. Lesdits Commissaires termineront exactement leur Commission dans l'espace de trois ans, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de la Signature du présent Traité, & cela sans autre délai ultérieur, sous quelque motif ou prétexte que ce soit.

IX. On effectuera dès à présent l'introduction des Garnisons dans les Places de Livourne, Porto-Ferraio, Parme & Plaisance, au nombre de six mille Hommes de Troupes de Sa Majesté Catholique, & à sa Solde, lesquelles serviront pour la plus grande Assurance & Conservation de la Succession immédiate desdits Etats en faveur du Sérénissime Infant Don Carlos, & pour être en état de résister à toute Entreprise & Opposition qui pourroit être suscitée au préjudice de ce qui a été réglé sur ladite Succession.

X. Les Puissances Contractantes feront dès à présent toutes les diligences qu'Elles croiront convenables à la Dignité & au Repos des Sérénissimes Grand-Duc de Toscane & Duc de Parme, afin que les Garnisons soient reçues avec la plus grande tranquillité, & sans opposition, dès qu'elles se pré-

seront à la vue des Places où elles doivent être introduites. Lesdites Garnisons seront aux présens Possesseurs le Serment de défendre leurs Personnes, Souveraineté, Biens, Etats & Sujets, en tout ce qui ne sera point contraire au Droit de Succession réservé au Sérénissime Infant Don Carlos, & les présens Possesseurs ne pourront rien demander ou exiger qui y soit contraire. Lesdites Garnisons ne se mêleront directement ni indirectement, sous aucun prétexte que ce puisse être, des Affaires du Gouvernement Politique, Economique ni Civil, & auront ordre très exprès de rendre aux Sérénissimes Grand-Duc de Toscane & Duc de Parme, tous les respects & honneurs militaires, qui sont dus à des Souverains dans leurs Etats.

MDCCXXIX.
CONGRÈS DE
SOISSONS, DC.

XI. L'objet de l'Introduction desdits six mille Hommes de Troupes de Sa Majesté Catholique, & à sa Solde, étant d'assurer au Sérénissime Infant Don Carlos la Succession immédiate des Etats de Toscane, Parme & Plaisance, Sa Majesté Catholique promet, tant pour Elle que pour ses Successeurs, qu'aussitôt que le Sérénissime Infant Don Carlos, son Fils, ou quelqu'autre qui sera à ses Droits, sera Possesseur tranquille desdits Etats, & en sûreté contre toute invasion, & autres justes motifs de crainte, Elle fera retirer des Places de ces Etats les Troupes qui seront surnuméraires, & non pas propres à l'Infant Don Carlos, ou à celui qui sera à ses Droits, en sorte que par là, ladite Succession & possession reste assurée & exempte de tous Evénemens.

XII. Les Puissances Contractantes s'engagent d'établir, selon les Droits de Succession qui ont été stipulés, & de maintenir le Sérénissime Don Carlos, ou celui à qui passeront ses Droits, dans la Possession & Jouissance des Etats de Toscane, de Parme & Plaisance, lorsqu'il y sera une fois établi; de le défendre de toute insulte contre quelque Puissance que ce soit, qui penserait à l'inquiéter, se déclarant par ce Traité Garantes à perpénuité du Droit, Possession, Tranquillité & Repos du Sérénissime Infant & de ses Successeurs auxdits Etats.

XIII. A l'égard des autres Détails ou Règlemens concernant la Maintenance desdites Garnisons une fois établies dans les Etats de Toscane, Parme & Plaisance, comme il est à présumer que Sa Majesté Catholique & les Sérénissimes Grand-Duc & Duc de Parme en conviendront par un Accord particulier, Leurs Majestés Britannique & Très Chrétiène promettent que, dès que cet Accord sera fait, Elles le ratifieront & garantiront, tant envers Sa Majesté Catholique qu'envers les Sérénissimes Grand-Duc & Duc de Parme, comme s'il étoit inséré de mot à mot dans le présent Traité.

XIV. Les Etats Généraux des Provinces-Unies seront invités d'entrer dans les présens Traité & Articles. Seront pareillement invitées ou admises de concert dans ces mêmes Traité & Articles telles autres Puissances dont on conviendra. Les Ratifications du présent Traité seront expédiées dans l'espace de six Semaines ou plutôt, si faire se peut, à compter du jour de la Signature.

En foi de quoi Nous Soussignés Ministres, Plénipotentiaires de Sa Majesté Britannique, de Sa Majesté Très Chrétiène, & de Sa Majesté Catholique, en vertu de nos Pleins-Pouvoirs, qui ont été communiqués de part & d'autre,

tre, & qui sont ci-dessous transcrits, avons signé le présent Traité & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à Seville, le 9 jour de Novembre 1729.

W. STANHOPE. BRANCAS. LE MARQ. DE LA PAZ.

B. KEENE. D. JOSEPH PATINHO.

ARTICLES SEPARÉS.

I. BIEN que, conformément aux Articles Préliminaires, il ait été dit par l'Article IV du Traité signé de ce jourd'hui, que le Commerce de la Nation Angloise, en Amérique seroit rétabli sur le pied des Traités & Conventions antérieurs à l'Année mil sept cents vingt-cinq; cependant, pour plus de netteté, il est déclaré encore par le présent Article entre Leurs Majestés Britannique & Catholique, lequel aura la même force, & sera sous la même Garantie que le Traité signé ce jourd'hui, que sous cette dénomination générale sont compris les Traités de Paix & de Commerce conclus à Utrecht les treize & neuf Décembre de l'Année mil sept cents & treize, dans lesquels sont compris le Traité de mil six cents soixante & sept, fait à Madrid, & les Cédules mentionnées, le Traité postérieur fait à Madrid le quatorze Décembre mil sept cents quinze; comme aussi le Contrat particulier nommé communément de l'Affiente, pour l'Introduction des Esclaves Nègres aux Indes Espagnoles, qui fut fait le dix-huit Mars de ladite Année mil sept cents treize, en conséquence de l'Article XII du Traité d'Utrecht; & pareillement le Traité de Déclaration touchant celui de l'Affiente, fait le vingt-six Mai mil sept cent seize: Tous lesquels Traités mentionnés en cet Article avec leurs Déclarations seront dès aujourd'hui (même pendant l'examen des Commissaires), & demeureront dans leur force, vertu & pleine vigueur; pour l'observation desquels Sa Majesté Catholique fera expédier au plus tôt, s'ils ne l'ont été, les Ordres & Cédules nécessaires à ses Viceroy, Gouverneurs & autres Ministres à qui il appartient, tant en Europe qu'aux Indes, afin que, sans aucun délai ni interprétation, ils les fassent observer & accomplir. Pareillement Sa Majesté Britannique promet & s'engage de publier les Ordres nécessaires, s'il en manquoit; pour remettre le Commerce des Sujets de l'Espagne en tous les Païs de sa Domination, sur le pied porté par lesdits Traités, & pour les faire exactement observer & accomplir.

II. En conséquence, tous Vaisseaux, Marchandises & Effets qui n'auroient pas été pris ou saisis pour cause de Commerce illicite; & qui seroient prouvés dès à présent par des Preuves & Documents authentiques, avoir été détenus, saisis ou confisqués dans les Ports d'Espagne, soit en Europe, soit aux Indes, notamment le Vaisseau le Prince-Frederic & sa Cargaison, s'ils ne l'ont déjà été, seront restitués immédiatement dans la même espèce pour ceux qui se trouveront en nature, ou à ce défaut, la juste & vraie valeur selon l'Estimation, qui, si Elle n'en a pas été faite dans le tems, sera réglée sur les Informations authentiques que les Propriétaires auront à fournir aux Magistrats des Lieux & Villes où

DU REGNE DE GEORGE II.

301

auront été faites les saisies : Sa Majesté Britannique promettant de sa part le réciproque pour toutes Saisies, Confiscations ou Détentions qui pourroient avoir été faites contre la teneur desdits Traités : Convenant Leursdites Majestés Britannique & Catholique qu'à l'égard de pareilles Saisies, Confiscations, Détentions de part & d'autre, dont la validité ne seroit pas encore suffisamment éclaircie, la discussion & la décision en seront remises à l'examen des Commissaires, pour y faire Droit sur le pied des Traités ci-dessus mentionnés.

Les présens Articles séparés auront la même force que s'ils étoient insérés de mot à mot dans le Traité conclu & signé aujourd'hui : Ils seront ratifiés de la même manière, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que celles dudit Traité.

En foi de quoi, &c.

MDCCXXIX.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

Ecrit à ce sujet
Janvier 1730.

La Publication, qui se fit à Londres de ce Traité, fut accompagnée d'une Brochure intitulée : OBSERVATIONS sur le Traité conclu à SEVILLE, le 9 Novembre 1729, dont le but étoit de détruire les Objections des Ennemis du Ministère. Comme cet Ecrit étoit fort superficiel, & qu'il ne touchoit aucune des raisons tirées du fonds même des choses, il fut assés mal reçu du Public; & n'empêcha pas qu'il ne se répandît des bruits défavantageux au sujet de l'Accession des Etats Généraux au Traité de SEVILLE. La Cour avoit négligé de la rendre publique; & l'on en prenoit occasion de dire hautement qu'elle contenoit des clauses défavantageuses à la Grande-Bretagne. Ce fut pour imposer silence à ces faux bruits, que le Roi fit remettre au Parlement dans le cours de Février l'Acte d'Accession de Leurs Hautes Puissances. Le voici tel qu'il fut rendu Public.

Février.

AU NOM DE LA TRÈS-SAINTE TRINITE, PÈRE, FILS ET SAINT-ESPRIT,
TROIS PERSONES DISTINCTES ET UN SEUL DIEU.

COMME Leurs Sérénissimes Majestés, le Roi de la Grande-Bretagne, le Roi Très Chretien, & le Roi Catholique, ont jugé à propos pour affermir davantage les liens de leur union, pourvoir à la sûreté de leurs Roïaumes & Etats, & conserver la Tranquillité Publique, de faire entre eux une Alliance; dont le Traité a été signé à Seville, le 9 Novembre 1729 : conformément au XIV Article de ce Traité, les Etats-Généraux ont été invités d'y accéder.

(Le Traité de Seville étoit inséré dans cet endroit, après quoi l'Acte continuoit.)

Lesdits Etats aiant désiré de tous tems de continuer & de rendre plus ferme la bonne Intelligence & Amitié qu'ils ont l'honneur d'entretenir avec Leurs Majestés Britannique, Très Chretienne & Catholique; & Leurs Hautes Puissances souhaitant, autant qu'il dépend d'Elles, de contribuer à la conservation & à l'établissement de la Tranquillité Publique, Elles sont très sensibles à l'invitation qui leur a été faite d'accéder à cette Alliance, étant convaincues qu'une plus étroite union en est le principal but. Comme cette Alliance a en vue entre autres l'établissement d'une Confiance parfaite entre les

Accession des
Etats-Généraux
au Traité de Sé-
ville.
2 de Novembre
1729.

MDCCXXIX.
CONGRÈS DE
BOLISSON, &c.

Parties Contractantes, les Etats-Généraux présupposent que les Alliés se communiqueront réciproquement avec une entière confiance leurs sentimens, tant par rapport aux moïens qu'on jugera, en cas de nécessité, les plus efficaces pour conserver & maintenir toutes les Possessions & Droits mentionnés dans ce Traité, que par rapport au Commerce & aux autres Intérêts, tant en Europe qu'ailleurs.

Dans la ferme confiance que c'est-là le véritable but & intention de Leursdites Majestés, Leurs Hautes Puissances, pour donner des marques du désir qu'elles ont de se lier plus étroitement avec Leurs Majestés & de la haute estime pour leur Amitié & Alliance, ont résolu d'accéder audit Traité, & ont nommé pour cet effet leur Plénipotentiaire.

*(Ici sont les Lettres du S. VANDER MEER),
lequel étant entré en Conférence avec les autres Ministres Plénipotentiaires, il a été convenu :*

Que les Seigneurs Etats-Généraux accèderont, comme le susdit Plénipotentiaire a déclaré qu'ils accédoient & comme lui-même accède en effet en leur nom & de leur part audit Traité par le présent Acte, s'engageant envers Leurs Majestés susmentionnées à tout ce qui y est contenu, de la même manière que si elles avoient contracté avec eux dès le commencement, & Leurs Majestés témoignant que leur but & leur intention est tel qu'il est exprimé ci-dessus, elles accepteront, ainsi qu'elles acceptent actuellement l'Accession de Leurs Hautes Puissances, ainsi que les susdits Ambassadeurs, Ministres & Plénipotentiaires ont déclaré & déclarent au nom & de la part de Leursdites Majestés, s'engageant envers Leurs Hautes Puissances à tout ce qui est contenu dans ledit Traité entièrement, de la même manière que si elles avoient contracté dès le commencement avec Leurs Majestés.

Sa Majesté Britannique & Sa Majesté Très Chretienne confirment & renouvellent en considération de Leurs Hautes Puissances, tous les Engagemens où elles sont entrées ci-devant pour procurer à leur République une entière Satisfaction, tant par rapport à l'abolition de la Navigation & Commerce de la Compagnie d'Ostende aux Indes, que touchant les Affaires d'Oostfrise; & Sa Majesté Catholique s'oblige de la même manière, & par la même considération, d'entrer dans les mêmes engagemens, aussitôt qu'ils lui auront été communiqués: ce que les Etats-Généraux promettent de faire dans trois mois, à compter du jour de la Signature, ou plutôt si faire se peut. D'autant que le secours que Leurs Hautes Puissances donneront en cas de besoin, n'a pu être réglé dans le Traité, on est convenu qu'il consistera en quatre mille Hommes d'Infanterie & mille Chevaux.

Sa Majesté Catholique s'engage de faire donner à Leurs Hautes Puissances une entière satisfaction sur leurs Griefs, tant aux Indes qu'en Europe, & d'ordonner que leur Commerce soit rétabli sur le pied des précédens Traités: Leurs Hautes Puissances promettent de faire la même chose par rapport aux Griefs de Sa Majesté fondés sur les Traités: Et, en cas qu'il survienne quelques difficultés dans l'examen desdits Griefs, dont on ne puisse convenir, Sa Majesté Catholique & Leurs Hautes Puissances nommeront des Commissaires

pour en traiter sur le pied réglé dans les Articles VI & VII du Traité inséré ci-dessus touchant les Commissaires des autres Puissances.

MDCCLXXXIX.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

S'il arrivoit que Sa Majesté Catholique jugeât à propos d'accorder pour le présent ou à l'avenir, publiquement ou par quelques Conventions secrètes, par rapport au Commerce, quelques Droits ou Prérogatives à quelque Puissance que ce soit, les mêmes Droits ou Prérogatives seront immédiatement accordés aux Sujets de Leurs Hautes-Puissances, qui seront traités en tout comme la Nation la plus favorisée, conformément à ce qui est stipulé dans les Traités précédens.

Comme Leurs Hautes Puissances ont représenté qu'il pourroit arriver certains cas, où, en haine de leur Accession signée aujourd'hui, elles seroient attaquées & troublées de manière qu'elles seroient obligées d'avoir d'abord recours aux Armes pour leur défense; & que, ce cas arrivant, le tems nécessaire pour voir le succès des bons offices qui seroient employés, & après lesquels seulement leurs Alliés sont obligés de leur donner les secours stipulés dans le II Article du présent Traité, les exposerait à de grands inconvéniens & les laisseroit exposés à la plus violente invasion sans être secourues par leurs Alliés, Leurs Majestés Britannique, Très Chretienne, & Catholique, pour donner aux Etats-Généraux une nouvelle preuve de la part qu'Elles prennent à la conservation de la République, consentent de s'engager & promettent que, dans ledit cas où la République pourroit être engagée à un danger évident, Leurs Majestés donneront les secours promis par l'Article II, sans attendre le succès de leurs bons offices & de leurs instances, qu'Elles auroient entamées auprès de l'Agresseur pour en obtenir la satisfaction & la réparation convenable.

Le présent Traité d'Accession des Etats-Généraux sera ratifié par Leurs Majestés Britannique, Très Chretienne, & Catholique, & par les Etats-Généraux; & ces Ratifications seront échangées à la Cour d'Espagne dans trois mois, à comter du jour de la signature du présent Traité, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, &c. A Séville le 21 Novembre 1729.

L'Echange des Ratifications du Traité de Séville & de cet Acte d'Accession, fut faite à Séville dans les premiers jours de Février 1730, entre Sa Majesté Catholique & les Etats-Généraux; & l'Echange de celles de la France & de la Grande-Bretagne, se fit à la Cour d'Espagne le 16 de Juillet.

Echange des Ratifications.
Février, Juillet
1730.

Pendant que les Ministres rassemblés à la Cour d'Espagne signoient le Traité de Séville, on délibéroit à Vienne, en présence de l'Empereur, sur les Propositions de Sa Majesté Catholique. Le Prince Eugène, le Comte de Sintzindorff & le Comte Gundacker - Thomas de Sabrenberg, les trois seuls Ministres chargés de travailler avec l'Empereur aux Affaires de cette Négociation, ne furent pas toujours du même avis sur l'admission des Garnisons Espagnoles & de l'Infant Don Carlos en Italie, ce qui mit l'Empereur dans la nécessité de laisser aller les choses, & d'attendre du tems à quoi se dé-

Délibération à
la Cour de Vienne.
Novembre 1729.

M D C C X X J X.
C O N G R È S D E
S O I S S O N S , & c.
L'Empereur re-
fusa d'accéder au
Traité
Décembre 1729.
Janvier 1730.

Démarche du
Pape & du Grand
Duc au sujet des
prétentions du
Roi d'Espagne.
Février.

Lettre du Roi
d'Angleterre à
l'Empereur, qui
continue de se
préparer à la
Guerre.

terminer. Il ne fut pas plutôt informé de la signature du *Traité*, qu'il en-
voia de nouvelles Instructions à ses Ministres à *Paris*, à *Londres* à *La*
Haie; & qu'il donna des ordres pour des préparatifs de Guerre en *Italie*.
Les *Alliés d'Hanover* ne tardèrent pas à l'inviter d'accéder au *Traité de Sé-*
ville. C'est ce qui fit la matière des délibérations d'un grand Conseil qu'il
tint le 29 de Décembre, & qui dura depuis dix heures du matin jusqu'à
quatre heures après midi. Pendant le mois de Janvier suivant il y eut plu-
sieurs Conférences sur le même sujet, dont le résultat fut enfin que Sa
Majesté Impériale fit déclarer au Comte de *Waldegrave*, Ambassadeur d'A N-
G L E T E R R E; *Qu'elle s'en tenoit au Traité de la Quadruple-Alliance par*
rapport aux stipulations en faveur de Don Carlos Infant d'Espagne, & qu'elle
observeroit religieusement les conditions de ce Traité, mais qu'elle ne souffri-
roit pas qu'on y donnât la moindre atteinte. La même Déclaration fut faite à
la *Cour de France* par le Comte de *Kinski*, qui depuis quelque tems y fai-
soit les fonctions de second Plénipotentiaire pour le *Congrès*, dont le nom
subsistoit encore, quoiqu'il ne fût plus question de s'assembler à *Soissons*.
La Déclaration de l'Empereur fut soutenue d'ordres donnés avec éclat
pour se préparer à la Guerre, lesquels n'aboutirent qu'à faire compléter
les neuf Régimens entretenus dans les Garnisons de *Lombardie*, qui tous
étoient en fort mauvais état; & qui, rendus complets, n'auroient fait que
dix-huit mille Hommes, ce qui n'auroit pas suffi pour la garde des Places,
si réellement on avoit eu Guerre dans ce Pais-là. Quelques Régimens pour-
tant eurent ordre de se tenir prêts à passer en *Italie*: mais ils s'y préparè-
rent de manière à faire croire qu'ils avoient eu des contre-ordres secrets.
Voilà l'état où les choses étoient au commencement de Février 1730.

Pendant ce Mois l'Empereur reçut différens Couriers, principalement du
Pape & du Grand-Duc. Le premier avoit pour but de le détourner d'envoier
des Troupes en *Italie*; & le second le consultoit sur la réponse qu'il devoit
faire aux Propositions du Roi d'Espagne. Le Roi d'Angleterre écrivit aussi
dans ce même tems à l'Empereur pour lui témoigner: *Qu'il n'avoit pour but*
dans toutes ses démarches que de maintenir la Paix & l'Equilibre de Puissance,
& d'observer fidèlement les Traités; Qu'il n'avoit aucune envie de prêter les
maines aux mesures violentes que l'on pourroit vouloir prendre pour l'introduc-
tion des Troupes Espagnoles dans les Etats de Toscane & de Parme & Plai-
sance; & qu'il étoit persuadé que Sa Majesté Impériale approuveroit tout ce
que l'on avoit fait à Séville pour le bien de la Paix. Ces assurances des bon-
nes intentions du Roi d'Angleterre persuadèrent au Conseil de l'Empereur
qu'il étoit question de paroître plus résolu que jamais à ne point céder.
C'est pour cela que l'on prit de nouvelles mesures pour se disposer à la
Guerre. Seize Bataillons d'Infanterie, faisant onze mille deux cens Hom-
mes, & soixante & dix-huit Escadrons, faisant dix-neuf mille cinq cens
Chevaux, eurent ordre de se préparer à passer en *Italie*, & de se mettre en
marche au second ordre qu'ils recevraient, sans en attendre, suivant la
coutume, un troisième. Les ordres furent envoyés en même tems dans la
Sirie, la *Carinthie* & le *Tirol*, de tenir prêt tout ce qu'il faudroit fournir aux
Troupes

Troupes dans leur marche. Les mesures furent aussi prises pour faire transporter seize mille quintaux de Poudre dans les Places du *Tirol* les plus voisines de l'*Italie*, & pour faire passer en *Sicile* & dans le Royaume de *Naples* toutes les Munitions qui se trouvoient actuellement rassemblées dans les Villes de *Trieste* & de *Fiume*. Les Troupes se mirent même en marche dans les mois d'Avril & de Mai pour l'*Italie*. Malgré toutes ces apparences d'une Guerre prochaine, les *Alliés d'Hanovre* se livroient entièrement aux Négociations; & se flatoient que l'*Empereur* consentiroit à la fin à tout ce qu'on lui demandoit. On croioit d'ailleurs dans le Public qu'il ne feroit aucune difficulté d'accéder au *Traité de Séville*, si les nouveaux *Alliés* vouloient lui garantir l'exécution de la *Pragmatique Sanction* pour régler la Succession à les vastes Etats. On étoit d'autant plus en droit de penser ainsi, que dans le mois de Mai l'*Empereur* avoit fait renouveler par ses Ministres dans toutes les Cours la Déclaration, qu'il avoit précédemment faite au Comte de *Waldegrave*, en ajoutant, *Que si les Alliés de Séville avoient des Propositions à faire, qui ne fussent pas contraires à la Quadruple-Alliance, Sa Majesté Impériale étoit prête d'y donner les mains, pour faire voir à toute l'Europe combien ses intentions étoient pacifiques.* Il est clair qu'il avoit d'autant moins envie d'entreprendre une nouvelle Guerre, que dès le mois de Mars il avoit fait une tentative pour engager l'*Empire* à prendre part dans une querelle qui n'avoit, selon lui, d'autre objet que la conservation des Droits de l'*Empire*: mais il n'avoit pas lieu de se flater que la *Diète de Ratisbone* voulût mettre au rang des Affaires qui la devoient occuper, une contestation dans laquelle il ne s'agissoit au fonds, de la part de l'*Espagne* & de ses nouveaux *Alliés*, que d'assurer d'une manière plus certaine l'exécution de ce qu'on avoit réglé par la *Quadruple-Alliance* en faveur de Don Carlos. Ce fut par un *Décret de Commission Impériale*, remis le 27 de Mars à la *Diétature Publique* de la part du Prince de *Furstemberg*, que l'*Empereur* invita tous les ordres de l'*Empire* à prendre en considération les affaires des *Successions éventuelles de Toscane & de Parme & Plaisance*: Voici ce *Décret*.

MDCCXXX.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

FROBEN-FERDINAND Prince de FURSTEMBERG, premier Commissaire de l'Empereur, a ordre de représenter de la part de Sa Majesté Impériale aux Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, qu'après tous les soins que Sa Majesté Impériale s'étoit donnés, immédiatement après la paix conclue à Bade avec la Couronne de France, pour tâcher de terminer à l'amiable les troubles qui subsistoient encore avec l'Espagne, Elle avoit enfin, dans la vue de procurer la tranquillité générale, & même au préjudice des Droits de sa Maison Archiducale, accédé à l'Alliance de Londres, projetée en 1718 par la Grande-Bretagne, & acceptée ensuite par la France & l'Espagne. L'Empereur en donna part à la Diète par son Décret du 28 Août 1720, afin qu'elle délibérât sur ce Traité & particulièrement sur l'Article V, contenant ce qui avoit été réglé par rapport aux Duchés de Toscane & de Parme. Et les Electeurs & Princes de l'Empire doivent se ressouvenir de la Résolu-

Décret de Commission Impériale à ce sujet.
27 Mars.

M D C C X X X .
C O N G R È S D E
S O I S S O N S , &c.

tion unanime prise à cet égard par l'Assemblée générale, le 29 Novembre 1722, & approuvée par l'Empereur. Tout l'Empire, & même tout le monde sait que Sa Majesté Impériale n'a rien négligé pour contribuer de sa part au but salutaire qu'on s'étoit proposé d'affermir la tranquillité générale de l'Europe, puisque non seulement elle a consenti au Congrès de Cambrai proposé par les Puissances Alliées, en y envoyant ses Plénipotentiaires, mais qu'Elle a aussi été la première qui en ait fait l'ouverture, en délivrant, en conséquence de ce qui avoit été stipulé par l'Article V de l'Alliance de Londres, par rapport à la Succession de Toscane & de Parme, les Lettres expectatives, contenant l'Investiture Eventuelle en faveur de l'Infant Don CARLOS, lesquelles furent échangées contre des Actes ci-joints de la plus forte garantie de la part des Courones d'Espagne, de France & de la Grande-Bretagne; par où Sa Majesté Impériale a fait voir évidemment à tout le monde que, comme Elle a été la plus prête à remplir ses engagements, son intention a toujours été & est encore la plus sincère pour contribuer de sa part & au nom de l'Empire, à tout ce qui pourroit affermir la Paix & la Tranquillité Publique. Cependant on n'a rien pu conclure à cet égard à Cambrai, jusqu'à ce que, l'Espagne y ayant donné lieu en 1723, Sa Majesté Impériale conclut la même année, conformément à la Résolution de l'Empire & suivant les Pleins-Pouvoirs y contenus une Paix fondée uniquement sur le cinquième Article de la Quadruple-Alliance, entre Sa Majesté Impériale, comme Empereur, & le Saint-Empire d'une part, & la Courone d'Espagne de l'autre; & expédia immédiatement après, à son Plénipotentiaire en Italie les ordres nécessaires pour la sûreté de l'Infant Don CARLOS, en cas de mort du Duc de Toscane ou du Duc de Parme.

Sa Majesté Impériale ayant ainsi rempli ses engagements avec toute la sincérité requise & de la manière la plus authentique, Elle ne devoit s'attendre à aucune nouveauté qui y fût contraire: Cependant on a conclu, contre toute attente, un Traité particulier à Séville, entre les Courones d'Espagne, de France & de la Grande-Bretagne; dont le IX Article & les suivans, que l'on joint ici, ne peuvent qu'exciter la plus forte indignation, puisqu'on y rompt les liens les plus essentiels de la Société Humaine; & que, si des Puissances Chrétiennes prétendent disposer ainsi des Biens des Persones tierces, toute confiance & bonne foi doit être bannie du monde. On n'a de l'autre part aucun égard aux Traités précédens, ni aux derniers Articles Préliminaires, qui ont été reconnus de part & d'autre, comme le fondement des Négociations pour la Paix générale, & comme l'unique contrepois d'une Puissance supérieure qu'on voudroit ériger en Europe. On ne fait aucune attention aux Actes de Garantie qui ont été délivrés. On dispose, selon le bon plaisir, des Droits & Terres de l'Empire, du vivant même des légitimes Possesseurs. On estime si peu l'Empereur & l'Empire, qu'on n'en a pas voulu demander le consentement, quoiqu'il fût question de leur propre cause, & que ce consentement fût nécessaire, conformément à l'Alliance de Londres. On s'ingère, outre cela, dans d'autres Affaires Domestiques de l'Empire, & l'on veut à cet égard introduire des nouveautés. Enfin, sans avoir allégué aucune raison de cette nouvelle Alliance, comme il se pratique entre les Têtes couronnées, ni sans avoir

demandé le consentement ou du moins la concurrence de l'Empereur & de l'Empire, on s'est contenté d'annoncer aux Ministres de Sa Majesté Impériale, tant ici qu'à Paris, le Traité de Séville, & d'en donner simplement une Copie, quoique Sa Majesté Impériale eût toujours offert de donner les mains à tous les expédiens qui ne seroient point contraires aux Droits d'un Tiers, à ceux de l'Empire & aux Traités précédens. Si donc une pareille conduite a lieu, & que les nouveaux Alliés y persistent, on verra à l'avenir la force prévaloir sur le Droit, la volonté sur les Engagemens; & ce que les nouveaux Alliés jugeront le plus convenable sera toujours le plus juste, sans égard aux Choses ni aux Persones. Pour plus grand éclaircissement on n'a qu'à confronter l'Article V de la Quadruple-Alliance, & l'Article IX du Traité de Séville.

Comme Sa Majesté Impériale ne sauroit s'imaginer que l'Empire fût réduit à cette extrémité, qu'il voulût permettre qu'on violât si manifestement ses Droits les plus incontestables, reconnus même par les Puissances Etrangères, qu'on y fût des changemens sans sa connoissance & participation, qu'on eût si peu d'égard pour Sa Majesté Impériale & pour l'Empire dans une affaire qui les regarde si directement, & qu'un nouveau Vassal s'installât, nonobstant les Accords, les Ordonnances & les Loix qui y sont contraires, Sa Majesté Impériale a cru qu'il étoit nécessaire de représenter aux Electeurs Princes & Etats de l'Empire l'état de cette Affaire & les suites fâcheuses qui en pourroient résulter, afin qu'ils délibérassent murement sur ce qu'il y auroit à faire dans ces circonstances, pour maintenir l'Honneur & les Droits incontestables de Sa Majesté Impériale & de l'Empire, protéger les Possesseurs légitimes des Fiefs de l'Empire en Italie, qui sont encore en vie, & prévenir les dangers qui menacent lesdits Fiefs, & particulièrement ceux de Toscane & de Parme. Sa Majesté Impériale se flatte que les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, & en leur Nom leurs Ministres à la Diète prendront là-dessus les mesures convenables au Bien, à la Tranquillité & à la Sureté de l'Empire, d'autant plus qu'il paroît évidemment que Sa Majesté Impériale n'a jamais épargné ses soins, pour maintenir les Droits de l'Empire; que la crainte d'être abandonné par son Allié le Roi d'Espagne, n'a point été capable de lui faire faire la moindre démarche, qui pût préjudicier à sa Dignité & à celle de l'Empire; & que même Elle a en quelque manière négligé les Droits de Sa Maison Archiducal, pour n'avoir en vue que ceux de l'Empire. Sa Majesté Impériale, en considération des préparatifs de Guerre qui se font ailleurs pour agir par la force en Italie, a jugé à propos d'y envoyer quelques Troupes qu'Elle renforcera par d'autres Troupes selon l'exigence des Affaires, afin d'y protéger & maintenir l'Honneur, les Prérogatives & les Droits de Sa Majesté Impériale & de l'Empire, non dans la vue d'employer la force contre qui que ce soit, mais uniquement pour faire valoir les Alliances les plus Solemnelles & les Engagemens les plus Sacrés, pour empêcher qu'on n'entreprenne aucune violence contre les Terres & Fiefs du Saint-Empire Romain, & pour en protéger les innocens Possesseurs. Sa Majesté Impériale se flatte qu'au cas que, contre toute attente, la Tranquillité en Italie vint à être troublée, ou qu'à cause des soins que Sa Majesté Impériale prend de protéger l'Empire & ses Droits, ses Roiaumes & Etats Héritiers fussent atta-

MDCCXX.
CONGRÈS DE
SOISSONS; &c.

MDCCXXX.
CONGRÈS DE
RATISBONNE, &c.

quis, Elle sera soutenue dans une si juste Cause par tout l'Empire de la manière la plus efficace. Une Résolution unanime & vigoureuse est le plus sûr pour ôter aux Etrangers l'envie d'attaquer les Droits & la Dignité de l'Empire, & pour prévenir les suites fâcheuses, qu'il est facile de prévoir. Fait à Vienne le 22 Mars 1730.

FROBEN-FERDINAND, PRINCE DE FÜRSTENBERG:

A ce Décret étoient jointes les Copies, I des *Lettres d'Investiture Eventuelle*, datées de *Vienne*, le 9 de Décembre 1723, II, des *Reversales* pour l'exécution des conditions des *Lettres d'Investiture*, données à *Madrid* par le Roi *Louis I*, le 28 de Février 1724; III, de la *Garanie du Roi de la GRANDE-BRETAGNE* pour l'exécution des *Lettres d'Investiture Eventuelle*, données à *Saint-James* le 23 de Janvier, V. St. 1724; IV, du même Acte de la part de la *France*, donné à *Versailles*, le 28 de Janvier 1724; V. des *Pleins-Pouvoirs* pour la *Prise de Possession* de la *TOSCANE*, donnés à *Vienne*, le 31 d'Avril 1728; VI, d'un *Rescript* de l'EMPEREUR à la PRINCESSE DE TOSCANE, *Veuve* de l'ELECTEUR PALATIN, donné à *Vienne*, le 13 d'Avril 1728; VII, du *Mandement* de l'EMPEREUR aux *Sujets Vassaux* de la *TOSCANE*, pour reconnoître *Don Carlos* pour leur Souverain, donné à *Vienne*, le 13 d'Avril 1728; VIII, du *Décret* de l'EMPEREUR au Sénat de FLORENCE pour mettre *Don Carlos* en possession de la *Toscane*, du 13 d'Avril 1728; IX, les *Ordres du Conseil* *Aulique de Guerre* au Comte BORROMEO & au Comte DAUN Gouverneur du MILANEZ, pour prêter main-forte à *Don Carlos*, du 5 de Mai 1728, X, des *Articles IX, X, XI, XII, & XIII* du *Traité de Séville*; XI, de l'Article V, du *Traité la Quadruple - Alliance*; XII, de l'Article IV, du *Traité de Vienne*.

On avoit choisi, pour remettre ce Décret à la *Dictature Publique*, le tems que le S. de *Chavigny* Ministre de France à la *Diète* étoit allé pour quelque Commission particulière à la Cour de *Munich*: mais, comme la plupart des Ministres s'absentèrent pendant le mois d'Avril & que le Prince de *Furstenberg* ne revint lui-même à *Ratisbonne* qu'à la fin de ce mois, il ne fut question que vers la fin de Mai de délibérer sur le Décret. On l'avoit même énoncé sur le Billet de Convocation, comme l'objet le plus important, dont la *Diète* dût alors s'occuper: mais elle en fut empêché par le S. de *Chavigny* qui fit distribuer un Ecrit qu'il ne signa point, mais qu'on ne pouvoit pas douter être de lui; dans lequel il refutoit tout ce qu'on avoit avancé dans le Décret. La Cour de *Vienne* repiqua par une ample Réponse qu'elle fit remettre à la *Diète* & qu'elle rendit publique vers la fin de Juin ou le commencement de Juillet. La plupart des Ministres de la *Diète* furent extrêmement frappés de l'Ecrit du Ministre de France, dont ils envoièrent des Copies à leurs Cours; & les Ministres Autrichiens, qui se tinrent pour offensés rompirent d'abord avec lui toute communication, & demandèrent à *Vienne* des Instructions sur la manière dont ils devoient se conduire à son égard, & dont ils devoient lui répondre. Mais pendant qu'on

travailloit à Vienne à cette Réponse, pour laquelle les *Commissaires de l'Empereur* croient avoir besoin d'Instructions particulières; le *Ministre de France* remit à ceux de la Diète un second Mémoire que voici:

M D C C C X X X.
CONGRÈS DE
SOLISSON, Dec

Le Ministre de France ne peut rien ajouter aux Vérités, qu'il a si sensiblement exposées dans ses Remarques sur le dernier Décret de Commission Impériale. Il a expliqué avec soin l'heureuse & sainte intelligence des Engagemens & des mesures des Alliés de Séville pour établir sur de solides fondemens la Tranquillité Publique, il n'a laissé aucun doute sur leurs intentions & sur celle du Roi en particulier. Quoique le susdit Ministre soit dans la juste confiance que les Ministres qui forment cette Assemblée respectable, auront instruit leurs Membres des éclaircissemens, comme des assurances qu'il leur a données, il ne peut cependant se dispenser de leur faire part des nouveaux Ordres, qu'il a reçus du Roi. Sa Majesté lui prescrit de leur déclarer en toutes occasions que, non seulement on n'a point eu l'intention d'attaquer les Droits, qui sont acquis à l'Empire par l'Article V du Traité de Londres, mais qu'Elle ne desire rien tant que d'entretenir la plus parfaite correspondance avec les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, persuadée qu'elle trouvera tout le retour qu'elle peut se promettre de leur sagesse & de leur équité dans leurs Résolutions.

C'étoit, comme l'on voit, avouer publiquement le premier Ecrit. Malgré cela la Cour de Vienne prit occasion de ce qu'il n'étoit point signé, pour en traiter l'Auteur avec une indignité, dont il seroit difficile de trouver des exemples entre les Ministres de différentes Puissances. On en va juger par la Lecture de l'un & de l'autre Ecrit.

REMARQUES
sur le DECRET
DE COMMISSION
IMPERIALE du
17 Mars dernier.

REMARQUES sur un Ecrit distribué sans Subscription à RATISBONE, pour servir de Réponse au DECRET DE COMMISSION IMPERIALE publié depuis peu au sujet du TRAITE' DE SEVILLE, 1730.

Ecrit du Ministre de France à la Diète de Ratisbonne au sujet du Decret de Commission, avec la Réponse de la Cour de Vienne.

ON a sans doute surpris la Religion de l'Empereur dans les moens qui font la base & le fondement du dernier Decret de Commission publié à Ratisbone.

Les raisons & Causes, qui font la base & le fondement du Decret de Commission publié à Ratisbone au sujet du Traité de Seville, sont tous tirés des Actes authentiques, à savoir des Traités solennels conclus entre les principales Puissances de l'Europe, renouvelés souvent & confirmés depuis peu, des Décrets adressés ci-devant à l'Empire, des Résultats pris ensuite des Lettres d'Investiture Eventuelle, & d'autres Pièces sollicitées de la part de l'Espagne, & qui par conséquent ne sauroient être délaissées. La Quadruple-Alliance & le Résultat de la Diète de l'an 1712, agréé & ratifié de Sa Majesté Impériale, le Traité de Paix conclu, en son nom & en celui de l'Empire, avec Sa Majesté Catholique, en conformité

1. Comment peut-on considérer le reproche fait aux Alliés de Séville, de disposer des Biens & de la Personne d'un Tiers, lorsque, bien loin de détruire en rien, ils assurent davantage ce qui a été statué dans le Traité de Londres. C'est un Ouvrage commun.

dudit Résultat, & les Articles Préliminaires, qui devoient servir de base à tout ce qui se traiteroit pour une Pacification générale, peuvent-ils passer pour des moïens propres à surprendre la Religion d'un Prince, qui y a par toutes sortes de raisons tant de part & qui a concouru si généralement & si nécessairement à les contracter ? Cependant c'est sur quoi se fonde le *Décret de Commission* en question ; & on n'a qu'à combiner les Traités, qu'on vient de nommer, avec celui de Séville pour être convaincu qu'il résulte de ce dernier une infraction manifeste de ceux qui le précédoient. D'ailleurs, l'Empereur est un Prince trop éclairé & trop instruit des Affaires, qui se traitent ; pour que la Religion ait pu être surprise dans la matière dont il s'agit. Et que peut ou doit-on penser d'un Ecrit, ou de celui qui en est l'Auteur, lorsque, pour appuyer ce qu'il va dire, il n'établit d'abord pour principe que des titres aussi respectables, que les Traités solennels ont jusqu'ici paru l'être, bien loin d'être moïens propres à éclaircir la vérité, ne servent qu'à induire en erreur.

Le Traité de Londres est sans doute un Ouvrage commun. Mais de là il s'ensuit que l'une des Parties Contractantes ne peut pas s'en éloigner sans le consentement de l'autre. Et vouloir forcer l'Empereur de se défaire d'une promesse qui lui a été faite si solennellement, vouloir se passer de l'Empire dans une affaire, où la concurrence a été jugée nécessaire par ce même Traité, & vouloir enfin disposer des Terres, qui depuis tant de siècles y ont été liées & qui en relèvent ou en dépendent actuellement, sans se mettre en peine de ce que l'Empereur, l'Empire & les présents Possesseurs sont en droit d'y trouver à redire : cela s'appelle à juste titre vouloir disposer des Biens & de la Personne d'un Tiers. Le Traité de Londres n'a pas seulement pour but d'assurer les avantages qui y ont été destinés à l'Infant Don Carlos ; son principal objet a été de fixer l'Equilibre en Europe. La France & l'Angleterre en ont dressé le premier Plan ; par leur Canal il a été communiqué à la Cour de Vienne ; & ce Plan avoit pour base & fondement, que l'Espagne pourroit aussi peu mettre un pied en Italie, que l'Empereur en pourroit mettre en Espagne. C'est donc détruire ce qui a été statué par le Traité de Londres, que de prétendre assurer les avantages destinés à l'Infant Don Carlos d'une manière qui soit contraire au Principe qu'on vient de dire & à la disposition claire & expresse jointe dans le Traité même à ce qui y a été établi en faveur dudit Infant. S'il falloit venir un jour à la nécessité de publier tout ce qui s'est passé, lorsque la Quadruple-Alliance, & puis après les Articles Préliminaires ont été négociés, le monde sera sans doute étonné de voir

L'Empereur à la vérité ne s'est pas empressé de l'exécuter en ce qui regarde la sûreté de l'Etablissement Provisionnel de l'Infant Don Carlos, puisque ce ne fut qu'à ce prix qu'on consentit à procurer à la Maison d'Autriche un aussi grand accroissement de Puissance, que celui qu'elle a acquis par la Sicile. On sait avec quelle peine on obtint les Actes de l'expédition des Investitures Eventuelles; pour tout dire en peu de mots, il falut quasi les arracher, parce que l'on ne put les obtenir.

comment on a abusé de la bonne foi, avec laquelle Sa Majesté Impériale a procédé dans toutes les occasions qui se sont présentées.

Si l'Auteur de cet Ecrit avoit réfléchi à ce qui s'est passé avant & après la conclusion du *Traité de la Quadruple-Alliance*, il se seroit expliqué d'une manière plus conforme à la vérité & au langage, que la *Cour de France* & celle de la *Grande-Bretagne* ont tenu alors. Tout le monde sait à quel prix, pour la *Maison d'Autriche*, ledit *Traité* a été conclu. L'Empereur a sacrifié au désir du repos & de la Paix ses justes Droits sur des Royaumes aussi vastes que sont ceux que le *Roi Catholique* possède aujourd'hui. Quelle comparaison y a-t-il entre un tel sacrifice & le prétendu *Accroissement de Puissance*, qu'il a acquis par la *Sicile* & qu'il a acheté par la cession d'un autre Royaume, lequel ci-devant faisoit partie de la Monarchie d'Espagne. D'ailleurs, l'offre de la *Sicile* a été faite à l'Empereur de la part de la *France* & de l'*Angleterre*, avant qu'il fût question des *Successions de Toscane & de Parme*; & il est notoire combien ces deux Puissances ont blâmé l'entreprise, que, contre la foi des *Traités*, l'Espagne avoit formée sur ce Royaume dans un tems, où l'Empereur étoit engagé dans une Guerre contre les Infidèles. Ce ne fut qu'avec peine, que la *Cour de Madrid* a été portée à avoir des sentimens plus pacifiques; & il a fallu y employer une Négociation de quelques années. Enfin, on a trouvé le moyen de lui arracher le consentement à ce qui a été stipulé par le *Traité de Londres*; & l'Empereur, accoutumé à exécuter religieusement ses promesses, a non seulement porté l'Affaire de la *Succession de Toscane & de Parme* à la *Diète*, mais il a encore employé si efficacement ses bons offices, que le Consentement des *Etats de l'Empire* a été obtenu en faveur de l'Infant Don Carlos, sous condition néanmoins qu'on n'altérerait en rien la disposition de l'Article V du *Traité* mentionné. Suivant ce *Résultat de la Diète*, ratifié de Sa Majesté Impériale, les *Lettres d'Investiture Eventuelle* furent expédiées & remises aux *Plénipotentiaires Espagnols*, qui se trouvoient à *Cambray*. Et voici le titre sur lequel se fonde le Droit de la descendance mâle de la *Reine d'Espagne*; titre reconnu de toutes les Puissances, qui ont part à la *Quadruple-Alliance*, & auquel la *Cour de Madrid* ne sauroit contrevenir sans donner atteinte au Droit même qui en résulte. L'Empereur a donc satisfait à ses Engagemens, dès que les choses étoient préparées, comme en conformité du *Traité de Londres*, elles devoient l'être; & dès que la repugnance de l'Espagne l'a pu permettre. Mais l'événement n'a fait que trop voir que ce Prince, par la juste défiance, qu'il devoit avoir de la sincérité

MDCCXXX.
CONGRES DE
SOISSONS, &c.

ECRIT DU MIN. DE FRANCE

RÉPONSE DE LA COUR DE VIENNE.

de la conduite de la *Cour de Madrid*, n'auroit pas été blâmé, s'il s'étoit moins empressé. Car à peine le *Roi Catholique* avoit accédé audit *Traité de Londres*, que l'année d'après il s'efforça à porter la *France & l'Angleterre* à s'en éloigner. L'Article secret, dont en 1721 ces trois Puissances sont convenues entre elles au sujet des *Garnisons Espagnoles*, en est une preuve sans réplique. On l'a caché longtems à l'Empereur ; & même toute la confiance, qui paroissoit établie entre les deux Cours par le *Traité de Vienne*, n'a pu arracher ce secret à celle d'*Espagne*. Ce ne fut qu'en 1728 qu'on en fit part à ce Prince ; & nonobstant toute l'affection, que les *Alliés de Seville* se vantaient de porter au *Corps Germanique & à ses Droits & Libertés*, il n'a pas tenu à eux que l'Empereur de son chef, ne soit contrevenu à un *Résultat de la Diète*, qui, par sa ratification étoit devenu une *Loi Pragmatique* de l'Empire, & à laquelle par conséquent, ni lui sans les *Etats*, ni les *Etats* sans lui, ne sauroient donner atteinte. Il est vrai que, dès le commencement, la *France & l'Angleterre* n'ont pas cru pouvoir se prêter aux *Garnisons Espagnoles*, à moins que *Sa Majesté Impériale* n'y consentît ; & le soin qu'on a eu de stipuler dans l'Article susdit, que ce changement ne se pouvoit faire que du gré de l'Empereur, marque assez ce qu'on doit juger de ce qui est arrivé à *Seville* à l'insu & à l'exclusion de ce Prince. Mais c'est que, quand une fois on a passé les bornes que les *Traités* prescrivent, on commence à être peu à peu moins retenu ; & enfin les choses ont été poussées si loin, que les vues de la *Cour de Madrid* se découvrent tous les jours de plus en plus.

II, L'on fait une fausse application de ce qui a été stipulé par l'Article V du *Traité de Londres* par rapport au Consentement de l'Empire pour l'expédition des *Actes d'Investiture*. L'Empereur se chargea lui-même de ce soin, qu'il croioit pour lors lui appartenir de toute préférence ; l'Empire a donné son consentement : mais il n'a point été question, ni dans le *Decret adressé* pour lors à l'Empire, ni dans le *Résultat* qui s'en

On n'a qu'à lire l'Article V du *Traité de Londres & le Résultat de la Diète* de l'an 1722, pour savoir de quel côté on en fait une bonne ou mauvaise application. Il est vrai que l'Empereur, comme *Chef de l'Empire & en tant que cela le touchoit*, a consenti à ce qui a été stipulé en faveur de l'Infant *Don Carlos*, avant que les *Etats*, assemblés en *Diète*, aient expliqué là-dessus leurs sentimens : mais il ne l'a fait que sous condition, que dans la suite le *Consentement de l'Empire* y accèderoit, & que rien ne seroit altéré dans les autres *Clauses* de l'Article dont il s'agit. Or, comme parmi ces *Clauses* il y en a une qui porte en termes exprès, qu'on ne sauroit introduire des *Garnisons Espagnoles* dans les Places fortes de *Toscane & de Parme* ; & que, selon le *Résultat de la Diète* de l'an 1723, l'Empereur n'est autorisé à conclure au nom de l'Empire la Paix avec l'*Espagne*, que sur le pied, dont on étoit convenu par l'Article, où ladite *Clause* est insérée, il est évident que c'est contrevenir, tant à l'un qu'à l'autre, dès que, sans le gré de l'Empereur & de l'Empire, on voudroit insister sur l'In-

suivit

ECRIT DU MIN. DE FRANCE.

RÉPONSE DE LA COUR DE VIENNE.

Suivoit des mesures prises ou que l'on pouvoit encore prendre, pour assurer & pour effectuer l'Introduction de l'Infant Don Carlos dans les Pais qui lui sont réservés.

introduction de ces *Garnisons*. Si donc, par les mesures prises ou à prendre pour assurer la *Succession Eventuelle* de l'Infant Don Carlos, on entend ces mêmes *Garnisons*; avec quel front peut-on avancer, comme on le fait, que dans le *Résultat* de l'an 1722, il n'en a pas été question, surtout puisqu'il ne s'agit pas en ceci de la forme ou d'un simple changement de nom, comme les *Alliés de Séville* ont coutume de s'expliquer, mais bien du fonds de la chose, & de l'infraction de l'un des plus importants points, établi par un consentement unanime des principales Puissances de l'Europe, pour en fixer l'Equilibre? Et il faudroit absolument ignorer ce qui a été traité du tems de la Conclusion de la *Quadruple-Alliance*, en cas qu'on voulût révoquer cette vérité en doute. Si l'Article des *Garnisons Espagnoles*, comme l'Auteur l'insinue dans la suite, avoit paru indifférent aux Puissances qui l'ont contracté, & à ceux dont le consentement a été jugé nécessaire, pourquoi auroit-on eu tant de soin à pourvoir que, sous aucun prétexte, elles ne pourroient y être introduites? A quelle fin la *Tutèle des Infans*, Possesseurs de *Toscane* & de *Parme*, seroit-elle ôtée aux Rois d'Espagne, & ceux-ci obligés à leur remettre dès que le cas de l'échéance de *Toscane* arriveroit, la Place de *Porto-Longone* avec l'Île d'*Elvas*, à moins que cela ne fût stipulé dans la vue d'empêcher que la *Couronne d'Espagne* ne pût avoir la moindre liaison avec les Etats susdits? Et si les vues de la *Cour de Madrid* n'alloient pas plus loin que d'assurer aux Descendants mâles de la Reine une Succession qui leur avoit été destinée par les Traités antérieurs, pourquoi refuseroit-elle de se tenir aux moyens licites & plus que suffisans, qui pour cet effet avoient été prescrits, & dont elle-même étoit tombée d'accord du tems de leur Conclusion? Par tout ce qu'on vient de dire, il est clair que l'Empereur se trouve à présent dans un cas bien différent de celui où il étoit du tems de la Conclusion du *Traité de Londres*. Il n'y avoit alors aucune convention faite sur les Successions de *Toscane* & de *Parme*, ni aucune Loi de l'Empire, qui fit défense d'y introduire des *Troupes Espagnoles*. L'Empereur pouvoit donc, comme Chef de l'Empire, consentir à ce qui a été stipulé d'un accord commun en faveur de l'Infant Don Carlos, avec la précaution, qu'il a eue; d'y faire ajouter en termes très exprès, qu'il seroit nécessaire d'obtenir encore le Consentement de ses Membres, c'est-à-dire, des Etats assemblés en Diète; au lieu qu'il y a à présent une *Loi Pragmatique* qui lui lie les mains, puisque, pour contenter les *Alliés de Séville*, il faudroit contrevenir au *Résultat de la Diète* de l'an 1722, ratifié de Sa Majesté Impériale.

MDCCXXX.
CONGRÈS DE
SOLIMONS, &c.

ECRIT DU MIN. DE FRANCE.

RE'PONSE DE LA COUR DE VIENNE.

De plus, la France & l'Angleterre, bien loin d'avoir voulu rien statuer sur des Fiefs de l'Empire ou sur des Etats qui en relèvent autrement, lorsqu'il s'agissoit de conclure la *Quadruple-Alliance*, ont reconnu très positivement que, pour en convenir, il falloit, de toute préférence, s'assurer de la volonté de l'Empereur & de celle de l'Empire; il n'y avoit donc rien en ce procédé par où les Droits & la Dignité de l'un ou de l'autre fût blessée: mais bien loin de suivre cette méthode en ce qui s'est passé à Séville, on eut soin de cacher à l'Empereur ce qui s'y traitoit; on ne lui en fit part qu'après coup, & Dieu sait comment, les Articles secrets n'ayant pas paru jusqu'ici; & on y disposa des Terres & des Fiefs de l'Empire d'une toute autre façon, & même d'une façon opposée à ce dont on étoit ci-devant tombé d'accord d'un aveu commun. Après de semblables démarches, inviter l'Empereur à accéder à un Ouvrage déjà fait & déclarer en même tems qu'on ne sauroit en démordre quelque contrariété qu'il y eût entre les Traités antérieurs & celui qu'on venoit de conclure; c'est rompre les nœuds les plus sacrés de la Société Humaine; c'est vouloir dicter la Loi, & soutenir par la force l'injustice du monde la plus criante.

Il est étrange que l'Auteur de l'Ecrit s'érige en Juge de ce qui peut intéresser, ou non, l'Empire. Les Etats, qui le composent, n'ont pas sans doute besoin d'un tel Conseiller: mais c'est le langage ordinaire, que tiennent les Apologistes du *Traité de Séville*, pour le colorer. C'est un mal fait, disent-ils, il n'y a plus de remède. On ne sauroit revenir si tôt d'un Engagement qu'on ne fait que prendre; & d'ailleurs le point des Garnisons Espagnoles ne sauroit être pour l'Empereur d'aucune importance ni de préjudice. Où en seroit-on dans la Société Humaine, si de semblables raisonnemens avoient lieu? Suffit-il de dire que le mal est fait, pour le justifier, & même pour pouvoir employer la force contre celui qui est en droit de s'y opposer? Est-ce la plus fraîche date qui fait subsister les Traités; & annuler ceux qui avoient été conclus ci-devant contre le gré des Puissances qui y ont part? Et quelle sûreté pourroit-on trouver à l'avenir, si, sous prétexte qu'une promesse sembloit être de peu d'importance, on pouvoit y manquer & celui à qui elle a été faite? Et ce qu'il y a de plus extraordinaire dans le raisonnement de notre Auteur, c'est que, pour prouver la prétendue indifférence des Garnisons Espagnoles, il provoque à l'Article IV du *Traité de Vienne*, & à ce qui s'est passé alors à la Diète, quoique les Garnisons Espagnoles y fussent aussi clairement & aussi expressément défendues, qu'elles l'ont été par l'Article V de la *Quadruple-Alliance*. On ne fait donc en quoi con-

L'Empire a considéré le point des Garnisons comme absolument indifférent pour lui. On voit une suite invariable du même Esprit dans ce qui s'est passé en 1725 à la Diète. L'Empereur n'a pas suivi l'Article V de la Quadruple-Alliance dans l'Article IV du Traité de Vienne. Nonobstant ce changement important, l'Empire a reconnu ce dernier Traité exactement conforme au sens du Résultat de l'an 1722. Les Ministres qui forment cette Assemblée, retrouveront sans doute les vestiges de ces vérités dans leurs Actes & dans leurs Protocoles.

liste ce changement important, qu'il suppose entre l'un & l'autre Article. L'Auteur n'a pas trouvé à propos d'éclaircir sa pensée, de peur d'en découvrir trop le néant. Peut-être s'est-il flaté que l'obscurité qu'il affecte, pourra éblouir les moins Clairvoians ; du moins il a bien fait de se cacher lui-même, puisque les sophismes, impertinences & faussetés qu'il emploie pour soutenir une mauvaise cause, ne lui feroient pas honneur en se manifestant.

Les Alliés de Séville n'ont donc pas pu s'imaginer qu'il fût besoin d'un nouveau Consentement de l'Empire, lorsque l'on n'altère en rien l'essence de ce qui a été statué par le Traité de Londres. Les Articles X & XII du Traité de Séville ne laissent aucun doute sur l'intention des Parties Contractantes, puisqu'elles s'engagent d'établir, selon les Droits de Succession qui ont été stipulés, & de maintenir le Sérénissime Infant Don Carlos dans la possession & jouissance des Etats de Toscane & de Parme.

A lire ce passage on croiroit que de bonne foi les *Alliés de Séville* n'ont pas songé à obtenir un nouveau consentement de l'Empire : mais pour peu qu'on sache ce qui s'est passé au sujet des *Garnisons Espagnoles*, on ne sera pas assez crédule pour se le persuader. Ce fut au mois d'Août de l'an 1728, que l'Article secret de 1721 a paru pour la première fois ; & ce fut alors que les premières instances pour les *Garnisons Espagnoles* furent faites aux Ministres de Sa Majesté Impériale, qui se trouvoient en France. L'Empereur étoit en ce tems étroitement lié avec l'Espagne. Accoutumé à avoir pour ses Alliés toutes les complaisances faisables, il auroit souhaité de pouvoir déferer en ceci aux desirs de la Reine ; & il n'eut pas de peine à prévoir l'usage que les Puissances du Parti opposé pourroient s'aviser de faire de son attachement fidèle aux Traités. En effet, on s'aperçut bientôt du piège qui étoit caché sous cette Proposition. Si l'Empereur s'y prêtoit, quel prétexte plausible cela n'auroit-il pas fourni aux *Alliés d'Hanover* de faire valoir les ombrages qu'ils feignoient d'avoir conçus du Traité de Vienne, & qu'ils s'empressoient tant d'influencer aux autres ? Tout conforme que ce Traité étoit à celui de la *Quadruple-Alliance*, on fait quelles Illations en furent tirées, pour imputer à la Cour Impériale des vues sans bornes & des desseins préjudiciables au système dont on étoit convenu ci-devant, pour fixer l'Equilibre en Europe ; & quoique l'Evénement ne l'ait que trop justifié là-dessus, l'Auteur de l'Ecrit répandu à *Ratisbonne* a la malice, ou plutôt l'impudence d'en parler encore à peu près dans le même sens. Si donc une démarche aussi innocente que celle de conclure la Paix avec l'Espagne sur le pied du Traité de la *Quadruple-Alliance*, a servi de faux prétexte aux *Alliés d'Hanover* d'allarmer quasi toute l'Europe ; que n'auroient-ils pu dire, si l'Empereur de son chef, contre une *Loi Pragmatique* de l'Empire & sans le consulter, s'en étoit éloigné dans un des principaux points ? Ils n'ignorent pas sans doute pour quelle raison il fut stipulé par le Traité de Londres que l'Espagne ne pourroit pas garder un pied en Italie. Ils savent bien qu'il ne s'agit pas en ceci d'un nombre plus grand ou plus petit de Troupes de cette Couronne,

qu'on voudroit y introduire, puisque ce nombre ne peut pas se compter, & qu'on auroit de la peine à trouver quelque moien pour s'assurer qu'il ne fût jamais excédé. Et enfin ils ne comprennent que trop bien que, si toutes les précautions qu'on a prises pour empêcher que les *Espagnols* n'y entrent, devoient être inutiles, l'*Empereur* ne sauroit trouver de la sûreté en celles qu'on pourroit vouloir prendre pour les en faire sortir. Si donc, après toutes ces réflexions si naturelles, & qui se présentent d'abord à l'esprit, l'*Empereur* s'étoit déstité de ce qui à cet égard avoit été stipulé en sa faveur par les Conventions précédentes, ils auroient eu un juste sujet de soupçonner qu'il y avoit entre les deux Cours une liaison plus étroite, qu'il y avoit en effet. Voici ce qu'il y avoit à craindre, en se prêtant aux instances de la *Cour de Madrid*; & en les refusant, l'*Empereur* risquoit de faire beau jeu à ceux qui, sans être retenus par la foi des Traités, voudroient s'efforcer à lui faire perdre un aussi puissant Allié que l'*Espagne*. Par sa grandeur d'ame il aimoit mieux s'exposer à ce dernier Evénement, que de manquer en rien à ce qu'il doit à l'*Empire*, & à la fidélité qu'il a constamment témoignée dans l'exécution des Traités qu'il avoit une fois contractés. D'ailleurs il se flattoit, comme il s'en flatte encore, que les *Alliés d'Hanover*, convaincus de la droiture de ses intentions, ne voudroient pas pousser les choses jusques à tenter de mettre en exécution ce qu'ils sont eux-mêmes obligés d'avouer être contraire aux Engagemens précédens. Il savoit que le *Ministère de France* s'étoit d'abord recréé contre l'iniquité de la demande de la *Reine d'Espagne*; & la bonne foi que Monsieur le Cardinal de *Fleuri* faisoit paroître aux assurances qu'il en avoit tant de fois renouvelées, le tranquillisoient entièrement sur l'infraction des Traités, dont on le menaçoit. Telles ont été les considérations que l'*Empereur* a eues sur cette importante Affaire. Pour ne s'en écarter en rien, il a ordonné à ses Ministres de déclarer tant en *France* qu'en *Espagne*, qu'il croioit avoir fait en faveur de l'Infant *Don Carlos*, plus que l'on auroit pu en exiger; qu'il étoit prêt à lui assurer encore d'avantage la *Succession Eventuelle* qui lui étoit destinée, pourvu qu'on voulût se contenter des moïens qu'il étoit autorisé d'y employer, c'est-à-dire, qui seroient combinables avec les Traités & avec les droits d'autrui; qu'il n'étoit, ni de l'intérêt dudit *Infant* d'aspirer à cette *Succession* par des voies illicites & contraires aux Titres sur lesquels se fonde tout le Droit qu'il pouvoit y avoir, ni dans le pouvoir de Sa *Majesté Impériale* d'y donner les mains, ni de s'éloigner en rien de l'Article V de la *Quadruple-Alliance*, puisque cet Article par le *Résultat de la Diète*, agréé par la

ECRIT DU MIN. DE FRANCE.

REPONSE DE LA COUR DE VIENNE.

Ratification Impériale, en étoit devenu une *Loi Pragmatique*, que toutes les Puissances qui avoient part à la *Quadruple-Alliance*, avoient reconnu en termes exprès que le *Consentement de l'Empire* étoit nécessaire en ce qui regardoit les *Successions de Toscane & de Parme*; que ses Droits y étant notablement intéressés, on ne sauroit se passer de le consulter préalablement, dès qu'on vouloit faire un changement à ce qui avoit été déterminé d'un commun accord; enfin que vouloir l'en exclure, seroit une injustice manifeste & feroit un tort infini aux intérêts mêmes de l'Infant Don Carlos. C'est ainsi que les *Ministres Impériaux* ont eu ordre de s'expliquer, dès que cette matière a été mise sur le tapis; & on n'a jamais varié dans les ordres qui leur ont été envoyés par après. Les déclarations qu'ils en ont données, tant de bouche que par écrit, en font foi; & les réponses que le Comte de *Königsberg* a reçues du Marquis de *La Paz*, ne donnent que trop à connoître le risque, où seroient exposés les Droits de l'Empire, si l'Empereur ne s'empressoit à les soutenir de toutes ses forces contre les injustes entreprises que la *Cour d'Espagne* pourroit vouloir tenter. Au reste, après tout ce que les *Ministres Impériaux*, depuis le tems que l'Article des *Garnisons Espagnoles* a commencé à être débattu jusqu'à l'heure qu'il est, n'ont cessé de représenter en différentes rencontres & avec une suite invariable du même esprit, la nécessité indispensable qu'il y avoit de consulter là-dessus l'Empire, a-t-on bonne grace d'avancer, comme le fait l'Auteur de l'Ecrit répandu à *Ratisbone*, que les *Alliés de Séville* n'avoient pas pu s'imaginer qu'il fût besoin d'un nouveau *Consentement de l'Empire*. Le *Ministère de France* en pensoit tout autrement, il n'y a pas encore deux ans; & on ne prétend pas examiner ce qui pourroit lui avoir fait changer de sentimens.

III. On ne conçoit pas comment on a pu avancer dans le Decret de Commission, que l'on n'a point recherché l'Empereur de vouloir bien accéder au nouveau Traité. La chose est assez authentique après les réponses que ce Prince lui-même a faites aux *Ministres des Alliés de Séville*, qui sont près de lui. Comment hazarder un

Pour mieux faire concevoir à l'Auteur du présent Ecrit le vrai sens de ce que l'on a avancé dans le *Decret de Commission*, qu'il pourroit n'avoir pas bien compris, faute d'entendre la *Langue Allemande*, voici le fait dans toutes ses circonstances: Depuis que le Duc de *Bourbonville* a produit l'Article secret, dont il a été parlé ci-dessus, l'Espagne a fait bien des instances à la *Cour Impériale* pour obtenir son consentement aux *Garnisons Espagnoles*: mais, comme l'Empereur s'en est toujours expliqué de la manière qu'on vient de dire, on a commencé en France à ne plus se roidir tant contre l'iniquité, que d'abord on avoit trouvé dans la demande de la Reine. Sur l'espérance qu'on en conçut en Espagne, le Marquis de *La Paz* s'adressa aux *Alliés d'Hanover*; & les *Négociations clandestines* entre ceux-ci & Sa *Majesté Catholique* furent continuées pendant le cours

Rt iij.

MDCCXXX.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

ECRIT DU MIN. DE FRANCE.

RE'PONSE DE LA COUR DE VIENNE.

fait, dont la preuve est entre les mains de toute l'Europe, que les Ministres des Alliés de Séville n'ont cessé en conséquence de leurs ordres, de convier l'Empereur de vouloir bien, par une juste & prompte condescendance donner la dernière main à un Ouvrage aussi salutaire que celui de la Paix. On a suivi pour l'exécution du Traité de Séville, le chemin frayé pour l'exécution du Traité de Londres. On s'est adressé, pour l'un comme pour l'autre, à l'Empereur. Cette route n'a pas déplu à ses Ministres, quand elle a pu servir à leurs fins particulières : mais aussitôt qu'ils ne rencontrent plus toute la complaisance qu'ils vou- droient, pour les Intérêts Domestiques de la Maison d'Autriche, on fait un crime aux Alliés de Séville de la confiance, où ils devoient être que l'Empereur voudroit bien donner part à l'Empire des mesures nouvellement prises.

de plusieurs mois, à l'exclusion de l'Empereur & de l'Empire, auxquels on eut un grand soin de tout cacher. Il n'a pas pourtant été possible de traiter cette Affaire si secrètement que la Cour Impériale ne la pénétrât. Sur les Représentations qu'elle fit faire par ses Ministres en France contre l'irrégularité d'un semblable procédé, on ne désavoua pas qu'il s'agissoit d'un Traité particulier avec l'Espagne : mais on y ajouta les assurances les plus fortes qu'on ne donneroit les mains à rien, qui fût contraire aux Conventions antérieures, & sur tout à la Quadruple-Alliance. Cependant les Négociations clandestines alloient toujours leur train. Le Comte de Königsegg ne cessa de représenter à Leurs Majestés Catholiques les importantes raisons qui retenoient l'Empereur de consentir aux Garnisons Espagnoles, avec offre de se prêter à tout autre moyen d'assurer la Succession destinée à l'Infant Don Carlos, pourvu qu'il fût combinable avec les Traités & avec les Droits & les Dignités de l'Empire. Les Ministres de l'Empereur, de France & de Hollande en parloient sur le même ton. On répondit au premier avec bien de la hauteur, & du mépris pour le Saint-Empire, ne donnant que trop à connoître, qu'on n'en reconnoissoit pas les Droits; & les derniers furent païés de bonnes paroles & de nouvelles assurances de ne vouloir donner aucune atteinte aux intérêts de Sa Majesté Impériale, ni aux Traités déjà conclus. Le Manège fut continué jusqu'à ce que le fameux Traité de Séville vint à éclore au mois de Novembre de l'année passée. Un semblable procédé parut, à juste titre, étrange à la Cour Impériale; & elle ne put pas le combiner avec le désir qu'on avoit témoigné auparavant en France, de vouloir conduire les choses à une Pacification générale. Il est bien vrai que les Ministres des nouveaux Alliés de Séville, qui étoient à Paris, se sont rendus, le coup fait, chés le Baron d'Effonssec, qui gardoit alors la Chambre, & où le Comte de Kinsky se trouvoit; & qu'ils ont communiqué à l'un & à l'autre cette partie du Traité qu'ils avoient jugé à propos de ne pas cacher au Public : mais cela se fit d'une manière si peu décente & si sèche, sans aucun Préambule ou Invitation pour Sa Majesté Impériale d'y entrer, que l'irrégularité de la communication ne répondit pas mal à l'esprit qu'on avoit suivi dans la Conclusion du Traité; car on se contenta d'en remettre une Copie au Comte de Kinsky & au Baron d'Effonssec, sans y rien ajouter d'avantage. Et la même méthode fut religieusement observée des Ministres des Alliés de Séville, qui se trouvoient à Vienne, dont un chacun a eu soin de remettre à chaque Ministre de la Conférence de Sa Majesté Impériale une Copie toute conforme à celle que Monsieur le Garde

des Seigneurs avait confiée aux *Plénipotentiaires Impériaux* en France. Voici la manière de laquelle on a recherché l'Empereur de vouloir bien accéder au nouveau Traité; & voici comment on l'a convié à donner la dernière main à un Ouvrage aussi salutaire que celui de la Paix. Les réponses de ce Prince, que l'Auteur cite comme des preuves de ce qu'il avance, en font foi; & le Ministre de France ne peut pas ignorer que les *Plénipotentiaires* de Sa Majesté Impériale ont d'abord reçu ordre de ne se plaindre pas moins de l'injustice du Traité même, que de la manière irrégulière dont on a usé pour le communiquer.

Quel parallèle y peut-il donc avoir entre ce qui s'est passé du tems du Traité de Londres, & ce qui s'est fait à la conclusion de celui de Séville? Avec quel front peut-on s'émanciper de dire que cette route n'avoit pas déplu aux Ministres de l'Empereur, quand elle a pu servir à leurs fins particulières? Et après tout ce que de la part de l'Empereur on n'a cessé de représenter en France, en Espagne & en Hollande, contre l'infraction de la *Quadruple-Alliance* qu'on méditoit, c'est-à-dire, contre les *Garnisons Espagnoles* stipulées ensuite par le Traité qu'on négocioit dès lors, a-t-on bonne grace de provoquer à la confiance, où les nouveaux *Alliés de Séville* devoient être que l'Empereur pourroit ou voudroit s'y prêter. On n'a donc hazardé aucun fait dans le *Décret de Commission*, qui ne fut exactement conforme à la vérité; & l'on ne peut s'imaginer que l'Auteur de l'Ecrit répandu à *Ratisbone* voulût révoquer en doute les circonstances qui ont été rapportées ci-dessus, puisqu'il s'avisait de le faire, on pourroit, pour rendre la chose authentique, lui citer telles preuves & tels témoins, qu'il ne sauroit oser rejeter.

Elles ne paroitraient pas si étranges à la Cour de Vienne, si elle vouloit bien se ressouvenir qu'elle a mis en quelque manière les Alliés d'Hanover dans le chemin de la Négociation qui excite aujourd'hui son chagrin & son ressentiment; & que l'on n'a rien fait que l'Empereur ne fût tout prêt à faire lui-même, si l'on eût donné les

Il n'est pas trop aisé de deviner ce que l'Auteur veut dire, en insinuant que la Cour de Vienne a mis en quelque manière les *Alliés d'Hanover* dans le chemin de la Négociation, & que ceux-ci n'avoient rien fait que l'Empereur ne fût tout prêt à faire lui-même, s'ils avoient donné les mains à certaines conditions essentielles pour les intérêts de la Maison. Il ne tenoit qu'à l'Empereur de rompre toutes les mesures que les *Alliés d'Hanover* avoient prises pour détacher de lui l'Espagne, s'il avoit été capable de fouler aux pieds les Droits de l'Empire, & d'enfreindre les Conventions solennelles qui subsistoient encore. Car ce ne fut qu'au mois de Mai de l'année passée que l'Espagne s'adressa à Monsieur le Cardinal de Fleury, après toutes les tentatives inutiles qu'elle avoit fait faire à la Cour de Vienne, & il est absolument faux que l'Empereur ait jamais consenti aux *Garnisons Espa-*

MDCCXXX.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

ECRIT DU MIN. DE FRANCE.

REONSE DE LA COUR DE VIENNE.

mains à certaines conditions essentielles pour les intérêts de sa Maison.

IV. Ce ne peut pas être pour la défense des présens Possesseurs & des Droits de l'Empire, que l'Empereur fait défilér des Troupes en Italie; puisque d'un côté le Traité de Londres, fait sur les instances même de l'Empereur, soumet les présens Possesseurs à l'obligation de recevoir des Garnisons,

gnoles pour aucun avantage qu'on lui auroit offert, ou qu'il auroit exigé pour les intérêts de sa Maison. Jamais il n'en a été question à ce sujet; & on ne sauroit pousser l'effronterie & l'impudence plus loin, que de mettre en avant avec tant de hardiesse des faits entièrement faux & controuvés.

Le *Traité de Londres* ne fut pas fait sur les instances de l'Empereur. Il est notoire qu'il ne s'y est prêté que dans la seule vue d'empêcher une Guerre universelle en Europe, & que la France & l'Angleterre lui ont fait bien des instances pour l'y engager; quoique ces deux Puissances ne l'aient pas conclu sans la participation, comme il est arrivé en dernier lieu. Mais, supposé que ce fût l'Empereur sur les instances duquel fut fait le *Traité de Londres*, comment pouvoit-on dire peu auparavant que les nouveaux *Alliés de Séville*, en signant le *Traité* de ce nom, n'avoient fait que suivre la route qu'on avoit tenue du tems de la conclusion de la *Quadruple-Alliance*? Est-ce donc sur les instances de l'Empereur que le *Traité de Séville* fut conclu? La contradiction est palpable: mais c'est qu'il est difficile de l'éviter dès qu'on s'égare une fois du chemin de la vérité. Au reste il y a plusieurs motifs qui ont porté l'Empereur à faire défilér ses Troupes en Italie; la défense des présens Possesseurs, celle des Droits de l'Empire, & le maintien de ceux qui lui appartiennent, soit en qualité de Chef de cet Auguste Corps, soit en qualité de Souverain de ses Royaumes & Provinces Héréditaires; car les uns & les autres ont été également blessés par les Conditions, dont on est tombé d'accord à *Séville*. On n'a qu'à lire l'Article V du *Traité de Londres*, pour être convaincu que, ni avant ni après le cas de la dévolution de la Succession qui a été destinée à l'Infant Don Carlos, des Troupes Espagnoles ou à la solde de l'Espagne, ne sauroient entrer dans les Places fortes qui en dépendent. Et c'est précisément du tems que la Succession ne seroit pas encore dévolue, que le Paragraphe de l'Article V, qui commence: *Denique conventum est, & in id omnes singulaque Partes contrahentes, pariter sese obligarunt, &c.* parle en des termes si clairs & si expressifs, que si l'une des Puissances Contractantes, sans le su & le consentement de l'autre, pouvoit s'éloigner de la disposition que ce Paragraphe renferme; il n'y auroit plus de sûreté à trouver dans aucune Convention, quelque forte & énergique qu'elle fût. Si les *Alliés de Séville* n'avoient pas reconnu eux-mêmes le préjudice que les *Garnisons Espagnoles* porteroient aux intérêts de l'Empereur & de l'Empire, pourquoi auroient-ils parlé de leur sortie, quoiqu'ils ne l'aient fait que d'une manière si foible & si ambiguë, qu'il leur sera beaucoup plus aisé d'éluder l'Article XI du

du *Traité de Séville*, que la disposition claire & positive de l'Article V de celui de *Londres* ? Or, dès qu'il y a des inconvéniens à craindre pour Sa *Majesté Impériale*, si les *Troupes Espagnoles* avoient à rester dans les Places fortes de *Toscane* & de *Parma*, qui pourra garantir ce Prince que ces inconvéniens seront moins à craindre à l'avenir ? Et il y a même des raisons pour lesquelles, selon l'Equité & la Justice, les *Garnisons* dont il s'agit, peuvent encore moins avoir lieu, avant qu'après le cas de la Dévolution arrivée, puisqu'outre le tort qui en reviendrait en tout tems aux intérêts de l'Empereur & de l'Empire, il en résulteroit un autre par rapport aux Princes légitimes Possesseurs des Etats en question, Princes innocens, & à qui rien n'attire la présente disgrâce, que le sort qu'ils ont de se voir destiné un Successeur trop empressé à faire valoir ses espérances ! L'Auteur du Mémoire répandu à *Ratisbone* tâche d'étudier la force de ce raisonnement, en disant, que même le *Traité de Londres* soumettoit les présens Possesseurs à l'obligation de recevoir des *Garnisons*. Il est vrai que ce *Traité* en fait mention : mais il ne parle que de *Garnisons neutres*, & il n'y est dit nulle part que les Puissances Contractantes s'obligeoient réciproquement de forcer, en cas de refus, les présens Possesseurs à les recevoir. Au contraire, lorsqu'au *Congrès de Cambrai*, & par après, on a réfléchi sur les inconvéniens qui accompagneroient même ces *Garnisons Neutres*, on est tombé d'accord de moyens plus doux pour assurer la Succession destinée par ledit *Traité* à l'Infant Don Carlos. Le consentement de l'Empire, qui du tems de la Conclusion de la *Quadruple-Alliance* a paru absolument nécessaire, quoiqu'à présent on ne s'en embarrasse guères, a été obtenu. Les *Lettres d'Investiture Eventuelle* ont été délivrées aux *Plénipotentiaires Espagnols*, & en ont été acceptées. On a expédié d'avance le *Mandatum ad Subditos*, pour mettre l'Infant Don Carlos en état de s'en prévaloir, dès que le cas seroit échu ; & , pour faire voir la bonne foi avec laquelle Sa *Majesté Impériale* vouloit accomplir ce qui a été stipulé en faveur dudit Infant, les ordres ont été donnés, tant au *Commissaire Impérial en Italie*, qu'au *Gouverneur de Milan*, de mettre en exécution l'Article V de la *Quadruple-Alliance*, aussi tôt que le cas y exprimé arriveroit. Que pouvoit-on desirer d'avantage à la *Cour d'Espagne*, si ses vues se bornoient à ce que les *Traités* accordent aux Descendans mâles de la Reine ? Et, s'il y avoit quelque chose de plus à souhaiter, ne devoit-il pas lui suffire que depuis plus d'un an l'Empereur s'offroit à tous les moyens d'assurance ultérieure, qui seroient combinables avec les *Traités* & les Droits d'autrui ? Et rejeter une telle offre, marque assez

*Et que de l'autre on n'a
point attaqué ce qui peut
intéresser l'Empereur.*

*Il faut distinguer des
Prétentions & des Droits
établis éventuellement, &
une Possession actuelle. Les
Etats, dont il s'agit au-
jourd'hui, ne relevent*

de quel côté est la justice ou le tort. D'ailleurs, en ne considérant même que les intérêts des Princes légitimes Possesseurs des Etats de *Toscane & de Parme*, les *Garnisons* mentionnées dans le *Traité de Londres* sont à plusieurs égards préférables à celles dont on est convenu entre les nouveaux *Alliés de Séville*. Celles-là devoient être levées parmi une Nation qui leur étoit aussi peu suspecte qu'à aucune des Puissances Contractantes ; & , outre les précautions qu'on a prises pour qu'elles ne fussent aucunement à charge ni au Pais ni à ceux qui le gouvernoient, il fut encore stipulé qu'elles prêteroiient le serment de fidélité aux Princes Possesseurs d'aprèsent : de sorte que les *Garnisons*, dont il est parlé dans la *Quadruple Alliance*, en tout ce qui ne regardoit pas la Succession destinée à l'Infant Don Carlos, étoient, du vivant de ces Princes, à considérer plutôt comme leurs propres Troupes que comme des Troupes Etrangères : au lieu qu'on n'a pas eu le même soin de ménager les présens Possesseurs dans les *Garnisons* accordées aux desirs de la Reine d'Espagne par le *Traité de Séville*.

Pour savoir l'empressement que l'Espagne a de reconnoître les Droits de l'Empire, on n'a qu'à combiner le Memoire présenté à Leurs Majestés Catholiques par le Comte de Königsegg, avec la Réponse que le Marquis de La Paz y fit le 4 du mois de Novembre de l'année passée. L'une & l'autre Pièce se trouvent jointes aux présentes *Remarques* (*sub num.* 1^{mo} & 7^{mo}). On y verra que c'est à tout autre titre qu'on y prétend faire succéder l'Infant Don Carlos dans les Etats de *Toscane & de Parme* ; & qu'après qu'on avoit suspendu la Conclusion du *Traité de Séville* jusqu'au retour du dernier Courtier qu'on avoit dépêché à Vienne au sujet des *Garnisons Espagnoles*, une Déclaration aussi équitable que celle qui fut faite par le Comte de Königsegg, a déterminé la Cour d'Espagne à signer, peu de jours après, le *Traité de Séville*. Après des Pièces si authentiques, pourra-t-on plus revoquer en doute que ce fût pour la défense des Droits de l'Empire, que l'Empereur a risqué de perdre un de ses plus puissans Alliés, comme il l'a perdu en effet ? Et une semblable démarche ne doit-elle pas porter tous les bons Patriotes à se lier étroitement avec leur Chef dans une Cause au li évidemment juste, & où la Dignité de l'Empire est si notablement intéressée.

Pour s'ériger en Docteur sur ce qui regarde les Droits de l'Empire, il faudroit en avoir un peu plus de connoissance, que l'Auteur du présent Ecrit ne paroît en avoir. Si les Etats dont il s'agit aujourd'hui, ne sont pas en leur entier des Fiefs actuels de l'Empire, s'ensuit-il de là que les Droits suprêmes ne soient qu'éventuels ? Selon un tel raisonnement, tout ce qui dans l'Empire ne seroit

point actuellement de l'Empire. La Féodalité de ces mêmes Etats n'est établie qu'éventuellement: sur ce Principe, les Droits Suprêmes de l'Empire ne sont qu'éventuels. Les Etats peuvent-ils se plaindre que l'on ait excédé par le Traité de Séville les précautions prises par la Quadruple-Alliance, lorsque celles que l'Empereur reproche aux Alliés de Séville ne tendent qu'à en assurer l'exacte & fidèle observation.

pas Fief, ne pourroit donc pas en dépendre? Or, pour peu qu'on soit versé en ce qui s'appelle le Droit Public, on ne peut pas ignorer qu'outre la *Féodalité*, il y a encore d'autres nœuds par lesquels des Etats y peuvent être liés. La France & l'Angleterre l'ont ci-devant très bien compris, puisque dans l'Article V de la *Quadruple-Alliance* il est fait mention des Droits que l'Empereur & l'Empire prétendent sur la *Toscane* & sur les Duchés de *Parma* & de *Plaisance*, avant qu'on y établit la *Féodalité Eventuelle*, dont il n'est parlé que par après. En effet, qui ignore que ce fut *Charles-Quint*, qui, après avoir rangé ceux de *Florence* à leur devoir, régla la République, & en fit Chef *Alexandre de Médicis*? Qui ignore qu'après la mort de celui-ci ce même Empereur conféra le Duché de *Florence* à *Côme de Médicis*, & à ses Héritiers mâles? Qui ne sait que la Ville de *Sienne* est un Arrière-Fief de l'Empire, dont *Charles-Quint* avoit constitué son Fils *Philippe*, Vicaire Général, & dont celui-ci avoit investi, quelques années après, le même *Côme*? Qui ne fait la contradiction que *Maximilien II* a faite au Titre de *Grand-Duc*, tant qu'on s'étoit avisé de le prendre sans le tenir de lui?

Enfin, l'avis du *Collège-Electoral*, par lequel il exhorta ce Prince à soutenir les Droits de l'Empire, & le remerciement qu'il lui fit de les avoir soutenus, se trouve encore parmi les Actes de l'Empire, & l'on ne sauroit révoquer en doute que *Parma* & *Plaisance* faisoient autrefois partie du *Duché de Milan*, que tout le Monde reconnoît dépendant de l'Empire. Est ce donc à l'Auteur de l'Ecrit répandu à *Ratisbonne*, de décider contre des Droits Suprêmes que de tout tems l'Empereur & l'Empire se sont vendiqués sur les Etats en question. On ne veut pas croire que la France autorise une Décision si précipitée & si maléante; mais, si, contre toute attente, elle vouloit le faire, le Corps Germanique, à qui on dit que les Garanties doivent être précieuses, pourroit reconnoître par cet Echantillon combien ses intérêts lui tiennent à cœur.

D'ailleurs, si les Etats, dont il s'agit, ne sont pas dans leur entier des Fiefs actuels, peut-on révoquer en doute qu'il n'y en ait qui y soient compris: & *Porto-Ferrajo*, où l'on prétendoit introduire une Garnison Espagnole n'est-il pas du nombre de ceux où l'Empereur & l'Empire est dans une Possession actuelle? Tout ceci est sans réplique: mais, supposé pour quelque tems que les Droits Suprêmes, dont il s'agit, ne fussent qu'Eventuels, le Droit de Succession de l'Infant Don Carlos l'est-il moins? Et, de même que du tems de la *Quadruple-Alliance* il a paru nécessaire à tous les Contractans de s'assurer du Consentement de l'Empire pour la validité de la

Et que de l'autre on n'a point attaqué ce qui peut intéresser l'Empereur.

Il faut distinguer des Préentions & des Droits établis éventuellement, & une Possession actuelle. Les Etats, dont il s'agit aujourd'hui, ne relient

de quel côté est la justice ou le tort. D'ailleurs, en ne considérant même que les intérêts des Princes légitimes. Possesseurs des Etats de *Toscane & de Parme*, les *Garnisons* mentionnées dans le *Traité de Londres* sont à plusieurs égards préférables à celles dont on est convenu entre les nouveaux *Alliés de Séville*. Celles-là devoient être levées parmi une Nation qui leur étoit aussi peu suspecte qu'à aucune des Puissances Contractantes; &, outre les précautions qu'on a prises pour qu'elles ne fussent aucunement à charge ni au Païs ni à ceux qui le gouvernoient, il fut encore stipulé qu'elles prêteroiient le serment de fidélité aux Princes Possesseurs d'aprèsent: de sorte que les *Garnisons*, dont il est parlé dans la *Quadruple Alliance*, en tout ce qui ne regardoit pas la Succession destinée à l'Infant Don Carlos, étoient, du vivant de ces Princes, à considérer plutôt comme leurs propres Troupes que comme des Troupes Etrangères: au lieu qu'on n'a pas eu le même soin de ménager les présens Possesseurs dans les *Garnisons* accordées aux desirs de la Reine d'Espagne par le *Traité de Séville*.

Pour savoir l'empressement que l'Espagne a de reconnoître les Droits de l'Empire, on n'a qu'à combiner le Memoire présenté à Leurs Majestés Catholiques par le Comte de Königsegg, avec la Réponse que le Marquis de La Paz y fit le 4 du mois de Novembre de l'année passée. L'une & l'autre Pièce se trouvent jointes aux présentes Remarques (*sub num. 1^{mo} & 7^{mo}*). On y verra que c'est à tout autre titre qu'on y prétend faire succéder l'Infant Don Carlos dans les Etats de *Toscane & de Parme*; & qu'après qu'on avoit suspendu la Conclusion du *Traité de Séville* jusqu'au retour du dernier Courier qu'on avoit dépêché à Vienne au sujet des *Garnisons Espagnoles*, une Déclaration aussi équitable que celle qui fut faite par le Comte de Königsegg, a déterminé la Cour d'Espagne à signer, peu de jours après, le *Traité de Séville*. Après des Pièces si authentiques, pourra-t-on plus revoquer en doute que ce fût pour la défense des Droits de l'Empire, que l'Empereur a risqué de perdre un de ses plus puissans Alliés, comme il l'a perdu en effet? Et une semblable démarche ne doit-elle pas porter tous les bons Patriotes à se lier étroitement avec leur Chef dans une Cause au'li évidemment juste, & où la Dignité de l'Empire est si notablement intéressée.

Pour s'ériger en Docteur sur ce qui regarde les Droits de l'Empire, il faudroit en avoir un peu plus de connoissance, que l'Auteur du présent Ecrit ne paroît en avoir. Si les Etats dont il s'agit aujourd'hui, ne sont pas en leur entier des Fiefs actuels de l'Empire, s'enfuit-il de là que les Droits suprêmes ne soient qu'éventuels? Selon un tel raisonnement, tout ce qui dans l'Empire ne seroit

du Collège Electoral, par rapport à l'Etat de Mantoue, & tant d'autres Fiefs qui relèvent de l'Empire en Italie.

reproche qu'il lui fait, sur l'inexécution du *Traité de Bado* ; car, après tout, ce soin n'a guères touché les Puissances qui ont part au *Traité* qu'il s'efforce de justifier. Il est vrai que l'Empereur s'est engagé par l'Article X de la Capitulation de veiller d'une manière toute particulière à la conservation des Droits & Fiefs de l'Empire en Italie, de les défendre contre toute violence & usurpation étrangère, & de prendre l'Investiture de ceux qu'il possède lui-même, ou bien d'en reconnoître la *Féodalité* par des *Réversales* qu'il donneroit : mais en quoi a-t-il contrevenu à tout ceci ? A-t'il jamais prétendu révoquer en doute la qualité des Fiefs qu'il possède ? N'en a-t'il pas pris l'Investiture ? Que manque-t-il à la sûreté qu'il a promise de donner à l'Empire à cet égard ? Ne possède-t'il pas le *Duché de Mantoue* du consentement unanime du *Collège Electoral*, auquel on paroît vouloir provoquer, pour insinuer le contraire ? Enfin les *Alliés de Séville* ont-ils lieu de se plaindre qu'il néglige ces Fiefs & ces Droits, ou qu'il abandonne les Vasseaux de l'Empire à des violences étrangères, tandis qu'il fait défilier ses Troupes pour la défense des uns & des autres, & qu'ils lui ont tant de fois reproché, quoiqu'à tort, de faire trop valoir l'*Autorité Impériale* en ce Pais-là.

V. L'Empereur ne peut reprocher à la France ses soins invariables pour le maintien du repos & du bon ordre dans l'Empire, sans les reconnoître lui-même : mais peut-il s'en plaindre sans offenser l'honneur des Garanties de la Paix de Westphalie si précieuse à tout le Corps Germanique.

Il y auroit bien des choses à dire sur ces soins invariables de la France pour le maintien du repos & du bon ordre dans l'Empire, si l'on ne craignoit d'aggraver les choses, en renouvelant le souvenir des tems passés, qui d'ailleurs est trop récent pour que tant d'Etats de l'Empire, qui en ont senti les tristes effets, l'aient déjà oublié. La Garantie de la Paix de Westphalie est sans doute précieuse à tout le Corps Germanique : mais, pour qu'elle ait lieu, la Réquisition énoncée dans le *Traité* même doit précéder. Et s'ensuit-il de-là que, sous un tel prétexte, la France puisse s'ingérer dans toutes les Affaires Domestiques de l'Empire ; que, sous couleur de vouloir y maintenir le repos & le bon ordre, elle soit autorisée à le troubler, c'est-à-dire, à semer la discorde en dedans & à l'attaquer au dehors ; car voici à quoi ces soins invariables ont presque toujours abouti ? Pour maintenir le repos & le bon ordre dans l'Empire, l'Empereur & les Etats qui le composent, n'ont pas besoin de l'entremise d'une Puissance Etrangère : & de même qu'on ne prétend pas donner atteinte à ce qui a été stipulé par la Paix de Westphalie, de même n'est on pas d'humeur de souffrir que, dans des Affaires purement Judiciaires & du ressort des Suprêmes Tribunaux en Allemagne, la France s'arroge le pouvoir de concourir dans la Judicature, que l'Empereur seul est en droit de s'attribuer.

Que desire la France dans l'Affaire de Meklenbourg, ou dans celle d'Oost-Frise, que chaque Etat en particulier, & l'Empereur lui-même, ne doive désirer plus qu'elle ?

On voudroit, pour éblouir plus facilement les Esprits, s'attacher principalement aux démêlés d'Oost-Frise. L'Empereur sur les instances du Roi, a pris plusieurs Engagemens particuliers sur la conduite de l'Affaire d'Oost-Frise, au moyen de quoi les Etats-Généraux ont porté les Embdenois à la soumission. Leurs Hautes-Puissances ont agi pour cet effet de con-

L'Empereur ne prétend rien gagner dans l'Affaire de Meklenbourg. Il souhaite de bon cœur que le Duc Charles-Léopold veuille se ranger à son devoir ; & c'a toujours été en cette vue qu'on a procédé contre lui avec tant de douceur, jusqu'au point que la Commission qui avoit été établie ci-devant dans le Pais, s'en est plainte plus d'une fois. L'Empereur ne cherche que la conservation en son entier d'un Duché aussi considérable que celui de Meklenbourg ; & il ne peut pas être soupçonné de vouloir s'en attribuer un pouce de terre. Si tout le monde desiroit la même chose, on y verroit bientôt le bon ordre rétabli, & la crainte d'en voir détacher une partie, passée.

Qu'a fait l'Empereur dans l'Affaire de Meklenbourg ; qu'il n'ait été sollicité de la Commission même de le faire en sa faveur ? Car ce ne sera pas apparemment le mot d'Administration ou de Commission, qui décidera du fonds de l'Affaire. Mètre ordre que le Duc Charles-Léopold ne puisse tyranniser ses sujets, & avoir soin que les Dètes contractées soient payées, sans qu'il en coûte une partie du Duché ; voici à quoi aboutissent les soins de Sa Majesté Impériale. Il est vrai que ceux à qui ces soins ne conviennent pas, cherchent un autre prétexte pour y trouver à redire : mais par les Déclarations que l'Empereur a si souvent fait faire, qu'il ne prétendoit déroger en rien aux Droits, Prétératives & Libertés des Etats de l'Empire, ni contrevenir en quoi que ce fût à l'Article XX de la Capitulation ; & par le soin qu'il a eu de porter en son tems à la Diète ce qu'il y a ultérieurement à faire à l'égard du Duc de Meklenbourg, on peut convaincre les moins clair-voians qu'en tout ce qui s'est fait à cet égard, les Droits, Prétératives & Libertés susdites ne courent aucun risque.

Il est faux que l'Empereur, sur les instances du Roi Très Chrétien, ait pris plusieurs engagemens particuliers sur la conduite de l'Affaire d'Oost-Frise. Dans les Résolutions qu'il a prises, il n'a eu égard qu'à ce que sa clémence, sans déroger à la Justice, pouvoit lui permettre ; & ses Ministres au Congrès de Soissons ont toujours eu ordre de déclarer que comme cette Affaire étoit domestique de l'Empire, il ne permettoit jamais qu'il y en fut traité. Monsieur le Cardinal de Fleuri a paru reconnoître l'équité de ce Principe ; & en protestant de ne vouloir pas y déroger, il a souhaité de savoir un peu plus au juste de quoi il s'agissoit, pour être mieux en état, comme il disoit, de pouvoir concilier toutes choses. C'est ainsi qu'on s'est expliqué alors ; & on a des preuves entre les mains auxquelles l'Auteur du présent Ecrit n'oseroit certainement pas donner un démenti. Or, comme le procédé de Sa Majesté Impériale est toujours tel, qu'il ne peut que lui être glorieux de l'expo-

ECRIT DU MIN. DE FRANCE.

RÉPONSE DE LA COUR DE VIENNE.

MDCCXXX.
CONGRÈS DE
SOUSSE, &c.

sert avec le Ministre de l'Empereur en Hollande, & lui avec elles.

En sorte que le Ministère Impérial aiant à cet égard les mains liées, tout ce qu'il feroit ou proposeroit ne pourroit que le contredire & le démentir dans son propre fait. Si les Alliés de Séville ont garanti aux Provinces-Unies les Droits qui leur sont acquis & dont ils jouissent depuis plus d'un Siècle, quoi de plus juste & qui soit plus conforme aux vues qui les ont si heureusement réunis, que de prévenir les voies de fait, sans empêcher les Parties de recourir aux moyens légitimes. Bien loin d'entreprendre sur la Jurisdiction de l'Empereur & de l'Empire, ils ne souhaitent rien tant qu'elle soit rétablie & qu'elle soit exercée selon les Loix & selon les Constitutions.

Ces Considérations suffisent à la sagesse & aux

fer aux yeux de tout le monde, on n'a pas fait difficulté de communiquer audit Cardinal le Mémoire ci-joint (Sub Num. 3^{io}) ; & voici à quoi se réduisent les engagements, au moien desquels les Etats - Généraux doivent avoir porté le Embdenois à la soumission. Si cette soumission est sincère, c'est-à-dire, si la conduite des Embdenois y est conforme & de si bonne foi ; & si les Etats - Généraux ne cherchent à rien entreprendre sur la Jurisdiction de l'Empereur & de l'Empire, on verra bientôt le calme rétabli dans le Païs, au lieu que s'ils manquent, l'Empereur ne pourra pas se dispenser de suivre la même route que ses Augustes Prédécesseurs dans l'Empire ont toujours suivie, même en des tems où ils étoient très étroitement liés avec leurs Hautes Puissances contre la France.

La simple lecture du Mémoire qu'on vient d'alléguer, suffit pour donner à connoître si le Ministère Impérial a les mains liées à cet égard, ou non ; car, après tout, ce n'est pas se lier les mains, quand on déclare ce qu'on a toujours pensé ; à savoir, qu'on n'en veut ni aux Constitutions du Païs, ni aux Créances des Provinces-Unies. Et, pour ce qui regarde les autres prétendus Droits que l'Auteur paroît vouloir insinuer, on s'est si naïvement expliqué là-dessus dans le Mémoire susdit, que le Ministère Impérial n'a pas à craindre l'insolente menace que cet Homme a eu la hardiesse de lui faire, entraîné apparemment par une mauvaise habitude à se servir de termes si indignes à cause qu'ils répondent & à sa naissance & à son Génie. Qu'il se donne la peine de lire le Réès de l'Empire de l'an 1603, pour savoir de quelle manière les mains sont liées dans cette Affaire à Sa Majesté Impériale par une Sanction Pragmatique de l'Empire, & de ce qui s'est fait alors du consentement unanime de son Chef & de ses Membres ; & il n'aura pas de la peine à conclure ce que les Etats, qui le composent, peuvent penser aujourd'hui de la Garantie stipulée à ce sujet dans le Traité de Séville.

Les Remarques qui ont été faites jusqu'ici, suffisent sans doute, pour convaincre les Membres de la Diète, que dans les Considérations que l'Auteur du Mémoire,

M D C C X X X .
C O N G R È S D E
S O I S S O N S , & C .

ECRIT DU MIN. DE FRANCE.

RÉPONSE DE LA COUR DE VIENNE.

Que desire la France dans l'Affaire de Meklenbourg, ou dans celle d'Oost-Frise, que chaque Etat en particulier, & l'Empereur lui-même, ne doive désirer plus qu'elle ?

On voudroit, pour éblouir plus facilement les Esprits, s'attacher principalement aux démêlés d'Oost-Frise. L'Empereur sur les instances du Roi, a pris plusieurs Engagemens particuliers sur la conduite de l'Affaire d'Oost-Frise, au moyen de quoi les Etats-Généraux ont porté les Embdenois à la soumission. Leurs Hautes-Puissances ont agi pour cet effet de con-

L'Empereur ne prétend rien gagner dans l'Affaire de Meklenbourg. Il souhaite de bon cœur que le Duc Charles-Léopold veuille se ranger à son devoir ; & ç'a toujours été en cette vue qu'on a procédé contre lui avec tant de douceur, jusqu'au point que la Commission qui avoit été établie ci-devant dans le Païs, s'en est plainte plus d'une fois. L'Empereur ne cherche que la conservation en son entier d'un Duché aussi considérable que celui de Meklenbourg ; & il ne peut pas être soupçonné de vouloir s'en attribuer un pouce de terre. Si tout le monde desiroit la même chose, on y verroit bientôt le bon ordre rétabli, & la crainte d'en voir détacher une partie, passée.

Qu'a fait l'Empereur dans l'Affaire de Meklenbourg, qu'il n'ait été sollicité de la Commission même de le faire en sa faveur ? Car ce ne sera pas apparemment le mot d'Administration ou de Commission, qui décidera du fonds de l'Affaire. Mètre ordre que le Duc Charles-Léopold ne puisse tyranniser ses sujets, & avoir soin que les Dêtes contractées soient payées, sans qu'il en coûte une partie du Duché ; voici à quoi aboutissent les soins de Sa Majesté Impériale. Il est vrai que ceux à qui ces soins ne conviennent pas, cherchent un autre prétexte pour y trouver à redire : mais par les Déclarations que l'Empereur a si souvent fait faire, qu'il ne prétendoit déroger en rien aux Droits, Prérogatives & Libertés des Etats de l'Empire, ni contrevenir en quoi que ce fût à l'Article XX de la Capitulation ; & par le soin qu'il a eu de porter en son tems à la Dite ce qu'il y a ultérieurement à faire à l'égard du Duc de Meklenbourg, on peut convaincre les moins clair-voians qu'en tout ce qui s'est fait à cet égard, les Droits, Prérogatives & Libertés susdites ne courent aucun risque.

Il est faux que l'Empereur, sur les instances du Roi Très-Christien, ait pris plusieurs engagemens particuliers sur la conduite de l'Affaire d'Oost-Frise. Dans les Résolutions qu'il a prises, il n'a eu égard qu'à ce que sa clémence, sans déroger à la Justice, pouvoit lui permettre ; & les Ministres au Congrès de Soissons ont toujours eu ordre de déclarer que comme cette Affaire étoit domestique de l'Empire, il ne permettroit jamais qu'il y en fut traité. Monsieur le Cardinal de Fleuri a paru reconnoître l'équité de ce Principe ; & , en protestant de ne vouloir pas y déroger, il a souhaité de savoir un peu plus au juste de quoi il s'agissoit, pour être mieux en état, comme il disoit, de pouvoir concilier toutes choses. C'est ainsi qu'on s'est expliqué alors ; & on a des preuves entre les mains auxquelles l'Auteur du présent Ecrit n'oseroit certainement pas donner un démenti. Or, comme le procédé de Sa Majesté Impériale est toujours tel, qu'il ne peut que lui être glorieux de l'expo-

ECRIT DU MIN. DE FRANCE.

RÉPONSE DE LA COUR DE VIENNE.

MDCCXXX.
CONSEIL DE
SOMMES, &c.

sert avec le Ministre de
l'Empereur en Hollande,
& lui avec elles.

En sorte que le Ministère Impérial aiant à cet égard les mains liées, tout ce qu'il feroit ou proposeroit ne pourroit que le contredire & le démentir dans son propre fait. Si les Alliés de Séville ont garanti aux Provinces-Unies les Droits qui leur sont acquis & dont ils jouissent depuis plus d'un Siècle, quoi de plus juste & qui soit plus conforme aux vœux qui les ont si heureusement réunis, que de prévenir les voies de fait, sans empêcher les Parties de recourir aux moyens légitimes. Bien loin d'entreprendre sur la Jurisdiction de l'Empereur & de l'Empire, ils ne souhaitent rien tant qu'elle soit rétablie & qu'elle soit exercée selon les Loix & selon les Constitutions.

Ces Considérations suffisent à la sagesse & aux

ser aux yeux de tout le monde, on n'a pas fait difficulté de communiquer audit Cardinal le Mémoire ci-joint (Sub Num. 3^{io}); & voici à quoi se réduisent les engagements, au moyen desquels les Etats-Généraux doivent avoir porté le Embdenois à la soumission. Si cette soumission est sincère, c'est-à-dire, si la conduite des Embdenois y est conforme & de si bonne foi; & si les Etats-Généraux ne cherchent à rien entreprendre sur la Jurisdiction de l'Empereur & de l'Empire, on verra bientôt le calme rétabli dans le Pais, au lieu que s'ils manquent, l'Empereur ne pourra pas se dispenser de suivre la même route que ses Augustes Prédecesseurs dans l'Empire ont toujours suivie, même en des tems où ils étoient très étroitement liés avec leurs Hautes Puissances contre la France.

La simple lecture du Mémoire qu'on vient d'alléguer, suffit pour donner à connoître si le Ministère Impérial a les mains liées à cet égard, ou non; car, après tout, ce n'est pas se lier les mains, quand on déclare ce qu'on a toujours pensé; à savoir, qu'on n'en veut ni aux Constitutions du Pais, ni aux Créances des Provinces-Unies. Et, pour ce qui regarde les autres prétendus Droits que l'Auteur paroît vouloir insinuer, on s'est si naïvement expliqué là-dessus dans le Mémoire susdit, que le Ministère Impérial n'a pas à craindre l'insolente menace que cet Homme a eu la hardiesse de lui faire, entraîné apparemment par une mauvaise habitude à se servir de termes si indignes à cause qu'ils répondent & à sa naissance & à son Génie. Qu'il se donne la peine de lire le Récès de l'Empire de l'an 1603, pour savoir de quelle manière les mains sont liées dans cette Affaire à Sa Majesté Impériale par une Sanction Pragmatique de l'Empire, & de ce qui s'est fait alors du consentement unanime de son Chef & de ses Membres; & il n'aura pas de la peine à conclure ce que les Etats, qui le composent, peuvent penser aujourd'hui de la Garantie stipulée à ce sujet dans le Traité de Séville.

Les Remarques qui ont été faites jusqu'ici, suffisent sans doute, pour convaincre les Membres de la Diète, que dans les Considérations que l'Auteur du Mémoire,

MDCCXXX.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

ECRIT DU MIN. DE FRANCE.

RÉPONSE DE LA COUR DE VIENNE.

lumière des Membres de la Diète. C'est à leurs Maîtres à délibérer présentement, si, par une injuste méfiance pour les Alliés de Séville, ou par une complaisance aveugle pour quelques Conseils qui prévalent à la Cour de Vienne, il est de leur intérêt de se mettre en danger de perdre gratuitement, avec leur repos toute l'assistance, qu'ils peuvent légitimement se promettre pour le maintien de leurs Droits, de leurs Prérogatives, & de leurs Libertés; surtout quand le Ministère de France ne cesse de les assurer en général & en particulier, que le Roi est bien éloigné de vouloir causer la moindre inquiétude aux Electeurs, Princes & Etats de l'Empire; que Sa Majesté ne desirerait au contraire rien tant que de pouvoir entretenir avec eux une parfaite Correspondance dans une circonstance où les intérêts réciproques ne sont nullement opposés & laissent au Roi le moyen, de même que le desir, de leur donner des marques réelles de son amour pour la Paix.

qui y a été distribué, a le front d'avancer, la vérité est aussi peu ménagée que le respect qui est dû à Sa Majesté Impériale & Catholique. A l'entendre parler, ne dirait-on pas qu'il est appelé aux Délibérations qui se font à la Cour de Vienne, puisqu'il prétend de savoir jusqu'aux avis qui s'y donnent. Et après le soin, qu'on a eu dans le *Traité de Séville*, des Droits, Prérogatives & Dignités de l'Empire, n'a-t-il pas bonne grace d'exhorter les Membres à en confier le maintien aux Puissances qui l'ont contracté. Sous un Empereur si juste que celui d'aujourd'hui, les Etats de l'Empire n'ont rien à craindre pour leurs Libertés, car, comme il est lui-même de leur nombre, ces Libertés certainement ne sauroient lui être moins précieuses, que les Droits attachés à sa Dignité Impériale; & ce ne sera pas la faute de ce Prince, si le repos, dont ils jouissent est troublé. Pouvoit-il donner des marques plus réelles de son amour pour la Paix, que de déclarer, comme il a fait, que, malgré l'irrégularité de la conduite qu'on a tenue à son égard & à celui de l'Empire, il étoit prêt de se tenir fidèlement attaché aux Traités? Que peut-on désirer de plus, à moins qu'on ne veuille soutenir par la force l'injustice du monde la plus évidente? Qui pourra douter que l'Empereur ne soit en droit & même obligé à s'opposer à l'infraction de la *Quadruple-Alliance*, que de l'autre côté on pourroit vouloir tenter; & ceux qui s'en rendroient coupables, pourroient-ils jouir des avantages qui leur y ont été destinés? Il ne tient donc qu'aux *Alliés de Séville* que le repos, dont jouit l'Empire ne soit pas altéré; & il ne peut y avoir un moyen plus propre pour parvenir à un but si salutaire, que d'être fidèle dans les engagements qu'on a contractés.

Enfin ce seroit sans contredit un cas inouï jusqu'à présent parmi les Puissances Chrétiennes, si la fermeté de l'Empereur à ne pas se départir des Traités, devoit servir de prétexte aux *Alliés de Séville* de lui faire la Guerre. Un tel événement ne pourroit pas être comté parmi les marques réelles d'un amour sincère pour la Paix: & si, contre l'attente & contre les vœux de l'Empereur, les choses étoient jamais poussées à cette extrémité, il n'est pas à douter que dans une si juste & si glorieuse Cause, les *Electeurs, Princes & Etats de l'Empire*, ne s'empressassent, l'un à l'envi de l'autre, de se joindre à leur Chef pour soutenir les Droits, l'Honneur & la Sureté de leur Patrie.

Ni le *Décret de Commission Impériale*, ni les *Remarques sur les Observations du Ministre de France*, ne persuadèrent pas aux Membres de la Diète, que leurs Maîtres dussent prendre l'alarme pour des Droits de l'Empire, qui,

qui, loin d'être attaqués, comme la *Cour de Vienne* le prétendoit, étoient même conservés par les Articles du *Traité de Séville*, dont l'*Empereur* se plaignoit. Quant à ce que ses Ministres disoient qu'il avoit les mains liées par le *Résultat de la Diète* de l'an 1722, qui confirmoit les arrangemens pris par l'Article V de la *Quadruple-Alliance*; c'est ce qui passoit pour une mauvaise défaite de leur part, & ce qui faisoit croire qu'il céderoit aux instances des nouveaux Alliés, dès qu'on lui feroit quelques avantages pour sa Maison. En effet, si le *Résultat* de 1722 par lequel il étoit, dit conformément au *Traité de Londres*, qu'il seroit admis six mille *Suisses* en Garnison dans les Places des *Duchés de Toscane & de Parme & Plaisance*, ne permettoit pas à l'*Empereur* de consentir qu'on substituât six mille *Espagnols* aux six mille *Suisses*, il ne tenoit qu'à lui de se tirer d'embaras. Il n'avoit qu'à faire ce qu'il avoit fait en 1720 & 1722, lorsqu'il avoit obtenu le *Consentement de l'Empire* pour les dispositions de la *Quadruple-Alliance*. Il n'avoit qu'à proposer à la *Diète* de le relever de l'obligation d'observer les *Résultats* de ces années, en approuvant par un nouveau *Résultat*, fondé sur la nécessité d'éviter une Guerre dont il ne pouvoit rien revenir à l'*Empire*, l'admission des *Garnisons Espagnoles* au lieu des *Garnisons Suisses*. Que ces *Garnisons* fussent *Espagnoles* ou *Suisses*, c'étoit quelque chose d'absolument indifférent pour l'*Empire*. Il est vrai qu'il n'en étoit pas tout à fait de même pour l'*Empereur*, qui devoit craindre d'avoir de *Troupes Espagnoles* si voisines de ses Etats d'*Italie*: mais il semble qu'il devoit se contenter de l'offre, que les *Alliés de Séville* lui faisoient de garantir à ses Héritiers la Possession de ses Etats Héritaires. Son dessein ou celui de ses Ministres n'étoit donc que d'obtenir plus d'avantages qu'on ne vouloit en accorder. C'étoit là le sujet de toutes les Conférences qui se tenoient à *Vienne* d'une part, & de l'autre à la *Cour de France*.

Dans le courant du mois de Mai, le Lord *Harrington*, ci-devant Colonel *Stanhope*, que le Roi d'*Angleterre* fit bien-tôt après Secrétaire d'Etat, le Marquis *Spinola*, qui devoit commander l'Armée que le Roi d'*Espagne* envoioit en *Italie* pour l'établissement de ses Garnisons, & le Général Baron de *Grovesstein* Ministre des *Etats-Généraux*, résolurent avec les *Ministres de France*, sans que ceux de l'*Empereur* pussent les en empêcher, qu'on exécuteroit au plus tôt le transport des *Troupes Espagnoles* sur les côtes de *Toscane*; & qu'en cas que l'on y trouvât quelque opposition de la part de l'*Empereur*, on prendroit la route des côtes de *Naples* avec la Flote d'observation sur laquelle on embarqueroit trente-six mille Hommes, pour soutenir les six mille qui devoient rester en *Italie*. Ces résolutions furent approuvées dans les différentes Cours; & les ordres furent donnés en *France*, en *Angleterre*, en *Hollande* de préparer tout pour l'embarquement des *Troupes* auxiliaires, que ces Puissances étoient obligées de fournir au Roi d'*Espagne*. Quoique les délais accordés par ce Prince pour commencer l'Expédition d'*Italie* fussent alors expirés; le Cardinal de *Fleuri*, naturellement pacifique & n'aimant point la Guerre, se flata de porter l'*Empereur* à ce que l'on souhaitoit de lui. Ce fut l'objet des Conférences qu'il eut

MDCCXXX.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

Résolution des
Alliés de faire
passer des Troupes
Espagnoles en Ita-
lie.
Mai.

La France en re-
cule l'exécution.

M D C C X X X.
CONGRÈS DE
SEIZIONS, &c.

Ultimatum des
Alliés envoyé à
l'Empereur.
Juin.

avec le Comte de *Kinski*, de plusieurs Lettres qu'il écrivit à *Vienne*, & d'une nouvelle Négociation avec la *Cour d'Espagne* pour obtenir d'elle, qu'elle ne précipitât rien, & qu'elle ne recourût à la voie des Armes, que quand toute voie amiable seroit absolument épuisée. Dans le même tems les Ministres des *Alliés de Séville* arrêrèrent avec cette Eminence & le Garde des Sceaux des Propositions, qui furent remises à *Vienne* dans le mois de Juin, comme leur *Ultimatum*. Le Lord *Waldegrave*, après une Audiance de l'Empereur à ce sujet & différentes Conférences avec le Prince *Eugène* & le Comte de *Sinzindorff*, sans avoir pu rien faire décider, partit pour *Paris*. L'Empereur avoit reçu presque en même tems de nouvelles Propositions remises au Comte de *Königsberg*, qu'on avoit fait passer depuis peu d'*Espagne* en *France*; & du Comte de *Kinski* des Dépêches contenant la relation de ce qui s'étoit passé dans les Conférences qu'ils avoient eues avec les Ministres de *France* à ce sujet, avec leurs réflexions sur les raisons que l'Empereur pouvoit avoir de rejeter ce qu'on proposoit. On s'attend bien qu'il y eût là-dessus beaucoup de conseils, ; & que, selon la coutume de cette Cour, on n'y prît aucune résolution; ou que du moins on fut caché ce qu'on avoit résolu. Cependant, la *France*, l'*Angleterre* & les *Etats-Généraux* étoient prêts à fournir leurs secours; & l'on n'avoit différé que jusqu'à la fin de Juillet à les faire embarquer, parce qu'avant ce tems on espéroit avoir une dernière Réponse de la *Cour de Vienne*. Les Ministres d'*Espagne* se refusoient à ces délais: mais le Cardinal de *Fleuri* prenoit tout sur lui, bien sur de n'être démenti, ni par le Roi d'*Angleterre*, ni par les *Etats-Généraux*, qui n'étoient pas plus en goût que lui de faire la Guerre. Le mois de Juillet se passa presque entier sans qu'on eût aucune réponse de l'Empereur; & les *Alliés de Séville* avancèrent leurs préparatifs pour l'expédition d'*Italie*, le Roi d'*Espagne* ayant déclaré, par un exprès à la *Cour d'Angleterre*, qu'il la vouloit commencer avant la fin du mois. En conséquence de cette Déclaration le Bureau d'Artillerie donna des ordres pour fournir des Tentes aux Régimens d'*Anstrath*, de *Clayton* & de *Grave*, qui devoient être embarqués sur l'Escadre, qu'on équipoit à *Spithead*, & & qui devoient servir dans la Méditerranée pour l'expédition d'*Italie*, avec celle que l'Amiral *Cavendish* commandoit à *Gibraltar*. Les Vaisseaux de Transport, qui devoient aller prendre des Troupes en *Irlande*, se tinrent prêts à s'y rendre au premier ordre. L'Empereur de son côté parut songer sérieusement à la Guerre; & ses Ministres firent partir continuellement pour l'*Italie* des Munitions, de l'Artillerie, des Chevaux & sur tout des Recrues, pour remplacer les Hommes, qui mouroient en grand nombre dans tous les Quartiers où les deux premières Colones étoient arrivées. Enfin, dans les derniers jours de Juillet, la *Cour de France* reçut la Réponse à l'*Ultimatum* des *Alliés de Séville*. C'étoit une espèce de Manifeste, dans lequel on étaloit très au long les raisons, que l'Empereur avoit de s'en tenir au *Traité de la Quadruple-Alliance*; & de ne pas souffrir que l'*Espagne* introduisît six mille *Espagnols* en Garnison dans les Places de *Toscane* & du *Duché de Parme*. En même tems, il arriva d'*Espagne*, où l'on avoit bien prévu quelle seroit la

Réponse de l'Em-
pereur à l'Ulti-
mum.
Juillet.

réponse de l'Empereur, des Dépêches par lesquelles Sa Majesté Catholique demandoit sans aucun délai qu'on lui fournît les secours stipulés par l'Alliance de Séville, puisqu'avant le 8 du mois d'Août, pour le plus tard, la Flote seroit en état de mettre à la voile.

MDCCXX.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

Abregeons. Malgré les instances de la Cour d'Espagne, on n'entreprit rien cette année, dont le reste se passa tout en Négociations infructueuses. La Cour de Vienne rejeta toutes les Propositions qui furent faites de la part des Alliés de Séville, & le Cardinal de Fleuri reconnut qu'il s'étoit en vain flaté de faire accéder l'Empereur au nouveau Traité. Ce Prince continua de faire marcher des Troupes en Italie, & par le moyen de la nouvelle Marine de Trieste & de Fiume, de faire transporter, sans le secours d'aucune autre Puissance, une partie de son Armée à Brindes, à Manfredonia, à Ostia. Les Alliés de Séville continuèrent pour la plupart les préparatifs de guerre qu'ils avoient commencés; & firent proposer aux Cours de Vienne & d'Espagne des tempéramens, qui paroissent capables de les rapprocher, & dont le principal avantage étoit pour la première. Elle refusa de les accepter; celle d'Espagne ne voulut plus se relâcher sur rien; & ce fut pour concerter les Opérations d'une Guerre qu'elle étoit résolue d'entreprendre & qu'elle ne vouloit pas différer plus loin que le Printems prochain, que vers la fin de Septembre elle fit partir pour Paris, le centre des Négociations, le Marquis de Castelar Secrétaire de la Guerre, Frère de Don Patinbo & Ministre de confiance, en qualité de Plénipotentiaire. Il n'étoit chargé d'aucunes Propositions pacifiques. Il ne devoit traiter que de la Guerre, & ses instructions se réduisoient à demander où l'on la feroit, & par où l'on commenceroit. Mais avec la fin de l'année les choses changèrent de face, en quelque sorte, par le décès d'ANTOINE FARNÈSE Duc de Parme, qui mourut d'une Pleurésie, le 20 de Décembre au Matin, âgé de 51 ans, 1 mois & 21 jours, étant né le 29 de Novembre 1679. Ce Prince le huitième & dernier Duc de Parme, & le dernier Mâle de la Maison Farnèse, étoit devenu Duc par la mort, sans Héritiers mâles, du Duc François son Frère aîné. Par son Testament, il déclaroit que la Duchesse HENRIETTE DE MOËNE sa Femme étoit enceinte de trois mois, & prioit les Puissances Alliées de l'Europe d'avoir compassion de ses Sujets & de différer l'exécution de leurs projets jusqu'après les Couches de la Duchesse; & supposé qu'elle ne portât pas son fruit à terme, ou que cet Enfant mourût aussitôt après sa Naissance, il instituait Héritier de ses Etats & Biens Allodiaux l'Infant d'Espagne Don Carlos, & à son défaut son Frère puiné, en vertu du droit que la Reine d'Espagne avoit à la Succession. Il établissoit en même tems un Conseil de Régence, pour gouverner conjointement avec la Duchesse. Dès que l'on avoit crut ce Prince en danger de mourir, on en avoit informé le Comte Daun Gouverneur du Milanais, qui, de l'avis du Conseil, avoit résolu d'envoyer dans le Parmesan les Généraux Stampa & Lievingstein avec le Commissaire des Guerres de Triel, pour préparer les Quartiers aux Troupes Impériales destinées à prendre possession des Etats du Duc en cas qu'il vint à mourir. Aussitôt après la mort, sept Bataillons d'Infanterie,

Mort du Duc de
Parme.
20 Décembre.

Les Impériaux

MDCCXXX.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.
prennent posses-
sion de ses Etats
au nom de Don
Carlos.

trois Escadrons de Cavalerie & trois Escadrons de Dragons des *Troupes Impériales* se présentèrent pour entrer dans *Parme* : mais les Habitans, en ayant fermé les Portes & levé les Ponts, avoient arboré par tout la Bannière du Pape ; & le *Légit de Ferrare* s'étoit rendu dans la Ville pour prendre possession du *Parmésan*, comme Fief du Saint Siège. Le Général *Stampa* fit bien-tôt changer de résolution aux Bourgeois, en leur déclarant qu'il avoit ordre, s'ils n'ouvroient pas de bon gré leurs Portes aux Troupes de de l'Empereur, qui venoient prendre possession au nom de Don CARLOS, de bloquer la Ville & de la bombarder. Les Ponts furent baissés, les Portes ouvertes, & les Soldats du Pape, qu'on avoit reçus dans la Ville au nombre d'environ mille Hommes, firent place aux *Impériaux*, après avoir fait leurs Protestations. Dès que le Général *Stampa* fut entré dans la Ville, il promit que ses Troupes paieroient exactement tout ce qu'elles prendroient, & qu'elles ne se mêleroient point des Affaires Politiques ou Civiles, dont elles laisseroient l'Administration au Conseil de Régence ; & sur le champ, il fit publier une Proclamation, qui portoit, *Que les Troupes Impériales prennent possession des Etats du feu Duc pour l'Infant Don Carlos, & qu'en cas que la Duchesse n'accouchât pas d'un Héritier mâle, ce Prince pourroit prendre l'Investiture de l'Empereur, quand il voudroit, pourvu qu'il ne vint pas à main armée, mais pacifiquement* (1). Quelques jours après, ce Général eut ordre de faire dresser des Listes de l'Artillerie & des Munitions qu'il y avoit dans le Païs, & de tous les Sujets capables de porter les Armes. A l'égard du *Duché de Plaisance*, comme il est Fief immédiat de l'Empire, les *Impériaux* en prirent possession sans aucune opposition. L'Empereur approuva ce que ces Ministres en *Italie* avoient fait au sujet du *Duché de Parme* ; & ses Ministres à *Paris*, à *Londres*, à *La Haie* eurent ordre de déclarer ; *Que Sa Majesté Impériale, toujours prête à remplir les conditions de la Quadruple Alliance, seroit actuellement disposée à remettre les Etats de Parme & de Plaisance à l'Infant d'Espagne, sans l'incident de la grossesse de la Duchesse, déclarée non seulement par elle-même, mais aussi par le feu Duc dans le Testament qu'il avoit fait la veille de sa mort : Que Sa Majesté Impériale avoit confirmé le Conseil de Régence établi par le Duc, & qu'elle avoit nommé le Lieutenant-Général Wetmaréchal Prince Louis de Wirtemberg pour commander les Troupes dans les Duchés de Parme & de Plaisance, & prendre soin uniquement de tout ce qui concernoit le Militaire, sans se mêler des Affaires Civiles & Politiques dont le Conseil de Régence seul devoit prendre connoissance.*

MDCCXXXI.
L'Empereur ap-
prouve ce qu'on
avoit fait en Ita-
lie. Déclaration
de sa part à ce su-
jet, aux Alliés de
Séville.
Janvier.

Plan de la Cam-
paigne prochaine
proposé par la
France & rejeté
par les autres Al-
liés.
Janvier.

D'autre part, le Marquis de *Castelar* eut à *Marli* de fréquentes Conférences avec le Cardinal de *Fleuri*, dans lesquelles ce Ministre lui fit part du plan que le *Roi de France* avoit arrêté pour la Campagne prochaine, en cas que l'Hiver se passât sans qu'on eût pu terminer les Affaires par un accommodement. Le plan étoit d'attaquer en même tems l'Empereur en *Italie*,

(1) Les termes de la Proclamation étoient : *Sub Auspiciis nostris nomine Principis Caroli Heredis, dummodo non armatus, sed pacificus veniat, salvo jure Ventris Pragmantis, si sit masculus.*

sur le Rhin & sur la Meuse; & l'Ambassadeur d'Espagne l'ayant approuvé, la Cour en fut instruite par un Exprès dépêché sur le champ : mais ce même plan fut rejeté par la Cour de Londres & par les Etats-Généraux, qui répondirent unanimement; Qu'il étoit contraire aux dispositions du Traité de Séville, suivant lequel les Alliés devoient d'abord employer la voie des Négociations pour introduire les 6000 Espagnols dans les Places du Grand Duché de Toscane & des Duchés de Parme & de Plaisance; ensuite, si les Négociations devenoient inutiles, essayer de réussir par la force, & pour cela fournir chacun un certain contingent; enfin dans le cas d'une résistance formelle, attaquer l'Empereur de toutes parts. Il est à croire que l'on contoit en France sur cette Réponse de l'Angleterre & des Etats-Généraux, puisqu'en même tems que l'on y proposoit le plan de la Campagne au Marquis de Castelar, on ne donnoit aucuns ordres pour se mettre en état d'en faire l'ouverture, & que l'on s'y contentoit de faire rester les Officiers à leurs Postes. La chose avoit cependant été proposée très sérieusement aux Alliés, si l'on doit s'en rapporter à ce Discours, que le Marquis de Fenelon fit à ce sujet aux Députés des Etats-Généraux.

MDCCXXXI.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

M E S S I E U R S ,

Le Roi, mon Maître, avoit cru, lorsqu'il m'a rappellé en France pour me faire remplir la place d'un de ses Plénipotentiaires au Congrès de Soissons, que s'il avoit à me renvoyer auprès de leurs Hautes Puissances, je n'y serois occupé qu'à recevoir les témoignages de reconnaissance de votre République, qui lui devoit le succès de ses Affaires les plus intéressantes : mais le Maître des Evénemens en a autrement disposé; & loin que Sa Majesté soit en état de vous faire annoncer le rétablissement de la tranquillité publique, pour lequel on a travaillé, en me renvoyant aujourd'hui auprès de Leurs Hautes Puissances, Elle m'a chargé de leur représenter la nécessité d'entrer dans des mesures de guerre, qui paroissent devenir indispensables, par l'inflexibilité de la Cour de Vienne. C'est donc de ces mesures de Guerre, désormais nécessaires, que j'ai ordre de vous entretenir.

Discours du
marquis de Fene-
lon aux Etats-Gé-
néraux.
Janvier.

Je n'ai pas besoin, Messieurs, de vous rappeler tout ce qui a été tenté pour éviter d'en venir à cette fâcheuse extrémité. Vous savez avec quelle facilité le Roi, mon Maître, s'étoit porté en dernier lieu à ce que vous jugiez de voir déterminer l'Empereur par son propre intérêt. Cette tentative n'a servi qu'à confirmer combien la Cour de Vienne ne fait que s'enfler de nos délais & de nos concédances, pour en devenir toujours plus fière. Enfin, vous n'avez pas oublié que les modérations de notre Cour lui ont souvent attiré de la part de votre République, toute pacifique qu'elle est, & de ses Sages Ministres de judicieuses remontrances, pour que nous ne poussassions pas trop loin des dispositions si justes en elles-mêmes.

Le moment est venu, Messieurs, de montrer que le même esprit, qui inspire au Roi mon Maître l'éloignement de la Guerre, l'y fait courir quand elle est reconnue nécessaire. Les motifs & les engagements à remplir vous sont com-

MDCCXXI.
CONGRES DE
SOISSONS, &c.

munis avec lui. Il n'y a de différence entre vous, sinon que la France n'a d'autres intérêts à faire prévaloir que ceux de ses Alliés, & qu'il s'agit notamment d'assurer les vôtres.

En effet, Messieurs, que pourriez vous légitimement attendre, pour le succès de ce qui vous intéresse en particulier, d'une Alliance, où l'inexécution du Traité de Séville fourniroit le funeste exemple, ou de la violation des engagements les plus solennels, ou d'une inaction qui la feroit demeurer sans succès.

Il est donc tems de concerter ensemble des mesures convenables, pour rendre nos efforts communs efficaces.

Il est vrai qu'entre les Alliés il ne doit s'exiger de concours, que proportionnellement aux forces de chacun d'eux. C'est sur celles du Roi, mon Maître, à employer toutes entières à l'avantage de la Cause commune, que j'aurai à vous développer les plans que le Roi, mon Maître, se propose de suivre, & sur lesquels Sa Majesté sera toujours disposée à donner une préférence entière à ceux qui seront jugés les plus propres à assurer la satisfaction de votre République, & à procurer le redressement solide de ses Grièfs, en particulier de ceux du Commerce, sans que le Roi, mon Maître, veuille rien retenir pour lui, sous quelque prétexte que ce puisse être, de tout ce que le succès de la Guerre fera tomber au pouvoir de nos Armes communes.

C'est ici, Messieurs, une déclaration solennelle & invariable, que j'ai ordre de faire, pour qu'elle demeure dans vos Registres & y soit un monument perpétuel du désintéressement de Sa Majesté.

Le Roi, mon Maître, s'attend que, par un retour bien juste de la part de Leurs Hautes Puissances, vous en userez avec une confiance entière, & que de votre côté vous me metrez en état d'informer Sa Majesté du jugement, que vous porterez, sur les moyens à prendre pour effectuer l'exécution du Traité de Séville, & sur le choix des entreprises capables de forcer enfin la Cour de Vienne à reconnaître qu'elle s'est réduite elle-même au point où elle se trouve, puisqu'au lieu de profiter des mesures pacifiques, elle a cru pouvoir en abuser.

Ce Discours, dont il passa des Copies à Vienne, n'auroit pas manqué d'y causer quelques alarmes, si dans le même tems on avoit pas été rassuré par la Réponse que les Etats-Généraux & l'Angleterre avoient faite à la proposition de la France. Les premiers ne laissèrent pas de se préparer à tout événement, en augmentant les Troupes de la République de 10000 Hommes & donnant des ordres pour former une Caisse militaire de 10 à 12 millions. Si la proposition de la France n'inquiéta pas beaucoup la Cour de Vienne, elle ne flata pas sans doute d'avantage celle d'Espagne, qui s'attendoit si bien à la Réponse que les autres Alliés y firent, que dès qu'on en eut reçu la nouvelle à Paris, le Marquis de Castelar, sans attendre le retour du Courier chargé de porter à Séville le plan que le Roi de France proposoit d'exécuter, fit délivrer aux Ministres de France, d'Angleterre & des Etats-Généraux la Déclaration suivante au nom du Roi son Maître.

Déclaration du
Roi d'Espagne

LE Marquis de Castelar, Ambassadeur extraordinaire & Plénipotentiaire du Roi Catholique, dit; que, quoiqu'immédiatement après que l'Empereur eût

réfufé de confentir aux Propofitions pacifiques, qui lui furent faites en termes amiables par fes Alliés, pour effectuer l'établiffement du Séréniffime Infant Don Carlos dans fes Etats de Tofcane & Parme, au moyen de l'introduction des 6000 Efpagnols dans les Places de ces Païs-là, comme principal objet du Traité de Séville. Sa Majesté Catholique ait pu remarquer, non fans grand étonnement, l'irréfolution non attendue des Puiffances Alliées fur l'exécution du même Traité; néanmoins la bonne foi convenable à un Traité auffi folemnel, l'honneur & la dignité d'une Alliance auffi puiffante, & l'entière confiance avec laquelle Sa Majesté avoit mis fi généreufement fes intérêts entre les mains des Puiffances Confédérées, eurent tant de pouvoir fur l'efprit de Sa Majesté, qu'Elle voulût voir le procédé de fes Alliés fe vérifier évidemment, & découvrir leur précife volonté, avant que de prendre une dernière réfolution. A cette fin le Roi Catholique ordonna que le Marquis de Castelar fe rendît à la Cour de France avec le Caractère d'Ambassadeur Extraordinaire & Plénipotentiaire, pour exposer le fondement & les raifons des grandes plaintes, que Sa Majesté avoit à faire fur l'inobfervation du Traité de Séville, & pour représenter aux Puiffances Alliées qu'enfin le cas étoit arrivé qu'il falloit recourir à la force des Armes pour son exécution; chose tant de fois promise dans le cours de neuf mois, qui se font paffés en Négociations infructueufes, depuis l'Alliance fignée & folemnellement jurée. En vertu des ordres, que ledit Ambassadeur avoit du Roi son Maître, il exposa aux Ministres des Puiffances Alliées par un Mémoire, daté du 30 Octobre dernier, délivré à ces mêmes Ministres, la dernière Réfolution de Sa Majesté Catholique. Depuis il a continué les plus vives instances pour obtenir des Alliés une détermination finale, & même un foïn excessif pour la préméditer, & pour recevoir les Réponses de leurs Cours refpectives: mais tout cela a été inutile, & l'Ambassadeur n'a rien gagné, à son grand étonnement & à celui de toute l'Europe, que d'être témoin des nouvelles difficultés & des embarras qu'ont produits les Réponses indéçises données à ce Mémoire, ainsi que du peu de conformité, que faisoient remarquer entre eux les Ministres des fufdites Puiffances, dans les Conférences réitérées, quelqu'un d'entre eux recourant à des interprétations arbitraires du véritable fens du Traité de Séville: Et cela à un point, qu'enfin, au moyen de ces détails si pernicioeux, la totale répugnance des Alliés à entrer dans l'entreprise due & promise de l'exécution exacte du Traité de Séville, & spécialement de ce qui est stipulé dans l'Article V. des Secrets du même Traité, s'est évidemment manifeflée. Pour ces raifons & plusieurs autres bien fondées, que Sa Majesté se réfère à manifester en son tems, renouvelant pour le présent les mêmes importants motifs exposés dans le Mémoire précédemment cité, Sa Majesté a ordonné précisément au Marquis de Castelar d'exécuter les ordres, qu'Elle lui a donnés pour un pareil cas; & en vertu de ces ordres, il proteste formellement, au nom du Roi son Maître, aux Ministres de Sa Majesté Très-Chrétienne, de Sa Majesté Britannique & des Etats-Généraux des Provinces Unies, qu'attendu que l'obligation des Puiffances Contractantes du Traité de Séville est mutuelle & réciproque, que l'exécution en est inféparable & indivifible en toutes fes parties, & qu'il est déjà vérifié par tant d'expériences si claires & si réitérées que, par

M D C C X X X I.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

aux Alliés de Séville.
28 Janvier.
Merc. Hif. &
Pol. T. 90, p.
280.

M D C C X X X I .
C O N G R È S D E
V I E N N E , &c.

336

M E M O I R E S

la diversité des Résolutions des Alliés , la due exécution des Stipulations du Traité susdit demeure entièrement éludée & frustrée ; à quoi se joignent d'autres puissans indices qui produisent une nouvelle & fondée défiance envers quelqu'une des Puissances Contractantes & Confédérées , Sa Majesté Catholique ne peut ni ne doit consentir à d'aussi grands préjudices , ni à des procédés si diamétralement opposés à la Dignité Royale & à son honneur , & qui renversent l'objet principal de son Alliance , ni donner lieu à de plus grands délais , après ceux qu'elle a tolérés depuis un an. Dans cet esprit fixe , Sa Majesté se déclare entièrement libre de tous les engagements contractés de sa part dans le même Traité , avec les Puissances Confédérées , & se tient en pleine liberté de prendre le parti qui conviendra le plus à ses intérêts ; cela étant la Royale Résolution de Sa Majesté , & sa dernière & constante détermination. En conséquence l'Ambassadeur d'Espagne déclare aussi , pour ce qui le regarde personnellement , qu'il se retire dès à présent de la Négociation qui est sur le tapis , & qu'il ne demeurera en cette Cour , que pour y attendre les ordres ultérieurs , que le Roi son Maître daignera lui donner ,

A Paris le 28 Janvier 1731 .

LE MARQUIS DE CASTELAR.

La Réponse des
Alliés est agréa-
ble à la Cour de
Vienne.

Les Puissances
Maritimes s'em-
parent de la Né-
gociation.

Effets de la Flo-
tille.

Je ne trouve nulle part la Réponse que les *Alliés de Séville* firent à cette Déclaration : mais seulement qu'elle fut très agréable à la *Cour de Vienne* , qui resta persuadée qu'ils cherchoient sincèrement à conserver la Paix , & qui prêta plus volontiers l'oreille aux nouvelles propositions d'accommodement qu'ils lui firent faire. Depuis ce tems , les *Puissances Maritimes* , & principalement la *Grande-Bretagne* , s'emparèrent de la Négociation. Le Comte de *Kinski* eut à *Paris* de fréquentes Conférences avec leurs Ministres ; les conditions de l'Accommodement furent redigées avant la fin de Mars ; & l'on ne douta point que les *Cours de Vienne* & d'*Espagne* n'en fussent également satisfaites , & que celle de *France* , à qui l'on cachoit ce qui se passoit , n'approuvât tout ce que les autres Puissances auroient conclu.

Pour ce qui concerne les Effets de la *Flotille* , que nous avons laissés long-tems à l'écart , le Comte de *Rottembourg* , qui se rendit à *Séville* , le 13 de Janvier , en sollicita vivement la délivrance ; il ne l'obtint qu'à la fin du mois suivant & dans les premiers jours de Mars elle fut commencée : mais bien-tôt après elle fut suspendue ; & ce ne fut qu'au mois d'Avril que , dans l'espérance d'un accommodement prochain , la *Cour d'Espagne* consentit de délivrer l'Argent de la *Flotille* , moyennant un Indult de cinq pour cent ; & que , comme elle avoit été dans la nécessité d'employer une partie de cet Argent , elle proposa d'en assigner le remboursement sur les premiers Galions qui reviendroient & de paier en attendant un Intérêt de six pour cent. Le Consulat de *Cadix* y consentit après quelques difficultés.

La *Grande-Bretagne* s'étant , ainsi que je l'ai dit , rendue de concert avec les *Etats-Généraux* maîtresse des Négociations , le S. *Robinson* , son Ministre à *Vienne* mit heureusement fin à la Négociation particulière , qu'il avoit en-
tournée

ramée dès le mois d'Octobre de l'année précédente, & conclut un nouveau *Traité d'Alliance perpétuelle* entre l'Empereur, le Roi de la Grande-Bretagne & les *Etats-Généraux des Provinces-Unies*, lequel fut signé, le 16 de Mars, & rendu public à Vienne au commencement de Mai. Le voici.

MDCCXXXI.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

AU NOM DE LA TRÈS SAINTE ET INDIVIDUE TRINITE.
AINSI SOIT-IL.

A TOUS ceux qu'il appartiendra, ou qui pourront y prendre quelque intérêt, savoir faisons : Que le Sérénissime & Très Puissant Prince & Seigneur CHARLES VI, Empereur des Romains, Roi des Espagnes, des deux Siciles, de Hongrie & de Bohême, Archiduc d'Autriche, &c. & le Sérénissime & Très Puissant Prince & Seigneur GEORGE II, Roi de la Grande-Bretagne, de France & d'Irlande, & les Hauts & Puissans Seigneurs les ETATS-GÉNÉRAUX des Provinces-Unies des Pais-Bas, ayant fait attention à l'Etat chancelant & tumultueux des Affaires présentes de l'Europe, ils ont réfléchi murement aux moyens que l'on pourroit employer, non-seulement pour prévenir les malheurs qui naîtroient bien-tôt & infailliblement des Troubles & Démêlés qui s'y somentent de jour en jour, mais encore pour établir la Tranquillité publique d'une manière sûre ; durable, facile & simple, autant que faire se pourra. Pour cet effet, Leurs Susdites Majestés & lesdits Etats-Généraux, animés d'un zèle ardent & sincère de travailler à un Ouvrage si salutaire & de le conduire à sa perfection, ont jugé qu'il étoit à propos de convenir entre eux de certaines conditions générales, qui puissent servir comme de base, suivant laquelle on pût concilier les Esprits des Principaux Princes de l'Europe, aigris les uns contre les autres, & régler les Contestations, qui, animées comme elles sont entre eux, font craindre avec raison pour la Tranquillité publique.

C'est pour cet effet, que du côté de Sa Majesté Impériale & Catholique, le très haut Prince & Seigneur EUGÈNE Prince de Savoie & de Piémont, Conseiller Actuel & Intime de Sa Majesté Impériale & Catholique, Président du Conseil des Pais-Bas Autrichiens à Vienne, & Lieutenant-Général, Maréchal de Camp du Saint-Empire, Vicaire-Général de tous les Roiaumes & Etats dudit Saint-Empire dans l'Italie, Colonel d'un Régiment de Dragons & Chevalier de la Toison d'Or ; & aussi l'Illustrissime & l'Excellentissime Seigneur PHILIPPE-LOUIS, Trésorier Héritaire du Saint-Empire ; Comte de Sintzindorff, Baron Libre de Ernsthun, Seigneur des Terres de Groll, du Haut-Selowitz, Porlitz, Sabor, Mulfig, Loos Zaun & Dreshau, Burgrave de Reineck, Grand-Ecuier Héritaire, Chevalier de la Toison d'Or, Chambellan de Sa Majesté Impériale & Catholique, Conseiller Actuel & Intime, Grand Chancelier de la Cour, &c ; & aussi l'Illustrissime & Excellentissime Seigneur GUNDACKER-THOMAS, Comte du Saint-Empire, de Scharemburg, de Schaumburg & Waxemburg, Seigneur des Domaines d'Eschelberg, Liechtenhagen, Roteng, Freystadt, Haus, Oberwalfe, Serffenberg, Bodenhoff, Hatwan, Chevalier de la Toison d'Or, Conseiller

MDCCXXXI.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

Intime & Amiel de Sa Majesté Impériale & Catholique, Maréchal Héritaire de l'Archiduché de la Haute & Basse-Autriche : Et du côté de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, Monsieur THOMAS ROBINSON, Membre du Parlement de la Grande-Bretagne, & son Ministre auprès de Sa Majesté Impériale & Catholique : Et du côté desdits Hauts & Puissans ETATS-GÉNÉRAUX des Provinces-Unies des Pais-Bas..... Tous lesquels bien & dument munis de Pleins-Pouvoirs, après avoir eu des Conférences ensemble, & avoir échangé leurs Lettres de Créance & Pleins-Pouvoirs, sont convenus des Articles & conditions suivantes.

ARTICLE I. *Qu'il y ait dès à présent & dans la suite entre Sa MAJESTÉ IMPÉRIALE ET CATHOLIQUE, Sa Majesté le ROI DE LA GRANDE-BRETAGNE, les Héritiers de l'une & de l'autre Majesté & entre les Hauts & Puissans Seigneurs les ETATS-GÉNÉRAUX des Provinces-Unies des Pais-Bas, une Amitié stable, sincère & inviolable, pour le bien commun des Provinces & Sujets appartenant à chacun des Princes Contractans; & que cette Paix soit tellement affermie que chacun des Contractans soit obligé de protéger & défendre les Etats & Sujets des autres, de maintenir la Paix, de procurer les avantages des autres Contractans tout comme il feroit les siens propres; enfin de prévenir & de détourner tous les dommages & injures, de quelque espèce que ce soit, qu'on pourroit leur faire. Pour cet effet, tous les précédens Traités ou Conventions de Paix, d'Amitié & d'Alliance sortiront leur plein effet & conserveront en tout & par tout leur force & vigueur, & même ils seront regardés comme renouvelés & confirmés en vertu du présent Traité, excepté seulement dans les Articles, Clausules & Conditions auxquelles on a jugé à propos de déroger par le présent Traité. Et de plus lesdites Parties Contractantes se sont obligées expressément, en vertu du présent Article, à une mutuelle défense, ou, comme on l'appelle, une Garantie réciproque de tous les Roiaumes, Etats & Terres que chacune d'Elles possèdent & même des Droits & Immunités dont chacune jouit ou doit jouir, de telle manière que l'on s'est déclaré mutuellement, & lesdites Parties Contractantes se sont promis réciproquement qu'elles s'opposeroient de toutes leurs Forces aux Entreprises de tous & chacun, qui (ce que l'on n'espère pas) voudroient troubler aucun des Contractans, leurs Successeurs ou Héritiers dans la paisible possession des Roiaumes, Etats, Provinces, Terres, Droits & Immunités dont chacune des Parties Contractantes jouit ou devoit jouir au tems de la Conclusion du présent Traité.*

II. *D'AUTANT qu'il a été souvent remontré, de la part de Sa Majesté Impériale & Catholique, que la Tranquillité publique ne pouvoit pas régner ni durer longtems, & que l'on ne pouvoit trouver aucun autre moyen sûr pour entretenir l'Equilibre en Europe, qu'une Défense, un Engagement, une Eviction, ou, comme on l'appelle, une Garantie générale envers Sa Majesté Impériale pour l'ordre de sa Succession, suivant qu'elle est réglée par la Déclaration Impériale de 1713, & reçue dans la Sérénissime Maison d'Autriche, Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, & les Hauts & Puissans Etats-Gé-*

aux des Provinces-Unies des Pais-Bas, *mus par l'ardent desir qu'ils ont d'assurer la Tranquillité publique & de conserver l'Equilibre en Europe, comme aussi en vue des conditions établies dans les Articles suivans, & qui sont extrêmement propres à parvenir à l'un & à l'autre but ; En vertu du présent Article, se chargent de la Garantie générale du susdit ordre de Succession, & s'obligent de la soutenir, toutes fois qu'il en sera besoin, contre quiconque que ce soit, & par conséquent ils promettent, de la manière la plus autentique que faire se peut, de défendre, maintenir, & comme l'on dit, garantir de toutes leurs Forces & contre quiconque que ce soit, toutes fois qu'il en sera besoin, cet Ordre de Succession, que Sa Majesté Impériale a déclaré & établi par un Acte solennel, le 29 Avril 1713, en forme de perpétuel, indivisible & inséparable Fidei-Commis en faveur des Aînés, pour tous les Héritiers de l'un & de l'autre Sexe de Sa Majesté : Duquel Acte on trouvera une Copie jointe à la fin de ce Traité, & lequel dit Acte fut aussitôt reçu d'un commun consentement par tous les ordres & Etats de tous les Roïaumes, Archiduchés, Principautés, Provinces & Domaines appartenans par droit d'Héritage à la Sérénissime Maison d'Autriche, tous lesquels s'y sont humblement soumis & avec actions de grâces, & l'ont transcrit dans les Registres publics, comme ayant la force de Loi & de Sanction Pragmatique, qui doit subsister à perpétuité dans toute sa force. Et comme, suivant cette Règle & cet Ordre de Succession, en cas que Dieu, par sa Miséricorde, donne à Sa Majesté Impériale & Catholique des Enfants mâles, l'Aîné de ses Fils, ou, celui-ci étant mort avant, l'Aîné d'après l'Aîné ; & s'il ne reste après sa Majesté Impériale & Catholique aucune Lignée mâle, descendante d'Elle, l'Aînée de ses Filles les Sérénissimes Archiduchesses d'Autriche, par l'ordre & le droit d'Aînesse que l'on a toujours gardé indivisiblement, doit succéder à ladite Majesté Impériale dans tous ses Roïaumes, Provinces, & Domaines, tels qu'on les possède actuellement, sans qu'il puisse y avoir aucune raison pour les diviser ou séparer, en faveur de ceux ou de celles, lesquels ou lesquelles seront de la seconde, de la troisième, ou ultérieure Ligne, ou enfin pour quelque autre cause que ce soit ; & ce même ordre & droit d'Aînesse indivisible doit être gardé dans tous les cas & observé à perpétuité dans tous les âges, aussi bien dans la Ligne Masculine de Sa Majesté Impériale, si Dieu lui en accorde, que dans la Ligne Féminine de Sa Majesté Impériale, après l'extinction de la Ligne Masculine, ou enfin dans tous les cas où il sera question de la Succession des Roïaumes, Provinces & Domaines Héritiers de la Sérénissime Maison d'Autriche : A cet effet, Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne & les Hauts & puissans Seigneurs les Etats-Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas promettent & s'obligent de maintenir celui ou celle, lequel ou laquelle doit succéder, selon la règle & l'ordre que l'on vient d'exposer dans les Roïaumes, Provinces ou Domaines que Sa Majesté Impériale possède actuellement, & s'engagent à le défendre à perpétuité contre tous ceux qui voudroient peut-être troubler cette possession en quelque manière que ce soit.*

III. ET D'AUTANT qu'il a été souvent remontré à Sa Majesté Impériale

V u ij

MDCCXXXI.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

& Catholique, avec des expressions remplies d'amitié de la part de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne & des Hauts & puissans Seigneurs les Etats-Généraux des Provinces-Unies, qu'il n'y avoit point de moyen plus sur pour établir une Tranquillité publique désirée depuis si longtems, & pour y parvenir le plus promptement qu'il est possible, que d'assurer encore d'avantage la succession des Duchés de Toscane, Parme & Plaisance, destinée au Sérénissime Infant Don Carlos, en introduisant immédiatement dans les Places fortes desdits Duchés 6000 Hommes de Troupes Espagnoles; sadite Majesté Impériale & Catholique, désirant d'entrer dans les vues & de seconder les desirs pacifiques de Sa Majesté Britannique & des Hauts & Puissans Etats-Généraux des Provinces-Unies, ne s'opposera en aucune façon, de son côté, à l'introduction pacifique desdits 6000 Espagnols dans les Places fortes des Duchés de Toscane, Parme & Plaisance, en conséquence des promesses faites par sadite Majesté Britannique & par les Etats-Généraux. Et Sa Majesté Impériale & Catholique, jugeant nécessaire que l'Empire y donne aussi son consentement, Elle promet en même tems qu'elle ne négligera rien pour que ce consentement soit donné dans l'espace de deux mois ou plutôt, si faire se peut; &, pour éviter plus promptement aux troubles qui menacent le repos public, Sa Majesté Impériale & Catholique promet en outre, qu'aussi-tôt que l'on aura fait l'échange mutuel des Ratifications, Elle notifiera le consentement, qu'Elle a donné en qualité de Chef de l'Empire pour ladite introduction paisible, au Ministre du Grand Duc de Toscane, aussi-bien qu'au Ministre de Parme, l'un & l'autre résidens à sa Cour, & par tout où l'on jugera convenable. Sa susdite Majesté Impériale & Catholique promet encore & assure qu'Elle est si éloignée de susciter ou d'apporter aucun empêchement, directement ou indirectement, à ce que l'on reçoive les Garnisons Espagnoles dans les Places susdites, qu'au contraire elle emploiera ses bons offices & interposera son autorité pour lever tous les obstacles, difficultés, ou enfin tout ce qui pourroit s'opposer à ladite introduction, & par conséquent, pour que les 6000 Hommes de Troupes Espagnoles puissent être introduits tranquillement sans aucun retardement dans les Places fortes, tant du Grand Duché de Toscane, que dans celles des Duchés de Parme & de Plaisance.

IV. QU E tous les Articles, dont l'on est ainsi convenu d'un consentement irrévocable des Parties Contractantes, soient si fermement & réciproquement établis & entièrement décidés, qu'il ne soit permis aux Parties Contractantes de s'en éloigner en aucune manière, tant par rapport à ceux qui doivent être mis à exécution sans retardement & immédiatement après l'échange des Ratifications, que par rapport à ceux qui doivent demeurer inviolables dans tous les tems.

V. COMME il a paru nécessaire, pour parvenir au but que les Parties Contractantes de ce Traité se sont proposé, d'arracher jusqu'à la moindre racine de division ou de dissension, comme aussi pour que cette ancienne amitié, dont les Parties Contractantes étoient ci-devant unies, soit non seulement renouvelée, mais pour que le lien en devienne de jour en jour plus étroit; c'est pour-

quoï Sa Majesté Impériale & Catholique promet & , en vertu du présent Article , s'oblige de faire cesser incessamment & pour toujours tout Commerce & Navigation aux Indes-Orientales dans toute l'étendue des Pais-Bas Autrichiens & dans tous les autres Pais qui , du tems de CHARLES II, Roi Catholique d'Espagne , étoient sous la Domination d'Espagne , & que de bonne foi Elle fera en sorte que , ni la Compagnie d'Ostende , ni aucune autre , soit dans les Pais-Bas Autrichiens , soit dans les Pais qui , comme l'on vient de dire , étoient sous la Domination Espagnole du tems de CHARLES II, ci-devant Roi Catholique , puisse jamais contrevenir ni directement ni indirectement à cette Règle établie à perpétuité , excepté que ladite Compagnie d'Ostende pourra envoyer pour une fois seulement deux Vaisseaux , qui partiront dudit Port pour se rendre aux Indes-Orientales , & de-là , revenir à Ostende , où ladite Compagnie pourra exposer en vente , si bon lui semble , les Marchandises apportées des Indes , & Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne & les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats-Généraux des Provinces-Unies promettent aussi de leur part & s'obligent de faire sans aucun délai un nouveau Traité avec Sa Majesté Impériale au sujet du Commerce & des Impôts , appelés communément Tarif , quant à ce qui concerne les Pais-Bas Autrichiens , & , suivant l'intention de l'Article XXVI du Traité communément appelé de la Barrière ; & pour cet effet les Parties Contractantes nommeront incessamment des Commissaires qui s'assembleront à Anvers dans le terme de deux mois , à compter du jour de la signature du présent Traité , pour convenir ensemble sur tout ce qui regarde l'entière exécution du susdit Traité de la Barrière , qui a été conclu à Anvers le 17 Novembre 1715 , & de la Convention signée à La Haie le 22 Décembre 1718 , & particulièrement encore pour y conclure un nouveau Traité , comme on l'a dit , sur le Commerce & sur les Droits , quant à ce qui regarde les Pais Bas-Autrichiens , & dans l'idée de l'Article XXVI du Traité susdit. On est , outre cela , convenu & l'on a solennellement stipulé que tout ce que l'on a jugé à propos d'ordonner aux Commissaires , qui doivent s'assembler à Anvers , sera entièrement terminé dans toute la justice & la droiture , le plus promptement que faire se pourra , & de sorte que l'on ait mis la dernière main à cet ouvrage tout au moins dans l'espace de deux ans.

VI. L'EXAMEN & la discussion des autres Chefs qui restent à discuter , soit entre les Parties Contractantes , soit entre quelques-uns de leurs Confédérés , demandant beaucoup plus de tems qu'on ne peut en employer dans la situation critique des Affaires Publiques ; pour donc éviter tous les délais qui pourroient être nuisibles au bien commun , l'on est convenu & l'on a accordé de se déclarer mutuellement que tous les Traités & toutes les Conventions , que lesdites Parties Contractantes ont faites avec d'autres Princes ou Etats , puissent subsister comme ils sont , mais en tant qu'ils ne sont contraires à aucun des points réglés par le présent Traité , & en outre , que toutes les disputes qui sont actuellement entre les Parties Contractantes , ou entre qui que ce soit de leurs Alliés , seront terminées au plus tôt à l'amiable ; & pour cet effet les Par-

ties Contractantes travailleront mutuellement à empêcher qu'aucun de ceux qui ont des démêlés n'en viennent aux voies de fait pour soutenir leurs prétentions.

VII. A F I N qu'il ne reste aucun doute aux Sujets du Roi de la Grande-Bretagne & à ceux des Seigneurs Etats-Généraux, touchant leur Commerce dans le Roïaume de Sicile, Sa Majesté Impériale & Catholique a bien voulu déclarer que, dès à présent Elle les regardera de même & sur le même pied qu'ils ont été regardés ou du l'être du tems de C H A R L E S I I , Roi d'Espagne d'honneurse mémoire, & comme l'on a coutume de regarder une Nation avec laquelle on est lié d'une étroite amitié.

VIII. O N C O M P R E N D R A dans ce Traité de Paix tous ceux qui dans l'espace de six mois après sa Ratification, seront proposés par l'une ou l'autre des Parties Contractantes, & d'un commun consentement.

IX. C E présent Traité sera approuvé & ratifié par Sa Majesté Impériale & Catholique, par Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, & par les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats-Généraux des Provinces-Unies, & les Lettres de Ratification seront données & échangées à Vienne dans l'espace de six semaines, à compter du jour de la signature.

E N foi de quoi, tant les Commissaires Impériaux, en qualité de Plénipotentiaires Extraordinaires, que le Ministre du Roi de la Grande-Bretagne, munis également de Pleins-Pouvoirs, ont signé ce Traité de leurs propres mains, & y ont apposé leurs Sceaux. Fait à Vienne en Autriche, le 16^e. jour du mois de Mars, l'an du Seigneur 1731.

EUGENE DE SAVOIE.

THOMAS ROBINSON.

PHILIPPE-LOUIS C. DE SINTZINDORF.

GUNDACRE-THOMAS C. DE STAHEMBERG.

ARTICLE Séparé.

Q U O I Q U E par le I Article du Traité conclu aujourd'hui entre Sa Majesté Impériale & Catholique, Sa Sacrée Majesté Britannique & les Seigneurs Etats-Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, les Parties Contractantes se soient entre-autres promis mutuellement qu'Elles s'opposeroient de toutes leurs forces aux entreprises de tous & chacun qui voudroient (ce que l'on n'espère pas) troubler quelqu'une des Parties Contractantes, leurs Successeurs ou Héritiers, dans la paisible possession de leurs Roïaumes, Etats, Pais, Terres, Droits ou Immunités, dont chacun jouit ou devoit jouir au moment de la Conclusion du présent Traité; lescites Parties Contractantes sont cependant convenues entre elles, en vertu du présent Article séparé, qu'en cas qu'il arrivât dans la suite des tems que Sa Majesté Impériale & Catholique, ses Héritiers ou Successeurs fussent troublés par les Turcs dans la paisible possession des Roïaumes, Etats, Pais, Terres, Droits ou Immunités dont Sa Majesté Impériale & Catholique jouit ou devoit jouir, les Garanties stipulées par

DU REGNE DE GEORGE II.

543

ledit Article I, ne doivent pas s'étendre au cas dont il vient d'être fait mention.

Cet Article séparé aura la même force, &c.

MDCCXXXVI.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

D'AUTANT que Sa Majesté Impériale & Catholique a voulu avoir toutes ses sûretés avant que de consentir à l'Article III du Traité conclu aujourd'hui, qui règle l'introduction immédiate des Garnisons Espagnoles dans les Places fortes de Toscane, Parme & Plaisance, en conformité des véritables vues & intentions contenues dans les promesses faites & signées dans le Traité de Séville, le 21 de Novembre 1729; Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne & les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats-Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas ont, non-seulement de bonne foi exhibé à Sa Majesté Impériale & Catholique ces promesses, telles qu'on les voit ci jointes, mais encore ils n'ont pas craint d'assurer très fortement que, lorsqu'ils sont convenus d'introduire les Garnisons Espagnoles dans les Places fortes de Toscane, Parme & Plaisance, ils n'ont eu aucune intention de s'éloigner, en quoi que ce soit, de ce que l'on trouve réglé dans l'Article V. de la Quadruple-Alliance, conclue à Londres, le 2 Août 1718, soit à l'égard des Droits de Sa Majesté Impériale & de l'Empire, soit pour la sûreté des Roiaumes & Etats que Sa Majesté Impériale possède actuellement en Italie, soit pour conserver le Repos & la Dignité de ceux qui étoient pour lors légitimes Possesseurs de ces Duchés: Pour cet effet; Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne & les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats-Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas ont déclaré & déclarent qu'ils sont tous disposés & prêts à donner à Sa Majesté Impériale & Catholique, comme ils font par le présent Acte, toutes les Promesses, Evictions, ou, comme l'on dit, les Garanties aussi fortes & aussi solennelles qu'on peut les souhaiter, tant sur les Chefs que l'on a rapportés ci-dessus, que sur tous les autres points qui sont encore contenus dans le susdit Article V. du Traité nommé la Quadruple-Alliance.

Cette présente Déclaration aura la même force, &c.

DECLARATION
au sujet des Gar-
nisons Espagnoles
que l'on doit in-
troduire dans les
Places fortes de
Toscane, Parme
& Plaisance.

DANS la crainte que la mort imprévue du feu Sérénissime Prince ANTOINE FARNESE, dans son vivant Duc de Parme & de Plaisance, n'apporte quelque retardement ou quelque obstacle à la Conclusion de ce Traité, étant arrivée dans le tems même que l'on étoit sur le point de le conclure, Sa Majesté Impériale & Catholique, en vertu du présent Acte, déclare & s'engage à ce qu'au cas que l'espérance où l'on est de la Grossesse de la Sérénissime Duchesse, Veuve dudit Sérénissime Duc ANTOINE, vînt à se confirmer, & que ladite Duchesse mît au monde quelque Enfant mâle, tout ce qui a été réglé au sujet de l'Introduction des Garnisons de Troupes Espagnoles dans les Places fortes de Parme & de Plaisance, tant par l'Article III du Traité conclu aujourd'hui que par l'Acte de Déclaration rapporté ci-dessus, aura lieu tout comme si la mort imprévue du Duc ne fût pas survenue. Mais que, si l'espérance que l'on a conçue de la Grossesse de la susdite Duchesse Veuve, vient à s'évanouir, ou

DECLARATION
concernant la
Succession de Par-
me.

MDCCXXI.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

qu'elle mène au monde une Fille posthume, pour lors Sa Majesté Impériale susdite déclare & s'engage à ce qu'au lieu d'introduire les Garnisons Espagnoles dans les Places fortes de Parme & de Plaisance, le Sérénissime Infant d'Espagne Don CARLOS soit mis en possession desdits Duchés, de la même manière dont l'on étoit convenu, du consentement de l'Empire, avec la Cour d'Espagne, & suivant la teneur des Lettres de l'Investiture Eventuelle, laquelle teneur sera regardée comme répétée & confirmée dans tous ses Articles, Clauses & Conditions; En sorte cependant que ledit Infant d'Espagne, ainsi que la Cour d'Espagne, satisferont à tous les Traités antérieurs, dont l'Empereur est Partie Contractante du consentement de l'Empire. De plus, les Troupes Impériales aiant été mises, après la mort du susdit Duc ANTOINE FARNESE, dans les Places fortes de Parme & de Plaisance, non en vue d'apporter aucun empêchement à la Succession Eventuelle, selon qu'elle est assurée au Sérénissime Infant Don CARLOS par le Traité de Londres, appelé communément de la Quadruple-Alliance, mais pour prévenir toutes les entreprises qui auroient pu troubler la tranquillité de l'Italie, Sa Majesté Impériale & Catholique, voyant que par le Traité conclu aujourd'hui, le repos public est rétabli & affermi, autant qu'il a été possible suivant ses desirs pacifiques, Elle déclare derechef qu'en mettant ses Troupes dans les Places fortes de Parme & de Plaisance, Elle n'a eu d'autre intention que d'assurer, autant qu'il étoit en son pouvoir, la Succession du Sérénissime Infant Don CARLOS, selon qu'elle est assurée audit Infant par le Traité de Londres; & que, bien loin de s'opposer à ladite Succession, au cas que la Ligne Masculine de la Maison de Farnèse soit entièrement éteinte, bien loin aussi de vouloir s'opposer à l'Introduction des Troupes Espagnoles, si la Duchesse Veuve venoit à mettre au monde une Fille posthume, Sa Majesté Impériale au contraire déclare & promet de donner des ordres exprès pour en faire sortir ses Troupes, soit afin que l'Infant Don CARLOS entre en possession des susdits Duchés suivant la teneur des Lettres d'Investiture Eventuelle, soit pour que les Garnisons Espagnoles puissent être introduites paisiblement & sans aucune résistance de qui que ce soit: mais ces Garnisons ne pourront servir à autre usage que pour assurer à l'Infant Don CARLOS la Succession, au cas que la Ligne Masculine soit entièrement éteinte dans la Maison de Farnèse,

La présente Déclaration aura la même force, &c.

DECLARATION
Signée par les Mi-
nistres de la Gran-
de-Bretagne &
des Etats-Géné-
raux au sujet des
Garnisons Espa-
gnoles des Duchés
de Parme & Plai-
sance.

D'AUTANT qu'entre plusieurs Articles, dont on étoit convenu dans le Traité de Séville, signé le 21 de Novembre 1729, en faveur du Grand-Duché de Toscane, aussi-bien que des Duchés de Parme & de Plaisance, on y avoit aussi résolu qu'aussitôt que le Sérénissime Infant d'Espagne Don CARLOS, ou celui qui entre dans ses Droits, seroit paisible Possesseur de la Succession qui lui étoit destinée, qu'il se seroit assuré contre toutes les insultes de ses Ennemis & contre tous les justes Sujets de crainte, pour lors Sa Majesté Catholique donneroit ordre de retirer des susdits Duchés ses propres Troupes, mais non pas celles de l'Infant Don CARLOS ou de celui qui, comme on vient de le dire, entre dans ses Droits:

Les

DU REGNE DE GEORGE II.

345

Les Soussignés Ministres du Roi de la Grande-Bretagne & des Seigneurs les Etats-Généraux, en vertu du présent Acte, déclarent que Sa dite Majesté Britannique & les Hauts & Puissans Seigneurs Etats-Généraux des Provinces-Unies ont coutume d'accomplir inviolablement tout ce qu'ils ont promis. Ainsi ils persistent toujours dans l'intention & la volonté que, dans les cas susdits, les Troupes Espagnoles seront incessamment retirées des Duchés de Toscane, Parme & Plaisance.

MDCCXXXI.
CONGRES DE
SOISSONS, &c.

Cette Déclaration doit demeurer secrète : mais qu'elle ait cependant la même force, &c.

LE Traité, conclu aujourd'hui entre Sa Majesté Impériale & Catholique, Sa Majesté Britannique & les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats-Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, n'ayant pu être souscrit ni signé par le Ministre desdits Etats-Généraux résidens à la Cour Impériale, attendu que, selon les usages reçus dans sa République & suivant la forme de son Gouvernement, elle ne pouvoit lui expédier ni le susdit Ministre recevoir les Pleins-Pouvoirs aussi-tôt qu'il a été nécessaire : Il a été convenu entre Sa Majesté Impériale & Sa Majesté Britannique que lesdits Etats-Généraux, d'autant qu'il y a dans ledit Traité plusieurs Conditions, qui les concernent en particulier & les intéressent, seront établis & considérés comme Partie Principale Contractante, étant même expressément nommés en cette qualité dans ledit Traité, dans la ferme espérance qu'ils y accèderont le plutôt que la forme ordinaire de leur Gouvernement pourra le permettre : Et, parce que le zèle que cette République fait paroître pour établir & assurer la Tranquillité Publique, ne laisse à leurs susdites Majestés aucun lieu de douter que la susdite République ne souhaite de devenir au plutôt Partie Principale Contractante dudit Traité, afin de pouvoir jouir de ce qui y a été stipulé d'avantageux pour elle, c'est pourquoi Leurs Majestés travailleront toutes deux de concert pour que ce Traité puisse être signé & ratifié à La Haie, de la part desdits Etats-Généraux, dans le terme de trois mois, à comter du jour de la Signature du présent Traité, ou même plutôt, si faire se peut : Car il a paru nécessaire à Leurs Majestés Impériale & Britannique, pour parvenir au but qu'elles se sont proposé dans le présent Traité, d'assurer la Tranquillité Commune, que lesdits Etats-Généraux soient partie & entrent en Société des susdites Conventions.

ARTICLE Séparé.

Cet Article Séparé aura la même force, &c.

A la fin du Traité, les Commissaires de l'Empereur faisoient une autre Déclaration touchant une Affaire particulière entre Sa Majesté Impériale & les Etats-Généraux.

7
7-25

Avant la fin de ce mois de Mars, la Cour de France reçut par un Exprès la nouvelle de la Signature de ce Traité, dont le Comte de Kinski lui fit part, le 10 d'Avril, au nom de l'Empereur. Mais, avant ce jour, la Cour avoit fait partir un Courier pour l'Espagne, avec des Instructions pour le Comte de Rottembourg ; & ce Courier se rendit à Séville un jour plutôt que celui qui venoit de Vienne avec le nouveau Traité, dont le Comte de Sintzindorff, Envoié Extraordinaire de l'Empereur, remit le 30 de Mars,

Le Traité est
communiqué à la
Cour de France.

Et aux Etats Gé-
néraux.

MDCCXXI.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

Discours du
Comte de Sint-
zindorff aux Etats-
Généraux.

une Copie aux *Etats-Généraux*, en les invitant par ce Discours d'y prendre part comme *Partie Contractante*.

SA Majesté Impériale & Catholique m'a ordonné de vous communiquer le Traité conclu à Vienne, le 16 de ce mois, entre Sa Majesté Impériale & Catholique, & Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, & d'inviter la République d'y entrer, comme Partie Principale Contractante. Elle y est nommée comme telle, parce que Sa Majesté Impériale & Catholique a jugé que cela convenoit à la gloire des *Etats-Généraux*, & que ce terme marque mieux que tout autre la grande estime que Sa Majesté Impériale & Catholique fait de l'amitié de votre République. Ses intérêts y sont tellement ménagés, que j'espère que vous regarderez ledit Traité comme avantageux, & si je l'ose dire, nécessaire pour le bien des deux Etats, & que vous ne balancerez pas de prendre avec l'Empereur des engagements réciproques. Sa Majesté Impériale & Catholique auroit fort souhaité de traiter cette Affaire, dès le commencement de la Négociation jusqu'à la fin, avec la participation de la République : mais la nature de la chose ne l'ayant pas permis, Elle m'a chargé de vous assurer, MESSIEURS, qu'elle aura en vous en toute occasion une confiance parfaite, & qu'on concertera toujours avec vous ce qui regarde le bien commun.

Je dois ajouter que la base & le fondement du Traité, dont j'ai l'honneur & la satisfaction de vous faire communication, & dans lequel je vous invite d'entrer comme Partie Principale Contractante, est & doit être le renouvellement de l'ancienne & étroite amitié, harmonie & bonne intelligence entre Sa Majesté Impériale & Catholique, Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, & votre République, qui a subsisté si longtems & procuré des avantages réciproques.

Ce Discours fut bien reçu de Leurs Hautes Puissances : mais l'Accession ne se fit pas aussi promptement qu'on l'avoit espéré. Les *Etats-Généraux* ne pouvoient rien déterminer sans avoir eu l'avis des Etats des Provinces ; & d'ailleurs, il parut d'abord que l'on vouloit attendre ce que les Cours de France & d'Espagne, & surtout la dernière feroient au sujet de la Triple Alliance de Vienne ; c'est le nom que l'on donnoit au nouveau Traité. Mais dans la vérité les *Etats-Généraux* ne crurent pas le devoir approuver en tout. Ils n'y trouvoient pas leurs intérêts, suffisamment ménagés. Le résultat de leurs Conférences secrètes, qui contenoit quelques demandes de leur part, fut remis au commencement de Septembre au Comte de Sintzindorff pour l'envoier à la Cour de Vienne. Il consistoit en IX. Articles dont voici le précis. I. Qu'à l'égard de la Garantie mutuelle, mentionnée dans le I. Article de ce Traité, il sera stipulé par une Déclaration particulière, qu'elle ne regardera que les Pais dont les Parties Contractantes sont actuellement en possession. II. Que le contingent de ce que chacun d'elles doit fournir, sera stipulé, sans qu'elles soient obligées d'agir de toutes leurs forces en cas de Guerre. III. Qu'à l'égard de la Pragmatique-Sanction, l'Empe-

demandes des
Etats-Généraux.

seur sera tenu de déclarer qu'il ne mariera pas l'Archiduchesse sa Fille à un Prince, qui puisse préjudicier à la Balance de l'Europe. IV. Que cette Garantie s'étendra seulement aux Successeurs de Sa Majesté Impériale. V. Qu'il sera défendu à tous les Habitans des Pais & Territoires, qui appartenoient ci-devant au Roi d'Espagne CHARLES II, & qui sont présentement sous la domination de l'Empereur, de trafiquer, non-seulement aux Indes-Orientales, comme il est stipulé par le dernier Traité de Vienne, mais même en Afrique. VI. Qu'on spécifiera le nombre de Tonnoaux dont sera le port des deux Vaisseaux, qui doivent aller une seule fois aux Indes-Orientales retirer les Effets de la Compagnie d'Ostende. VII. Qu'on fixera un tems pour le retour de ces deux Vaisseaux, qui seront obligés de revenir droit à Ostende, sans toucher à aucun autre Port. VIII. Qu'aucun Vaisseau, de quelque Nation qu'il puisse être, venant des Indes, n'aura la liberté d'entrer dans le Port d'Ostende. IX. Qu'à l'égard du Tarif des Droits que l'Empereur fera lever sur toutes les Marchandises que les Hollandois porteront dans les Pais-Bas Autrichiens, il sera réglé par un Article séparé; cette matière n'ayant rien de commun avec la suppression de l'Oétroi de la Compagnie d'OSTENDE. Le Comte de Sintzindorff eut à ce sujet plusieurs Conférences avec les Députés des Etats-Généraux, & fut obligé de dépêcher plusieurs Couriers à la Cour de Vienne. Je ne trouve point le détail de cette Négociation qui fut d'assés longue durée, puisque ce ne fut que le 20 de Février de l'année suivante 1732, que les Députés des Etats-Généraux signèrent avec le Comte Sintzindorff pour l'Empereur & le Comte de Chesterfield pour le Roi de la Grande-Bretagne, l'Acte de Concurrence des Etats-Généraux au Traité de la Triple-Alliance. Cet Acte, par lequel tous leurs intérêts étoient mis à couvert entroit dans un grand détail, & le Traité même de Vienne avec l'Acte de la Pragmatique-Sanction y furent annexés. Le 11 d'Avril suivant on fit l'échange des Ratifications.

La France, qui dans toute cette Affaire avoit toujours été sans intérêt pour elle-même & qui n'avoit fait que les fonctions de Médiatrice, ne dut pas être contente du procédé de la Grande-Bretagne qui s'étoit emparée à son insu de toute la Négociation, & l'avoit terminée sans la consulter. Lorsque le Comte de Kinski fit part au Cardinal de Fleury du nouveau Traité, ce Ministre se contenta de lui dire, Qu'il étoit fâché qu'on eût usé d'une si grande précipitation & qu'on n'eût pas laissé la Négociation entre ses mains, qu'il l'avoit dirigée de manière que Sa Majesté Impériale en auroit tiré de plus grands avantages, tant à l'égard de l'Introduction des six mille Espagnols en Italie qu'à l'égard de l'abolition de la COMPAGNIE D'OSTENDE. Quelque tems après, le Comte de Waldegrave Ambassadeur d'Angleterre, lui parlant du Traité de Vienne, & voulant apparemment l'engager à presser la Cour d'Espagne de l'accepter, il lui déclara; Que Sa Majesté Très Chrétiene ne s'opposeroit jamais au transport des Troupes Espagnoles en ITALIE. C'est à peu près toute la part que la Cour de France parut prendre publiquement à la fin d'une Négociation qui s'étoit terminée d'une manière peu satisfaisante pour elle. On ne sauroit douter qu'elle ne fit agir le Comte de Rottembourg auprès du Roi d'Espagne, pour que les nouveaux

MDCCXXXII.
CONGRÈS DE
SUISSONS, &c.

Les Etats Géné-
raux accèdent au
Traité de Vienne.

MDCCXXXI.
CONGRES DE
SOISSONS, &c.

Ce qui se passe
en Espagne par
rapport au nou-
veau Traité.

Alliés de Vienne ne le trouvaient pas dans des dispositions aussi favorables qu'ils s'en flatoient.

La communication qui fut faite à la *Cour de Séville* du *Traité de Vienne* fut suivie de plusieurs Conseils & de plusieurs Audiances particulières que le Comte de *Rottembourg* eut de Leurs *Majestés Catholiques* & de leurs Ministres. Le Public n'a point su ce qui s'étoit passé dans ces Conseils & dans ces Audiances. Le Duc de *Liria*, qui faisoit à *Vienne* les fonctions d'Ambassadeur d'*Espagne*, sans avoir pris le Caractère publiquement, & qu'on ne pouvoit douter avoir eu grande part au *Traité*, dont il s'agissoit, quoique le défaut de Pouvoirs l'eut empêché d'y paroître, eut ordre au commencement de Mai, de témoigner à l'*Empereur* que le Roi son Maître approuvoit le fonds du *Traité*; c'est ce qui ne pouvoit pas être autrement puisqu'il ne différerait, à le bien prendre, de celui de *Séville* que par la forme. Les ordres donnés au Duc de *Liria* le chargeoient encore de proposer à l'*Empereur* de faire un nouveau *Traité* dont Leurs *Majestés Très Chrétiennes & Catholiques* seroient *Parties Contractantes*, & non *Accédantes*. C'est un égard qu'il sembloit que l'on dût avoir pour les deux premières Couronnes de l'*Europe*. L'*Empereur* cependant ne parut pas s'embarasser beaucoup de cette Proposition. Dailleurs, dans les Conférences que les Ministres d'*Espagne* eurent avec le S. *Keene* Ministre de la *Grande-Bretagne*, ils lui firent différentes difficultés au sujet du *Traité de Vienne*. Elles occasionèrent entre les *Cours d'Espagne* & d'*Angleterre* de nouvelles Négociations; lesquelles aboutirent enfin à la *Déclaration* suivante, qui fut signée à *Séville* le 6 de Juin par les Ministres de Leurs *Majestés Catholique & Britannique*, en vertu des ordres des Rois leurs Maîtres.

Déclaration des
Ministres d'Espane
& d'Angleterre.

LE Roi de la Grande-Bretagne ayant fait communiquer à Sa Majesté Catholique le *Traité* qu'il a conclu en dernier lieu avec l'*Empereur*, & ayant déclaré qu'il a donné par-là des preuves évidentes de la sincérité de ses intentions pour l'exécution du *Traité de Séville*, tant par rapport à l'introduction effective des six mille Hommes de Troupes Espagnoles, suivant les dispositions dudit *Traité*, dans les Places fortes de *Parme* & de *Toscane*, que par rapport à la prompte Possession de l'Infant *Don Carlos*, conformément au contenu de l'Article V de la *Quadruple-Alliance*, sans que de la part du Sérénissime Infant, ni de Sa Majesté Catholique, il soit nécessaire de disputer; débattre ou applanir quelques difficultés que ce soient, qui pourroient s'élever sous aucun prétexte que ce puisse être; Sa Majesté Catholique déclare que, pourvu que tout ce qui vient d'être énoncé soit promptement exécuté, Elle sera pleinement satisfaite, & que nonobstant la *Déclaration* faite à *Paris* le 28 Janvier dernier par son Ambassadeur Extraordinaire le *Marquis de Castelar*, les Articles du susdit *Traité de Séville*, qui concernent directement & réciproquement les deux Couronnes, subsisteront dans toute leur force & toute leur extension, & les deux Rois susnommés promettent également de faire exécuter ponctuellement les conditions exprimées dans lesdits Articles, auxquels ils s'engagent & s'obligent par le présent Instrument, bien entendu que dans le

terme de cinq mois, à compter du jour de la date de cet Instrument; ou plutôt, si faire se peut, Sa Majesté Britannique fera effectivement introduire les six mille Hommes de Troupes Espagnoles dans les Etats de Parme & de Toscane & mettre l'Infant Don CARLOS en possession actuelle des Etats de Parme & de Plaisance, en conformité à l'Article V de la Quadruple-Alliance & aux Investitures Eventuelles.

Et Sa Majesté Catholique entend & déclare que, dès que ladite Introduction & Possession des Etats de Parme & de Plaisance sera effectuée, sa résolution est, sans qu'il soit besoin d'aucune autre Déclaration ou Instrument, que les Articles susmentionnés du Traité de Séville subsistent aussi-bien que la jouissance de tous les Privilèges, Concessions & Exemptions en faveur de la Grande-Bretagne, qui ont été stipulés & sont littéralement contenus dans lesdits Articles & dans les Traités antérieurs entre les deux Courones, confirmés par le Traité de Séville, pour être réciproquement observés & exécutés ponctuellement. En foi de quoi nous, les Ministres soussignés de Leurs Majestés Catholique & Britannique, avons signé la présente Déclaration, & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à Séville le 6 jour de Juin 1731, &c.

MDCCXXXI
CONGRÈS DE
SOISSONS, 800

Le lendemain de la signature de cette Déclaration, elle fut notifiée à tous les Ministres Etrangers qui se trouvoient à Séville afin qu'ils en donnassent avis à leurs Maîtres; & le même jour Leurs Majestés Catholiques se firent voir en public & parurent très satisfaites d'avoir terminé cette Affaire qui traînoit depuis si longtems. Aussi-tôt que l'expédition de cette même Déclaration fut arrivée à Londres, l'Amirauté fit équiper une Escadre de 13. Vaisseaux de guerre, dont le Roi donna le Commandement au Vice-Amiral Wager, lequel partit vers la fin Juillet pour se rendre à Cadix.

L'Empereur après
prouve la Décla-
ration du 6 Juin

L'Empereur fit remettre au Duc de Liria, dans le mois de Juillet une Déclaration par laquelle il approuvoit & confirmoit celle que l'on avoit signée à Séville le 16 de Juin, & s'engageoit à contribuer, relativement au Traité de Vienne, à ce qui le concernoit pour l'exécution de ce que les Cours d'Espagne & d'Angleterre avoient stipulé dans cette Déclaration. En conséquence il envoya sur le champ des ordres aux Généraux de ses Troupes en Italie sur la manière dont ils devoient se comporter à l'arrivée des Espagnols. Quelques jours ensuite, c'est-à-dire, le 22 de Juillet, les Ministres, le Duc de Liria Ministre d'Espagne, & le Sieur Robinson Ministre de la Grande-Bretagne, après avoir eu plusieurs Conférences, signèrent un nouveau Traité d'Alliance, Union, bonne Amitié & Défense mutuelle entre ces trois Puissances, dans le Préambule duquel furent inférés les Articles des Traités de Londres du mois d'Août 1718, de Séville, du mois de Novembre 1729, & de Vienne, du mois de Mars 1731, concernant l'Intérêt des trois Puissances. Ce Traité suppléoit à ce qui pouvoit manquer aux trois autres, soit pour les formalités de l'Accession de l'Espagne au Traité de Vienne, soit pour les difficultés qui pouvoient retarder l'intro-

MDCCXXXI.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

350

MEMOIRES

duction des *Troupes Espagnoles* dans les Places de *Toscane* & de *Parme* :
Voici ce *Traité* :

Second Traité
de Vienne entre
l'Empereur, le
Roi d'Espagne &
le Roi d'Angle-
terre.

AU NOM DE LA TRÈS SAINTE ET INDIVISIBLE TRINITE'.
AMEN.

SOIT NOTOIRE à tous & chacun qu'il appartient ou pourra appartenir, que s'étant élevé différens troubles (dont la tranquillité publique a même été menacée) au sujet de l'Introduction des Garnisons Espagnoles dans les Places fortes de *Toscane*, *Parme* & *Plaisance*, que Sa Majesté Catholique avoit jugé à propos de faire garder par ses Troupes, au lieu des Neutres qui y devoient être, suivant ce qui avoit été réglé dans le Traité de la Quadruple-Alliance : En conséquence de quoi Sa Majesté Impériale & Catholique, ainsi que Sa Majesté Roiale de la Grande-Bretagne, pour prévenir les maux qui pourroient en résulter, étoient convenus ci-devant par l'Article III du Traité conclu & signé à Vienne le 16 Mars de la présente année, & par deux Déclarations qui y sont annexées, comme il paroît clairement par la teneur dudit Article & des susdites Déclarations, dont voici la Copie mot à mot.

(Ici sont insérés en entier l'Article III du Traité de Vienne du 16 de Mars 1731, la Déclaration concernant la Succession de *Parme*, & la Déclaration au sujet des Garnisons Espagnoles dans les Places de *Toscane*, de *Parme* & de *Plaisance*. Ensuite est insérée cette Spécification des Engagemens du TRAITE' DE SEVILLE.

» Qu'on effectuera dès à présent l'introduction des Garnisons dans les Places de *Livourne*, *Porto-Ferraio*, *Parme* & *Plaisance*, au nombre de six mille Hommes des Troupes de Sa Majesté Catholique & à sa solde, lesquels serviront pour la plus grande assurance & conservation de la succession imminente desdits Etats en faveur du Sérénissime Infant *Don CARLOS*, & pour être en état de résister à toute entreprise & opposition, qui pourroit être suscitée au préjudice de ce qui a été réglé sur ladite Succession.

» Que les Puissances Contractantes feront dès à présent toutes les diligences qu'elles croiront convenables à la Dignité & au repos des Sérénissimes Grand-Duc de *Toscane* & Duc de *Parme*, afin que les Garnisons soient reçues avec la plus grande tranquillité & sans opposition, dès qu'elles se présenteront à la vue des Places où elles devront être introduites.

» Que lesdites Garnisons feront aux présens Possesseurs le serment de défendre leurs Persones, Souveraineté, Biens & Etats, & Sujets, en tout ce qui ne sera point contraire au Droit de Succession réservé au Sérénissime Infant *Don CARLOS* ; & les présens Possesseurs ne pourront rien demander ou exiger qui y soit contraire.

» Que lesdites Garnisons ne se mêleront directement ni indirectement, sous aucun prétexte que ce puisse être, des Affaires du Gouvernement Politique, Economique, ni Civil ; & auront ordre très exprès de rendre aux Sérénissi-

mes Grand Duc de Toscane & Duc de Parme tous les Respects & Honneurs Militaires qui sont dus à des Souverains dans leurs Etats.

MDCCXXXI.
CONGRÈS DE
SOISSONS, etc.

Que l'objet de l'Introduction desdits 6 mille Hommes des Troupes de Sa Majesté Catholique & à sa solde, étant d'assurer au Sérénissime Infant Don CARLOS la Succession immédiate des Etats de Toscane, de Parme & de Plaisance, Sa Majesté Catholique promet, tant pour elle, que pour ses Successeurs que, dès que le Sérénissime Infant Don CARLOS son Fils, ou tel autre qui sera à ses Droits, sera Possesseur tranquille desdits Etats & en sûreté contre toute invasion & autres justes motifs de crainte, Elle fera retirer des Places de ces Etats les Troupes, qui seront sennes & non pas propres à l'Infant Don CARLOS, ou à celui qui sera à ses droits; en sorte que par là, ladite Succession & Possession reste assurée & exempte de tous Evénemens.

Que les Puissances Contractantes s'engagent d'établir, selon les Droits de Succession, qui ont été stipulés, & de maintenir le Sérénissime Infant Don CARLOS ou celui à qui passeront ses Droits, dans la possession & jouissance des Etats de Toscane, de Parme & de Plaisance; lorsqu'il y sera une fois établis, de la défendre de toute insulte contre quelque Puissance que ce soit, qui penseroit à l'inquiéter, se déclarant Garantes à perpétuité du Droit, Possession, Tranquillité & Repos du Sérénissime Infant Don CARLOS & de ses Successeurs auxdits Etats.

Qu'à l'égard des autres détails ou Règlemens concernant la manutention desdites Garnisons une fois établies dans les Etats de Toscane, de Parme & de Plaisance, comme il est à présumer que Sa Majesté Catholique & les Sérénissimes Grand-Duc & Duc de Parme en conviendront par un Accord particulier, les autres Puissances Contractantes promettent que, dès que cet Accord sera fait, Elles le ratifieront & garantiront tant envers Sa Majesté Catholique qu'envers les Sérénissimes Grand-Duc & Duc de Parme.

Or Sa Majesté le Roi Catholique ayant eu communication dudit Article & des Déclarations qui en dépendent, suivant qu'elle l'avoit souhaité; ayant aussi vu que lesdits Articles & Déclarations ne tendoient qu'à assurer de plus en plus au Sérénissime Infant Don CARLOS, son Fils, la Succession Eventuelle dans les Duchés de Toscane, de Parme & de Plaisance; enfin, Sa dite Majesté Catholique voyant que l'on avoit entièrement satisfait aux Engagemens contractés entre Elle & Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, selon qu'ils avoient été communiqués à Sa Majesté Impériale & Catholique, & qu'ils avoient été expliqués dans les Déclarations ci-dessus insérées, Elle n'a pas voulu non plus manquer de travailler de son côté à ce qu'on pourroit assurer encore plus fortement le repos public.

Pour cet effet, de la part de Sa Majesté Impériale & Catholique le Très Haut Prince & Seigneur EUGÈNE Prince de Savoie & de Piémont, Conseiller intime & Actuel de Sa dite Majesté Impériale & Catholique, Président du Conseil Aulique des Pais-Bas, & son Lieutenant-Général, Maréchal de Camp du Saint-Empire Romain, & son Vicaire-Général dans tous les Roiaumes & Etats d'Italie, Colonel d'un Régiment de Dragons, Chevalier de la Toison d'Or: Comme aussi Illustissime & Excellentissime Seigneur Philippe-Louis, Comte

de Sintzindorff, Trésorier Héritaire du Saint-Empire, Baron libre de Ernst-brun, Seigneur des Terres de Groll, du Haut-Selowitz, Porlik, Sabor, Mullig, Looszaan, & Dréskau, Burgrave de Rheinek, Grand-Ecuyer Héritaire, Chevalier de la Toison d'Or, Chambellan de Sa Majesté Impériale & Catholique, Conseiller intime & actuel & Premier Chancelier de la Cour; & l'Illustrissime & Excellentissime Seigneur Gundacte - Thomas, Comte de Stahrenberg, de Schaumbourg, & de Waxembourg, Seigneur des Terres d'Echelberg, Litchefenhagen, Rateneg, Freystadt, Haus, Ober-Waltea, Senfenberg, Bodendorff, Hartwan, Chevalier de la Toison d'Or, Conseiller intime & actuel de Sa Majesté Impériale & Catholique, Maréchal Héritaire de l'Archiduché de la Haute & Basse-Autriche; & enfin, l'Illustrissime & Excellentissime Seigneur Joseph-Lothaire, Comte de Königsegg & de Rottenfels Seigneur d'Aulendorff, & Stauffen, Conseiller actuel & intime de Sa Majesté Impériale & Catholique Vice-Président du Conseil Aulique des Pais-Bas, Général Welt-Maréchal, Colonel d'Infanterie & Chevalier de l'Ordre de l'Aigle Blanc, de Pologne: & de la part de Sa Majesté le Roi Catholique l'Illustrissime & Excellentissime Seigneur Jaques François Firzjames, Duc de Liria & de Herica, Grand d'Espagne de la première Classe, Chevalier de la Toison d'Or, de Saint-André & de Saint-Alexandre de Russie, Alcade Major, premier & perpétuel Gouverneur de la Ville Saint-Philippe, Chambellan de Sa Majesté le Roi Catholique, Mestre de Camp & son Ministre Plénipotentiaire auprès de Sa Majesté Impériale & Catholique: Enfin, de la part de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, Monsieur Thomas Robinson, Ecuyer, Membre du Parlement de la Grande-Bretagne, & son Ministre auprès de Sa dite Majesté Impériale & Catholique: Tous lesquels Ministres munis de Pleins-Pouvoirs, après avoir conféré entre eux & échangé leursdits Pleins-Pouvoirs sont convenus des Articles & conditions qui suivent.

ARTICLE I. *Sa Sacrée Majesté le Roi Catholique ayant murement examiné l'Article III; inséré ci-dessus du Traité conclu, le 16 Mars de la présente Année, ayant aussi murement examiné les deux Déclarations qui y sont aussi insérées, lequel Article & lesquelles Déclarations sont sur le point d'être exécutées; Elle a déclaré que non-seulement Elle ne demandoit rien autre chose, mais même qu'elle y acquiesçoit entièrement; Et afin d'ôter toute occasion de douter ou de disputer, Sa dite Majesté a assuré qu'elle consentoit & qu'elle étoit prête de donner les mains à ce qu'on renouvelât & que l'on confirmât incessamment dans tous les Articles, Clausés, & Conditions tant le Traité de Londres, appelé communément de la Quadruple - Alliance, conclu le 2 Août 1718, que la Paix de Vienne en Autriche signée le 1 Juin 1725, entre Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique, & le Saint Empire Romain d'une part, & Sa susdite Sacrée Majesté le Roi Catholique de l'autre part: excepté seulement pour ce qui est marqué dans l'Article & dans les Déclarations ci-dessus, par rapport au changement des Garnisons Neutres en Garnisons Espagnoles, lequel Article & lesquelles Déclarations ont été approuvées par Leursdites Majestés, & de nouveau corroborées par le présent Traité.*
Pour

Pour cet effet, Sa Sacrée Majesté le Roi Catholique a déclaré, comme elle déclare en vertu du présent Article, que les Traités susnommés seront censés pleinement renouvelés & confirmés derechef, de la même manière qu'ils sont renouvelés par le présent Article & confirmés derechef; & Sa Majesté le Roi Catholique promet, tant pour lui, que pour ses Hoirs & Successeurs, & en particulier pour celui de ses Hoirs mâles qui doit entrer en possession des susdits Duchés de Toscane, Parme & Plaisance, par Droit de Succession, en vertu des susdits Traités & suivant la teneur des Lettres d'Investiture Eventuelle expédiées, le 9 Décembre 1723, la Branche mâle des Maisons de Médicis & de Farnese venant à être tout à fait éteinte; ou enfin, pour celui à qui cette Succession sera dévolue dans les tems futurs; & que, tant Sadite Majesté que ses Hoirs & Successeurs, & en particulier celui de ses Descendants mâles, à qui ladite Succession sera dévolue, seront tenus & s'engagent de faire & de remplir généralement tout ce qui est contenu dans les deux Traités susmentionnés.

II. Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique, & Sa Sacrée Majesté le Roi de la Grande-Bretagne promettent aussi de leur côté & s'obligent envers Sa Sacrée Majesté le Roi Catholique ses Hoirs & Successeurs, qu'en faveur de la Ligne Masculine de la présente Reine d'Espagne, en tant que cette Ligne Masculine a été appelée à la Succession des Duchés de Toscane, Parme & Plaisance, en vertu des Traités susnommés & suivant la teneur des Lettres d'Investiture Eventuelle, ils rempliront entièrement tout ce qui est réglé dans le susdit Article III du Traité conclu, le 16 Mars de la présente année, & dans les deux Déclarations, pareillement insérées ci-dessus. Comme aussi Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique & Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, en consentant au renouvellement du Traité, dit de la Quadruple-Alliance, & Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique en consentant aussi au renouvellement de la Paix du 7 Juin 1725, conclue entre Sadite Majesté & le Saint-Empire Romain d'une part, & Sa Sacrée Majesté le Roi Catholique de l'autre part: Leursdites Majestés promettent & s'engagent pour elles, leurs Hoirs & Successeurs de remplir fidèlement, en faveur de Sa Majesté le Roi Catholique, ses Hoirs & Successeurs, tout ce à quoi ils sont engagés, en vertu de ce consentement; savoir, Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique, tout ce qui est porté, tant dans le Traité de la Quadruple-Alliance, que dans le susdit Traité de Paix conclu le 7 Juin 1725, & Sa Sacrée Majesté le Roi de la Grande-Bretagne tout ce à quoi elle est engagée par le Traité de la Quadruple-Alliance.

III. Tout ce qui a été réglé jusqu'ici du commun & irrévocable consentement des Parties Contractantes, soit qu'il s'agisse seulement de l'Introduction des Troupes Espagnoles, soit que l'occasion se trouve favorable pour introduire le Sérénissime Infant d'Espagne Don CARLOS dans les Duchés de Parme & de Plaisance, suivant la teneur du Traité de la Quadruple-Alliance, doit servir de règle, desorte cependant que dans ce dernier cas le susdit Sérénissime Infant d'Espagne Don CARLOS ou celui qui, selon l'Article V de la Quadruple-Alliance, sera appelé après lui à cette Succession éventuelle pourra & devra entrer en possession de ces Duchés précisément de la même manière qu'il est

MDCCXXI. *exprimant les Sentences d'Investiture Eventuelle expédiées le 9 Décembre de*
 CONGRÈS DE
 SOISSONS, &c. *l'année 1723.*

IV. D'autant que l'on a eu soin de communiquer depuis longtems & à différentes fois aux Sérénissimes Princes le Grand-Duc de Toscane & le Duc de Parme & de Plaisance, suivant qu'ils étoient pour lors en vie, tout ce qui avoit été réglé par l'Article V de la Quadruple-Alliance en faveur du Sérénissime Infant d'Espagne Don CARLOS, ou en faveur de ceux qui entrent dans ses Droits, suivant les Traités, susmentionnés, aussi bien que les engagements susdits entre Sa Sacrée Majesté le Roi Catholique & Sa Sacrée Majesté le Roi de la Grande-Bretagne; ayant aussi communiqué au Ministre du Grand-Duc de Toscane & au Ministre de Parme, tous deux Résidens à la Cour Impériale, l'Article III, rapporté ci-dessus du Traité conclu à Vienne, le 16 Mars de la présente année & les deux Déclarations en conséquence aussi rapportées ci-dessus, & parce qu'il n'y a rien plus capable d'affermir la Tranquillité Publique, que de lever au plus tôt tous les obstacles & toutes les difficultés qui pourroient se rencontrer & retarder l'exécution de ce qui a été accordé entre les Parties Contractantes: Pour ces raisons Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique & Sa Sacrée Majesté le Roi de la Grande-Bretagne ont promis & se sont obligés chacun en leur particulier d'employer de bonne foi toutes sortes de moyens, aussi-tôt que le présent Traité sera signé pour engager aussi le Sérénissime Grand-Duc de Toscane à consentir au plus tôt, non-seulement à l'Introduction des Troupes Espagnoles, dont on a déjà souvent parlé, mais encore à tout ce qui a été réglé ci-devant en faveur de la Ligne Masculine de la présente Reine d'Espagne, par les Traités, Conventions & Déclarations rapportées ci-dessus, de sorte cependant que tout ce dont on a fait mention, ne pourra avoir lieu qu'après l'Echange réciproque des Ratifications, quand même le susdit Grand-Duc de Toscane y consentiroit auparavant.

V. Outre cela Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique & Sa Sacrée Majesté le Roi de la Grande-Bretagne déclarent ne souhaiter rien d'avantage que de voir le Sérénissime Grand-Duc de Toscane acquiescer à tout ce qui a été réglé dans les Traités ci-dessus mentionnés, pour la conservation de sa Dignité & de son repos, aussi-bien que pour sa propre sûreté & pour celle des Etats qu'il gouverne. C'est pourquoi les Parties Contractantes promettent & s'obligent, non-seulement entre Elles, mais encore envers Son Altesse Royale de regarder comme renouvelés & confirmés tous & chaque points qui se trouvent réglés dans les Traités susmentionnés, tant par rapport à sa Dignité qu'à sa propre sûreté & à celle des Etats qui lui sont soumis; & elles se chargent de les soutenir, remplir, ou comme l'on dit, de les garantir.

VI. Et parce que pour parvenir au but & accomplir l'ouvrage salutaire que les Parties Contractantes ont entrepris, savoir d'affermir entièrement le repos public, rien n'a paru plus important que l'Accession du Sérénissime Grand-Duc de Toscane au présent Traité; pour cet effet lesdites Parties Contractantes ont jugé qu'il étoit à propos d'inviter le plus amiablement que faire se peut Son Altesse Royale à ladite Accession, comme elles l'invitent expressément par le présent Article, afin que Son Altesse Royale venant de son côté à concourir à un

ouvrage si avantageux, la tranquillité publique de l'Europe en soit d'autant plus assurée.

VII. *Le présent Traité sera ratifié & approuvé par Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique, par Sa Sacrée Majesté le Roi Catholique, & par Sa Sacrée Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, & les Lettres de Ratification seront communiquées & échangées à Vienne en Autriche, dans l'espace de deux mois, à compter du jour de la Signature du présent Traité ou plutôt, si faire se peut. En foi de quoi les Commissaires de Sa Majesté Impériale en qualité d'Ambassadeurs Plénipotentiaires Extraordinaires & les Ministres de Leurs Majestés Catholique & Britannique munis parvilement de Pleins-Pouvoirs pour donner la force requise au présent Traité, l'ont souffigné de leurs propres mains & l'ont scellé de leurs Cachets. Fait à Vienne en Autriche, le 22 Juillet, l'an du Seigneur 1731.*

EUGENE DE SAVOYE J. T. DUC DE LEBIA THOMAS ROBINSON.

PHILIPPE-LOUIS

C. DE SINTZINDORF.

GUNDACRE-THOMAS

C. DE STAHEMBERG.

J. L. C. DE KÖNIGSEGG.

A ce Traité l'on joignit des Articles Séparés & Secrets, qui ne furent point imprimés à la suite de l'Original à Vienne. Il suffira d'en donner ici le précis.

Le premier Article portoit, que quoiqu'au commencement de ce Traité l'on n'eût rappelé que les Engagemens antrefois pris par les Rois d'Espagne & de la Grande-Bretagne sur l'Introduction des Troupes Espagnoles, les Parties Contractantes du présent Traité n'avoient pas laissé de convenir entre elles qu'à l'égard des autres Engagemens, lesquels avoient été présentés à l'Empereur, & qu'on annexoit au présent Article Séparé; cette Partie Secrète d'Engagement auroit lieu comme si on l'avoit insérée de mot à mot au commencement du présent TRAITE'. Ce que l'on rappelloit par cet Article, étoit les deux premiers Articles Séparés & Secrets du Traité de Séville sur les conditions du séjour des Troupes Espagnoles en Toscane & Parme, & sur le Serment actuel qu'elles prêteroient pour la sûreté & remise desdites Places, & la façon dont on conviendrait pour ne préjudicier en rien aux Droits de l'INFANT. 10. On ajoutoit, Que dans les Places les Troupes des Possesseurs seroient de deux tiers moindres, que celles de Sa Majesté Catholique; Que les Morts ou Déserteurs seroient librement remplacés; 20. Que, faute de pouvoir obtenir lesdits arrangements, les Contractans les feroient exécuter par la force, Sa Majesté Ca-

Articles secrets.

MDCCXXXI.
CONSEILS DE
SEIGNEURS, &c.

tholique s'obligeant d'entretenir & de payer les Troupes qui lui seroient prêtées.

Un autre Article Secret & Séparé portoit, qu'après les deux mois convenus pour requérir le consentement du Grand-Duc à toutes les dispositions ci-dessus, s'il paroïssoit douteux qu'on pût l'obtenir, Sa Majesté Impériale ne s'opposeroit en aucune manière à l'exécution pleine & entière de tous les engagements pris entre Sa Majesté Catholique & Sa Majesté Britannique, rapportés dans l'autre Article de Secret & exhibés à l'Empereur, & que la Déclaration faite le 6 de Juin 1731 entre l'Espagne & l'Angleterre, au sujet des Garnisons Espagnoles, expliquoit suffisamment.

Ce Traité n'est, comme on le voit, qu'une Accession indirecte du Roi d'Espagne au Traité de Vienne, du 16 de Mars de cette année, & par-là même une Accession indirecte de l'Empereur au Traité de Séville, de l'année précédente. C'est assurément ce qui se pouvoit faire plutôt & sans tant de cérémonies : mais la Cour Impériale croioit sa dignité blessée, en ce qu'on avoit refusé de se prêter à toute la lenteur de ses procédés.

L'Empereur demande l'Accession de l'Empire au Traité du 16 de Mars.

Revenons sur nos pas, l'Empereur s'étoit engagé, comme on l'a vu de faire accéder l'Empire au Traité de Vienne du 16 de Mars. Pour y parvenir, il en fit la Proposition à la Diète de Ratisbone par ce Décret de Commission, qui fut lu le 21 de Mai à la Dictature Publique par le Ministre de Mayence.

Décret de Commission Impériale.

FROBEN-FERDINAND, Prince & Landgrave de Furstemberg, Comte de Heiligenberg & Verdenberg, Prince du Saint-Empire Romain, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'Or, Conseiller Privé Actuel de l'Empereur, & son principal Commissaire à l'Assemblée Générale de l'Empire, notifie par la présente, au nom de Sa Majesté Impériale, aux Conseillers & Ministres des Electeurs, Princes, & Etats à la Diète, que les Electeurs, Princes, & Etats respectifs de l'Empire, doivent être suffisamment convaincus par tout ce que Sa Majesté Impériale, suivant sa bonté paternelle, a fait négocier & entrepris jusqu'à présent, dans les circonstances dangereuses où l'on s'est trouvé depuis longtemps, au préjudice même des Droits de sa Maison Archiducal, & avec de grandes dépenses, qu'elle n'a jamais eu d'autre but que de remplir fidèlement les Conventions & Alliances solennelles qu'elle a contractées, du consentement de l'Empire, avec quelques Puissances étrangères, afin de rétablir par là, autant qu'il seroit possible & affermir pour l'avenir la Paix générale & la Tranquillité dans la Chrétienté. Comme la Paix a toujours été le but de Sa Majesté Impériale, tant par la conclusion de la Quadruple-Alliance, que par les autres Traités conclus depuis, & que même pour y parvenir, elle a sacrifié à plusieurs égards les Droits de sa Maison Archiducal, ainsi qu'il paroît plus amplement par ses Décrets de Commission, délivrés de tems en tems à la Diète, & particulièrement par ceux du 9 Septembre 1720, 20 Juin 1725, & 27 Mars 1730, comme aussi par les mesures prises en conséquence, les Electeurs, Princes & Etats doivent se ressouvenir que Sa Majesté

Impériale, dans le tems qu'elle faisoit connoître par tout les raisons pour lesquelles Elle ne pouvoit accéder au Traité de Séville, par rapport à ce qui y étoit stipulé de contraire à l'Article V de la Quadruple-Alliance, & aux changemens faits à cet égard, à l'insu & sans le consentement de Sa Majesté Impériale & de l'Empire, Elle a déclaré en même tems, conformément à ses intentions pacifiques, qu'elle ne s'opposoit pas à assurer d'avantage, par les moyens les plus efficaces, la Succession destinée à Don CARLOS, & qu'elle étoit prête d'y donner les mains, afin de parvenir par là à une Paix durable, pourvu que ce Prince & la Cour d'Espagne exécutassent les Traités précédens, & qu'on donnât à cet égard à Sa Majesté Impériale, à l'Empire, & aux légitimes Possesseurs des Duchés de Toscane, Parme & Plaisance une satisfaction convenable. Il est suffisamment connu par tout ce qui s'est négocié depuis le Traité de Séville, & particulièrement par le Décret Impérial de Commission, du 27 Mars 1730, combien Sa Majesté Impériale étoit justement fondée, à s'opposer au changement des Garnisons Neutres en Garnisons Espagnoles. On se souviendra sans doute qu'il étoit autant question de la forme que de la chose même, & qu'il s'agissoit d'empêcher qu'on ne fît rien sans le consentement de Sa Majesté Impériale & de l'Empire, de maintenir les Droits de l'Empire par rapport auxdits Duchés, d'assurer la tranquillité des légitimes Possesseurs, & de pourvoir à la sûreté des Roiaumes & Etats de Sa Majesté Impériale en Italie. Pendant que dans ces circonstances Sa Majesté Impériale étoit occupée à se précautionner contre un incident si peu prévu, & qu'Elle étoit résolue de maintenir le contenu de l'Article V de la Quadruple-Alliance & l'Investiture Eventuelle accordée à l'Infant Don CARLOS, l'Espagne de son côté fit des mouvemens & des préparatifs, qui obligèrent Sa Majesté Impériale à prendre les mesures convenables pour soutenir ses Droits & ceux de l'Empire, & à faire en qualité de Chef, d'autres préparatifs, non sans de grandes dépenses. Il est arrivé dans ces dangereuses circonstances que le Roi de la Grande-Bretagne, comme ancien Allié de Sa Majesté Impériale & de l'Empire, connoissant sans doute les intentions pacifiques de Sa Majesté Impériale & animé par de pareilles vues, a trouvé bon & nécessaire, dans la ferme confiance que les Etats-Généraux des Provinces-Unies concourront à une vue si salutaire, d'employer d'un commun effort de tels moyens qui puissent éteindre un feu prêt à s'allumer, & établir autant qu'il seroit possible, la Paix générale d'une manière facile & prompte & sur un fondement ferme & durable pour l'avenir. Sa Majesté Impériale, pour achever un Ouvrage si salutaire, n'a pas hésité d'y donner les mains, & en conséquence elle a signé le 16 Mars dernier, par le moyen de ses Plénipotentiaires le Traité de Pacification ci-joint. Elle espère que le Seigneur, qui dispose des Cœurs des Rois, portera les principales Puissances de l'Europe à s'unir & à rétablir entre elles une parfaite harmonie, & à terminer toutes les disputes & différens qui ont subsisté depuis quelque tems. On verra par l'Article III de ce Traité, & par les Déclarations annexées, qu'après que Sa Majesté Impériale eût été requise par le Roi de la Grande-Bretagne, de consentir à l'Introduction des Garnisons Espagnoles, Elle a eu tout le soin nécessaire de maintenir ses Droits & ceux de l'Empire, d'assurer la tranquillité &

MDCCXXXI.
CONCERT DE
SONNETS, &c.

MDCCXXI.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

La Dignité des légitimes Possesseurs des Duchés mentionnés ci-dessus, & l'établissement en Europe une Paix sûre & durable. Comme le Roi de la Grande-Bretagne a bien voulu se prêter aux moyens de parvenir à une une si salutaire & si juste. Sa Majesté Impériale, après une mûre délibération des circonstances des Affaires, par amour pour la Paix, & afin d'éloigner les dangers dont l'Europe étoit menacée, a enfin jugé à propos de donner les mains au contenu de l'Article III de ce Traité. En consentant à l'Introduction des Garnisons Espagnoles, stipulée par ledit Article, au lieu des Troupes Neutres, dont il est fait mention dans l'Article V de la Quadruple-Alliance, Elle s'est réservé d'obtenir le consentement de l'Empire, & Elle a d'autant moins hésité d'y consentir, que les inconvénients qui étoient à craindre à l'occasion de l'Introduction des Garnisons Espagnoles, sont levés par la Garantie spécifiée dans la Déclaration de Sa Majesté Britannique, au sujet des Garnisons Espagnoles, annexées au Traité. Sa Majesté Impériale espère que les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, enverront à leurs Ministres à la Diète les Instructions convenables pour délibérer sur tout ceci, & particulièrement sur ce qui regarde l'Affaire des Garnisons Espagnoles, afin d'y donner leur consentement; & Elle se flatte qu'on prendra là-dessus une résolution avec d'autant plus de promptitude, que le repos & la sûreté de l'Empire en particulier & de la Chrétienté en général en dépendent. Fait à Ratisbone, le 29 de Mai 1731.

FROBEN-FERDINAND, PRINCE DE FURSTENBERG.

La Diète délibéra, le 4 de Juillet sur ce Décret, & ne prit de résolution que sur ce qui concernoit les Affaires de l'Infant Don CARLOS. Le Résultat qui fut remis par les Commissaires des trois Collèges au Prince de Furstemberg, étoit en ces termes.

Résultat de la
Diète au sujet du
Décret précédent.

Au s O N Excellence le Prince FROBEN-FERDINAND, Landgrave de Furstemberg & Moskirken, Comte de Heiligenberg & Werdenberg, Landgrave de Bar, Seigneur de Haussen, Chevalier de la Toison d'Or, Conseiller Privé de Sa Majesté Impériale, son Principal Commissaire & Plénipotentiaire à la Diète de l'Empire, savor faisons qu'ayant été mûrement délibéré, suivant l'importance de la matière, en conséquence du Décret de Commission Impériale, sur l'Article III du Traité entre Sa Majesté Impériale & le Roi de la Grande-Bretagne, & sur les deux Déclarations qui concernent l'Introduction de six mille Espagnols dans les Places fortes de Toscane, Parme & Plaisance, datés de Vienne le 16 Mars de cette année, & communiqués par la Dictature publique le 21 de Mai dernier, il a été trouvé bon & résolu, non seulement de remercier Sa Majesté Impériale de la part de l'Empire de l'attention paternelle qu'Elle a eue (même en postposant les intérêts de sa Sérénissime Maison Archiducal, après avoir fait d'immenses dépenses) pour la conservation de la Paix & de la tranquillité dans la Chrétienté, & surtout dans notre chère Patrie, & de la Communication qu'Elle nous a donnée du susdit Traité & des Déclarations, d'autant plus qu'en conservant ainsi la

Paix, Sa Majesté Impériale a suivi les fidèles conseils de plusieurs Electeurs & Princes de l'Empire: mais encore d'accorder le consentement, réservé au Corps de l'Empire, pour l'Introduction de six mille Espagnols dans les Places fortes de Tolcane & de Parme, Fiefs constans de l'Empire, à la place de six mille Hommes de Troupes neutres, stipulés dans l'Article V de la Quadruple-Alliance pour la sûreté de la Succession de Don CARLOS Infant d'Espagne; c'est ce dont nous nous acquitons par le présent Acte. Et les Conseillers, Ministres & Ambassadeurs ici présens des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire se recommandent à son Excellence. Signé à Ratisbone le 14. Juillet 1731.

MDCCXXXI.
CONGRÈS DE
RATISBONE, &c.

La Diète n'eut pas de peine à donner son consentement à ce qui n'intéressoit en aucune manière aucun des Princes de l'Empire en particulier, & qui ne pouvoit avoir tout au plus que quelque rapport assez indirect à la Dignité du Corps de l'Empire. Il n'en fut pas de même du reste de ce second Traité de Vienne, & principalement de l'Article de la Pragmatique Sanction de l'Empereur. Les Ministres de France à la Diète & dans les différentes Cours de l'Empire se donnèrent des mouvemens pour faire échouer les projets de la Cour de Vienne. Elle auroit eu même à s'alarmer de quelques Conférences que quelques-uns de ces Ministres avoient eues dans le mois de Juin avec ceux de Bavière, de Cologne & de l'Electeur Palatin à Leonsberg, où tous s'étoient rendus sous prétexte d'accompagner l'Electeur de Bavière dans une partie de Chasse: mais la pluralité des suffrages sur lesquels on avoit lieu de compter étoit suffisante pour rassurer cette Cour. Elle en fut quitte pour solliciter la Diète par ce second Décret de Commission Impériale qui fut remis à la Dictature Publique par le principal Commissaire de l'Empereur.

FROBEN-FERDINAND, Prince & Landgrave de Furstemberg, Comte de Heiligenberg & Werdenberg, Prince du Saint-Empire Romain, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'Or, Conseiller Privé actuel de l'Empereur & son principal Commissaire à l'Assemblée Générale de l'Empire, notifie par la présente, au nom de Sa Majesté Impériale, aux Conseillers & Ministres des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire à la Diète: Que la cours & les circonstances des Affaires passées ont suffisamment fait connoître tout ce que Sa Majesté Impériale a fait depuis son Avenement au Trône Impérial, pour maintenir & affermir la Paix & la Tranquillité publique, conserver la Balance en Europe, défendre l'Honneur, la Dignité & les Droits de l'Empire, qu'Elle a toujours préférés à toute autre considération; & les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire se ressouviendront sans doute de tout ce qui a été communiqué à ce sujet à la Diète par les Décrets de Commission, qui y ont été délivrés de tems en tems.

Décret de Commission au sujet de la Pragmatique Sanction de l'Empereur

Comme il a plu à la Divine Providence de benir les justes vnes de Sa Majesté Impériale; d'une telle manière qu'au moien du Traité conclu le 16 Mars dernier avec le Roi de la Grande-Bretagne, & de ce qui s'est passé depuis en

MDCCXXI.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

conséquence dudit Traité, on a suffisamment pourvu aux dangers qui étoient prêts à éclater, & posé par là un fondement solide & capable de prévenir tout ce qui pourroit dans la suite troubler la Paix & la Tranquillité de l'Europe, & en renverser la Balance; il est donc juste que d'un autre côté l'Empire concoure à perfectionner par une résolution générale, cet ouvrage, qui se trouve déjà posé sur un si solide fondement.

Pour parvenir à un but si salutaire Sa Majesté Impériale a jugé à propos de communiquer à la Diète son intention par rapport à la Garantie de l'Ordre de Succession dans la très illustre Maison d'Autriche, établi par sa Déclaration du 19 Avril 1713, dans l'entière confiance que, comme la Puissance de la Maison d'Autriche a servi jusqu'à présent de boulevard à la Chrétienté, & qu'elle servira à défendre contre toute attaque la Liberté de l'Europe & en particulier celle de la très chère Patrie de Sa Majesté Impériale, chaque Etat de l'Empire reconnoitra sans peine, que de la conservation entière & indivisible de cette Puissance dépend, non seulement la sûreté de l'Europe en général, mais aussi le bien & le salut de l'Empire en particulier. Sa Majesté Impériale n'a point en vue par l'établissement de cette Succession d'agrandir sa Maison Archiducal: mais de conserver pour elle, pour ses Héritiers & Descendants de l'un & de l'autre Sexe, dans un état indivisible, les Royaumes & Pais Héritaires qui lui ont été donnés de Dieu, & qu'elle possède actuellement; & cette Affaire doit d'autant moins rencontrer de difficulté, que l'Ordre de Succession dans l'Illustre Maison d'Autriche est fondé, depuis plusieurs siècles, sur les Privilèges & Libertés acquis, avec l'approbation de l'Empire, sur les Actes Héritaires confirmés par les Engagemens & Acceptations respectives, dont il est mention ci-dessous, lesquels se trouvent déjà affirmés d'une telle manière par la Garantie, tant de quelques Puissances Etrangères que des principaux Etats de l'Empire, que si on y ajoute la résolution de l'Empire, il n'est point à présumer que quique ce soit voudrât y apporter quelque obstacle. Cette Garantie, qu'on demande, ne tend point à préjudicier à personne: mais uniquement à défendre ce qui appartient à un chacun: Et bien loin qu'on en puisse craindre quelques inconvéniens pour l'avenir, il n'y a point de moyens plus convenables & plus sûrs que ladite Garantie, pour prévenir ceux qui pourroient arriver, si faute de cette précaution, on laissoit quelque espérance de réussir à ceux qui, par des vues contraires, voudroient exciter quelque trouble; & les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire ne doivent pas ignorer que ces troubles peuvent survenir tant au dedans qu'au dehors de l'Empire, qu'ils sont capables d'en renverser la Constitution, & que ses Membres ne pourront s'empêcher d'y prendre part, même malgré eux.

Comme tout ceci a été reconnu par des Puissances Etrangères, portées à contribuer de leur côté au maintien de la Tranquillité publique, Sa Majesté Impériale se confiant sur le zèle des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, ne doute pas qu'ils n'acceptent au plus tôt la Garantie de l'Ordre de Succession dans la Maison Archiducal, tel qu'il a été établi par la Déclaration du 16 Avril 1713, de la même manière qu'elle a été acceptée par la Couronne d'Angleterre, conformément au Traité du 16 Mars de cette année, communiqué

niqué à la Diète, & qu'en conséquence ils n'envoient pour ce sujet à leurs Con- MDCCXXXI.
seillers & Ministres à la Diète de l'Empire des ordres convenables & qui CONGRES DE
puissent répondre aux desirs de Sa Majesté Impériale. SOISSONS, &c.

Sa Majesté Impériale comte sûrement sur le consentement de l'Empire à cet égard. Elle le regardera comme une reconnaissance de l'affection qu'elle a toujours eue & qu'elle aura toujours envers les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire ; & Elle reconnoitra avec gratitude les témoignages de leur zèle pour Sa Majesté Impériale & pour sa Maison Archiducal, &c. Fait à Ratisbone le 18 Octobre 1731.

FROBEN-FERDINAND PRINCE DE FURSTEMBERG.

Ce Décret étoit accompagné de trois Pièces que la Cour de Vienne croioit, ou du moins affectoit de croire capables de lever toutes difficultés ; I. de la Communication de l'Ordre de Succession faite au Conseil d'Etat, & de la Déclaration de l'Empereur faite à cette occasion en 1713 ; II. de la Renonciation de l'Archiduchesse Josephine, Epouse du Prince Royal & Electoral de Pologne & de Saxe (aujourd'hui Roi de Pologne & Electeur de Saxe) ; III. de celle de l'Archiduchesse sa Sœur Epouse de l'Electeur de Bavière (depuis Empereur Charles VII) ; toutes deux approuvées, confirmées, ratifiées & jurées par les Princes Epoux de ces Princesses & par les deux Electeurs Pères de ces Princes.

Dans l'Assemblée de la Diète, qui se tint le 19 de Décembre, l'Affaire de la Garantie de la Pragmatique Sanction fut mise sur le tapis. Les Ministres de l'Electeur de Bavière, de l'Electeur Palatin, de l'Evêque de Freisingen & de la Ville de Ratisbone votèrent contre la Proposition qui fut faite d'accepter cette Garantie. Le premier dit entre autres choses, *Qu'il en pouvoit y consentir, avant qu'on eût réglé de quelle manière elle se feroit.* Il fut secondé par les Ministres de Saxe & Palatin. Leur opposition causa quelques débats, après lesquels les autres Ministres déclarèrent, *Qu'ils se conformoient entièrement aux intentions de Sa MAJESTE' IMPERIALE :* mais, sur ce que les Ministres de Bavière, de Saxe & Palatin persistèrent dans leur refus de rien résoudre, avant que d'avoir reçu de leurs Maîtres de nouvelles instructions, il fut résolu de renvoyer l'Assemblée au 7 du mois de Janvier suivant. Dans l'intervalle d'une Assemblée à l'autre le Ministre de Bavière rendit compte au Public des motifs de son opposition, dans un Ecrit de 18 Feuilles. Il insistoit principalement sur ce que l'EMPIRE, en acceptant cette Garantie, se mettoit dans la nécessité de prendre part aux Guerres qui pourroient survenir pour des Domaines appartenans à la Maison d'Autriche hors de l'EMPIRE. Les débats ne furent pas moins vifs dans le Collège des Princes que dans celui des Electeurs ; & le Ministre de Bamberg ne fit pas pas difficulté de dire, *que tous ceux qui s'opposoient aux volontés de l'Empereur n'étoient ni VRAIS CHRETIENS ni VERITABLES ALLEMANNS.* Quand la Cour de Vienne eut reçu le Résultat de cette Assemblée, il se tint quelques Conférences au Palais de l'Empereur, dans lesquelles on.

Délibérations de
la Diète au sujet
de la Garantie.

MDCCXXI.
CONGRÈS DE
SOUSONS, &c.

La Garantie est
acceptée.
15 Janvier.

Résultat de la
Diète.

regla ce qu'il falloit répondre aux objections des *Princes opposans* ; & le Conseil Aulique fit , par ordre de l'Empereur , un Mémoire pour montrer que la demande de cette *Garantie* étoit conforme aux Loix de l'Empire. On repandit même le bruit qu'on leveroit toutes les difficultés dans un troisième *Décret de Commission Impériale* : mais il n'en fut pas besoin. La Garantie fut acceptée dans les Assemblées du 7 & du 11 de Janvier par le *Résultat* que voici.

SOIT notifié par la présente au Prince Froben-Ferdinand de Furstemberg , principal Commissaire de l'Empereur à la présente Assemblée générale de l'Empire , &c. Qu'ayant examiné avec toute l'attention convenable , dans les trois Collèges de l'Empire , le Décret Impérial de Commission , communiqué aux Etats le 19 Octobre & le 5 Novembre 1731 , & y ayant vu que Sa Majesté Impériale souhaite que les Electeurs , Princes & Etats de l'Empire , se chargent , au nom dudit Empire , conformément à la teneur du II Article du Traité conclu le 16 Mars de l'année dernière entre Sa Majesté Impériale & la Couronne d'Angleterre , de la Garantie de l'Ordre de Succession établi par Sa Majesté Impériale dans sa Maison Archiducal , le 19 Avril 1713 , par rapport à tous les Roiaumes & Pais Héritaires qu'Elle possédoit alors , en forme d'un Fidei-Commis perpétuel , indivisible & inséparable , selon l'ordre de Primogéniture en faveur des deux Sexes : Qu'ayant particulièrement considéré que , par le maintien inséparable & indivisible de tous les Roiaumes & Pais possédés par Sa Majesté Impériale , cette grande Puissance unie servira à l'avenir de boulevard à la Chrétienté , qu'elle maintiendra la Balance de l'Europe , qu'elle conservera la Liberté Germanique , dont le salut dépend de la Tranquillité Générale & de la Paix en Europe , & que surtout elle défendra & maintiendra l'Honneur , les Droits & les Constitutions de l'Empire contre toute attaque & entreprise ennemie ; & que de plus la Garantie de l'Empire étant jointe à celle des autres considérables Puissances Etrangères si fort portées pour le Bien Public , & qui ont reconnu que les vues de Sa Majesté Impériale étant les moïens les plus convenables pour maintenir la tranquillité générale de l'Europe , il ne seroit pas facile à qui que ce soit d'entreprendre quelque chose contre ces grandes Puissances unies , par où on éloigneroit tout ce qui pourroit donner lieu à tant de malheureuses Divisions , Guerres , & effusion de sang , qui pourroient arriver si les Etats de l'Empereur venoient à être séparés , & qui seroient capables de mettre toute l'Allemagne en feu : Les Etats après avoir mûrement délibéré sur cette importante Affaire & sur ses circonstances , ont résolu de remercier Sa Majesté Impériale de ses soins Paternels pour éloigner tous les dangers qui pourroient troubler le salut , l'honneur & la sûreté de l'Empire , & d'accepter la Garantie demandée par Sa Majesté Impériale , de l'Ordre de Succession de tous les Roiaumes & Pais Héritaires qu'Elle possède , ainsi qu'il a été établi par Sa Majesté Impériale dans sa Maison Archiducal , le 19 Avril 1713 , & conformément à l'Article II du Traité conclu entre Sa Majesté Impériale & la Couronne d'Angleterre , dans la teneur s'ensuit ;

(Cet Article est inséré ici mot à mot, après quoi le *Résultat de la Diète* continue en ces termes).

MDCCXXXII.
CONCILIUM DE
SOISSONS, &c.

Comme ils le font par la présente, en y consentant & l'acceptant entièrement & déclarant qu'ils défendront cet ordre de Succession, tel qu'il a été établi, contre tous ceux qui voudroient s'y opposer, ou troubler en quelque manière que ce soit Sa Majesté Impériale ou ses Successeurs dans la possession d'aucuns de ses Roïaumes & Pais Héritaires, & qu'ils emploieront pour cet effet en tout tems, en cas de besoin, toutes leurs forces & tout ce qui sera nécessaire pour le maintien & l'exécution de cette Garantie de l'Empire, se confiant que d'un autre côté on leur fournira tous les secours nécessaires, en cas de quelque danger inopiné ou attaque ennemie, &c.

Lorsque cette Conclusion de l'Empire, formée à la pluralité des Voix dans chaque Collège, fut portée à la *Diétature Publique*, les Ministres des *Electeurs de Bavière, de Saxe & Palatin & de l'Evêque de Freysingen*, firent remettre au Protocole dans le Collège Electoral, & dans celui des Princes une Protestation conçue en termes très forts contre tout ce qui s'étoit fait en leur présence au sujet de la *Garantie*, & contre tout ce qui se feroit en leur absence. Ces Ministres retournèrent ensuite chés eux pour rendre compte à leurs Maîtres de tout ce qui s'étoit passé. Leur Protestation n'empêcha point qu'on ne délivrât au *Prince de Furstemberg* le Résultat que l'on vient de lire. L'Empereur, que cet Acte avoit du satisfaire, en fit remercier la Diète par ce *Décret* de Commission, qui fut remis à la *Diétature Publique*, le 4 de Février (1732).

FROBEN-FERDINAND, Prince & Landgrave de Furstemberg, &c. au nom & de la part de Sa Majesté Impériale, donne à connoître à tous les Conseillers, Envoyés & Députés assemblés ici de la part des Electeurs, Princes & Etats leurs Maîtres, que Sa dite Majesté Impériale aiant appris avec beaucoup de satisfaction que les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire avoient pris en délibération ce que Sa Majesté leur avoit fait proposer sur la Garantie de la Succession établie, le 29 d'Avril 1713, dans sa Maison Archiducalc d'Autriche, & qu'au nom de tout l'Empire, ils avoient donné, le 11 du mois passé leur consentement à cette Sanction Pragmatique, se loue fort du zèle qu'ils ont fait voir dans ce cas-là, comme de vrais Patriotes, & les remercie en même tems de leur soin fidèle & de la bonne attention, qu'ils ont pour le vrai intérêt & pour le salut de leur Patrie, d'autant plus qu'ils sont unanimement résolus de maintenir aussi cette salutaire Sanction, à laquelle leurs Décrets sont tout-à-fait conformes.

Confirmation du
Résultat de la
Diète & Remem-
brance de l'Empe-
reur.

Or, comme cette Résolution, digne de vrais Patriotes, est considérée pour l'avenir comme le vrai fondement de la Tranquillité Publique, pour ce qui regarde l'intérieur de l'Empire, comme une sûreté perpétuelle contre tous ceux qui voudroient attaquer notre chere Patrie; & comme le moïen le plus efficace pour maintenir l'ancienne Constitution, la Liberté & le Salut Public de l'Allemagne; Sa Majesté Impériale, pour le bien de la Postérité & pour donner un

M D C C X X X I .
C O N G R È S D E
S O L D O N , &c.

exemple qu'on puisse imiter, n'a pas voulu manquer d'approuver & de ratifier en tout son contenu la susdite Résolution que les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire ont prise le onzième du mois passé ; & de plus Sa Majesté Impériale s'engage par celle-ci qu'elle ne manquera jamais de prêter à l'Empire toute l'assistance possible, au cas qu'il soit attaqué par des Ennemis de dehors.

Sa Majesté espère aussi que tous les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, selon leur fermeté ordinaire, continueront leur soin pour mettre en délibération, ce qui est nécessaire dans la situation présente pour le bien commun, & qu'ils prendront des mesures convenables pour affermir cette Tranquillité, cette Liberté & Sureté si nécessaire & si chère à notre Patrie, ne doutant point que le bon Dieu ne bénisse les conseils salutaires, qu'ils pourroient prendre unanimement pour la Tranquillité commune, d'où la sureté d'un chacun doit dépendre.

Au reste, Sa Majesté Impériale fait des remerciemens à tous les Electeurs, Princes & Etats, comme aussi à leurs Conseillers, Envoyés & Députés, de ce qu'ils ont bien voulu témoigner en cette occasion leur sincère attachement à sa Personne & à sa Maison Archiducal, les assurant pour toujours de sa reconnaissance & de sa bien-veillance. A Ratisbone, le 3 Février 1732.

FROBEN-FERDINAND PRINCE DE FURSTEMBERG:

Reconnoissance
de l'Empereur en-
vers ceux dont les
suffrages avoient
fait accepter la
Garantie.

L'Empereur, témoigna sa reconnoissance, d'une manière particulière à ceux dont les Suffrages avoient fait accepter par l'Empire la Garantie de sa Pragmatique-Sanction. Les Ministres des Electeurs à la Diète, excepté ceux de Bavière, de Saxe & Palatin, eurent chacun 800 Ducats, ceux des Princes 500 Ducats, & ceux des Villes une Chaîne avec une Médaille d'Or garnie de Diamans. Les Secretaires de ces Ministres eurent chacun 25 Ducats. Seroit-il permis de soupçonner que l'espérance de pareils présents avoit porté tous ces Ministres à donner leurs voix pour une Garantie, qui, loin d'assurer la tranquillité de l'Empire, lui faisoit contracter des engagements qui pouvoient dans la suite l'obliger à prendre part à des Guerres, dont son véritable intérêt seroit de ne se point mêler. C'est sur cette considération que l'on se fonda dans plusieurs Ecrits, qui furent publiés contre la Résolution de la Diète. La Question que l'on examina principalement dans ces Ecrits, est, Si dans une Affaire de la nature de la Garantie demandée par l'Empereur, la Pluralité des Voix est suffisante, suivant les Constitutions de l'Empire, pour en obliger tous les Membres. Cette Question fut débattue pour & contre avec autant de vivacité que d'érudition. Ce n'est pas ici le lieu d'examiner, qui des deux Partis avoit pour lui la raison. Il n'étoit pas impossible qu'ils eussent également tort à différens égards. Ce qui devoit le plus inquiéter la Cour de Vienne, étoit cette foule d'Ecrits dans lesquels on s'attachoit à faire voir toutes les dangereuses conséquences que pouvoit avoir pour l'Empire, la Garantie de tant d'Etats, sur lesquels des Puissances hors de l'Empire, avoient de justes prétentions. C'est ce que l'on rendit sensible par la Pièce suivante, d'autant plus curieuse qu'elle ne contient que des Faits.

MEMOIRE HISTORIQUE des TRANSACTIONS & PACTES DE FAMILLE entre CHARLES V & FERDINAND son Frère; entre PHILIPPE III & FERDINAND II, & entre ALBERT, Archiduc d'Autriche, & FERDINAND II.

MDCCXXXI.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

Memoire des
pactes de Famille
de la Maison
d'Autriche.

Il y a trois Pactes de Famille importants dans la Maison d'Autriche:

Le premier, en 1521, à Bruxelles, entre Charles V & Ferdinand I.

Le second, du 16 Juin 1617, à Prague, entre Ferdinand Duc de Gratz, depuis Empereur, & Philippe III Roi d'Espagne.

Le troisième, en 1619, entre Albert, Archiduc d'Autriche & Ferdinand II.

PREMIER ETAT de la MAISON D'AUTRICHE,
lors du premier PACTE.

Lorsque l'Empereur Maximilien I mourut, le 12 Janvier 1512, Charles d'Autriche, Fils aîné de Philippe son Fils mort avant lui en 1516, possédoit déjà, du Chef de Marie de Bourgogne son Aïeule, les Païs-Bas & le Comté de Bourgogne. Il possédoit encore, du Chef de sa Mère Jeanne d'Espagne, la Castille avec les Indes, l'Arragon, la Sardaigne & les deux Siciles.

Isabelle, Reine de Castille & Mère de Jeanne, étoit morte dès 1504; & Ferdinand V, Roi d'Arragon, Père de Jeanne, étoit mort en 1516.

Par la mort de Maximilien I, Charles d'Autriche se trouvoit encore Héritier, comme aîné, des Païs que Maximilien possédoit héréditairement en Allemagne.

Ces Païs étoient les deux Autriches, le Tirol, la Carinthie, la Carniole; la Stirie, l'Alsace, le Brisgau, & plusieurs autres Provinces.

Lorsque Ferdinand eut atteint l'âge de 18 ans, qui est le terme de la Minorité pour les Princes immédiats de l'Empire d'Allemagne, Charles V traita avec lui; & pour des raisons qu'il seroit trop long de déduire ici, il lui céda tous les Païs provenus de la Succession de Maximilien leur Aïeul.

L'Acte, en forme de Pacte de Famille, en fut fait, à Bruxelles, en 1531, avec Clause de Reversion à la Postérité de Charles V, au défaut de la Postérité Masculine de Ferdinand.

En 1556, Charles V abdiqua l'Empire en faveur du même Ferdinand, qui étoit alors Roi des Romains.

SECOND ETAT de la MAISON D'AUTRICHE,
lors du second PACTE.

Maximilien II avoit eu plusieurs Enfans mâles: mais les apparences étoient que tous ces Mâles, dont l'aîné étoit en 1717 l'Empereur Matthias, mourroient

MDCCXXI.
CONGRÈS DE
SULLY, &c.

166

M É M O I R E S

Sans Enfants, ainsi la Succession de la Hongrie & de la Bohême, tombée par Femmes dans la Maison d'Autriche devait passer après leur mort à Anne d'Autriche, Fille aînée de Maximilien I & à ses Enfants.

Anne d'Autriche avoit été la quatrième Femme de Philippe II Roi d'Espagne, & elle en avoit eu Philippe III, qui regnoit actuellement en Espagne. Philippe III voulut bien pour plusieurs raisons céder à Ferdinand Duc de Gratz, depuis Empereur Ferdinand, l'expectative de la Succession des Etats provenus d'Anne Jagellon, Fille de Ladislas Roi de Hongrie & de Bohême.

Le 21 Avril 1617, Philippe III donna un pouvoir spécial au Comte d'Ognate, son Ambassadeur à Vienne de faire cette Cession dans un Pacte de Famille à Ferdinand II, à condition que si la Postérité Masculine de Ferdinand défailloit, les Etats cédés reviendroient à lui Philippe III, ou à sa Postérité, de manière que les Filles descendues de lui excluroient la Postérité de Ferdinand. Ainsi, suivant le Pacte qui fut signé à Prague, en conformité du Pouvoir de Philippe III, le 16 Juin 1617, & confirmé par l'Empereur, les Princes & Princesses, issus d'Anne d'Autriche, Femme de Louis XIII, & de Marie Thérèse Femme de Louis, XIV, ont droit aux Etats provenans d'Anne Jagellon, avant les Archiduchesses, Filles de l'Empereur Joseph & de l'Empereur Léopold.

Deux ans après, en 1619, l'Empereur Matthias mourut, & Ferdinand recueillit les Couronnes de Hongrie & de Bohême, en vertu du Pacte de Prague.

Les Etats, venus, d'Anne Jagellon, consistent dans le Roïaume de Bohême, la Silésie, la Moravie, la Lusace, & dans le Roïaume de Hongrie, & autres Provinces y annexées.

La Maison d'Autriche a toujours prétendu que ces Couronnes n'étoient électives, qu'à condition que les Peuples éliroient le Successeur nécessaire du dernier Roi; elle l'a fait ainsi décider à Prague, en 1620, & à Presbourg, en 1687, par les Assemblées représentatives des Peuples.

TROISIEME ETAT de la MAISON D'AUTRICHE, lors du troisième PACTE.

Albert, Archiduc d'Autriche, aiant été institué Héritier par son Frère l'Empereur Matthias, il donna par Donation inter vivos à Ferdinand II Empereur, son Cousin Germain, l'Archiduché d'Autriche avec les Provinces y annexées, les Comtés de Hapsbourg, de Tirol, de Ferrette, de Kibourg, la Principauté de Suabe & le Landgraviat d'Alsace, avec Clause de Reversion à la ligne d'Espagne, au défaut des Mâles de la Branche d'Autriche en ALLEMAGNE.

A ne raisonner que d'après les inductions que l'on peut tirer de ce Mémoire, il est visible que la Pragmatique-Sanction de l'Empereur Charles VI, par laquelle il assuroit à ses Filles des Biens qui ne pouvoient pas légitimement leur appartenir, n'étoit pas de nature à mériter que l'Empire s'en rendît garant :

mais je m'écarterois trop du but de cet Ouvrage, si je voulois m'engager dans une discussion qui ne pourroit être que fort longue & qui n'auroit qu'un rapport très indirect à l'Histoire du Règne de *George II.* Je ne me suis même déjà que trop étendu sur cette Affaire : mais il m'a falu suivre le fil des différentes Négociations entamées dans le *Congrès de Soissons*, & qui se sont succédées les unes aux autres. Elles n'avoient toutes pour but du côté de l'Empereur que la Garantie de la *Pragmatique-Sanction*, & de la part du Roi d'Espagne que l'Etablissement de Don Carlos en *Italie*, avec l'Introduction de six mille *Espagnols*, au lieu de six mille Hommes de Troupes Neutres. C'est à quoi je reviens pour terminer par là cette Relation.

Je ne m'arrêterai point à la prétendue Grossesse de la *Duchesse de Parme*, Veuve du dernier Duc, laquelle fut attestée par un rapport solennel de Sages-Femmes, de Chirurgiens & de Médecins, contre lequel la *Cour d'Espagne* protesta par une Lettre Circulaire adressée aux Ministres de toutes les Cours résidens alors à *Séville*. La prétendue Grossesse se termina d'une manière assez comique. Le 13 de Septembre 1731, lorsqu'on attendoit à tous momens la délivrance de la *Duchesse*, elle assembla toutes les personnes invitées de se rendre à *Parme* pour être témoins de son accouchement, & leur dit, *Qu'elle avoit été abusée par des personnes sur la parole desquelles elle s'étoit crue véritablement enceinte : mais qu'il se trouvoit qu'il n'en étoit rien, & qu'elle le leur déclaroit pour qu'ils en informassent leurs Cours.* Il fut dressé Procès-Verbal de cette Déclaration par le Gouverneur de *Parme*, accompagné d'un Notaire & du Chancelier. Les Médecins, les Chirurgiens & les Sages-Femmes furent ensuite interrogés sur ce sujet, & répondirent conformément à la Déclaration de la *Duchesse*, qui fut publiée le lendemain. Aussitôt on fit porter cette importante nouvelle à *Séville* par un Exprès, & le Général *Stampa* prit possession des Duchés de *Parme* & de *Plaisance*, pour l'Infant Don Carlos, au nom de l'Empereur & de l'Empire, & l'on établit un Conseil de Régence, dont la *Duchesse première Douairière*, Aïeule de l'Infant, fut déclarée Présidente, pour la forme, le véritable Chef en étant le Général *Stampa*. Dans le mois de Novembre cette *Duchesse Douairière* reçut de *Vienne* la Patente, qui lui permettoit de prendre possession des Duchés de *Parme* & de *Plaisance*, au nom de l'Infant-Duc son Petit-Fils; ce qu'elle fit, le 29 de Décembre, avec les formalités requises.

Comme il ne s'agissoit pas seulement d'installer Don Carlos dans deux Duchés, & qu'il lui falloit encore assurer conformément aux *Traités de la Quadruple-Alliance, de Séville & de Vienne*, la Succession Eventuelle de *Toscane*, il étoit nécessaire que le Grand-Duc accédât aux derniers de ces Traités, que les Cours de *Vienne, de Séville & de Londres* avoient eu soin de lui faire communiquer : mais, dans le tems même de la Conclusion du dernier de ces Traités, ses ministres conclurent avec ceux du Roi d'Espagne la *Convention de Famille* que voici.

MDCCXXXI.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

Fausseté de la
Grossesse de la
Duchesse de Parme.

La Duchesse
première Douai-
rière prend pos-
session au nom de
l'Infant.

MDCCXXXI.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

Convention de
Famille entre le
Roi d'Espagne &
le Grand Duc de
Toscane.

AU NOM DE LA TRÈS SAINTE TRINITE, PERE, ET FILS;
ET SAINT-ESPRIT.

LA Divine Providence ayant inspiré au Sérénissime JEAN GASTON, Grand Duc de Toscane, & à la Sérénissime ANNE-MARIE-LOUISE, Electrice Douairière Palatine, le sincère & ardent desir, qu'a toujours eu le Sérénissime Grand-Duc COSME III, leur Père, de Glorieuse Mémoire, d'entrer dans les mesures qu'auroient prises les principales Puissances, pour pourvoir au défaut de Successeur dans leur Famille, dans la manière qui seroit trouvée la plus efficace & la plus propre à conserver & à assurer contre tout événement la Tranquillité Publique, & en particulier celle de leurs Etats, & procurer & affermir le bonheur & les avantages de leur Peuple; ils ont enfin, résolu d'exécuter de si bonnes intentions, en engageant les principales Puissances à concourir à une si bonne œuvre, en réglant pacifiquement la Succession à la Souveraineté desdits Etats en faveur d'un Prince, aussi étroitement uni à leur Sérénissime Maison par les liens du Sang, que l'est le Sérénissime Prince DON CARLOS, Infant d'Espagne, Fils aîné, de Sa Majesté Catholique & de la présente Reine d'Espagne, que Leurs Alteesses Roiales ont par cette raison toujours préféré à tout autre, & qui a toujours été l'objet des vœux de leurs Peuples, tant à cause de l'éclat de sa naissance que pour ses autres qualités personnelles & héréditaires, qui font avec raison espérer à toute la Toscane, sous le Gouvernement d'un si Grand Prince, la continuation des prospérités & du repos, dont elle a joui sous les Grands-Ducs de la Sérénissime Maison Régnaute. Et comme pour mettre la dernière main à une Affaire de cette importance, différée jusqu'à présent à cause de l'incertitude d'obtenir le concours de Sa Majesté Impériale & des autres Puissances de l'Europe, désiré également par Sa Majesté Catholique, par le Grand-Duc, & par la Sérénissime Electrice Douairière Palatine, mais dont on est assuré présentement depuis que certaines difficultés ont été levées par les derniers Traités, il a été trouvé à propos de négocier & conclure directement entre Sa Majesté Catholique & Leurs Alteesses Roiales un Traité ou Convention de Famille à Famille: où seroient réglés les divers intérêts concernant, non-seulement le plus heureux & le plus convenable établissement de la Succession du Sérénissime Infant susdit auxdits Etats, pendant que le Sérénissime Grand-Duc, que Dieu conserve longtemps, est encore en vie, en qualité de son Successeur immédiat, mais encore la conservation de la Souveraineté, Autorité, & Tranquillité de Son Altesse Roiale, de l'Honneur & des Intérêts de la Sérénissime Electrice Douairière Palatine, & des avantages de leurs Etats & de leurs Peuples; pour cet effet Sa Majesté Catholique a jugé à propos de donner ses Pleins-Pouvoirs au Révérend Père Salvador Alcanio, de l'Ordre des Dominicains, son Ministre à la Cour de Toscane; & son Altesse Roiale a commis avec ses Pleins-Pouvoirs le Chevalier & Prieur le Marquis Rinucini du Conseil d'Etat & Secrétaire de Guerre, & le Chevalier & Prieur Jaques Giraldi du Conseil d'Etat; lesdits Ministres Plénipotentiaires s'étant communiqué & ayant échangé leurs Pleins-Pouvoirs, & aiant

ayant tenu plusieurs Conférences entre eux, sont convenus d'un Traité de Famille, comme il est dit ci-dessus, & d'une Alliance & Amitié perpétuelle entre Sa Majesté Catholique, ses Héritiers & Successeurs d'une part, & le Sérénissime Grand-Duc & ses Successeurs d'autre part, de la manière & aux conditions exprimées dans les Articles suivans.

MDCCXXI.
CONGRÈS DE
SONTOMÈ, &c.

ARTICLE I. *Pour établir sur la base la plus solide & la plus inaltérable une Alliance perpétuelle & une sincère Amitié entre la Famille Roïale d'Espagne & la Maison Règnante de Toscane, les Roïaumes & les Courones de Sa Majesté Catholique & les Etats de Son Altesse Roïale, tant le Sérénissime Grand-Duc, que la Sérénissime Electrice Palatine sa Sœur, sont convenus pleinement, ont résolu & consenti que, nonobstant toute autre disposition quelconque, qui pourroit avoir été faite ci-devant en Toscane, par rapport à la Succession, suivant la situation d'alors des Affaires Publiques, le Grand-Duc, que Dieu daigne conserver, venant à mourir sans laisser d'Enfans Mâles, le Sérénissime Prince-Infant Don CARLOS sera & devra être son Successeur immédiat à la Souveraineté de tous les Etats qui composent à présent le Grand-Duché de Toscane, & successivement l'aîné des Enfans Mâles dudit Infant, & à leur défaut ladite Succession passera de plein droit à l'aîné de ses Sérénissimes Frères, Fils de Sa Majesté Catholique & de la présente Reine d'Espagne.*

II. *Son Altesse Roïale & son Altesse Electorale voulant que ce Règlement de Succession à la Souveraineté de leurs Etats ait l'effet le plus sur & le plus tranquille qu'il se pourra, s'engagent de communiquer la présente Convention au Sénat, après l'échange des Ratifications, & de lui en faire jurer la religieuse & inviolable observation, si le Roi Catholique le souhaite & le demande.*

III. *Leurs Majestés Catholiques promettent, au nom du Sérénissime Infant Don CARLOS, & de ceux qui succéderont à ses Droits, que les Fonds & Dîmes Publiques & les revenus destinés à cet effet seront maintenus, & que l'Ordre Militaire de Saint-Etienne sera de même maintenu dans l'état & dans l'éclat où il est à présent.*

IV. *Elles promettent pareillement que la Constitution du Gouvernement en Toscane sera maintenue, soit pour l'Economique, soit pour le Civil & le Juridique; que les Droits, Privilèges & Prérogatives de la Ville de Florence lui seront conservés, & qu'elle sera la principale Résidence du Sérénissime Infant Successeur. La même chose sera observée à l'égard de chacune des autres Villes, surtout à l'égard des Magistrats; on procurera aux Sujets toutes sortes de facilités & exemptions, dont ils ont joui sous la Régence de la Sérénissime Maison Règnante; enfin on ne conférera qu'aux Naturels les Emplois Civils & Economiques, les Evêchés & autres Bénéfices Ecclésiastiques.*

V. *Que les Persones, Effets, Bâtimens & Commerce des Naturels de Toscane seront maintenus en Espagne dans la possession des mêmes franchises & exemptions, dont jouissent les Nations les plus amies & les plus favorisées de la Couronne dans le Commerce.*

VI. *Que le Grand-Duc Règnant, en considération de ce qu'il fait & ac-*

corde pour assurer la Succession immédiate au Sérénissime Infant, ne rencontrera aucun obstacle dans le libre exercice de la Souveraineté & continuera à gouverner ses Etats & son Peuple avec la même Puissance absolue & indépendante, avec laquelle il les a gouvernés jusqu'à présent; & Sa Majesté Catholique, pour témoigner l'affectueuse estime qu'Elle a pour Son Altesse Royale, s'oblige de traiter à sa Cour la Personne du Grand-Duc & de ses Successeurs de la même manière & avec les mêmes Titres que l'on a donnés à la Cour d'Espagne, à la Personne & aux Ministres du Sérénissime Seigneur Duc de Savoie avant qu'il fût reconnu Roi de Sardaigne.

VII. Leurs Alteſſes Royale & Electorale promettent que tous leurs Biens meubles & immeubles tant Fédéraux qu'Allodiaux, leur appartenant & situés tant au dedans qu'au dehors de leurs Etats, & qu'ils se trouveront posséder à l'heure de leur mort, passeront au Sérénissime Infant, comme Grand-Duc de Toscane, & aux autres Grands-Ducs ses Successeurs. Elles promettent de même de laisser au Sérénissime Infant & aux autres Grands-Ducs tous les Patronats des Bénéfices Ecclésiastiques de leur Maison & de leur Etat, dont elles pourront disposer en quelque manière que ce soit.

VIII. Que tous les Biens meubles, & les meubles de quelque genre, prix & valeur qu'ils soient, en quelque lieu qu'ils soient tenus, conservés & placés, restent & doivent rester dans le libre & absolu pouvoir de Leurs Alteſſes, tant pour l'usage que pour la propriété, pouvant en disposer librement tant pendant leur vie qu'à leur mort, comme restent à leur disposition tous les effets & biens qu'elles se trouvent avoir & posséder hors des Etats de la Toscane, & notamment les Revenus de l'Héritage des Sérénissimes Grandes-Duchesses de Toscane VICTOIRE D'URBIN & MARGUERITE DE FRANCE leur Aïeule & Mère respectives, & toutes les sommes qui leur sont dues en quelque lieu que ce soit, à la réserve de l'Artillerie & des Armes, Munitions & autres choses concernant le service de la Guerre & de la Marine.

IX. Leurs Alteſſes s'obligent de céder, comme elles cèdent dès à présent, au Sérénissime Infant, pour le tems qu'il sera Grand-Duc de Toscane, & aux Grands-Ducs ses Successeurs, toutes les autres Dêtes qui ne sont pas spécifiées ci-dessus & que les Ancêtres de leur Maison Régnante ont contractées avec des Puissances Etrangères, hormis avec la Couronne d'Espagne, & la Faculté & le Droit qu'elles ont ou peuvent avoir de recouvrer ou faire valoir leurs prétentions sur les Etats, Effets & Biens qui ne sont pas possédés à présent par leur Maison, pour l'agrandissement des Etats & Domaines de la Toscane.

X. D'autre part Leurs Majestés Catholiques sont contents & promettent au nom du Sérénissime Prince-Infant & de ceux qui entreront dans ses Droits, que la Sérénissime Electrice survivant au Sérénissime Grand-Duc son Frère, elle pourra & devra prendre & garder durant sa vie le Titre de Grande-Duchesse & jouir des Honneurs & prérogatives dont ont joui les autres Grandes-Duchesses de Toscane, & particulièrement celle d'être entretenue avec sa Cour des deniers publics.

XI. Que si, à la mort du Sérénissime Grand-Duc, le Sérénissime Prince-Infant ne se trouve pas en Toscane, & que la Sérénissime Electrice survive,

DU REGNE DE GEORGE II.

371

elle pourra & devra aussitôt prendre, avec le Titre de Régente, ~~au nom du~~ Sérénissime Infant alors Grand-Duc, l'Administration du Gouvernement qu'elle gardera jusqu'à son arrivée dans lesdits Etats; & Son Altesse Electorale aura, avec le Titre de Régente & de Tutrice, le Gouvernement jusqu'à ce que le Prince Infant, absent ou présent, ait sa dix-huitième année accomplie, & même après les dix-huit ans accomplis, si le Sérénissime Infant sortoit desdits Etats de Toscane.

MDCCXXXI
CONGRÈS D'
BOLOGNE, &c.

XII. Que le Sérénissime Infant alors Grand-Duc, étant devenu Major, il devra admettre la Sérénissime Electrice dans tous les Conseils d'Etat de Grace & de Justice, & conférer à sa nomination les Charges Civiles & Economiques, les Bénéfices & Dignités Ecclésiastiques, & laisser à Son Altesse Electorale la Surintendance des Lieux pieux & de l'Académie de Pise.

On invitera de la part de Sa Majesté Catholique & de Son Altesse Roiale, Sa Majesté Impériale, Sa Majesté Très-Chrétienne, Sa Majesté Britannique, & les Seigneurs Etats-Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, de garantir la présente Convention que Sa Majesté Catholique, au nom du Sérénissime Infant, & Son Altesse Roiale s'obligent de ratifier & de faire échanger les Ratifications ici à Florence au bout de trois mois à compter du jour de la signature ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi, Nous les Ministres Plénipotentiaires soussignés de Sa Majesté Catholique & de Son Altesse Roiale le Grand-Duc, en vertu de nos pleins-Pouvoirs que nous nous sommes réciproquement communiqués & dont Copie sera mise à la suite du présent Traité & Convention de Famille, nous avons signé & apposé le sceau de nos Armes. Fait à Florence le 25 Juillet 1731.

FRA SALVATORE ASCANIO

CARLO RIMUCINI.

JACOPO GIRALDI.

A ce Traité fut joint cet Article séparé signé le même jour & par les mêmes Ministres.

ON est convenu dans le présent Article Séparé, qui aura la même force & vigueur que s'il étoit inséré dans la Convention signée ce jourd'hui, que Son Altesse Roiale, pour donner la preuve la plus authentique de ses sincères & affectueuses intentions envers Sa Majesté Catholique & Sa Famille Roiale, consent, pourvu que Sa Majesté Impériale l'approuve, que le Sérénissime Infant DON CARLOS puisse, pendant la vie & Gouvernement du Sérénissime Grand-Duc, venir & résider en Toscane, de la manière qui sera réglée, sans être à charge au Trésor de Son Altesse Roiale & au Pais, & sans aucun préjudice à la Souveraineté & pleine Autorité de Son Altesse Roiale, qui se persuade que Sa Majesté Catholique, en considération dudit consentement & des fortes & graves raisons qui ont été représentées & qu'on représente de nouveau, daignera par un Acte de Clémence Roiale délivrer les Places & autres lieux des Etats

Article séparé.

A a ij

MDCCXXXI.
CONGRÈS DE
BONNEN, &c.

de Toscane de pesant & incommode fardeau de recevoir des Garnisons Espagnoles ou de quelque autre Nation, puisque le Pais peut suffisamment être gardé & défendu par ses propres Garnisons, qui en tems de nécessité peuvent être augmentées des deniers que l'Espagne jugeroit à propos de fournir pour cet effet & de la manière dont on conviendrait. Au cas que la constante confiance que l'on a que Sa Majesté Catholique s'engagera à ne faire entrer dans les Places & Lieux de Toscane aucunes Troupes Espagnoles ou de quelque autre Nation ait lieu, Son Altesse Roiale permettra que l'on fasse passer par la Toscane les Troupes Espagnoles, qui seront envoyées dans les Etats de Parme, en suivant le règlement qui, dans ce cas, seroit fait pour la marche & le bon ordre, afin qu'elles ne soient point à charge.

Sa Majesté Impériale; Sa Majesté Très Chretienne, Sa Majesté Britannique & les Seigneurs Etats-Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, seront priés & invités par Sa Majesté Catholique & par son Altesse Roiale, de garantir aussi le présent Article Séparé, qui sera ratifié, tant par Sa Majesté Catholique, que par Son Altesse Roiale; & l'échange des Ratifications se fera à Florence, dans le terme de trois mois, à compter de la date du présent Article, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi, &c.

Cet Article Séparé sur l'exécution duquel le Grand-Duc & ses Ministres ne comptoient sans doute pas beaucoup, n'eut point lieu. La Reine & le Conseil d'Espagne n'avoient garde de porter le Roi Catholique à le ratifier. On joignit encore à la Convention ci-dessus, un Arrangement au sujet de la Réception & de la Résidence de l'Infant dans les Etats du Grand-Duc. Il fut aussi signé ce même jour.

Quand cette Convention fut communiquée à la Cour de Vienne, on y trouva mauvais qu'on n'eût point spécifié que la Toscane est un Fief de l'Empire. On demanda que cette Omission fût réparée dans les Ratifications; & l'on fonda principalement cette demande sur ce que l'Infant d'Espagne succéderoit au Grand-Duc, non en vertu d'aucune disposition de ce Souverain, mais en vertu du Traité de la Quadruple-Alliance & des Lettres d'Investiture accordées par l'Empereur. Le Grand-Duc satisfit l'Empereur par une Déclaration, qui fut signée à Florence vers la fin d'Août, & qui fut rappelée dans l'Acte d'Accession au Traité de Vienne, ainsi qu'on le verra plus bas. L'Ambassadeur d'Espagne fit une autre Déclaration sur le même sujet, portant, Que le Roi son Maître n'avoit nullement dessein de préjudicier aux engagements pris par les différentes Puissances dans les Traités de la Quadruple-Alliance de la Paix de Vienne, de 1725, & dans le Traité, du 22 de Juillet de cette année, auquel on ne pouvoit pas encore être instruit à Florence, lorsqu'on y avoit signé le 25 du même mois une Convention, qui n'avoit pour but que l'utilité particulière du Grand-Duc & de l'Electrice Douairière Palatine, sa Sœur. Ces Déclarations furent faites le 9 de Septembre. Quelques jours après le Marquis de Bartholomey, Ministre du Grand-Duc à Vienne, signa l'Accession de son Maître au Traité de Vienne. La voici.

DU REGNE DE GEORGE II.

373

Pour parvenir au but salutaire que Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique, Sa Sacrée Majesté le Roi Catholique & Sa Sacrée Majesté le Roi de la Grande-Bretagne se sont proposés en signant le Traité conclu à Vienne, le 22 du mois de Juillet de la présente année, savoir d'affermir & d'établir de toutes parts la Tranquillité Publique dans l'Europe; rien n'a paru convenir d'avantage à leur dessein que l'Accession du Sérénissime Grand-Duc audit Traité. C'est pourquoi lesdites Parties Contractantes ont cru devoir par l'Article VI de ce Traité inviter amiablement Son Altesse Royale à concourir au susdit Traité; d'autant plus que Sadite Altesse Royale n'ignore pas les Engagemens que lesdites Parties y ont pris envers elle, non plus que la bonne volonté qu'elles ont témoignée en d'autres occasions à l'égard de Son Altesse Royale; & qu'on l'assure encore derechef que Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique, Sa Sacrée Majesté le Roi Catholique & Sa Sacrée Majesté le Roi de la Grande-Bretagne auront un soin particulier & s'attacheront principalement à contribuer à sa Dignité & à son repos, aussi-bien qu'à la sûreté & à l'avantage des Etats qui lui sont soumis: Et lesdites Parties Contractantes persistant dans leurs bonnes intentions à cet égard, Son Altesse Royale, pour se conformer à leur desir, autant que faire se peut, & se faisant d'ailleurs un plaisir & un honneur de s'associer à de si grands Princes dans le louable dessein qu'ils ont de conserver & d'affermir la Tranquillité Publique: après avoir mûrement examiné tout ce qui est contenu dans le susdit Traité, en tant qu'il concerne Son Altesse Royale, sa Dignité & son repos, aussi-bien que la sûreté & l'intérêt des Etats qui lui sont soumis, Elle a résolu de l'approuver en son entier, en y accédant & en l'acceptant. Mais, comme, avant qu'on eût connoissance à Florence de la Conclusion dudit Traité, les Ministres Plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi Catholique & ceux de Son Altesse Royale avoient signé en ladite Ville de Florence, la Convention du 25 du même mois de Juillet, ensuite publiée ici, & quoique cette Convention fût purement de Famille à Famille, & ne tendit qu'à régler les Intérêts particuliers de Son Altesse Royale & de sa Sœur la Sérénissime Electrice Douairière Palatine, sans qu'il y soit aucunement préjudicié aux Accords ou Conventions faites entre les principaux Princes de l'Europe, de telle manière que ce qui est arrêté dans ladite Convention de Florence, ne peut donner aucune atteinte aux Droits établis par les Pactes & Accords entre les autres Princes qui n'ont pas concouru à la susdite Convention; cependant il a été jugé nécessaire que les Parties Contractantes de ladite Convention de Florence exposassent, par une Déclaration solennelle, l'intention qu'elles avoient eue en contractant. Pour cet effet, afin d'ôter tout doute à ce sujet, & pour que Son Altesse Royale puisse concourir avec les Parties Contractantes du Traité conclu à Vienne, le 22 Juillet de la présente année, en accédant audit Traité, ce qui ne contribuera pas peu à assurer le repos mutuel, l'unique but desdites Parties: Moi, soussigné, Envoyé Extraordinaire de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Toscane; après avoir montré & fait reconnoître les Pleins-Pouvoirs dont je suis autorisé, je déclare & je promets, au nom de Son Altesse Royale, qu'Elle accède entièrement & qu'Elle approuve toutes & chaque choses qui sont contenues dans le Traité

MDCCXXII.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

Déclaration d'ac-
cession du Grand-
Duc de Toscane au
Traité de Vienne

ins mentionné de Vienne, en date du 22 Juillet de la présente année, en tant que ledit Traité concerne Son Altesse Roiale, sa Dignité, son repos, aussi-bien que la sûreté & l'avantage de ses Sujets & de ses États. Elle déclare de plus que la susdite Convention du 25 du mois de Juillet, n'a été conclue par aucun autre motif que comme un Pacte de Famille à Famille, qui concerne uniquement les intérêts de Son Altesse Roiale & de sa Sœur la Sérénissime Electrice Douairière Palatine, & cesdits intérêts y étant réglés de telle manière, qu'ils ne peuvent ni ne doivent préjudicier en rien aux Droits des autres Princes qui n'ont point concouru à la susdite Convention, lesquels Droits leur sont confirmés par les Pactes & Conventions conclues entre les principaux Princes de l'Europe.

En échange, nous soussignés Ministres Plénipotentiaires de Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique, de Sa Sacrée Majesté le Roi Catholique & de Sa Sacrée Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, & en vertu des Pleins-Pouvoirs dûment montrés & reconnus, nous acceptons & recevons, au nom de Leursdites Majestés, tant la Déclaration faite & signée à Florence, au nom de Son Altesse Roiale le-Grand-Duc de Toscane, au sujet de la Convention, du 25 de Juillet, que la susdite Accession de Son Altesse Roiale au Traité conclu à Vienne en Autriche, le 22 du même mois de Juillet : De sorte que Leurs Susdites Majestés s'obligent & s'engagent, Elles & leurs Successeurs, envers son Altesse Roiale à remplir & exécuter, tout ce qui se trouve réglé dans le susdit Traité, en faveur de Son Altesse Roiale pour son repos & pour sa Dignité, aussi-bien que pour la sûreté & l'intérêt des États de sa Domination.

Le présent Instrument d'Accession, de Déclaration & d'Acceptation sera ratifié par toutes les Parties Contractantes & les Lettres de Ratification seront expédiées en bonne & due forme dans l'espace de deux mois, à compter du jour de la Souscription, ou plutôt si faire se peut, & seront échangées & délivrées mutuellement à Vienne en Autriche.

En foi de quoi, &c. Fait à Vienne, le 21^e. jour de Septembre 1731.

EUGENE DE SAVOYE
PHILIPPE-LOUIS
C. DE SINTENDORF.

LE DUC DE THOMAS FRED. MARQUIS
LIRIA ET ROBINSON. DE BARTHOLOMEY
D'HERICA.

GUNDACRE - THOMAS
C. DE STAHRMBERG.

J. L. C. DE KÖNIGSEGG.

Avant que ces différens Actes fussent signés, tant à Florence qu'à Vienne, la Cour d'Espagne ne doutant point de la bonne volonté du Grand-Duc, fit recevoir par l'Infant Don CARLOS, les Complimens des Grands & des Ministres Etrangers, au sujet de ses Etablissements; & rendit Publics ses Titres, qui furent, S. A. S. Don CARLOS Infant d'Espagne, Duc de

Parme & Plaisance, Grand Prince Héritier de Toscane. C'est ce qui se fit dans le mois de Septembre aussi-tôt qu'on eut reçu la nouvelle à Séville, que la Duchesse seconde Douairière de Parme avoit déclaré qu'elle n'étoit point enceinte. Le mois suivant l'Empereur, après avoir reçu du Roi d'Espagne une Lettre, par laquelle il émancipoit son Fils, l'Infant Don CARLOS, fit expédier de l'Avis de son Conseil Aulique Impérial, la Résolution que ce Conseil avoit dressée touchant l'Emancipation, & la Tutelle de l'Infant Duc. Le voici.

MDCCXXI.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

I. On doit mettre dans les Archives de l'Empire l'Original de la Lettre que le Roi d'Espagne a envoyée à l'Empereur datée de Séville, le 15 de Septembre au sujet de l'Emancipation de Don CARLOS avec la Déclaration dudit Roi, de ne pas se mêler de la Tutelle Impériale dudit Infant son Fils, mais de la reconnoître & de n'entreprendre rien contre icelle; Sa Majesté Impériale ayant accepté & confirmé cette Emancipation & Déclaration par son Autorité Impériale; afin que l'Usage & les Droits de l'Empire-Romain reçus dans ses Fiefs d'Italie, sortissent leur effet.

Résolution Impériale touchant l'Emancipation de l'Infant Don Carlos.

II. L'Infant Don CARLOS étant encore Mineur, l'Empereur, en vertu de sa Puissance Impériale, lui donne pour Tuteurs la Sérénissime Princesse DOROTHEE-SOPHIE, Duchesse Douairière de Parme & de Plaisance, son Aïeule Maternelle, & le Grand-Duc JEAN-GASTON.

III. Il sera écrit à cette Princesse & à ce Prince que, comme il n'y a plus de doute sur l'extinction de la Succession Masculine de la Maison de Farnèse, & que par conséquent le cas de la Vacance des Duchés de Parme & de Plaisance, alléguée dans la Quadruple-Alliance, est effectivement arrivé & qu'ainsi pour le plus grand affermissement de ladite Alliance & de l'Investiture Eventuelle suivie après, item en conséquence de ce qui est réglé par le Traité de Vienne, du 7 Juin 1725, l'Infant Don CARLOS, en qualité d'un nouveau Vassal appelé à ces Fiefs Impériaux de Parme & de Plaisance, doit succéder. Mais, comme ce Prince, à cause de sa Minorité, n'est pas encore en état d'administrer les Affaires ni d'exécuter ce qui est requis par les Lettres-Patentes de ladite Investiture Eventuelle; que de plus, aucun Roi d'Espagne n'est en droit d'accepter ni de gérer la Tutelle d'un pareil Prince appelé à une pareille Succession & que ledit Roi, en égard à tout cela & pour l'exécution de toutes les choses, auxquelles il est obligé par les Conventions faites concernant la Tutelle, a affranchi ledit Infant Don CARLOS de son Pouvoir Royal & Paternel & l'a fait par là son propre Maître, & l'a délivré de tout lien de Puissance Royale & Paternelle, & que ledit Roi a envoyé à l'Empereur la Lettre qui contient la Déclaration de ladite Emancipation & affranchissement, en date du 15 de Septembre dernier, signée de sa propre main, cachetée du Cachei des Armes Royales & contre-signée par son premier Secrétaire d'Etat, & que pour raison de tout ceci il est nécessaire d'établir à Don CARLOS des Tuteurs & Curateurs, qui pendant sa Minorité aient soin de ses Affaires; qui reconnoissent, promettent & exécutent ce que, en conformité des Lettres

MDCCXXXI
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

d'Investiture Eventuelle, ce Prince, s'il étoit Major, seroit obligé de prô-
mettre & d'exécuter.

A ces Causes, Sa Majesté Impériale, par son Pouvoir Impérial, a donné par la présente pour Tuteurs & Curateurs audit Prince ladite Duchesse Sérénissime DOROTHÉE-SOPHIE, Douairière de Parme & de Plaisance, son Aïeule Maternelle, par la confiance sur ses excellentes vertus, & sur son amour & affection envers ledit Infant, & Son Altesse JEAN-GASTON Grand-Duc de Toscane: ne doutant point qu'Elle n'eût fait le meilleur choix dans les Personnes de Leurs Altesses, dont Sa Majesté Impériale attend un témoignage assuré & agréable par une prompte déclaration de l'acceptation de cet Office de Tuteurs & par l'expédition des Pleins-pouvoirs suffisans, par lesquels leurs Procureurs, bien instruits & munis, seront admis au Conseil Impérial Aulique pour la prestation du Serment des Tuteurs, sur leurs Ames, pour ensuite & après avoir envoyé les Reversales en forme de Convention, recevoir de la Chancellerie Impériale-Aulique les Pleins-Pouvoirs accoutumés pour l'Administration de ladite Tutèle.

D'ailleurs Sa Majesté Impériale espère que les Princes Tuteurs ensuite ne laisseront rien manquer de leur part, pour la présentation des Pleins-Pouvoirs requis pour recevoir l'Investiture des Duchés de Parme & de Plaisance, & pour la prestation de tous les autres devoirs accoutumés au Conseil & à la Chancellerie Aulique-Impériale, afin qu'il n'y ait rien qui les empêche d'obtenir, en qualité de Tuteurs, l'Investiture Actuelle desdits Duchés, du Trône Impériale, d'une manière solennelle & accoutumée, & tout cela au plus dans l'espace d'un an, à compter du tems de la Possession prise. Fait à Vienne, dans le Conseil Impérial-Aulique, le 16 Octobre 1731.

J. S. HAYECK DE WALDSTÄTTEN.

Ce qui se passe
en Espagne au su-
jet de l'arrivée
prochaine de l'Es-
cadre Angloise.

En conséquence de cet Acte, la Duchesse DOROTHÉE prit possession en forme des Duchés de Parme & de Plaisance, le 29 de Décembre. Rien ne pouvant plus retarder le transport des six mille Espagnols en Italie & le départ de l'Infant-Duc, c'est à quoi la Cour d'Espagne s'occupoit. J'ai déjà dit que le Vice-Amiral Wager étoit parti dès le mois de Juillet avec une Escadre de 13 Vaisseaux de Guerre pour se rendre à Cadix. Dès que le Roi d'Espagne fut informé dans le mois d'Août par le S. Keene, Ministre de la Grande-Bretagne, que cette Escadre devoit arriver incessamment, & que le Vice-Amiral Wager se rendroit en personne à Séville, pour concerter & régler avec les Ministres de Sa Majesté les mesures nécessaires pour l'Expédition projetée; la Cour ordonna sur le champ de préparer une Maison pour y loger convenablement ce Vice-Amiral, & les ordres furent envoyés à Cadix pour y rendre les honneurs dus au Pavillon d'Angleterre. La Cour fit rendre ensuite le Navire Anglois pris, comme je l'ai dit ailleurs, par le Comte de Calvijo, comme il alloit de Tetuan à Alger sous prétexte qu'il avoit à bord quelques Maures. Ces derniers furent aussi remis en liberté, tous leurs effets

effets leur furent rendus, & l'on ordonna de restituer à la *Compagnie Angloise du Sud* une somme considérable saisie sur elle pendant les derniers Troubles. On la faisoit monter à 500 mille Livres Sterling. Enfin le Roi nomma des Commissaires pour régler avec ceux du *Roi d'Angleterre* les prétentions réciproques des Sujets des deux Courones; & ces Commissaires devoient commencer incessamment leurs Conférences.

MDCCXXXI
CONGRÈS DU
SOISSONS, &c.

Le 12 d'Août le Vice-Amiral *Wager*, dont l'Escadre avoit été renforcée en route, entra dans le Port de *Cadix* avec 21 Vaisseaux de Guerre. Il salua la Ville de 15 coups de Canon, & le salut lui fut rendu par un pareil nombre. Sur le champ il envia deux Gentilshommes à terre pour complimenter le Gouverneur & le Vice-Amiral Marquis *Mari* & les prier à dîner. Ils se rendirent à son Bord & furent salués de 13 coups de Canon: mais le Marquis s'excusa de rester à dîner. Le 14 le Vice-Amiral mit pied à terre pour aller rendre visite au Gouverneur, chés lequel il dina. Lorsqu'il s'en retourna, la Ville le salua de 13 coups de Canon. Il arriva le 17 à *Seville*, & dès le jour même il eut une Conférence avec les Ministres. Le lendemain il eut Audience du Roi & de la Reine, aiant à sa suite un nombreux cortège des Officiers de son Escadre & des principaux *Négocians Anglois*. Leurs Majestés, la Famille Roïale, les Ministres & les Grands le comblèrent de caresses. Il ne resta que jusqu'au 23 à *Seville*, & dans ce peu de jours il eut plusieurs Conférences avec le sieur *Patinho*, le Marquis *Mari* & le Comte de *Charny* pour régler tout ce qui concernoit l'embarquement des six mille *Espagnols*, qui se devoit faire à *Barcelone*, & l'on convint que l'Escadre Angloise prendroit les devans pour embarquer deux Regimens qu'elle devoit prendre en passant à *Gibraltar*, afin d'aller ensuite joindre l'Escadre Espagnole, suivant les signaux dont les Amiraux convinrent. L'Escadre Espagnole ne fut pas aussitôt prête qu'on l'avoit fait espérer. Elle manquoit de Matelots & l'on fut obligé d'en enlever de force de tous côtés. Malgré ce retardement, elle ne laissa pas de se rassembler avant la fin du mois Septembre à *Barcelone*, où l'Escadre Angloise l'attendoit. Elle étoit commandée par l'Amiral *Mari*, & par les Vice-Amiraux *Clavijo* & *Cornejo*. Les Provisions, les Munitions & toutes les autres choses nécessaires furent embarquées très promptement, ainsi que les six mille *Espagnols* & les Troupes qui devoient relever la Garnison de *Porto-Longone*; desorte qu'elle fut en état de partir le 17 d'Octobre. Deux Vaisseaux de Guerre, l'un *Espagnol*, l'autre *Anglois*, furent détachés pour aller porter au *Grand Duc* la nouvelle du départ de la Flote alliée; & ce Prince nomma le Marquis *Rinuccini* & le S. *Bardi*, Surintendant des Fortifications de *Toscane*, pour aller recevoir les Amiraux à *Livourne*. Ils y furent accompagnés de quelques Carosses & de quelques Officiers de la Cour aux ordres du Marquis *Rinuccini*. La Flote étoit composée de la part des *Espagnols* de 25 Vaisseaux de Guerre commandés par l'Amiral Marquis *Mari*, lesquels avoient 10 mille Hommes d'Equipage; & de 7 Galères commandées par le S. *Regio*, lesquelles avoient 2 mille 900 Hommes d'Equipage; & de la part

Arrivée de l'Escadre Angloise.

Départ de la Flote Alliée.

M D C C C X X X I
C O N G R È S D E
S O U V E R A I N E T É , & C.

Anglois de 18 Vaisseaux de Guerre, aiant 8 mille 380 Hommes d'Equi-
page, & de 48 Bâtimens de transport, qui portoient six Regimens dont
un de Dragons & cinq d'Infanterie, faisant en tout 7 mille 438 Hom-
mes. Cette Flote fut séparée par une violente Tempête, enforte qu'il n'en
arriva qu'une partie à Livourne le 26 d'Octobre; savoir 7 Vaisseaux Es-
pagnols & 14 Anglois. Le reste des Vaisseaux de Guerre, les Bâtimens
de transport, & les Galères qui leur servoient de Convoi, que la Tem-
pête avoit obligé de relâcher sur la Côte de Gènes, arrivèrent quelques
jours après. Les Amiraux *Mari & Wager* furent complimentés par ordre
du Grand Duc, & leurs Pavillons furent salués chacun de douze coups
de Canon. Pendant qu'on s'occupoit à débarquer les Troupes, les Gé-
néraux, Amiraux & Ministres *Espagnols, Anglois & Toscans* dressèrent le
Règlement suivant.

R È G L E M E N T
Touchant l'intro-
duction & la ré-
sidence des Trou-
pes de Sa Majesté
le Roi Catholique
dans les Etats de
son Altesse Roia-
le le Grand Duc
de Toscane.

*SON Excellence le Comte de Charny, Capitaine & Commandant Géné-
néral de Sa Majesté Catholique en Italie, aiant prêté, conformément aux
Traités, le Serment de fidélité au Grand Duc de Toscane, tant en son nom,
que pour les Officiers des Troupes Espagnoles, il lui sera permis de faire en-
trer dans lesdits Etats les mêmes Troupes, qui n'excéderont pas six mille Hom-
mes, lesquels seront entièrement payés & entretenus aux frais de l'Espagne,
sans que le Trésor du Grand Duc ni le Pais soient tenus d'y subvenir en au-
cune manière; relativement aux Traités & Conventions faites entre les Par-
ties Contractantes.*

I. Pour cet effet, deux Bataillons desdites Troupes entreront dans Pise avec
300 Dragons, pour y loger dans les Quartiers, qui leur auront été préparés
& assignés. Deux Bataillons seront pareillement introduits dans Porto - Fer-
rajo. Quant à ce qui concerne Livourne, 60 à 70 Dragons Espagnols y res-
teront avec autant d'Infanterie, que les Magasins de la Porte - Marée, des
Cantines & de l'Huile en pourront contenir. Le reste campera sous des Ten-
tes, jusqu'à ce que le Comte de Charny, de concert avec le Gouvernement,
soit convenu des Quartiers dans ladite Place, & qu'il ait réglé tout ce qui lui
peut être nécessaire, tant pour le service du lieu que pour sa défense; sans pré-
tendre, sous quelque prétexte que ce soit, de pouvoir les distribuer dans d'au-
tres endroits des Etats du Grand Duc de Toscane.

II. Le Comte de Charny aura dans Livourne, tant pour la défense de Son
Altesse Roiale & de sa Souveraineté, que pour son service & celui de la succe-
sion immédiate de l'Infant Don C A R L O S, le Commandement suprême du
Militaire. Les Troupes Espagnoles, conjointement avec celles de Son Altesse
Roiale, feront service, selon l'alternative des Officiers des Corps des unes & des
autres, selon leur rang. De plus, les deux tiers des Troupes seront Espagnoles,
le reste Toscan. Le Comte de Charny demeurera chargé de distribuer la Gar-
nison dans tous les Postes qu'il jugera convenable, sans excepter les Forteres-
ses ancienne & nouvelle: mais il ne pourra en aucune manière se mêler des Affai-
res du Gouvernement Civil, Economique, Politique & Marchand, non plus
que du Département de la Santé; ce qui dépendra uniquement du Gouver-
neur de Livourne, élu & désigné tel; &, s'il arrivoit que ledit Gouverneur

ont besoin pour cet effet de quelques Troupes, le Comte de Charny sera tenu de lui en donner avec des Officiers, lesquels seront obligés d'aller recevoir les Ordres dudit Gouverneur, & de les exécuter fidèlement. Le Gouverneur pourra choisir l'Officier, qui sera chargé de l'Ordre.

MUCCXXXI.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

III. Quant aux Galères du Grand Duc, son Altesse Royale pourra en réduire le nombre, ou les détacher à son bon plaisir; & elles demeureront en tous & par tout sous son Commandement immédiat, de même que le Corps de Troupes Toscanes, faisant partie de la Garnison de Livourne, qu'il sera maître de réduire à sa volonté, sans pouvoir néanmoins l'augmenter au-delà du tiers. Pour ce qui concerne la Jurisdiction que devra exercer le Gouverneur du Grand Duc, indépendamment de tous autres, & par rapport aux Ordres qui lui seront envoyés, de quelque nature que ce puisse être, l'un & l'autre s'exécutera par l'Officier qui se trouvera de garde; à l'occasion de quoi le Comte de Charny sera tenu de donner en particulier des Ordres généraux à ses Officiers.

IV. Le salut sera rendu selon la manière usitée dans la Place; & si l'on veut y faire quelque changement, le Comte de Charny & le Gouverneur devront être d'accord. Ledit Gouverneur continuera d'avoir sa Garde, composée de Soldats & Officiers Toscans.

V. On conviendra sur ce pied-là de l'autorité que les Officiers Espagnols pourront avoir à Porto-Ferrajo sur les Troupes de leur Nation, de même que de celle du Gouverneur du Grand Duc. On tiendra un Inventaire joint & certifié de toute l'Artillerie & des Agrès, qui appartiennent au Grand Duc; & les Commandans Espagnols en auront un double. Son Altesse Royale aura toujours la liberté de pouvoir tirer des Provisions, Munitions de Guerre & Agrès de Livourne & Porto-Ferrajo, mais seulement de ce qui sera reconnu lui appartenir, & qui sera remis sur les ordres des trois Ministres de Son Altesse Royale, afin que l'on soit en état de pourvoir à la défense du Pais, à la sûreté des Places, & aux besoins de ses Garnisons: mais, si les Espagnols venoient à manquer de Provisions & autres choses semblables, ils pourront en tirer des Magasins du Grand Duc, à un prix raisonnable.

En foi de quoi, les Ministres de leurs Majestés Catholique & Britannique & de Son Altesse Royale ont signé de leurs propres mains & scellé de leurs Sceaux le présent Règlement. FRA SALVATORE ASCANIO. EMMANUEL COMTE DE CHARNY. LE MARQUIS DE MARY. CARLO RINUCCINI CHARLES WAGER. FRANÇOIS COLMAN.

Après la signature de ce Règlement le Comte de Charny prêta le Serment suivant entre les mains du Marquis Capponi Gouverneur de Livourne, commis par le Grand Duc à cette fonction.

JE soussigné EMMANUEL D'ORLEANS Comte de Charny, Chevalier de l'Ordre de Saint Jacques, Gentilhomme de la Chambre de Sa Majesté le Roi Catholique, Gouverneur de la Ville & Forteresse de Ceuta, Gouverneur & Capitaine - Général de Province, Commandant - Général des Troupes de Sa Majesté dans l'Italie; en exécution des Ordres précis de Sa Majesté signés de sa main Royale & contre-signés par Don Joseph PATINHO. Conseiller d'Etat de Sa Majesté, desquels Ordres j'ai délivré une Copie, fidèlement tirée sur

SERMENT prêté
par le Comte de
Charny.

MDCCXXXI:
CONGRES DE
SOISSONS, &c.

l'Original, laquelle sera insérée à la fin du présent Acte; Promets & Jure, entre les mains du Général Marquis JULIEN-GASPARD CAPPONI, Gouverneur de Livourne, Gentilhomme de la Chambre de son Altesse Roïale, dûment autorisé pour cet effet par la signature de la propre main du Grand Duc, en date du 23 Octobre 1731, & contre-signée par l'Abbé TORNAQUINCI Secrétaire d'Etat, en présence des deux Seigneurs Amiraux & de M. le Baron de COLMAN Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique, & de plusieurs Officiers des Troupes Espagnoles & de Toscane, & cela en la meilleure forme possible & la plus solennelle; au nom de Dieu, sur le salut de mon ame & sur les saints Evangiles, tant pour moi que pour les Officiers & Soldats de sadite Majesté, qui seront introduits & demeureront dans les Etats & Places du Grand Duché de Toscane, selon la teneur des Traités & conformément au stile ordinaire des Sermens, que j'ai fait ailleurs en pareilles occasions, par rapport aux divers Gouvernemens que je possède dans les Roïaumes de Sa Majesté Catholique: Je promets, jure, m'engage & dis, que j'observerai toujours inviolablement la plus religieuse fidélité & obéissance aux Ordres du Sérénissime JEAN - GASTON, Prince & Grand Duc de Toscane, en qualité de légitime & unique Souverain desdits Etats; & que chacun de nous s'emploiera entièrement, en entrant au Service de Son Altesse Roïale, à défendre la Personne, la Souveraineté, l'Autorité, les Etats, les Biens & les Sujets de sadite Altesse Roïale, & tout ce qui lui peut appartenir, comme aussi l'honneur de son Altesse Roïale & de ses Etats; pourvu qu'il n'y ait rien de contraire à la succession Immédiate du Sérénissime Prince & Infant Don CARLOS, que nous devons défendre & soutenir conjointement avec toutes les forces de Toscane. Promettons de plus de ne rien faire de notre côté, qui puisse empêcher ou retarder l'exécution des Ordres des Gouverneurs & Ministres de son Altesse Roïale, conformément aux Règlemens faits à ce sujet; déclarant de plus en conséquence que, tant moi, que les Officiers & Soldats des Troupes de sa Majesté, seront toujours prêts de leur donner assistance à la première sommation, & de leur fournir les secours nécessaires en pareil cas.

Départ de l'Escadre Angloise,

Des Galères Espagnoles,

Et des Vaisseaux de guerre Espagnols.

Quand on eût réglé tout, & que les Troupes Espagnoles eurent été distribuées dans les Places qui leur étoient destinées, le Vice-Amiral *Wager* remit à la voile le 6 de Décembre avec son Escadre, faisant route vers le Détroit dans l'intention de se rendre directement à *Portsmouth*, après s'être arrêté quelques jours à *Gibraltar*. Les Galères Espagnoles partirent le 13 pour aller à *Gènes* où l'on devoit les nétoier, & de-là passer à *Antibes* pour y prendre l'Infant-Duc. Quatre jours après l'Escadre Espagnole se remit en Mer pour *Barcelone*: mais une Tempête l'obligea de regagner le Port de *Livourne*, où l'Amiral avec un autre Vaisseau rentrèrent fort maltraités aiant perdu leurs Mâts. Elle en repartit quelques jours après & rentra, les premiers jours de Janvier 1732, dans le Port de *Barcelone*. Dès que le Roi d'Espagne fut informé que les deux Escadres étoient parties de *Livourne*, il remit au S. Keene Ministre de la Grande-Bretagne son Portrait enrichi de Brillans estimés 25 mille Pièces de huit, pour l'envoyer au Vice-Amiral *Wager*, auquel il en faisoit présent.

Pendant que la Flote Alliée étoit en Mer pour aller à *Livourne*, le *Roi d'Espagne* déclara le 10 d'Octobre (1731) que l'*Infant-Duc* partiroit le 20. On fit part de cette résolution au Comte de *Rottembourg* Ambassadeur de *France* afin qu'il en instruisît le Roi son Maître, & l'on fit partir un Exprès pour le Marquis de *Castelar*, avec ordre de demander au Roi Très Chrétien le passage pour l'*Infant-Duc*, sa suite & son Escorte par le *Roussillon*, le *Languedoc* & la *Provence* jusqu'à *Antibes* où le Prince devoit s'embarquer pour *Livourne*. L'*Infant-Duc* partit en effet le 20 avec une Escorte de 120 Gardes du Corps, dont la moitié devoit l'accompagner en traversant les Provinces de *France*. Il arriva le 26 de Novembre sur le bord du *Labrigat*, ruisseau qui sépare le *Roussillon* de la *Catalogne*. Il y fut reçu par le Marquis de *Caylus* Commandant en *Roussillon*, & par le S. de *Jallais* Intendant de la Province. On lui rendit par tout sur son passage tous les honneurs dus à son rang. Il arriva à *Antibes* le 17 de Décembre. Il y trouva les Galères de *Toscane*. Le *Grand-Duc* les avoit envoïées au devant de lui, sous les Ordres du Général *Marescotti*, que trente Chevaliers de *Saint-Etienne*, vêtus des habits de leur Ordre, accompagnoient pour complimenter le *Grand-Prince* de la part de Son *Altesse Royale*. Le 26 au matin, l'*Infant-Duc* s'embarqua sur les Galères d'*Espagne*, qui furent batues d'une Tempête qui ne les empêcha pas d'aborder le lendemain à *Livourne*, à la réserve de trois qui furent obligés de relâcher sur les Côtes de *Corse*. L'*Infant-Duc* débarqua le soir même & fit son entrée dans la Ville aux flambeaux. Il y reçut tous les honneurs dus à sa qualité de *Grand-Prince héréditaire de Toscane*. Il ne devoit y séjourner que quelques jours avant de se rendre à *Florence*; ce qui fut retardé, parce que le 12 de Janvier 1732 il tomba malade de la petite vérole. Sa maladie ne fut pas dangereuse, & le 25 il fut entièrement hors de danger. Il partit de *Livourne* le 22 de Février pour aller à *Pise*. Il y séjourna jusqu'au 3 de Mars qu'il partit pour *Ambrogiana* Maison de *Plaisance*. En arrivant, il se rendit dans l'Eglise, dite des *Espagnols*, où l'on chanta le *Te Deum*. Le lendemain 4 il fut complimenté de la part du *Grand-Duc* par les Secrétaïres d'Etat. Le 5, un Détachement de *Troupes Toscannes* se rendit au Palais pour y monter la Garde. Le 9, le *Grand-Prince* fit son entrée à *Florence* sur les six heures du soir. Il y fut complimenté les jours suivans par tous les Corps de l'Etat. Le 24 de Juin, assis sur un Trône superbe & sous un magnifique Dais, il reçut dans une des Sales du Palais, au nom du *Grand-Duc* l'hommage de tous ses Etats. Le 6 d'Octobre il partit de *Florence* pour se rendre à *Parme*. Il y fit son entrée solennelle le 9, & le 22 à *Plaisance*.

Il ne s'agissoit plus pour contenter la *Cour d'Espagne*, que d'expédier à *Vienne* les Lettres d'*Investiture* actuelle des Duchés de *Parme* & de *Plaisance* en faveur de l'*Infant-Duc*, & d'y joindre une Dispense d'âge pour le tirer de tutèle, & l'autoriser à prendre lui-même l'Administration de ses Etats, Mais l'*Empereur* avoit accordé malgré lui ces Etats au jeune Prince; & le Conseil Aulique, qui vouloit se ménager des ressources pour profiter de

MDCCXXXI.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.
Départ de l'*Infant-Duc*.

Son arrivée à
Livourne.

MDCCXXXII.
Il y a la petite
vérole.

Il va à *Pise* & à
Ambrogiana.

Il fait son en-
trée à *Florence*.

Il reçoit l'hom-
mage de tous les
Etats.

Il va à *Parme*
& à *Plaisance*.

Mauvais procé-
dés de la Cour de
Vienne.

MDCCXXI.
CONGRÈS DE
SOISSONS, &c.

ce que les évènements pourroient amener dans la suite, ne manqua pas de trouver des difficultés pour retarder l'exécution de ce qu'on avoit promis au *Roi d'Espagne*. On commença par engager l'*Empereur* à témoigner du mécontentement de ce que l'*Infant-Duc* avoit pris de lui-même le Titre de *Grand-Prince héréditaire de Toscane*, sans attendre qu'il l'eût reçu de la *Puissance Impériale*. L'Hommage rendu le 25 de Juin à l'*Infant-Duc* par tous les Etats qui composent le *Grand-Duché de Toscane*, fut un nouveau Grief. Dans l'Acte de cet Hommage on n'avoit point fait mention que ces Etats sont des Fiefs de l'*Empire*. Le Comte de *Caimo*, Envoyé Extraordinaire de l'*Empereur* à *Florence* en instruisit la Cour, après en avoir porté ses plaintes au *Grand-Duc*. Il y eut avant la fin d'Août un Décret Impérial rendu sur ce sujet, lequel portoit en substance : *Que Sa MAJESTÉ IMPÉRIALE abolissoit l'Hommage rendu dans le mois de Juin à l'Infant Don CARLOS par les Etats & Collèges du Duché de Toscane ; & défendoit, sous des peines sévères, de rendre à ce Prince aucun Hommage, ni de lui donner le Titre de Grand-Prince de Toscane, sans un Ordre exprès de Sa MAJESTÉ IMPÉRIALE*. Lorsque le Comte de *Caimo* eût reçu ce Décret, il envoya son Secrétaire le porter au Sénat de *Florence*, qui refusa de le recevoir. Le Secrétaire eut sur le champ une Conférence à ce sujet avec l'Abbé *Tirnaquinci* Secrétaire d'Etat. Le 19, le Comte de *Caimo* renvoia le Décret au Sénat par une personne inconnue, qui s'introduisit avec d'autres dans l'Assemblée, & le posa sur la Table, envelopé d'une Feuille de Papier en forme de Lettre. Le Sénat, qui s'aperçut ou se douta de ce que c'étoit, renvoia le Paquet sans l'ouvrir à la Secrétaillerie d'Etat. Je ne trouve point ce que l'on fit à la *Cour de Florence* au sujet de ce Décret : mais seulement que la *Cour de Vienne* en lacha trois autres contre les prétentions de *Don Carlos* ; & que, malgré les sollicitations de celle d'*Espagne*, & quoique l'on fût convenu d'une Taxe de 200 mille Florins pour les Lettres d'Investiture Actuelle, elle refusa constamment de les expédier, ainsi que la Dispense d'âge. Envain le *Roi de la Grande-Bretagne* se mêla-t-il de cette affaire pour la terminer à l'amiable. L'*Espagne* accepta ses propositions, *Vienne* parut s'y rendre, & n'expédia rien. Le mécontentement que le *Roi d'Espagne* en eut, fit qu'il s'unit plus étroitement que jamais au *Roi de France* ; & les Sujets que ce dernier avoit de se plaindre de l'*Empereur*, occasionèrent enfin la guerre de 1733, qui se termina par laisser l'*Empereur* en possession des Duchés de *Parme* & de *Plaisance*, ce qui paroît avoir toujours été le but de la conduite de la *Cour de Vienne* : mais la conquête, que les *Espagnols* firent du Roiaume des deux *Sicules*, que l'*Empereur* fut obligé de céder à l'*Infant Don CARLOS*, le dédommagea pleinement de la perte des Etats que la *Quadruple-Alliance* & les divers Traités faits depuis entre les principales Puissances de l'*Europe* lui donnoient.

Il n'est pas de mon plan de m'étendre d'avantage sur la fortune de ce jeune Prince. Cette Relation n'est déjà que trop longue. Elle l'eût été moins, sans la précipitation avec laquelle on me force de compiler cet en-

nièux Volume, ce qui me met dans l'absolue nécessité d'envoier à l'Imprimerie les Extraits même, d'après lesquels je comtois, en les réduisant à leurs justes bornes, faire un Ouvrage non digne de louange, on sent bien pourquoi, mais du moins capable de se faire lire sans causer trop d'ennui.

Reprenons à présent la suite de notre Journal, & ferrons-le, autant qu'il sera possible, en le continuant sur le même plan.

A N N E E M D C C X X I I.

EN JANVIER; le Comte de *Derwentwater*, Fils unique du Comte de ce nom, décapité en 1716, mourut le 11 à l'âge de 19 ans, de l'Opération de la Taille, chés le Chevalier *Weels* son Aieul maternel. Il laissoit pour héritier de son Titre, le S. *Charles Ratcliff* son Oncle, qui ne put lui succéder, parce qu'ayant été pris à la Rebellion de *Preston*, & conduit à *Newgate*, il s'en étoit sauvé, s'étoit retiré hors du Royaume, & depuis avoit été proscrit comme atteint de Haute Trahison.

È
AFFAIRES
DIVERSES.
Mort du Comte de Derwentwater.
11 Janvier.

Le Capitaine *Samuel Barham*, Propriétaire d'un Vaisseau pris dans les Indes le 24 de Juin 1728, & conduit à *Saint-Jaques de La Cuba* par un *Garde-Côte Espagnol*, reçut le 15 du Duc de *Newcastle* un Ordre signé du Roi d'Espagne à *Séville* le 28 de Décembre 1731, s'adressant au Gouverneur & autres Officiers de *Saint-Jaques de La Cuba*, & leur enjoignant, de restituer ce Navire & sa Cargaison, de donner une satisfaction convenable pour les peines & dépenses que le Capitaine avoit été forcé de faire à l'occasion de la saisie de son Navire; ou de paier pour compensation totale six mille cinq cinq Livres Sterling.

Vaisseau restitué.
15 Janvier.

Le Roi tint un Chapitre de l'Ordre du Bain, dans lequel il créa Chevaliers de cet Ordre le Marquis de *Caernarwan*, le Vicomte de *Bateman* Seigneur Irlandois, le Chevalier *George Downing* & le Chevalier *Charles-Gunter Nichols*. Ces quatre Places étoient vacantes par la mort des Comtes de *Deloraine* & de *Suffex*, & par la Promotion du Duc de *Richmont* & du Chevalier *Robert Walpole* à l'Ordre de la Jarretière.

Nouveaux Chevaliers du Bain.
23 Janvier.

EN FEVRIER, le Comte de *Crawford* fut unanimement élu pour être l'un des seize Pairs d'Ecosse aiant séance au Parlement de la Grande-Bretagne, à la place du feu Comte de *Lowdown*.

Nouveau Pair d'Ecosse pour le Parlement.
8 Fevrier.

La Duchesse *Montmouth* & de *Buccleugh* mourut à Londres le 17, âgée d'environ 90 ans. Elle étoit Veuve de *Jacques Filtz-James*, Duc de *Montmouth*, Fils naturel de *Charles II*, & décapité par ordre de *Jacques II* en 1685, pour avoir pris les Armes contre lui. La Duchesse avoit eu pour second Mari le Comte de *Buccleugh* Seigneur Ecossois, fait Duc à cause d'elle. Elle en avoit eu deux fils, *Jacques* Comte de *Dalkeith*, & le Comte *Henri de Deloraine*. Le premier étoit mort avant elle, & son fils le Comte de *Dalkeith* hérita du Duché de *Buccleugh* & d'environ 15 mille Livres Sterling de rentes. Par son Testament, elle laissa des Legs considérables, non-seulement à quelques Parens d'un degré très éloigné, mais encore à

Mort de la Duchesse de Montmouth.
17 Fevrier.

tous ses Domestiques. Son Corps fut envoié par Mer à *Dalkeith* en *Ecosse* pour être inhumé dans la sépulture de ses Ancêtres.

Mort du Lord
Carpenter.
21 Février.

Le Lord *Carpenter* mourut à *Londres*, le 21, dans sa 74^e. année. Il étoit le plus ancien Lieutenant - Général des Armées du Roi, Colonel d'un Régiment de Dragons, & Gouverneur Général de l'Ile de *Minorque*. Son fils unique, Officier dans une Compagnie des Gardes du Corps, lui succéda dans son Titre & dans ses Biens.

Mort du Mar-
quis de Miremont.
23 Février.

Le Marquis de *Miremont* mourut, le 23, dans son Appartement au Palais de *Sommerfet*, à l'âge de 76 ans. C'étoit un *Gentilhomme François*, qui s'étoit retiré pour cause de Religion en *Angleterre* au commencement du Règne de *Jaques II*. Il étoit un des plus anciens Lieutenans-Généraux, & fut universellement regretté. Pendant sa Maladie, il avoit reçu toutes fortes de marques de bonté du Roi & de la Reine, qui chaque jour envoioient savoir de ses nouvelles.

Le S. *Guillaume Bromley*, de *Bagington* dans le Comté de *Warwich*; Membre du Parlement pour l'*Université d'Oxford*, mourut à *Londres* le 24. Il avoit été, sous le Règne d'*Anne*, d'abord Orateur de la Chambre des Communes, ensuite Secrétaire d'Etat & Conseiller-Privé.

Mort du Doc-
teur Atterbury.
6 Mars.

EN MARS; le 6, mourut en *France* le célèbre Docteur *Auerbury*, ancien Evêque de *Rochester*.

Mort du Comte
de Clifford.
5 Avril.

EN AVRIL; le 5, le Comte de *Clifford* mourut subitement âgé de 45 ans, à sa Terre de *Wanstead* dans *Devonshire*.

Homme qui tue
sa Femme & sa
Fille & se pend
ensuite.

Le 19 on découvrit une des plus tragiques aventures que l'on eût vues depuis plusieurs années. Un Relieur de livres, nommé *Richard Smith*, & sa Femme qu'on appelloit *Bridget* (*Brigitte*) furent trouvés, sur les 8 heures du matin, pendus tous deux près de leur lit à trois ou quatre pieds de distance l'un de l'autre, & dans une chambre voisine, étoit leur petite Fille âgée de deux ans, tuée d'un coup de Pistolet dans la tête. Trois Lettres, qu'on trouva dans la première Chambre, apprirent les causes de cet accident. Deux ne contenoient que des détails d'affaires Domestiques. Ce qu'on y remarqua de singulier, c'est qu'elles étoient écrites avec une liberté d'esprit qui marquoit du contentement & de la joie. La troisième, où le Caractère Anglois est bien exprimé, s'adressoit au nommé *Brindley*, Relieur à *Londres*. La voici.

C O U S I N B R I N D L E Y ,

Comme ce que vous apprendrez de notre mort a quelque chose d'extraordinaire, considéré dans toutes ses circonstances, nous avons cru nécessaire de vous donner quelque éclaircissement sur notre conduite. La raison qui nous a fait désirer la mort, est une haine invétérée contre la misère; malheur qui, par une suite d'accidens, étoit devenu pour nous tout-à-fait inévitable. Nous prenons à
témoins

témoins tous ceux qui nous ont connus, que nous n'avons jamais été des fainéans ni des gens sans conduite, & que nous avons pris autant de peine pour gagner notre vie qu'aucun de nos voisins: mais nos soins n'ont pas eu le même succès. Nous prévoyions bien que le Meurtre de notre Enfant est une circonstance qui sera condamnée de tout le monde: mais pour nous, nous sommes parfaitement tranquilles sur cet article. Nous sommes persuadés qu'en supposant même un état d'aneantissement, comme quelques-uns se l'imaginent, il est moins cruel de prendre notre Fille avec nous, que de la laisser au monde, sans amis, sans support, exposée à toutes les suites de l'ignorance & de la misère. Comme nous voulons cependant prévenir les censures, ou de l'ignorance ou de la malignité, nous croions devoir informer le Public que nous sommes fermement convaincus de l'existence d'un Dieu tout-puissant; que cette conviction n'est pas l'effet d'une foi implicite, mais une déduction de la nature & de l'ordre des choses. Nous croions qu'il existe un Souverain Etre, par la considération de ses œuvres admirables & de cette multitude de corps célestes, glorieux, innombrables, dont l'ordre & l'harmonie lui rendent un témoignage continu. Nous avons aussi pris plaisir à fixer quelquefois notre attention sur les autres merveilles que l'on voit éclater dans les moindres parties de l'Univers; & de toutes ces observations nous avons conclu que le Monde ne sauroit être sans un premier Moteur, c'est-à-dire, sans l'existence d'un Etre Tout-Puissant: mais, en reconnoissant la Puissance de Dieu, nous ne saurions nous empêcher d'être persuadés qu'il n'est point implacable, qu'il ne ressemble point à la race perverse des hommes, qu'il ne se fait point un plaisir du malheur de ses Créatures. Dans cette confiance nous remettons nos âmes entre ses mains, sans être saisis de terribles appréhensions; & nous nous soumettons de bon cœur à tout ce qu'il lui plaira, dans sa bonté, d'ordonner de nous au moment de notre mort. Nous croions encore qu'il existe des Créatures immatérielles, & nous nous croyons bien fondés dans ce sentiment, quoique nous ne prétendions pas concevoir leur manière d'exister. Enfin nous n'ignorons pas certaines Loix humaines qui sont faites pour inspirer de la terreur: mais, indifférens pour ce que nos Corps peuvent devenir après notre vie, nous en laissons la disposition à la sagesse des Juges; ce qui fera voir que nous nous soucions peu d'un Hic jacet. C'est un honneur que nous n'attendons & que nous ne désirons point, contens de cette Epithape empruntée, à laquelle nous donnerons place dans cette Lettre.

P A S S A N T, regarde cette Bière.

Jadis nous fûmes, comme toi;

Ainsi que nous, tu deviendras poussière,

Tous les Mortels subissent cette Loi.

Qu'il ne te prenne point envie

De savoir où nous sommes nés,

Quels furent nos Parens, quelle fut notre vie;

Ni par quel accident nos jours sont terminés.

Tome XIV. Partie I.

Ccc

Autrefois nous étions une cendre animée ;
 Nous fûmes dissipés , ainsi que la fumée ;
 En un mot , nous étions & nous ne sommes plus.
 Pense bien à ce point ; le reste est superflus.

L'opinion des Naturalistes est que la matière dont nos corps sont composés , se dissipe & se renouvelle à certains périodes de notre vie ; de sorte qu'un grand nombre de gens changent plus souvent de Corps que d'Habits. Comme les Théologiens ne nous apprennent point avec lequel de ces différens Corps nous devons ressusciter , il est aussi probable de celui que nous avons en mourant , que d'aucun autre , qu'il ne sera pour toute l'éternité qu'un peu de cendre froide & muette.

RICHARD SMITH.
 BRIDGET SMITH.

Les Officiers du *Coroner* , après les formalités accoutumées , déclarèrent *Richard Smith* atteint & convaincu du crime que les Anglois appellent *Félonnie contre soi-même* , & coupable du meurtre de sa Fille. *Bridget* fut déclarée *Lunatique*.

Charges don-
 nées.
 Avril.

Pendant ce mois , le Roi nomma Lieutenant-Gouverneur de l'Île de *Jersey* , à la place du Colonel *Howard* , le sieur *Pierre Bettefworth* , Lieutenant-Colonel d'une des Compagnies des Gardes & précédemment Membre du Parlement pour *Peterfield* dans le Comté de *Southampton*.

Machine à filer
 de la Soie.
 Avril.

On établit à *Derbi* , dans une Manufacture de Soie , une Machine très-utile , composée de 26 mille 586 Roues ou Bobines , mues par une seule Roue à Godets , qu'un courant d'eau faisoit tourner d'un mouvement toujours égal. Chacune de ces Bobines pouvoit être arrêtée séparément , sans interrompre le mouvement des autres ; & toutes ensemble pouvoient filer 73 mille 726 Verges de Soie d'un seul tour de la Roue à Godets qui , faisant troistours par minute , pouvoit fournir en 24 heures 3 milliards 156 millions , 736 mille , 320 Verges de Soie filée. Un seul homme suffisoit pour gouverner toute la Machine.

Mort du Comte
 de Maclesfield.
 9 Mai.

En MAY ; le Lord *Thomas Parker* , Comte de *Maclefield* , Grand-Stewart de la Ville & Communauté de *Henley* , Gouverneur de la *Chartreuse* , & précédemment Grand-Chancelier d'Angleterre , mourut , le 9 , à Londres , dans la 69^e. année de son âge. *George Vicomte Parker* , son Fils , lui succéda dans ses Biens , dans son Titre , & dans sa Charge de Grand-Stewart de *Henley*. Le 5 du mois suivant sa place de Gouverneur de la *Chartreuse* fut donnée au Lord *Wilmington* , Président du Conseil du Roi.

Nouveau Con-

Le 20 , le Lord *Pattée Bing* , Fils aîné du Vicomte de *Torrington* , Tré-

forier de la Marine & Membre du Parlement pour *Deptford*, prêta serment en qualité de Conseiller Privé. sciller-Privé.
20 Mai.

Pendant ce mois, le Capitaine d'un *Navire Anglois* à l'ancre dans le Port de *Constantinople* vis-à-vis le Serrail, aiant régalez sur son bord l'Ambassadeur d'*Angleterre*, fit tirer sur le minuit quelques coups de Canon quand l'Ambassadeur se retira. Ces coups de Canon causèrent une alarme presque générale au Serrail & dans la Ville. Le *Grand-Visir* fit signifier presque sur le champ à l'Ambassadeur que, comme à son occasion le Capitaine Anglois avoit manqué de respect à sa Hauteffe en faisant tirer à heure indue devant le Serrail, on cesseroit de le reconnoître pour Ministre Public, s'il ne donnoit incessamment une satisfaction convenable. L'Ambassadeur présenta sur ce sujet un Mémoire très fort, dans lequel il se plaignit du *Grand-Visir*; & l'on ne douta point que ce Mémoire n'eût contribué pour beaucoup à la disgrâce de ce Premier Ministre, qu'on n'auroit pas & qui fut déposé peu de jours après. Mécontentement
donné à l'Amba-
sadeur d'Angle-
terre à Constanti-
nople.
Mai.

En JUIN; il se tint le 12 un Grand-Conseil à *Saint-James*, où le Roi déclara qu'aïant dessein d'aller visiter ses Etats d'*Allemagne*, il avoit établi la Reine pour Régente en son absence. Le lendemain il se rendit à *Greenwich* & dîna sur le Yacht qui devoit le transporter. Vers les cinq heures, l'Escadre mit à la voile: mais, faute de vent, il fallut la remorquer avec des Batteaux jusqu'à *Wolwich*; où le vent se trouva contraire, ce qui fut cause que le Roi ne put aller cette nuit-là que jusqu'à *Long-Reach*. Le lendemain il gagna *Sherneff*, où les vents contraires le retinrent jusqu'au 19; que, sur les 9 heures du matin, le Lord *Torrington* fit donner le signal pour lever l'ancre. Les Yachts du Roi & les Vaisseaux de guerre de l'Escadre descendirent la *Tamise*, à la faveur de la Marée; & vers les 9 heures du soir, ils furent tous en mer. Le 21, le Roi débarqua sur les 3 heures après midi en *Hollande* & coucha le 24 à *Herrenhausen*, d'où le 18 il se rendit à *Hanovre*, sur les 10 heures du Matin. Voïage du Roi
à Hanovre, 13.
14, 19, 21, 24.
28 Juin.

Durant ce mois; le Roi nomma le Général *Wade*, Gouverneur de *Berwick* & d'*Hely-Island*, à la place du Général *Sabine*, devenu Gouverneur de *Gibraltar*; le Major-Général *Russel*, Lieutenant-Gouverneur de la même Ville de *Berwick*; le Colonel *Cane* Gouverneur de l'Ile de *Minorque*, à la place du feu Lord *Carpenter*. Gouvernement
donnés.
Juin.

En JUILLET; un Inconnu fit tenir aux Commissaires de la *Donane* de *Londres* un Billet de cinquante livres sterling avec une Lettre, dans laquelle il déclaroit qu'aïant fraudé les Droits de la Somme contenue en ce Billet, il ne pouvoit avoir l'esprit en repos, qu'il ne l'eût restituée. Action aussi singulière que louable. Restitution fa-
ite.
Juillet.

En AOÛT, le Général *Ross*, l'un des plus anciens Officiers du Roïaume, mourut le 15, aux Eaux de *Bath*. Sa bravoure & sa grande expérience le firent regretter. Mort du Gén-
ral Ross.
15 Août.

Mort du Lord Harvey.
20 Septembre. En SEPTEMBRE; le Général *Harvey*, Gouverneur de l'Ile de *Guernsey* mourut le 10 dans une extrême vieillesse. Il avoit épousé depuis quelques années Lady *Anne Montague*, Sœur du Duc de ce nom, de laquelle il ne laissa qu'une Fille. Le Gouvernement de *Guernsey* fut donné au Comte de *Cholmondeley*, Général de la Cavalerie, Capitaine de la troisième Compagnie des Gardes du Corps & Gouverneur du Fort de *Kingston* sur la *Hull*. Il eut pour successeur dans ce dernier Gouvernement le S. *Edouard Montague* Colonel d'un Régiment d'Infanterie, Gouverneur du Fort de *Saint-Philippe* dans l'Ile de *Minorque* & Frere unique du Comte d'*Halifax*.

Mort du Colonel Négus.
20 Septembre. Le 20, le Colonel *François Négus*, Grand-Veneur du Roi pour la Chasse du Daim, mourut à la Loge de *Crauborn* près de la Forêt de *Windfor*. Sa place de Grand-Veneur fut donnée au Chevalier *Guillaume Strikland*, Secrétaire des Guerres, Conseiller au Conseil Privé, & Membre du Parlement pour *Scarborough* dans le Comté d'*Torck*.

Mort du S. Abraham Stanyan.
27 Septembre. Le 27, mourut à la Ferme de *Bolton* dans le Comté d'*Oxford*, le S. *Abraham Stanyan*, précédemment Ambassadeur à *Constantinople*. Il laissoit, disoit-on, une succession de plus de trois cens mille livres sterling.

Reglemens faits à Old Bailly au sujet des Solliciteurs.
27 Septembre. Le même jour au soir, finirent les sessions de *Old Bailly*. Après tous les Jugemens rendus, le S. *Thompson* fit un discours sur les pratiques infâmes des Solliciteurs, qui prenoient de l'argent des différentes Parties pour les tromper toutes également. Il dit entre autres choses, que ce mal étoit devenu si commun, que si l'on n'y remédioit pas, il ne se trouveroit aucun honnête Procureur, qui voulût venir plaider devant la Cour: que le Lord Chef de Justice s'en étoit déjà plaint; & que d'ailleurs il étoit mécontent de ce que l'on permettoit aux Officiers de la Cour de prendre de l'argent de ceux qu'ils laissoient entrer pour entendre plaider les Causes criminelles. Ce discours qui, contenoit un assez grand nombre de Chefs, fut cause qu'il fut résolu, qu'à l'avenir on n'admettroit aucun Solliciteur pour servir, de quelque manière que ce fût, les Criminels ou leurs Parties; & l'on fit arrêter un des Solliciteurs convaincu d'avoir tenté de corrompre les Jurés, en leur offrant à chacun deux Guinées, pour qu'ils déclarassent un Malfaiteur, non coupable.

Avanture singulière.
Septembre. Pendant ce mois, à *Bismengheim* dans le Comté de *Warwick*, la Femme d'un Artisan étant morte un Mardi, le Mari la fit enterrer le Mercredi; il se remaria le Jeudi; sa nouvelle Epouse accoucha le Vendredi, & le Samedi il se pendit.

Argent remis à l'Echiquier.
3. Octobre. En OCTOBRE; le 3, il fut remis à l'Echiquier, pour le produit d'une Semaine, 21 mille livres Sterling, par le Caissier de la *Douane*; & 32 mille, par celui de l'*Accise*.

Retour du Roi.
7. Octobre. Le Roi débarqua, le 7, à *Gravesend*; & passa, vers les 5 heures du soir, au travers de la Ville de *Londres* pour se rendre à *Kensington*. Il étoit parti d'*Hanovre* le 22 de Septembre; & le 27, il étoit arrivé à *Hellewoetsfluy*, où les Vents contraires l'avoient retenu quelques jours. Il conféra le Titre

de Chevalier au Capitaine *Charles Hardy*, Commandant de l'*Yacht* sur lequel il avoit passé.

Le 23, le Duc de *Bedford* mourut à la *Corogne* en *Espagne*. Il s'étoit embarqué quelque tems auparavant, pour aller, par ordre des Médecins, travailler à *Lisbonne* à rétablir sa santé : mais les Vents contraires l'avoient obligé de relâcher & de mettre pied à terre à la *Corogne*. Comme il ne laissoit point d'Enfans, son Titre & ses Biens passèrent au Lord *Jean Russell* son Frère. Par son Testament il laissoit à la Duchesse sa Femme, outre 3 mille Livres sterling de rente pour son Douaire, 2 mille Liv. St., son Argenterie, ses Joiaux, & tous les Meubles de son Appartement ; à la Comtesse d'*Essex*, sa Sœur, une Pension viagère de 500 Livres Sterling ; il laissoit d'ailleurs 50 mille Liv. St. pour le paiement de ses Dêtes ; & près de 30 mille pour différens Legs.

Mort du Duc
de Bedford.
23 Octobre.

Le même jour, mourut à *Edimbourg* le Docteur *Guillaume Hamilton*, Ministre, Principal du Collège & premier Professeur en Théologie de l'Université de cette Ville, & Chapelain du Roi. L'Assemblée générale du Clergé d'*Ecosse* l'avoit choisi cinq fois pour Modérateur.

Mort du Doc-
teur Guillaume
Hamilton
23 Octobre.

Le 24, on fit avec un Vaisseau de la *Compagnie des Indes-Orientales* l'expérience d'une nouvelle Machine, pour faire virer de bord un gros Vaisseau surpris d'un calme en pleine mer & ne pouvant plus faire usage de ses Voiles. L'expérience réussit.

Nouvelle Ma-
chine pour faire
virer les Vaisseaux.
24 Octobre.

Le 27, le Lord *Sherrard*, Comte de *Harborough*, mourut sans Enfans. Par son Testament, il laissa 4 mille Livres Sterling de rente au Lord *Thomas Sherrard* son Cousin-Germain, qui succédoit à son Titre ; 5 mille à la Duchesse Douairière de *Rusland* sa Sœur ; 2 mille à chacune des Filles de cette Duchesse ; 500 à Lady *Irwind* son autre Sœur, & des Legs considérables à tous ses Domestiques.

Mort du Com-
te de Harborough.
27 Octobre.

En NOVEMBRE ; le 20, il se tint une Assemblée nombreuse de *Non-Conformistes*, composée de Gentils-Hommes & de notables Bourgeois, qui délibérèrent s'il étoit à propos de s'adresser au *Parlement* dans la prochaine Séance pour demander la révocation des Actes du *Test*. Après de longs débats, on résolut unanimement d'établir un Comité de 21 personnes, qu'on chargeroit d'examiner de quelle manière il conviendrait de s'adresser au *Parlement* pour obtenir cette révocation, & d'en faire leur rapport à l'Assemblée qui se tiendrait le 9 du mois suivant. Le S. *Holden* Président du Comité, faisant ce jour-là son rapport, dit ; Que le Comité ne croioit pas que le tems fût venu de faire une pareille demande, & qu'il n'y avoit nulle apparence de réussir. Cette proposition causa de grands débats. Ceux qui n'approuvoient pas la Résolution du Comité, soutinrent qu'on devoit présenter une Requête au prochain *Parlement* pour en obtenir la révocation du *Test* ; & qu'en attendant les *Non-Conformistes* devoient tâcher d'engager les Amis qu'ils avoient dans le *Parlement* à s'intéresser pour eux : Que les circonf-

Les Non-Con-
formistes veulent
demander la ré-
vocation du Test.
20 Novembre &c.

tantes ne pouvoient pas être meilleures, puisque l'Europe jouissoit d'une Paix profonde & que la Nation étoit fortifiée de puissantes Alliances ; outre que les services rendus par les Non-Conformistes à l'égard de la Révolution , de l'Union avec l'Ecosse & de la Succession dans la Ligne Protestante , donnoient lieu d'espérer une réponse favorable de la part du Législateur ; & que pourvu qu'ils se tinssent bien unis , ils pourroient surmonter toutes les difficultés. Les Commissaires répondirent , Qu'ils avoient sondé sur ce sujet plusieurs Membres du Parlement ; mais qu'ils ne les avoient pas trouvés dans la disposition de faire réussir cette demande. Un d'eux ajouta, que , quelle que pût être l'union des Non-Conformistes entre eux , il n'y avoit guères d'apparence qu'ils pussent réussir dans leur projet , pour des raisons qu'il ne pouvoit pas dire : mais qu'au contraire il étoit à craindre qu'une pareille entreprise , venant à troubler le repos de la Nation , les Non-Conformistes ne se causassent eux-même par là de grands préjudices. On convint de renvoyer l'affaire à plus ample considération & d'augmenter le Comité de quatre autres personnes, tirées des quatre Congrégations des Non-Conformistes de Londres & des environs. Il y eut quelques jours après une pareille Assemblée à Tames dans le Comté d'Oxford où l'on délibéra sur le même sujet ; & même on y signa quelques Papiers sous le titre de *Remontrances*.

Découverte de
Corps embaumés,
Novembre.

Dès Ouvriers , travaillant à l'appianissement d'une Montagne dans le Comté de *Somerset* , trouvèrent plusieurs Corps embaumés , avec des Inscriptions sur Cuivre , qui faisoient connoître qu'il y avoit près de deux mille ans qu'ils étoient inhumés dans cet endroit. La Montagne est dans le voisinage de *Kingweston* , Terre du S. *Southwell* alors Secrétaire d'Etat pour l'Irlande.

Le Comte Pa-
serano arrêté.
8. Décembre.

EN DECEMBRE ; le 8 le Comte *Passerano* , Gentil-Homme *Piemontois* ; que ses sentimens trop libres sur la Religion avoient obligé de se retirer en *Angleterre* , & le S. *Joseph Morgan* furent mis sous la garde d'un Messager d'Etat. Le premier étoit soupçonné d'être l'Auteur , & le second le Traducteur d'un Ecrit , intitulé : DISSERTATION sur la Mort Philosophique , dans lequel on trouvoit plusieurs Propositions impies ; & ce n'étoit pas à tort , si l'on en juge par la Traduction Française , que l'on en a faite depuis. Le 17 , le Comte fut élargi sur sa propre reconnoissance de 400 Livres Sterling & celle de deux Cautions de deux cens Liv. St. chacune.

Mort du Colo-
nel Norton.
Décembre.

Le Colonel *Norton* mourut dans ce mois. Il avoit fait le Parlement d'*Angleterre* exécuteur de son Testament , par lequel il laissoit tous ses biens pour être employées en œuvres pieuses. Ils consistoient en 6 mille Livres Sterlings de rente , & plus de 60 mille Liv. St. d'effets mobiliers. En cas que le Parlement refusât d'accepter l'exécution de son Testament , il prioit les Evêques d'*Angleterre* de s'en charger.

II.
M A R I N E.
Escadre pour

EN MARS ; les Commissaires de l'Amirauté nommèrent l'Escadre ;

qui devoit aller relever celle que le Contre-Amiral *Suward* commandoit aux *Indes-Occidentales*. Ils la composèrent de huit Vaisseaux, deux de soixante, deux de quarante, & quatre de vingt Pièces de Canon. Le Capitaine *Richard Lestock* en fut nommé Commandant.

Dans leur Assemblée du 16 de Mai, ils reçurent le serment du Lord *Vere-Beauclerc*, nommé depuis peu par le Roi Commissaire de la Marine; & dans celle du 30, ils nommèrent le Capitaine *Chadanner Ogle* pour aller commander l'Escadre partie au commencement de ce mois sous les ordres du Capitaine *Lestock*, qu'ils rappellèrent. Le Chevalier *Ogle* partit le 10 de Juillet.

En JUIN; Le Roi donna la place de Commissaire de l'Amirauté, dont le S. *Jean Cockburn* s'étoit démis, au S. *Thomas Glatterbuck*, Membre du Parlement pour *Leskord*. En JUILLET, les Commissaires, dans leurs Assemblées du 2, du 3, du 6, du 8 & du 10, accordèrent des Protections aux Maîtres de plusieurs Bâtimens destinés pour les Pais Etrangers, ainsi qu'aux Batteaux de Pêcheurs. Ils choisirent aussi dans celle du 8 les moins infirmes des Matelots hors d'état de servir, pour les employer en qualité de Sentinelles sur les Vaisseaux Gardes-Côtes. Dans l'Assemblée du 10 le Chevalier *Charles Wager*, Vice-Amiral de l'Escadre-Rouge, prêta serment en qualité d'Amiral de l'Escadre-Blanche; & le Chevalier *George Saunders*, l'un des Commissaires de la Marine, en qualité d'Amiral de l'Escadre-Blanche. Dans la même Assemblée les Commissaires accordèrent une Protection particulière à 2100 Matelots de la Ville de *Newcastle*, pour les exempter d'être enrôlés par force. Le 14; le Chevalier *Georges Saunders* se rendit à la *Buoy du Nore* & fit arborer son Pavillon sur un des 5 Vaisseaux qu'on équipoit dans ce Port pour aller à *Spithhead* en joindre 7 autres avec lesquels ils devoient composer une Escadre destinée pour le Détroit. Dans l'Assemblée du 18, le Chevalier *George Walton*, & les Srs *Salomon Morris*, *Philippe Cavendish*, *Jean Balchen* & *Charles Stewart*, reçurent leurs Commissions & prêtèrent serment en qualité, le premier, de Vice-Amiral de l'Escadre-Rouge, à la place du Chevalier *Charles Wager*; le second, de Vice-Amiral de l'Escadre-Blanche; le troisième, de Vice-Amiral de l'Escadre-Blanche; le quatrième, de Contre-Amiral de l'Escadre-Rouge; & le cinquième de Contre-Amiral de la Blanche. Le 19, le Vice-Amiral *Cavendish* arbora son Pavillon. Dans les premiers jours de ce mois, en conséquence d'Ordres expédiés le mois précédent pour presser des Matelots, il y en eut 1700 enrôlés à *Londres*, sans ceux qui purent l'être dans les autres Ports; & les mesures furent prises sur le champ, pour les distribuer sur les Gardes-Côtes & sur 3 Vaisseaux de Guerre qui s'équipaient à *Chatham*, desquels 2 étoient de 80 Canons & le 3^e. de 60. On commença dans le même tems à lever aussi des Matelots par force à *Dublin*; & pendant que l'on s'occupoit de ces préparatifs de Guerre, on apprit que la Flote du Roi d'Espagne, qui les avoit occasionnés, étoit

l'Amérique; Gard
des Côtes.
25 Mars &c.

Le Lord Vere-
Beauclerc Com-
missaire de la
Marine.

16 Mai.
Capitaine Ogle
Commandant
l'Escadre en Amé-
rique.

30 Mai.
Nouveau Com-
missaire de l'Ami-
rauté.

Juin.
Protections ac-
cordées.

2, 3, 6, 8, 10
Juillet.

Matelots infa-
rmes distribués sur
les Gardes Côtes.

8 Juillet.
Changement de
Charges.

10 Juillet.

Protection à
2100 Matelots.
10 Juillet.

Le Chevalier
Saunders fait ar-
borer son Pavil-
lon à la Buoy du
Nore.

14 Juillet.

Changement de
Charges.
18 Juillet.

Le Vice-Amiral
Cavendish arbore
son Pavillon.

19 Juillet
Matelots enle-
vés par force, en
Angleterre & en
Irlande.

Juillet.

partie de la Rade d'*Alicante* & faisoit route vers l'Isle d'*Yvica*. C'étoit là que les Commandans devoient ouvrir leurs Commissiions. Cette Flote étoit composée de 476 Bâtimens de transport, de 7 Galères, de 12 Vaisseaux de Guerre, de deux Galiotes à Bombes & de deux Brûlots. Quoique l'on eût des raisons de ne pas douter qu'elle ne fût destinée pour aller aux Côtes de *Barbarie*, l'Amirauté ne laissa pas de réitérer les différens Ordres pour hâter l'équipement des Vaisseaux de Guerre, d'en mettre encore quelques-uns en Commission, & d'ordonner au Corps des Bateliers de *Londres* de fournir mille hommes propres à servir sur l'Escadre. Le 22, on apprit, par un Exprès arrivé d'*Espagne*, que la *Flote Espagnole* avoit débarqué près d'*Oran*; ce qui fut cause que le lendemain les Commissaires de l'Amirauté revoquèrent leurs Ordres de presser les Matelots, & qu'ils ordonnèrent de suspendre les autres Préparatifs,

On apprend que la Flote Espagnole a débarqué près d'*Oran*. Ordre en conséquence.
22, 23 Juillet.

Etablissement en faveur des Veuves d'Officiers de Mer.
Octobre; 25 Novembre; 21, 22, 27 Décembre.

En OCTOBRE, le Roi leur fit expédier une Commission pour l'érection d'une Corporation en faveur des pauvres Veuves d'Officiers de mer. Cette Corporation devoit être composée des Commissaires de l'Amirauté, de la Marine, & des Vivres, & de quelques-uns des plus anciens Capitaines & Lieutenans de la Flote. Conformément à la Commission, les Officiers qui souscriroient, devoient paier trois sols par Livre Sterling sur leur paie de chaque année. Chaque Officier avoit la liberté de souscrire: mais ceux qui ne souscriroient pas devoient être exclus du Bénéfice de cet Etablissement. Les Commissaires de l'Amirauté, de la Marine, & du Bureau des Vivres furent les premiers à souscrire; & le Roi, pour contribuer à l'exécution de ce louable projet, accorda 10 mille Liv. St. à prendre sur les Revenus de la Couronne. Sa Commission régloit les Pensions des Veuves d'Amiraux à 50 Liv. St.; de Capitaines, à 40, des autres Officiers à 20 Liv. St. chacune. Elle réunissoit à la nouvelle Corporation la Caisse d'Officiers établie à *Chatham*, & faisoit jouir des Bénéfices, dont on vient de parler, les Veuves qui jouissoient des Pensions assignées sur cette Caisse. Enfin elle laissoit aux Commissaires la liberté de faire valoir, de la manière qu'ils jugeroient le plus à propos, l'Argent que les Souscriptions fourniroient. Le 11 de Novembre les Commissaires de la Marine & du Bureau des Vivres avec plusieurs des plus anciens Capitaines & Lieutenans de la Flote se trouvèrent à l'Assemblée des Seigneurs de l'Amirauté. La Commission du Roi, dont on vient de parler, y fut lue; & l'on délibéra sur les moyens de lever les contributions nécessaires pour former les Fonds de l'établissement projeté. La délibération fut continuée dans une Assemblée qui se tint le 15 du même mois. En DECEMBRE, le 21 les Commissaires de cette nouvelle Corporation reçurent la Communion dans l'Eglise de *Saint Martin Des Champs*, & le lendemain ils prêtèrent serment devant la Session des Juges de Paix à *Westminster*. Ils avoient ordre de s'assembler tous les

les Samedis. Ces Commissaires, nommés vers le commencement du Mois, étoient le Vicomte de *Torrington*, Premier Commissaire de l'Amirauté, nommé Gouverneur de la nouvelle Corporation; le Lord *Archibald Hamilton* & le Chevalier *Charles Wager* Commissaires de l'Amirauté, nommés Députés-Gouverneurs. Ces deux derniers avoient choisi pour leurs Assistans le S. *Thomas Paré* & le Chevalier *George Saunders*. Le 27, ils s'assemblèrent à l'Office de l'Amirauté pour la première fois, & prirent diverses résolutions.

III. La BANQUE, dans son Assemblée générale du commencement de MARS résolut de paier sur le pied de trois pour cent le Dividende de la demie année qui devoit échoir le 25 de ce mois. Le 30 de JUILLET, il y eut une autre Assemblée générale, dans laquelle, après que le Sous-Gouverneur eût fini le rapport du Procès touchant une somme de 30 mille Liv. St. que le S. *Humphrey* l'un des Directeurs avoit eu ordre de paier à la Banque, on fit l'élection d'un nouveau Directeur pour remplacer le S. *Guillaume Hant*, qui s'étoit démis volontairement de son Emploi pour servir de témoin dans l'affaire dont on vient de parler, & d'un consentement unanime il fut élu de nouveau. Le 14 d'Août en présence des Directeurs, on posa la première pierre du nouveau Bâtiment de la Banque, résolu l'année précédente. Dans une Assemblée du 25 de SEPTEMBRE, il fut déclaré que le Dividende pour la demie année échéant le jour de *Saint Michel*, seroit de deux & trois-quarts pour cent, & païable le 23 du mois suivant.

La COMPAGNIE D'YORCK-BUILDINGS tint une Assemblée générale le 21 de MARS sur la situation de ses Affaires, qui se trouvèrent en fort bon état. Il fut prouvé qu'il lui devoit rester plus de 12 mille Livres Sterling de net.

La COMPAGNIE ROIALE DE TURQUIE, tint une pareille Assemblée le 21 d'OCTOBRE, dans laquelle elle résolut de prendre à son service trois Vaisseaux, dont deux seroient destinés pour *Cipre*, *Scanderone* & *Tripoli*, & le troisième pour *Smirne* & *Constantinople*.

La COMPAGNIE ROIALE D'AFRIQUE fit le 30 de JANVIER l'élection de ses Officiers pour l'année suivante. Le Roi fut unanimement continué Gouverneur; le Chevalier *Bibye Lake* fut nommé Sous-Gouverneur à la place du Chevalier *Robert Sutton*, & le S. *Jacques Oglethorpe* Député Gouverneur à la place du Chevalier *Bibye Lake*. On élut le lendemain les 24 Directeurs, parmi lesquels il n'y en eut que six de nouveaux.

En JANVIER, les Directeurs de la COMPAGNIE DES INDES ORIENTALES, choisirent le S. *Jean Browne*, Membre du Parlement, pour Conseiller permanent de la Compagnie à la place du feu Docteur *Sauvage*. En JUILLET; le 30, les Officiers de la Douane faisant la visite de deux

III.
BANQUE ET
COMPAGNIE DE
COMMERCE.
Banque.
Dividende.
Election d'un
Directeur.
30 Juillet.

Première Pierre
du nouveau Bâti-
ment de la Ban-
que.
14 Août.
Autre Dividende.
25 Septembre.

Comp. d'York-
Buildings.
Assemblée Gé-
nérale.
21 Mars.

Comp. de Turquie.
Vaisseaux pris à
son service.
21 Octobre.

Comp. d'Afrique
Nouveaux Offi-
ciers.
30, 31 Janvier.

Comp. des Indes
Orientales.
Nouveau Con-
seiller.
Janvier.

III.
BANQUE ET
COMPAGNIES DE
COMMERCE.
Comp. des Indes
Orientales.

A N N E E M D C C X X X I I.

Défense de tra-
fiquer aux Indes-
Orientales, au
préjudice de la
Compagnie.
20 Août.

Affaire de S.
Naish.
20 Août.

Résolution de
ne plus envoyer à
la Chine.

21. Août.
Affaire de S.
Naish.
27 Août ; 3 Sep-
tembre.

Emprunt de la
Compagnie.
24 Septembre.

Vaisseaux de la Compagnie arrivés le 24, saisirent à bord de l'un des deux une grande quantité d'or, qu'un Particulier revenu par ce Vaisseau n'avoit point déclaré. Cela fut cause que le lendemain les Directeurs de la Compagnie tinrent une Assemblée pour examiner plusieurs de leurs *Supercargos*, & qu'ils se firent délivrer le Journal du S. *Naish*, pour l'examiner dans la prochaine Assemblée générale. En Août; on arrêta dans le Conseil que le Roi tint le 1, une Proclamation qui défendoit à tous les Sujets de la *Grande-Bretagne* de trafiquer aux *Indes-Orientales*, au préjudice de la *Compagnie Angloise* qui jouissoit du Privilège exclusif de ce Commerce. On défendoit en même-tems à tous les *Anglois* de s'intéresser dans les Compagnies Etrangères négociant dans le même Pais. Le 20, il y eut une Assemblée générale dans laquelle le Chevalier *Decker*, après avoir représenté l'état des affaires de la Compagnie & les pertes considérables qu'elle avoit faites par le mauvais retour des Marchandises de *Bengale* & par les fréquentes Contrebandes, proposa de réduire à trois pour cent le Dividende de la demie année, qui devoit échoir à la fin de Septembre. Cette Proposition causa de grands débats. Plusieurs s'opposèrent fortement à la diminution du Dividende, & soutinrent, que les Affaires de la Compagnie ne leur paroissoient pas, en si mauvais état; qu'elle avoit dans ses Magasins pour plusieurs Millions de Marchandises, & qu'on n'avoit qu'à les vendre. Il fut enfin résolu de renvoyer la délibération sur ce sujet à l'Assemblée générale qui se tiendrait, selon la coutume, à la fin de Décembre; auquel tems on sauroit plus positivement si le produit de la Vente permettroit de continuer le Dividende à quatre pour cent. Il fut de plus proposé de réduire de même les Intérêts des Obligations dues par la Compagnie: & l'on donna pouvoir aux Directeurs de recevoir toutes sortes de projets à cet égard, & d'en faire le rapport à l'Assemblée générale. On résolut aussi de poursuivre le S. Jacques Naish principal *Supercargo* de la Compagnie à la CHINE. On avoit découvert que c'étoit à lui qu'appartenoit l'Or saisi sur un des deux Vaisseaux arrivés le 24 du mois précédent; & l'on faisoit monter cet Or à soixante mille Livres Sterling. Les Directeurs s'assemblèrent encore le 21, & résolurent entre eux de n'envoyer cette année aucuns Vaisseaux à la CHINE. Dans la Cour, qu'ils tinrent le 27, le S. *Naish* leur délivra sa réponse aux accusations intentées contre lui dans l'Assemblée générale du 20; & les Directeurs renvoyèrent l'examen de cette Réponse à la prochaine Assemblée générale: mais, en SEPTEMBRE, dans leur Assemblée particulière du 3, ils ne laissèrent pas d'examiner cette Réponse, qu'ils renvoyèrent ensuite à plus ample examen dans une autre Assemblée. Le 24, plusieurs Propriétaires des Actions de cette Compagnie & quelques autres personnes souscrivirent pour 20 mille Liv. St.; & s'engagèrent de les fournir le mois suivant à la Compagnie, qui devoit leur délivrer des

A. N. N. E. E. M. D. C. C. X. X. X. I. I.

Obligations à trois pour cent d'intérêt, remboursables en avertissant six mois devant. En OCTOBRE; il y eut, le 1., une Assemblée générale, où l'on fit diverses Propositions aiant rapport au projet de réduire les Intérêts des Obligations de la Compagnie. Il y eut d'abord quelques débats sur ce que les uns les vouloient réduire à trois & demi pour cent, les autres à trois. Ces derniers disoient, entre autres choses; *Que l'on donneroit par là l'exemple au Gouvernement de faire la même chose, & commencer peut-être par le Fonds de la Compagnie: Qu'une pareille réduction causeroit un grand préjudice à plusieurs personnes, & que surtout les Veuves & les Orphelins en souffriroient: Que les Hollandois & les autres Nations, qui s'étoient chargées de beaucoup d'Actions & d'Obligations de la Compagnie, retireroient sans doute leur Argent comant, ce qui feroit à la Compagnie un tort irréparable. On répondit; Que dans les circonstances présentes la Compagnie devoit apporter toute la circonspection possible à l'examen de l'état de ses affaires: Que l'épargne de 30 mille Liv. St. par an n'étoit pas un objet de peu d'importance: Que la crainte que cet exemple ne fût suivi par le Gouvernement n'étoit d'aucune considération, puisqu'il étoit certain qu'à la première occasion il réduiroit l'Intérêt des Obligations de l'Etat, soit que la Compagnie réduisît ou ne réduisît pas l'intérêt des siennes: Que le Gouvernement ne pouvoit réduire le Fonds de la Compagnie, que dans quatre ans; & que la crainte que les Hollandois ne retirassent leur argent comant du Royaume, étoit mal fondée, puisque l'expérience apprenoit que, lorsque l'Intérêt diminuoit en Angleterre, il diminuoit pareillement en HOLLANDE. Ces débats furent cause que l'on pût rien décider sur la question de la Réduction; & que l'on se contenta de proposer en général, si l'on en feroit une. L'affirmative fut résolue à la pluralité des Voix. Ensuite on proposa d'avertir les Propriétaires des Obligations de venir le 24 de Mars 1733, en recevoir le Capital & les Intérêts, ou de prendre à la place d'autres Obligations à trois pour cent, payables au bout de dix-huit mois. Ce furent de nouveaux débats: mais enfin il fut résolu que cette question seroit décidée par voie de Scrutin dans une Assemblée qui se tiendrait le 7: & par le Scrutin, l'Affirmative l'emporta de 185 Voix contre 147. Depuis les Intéressés, invités par un Avertissement mis dans le Post-Boy des assemblée à la Taverne de la Taison, pour délibérer sur la réduction de l'Intérêt des Obligations de 4 à 3 pour cent, s'y trouverent, le jour indiqué, plus de 500; & résolurent de ne point accepter le changement de l'Intérêt de leurs Obligations, & d'insister pour que l'on continuât de le payer à 4 pour cent; ou de redemander le remboursement du Capital. Quelqu'un fut d'avis qu'on eût à ce sujet une Conférence avec les Directeurs; mais la Proposition fut rejetée. Dans le même mois, le Roi fit délivrer des Commissions à 4 Vaisseaux de la Compagnie pour se faire des Pirates dans les Mers des Indes; & les Passeports en conséquence de ces Commissions, furent expédiés le 11 du mois suivant. En NOVEMBRE;*

114.
BANQUE ET
COMPAGNIE DE
COMMERCE.
Comp. des Indes
Orientales.

Assemblée Gé-
nérale & contes-
tations sur la ré-
duction des Inté-
rêts des Obliga-
tions de la Com-
pagnie.
1 Octobre.

Résolution des
Intéressés à ce su-
jet.
16 Octobre.

Commissions
pour saisir les Pi-
rates.
Octobre; 11 No-
vembre.

III.
BANQUE ET
COMPAGNIES DE
COMMERCE.

Comp. des Indes
Orientales.
Affaires du S.
Naish.
5 Novembre.
Affaires des O
bligations de la
Compagnie.
24, 29 Novembre.

Récompense don-
née à un Capi-
taine,
19 Novembre.

Argent déclaré
à la Douane.
Novembre.

Suite de l'affaire
des Obligations.
21, 24, 25,
26, 31 Decemb.

les Directeurs firent demander, le 5, à la Cour de l'Echiquier à Westminster une Commission pour examiner plusieurs témoins dans l'Affaire du S. Naish. Sept Avocats de chaque côté parlèrent pour & contre cette demande, que la Cour rejetta. Le 14, il y eut une Assemblée générale, dans laquelle le S. Mathieu Decker déclara qu'il n'y avoit encore que pour 10 mille 850 Liv. St. d'Obligations à quatre pour cent échangées contre de nouvelles à trois pour cent; & qu'on ne voioit aucune apparence de faire consentir le reste des Propriétaires à cet échange. Cette dernière partie de son rapport fut le sujet d'une Délibération, qui ne se fit pas sans de grands Débats, après lesquels on résolut d'autoriser les Directeurs de convenir avec les Propriétaires le mieux qu'ils pourroient pour l'avantage de la Compagnie. On résolut aussi de suspendre, en attendant, la souscription des 240 mille Liv. St. à trois pour cent, qu'on devoit recevoir pour de nouvelles Obligations; & l'on ordonna d'examiner avec toute l'exatitude possible la conduite des Officiers de la Compagnie, tant au dedans qu'au dehors du Royaume. Ensuite on parla de régler le Dividende, ce qui fut remis à l'Assemblée prochaine, ainsi que l'Affaire du S. Naish. Le 19, un grand nombre de Propriétaires d'Obligations tinrent une Assemblée dans laquelle il fut proposé de traiter avec les Directeurs; ce qu'on ne voulut point écouter; & l'on résolut d'insister sur les quatre pour cent d'intérêt, & de s'assembler une autre fois afin de prendre des mesures justes pour appuier cette Résolution. Le même jour les Directeurs firent présent de deux cens Livres Sterling au Capitaine Johnson en récompense de ce qu'il s'étoit bien défendu, dans son Voïage de Bombay, contre les Grabes ou Bâtimens du Pirate Angria. Dans le même tems à peu près, ils déclarèrent à la Douane 106 mille 640 onces d'Argent, qu'ils envoïoient cette année aux Indes. En DECEMBRE; les Propriétaires des Obligations s'assemblèrent encore, le 11, en grand nombre à la Taverner de la Toïson, & convinrent unanimement de ne point recevoir d'intérêt de leurs Obligations au dessous de quatre pour cent; & si la Compagnie vouloit les rembourser, de n'accepter le remboursement qu'en Argent comptant. Ils s'ajournèrent ensuite au 24 pour délibérer plus amplement; & dans cette dernière Assemblée ils confirmèrent leurs précédentes délibérations. Les Directeurs de leur côté ne s'étoient pas endormis; & soit par eux-mêmes, soit par leurs émissaires, ils avoient su gagner un grand nombre de ces Propriétaires; en sorte que le 24 & les deux jours suivans il y eut beaucoup d'anciennes Obligations échangées contre de nouvelles à trois & demi pour cent. A quoi le bruit que l'on fit courir que ceux qui ne voudroient pas échanger, seroient remboursés de leurs Capitaux, ne contribua pas peu. Les Propriétaires des Obligations, opposans aux Résolutions des Directeurs, ne se contentèrent pas de s'affermir dans leur dessein en s'assemblant de tems en tems; quelqu'un d'entre eux, voulant au moins sauver le Dividende, fit imprimer dans le Post-Boi cet Ecrit, qu'il adressoit à tous les Propriétaires.

L'EXAMEN du Rapport fait par les Directeurs à l'Assemblée Générale du 20 Août dernier au sujet du prochain Dividende, aiant été renvoyé à l'Assemblée Générale, qui se doit tenir le 31 de ce mois, on ne doute point que l'importance du sujet n'engage chaque Propriétaire à s'y trouver, puisqu'il s'agit du Revenu & par conséquent de la valeur de leurs Fonds en Actions. Dans ladite Assemblée du 20 Août les Directeurs étoient d'avis qu'il seroit convenable de réduire le Dividende Annuel de huit à six pour cent; & il y a apparence qu'on y auroit consenti, vu la confiance que l'on avoit dans les Directeurs & les raisons dont ils accompagnoient leur opinion, s'ils n'avoient pas jugé à propos de voir auparavant le succès de deux Articles importants, qui étoient alors sur le Tapis, savoir la réduction de l'Intérêt des Obligations de la Compagnie, & le profit qu'on feroit sur les Marchandises de la Vente de la Saint Michel. Quant au I. Article, la Compagnie a levé 245 mille Liv. à 3 pour cent, & la réduction des Obligations à trois & demi pour cent est en si bon train, qu'elle ne peut manquer d'avoir l'effet désiré. Quant au II. Article, il est notoire que le comte de la Vente monte en gros à environ 1 million 250 mille Liv. St., outre plus de 110 mille Liv. St. pour les Droits appartenans à la Compagnie sur le Commerce des Particuliers, & 70 mille Liv. St. en Or pour le comte de la Compagnie; & l'on sait que les profits de cette Vente excèdent l'attente des Propriétaires les plus intéressés; en sorte qu'il y a tout lieu d'espérer que les Directeurs, après une autre Délibération & un examen exact, proposeront à la prochaine Assemblée un Dividende de trois & demi pour cent pour la demi-année; mais de crainte que la chose n'arrive autrement, je prens la liberté, en qualité d'un des Propriétaires, de vous communiquer mon avis & les raisons qui m'engagent à le faire, avec quelques maximes générales, afin d'empêcher que vous ne vous laissiez induire par des vues d'intérêt particulier à prendre une résolution trop précipitée. C'est une maxime générale pratiquée par toutes les Compagnies de Commerce, de donner un Dividende réglé toutes les demi-années, & de n'y faire aucun changement, excepté dans des cas extraordinaires, d'autant qu'un pareil changement a une très grande influence sur la valeur des Fonds ou Actions. C'est pourquoi tout Dividende doit être fondé sur le Calcul le plus exact que les Directeurs puissent faire des profits que leur Commerce rapporte, une année portant l'autre, afin que ce Dividende soit constant & permanent; & si l'on juge qu'il est absolument nécessaire d'y faire quelque changement, soit pour l'augmenter soit pour le diminuer, il faut que la différence soit aussi médiocre qu'il se puisse, afin que les Propriétaires actuels des Actions, ou ceux qui en sont les Porteurs, n'en souffrent point un trop grand préjudice. On ne doit point faire de changement dans le Dividende pour quelque profit ou perte extraordinaire qu'on pourroit faire pendant le cours d'une année. En effet cette Compagnie ne l'a jamais fait. Pour le prouver, j'en vais alleguer un exemple ou deux. Premièrement, suivant le rapport que les Directeurs firent à l'Assemblée Générale tenue au mois de Mars 1731, la Compagnie étoit dans une situation florissante, puis-

COMMERCE.
Comp. des Indes
Orientales.

qu'ils étoient en état de payer au Gouvernement 200 mille Liv. St. pour de nouveaux Privilèges; de réduire de cinq à quatre pour cent l'intérêt des Obligations à la charge de la Compagnie, montant à trois millions 200 mille Liv. St., & de rembourser une partie considérable de ces Obligations, ce qu'on ne peut attribuer qu'aux profits faits pendant quelques années, lesquels ont sans doute excédé de beaucoup les Calculs sur lesquels étoient fondés les Dividendes que l'on donnoit. En second lieu, la perte que la Compagnie fit en 1721 au Cap de Bonne Esperance, montoit à plus de 200 mille Liv. St.; & cependant, ni dans l'un ni dans l'autre de ces deux cas, on n'a point changé le Dividende. L'union & la bonne intelligence entre l'Assemblée Générale & la Cour des Directeurs doivent être inviolables; par conséquent, quelque opinion ou résolution que les Directeurs prennent, l'Assemblée Générale doit s'y conformer avec une entière confiance. C'est pourquoi je veux bien admettre que la résolution mentionnée ci-dessus de réduire tout d'un coup le Dividende de huit à six pour cent, quelque préjudiciable qu'elle soit aux Propriétaires, étoit fondée sur quelqu'une des Règles précédentes, & sur la nécessité des Affaires de la Compagnie dans ce tems-là. J'avoue aussi que les Propriétaires ne peuvent pas être eux-mêmes les Juges en ce qui concerne la Valeur ou le Prix des Dividendes, puisqu'ils ne sauroient être informés du détail, sur lequel ils pourroient former les Calculs nécessaires, à moins que les Directeurs ne leur en fassent part; ce que le secret que l'on doit observer dans toutes les Compagnies de Commerce ne permet que rarement ou même jamais: mais ils peuvent juger des choses qui sont d'une nature à pouvoir être rendues publiques; telles sont la Vente avantageuse mentionnée ci-dessus, & le profit qu'on va faire sur la réduction de l'Intérêt des Obligations de la Compagnie; & ils peuvent par conséquent déterminer & fixer à peu près les Dividendes pour l'avenir. Si la Résolution prise par les Directeurs de réduire à trois pour cent le prochain Dividende, a été en partie fondée sur le produit de la dernière Vente tel qu'il avoit été calculé provisionnellement, il ne faut pas douter que, puisque le profit fait sur cette Vente a excédé toute attente, la Compagnie ne soit en état d'ajouter au prochain Dividende 16 mille Liv. St. pour faire le demi pour cent; & qu'en réservant les profits qu'elle fera par la réduction de l'Intérêt de ses Obligations, & par d'autres incidens dans le Commerce, elle ne puisse continuer à donner à l'avenir trois & demi pour cent pour chaque demi-année. L'Assemblée Générale pourra prendre cette Résolution, pour les raisons ci-dessus mentionnées, sans s'éloigner des Maximes Générales de la Compagnie, & sans entrer dans l'examen des Affaires, qui sont de la compétence des Directeurs.

Le 31, les Directeurs communiquèrent à l'Assemblée Générale divers Règlemens, qu'ils avoient faits pour empêcher & prévenir les abus que leurs Commis commétoient, & l'Assemblée les approuva. Ils déclarèrent ensuite qu'en conséquence du pouvoir, qui leur avoit été donné par l'Assemblée le 20 d'Avril, ils s'étoient appliqués à la réduction de l'Intérêt des Obligations de la Compagnie; que cette affaire étoit en bon train; qu'il y avoit déjà pour plus

A N N É E M D C C X X I I.

III.
BANQUE ET
COMPAGNIES DE
COMMERCE.

de 2 millions Sterling de ces Obligations échangées contre d'autres à trois & demi pour cent ; & qu'ils espéroient d'achever incessamment de la manière la plus convenable ce qui restoit encore à faire à cet égard. L'Assemblée donna son approbation à ce Rapport. Ensuite quelqu'un des Actionnaires proposa que le Dividende de la demie année, dont l'échéance étoit prochaine fût de trois & demi pour cent : mais, avant que de délibérer là-dessus, les Directeurs furent sommés de dire s'ils persistoient dans l'opinion de ne donner que trois pour cent. Ils répondirent, qu'ayant mûrement examiné la dernière Vente, la réduction de l'Intérêt des Obligations, & les autres affaires de la Compagnie, ils persistoient unanimement dans la même opinion. Leur réponse causa de grands Débats, qui durèrent longtems ; mais enfin la Proposition de donner trois & demi pour cent aiant été rejetée ; ceux qui la soutenoient demandèrent un Scrutin ; ce qu'on ne put leur refuser. Il se fit le lendemain, & le résultat en fut, à la pluralité de 188 Voix contre 99, que le Dividende seroit de trois & demi pour cent. Le 2 de Janvier 1733 le Chevalier Decker, président à l'Assemblée Générale, y fit le rapport du Scrutin de la veille ; & l'Assemblée en confirma le résultat par sa Résolution.

Comp. des Indes
Orientales.Premier Divi-
dende de l'année.
1733.
31 Décembre ;
1, 2 Janvier.
1733.

En JANVIER ; il y eut le 25 une Assemblée Générale de la COMPAGNIE DU SUD, & les Directeurs y produisirent un Etat Général des Affaires de la Compagnie, par lequel il parut, qu'en 1720 elle devoit en Obligations plus de 4 millions 400 mille Liv. St., & qu'actuellement elle ne devoit pas 2 millions ; que depuis le 15 de Mars 1721 jusqu'à Noël 1731, elle avoit retiré de net 230 mille Liv. St. du Commerce de l'Asiente ; & qu'elle avoit encore des sommes considérables qu'elle pouvoit exiger : mais que pendant le même tems elle avoit perdu 50 mille Liv. St. au Commerce du Groenland ; & que les Directeurs n'étoient pas d'avis de le continuer après l'année courante, à moins que le Parlement ne donnât un plus grand encouragement. L'Assemblée fut satisfaite & remercia les Directeurs. En FEVRIER ; dans une autre Assemblée Générale des Intéressés, qui se tint, le 3, le Sous-Gouverneur rapporta que les Directeurs avoient examiné soigneusement les Comptes de la Compagnie, & qu'ils les avoient trouvés très justes. Par le détail, qu'il en fit à l'Assemblée, il parut que les Paiemens faits depuis 1721 jusqu'au 24 de Décembre 1731, montoient à 2 millions 88 mille Liv. St., & les Recettes à 2 millions 198 mille 751 Liv. St. ; que le profit que la Compagnie avoit fait pendant ce tems dans le Commerce, étoit d'environ 110 mille 100 Liv. St. ; & que les Dêtes qu'elle avoit à recouvrer alloient beaucoup plus haut qu'en 1721. En MARS ; il se tint encore une Assemblée Générale, le 26, à laquelle on n'admit aucun Intéressé, qui n'eût au moins mille Liv. St. en Actions. Après la lecture des Résolutions de la dernière Assemblée, le Chevalier Jean Eyles, Sous-Gouverneur, proposa d'employer le million St. que le Gouvernement devoit rembourser, à

Comp. du Sud.
Etat de ses affaires.
25 Janvier.Vaisseau arrivé.
27 Janvier.Etat des Affaires
de la Compagnie.
8 Février.Divers arrange-
mens sur les Affai-
res de la Compagnie,
rejetés.
26 Mars.

Comp. du Sud *paier à comte des Obligations de la Compagnie, jusqu'à la concurrence de six & un quart pour cent du principal : mais, après quelques Débats, cette Proposition fut rejetée, de même que celle de choisir un Comité des Propriétaires pour les Comtes. Il y eut aussi quelques disputes touchant le Commerce de la Compagnie. Les uns vouloient qu'on le continuât, d'autres qu'on le laissât tomber, & d'autres qu'on affermât le Commerce de l'ASSIENTE & PANNUEL : mais on ne put prendre aucune Résolution ; & l'on convint à la fin de laisser les Directeurs délibérer sur les moïens de mettre les Affaires de la Compagnie en meilleur état. En AVRIL ; dans une autre Assemblée Générale, qui se tint le 4, il fut résolu que les 600 mille Liv. St. d'Obligations qui restoiert entre les mains du Trésorier de la Compagnie, seroient déchirées ; & que des 15 millions 600 mille Liv. St., qui composoient le Capital de la Compagnie, il seroit fait cinq parts, dont quatre seroient converties en Annuités pour les Intéressés, & la cinquième seroit employée à la continuation du Commerce. Il fut encore résolu, que le produit de ce Commerce serviroit à retirer les Obligations de la Compagnie répandues dans le Public, & montant à la somme d'un million 967 mille 350 Liv. St. ; & qu'en cas que le Gouvernement remboursât cette année un million à la Compagnie, il en seroit fait une égale distribution aux Intéressés à proportion de leurs fonds. Enfin on arrêta que les Directeurs ne pourroient plus expédier de nouvelles Obligations sans le consentement d'une Assemblée Générale, & que ces nouvelles Obligations seroient enregistrées dans un Livre particulier, qui pourroit en tout tems être examiné par chaque Propriétaire de 3 mille Liv. St. en Actions. En MAI ; dans l'Assemblée Générale, du 1, on lut un Projet du Chevalier Jean Lowther, que l'on devoit prier le Parlement de convertir en Bill. Ce Projet, à peu près conforme aux Résolutions de l'Assemblée précédente, portoit : Que la Compagnie acquitteroit pour un million de Liv. St. de ses Obligations, avec une pareille somme que le Gouvernement lui devoit paier : Que le Capital ou les Actions de la Compagnie seroient partagées en quatre parties, dont trois seroient converties en Annuités à quatre pour cent, payables du Fonds de la Compagnie ; ensorte que les Propriétaires de ces Actions, ainsi converties, n'auroient plus de part aux profus de la Compagnie : Que la quatrième partie seroit employée à servir de fonds pour la continuation du Commerce. Il y eut là-dessus quelques Débats, dans lesquels quelques-uns firent observer, qu'il étoit à craindre que le Roi d'Espagne ne formât des prétentions à la charge de la Compagnie, sous prétexte qu'elle auroit fait quelque Commerce défendu. D'autres repliquèrent que la Compagnie avoit de son côté de plus grandes prétentions sur Sa MAJESTÉ CATHOLIQUE. L'impression du Projet fut enfin résolue, & l'Assemblée fut ajournée au 6 pour prendre par Scrutin une Résolution finale sur le sujet. Le 6, le projet passa de 619 Voix contre 180 ; & le 7 les Directeurs présentèrent une Requête à la Chambre des Communes*

Résolutions prises dans une autre Assemblée Générale.
3 Avril.

Projet de la Compagnie pour être présenté au Parlement.
1, 6, 7 Mai.

Communes, pour lui demander la permission d'exécuter ce que l'Assemblée avoit arrêté. La Requête fut acceptée & l'affaire renvoyée au Grand Committé qui se devoit tenir trois semaines après. Nous verrons plus bas les suites de cette affaire. Le 14, on reçut la *Cédule* du *Roi d'Espagne* pour le départ du Vaisseau qui devoit aller cette année à la *Vera-Cruz*; & le même jour on commença de porter des effets à bord du *Prince-Guillaume* que les Directeurs avoient tenu prêt pour ce Voïage, & dont ils avoient changé le nom en celui de la *Roiale-Caroline*. Le 18, quelques Directeurs se rendirent au Bassin de la Compagnie avec Don *Thomas Fitz-Gerald de Xeres*, Agent du *Roi d'Espagne*, pour mesurer le Vaisseau de Permission. Le 27, il y eut une Assemblée Générale, à laquelle le Chevalier *Jean Eyles* Sous-Gouverneur remit un état du Comte général des Recètes & Paiemens faits au sujet du Commerce de la Compagnie, de ses Dètes tant au dedans qu'au dehors du Roïaume, de ses Obligations avant l'année 1720, & de celles depuis ce tems-là jusqu'à l'année 1732. Après la lecture des Titres de ce Comte général, il s'éleva quelques Débats à l'occasion de ce qui s'étoit passé dans le *Parlement* par rapport au Projet arrêté dans l'Assemblée du mois d'Avril; & confirmé par celle de Mai. Quelqu'un aiant demandé *pourquoi ce Projet n'y avoit point passé*; le Chevalier *George Castrel*, Membre du *Parlement*, dit; que, comme la *Séance* tendoit à sa fin, le *Parlement* n'avoit pas eu le tems nécessaire pour délibérer là-dessus avec toute l'attention que méritoit une Affaire de cette importance. Le Chevalier *Jaques Lowther* ajouta, qu'il croïoit que ce Projet n'avoit point passé, parce que quelques personnes avoient proposé de nommer un Committé pour examiner avec toute l'exactitude possible la Direction des Affaires de la Compagnie. Le Chevalier *Jean Eyles* le leva là-dessus & dit, que c'étoit ce qu'il souhaitoit le plus pour sa justification & celle des Directeurs, qu'un examen exact des Comtes par un Committé du *Parlement*, ou par un Committé de l'Assemblée. Surquoi l'on résolut de choisir par Scrutin un Committé de quinze personnes; dont chacune auroit pour le moins deux mille Liv. St. dans la Compagnie; & d'où les anciens Directeurs depuis l'année 1720 seroient exclus. Après cette Résolution le Chevalier *Jean Eyles* lut deux Lettres adressées aux Directeurs par Don *Guillaume Tiri* Marquis de *Grenade*, l'une le 4 de Mars de cette année, à laquelle les Directeurs avoient fait répondre par leur Secrétaire le 24 du même mois. La seconde Lettre du Marquis étoit du 20 de Mai. Voici la première.

Compagnie du Sud.

Cédule du Roi d'Espagne pour le Vaisseau de Permission.
14 Mai.Jaugeage du Vaisseau de Permission.
18 Juin.Assemblée Générale au sujet de l'état des Affaires de la Compagnie, & de ses délégués avec la Cour d'Espagne.
27 Juin.Diverses Résolutions des Directeurs, principalement au sujet du Commerce clandestin.
27 Juin.

MESSIEURS,

J'ai appris que vous étiez disposés à accepter un Equivalent pour le Vaisseau d'Assiento que vous faites partir tous les ans avec la Flote & les Galions, & qu'au moyen de cet Equivalent vous renoncerez à ce Commerce si préjudiciable.

Comp. du Sud. *ble à celui de toute l'Europe , & point du tout avantageux à l'Angleterre ; ce qui cause que les Marchandises de ce Roïaume sont devenues à un si bas prix , non seulement en ce Pais , mais encore aux Indes. Vous me feriez plaisir de me mander quel Equivalent vous souhaiteriez pour renoncer à ce Commerce. Je crois qu'on ne pourroit pas en proposer de meilleur , ni qu'on pût accepter plus promptement , que de donner tant pour cent de tous les Effets , qui viendroient pour le compte du Commerce par la Flotille & les Galions. Ce tant , quelque médiocre qu'il soit , ne laissera pas que d'être toujours fort considérable ; ou bien au lieu de cela , une diminution des Droits sur les Manufactures d'Angleterre. Si vous jugés cet Equivalent raisonnable , je ne doute pas que je n'en obtienne l'agrément de Sa Majesté Catholique. J'attens vos ordres & votre réponse , & suis &c.*

Voici la Réponse du Secrétaire de la Compagnie.

M O N S I E U R ,

Je reçus le 16 une Lettre , sous un Couvert blanc , laquelle , à ce que j'ai appris depuis , m'a été apportée de la part de M. Gilbon. Cette Lettre est adressée aux Directeurs de la Compagnie du Sud , datée de Cadix le 4 Mars , & signée par vous. L'ayant remise auxdits Directeurs , ils m'ont chargé de vous dire que la teneur de ladite Lettre leur ayant paru fort étrange , ils vous prient de leur faire savoir par qui vous avés appris qu'ils sont disposés à accepter un Equivalent pour leur Vaisseau d'Assiente , étant une Affaire à laquelle ils n'ont jamais pensé. Le droit d'envoier tous les ans un Vaisseau aux Indes-Espagnoles , alternativement avec la Flotille & les Galions , est fondé & a été accordé par des Traités réitérés , & confirmé par celui conclu dernièrement à Seville. Ils sont en pleine possession de ce Droit ; ils font actuellement les préparatifs nécessaires pour faire partir cette année ledit Vaisseau avec la Flotille , ayant obtenu toutes les assurances qu'ils recevront dans peu la Cédule. Ils n'ont jamais eu parler d'aucune proposition à ce sujet de la part de l'Espagne , indépendamment de celle dont vous faites mention par votre Lettre ; & vous n'y dites pas si vous êtes autorisé à faire une pareille offre. C'est pourquoi les Directeurs auront assez de tems pour délibérer la-dessus , lorsqu'ils seront mieux informés de la disposition de votre Cour , & des conditions qu'on voudra leur proposer. Je suis &c.

Ce fut à cette Lettre que le Marquis de Grenade répondit par celle-ci du 20 de Mai.

M E S S I E U R S ,

Le voyage , que j'ai fait à la Cour , est cause que je n'ai pas répondu d'abord à votre Lettre du 24 Mars qui m'a été rendue le 5 de ce mois. J'ai ordre de vous dire de la part du Premier Ministre , que Sa Majesté Catholique a résolu

d'observer en tout les Traités faits avec votre Couronne, & dans lesquels votre Assiente est compris. Le sentiment général étant qu'un Equivalent pour votre Vaisseau procureroit un avantage réciproque, j'entrepris d'en faire l'ouverture. Je puis vous assurer à présent que ceux du Commerce, dont je suis un des Membres, consentent à vous donner, pendant le tems de votre Contrat d'Assiente, deux pour cent de tous les effets, de quelque nature qu'ils puissent être, qui viendront par les Flotes & les Galions, & trois pour cent du retour de la présente Flotille, en considération de ce que vous avez acheté la Charge du Vaisseau destiné à partir cette année, & que vous pourriez faire quelque perte sur la vente de ces Marchandises. Je puis vous assurer aussi que ceux du Commerce seront en état d'obtenir, par leurs sollicitations, le consentement de la Cour à la proposition que je vous fais. Ainsi, Messieurs, vous pouvez m'envoyer vos ordres ou les donner à quelque autre, pour conclure un Traité qui tende à annuler un Commerce si préjudiciable à toute l'Europe; & qui, bien loin d'être avantageux au Roïaume d'Angleterre, en ruine le Commerce. Je suppose, Messieurs, que vous n'ignorez pas la grandeur du Trésor que les Flotes & les Galions amènent, & combien ce Trésor augmentera dans la suite pour l'avantage de votre Roïaume & de toute l'Europe, lorsque votre Vaisseau d'Assiente ne préjudiciera plus au Commerce courant. D'ailleurs, l'offre que je vous fais vous donnera un très grand avantage, sans que vous aïez aucun trouble, & sans que vous couriez aucun risque. Je suis &c.

Après la lecture de ces Lettres, le Chevalier Jean Eyles dit; qu'en ayant informé Don Thomas Filz-Gerald, Agent d'Espagne, il avoit répondu qu'il n'avoit aucune connoissance de cette offre, & qu'il étoit uniquement chargé d'assurer la Compagnie que Sa Majesté Catholique observeroit les Traités faits avec la Couronne d'Angleterre au sujet du Commerce, & que sa Commission consistoit à se trouver présent au Jaugeage du Vaisseau d'Assiente avant son départ pour les INDES. Il fut résolu dans l'Assemblée de remettre cette affaire aux Directeurs, pour qu'ils en fissent leur rapport dans une autre Assemblée Générale. On résolut encore d'employer le Million de Liv. St., que le Gouvernement devoit paier à la Compagnie à la SAINT MICHEL de cette année, au remboursement de cinquante pour cent des deux millions que la Compagnie devoit en Obligations. Le même jour les Directeurs résolurent qu'ils n'enverroient plus que deux Faïteurs à La Vera-Cruz, au lieu de quatre. Ils résolurent aussi de prévenir, autant qu'il leur seroit possible, la continuation d'aucun Commerce clandestin sur les Côtes Espagnoles de l'AMERIQUE; & pour cet effet ils convinrent, non seulement d'enregistrer les Marchandises qu'ils embarqueroient cette année sur le Vaisseau de Permission, mais encore de faire délivrer une Copie de cet état aux Gouverneurs Espagnols, afin qu'ils pussent aisément reconnoître si les Faïteurs de la Compagnie faisoient un Commerce illicite. En JUILLET, la Trésorerie fit paier à la Compagnie un million Sterling provenant du Fonds d'Amortissement; & le lendemain il y eut une Assem-

Le Gouverne-
ment paie un Mil-
lion St. à la Com-
pagnie. Nouvelles
Résolutions de

Comp. du Sud.
Assemblée Gén.
reue à cette occa-
sion.

9, 10 Juillet.

Vaisseaux de re-
tour du Groen-
land.
8, 14 Août;
Septembre.Assemblée Gé-
nérale au sujet du
Comité pour
l'examen des
Comtes de la
Compagnie.
19 Septembre.

blée Générale de la Compagnie, dans laquelle il fut résolu *de diminuer six & un quart du Capital, & de rembourser cinquante pour cent des Obligations de la Compagnie, avec les Intérêts jusqu'à la Saint Michel de l'année courante.* Ce qui fut rendu public. On observa sur cette Résolution qu'elle rendoit inutile celle par laquelle on avoit arrêté qu'il seroit établi par Election un Comité de quinze Persones pour examiner les Comtes des Directeurs, & que dans cette Election le choix ne pourroit tomber que sur des Propriétaires de mille Livres Sterling en Actions. La réduction de six & un quart du Capital, excluait tous ces gens-là du droit de pouvoir être élus. Nonobstant cette difficulté, l'Assemblée, dont il s'agit à présent, ne laissa pas de destiner un Appartement pour le Comité dans la Maison de la Compagnie, & d'arrêter qu'il pourroit établir un Secrétaire & des Clercs. On remit ensuite au Chevalier *Jean Eyles*, Sous-Gouverneur, un Ecrit touchant certaines Affaires passées en 1720 : mais l'Assemblée refusa d'en écouter la lecture, & l'on rendit l'Ecrit à la personne qui le présentait. En Août ; il entra le 8 dans le Port de *Deptford* trois Vaisseaux de la Compagnie, venant du *Groenland* avec huit Balènes. Ils rapportèrent *qu'onze autres Navires, qu'ils avoient laissés dans cette Mer avoient déjà pris treize Balènes ; & qu'on avoit lieu d'espérer que la Pêche seroit meilleure que les années précédentes.* Le 14, quatre autres Vaisseaux entrèrent dans la *Tamise* avec quatre Balènes. Deux venoient du *Groenland*, & les deux autres du Détroit de *Davis*. En SEPTEMBRE ; le surplus des vingt-8. un Vaisseaux qu'on avoit envoiés l'année précédente à cette Pêche, revinrent, à différens jours, dans la *Tamise*. Les 21 Vaisseaux se trouvèrent avoir rapporté tous ensemble 24 Balènes. Quatorze avoient fait la Pêche au *Groenland* & les sept autres au Détroit de *Davis*. Le 9, les Commissaires nommés pour l'examen des Comtes de la Compagnie s'assemblèrent pour la première fois : mais, comme ils ne se trouvèrent que 5, & qu'il falloit, pour former le Comité, qu'ils fussent au moins sept, il ne se fit rien ; & même on ne fixa point de jour pour la seconde Assemblée. Le 12, ils furent sommés pour la seconde fois de se rendre à l'Assemblée que les Directeurs tenoient ce jour-là : mais, il n'en vint que deux, & l'Assemblée fut encore ajournée sans fixer le jour. Il s'en tint une Générale le 19, dans laquelle le Chevalier *Jean Eyles*, Sous-Gouverneur, après avoir dit *que les Commissaires nommés pour examiner les Comtes de la Compagnie, faisoient difficulté d'y travailler, pria les Intéressés de délibérer sur ce qu'il falloit faire.* Il s'éleva là-dessus quelques débats. Plusieurs des Commissaires représentèrent toutes les difficultés de ce travail ; & d'autres alléguèrent *que, les Comtes étant bons, il étoit inutile d'en faire la révision.* Enfin il fut résolu *que l'on procéderoit à l'examen des Comtes.* On changea seulement à ce qu'on avoit précédemment arrêté, *qu'il suffiroit qu'un lieu de sept, ils se trouvassent cinq assemblées pour former le Comité.* Le 26, les Directeurs

tinrent une Assemblée particulière, à laquelle les Commissaires des Com-
tes se trouvèrent, & déclarèrent qu'ils étoient prêts à faire l'exercice de
leurs Charges. Ils indiquèrent même leur première Assemblée au 30. En
OCTOBRE, Dom Thomas Filz-Gerald demanda, de la part du Roi d'Es-
pagne, aux Directeurs, un état des Effets que la Compagnie avoit perdus
en Amérique, afin d'en procurer la restitution. En NOVEMBRE; les Di-
recteurs, considérant que la Compagnie avoit fait de grandes pertes les
premières années de son entreprise de la Pêche de la Balène; & que cette
dernière année même, quoiqu'une des meilleures, le profit excédoit à
peine la dépense; ils prirent la résolution de suspendre ce Commerce,
jusqu'à ce qu'ils eussent reçu du Parlement un plus grand encouragement
pour le continuer. En DECEMBRE; il fut unanimement résolu dans l'As-
semblée Générale du 3, conformément à cette Résolution des Directeurs,
*d'abandonner le Commerce de la Pêche de la Balène, & de vendre tous les
Vaisseaux & tous les Matériaux que l'on employoit à cette Pêche.* Dans la même
Assemblée le Chevalier Jean Eyles, Sous-Gouverneur, déclara que le S.
Filz - Gerald, Agent d'Espagne, avoit écrit une Lettre aux Directeurs pour
leur notifier qu'il étoit chargé d'un Plein-Pouvoir de la part du Premier Mi-
nistre pour traiter avec eux de la suppression du Vaisseau de l'Assiente, moi-
enant un Equivalent de deux pour cent des retours de la Flotille & des Galions.
Il ajouta que, le Traité de l'Assiente aiant été conclu entre les Courones de la
Grande Bretagne & d'Espagne, il falloit auparavant consulter la Courone
ou le Parlement; & que, comme le Procureur Général étoit chargé de cette
Affaire, les Directeurs ne pouvoient entrer en aucune Négociation, avant qu'ils
eussent reçu son avis: Qu'au reste il étoit nécessaire de requérir une permission du
Roi pour traiter avec l'Espagne sur cet Equivalent, d'autant que c'étoit une
Affaire, qui regardoit la Nation. Quelques - uns alléguèrent là-dessus,
qu'avant de faire un pareil accord, la Compagnie devoit régler avec l'Agent
d'Espagne le Comte des Dommages soufferts de part & d'autre pendant la der-
nière rupture. On répondit à cette observation, qu'il y avoit en Espagne
des Commissaires des deux Nations qui travailloient à ce Règlement, & que
l'Agent du Roi d'Espagne à Londres n'étoit chargé que de veiller aux Inté-
rêts de son Maître touchant la quatrième partie du Contrat de l'Assiente, qui
revenoit à SaMajesté Catholique, & pour mesurer & jager le Vaisseau que la
Compagnie envoioit à LA VERA-CRUZ. D'autres proposèrent de demander
pour Equivalent une certaine somme exemte de toutes prétentions: mais, comme
on ne pouvoit entrer dans aucune Négociation avant d'avoir reçu l'avis
du Procureur Général, & que l'Agent d'Espagne se fût déclaré tout-à-fait
touchant la somme de l'Equivalent, on remit aux Directeurs le soin de
convoquer une autre Assemblée Générale, dès que les Affaires seroient en
état d'être communiquées. Dans l'intervalle, ceux qui penchoient pour
l'Equivalent, firent publier un Ecrit, dont voici la Traduction, telle
qu'elle parut dans le tems.

Comp. du Sud.

Le Roi d'Espa-
gne demande l'é-
tat des pertes de
la Compagnie.
Octobre.Suspension de la
Pêche de la Ba-
lène.Novembre, 3.
Decembre.Délibération sur
une Proposition
de la Cour d'Espa-
gne.
3 Decembre.

*Comp. du Sud.
Raisons d'accep-
ter un Equival-
ent pour la suppres-
sion du Vaisseau
de l'Asiente.*

*LE Vaisseau annuel de la Compagnie du Sud, accordé originai-
rement à la Couronne de la Grande Bretagne & aux Persones qu'elle nommeroit pour faire
le Commerce de l'Asiente, fut d'abord regardé comme une douceur ou en-
couragement pour l'importation d'un certain nombre de Nègres aux Indes-Oc-
cidentales-Espagnoles. Et en effet il l'étoit; le Commerce, qui s'en faisoit au-
paravant par des Particuliers qui étoient en Traité avec l'Espagne, leur étant
devenu fort à charge. On regarde même la concession d'un Vaisseau comme un
Ouvrage nécessaire, sans lequel tout l'avantage du Traité auroit été du côté
de l'Espagne & de ses Sujets, & cela dans un tems que les Espagnols n'étoient
guères au niveau des autres Nations. Mais tel a été le cas infortuné de la Com-
pagnie de Sud, que ladite concession, destinée pour réparer les pertes qu'elle
prévoioit devoir faire par l'introduction des Nègres aux Indes, bien loin de
répondre au but pour lequel ce Vaisseau fut accordé, n'a, tout au contraire,
opéré que sa ruine, ainsi qu'il paroîtra à chaque Intéressé qui voudra parcourir
les Livres de la Compagnie. Le mauvais succès de ce Commerce a été principa-
lement attribué à deux causes, savoir aux Saisies & aux Représailles faites par
les Espagnols sur les Effets de la Compagnie, & à la mauvaise économie, pour
ne rien dire de plus, des Officiers & Domestiques de ladite Compagnie. La pre-
mière cause est d'une nature qu'on n'y peut guères apporter de remède, & le
Commerce de la Compagnie sera toujours exposé à la moindre dispute ou mal-
entendu entre les deux Couronnes, attendu qu'il arrive très souvent que ce Com-
merce même fait naître ce mal-entendu qui assujétit les Effets de la Compagnie à
être saisis. Quant à la seconde cause, l'expérience nous apprend assez ce que peut
faire la mauvaise économie des Domestiques: mais c'est un mal nécessaire, qui
durera aussi longtemps que les Supercargos & Facteurs seront indigènes, ou ap-
parentés à des Directeurs qui les protègent, de sorte qu'on se flatera en vain d'y
mettre ordre & d'être servi fidèlement. Cela suppose, il ne sera pas difficile de
prouver aux Intéressés dans les Fonds de la Compagnie, qui ne peuvent avoir en
vue que la sûreté de leur Capital & d'en tirer un Intérêt proportionné, que, s'ils
peuvent obtenir un Equivalent pour la cession dudit Vaisseau qui leur est actuel-
lement onéreux, ils ne doivent pas la refuser. La Proposition faite par l'Es-
pagne aux Directeurs du Sud consiste à leur accorder 2 pour cent de tous les
retours des Flotilles & Galions, outre la déclaration de l'Agent de Sa Majesté
Catholique, que cet avantage ne sera pas encore l'Ultimatum qu'il est autorisé
d'offrir; ce qui paroît d'autant plus probable, que l'Espagne tirera de grands
profits de la résignation de ce Vaisseau, comme on le verra dans la suite. Une telle
Proposition, quoique dans le fond spécieuse, ne paroîtra pas triviale quand on
considérera ce qui suit. Les retours des Effets dont la Compagnie doit, suivant
la Proposition, percevoir un Induit de 2 pour cent sur les Flotilles & Galions,
y compris l'Argent & les Effets qui pourront être enregistrés à bord des Vaisseaux
qui auront fait quelque Commerce dans les endroits où la Compagnie est autori-
sée d'envoyer un Vaisseau annuel, ne peuvent pas monter à moins de 1 1/2 millions*

de Pièces de huit, & l'Indult de 2 pour cent à 30 mille Pièces de huit, ce qui fait 70 mille Livres Sterling. Ce que la Compagnie a avanturé jusqu'ici dans son Vaisseau annuel a monté à 200 mille Liv. St.; & , posé qu'elle ait vendu ses Effets à raison de 75 pour cent de profit, ce qui est le plus qu'elle puisse attendre, quand même une pareille Vente seroit accompagnée de toute l'économie & de la meilleure foi de la part de ses Officiers & Domestiques, ce profit n'excède pas de beaucoup l'Equivalent proposé, en faisant le Calcul suivant.

200 mille Liv. St. que la Compagnie avanture dans son Vaisseau annuel, ensemble avec le profit de 75 pour cent. 350000 liv.

Pour les frais du Vaisseau, Munitions, Agrêts, & pour la solde des Matelots,	25000
Pour l'entretien des Gens de la Compagnie aux Indes, & pour y faire des Présens	10000
Pour les Provisions & Privilèges des Supercargos,	16000
Pour les Intérêts de deux ans de la somme de 200 mille Liv. déboursées,	20000
Pour les charges & directions des Affaires de la Compagnie en Angleterre.	5000

74000

Ainsi le profit de ce Vaisseau annuel est au plus de 74 mille Livres Sterling. Ce Calcul est fait, sans y ajouter les Charges de l'Assurance ni le risque des mauvaises détes, & supposant la libre jouissance du Commerce: mais, s'il devoit y survenir quelque saisie ou seulement une détention dudit Vaisseau, le Comte paroîtroit dans un jour bien différent, puisqu'en cas de saisie, le Capital seroit exposé; & en cas de détention, les dépenses absorberoient bientôt tout le profit. Si l'on accepte l'Equivalent proposé, & qu'il survienne une rupture entre les deux Couronnes, l'Intérêt seul dudit Indult est en risque sur une somme qui peut être recouvrée après une Paix; ce qui n'est rien en comparaison de la saisie dudit Vaisseau, de sa restitution qui se fait à grands frais, & du délai que les Effets en souffrent. Par l'Equivalent en question, la Compagnie s'assure un profit clair & net dont elle n'a jamais joui, & dont elle ne jouira jamais, tant que les causes ci-dessus mentionnées subsisteront. La Compagnie aura de cette façon de quoi acquiescer peu à peu ses détes, & les Propriétaires auront la satisfaction de voir leurs Capitales aussi bien assurées que les Annuités du Sud. Il est vrai qu'on doit supposer comme sacrées les Promesses & les Paroles des Grands Rois; néanmoins sans rien déroger au respect dû à une Sanction Royale, on peut poser pour principe que, si l'Intérêt est le fondement d'un Traité, ce dernier subsistera toujours. Le préjudice, qui revient à la Couronne d'Espagne & à son Commerce par la continuation de l'envoi dudit Vaisseau annuel, est une sûreté suffisante pour l'exécution ponctuelle de la Convention qui se fera pour un Equivalent, singulièrement si l'on y stipule qu'en cas que le Traité ne soit pas exécuté par l'Espagne,

la Compagnie rentrera immédiatement dans son droit, en quoi on espère qu'elle sera soutenue par la Couronne de la Grande-Bretagne. Au reste les revenus de Sa Majesté Catholique augmenteront considérablement par la suppression dudit Vaisseau, attendu que les Effets des Anglois, qui venoient à bord de ce Vaisseau, paieront dans la suite un Indult au Roi, ce qui ne se faisoit point auparavant; le Commerce clandestin, fait par les Gens de la Compagnie, malgré toutes les précautions prises par les Directeurs, cessera entièrement; les Foires aux Indes ne seront plus surchargées de Marchandises étrangères, ce qui rétablira le Commerce des Espagnols sur un pied solide. Ainsi les deux Parties trouveront leur compte.

IV.
COLONIES.
La Barbade.
Combat de deux
Chaloupes.
Septembre.
Plaintes des Ha-
bitans; &c.
Novembre.

IV. EN SEPTEMBRE; une Chaloupe de LA BARBADE fut attaquée à la hauteur de Cuba par une Chaloupe Espagnole de soixante Hommes, laquelle après un combat de quatre heures se retira aiant eu 18 Hommes tués & 7 blessés. EN NOVEMBRE plusieurs Habitans de La Barbade & des autres Colonies où l'on fait le Sucre arrivèrent à Londres, pour présenter à la prochaine Séance du Parlement leurs Griefs contre l'Acte passé dans celle de l'année précédente en faveur des Colonies du Nord de l'Amérique.

Campêche & Baie
de Honduras.
Vaisseau de Re-
gistre Espagnol,
pris; & plaintes.
Juin, Novembre.

EN JUIN, Vaisseau de Guerre fut envoyé de La Jamaïque à CAMPECHE pour réclamer un Navire Anglois pris par les Espagnols; & le Gouverneur de la Place n'ayant point fait de réponse, le Capitaine Anglois jugea à propos de se rendre maître d'un Vaisseau de Registre Espagnol, qui venoit de la Vieille-Castille, & d'envoyer ensuite son Lieutenant offrir au Gouverneur de le lui rendre, s'il lui vouloit remètré le Navire Anglois. Le Gouverneur, au lieu d'accepter cette offre, retint le Lieutenant & sa suite. Le Capitaine Anglois mit aussitôt à la voile avec sa prise, & se rendit à La Virginie le 1 de Juillet. Dès que l'on fut à La Vera-Cruz, ce qui s'étoit passé, les Facteurs de la Compagnie du Sud eurent ordre de la part du Roi d'Espagne d'en partir dans quatre mois, à moins qu'ayant ce tems le Vaisseau de Registre n'eût été relâché. On apprit cette nouvelle à Londres au mois de Novembre par un Vaisseau venant de La Havane. Aussitôt le Sous-Gouverneur & six Directeurs de la Compagnie allèrent prier l'Ambassadeur d'Espagne d'employer ses bons offices pour faire retirer cet ordre, & présentèrent sur le même sujet un Mémoire au Duc de Newcastle. Je n'ai point trouvé la suite de cette Affaire. Au reste, pour que l'on se mette au fait de ce qui concerne Campêche & la Baie de Honduras, il ne sera pas inutile d'insérer ici cet EXTRAIT d'une LETTRE écrite de CAMPECHE dans la Province de YUCATAN aux INDES - OCCIDENTALES le 31 de Décembre 1731.

Extrait d'une
Lettre concernant
l'issue de la Baie
de Honduras à la
fin de 1731.

L'ANCIENNE Ville de Bacular, située dans la partie de la Province de Yucatan, qui est le long de la Baie de Honduras, a été il y a plusieurs années saccagée deux fois, & enfin totalement ruinée par les Anglois. Ceux-ci qui avoient déjà quelques Habitations sur la Rivière de Valis, s'établirent après la destruction

destruction de cette Ville sur la Nouvelle-Riviere, & sur celle de Hondo; cette dernière n'étant éloignée de Bacalar que de cinq lieues. Ils y bâtirent quantité de Maisons, & employèrent un fort grand nombre de Nègres à couper du Bois de Campêche, qu'on transporta ensuite à La Jamaïque, & de là en Europe. Le Gouverneur de Yucatan, vieux Officier très expérimenté, aiant résolu de détruire les Habitations des Anglois & de ruiner le commerce avantageux qu'ils faisoient du Bois de Campêche, se rendit il y a deux ans à Bacalar dans le dessein de fortifier de nouveau cette Ville & d'y mettre Garnison, ce qu'il fit. Ensuite, aiant ramassé quelques Troupes, il attaqua la même année les Anglois établis sur les deux Rivières ci-dessus mentionnées, & les dispersa, après avoir mis le feu à leurs Maisons & saisi tous les Outils propres à couper le Bois de Campêche, de même que tous les autres matériaux dont ils se servoient pour faire ce Commerce. Au commencement de l'année suivante, il alla aussi attaquer les Anglois établis sur la Rivière de Valis, qu'il dispersa pareillement; ensorte qu'en moins de deux ans, il a pris cent quarante de leurs Vaisseaux de différentes grandeurs, brûlé plus de trois mille Quintaux de Bois de Campêche prêt à être embarqué, & fait quantité de Prisonniers tant Anglois que Nègres. Les autres qui s'étoient sauvés dans les Bois, écrivirent au mois de Juin dernier pour le prier de leur permettre de sortir des Bois, & de se rendre dans les Colonies de la Grande-Bretagne. Le Gouverneur y aiant consenti, en leur donnant du tems jusqu'au mois de Janvier prochain, la plupart ont déjà abandonné ces Côtes, ensorte que d'un si grand nombre d'Anglois & de Nègres employés à couper du Bois de Campêche, il en reste à peine trente Personnes, qui n'attendent qu'une occasion pour pouvoir s'embarquer & se retirer. Tel est l'état présent de la Baie de Honduras par rapport au Commerce des Anglois, & il y a apparence que cela continuera sur le même pied, le Gouverneur étant résolu de protéger le Commerce des Sujets du Roi son Maître, & de défendre les possessions dont Sa Majesté Catholique lui a confié le Gouvernement. Passons à ce qui concerne les autres Colonies Angloises.

En AVRIL; vingt Maîtres de Plantages du Comté nommé le Prince-George dans la Colonie de *Mary-Land*, détruisirent d'abord leurs propres Plantes de Tabac; ensuite celles de leurs Voisins avec lesquels ils étoient d'accord à ce sujet. Leur nombre s'étant accru jusqu'à 300, ils arrachèrent tout le Tabac dans 70 Plantations, donnant pour raison de leur procédé, qu'au prix qu'on le leur payoit, ce n'étoit pas la peine d'en cultiver pour l'envoyer en ANGLETERRE. Le Gouverneur fit publier une Proclamation, qui n'arrêta pas les Mutins. Ils continuèrent leurs ravages; & leur nombre devint si considérable que le Gouverneur ne fut pas en état de les contenir par la force. Un Navire arrivé le 1 de Juillet dans la *Tamise* apporta ces nouvelles, qui furent confirmées le 24 par l'arrivée d'un autre Vaisseau.

En FEVRIER; le Roi approuva une Charte pour l'Erection d'une nou-

Tome XIV. Partie I.

F f f

Mary-Land.
Tumulte.
Avril, &c.

La Georgie.

Nouvelle Colo-
nie.
Février.
Compagnie pour
son établissement.
Juin.

Commencement
des mesures pour
l'établissement.
15 Août. &c.

Présens du Che-
valier Hans Sloa-
ne

Août.
Habitans qui se
présentent.
Septembre.

V.
CINQUIÈME
SÉANCE DU
PARLEMENT.
Ouverture.
24 Janvier.
Discours du Roi.

velle Colonie en *Amérique* sous le nom de *Georgie*. En JUIN, avant de partir pour *Hanovre*, il signa une Patente par laquelle il créoit une Compagnie pour l'établissement de cette nouvelle Colonie. En conséquence, dès le même mois les Commissaires du Commerce se mirent à délibérer sur les moyens de parvenir à cet établissement. En AOÛT, les Commissaires de la Compagnie formée à ce sujet s'assemblèrent pour la première fois le 1, & choisirent la *Banque* pour leur servir de Trésorier. Le même jour trois Particuliers de *Londres* remirent à la *Banque* chacun 300 Liv. St. pour l'usage de la nouvelle Colonie. Quelques-jours après les Commissaires nommèrent le S. *Findlay* pour leur Agent en *Amérique*, & lui donnèrent ordre de s'y rendre au plutôt avec quantité d'Ouvriers propres à bâtir des Habitations. Avant la fin du Mois, le Chevalier *Hans Sloane*, Président de la *Société Royale*, fit présent de 500 Liv. St. pour les pauvres Familles qui voudroient aller s'établir dans cette Colonie. En SEPTEMBRE, plus de 500 Personnes se firent enregistrer pour cet effet.

V. Le 24 de JANVIER, le Roi fit à l'ordinaire, sur les deux heures après Midi, l'Ouverture de la cinquième Séance du *Parlement*, par ce Discours.

M I L O R D S E T M E S S I E U R S ,

C'est un grand plaisir pour moi de pouvoir vous dire que les espérances; que je vous ai données de tems en tems de voir la tranquillité générale de l'Europe solidement rétablie, sont entièrement accomplies à présent. La part que le crédit & l'influence de la Couronne de la Grande-Bretagne ont eue dans la réussite de cet Ouvrage si difficile, mais si désirable, & qui, comme on le reconnoît généralement au dehors, tourne si fort à l'avantage de la Nation, sera, je m'en flate, agréable à mon Peuple & vous en aurez de la reconnaissance. On sait que depuis le tems de la conclusion de la Quadruple-Alliance les différenes Cours de l'Europe ont cherché les moyens d'exécuter ce que les principales Puissances avoient arrêté pour la Succession de la Toscane & des Duchés de Parme & Plaisance en faveur d'un Infant d'Espagne: mais les divers Intérêts opposés & difficiles à concilier pour la réussite d'une Affaire de si grande importance; les vues étendues & les espérances, qu'on avoit conçues de chaque côté, d'obtenir de plus grands avantages; les jalousies & les défiances naturelles, que de tels principes & des desseins contraires les uns aux autres ont fait naître parmi les Puissances intéressées avoient suspendu l'exécution de ce que la Cour d'Espagne souhaitoit avec tant d'ardeur, & causé des troubles & des désordres dont les Affaires de l'Europe ont été pendant plusieurs années embarrassées, & dans lesquels en particulier les Intérêts de cette Nation se sont trouvés envelopés. Vous avez été de tems en tems informés des mesures prises & des Négociations faites de tous côtés, pendant cette situation incertaine, & vous m'avez mis en état de conserver, avec les Droits & Possessions de ces Royaumes,

la Paix & la Balance de l'Europe. Les Articles Préliminaires & les Transactions qui les ont suivies, n'ayant pas rempli l'attente de la Cour d'Espagne; ont causé de la froideur & du mécontentement entre les Parties contractantes du premier Traité de Vienne, servi de fondement au Traité de Séville, & détruit par là cette Union qui pendant si longtems avoit été le sujet des craintes du Monde alarmé. L'exécution du Traité de Séville étoit la grande difficulté qui restoit encore. Quelque insurmontable qu'on la crût, vos secours & votre confiance en moi me l'ont fait vaincre par des Traités aussi justes qu'honorables, sans en venir aux extrémités, sans courir le hazard ni m'exposer aux dépenses d'une Rupture générale, & sans allumer la guerre dans aucune partie de l'Europe. Parme & Plaisance sont à présent dans la possession de l'Infant Don CARLOS; les six mille Espagnols ont été tranquillement reçus & mis en quartiers dans le Duché de Toscane, afin d'assurer à ce Prince, du consentement & de l'agrément du Grand Duc, la survivance de cet Etat; & l'on a fait une Convention de Famille entre les Cours d'Espagne & de Toscane, pour conserver entre les deux Maisons la paix & l'amitié pendant la vie du Grand Duc. Pour perfectionner & finir cet Ouvrage ennuyeux, conduit à travers d'une suite de changemens & de vicissitudes infinies, & sans cesse embarrassé de toutes les différentes vues d'intérêt & d'ambition, j'ai conclu le dernier Traité de Vienne, sans entrer dans aucun engagement contraire aux précédens Traités, ou tendant à procurer l'agrandissement ou la diminution du pouvoir d'aucun Potentat. Le but de ce Traité n'est que de conserver une juste balance & d'éviter la confusion que de nouveaux changemens & de nouveaux troubles, qui pourroient naître des événemens à venir, causeroient inévitablement, & pendant lesquels la Grande-Bretagne ne pourroit être tranquille ni demeurer oisive Spectatrice. Quand on aura bien considéré toutes ces choses, & que l'on verra ces plaies, qui saignèrent si longtems, entièrement consolidées, les jalousies mal fondées cesseront, les mauvaises humeurs se calmeront, & la Paix & la bonne Harmonie reviendront ensemble. Les effets naturels des délais réitérés les défiances & les soupçons, artificieusement insinués & plus industrieusement encore augmentés, disparaîtront. Une mutuelle satisfaction sera la conséquence nécessaire de l'exécution exacte & ponctuelle de nos engagements, dont on se souviendra toujours avec beaucoup d'égard & d'honneur pour cette Couronne & pour cette Nation, & qui mettra ceux qui s'y trouvent immédiatement intéressés dans une obligation indispensable d'en avoir la reconnaissance que l'Honneur & la Justice demandent.

MESSIEURS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES,

Les estimations pour le Service de l'année courante seront remises devant vous. Elles sont, comme vous l'observerez, infiniment moindres que celles des années précédentes. C'est un plaisir pour moi de soulager mes Sujets, quand le

bien Public le permet. Vous avez vu les heureux effets de votre ancien zèle & de votre fermeté. Le succès a suivi mes mesures ; & vous recueillerez le fruit de mes efforts & de votre confiance en moi. Ce vous doit être une satisfaction de voir que toutes les dépenses, que vous avez faites en dernier lieu , sont amplement recompensées , puisque nous en avons évité de beaucoup plus grandes.

MILORDS ET MESSIEURS ,

Je me promets que cette heureuse situation des Affaires vous fera joindre à votre juste zèle pour le Bien Public , ces dispositions d'unanimité , qui doivent se trouver dans un Parlement qui connoît les grandes bénédictions dont il jouit. Le devoir & l'affection de mes Sujets , sont toute la reconnaissance que je desire , pour l'amour paternel que je leur porte & pour l'intérêt que je prens à tout ce qui les regarde. Ce qui peut également assurer votre bonheur & la protection de mon Peuple est l'unique sûreté de mon Gouvernement , dont la défense est le fondement de votre prospérité. Notre sûreté mutuelle dépend de notre union ; & nos Intérêts sont inséparables.

L'Adresse des
Seigneurs.
25 Janvier.

Le 25 , les Seigneurs allèrent présenter au Roi l'adresse , qu'ils avoient préparée la veille, après qu'il fut sorti. Comme elle ne contient que des remerciemens & des louanges à l'occasion des différens points de la Harangue du Roi , je puis me dispenser d'en parler plus au long. Celle des Communes fut présentée le 26 , & ne contenoit que les mêmes choses que les Seigneurs avoient dites.

Des Communes
26 Janvier.

Subside.
28, 29 Janvier.
Nombre des
Matelots.
1 Février.

Le 28 , la Chambre-Basse résolut d'accorder un Subside au Roi. Cette Résolution fut unanimement approuvée le lendemain , & le 1 de Février il fut résolu , Que le nombre des Matelots pour l'année courante seroit de 8 mille à raison de 4 Liv. St. par mois pour chacun , compris l'Artillerie pour le service de Mer , faisant pour l'année la somme de 384 mille Liv. St. Le 4 , on résolut d'accorder 212 mille 885 Liv. St. 7. Sh. , 6 D. pour l'ordinaire de la Marine , y compris les Officiers de Mer à demi-paie ; 10 mille Liv. St. pour l'entretien de l'Hopital de Greenwich ; 82 mille , 715 Liv. St. , Sh. , 6 D. pour l'Artillerie de Terre ; 3 mille , 376 Liv. St. , 15 Sh. , 9 D. pour les Dépenses extraordinaires de cette même Artillerie , auxquelles le Parlement n'avoit pas pourvu : Le 6 , on accorda , 653 mille 218 Liv. St. , 10 Sh. pour l'entretien de 17 mille 704 Hommes des Garnisons de la Grande-Bretagne , de Guernsey & de Jersey , y compris le 18 cens 15 Invalides & les 555 Hommes des six Compagnies Franches d'Ecosse. Il avoit été proposé de réduire ces Troupes à 12 mille Hommes ; mais sur la Question , si l'on en laisseroit subsister le même nombre de 17 mille 704 , comme l'année précédente ? l'Affirmative l'emporta de 241 voix contre 171. Le 8 , on accorda , 160 mille , 214 Liv. St. , 4 Sh. 11 D. pour l'entretien des Garnisons de Gibraltar , de Port-Mahon & de diverses Colonies , & pour les Provisions de Gibraltar de Plaisance & d'Annapolis-Roiale ; 25 mille , 348 Liv. St. , 2 Sh. 2 D.

Ordinaire de la
Marine.
4 Février.
Hopital de
Greenwich.
Artillerie de
Terre avec l'Ex-
traordinaire.

Troupes de Ter-
re ; Débats à ce
sujet.
6 Février.

Troupes des Co-
lonies.
8 Janvier.

*pour l'Hopital de Chelsea ; & 11 mille 258 Liv. St. 10 Sh. 8 D. & demi pour
pour plusieurs Dépenses de l'année précédente auxquelles il n'avoit pas été pour-
vu par le PARLEMENT. Le 28 de Mars, les Communes accordèrent, 10
mille Liv. St. pour l'entretien des Forts en Afrique, & 14 mille Liv. St. au Che-
valier Thomas Lombe pour son invention de préparer la Soie dite ORGAN-
SIN. Elles passèrent le Bill de cette Gratification le 3 d'Avril ; & le lende-
main le Secrétaire des Guerres leur remit une Déclaration faite de l'ordre
du feu Roi, par le Lord Glénorchi aux Plénipotentiaires du Roi de Danne-
marc, avec une estimation de diverses sommes dues à Sa Majesté Danoise
se, pour la différence des Monoies par rapport aux Subsidés, payables à
ce Prince en conséquence d'un Traité du 16 d'Avril 1727. Le 14, elles
délibérèrent en grand Committé sur cette Affaire & résolurent d'accor-
der pour supplément aux Subsidés payés à Sa Majesté Danoise 22 mille, 614
Liv. S., 7 Sh., 6 D. Elles accordèrent le même jour, 41 mille, 346 Liv.
St. pour faire bon les Nonvaleurs du Fonds General ; 38 mille, 688 Liv.
St. pour les Officiers de la demi-paie ; 2 mille 962 Liv. St. pour payer les Pen-
sions des Veuves d'Officiers réformés, & 69 mille Liv. St. pour bâtir & ré-
parer les Vaisseaux de guerre pendant l'année 1732.*

Ces différentes Sommes montent ensemble à plus d'un million 76 mil-
le . 627 Livres Sterling.

Pour lever ces sommes, on continua la Taxe sur le Malt, le Mum, le Cidre & le Poirée pour un an ; celle sur les Terres, Maisons, Emo-
luments de Charges, Pensions &c, que l'on réduisit à moitié, de sorte
qu'on ne paieroit cette année qu'un Shelling par Liv. St. au lieu de deux,
que l'on avoit payés l'année précédente ; & celle sur le Houblon. On y
joignit une somme de 123 mille 500 Liv. St., 2 Sh., 5 D. & demi, re-
ste du Subside accordé l'année précédente, laquelle n'avoit point eu d'ap-
plication. La Résolution en fut prise le 22 de Février sur le rapport du
Chevalier Turner. Deux jours auparavant on avoit résolu de rétablir pour
trois ans, à compter du 25 de Mars 1732, les Droits sur le Sel & les autres
Droits additionnels, finis le 25 de Décembre 1730. Il y avoit eu sur ce sujet quel-
ques Débats : mais 225 Voix contre 185 avoient fait passer la Résolution.
On proposa le 19 de Mars, d'insérer dans le Bill fait à ce sujet, une Clause
portant que ceux qui seroient employés à lever ces Droits, ne pourroient don-
ner leurs Voix dans les Elections Parlementaires : mais la Proposition fut re-
jetée à la pluralité de 213 Voix contre 129 ; & celle d'insérer une Clau-
se de crédit dans le même Bill fut acceptée. Quand on fit la seconde Lec-
ture de cet Acte le 7 d'Avril, dans la Chambre des Pairs, ils s'éleva de grands
Débats sur la Question ; si l'on le passeroit ? & l'Affirmative l'emporta de
92 Voix contre 45. La troisième Lecture s'en fit deux jours après ; &
l'on proposa d'y mettre une CLAUSE, pour exempter des Droits tout le Sel
que l'on emploieroit pour l'engrais des Terres ; ce qui fut rejeté par 74 Voix

F f f iij

Hopital de Chel-
sea.
Dépenses ex-
traordinaires de
1731.
Entretien des
Forts en Afrique.
28 Mars.
Gratification au
Chevalier Th.
Lombe
Subside de Da-
nemark.
4. 14 Avril.

Non-valeurs du
Fonds général.
14 Avril.
Officiers à la
demi paie.
Pensions des
Veuves.
Réparations des
Vaisseaux de
guerre.

Moïens de lever
le Subside.
Taxe sur le Malt
sur les Terres.

Sur le Houblon ;
Somme non ap-
pliquée l'année
précédente.
23 Février.

Droits sur le Sel
&c. rétablis.
20 Février.

Clause rejetée
par les Commu-
nes.
19 Mars.

Autre insérée.
Débats sur ce
Bill dans la Cham-
bre-Haute.
7 Avril.

Clauses rejetées
par les Seigneurs.
9 Avril.

protestation
de l'objet.

contre 21. La Proposition d'une seconde CLAUSE pour exempter de ces Droits tout le Sel qui serviroit à l'avitaillement des Vaisseaux fut pareillement rejetée de 75 Voix contre 21. Enfin 71 contre le même nombre de 21 s'opposèrent à l'insertion d'une troisième Clause, qui n'étoit autre que celle que les Communes avoient refusé d'admettre. Les Lords Partisans de ces Clauses delivrèrent trois Protestations contre le refus de la Chambre. Ils disoient, dans la première, Que, comme l'expérience avoit fait voir, pendant les tems que les Droits sur le Sel n'avoient point été subsistés, qu'il étoit revenu de leur suppression de grands avantages par l'usage que l'on avoit fait du Sel en divers endroits du Roïaume pour engraisser les Terres ; il n'y avoit point à donner que l'on ne fût privé de ces avantages par le renouvellement des Droits : Qu'ils étoient convaincus que par cette Amélioration les Terres d'Angleterre auroient rapporté plus que le double de ce que cette Taxe pourroit produire au Gouvernement ; & qu'ils croïoient que dans les conjonctures où l'on se trouvoit, il ne falloit rien faire qui fût capable de décourager l'industrie du Peuple & d'empêcher l'avancement des Arts ; d'autant plus qu'il y avoit peu d'apparence que la prospérité du País pût actuellement être augmentée par le Commerce Etranger. La seconde Protestation rouloit sur des motifs de même nature : Si l'on n'exemptoit point des Droits le Sel nécessaire à l'avitaillement des Vaisseaux, il étoit à craindre qu'ils n'en prissent en Angleterre que la moindre partie de ce qu'il leur en faudroit, & qu'ils ne se fournissent du surplus dans les País Etrangers. La troisième Protestation étoit conçue en ces termes. Nous protestons, 1^o Parce que le nombre des Officiers employés dans les Douanes, dans les Accises & dans les autres Branches des Revenus ou autres parties du service public, est déjà extraordinairement grand. En effet, ils forment une seconde Armée, pour ainsi dire, qui, peut-être à quelques égards, est plus dangereuse que les Troupes réglées. On a trop souvent expérimenté l'influence qu'ils ont sur les Elections des Membres du Parlement, pour ne s'y pas opposer ; & nous croïons qu'il ne seroit pas difficile de trouver les exemples des cas, où, en éloignant la Puissance militaire, afin de faire valoir les apparences d'une libre Election, l'on s'est servi de cette autre sorte de Puissance Civile, afin de porter atteinte à cette même Liberté. Si nous souffrons que cette infraction à la Liberté d'Election continue à augmenter de plus en plus, il sera, selon nous, facile de faire voir qu'une des Regles fondamentales de la Constitution du Roïaume & la Liberté du Gouvernement ne pourront subsister, puisque la Chambre des Communes ne seroit réellement que le Représentant d'une Administration ou d'un simple Ministre, & ne pourroit être plus longtems fidèle Représentant du Peuple. C'est pourquoi nous nous croïons obligés de nous opposer en toute occasion à l'accroissement d'un si grand mal ; & nous appréhendons que chaque augmentation d'Officiers des Revenus, comme il est stipulé dans ce Bill, ne soit réellement une telle occasion. Ainsi nous croïons qu'on auroit dû approuver qu'on insérât dans ce Bill la Clause en question, afin de ne pas contribuer à

ce mal, que nous jugeons déjà n'être que trop grand. 2^o. Parce que, depuis l'établissement des Parlemens, ou du moins depuis le tems qu'ils ont commencé à se former & à s'assembler de la manière & pour les fins pour lesquels ils s'assemblent à présent, le but principal des Ennemis de la Liberté publique a été d'autoriser les Rois à régner indépendamment des Parlemens, ou à en corrompre les Membres, ou à renverser la Liberté de leurs Elections. C'est aussi depuis ce tems-là, qu'on peut commencer à comier les soins assidus, employés par ceux qui aiment la Liberté publique, pour prévenir ces différens dangers. Les Loix, qui se trouvent dans les Livres de nos Statuts, & qui règlent l'Election des Membres du Parlement, ainsi que les qualités requises des Electeurs & des Elus, sont des monumens permanens, qui font voir que ces dangers ont commencé de bonne heure & qu'on s'y est pareillement opposé de bonne heure. La forme de notre Gouvernement, tel qu'il est établi depuis la Révolution, ne nous permet pas de craindre la première des entreprises mentionnées ci-dessus. La Chambre, en rejetant trois fois consécutivement le Bill des Pensions, a, comme il paroît, jugé sagement que les Loix qui subsistent déjà, sont assez efficaces pour empêcher la seconde de ces Entreprises: mais quant à la troisième, elle devroit, selon nous, être considérée, comme un danger qui s'accroît & qui demande une grande vigilance, afin d'en prévenir les suites aussi longtems que la quantité d'Impositions onéreuses & la présente Administration des Revenus Publics exigent qu'on établisse par tout un nombre si extraordinaire de Receveurs, de Collecteurs &c, lesquels quoiqu'entretenus par le Peuple, dépendent néanmoins de la Trésorerie. L'Etat de Propriété & les Prérogatives prétendues de ceux qui possédoient des Fonds en Fiefs de la Couronne, ont donné aux Rois, dans les derniers tems, une très grande influence sur les Elections des Membres du Parlement. Graces à Dieu & à la vertu de nos Ancêtres, l'Etat de Propriété est changé, & ces Prérogatives sont, ou annulées ou limitées par les Loix; en sorte qu'à présent il n'est plus d'autre moïen de renverser la Liberté des Elections, que celui de la Corruption: mais nous espérons que ce dernier moïen sera rendu inefficace par la Loi à laquelle la Chambre a consenti pendant deux Séances à la satisfaction de toute la Nation; ce qui ne se pourra faire néanmoins, si l'on ne prévient le danger que nous craignons, & qui trouve sa source dans une telle augmentation des Officiers employés dans les Affaires des Revenus; en empêchant qu'ils ne soient élus Membres du Parlement, ou qu'ils n'aient quelque influence ou Voix dans les Elections. 3^o Parce que nous craignons qu'en cas qu'on permète une telle augmentation sans la susdite précaution, il n'en résulte plus de danger que jamais pour la Liberté des Elections, & par conséquent pour la Constitution du Gouvernement; & nous appréhendons que ce nombre extraordinaire d'Officiers n'efféctue tôt ou tard le renversement de ces Libertés, pour la conservation desquelles on paie les Impositions que ces Officiers doivent recueillir. Signé, STRAFFORD, SCARSDALE, SHAFTSBURY, WARRINGTON, BRISTOL, BATHURST, LITCHFIELD, BOYLE, SUFFOLCK, COVENTRY,

MASHAM, BRIDGEWATER, TWEDALE, NOTTINGHAM, KERR, GOWER, CARTERET, NORTHAMPTON.

Bill pour exclure
de la Chambre-
Basse ceux qui
tiennent à la
Cour; &c. rejeté
par les Seigneurs.
21, 22, 28 Fev.

Les *Communes* reprirent encore dans cette Séance le *Bill* pour exclure de leur *Chambre* ceux qui tenoient à la Cour par des Charges, des Emplois ou des Pensions. La troisième Lecture en fut faite le 21 de Février & l'on résolut de l'envoier aux *Seigneurs*. Le lendemain le S. *Sandys*, chargé de le porter à la *Chambre-Haute* s'étant absenté, le S. *Pelham* Secrétaire des Guerres proposa d'en charger le S. *Guillaume Pulteney*, qui non seulement le refusa, mais même eut des paroles fort vives à ce sujet avec le S. *Pelham*. La *Chambre*, avant de se séparer prit soin de les reconcilier. Le 28, le S. *Sandys*, accompagné d'environ 150 Membres des *Communes*, alla remettre le *Bill* en question aux *Seigneurs*. La première Lecture en fut faite sur le champ & causa de grands Débats sur la Question, si l'on en feroit une seconde Lecture? Les Lords *Delaware* & *Falmouth* se distinguèrent parmi ceux qui furent d'avis de ne la point faire; & ils alléguèrent entre autres choses; Que, quoiqu'ils ne fussent pas moins Ennemis que qui que ce fût de toute corruption, & qu'ils fussent résolus de s'opposer de tout leur pouvoir à tout ce qu'on pourroit faire de contraire aux Constitutions du Royaume, ils ne voioient point encore qu'il y eût lieu de craindre quelque chose de pareil; que par conséquent ce *Bill* leur paroissoit inutile, & qu'ils étoient d'opinion de le rejeter, d'autant plus que les Pairs l'avoient déjà rejeté deux fois, & que les *Communes* en le présentant pour la troisième fois, n'y avoient fait aucun changement, ni mis aucun préambule pour expliquer les motifs sur lesquels il étoit fondé, comme cela se pratiquoit ordinairement. Les Lords *Strasford* & *Carteret* qui parlèrent le plus en faveur de ce *Bill*, dirent, Qu'il leur paroissoit être un des meilleurs qu'on eût mis devant la *Chambre*; & que, comme il ne regardoit que les *Communes* & non les Pairs, & qu'elles l'avoient unanimement approuvé pour se mettre à l'abri de tout reproche de Corruption, ils pensoient qu'il convenoit de l'approuver. Le dernier ajouta, Qu'il n'auroit pas voulu donner son consentement pour proposer un pareil *Bill* dans la *Chambre-Haute*, à cause du soupçon qu'il sembleroit qu'on auroit donné que l'on doutoit de l'intégrité des *Communes*: mais que la *Chambre-Basse* l'ayant elle-même proposée & passée pendant trois Séances consécutives, les Pairs pouvoient l'approuver sans aucun inconvénient; qu'à l'égard de la remarque, que l'on faisoit que le *Bill* étoit sans préambule, on y pouvoit répondre, que le silence en disoit beaucoup plus que les paroles; & que d'ailleurs le refus opiniâtre que les Pairs faisoient depuis trois ans de passer un *Bill* que les *Communes* souhaioient & qui ne regardoit qu'elles, pouvoit avoir de très mauvais effets. Malgré ces remontrances judicieuses, la Négative l'emporta de 95 Voix contre 40, & le *Bill* fut rejeté.

Affaires de la
Charitable Cor-
poration.
20 Janvier.

On a vu dans la Séance précédente les *Communes* donner quelque attention aux Affaires de la *Charitable Corporation*; & ce fut ce qui les occupa

ANNEE MDCCXXXII.

V.
CINQUANTIÈME
SEANCE DU
PARLEMENT

cupa le plus dans celle-ci. Dès le commencement de Janvier, les Intéressés de cette Compagnie, justement alarmés de l'absence de quelques-uns de leurs Comtables, s'étoient assemblés pour nommer des Députés, qu'ils chargèrent de dresser une Requête qu'ils vouloient présenter au prochain *Parlement*, pour lui demander son assistance afin de mieux découvrir les Malversations par lesquels les Affaires de la Compagnie se trouvoient réduites en un si mauvais état; & cette Requête avoit été lue le 20 de Janvier dans une Assemblée générale, qui l'avoit approuvée. Elle fut présentée aux *Communes* le 14 de Février. Elle portoit en substance; *Que la CHARITABLE CORPORATION avoit été fraudée de plusieurs cens mille Liv. St. par quelques Persones, à qui le soin & le maniment de leurs affaires avoient été commis: Que quelques-uns des Coupables s'étant retirés au delà de la Mer, avoient emporté avec eux des Livres & des Effets de la Corporation; ce qui donnoit lieu de croire qu'une somme si considérable n'avoit pas été divertie sans la participation d'autres qui restoient dans le Roïaume; & que les Intéressés, ne pouvant parvenir à la connoissance de leur Comptois, prioient la Chambre de les aider de son autorité.* Cette Requête fut lue sur le champ & renvoyée à un *Committé* de 21 Membres, qui devoient être choisis, le 19, par voie de Scrutin. Le lendemain 15, les Propriétaires de la *Charitable Corporation* présentèrent à la *Chambre* un *Mémoire* dans lequel ils rejetoient tout le blâme sur le *Committé* des sept Persones & des onze Assistans qu'ils avoient chargés de la direction de leurs Affaires. Ils disoient, *Que ces Persones les avoient tenus entièrement dans l'ignorance; Que dans le Mois d'Octobre précédent on leur avoit fait accroire que leur Capital étoit de 518 mille 170 Liv. St., 4 Sh., 6 D.; & que là-dessus on avoit déclaré qu'on pouvoit faire un Dividende de 10 mille 614 Liv. St., 10 Sh., 6 D; ce qui, selon eux, n'étoit qu'une partie de leurs profits.* Ils ajoutoient, *qu'il paroissoit que cette Déclaration n'avoit été faite qu'en vue d'encourager davantage les Propriétaires, puisqu'après une exacte recherche, il ne s'étoit pas trouvé en Gages & en Effets dans leurs deux Maisons & dans leurs autres Magasins plus de 50 mille Liv. St.; en sorte qu'en considérant les avances faites par les Propriétaires, la perte qui reviendrait aux Porteurs de Billeis & d'Obligations de la Corporation, monteroit à plus d'un demi-million de Liv. St.; ce qui faisoit que ces infortunés Propriétaires ne pouvoient espérer d'autre assistance que celle de la justice & de la compassion du PARLEMENT.* D'autres des principaux Directeurs s'absentèrent quelques jours avant que cette Requête & ce Factum fussent présentés. Le 4 de Mars les *Communes* ordonnèrent; *Que le Committé chargé d'examiner les Affaires de la Charitable Corporation, feroit un Rapport spécial au sujet du S. George Robinson Membre du Parlement, & que plusieurs Persones de cette Corporation seroient mises sous la Garde d'un Sergent d'Armes.* Le 5, sur le Rapport fait par le *Committé*, *Que le S. Thomas Leafe, l'un des Agens de la Charitable Corporation, lequel étoit sous la Garde d'un*

La Requête présentée aux *Communes*.
14 Février.Mémoire dont la Requête est suivie.
15 Février.Conduite de quelques Directeurs examinée.
4 Mars.Agent chargé.
5 Mars.

SINQUANTIÈME
ANNÉE DU
PARLEMENT

ANNEE MDCCXXXII.

Bill contre les
Sieurs Robinson
& Thomson.
6, 7 Mars.

Un Intérêt part
pour aller les
chercher.
13 Mars.

Les Bills passés.
18, 20, 21, 25,
26.

Agent remis au
Liberté.

Les Seigneurs
passent les deux
Bills.
Adresse des Com-
munes au Roi, à
ce sujet.
28, 31 Mars.

Le S. George
Robinson chassé
de la Chambre.
14 Avril.

Rapport fait à
la Chambre.
2 Mai.

Sergent d'Armes, avoit prévariqué dans ses Interrogatoires ; il fut ordonné, Qu'il seroit envoyé dans la Prison de Newgate avec défense de lui donner de l'Ancre, des Plumes ou du Papier, ni de le laisser parler à personne sans la permission de la CHAMBRE. Le 6, il fut ordonné, Que le Comité seroit le lendemain son Rapport touchant les Srs Robinson & THOMSON ; & le 7, le Rapport aiant été fait, les Communes ordonnèrent de porter deux Bills ; le premier, pour sommer le S. Robinson de comparoître au tems qui seroit fixé par le BILL ; & l'autre, pour encourager & pour contraindre le S. Jean Thomson, Garde-Magasin de la Charitable Corporation, à comparoître avec les Livres & les Effets de cette Compagnie. Le 13, le S. David Every, Marchand de Londres, partit pour aller trouver les Srs. Thomson & Robinson en France & en Italie, & les engager à revenir en Angleterre, afin de donner un véritable état des Malversations qui s'étoient commises dans la Direction des Affaires de la Compagnie. Le 18, les Communes firent la première & la seconde Lecture des Bills concernant les Srs. Robinson & Thomson, & les mirent en Comité pour le lendemain, qu'elles en achevèrent l'examen, en y faisant quelques changemens. Le rapport en fut approuvé le 20 ; & le 21, les Communes ordonnèrent, Que le S. Jaques Thomson, Commis du S. Jean Thomson seroit mis à Newgate, pour avoir prévariqué devant le Comité. Le 25, elles passèrent le Bill contre les Srs. Robinson & Thomson ; & le lendemain il fut lu pour la première fois par les Seigneurs. Le 26, il y eut à ce sujet une Conférence entre des Commissaires des deux Chambres. Environ ce tems, le S. Thomas Leafe, qu'on avoit mis en prison pour avoir prévariqué dans ses Interrogatoires, aiant été depuis plus sincère, fut élargi, & mis sous la Garde du Sergent d'Armes de la Chambre des Communes. Le 28, les Seigneurs, aiant examiné le Bill dont il est parlé plus haut, en ordonnèrent le Rapport sans aucun changement. Le même jour, les Communes résolurent de présenter une Adresse au Roi pour le prier de donner une Proclamation, promettant une Récompense de 500 Liv. St. à ceux qui prendroient les nommés Squire & Burrowghs appartenant à la CHARITABLE CORPORATION. Elles ordonnèrent aussi que le Chevalier ARCHIBALD GRANT seroit mis sous la Garde d'un Sergent d'Armes. La Proclamation fut publiée le 31 : mais pendant qu'on l'imprimoit le S. Guillaume Burrowghs alla se remettre au Comité, qui le mit sous la Garde du Sergent d'Armes. Le même jour 31, le Bill, dont il est parlé plus haut, fut approuvé par le Roi qui se rendit à la Chambre des Seigneurs. Le 14 d'Avril, les Communes résolurent, Que le S. George Robinson, accusé de plusieurs pratiques indirectes & frauduleuses dans le maniment des Affaires de la Charitable Corporation, ne s'étant pas rendu dans la Chambre, quoique requis, de s'y rendre, étoit coupable d'un grand mépris des ordres & de l'autorité de la Chambre & que pour cette offense il en seroit expulsé. Le 1 de Mai, le S. Sandys fit à la Chambre le rapport du Comité, dont on ordonna l'Impression, &

le 13 la Chambre le prit en considération. Il y eût à ce sujet de grands Débats, qui durèrent jusqu'à dix heures du Soir, que les Membres se retirèrent après avoir pris les Résolutions suivantes: *Qu'il paroissoit à la Chambre que l'Argent payé sur le compte de la Charitable Corporation montoit le 26 Février précédent à 353 mille 817 Liv. St., 18 Sh.; Que les Obligations & Billets expédiés par la Compagnie, & courant dans le Public, montoient à 145 mille 515 Liv. St., 10. Sh.: ces deux Sommes faisant ensemble celle de 499 mille 333 Liv. St.; & que les Gages & Suretés pour faire bon ces Sommes ne montoient qu'à 77 mille 507 Liv. St., 3 Sh., 2 D.; de sorte qu'il y avoit une perte de 421 mille 825 Liv. St., 6 Sh., 10 D.: Que par la Charte accordée à la Corporation, le choix des Officers, le pouvoir de faire des Statuts & le maniement des Affaires de la Corporation devoient être réglés par l'Assemblée générale: Que sous prétexte d'une Résolution de l'Assemblée générale du 13 Novembre 1725, donnant pouvoir au Comité de la Corporation de prêter de l'Argent sur Gages, de choisir pour cet effet des Officers, de convenir pour des Maisons, de dresser des Statuts pour être remis devant l'Assemblée générale & de faire tout ce qui concernoit les Affaires de la Corporation, ledit Comité s'étoit ingéré depuis ce tems-là de nommer des Officers & de donner des ordres pour le maniement des Affaires de la Corporation, sans en rien communiquer aux Assemblées générales: Qu'on avoit prêté sur Gages la somme de 396 mille 69 Liv. St., quoique dans les Bureaux de la Corporation il ne s'y trouvat d'Effets que pour 90 mille Liv. St.: Qu'une des principales causes des grandes pertes faites par la Compagnie étoit d'avoir été la clef du Magasin de Fenchburch au S. Wainwright, lequel avoit donné des suretés suffisantes de sa conduite, pour la remettre au S. Levell leur Messager, qui n'avoit donné nulle sureté: Qu'une autre cause des pertes étoit d'avoir congédié le S. Clarke, Survoieur des Magasins, après qu'il eût fait des observations sur l'insuffisance de la valeur des Gages, & d'avoir mis un autre Survoieur à sa place, sans avoir examiné la vérité de ces observations; par où le S. Jean Thompson, Garde-Magasin avoit eu le moyen de frauder la Corporation: Enfin, que d'avoir permis aux Emprunteurs de négocier leurs Affaires au nom de divers Agens de la Corporation, comme Courtiers, & non en leur propre nom, avoit causé plusieurs fraudes & de grosses pertes. Le 14 la Chambre ayant repris cette Affaire résolut; Que c'étoit une infraction de Charte de la Compagnie, & l'une des principales causes de la perte qu'elle avoit faite, que d'avoir donné pouvoir à ses Officers de prêter de l'Argent sur Gages avec le consentement de quelques-uns du Comité ou des Assistans, & d'avoir permis en particulier au S. Jean Thompson Garde-Magasin de prêter jusqu'à deux mille Liv. St.: Que d'avoir négligé de prendre de tems en tems un compte de divers Gages, d'en examiner la valeur, & de visiter les Magasins, comme aussi d'avoir expédié des Billets de Caisse & des Obligations sans le consentement d'une Assemblée générale, étoit une grande violation de confiance, & pareillement une des principales causes desdites pertes.*

V.
CINQUANTE
SEPTIEME
PARLEMENT.

ANNEE MDCCXXII.

Membre de la
Chambre exclus.
13 Mai.

Un Directeur
déclaré coupable.
16 Mai.
Autres Résolu-
tions.
19, 20 Mai.

Mis en faveur
des Perdans.
21 Mai.
Déclaration du
Roi.
22 Mai.

Résolution à ce
sujet.

Que le Comité & les Assistans, en informant les diverses Assemblées générales; venues pour déclarer les Dividendes, qu'ils avoient calculé les Livres & fait l'examen des Comtes, sans avoir néanmoins jamais visité les Magasins pour voir si les Gages répondoient des Sommes prêtées, de même qu'en exaltant les profits de la Compagnie afin d'engager les Assemblées à faire de gros Dividendes, s'étoient servi d'un infame artifice pour donner aux gens une fausse notion de la valeur des Actions de la Compagnie, afin que quelques-uns du Comité ou des Assistans pussent disposer plus aisément de leurs propres Actions à des prix exorbitans: Qu'on avoit obtenu, sur de fausses suggestions, les diverses licences accordées pour augmenter le Capital de la Corporation à 300 mille & même à 600 mille Liv. St.; & qu'on les avoit sollicitées de la Couronne sans aucun ordre d'une Assemblée générale & d'une manière clandestine & tenue secrète pendant quelques mois, pour l'avantage de quelques-uns du Comité, des Assistans, & des Agens, qui pendant ce tems avoient acheté pour eux un grand nombre d'Actions: Qu'il s'étoit contracté des Sociétés entre quelques-uns du Comité & des Assistans, & quelques-uns des Agens, auxquelles on avoit employé la Caisse de la Corporation, ce qui nécessairement avoit fait perdre de grandes Sommes: Enfin, que les Intéressés dans la Direction de la Compagnie, leurs Agens & Complices avoient fait pendant quelques années plusieurs Pratiques frauduleuses, à l'entière ruine de plusieurs Gens, à la violation manifeste de la confiance mise en eux & contre l'intention de la Charte. Le 15, les Communes déclarèrent, Qu'un de leurs Membres, lequel avoit été du Comité de la Charitable Corporation, seroit exclus de la Chambre pour avoir négligé d'empêcher ou de prévenir plusieurs Pratiques frauduleuses. Le lendemain elles résolurent qu'un des Directeurs de cette Compagnie étoit coupable des mêmes Pratiques. Le 19, elles résolurent encore; Que les Commissaires, Assistans & Agens de la Corporation avoient été coupables de plusieurs violations de confiance & de plusieurs pratiques indirectes dans la direction & le maniement des Affaires de la Compagnie, lesquelles avoient causé de grandes pertes à plusieurs Sujets du Roi: Qu'ils en devoient faire une juste satisfaction; & qu'on porteroit plusieurs Bills, entre autres un qui leur défendrait de sortir du Royaume pendant un an & de vendre leurs Effets & leurs Biens. Ce Bill fut lu le lendemain. Le 21, elles en lurent pour la première fois, un autre en faveur des Intéressés dans les pertes de la Charitable Corporation. Le 22, le Chancelier de l'Echiquier vint déclarer à la Chambre de la part du Roi; Que, comme les Srs. Georges Robinson & Jean Thomson, pour ne s'être pas rendus conformément à l'Acte de cette Séance de Parlement, étoient par le même Acte jugés coupables de Felonie, Sa Majesté l'avoit chargé d'informer la Chambre qu'elle vouloit & permettoit que le Parlement disposât de la manière qu'il trouveroit à propos de toutes les Confiscations qui reviendroient au Roi. La dessus il fut unanimement résolu de présenter une Adresse à Sa Majesté pour la remercier de la grande bonté qu'elle avoit d'appliquer ainsi les Confiscations; & pour l'assurer que la Cham-

bre feroit tout ce qui seroit en son pouvoir pour en disposer d'une manière qui répondât aux intentions gracieuses de Sa Majesté. Cette Résolution fut suivie d'une autre par laquelle il fut ordonné, Que le Committé chargé de dresser le Bill pour le soulagement des Intéressés dans la Charitable Corporation, y inséreroit une CLAUSE pour l'application des Confiscations qui seroient faites des Biens des Sieurs Robinson & THOMSON. Le Sr. Guillaume Burroughs, l'un des Commissaires de la Corporation, lequel étoit sous la garde d'un Sergent d'Armes, fut envoyé ce même jour dans la Prison du Fleet par ordre de la Chambre. Le 24, les Communes passèrent le BILL pour empêcher les Commissaires Assistans & Agens de la Charitable Corporation de sortir du Royaume. Elles examinèrent ensuite en grand Committé celui pour le soulagement des Intéressés dans les pertes de cette Compagnie; & nommèrent les Sieurs Bennett, Kynaston, Elde Hadford & Turston, Maîtres en Chancellerie, pour examiner, en qualité de Commissaires du Parlement, les Comtes de la Charitable Corporation dans l'intervalle de cette Séance à la suivante. Le 26 les Seigneurs après avoir fait la première Lecture du Bill concernant les Commissaires, Assistans, Agens de la Charitable Corporation ordonnèrent qu'il seroit imprimé. Le même jour, deux des Commissaires leur présentèrent chacun une Requête, par laquelle ils demandoient d'être ouïs avant qu'on passât à la seconde Lecture du Bill. Le même jour encore, les Communes achevèrent l'examen du Bill en faveur des Intéressés de cette Compagnie; & le Rapport en aiant été fait le lendemain 27, la Chambre ordonna qu'il fût mit au net. Ensuite de cette Délibération le S. Sandys leur fit part d'une Lettre du S. Belloni Banquier à Rome. Comme elle étoit adressée au Committé de la Corporation, il fut ordonné que le Committé que l'on avoit annulé, seroit rétabli. La Lettre du S. Giovanni-Angelo Belloni étoit en Italien. En voici la Traduction Françoisé telle qu'elle fut donnée au Public, dans le tems.

C'EST avec beaucoup de plaisir que je profite d'une occasion, qui s'est présentée pour montrer mon estime & mon affection pour la Nation Angloise, en contribuant à l'avantage de plusieurs Particuliers de ce Royaume, & par conséquent à la satisfaction du Parlement & de la Nation même. Comme les fraudes, qui ont été commises dans l'administration de la Compagnie Charitable, ont fait beaucoup de bruit par tout, on a été vivement touché des maux dont elles ont été la cause; & l'on a senti que l'intérêt que la Nation avoit d'y remédier: ce qui ne pouvoit être effectué qu'en se saisissant de la Personne, des Papiers, des Livres & des Effets du S. Thomson, à quoi le Parlement n'avoit encore pu parvenir. A cet effet, comme on avoit eu avis que ledit Thomson pourroit venir à Rome, sous un nom emprunté, on a pris les mesures nécessaires pour l'arrêter, quand il y seroit arrivé; ce qui a été exécuté. On s'est saisi en même-tems de ses Papiers, des Lettres qu'il avoit reçues d'Angleterre, depuis qu'il en étoit parti, des Copies des Lettres qu'il a écrites à ses Confidens & des Noites de ses Affaires les plus secrètes. Il est à présent lui-même dans le Château Saint-Ange; & a été mis

Autre Résolution.

Un Commissaire
est emprisonné.Bill pour défendre
aux Commissaires
etc. de sortir
du Royaume;
24 Mai.Requête de deux
Commissaires.
26 Mai.Les Communes
font mettre au net
le Bill des Intéressés.27 Mai.
On leur remet
une Lettre du S.
Belloni Banquier
de Rome.Lettre du S.
Belloni.

CHAMBER
PARLEMENT.

ANNEE MDCCXXII.

de cette façon dans une espèce de nécessité de découvrir tout le *Mystère* de cette Intrigue ; ce qu'il a fait en découvrant , non seulement les Livres & les Effets de la Compagnie, mais aussi les siens propres. Cela étant fait, on m'a chargé de communiquer cette importante découverte, à qui & où il conviendrait, pour le bien & l'avantage de la Nation. C'est pourquoi je dépêche sans délai un Courier à un de mes Correspondans à Paris, avec tous les Papiers qui ont rapport à cette Affaire, afin qu'il trouve les moyens de vous les faire remettre. Mais, comme l'équité exige que les Propriétaires de la Compagnie Charitable, qui tireront un si grand avantage de cette découverte, se prêtent à de certaines conditions, avant que les Papiers & les Ecrits soient remis, j'ai ordonné à mon Correspondant d'insister que les conditions soient préalablement accordées ; & de garder, en attendant, ces Ecrits comme un simple dépôt entre ses mains, sans les délivrer jusqu'à ce que cela soit fait : & je ne doute point que cette précaution, aussi bien que les conditions ne paroissent justes à tous ceux qui sont intéressés dans cette Affaire. M'étant ainsi acquitté de ma commission, il ne me reste plus qu'à vous prier d'être persuadé de mon respect pour la Nation, & de l'envie que j'aurais toujours de contribuer à son avantage. J'ai l'honneur d'être &c.

GIOVANNI-ANGELO BELLONI.

Les Commissaires travaillent au Bill contre les Directeurs &c. Autres Lettres remises aux Communes.
2 Juin.

Le 30, les Seigneurs ouïrent des Avocats & procédèrent à l'examen de Témoins touchant le BILL pour empêcher les *Directeurs, Commissaires, Assistans & Agens, de la Charitable Corporation de sortir du Roïaume*. Le 2 de Juin, le S. Sandys remit à la Chambre des Communes, de la part du Comité de la Charitable Corporation une Lettre écrite au Docteur Arbuthnot, par son Frère Banquier à Paris, avec une seconde du même jour au Chevalier Robert Sutton ; & deux autres Lettres dont la première étoit celle du S. Belloni, que l'on vient de lire ; & la seconde venoit du S. David Every. Cette dernière étoit accompagnée d'un Papier du S. Jean Thomson, contenant quelques Propositions d'accommodement. Les Communes, après avoir examiné ces différens Papiers, prirent des Résolutions, pour lesquelles elles souhaitèrent la concurrence des Seigneurs. Le lendemain, il y eut à ce sujet entre les deux Chambres une Conférence, dont le résultat fut la Résolution suivante.

Résolutions des deux Chambres à ce sujet.
3 Juin.

MARDI 23 Mai (3 Juin) 1732, il a été résolu (nomine contradictente) par les Seigneurs Spirituels & Temporels, & les Communes assemblés en Parlement, que le Papier daté de Rome le 4 Mai 1732 N. St. signé Giovanni-Angelo Belloni & adressé : Au Comité du Parlement d'Angleterre, établi pour prendre connoissance des Affaires de la Charitable Corporation, ou si le Comité ne subsiste plus aux Chevaliers Robert Sutton & Jean Schadwal, Walter Moleffworth, au Docteur Moswray, ou à quelques-uns d'entre eux, est un libelle audacieux & insolent, où l'on tâche par de fausses & malignes insinuations d'en imposer au Parlement d'Angleterre & à la Nation ; & où sous

les spécieux prétextes d'estime, d'affection & de compassion, on n'a point d'autres vues que d'amuser par de vaines & trompeuses espérances de soulagement ceux qui sont malheureusement intéressés dans l'Affaire de la Charitable Corporation : Que ledit Papier est en lui-même absurde & contradictoire, conçu d'abord dans des termes & dans un Stile de Pouvoir & d'Autorité, ou qui semble venir de quelque personne qui prend un intérêt extraordinaire & qui peut beaucoup dans cette Affaire ; mais finissant néanmoins d'une manière qui marque assez le caractère & la Personne de l'Auteur, qui n'est autre que d'un Banquier de Rome ; on l'on offre sous certaines conditions, de la part de Jean Thomson de remettre certains Livres & Papiers dudit Thomson, quoiqu'on parle de lui comme ayant été arrêté & étant actuellement retenu sous garde sûre par le seul motif des tromperies par lui commises & de ce qu'on doit à la Justice ; les conditions, que l'on propose & sur lesquelles on insiste de la part dudit Thomson, paroissant en même tems vagues & ambiguës, pures échapatoires & tendantes à procurer des avantages & des indemnités à lui-même & à ses complices, sans aucun égard pour le bien de la Corporation ; enfin que toute cette entreprise paroît n'être autre chose qu'un artifice scandaleux dressé pour tromper les malheureux, & pour cacher & déguiser les pernicieuses pratiques des Ennemis déclarés de la Personne de la Couronne & de la Dignité de Sa Majesté Britannique.

Résolu (nemine contradicente) par les Seigneurs Spirituels & Temporels & par les Communes assemblés en Parlement, qu'en horreur & détestation de cette basse pratique ledit infâme Libelle sera brûlé par la main de l'Exécuteur ordinaire de la Justice, vis-à-vis la Bourse de Londres, Vendredi prochain (6 Juin) ; & que les Sheriffs de Londres seront présent à cette action, pour en faire exécuter la Sentence.

Elle fut effectivement exécutée le jour marqué. Le 4, les Seigneurs ordonnèrent l'impression des Résolutions de la veille, & continuèrent d'ouïr des Avocats & d'examiner des Témoins touchant le BILL pour empêcher les Commissaires, Assistans & Agens de la Charitable Corporation de sortir du Roïaume. Ils examinèrent aussi les demandes du Chevalier Robert Sutton, dont l'Avocat dit entre autres choses, que ce Chevalier avoit perdu 9 mille Liv. St. dans la Corporation ; qu'il y avoit encore 2 mille 400 Actions ; qu'ayant été hors du Roïaume depuis le mois d'Avril 1731 jusqu'au mois de Juin suivant, il ne pouvoit être coupable de diverses choses alléguées contre lui : Qu'après la fuite de Jean Thomson, il s'étoit donné de grands mouvemens pour le faire arrêter dans les Païs étrangers ; ce qu'il n'auroit pas fait s'il avoit été du nombre de ses Complices. Le 5, les Communes passèrent le BILL pour le soulagement des Intéressés dans la Charitable Corporation, & pour établir des Commissaires afin de régler les prétentions des Créanciers de cette Compagnie. Le 7, les Seigneurs, après avoir encore entendu des Avocats par forme de replique dans l'Affaire des Commissaires & des autres Officiers de la même Compagnie, firent quelques changemens au Bill qui les concernoit, dont ils effacèrent les noms des Sieurs Jackson & Benjamin Robinson ; & le 9, ils le passèrent.

Les Seigneurs
travaillent au Bill
des Commissaires
&c.
4 Juin.

Les Communes
passent le Bill
pour les Intéressés &c.
5 Juin.

Les Seigneurs
approuvent le Bill
des Commissaires
en y faisant des
changemens.
7, 9 Juin.

CINQUIÈME
SÉANCE DU
PARLEMENT.

ANNEE MDCCXXXII.

après en avoir approuvé les changemens, auxquels les *Communes* consentirent le lendemain. Le même jour 10, ils se formèrent en grand Committé pour procéder à l'examen de l'autre *Bill* passé dans la *Chambre Basse*. Ils en ordonnèrent le rapport pour le 12, ce qui n'eut pas lieu parce que le *Parlement* fut prorogé ce jour-là.

Ils travaillent à l'autre *Bill*, qu'ils n'ont pas le tems d'examiner.
10 Juin.

J'acheverai de rapporter ici ce que je trouve encore dans cette année par rapport à la *Charitable Corporation*. Le 13 de Juin, il y eut une assemblée du Committé nommé pour travailler aux Affaires de cette Compagnie pendant la Vacance du *Parlement*. Ils s'agissoit de l'examen de quelques Papiers du S. *Jean Thomson* envoyés de *Paris* par le S. *Arbuthnot*. Ils furent cause qu'un Procureur fut mis sous la Garde d'un Sergent d'Armes. Dans les premiers jours de Juiller, on faisit à *Edimbourg* quelques Papiers que le même *Thomson* avoit mis en dépôt chés un de ses Amis de cette Ville. En SEPTEMBRE, les Chevaliers *Archibald Grant & Robert Sutton*, les Sieurs *Denis Bond*, *Guillaume Burroughs*, *Thomas Warren*, & *Richard Woalley*, lesquels avoient été, soit Directeurs soit Agens de la *Charitable Corporation*, travaillèrent à dresser des Inventaires de leurs Biens pour les délivrer aux Barons de l'Echiquier avant le 10 d'Octobre, conformément à l'Acte du *Parlement* sur ce sujet. Ce qu'ils exécutèrent. Les Biens du premier montoient, disoit-on, à 120 mille Livres Sterling. Le 15 d'Octobre, le Committé s'assembla pour examiner trois Livres appartenant au S. *Thomson* que le Capitaine *Wilkinson* & le S. *Philippe*, deux des Commissaires, avoient trouvé la veille sous un Plancher de la Maison de la *Charitable Corporation*. L'un étoit un grand Livre de toutes les Affaires du S. *Thomson*, depuis qu'il étoit entré dans l'Emploi de Garde-Magasin jusqu'à sa retraite.

Examen des Papiers envoyés par Jean Thomson, 13 Juin.

Autres Papiers du même saisis. Juiller.

Plusieurs Directeurs &c. font l'inventaire de leurs Biens. Septembre.

Papiers de Thomson examinés. 15 Octobre.

Bills auxquels on travailla dans cette Séance.

Pour le Commerce des Colonies, &c.

Contre les Déserteurs, &c.

Proposition de réduire le nombre des Troupes réglées.

28 Mars.

Les principaux BILLS auxquels on travailla d'ailleurs dans cette Séance du PARLEMENT furent : I. ACTE pour encourager & pour mieux assurer le Commerce des Colonies où l'on fabrique le Sucre. II. ACTE pour empêcher plus efficacement la désertion, & pour punir les Déserteurs & les Soldats mutins. Lorsque les Seigneurs voulurent le 18 de Mars achever en grand Committé l'examen de ce *Bill*, quelques Lords en prirent occasion de proposer qu'il convenoit de ne tenir sur pied que 12 mille Hommes, d'autant que le nombre de 17 mille, que l'on entretenoit pour lors, étoit contraire, tant aux Constitutions du Royaume qu'aux promesses faites par le Roi dans ses Discours aux deux Chambres. Ils ajoutèrent que l'expérience avoit fait voir plus d'une fois que les grands Armemens n'étoient pas moins contraires à l'autorité des Rois qu'à la liberté des Peuples ; & demandèrent que l'on inserât dans le *Bill* une Clause conforme à leur Proposition. Les Seigneurs du Parti de la Cour s'appuièrent pour faire rejeter cette Proposition sur un certain esprit de Jacobisme qui régnoit parmi les Anglois & les Ecoissois ; Elle fut rejetée en effet & le *Bill* passa sans aucun

cun changement à la pluralité de 88 Voix contre 27. Vingt-un d'entre ces derniers Pairs, savoir les Lords Boyle, Lichtfield, Scarsdale, Shafisbury, Exeter, Coventry, Foley, Craven, Carteret, Suffolek, Tudcaster, Bathurst, Bristol, W. Nottingham, Gover, Maynard, Northampton, Tweedale, Eylesford, Bridge water, & Strafford, firent enregistrer la Protestation suivante. Nous protestons 1. Parce que le Parlement n'a jamais consenti ci-devant à l'entretien d'un si grand nombre de Troupes en tems de Paix ; & que l'on ne voit pas qu'il y ait à présent aucune raison pour laquelle on doive entretenir au de-là de 12 mille Hommes ; d'où l'on doit conclure qu'à l'avenir on procédera toujours sur le même pied ; car quand pourrons-nous espérer de voir une Séance du Parlement commencer par une Déclaration plus favorable & des assurances plus fortes d'une parfaite prospérité & sûreté, que celles qui sont contenues dans la gracieuse Harangue du Roi, émanée du Trône le premier jour de la Séance du Parlement ; Sa Majesté ayant témoigné que ses espérances sont parfaitement remplies : que la Paix générale & le repos de l'Europe sont rétablis & confirmés ; que cet Ouvrage ennuyeux est perfectionné & fini ; que les plaies qui ont saigné si longtems sont consolidées ; que les dépenses du Pais seront considérablement diminuées & que la Nation recueillera le fruit de ses efforts. Dans une pareille situation d'affaires, nous croions que nous ne pouvons agir conformément aux favorables dispositions de Sa Majesté pour son Peuple, à l'honneur de cette Chambre & à l'attention que nous avons toujours eue pour les Libertés des Sujets de Sa Majesté, sans diminuer le nombre des Troupes stipulé dans le Bill. 2. Parce que l'état des Affaires, tel qu'il est à présent établi hors du Roiaume, le devoir & l'affection que les Sujets de Sa Majesté lui ont témoigné en toute occasion réfutent entièrement tous les Argumens qu'on pourroit alléguer pour justifier l'entretien d'un si grand nombre de Troupes, sous prétexte de quelques appréhensions de la part du Prétendant au Trône : car si on compare les circonstances présentes de la Nation à l'état où étoient les Affaires du tems de la conclusion du Traité de Riswick & de celui d'Utrecht, on trouvera que ces Roiaumes sont infiniment plus en sûreté. A la Paix de Riswick, le Roi Jaques étoit en vie ; il avoit une armée d'Irlandois à sa solde en France ; plusieurs de ses Officiers & Soldats étoient actuellement en Ecosse & en Angleterre, & un Prince puissant, qui le soutenoit, étoit prêt à prendre les Armes pour sa cause. Après le Traité d'Utrecht, le Prétendant étoit dans le voisinage de la France ; le Roi, qui entretenoit sa Famille, vivoit encore, & la Succession Protestante n'étoit pas encore établie en ce tems-là. Cependant dans l'une & l'autre de ces deux époques le Parlement jugea, & l'expérience l'a fait voir, que la moitié du nombre de Troupes accordé par le présent Bill étoit suffisante pour notre sûreté. Sur quel fondement peut-on donc prétendre d'entretenir un si grand nombre de Troupes à présent que le Prétendant a passé depuis longtems les Alpes, & que le Monarque, qui occupe actuellement le Trône de France, paroît plus disposé à faire fleurir le Commerce dans ses Etats, qu'à troubler le repos de ses Voisins. On peut alléguer des

Protestation à
ce sujet.

raisons plus satisfaisantes, & les tirer de la situation des affaires de ce Roïaume & de celles d'Espagne, pour augmenter nos forces maritimes; mais on n'en sauroit, selon nous, alléguer aucune pour l'entretien d'une si grosse Armée. La Famille Roïale est, graces à Dieu, fermement établie sur le Trône; rien ne peut lui préjudicier qu'une administration, qui entreprend de s'éloigner de la base sur laquelle l'Etablissement est fondé & cet Etablissement est fondé sur la liberté.

3. Parceque, vu l'heureuse situation de notre Ile, nous n'avons pas besoin de tant de Troupes, pour nous défendre, au lieu que les Peuples qui habitent la Terre ferme, sont obligés de tenir toujours sur pied de grosses Armées pour repousser les attaques de leurs Voisins; & ces Armées ont généralement été cause de la perte de leurs libertés, & l'on s'en est servi comme d'un moyen propre à les tenir en esclavage.

4. Parce que nous sommes convaincus que, plus Sa Majesté mètra sa eon, ance en ses Peuples, plus elle regnera dans leurs cœurs; & nous croïons que c'est une injure que d'alléguer que le Roi ne sauroit être à présent ferme sur son Trône sans le secours d'une Armée, plus grosse que celle dont le feu Roi s'est contenté dans des tems moins tranquilles. Quoique quelques Argumens, dont on s'est servi contre la diminution, paroissent tendre à cela, nous ne pourrions jamais croire que la Nation est en danger d'être envahie par quelque Puissance étrangère. Tout ce que nous craignons, est qu'elle ne soit ruinée & réduite en esclavage par une Armée au dedans du Roïaume; & nous concluons avec justice, fondés sur l'espérance des tems précédens, que la Couronne même, aussi bien que la Liberté du Peuple, pourront être un jour à la disposition d'une telle Armée. Enfin nous joignons aux quatre points spécifiés ci-dessus, les raisons alléguées par divers Pairs en Février 1721 & qui ont été insérées dans les Notules de la CHAMBRE. III. ACTE pour mieux empêcher les Fraudes des Banqueroutiers. Ce furent les Seigneurs qui pensèrent les premiers à ce Bill, & qui chargèrent les Juges d'en dresser les Chefs. IV. ACTE pour obliger les Juges de Paix à retenir dans les Sessions les Appels devant eux, nonobstant les défauts de Formalité dans les Procédures en première instance. V. ACTE pour mieux qualifier les Juges de Paix; c'est-à-dire, pour fixer le bien que devoient avoir ceux qui seroient admis dans ces Places. Dans l'examen que les Seigneurs firent de ce Bill, ils réduisirent à 100 Liv. St. de rente, les 200, auxquelles les Communes avoient fixé le Revenu qu'il falloit avoir pour être Juge de Paix. VI. ACTE pour empêcher la sortie clandestine, des Laines d'ANGLETERRE & d'IRLANDE. Ce Bill fut occasionné par des représentations que les Commissaires du Commerce & des Plantations, firent au Roi, & qu'ils firent remettre aux Seigneurs le 7 de Mars par le Comte de Westmorland, en conséquence d'une Adresse qu'ils avoient présenté à ce sujet. VII. ACTE pour reconquerir plus aisément les Dêtes dans les Plantations & les Colonies de l'AMERIQUE. VIII. ACTE pour continuer un Acte de la onzième année du Règne du feu Roi, pour désarmer plus efficacement les Montagnards d'ECOSSE, & pour mieux assurer la Paix & la tranquillité de ce Roïaume, Ce fut le Général Wade qui présen-

Bill contre les
Banqueroutiers.Concernant les
Juges de Paix.Autre concer-
nant les mêmes.Contre la sortie
clandestine des
laines.Pour le recon-
quérir des Dê-
tes dans les Colo-
nies.Pour mieux dé-
sarmer les Mon-
tagneurs d'Ecosse.

ta ce Bill aux Communes, le 8 d'Avril. Lorsqu'on en fit la seconde Lecture le 9 de Mai, dans la Chambre-Haute, il fut ordonné d'y insérer deux CLAUSES; l'une, pour obliger les Gentilshommes & les Possesseurs des Terres en ECOSSE de changer leur manière de s'habiller; l'autre, pour déclarer qu'aucune Personne qui ne seroit pas qualifiée pour être Commissaire du Subside dans quelque Comté, ne seroit pas capable d'être Juge de Paix, à l'exception des Magistrats des Bourgs Roiaux & de l'Avocat & du Solliciteur du Roi en ECOSSE. Le 28 de Mai, les Communes prirent en considération les changemens faits par les Seigneurs, & les approuvèrent à la réserve de la première des deux Clauses ci-dessus. Un Comité fut chargé de mettre par écrit & de communiquer aux Seigneurs dans une Conférence, les raisons de ce refus, auxquelles les Seigneurs se rendirent. IX. ACTE pour rendre plus efficaces les Procédures en Cours d'Equité, contre les Personnes qui se cachent durant le cours des Séances, ou qui refusoient de comparaître. X. ACTE pour annuler les Contrats de Vente de quelques Biens confisqués au feu Comte de DERWENWATER. Le 10 d'Avril, les Communes avoient délibéré sur ces Ventes, & de longs débats les avoient tenues assemblées jusqu'à deux heures après minuit, qu'elles avoient enfin, à la pluralité de 175 voix contre 145, résolu; Que les Commissaires qui contractoient pour la vente des Biens confisqués au profit du Public, sans être assemblés en nombre compétent, lequel devoit être de quatre pour le moins, & sans en avertir quinze jours auparavant, étoient coupables de violation de l'Acte du Parlement à cet égard; de même que les Commissaires qui chargeoient leurs Secrétares ou toute autre personne de signer leur nom en leur absence, afin de faire le nombre requis de Commissaires: Que les Sieurs Denis Bond & Jean Birch, Membres du Parlement & Commissaires dans la Vente des Biens du feu Comte de Derwenwater, étoient, en cette qualité, coupables d'une brèche notoire à la confiance qu'on avoit eue en eux, pour avoir contracté le 10 d'Août 1733, touchant la vente d'une Annuité de 200 Liv. St. provenant des Biens du feu Comte, en faveur du S. Matthieu Withe, & d'une Terre du même Comte en faveur du S. Guillaume Smith, sans avoir fait avertir à tems de cette vente, & sans qu'il y eût d'autres Commissaires présens qu'eux deux seuls; qu'en conséquence ils seroient chassés de la Chambre, & qu'on porteroit un Bill pour casser les Contrats faits en faveur des Sieurs WITHE & SMITH. Elles résolurent encore; que le Chevalier Jean Eyles, Membre de la Chambre & l'un desdits Commissaires, étoit coupable d'une grande irrégularité pour avoir donné pouvoir au S. Samuel Allen leur Secrétaire de signer son nom en son absence, afin de faire le nombre requis de Commissaires; & qu'il en seroit réprimandé par l'ORATEUR. Ce dernier article fut exécuté le lendemain; & ce jour, les Communes remercièrent le Vicomte de Gage, Membre de la Chambre, de ce que, par zèle pour le bien public, il avoit découvert les ventes frauduleuses dont on vient de parler. XI. ACTE pour encourager plus efficacement la culture des Terres. XII. ACTE pour expliquer & rendre plus efficace

Clauses insérées
par les Seigneurs,
9 Mai.

La première est
rejetée par les
Communes.

Concernant les
Cours d'Equité.

Pour annuler
des Contrats de
vente des Biens
du feu Comte de
Derwenwater.

Pour encoura-
ger la culture des
Terres.

V.
CHAMBER
BLANDFORD
PARLEMENT.

A N N E E M D C C X X X I I I.

Concernant les
Arrêts frivoles.

Pour paier un
million à la Com-
pagnie du Sud sur
le Fonds d'Amor-
tissement.

Pour rebâtir les
Villes de Blandford
& de Tiverton.

Pour assurer le
Commerce des
Indes Orientales.

Concernant les
Drogues Médi-
cales.

Pour la culture
du Café.

Contre le Port
Illicite des Armes.

Pour la pêche
de la Balène.

Pour les Pilotes.
Contre les Faux
Monnoyeurs en
Ecosse.

Contre le trans-
port des Cha-
peaux.

Closure de la
séance.
12 Juin.

un Acte de la douzième année du Règne du feu Roi, pour empêcher les Arrêts frivoles & de pure vexation. On est toujours très-attentif en Angle-terre à conserver la liberté des Persones. XIII. ACTE pour appliquer le produit du Fonds d'Amortissement, & pour ordonner que de l'excédent il seroit païé un million de Liv. St. pour acquitter le Capital de la Compagnie du Sud & racheter une partie proportionnée des Annuités dépendantes de ce Capital. XIV. ACTE pour rebâtir les Villes de BLANDFORD & de TIVERTON, lesquelles avoient été consumées par le feu l'année précédente. XV. ACTE pour renouveler un Acte de la troisième année de GEORGE, pour mieux assurer le Commerce des ANGLAIS aux INDES-ORIENTALES. XVI. ACTE pour renou- veller celui concernant les Drogues & les Compositions de Médecine. XVII. ACTE pour encourager la Culture du Café dans les Plantations des ANGLAIS en AME-RIQUE. XVIII. ACTE pour expliquer & corriger l'Acte afin de punir plus effi- cacement les Gens qui vont armés & déguisés pour commettre des violences. XIX. ACTE pour encourager la Pêche de la Balène au GROELAND & dans le Déroit de DAVIS. Ce Bill portoit en substance, que pendant 7. années, à comier du 25 de Décembre 1731, toute personne auroit la permission d'apporter sur des VAISSEAUX ANGLAIS de la Côte & de l'Huile de Balène, sans en paier aucun Droit. XX. ACTE pour le meilleur Règlement des Pilotes. XXI. ACTE pour rè- gler les Procès des Faux-Monnoyeurs en ECOSSE. XXII. ACTE pour empêcher le transport des Chapeaux hors des Colonies des ANGLAIS en AMERI- QUE.

Le 12 de Juin le Roi se rendit à l'ordinaire au Parlement, donna son consentement à 52 Bills, tant publics que particuliers, & fit le Discours suivant.

Harangue du
Roi. MILORDS ET MESSIEURS,

Comme vous avés, autant qu'il étoit possible, expédié les Affaires publiques, & que la saison est déjà fort avancée, je crois que c'est vous faire plaisir, en mettant fin à cette Séance du Parlement, de vous procurer le moyen de vous reti- rer dans vos Provinces: Il est inutile de vous représenter l'heureux état des Affai- res Publiques, tant au dehors qu'au dedans du Roïaume. Vous devés tous être sensibles à ce qui s'est fait pour vous assurer la jouissance d'une Paix générale. L'accession des Etats Généraux au dernier Traité de Vienne a perfectionné l'établissement de la tranquillité publique; & paroît assuré, avant que la pru- dence humaine le peut prévoir, l'exécution fidèle des Traités & des Alliances qui subsistent actuellement entre les différens Princes & Puissances de l'Europe. Comme il n'y a plus de jalousies mal-fondées ni de vues ambitieuses, le bonheur & la tranquillité de ce Roïaume en sont plus assurés.

A N N E E M D C C X X X I I.

MESSIEURS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES,

Je vous remercie des mesures que vous avez prises pour la défense & la sûreté de ce Roïaume & pour le service de l'année courante. Je suis très satisfait de ce que vous avez cherché les moyens de lever les Subsidies nécessaires, d'une manière qui fût moins à charge à mon Peuple ; & , comme ce que vous avez fait ne peut être que très agréable aux Peuples , vous serez encouragés à vous conduire à l'avenir par les mêmes vues.

MILORDS ET MESSIEURS,

Comme je ne puis me dispenser d'aller visiter cette année mes Etats d'Allemagne , j'ai résolu de laisser la REINE , Régente de ce Roïaume pendant mon absence , & je ne doute point que vous ne fassiez vos efforts pour lui rendre le poids du Gouvernement aussi léger , que je suis persuadé qu'elle aura soin de mériter vos égards par une juste & prudente Administration. Je vous recommande à tous , dans vos différens états , de travailler à la conservation de la Paix & de la tranquillité dans ce Roïaume.

Après ce Discours le Lord Grand - Chancelier prorogea le Parlement jusqu'au 7 du mois d'Août suivant. Il fut ensuite prorogé plusieurs fois.

A N N E E M D C C X X X I I I.

I. EN JANVIER ; le Lord Thomas Howard , Duc de Norfolk , Comte d'Arundel &c. premier Duc , Comte & Baron d'Angleterre , & Comte-Maréchal Héritaire , mourut de consommation , le 3 , dans la 49^e année de son âge , ne laissant point d'Enfans de son Mariage avec la Fille du Chevalier Baronet Nicolas Shirburne. Le Lord Edouard Howard son Frère lui succéda dans ses Biens & dans ses Titres. On transporta son corps avec beaucoup de cérémonie à sa Terre de *Sou-Hils* dans le Comté de *Buckingham*. Le même jour on fit les funérailles du S. Jean Gay , Poète connu par son Opéra des *Gueux* & par plusieurs autres Pièces estimés en Angleterre. Il fut inhumé dans l'Abbaïe de *Westminster* avec beaucoup de pompe. Le Drap mortuaire étoit porté par le Comte de *Chesterfield* , le Vicomte de *Cornbury* , le Général *Dormer* & les Sieurs *Alexandre Pope* , *Levison Gover* & *George Berkley*. Le Duc de *Queensborough* marchoit à la tête du Deuil.

Le 5 , le Lord Guillaume Pasfon , Comte de *Tarmouth* , mourut âgé de 78 ans , à sa Terre d'*Epsom* dans le Comté de *Surrey*. Comme il ne laissoit point d'Héritiers , son Titre fut éteint dans la Famille de *Pasfon*.

Le 9 , les Deputés des différentes Congrégations de *Non-Conformistes* de *Londres* , & de 10 mille aux environs , s'assemblèrent au nombre de 3000

Hhh iij

L.
AFFAIRES
DIVERSES.
Mort du Duc
de Norfolk.
3. 12 Janvier.

Funérailles du
Poète Jean Gay.
3 Janvier.

Mort du Comte
de Yarmouth.
5 Janvier.

Assemblée des
Non Conformistes
qui renvoie leur

- Requête à un
tems plus favora-
ble.
9 Janvier. Le Committé, chargé de délibérer sur la Requête qu'ils s'étoient pro-
posés de présenter au *Parlement* pour la révocation du *Test*, fit le même
rapport que dans l'Assemblée précédente, savoir que le tems n'étoit pas
convenable pour entreprendre cette Affaire. On se soumit à leur déci-
sion, & l'on résolut d'attendre un tems plus favorable.
- Mort de l'Amir-
al de Torrington.
28 Janvier. Le 28, le Lord *George Bing*, Vicomte de *Torrington*, Chevalier de
l'Ordre du *Bain*, Membre du Conseil-Privé du Roi, Premier Commis-
saire de l'Amirauté, Amiral de l'*Escadre Rouge*, & Commandant en chef
de la Flote du Roi, mourut âgé de 70 ans.
- Gouvernement
& Charges don-
nées.
Janvier. Pendant ce mois, le Roi donna le Gouvernement de l'Hopital Roïal
de *Dublin* au Colonel *Brage*; & nomma Gentilhomme de Sa Chambre,
le Lord *Catbears*; & Membre du Conseil du Cabinet, le Comte d'*Islay*,
Frère du Duc d'*Argyle*.
- Mort du Doc-
teur *Woodston*.
1 Février. En FEVRIER; le 1, mourut le Docteur *Woodston*, devenu si célèbre
par ses différens Traités contre les Miracles de JESUS-CHRIST.
- Mort du Comte
de Pembroke &
Montgomery.
4 Février. Le 2, mourut à *Londres*, dans un âge fort avancé, le Lord *Thomas Herbert*,
Comte de *Pembroke & Montgomery*, Chevalier de l'Ordre de la *Jarretière*.
Il eut pour Successeur dans ses Biens & dans ses Titres, le Lord *Herbert*,
son Fils aîné, Capitaine de la première Compagnie des Gardes du Corps,
& l'un des Gentilhommes de la Chambre du Roi.
- Gouvernement
& Charge don-
nées.
Février. Pendant ce mois, le Roi nomma, Gouverneur du *Fort-Guillaume* en
Ecosse, à la place du feu Général *Syburn*, le Général *Wade*; & Gentil-
homme de sa Chambre-Privée, à la place du Duc d'*Hamilton*, qui s'é-
toit demis, le Lord *Hynson*, Fils aîné du Comte de *Pawlet* Chevalier de
l'Ordre de la *Jarretière*.
- Mort du Lord
Raymond, Chef
de Justice.
29 Mars. En MARS; le 29, le Lord *Robert Raymond*, Baron de *Abbeix-Langley*
& Lord Chef-Justice de la Cour du Banc du Roi, & mourut à *Londres*.
Son Fils unique encore Mineur lui succéda dans ses Biens & dans son
Titre.
- Charge donnée.
Mars. Dans le cours de ce mois le S. *Thomas Harvey*, second Fils du Comte
de *Bristol*, Sous - Ecuier de la Reine, fut fait Vice - Chambellan de la
Maison de la Reine, à la Place du Lord *Guillaume Beaucherc*, mort quel-
ques jours auparavant aux Eaux de *Bath* dans sa 32^e. année Ce dernier
étoit Frère du Duc de *Saint-Albans*.
- Charges révi-
gnées.
24 Avril. En AVRIL; le 24, le Comte de *Chesterfield*, Grand-Maître de la Mai-
son du Roi, remit entre les mains du Duc de *Grafton*, la Baguète blan-
che, marque de sa Dignité. Le Duc la porta sur le champ au Roi. Le
Baron *Climon* résigna le même jour sa Charge de Gentilhomme de la
Chambre du Roi, & celle de Lord-Lieutenant de *Devenshire*. La Charge
de Gentilhomme de la Chambre fut donnée sur le champ au Comte de
Camper. Celle de Lord-Lieutenant de *Devenshire* fut donnée quelques
jours après au Lord *Jean Hynson*, Fils aîné du Comte de *Pawlet*, & l'un

des Gentilshommes de la Chambre du Roi. La Charge de Grand-Maître fut conférée le 13 du mois suivant au Duc de *Devonshire* Garde du Petit-Sceau, qui fut remplacé dans cette dernière Charge par le Vicomte de *Lonsdale*.

Dans le cours de ce mois; les Etats envoiés de *Dublin*, apprirent que les Manufactures de Toile, établies en *Irlande*, réussissoient de plus en plus, & que dans l'espace d'un mois il étoit sorti de ce Roïaume 379 mille, 626 Verges de Toile.

Progrès des Manufactures de Toiles en *Irlande*.
Avril.

Le Roi signa un Brevet pour passer au Grand Sceau d'*Irlande* une Charte, afin d'ériger dans ce Roïaume des Ecoles pour instruire les Enfants nés dans le Pais, de la *Langue Angloise* & des Principes de la Religion Chretienne. Il est à remarquer qu'il reste encore des Idolâtres dans l'intérieur de l'*Irlande*.

Brevet pour établir des Ecoles Angloises en *Irlande*.
Avril.

En MAI; le 18, mourut à *Londres* le Lord *George*, Comte de *Cholmondeley*, Vicomte de *Malpas* &c, Général de Cavalerie, Capitaine de la troisième Compagnie des Gardes du Corps, Lord-Lieutenant & Garde des Rôles de la Ville & du Comté de *Chester*. Ses Biens & ses Titres passèrent à son Fils le Vicomte de *Malpas*, Grand Ecuier du Prince de *Galles* & Membre du *Parlement* pour *Windsor*. Dès que ce Lord eut pris la place de son Père à la *Chambre-Haute*, le Lord *Sidney Beauchamp* fut élu pour le remplacer dans la *Chambre-Basse*.

Mort du Comte de *Cholmondeley*.
18 Mai.

Pendant ce mois; le Comte de *Burlington* se démit de la Charge de Capitaine des Gentilshommes Pensionnaires, laquelle fut donné, d'abord au Lord *Lowel*, qui s'excusa de l'accepter; ensuite au Comte de *Tankerville*, Gentilhomme de la Chambre du Prince de *Galles*. Ce Comte fut fait quelques jours après Grand-Veneur pour le Daim. Sa Place de Gentilhomme du Prince de *Galles* fut donnée au Comte de *Jersey*.

Charge vacante.
Mai.

Le S. *Robert Coke*, Frère du Lord *Lowel*, fut fait Vice-Chambellan de la Reine, à la place du feu Lord *Guillaume Beauchamp*, & fut admis à l'exercice de cette Charge le 1 du mois suivant.

Charge donnée.
Mai.

La Reine donna deux mille Livres Sterling pour achever le nouveau Bâtiment du Collège d'*Oxford*, dont les Reines d'*Angleterre* sont Patronnes par une Charte d'*Edouard III*; & cette somme fut remise, le 7 du mois suivant, entre les mains du Prévôt de ce Collège, par le S. *Arthure Onslow*, Orateur de la *Chambre des Communes* & Chancelier de la Reine.

Libéralité de la Reine.
Mai.

Le 22, le Duc de *Montrose*, l'un des seize Pairs d'*Ecosse*, & le Comte de *Marchmont*, aussi l'un des mêmes Pairs & Membre du Conseil-Privé, se dédirent, le premier de la Charge de Garde du Grand-Sceau d'*Ecosse*, & l'autre de celle de Lord-Registre, ou Lord Garde des Rôles du même Roïaume. La Charge du premier fut donnée quelques jours après au Comte d'*Isle* Garde du Petit-Sceau d'*Ecosse*; & cette dernière Place fut conférée au Duc d'*Athol*.

Résignation de Charges.
22 Juin.

I.
AFFAIRES
DIVERSES.

Nouveaux Che-
valiers de la Jar-
retiére.
23 Juin.

Le 23, le Roi tint au Palais de *Saint-James* un Chapitre de l'Ordre de la *Jarretiére*, où furent élus Chevaliers; à la place du feu Roi, le *Prince d'Orange*, qui devoit dans quelque tems épouser la *Princesse Roiale*, lequel fut représenté par le Duc d'*Albemarle* chargé de sa Procuration; à la place du Duc de *Cleveland*, le Duc de *Devonshire*, Grand-Maître de la Maison du Roi; & à la place du Comte de *Pembroke* mort le 2 de Février précédent, le Comte de *Wilmington*, Président du Conseil. Quelques jours après le Vicomte de *Gage*, Pair d'*Irlande*, fut nommé pour aller porter l'Ordre au *Prince d'Orange*, accompagné du S. *Jean Anstis* Roi d'Armes, & de plusieurs Hérauts du Collège des Armes, auxquels on fit faire de magnifiques habits pour assister le Roi d'Armes dans la cérémonie de donner au Prince les marques de l'Ordre: mais le Vicomte de *Gage* n'ayant pu passer en *Hollande* à cause d'une indisposition qui lui survint, le Roi chargea le S. *Finch* son Ministre à *La Haye* de donner en son nom l'Ordre au Prince. Le Roi d'Armes & les Hérauts qui devoient assister à cette cérémonie s'embarquèrent à *Greenwich* le 12 de Juillet; & le 26, elle se fit à *La Haye* avec beaucoup de pompe dans la *Maison du Bois* appartenant au Prince. L'installation solennelle des trois nouveaux Chevaliers se fit le 2 de Septembre dans la Chapelle de *Saint-George* au Palais de *Windfor*. Le *Prince d'Orange* y fut représenté par le Comte de *Cowper*.

Gouverneurs
de Charges don-
nés.
Juin.

Durant ce mois; le Roi fit GOUVERNEURS; de l'Ile de *Minorque*, le Colonel *Kane*, à la place du feu Lord *Carpenter*; de l'Ile de *Guernsey* & de celles qui en dépendent, à la place du feu Comte de *Cholmondeley*, le Major-Général *Richard Sutton*, Colonel d'un Régiment d'Infanterie & Membre du *Parlement*; de *Berwick* & de *Holy-Island*, le Brigadier Général *Ruffel*; de l'Ile de *Scilly*, à la place du feu Brigadier Général *Sidney Gelfin*, le S. *Bonnet* Major de la seconde Compagnie des Gardes du Corps; du Château de *Cowes* dans l'Ile de *Wight*, à la place du feu S. *Antoine Morgan*, le S. *George Howard*: DEPUTÉS GOUVERNEURS; de *Minorque*, le Colonel *Philippe Anstruther*, à la place du Colonel *Kane* devenu Gouverneur; de *Berwick* & de *Holy-Island*, le Colonel *Sinclair*, Capitaine dans le troisième Régiment des Gardes à pied & Membre du *Parlement* pour les Villes de *Dysart* & de *Kirkcaldie* en *Ecosse*; de *Portsmouth*, à la place du feu Colonel *Hawker*, le Colonel *Pierre Campbell*, Membre du *Parlement* pour *Elgin* en *Ecosse*, lequel prêta serment le 22 dans la *Cour des Communs-Plaidoirs*, afin de se qualifier pour remplir ce nouveau Poste; de l'Ile de *Wight*, à la place du feu Colonel *Morgan*, le Colonel *Armand Pawlet*. Le Roi fit aussi le S. *Richard Aldworth*, Député-Maître de la Forêt de *Windfor*, place vacante par la mort du Colonel *François Négus*.

Mort du Comte
de Sutherland.
8 Juillet.

En JUILLET; le 8, mourut à *Hampstead* le Comte de *Sutherland*, l'un des seize Pairs d'*Ecosse* & Chevalier du Chardon, Il étoit le dix-neuvième Comte

Comte de son nom. Le Lord *Guillaume Stratnaver*, son Petit - Fils lui succéda dans ses Biens & dans ses Titres.

Le 15, la *Princesse Royale*, prête à devenir l'Epouse du *Prince d'Orange*, nomma la Femme du Lord *Guillaume Hamilton* pour être sa Dame d'honneur & l'accompagner en *Hollande*. Le même jour, le S. *Tindal* Vicair du *Grand Waltham* dans le Comté d'*Essex*, aiant dedié sa Traduction de l'*Histoire d'Angleterre* de *Rapin-Thoyras*, au *Prince de Galles*, eut l'honneur d'en présenter le premier Volume à ce Prince, qui le reçut avec bonté, & lui fit présent d'une Médaille de la valeur de 50 Livres Sterling.

Dame d'Honneur de la Princesse d'Orange.
15 Juillet.
M. Tindal présente sa Traduction de Rapin-Thoyras au Prince de Galles.

La Ville de *Norwich*, aiant résolu de donner des Lettres de Bourgeoisie au Chevalier *Robert Walpole*, il s'y rendit le 21 sur le soir, & fut reçu par l'Evêque, le Chapitre & les plus considérables d'entre les Bourgeois qui s'étoient avancés jusqu'à trois milles à sa rencontre; & qui lui firent cortège jusqu'à la Maison de l'Evêché préparée pour le recevoir. Le lendemain, le Maire & les Aldermans s'étant assemblés, envoièrent deux d'entre eux l'inviter à se rendre à la Maison de Ville. Dès qu'il fut entré dans l'Assemblée, on lui fit présent des Lettres de Bourgeoisie dans une Boîte d'Or; & deux jours après on convint de mettre le S. *Horace Walpole* son Frère, & le S. *Gautier Bacon* au nombre des Candidats à la prochaine Election des deux Deputés au *Parlement* pour le Comté de *Norfolk*.

Lettre de Bourgeoisie de Norwich donnée au Chevalier Walpole.
21, 22 Juillet.

Le 23, il revint du *Groenland*, pour le comte de quelques Marchands de *Londres*, un Vaisseau chargé de trois grosses Balènes & de 170 tonneaux d'huile.

Vaisseau revenu du Groenland.
23 Juillet.

Pendant ce mois; le Roi créa le Colonel *Jean Fane*, Frère du Comte de *Westmorland*, *Pair d'Irlande* sous le Titre de *Baron de Caterlogh* dans le Comté de *Caterlogh* en *Irlande*. Il nomma Deputé-Gouverneur de l'Ile de *Scilly*, le Comte de *Godolphin*; Lord Comte - Maréchal d'*Ecosse*, le Comte de *Kintore*: Membres du Conseil-Privé d'*Irlande*, les Chevaliers *Edouard Craffon*, *Henri King*, & *Thomas Prendergast*: Lords-Lieutenans & Gardes des Rôles; du Comté de *Flint*, le Comte de *Pembrok*; du Comté de *Wil's*, le Comte de *Penrose*; & du Comté de *Ruiland*, le Comte de *Harborough*, à la place du feu Comte son Père.

Gouvernement, Dignités & Charges donnés.
Juillet.

On déclara pour la *Hollande* à la *Douane*, 16 mille onces d'Or monnoïé, 500 d'Or en lingots, 3 mille 500 de Poudre d'Or & 150 mille d'Argent.

Argent déclaré à la Douane.
Juillet.

Le Roi signa un Brevet, donnant pouvoir de passer au Grand - Sceau d'*Irlande* une Charte pour l'établissement à *Dublin* d'une *Corporation Charitable*, dont l'objet seroit l'avancement des *Ecoles Angloises* en *Irlande*.

Ecoles Angloises en Irlande.
Juillet.

Durant le cours du mois d'Août; le Duc de *Bolton* résigna tous ses Emplois; & sa dépouille fut partagée entre plusieurs Seigneurs. Le Duc d'*Argile* eut le Régiment Royal Cavalerie des Gardes Bleus, & le Régiment de Cavalerie de la Reine qu'il commandoit fut donné au Général

Le Duc de Bolton quitte tous ses Emplois.
Août.

Evans. Le Duc de *Montagu* eut le Gouvernement de l'Île de *Wight* ; le Lord *Lymington* la Place de Lord - Lieutenant & Garde des Rôles du Comté de *Southampton* ; & celles de Garde de la nouvelle Forêt de *Hampshire* , & de Vice-Amiral du Comté de *Southampton* & de l'Île de *Wight* ; le S. *Jean Campbell* , Membre du Parlement pour le Comté de *Pembroke* , eut le Gouvernement de *Milford-Haven* , & la Charge de Vice - Amiral du Midi de la Principauté de *Galles*.

Dignités & Char-
ges données.
Août.

Le Roi créa le Vicomte de *Percival* , Membre du *Parlement* pour *Harwick* , Pair d'*Irlande* , sous le Titre de Comte d'*Egmont* dans le Comté de *Corke* ; & nomma le Lord *Malton* , Lord - Lieutenant & Garde des Rôles de la Partie Occidentale du Comté d'*Torck* , à la place du Comte de *Burlington* qui s'étoit démis ; & le Duc de *Rutland* , Capitaine des Gentilshommes Pensionnaires , place vacante par la démission du Comte de *Tankerville*.

Vaisseau revenu
du Groenland.
Août.

Il arriva du *Groenland* à *Gravesend* , pour le comte de quelques particuliers , un Vaisseau chargé d'une Balène & demie.

Pair d'Ecosse
pour le Parlement
de la Grande-
Bretagne.
24 Septembre.

En SEPTEMBRE ; le 24 , le Duc d'*Atbel* fut élu par les Pairs d'*Ecosse* , assemblés à *Edimbourg* , pour remplir dans le *Parlement de la Grande-Bretagne* la place de l'un des seize Pairs d'*Ecosse* , vacante par la mort du Comte de *Stratherland*. Les Seigneurs *Ecoffois* avoient eu dessein de choisir pour lui succéder le Comte d'*Aberdeen* , mais il s'étoit excusé d'accepter cet honneur.

Conseillers Pri-
vés d'Irlande.
Septembre.

Durant le cours de ce mois ; le Roi nomma le Vicomte de *Molesworth* , & les Sieurs *François Barton* , & *Guillaume Graham* Membres du Conseil-Privé d'*Irlande*.

Liberté Angloise.
Septembre.

Le Roi & la Reine étant à la Chasse , un Cerf qu'ils avoient couru pendant plus de deux heures , se sauva dans un champ , où l'on ne pouvoit arriver que par un passage fort étroit. Le Propriétaire , qui se trouva sur le lieu , ferma sur le champ ce passage avec une chaîne , & ne voulut jamais permettre aux Chasseurs d'entrer dans son champ. Quand on lui représenta que c'étoit le Roi qui chassoit en personne ; il répondit qu'il étoit Roi sur son fonds. Quelques jeunes Seigneurs se mirent en devoir de forcer le passage ; mais leurs Majestés , aiant appris le sujet de la dispute , firent donner quelques Guinées au Païsan , qui d'abord ouvrit le passage ; en disant que puisque le Roi l'indemnisoit du Dommage qu'il pourroit causer dans son champ , il étoit juste qu'il achevât de poursuivre son Cerf ; & le Cerf fut tué quelques instans après.

Momies appor-
tées d'Egipte.
Septembre.

Le Capitaine *Bookey* rapporta du *Grand Caire* deux Momies très bien conservées , que l'on croïoit être les Corps de *Marc-Antoine* , & de *Cléopâtre*.

Mort du Comte
de Lincoln.
9 Octobre.

En OCTOBRE ; le 9 , mourut à *Bath* le Lord *Charles Howard* , Comte

de *Suffolk*, sixième Comte de la *Grande-Bretagne*. Le Lord *Walden*, son Fils unique, lui succéda dans ses Biens & dans les Titres.

Le 17, le Lord *George*, Comte d'*Ockney*, Gouverneur du Château d'*Edimbourg*, Colonel du Régiment Royal Infanterie, l'un des seize Pairs d'*Ecosse* aiant séance au *Parlement* de la *Grande-Bretagne*, & Chevalier de l'Ordre du *Chardon*, mourut à la Terre de *Chifden* dans le Comté de *Bucks*.

Mort du Comte
d'Ockney.
17 Octobre.

Le 19, le S. de *Chavigni*, Ministre de *France*, remit au Roi le Manifeste publié par Sa Majesté Très Chrétienne, & contenant les motifs qui l'engageoient à faire la Guerre à l'Empereur, à l'occasion de la double Election du Roi *Stanislas* & de l'Electeur de *Saxe* au Trône de *Pologne*. Aux environs du même jour le Comte de *Kinski*, Ambassadeur de l'Empereur, représenta au Roi, dans un Mémoire, le danger auquel les Etats de Sa Majesté Impériale en *Italie* se trouvoient d'être envahis par les Troupes de *France* unies à celles de *Sardaigne*; & le pria de fournir le secours promis par les Traités. Le Roi, que les préparatifs du prochain mariage de la Princesse Royale occupoient, & qui vouloit voir quel parti le Roi d'*Espagne* prendroit, ne se hâta pas de répondre.

Le Roi de France fait part au Roi de ses raisons de faire la Guerre à l'Empereur.
19 Septembre.
L'Empereur de mande du secours au Roi pour ses Etats d'Italie.

En NOVEMBRE; le 3, la jeune Duchesse de *Marlborough*, Fille aînée du feu Duc de ce nom, & Femme du Comte de *Godolphin*, Premier Gentilhomme de la Chambre du Roi, mourut à *Harrow*. Comme elle ne laissoit point d'Enfans, le Titre de Duc de *Marlborough* passa selon l'Acte du *Parlement*, au Comte de *Sunderland*, Fils de sa Sœur, avec 30 mille Liv. St. de rente.

Mort de la jeune Duchesse de Marlborough.
3 Novembre.

Le 5, le S. *Philippe Yorck*, Procureur Général, fut fait Membre du Conseil-Privé. Le 10, il fut nommé Lord Chef-Justice de la Cour du Banc du Roi, à la place du Lord *Robert Raimond*, mort le 29 de Mars précédent; & quelques jours après, il fut créé Pair de la *Grande-Bretagne* sous le Titre de Baron de *Cushaton* dans le Comté de *Surrey*; mais depuis, le nouveau Pair obtint que le Titre de sa Patrie fut attaché à la Terre de *Hardwicke* dans le Comté de *Glocester*. Ce Lord prit séance à la Cour du Banc du Roi le 19.

Le S. Philippe Yorck fait Conseil-Privé, Lord Chef - Justice & Pair de la Grande Bretagne
5, 10, &c. Novembre.

Le 18, le Prince d'*Orange* arriva à *Greenwich* vers le Midi. Sur le champ il monta dans une Barque du Roi qui le conduisit à la Tour. Il y fut reçu par le Comte de *Leicester*, Gouverneur, & par plusieurs autres Persones de distinction. Il se rendit ensuite au Palais de *Somerset* dans un Carosse du Roi, accompagné du S. *Horace Walpole*, du Comte d'*Albermarle* & du S. *Duncan* son Envoié. Peu de tems après son arrivée il fut complimenté de la part du Roi par le Duc de *Grafton*, de la part de la Reine par le Comte de *Grantham*, & de la part du Prince de *Galles* par le Comte de *Cholmondeley*. Le S. *Pointz*, Gouverneur du Duc de *Cumberland*, y vint sur le soir de la part de ce Prince. Le lendemain matin le Prince de *Galles* alla

Arrivé du Prince d'Orange en Angleterre.
17 Novembre 83.

le visiter. Ensuite, après qu'il eût reçu les complimens du Lord-Chancelier, des Conseillers-Privés & des Ministres Etrangers, il fut mené dans les Carosses du Roi par le Chevalier *Clément Cotterel*, Maître des Cérémonies, au Palais de *Saint-James*. Les Ducs de *Grafton*, de *Montague*, de *Newcastle* & de *Richmont* & le S. *Horace Walpole* le reçurent au haut de l'Escalier. Le Duc de *Grafton*, Grand Chambellan du Roi, & le Lord *Harvey* Vice-Chambellan le conduisirent à la Chambre du Lit, d'où le Lord *Hyn-ton* Gentilhomme de la Chambre l'introduisit dans le Cabinet du Roi. Les mêmes Officiers le conduisirent à l'appartement de la Reine. Il y fut reçu par le Comte de *Grantham*, Grand Chambellan, & par le S. *Cooke* Vice-Chambellan, précédés de l'Ecuier de la Reine. Il en sortit, accompagné du Comte de *Grantham* pour aller chés le Prince de Galles, auprès duquel il fut introduit par le Comte de *Caernarvon*, Gentilhomme de la Chambre de ce Prince. Il passa de là chés le Duc de *Cumberland*, & fut reçu par le S. *Pointe*. Ensuite il revint chés la Reine où les Princesses se trouvèrent. Il retourna dîner au Palais de *Somerset*; & le soir il se rendit incognito au Palais de *Saint-James*, pour y souper avec leurs Majestés & la Famille Royale. Le 20, il rendit une seconde visite à la Reine; & le soir il fut conduit pour la première fois à l'Appartement de la Princesse Royale. Le 21, les principaux Négocians Hollandois établis à Londres, allèrent en Corps au Palais de *Somerset* saluer ce Prince, auquel ils furent présentés par le S. *Duncan* son Ministre. Le 22, accompagné du S. *Hop*, Ministre de la République d'Hollande & d'un grand nombre de personnes de distinction, il se rendit à l'Eglise Hollandoise. Les Anciens le reçurent à la Porte, & le conduisirent avec les cérémonies accoutumées au Banc que l'on avoit préparé pour lui. Il n'y fut pas une demi-heure qu'il s'y trouva mal & l'on fut obligé de le ramener promptement au Palais de *Somerset*, & d'envoier un Gentilhomme à leurs Majestés pour les prier de l'excuser s'il ne se rendoit pas à la Cour. Le même jour, le Duc de *Grafton* fit notifier par ordre du Roi à tous les Pairs & Pairesse, aux Grands Officiers de la Couronne, aux Ministres Etrangers, &c, que le Mariage de la Princesse Royale avec le Prince d'Orange, qui devoit se célébrer le lendemain, seroit différé. Le 19, le Roi avoit tenu au Palais de *Saint-James* un Conseil pour régler divers Articles du Cérémonial qui devoit s'observer à la célébration du Mariage, & particulièrement les prétentions des Pairs d'Irlande, & des Filles de Pairs de la Grande-Bretagne dont les Maris n'étoient pas Pairs, & le différend entre le Grand-Chambellan de la Maison du Roi & le Grand-Chambellan de la Couronne qui lui disputoit le droit de porter l'Epée pendant la Cérémonie. Il fut résolu que les Pairs de la Grande-Bretagne, les Pairs d'Ecosse & leurs Femmes pourroient seuls avoir rang dans cette Cérémonie, & que l'Epée de l'Etat seroit portée par le Grand Chambellan de la Maison du Roi. Le Prince d'Orange fut dan-

gèreusement malade jusqu'au 28. Il en resta si fort affoibli, qu'il ne fut parfaitement rétabli que le 11 du mois suivant, qu'il reparut à la Cour pour la solennité de la fête de *Saint - André* Patron de l'*Ecosse*. Ensuite par ordre des Médecins il alla prendre l'air pendant quelques jours à *Kensington*, d'où l'on jugea nécessaire de l'envoyer prendre les Eaux de *Bath*.

Pendant le cours de ce mois de Novembre; le Roi donna le Gouvernement du Château d'*Upnor*, vacant par la mort du Major *Weeb*, au S. *Guise* Major du second Régiment des Gardes à pied, & nomma le Comte de *Selkirck*, Membre du Conseil-Privé.

Gouvernement
& dignité donnée
Novembre.

En DECEMBRE; le 13, le Lord *George Talbot*, Comte de *Shrewsbury*, quatorzième Comte de ce nom & premier Comte d'*Angleterre*, & Comte de *Wexford* & de *Waterford* en *Irlande*, mourut en son Château d'*Ilworth* dans le Comté de *Middlesex*. Comme il étoit Catholique Romain, il ne prenoit pas séance dans la *Chambre des Pairs* de la *Grande-Bretagne*. Le Lord *Talbot*, son Fils encore Mineur, lui succéda dans ses Titres & dans ses Biens.

Mort du Comte
de Shrewsbury.
13 Décembre.

Dans le cours de ce mois; le S. *Jean Willes*, Chef-Justice de *Chester*, Membre du *Parlement* pour *Westlow* dans le Comté de *Cornouaille* fut fait Procureur Général, à la place du Lord *Hardewicke*; le S. *Dudley Rider*, Membre du *Parlement* pour *Saint-Germain* fut nommé Solliciteur Général; & le S. *Jean Verney*, Avocat du Roi, Membre du *Parlement* pour *Downton* dans le Comté de *Wilts* & Frère du Lord *Willoughby de Broke*, eurent la Charge de Chef-Justice de *Chester*.

Charges don-
nées.
Décembre.

II. EN JANVIER; les Commissaires pour le soulagement des pauvres Veuves d'Officiers de Mer s'assemblèrent le 10, & résolurent de fixer au 25 de Mars suivant le paiement du premier quartier des Pensions. Le 14, la Cour de l'Amirauté procéda à l'examen de trois des Matelots du Capitaine *Crough*, lesquels furent envoyés au *Nore* pour être gardés à bord d'un Vaisseau de Guerre, jusqu'à ce que l'on fît le procès au Capitaine retenu dans la Prison de la Maréchaussée, ces trois Matelots devant servir de témoins. Quelque tems auparavant le Comte de *Montijo*, Ambassadeur d'*Espagne*, avoit remis à la Cour un Mémoire contre ce Capitaine & son Equipage. Le Mémoire portoit; Que le Capitaine *Crough*, étant à *Barcelone* au mois de Mars 1732, avoit pris sur son bord un Marchand Espagnol avec un Domestique & ses Effets, & s'étoit engagé de le débarquer à *Cadix*; que lorsque le Vaisseau fut arrivé près du Cap de *Finistère*, le Capitaine avoit pris un Mousquet & menacé ses gens de tirer sur eux s'ils ne changeoient pas de route; que, ceux-ci s'étant prêtés à ce qu'il souhaitoit, il avoit fait entrer par force le Marchand Espagnol & son Domestique dans un Esquif & les avoit abandonnés à la merci des Flois: Que ce Marchand avoit fait

PL
M A T I N
Corporation des
Veuves d'Officiers.
10 Janvier.
Affaire du Ca-
pitaine *Crough*.
14 Janvier.

tous ses efforts pour gagner terre; que l'Esquis, aiant donné contre des rochers avoit été renversé, que le Maître s'étoit sauvé; mais que le Domestique avoit péri: Que le Capitaine & ses gens aiant continué leur route, allèrent à Rotterdam, y vendirent les effets du Marchand Espagnol, & se rendirent ensuite à Guernsey, où l'on avoit arrêté le Navire & mis l'Equipage dans le Château. Ce fut sur ce Mémoire que la Cour de l'Amirauté fit transporter les coupables & l'Equipage à Londres. Dans le cours du mois, les Commissaires de l'Amirauté donnèrent ordre au Chevalier *Henri Penrice*, Juge de la Haute-Cour de l'Amirauté de faire le Procès au Capitaine *Harris*, accusé d'avoir tué en Mer un de ses Matelots. Ils donnèrent ordre aussi d'équiper incessamment trois Vaisseaux de Guerre de 20 Canons & de 150 Hommes pour aller croiser contre les *Corfaires de Salé*, lesquels avoient depuis peu, contre la foi des Traités, pris un *Vaisseau Marchand Anglois*, aiant à bord 60 passagers.

Affaire du Capitaine Harris.
Janvier.

Vaisseaux destinés contre les Corfaires de Salé.
Janvier.

Affaire du Capitaine Cotterel.
3 Février.

Nouveau Président de la Corporation des Veuves.
6 Février.
Le Chevalier C^t. Wager Premier Commissaire de l'Amirauté.
19 Février.
Ordre d'équiper une Escadre.
26 Février.

En FEVRIER; le 3, il se tint un Conseil de Guerre à bord d'un Vaisseau de Guerre à *Portsmouth*; & l'on y fit le procès au Capitaine *Cotterel*, Commandant d'un Vaisseau de Guerre, accusé d'avoir maltraité les Gens de son Equipage & de les avoir fraudés de leurs Provisions. Après une Audience de 12 heures, il fut trouvé coupable; & condamné à une Amende de 3 mois de paie. L'Equipage eut le choix de le quitter ou de rester avec lui. Tous prirent le parti de s'engager sur divers autres Vaisseaux de guerre. Le 6, le Chevalier *Charles Wager* fut fait Président de la nouvelle Corporation établie en faveur des pauvres Veuves d'Officiers de Mer; & le 10. il prit Séance dans l'Assemblée de l'Amirauté, en qualité de *Premier Commissaire*. Il succédoit au feu Comte de *Torrington* dans ces deux Places, ainsi que dans celle de Membre du Conseil-Privé. Dans l'Assemblée du 26, les *Commissaires* ordonnèrent que treize des Vaisseaux de Guerre Gardes-Côtes auroient leurs équipages complets & seroient commandés par le Vice-Amiral *Stewart* qui monteroit l'*Edimbourg* Vaisseau du troisième rang & de 70 Canons. Ils nommèrent en même tems les Lieutenans des 13 Vaisseaux, & le lendemain le Vice-Amiral & ces Officiers prêtèrent serment dans une autre Assemblée. Pendant ce Mois, le Roi fit une Promotion d'Officiers Généraux de la Flote. Le Comte *Jaques de Berkley* fut fait Amiral & Commandant en chef de la Flote de Sa Majesté, & Vice-Amiral de la *Grande-Bretagne*. Le Chevalier *Jennings* passa de la place d'Amiral de l'*Escadre-Blanche* à celle d'Amiral de l'*Escadre-Rouge*. Les Chevaliers *Charles Wager* & *Jean Norris* furent faits Amiraux de l'*Escadre-Blanche*, le premier restant en même tems Amiral de l'*Escadre-Blue*. Le Chevalier *George Walton* & les Sieurs *Morris* & *Philippe Cavendish* furent faits Vice-Amiraux, le premier de l'*Escadre-Rouge*, le second de la *Blanche*, & le troisième de la *Blue*. Il y eut aussi trois Chefs d'Escadre de nommés; le S. *Balchen* de l'*Escadre-Rouge*; le S. *Charles Stuart* de la *Blanche*. & le Chevalier *George Saunders*, de la *Blue*.

EN MARS; le 4, les Membres de la Charitable Corporation en faveur des Veuves d'Officiers de Marine s'assemblèrent & choisirent pour Gouverneur le Chevalier *Charles Wager*, pour Vice-Présidens, les Lords *Archibald Hamilton* & *Vere Beauclerc* & pour Assistans deux Vice-Amiraux, deux Capitaines, deux Lieutenans & huit autres Officiers de Marine. Le 26, le Vice-Amiral *Stewart*, qui devoit commander l'Escadre destinée pour la Méditerranée, reçut ses instructions des Commissaires de l'Amirauté, qui chargèrent en même tems le Lord *Muskerry* d'aller en Terre-Neuve avec une Escadre de 5 Vaisseaux de Guerre, afin de protéger le Commerce & la Pêche de ce côté-là.

Corporation des
Veuves d'Officiers
4 Mars.

Instructions du
Vice Amiral Ste-
wart; Escadre
pour Terre-Neu-
ve.
26 Mars.

EN AVRIL; le 8, le S. *Thomas Penrose* obtint le Titre de Grand-Amiral des Mers Septentrionale & Méridionale du Comté de *Cornouailles*, sous le *Prince de Galles*.

Charge donnée.
8 Avril.

EN MAI; le 16, le Maître, le Député-Maître & les Membres de la Corporation de la Maison de la *Trinité* tinrent une Assemblée dans laquelle ils choisirent pour Maître pendant l'année courante le Chevalier *Charles Wager*, qui fit présent à cette occasion de 426 Liv. St. pour le soulagement des pauvres Matelots & des Veuves de Matelots. Dans le courant du Mois, le Comte de *Moreton* fut pourvu de la Charge de Vice-Amiral d'Ecosse, que le Comte de *Stairs* avoit régnée.

Le Chev. Ch.
Wager, Maître
de la Corporation
de la Trinité.
16 Mai.

EN JUIN; le 25, la Cour de l'Amirauté tint une Session, dans laquelle après une Audience d'environ cinq heures elle condamna le Capitaine *Harris* à la mort pour avoir tué en Mer un de ses Matelots, le 2 de Juin 1731, dans son passage de la Côte de *Guinée* à *La Jamaïque*. Le 29, le Chevalier *Charles Wager*, le Chevalier *Thomas Frankland* & le S. *Winnington*, Commissaires de l'Amirauté, partirent de *Londres* pour se rendre à *Powsmouth*, afin d'y donner les ordres nécessaires pour achever l'établissement de la nouvelle Ecole que l'on y venoit de bâtir pour l'instruction de 30 jeunes gens dans l'Art de la Navigation. Ils nommèrent les Maîtres, les Economes & les autres Officiers, & revinrent à *Londres* le 1 de Juillet. Dans le cours de ce Mois de Juin, le Lord *Henri Pawlet*, Frere puîné du Duc de *Bolton* & Membre du *Parlement* pour le Comté de *Hampshire*, fut fait Commissaire de l'Amirauté à la place du Chevalier *Charles Wager* devenu premier Commissaire.

Charge donnée
Mai.

Suite de l'affai-
re du Capitaine
Harris.
25 Juin.

Ecole de Marine.
29 Juin, &c.

Charge donnée,
Juin.

EN JUILLET; le 15, les Commissaires de l'Amirauté & de la Marine tinrent à *Whitbeall* une Assemblée dans laquelle ils examinèrent une Requête présentée le mois précédent au Roi par une cinquantaine de Veuves d'Officiers de Marine, dont les Maris étoient morts avant l'établissement de la nouvelle Corporation pour le soulagement des Veuves. Elles demandoient d'être employées sur l'Etat des Pensions de la Corporation: mais il fut résolu que leur Requête seroit rejetée parce que leurs Maris n'étoient plus vivans au tems que l'on avoit formé la Corporation; &

Corporation des
Veuves d'Officiers
15 Juillet.

II.
MARINE.

A N N E E M D C C X X X I I I .

que l'Acte de son établissement ne regardoit que l'avenir & n'avoit point d'effet rétroactif. Dans le cours de ce Mois; le Capitaine *Harris* obtint du Roi sa grace, que plusieurs personnes de considération avoient sollicitée.

Fin de l'affaire
du Capitaine
Harris.

Juillet.
Le Contre-Amiral
Stewart arbora
son Pavillon.

9 Septembre.
Ordre aux Offi-
ciers de se rendre
à leurs bords, &
aux Gardes Côtes
de se compléter.

1^{er} Septembre.
Ordre d'équiper
17 Vaisseaux de
Guerre.

Octobre.
Nouvelle Escad-
re.

29 Décembre.

Ordre au bureau
des Vivres.

18 Décembre.
Corfaires de
s'être pris.

EN SEPTEMBRE; le 9, le Contre-Amiral *Stewart* arbora son Pavillon à *Spi-thead* à bord du Vaisseau de Guerre l'*Edimbourg*. Quelques jours après les Officiers des Vaisseaux mis en commission dans les Ports de *Plymouth*, de *Chattam*, de *Portsmouth* & de *Sheerness* eurent ordre de se rendre incessamment à leurs bords; & tous les Gardes-Côtes d'avoir leurs Equipages complets avant la fin du Mois, & de se rendre ensuite au *Nore*.

EN OCTOBRE; à l'occasion de la Guerre commencée entre le Roi de France & l'Empereur, les Commissaires de l'Amirauté donnèrent ordre d'équiper en diligence 17 Vaisseaux de Guerre pour les joindre aux 13 déjà prêts.

EN DECEMBRE; ils formèrent encore une Escadre de 10 Vaisseaux de Guerre, dont 4 du second rang, de 80 Canons & de 520 Hommes, & 6 du troisième rang de 70 Canons & de 40 Hommes; auxquels ils en ajoutèrent le 29 un de 50 Canons. Le 18, ils ordonnèrent qu'on envoiât du Bureau des Vivres des Provisions pour deux Mois à bord de ces 10 Vaisseaux mis en commission. Dans le courant du Mois, ils apprirent par un Vaisseau arrivé de *Zante* à *Bristol* qu'un Vaisseau de Guerre commandé par le Capitaine *Smith*, avoit pris deux Corfaires de Salé; & qu'un autre Vaisseau de Guerre en avoit poursuivi un troisième jusques sur les Côtes de *Barbarie*; qu'il l'avoit fait échouer & l'avoit brûlé.

III.
BANQUE ET
COMPAGNIES DE
COMMERCE.

Banque.

Dividende.

26 Janvier.
Election des
Officiers.

14, 15 Avril.

Autre Dividende.

III. LA BANQUE tint une Assemblée générale le 26 de JANVIER; dans laquelle il fut résolu que le Dividende de la demi-année, qui devoit échoir le 5 du Mois de Février, seroit de deux & trois quarts pour cent. Le 14 d'AVRIL, on élut dans une autre Assemblée le S. *Horace Townshend*, Gouverneur à la place du Chevalier *Edouard Bellami* mort depuis quelques tems; & le S. *Bryan Benson* fut fait Député Gouverneur à la place du S. *Horace Townshend*. Le lendemain on fit l'Election des 24 Directeurs, parmi lesquels on en nomma huit nouveaux. Le 1 d'OCTOBRE on fixa le Dividende de la demi-année échue à la *Saint Michel*, à deux & trois quarts pour cent payables le 26 de ce même Mois.

Comp. d'York-
Buildings.

Etat de ses affai-
res.

23 Janvier.

LA COMPAGNIE D'YORCK BUILDINGS, tint le 23 de JANVIER, une Assemblée générale. Après qu'on eut lu le Rapport du Committé, nommé pour examiner l'état des Affaires de la Compagnie, on résolut que pour la tirer des embarras dans lesquels elle se trouvoit engagée par les fraudes & la mauvaise conduite du Gouverneur & des autres Personnes chargées du maniment des Affaires, on imploreroit par une Requête l'assistance du PARLEMENT. Quelques Intéressés demandèrent un Ballotage, qui se fit sur le champ; & la Résolution fut approuvée à la pluralité de 168 voix contre 95. Le 2 de JUILLET, il y eut

eut encore une Assemblée générale, à laquelle, en l'absence du Gouverneur & des Assistans, un des Inréréssés présida. La Résolution, que l'on y prit, fut que le Gouverneur & les Assistans avoient prévariqué contre le devoir de leurs Emplois, en ne convoquant point une Assemblée générale le 25 du mois de Mars précédent, & plus encore en négligeant de se trouver à la présente Assemblée; & qu'on leur enjoindroit de veiller à l'avenir avec plus d'attention aux Intérêts de la Compagnie. Le 8 du même mois, on élut dans une autre Assemblée générale le S. Salomon Ashsley pour Gouverneur & le Capitaine Able pour Député Gouverneur, à la place du Colonel Horsey & du S. Jérôme Horsey son Fils. On résolut ensuite que quelques-uns de ceux qui précédemment avoient été chargés de la Direction des Affaires & que l'on accusoit de diverses malversations, seroient poursuivis en Justice. On trouvera dans l'article du Parlement, le surplus de ce qui regarde les Affaires de cette Compagnie.

Comp. d'York-Buildings.
Résolution contre le Gouverneur & les Assistans.
2 Juillet.

Election d'Officiers, & Résolution contre les anciens.

La COMPAGNIE ROÏALE D'AFRIQUE, procéda le 28 de JANVIER, dans une Assemblée générale à l'Election de ses principaux Officiers. Le Roi fut unanimement continué Gouverneur, le Chevalier Bibye Lake, Sous-Gouverneur, & le S. Charles Hays Député Gouverneur. Le lendemain on fit l'Election des 24 Assistans, parmi lesquels on en nomma 6 nouveaux. Quelques jours auparavant, dans une autre Assemblée générale le Sous-Gouverneur avoit fait un ample détail de l'état présent des Affaires de la Compagnie. Il avoit paru par son Rapport; Que, malgré les peries qu'elle avoit faites, ses Affaires étoient encore beaucoup meilleures qu'on n'eût osé l'espérer, en sorte que l'on pouvoit se flater qu'elle seroit bientôt en état de donner un Dividende aux Intéréssés. Sur quoi l'on résolut de remercier le Sous-Gouverneur & les Directeurs de leur bonne Administration. Ensuite le Sous-Gouverneur déclara; Qu'il y avoit encore pour 190 mille Liv. St. d'Actions, dont les Directeurs n'avoient pu disposer; & qu'il leur falloit de l'Argent comtant pour entamer un nouveau Commerce, qui seroit très avantageux à la Compagnie, mais que l'on ne pouvoit faire connoître pour des raisons très fortes & qui demandoient un secret impénétrable: Que la-dessus ils étoient d'avis que l'on créât pour 200 mille Liv. St. de nouvelles Obligations. Après que cette Proposition eut été long-tems débattue, on résolut; Que l'on créeroit incessamment pour 200 mille Liv. St. d'Obligations de 100 Liv. chacune, à commencer le 11 de Janvier 1733, payables à pareil jour 1734, à raison de 4 pour cent d'intérêt: Que si le projet des Directeurs pour l'entreprise d'un nouveau Commerce venoit à réussir, on créeroit 800 autres Obligations, sur lesquelles les Directeurs pourroient lever de l'Argent: Que l'on ne créeroit dans la suite aucune Obligation, que celles-ci ne fussent acquittées, & même que les anciennes ne fussent retirées: Qu'on donneroit des suretés à ceux des Intéréssés dans les Fonds de la Compagnie, qui voudroient prendre les 200 Obligations, que l'on venoit de créer, & qu'on leur alloueroit un Prix d'un pour cent sur les Sommes qu'ils voudroient souscrire:

Comp. d'Afrique.
Election des Officiers.
28, 29 Janvier.

Etat des affaires de la Compagnie.

III.
BANQUES ET
COMPAGNIES DE
COMMERCE.

A N N É E M D C C X X X I I I.

Comp. des Indes
Orientales.
Intérêts des Obliga-
tions.
1^{er} Janvier.

Que de cette Somme ils paieroient d'abord 10 pour cent, & qu'en échange ils recevroient 4 pour cent d'intérêt de toutes les Sommes qu'ils voudroient souscrire : Que les Directeurs seroient autorisés à prendre les mesures qu'ils croiroient convenables pour augmenter le Commerce de la Compagnie, soit en empruntant soit en contractant, ainsi qu'ils le jugeroient à propos : Enfin que les Actions qui restoiént, seroient mises en vente par les Commissaires qui les avoient entre leurs mains.

Affaire du S.
Naish.
24, 25 Février.

La COMPAGNIE DES INDES-ORIENTALES tint le 1 de JANVIER une Assemblée générale, à laquelle présida le Chevalier Decker, qui fit rapport du Ballotage du jour précédent. Ils s'étoit trouvé 198 voix, qui fixoient à trois & demi pour cent l'intérêt des Obligations de la Compagnie, contre 99, qui le réduisoient à trois pour cent. La Résolution fut formée en conséquence du résultat de ce Ballotage, & cela contre l'avis des Directeurs, qui croioient que l'on ne devoit donner que 3 pour cent, à cause des pertes que la Compagnie avoit faites. Le 14 de FÉVRIER, il y eut une Assemblée générale qui se passa toute en débats au sujet de la Proposition du S. NAISH, de se soumettre à l'arbitrage des Directeurs ou à un Comité par rapport à l'Affaire, que l'on a vu ci-devant qu'il avoit avec la Compagnie. Les uns vouloient qu'on le poursuivît par la Loi; les autres, qu'on mît les choses en arbitrage. On convint enfin d'un Ballotage pour décider la contestation. Il fut commencé le lendemain, & le sur-lendemain on résolut à la pluralité de 145 Voix contre 94, que le Procès du S. NAISH seroit porté devant les Juges pour être décidé selon les Loix.

Nouvelles Ac-
tions.
25, 26 Juin.

Dans une Assemblée du 15 de JUIN, il fut résolu de créer pour un million Sterling de nouvelles Actions; & le lendemain plusieurs Propriétaires d'Action, s'étant assemblés en particulier, ouvrirent entre eux une Souscription pour ce million, comme d'un Prêt volontaire fait à la Compagnie sur les Obligations à trois pour cent; & sur le champ ils souscrivirent plus de 150 mille Livres Sterling. Le 1 de JUILLET; on plaida dans la Cour de l'Echiquier la Cause entre la Compagnie & le S. Jacques Naish, précédemment un de ses Supercargos à La Chine, lequel étoit accusé d'avoir, contre la Charte de la Compagnie, apporté de l'or pour son compte. Après une Audience de dix heures, la Cour prononça en faveur de la Compagnie & condamna le S. Naish à 66 mille 864 Liv. St. de dommages & intérêts, sans tous les frais du Procès. Dans le courant d'OCTOBRE, le Roi accorda aux Capitaines de quatre Navires de la Compagnie, prêts à partir pour les Indes, des Commissions du Grand Sceau pour se saisir des Corsaires, qu'ils trouveroient dans leur route.

Comp. du Sud.
Le Chevalier
Jean Eyles déclare
qu'il quittera la
place de Sous-
Gouverneur.
2 Janvier.

LA COMPAGNIE DE LA MER DU SUD ne nous occupera pas cette année aussi longtems que la précédente. En JANVIER, le Chevalier Jean Eyles déclara dans une Assemblée des Directeurs, qu'à l'Assemblée générale, qui se tiendrait le mois suivant pour l'Élection des Officiers de la Com-


pagnie, il se demettoit de la place de Sous-Gouverneur. Cette Assemblée se tint le 30. Le Chevalier *Jean Eyles* y remercia la Compagnie de l'honneur qu'il en avoit reçu d'avoir été choisi quatre fois de suite pour Sous-Gouverneur, Poste que le dérangement de sa santé ne lui permettoit plus de conserver. En même-tems il pria l'Assemblée de lui permettre de ne se plus mettre sur les rangs pour cette Place & de le remplacer par quelqu'un qui fût en état d'en remplir toutes les Fonctions. Dans le courant de FEVRIER, la Compagnie élut de nouveau pour Gouverneur le Roi, qu'elle avoit prié par une Adresse de vouloir bien lui faire l'honneur de continuer de l'être. Elle élut en même tems le Chevalier *Richard Hopkins* pour succéder au Chevalier *Jean Eyles*, & nomma le S. *Jean Brûton* pour Député-Gouverneur, à la place du S. *Hambury*. Le 2 d'AVRIL : il y eut une Assemblée dans laquelle il fut résolu ; 1°. Que tous les Porteurs d'Obligations, dont la Compagnie payoit 4 pour cent d'intérêt, seroient tenus de les rapporter au Caissier, qui leur en délivrerait de nouvelles, dont elle paieroit 3 & demi pour cent, à compter du 19 de Septembre suivant ; & que ceux qui dans ce tems-là n'auroient point échangé leurs Obligations, ne recevroient point à l'avenir d'intérêt de leur Capital. 2°. Qu'on demanderoit au Parlement les pouvoirs nécessaires pour employer les Fonds que le Caissier de la Compagnie avoit entre les mains : 3°. Qu'avant d'avoir statué sur la destination de ces Fonds, on ne prendroit aucune Résolution par rapport à la Proposition faite de la part du Roi d'Espagne d'un Equivalent pour la suppression de Vaisseau de Permission. En JUIN, il y eut deux Assemblées générales. La première se tint le 5, & l'on y résolut unanimement, qu'il seroit remis devant l'Assemblée suivante un compte de la disposition des Biens confisqués des anciens Directeurs. On a vu dans l'article du Parlement de l'année précédente que les Communes avoient été peu contentes de la manière dont on avoit disposé de ces Biens. Le Parlement de cette année, comme on le verra plus bas, n'en fut pas plus content & ne se montra pas favorable aux Directeurs chargés de cette gestion. Cette conduite déplût aux Intéressés des trois grandes Compagnies. Ils prétendirent qu'il appartenoit à chaque Compagnie de juger des griefs, que les Intéressés pouvoient former contre l'Administration de ses Affaires, à moins que les Intéressés n'en portassent eux-mêmes des plaintes au PARLEMENT. C'est ce qui n'étoit point arrivé par rapport aux Biens confisqués sur les anciens Directeurs de la Compagnie du Sud. Voilà quel fut le motif de la Résolution prise dans l'Assemblée du 5 ; & ce qui fut cause que dans celle du 17, après que l'on eut entendu la Lecture des Comptes de l'emploi du produit de la vente des Biens en question, on résolut sans autre opposition que de deux Personnes ; Que depuis que les Directeurs de la Compagnie avoient eu la Direction de ces Biens, ils n'avoient rien fait à cet égard qui ne fût pour l'avantage de la Compagnie ; que la disposition qu'ils avoient faite du produit de la vente de ces mêmes Biens avoit tourné de même à son pro-

Comp. des Indes
Orientales.Le Chevalier
Jean Eyles remer-
cie la Compagnie
dans une Assem-
blée générale.
30 Janvier.Election des Of-
ficiers.
Février.Réduction de
l'intérêt des Obli-
gations & autres
Résolutions.
2 Avril.Résolutions au
sujet des Biens
confisqués des an-
ciens Directeurs.
5, 17 Juin.Les Compagnies
de Commerce
mécontentes du
Parlement.

Compagnie du Sud. *fit ; & que la Compagnie en étoit satisfaite.* Cette Résolution surprit d'autant plus que l'on savoit que dans quelques Assemblées précédentes plusieurs Intéressés s'étoient plaints de l'emploi de cet Argent. Dans une Assemblée du 1. de JUILLET, on prolongea d'un mois le terme donné pour échanger les anciennes Obligations de la Compagnie. Les Directeurs demandèrent, dans une Assemblée qui se tint le 4 d'AOÛT, *que l'on révoquât le Statut par lequel il étoit ordonné que l'Annuité de 4 pour cent païée tous les ans par l'Echiquier sur le Capital de la Compagnie seroit partagée entre les Propriétaires tous les six mois.* Ils alléguoient pour raison, *que la situation des Affaires de la Compagnie ne permettoit pas de faire un pareil Dividende, sans en augmenter les Dées.* Cette Proposition fut rejetée d'abord à la pluralité des voix : mais, quelques-uns ayant demandé que l'on fit un Ballotage, il fut résolu que ce seroit pour le lendemain. Les choses furent ce jour-là fort différentes. Il ne se trouva que 149 voix pour le partage de l'Annuité, contre lequel 392 voix se déclarèrent ; en sorte que le Statut fut révoqué. La Compagnie se rassembla le 6, & résolut à la pluralité des voix, *que l'on éliroit par ballotage des Commissaires, qui seroient chargés de fixer le Dividende que la Compagnie paieroit cette année pour chaque Action.* Le 17, ces Commissaires résolurent, après beaucoup de débats, que le Dividende des six premiers mois échus à la Saint-Jean de cette année, seroit de deux pour cent, & que l'on commenceroit à le paier le 7 de Septembre.

Etablissement de Commissaires pour régler le Dividende.
6 AOÛT.
Dividende fixé.
27. AOÛT

IV.
COLONIES.
Saint-Christophe.
Nouveau Délégué-Gouverneur.
Avril.
Orage.
2 JUIN.
Caroline Méridionale.
Etablissement de la Colonie de la Nouvelle-Georgie.
Mai.

Le 2  JUIN, l'Île de SAINT-CHRISTOPHE, l'une des Antilles, souffrit un violent Orage, qui détruisit toutes les Canes, renversa quantité de Maisons, & fit périr seize Vaisseaux Marchands. On estima le dommage plus de 30 mille Livres Sterling.

Le Chevalier Jaques Oglethorpe arriva le 19 de MAI, de *Savanah* dans la Nouvelle-Georgie à *Charles-Town* dans LA CAROLINE MERIDIONALE. Il y fut reçu par le Gouverneur & le Consul de la Province avec beaucoup de distinction. Il amenoit un des Chefs ou Rois des Indiens, voisins de *La Georgie*, avec deux de ses Neveux, dont l'aîné paroissoit avoir beaucoup de génie. On l'avoit instruit dans la Religion Chrétienne. Il parloit même assez bien l'Anglois, qu'il avoit appris en très peu de tems. Dans le cours de ce mois, outre une Collecte considérable qui se faisoit dans la Province, le Chevalier Oglethorpe obtint de l'Assemblée Provinciale deux mille Livres Monnoie courante pour l'entretien de la nouvelle Colonie pendant cette année ; & du Committé du Subside, 12 mille Livres pour l'année suivante. La Ville de *Charles-Town* soucrivit en particulier pour mille Livres, dont on lui paia presque sur le champ la moitié, pour qu'il pût en acheter des Bestiaux. Il repartit le 26 pour retourner à *Savanah*. Dans le même mois, & dans les premiers jours du mois

suivant, les Chefs des *Indiens Chirakées, Catawbics & Creeks* vinrent à *Charles-Town*, pour y renouveler leurs Traités.

Traités renou-
vellés avec les
Indiens.

En AOÛT, il y eut des ordres envoiés au Gouverneur de la *Nouvelle-Yorck*, pour ériger en Comté une étendue de Païs, connue sous le nom de *Païs de l'Equivalent*, laquelle avoit été depuis peu donnée au Chevalier *Joseph Eyles*.

Nouvelle-Yorck.
Erection d'un
Comté.
Août.

Dans le courant du mois de MAI, quatre *Vaisseaux Anglois* partis de *La Jamaïque* furent pris dans la Baie de *Campêche*, par deux *Chaloupes Espagnoles*, montées l'une de 70 Hommes & l'autre de 80. Elles firent échouer en même tems un *Navire Hollandois* de 500 Tonneaux, lequel périt avec toute sa charge, l'Equipage seul aiant pu se sauver.

La Jamaïque.
Vaisseaux pris.
Mai.

Le 24 de MARS, la Flote Marchande de *Zalterrada*, partie de la *Nouvelle-Angleterre* sous l'escorte du Vaisseau de Guerre le *Scarboroug*, fut attaquée à l'improviste par deux Vaisseaux de Guerre de 70 & de 60 pièces de Canon, qui s'emparèrent de 4 Navires: mais le Capitaine *Durel*, Commandant le *Scarboroug*, surpris de cette hostilité, se porta sur les deux *Vaisseaux Espagnols*, qu'il mit en fuite, & sauva le reste de la Flote au nombre de 32 Navires. Cette affaire fit beaucoup de bruit en *Angleterre*, & fut regardée comme une infraction du Traité de 1715, qui permettoit aux *Anglois* d'emporter le Sel qui se fait dans les Iles de *Zalterrada*.

*Nouvelle-Angle-
terre*.
Flote Marchan-
de attaquée par
les Espagnols.
24 Mars.

Le 27 de JANVIER, un Vaisseau, qui transportoit à la *Nouvelle-Georgie* plusieurs Familles lesquelles s'étoient embarquées pour aller s'établir dans cette Colonie, arriva à *Charles-Town* dans *La Cameline-Méridionale*, n'aiant perdu dans son passage que deux jeunes Enfans. Il partit le lendemain pour *Port-Royal*, qui n'est éloigné que d'une lieue de la *Nouvelle-Georgie*. En MARS, les Commissaires pour l'établissement de cette Colonie augmentèrent leur nombre de 17 personnes, afin de travailler plus promptement au succès de cette entreprise. Dans le même mois les Habitans de la Colonie commencèrent à bâtir une Ville, qu'ils appellèrent *Savanah*. C'est ce qu'on apprit à *Londres* au mois de Juin, par des Lettres du Chevalier *Jaques Oglethorpe*, datées du 23 de Mars, & portant de plus que de toutes les Familles qu'il avoit emmenées, il n'étoit mort personne depuis leur arrivée. On fut par d'autres Lettres du même, écrites au mois de MAI, que la nouvelle Colonie vivoit en bonne intelligence avec les *Nations Indiennes* du voisinage; & que dans les premiers jours du mois on avoit arrêté à *Savanah* trois *Irlandois Papistes*; que l'on soupçonnoit d'être des Espions, envoiés par les *Espagnols* de *Saint-Augustin*. Dans le mois de JUIN, les Commissaires pour l'établissement, qui recevoient de tems en tems des contributions considérables en faveur des Familles que l'on transportoit dans la nouvelle Colonie, reçurent du Chevalier *Joseph Jekyl*, Maître des Rôles, 500 Liv. St.; 100 de la Fem-

Nouvelle-Georgie.
Nouveaux Ha-
bitans.
27, 28 Janvier.

Nouveaux Com-
missaires pour
cette Colonie.
Mars.
Fondation de la
Ville de *Savanah*.
Mars.

Etat de la Colo-
nie Irlandoise ar-
rêtée.
Mai.

Contributions
volontaires en fa-
veur de la Colo-
nie.
28 Juin, &c.

Départ de nou-
veaux Habitans.
25 Juin.

Etablissement
d'un Fort.
Juin.

Accident qui
pouvoit inquiéter
la Colonie.
Juin.

Les Commissaires
reçoivent une
somme ordonnée
par le Parlement.
21 Septembre.

Don de la Ban-
que à la Colonie.
Septembre.
Nouveaux Ha-
bitans.
Decembre.

V.
SIXIÈME
SEANCE DU
PARLEMENT.
Ouverture.
27 Janvier.

Harangue du
Roi.

me de ce Chevalier; & 100 du Lord *Abercombie*. Le 18 de ce même mois, les *Fray-Maçons*, après le repas pour l'installation d'un nouveau Grand-Maître & des autres Officiers pour l'année courante, firent une Collecte très considérable en faveur des Membres de la Société qui se dispoioient à passer à la *Nouvelle-Georgie*. Le 25, les Commissaires firent embarquer pour la Colonie environ 100 personnes parmi lesquelles il y en avoit 50 en état de porter les armes. Dans le même mois le Chevalier *Oglethorpe* alla de *Sanavah* visiter un Poste très avantageux à 40 milles à l'Ouest dans le País. Il résolut d'y bâtir un Fort, qui seroit nommé le *Fort-d'Argile*, d'y loger le Capitaine *Mackerson* avec sa Compagnie, & d'établir ensuite dans cet endroit 20 Familles, auxquelles on donneroit à cultiver des Terres dans le voisinage. A peu près dans le même tems un accident fâcheux manqua de brouiller la Colonie avec une partie des *Indiens* voisins. Un *Indien* se tua lui-même près de *Savannah* avec un Fusil qu'il manioit imprudemment. Il étoit Neveu du Prince ou Chef des *Fawks*, qui le crut massacré par les *Anglois*, & qui jura de s'en venger. Il fit même les dispositions nécessaires pour cet effet: mais le Prince *Thomas-Chicki* son voisin, grand ami des *Anglois*, trouva moyen de l'apaiser, aidé surtout du rapport d'un jeune *Indien*, témoin de la mort de l'autre *Indien*, & qui rendit compte de la manière dont il s'étoit tué lui-même. Le 21 de SEPTEMBRE, les Commissaires de la Trésorerie tinrent une Assemblée, dans laquelle ils ordonnèrent que l'on délivrât aux Commissaires de l'Etablissement de la Nouvelle Colonie 10 mille Liv. St. prises du Fonds de l'Echiquier, conformément à l'Acte du *Parlement* de cette année. Dans le même mois les Directeurs de la *Banque* souscrivirent pour trois mille Liv. St., en faveur de la Colonie. En DECEMBRE, les Commissaires firent partir 132 nouveaux Habitans.

V. LE 27 de Janvier, le Duc d'*Ancaster*, suivi des Hallebardiers de la Garde, alla, suivant ce qui se pratique tous les ans depuis la découverte de la Conspiration des Poudres, faire dans la Maison du *Parlement* la visite des Appartemens situés sous la *Chambre des Pairs*; & l'après-midi du même jour le Roi fit, à l'heure ordinaire, l'ouverture de la Séance de cette année par cette Harangue adressée aux deux *Chambres*.

MILORDS ET MESSIEURS,

Je ressens une grande satisfaction de ce que la situation présente des Affaires, tant au dedans qu'au dehors du Royaume, ne me donne d'autres raisons de vous assembler aujourd'hui que l'expédition des Affaires publiques, & l'envie d'avoir l'occasion de recevoir vos avis sur ce qui pourra se présenter qui soit digne de l'attention & de la considération du Parlement.

ANNE'E MDCCXXIII.

V.
SIXIÈME
SEANCE DU
PARLEMENT.

MESSIEURS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES,

J'ordonnerai que l'on remette devant vous l'Etat de la dépense pour le service de l'année courante, & je ne doute point que vous ne leviez, avec cette joie que j'ai toujours remarquée en vous, & d'une manière efficace, les Subsidés que vous jugerez nécessaires pour l'honneur & la sûreté de ce Royaume : mais je ne puis m'empêcher de vous recommander, comme un soin digne de la Chambre des Communes de la Grande-Bretagne, de prendre dans vos délibérations, soit en levant les Subsidés annuels, soit en distribuant les Revenus publics, les mesures les plus capables de contribuer au soulagement présent & futur de ceux que vous représentez.

MILORDS ET MESSIEURS,

Vous devés être convaincus combien il est à souhaiter que vous travailliez avec le plus de diligence qu'il sera possible aux Affaires publiques, & que rien ne donnera plus de poids & de crédit à vos délibérations que le soin d'éviter des animosités & des emportemens déraisonnables, & l'attention à vous occuper constamment du véritable intérêt de votre Patrie, sans vous laisser détourner de cet objet par aucun prétexte, quelque spécieux qu'il puisse être. Que ce soit-là votre premier & principal soin, afin que les Peuples regardent les avantages dont ils jouiront, comme les fruits de la sagesse & de la fermeté, qui vous auront fait préférer son soulagement & le bien public à toute autre considération.

Le Grand-Chancelier étant alors malade, cette Harangue fut prononcée par le Lord Raymond, Chef-Justice de la Cour du Banc du Roi.

Après que le Roi se fut retiré, les Adresses furent résolues dans les deux Chambres. Elles furent présentées, celle des Seigneurs le 28, & celle des Communes le 29. Les premiers remercioient le Roi de sa Harangue & de la bonté qu'il avoit eue de témoigner tant d'envie de recevoir leurs avis sur les matières qui demanderoient l'attention du PARLEMENT. Ils l'assuroient que la CHAMBRE expédieroit les Affaires publiques le plus promptement qu'il seroit possible, & qu'elle travailleroit avec autant de sagesse que de zèle à tout ce qui pourroit intéresser le soulagement du Peuple & le Bien Public. Les Communes tenoient le même langage & promettoient au ROI, de se conformer à toutes les vûes qu'il avoit exposées dans sa Harangue. Le ROI répondit aux SEIGNEURS, que, comme le bonheur de son Peuple & le Bien Public avoient toujours été son principal objet, l'envie qu'ils faisoient voir d'y contribuer avec zèle, ne lui pouvoit être que très agréable, & leur assuroit de plus en plus sa faveur & sa protection. La Réponse à l'Adresse des Communes fut dans le même goût.

Le 2 de Février, les Communes résolurent d'accorder un Subsidé au Roi ; ce qu'elles confirmèrent le lendemain ; mais elles ne commencèrent à déli-

Adresses des
deux Chamb.es.
28, 29 JanvierSubsidé.
2 Février.

V.
S I X I E M E
S E A N C E D U
P A R L E M E N T.
Matelots accor-
dés.

6 Février.

Ordinaire de la
Flote ; Artillerie
de Terre.
11, 12 Février.

Troupes de Terre.
13, 16 Février.

Leur diminution
proposée.

A N N E E M D C C X X X I I.

bérer sur ce sujet que le 6 ; auquel jour elles résolurent d'accorder 8 mille Matelots pour le service de l'année courante , à raison de quatre Liv. St. par mois pour chacun , y compris l'Artillerie de Mer , & de fournir pour ce sujet un Subside de 416 mille Liv. St. Le 11 & le 12, elles accordèrent 11 mille 499 Liv. St. pour l'ordinaire de la Flote , y compris la demi-paie des Officiers de Mer : 77 mille 806 Liv. St. , 81 Sh. 3 D. pour la dépense de l'Artillerie de Terre ; & mille 374 Liv. St. , 6 Sh. pour les dépenses extraordinaires de cet article , auxquelles le Parlement n'avoit pas pourvu. Le 13 , elles délibérèrent sur le nombre des Troupes de Terre pour l'année courante. Le S. Andrews proposa de continuer l'armée sur le pied qu'elle avoit été jusqu'alors. Le S. Wyndam , qui lui répliqua , soutint qu'il falloit diminuer les Troupes ; les Sieurs Palmer , Plummer , Sands , Bootel & Pulteney l'appuièrent : mais le Chevalier Robert Walpole & les Sieurs Horace Walpole , Pelham Secrétaire des Guerres , Guillaume Yonge & plusieurs autres prétendirent faire voir qu'il étoit d'une indispensible nécessité de conserver toutes les Troupes que l'on avoit & de ne point réformer six mille Hommes , comme quelqu'un l'avoit proposé. Les débats furent vifs sur ce sujet & prolongèrent la Séance jusqu'à 9 heures du soir , qu'il fut enfin résolu par 239 Voix contre 171 , que le nombre effectif des Troupes pour les Garnisons & Gardes de la Grande-Bretagne seroit pendant cette année de 17 mille 709 Hommes , y compris les 18 cens 15 Invalides & les 555 Hommes des 6 Compagnies indépendantes d'Ecosse ; & qu'on donneroit pour leur entretien un Subside de 653 mille, 216 Liv. St. , 17 Sh. 10 D. Le Prince de Galles fut présent à tous les Débats. Ceux qui s'opposèrent à la réduction de l'Armée, dirent entre autres choses ; Que si l'on considéroit la conduite des Puissances voisines , on verroit clairement , qu'il étoit de l'intérêt de la Grande-Bretagne de ne pas songer à faire une diminution que l'on ne faisoit point ailleurs , & qui ne devoit avoir lieu qu'après que la tranquillité de l'Europe seroit mieux affermie qu'elle ne l'étoit jusqu'alors. Quand le Chevalier Turner fit , le 16 , le Rapport des Résolutions du 13 , il fut proposé que celle concernant le nombre des Troupes fût remise en Comité : mais la Proposition fut rejetée à la pluralité de 207 Voix contre 143. On fit ensuite une autre Proposition , qui fut de présenter une Adresse au Roi pour le prier qu'il lui plût , par l'ardent desir qu'il avoit de soulager son Peuple de toutes les charges non absolument nécessaires & par ses égards pour la Constitution du Roïaume , de prendre la première occasion favorable pour faire une réduction des Impositions accordées sur les estimations qu'il avoit fait remettre à la CHAMBRE. Cette Proposition fut aussi rejetée à la pluralité de 203 Voix contre 136. La même matière fut agitée le 17 de Mars dans la Chambre-Haute à l'occasion de l'examen du Bill contre les Soldats Mutins & les Déserteurs ; & l'on proposa de réduire les Troupes à 12 mille Hommes : mais la Question aiant été mise en délibération, la Négative l'emporta de 103 Voix contre 36. Le 20 , les Communes résolurent que le Subside de cette année

La même question agitée dans la Chambre Haute.

17 Mars.

Garnisons de

née

pour l'entretien des Gardes & Garnisons des Plantations, de Minorque, de Gibraltar, d'Annapolis Roïale & de Plaifance, seroit de 164 mille 835 Liv. St., 8 Sh., 1 D. Elles accordèrent en même tems, 7 mille 256 Liv. St. pour quelques Dépenses extraordinaires de l'année précédente auxquelles il n'avoit pas été pourvu par le Parlement; 25 mille 128 Liv. St., 18 Sh., 5 D. pour les Pensionnaires externes de l'Hopital de Chelsea; & 10 mille Liv. St. pour le maintien de l'Hopital de GREENWICH. Le 29 & le 30 elles accordèrent encore, 121 mille 395 Liv. St., 3 Sh., 4 D. pour faire bon les Non-valeurs du Fonds Général; 55 mille, 717 Liv. St., 3 Sh. pour les Officiers de Terre & de Mer à la demi-paie; 3 mille 170 Liv. St. pour les Pensions des Veuves d'Officiers Réformés; 104 mille 3 Liv. St. pour bâtir, rebâtir & réparer les Vaisseaux de Guerre: 6 mille, 784 Liv. St. pour indemniser la succession du S. Strode de quelques Biens fonds qu'il possédoit à Plymouth & qu'on avoit réunis à la Couronne; 10 mille Liv. St. pour aider la Compagnie d'Afrique à soutenir ses Etablissmens; & 5 mille 200 pour réparer l'Eglise Cathédrale de Saint-Pierre de WESTMINSTER.

Minorque, Gibraltar &c; Dépenses non prévues; Pensionnaires de Chelsea; Hopital de Greenwich.
20 Février.

Non-valeurs de 1732; non-valeurs du Fonds général; Officiers à demi-paie; Veuves d'Officiers; Vaisseaux de guerre; Succession de Strode; Compagnie d'Afrique; Eglise de Westminster.
29, 30 Mars.

Les sommes accordées cette année firent en tout environ 1 million, 68 mille, 433 Livres Sterling.

Quant aux moïens de lever le Subside, on continua la Taxe sur le Malt, Mum, Cidre & Poiré, depuis le 28 de Juin 1732 jusqu'au 23 de Juin 1733; & le 25 de Février on inféra dans le Bill de cette Taxe une clause de Crédit. On continua de même la Taxe sur les Terres, Pensions, Emplois, Charges &c: mais réduite à un Shelling par Livre Sterling. Cette Taxe devoit se lever en Angleterre, dans le Pais de Galles & dans celui de Barwick sur la Twede. On devoit en lever une proportionnée en Ecosse conformément à l'Article IX du Traité d'Union. Le 1^{er} d'Avril on inféra deux clauses dans le Bill de cette Taxe, l'une de Crédit, & l'autre, pour faire bon les Non-valeurs de la même Taxe en 1731. On résolut aussi le 5 de Mars, d'employer à comte du Subside de l'année courante 520 mille Livres Sterling, qui restoit du Fonds d'Amortissement, outre le million destiné par un Acte de la dernière Seance à paier à comte des Dêtes Nationales. Le 20 du même mois, on résolut d'appliquer au Subside de l'année courante 33 mille 48 Liv. St., qui restoit à l'Echiquier des Arrérages des Taxes précédentes sur les Terres. Le 18 de Février, on avoit fait deux Propositions, dont la première étoit de lever le Subside nécessaire, sans créer aucune nouvelle Taxe sur quelques fonds que ce fût. Elle fut rejetée sans aller aux voix. La seconde étoit, qu'il seroit païé pour le Subside pendant un an 2 Shellings par Liv. St. de toutes les Pensions, Annuités, Appointemens, Salaires & Gages accordés par la Couronne, à l'exception de la paie des Officiers & Soldats de Terre & de Mer. Cette Proposition fut rejetée à la pluralité de 174 voix contre 133.

Moïens de lever le Subside. Taxe sur le Malt; Clause de Crédit. 25 Février. Taxe sur les Terres diminuée; & Clause. 6 Mars; 1 Avril.

500 mille Liv. St. sur le Fonds d'Amortissement. 6 Mars.

Somme prise à l'Echiquier à comte du Subside. 20 Mars.

Propositions sur le Subside rejetées. 18 Février.

Les Communes passèrent encore dans cette Séance, comme dans les

Bill rejeté par les Pairs. 6 Mars.

V.
SIXIÈME
SÉANCE DU
PARLEMENT.

ANNE'E MDCCXXXIII.

deux précédentes, le *Bill* pour faire exécuter à la rigueur la Loi par laquelle ceux qui possèdent des Charges à la Cour, ou qui reçoivent des Pensions du Roi sont exclus de la *Chambre-Basse*. Elles l'envoierent le 4 de Mars aux *Seigneurs*, qui le lurent le 6 pour la première fois. Ensuite la Question aiant été mise, *Si l'on en feroit une seconde lecture*, la Négative l'emporta de 82 voix contre 39, & le *Bill* fut rejeté. Ceux qui le favorisoient, dirent entre autres; *Que les Communes s'étoient fait beaucoup d'honneur en passant si souvent ce Bill; & que les Seigneurs ne s'en feroient pas moins, s'ils vouloient pareillement le passer: Que ce Bill ne tendoit qu'à rendre plus efficaces les Loix établies à ce sujet sous les Règnes précédens; & qu'en cas qu'il contiât quelques Expressions peu convenables, on pouvoit établir un Comité pour le réformer.* Il leur fut répondu, *Qu'il seroit bien dur que des Membres de la Chambre des Communes, en fussent exclus uniquement parce qu'ils jouiroient des faveurs de la Couronne qu'ils auroient méritées par leurs services: Qu'on ne voioit pas ce qu'il y auroit d'honorable pour les Seigneurs à limiter ainsi le pouvoir de la Cour: Que ceux qui se déclaroient contre les graces faites aux Membres des Communes, ne pouvoient être que des Ennemis du présent Gouvernement.*

Affaires de la
Comp. d'York
Buildings.
Requête.
19 Février.

Rapport du Com-
mité contre le
Secrétaire de la
Compagnie.
3 Mars.

Bill en faveur
de cette Compa-
gnie.

Etat de la Négocia-
tion avec la
Cour d'Espagne,
touchant la satis-
faction stipulée
par le Traité de
Seville du 9 No-
vembre 1719.
24, 27 Février.

La *Compagnie d'York-Buildings* donna quelque occupation au *Parlement* dans cette Séance. Le 19 de Février, les Propriétaires de cette Compagnie présentèrent aux *Communes* une Requête qu'on lut sur le champ & pour l'examen de laquelle on établit un Comité de 12 perſones, qui furent choisies par Ballotage. Le 13 de Mars, le S. *Plumpré* fit le rapport du Comité par lequel il paroissoit, *Que le S. Henri Stracey Secrétaire de cette Compagnie, malgré l'ordre de remettre devant le Comité tous les Papiers dont il étoit le Gardien, n'avoit pas laissé que de délivrer au Gouverneur de la Compagnie un Livre de Copies de Lettres, dont plusieurs avoient rapport aux Affaires de la Compagnie.* La *Chambre* ordonna la dessus que pour cette déso-béissance, le S. Henri Stracey seroit mis sous la garde d'un Sergent d'Armes. Sur un autre Rapport du Comité, la *Chambre* ordonna le 24 de Mai, *Que l'on porteroit un Bill pour régler & déterminer les demandes des Créanciers de la Compagnie & pour assurer ses Effets.*

Les *Communes*, voulant se mettre au fait de la Négociation avec la *Cour d'Espagne* touchant la satisfaction stipulée par un des derniers *Traités* avec cette Cour, résolurent, *que l'on présenteroit une Adresse au Roi pour le prier d'ordonner que l'on remit devant la Chambre des Copies des Rapports faits par les Commissaires de Sa Majesté en Espagne, au sujet du succès de leurs Négociations, avec toutes les Lettres & Papiers, qui pourroient en dépendre, pour savoir quelle satisfaction les Sujets de la Grande-Bretagne avoient obtenue pour les pertes qu'ils avoient souffertes, soit en Europe, soit en Amérique, par les Déprédations des Espagnols, conformément au II Article du Traité de Paix, d'Union, d'Amitié & de Défense mutuelle entre les Couronnes de la Gran-*

de-Bretagne & d'Espagne, conclu, le 9 de Novembre 1729, à SEVILLE. Les Membres de la Chambre, qui se trouvoient être Conseillers Privés, furent chargés de présenter cette Adresse. Trois jours après le Controlleur de la Maison du Roi, dit aux COMMUNES, que le Roi l'avoit chargé de leur faire savoir que, quoique par le Traité de Séville les Commissaires des deux Couronnes dussent s'assembler dans quatre mois après l'échange des Ratifications, qu'à compter du jour de la date du Traité leurs Commissions dussent durer trois ans, & qu'on eût indiqué le 2 d'Avril 1730 aux Commissaires de Sa Majesté pour commencer à travailler à l'examen de leurs Griefs; des incidens imprévus avoient cependant différé de tems en tems l'expédition des Commissions de ceux que la Cour d'Espagne avoit chargés de cette Affaire; & que les premières Conférences n'avoient pu se tenir que le 23 de Février 1732: Que l'on étoit convenu depuis entre les deux Couronnes que les trois ans destinés à l'examen de cette Affaire ne se compteroient que du jour de la première Conférence; & qu'ainsi le Roi ne pouvoit encore faire remettre devant la Chambre ce qu'elle avoit demandé par son ADRESSE.

Le 1 de Mars, en conséquence d'une Requête présentée par les Marchands de Londres quelques jours auparavant, au sujet des Pièces d'Or des Règnes de Charles II & de Jacques II, les Communes résolurent, Qu'il seroit présenté une Adresse au Roi pour le prier de publier une Proclamation, portant que ces Espèces n'auroient plus cours dans les paiemens entre Particuliers, & qu'elles ne seroient reçues qu'aux Caisses publiques & dans les Monnoies, où, pendant le cours de cette année seulement, on les prendroit au poids sur le pied de quatre Livres Sterling & un Shelling par once. Quelques jours après le Roi tint un grand Conseil où l'on délibéra sur cette Adresse; & l'on y prit une Résolution conforme à la demande des Communes. Le 6 de Mai, la Chambre-Basse ordonna de porter un Bill pour empêcher de fabriquer & de contrefaire de ces Espèces d'Or.

Monnoies d'or
des Règnes de
Charles II. & de
Jacques II.
1 Mars &c.

Reprenons la suite des Affaires de la Charitable Corporation, qui n'occupèrent pas moins cette Séance que la précédente. Il faut se rappeler ce qu'on a dit au sujet des Lettres du S. Belloni & du S. Jean Thomson. Ce dernier en écrivit une, que l'on reçut au commencement de cette année. La voici telle que je la trouve.

Suite des affaires
de la Charitable
Corporation.

Lettre de Jean
Thomson.
Janvier.

Le desir que j'ai de rendre toute la justice possible aux Intéressés malheureux, & l'amour de ma Patrie sont les seuls motifs que je pourrois avoir d'y retourner. Les mêmes motifs sont assez puissans pour m'y faire préférer une vie beaucoup moins agréable, que celle que je pourrois mener dans les Païs Etrangers, puisqu'après avoir perdu & perdant encore par mon retour presque tous mes Amis, & mon Crédit étant entièrement déchu, ce devroit être le Païs du monde pour lequel je devrois avoir le moins de penchant. Si je suis rappelé, je céderai tous mon Bien, & je développerai toute l'Affaire. Je sacrifierai une partie de mon tems au service des Intéressés; & je tâcherai de recouvrer ce qui est échappé de leurs

V.
SIXIÈME
SEANCE DU
PARLEMENT.

A N N E E M D C C X X X I I I.

Conditions qu'il
demande pour re-
venir en Angle-
terre donner les
éclaircissemens
nécessaires.

*main, & j'assurerai ce qui leur reste; ce qu'ils ne sauroient faire sans moi. Je ne serai point surpris de l'Amande pécuniaire qu'ils m'infligeront, au cas que je cède quelque chose à dessein; pourvu qu'ils me rendent capable par la même Loi de pouvoir m'indemniser sur celui qui pourroit malicieusement m'accuser après comp. Or voici ce que je demande: I. Quel'on m'accorde un Pardon; &, comme je suis éloigné des *Avocats Anglois*, je requiers que deux ou plusieurs d'entre eux approuvent mon cas selon que je le proposerai: II. Que la *Corporation* me décharge aussi bien que mes Cautions: III. Que, comme j'apprends par le dernier *Acte du Parlement* que mes Créanciers doivent recevoir le paiement entier de mes Dêtes & non proportionnellement avec la *Corporation*, qu'on me donne un Certificat, sous la Garantie de la Commission établie contre moi, pour me décharger de tous les engagements particuliers; &, comme je suis sur qu'on me charge de plusieurs engagements, qui ne seront jamais exigés sans l'Inspection de la Commission & qui cependant pourroient me causer de l'embaras, & que d'ailleurs je souhaite de rétablir mon Caractère, je voudrois n'avoir rien à craindre de ceux qui pourroient avoir contre moi du ressentiment: IV. Comme je céderai tous mes Biens, que l'on me permète, en attendant, de garder 100 Liv. St. pour mon entretien; & comme l'Acte susmentionné préfère mes Créanciers particuliers à la *Charitable Corporation*, je demande qu'après le paiement d'iceux, on me permète de prélever 4 mille 900 Liv. St. pour mon comte, avant que ladite *Corporation* en prenne possession. Daignés, Monsieur, proposer ces Conditions aux Membres que vous connoissés, & avec lesquels vous vous êtes entretenu sur cette Affaire. Et, comme je suis persuadé qu'ils pourroient y faire entrer un très-grand nombre d'Intéressés, je prendrai leur Réponse pour décision, & je ne vous incommoderai plus sur cette Affaire. Je suis &c.*

Inventaires des
Biens des Direc-
teurs remis aux
Seigneurs.
2 Février.
Committé des
Communes à l'oc-
casion d'une Re-
quête de cette
Compagnie.
6, 9 Février.

Rapport du pre-
mier Committé
remis aux Sei-
gneurs.
9, 12 Février.

Quoique la Société fût persuadée d'avance que l'on devoit faire peu de fonds sur la réalité des sentimens exprimés dans cette Lettre, elle ne laissa pas d'indiquer une Assemblée générale pour examiner les Conditions proposées. On ne les accepta point & l'on résolut de s'en remettre à ce que le *Parlement* voudroit faire pour le soulagement des Intéressés. Le 2 de Février, les Receveurs des *Accises* présentèrent aux Seigneurs les Inventaires des Biens des Directeurs de la *Charitable Corporation*. On en lut les Titres, & l'on ordonna qu'ils seroient mis sur la Table. Le 6, les *Communes* ordonnèrent un Committé qui devoit être choisi par Ballotage, auquel elles renvoierent une Requête de cette Compagnie qui venoit de leur être présentée. Le Ballotage se fit le 9 & l'on élut les 21 Membres du Committé, lesquels furent les mêmes que l'année précédente à l'exception du S. *Brumley*, Membre du *Parlement* pour *Warwick*, lequel remplaça le Chevalier *Jaques Oglethorpe*, parti pour l'Etablissement de la nouvelle Colonie de *Georgie*. Le même jour, on remit, devant la *Chambre-Haute* le Rapport du Committé précédemment établi, pour déterminer les prétentions des

Créanciers de la *Charitable Corporation* ; & deux jours après les *Seigneurs* ordonnèrent que ce Rapport fut imprimé. Le 20, le *S. Jean Thomson*, Père de celui dont on a parlé jusqu'ici , présenta aux *Communes* une Requête , sur laquelle elles ordonnèrent qu'on porteroit un Bill pour faire revenir le *Fils de France* où pour lors il étoit , afin qu'il eût occasion de remèire les *Livres de la Corporation* , & d'indiquer ce qu'en étoient devenus les *Effets* , moyennant une certaine portion de tout ce qu'il déclareroit. Ce Bill reçut le consentement Roïal , le 5 de Mars. *Jean Thomson* ne tarda pas à se rendre à *Londres* , & le 14, il fut interrogé pendant quelques heures par le *Committé*. Le 22, il remit au *Committé* un Etat particulier des *Transactions* des *Directeurs* de la *Charitable Corporation*. Le 24 d'Avril, le Chevalier *Archibald Grant*, qui s'étoit depuis peu constitué Prisonnier, fut examiné par le *Committé*. Le 28, le *Committé* fit son Rapport à la *Chambre*, & l'on ordonna qu'il fût imprimé. Ce Rapport fut pris en considération le 8 du Mois suivant, & les *Communes*, après l'avoir examiné, résolurent ; Que le Chevalier *Robert Sutton* & *Denis Bond* étoient coupables de négligence ; que le Chevalier *Baronnet Archibald Grant* & les *Sieurs Guillaume Squire l'un des Assistans*, *George Robinson Caissier*, & *Jean Thomson Garde-Magasin* étoient coupables de violation de confiance & de pratiques indirectes & frauduleuses ; & que le *S. Guillaume Burroughs Collègue des Sieurs Sutton & Bond*, & les *Courtiers Richard Woolley & Thomas Warren*, *Assistans de Jean Thomson*, étoient pareillement coupables de plusieurs pratiques indirectes & frauduleuses. Le 14, elles résolurent de présenter une Adresse au Roi pour le prier d'ordonner au *Procureur Général* de poursuivre incessamment & de la manière la plus efficace le Chevalier *Archibald Grant*, le *S. Guillaume Burroughs*, & les *Sieurs Guillaume Squire*, *George Robinson*, *Jean Thomson*, *Thomas Warren* & *Richard Wooley*, les deux premiers soupçonnés, & les autres convaincus d'avoir commis plusieurs *Fraudes & Malversations* dans la *Régie des Affaires de la CHARITABLE CORPORATION*. Elles ordonnèrent en même tems, que l'on porteroit un Bill pour empêcher toutes ces Persones de sortir du Roïaume, & d'aliéner ou de transporter leurs Biens. L'Adresse fut présentée le même jour ; & le lendemain, le Roi leur fit dire par le *Contrôleur de sa Maison*, qu'il donneroit au *Procureur Général* des Ordres conformes à cette ADRESSE. Le même jour 15, après avoir en grand *Committé* délibéré sur les moïens d'indemniser les Intéressés de la *Charitable Corporation* des pertes qu'ils avoient faites, elles résolurent de leur accorder une Loterie de 500 mille *Liv. St.* ; & que les Intéressés dont les Biens excèderoient cinq mille *Liv. St.* ne pourroient pas demander d'avoir part à l'indemnité. Dans les cinq mille *Liv. St.* de bien on ne comprenoit pas les Actions, Obligations ou *Billers* de la *Charitable Corporation*, dont les Intéressés pourroient être porteurs : & les *Communes* n'accordèrent la Loterie en faveur de ceux qui n'auroient pas cinq mille *Liv. St.* de bien, que parce qu'elles les regar-

Bill pour faire
revenir Jean
Thomson.
20 Février ; 5
Mars.

Il est interrogé
par le *Committé*.
14 Mars.
Rapport qu'il re-
met au *Committé*
27 Mars.
Examen du Ch.
Archibald Grant.
24 Avril.
Rapport du
Committé.
28 Avril.
Examen du Rap-
port & Déclara-
tion des coupables.
8 Mai.

Adresse au Roi
contre les coupables, & Bill contre eux.
14 Mai.

Loterie accordée à la *Charitable Corporation*.
14 Mai.

V.
SIXIÈME
SÉANCE DU
PARLEMENT.

A N N É E M D C C X X X I I I .

Requête de quel-
ques Intéressés re-
jetée; la première
lecture du Bill de
la Loterie.
4 Juin.

Clauses insérées
dans ce Bill.
9 Juin.

Bill pour auto-
riser la Charitable
Corporation à
traiter avec les
Créanciers.
11 Juin.

Requête de Ch.
Archibald Grant
aux Seigneurs, &c.
15 Juin.

Le Bill pour la
Loterie passe avec
quelques change-
ments des Sei-
gneurs.
24 Juin.

Affaires de la
Compagnie du
Sud.

Requête pour
l'emploi des
Fonds.
7 Mai, 19 Juin.

Affaires des Biens
des anciens Direc-
teurs. On propose
dans la Chambre.

doient comme des objets de compassion. Le 19, elles ordonnèrent de por-
ter le BILL pour la création de la Loterie. Le 4 de Juin, les Intéressés, exclus
du Bénéfice de l'Indemnité, présentèrent une Requête aux Communes qui
la rejetèrent à la pluralité de 48 Voix contre 32. Elles firent ensuite la pre-
mière Lecture du BILL pour l'établissement de la Loterie, accordée le 14 du
Mois précédent. Il portoit qu'elle seroit composée de 125 mille Billets de 4 Liv.
St. chacun; qu'il y auroit 28 mille 169 Lous; 1 de 10 mille Liv. St., 1 de
5 mille, 4 de 2 mille, 20 de mille, 40 de 500, 200 de 100, 400 de 50,
12 cens de 20, & 26 mille 300 de 10 Livres Sterling; & que les Lotts seroient
payés à la Banque 40 jours après le Tirage. Le 9, les Communes insérèrent
deux Clauses dans ce Bill de la Loterie; l'une, pour défendre que l'on prît
intérêt dans les Loteries étrangères; & l'autre, pour fixer le tems pendant lequel
les Créanciers de la Charitable Corporation seroient reçus à constater leurs
Créances. Le 21, elles firent la première Lecture d'un autre Bill, qu'elles
avoient ordonné, pour autoriser les Intéressés de cette Compagnie à faire tel
accommodement, qu'il conviendrait, avec leurs Créanciers. Le 15, les Sei-
gneurs reçurent une Requête du Chevalier Baronnet Archibald Grant, qui
demandoit à être oui par ses Avocats contre le BILL pour l'empêcher de for-
tir du Royaume. Ils ordonnèrent que le Bill seroit lu le lendemain pour la
seconde fois, & que le Requérant seroit oui, s'il le jugeoit à propos. Le
24, le Bill de la Loterie, fut lu pour la troisième fois dans la Chambre-
Haute. Il y causa de grands Débats, après lesquels on résolut d'y faire quel-
ques changemens & de l'envoyer aux Communes pour avoir leur approbation,
qu'elles donnèrent sur le champ. Le Bill étant revenu dans la Chambre-
Haute, il s'éleva de nouveaux Débats, qui durèrent long-tems: mais en-
fin il passa malgré toutes les oppositions. Voilà tout ce qui se fit dans cette
Séance par rapport à cette grande Affaire.

Le 7 de Mai, les Communes lurent une Requête de la Compagnie du Sud,
qui demandoit que les trois quarts des Fonds qu'elle avoit alors entre les mains
fussent convertis en Annuités à 4 pour cent, & que la quatrième partie pût ser-
vir à l'augmentation de son Commerce. Après quelques Débats, il fut résolu,
que l'on porteroit un BILL conforme à la Requête, avec une CLAUSE pour dimi-
nuer le nombre des Officiers de la Compagnie & régler de quelle manière ils se-
roient élus à l'avenir, & pour empêcher les Directeurs de créer ou de délivrer
aucune Obligation, sans l'ordre de l'Assemblée Générale des Intéressés. Lorsque
les Seigneurs firent l'examen de ce Bill, le 19 de Juin, il fut proposé, d'y
mettre une nouvelle CLAUSE portant que les Sommes qui seroient employées par
les Directeurs à l'augmentation du Commerce de la Compagnie seroient racheta-
bles par le Parlement après le 24 du mois de Juin 1743: mais la Question
aïant été mise en délibération, la Négative l'emporta. Le 8 de Mai, il fut
proposé dans la CHAMBRE-BASSE, d'ordonner que les Directeurs de la Compa-
gnie remettoient devant la Chambre un compte des Sommes d'argent, des Actions

de des Annuités du Sud reçues par les Commissaires établis pour lever de l'Argent sur les Biens confisqués en 1720 sur les anciens Directeurs; & de l'Emploi que l'on avoit fait de ces Fonds, le tout conformément à l'Acte du Parlement fait à ce sujet la treizième année du Règne de GEORGE I. Cette Proposition, qui fut rejetée presque tout d'une Voix, réussit le 15 dans la Chambre-Haute, après quelques Débats. Ceux d'entre les Seigneurs qui vouloient qu'on la rejetât, proposèrent que l'on s'ajournât jusqu'au lendemain pour continuer les débats: mais cette dernière Proposition ayant été rejetée à la pluralité de 35 Voix contre 31, il fut ordonné que le Comte seroit remis devant la CHAMBRE. Le 5 de Juin, les Seigneurs ordonnèrent que ceux d'entre les Directeurs en Charge & d'entre ceux qui les avoient précédés dans cette place, lesquels n'étoient pas Membres du Parlement se trouveroient à la Chambre le 12. Ils ordonnèrent en même tems que les Directeurs rentroient devant eux le Rapport fait à l'Assemblée Générale, le 20 du Mois précédent, par le Comité chargé d'examiner les divers Comtes de la Compagnie; & que les Examineurs, par qui ce Rapport avoit été signé, se rendroient aussi le 12 à la Chambre avec leur Secrétaire & leur premier Clero. Le 8 ils envoièrent un Message à la Chambre-Basse, par lequel elle étoit priée de permettre à quelques-uns de ses Membres de se rendre à celle des Pairs pour donner leur avis sur quelques Affaires de la COMPAGNIE DU SUD. Les Communes ne prirent ce Message en considération que le 11, & consentirent que ceux de leurs Membres que l'on demandoit, se rendissent à la Chambre-Haute, s'ils le jugeoient à propos. Le 12, les Seigneurs, ayant pris en considération l'Affaire des deux millions 400 mille Liv. St. provenant de la Vente des Biens confisqués en 1720 sur les Directeurs d'alors, firent entrer le Sous-Gouverneur & les Directeurs de la Compagnie, & les examinèrent long-tems sur plusieurs Articles des Comtes qu'ils leur avoient délivrés: mais sur ce que le S. de Gils, Caissier de la Compagnie, ne pouvoit pas être examiné parce qu'il avoit perdu la mémoire par une attaque d'apoplexie; & que les éclaircissemens que l'on avoit reçus ne suffisoient pas pour porter le jour jusqu'au fonds de cette Affaire, ils firent entrer le Chevalier Jean Eyles ancien Sous-Gouverneur & les Directeurs des trois années précédentes, pour être parëillement interrogés. Le Chevalier Eyles fut attaqué le premier, & se justifia si bien au sujet de l'emploi de l'Argent dont il s'agissoit, qu'il embarassa les Seigneurs. Il leur fit voir entre autres choses; Que cette Somme avoit été donnée à la Compagnie par un Acte de Parlement, pour être employée par les Directeurs au profit de la Compagnie même: Que la Cour Générale des Directeurs n'avoit point tenu de Comte particulier de l'Emploi de cet Argent: Qu'à mesure que les Commissaires établis, pour la Vente des Biens confisqués, livroient de l'Argent, on le faisoit entrer dans la Caisse de la Compagnie; & que, suivant l'exigence des cas, on l'emploioit, soit au Commerce de la Compagnie, soit à l'achat de ses Dénées. Il produisit ensuite divers Papiers, qui furent lus, & par lesquels il pa-

Basse. On deman-
de tous les ren-
seignemens. La
Proposition est re-
jetée.

8 Mai.
La même Pro-
position est ac-
ceptée dans la
Chambre-Haute.
15 Mai.

Les Directeurs
mandés à la
Chambre-Haute,
& demande du
Rapport fait à la
dernière Assem-
blée générale.
5 Juin.

La Chambre-
Basse prie de
permettre à quel-
ques-uns de ses
Membres d'aller
à la Chambre-
Haute, &c.
8, 11 Juin.

Ce qui se passa
dans la Chambre-
Haute à ce sujet.
12, 13 Juin.

rut, Qu'en 1729, la Compagnie avoit autorisé les Directeurs, à pouvoir disposer de cet Argent pour l'avantage de la Compagnie. Il en conclut avec assés d'apparence de raison, Que lui & les Directeurs avoient droit d'employer les différentes Sommes reçues des Commissaires, sans demander chaque fois l'approbation & les ordres de la Compagnie. Et, comme les Seigneurs avoient soupçonné que les Directeurs avoient employé cet Argent à faire des Dividendes, au de-là de ce que la Compagnie pouvoit donner, & seulement pour en soutenir les Actions à haut prix; il produisit les Minutes d'une Cour Générale lesquelles firent voir, Que les Directeurs avoient fait des remontrances aux Intéressés sur l'impuissance de la Compagnie à fournir à de si grands Dividendes: mais que la Cour Générale n'avoit fait aucune attention à leurs remontrances; & que par là, lui & les autres Directeurs étoient suffisamment justifiés. Cet examen dura plusieurs heures, après quoi la Chambre fit retirer ces Messieurs. Alors il y eut de grands débats sur la Proposition que fit un des Seigneurs du Parti contraire à la Cour, de résoudre qu'il paroisse à la Chambre, que depuis la Cour Générale de 1729, les Directeurs n'en avoient point convoqué d'autres pour en avoir l'approbation & les ordres sur la manière de disposer de l'Argent en question. Malgré les débats cette Proposition passa tout d'une Voix. Ensuite un autre Seigneur du même parti proposa de résoudre que l'emploi des Biens confisqués sur les Directeurs de 1720, fait sans les ordres & l'approbation de la Cour Générale du Sud, étoit contraire aux Loix. Ce fut là dessus que presque tous les Seigneurs parlèrent tour à tour, avec beaucoup de vivacité; ce qui dura jusqu'à 9 heures du soir, que la Proposition fut rejetée à la pluralité de 75 Voix contre 70. Le lendemain un Seigneur proposa d'établir un Comité composé de 12 Seigneurs & de 24 Membres des Communes, pour examiner à fond, durant la prochaine Prorogation du Parlement, les Affaires de la Compagnie du Sud depuis le 13 de Février 1720 jusqu'à pareil jour 1733, & pour faire ensuite le Rapport à la CHAMBRE. Cette Proposition, après avoir causé des débats encore plus vifs que ceux de la veille, fut rejetée à la pluralité des Voix. Vingt-deux Seigneurs, qui furent les Lords, Strafford, Cobham, Carteret, Suffolk, Montross, Marchmont, Masham, Wade & Nottingham, Thanel, Bedford, Twedale, Chesterfield, Bathurst, Coventry, Berkshire, Litchfield, Stairs, Bruce, Shafsbury, Bridgewater, Gower & Craven, firent enregistrer à ce sujet la Protestation suivante; Nous protestons I. Parce que les présentes Dées du Roïaume étant presque toutes incorporées dans les trois grandes Compagnies, les Législateurs qui en sont garants, doivent avoir un soin particulier d'empêcher qu'il ne se commette des fraudes dans l'Administration desdites Compagnies, afin qu'il ne soit fait aucun tort aux Créanciers du Roïaume. II. Parce que nous croions que, comme la Chambre a déjà commencé l'examen de l'Administration de la Compagnie du Sud, il est de notre honneur de répondre à cet égard à l'attente du Public & d'établir pour cet effet un Comité qui puisse continuer cet examen, la Chambre ne pouvant

Protestation au
sujet d'une Pro-
position rejetée.
13 Juin.

pouvant le faire, à cause que la Saison est trop avancée. III. Parce que depuis les malheurs de l'année 1720, qui doivent être attribués à la mauvaise conduite des Directeurs de ce tems-là, en donnant entre autres de plus fortes répartitions que la Compagnie ne pouvoit supporter, le Gouvernement a eu un soin particulier d'empêcher de pareilles pratiques dans tous les Actes émanés au sujet de cette Compagnie. Cependant, bien loin que l'exemple des anciens Directeurs ait fait impression sur l'esprit des présens Directeurs, il paroît par les Comtes remis à la Chambre qu'au moyen de l'Argent qui leur a été remis de la Vente de 4 millions du Capital à la Banque, des Emprunts & autres, ils ont été suffisamment en état de paier, comme ils auroient dû, la Dêe de 5 millions 400 mille Liv. St. due par la Compagnie : mais séduits, comme on a lieu de croire, par les vues pernicieuses de quelques personnes qui ont su se rendre Maîtres de toute l'Administration de la Compagnie, ils ont négligé de paier la plus grande partie des Dêtes & des Intérêts, pour donner des répartitions exorbitantes, & faire monter les Actions d'une manière inique & frauduleuse, par où plusieurs milliers des Sujets de Sa Majesté ont été trompés. Ils ont non seulement dissipé, à l'insu des Propriétaires, plus de 2 millions 500 mille Liv. St. provenant des Biens des Directeurs ; mais ils ont augmenté les Dêtes de la Compagnie de plus de 2 millions, & ont par là diminué le Capital de chaque Propriétaire, au grand dommage des Orphelins, à la honte de la foi publique, & au préjudice du crédit de la Nation. IV. Parce que les Directeurs, après avoir requis & obtenu en 1727 le consentement & l'autorité du Parlement pour vendre les Biens confisqués des anciens Directeurs, qui, à ce qu'ils disoient, étoient encore entre leurs mains, ils ont employé la plus grande partie de cet Argent à des répartitions extraordinaires, ainsi qu'il paroît par les Comtes qui nous ont été remis, & que d'ailleurs les Directeurs après avoir obtenu du Parlement un Acte pour vendre lesdits Biens, n'ont jamais convoqué d'Assemblée générale pour lui communiquer le Comte desdits Biens, ou demander son avis sur l'emploi à faire des deniers desdits Biens vendus, quoique cela leur eût été expressément ordonné par ledit Acte. V. Parce qu'on a lieu de croire, à l'égard dudit Comte, qu'il y a bien des articles dont on n'a point encore fait l'examen, qui pourroient cacher bien des fraudes, soit en achetant, vendant, faisant & distribuant des Obligations, employant pour cet effet d'une manière illicite l'Argent de la Compagnie pendant que les Propriétaires paioient les intérêts de l'Argent levé à la Banque, soit en faisant négocier des Actions hors du Païs, soit en faisant vendre dans le Païs des Actions contrefaites, soit en employant quantité d'autres intrigues trop longues à déduire. C'est pour de pareilles raisons & autres que nous croions qu'il est absolument nécessaire d'établir un Comité, comme l'unique moyen de pouvoir distinguer le peu de personnes qui, selon toutes les apparences, méritent d'être chassées, & les separer de tant de braves gens qui sont injustement regardés comme complices, particulièrement dans le tems présent qu'il y a un Bill sur le Tapis au Parlement pour convertir en Annuités les 3 quarts du Capital du Sud, & employer la quatrième partie dans

le Commerce, laquelle quatrième partie sera chargée de quantité de Dêtes & de prétentions non encore liquidées; ce qui en rendra par conséquent la valeur incertaine, & au cas que ce Bill passe en loi, animera & avancera, selon toute l'apparence, l'infame pratique des Agioteurs, à la ruine des Sujets de Sa Majesté. VI. Parce que la Chambre des Communes a établi des Commissaires pour, en attendant que le Parlement se rassemble, examiner les Comptes publics, comme étant l'unique moyen & le seul praticable pour parvenir à quelque connoissance de ces sortes d'Affaires. VII. Parce que nous croions qu'on ne peut avec justice rejeter l'établissement d'un Comité qui convient si parfaitement avec la Constitution du Roïaume & qui ne peut en aucune manière préjudicier à la Compagnie. Car, comme son pouvoir seroit limité à une simple recherche, personne n'en pourroit prendre ombrage, excepté ceux qui craindroient qu'au moyen d'une telle recherche on ne vînt à découvrir diverses malversations dans l'Administration des Affaires de la Compagnie depuis l'année 1720; ce qu'ils tâchent de prévenir avec tant de soin. VIII. Parce que nous sommes d'opinion qu'une telle recherche est absolument nécessaire dans la conjoncture présente pour l'outenir le Crédit de la Nation, & prévenir que les Etrangers qui voient tant de fraudes commises & découvertes dans d'autres Compagnies, n'en prennent occasion de retirer tout d'un coup les Capitaux qu'ils ont placés dans nos Fonds, ce qui renverseroit le Crédit public & nous jeteroit dans des difficultés insurmontables. IX. Parce que les artifices dont on s'est servi pour nous détourner de notre devoir & empêcher cette recherche, doivent d'autant plus nous animer à poursuivre & demander ce Comité, car l'impunité encourage extraordinairement le Vice, & donne lieu aux Coupables de continuer leurs pratiques iniques sous la protection de quelques Persones corrompues. X. C'est pour ces raisons que nous nous croions indispensablement obligés pour notre honneur de faire insérer notre avis dans les Régistres de cette Chambre, afin que l'on puisse voir que nous n'avons aucune intelligence avec ceux dont la sûreté dépend de la protection que l'on donne à la Fraude & à la Corruption, & que nous n'avons demandé cette recherche que dans une bonne vue de parvenir à la racine du mal, afin d'employer les remèdes les plus efficaces pour l'extirper.

Message du Roi.
19 Mai.

Le 19 de Mai, le Roi fit part au Parlement du Mariage de la Princesse Roïale avec le Prince d'Orange, par ce Message qui fut remis aux deux Chambres.

GEORGE RO I.

Sa Majesté aiant reçu des Propositions de la part du Prince d'Orange pour un Traité de Mariage avec la Princesse Roïale, & ledit Prince; & Sa Majesté aiant agréé les Propositions de ce Prince, Son Altesse a envoyé ici un Ministre autorisé & muni de Pleins-Pouvoirs pour traiter & conclure les Articles du Contrat de Mariage. C'est pourquoi Sa Majesté a jugé à propos de communiquer cette importante Affaire à la Chambre; & elle ne doute pas que ce Mariage ne donne une satisfaction générale à tous ses bons Sujets. Sa Majesté se promet que la Chambre le mettra en état de donner à la Princesse sa Fille aînée une Dot qui

ANNE'E MDCCXXXIII.

V.
SIXIÈME
SEANCE DU
PARLEMENT.

soit convenable à la présente occasion & qui puisse contribuer à soutenir l'honneur & la dignité d'une Alliance qui tend si fort à assurer de plus en plus la Succession Protestante à la Couronne de ces Roïaumes & l'Intérêt des Protestans en EUROPE.

Les deux *Chambres* résolurent sur le champ de faire chacune une *Adresse* de remerciement au *Roi*. Voici celle des *Seigneurs* qui fut présentée le 20. Nous les *fidèles Sujets* de Votre Majesté, les *Seigneurs Spirituels & Temporels* assemblés en *Parlement*, demandons la permission de remercier très humblement Votre Majesté de son gracieux Message & de la bonté avec laquelle il lui a plu nous communiquer qu'Elle avoit reçu du Prince d'Orange des Propositions de Mariage entre la Princesse, Fille aînée de Votre Majesté & le Prince; & d'exprimer en même tems le juste sentiment que nous avons des tendres soins de Votre Majesté pour les intérêts de son Peuple & pour la sûreté ultérieure de la Succession Protestante à la Couronne de ces Roïaumes, en recevant favorablement la demande de ce Prince. Lorsque nous considérons les grands & signalés avantages procurés à ces Roïaumes par l'étroite union avec la Maison d'Orange, nous voyons avec plaisir Votre Majesté placer dans une Branche de cette Maison une Princesse si chère à Votre Majesté, & qui mérite avec tant de justice l'estime & l'admiration de vos Peuples. L'honneur distingué qu'il a plu à Votre Majesté de procurer à cette occasion à son Altesse le Prince d'Orange, est une preuve récente de la constante résolution où Elle est de conserver à son Peuple ces libertés que Votre Roïal Prédécesseur le Roi Guillaume III de glorieuse mémoire a si heureusement rétablis. Comme ce sont là nos sentimens & ceux de toute la Nation, ainsi que nous en sommes persuadés; nous demandons permission d'assurer Votre Majesté que nous concourrons promptement & avec plaisir à tout ce qui pourra contribuer à la perfection & à la conclusion d'une Alliance qui tend si fort à la sûreté ultérieure de la Succession Protestante à la Couronne de ces Roïaumes, à l'encouragement & à la défense de l'Intérêt Protestant dans toute l'EUROPE. Le Roi répondit: MILORDS je vous remercie de cette marque de votre affection pour Moi & pour ma Famille. Ce m'est une grande satisfaction de voir que le Mariage projeté de la Princesse ma Fille avec le Prince d'Orange vous ait été si agréable. Vous pouvez être assurés que la conservation des Libertés de mon Peuple sera toujours le principal objet de mes soins & de mon attention. L'Adresse des Communes fut présentée le même jour. Elle étoit en ces termes. Nous les très obéissans & fidèles Sujets de Votre Majesté, les Communes assemblées en *Parlement*, remercions très humblement Votre Majesté de ce qu'il lui a plu nous communiquer ses intentions Roïales par rapport à la conclusion du Mariage entre la Princesse Roïale & le Prince d'Orange. L'heureux aspect d'une Alliance conclue avec un Prince, dont la Famille s'est toujours distinguée dans la défense de la Religion Protestante & des Libertés de l'Europe, nous donne la plus grande satisfaction. Nous nous ressouvenons avec gratitude des grands & infinis Bénéfices que cette illustre Maison a procurés à la

Adresse des Seigneurs.
20 Mai.Adresse des Communes.
20 Mai.

Nation, & nous ne pouvons nous promettre qu'une sûreté ultérieure pour la Succession Protestante à la Couronne de ces Roïaumes, en vertu du renouvellement d'une union qui a donné la naissance & posé les fondemens de cette inestimable bénédiction. Nous demandons la Permission d'assurer Votre Majesté qu'afin de donner les plus fortes preuves de notre devoir, de notre zèle & de notre affection & témoigner le juste sentiment que nous avons du mérite singulier & des vertus éminentes de la Princesse Roïale, nous metrons Votre Majesté en état de lui donner une Dot qui puisse contribuer à son bonheur futur, & maintenir Son Altesse Roïale avec honneur & dignité. Le Roi répondit: MESSIEURS, je vous remercie de cette nouvelle marque de votre devoir & de votre affection. Rien ne peut m'être plus agréable que votre promptitude à consentir à ma demande, & le parfait égard que vous avez témoigné pour Moi & pour ma Famille. Le même jour 20, les Communes délibérèrent en grand Committé sur le Message du Roi. Leur Résolution fut, Que de l'Argent, provenant de la Vente des Terres de Saint Christophle & restant à l'Echiquier, on autoriseroit le Roi à prendre 80 mille Livres Sterling pour la Dot de la PRINCESSE ROIALE. Cette Résolution fut confirmée le lendemain; & les Communes ordonnèrent en même tems, Que dans le BILL pour appliquer 50 mille Liv. St. du Fonds d'Amortissement à la levée du Subside pour l'année courante, on inséreroit une CLAUSE conforme à cette Résolution. Ce Bill reçut le Consentement Roïal le jour de la Clôture du Parlement.

Dot accordée
par les Commu-
nes à la Princesse
Roïale.
20 Mai.

Nouvelle Accise
générale.

Mesures prises
par les Marchands
à Londres pour
l'empêcher.
2 Janvier.

Ceux de Liver-
pool en font de
même.
Janvier.
Accise sur le
Tabac proposée
& admise.
25, 27 Mars.

L'Affaire la plus importante dont il fut question dans cette Séance; fut une nouvelle *Accise* générale. Dès la fin de la Séance précédente le bruit s'étoit répandu qu'on avoit projeté d'établir cette *Accise*, & depuis les Papiers Publics n'avoient pas cessé d'être remplis de raisonnemens pour & contre le projet. Le 2. de Janvier, plusieurs Marchands & Gens de Métier s'assemblèrent dans une *Taverne*, & résolurent unanimement de délibérer sur les moyens nécessaires pour s'opposer à l'établissement de l'*Accise*. Ils nommèrent même 25 Députés, qu'ils chargèrent du soin de donner part de leur Résolution aux quatre Membres des *Communes* pour *Londres* & *Westminster*. Quelques jours après les Négocians de *Liverpool* tinrent une pareille Assemblée & prirent aussi des mesures pour empêcher un Etablissement, qu'ils croïoient dangereux au Commerce. Le 25 de Mars, la *Chambre* s'étant formée en grand Committé pour délibérer sur les moyens de mieux assurer les Droits sur le Tabac & les Vins, on proposa de mettre une *Accise* sur les Marchandises. Le Chevalier *Robert Walpole* fit à ce sujet un Discours qui dura plus de deux heures, & dans lequel il fit voir les fraudes qui se commétoient dans ce Commerce au préjudice des Revenus de la Couronne, & les avantages que l'établissement d'une *Accise* procure- roit au Public. Le S. *Perri*, Alderman de *Londres*, le réfuta par un Discours plein de force, & fut lui-même réfuté par le Chevalier *Guillaume Yonge*, auquel le Chevalier *Methuen* répondit. Le Procureur Général & l'*Orator*

teur de la Chambre parlèrent ensuite en faveur de l'établissement de l'Accise, qu'ils prétendirent nécessaire. Les Sieurs Bernard, Guillaume Pulteney, Windham, & plusieurs autres leur répondirent. Malgré leur opposition, on résolut enfin à la pluralité de 265 Voix contre 204, Que les Droits, établis par divers Actes de Parlement pour l'entrée du Tabac des Plantations Angloises dans la Grande-Bretagne, seroient supprimés après le 27 du Mois de Juin; & qu'au lieu de ces Droits on accorderoit à Sa Majesté un Droit Domestique de 4 sols par Liv. St. sur tout le Tabac qui seroit apporté des Plantations. On résolut aussi de délibérer le 15 du Mois suivant sur ce qui regardoit l'Accise sur les Vins. Le Prince de Galles, un grand nombre de Noblesse, & plusieurs Ministres Etrangers furent présens aux Débats, qui furent si longs qu'il étoit une heure après minuit quand la Chambre se sépara. Jamais on n'avoit vu tant de Peuple assemblé dans la Halle de Westminster. Des détachemens des Gardes à cheval & à pied avoient ordre, ainsi que les Commétabes, de se tenir prêts en cas qu'il arrivât quelque tumulte: mais tout se passa tranquillement. Le surlendemain on fit le rapport de la Résolution, que l'on vient de voir. Il s'éleva de nouveaux Débats qui furent très vifs, & l'on résolut enfin, qu'on en porteroit un BILL. Jusques-là le Chevalier Robert Walpole triomphoit: mais il falloit trois Lectures du Bill dans la Chambre-Basse avant qu'il passât. Il falloit de même qu'il fût lu trois fois dans la Chambre-Haute où beaucoup de Pairs étoient résolus de faire tout leur possible pour qu'on le rejetât. La nouvelle de la Résolution du 25 ne fut pas plutôt répandue, qu'elle excita dans tout le Royaume des murmures & des troubles. Toutes les Villes commerçantes envoièrent à Londres des Députés pour s'opposer à l'Accise. Dans les lieux où l'on procédoit à l'Election de nouveaux Députés pour le Parlement, soit Wighs, soit Torgs, on leur faisoit prêter serment qu'ils empêcheroient de tout leur pouvoir ce nouvel Etablissement. Tous les Papiers Publics furent plus que jamais remplis d'Ecrits pour & contre. Ceux qui favorisoient le Ministère, n'oublièrent rien pour détruire les préjugés du Peuple, & c'est dans cette vue qu'ils publièrent une Lettre, où l'on n'épargna point les Mensonges Politiques. La voici.

Quare fremuerunt gentes & populi meditati sunt inania,

Psalm. II. v. 1

Je ne doute point, Monsieur, que vous ne soyez agréablement surpris d'apprendre par celle-ci que la plupart des Corporations sont véritablement convaincues des avantages que le Public retirera de la levée des anciens Droits sur le Tabac & le Vin, suivant le nouveau Plan; & même que ceux qui ont des Plantations de Tabac en Virginie, en seront soulagés; puisqu'ils ne seront plus exposés aux Fraudes de leurs Facteurs à Londres, &c. Il y a des années entières qu'ils en ont porté des plaintes au Roi, & qu'ils ont demandé quelque redressement. On se flatte outre cela, de retirer de ce nouveau Projet beaucoup d'autres avantages; puisqu'il

M. m. m. iij.

est évident que nous sommes trompés de la manière du monde la plus criante, par une espèce de Gens, au nombre desquels se trouve un Lord B... l... b... g... qui depuis peu avoit soulevé les Dissidens contre la Loi du Test; qui ensuite a tenté de faire réformer 6 mille Hommes des Troupes que nous avons sur pied, afin qu'en cas de quelque Révolution, on se trouvât dépourvu de forces pour l'éteindre; enfin qui, après avoir trahi sa Patrie, tâche avec ses Adhérens d'abuser ses Compatriotes dans la circonstance présente, en leur faisant accroire que leur Liberté est en danger. Il est bien certain que ce n'est pas le Bien Public que recherchent ceux qui se cachent sous les noms de B... l... b... g..., Caleb & Fog; le principe de leurs Déclamations n'est que la haine qu'ils portent au Premier Ministre régnant, qui ne fait, & qui n'a fait que ce que feroient ceux qui seroient à sa place. C'est de sa grande capacité que ces Mal-intentionnés lui font un crime. Il y a trop longtems qu'il occupe ce Poste, pour ne le pas remplir dignement. L'incapacité ou l'injustice ne triomphent pas durant tant d'années. C'est un fidèle Patriote, qui sert sa Patrie avec fermeté & avec zèle; enfin qui conduit si bien les Revenus du Roi, qu'il s'affermis de plus en plus dans son Poste, au grand regret de ses Ennemis particuliers, de ceux de sa Patrie; & des Adhérens de leur Cher PRETENDANT. Je suis &c.

Papier favorable à l'Accise brûlé par la main du Bourreau.
6 Avril.

Première lecture du Bill de l'Accise.
15 Avril.

Proposition d'imprimer le Bill rejetée; & délibération sur l'Accise du Vin renvoyée.
16 Avril.

Le 6 d'Avril sur les 9 heures du Soir, la Gazette de la Cour, intitulée *Daily Courant*, fut brûlée publiquement à Londres par la main du Bourreau parce qu'elle contenoit des Réflexions fausses & scandaleuses contre les Rentiers & les Négocians de Londres qui s'opposoient à l'établissement de l'Accise. Le 15, le Chevalier Charles Turner présenta aux Communes le Bill ordonné le 27 du Mois précédent, pour abolir divers Subsidés payables sur le Tabac des Plantations Angloises, & pour accorder à la place une Accise ou Droit Domestique. On en fit la première Lecture. Quelques Membres observèrent qu'il n'étoit pas conforme aux Résolutions de la Chambre & demandèrent qu'il fût retiré; ce qui causa de grands débats; mais, après plusieurs discours de part & d'autre, la Proposition fut rejetée à la pluralité de 232 voix contre 176. Il fut ensuite proposé d'ajourner la Chambre; ce qui fut pareillement rejeté par 237 voix contre 199. Une troisième Proposition fut d'ordonner une seconde Lecture du Bill; 236 Voix contre 200 la firent passer, & la seconde Lecture fut ordonnée pour le 22. On remit ensuite au 17 la Délibération sur les moyens d'augmenter & de mieux assurer les Droits & Revenus chargés sur le Vin. On ne se sépara que sur les deux heures après minuit, Plusieurs fameux Marchands de Londres & les Députés des Villas de Commerce s'étoient rendus dans la Chambre des Communes pour solliciter contre l'Accise; & les Connétables avec leurs gens furent sur pied pendant toute cette Séance, afin d'empêcher le désordre. Le 16, on proposa de faire imprimer le Bill, lu la veille; ce qui fut rejeté. La Délibération ordonnée le lendemain fut ensuite renvoyée à la huitaine, à la pluralité de 124 Voix contre 79; & cela sur

la Proposition faite de l'annuler. Le 20, il se tint à *Gnidhall* une Assemblée du *Commun Conseil* de la Ville de *Londres*, la plus nombreuse que l'on eût vue depuis longtems. Il y fut unanimement résolu de présenter une Requête aux Communes contre le Bill de l'Accise sur le Vin & le Tabac. Un Comité nommé pour la dresser, s'en acquitta sur le champ; de sorte que, la Lecture en ayant été faite, il fut ordonné que les *Sherifs* la présenteroient le lendemain. Le 21, à une heure après midi, les *Sherifs* vetus de leurs Robes de Cérémonies & suivis de plus de 200 Carosses, d'un grand nombre d'Aldermans, de Membres du *Commun Conseil* & de Marchands, se rendirent à *Westminster* & furent annoncés à la Chambre par un des Représentans de la Ville de *Londres*. On les fit d'abord entrer, & leur Requête fut reçue, & lue aussitôt qu'ils se furent retirés. En voici la Traduction.

Requête de la
Ville de Londres
contre l'Accise.
20, 21 Avril

LE Lord Maire, les Aldermans & les Membres du *Commun Conseil* de cette Ville représentent en toute humilité à l'Honorable Chambre des Communes, ainsi qu'en quelque manière ils croient l'avoir fait par les Remontrances qu'ils ont ci-devant adressées à leur Représentant au Parlement, que le sentiment universel de la Cité de *Londres* sur aucune extension ultérieure des Loix de l'Accise, à l'occasion du Bill qui est actuellement sous la délibération de la Chambre, pour supprimer plusieurs Subsidés & l'Impôt qu'on a payé jusqu'ici sur le Tabac venant des Plantations de la Grande-Bretagne, & substituer à leur place un Droit qui seroit levé dans le Pais sur la consommation de cette denrée, est, que les Taxes déjà imposées sur toutes les Branches du Commerce, quoique portées avec plaisir, ne laissent pas d'être un pesant fardeau, dont le Peuple sent tout le poids sans se plaindre; ce qui fait que les Supplians appréhendent que ce fardeau ne devienne trop pesant, s'il est augmenté de nouveau par des Impositions chagrinales & onéreuses: Qu'ils sont assurés, par une triste expérience; que la nature de toutes les Accises produit inmanquablement des mécontentemens: Que quelques Marchands, Artisans & Manufacturiers du Roïaume se sont soutenus jusqu'ici, malgré la rigueur des Loix de l'Accise qui subsistent actuellement, dans la douce & raisonnable espérance que de pareilles Loix seroient révoquées, en faveur du Commerce de la Nation & des Libertés des Sujets, dès que la nécessité qui les a introduites viendrait à cesser: Que les Supplians croient que cet heureux tems est enfin arrivé, la tranquillité du dedans & la Paix générale au dehors étant si bien établies, que l'on n'a aucun Trouble à craindre: Que si cette espérance leur est entièrement ôtée & que les Loix de l'Accise, au lieu d'être abolies, viennent à être étendues sur d'autres sortes de Marchandises, qui n'y sont pas encore sujettes, & que par là on ouvre une porte pour rendre cette Accise générale, les Supplians ne peuvent, en se rendant Justice à eux-même, aux Marchands, Artisans & Manufacturiers de tout le Roïaume & à l'intérêt particulier de la Nation, cacher l'appréhension qu'ils ont qu'au moyen de cette introduction onéreuse, on ne porte le coup le plus fatal au Commerce & à la Navigation de la Grande-Bretagne: Que cette grande source, d'où découle la richesse & la profi-

périssé du Public, ne se bouche à l'avenir, & que la Partie Négociante de la Nation ne devienne, non seulement incapable de pousser son Commerce avec profit, mais même de pouvoir négocier, par la raison que les Sujets qui ne possèdent qu'un Bien médiocre renonceraient plus aisément à tout Commerce, que de s'assujétir aux dures Loix de l'Accise: Enfin qu'ils sont en état de démontrer que leur crainte est fondée, espérant qu'il plaira à la Chambre de les emendre par leurs Avocats contre ledit BILL. Cette Lecture ne fut pas plutôt achevée, qu'il s'éleva de grands débats sur la Question: Si l'on accorderoit à la Ville sa demande. Le Chevalier Robert Walpole, l'ame du Parti de la Cour, entreprit de montrer, Que la Ville de Londres, non plus qu'aucune autre Corporation ou Communauté d'Angleterre, n'avoit pas le droit de faire des remontrances contre un Bill de Subsidés, tel que celui dont il s'agissoit; & que ce seroit donner atteinte aux Privilèges des Communes, & restreindre leur autorité, que d'admettre de semblables Requêtes. Il conclut à ce que celle que l'on venoit de lire fût rejetée. Ceux du Parti contraire, qui lui répondirent, soutinrent; Qu'il y avoit des Exemples, par lesquels de pareilles Représentations étoient autorisées: Que le Commerce regardant principalement le Corps d'une Ville, on ne pouvoit sans injustice refuser aux Supplians la grâce qu'ils demandoient d'être entendus par leurs Avocats; Qu'ils entreroient peut-être mieux que la Chambre dans des détails essentiels, qu'elle pouvoit parfaitement ignorer. Un de ces derniers dit même; Qu'il trouveroit du danger à refuser cette grâce, & qu'il faisoit songer ou bien à se mettre en état d'être les plus forts, ou bien à les écouter. Ce fut sur ces chefs que l'on disputa jusqu'à dix heures de Soir. Alors on forma la Question: Si l'on entendroit les Avocats de la VILLE DE LONDRES contre le BILL de l'ACCISE sur le Tabac; & la Négative l'emporta de 214 voix contre 197. Il fut ensuite ordonné que la Requête seroit lue pour la seconde fois quand on procéderoit à la seconde Lecture du BILL. Le 22, on remit à la Chambre deux Requêtes pareilles, l'une du Maire, des Aldermans & du Commun Conseil de la Ville & Comté de Nottingham, l'autre des principaux Habitans & Négocians de la Ville de Coventry. Il fut ordonné qu'elles resteroient sur la Table; après quoi l'on donna l'ordre de faire la seconde Lecture du Bill. Le Chevalier Walpole récapitula toutes les raisons qu'il avoit alléguées en faveur de l'Accise sur le Tabac: mais, voyant avec chagrin combien les esprits étoient opposés à cet établissement qu'il soutenoit devoir être très utile au Public, il proposa lui-même de renvoyer la seconde lecture du Bill au 23 du mois de Juin suivant. Ces lectures renvoyées à long terme sont une espèce de manière de rejeter les Bills, qui met à couvert de toute recherche ceux qui les ont projetés. La Proposition du Chevalier Walpole causa des débats assez vifs. Plusieurs de ses Adversaires, qui vouloient pouvoir attaquer les Auteurs du Bill, demandoient qu'il fût absolument rejeté: mais enfin la Proposition passa, sans même aller aux voix. On a prétendu dans le tems que ce Bill, que le Roi avoit fort à cœur,

Requête de Nottingham & de Coventry.
22 Avril.
Le Bill renvoyé.
22 Avril.

cœur, auroit été réellement très avantageux à la Nation, qui ne s'étoit soulevée contre, que parce que les Contrebandiers l'avoient excitée; & que ces derniers avoient été sous main appuyés par les ennemis du Chevalier *Walpole*, qui se flatoient de le faire tomber avec le *Bill*, & même de le faire envoyer à la Tour, si l'on avoit rejeté le *Bill*, au lieu d'en ordonner une autre lecture, qui ne se devoit pas faire. Après la Séance, le Chevalier *Walpole*, passant par la Cour des Requêtes au sortir de la *Chambre*, fut insulté par 4 ou 5 Persones, dont une porta même la main sur son Manteau, le menaçant de passer outre, s'il ne se désistoit du Projet de l'*Accise*. On dit à cette occasion que c'étoit un complot formé contre ce Ministre, & qu'on l'auroit exécuté sans plusieurs Membres, qui vinrent à son secours avec quelques Connétables. On se saisit de celui qui le menaçoit & sur le champ on le conduisit en prison: mais il fut relâché aussitôt, après avoir donné caution, lui-même pour 500 Liv. St., & deux autres Persones pour la même Somme. Trois autres *Membres du Parlement* furent pareillement insultés & maltraités. Dans l'instant qu'on eût publié dans la Ville ce qui s'étoit passé dans la *Chambre*, les Marchands & les Artisans firent d'aussi grandes réjouissances que pour une Victoire dont le gain auroit préservé la Nation de sa ruine; ce qui rendit très brillantes celles qui se font tous les ans ce même jour en mémoire du Couronnement de *Guillaume & Marie*. On sonna toutes les Cloches, & l'on fit des Feux de joie dans toutes les rues. La Populace se donna même le passetemps de brûler au *Temple-Bar*, à *Guildhall*, à *Bishopsgate* & dans plusieurs Places publiques des Figures de Paille avec des Cordons Bleus de papier & les autres ornemens des Chevaliers de la *Jarretière*. Il y eut de pareilles réjouissances les jours suivans à *Nottingham*, à *Coventri* & dans diverses autres endroits des Provinces. On y sonna les Cloches pendant 24 heures, on fit des Feux de joie dans toutes les rues; on brula diverses Figures de Paille, ainsi qu'à *Londres*; on but en public à la santé de tous les bons Patriotes, & l'on n'oublia pas de nommer ceux qui s'étoient opposés au *Bill*. L'Express, envoyé pour porter la nouvelle à *Bristol*, n'arriva qu'après minuit. Aussitôt on alla frapper aux portes de tous ceux qui s'étoient déjà retirés; on les invita de venir prendre part à la joie publique; & les réjouissances durèrent toute la nuit & le lendemain toute la journée. Le 23, plusieurs *Membres des Communes* se plaignirent à la *Chambre* de ce qui s'étoit passé la veille au soir. Ils dirent, Qu'une grande foule de Peuple s'étoit assemblé tumultueusement dans la Cour des Requêtes & dans les Avenues de la *Chambre*; & qu'eux-même, ainsi que plusieurs autres *Membres*, avoient été insultés & menacés au passage. Il fut déclaré par une Résolution unanime, Que d'insulter ou de menacer aucun Membre de la *Chambre*, lorsqu'il s'y rendoit ou qu'il en sortoit, c'étoit une haute infraction du Privilège de la *Chambre*, une violation très outrageante & dangereuse, un Haut-

Le Chevalier
Walpole est in-
sulté.

Réjouissances au
sujet de ce que le
Bill ne devoit
point passer.

Résolutions des
Communes au su-
jet des insultes
faites à quelques
Membres.
23 Avril.

V.
SIXIÈME
SEANCE DU
PARLEMENT.

A N N E E M D C C X X X I I I.

Crime : Que de s'assembler & de venir en nombre à la Chambre d'une manière tumultueuse, afin d'empêcher ou d'encourager un Bill ou d'autres Affaires pendantes devant la Chambre, ou d'exciter aucun des Membres ou quelqu'autre Personne à faire les mêmes choses ; c'étoit une haute infraction du Privilège de la Chambre, une destruction de la Constitution & de la Liberté du Parlement, un Haut Crime. Il fut en même tems ordonné que les Représentans de Londres, du Comté de Middlesex & de Westminster signifieroient ces Résolutions au Lord Maire de Londres, aux Sherifs, de Middlesex, au Grand-Bailli de WESTMINSTER. Le 28, Il se tint un Commun-Conseil de la Ville de Londres, où l'on résolut unanimement, *Que les Membres du Parlement pour cette Ville seroient remerciés des égards qu'ils avoient eus aux Représentations de cette Cour, en s'opposant vigoureusement à toute extension des Loix de l'Accise, non moins préjudiciables au Commerce qu'à la Liberté de la Nation.* On résolut aussi que le Lord Maire seroit remercié de ses soins & de ses vigilances pour le salut & la prospérité de la Ville, & particulièrement d'avoir à tems assemblé le Commun Conseil, afin de leur donner avis du Bill auquel on travailloit pour établir une Accise sur le Tabac ; ce qui les avoit mis en état de présenter aux Communes une Requête dont le succès avoit rempli leur attente. La Cour souhaitoit extrêmement que ce Bill pût passer ; & la manière, dont elle se conduisit en voyant son projet échoué, pourroit suffire pour démentir ceux qui soutenoient qu'il ne comprenoit rien que d'utile à la Nation. Punit-on les gens pour avoir refusé de consentir à leur propre bien ? Le Comte de Chesterfield, Grand Maître de la Maison du Roi, le Lord Clinton Gentilhomme de la Chambre & Lord-Lieutenant du Comté de Devon, le Comte de Stairs Vice-Amiral d'Ecosse, le Comte de Marchmont Secrétaire d'Etat, & le Comte de Scarborough furent privés de leurs Emplois, parce que l'on savoit qu'ils avoient pris des mesures efficaces pour faire rejeter le Bill par la Chambre Haute. Plusieurs Membres de la Chambre-Basse, affectionnés d'ailleurs au Parti de la Cour, furent raïs de l'Etat des Pensions ou destitués des Postes qu'ils tenoient de la Couronne, pour avoir eu le courage de voter contre le Bill.

Remerciement
de la Ville de Lon-
dres à ses Représen-
tans, &c.
28 Avril.

Plusieurs Sei-
gneurs & Mem-
bres des Commu-
nes privés de leurs
Emplois, pour n'a-
voir pas favorisé
le Bill.
Avril.

Examen des Of-
ficiers de la Doua-
ne.
30 Avril ; 5, 6
Juin, 30 Mai ;
8, 18.

Ce Projet manqué fit prendre au Parti de la Cour d'autres mesures, par rapport aux Droits sur le Tabac & sur le Vin. Le 30 d'Avril, sur la Proposition faite par quelqu'un de ce Parti, les Communes résolurent, qu'un Comité de 11 Membres seroit établi pour examiner les fraudes & les abus qui se commettoient dans les Douanes, & qui portoient préjudice au Commerce & causoient de la diminution dans les Revenus publics. Le Comité fut choisi le 5 de Mai par Ballotage & presque tout composé de Membres du Parti de la Cour ; & le lendemain le Lord Vere Beauclere en fit le Rapport à la Chambre, qui résolut, *Que les Papiers remis au grand Comité pour examiner les moyens d'assurer les Droits sur le Vin & le Tabac, seroient délivrés au nouveau Comité.* Le 8 de Juin, elles ordonnèrent, que le S. Thomas

Bottomley fût mis sous la garde d'un Sergent d'Armes pour avoir prévariqué dans ses Réponses au Comité. Le 30, elles ordonnèrent, que pour la même raison le S. Caleb Leigh seroit aussi mis sous la Garde d'un Sergent d'Armes ; & défendirent qu'on le laissât parler à qui que ce fût sans la permission de la CHAMBRE. Le 8 de Juin elles ordonnèrent, que ces deux Personnes seroient déchargées & remises en liberté. Le 18, le Comité fit son Rapport, & l'on ordonna qu'il fût imprimé. Voilà tout ce que je trouve à cet égard dans cette Séance.

Voions présentement les principaux des autres Bills, auxquels on y travailla. I. ACTE pour accorder un plus long délai à ceux qui par ignorance de la Loi se trouvoient avoir omis de se qualifier pour leurs Emplois, en prêtant les sermens requis, en souscrivant la déclaration contre la Transsubstantiation, & en communiant dans une Eglise Anglicane. II. ACTE pour mieux empêcher les infâmes pratiques des Agioeurs, & pour défendre de transporter ou de vendre aucune Action, à moins que le Vendeur n'en fût le Propriétaire. Les Propriétaires des Actions de la Banque, de la Compagnie des Indes-Orientales & de la Compagnie de la Mer du Sud, présentèrent contre ce Bill une Requête aux Seigneurs le 18 de Mai, pour être entendus sur ce sujet par leurs Avocats lorsqu'on feroit dans la Chambre-Haute la seconde lecture du Bill. Ils obtinrent leur demande : mais le Bill n'en passa pas moins après quelques Débats. III. ACTE pour punir plus efficacement les Soldats mutins & les Déserteurs. IV. ACTE pour augmenter les Plantations de Sucre en Amérique, & pour augmenter leur Commerce. Cet Acte fut fait en conséquence de ce que les Communes avoient résolu le 4 de Mars, Que les Habitans des Colonies de l'Amérique ne pourroient envoyer aucun Sucre du cru de leurs Plantations ou de la Fabrique de leurs Colonies dans les Ports d'Irlande, & qu'il y seroit transporté de la Grande-Bretagne : Qu'on mettroit un Droit de 4 pour cent sur tout le Sucre étranger qui seroit porté dans ces mêmes Colonies : Que les Mêlasses & Sirops étrangers seroient chargé de 6 Deniers par Gallon, & le Rum étranger de 9 Deniers : Que les Droits, pris jusqu'alors sur l'importation du Sucre des Colonies dans la Grande-Bretagne, seroient pris dorenavant sur le transport du même Sucre hors du Royaume ; & que le Rabais de 2 Shellings pour cent de tout le Sucre raffiné seroit rembourse sur le même transport. Le 19 de Mars, les Négocians, trafiquant dans les Colonies Septentrionales, avoient demandé, par une Requête aux Communes, d'être ouïs par leurs Avocats contre le Bill en question : mais après quelques débats la Requête avoit été rejetée à la pluralité de 140 voix contre 112. Le 16 d'Avril, les Agens des Colonies de la Baie de Massachusset & de la Nouvelle-Torck, avoient présenté des Requêtes aux Seigneurs contre le même Bill, dont on avoit déjà fait deux lectures dans la Chambre-Haute, & l'on avoit ordonné que la troisième lecture se feroit, & que les Requérans seroient ouïs par eux-même ou par leurs Avocats. Le 20, les Agens de Pensilva-

Divers Actes auxquels on travailla dans cette Séance : Bill en faveur de ceux qui ne s'étoient pas qualifiés pour leurs Emplois. Contre les Agioeurs.

Contre les Soldats Mutins & les Déserteurs. Pour les Plantations du Sucre.

V.
SIXIÈME
SÉANCE DU
PARLEMENT.

A N N É E M D C C X X X I I I .

Pour le Com-
merce des Dia-
mans, &c.

Pour combler
un Canal inutile.

Contre les Ar-
rêts frivoles.

Pour favoriser
le Commerce des
Esprits distillés.

En faveur des
Actes des Catho-
liques - Romains.
Concernant les
Procureurs.
Concernant les
Procédures en An-
glois.

Pour diminuer
les Procédures.

Concernant les
Enfans Trouvés.

Pour la conti-
nuation de quel-
ques Loix.

En faveur de la
pêche de la Balé-
ne.

nie & de *Rhode-Island* avoient aussi présenté de semblables Requêtes les-
quelles avoient eu le même succès. La même chose étoit encore arrivée
le 23 à l'égard de *La Caroline-Méridionale*. Ces oppositions n'empêchè-
rent pas que le *Bill* ne passât tel que les *Communes* l'avoient passé. V. *ACTE* pour encourager le Commerce des *Diamans* & des autres *Pierres précieuses*. Il fut fait à l'occasion d'une Requête présentée le 9 de Mars aux *Communes* par les *Négocians* en cette partie, qui demandoient que l'on per-
mît l'entrée des *Diamans* sans paier aucun Droit. Surquoi les *Communes*
avoient résolu le 11, Que les *Diamans*, *Rubis*, *Emeraudes*, *Perles* & tous
autres *Joiaux* & *Pierres précieuses* seroient apportés dans le *Royaume* & trans-
portés dehors sur toutes sortes de *Vaisseaux* sans paier aucun Droit. VI. *ACTE*
pour combler le Canal depuis le Pont du *FLEET* jusqu'à celui de *HOLBOURN*.
Il fut accordé sur une Requête présentée le 9 de Mars aux *Communes* par
le Lord-Maire, les *Aldermans* & le *Commun-Conseil* de *Londres*, qui
demandoient la permission de combler ce Canal, & d'en employer le ter-
rain à bâtir un *Marché Public* pour substituer à celui de *Stock-Market*.
VII. *ACTE* pour mieux empêcher les *Arrêts frivoles* & de pures vexations.
Nous avons déjà vu le pareil *Acte* dans la Séance précédente. On en peut
conclure qu'apparemment en *Angleterre* les *Juges* étoient dans l'habitue-
de de mettre les gens sous la garde d'un *Messager d'Etat*, ou peut-être
même en prison pour des causes assez frivoles. VIII. *ACTE* pour favoriser
les *Manufactures d'Esprits distillés* dans la *Grande-Bretagne* & le transport
de ces *Esprits* hors du *Royaume*. Il fut fait en conséquence d'une *Délibéra-*
tion du 10 de Mars, dans laquelle les *Communes* avoient résolu, Que
l'*Acte*, passé la seconde année de Sa *Majesté* régnante, pour un Droit sur les
Eaux composées, autrement les *Esprits distillés*, avoit découragé ceux qui tra-
vailloient dans la *Grande-Bretagne* à la distillation des *Esprits* faits de *Bled*;
que pour cet effet on devoit le corriger; & que pour encourager le transport des
Esprits de *Bled*, & des autres *Esprits* faits dans la *Grande-Bretagne*, il fa-
loit mettre un Droit de 6 *Liv. St.*, 8 *Sh.* par tonneau sur les *Esprits* & les *Eaux*
de *Vie* que les *Marchands* tiroient des *Pais étrangers*, à l'exception de ce qui
viendroit des *Plantations Angloises* de l'*Amérique*. IX. *ACTE* pour accorder
un plus long tems pour l'enregistrement des *Actes des Catholiques Romains*. X.
ACTE pour déclarer certaines personnes capables d'être admises dans les *Cours*
de *Justice* en qualité de *Procureurs*. XI. *ACTE* pour expliquer l'*Acte* passé
dans la dernière Séance pour obliger de faire en *Anglois* toutes les *Procédures*
de *Justice*, par rapport à ce qui regardoit la *Cour* de l'*Echiquier*. XII. *ACTE*
pour diminuer la longueur ordinaire & la multiplicité des *Procédures*. XIII.
ACTE pour indemniser plus efficacement les *Paroisses* de ce qu'elles dépensent
pour les *Enfans Trouvés*. XIV. *ACTE* pour renouveler quelques *Loix* expirées,
& pour en continuer d'autres prêtes d'expirer. XV. *ACTE* pour encourager la
Pêche de la Baléne. Le 27 de Mai, les *Communes*, aiant délibéré sur l'état

du Commerce & de la Pêche de la Balène, avoient résolu, *Qu'on paieroit une gratification de 20 Sh. pour cent sur le retour de chaque Vaisseau que l'on emploieroit à cette Pêche.* XVI. ACTE pour ajouter trois ans aux trois ans accordés par Acte du Parlement pour le rabais des Droits établis sur le transport du Thé & du Caffé. Ce Bill fut fait sur une Requête de la Compagnie des Indes-Orientales, qui l'avoit demandé. XVII. ACTE pour assurer la Navigation sur la Rivière de DE'E. XVIII. ACTE pour obliger plus efficacement les Vaisseaux, venant des endroits infectés, à faire la Quarantaine. XIX. ACTE pour empêcher de transférer les Causes en première instance hors des Cours inférieures de Judicature. XX. ACTE pour rendre plus efficaces les Loix pour la punition des Criminels. XXI. ACTE pour expliquer & corriger un Acte de la septième & de la huitième année de Guillaume III, aiant pour titre « ACTE » pour mieux régler les Elections des Membres du Parlement, & pour empêcher les Procédures irrégulières des Sheriffs & des autres Officiers dans les » Elections, en tant que cela regarde la tenue des Cours dans les Comtés ».

Pour favoriser
le transport du
Caffé.

Conceruant la
Rivière de Dée.
Contre la Peste.
En faveur des
Cours inférieures.

Pour les Loix
contre les Crimi-
nels.

Conceruant les
Elections Parle-
mentaires.

Je ne dois pas oublier de parler d'une chose qui fait honneur à la *Chambre-Basse*, quoiqu'elle n'ait point été suivie de son effet. Au commencement de cette Séance, sur des plaintes faites dans les précédentes, elles établirent un Committé pour examiner les abus & les exactions des Cours Ecclesiastiques de la Grande-Bretagne & de la Principauté de Galles. Le 20 de Mars, le Chevalier *Nathanael Curzon* fit rapport à la *Chambre des Résolutions* du Committé; lesquels portoient; I. *Qu'aucun Procès ou Action ne seroit à l'avenir intenté devant les Cours Ecclesiastiques pro salute animæ & reformatione morum* (pour le salut de l'ame & la réformation des mœurs,) sans qu'il y eût un Accusateur ou Délateur qui donnât suffisante caution pour sa personne ou pour les frais, en cas qu'il succombât: II. *Que dans tous les Procès qui s'intenteroient sur cette matière, ou sur telle autre matière criminelle, les Cours de Judicature du Banc de Roi ou des Plaidoyers Communs pourroient, sur la connoissance que les Accusés sont innocens, défendre de telles poursuites, & qu'elles seroient ensorte que les Personnes soupçonnées fussent jugées par des Jurés, ainsi que cela se pratiquoit dans d'autres Actions civiles & criminelles; & qu'en cas que le Prévenu se trouvât coupable, ils décrèteroient une Consultation avec les Cours Ecclesiastiques, afin qu'elles pussent procéder contre lui par des censures, ainsi que la Loi le permettoit: III. Que les Excommunications ne seroient plus censées flétrissantes & ne priveroient personne de ses Privilèges; que l'Excommunié, malgré cette Censure, jouiroit de tous les Droits & avantages que la Loi lui accordoit, comme s'il n'avoit pas encouru l'Excommunication; mais que les Cours Ecclesiastiques seroient néanmoins autorisées à évoquer devant elles les Accusés, afin de donner du poids à leurs Procédures Légales: IV. Que tout ce qui seroit payé, en commuant les peines infligées, seroit remis aux Inspecteurs des Pauvres des lieux où l'offense auroit été commise, pour leur être distribué, selon les ordres de deux des plus prochains Juges de Paix, & qu'aucun*

Votes des Communes sur l'abus des Jurisdictions Ecclesiastiques, & sur les Mariages clandestins.
20 Mars & 30 Avril.

ne personne ne seroit poursuivie deux fois pour la même offense : V. Que les Taxes pour les Réparations & les Ornemens des Eglises seroient faites & prélevées de la même manière que les Quoteparis pour l'entretien des Pauvres, conformément aux Loix. VI. Que pour valider ou pour invalider un Testament de même que pour l'administration des Biens particuliers, aucune caution ne pourroit être accordée par les Cours Ecclésiastiques, à moins qu'elle ne fût demandée dans les formes, par les Légataires, Créanciers, Parens, ou par les Tuteurs & Curateurs. VII. Enfin, que les Loix pour prévenir les Mariages Clandestins seroient rendues plus efficaces. Les six premières Résolutions furent approuvées & l'on ordonna de porter un BILL en conséquence. La septième fut renvoyée à l'examen du Grand Committé. Le 30 d'Avril, cette matière fut prise en considération, & l'on résolut, Qu'il ne seroit accordé aucune licence, sans une Déposition sous serment, signée par une des deux Parties qui devoient être mariées, exposant l'âge, les qualités & les Paroisses des deux Parties : Que la Partie, qui demanderoit la licence, donneroit une Obligation, laquelle pourroit être mise à exécution par les Cours de Loi, s'il paroïssoit dans la suite que la licence eût été obtenue par fausse suggestion : Qu'il ne seroit accordé aucune licence pour le Mariage des Persones qui ne seroient pas en âge, sans le consentement personnel des Parens ou Tuteurs : Qu'aucun Ministre ou autres Persones, étant ou prétendant être dans les Ordres Sacrés, lesquelles seroient en prison ou dans la Verge d'une Prison, ne pourroient faire l'Office de marier. Il fut ensuite ordonné, que l'on porteroit un BILL, dont cette Résolution composeroit les Chefs. Ces deux Bills passèrent dans la Chambre-Basse : mais ils ne furent lus qu'une fois dans la Chambre-Haute. Ils ne contenoient assurément que des Réglemens très sages ; mais les Evêques, qui, bien qu'ils ne semblent avoir en Angleterre qu'une Puissance très bornée, n'y sont pas moins Evêques qu'ailleurs, furent bien par leurs Intrigues engager les Pairs, leurs Confrères dans la Chambre-Haute, à laisser leur Jurisdiction dans l'Etat qu'elle étoit.

Clôture de cette
séance.
24 Juin.

Le 24 de Juin le Roi donna son consentement Royal à 25 Actes, dont 14 Actes Publics & 11 particuliers, & fit ensuite aux deux Chambres le Discours suivant.

Discours du Roi. MILORDS ET MESSIEURS,

La saison de l'année & la diligence avec laquelle vous avez expédié les affaires publiques me font juger à propos de mettre fin à cette Séance du Parlement.

MESSIEURS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES,

Je vous remercie du zèle avec lequel vous avez accordés les fonds pour le service de l'année courante. Je n'ai jamais demandé de Subsidés à mon Peuple

A N N É E M D C C X X X I I I.

V.
SIXIÈME
SEANCE DU
PARLEMENT

que ceux qui devenoient absolument nécessaires pour l'honneur & la sûreté de ma Personne & de mon Roiaume ; & je suis toujours très satisfait , lorsque les dépenses publiques sont fournies de la manière la moins onéreuse à mes Sujets.

MILORDS ET MESSIEURS,

Je ne puis m'empêcher de faire remarquer les malins efforts qu'on a faits en dernier lieu pour aigrir les esprits du Peuple , & pour exciter par les plus injustes & les plus fausses représentations des tumultes & des désordres dont la tranquillité du Roiaume a presque couru risque d'être altérée : mais je compte sur la force de la vérité pour dissiper les soupçons mal fondés, répandus dans le Public, que l'on formoit des desseins contre la liberté de la Nation ; & sur votre fidélité reconnue , pour renverser & détruire les espérances de ceux qui se plaisent dans la confusion. C'est mon inclination , & c'a toujours été mon étude de conserver les Droits de la Religion & de mes Sujets. De votre côté , donnez vos soins à détromper ceux à qui l'on en avoit imposé ; travaillez à les rendre sensibles , tant au bonheur dont ils jouissent à présent , qu'au danger qu'ils courent de se laisser inconsidérément entraîner par des prétextes peu spécieux dans leur propre destruction.

Après ce Discours , le Chancelier prorogea le Parlement jusqu'au 6 du mois d'Août.

A N N É E M D C C X X X I V.

J. EN JANVIER ; le 3 , un Etranger , déguisé en Marchand , arriva de Paris à Rome , & se rendit d'abord au Palais du *Prétendant* , auquel il remit quelques Lettres. Ce Prince , après les avoir lues , envoya le Lord *Tombar* au Duc de *Saint-Aignan* , Ambassadeur de France , pour lui faire part de ce qu'elles contenoient ; & le lendemain le Prince eut lui-même à ce sujet une Audience particulière du Pape , laquelle fut suivie d'une longue Conférence avec le Duc de *Saint-Aignan*. Le Pape ordonna quelques jours après que 8 Carosses fussent toujours prêts pour le service du Prince ; & que dorénavant tous les Carosses des Etrangers de quelque condition qu'ils fussent , eussent à laisser passer ceux du Prince , & des Princes ses Enfants. Il permit même d'employer la force contre ceux qui ne se conformeroient pas à ce Règlement. Les Ordres furent aussi donnés pour fermer diverses Portes de la Ville , afin que l'on pût prendre plus aisément la note des Etrangers qu'on y verroit arriver. Le 22 du mois précédent , ensuite d'une Conférence que le *Prétendant* avoit eu dans son Palais avec le Cardinal *Corsini* Neveu du Pape , un détachement des Gardes de Sa Sainteté , s'étant emparé des avenues du Palais du Prince , & avoit fait une exacte recherche dans les Maisons voisines. On avoit attribué ce mouvement à l'arrivée de quelques Seigneurs Anglois , que l'on prétendoit n'être venus à Rome que pour emmener avec eux en Angleterre le Fils aîné du *Pré-*

2.
AFFAIRES
DIVERSES:
Allarmes à Rome
au sujet du
Prétendant
22 Décembre ;
1732 ; 3 Janvier
1734

tendant. On ajoutoit même qu'ils avoient disposé ce jeune Prince à se retirer secrètement, en cas que l'on s'opposât à son départ. Ce qui se fit ensuite au commencement de Janvier fut l'occasion de beaucoup de vains discours & de raisonnemens politiques, qui se trouvèrent sans fondement.

Augmentation
des Forces de Mer
& de Terre.
5 Janvier.

Le 5, il se tint un grand Conseil à *Londres* où l'on résolut d'employer cette année 20 mille Matelots pour le service de Mer; & de faire en même tems une augmentation considérable dans les Troupes de Terre. Ces mesures étoient occasionnées par les progrès que les Troupes de *France*, unies à celles de *Sardaigne*, faisoient dans les Etats de l'*Empereur* en *Italie*; & par le Mémoire que l'Ambassadeur d'*Espagne* avoit remis au *Roi d'Angleterre*, des raisons que son Maître avoit de se joindre aux *Rois* de *France* & de *Sardaigne* pour faire la Guerre à l'*Empereur*. On a vu ci-devant que le *Roi d'Angleterre* par les derniers Traités avoit garanti les Etats de ce Prince en *Italie*.

Proclamation
contre les Papistes
en Irlande.
23 Janvier.

Le 23, en conséquence d'une *Adresse des Communes d'Irlande*, le *Viceroi* & le *Conseil* firent publier une Proclamation pour faire exécuter dans toute leur rigueur les Loix contre le *Papisme*.

Nouveau Con-
seiller.
Janvier.

Resolutions des
Négocians de Caf-
fé & de Thé, pour
demander la sup-
pression de l'Ac-
cise sur ces Mar-
chandises.
2 Février.

Dans ce mois, le Comte d'*Inchequin* fut fait Conseiller-Privé.

En FÉVRIER; le 2, les principaux Négocians de Café & de Thé s'assemblèrent en très grand nombre, & résolurent de prier la *Compagnie des Indes-Orientales* de s'unir avec eux pour demander au *Parlement* la suppression de l'Accise imposée sur ces Marchandises. Dans la dernière Séance du *Parlement*, ils avoient fait seuls la même demande aux *Communes* par une Requête que la *Chambre* avoit rejetée. La *Compagnie des Indes* refusa de se joindre avec eux; & la tentative qu'ils firent par une nouvelle Requête dans la Séance de cette année eut le même succès que leur première Requête.

Augmentation
des Gardes à pied,
11 Février.

Le 15, on expédia les ordres aux Sergens & Caporaux des trois Régimens des Gardes à pied, d'aller faire des recrues à la Campagne pour augmenter ces Régimens de 10 Hommes par Compagnie.

Nouveaux Che-
valiers du Char-
don.
23 Février.

Le 23, le Duc d'*Aibel* & le Marquis de *Lothian*, deux des 16 Pairs d'*Ecosse* aiant Séance au *Parlement* de la *Grande-Bretagne*, furent reçus par le Roi Chevaliers du *Chardon* à la place des Comtes de *Switzerland* & de *Londown*, morts l'année précédente.

Dignités & Char-
ges données.
Février.

Pendant ce mois, le Roi fit le Comte de *Shafisbury* Lord-Lieutenant & Garde des Rôles du Comté de *Dorset*, à la place du Duc de *Bolton*; le Lord *Thomas Malton*, Lord-Lieutenant de la Partie occidentale du Comté d'*Torck*; & le Duc d'*Athol*, Membre du Conseil Privé.

Pension donnée.
Février.

Le Lord *King*, ancien Grand Chancelier, obtint une Pension de trois mille Livres Sterling sur la Liste civile.

Le Comte de
Scarborough se

En MARS; le 5, le Comte de *Scarborough*, donna sa demission de la charge de Grand Ecuier du Roi: mais il resta Colonel du second Régiment

giment des Gardes à pied, & Lord-Lieutenant & Garde des Rôles du Comté de *Northumberland*.

Le 10, le *Prince d'Orange* arrivant de *Bath* à *Oxford*, fut complimenté par le Vice-Chancelier & les Députés de l'Université. Le lendemain à son retour du Château de *Bleinheim* qu'il étoit allé visiter, il fut reçu à la porte de la Ville par le Recorder & les Magistrats, qui présentèrent dans des Boîtes d'Argent des Lettres de Bourgeoisie à ce Prince, au Chevalier *Clément Cotterel* Maître des Cérémonies, qui par ordre du Roi ne l'avoit point quitté depuis son départ de *Londres*, & à plusieurs autres Persones de distinction de sa suite. Le 12, le Prince fut reçu Docteur de l'Université, qui, pour lui faire honneur, accorda le titre de Docteur en Loi aux Barons *d'Aylva*, de *Linden*, & de *Groostins*, au *S Godni* Lieutenant-Général au service de la République de *Hollande*, au Chevalier *Clément Cotterel*, & au *S. Leg* l'un des Fils du Lord *Darmouth*. Le 15 au soir, le Prince fut de retour à *Londres*; & le 17, il fut reçu Membre de la *Société Royale*.

démet de la
Charge de Grand-
Ecuier.

5 Mai.
Honneurs ren-
dus au Prince
d'Orange à Ox-
ford; & son re-
tour à *Londres*.
10, 11, 12, 15
Mars.

Il est reçu dans
la Société royale.
17 Mars.

Mariage de la
Princesse Royale
avec le Prince
d'Orange.
25 Mars.

Le Mariage de la *Princesse Royale* avec le *Prince d'Orange* se fit le 24. La Veille, il y eut un Grand Conseil à *Saint-James* pour régler le Cérémonial qui devoit s'observer dans la Marche & dans la Célébration de ce Mariage; & le Roi, dans ce Conseil, ordonna que l'on changeât, en faveur de la *Princesse*, la forme des Prières usitées dans la *Liturgie Anglicane*. Le 25, vers les 8 heures du Soir, le *Prince d'Orange* partit du Palais de *Sommerfet* pour se rendre à *Saint-James*. Il étoit dans le Carosse d'Etat du Roi. Les 6 Chevaux, qui le trainoient, étoient ornés de Rubans Couleur d'Orange. Le Prince avoit avec lui le Chevalier *Clément Cotterel* Maître des Cérémonies, & le Baron *d'Aylva* Grand-Ecuier de Son Altesse. Le Carosse du Roi étoit précédé de 8 autres Carosses de leurs Majestés, dans lesquels étoient les Gentils-Hommes & les Officiers du Prince; & suivi des grands Carosses de la *Reine*, du *Prince de Galles*, du *Duc de Cumberland*, & de la *Princesse Royale*, tous à 6 Chevaux, ornés pareillement de Rubans Orangés. Il se rendit avec son Cortège dans la Chambre du Conseil, à peu près dans le même tems que la *Princesse Royale*, avec les Dames de sa suite, s'y étoit rendue. Les Grands Officiers de la Couronne, les Pairs d'*Angleterre* & d'*Ecosse* & les autres Persones de distinction, qui par leurs Charges ou par leur Rang avoient droit d'assister aux Mariages des Princes & des Princesses de la *Grande-Bretagne* les avoient précédés dans cette Chambre. Vers les 8 heures, on se mit en marche pour aller à la *Chapelle Française*, par une Galerie que l'on avoit construite depuis le Palais jusqu'à cette Chapelle. Voici d'ordre de cette Marche.

Les *Fifes*. Quatre *Tambours*, deux à deux. Le *Tambour Major*. Huit *Trompettes*. Un *Timbalier*. Le *Sergent Trompète* portant la Masse. Le *Maître*.
Tome XIV. Partie I.

O o o

tre des Cérémonies, marchant avec un des principaux *Officiers de l'Epoux*. L'*Ecuyer de l'Epoux*, marchant entre deux anciens *Hérauts d'Armes*. L'EPOUX, en habit de Nôces, revêtu du Collier de l'Ordre de la *Jarretière*, conduit par le *Grand-Chambellan* & le *Vice-Chambellan*, appuyé sur les Comtes de *Scarborough* & de *Wilmington*, ce dernier Président du Conseil, l'un & l'autre non mariés, & tous les deux Chevaliers de la *Jarretière*, dont ils avoient le Collier. Les *Officiers* de la suite de l'Epoux, marchant deux à deux immédiatement après lui, & conformément à leur rang. Les *Fifres*, *Tambours*, *Trompètes*, &c étant arrivés à la porte de la Chapelle, se rangèrent en haie des deux côtés; & le *Maître des Cérémonies*, étant entré dans la Chapelle, conduisit chacun à la place qu'il devoit occuper. L'Epoux fut mené par ses Conducteurs à son Tabouret, au pied de la Chaise de Parade du Roi. Ceux sur lesquels il étoit appuyé se retirèrent & s'allèrent placer, selon leur rang, parmi les Pairs du Roïaume. Le *Grand-Chambellan*, le *Vice-Chambellan*, & les deux *Hérauts* précédés de *Fifres*, *Tambours*, & *Trompètes*, retournèrent ensuite chercher l'Epouse, & revinrent dans le même ordre que la première fois. L'*Ecuyer de l'Epouse* se les suivoit, marchant entre deux *Rois Provinciaux d'Armes*. L'EPOUSE, en habit de Vierge, portant la Couronne de Princesse, conduite par le *Grand-Chambellan* & le *Vice-Chambellan*, appuyée sur le *Prince de Galles* & le *Duc de Cumberland*, l'un & l'autre non mariés & revêtus du Collier de l'Ordre de la *Jarretière*. Ces deux Princes étoient précédés de leurs Domestiques qui marchaient devant eux l'un après l'autre, de même que ceux de l'Epouse, qui la précédoient. Treize *jeunes Demoiselles*, habillées de blanc, toutes Filles de *Ducs* ou de *Comtes de la Grande-Bretagne*, nommées par le Roi pour porter la queue de l'Epouse, & marchant selon leur rang, enforte que les plus qualifiées étoient les plus proches de la *Princesse*. Les *Demoiselles*, Filles de *Pairs de la Grande-Bretagne*. Les *Dames Epouses* des mêmes *Pairs*. En entrant dans la Chapelle, l'EPOUSE fut conduite à son Tabouret au pied de la Chaise de Parade de la Reine, vis-à-vis l'EPOUX. Le *Prince de Galles* & le *Duc de Cumberland* se retirèrent à leurs Tabourets placés de l'autre côté de l'Autel; & les Persones de leur suite allèrent occuper leurs différentes places. Les *jeunes Demoiselles* demeurèrent debout auprès de l'EPOUSE, pour continuer leurs fonctions, lorsque la Bénédiction Nuptiale se donneroit à l'Autel. Le *Grand-Chambellan*, le *Vice-Chambellan* & les *Rois Provinciaux d'Armes* allèrent ensuite chercher le Roi & la Reine, qu'ils amenèrent dans cet ordre. Le *Maréchal du Palais Royal*. Les *Poursuivans d'Armes*. Les *Hérauts*. Les *Chevaliers du Bain*, non *Pairs*, revêtus de leur Collier, & marchant selon leur ancienneté. Les *Conseillers Privés*, non *Pairs*, dans le même ordre. Le Chevalier *Walpole*, revêtu du Collier de la *Jarretière*, marchant seul. Le Chevalier *Comiers Darcys*, Chevalier du *Bain*, marchant

aussi seul en qualité de *Contrôleur de la Maison du Roi*. Les *Barons de la Grande-Bretagne*. Les *Evêques* en Habits Pontificaux. Les *Vicomtes, Comtes, Marquis & Ducs de la Grande-Bretagne*, ces *Pairs* marchant deux à deux & portant les Colliers des Ordres dont ils étoient Chevaliers. Ceux qu'on va nommer avoient à leurs côtés des *Sergens d'Armes*. Deux *Rois Provinciaux d'Armes*. Le Lord *Garde du Sceau*. Le Lord *Président du Conseil*, lequel, après l'arrivée de l'*Epouse*, étoit revenu pour être de cette marche. Le Lord *Grand-Chancelier*, accompagné le dernier par des *Sergens d'Armes*. L'*Archevêque d'Yorck*. L'*Archevêque de Cantorberi*. Le *Garter au Roi d'Armes de la Grande-Bretagne* entre deux *Ecuiers*. Le Comte d'*Effingham-Howord*, avec son Bâton d'Or, comme *Député-Comte-Maréchal d'Angleterre*. L'*Epée de l'Etat*, portée par le Duc de *Montague*, Chevalier de la *Jarretière*. Le Roi revêtu du grand Collier, & soutenu par le *Grand-Chambellan* & le *Vice-Chambellan*. Le *Capitaine des Gardes du Corps*, aiant le *Capitaine des Gentilshommes au Bec de Corbin* à sa droite, & le *Capitaine des Gardes Suisses* à sa gauche. Le Lord de la *Chambre du Roi*. Deux *Gentilshommes de la Chambre*. La Reine précédée de son *Vice-Chambellan* & soutenue de son *Grand-Chambellan* & de son *Gr.-nd-Ecuier*. Les *Princesses AMELIE, CAROLINE, MARIE & LOUISE*, appuyées chacune sur deux *Ecuiers*. Les *Dames* & les *Filles d'Honneur* avec les *Dames d'Atour* de la Reine, marchant deux à deux, selon leur rang. Les *Gentilshommes au Bec de Corbin* furent rangés en haie le long du passage qui conduit à la Chapelle. Le Roi se mit sur une Chaise de Parade dans le plus haut Angle du haut pas voisin de l'Autel, & la Reine dans une autre Chaise de Parade à côté de celle du Roi. Le Lord de la *Chambre* demeura derrière le Roi; celui qui portoit l'*Epée d'Etat* se mit à sa droite, & le *Grand-Chambellan* avec le *Vice-Chambellan* à sa gauche. Le *Grand-Chambellan*, le *Vice-Chambellan* & le *Grand-Ecuier* de la Reine restèrent debout derrière elle. Les quatre *Princesses* se rendirent à leurs Tabourets à côté du *Prince de Galles* & du *Duc de Cumberland*. Les *Dames & Filles d'Honneur* & les *Dames d'Atour* allèrent occuper les places qu'on leur avoit marquées. Le *Garter* & les *Hérauts d'Armes* se rendirent de même à leurs places ordinaires. Aussitôt que cette dernière Marche parut dans la Chapelle, les Orgues jouèrent jusqu'à ce que tout le monde eût prit place. Après quoi l'on commença le Service divin; & quand l'*Evêque de Londres*, en qualité de Doïen de la Chapelle Roïale, eût donné la Bénédiction, le Roi & la Reine se rendirent à la Traverse placée à l'un des côtés de l'Autel. Alors le *Prince d'Orange*, présentant la main à la *Princesse Roïale*, la conduisit aux Balustrades de l'Autel, où l'un & l'autre se mirent à genoux sur des Barreaux de Verrou rouge gallonnés d'Or; & reçurent de l'*Evêque de Londres* la Bénédiction Nuptiale au bruit des Salves réitérées du Canon du Parc & de la Tour. Dès que la Liturgie fut finie, les nouveaux Mariés retournèrent

à leurs Tabourets , & y restèrent jusqu'à la fin de l'Antienne , qui fut chantée par la Musique. Après quoi l'on se remit en marche vers les Appartemens du Roi , dans l'ordre suivant. Les *Fifres* , *Tambours* , *Trompettes* &c. commeci-devant. Le *Maître des Cérémonies* &c , l'*Ecuier du Prince* &c , comme ci-devant. Le *Prince d'Orange* appuié sur deux Ducs mariés , l'un & l'autre Chevaliers de la *Jarrettière* , savoir les Ducs de *Richmond* & de *Ruiland*. L'*Ecuier de la Princesse* &c , comme ci-devant. La *Princesse d'Orange* , dans le même ordre & de la même manière que ci-devant. Les *Dames mariées* deux à deux. Les *Demoiselles* aussi deux à deux. Le reste de même qu'en venant , à l'exception des *Rois d'Armes* qui furent remplacés dans la marche du *Roi* par deux *Hérauts* ; les premiers accompagnant la *Princesse d'Orange* au retour de la Chapelle. A la porte du petit Appartement du Roi , l'*Ecuier du Prince d'Orange* & les deux *Hérauts* se rangèrent d'un & d'autre côté , pour faire place au *Prince* , lequel entra seul dans l'Appartement. Tous les Lords Gentilshommes & les Dames en firent de même pour laisser passer *Leurs Majestés* , la *Princesse d'Orange* & la *Famille Royale*. Aussitôt que le *Roi* & la *Reine* furent entrés dans cet Appartement , le *Prince* & la *Princesse d'Orange* allèrent se jeter à leurs pieds pour recevoir leur Bénédiction. A onze heures , le *Roi* , la *Reine* & la *Famille Royale* soupèrent en public dans la grande Salle du Bal. *Leurs Majestés* se placèrent au haut de la Table sous un Dais , aiant à droite le *Prince de Galles* , le *Duc de Cumberland* & le *Prince d'Orange* , à gauche , la *Princesse d'Orange* , & les *Princesses Amélie* , *Caroline* & *Marié*. On ne vit à cette Cérémonie aucun des *Pairs d'Irlande*. Le Comte de *Tilney* , les Vicomtes de *Galloway* , de *Brindell* , de *Gage* , de *Grimston* & de *Vane* , les Lords *Kingsale* , *Shouthwel* , *Ranelagh* & les autres *Seigneurs Irlandois* , qui se trouvoient à *Londres* , ne furent point invités à cette Cérémonie , comme *Pairs d'Irlande*. Le Conseil l'avoit ainsi décidé vers la fin de l'année dernière : mais ils prétendirent que , sans déroger à leurs Prérogatives , ils ne pouvoient pas assister au Mariage comme simples Spectateurs , & qu'ils devoient avoir rang dans la Marche & dans la Chapelle immédiatement après les *Pairs d'Ecosse*. Il y eut de grandes Rejouissances à *Londres* & dans les autres Villes. Les *Wigis* & les *Torys* semblèrent se disputer à qui montreroit le plus de contentement. Toutes les Cloches de la Ville sonnèrent depuis le matin jusques fort avant dans la nuit. Les Vaisseaux dont la *Tamise* étoit couverte , déployèrent toutes leurs Banderoles & firent des décharges continuelles de leur Canon. Toutes les Maisons de *Londres* furent illuminées. Le Peuple fit partout des Feux de Joie , & dans plusieurs endroits il y eut des Assemblées particulières. Environ à une heure après minuit , le *Prince* & la *Princesse d'Orange* se retirèrent dans leur Appartement. Le *Roi* , le *Prince de Galles* & le *Duc de Cumberland* les y suivirent. Le *Roi* donna la chemise au *Prince d'Orange* ,

A N N E E M D C C X X X I V .

L.
"AFFAIRES"
DIVERSES.

le Prince de Galles le Bonnet de nuit, & le Duc de Cumberland la Robe de Chambre. Les jours suivans tous les Corps de l'Etat complimenterent les nouveaux Mariés. On verra dans l'article du *Parlement* ce qu'il fit à cette occasion. Le Roi fit part du Mariage aux *Etats-Généraux des Provinces-Unies* par cette Lettre.

HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS, NOS BONS AMIS, ALLIÉS ET
CONFEDERÉS ;

Lettre du Roi
aux Etats Géné-
raux pour leur
faire part du Ma-
riage.

Comme nous n'avons rien plus à cœur que de resserrer, aussi étroitement qu'il sera possible, les liens de cette Union qui subsiste entre Nous & votre Etat, Nous embrassons avec plaisir tous les moyens qui peuvent y contribuer. Et comme les Rois nos Prédécesseurs ont heureusement affermi leurs Alliances avec votre République, au bien mutuel des deux Nations, par des Mariages faits avec les Princes d'Orange, Nous avons aussi jugé convenable, tant en conformité de notre panchant de bienveillance & d'affection pour Vous, que pour remplir les vœux ardens de tout notre Peuple, de contracter un Mariage entre la Princesse Royale notre Fille aînée & notre Cousin le Prince d'Orange & de Nassau. Et, comme nous venons d'en célébrer les noces le 25 de ce mois dans notre Palais de Saint-James, Nous nous sommes hâtés de Vous annoncer cette nouvelle, comme à nos bons & fidèles Amis & Alliés, qui ne manquerez pas de prendre part à notre joie & d'en témoigner votre satisfaction. Les vues principales, qui nous ont portés à agréer votre Alliance, ont été le bien de la Religion Protestante en général, la sûreté de la succession dans nos Roiaumes selon l'Etablissement présent, & l'espérance qu'elle pourroit servir de moyen pour augmenter la confiance & l'amitié entre Nous & votre République ; & Nous nous flatons d'avoir beaucoup contribué à l'avancement de ces intérêts si importants, en prenant pour Gendre un Prince qui succède si dignement à ses Ancêtres, par lesquels les services les plus signalés ont été rendus, tant à cette sainte Religion qu'à la Nation Britannique même & aux Provinces - Unies votre Patrie. C'est au reste avec une satisfaction toute particulière que nous allons placer chés Vous notre Fille que nous aimons si tendrement, comme ne doutant aucunement que cette même amitié, que vous avez toujours fait voir pour Nous & pour toute notre Famille, ne vous porte à l'y recevoir & à y régler son séjour d'une manière qui nous soit un nouveau témoignage de votre affection, & qui réponde en même tems aux sentimens dont nous faisons profession à l'égard de votre République. Au reste Nous prions Dieu qu'il vous ait, HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS, NOS BONS AMIS, ALLIÉS ET CONFEDERÉS, en sa sainte & digne garde. Ecrit à notre Cour de Saint-James, le 26 de Mars 1734, & de notre Règne le septième.

Votre bien bon Ami

GEORGE R.
Ooo iij

Réponse des
Etats Généraux.

Les Etats Généraux répondirent par cette Lettre.

SIRE,

Nous sommes très sensibles à l'honneur qu'il a plu à VOTRE MAJESTÉ de nous faire par sa Lettre du 26 du mois de Mars dernier, nous faisant part des motifs qui ont porté VOTRE MAJESTÉ à agréer le Mariage entre la Princesse Royale sa Fille aînée & son Cousin le Prince d'Orange & de Nassau, & l'accomplissement de ce Mariage par la célébration des Noces ensuivies. Nous remercions VOTRE MAJESTÉ de la communication de ce notable événement, & nous l'en félicitons de tout notre cœur, priant le bon Dieu de répandre sur cette Alliance ses plus précieuses Bénédictions, pour qu'elle réussisse à sa gloire & à la plus complète satisfaction de VOTRE MAJESTÉ, des Hauts Contractans & de toute la Famille Royale, & qu'elle remplisse entièrement le but de VOTRE MAJESTÉ aussi bien que nos vœux pour l'affermissement de la Religion Protestante, la sûreté de la succession dans ses Royaumes selon l'Etablissement présent & l'augmentation de l'heureuse Union, Amitié & Confiance entre VOTRE MAJESTÉ & notre République. Les assurances, qu'elle a la bonté de nous donner de la continuation de sa gracieuse affection pour notre République & de son penchant à entretenir l'Amitié & la Confiance, que les intérêts communs demandent, sont si flatteuses pour nous, que nous ne saurions assez en témoigner notre reconnaissance. Nous en regardons comme un effet d'avoir pris pour Gendre un Prince si attaché à notre Etat, dont nous honorons le mérite personnel, & n'oublions point les services de ses Ancêtres. Et puisque VOTRE MAJESTÉ a choisi une République libre, comme la nôtre, pour y placer sa Fille tendrement aimée, nous espérons qu'elle y trouvera toute la satisfaction & l'agrément que la situation des lieux & la présente constitution de notre Gouvernement, dont la conservation nous est à cœur, pourront lui donner. Nous tâcherons d'y contribuer par tout ce qui pourra le plus marquer nos sentimens de vénération pour VOTRE MAJESTÉ & sa Famille Royale, ainsi que la haute estime que nous avons pour la Princesse Royale en particulier. Au reste &c.

Gouvernement
donné.
Mars.

Dans le courant de ce mois de Mars; le Roi nomma le Major Durenre, Gouverneur du Château de Saint-Maux, à la place du Lord Falmouth.

Projet d'abolir
le Parlement Sep-
tennal, & de ré-
tablir le Triennal.
Mars.

Sur le bruit qui se répandit que dans la Séance du Parlement qui se tenoit actuellement, on devoit proposer dans l'une des deux Chambres de porter un Bill pour révoquer l'Acte qui continue le même Parlement pendant sept ans, & rétablir celui qui borne sa durée à trois ans, plusieurs Corporations ou Communautés écrivirent à leurs Représentans à la Chambre-Basse, pour qu'ils appuïassent ce Bill, lorsqu'il y paroîtroit, de tous leurs soins & de tout leur crédit. Cet exemple fut bientôt suivi de presque toutes les autres Communautés.

ANNEE MDCCXXXIV.

I.
AFFAIRES
DIVERSES.

En AVRIL; le 22, la populace de *Londres*, s'étant assemblée tumultueusement en divers endroits de la Ville, alluma des feux dans les rues pour témoigner sa joie de ce qu'à pareil jour de l'année précédente, les *Communes* avoient rejeté le *Bill* proposé pour l'établissement d'une *Accise* sur le Vin & le Tabac. Elle cassa les Vitres de l'Hôtel du Lord-Maire & de toutes les Maisons de ceux qui refusèrent de mettre des lumières sur leurs fenêtres; & les Officiers de Police s'efforcèrent envain d'empêcher le désordre.

Folie du Peuple.
22 Avril.

Le 25, jour de Pâque, selon le vieux Stile, le *Prince d'Orange* reçut la Communion des mains de l'Evêque de *Londres*, dans la Paroisse du Palais de *Saint-James*, pour se qualifier en vertu des Lettres de Naturalisation qu'il avoit eues du *Parlement*.

Le Prince d'Orange communie à la manière Anglicane.
25 Avril.

Dans le cours de ce mois; le Duc de *Bolton* Vice-Amiral des Comtés de *Carmarthen* & de *Pembroke*, & Gouverneur de *Milford-Haven* dans ce dernier Comté, le Comte de *Stairs* Lord-Lieutenant du Comté de *Galloway* & Colonel d'un Régiment de Dragons, & le Comte de *Rothés* Lord-Lieutenant du Comté d'*Aberdeen*, Colonel d'un Régiment d'Infanterie, & l'un des seize *Pairs d'Ecosse* aiant Séance au Parlement de la *Grande-Bretagne*, firent la démission de leurs Emplois. Le Roi donna la place de Vice-Amiral du Comté de *Carmarthen* au Comte d'*Asburnham*, celle de Vice-Amiral du Comté de *Pembroke* au S. *Jean Owen*, le Gouvernement de *Milford-Haven* au S. *Jean Campbell*, & le Régiment du Comte de *Stairs* au Lord *Cadogan*. Le Comte de *Casills* fut fait Gouverneur de *Dumbarton* en *Ecosse*, à la place du Comte *Glencarn* mort depuis peu. Le S. *Athbur Onslow*, Orateur de la *Chambre des Communes*, fut fait Trésorier de la Marine, à la place du Vicomte de *Torrington*. Le Comte de *Westmorland* & le Vicomte de *Falmouth* donnèrent aussi leurs démissions, l'un de la place de premier Commissaire de Commerce & des Plantations, & l'autre de celle de Vice-Trésorier d'*Irlande*.

Démissions de Charges & Emplois.

Gouvernement & Charges données.

Autres démissions.

En MAI; le 3, le *Prince* & la *Princesse d'Orange* se rendirent à *Gravesend* dans les Carrosses du Roi, pour s'embarquer sur un Yacht qui devoit les transporter en *Hollande* sous l'escorte de 5 Vaisseaux de Guerre. Ils partirent le 5 au matin.

Départ du Prince & de la Princesse d'Orange.
3, 5 Mai.

Le 29, on enterra dans le Cimetière d'*Heydon* près d'*Holderness* dans le Comté d'*York*, un particulier sur la sépulture duquel on mit au mois d'Octobre suivant une Tombe avec cette Epitaphe. *Ci gît le Corps de GUILLAUME STRUTTON de Padrington, enterré le 29 Mai 1734, âgé de 97 ans, qui eut de sa première Femme 28 Enfants, & de sa seconde 17; Père de 45, Aïeul de 86, Bisaïeul de 97, & Trisaïeul de 23, en tout 251.*

Postérité d'un Particulier, vivante à sa mort.
29 Mai.

Dans le cours de ce mois; le Comte de *Kimore* fut déclaré Comte-Marchal d'*Ecosse*.

Charge donnée.
Mai.

Le Roi donna ordre que l'on rebâtît le Collège de la *Madelène* à

Ordre de rebâtir le Collège de la

I.
AFFAIRES
DIVERSES.

A N N É E M D C C X X X I V.

Madelaine à ex-
ford. Mal. *Oxford*; & l'on comta que cette dépense passeroit 40 mille Livres Ster-
ling.

Libéralité du
Chev. Wager &
du S. Clayton. Le Chevalier *Charles Wager*, Premier Commissaire de l'Amirauté &
le S. *Guillaume Clayton* Commissaire de la Trésorerie, élus depuis peu
pour être les Représentans de la Ville & Liberté de *Westminster* au pro-
chain *Parlement*, donnèrent une somme considérable pour les répara-
tions de l'Eglise de *Sainte-Marguerite* de cette Ville.

Décisions des
Grands-Juges sur
les Privilèges des
Membres des
Communes.
1 Juin. En JUIN; le 4, les douze Grands-Juges du Roiaume s'assemblèrent à
l'occasion du Colonel *Pitt*, Membre pour *Camelsfort*, du dernier *Par-*
lement dissous par une Proclamation du 28 d'Avril, lequel peu de jours
après la dissolution avoit été arrêté pour une somme considérable. Il s'a-
gissoit de décider si les Membres du *Parlement*, qui ne peuvent être arrê-
tés dans les 40 jours après la Prorogation, doivent après la dissolution
jouir du même Privilège. Après une longue délibération, les Juges dé-
cidèrent unanimement que tout Membre du *Parlement* devoit après la
dissolution jouir du même Privilège qu'après la Prorogation. En con-
séquence ils firent relâcher le Colonel *Pitt*.

Vaisseaux An-
glois pris par les
Corsaires de Salé.
Mai. Les Corsaires de *Salé* prirent trois Vaisseaux Anglois, dont l'un alloit de
Hall dans le Détroit, & les deux autres de *Liverpool* en *Afrique*. Ces deux
derniers furent repris par un Vaisseau de Guerre, après que les Corsaires
les eurent pillés.

Mort du Maré-
chal de Berwick,
Fils naturel de
Jaques II.
12 Juin. Le 12, vers les sept heures du matin, le Maréchal de *Berwick* accom-
pagné du Lord *Edouard* son Fils, du Lord *Clare* & de plusieurs Officiers,
alla visiter les travaux de la Tranchée devant *Philisbourg*, qu'il avoit ou-
verte le 3 de ce mois. Il voulut juger par lui-même de l'état d'une Sape
qu'on avoit commencée la nuit, & s'étant trop exposé, malgré des ré-
présentations que son intrepidité l'empêcha d'écouter, il fut tué d'un
coup de Canon. *Jaques Filtz-James*, Fils naturel de *Jaques II* Roi d'*An-*
gleterre, & d'*Arabella Churchill*, Sœur du Duc de *Marlborough* étoit alors
dans la 66^e. année de son âge. Il étoit Duc de *Berwick* & de *Filtz-James*
en *Angleterre*, de *Liria* & de *Xerica* au Roiaume de *Valence*, Pair d'*An-*
gleterre, Pair de *France* & Grand d'*Espagne* de la première Classe, Maré-
chal de *France*, & Général de l'*Armée Française* en *Allemagne*, Cheva-
lier de la *Jarretière*, des Ordres du Roi de *France* & de celui de la *Toison*
d'*Or*, Gouverneur du *Haut & Bas-Limosin*, & de la Ville de *Strasbourg*.

Charge donnée.
Juin. Pendant ce mois; le Roi nomma le Vicomte de *Limington*, Gouver-
neur de l'Ile de *Wight*, à la place du Duc de *Montagu*, lequel obtint la
Place de Capitaine des Gentilshommes Pensionnaires, vacante par la dé-
mission du Comte de *Burlington*. Le Duc d'*Ancafter* fut fait Grand-Maître
des Eaux & Forêts, à la place du Vicomte de *Linington*.

Dans l'Ile de *Destrey*, l'une des Iles d'*Orckney* en *Ecosse*, mourut le nommé
Jean

Jean Roufey âgé de 138 ans. A l'âge de 100 ans il avoit été Père d'un Fils, qui fut son héritier.

En JUILLET; le Vicomte de *Torrington* & l'Evêque de *Kildare* furent faits Membres du Conseil-Privé d'*Irlande*. Conseillers P. i.
vés pour l'Irlande.
2 Juillet.

Le Roi fit publier une Proclamation, par laquelle il enjoignoit aux Juges de faire punir dans la rigueur des Loix les gens, qui dégraderoient les Barrières mises par ordre du *Parlement*, le long des Grands Chemins. Proclamation
pour les Grands
Chemins.
Juillet.

En AOÛT; le Lord *Pierre King*, Baron d'*Ockham* dans le Comté de *Surrey*, Conseiller-Privé, & ancien Grand-Chancelier de la *Grande-Bretagne*, mourut le 2, d'Apoplexie à sa Terre d'*Ockham*. Le S. *Jean King*, son Fils aîné, Membre du *Parlement* pour la Ville d'*Exeter* & le Bourg de *Launceston* dans le Comté de *Cornouaille*, lui succéda dans son Titre & dans ses Biens.

Durant ce mois; on fit partir une grande quantité de Munitions de guerre pour *Gibraltar* & pour *Port-Mahon*, afin de mettre ces deux Places en sûreté contre toute entreprise; & les ordres furent donnés pour en réparer les Fortifications. Précautions pour
Gibraltar & Port-
Mahon.
Août.

Le Major Général *Sutton* fut fait Gouverneur de l'Ile de *Guernsey*, & ne tarda pas à s'y rendre. Le Comte de *Clarincard* obtint le Gouvernement du Fort de *Dumbarton* vacant par la mort de son Père. Gouvernement
donné.
Août.

Le Corps des Marchands Merciers de *Londres* résolut de fournir 18 cens Liv. St. pour racheter les *Anglois* Esclaves dans le Roiaume de *Maroc*. Libéralité des
Merciers.
Août.

En SEPTEMBRE; le Duc d'*Ancafter*, Grand-Chambellan & Grand-Maître des Eaux & Forêts d'*Angleterre*, Lord-Lieutenant & Garde des Rôles du Comté de *Southampton*, fut fait Vice-Amiral de ce Comté & de l'Ile de *Wight*, à la place du Vicomte *Lymington*. Le Comte de *Middlesex*, & le Colonel *Longdale* obtinrent les Places, le premier, de Député-Gouverneur du Château de *Walmer*, dont le S. *Furnest* s'étoit démis; & le second, de Député-Gouverneur du Château de *Tilbury*. Cette dernière Place vaquoit par la mort du S *Webb*. Gouvernement
& Charges don-
nés.
Septembre.

En OCTOBRE; le 27 on fit embarquer à *Gravesend* des Recrues pour *Gibraltar* & *Port-Mahon*. Recrues pour
Gibraltar &c.
27. Octobre.

Dans le courant du mois; le Roi fit expédier une Commission pour mettre sur l'Etablissement de la *Grande-Bretagne*, huit Régimens qu'on avoit fait venir cette année d'*Irlande* en *Angleterre* & en *Ecosse*; & la résolution fut prise au Bureau des Guerres de lever incessamment huit autres Régimens pour mettre en leur place sur l'Etablissement d'*Irlande*. Augmentation
des Troupes de
Terre
Octobre.

En NOVEMBRE; le Lord *Hugh Boscawen*, Vicomte de *Falmouth*, mourut le 5, à sa Terre de *Fregetham* près de *Truro* dans le Comté de *Cornouailles*. L'Emploi de Lord-Gardiën de Mines d'Etain de cette Provin- Mort du Vi-
comte de Fal-
mouth
5 Novembre.

ce, qu'il possédoit, & qui rapportoit 3 mille Livres Sterling, fut donné au S. *Edgcombe*, l'un des Commissaires de la Trésorerie.

Esclaves rachetés à Maroc.
6, 12 Novembre.

Le 6, deux Vaisseaux de Guerre arrivèrent de *Gibraltar* à *Portsmouth* aiant à bord 117 Anglois; lesquels avoient été Esclaves dans le Roïaume de *Maroc*, & que le S. *Solicofre*, Envoïé de la *Grande-Bretagne*, avoit fait mettre en liberté. Ces Vaisseaux apprirent que *Muley Abdalha*, Roi de *Maroc*, avoit été détrôné par les Noirs de ses Etats, lesquels avoient mis à sa place *Muley Ally* son Frère. Les 117 Esclaves rachetés furent débarqués le 22, & conduits dans le Jardin du Palais de *Saint-James* où le Roi, le Duc de *Cumberland* & les Princesses, étoient aux Fenêtres pour les voir passer. Le Roi leur fit donner 50 Guinées; le Duc & les Princesses environ 56.

Nouveau Pair.
Novembre.

Dans le cours de ce mois; le Lord *Malton* fut créé Baron, Vicomte & Comte de la *Grande-Bretagne* sous les Titres de Baron de *Wash* & d'*Harrowden*, de Vicomte d'*Higham* & de Comte de *Malton*.

Charge chés la Reine.
Novembre.

La Comtesse de *Tankerville* fut nommée Dame de la Chambre du Lit & Maîtresse de la Garderobe de la Reine, sur la démission de la Comtesse de *Suffolc*.

Augmentation de Troupes.
Novembre.

Il fut résolu que les Compagnies des huit Régimens, venus d'*Irlande* & mis sur l'Etablissement de la *Grande-Bretagne*, seroient augmentées chacune d'un Sergent, d'un Caporal, d'un Tambour & de 25 Soldats faisant en tout 2240 Hommes.

Hopital pour les Enfans Trouvés.
Novembre.

Quantité de Persones de distinction souscrivirent une somme considérable pour l'Etablissement d'un Hôpital, dans lequel on élèveroit les Enfans Trouvés.

Mort du Comte d'Abercorn
9 Décembre.

En DECEMBRE; le Lord *Jaques Hamilton*, Baron de *Paisly* en *Ecosse*, Baron & Comte d'*Abercorn* en *Irlande*, mourut le 9 dans la 74 année de son âge. Le Baron de *Paisly* son Fils aîné lui succéda dans son Titre & dans ses Biens.

Mort du Vice-Amiral Saunders.
16 Décembre

Le 16, le Chevalier *George Saunders*, Vice-Amiral de l'*Escadre-Bleue*, Premier Commissaire de la Marine & Membre du *Parlement* pour *Queensborough* dans le Comté de *Kent*, mourut à *Londres*.

Gouvernemens donnés.
Décembre.

Durant le cours de ce mois; le Colonel *Douglas*, Frère du Comte de *Moreton*, Pair & Vice-Amiral d'*Ecosse* fut fait Député - Gouverneur du Château d'*Inverness* à la place du S. *Cunningham* mort depuis peu. Le Gouvernement des Comtés de *Chester*, de *Cardigan*, de *Carmarthen* & de *Clamorgan* & de la Partie Septentrionale de la principauté de *Galles*, fut donné au Comte de *Cholmondeley* Premier Ecuier du Prince de *Galles*.

Charges chés la Reine.
Décembre.

La Comtesse de *Tankerville* s'étant démise des Charges de Dame du Lit & de Maîtresse de la Garderobe de la Reine qu'elle avoit obtenues le mois précédent. La Lady *Harvey* s'étant excusée d'accepter la seconde, elle fut conférée à la Comtesse de *Burlington*; & la Duchesse

Douairière de *Bedford*, Epouse du Comte de *Jersey*, fut nommée Dame de la Chambre du Lit.

Le Duc de *Chandos* obtint le Privilège de pouvoir faire travailler seul aux Mines Roïales d'Or & d'Argent, soit déjà découvertes soit à découvrir, dans le Comté de *Stafford*.

Mines du Comté de *Stafford*.
Decembre.

On érigea à *Kingston* sur la *Hull* une Statue en l'honneur du Roi *Guillaume III*.

Statue du Roi *Guillaume III*.
Decembre.

Le S. *Elie Turner* riche Négociant de *Londres* laissa par son Testament 20 mille Livres Sterling pour être employées à la fondation d'un Hôpital, dans lequel on recevoit les Marchands, que quelques-uns des hasards, auxquels le Commerce est sujet, auroit réduits à la mendicité.

Fondation pour les pauvres Marchands.
Decembre.

II. En JANVIER ; les *Commissaires de l'Amirauté* donnèrent ordre le 11 d'équiper incessamment une nouvelle Escadre de 18 Vaisseaux, dont un, nommé la *Britannia*, de 112 Canons, 2 de 90 & 15 de ligne. On y en ajouta plusieurs dans la suite. En FEVRIER ; on commença le 4 à battre la Caisse pour enrôler les Matelots qui voudroient servir volontairement sur la Flote ; les ordres furent donnés pour en prendre de force ; & le Corps des Bateliers fut chargé d'en fournir 4 mille. Le 19, on publia deux Proclamations du Roi. L'une promettoit une gratification à tous les Matelots qui s'enrôleroient au service de la Flote avant le 22 de Mars, & qui se rendroient à bord 12 jours après leur engagement. L'autre ordonnoit à tous Maîtres de Vaisseaux, Pilotes ou Matelots nés Sujets du Roi, & servant dans les Païs Etrangers de revenir dans le Roïaume, enjoignant aux Juges de procéder selon la rigueur des Loix contre ceux qui n'obéiroient pas dans le tems prescrit. Dans une Assemblée du 6 de MARS, les *Commissaires de l'Amirauté* formèrent une Flote de la *Britannia* de 112 Canons & de mille Hommes d'équipage, de 32 Vaisseaux, dont 1 de 90 Canons & 680 Hommes, 4 de 80 Canons & 520 Hommes, 6 de 70 Canons & 440 Hommes, 8 de 60 Canons & 365 Hommes, 10 de 50 Canons & 280 Hommes, 1 de 40 Canons & 190 Hommes, & 2 de 30 Canons & 150 Hommes. Le 8, le Roi nomma le Chevalier *Jean Norris* pour commander en Chef cette Flote, qui seroit mise en Mer cette année. Il devoit avoir sous ses ordres le Chevalier *George Walton* Vice-Amiral de l'*Escadre-Rouge* & le Contre-Amiral *Stewart*. Le même jour le Lord *Forbes*, Fils du Comte de *Granard* & Envoïé extraordinaire du Roi à la Cour de *Russie*, & le Capitaine *Nicolas Haddock* furent faits Amiraux à la place du Chevalier *Jean Jennings* & de l'Amiral *Guillaume Morris*, qui s'étoient démis de leurs Emplois à cause de leurs infirmités. Le lendemain les Sieurs *Cavendish*, *Stewart*, *Balchen* & *Mitchell* furent aussi déclarés Amiraux. Dans le même tems tous les Vaisseaux actuellement équipés à *Portsmouth* & à *Plymouth* eurent ordre de s'assembler à *Spithead*,

II.
MARINE.
Nouvelle Escadre.
9 Janvier.
Enrollement volontaire de Matelots ; Ordre d'en dresser.
4 Février
Proclamations au sujet des Matelots.
19 Février.

Flote.
6 Mars.

Commandans de la Flote nommés.
9 Mars.

Nouveaux Amiraux.
9, 10 Mars.

Ordre aux Vaisseaux de s'assembler.

Protections ac- & ceux que l'on équipoit à *Chatam* & à *Sherneff* de se rendre au *Nore* ; &
 cordées aux Bate- les *Commissaires de l'Amirauté* accordèrent des Protections à quelques Ba-
 liers de *Westmin-* teliers de *Westminster* , afin qu'ils ne fussent point enrôlés & qu'ils pussent
 ster. donner leurs voix à la prochaine Election des Membres du *Parlement*.
 Nouveau Con- Dans les premiers jours d'AVRIL , le Capitaine *Richard Haddock* fut fait
 trôleur de la Ma- Contrôleur de la Marine. Le 13 , le Chevalier *Jean Norris* , Comman-
 rine. dant en chef de la Flote , se rendit de *Chatam* aux *Dunes* avec 4 Vaisseaux.
 Avril. Ce qui fit qu'il y eut alors à cette Rade une Escadre de 16 Vaisseaux de
 L'Amiral Nor- Guerre avec un Brulot , prête à mettre à la voile. Le 24 , les Commissai-
 ris se rend aux res expédièrent de nouveaux ordres , afin d'enrôler par force des Mate-
 Dunes. lots pour former l'Equipage de tous les Vaisseaux qu'ils avoient mis en
 13 Avril. Commission. Dans le même tems ils mandèrent au Chevalier *Norris* que
 Nouveaux ordres l'intention du Roi étoit , qu'il eut , avant un mois , dans son Escadre 20
 de presser des Vaisseaux prêts à mettre en Mer. L'Escadre fut tout-à-fait prête à partir
 Matelots. avant le 15 du mois suivant. En MAI ; le Roi nomma Commandant du
 24 Avril. Vaisseau la *Britannia* , le Capitaine *Tanerède Robinson* avec les appointe-
 Ordre à l'Ami- mens de Contre-Amiral ; & le 17 il eut ordre de se rendre aux *Dunes*.
 ral Norris d'avoir Le 29 , deux Vaisseaux de Guerre prirent & brulèrent les deux seuls
 20 Vaisseaux prêts Bâtimens Coriaires qui restoient aux *Saletains* , & qu'ils avoient rencontrés
 dans un mois. aux environs du Cap de *Candie*. Le Capitaine , le Lieutenant & quelques
 Avril. Hommes de l'Equipage de l'un des deux furent faits Esclaves. Le 31 ,
 Capitaine aux jour auquel les Amiraux arborèrent aux *Dunes* leurs Pavillons sur les
 appointemens de Vaisseaux qu'ils devoient monter , l'Escadre étoit de 22 Vaisseaux de
 Contre Amiral. ligne , accompagnés de 2 Brulots , d'un Hopital & de 2 Galiotes à Bom-
 Mai. bes ; & deux autres Vaisseaux de ligne , partis de *Blakstokes* , devoient s'y
 Coriaires Sale- joindre les jours suivans. Le 6 de JUILLET , le Lord *Forbes* prêta ser-
 tains brûlés. ment en qualité de Vice-Amiral de l'Escadre-Blanche. Dans le mois
 29 Mai. d'AOÛT , l'Amiral *Norris* envoya quatre de ses Vaisseaux croiser dans la
 Etat de l'Esca- Manche ; les Gardes-Côtes de *Chatam* eurent ordre d'avoir la moitié de
 dre des Dunes. leurs Equipages complets , de prendre leur provision d'eau & tout leur
 31 Mai. Canon ; & 10 Vaisseaux de Guerre assemblés au *Nore* eurent ordre de
 de s'avitailler & de se rendre aux *Dunes*. Le 14 au soir , l'Amiral *Norris* ,
 Lord Forbes Vi- sur les ordres qu'il avoit reçus , donna le signal pour lever l'ancre & l'Es-
 ce-Amiral de l'Es- cadre , avec des Provisions pour six mois , mit à la voile afin de se rendre
 cadre-Blanche. à *Spithead*. Elle y fut jointe le lendemain par celle du *Nore* commandée
 6 Juillet. par l'Amiral *Cavendish*. Au commencement de SEPTEMBRE , tous les Of-
 Vaisseaux croi- ficiers des autres Vaisseaux mis en Commission dans les Ports de *Chatam* ,
 sans dans la Man- de *Portsmouth* , de *Plymouth* & de *Sherneff* eurent ordre de se rendre à leurs
 che ; Equipages bords. En conséquence de la résolution prise dans un Conseil qui se tint le
 demi complets des 7 d'OCTOBRE , les *Commissaires de l'Amirauté* donnèrent ordre de prépa-
 Gardes - Côtes ; rer des Provisions pour 30 mille Matelots , que l'on devoit employer l'an-
 ordre à 10 Vais- née suivante. Avant la fin du mois , le Roi fit publier une Proclamation pour
 seaux de se rendre s'y rendre.
 aux Dunes. Septembre.
 Août. provisions pour
 L'Escadre va des 30 mille Matelots.
 Dunes à Spithead. Octobre.
 14 Août. Défense de pres-
 Ordre aux Offi- ser des Matelots.
 ciers des Vaisseaux Octobre.
 en Commission de
 s'y rendre.
 Septembre.
 provisions pour
 30 mille Matelots.
 Octobre.
 Défense de pres-
 ser des Matelots.
 Octobre.

défendre de presser des Matelots. Dans le même tems, la Flote assemblée à *Spithéad* étoit de 48 Vaisseaux de Ligne. Le 5 de NOVEMBRE, les *Commissaires de l'Amirauté* ordonnèrent qu'onze Vaisseaux de cette Flote se rendroient incessamment à *Plymouth* pour y passer l'Hiver ; & ces Vaisseaux partirent le 8 de *Spithéad*. Le 19, le *Roi* fit écrire à l'Amiral *Norris* qu'il n'auroit pas besoin de ses services pendant l'Hiver ; & le lendemain cet Amiral fit ôter son Pavillon du Vaisseau de Guerre la *Britannia*, & rentra le soir à *Londres*, avec les Amiraux *Haddock* & *Cavendish*. En même tems, le *Roi* fit enjoindre aux Capitaines de ne faire débarquer que la Poudre à Canon, & de n'accorder aucuns Congés aux Gens de leurs Vaisseaux, Matelots & Soldats, sans de très fortes raisons. Le 11, l'Amiral *Stewart* eut ordre de renvoyer dans leurs Ports, tous les Vaisseaux qui restoient à *Spithéad*, à l'exception de son Escadre destinée à la Garde de ce Port. Dans le Conseil qui se tint le 18, il fut résolu que le Vaisseau la *Britannia* & 25 autres de l'Escadre du Chevalier *Norris* seroient défarmés & radoublés pendant l'Hiver ; & qu'au Printems on équiperait deux Escadres, l'une pour la *Méditerranée*, & l'autre pour la *Mer Baltique*. Le 2 de DECEMBRE, il se tint un Conseil de l'Amirauté, dans lequel le Lord *Forbes*, devenu Comte de *Granard* par la mort de son Père, fut déclaré Vice-Amiral de l'Escadre-Blue, au lieu du feu Chevalier *George Saunders* ; & la Place de Commissaire de l'Amirauté, que le même Chevalier avoit, fut donnée au Capitaine *Purvis* Membre du *Parlement* pour *Aldborough*. Le Contre-Amiral *Haddock* fut le Successeur du Comte de *Granard* dans l'Emploi de Vice-Amiral de l'Escadre-Blanche ; & le Capitaine *Hager* fut fait Contre-Amiral de l'Escadre-Blue à la place du S. *Haddock*.

Etat de la Flote à *Spithéad*.
Octobre.
Onze Vaisseaux renvois à *Plymouth*.
5, 8 Novembre.
L'Amiral *Norris* dispensé de servir pendant l'hiver.
9, 10 Novembre.
Ordre de ne point donner de congés aux Equipages.
Novembre.
Les autres Vaisseaux renvois à leurs Ports.
11 Novembre.
Vaisseaux défarmés.
18 Novembre.
Nouveaux Officiers.
28 Décembre.

III. LE 28 de JUILLET, la Banque commença de faire transporter sa Caisse à la nouvelle Maison, qu'elle avoit fait batir auprès de la Bourse. Le 30 de SEPTEMBRE, elle résolut dans une Assemblée générale que le Dividende pour la demi-année, échue à la *Saint Michel*, seroit, comme il avoit été la demi-année précédente, de deux & trois quarts.

III.
BANQUE & COMPAGNIES DE COMMERCE.
Banque.
Elle se transporte à la nouvelle Maison.
3 Juillet.
Dividende.

Le 20 de JANVIER, dans une Assemblée générale des Intéressés de la *Compagnie d'York-Buildings*, il fut proposé, de recourir au *Parlement* afin d'en obtenir, avec des secours d'Argent, un BILL, pour autoriser la *Compagnie* à prendre des arrangements avec ses Créanciers. On recueillit les Suffrages, & la Proposition fut acceptée à la pluralité de 342 voix contre 234.

3. Septembre.
Comp. d'York-Buildings.
Résolution d'avoir recours au *Parlement* pour le rétablissement des Affaires.

La *Compagnie Royale d'Afrique* procéda le 28 de Janvier à l'Election de ses Officiers pour cette année ; & choisit le *Roi* pour Gouverneur ; le Chevalier *Bybie-Lake* pour Sous-Gouverneur ; & le S. *Charles Hayes* pour Député-Gouverneur.

20 Janvier.
Comp. d'Afrique.
Election des Officiers.
28 Janvier.
Comp. des Indes Orientales.

Le 8 de FEVRIER, la *Compagnie des Indes-Orientales* fit déclarer à

III.
BANQUET
COMPAGNIES DE
COMMERCE.

ANNE'E MDCCXXXIV.

Argent déclaré. la *Donane* 210 mille Onces d'Argent, qu'elle avoit tiré des Païs
8 Février. Etrangers & qu'elle devoit faire transporter aux *Indes*. Vers le commen-
Ordre envoyé cement de JUILLET, elle envoya ordre aux Capitaines des Vaisseaux qui
aux Capitaines de lui restoit dans les *Indes* d'en partir en différens tems & de ne point re-
la Compagnie. venir ensemble en *Angleterre*. La crainte, que la Guerre ne devînt géné-
Juillet. rale, étoit la cause de cet ordre. Le 6 de DECEMBRE, la Compagnie fit
Argent déclaré déclaration à la *Donane* de 581 mille 371 Onces d'Argent pour envoyer
6. Décembre. aux *Indes*.

Comp. du Sud. Le 6 de J A N V I E R, le Vaisseau de Permission de la *Compagnie du Sud*,
Retour du Vais- appelée *La Royale Caroline*, arriva de *La Vera-Cruz* aux *Dunes*. Il avoit fait le
seau de Permis- voyage en 52 jours. Sa Charge consistoit en 750 mille Pièces de huit, 900
son. Sacs de Cochenille estimés 150 mille Liv. St., outre beaucoup d'autres Mar-
6 Janvier. chandises. Le 5 de FEVRIER, il y eut une Assemblée générale, dans laquelle
Dividende. on décida, *Que le Dividende des Actions pour la demi-année échue à Noël*
5 Février. *1733, seroit d'un & un quart pour cent.* Dans une autre Assemblée qui se tint le
Résolution au 21 d'AVRIL, il fut résolu, *Que l'on autoriseroit les Directeurs à présenter une*
sujet de l'Equiva- Adresse au Roi pour lui demander la Permission d'accepter, à la place du Vais-
lent offert par le seau de l'Assiente, l'équivalent offert depuis deux ans par le Chevalier Thomas
Roi d'Espagne. 24 Avril. Fils-Gerald, Agent du ROI D'ESPAGNE. Le 29 de JUILLET, la Compa-
Argent venu de guie reçut 30 à 40 Caisses de Pièces de huit apportées de *La Jamaïque*
la Jamaïque. par un Vaisseau de Guerre revenu depuis peu de cette Ile. Le 3
29 Juillet. d'AOÛT, l'Assemblée générale fixa le Dividende des Actions à un & demi
Dividende. pour cent, pour la demi-année échue au terme de la *Saint Jean* de cette
3 Août. année. Le 10, un Vaisseau de Guerre arriva à *Portsmouth* chargé pour le
Argent venant comte de la Compagnie d'une grande quantité d'Argent, venant de *La*
de la Havane. *Havane*.
10 Août.

IV.
COLONIES.
Saint-Christophe.
Ouragan.
8 Juillet.
La Virginie.
Vaisseaux pris
par les Espagnols.
Juin.
La Barbade.
Maladie Epidé-
mique.
Septembre.
Ouragan.
20 Octobre.
La Jamaïque.
Révolte des Nè-
gres.
Mars; &c.

IV. LE 8 de JUILLET, il y eut dans l'Ile de *Saint Christophe* un Oura-
gan terrible qui dura toute la nuit & le jour suivant, & fit beaucoup de
ravage dans les Canes de Sucre.

Dans le mois de JUIN, deux Vaisseaux Anglois de *La Virginie*, revenant
de *Curaçao*, furent pris par les Espagnols.

Il courut, pendant le mois de SEPTEMBRE, dans l'Ile de *La Barbade*,
une Maladie épidémique, qui fit périr une grande quantité d'Habitans.
Le 20 d'OCTOBRE un violent Ouragan détruisit la plus grande partie des
Canes de Sucre.

En MARS, un nombre considérables des Nègres de *La Jamaïque* se ré-
volta. S'étant saisis des Armes qu'ils trouvèrent dans les Magasins & dans
les Vaisseaux actuellement en Rade, ils se retirèrent au Nord de l'Ile, du
côté du Port *Antonio*. Ils y détruisirent la plupart des Plantations & com-
mirent beaucoup d'autres désordres. Leur exemple fit qu'il ne se passa

presque point de jours que quelques *Nègres* ne s'échappassent des autres Habitations. Le Commandant fit prendre les Armes à tous les Habitans & leur ordonna de marcher contre les Rebelles ; en même tems il écrivit le 31 de ce mois en *Angleterre* pour demander un prompt secours, parce qu'il n'espéroit pas sans cela pouvoir appaiser la révolte, puisque l'on comtoit dans l'Ile jusqu'à 80 mille *Nègres*, contre environ 9 mille *Blancs*. Le nombre des Rebelles ne cessa pas d'augmenter. Ils choisirent même un Roi pour les commander ; s'emparèrent de plusieurs Postes sur les Montagnes ; & firent leur principale Habitation d'une Eminence qu'ils fortifièrent de plusieurs Redoutes, à laquelle on ne pouvoit arriver que par un seul Chemin, où trois personnes avoient peine à passer de front. Ils firent de là des courses dans les Habitations, enlevant tous les *Blancs* qu'ils rencontroient. Ils battirent même un Parti de 150 Habitans, que l'on avoit envoyé contre eux. Ils trouvoient le moyen de se fournir de Poudre, en traitant secrètement avec les *Juifs* de l'Ile. Cela se passoit depuis le commencement de Mars jusqu'au mois d'Août, pendant lequel leur nombre étant encore augmenté considérablement, ils continuèrent à détruire des Habitations, dont ils tuèrent les Possesseurs. Un Capitaine, envoyé pour les combattre avec un Détachement de 500 Hommes, tomba dans une embuscade, & perdit la plupart de son monde. Sur les premières nouvelles qu'on eut à *Londres* de ces désordres, au mois de Mai, on donna des ordres pour envoyer de *Gibraltar* au secours de cette Colonie six Compagnies indépendantes, sous les ordres du S. Jean Talbot Frère du Lord Chancelier. Le Chevalier Chaloner Ogle, Commandant de l'Escadre des *Indes Occidentales*, ne fut pas plutôt instruit de ce qui se passoit à *La Jamaïque* qu'il s'y rendit. Il arriva le 3 d'AVRIL à *Port-Royal* avec deux de ses Vaisseaux. Cette calamité fut en quelque sorte compensée par une très abondante récolte de Canes de Sucre : mais d'un autre côté l'Ile devoit cette année éprouver plusieurs disgraces. Le 1 de SEPTEMBRE, un Ouragan renversa quantité de Maisons & fit périr plusieurs Vaisseaux sur la Côte.

Un Vaisseau de Guerre arrivé le 28 de JUIN de *La^e Caroline Meridionale*, ramena le Chevalier Jaques Oglethorpe, qui revenoit de la *Nouvelle-Georgie*, où depuis deux ans il avoit commencé l'établissement de la Colonie nouvelle. Ce Chevalier avoit avec lui *Tomo Chichi* Roi ou Chef des *Indiens* de *Basse-Crêl*, l'Epouse, un Fils, un Neveu de ce Roi & quatre des principaux du Pais. Le 6 de JUILLET, on lança à l'Eau à *Rocherish* pour le Service de cette Colonie, un Vaisseau nouvellement bâti du port de 230 Tonneaux, auquel on donna le nom d'*Oglethorpe*. Dans ce tems-là même, comme on l'apprit par des Lettres reçues dans le mois d'Octobre, les Affaires de la Colonie étoient en très bon état. On y défrichoit les Terres avec succès ; on avoit même déjà fait une récolte de plus de deux

Le Chevalier
Chaloner Ogle va
au secours de l'Ile
3 Avril.

Récolte abon-
dante.

Ouragan.
1 Septembre.

Nouvelle-Georgie.
Arrivée d'un
Roi Indien en
Angleterre.
28 Juin.

Vaisseau neuf
pour la Colonie.
6 Juillet.
Etat de la Colo-
nie.

Le Roi Indien
est présenté au
Roi.
15 d'Août.

Mort du Beau-
Frère de ce Roi.
15 Août.

Il laisse son Ne-
veu en Angleter-
re.

Il promet de se-
courir la Caroli-
ne Méridionale.

Présent que lui
fait le Prince de
Galles.

14 Octobre.
Il prend son
Audience de con-
gé.

22 Octobre.
Son départ.
8 Novembre ; 4
Decembre.

Les Villes de
Liverpool & de
Preston contri-
buent à l'Etablis-
sement de la Co-
lonie.

Decembre.
V.
SEPTIEME
SEANCE DU
PARLEMENT
Ouverture.
28 Janvier.

mille Boisseaux de Bled d'*Inde*. Il y avoit environ 80 Maisons de conf-
truites & les fondemens de plusieurs autres jetés dans la Ville de *Savanah*.
Les *Salzbourgeois*, établis à *Ebenezer*, avançoient leurs Affaires autant que
les *Anglois*; & l'on avoit fait une Alliance avec une Nation voisine, nom-
mée *Natchées*, dont on espéroit de grands avantages pour le Commerce
de la Colonie. Le *Roi Indien* fut présenté le 14 d'AOÛT au *Roi* à *Kensington*.
Il eut le même jour audience de la *Reine*, du *Prince de Galles* & de la *Fa-
mille Royale*. Le *Chef des Indiens* & sa suite furent défrayés pendant leur
sejour en *Angleterre*; & le *Roi* leur assigna 20 Liv. St. par Semaine. On leur
procura tous les amusemens possibles, & l'on leur fit voir tout ce qui
mérite l'attention des Etrangers à *Londres* & dans les environs. Le 15, le
Frère de la Femme de *Tomo Chichi* mourut de la petite Vérole & fut en-
terré, selon l'usage de leur Païs, envelopé dans une Couverture & sans au-
cune Cérémonie. Le Prince consentit que son Neveu, qui n'avoit que 13
ans, restât en *Angleterre* pour être instruit de la Religion Chrétienne. Le
Roi, qui se chargea d'en faire prendre soin, voulut qu'il fût élevé dans
le Collège de *Westminster*. Lorsque l'on conclut avec *Tomo Chichi* le Traité
qui devoit unir sa Nation avec les *Anglois*, il s'engagea de faire armer
deux mille de ses Sujets pour aller au secours des Habitans de la *Caroline-
Méridionale* toutes les fois qu'ils en auroient besoin. Le 14 d'OCTOBRE,
il eut une Audience du *Prince de Galles*, qui lui fit présent d'un Sabre
& d'un Fusil de très grand prix. Le 22, il eut son Audience de congé du
Roi, de la *Reine* & de la *Famille Royale*. Il partit de *Londres* le 8 de NO-
VEMBRE avec sa suite, pour aller s'embarquer sur un Vaisseau de Guerre
chargé de le transporter en son Païs, avec plusieurs *Familles Salzbour-
geoises* auxquelles le *Roi* avoit permis d'aller s'établir dans la *Nouvelle-
Georgie*. Le Vaisseau mit à la voile le 4 de DECEMBRE. Dans le même
mois les Villes de *Liverpool* & de *Preston* s'engagèrent à fournir une cer-
taine somme pour contribuer à l'établissement de la Colonie.

V. Le 28 de Janvier se fit l'Ouverture de la septième & dernière Séance
du premier *Parlement* assemblé par *George II*. Jamais un si grand nom-
bre de Députés ne s'étoient trouvés rassemblés le premier jour d'une
Séance. Il y eut dans la *Chambre-Haute* 140 *Pairs*, & dans la *Chambre-
Basse* 400 Députés, dont les Partisans de la Cour faisoient le plus grand
nombre. Le *Roi* fit l'Ouverture de la Seance par ce Discours qu'il adressa,
suivant la coutume, aux deux *Chambres*.

Discours du Roi.

MILORDS ET MESSIEURS,

*La Guerre, depuis peu commencée & poussée avec tant de vigueur par les Puif-
sances réunies de France, d'Espagne, & de Sardaigne, est devenu l'objet de
l'attention*

l'attention de toute l'Europe. Quoique je n'y sois engagé d'aucune manière, & que je n'y puisse avoir part que par mes bons offices dans les Négociations, qu'on a citées comme les principales causes & les motifs de cette Guerre; je ne puis me dispenser d'être attentif sur cet événement, ni rester indifférent sur les conséquences d'une Guerre entreprise & soutenue par des Alliés si puissans. Si jamais il fut besoin d'user d'une prudence & d'une circonspection plus qu'ordinaire, c'est en cette occasion, où nous devons prendre toutes les précautions possibles pour ne pas nous déterminer trop précipitamment dans une conjoncture si critique & d'une telle importance. Nous devons considérer à fonds ce que l'honneur & la dignité de ma Couronne & de mes Roïaumes; le véritable intérêt de mon Peuple, & les engagements contractés avec les diverses Puissances, dont nous sommes alliés, peuvent exiger de nous avec justice. C'est pourquoi j'ai cru qu'il falloit du tems pour examiner les faits allégués de part & d'autre; attendre le résultat des conseils des Puissances les plus intéressées à cette Guerre; & concerter avec celles qui sont dans les mêmes engagements que nous, & qui n'ont pris aucune part à la Guerre principalement les Etats Généraux des Provinces-Unies) les mesures les plus convenables à notre sûreté commune & les plus propres à rétablir la Paix dans l'Europe. Les Résolutions du Parlement de la Grande-Bretagne sont d'une trop grande importance dans une conjoncture si délicate, pour qu'il ne les forme pas avec tout le soin possible. Tout le monde les attend avec impatience, & particulièrement ceux qui se flatoient de tirer avantage de vos délibérations, pour les tourner au préjudice de ce Roïaume. Il est donc de la prudence de peser & de considérer à fonds toutes les circonstances, avant que de nous déterminer à prendre aucun parti. Comme dans toutes mes réflexions sur cette importante affaire j'aurai principalement égard à l'honneur de ma Couronne, au bien de mon Peuple, & que je ne me conduirai que par ces vues; je ne doute pas que je ne puisse entièrement compter sur l'assistance de mon Parlement, sans m'exposer par une déclaration précipitée, à des inconvéniens qu'il est à propos d'éviter autant qu'il sera possible. Je suis en même tems persuadé que vous prendrés les précautions nécessaires pour mettre mes Roïaumes, mes Droits & mes possessions à l'abri de tout danger & de toute insulte, & pour conserver les égards dus à la Nation Britannique. Quelque parti que nous jugions enfin devoir prendre, il est très raisonnable de nous mettre en état de défense, surtout dans le tems que toute l'Europe est en armes. Par là nous conserverons mieux la paix dans ce Roïaume, & nous donnerons plus de poids aux mesures, qu'il conviendra de prendre avec nos Alliés: mais si nous négligeons de pourvoir suffisamment à la défense de la Nation, nous nous ferons mépriser au dehors & nous encouragerons au dedans les projets de ceux qui ne songent sans cesse qu'à profiter des troubles & des désordres publics.

A N N E E M D C C X X I V.

MESSIEURS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES,

Je ferai remettre devant vous l'état des Dépenses, qui demandent actuellement de vous une attention immédiate. L'augmentation, qu'on vous proposera pour le service de Mer, sera très considérable; mais je suis assuré que vous la jugerez raisonnable & nécessaire. Je dois particulièrement recommander à vos soins les dettes de la Marine, qui vous ont été présentées cette année: mais qui par les circonstances des tems ont toujours été remises. Je crois que vous penserez qu'il est nécessaire d'y pourvoir, & que le Service public souffriroit d'un plus long retardement à prendre une Résolution sur cette Affaire. Comme ces charges & dépenses extraordinaires sont inévitables, je ne doute pas que, pour y subvenir, vous ne leviez les Subsidés nécessaires avec cette promptitude & ce juste égard pour le véritable intérêt de la Patrie, que ce Parlement a fait voir jusqu'à présent dans toutes les occasions.

M I L O R D S E T M E S S I E U R S ,

Si jamais on a dû souhaiter que les Affaires du Parlement fussent traitées sans aucune animosité, mais avec cette modération qui fait connoître la justice & la sagesse de la Nation; c'est surtout à présent qu'on doit plus particulièrement le désirer, afin que cette Séance ne soit point prolongée par des délais inutiles, lorsque tout le Roïaume paroît être préparé pour l'Élection d'un nouveau Parlement; événement qui fait l'attente de toute l'Europe. Je suis très satisfait que le choix des nouveaux Députés, soit une occasion pour moi de connoître les véritables sentimens de mon Peuple, & de faire voir qu'on les a déguisés & mal expliqués. On peut aisément en imposer à ceux qui ne voient & qui n'entendent les choses que de loin; & leur faire concevoir de fausses espérances, ou les exposer à se livrer à des craintes mal fondées: mais j'espère qu'un peu de tems détruira ces opinions, & que l'on reconnoîtra que la Grande-Bretagne est toujours disposée à faire ce que l'honneur & l'intérêt de la Nation exigent d'elle.

Adresses des
deux Chambres.
29, 30 Janvier.Réponse du Roi
aux Seigneurs.

Les Adresses de remerciement furent présentées, celle des Seigneurs le 29 & celle des Communes le 30. Elles contenoient l'une & l'autre des protestations d'entrer, avec autant de zèle que de confiance, dans toutes les vues exposées par le Roi dans sa Harangue. Sa réponse aux Seigneurs, fut; Qu'il les remercioit de leur respectueuse & fidèle Adresse: Que la satisfaction qu'ils lui témoignaient de son attention & de ses efforts continuels à conserver la paix & la tranquillité de l'Europe ne lui pouvoit être qu'extrêmement agréable; & que, comme il n'avoit en vue que l'honneur & la dignité de la Couronne & le bien de ses Roïaumes, ils pouvoient être assurés de la continuation de ses soins & de sa vigilance pour parvenir à ces fins désirables, & de sa ferme résolution de prendre, quelques événemens qui pussent arriver, les mesures les plus

capables, de répondre à leur confiance en lui, par l'affermissement du bonheur & de la sûreté de la Nation. Il répondit aux Communes en peu de mots ; *Qu'il les remercioit de leur respectueuse & fidèle Adresse, & de la confiance qu'elles avoient en lui : Qu'elles pouvoient être assurées qu'il ne s'en serviroit que pour l'honneur de la Couronne & le véritable intérêt de son Peuple.*

Réponse aux
Communes.

Le 2 de Février, les Communes en grand Committé résolurent d'accorder un Subside au Roi. Le lendemain elles approuvèrent cette Résolution. Le 8, elles résolurent en grand Committé ; *Que le nombre des Matelots, qui l'année précédente n'étoit que de 8 mille, seroit celle-ci de 20 mille, à raison de 4 Liv. St. par mois pour chaque Matelot, pendant 13 mois, y compris l'Artillerie de Mer & le Régiment de Milice que l'on devoit lever. Ce qui faisoit un million 40 mille Livres Sterling.* Le 17, elles résolurent ; *Que les Troupes de Terre seroient pour cette année de 17 mille 709 Hommes, y compris les Garnisons de Jersey & de Guernsey, & les 555 Hommes des six Compagnies indépendantes des Montagnes d'Ecosse ; & qu'on accorderoit au Roi pour leur entretien 647 mille 429 Liv. St., 11 Sh., 3 D. & demi ; & 230 mille 996 Liv. St., 17 Sh., 3 D. & demi pour les Garnisons de l'Ile de Minorque, de Gibraltar, d'Annapolis Royale, de Plaisance & des Colonies.* Le 26, elles résolurent, *Que l'on accorderoit au Roi 202 mille, 670 Liv. St., 5 Sh., 9 D., pour l'ordinaire de la Flote, y compris les Apoiemens des Officiers à demie-paie ; 10 mille Liv. St. pour le maintien de l'Hopital de Greenwich ; 10 mille, 126 Liv. St., 4 Sh. 6 D., & demi pour les Dépenses auxquelles on n'avoit point pourvu dans la dernière Séance ; 25 mille 57 Liv. St. pour les Pensionnaires externes de Chelsea ; 52 mille 690 Liv. St., 11 Sh. 10 D. pour les Officiers réformés de Terre & de Mer ; 5 mille 386 Liv. St., pour les Pensions des Veuves d'Officiers morts sur l'Etablissement de la Grande-Bretagne, lesquelles avoient été mariées avec eux avant le 26 de Décembre 1716 ; 85 mille 199 Liv. St., 10 Sh., 3 D. pour les Dépenses de l'Artillerie de Terre ; 16 cens 14 Liv. St., 7 Sh., 16 D. pour les Dépenses extraordinaires de la même Artillerie, auxquelles il n'avoit pas été pourvu par le Parlement ; & 287 mille 343 Liv. St., 5 Sh., 1 D. pour faire bon les Nonvaleurs des Subsidés de l'année précédente.* Le 15 de Mars, elles résolurent, *Que l'on accorderoit pour le paiement des Dêtes de la Marine, (qui montoient le 27 de Janvier 1733, à 1 million 873 mille 951 Livres Sterling, 11 Sheling, 4 Deniers) 1 million 200 mille Liv. St. à prendre sur le produit du Fonds d'Amortissement.* En même tems un Committé fut établi pour examiner & régler ces Dêtes. Le 17, les Communes résolurent d'accorder 48 mille 506 Liv. St., 14 Sh., 6 D. pour les Nonvaleurs ; 10 mille Liv. St. pour l'entretien des Forts & des Etablissmens de la Compagnie d'Afrique ; & 4 mille Liv. St. pour les réparations, dont l'Eglise de Saint Pierre de Westminster avoit besoin. Les Sommes accordées dans cette Séance allèrent environ à 3 millions, 899 mille 240 Livres Sterling. De plus on donna pouvoir au

Subside accordé.
2, 3 Février.

Nombre des
Matelots.
8 Février.

Troupes de Terre,
Garnisons de
Gibraltar, &c.
17 Février.

Ordinaire de la
Flote ; Hopital de
Greenwich ; Dé-
penses non pré-
vues ; Pension-
naires de Chelsea ;
Officiers Réfor-
més ; Veuves d'Of-
ficiers ; Artillerie
de Terre ; Non-
valeurs des Subsi-
dés précédens.
26 Février.

Dêtes de la Ma-
rine.
15 Mars.

Non-valeurs ;
Comp d'Afrique ;
Eglise de West-
minster.
17 Mars.

Pouvoir donné

V.
SEPTIEME
SEANCE DU
PARLEMENT.

au Roi d'augmenter les Forces du Royaume.
Message à ce sujet.
2 Avril.

Résolution des Seigneurs de présenter une Adresse à ce sujet.
2 Avril.

Protestation de 31 Lords contre l'Adresse.

Roi d'employer les Fonds qu'il jugeroit nécessaires à l'augmentation des Forces du Royaume; & voici ce qui se passa sur ce sujet. Le 8 d'Avril, le Roi fit remettre aux Seigneurs par le Duc de Newcastle, & aux Communes par le Chancelier de l'Echiquier, un Message, lequel portoit; Que Sa Majesté avoit eu beaucoup de plaisir en voyant le zèle & l'affection que le Parlement avoit fait paroître dans l'expédition des Affaires; Qu'elle n'avoit rien plus à cœur que de voir la Paix rétablie en Europe, & d'éviter, s'il étoit possible, d'engager ses Sujets dans les dépenses & les hazards de la Guerre; & qu'elle desiroit en même tems de ne donner aucune juste allarme aux autres Nations: Qu'il étoit convenable de prendre des mesures, pour que ses efforts & ceux de ses Alliés pussent enfin procurer un accommodement tel qu'on le desiroit; & pour qu'Elle fût en état de contracter & de remplir les engagements que l'honneur, la justice & la prudence exigeoient, & d'empêcher que ses Royaumes ne demeurassent exposés aux insultes imprévues, lorsqu'il ne seroit plus possible d'avoir l'avis & l'assistance de son Parlement, dans chacune des occasions qui naîtroient de la conjoncture présente des Affaires & qui pourroient intéresser la sûreté de la Grande-Bretagne: Qu'Elle espéroit que le Parlement lui fourniroit les secours nécessaires pour cet effet, en ordonnant une augmentation des Forces de Terre & de Mer, telle qu'il conviendrait pour l'honneur & la défense de la Nation: Que les dépenses, qui pourroient être occasionnées par cette augmentation, seroient faites avec le plus d'économie qu'il seroit possible, & qu'il en seroit remis un Comte devant le prochain PARLEMENT. Le lendemain les Seigneurs délibérèrent sur ce Message, & résolurent à la pluralité de 101 voix contre 58; Qu'ils présenteroient une Adresse au Roi pour l'assurer de leur respect, de leur fidélité, de leur reconnaissance à l'égard de ses soins & de son attention pour l'honneur & la sûreté de ses Etats, & de leur disposition à concourir de tout leur pouvoir à ses vues pour la Paix, en augmentant les Forces de la Nation, autant qu'il le faudroit pour la mettre à couvert de toute insulte; & pour remercier Sa Majesté de la promesse qu'elle avoit faite d'ordonner que l'on remit devant le prochain Parlement le Comte des dépenses que l'augmentation des Troupes rendroit nécessaires. Trente-huit des Lords opposans firent enregistrer la Protestation suivante, contre cette Résolution. NOUS protestons: I. Parce que nous craignons qu'une Adresse de la nature de celle dont il est question, ne donne à la Couronne le pouvoir de lever des Troupes & de l'Argent, sans en déterminer le nombre ni la somme; ce qui n'étant point autorisé par aucun exemple précédent, est d'une conséquence très dangereuse, parce qu'elle pourroit tendre à renverser les fondemens de nos Constitutions; & que nos Ancêtres nous aient prescrit un ordre exact & une forme solennelle pour demander les Subsidés, la manière avec laquelle la présente Adresse sur le Message du Roi a été faite, renverse & exclut toutes leurs sages & prudentes mesures. II. Parce que les Annales de plusieurs Païs, autrefois libres, nous fournissent un grand nombre de malheureux exemples de l'abus qui peut naître d'un pareil pouvoir illégitime, PAR

exemple, lorsque les Etats d'Espagne remirent, par une confiance mal placée, le pouvoir législatif entre les mains de quelques Persones de la Cour, en les autorisant à lever de l'Argent sans que lesdits Etats fussent assemblés, quoique ce ne fût que pour un an : comme aussi lorsque les Etats de France firent la même chose pour trois ou quatre ans, permettant hors le tems de leur Assemblée de lever les Aides pour la défense du Roïaume : On sait assez, que ces Etats depuis cette Epoque n'ont jamais pu rétablir leurs anciennes Libertés & Privileges, & qu'au contraire par leur foible complaisance ils ont malheureusement concouru eux-mêmes à se priver de leur autorité & à mettre leur Patrie dans un funeste esclavage. III. Quoique nous aïons la plus parfaite confiance en la sagesse & la justice de Sa Majesté, & que nous soïons animés du zèle le plus ardent pour l'honneur & pour le soutien de sa Personne & du Gouvernement, nous ne saurions approuver les deux Messages que nous croions fermement avoir été concertés & redigés l'un & l'autre par les mêmes Ministres en qui résidoit un pouvoir absolu & illimité, dans le tems que l'Adresse a été minuiée, & nous ne voïons aucune raison qui nous convainque qu'un pareil changement, si nous en hasardions l'expérience, pût jamais avoir une heureuse issue. IV. Attendu que la triste situation des Affaires de l'Europe ne peut pas être considérée comme inattendue & imprévue, qu'au contraire elle ne s'est que trop fait pressentir par la confusion & les désordres qui ont été produits, ou du moins augmentés en Europe par nos Négociations continuelles en diverses Cours, nous concevons que s'il n'y eût eu de fortes raisons pour agir de cette manière, (raisons que nous aimons mieux passer sous silence que de les divulguer) & que la demande nécessaire pour des Troupes & de l'Argent eût été proposée au commencement de cette Séance, suivant l'ancien ordre & coutume, elle n'auroit certainement pas manqué d'être accordée par le Parlement, qui en tant d'occasions s'est distingué par un zèle extraordinaire & par un attachement & des libéralités particulières pour la Couronne. V. Nous ne pouvons pas nous persuader que ce soit une précaution prudente, pour nous tirer du présent embarras, que de confier un pouvoir illimité, & peut-être même dangereux, entre les mains de ceux dont la conduite nous a précipités dans ces mêmes embarras. Si, comme nous le croions, les Dêtes Nationales ont à peine diminué pendant une Paix de plus de 20 années, si nos Flotes successivement équipées n'ont pu épouvanter personne, & ont été seulement à notre charge ; si nos grandes Armées n'ont pu causer d'inquiétude qu'aux propres Sujets de Sa Majesté, il paroît que le pouvoir trop étendu de lever de l'Argent, des Flotes & des Armées a été remis bien mal à propos entre les mains de Ministres qui ont toujours abusé de la confiance qu'on a eue en eux. VI. Nous contribuerions volontiers avec tout le zèle possible à tout ce qui peut augmenter l'affection des Sujets de Sa Majesté au dedans, & la considération de ses Voisins au dehors : mais nous croions qu'en cette occasion notre zèle désordonné ne nous feroit parvenir ni à l'une, ni à l'autre de ces fins désirées. L'aveugle crédulité des Parlemens les exposerait au contraire aux derniers mépris ; & le pouvoir que nous

V.
S E P T I E M E
S E A N C E D U
P A R L E M E N T.

A N N E E M D C C X X I V.

L'Adresse est
présentée.
10 Avril.
Réponse du Roi.

Les Communes
résolurent aussi
de présenter une
Adresse.
9 Avril.

L'Adresse est
présentée.
12 Avril.
Réponse du Roi.

Claufe conforme
au Message &
à l'Adresse, ajou-
tés à un Bill.
14, 15, 16, 26
Avril.

mètrions sans aucune juste raison, préalablement connue, entre les mains des Ministres, n'auroit ni poids ni dignité. Cette Protestation, si digne de véritables Défenseurs des Privilèges d'un Peuple Libre, étoit signée des Lords Gower, Litchfield, Bathurst, Chesterfield, Boyle, Foley, Bristol, Graham, Winchelsea & Nottingham, Tweddale, Stairs, Stasfisbury, Bedford, Clinton, Berkshire, Northampton, Thanet, Craven, Cobham, Aylesford, Montrose, Oxford & Mortimer, Marchmont, Strafford, Carteret, Ker, Coventry, Monjoy, Cardigan, Weymouth, & Willoughby de Brok. Les Seigneurs présentèrent leur Adresse le lendemain ; & le Roi leur répondit : *Qu'il recevoit cette fidèle Adresse comme une grande marque de leur zèle & de leur affection pour sa Personne & pour son Gouvernement. Qu'il les remercioit de la confiance qu'ils avoient en lui : Qu'ils pouvoient être assurés qu'il ne s'en serviroit que pour les fins qu'il se proposoit, avec tout l'égard possible pour les véritables intérêts de son Peuple.* Les Communes, ayant aussi délibéré le 9 sur le Message du Roi, résolurent à la pluralité de 248 voix contre 147 ; *Qu'elles présenteroient une Adresse au Roi, pour l'assurer de la soumission & de la fidélité de la Chambre, & pour lui dire qu'elles mettoient une entière confiance dans les soins & les efforts de Sa Majesté pour procurer la sûreté de ses Roïaumes & rétablir la Paix de l'Europe : Qu'elles avoient une juste reconnaissance de l'attention que Sa Majesté faisoit voir pour le véritable intérêt de son Peuple, en prenant préalablement, en cette conjoncture, l'avis & le consentement de la Chambre, pour faire les provisions nécessaires contre tout ce qui pourroit arriver de la présente situation des Affaires de l'Europe, surtout durant l'inter-valle de ce Parlement ; celui qui devoit s'assembler après : Qu'elles prioient Sa Majesté de faire une augmentation de ses Forces par Terre & par Mer, telle qu'en sa grande sagesse, Elle le jugeroit nécessaire ; de concerter toutes les mesures que les circonstances des Affaires exigeroient, & de ne point douter que ses fidèles Communes ne la missent en tout tems en état d'aquiter les dépenses extraordinaires qu'il feroit pour l'honneur, l'intérêt & la défense de ses Roïaumes.* Les Communes présentèrent cette Adresse le 12 ; & le Roi répondit ; *Qu'il les remercioit de ces assurances de leur respect & de leur fidélité pour sa Personne & pour son Gouvernement, & de la confiance qu'elles avoient en lui : Qu'il desiroit seulement de pouvoir être en état de soutenir l'honneur & l'intérêt de sa Couronne & de son Peuple, & qu'il n'emploieroit jamais dans d'autres vues le pouvoir qu'elles lui donnoient.* Le 15, les Communes résolurent à la pluralité de 155 voix contre 60 ; *Que dans le Bill qu'elles avoient ordonné de porter pour employer au Subside de l'année courante un million 200 mille Livres Sterling de l'excédent du Fonds d'Amortissement, on infereroit une Clause d'appropriation, donnant pouvoir au Roi d'employer à l'augmentation des Forces par Terre & par Mer les Sommes qu'il jugeroit nécessaires.* Elles achevèrent sur le champ l'examen de ce Bill, dont le rapport fut fait le lendemain. Elles le passèrent, le 16, & les Seigneurs le 26.

A l'égard des moïens de lever le *Subside*, on continua les Taxes sur le Malt & sur les Terres. Cette dernière fut fixée à 2 Sh. par Livres Sterling. Les Droits sur le Sel & les Harangs consommés dans les Païs, que l'on avoit accordés jusqu'au 25 de Mars 1735, furent continués jusqu'au 25 de Mars 1742. Le 22 de Mars, les *Communes* résolurent; Que l'on emploieroit pour le service de l'année courante un million 200 mille Livres de l'excédent du *Fonds d'Amortissement*, & 20 mille 526 Liv. St., 11 Sh., 6 D., & demi, restant à l'*Echiquier* de la recète des Arrérages des précédentes Taxes sur les Terres.

Moïens de lever le Subside.

Excédent du Fonds d'Amortissement & reste de l'Argent de l'Echiquier appliqués au Subside. 22 Mars.

Le 29 de Mars, les *Seigneurs* résolurent, *Que les Seigneurs a Bagnètes blanches iroient présenter au Roi les très humbles congratulations de la Chambre sur l'heureux Mariage de la Princesse Roïale avec le Prince d'Orange. Que les Comtes de Chesterfield & de Scarborough & le Lord Hardwicke iroient complimenter la Reine; & que le Comte de Cholmondey & le Lord Delaware seroient chargés de féliciter la Princesse Roïale & le Prince d'Orange sur la solemnisation de leur Mariage.* Ils ordonnèrent ensuite que les *Juges prépareroient un Bill pour naturaliser* Guillaume Henri-Frison d'ORANGE. Le 30, le Grand Maître de la Maison du Roi se rendit à la *Chambre-Haute* pour dire aux *Seigneurs* que le Roi avoit reçu leur *Adresse* de congratulation & qu'il avoit répondu; *Qu'il recevoit cette Adresse de bon cœur & qu'il étoit bien aise que le Mariage de sa Fille avec le Prince d'Orange fût agréable à la Chambre des SEIGNEURS.* Le Comte de *Chesterfield* fit rapport ensuite de la réponse de la Reine, savoir, *Qu'elle leur étoit obligée de leurs congratulations au sujet de ce Mariage, & qu'elle étoit entièrement convaincue de leur affection pour le Roi & pour la Famille Roïale.* Ce fut aussi le 29 de Mars que les *Communes* résolurent de présenter des *Adresses* de congratulation au Roi & à la Reine, & d'envoïer un *Messager* de félicitation à la *Princesse Roïale* & au *Prince d'Orange*. Elles ordonnèrent en même tems de porter un *Bill* pour naturaliser ce Prince. Le lendemain, le *Contrôleur* de la Maison du Roi fit rapport à la *Chambre* de la Réponse à l'*Adresse* de la veille. Elle portoit; *Que le Roi remercioit la Chambre des Communes de cette respectueuse Adresse, & qu'il étoit bien aise d'avoir disposé de sa Fille d'une manière qui faisoit tant de plaisir à la CHAMBRE.* Le lendemain le Lord *Manners* fit part à la *Chambre* de la Réponse de la Reine, savoir, *Qu'elle remercioit les Communes de leur affection & de leur zèle, & qu'Elle étoit extrêmement aise que le choix du Roi eût eu leur approbation.* Le Lord *Charles Cavendish* informa pareillement la *Chambre* que le Prince & la *Princesse d'Orange* avoient reçu leur *Messager*; & que le Prince avoit répondu; *Qu'il étoit très sensible à la part que les Communes prenoient à son bonheur; Qu'il leur étoit très obligé de leurs bons souhaits & des assurances qu'elles lui donnoient de leur amitié, qu'il tâcheroit toujours de mériter; Qu'il les prioit d'être persuadées de son affection constante pour la Nation Angloise.*

Ce que le Parlement fit à l'occasion du Mariage de la Princesse Roïale.

20, 21 Avril. Adresse & Message des Seigneurs. 29 Mars.

Reponset. 30 Mars.

Adresses & Message des Communes. 29 Mars.

Reponset. 30, 31 Mars.

V.
S E P T I E M B R E
S É A N C E D U
P A R L E M E N T.

A N N É E M D C C X X X I V.

Bill de Naturalisation du Prince d'Orange.
29, 31 Mars.
1, 2 Avril.

Pension de la Princesse Roiale.
29, 20, 21, 22,
27, Avril.

Propositions & Bills rejetés.
Engagemens avec la Pologne.
5 Février.

Et qu'il regarderoit toujours comme le plus grand bonheur d'en pouvoir donner des preuves dans toutes les occasions. Elles lurent ensuite le *BILL* pour naturaliser le *PRINCE D'ORANGE*, résolu le 29. Elles en firent deux lectures de suite. Le 1 d'Avril elles firent la troisième, & l'envoierent aux *Seigneurs*, qui le lurent ce jour-là deux fois de suite, & le lendemain matin, pour la troisième fois. L'après-midi le *Roi* vint au *Parlement* & donna son consentement à ce *Bill*, dont voici le *Préambule*. *D'autant que Sa Très Excellente Majesté le Roi, que Dieu conserve longtems, a bien voulu, à la joie & satisfaction universelle de son Peuple, & pour mieux affermir l'Intérêt Protestant en Europe, disposer de la Princesse Roiale, sa Fille aînée, (Princesse qui possède les plus excellentes vertus & qui est ornée de toutes les perfections possibles) & la donner en Mariage à son Altesse le Prince d'Orange, Prince décendu de cette illustre Maison, à qui cette Nation doit sa délivrance du Papisme & de l'esclavage, & dont la mémoire est si chère au Roïaume, qu'il ne peut lui témoigner trop constamment sa reconnaissance pour tous les biens dont il jouit, & en particulier pour l'heureux établissement de la Couronne dans la présente Famille Roiale: & d'autant qu'on ne sauroit donner une preuve plus reconnoissante de l'estime & de l'affection que le Roïaume porte à l'Héritier de cette illustre Famille & de ses vertus que par un Acte de Naturalisation, afin de le rendre capable de jouir de ces Droits & Libertés que notre grand Libérateur a conservés à ces Roïaumes. C'est pourquoi &c.* Le 19 d'Avril, le Chancelier de l'Echiquier remit aux *Communes* un *Message* du *Roi*, portant, *Que Sa Majesté aiant bien voulu donner ordre de passer au Sceau de la Grande-Bretagne des Lettres Patentes pour constituer à la Princesse Roiale une Pension annuelle de 5 mille Liv. St., comme une marque de sa Roiale faveur & de son affection envers elle; & les Loix présentes ne lui permettant pas de l'accorder pour un plus long delai que sa propre vie, Elle espéroit qu'elle seroit autorisée à faire cette concession pour la vie de la Princesse Roiale, en cas qu'elle survécût à sa Majesté, qui recommandoit cette affaire à la considération de la CHAMBRE.* Les *Communes* délibérèrent sur ce *Message*, aussitôt qu'elles en eurent entendu la lecture. Après quelques débats, il fut résolu; *Qu'on porteroit un BILL pour autoriser Sa Majesté à constituer & continuer à la Princesse pour tout le tems de sa vie, en cas qu'elle survécût au Roi, une Pension de 5 mille Livres Sterling.* Cette Proposition fut acceptée à la pluralité de 139 voix contre 57. Ensuite après avoir lu deux fois le *Bill*, on le mit en *Committé* pour le lendemain, que l'on en fit la troisième Lecture. Le 21 on le passa. Le 22 les *Seigneurs* en firent trois lectures consécutives; & le jour de la Clôture, il reçut le consentement Roial.

Il y eut dans cette Séance diverses Propositions & différens *Bills* importants, que l'on rejeta. Le 5 de Février, il fut proposé dans la *Chambre-Basse* de présenter une Adresse au *Roi*, pour le prier de faire remettre devant la *Chambre* les *Instructions* données au *S. Woodwart*, lorsqu'il étoit Envoyé en Pologne

ANNEE MDCCXXXIV.

V.
SEPTIEME
SEANCE DU
PARLEMENT.

Pologne en 1729. La Proposition fut rejetée à la pluralité de 221 voix contre 114. Le même jour, il fut fait dans la *Chambre-Basse*, une autre Proposition qui fut rejetée par une grande supériorité de voix. Elle portoit, *que l'on présenteroit une Adresse au Roi, pour le prier de faire communiquer à la Chambre un Etat des Engagemens dans lesquels il étoit entré par les Traités, que l'on avoit déclarés être la principale cause & les motifs de la présente Guerre, commencée & poussée avec tant de vigueur contre l'Empereur par les Puissances unies de France, d'Espagne & de Sardaigne; & de faire aussi remettre devant la Chambre un état des bons offices de Sa Majesté pour maintenir la Paix de l'Europe, & des Représentations faites à Sa Majesté par les différens Partis actuellement engagés dans la Guerre, en conformité des Traités & des autres engagemens.* La même Proposition fut aussi faite le même jour, dans la *Chambre-Haute* & rejetée à la pluralité de 57 Voix contre 32. Entre les Seigneurs que l'on avoit disgraciés l'année précédente pour s'être montrés disposés à s'opposer à l'établissement d'une nouvelle *Accise* générale, le Duc de Bolton & le Vicomte Cobham avoient été les plus maltraités. On les avoit obligés, outre, leurs différentes Charges, de quitter aussi leurs Regimens. Ce fut à ce sujet que dans les deux *Chambres*, on proposa, le 24 de Février, de présenter une Adresse au Roi, pour le prier de déclarer les noms de ceux par les conseils desquels il avoit obligé le Duc de Bolton & le Vicomte Cobham de se démettre de leurs Regimens; & d'informer le Parlement des Accusations formées contre ces deux SEIGNEURS: mais la Négative l'emporta dans la *Chambre-Haute* de 77 voix contre 48, après de grands débats auxquels le Prince de Galles fut présent. Dans la *Chambre-Basse*, on n'alla pas même aux voix. Le même jour 24, cette Proposition avoit été précédée dans la *Chambre-Haute* d'un Bill présenté par le Duc de Malborough, dont le Titre étoit: *ACTE pour empêcher que les Officiers des Troupes de Terre, dont le Parlement aura alloué les appointemens, dans quelques-uns des Etats que l'on aura remis devant les Chambres, ne puissent être privés de leurs Emplois que par le Jugement d'un Conseil de Guerre, ou bien en vertu d'une Adresse des deux CHAMBRES.* Beaucoup de Seigneurs parlèrent en faveur de ce Bill, principalement le Duc de Montrose, les Comtes d'Anglesea, de Winchelsea, de Chesterfeld, & d'Abington, & les Lords Carteret, Bathurst & Goro. Ils soutinrent, *Que le Ministère n'avoit pas le droit d'ôter aux Seigneurs leurs Emplois, sans en alléguer au moins quelques raisons, tant pour contenter le Peuple qui paroissloit toujours peu satisfait de ces Actes d'autorité, que pour mettre les Seigneurs ainsi destitués, à couvert du blâme dont ils pouvoient paroître dignes, & justifier Sa Majesté.* Les Ducs de Newcastle & d'Argile, les Comtes d'Islay, de Cholmondeley & de Scarborough & le Lord Harvey, qui parlèrent contre le Bill, dirent; *Qu'on ne pouvoit diminuer la Prérogative Royale, sans porter atteinte à la constitution du Royaume, & qu'un semblable Bill ne pouvoit tendre qu'à rendre l'Armée indépendante de la Couronne.* Le Bill aiant

Engagement du
Roi avec les diffé-
rentes Puissances.
3 Février.Proposition con-
cernant le Duc de
Bolton & le Vi-
comte Cobham.
24 Février.Bill sur la ma-
nière dont les Of-
ficiers de Terre
peuvent être pri-
vés de leurs Em-
plois
24 Février.

V.
S E P T I E M E
S E A N C E D U
P A R L E M E N T

A N N E E M D C C X X I X

Le même Bill à
la Chambre-Basse.
24 Février.

Protestations con-
tre la Résolution
de la Chambre
Haute à ce sujet.
2 Mars.

Bill pour limiter
le nombre d'Offi-
ciers de la Cour
qui pourroient
être Membres des
Communes.
26 Février ; 9
Mars.

Bill pour mieux
qualifier les Mem-
bres des Commu-
nes.
24 Février ; 2
Mars.

Bill pour les
Procédures Ecclé-
siastiques.
11 Mars ; 2 Avril

Propositions con-
cernant les Pairs
d'Ecosse & au
Parlement.
17, 24 Mars ;
29 Avril.

été lu pour la première fois, on proposa d'en faire une seconde lecture. Ce fut alors qu'on parla pour & contre, & que les débats furent très-vifs : mais la Proposition aiant été mise : *Si l'on feroit la seconde lecture le 2 de Mars* ; la Négative l'emporta de 78 voix sur 40. Le même Bill fut proposé le même jour à la *Chambre-Basse* ; & l'on y résolut de changer quelque chose dans le titre, en y mettant après ces mots : *les Officiers*, ceux-ci : *non au-dessous du Rang de Colonels*. Ensuite la Question aiant été mise : *Si l'on feroit la lecture de ce BILL* ; la Négative l'emporta de 252 voix contre 131. Les Résolutions prises ce jour-là dans la *Chambre-Haute* donnèrent occasion à trois Protestations, qui furent enregistrées le 2 de Mars. La première étoit du Duc de *Bolton* & du Vicomte *Cobham*, qui protestoit contre la Résolution qui les regardoit en particulier, *parce qu'ils ne croioient pas qu'on pût les accuser d'aucune négligence dans le service, ou d'avoir manqué de zèle & d'attachement pour la Personne & le Gouvernement du Roi*. Les Lords *Vinchelsea* & *Nottingham*, *Bruce*, *Barthurst*, *Suffolk*, *Berkshire*, *Bolton*, *Denbigh*, *Craven*, *Abington*, *Anglesea*, *Chesterfield*, *Carters*, & 22 autres firent enregistrer les 2 autres Protestations à l'occasion du Bill présenté par le Duc de *Malborough* & réjeté par la *Chambre*. Ils disoient entre autres choses ; *Que par ce Bill, en cas qu'il eût passé, l'on n'avoit prétendu préjudicier en aucune manière à cette précieuse Prérogative de la Couronne, d'accorder des Graces : mais qu'on s'étoit uniquement proposé de limiter les châtimens & d'obvier aux sinistres insinuations des Ministres vindicatifs, qui pourroient dans la suite prendre trop d'ascendant sur l'esprit du Roi*. Le 26 de Février, les *Communes* ordonnèrent ; *Que l'on porteroit un Bill pour expliquer & rendre plus efficaces les Loix pour assurer la liberté du Parlement, en limitant le nombre des Officiers de la Cour, qui pourroient avoir Séance dans la CHAMBRE* : mais ce bill, lorsqu'il fut examiné le 9 de Mars en grand Comité, causa plusieurs débats, & fut enfin rejeté par 230 voix contre 91. On avoit projeté de même un autre BILL, *afin de rendre plus efficace l'ACTE pour mieux assurer la liberté du Parlement, en qualifiant mieux ceux qui devoient avoir Séance à la CHAMBRE-BASSE*. On en fit même la première lecture le 24 de Février ; & la seconde le 2 de Mars : mais, quand après celle-ci, l'on proposa de le mettre en Comité pour en faire l'examen, cette Proposition fut rejetée à la pluralité de 208 voix contre 127. Les *Communes* reprirent inutilement cette année le BILL pour mieux régler les Procédures dans les Cours Ecclésiastiques d'ANGLETERRE. Il fut ordonné le 11 de Mars : mais comme elles n'espéroient pas réussir à le faire passer, elles résolurent le 2 d'Avril, de le renvoyer à un mois pour y travailler alors. C'étoit l'abandonner ; cette Séance ne devant durer que très-peu. La Clôture en effet s'en fit le 27 du même mois d'Avril. Le 17 de Mars, les *Seigneurs* délibérant sur l'Élection des Pairs d'Ecosse députés au Parlement de la Grande-Bretagne, résolurent ; *Qu'ils ne pourroient être élus & l'ave-*

nir que par les Seigneurs Ecoſſois poſſédant des Pairies en ECOSSE. Il fut enſuite fait deux Propoſitions. La première qui fut rejetée à la pluralité de 78 voix contre 43, étoit, de réſoudre qu'aucune Perſone prétendant avoir droit de Pairie en Ecoſſe, autre qu'un Dècendant de Pair ou de Paireſſe, qui depuis le 6 de Janvier 1680 auroit poſſédé la Pairie réclamée, quand même ce ſeroit le Couſin germain ou le plus proche Parent de la Perſone, laquelle auroit poſſédé la Pairie, ne pourroit donner ſa voix pour aucune Election de Pairs aiant Séance au Parlement de la Grande-Bretagne, juſqu'à ce que ſon droit eût été déterminé par la CHAMBRE. La ſeconde, rejetée par 96 voix contre 63, étoit, d'établir dans les Elections des Pairs d'Ecoſſe pour le Parlement de la Grande-Bretagne, l'uſage du Scrutin, afin de les rendre plus libres. Le 24, il y eut une Proteſtation enregistrée contre le refus d'accepter ces deux Propoſitions. Elle fut ſignée des Lords Boyle, Bruce, Warrington, Oxford & Mortimer, Covenri, Tudcaſter, Kerr, Clynon, Norſhampton, Cobham, Aylesford, Weymouth, Marchmont, Stairs, Bolton, Briddle, Lichefield, Berkſhire, Montjoy, Carieret, Cheſterfield, Derbyſhire, Wiſchelfea & Nottingham, Balhurſt, Willoughbi de Brock & Montroſe. Le 29 d'Avril, la même Chambre continuant à délibérer ſur l'Election des Pairs d'Ecoſſe, pluſieurs Seigneurs furent d'avis qu'on décidât, qu'entreprendre d'engager les Seigneurs Ecoſſois par des menaces ou des promeſſes de la Cour à nommer quelques Seigneurs préféramment à d'autres, c'étoit violer les Loix de la Juſtice, manquer au reſpect de la Couronne, abuſer du pouvoir ſouverain, & faire injure à la dignité des PAIRS : mais la Négative l'emporta de 99 voix contre 50. Le 24 de Mars, il fut propoſé dans les deux Chambres par le Parti contraire à la Cour, de porter un BILL pour révoquer l'Acte paſſé dans la première année du ſeu Roi George I., intitulé : ACTE pour prolonger le tems de la durée des Parlemens preſcrit par l'Acte paſſé dans la ſixième année du Roi Guillaume III & de la Reine MARIE, Cet Acte avoit borné la durée des Parlemens à trois ans, & l'Acte de George I. l'avoit prolongée juſqu'à ſept. On vouloit faire rétablir le premier de ces deux Actes. La Propoſition du Bill cauſa de grands débats dans les deux Chambres, & ſurtout dans celle des Communes, qui la rejetèrent enſin à la pluralité de 257 voix contre 184.

Les autres Actes, auxquels on travailla dans cette Séance furent : I. ACTE pour empêcher plus efficacement les mauvaiſes pratiques des Agitateurs : II. ACTE pour régler les dètes & prétentions des Créanciers de la Compagnie d'Yorck-Buildings : III. ACTE pour punir plus efficacement les Soldats muſins & les Dèſerteurs : IV. ACTE pour expliquer & rendre plus efficaces les Loix par lesquelles les Poſſeſſeurs des Terres ſituées le long des grands Chemins, ſont obligés d'en couper les Haies juſqu'à hauteur d'appui : V. ACTE pour ordonner la répartition de l'Argent, reſtant du Fonds de la Loierie accordée dans la Séance précédente, pour le ſoulagement de ceux qui ſe trouvoient être des objets de compaſſion par le

R r r ij

Bill pour réduire la durée du Parlement à trois ans.
24 Mars.

Actes de cette Séance.
Contre les Agitateurs
Concernant les Créanciers de la Compagnie d'Yorck-Buildings.
Contre les Dèſerteurs.
Concernant les Grands Chemins pour la répartition de la Chantable Corporation.

V.
SEPTIÈME
SEANCE DU
PARLEMENT.

A N N E E M D C C X X X I V.

En faveur de
ceux qui n'avoient
pas prêté les Ser-
mens.

Pour les Elections
des Députés d'E-
cosse à la Cham-
bre-Basse.

Pour le rachat
des Hypothèques.
Concernant les
Banqueroutes.
Concernant les
Propriétaires des
Vaisseaux Mar-
chands.

Concernant la
Cochenille & l'in-
digo.

Pour lever de la
Milice.
Concernant l'Ar-
rac.

Pour le recon-
vrement des Dêtes
Publiques.

Pour le S. Ro-
bert Dalsell.

Concernant les
Manufactures de
Draps.

Contre les Vo-
leurs.

Concernant le
Houblon étran-
ger.

En faveur des
Débiteurs insolva-
bles.

Pour la Compa-
gnie du Sud.

Etat des Dêtes
Nationales,
à 8 Mars.

*mauvais état des Affaires de la Charitable Corporation : V I. ACTE pour in-
demniser ceux qui, n'ayant pas voulu prêter les sermens ordonnés par les Loix,
avoient été dans l'obligation de se démettre de leurs Emplois ; & pour accorder un
nouveau délai à ceux qui n'avoient pas encore prêté ces sermens : V I I. ACTE
pour régler les Elections des Membres qui devoient avoir Séance dans la Cham-
bre des Communes pour les Villes d'Ecosse. Il fut réglé par ce Bill que les
Juges de la Cour de la Session & les Barons de l'Echiquier du Royaume
d'Ecosse ne pourroient être élus en aucune occasion pour assister au Parle-
ment de la Grande-Bretagne : V I I I. ACTE pour forcer plus aisément le
rachat des Hypothèques : I X. ACTE pour expliquer un Aîte de la troisième an-
née du Roi régnant au sujet des Banqueroutes : X. ACTE pour régler dans quels
cas les Propriétaires des Vaisseaux Marchands seroient responsables des Effets, qu'on
auroit embarqués sur leurs Bords, & que les Maîtres ou Matelots de ces Vais-
seaux auroient volés : X I. ACTE pour permettre la libre entrée de la Cochenille
& de l'Indigo : X I I. ACTE pour lever la Milice en Angleterre & pour la
rendre plus utile : X I I I. ACTE pour soumettre l'Arrac venant des Indes Orien-
tales aux mêmes Droits que les Eaux de Vie & les Esprits distillés venant des
Païs Etrangers : X I V. ACTE pour accélérer le recouvrement des Sommes dues à
l'Etat par divers Particuliers. X V. ACTE pour rendre le S. Robert Dalsell,
précédemment Comte de Carnwath, capable de recueillir les Successions qui lui
pourroient échoir à l'avenir & de poursuivre en justice toutes les actions qu'il
auroit occasion d'intenter. Le 19 de Février, quelques Membres des Com-
munes avoient appuïé la Requête par laquelle ce Gentilhomme avoit de-
mandé l'adoucissement du Jugement, qui, pour avoir en 1715 porté les
Armes contre le Roi, l'avoit condamné à perdre ses Titres & Biens,
déclaré inhabile à succéder, & privé du droit de pouvoir intenter aucune
Action en justice ; & le Chancelier de l'Echiquier avoit déclaré de la part
du Roi qu'il donneroit son consentement à ce que la Chambre décideroit.
X V I. ACTE pour expliquer & corriger un Aîte passé dans la onzième année
de George I, & contenant divers Règlemens pour les Manufactures de Draps
établies dans le Comté d'York : X V I I. ACTE pour faire observer à la rigueur
les Loix portées contre ceux qui volent à main armée : X V I I I. ACTE pour em-
pêcher l'entrée clandestine de Houblon venant des Païs étrangers : X I X. ACTE
en faveur des Débiteurs insolubles. Le 18 de Février les Débiteurs, retenus
dans la Prison de la Cour du Banc du Roi, avoient fait présenter aux Com-
munes une Requête pour demander que tous les Prisonniers arrêtés pour Dêtes
fussent mis en liberté en cédant tous leurs Effets à leurs Créanciers. C'est ce que
le Bill ordonnoit. X X. ACTE pour expliquer l'Aîte de la Séance précédente pour
convertir en Rentes une partie du Capital de la COMPAGNIE DU SUD.*

Par l'état des Dêtes Nationales, qui fut remis aux Seigneurs le 18 de Mars,
il parut que le 31 de Décembre 1732 elles montoient à 4 millions 442

DU REGNE DE GEORGE II.

301

ANNEE MDCXXXIV.

V.
SEPTIEME
SEANCE DU
PARLEMENT.

mille 655 Liv. St. ; & que pendant l'année 1733, on n'avoit païé qu'un million 49 mille 115 Liv. Sterling. Ainsi le 31 de Décembre 1733 les *Détes Nationales* alloient encore à 47 millions, 398 mille, 540 Livres Sterling.

Le 27 d'Avril, le Roi fit la Clôture de cette Séance par ce Discours.

Clôture de la
dernière Seance
27 Avril.
Discours du Roi,

MILORDS ET MESSIEURS,

Je vous remercie d'avoir dépêché si promptement les Affaires publiques, & de la confiance que vous avez prise en moi pour l'honneur & la sûreté de mon Roïaume. Une Séance si courte, terminée avec autant d'unanimité, que de justes égards pour le véritable intérêt de la Nation, donnera dans une conjoncture si délicate, beaucoup de poids & de crédit à toutes mes démarches, & ne peut qu'assurer au Parlement le respect & la confiance si nécessaires, pour maintenir l'honneur & l'intérêt de la Grande-Bretagne, tant au dedans qu'au dehors.

MESSIEURS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES,

Je dois reconnoître d'une manière particulière le zèle & la promptitude que vous avez montrées dans ce qui concerne la levée des Subsidés nécessaires pour le service de cette année. On doit certainement regarder comme un service essentiel, que vous venés de rendre au Public, l'attention que vous avez eue d'assigner des Fonds pour acquiescer une grande partie des Détes de la Marine; Détes que l'on s'est vu forcé par une inévitable nécessité de contracter, & qui, portant un intérêt plus fort que les anciennes Détes de la Nation, & d'ailleurs étant sujetes à décompte, augmentoient la dépense dans tous les Contrats pour la Flote & pour l'Avitailement.

MILORDS ET MESSIEURS,

Le tems limité pour l'expiration de ce Parlement étant prochain, j'ai résolu de faire publier une Proclamation pour le dissoudre, & pour convoquer un nouveau Parlement, afin de mettre fin, aussitôt qu'il sera possible, aux inconvéniens qui sont les suites d'une Election générale. Mais je me croirois inexcusable, si je quittois ce Parlement sans lui faire la justice de reconnoître toutes les preuves éclatantes que, durant le cours de sept années, il a donné de son fidèle attachement pour ma Personne & pour mon Gouvernement, & de ses égards constants pour le véritable intérêt de la Patrie. La prospérité & la gloire de mon règne dépendent de l'affection & du bonheur de mon Peuple & de la conservation de tous ses légitimes droits & privilèges, iels qu'ils sont assurés par l'établissement présent de la Couronne dans la Ligne Protestante. L'exacte observation & la juste exécution des Loix sont la meilleure & l'unique sûreté, tant pour le Souverain que pour les Su-

Rrr ij

V.
SEPTIEME
SEANCE DU
PARLEMENT

ANNEE MDCCXXXIV.

jets. Leur intérêt mutuel est indivisible; & par conséquent, leurs efforts pour se soutenir mutuellement doivent être égaux & réciproques. Toute usurpation, soit des Droits du Roi, soit de ceux du Peuple, est une diminution du pouvoir de l'un & de l'autre, qui, lorsqu'il est des deux parts retenu dans ses justes bornes, fait cette balance nécessaire pour l'honneur de la Couronne & la félicité du Peuple. J'observerai religieusement pour cet effet tout ce qui dépendra de moi, ne doutant point d'un juste retour de soumission & de reconnaissance de la part de mes Sujets. Je dois vous recommander particulièrement, & j'attens cette marque de votre affection si connue, de faire tous vos efforts pour faire cesser les malheureuses divisions de cette Nation, & pour concilier les esprits de ceux qui souhaitent sincèrement le bonheur & la sûreté de ce Royaume. Ce me seroit une très grande satisfaction de voir une parfaite harmonie établie parmi ceux qui n'ont & ne doivent avoir à cœur qu'un même objet, afin qu'il n'y ait plus de distinction qu'entre ceux qui souhaitent le maintien de notre heureux établissement présent dans l'Eglise & dans l'Etat, & ceux qui voudroient renverser l'un & l'autre. C'est la seule distinction qui devoit être remarquée dans un Pais, où l'intérêt du Roi & du Peuple est le même. Si dans aucun tems les Droits de la Religion, de la Liberté & de la Propriété n'ont été maintenus avec plus d'ardeur de la part du Gouvernement, & jamais le Peuple n'en a joui plus pleinement; qu'on ne fasse donc plus servir leurs noms sacrés de prétextes artificieux & plausibles pour renverser l'établissement présent, sous lequel elles sont à couvert. Je n'ai rien à souhaiter, sinon que mon Peuple ne se laisse point surprendre. J'en appelle à sa conscience pour ma conduite; & j'espère que la Providence divine le dirigera dans le choix de D'putés dignes, que le soin & la conservation de la Religion Protestante, de l'établissement présent & de tous les Droits Religieux & Civils de la Grande-Bretagne leur soient confiés.

Resolution de
ce Parlement, &
convocation d'un
autre.
28 Avril.

Après ce Discours, le Grand Chancelier prorogea pour la forme, le Parlement jusqu'au 25 du mois suivant. Mais dès le lendemain de la Clôture, il y eut deux Proclamations publiées: l'une pour dissoudre ce Parlement & pour en convoquer un nouveau; l'autre pour l'Election des seize Pairs d'Ecosse pour le prochain Parlement; laquelle se fit à Edimbourg le 25 de Juin.

ANNEE MDCCXXXV.

I.
AFFAIRES
DIVERSES.
Mort du Comte
de Harlow
5 Janvier.
Partie de l'île
de Portland abî-
mée dans la Mer.
5 Janvier.

I. EN JANVIER; le Lord *Henri Newport*, Comte de *Bradfort*, Vicomte de *Newport* & Baron d'*Ercall*, Lord Lieutenant & Garde des Rôles des Comtés de *Shrop* & de *Montgomery*, mourut le 5, dans sa 46^e. année. Son Frère lui succéda dans ses Titres & dans ses Biens. Le même jour, un terrain assés considérable sur l'une des Côtes de l'île de *Portland* s'abîma dans la mer sans que cet accident eut été précédé d'aucun tremblement de terre. Il se fit en même tems en divers

ANNEE MDCCXXXV.

I.
AFFAIRES
DIVERSES.

endroits de l'Ile plusieurs ouvertures, qui parurent très profondes & qui causèrent beaucoup d'inquiétude aux Habitans.

Le 12, on plaça dans la grande Cour de la *Banque* la Statue de *Guillaume III*, achevée vers la fin de l'année précédente par le célèbre *Rybranck*.

Statue de Guil-
laume III, mise
en place.
12 Janvier.

Dans le courant de ce mois; le Duc de *Richmont* obtint la Charge de Grand Ecuier du Roi, vacante par la démission du Comte de *Scarborough*; & dans le même tems il fut nommé Membre du Conseil Privé, de même que le Comte de *Pembroke* qui fut nommé Gentilhomme de la Chambre du Roi, à la place du Comte de *Godolphin*.

Dignités & Char-
ges données.
Janvier.

Les Prisonniers, détenus pour Dètes dans la Prison du *Fleet*, présentèrent une Requête au Roi, pour le supplier d'engager le Parlement à porter un *Bill*, par lequel il fut ordonné qu'à l'avenir tous les Debit-
teurs, qui prouveroient leur insolvabilité, seroient mis hors de Prison.

Requête des Pri-
sonniers pour Dètes
au Roi.

En FEVRIER; le 23, le Comte de *Waldegrave* Ambassadeur en France, le Comte d'*Essex* Ambassadeur à *Turin*, & le *S. Pointz* Gouverneur du *Duc de Cumberland*, prirent séance au Conseil en qualité de Conseillers Privés.

Nouveaux Con-
seillers-Privés.
23 Fevrier.

En MARS; fut ratifié à *Petersbourg* le *TRAITE' d'Amitié, de Navigation & de Commerce*, conclu le 2 de Décembre 1734, entre la *Czarine* & le Roi d'*Angleterre*, Voici l'extrait que l'on en publia dans le tems. I. *La Paix, Amitié & bonne Correspondance seront confirmées.* II. *Il y aura une parfaite liberté de Navigation & Commerce, dans tous les Etats des deux Hautes Parties contractantes, situés en Europe, où la Navigation est à présent permise, ou sera permise ici-après par les Hautes Parties Contractantes aux Sujets d'aucune Nation.* III. *Les Sujets des Hautes Parties Contractantes peuvent entrer en tout tems dans les Ports, Places ou Villes des Hautes Parties Contractantes, avec leurs Vaisseaux, Bâtimens, ou Voitures chargées ou vuides, dans lesquels il est permis aux Sujets d'aucune autre Nation d'entrer, commercer & demeurer, où ils seront reçus & traités comme la Nation la plus favorisée; pouvant y acheter toutes sortes de choses nécessaires, dont ils peuvent avoir besoin, radoubes & raccommoder leurs Vaisseaux, &c.* IV. *Les Sujets de part & d'autre peuvent faire entrer, par Eau ou par Terre, dans tous ou aucun des Etats où il est permis de commercer, toutes sortes de Marchandises, de l'Or & de l'Argent; & les Sujets d'Angleterre paieront à l'avenir les mêmes Droits de sorties que paient les Marchands Russiens sur les Effets qui sortent des Ports de la Russie; & les Marchands Russiens jouiront des même libertés & Privilèges de Commerce en Angleterre, que jouissent les Marchands Anglois qui sont de la Compagnie de Russie, moyennant qu'on s'accommode aux Loix & Ordonnances établies dans le Pais, où ils auront à faire leur Négoce, afin qu'aucune fraude ou abus ne s'y glisse.* V. *Les Anglois, s'ils n'ont point de Rix-*

Traité de Com-
merce avec la
Russie, ratifié.
Mars.

dallers pour païer les Douanes, peuvent païer en espèces d'Argent courant, à raison de 125 Copecks pour un Rixdaller. VI. Toute aisance & facilité sera donnée aux Anglois, en chargeant & déchargeant leurs Marchandises. Si les Sujets de la Grande-Bretagne font des Contrats avec la Chancellerie ou Collège de Commerce, &c. pour délivrer des Effets ou Marchandises, sur leur déclaration que les Marchandises sont prêtes à être délivrées, elles seront reçues suivant le tems spécifié dans les Contrats; après quoi le Comte sera réglé & liquidé dans tel tems qu'il aura été convenus dans le Contrat. VII. Les Anglois peuvent païer par tout en Russie pour des Marchandises achetées, le même Argent courant de Russie, qui a été reçu pour des Marchandises vendues. VIII. Les Anglois peuvent faire entrer en Russie toutes sortes de Marchandises, & les transporter au travers des Etats par le plus court chemin en Perse, païant trois pour cent en Rixdaller, ad Valorem, pour le Droit de Transit desdites Marchandises. Bien entendu pourtant que les Anglois s'accrochent avec les Russiens, touchant les prix du Transport. Et les ordres seront donnés pour que les Anglois trouvent toute facilité sur la Route. Ils peuvent aussi faire repasser toutes sortes de Marchandises achetées en Perse, avec la même liberté & aisance, en païant trois pour cent, sans ouvrir ou débaler les Marchandises. Les Marchands ont à déclarer la juste valeur de leurs effets. Et en cas que l'Officier de la Douane ait raison de soupçonner que leurs Marchandises ne sont pas déclarées à leur entière valeur à vingt pour cent près, il peut païer aux Marchands la valeur déclarée & 20 pour cent par dessus, sans aucune déduction, & il peut prendre les Marchandises & en disposer. La visite de l'Officier de Douane doit être faite sans vexation ou tort. IX. Aux lieux accoutumés de transport il sera permis aux Sujets de part & d'autre de charger à bord de leurs propres Vaisseaux, Voitures, &c. les Marchandises qu'il auront achetées & de les envoyer librement, pourvu qu'ils paient les Droits de Douanes. X. Les Sujets de part & d'autre ne paieront plus pour l'entrée & la sortie que ce qui est païé par les Sujets d'aucune autre Nation. En fraudant les Droits, les Marchandises seront confisquées, sans aucun autre châtimement. XI. Les Sujets de part & d'autre peuvent librement aller, venir & commercer dans tous les Etats ci-après en inimitié avec aucune des Parties, excepté seulement les Places qui seront actuellement bloquées ou assiégées, pourvu qu'ils ne portent point de Munitions de Guerre aux Ennemis. XII. Si on trouve des Munitions de Guerre en plus grande quantité que ce qu'il en faut pour la provision des Vaisseaux, ou ce qui peut appartenir aux Passagers, on pourra les saisir, suivant les Loix du Païs: mais, ni le Vaisseau, ni les Passagers, ou le reste des Effets, ne seront détenus pour cette raison. XIII. En cas de Rupture entre les Hautes Puissances Contractantes (ce qu'à Dieu ne plaise) il y aura un an un mois, pour que les Sujets de part & d'autre puissent se retirer & transporter leur Effets. XIV. Les Marchands, Muelets, Vaisseaux, Effets, ne peuvent pas être arrêtés ni forcés à entrer au Service, sans leur propre consentement.

seulement. Si quelque Domestique ou Matelot déserte de son Service ou Vaisseau, il sera rendu. XV. En cas de Naufrage, il sera donné toute assistance aux malheureux. Il ne sera fait aucune violence à leurs effets sauvés par eux-même ou par d'autres, ou jetés sur le bord de la mer. XVI. Les Sujets de part & d'autre pourront bâtir, acheter, ou louer des Maisons, & les vendre ou en disposer; & ils seront exemts de Quar tiers pour les Soldats, & ils auront le libre exercice de leur Religion. XVII. On accordera les Passeports aux Sujets de part & d'autre, qui ont envie de quitter les Etas des Hautes Puissances Contractantes, deux mois après qu'ils auront averti du dessein de partir, sans les obliger à donner aucune caution; excepté qu'il paroisse une juste raison de leur détention. XVIII. Aucun Domestique ne pourra être pris au service, sans Passeport de son Maître & sans caution pour sa probité & fidélité; & s'il arrive que ce Domestique ne se conduise pas bien, celui qui a donné la caution sera responsable pour lui. XIX. Toutes les Affaires des Marchands Anglois en Russie seront sous la connoissance du Collège de Commerce seulement, pour en prendre connoissance. Les Russes en Angleterre seront sous la protection & justice des Loix de ce Royaume, comme sont tous les autres Etrangers; & ils seront traités comme la Nation la plus favorisée. XX. Les Marchands Anglois ne seront pas obligés à montrer leurs Livres ou Papiers à qui que ce puisse être, excepté pour faire preuve en justice; ni ces Livres ne pourront être enlevés ou détenus, ni les effets vendus, hormis en cas de Banqueroute. Les Marchands Russes en Angleterre seront protégés par les Loix comme dans l'Article XIX. XXI. En cas de Procès, quatre Persones de réputation sans reproche, outre les Marchands Etrangers, seront nommés pour examiner les Livres & Papiers du Pourfuitant, lorsque la nécessité le requerra; & le rapport des Examineurs du Collège de Commerce sera tenu pour de bonne évidence dans le cas. XXII. La Douane aura soin d'examiner les Domestiques des Marchands Anglois & Russes, quand ils écrivent des Marchandises, s'ils ont des Ordres ou Lettres de leurs Maîtres pour cela; s'ils n'en ont point, on ne se fierà pas à eux. Si les Marchandises sont écrites sur le compte des Maîtres, ceux-ci en seront responsables & de leurs Transactions en fait de Commerce. XXIII. S'ils Marchands Russes doivent aux Marchands Anglois, & qu'ils soient le lieu où ils sont, on donnera au Collège de Commerce l'état de leurs Effets, & ils seront cités à comparoître; en cas de désobéissance, ils seront condamnés pour le paiement. XXIV. Les Marchands Russes qui viennent avec leurs Marchandises, seront obligés de les faire entrer à la Douane, au plus tôt qu'il est possible; après leur vente, on comptera la quantité, le poids & la mesure des Marchandises, suivant les Règlemens. XXV. Le Brack sera établi & mis sur une bonne règle; & les Bracquers seront responsables pour la qualité des Marchandises & les faux emballages; & seront Sujets à payer les pertes sur des preuves contre eux. XXVI. Il y aura des Règlemens contre les abus dans les Bandages sur les Cuirs &

Tome XIV. Partie I. S s s

la Filasse. S'il arrive quelque dispute entre l'Acheteur & le Vendeur sur la Taxe de quelques Marchandises, la Douane la décidera sans délai, suivant la raison & l'équité. XXVII. Pour une plus grande facilité & encouragement de la Grande Bretagne, il est accordé qu'à l'avenir les Etoffes de Laine d'Angleterre ne paieront plus de Droit que ce qui est spécifié, savoir &c. XXVIII. Les Sujets de l'une & de l'autre Nation seront traités comme la Nation la plus favorisée, & les Sujets de la Russie, qui iront en Angleterre pour y apprendre les Arts & le Commerce, seront protégés, favorisés & instruits. Pareillement les Vaisseaux Russes, s'ils sont en Mer, ne seront aucunement empêchés par les Vaisseaux Anglois, pourvu que dans la Mer Britannique ils se composent selon la coutume; & on les favorisera & leur portera tous le secours possible, & de même dans les Ports ou Havres de la domination de la Grande Bretagne. XXIX. La Paix, Amitié & bonne Intelligence durera pour toujours entre les Hautes Parties Contractantes: mais, comme il est de coutume de donner un certain tems aux Traités de Commerce, on est convenu que ce Traité; durera l'espace de 15. ans, à compter du jour de la Signature du présent Traité, & avant le terme expiré on pourra le prolonger. Un XXX^e. Article fixoit, selon l'usage, le terme de la Ratification.

Le Comte de Peterborough quitte la Charge de Général de la Marine. En AVRIL; le 7, le Comte de *Peterborough* résigna sa Commission de General de la Marine; & le Roi l'en indemnifia par une Pension à vie.

7 Avril. La Fête de Pâques célébrée 10 jours trop tard. 17 Avril. Le 17. on célébra dans toute l'Angleterre la Feste de Pâques, dix jours plus tard qu'on ne l'auroit du; les Deputés de l'Assemblée générale du Clergé s'étant trompés dans le Calcul qu'ils avoient fait pour l'indiquer.

Anniversaire du Bill de l'Accise rejeté. 11 Avril. Le 12, jour auquel en 1733 le dernier *Parlement* avoit rejeté le Bill de la nouvelle *Accise* générale sur le Tabac & les Vins, le Peuple s'assembla tumultueusement, comme il avoit fait l'année précédente, pour célébrer l'Anniversaire de cet événement.

Argent déclaré à la Douane. Avril. Pendant ce mois on déclara à la *Douane* pour les Païs Etrangers, 127 milles Onces d'Argent monnoié, 17 mille Onces d'Or monnoié 50 mille d'Argent non monnoié, & 5 mille d'Or non monnoié.

Le Ch. Guillaume Young, Secrétaire des Guerres. 9 Mai. En MAI; le 9, le Chevalier *Guillaume Young* commença l'exercice de la Charge de Secrétaire des Guerres, vacante par la démission volontaire que le Chevalier *Guillaume Strickland* en avoit faite quelque tems auparavant, à cause de son âge & de ses infirmités.

Le Comte de Cholmondeley, Commissaire de la Trésorerie. 24 Mai. Le 24, le Comte de *Cholmondeley* résigna sa Charge de Grand Ecuier du *Prince de Galles*, pour prendre possession de la Place de Commissaire de la Trésorerie, quittée par le Chevalier *Guillaume Young*.

Le Roi devant partir le lendemain pour ses Etats d'Allemagne

tint un grand Conseil dans lequel il déclara que la *Reine* seroit *Régente* en son absence.

Le Régente.
27 Mai.

Le Comte de *Godolphin* & le Comte de *Filtz-Watter* prirent Scéance dans le même Conseil; le premier, en qualité de Garde du Petit Sceau, à la Place du Vicomte de *Lonsdale*, qui s'étoit démis; & le second, en qualité de Conseillé Privé.

Nouveau Garde
du Petit Sceau,
& Nouveau Con-
seillé Privé.
27 Mai.

Le 28 à 5 heures du matin, le *Roi* partit de *Londres* pour se rendre à *Gravesend*. Il s'y embarqua sur un Yacht; & vers les 4 heures du soir, il joignit au *Nore* une Escadre de sept Vaisseaux de Guerre commandée par le Chevalier *Charles Wager*, avec laquelle il mit sur le champ à la voile. Il débarqua le 30 à *Hellevoet-Sluis* en *Hollande*. Le 1^{er} de Juin il arriva à *Herrenhausen*.

Le Roi va dans
ses Etats d'Alle-
magne.
28, 29, 30 Mai;
1 Juin.

Pendant ce Mois; le Lord *Henri Montague*, Frère du Duc de *Manchester*, obtint la Charge de Vice-Chambellan de la *Reine*, vacante depuis le mois précédent par la démission du S. *Robert Coke*. Le Comte de *Filtz-Watter* fut fait Premier Commissaire du Bureau du Commerce & des Plantations, à la place du Comte de *Westmorland* qui s'étoit démis. Le S. *Guillaume Clayton*, l'un des Commissaires de la Trésorerie & Membre du *Parlement* pour *Westminster*, fut créé *Pair d'Irlande*, sous le Titre de *Baron de Sudon d'Ardegh* dans le Comté de *Lingeford*.

Charges, Digni-
tés & Titres don-
nés.
27 Mai.

En JUIN; le 7, le Lord *Lowelace* prit possession de la Charge de Gentilhomme de la Chambre du Roi, que le Comte de *Pembroke* avoit résignée.

Nouveau Gen-
tilhomme de la
Chambre du Roi.
7 Juin.

Le 9, le Chevalier *Guillaume Young*, nouveau Secrétaire des Guerres, prit séance au Conseil, en qualité de Conseiller Privé.

Nouveau Con-
seiller-Privé.
9 Juin.

Dans le courant de ce mois; le Duc de *Montague* fut fait Gardes des Rôles du Comté de *Nottingham*, à la place du Comte de *Westmorland*, lequel avoit résigné cet Emploi; le Lord *Belhaven* obtint l'Emploi de Directeur général des Mines du Roïaume d'*Ecosse*; & le S. *Guillaume Ducie* fut créé *Pair d'Irlande*, sous le Titre de *Baron de Cracow* dans le Comté de *Carlow*.

Charges, Digni-
tés & Titres
donnés.
Juin.

On déclara à la *Donation* pour les Pais étrangers, 15 mille Onces d'Or & 118 mille d'Argent monnoïé.

Argent pour les
Pais Etrangers.
Juin.

En JUILLET; le 7, le Vicomte d'*Harcourt* pris possession de la Place de Gentilhomme de la Chambre du Roi, vacante par la démission du Duc de *Richmont*.

Nouveau Gen-
tilhomme de la
Chambre
7 Juillet.

Dans un Conseil qui se tint le 19, il fut résolu de faire exécuter à la rigueur les Loix contre les Persones qui commétroient des Meurtres ou des Vols dans les Rues de *Londres*; & de donner, outre les récompenses promises par le *Parlement*, 100 Liv. St. à ceux qui découvroient les Coupables.

Ordres du Con-
seil contre les vo-
leurs.
19 Juillet.

Dans le courant de ce mois; la *Reine* fit passer au Petit Sceau des Let-
S s s ij

Le Chevalier
Charles Wager

I.
AFFAIRES
DIVERSES.

A N N E E M D C C X X X V.

chargé du rachat des Esclaves en Barbarie. Juillet. tres pour autoriser le Chevalier *Charles Wager*, à se charger d'employer au rachat des *Anglois*, Esclaves en *Barbarie*, les sommes que l'on a vu l'année précédente, qu'une Société de Négocians s'étoient engagée de fournir. Il y eut quelques jours après une Proclamation publiée en conséquence de cette Résolution.

Argent déclaré à la Douane. Juillet. Il y eut 71 mille 900 Onces d'Argent monnoié, 9126 d'Or monnoié, & mille 39 d'Or non monnoié, déclarées à la Douane pour les Païs Etrangers.

Vaisseau Anglois pris par des corsaires de Saic. Juillet. Les *Saletins*, aiant mis en Mer un Vaisseau de seize Canons, un Brigantin & 5 autres Bâtimens armés en course, prirent un Vaisseau chargé de diverses Marchandises appartenant aux Négocians de *Bristol*.

Gouvernemens donnés. Août. Dans le courant de ce mois; le Roi nomma le Major Général *Philippe Honeywood*, Gouverneur, de la Ville & Citadelle de *Berwick*, à la place du Brigadier Général *Russel*; & du Fort de *Duncan*, le Lord *Charles Cathcart*, à la place du Major Général *Honeywood*; Lieutenant-Gouverneur des Iles de *Jersey* & de *Guernsey*, le S. *Sutton*; & Député-Lieutenant du Comté de *Middlesex*, le S. de *Viel*, qui fut fait en même tems Lieutenant-Colonel de la Milice de ce Comté.

Argent déclaré. Août. On déclara à la *Douane* & l'on embarqua pour les Païs Etrangers, 9 mille Onces d'Or & pareille quantité d'Argent.

Mesures pour empêcher la Contrebande. Août. Le Gouvernement prit des mesures pour empêcher toute sorte de contrebande; & le Secrétaire des Guerres écrivit aux Commandans des Troupes de fournir aux Commis des Douanes les Soldats, dont ils auroient besoin pour arrêter les Contrebandiers.

Mort du Chev. Guillaume Strickland. 12 Septembre. En SEPTEMBRE; le 12, le Chevalier *Guillaume Strickland*, qui s'étoit démis depuis peu de la Charge de Secrétaire des Guerres, mourut à sa Terre dans le Comté de *Torck*.

Le Grand Juré de Londres demandant la suppression des cabarets à Eau de Vie. 23 Septembre. Le 23, les Grands Jurés de *Londres* obtinrent du Maire & des Aldermans, qu'ils travailleroient à la suppression des Cabarets à Eau de Vie, qui servoient de retraite aux Voleurs, & causoient de fréquens incendies par la négligence de ceux qui les habitoient.

Gouvernement donné. Septembre. Dans le courant de ce mois; le Comte de *Granard* obtint le Gouvernement de l'Ile de *Minorque*, avec ordre de s'y rendre incessamment.

Argent déclaré à la Douane. Septembre. On déclara à la *Douane* & l'on embarqua pour les Païs Etrangers 10 mille Onces d'Or & 22 mille d'Argent monnoié.

Mort du Lord Saint-George. Septembre. Le Lord *Saint-George*, Pair d'*Irlande*, & Vice-Amiral de la Province de *Connaught*, mourut à sa Terre dans le Comté de *Gallera* en *Irlande*.

Les Manufactures de Soie encouragées. Septembre. La Reine, pour encourager les Manufactures de Soie du Roiaume, déclara qu'elle & les Princesses ne porteroient plus d'autres Etoffes, que celles qui se fabriquent dans le Roiaume.

Mort du Comte. En OCTOBRE; le 18, le Lord *Stuart*, Comte de *Murray*, mourut dans

la 76^e. année, à la Terre de *Doniblist* en *Ecosse*. Le *S. François Stuart*, son Frère, fut l'héritier des Titres & de ses Biens.

de Murray.
18 Octobre.

Dans le courant de ce mois ; les *Grands Jurés de Londres*, en conséquence des mesures qu'ils avoient prises le mois précédent avec le Lord Maire & les Aldermans, présentèrent à la Reine une Requête, par laquelle ils lui remontoient ; Que la partie la moins considérée, mais en même tems la plus nécessaire de la Nation, étoit excitée, par la modicité du prix, à faire un usage immodéré des Boissons fortes : Que tous les jours on rencontroit dans les Rues les Ouvriers & les Soldats plongés dans la plus affreuse ivresse : Que par leurs excès ils affoiblissoient & détruisoient leur tempérament, & se rendoient inhabiles à leur propre utilité de même qu'à celle du Public : Que non seulement ces excès hâtoient leur perte ; mais encore qu'ils influoient sur leur postérité : Que la plupart des Enfans, qui naissoient d'eux, étoient foibles & mal conformés : Qu'ainsi le Roi perdrait nécessairement un nombre considérable de ses Sujets, & que l'espèce dégénéreroit : Que ces considérations avoient déterminé les Grands Jurés à dénoncer les Maisons établies pour la vente en détail, comme autant d'asiles pernicioeux qu'il étoit important d'ôter à la Dissolution, si l'on ne vouloit, en les laissant subsister, s'exposer à voir le travail & l'industrie s'anéantir, le désordre s'accroître, l'Etat se dépeupler : Qu'ils espéroient qu'on travailleroit efficacement à procurer l'exécution des Loix, qui pouvoient prévenir des suites si funestes ; & que si les Loix déjà faites ne se trouvoient pas suffisantes, on prendroit les mesures nécessaires pour s'opposer aux maux dont la Nation étoit menacée par un abus si général & si dangereux. Cette Requete fut examinée dans un Grand Conseil, qui se tint, après le retour du Roi, le 30 du mois suivant.

Requête des
Grands Jurés de
Londres au sujet
des Cabarets à
Eau de Vie.

En NOVEMBRE ; le 5, mourut à Rome dans la 20^e. année de son âge, le Lord *Edmond Sheffield*, Duc de *Buckingham*, Duc & Marquis de *Normanby*, Comte de *Mulgrave*, & Baron de *Butterwick*. Par la mort de ce Seigneur, le dernier de sa Maison, le titre du Duc de *Burkingham* fut éteint ; celui du Comte de *Mulgrave* passa dans une Branche collatérale de la Maison ; un Gentilhomme de l'Ouest du Comté d'*York*, réclama la Baronie de *Butterwick* ; & les grands Biens dont le Duc étoit possesseur passèrent au Capitaine *Herbert*, Fils naturel de l'ancien Duc de *Buckingham*.

Mort du Duc
de Buckingham.
5 November.

Le même jour, mourut à l'âge de 77 ans dans une Maison de Campagne près de *Lisbone*, le Lord *Charles Mordaunt*, Comte de *Peterborough* & de *Montmouth*, Vicomte d'*Avalon*, Baron de *Rygate* & Chevalier de la Jarretière, arrivé depuis peu d'*Angleterre* à *Lisbone*, chargé d'une Commission auprès du Roi de *Portugal*. Son Corps transporté sur le champ à *Lisbone*, fut exposé pendant 4 jours sur un lit de Parade. Le 9, il fut conduit à bord du Vaisseau de Guerre le *Berwick* par tous les Officiers de l'*Escadre Angloise*, qui étoit alors dans le Port. Depuis la Maison, où le Corps étoit en

Mort du Comte
Peterborough.
5, 9, 21 Novemb.

dépôt, jusqu'au Port, le Lord *Tyravley* Envoié extraordinaire de la *Grande-Bretagne*, le Chevalier *Jean Norris*, Commandant en chef de l'Escadre, les Amiraux *Haddock & Balchen* & les 5 plus anciens Capitaines de Vaisseaux de l'Escadre portèrent le Drap mortuaire dont le Cercueil étoit couvert. Lorsque l'on fut au Port, on mit le Corps dans une Chaloupe, qui, suivie de toutes les autres Chaloupes des Vaisseaux, le transporta jusqu'à l'endroit où l'Escadre étoit à l'ancre. Après qu'on l'eût embarqué sur le Vaisseau le *Berwick*, le Vaisseau de l'Amiral *Norris* tira 15 coups de Canons, les deux Vaisseaux montés par les Amiraux *Haddock & Balchen* en tirèrent chacun 13, & tous les autres chacun 9. Le *Berwick* arriva en *Angleterre* le 21 de ce même mois. Le Comte de *Peterborough* eut pour héritier de ses Biens & de ses Titres, le Lord *Charles Mordaunt*, son Petit-Fils.

Retour du Roi.
6 Novembre.

Le 6, à six heures du matin, le Roi arriva de *Hollande* à *Harwick*. Il traversa la Ville de *Londres*, & se rendit à *Kensington* sur les trois heures après midi.

Mort du Comte
d'Haddington.
7 Novembre.

Le 7, mourut à *Newhall* près d'*Edimbourg* le Comte d'*Haddington*, Baron de *Binny & Biris*, Chevalier de l'Ordre du *Chardon*, Sheriff du Comté de *East-Lothian*, Conseiller-Privé du Roi, & l'un des 16 Pairs d'*Ecosse* ayant Séance au *Parlement de la Grande-Bretagne*.

Charges & Digni-
tés données.
Novembre.

Dans le courant de ce mois; le Chevalier *Guillaume Young*, Secrétaire des Guerres, fut fait Conseiller Privé; & le Duc de *Montague*, Chevalier de l'Ordre de la *Furieuse*, Grand-Maitre de celui du *Bain*, & Capitaine de la Compagnie des Gentilshommes Pensionnaires, fut pourvu de la Charge de Garde des Rôles du Comté de *Northampton*, vacante par la mort du Comte de *Westmorland*.

Résolutions des
Grands Jurés de
Londres au sujet
des Mariages
clandestins.

Les Grands Jurés de *Londres* résolurent de présenter une Requête à la *Chambre des Communes* du prochain *Parlement*, pour la prier de faire exécuter les Loix contre les Mariages Clandestins, & de défendre aux Ministres des Eglises prétendues Privilégiées de célébrer aucun Mariage sans observer les formalités prescrites par les Constitutions du Royaume.

Nouveau Gen-
tilhomme de la
Chambre du Roi.
4 Décembre.

En DÉCEMBRE; le 4, le Vicomte d'*Harcourt* prit possession d'une Place de Gentilhomme de la Chambre du Roi, qu'il avoit obtenue depuis peu.

Argent pour
Hollande.

Le 17, il y eut 13 mille onces d'Argent & 14 mille Onces d'Or déclarées à la *Donne* pour la *Hollande*.

Promotion d'Of-
ficiers Généraux.
30 Décembre.

Le 30, le Roi fit une Promotion d'Officiers Généraux, & déclara le Lord *Shannon* Général de la Cavalerie; le Marquis de *Montandre*, Général de l'Infanterie; le Lord *Mark Ker*, les Sieurs *Richard Sutton*, *André Bisset*, *Humphrey Gore*, *Philippe Honeywood*, *Henri Grove*, *Robert Dalzell*, *Jaques Dormer & Thomas Panton*, Lieutenans Généraux; le Duc de *Montague*, les Comtes de *Horford*, de *Scarborough* & de *Pembroke*, les

A N N É E M D C C X X V .

Lords *Dunmore*, *Molesworth & Harrington*, le Chevalier *Robert Rich*, le Baron de *Saint-Hyppolite*, le Chevalier *Jaques Wood*, les Sieurs *Albert Borgard*, *François Columbine*, *Richard Frank*, *Charles Charchill*, *Guillaume Barrel*, *Gaspard Clayton*, *Piercy Kirke*, *Paul de Gually*, *Jean Moyle*, *Gervais Parker*, *Jaques Tyrell*, *Edmond Fuedling*, *Jean Pierre Desbordes*, *Guillaume Kerr*, & *David Mortolieu*, Majors Généraux; les Lords *Catherlogh*, *Tyrawley*, *Catheart & Cadogan*, les Sieurs *Jean Cavalier*, *Balthasar Foylac*, *Daniel Carell*, *Théodore Vefey*, *André de Boismorel*, *Richard Keene*, *Charles Burne*, *Jaques Douglas*, *Jaques Campbell*, *Clement Newill*, *Guillaume Hargrave*. *Henri Cornwall*, *Edouard Montague*, *Henri Harrison*, *Thomas Howard*, *Jean Cope*, *Jean Middleton*, *Pierre Campbell*, *Jean Ligonier*, *Jaques Scott*, *Jean Orfeur*, *Thomas Jones*, *Richard Philipps*, *Roger Handaside*, *Henri Hawley*, *Jean Armstrong*, *Josué Gneß*, *Adolphe Oughton*, *Charles Oisway*, *Robert Murray*, *Guillaume Kosby*, *Henri Berkley*, & *Philippe Ansthrater*, Brigadiers Généraux. Quand le Roi fit cette Promotion, il n'y avoit plus en Angleterre que deux Généraux en vie, le Comte d'*Orkney* & le Duc d'*Argille*.

Dans le courant de ce mois; le Colonel *Pyort*, Lieutenant d'une des quatre Compagnies des Gardes du Corps, obtint le Gouvernement du Château de *Dublin*, dont le Colonel *Hallens* étoit demis. Gouvernement donné. Décembre.

Il y eut un Projet proposé pour empêcher la Contrebande sans augmenter le nombre des Officiers de la *Douane* & sans changer aucune Loi concernant la visite des Marchandises & la perception des Impôts. L'Auteur prétendoit, *Qu'en suivant son Projet, on augmenteroit les Revenus de l'Etat de 400 mille Liv. St. & ceux de la Compagnie des Indes-Orientales de plus de 100 mille; & qu'on éviteroit la sortie de l'Argent qu'on avoit coutume de porter tous les ans dans les Païs Etrangers, pour y acheter des Marchandises.* Projet pour empêcher la Contrebande.

L'*Archevêque d'Armagh*, Primat d'*Irlande* écrivit aux douze Corps des Marchands de *Londres*, pour les engager à donner une partie des Revenus qu'ils possédoient dans ce Roïaume, à l'établissement de plusieurs Ecoles Publiques pour l'instruction des jeunes gens; & quelques-uns de ces Corps résolurent de contribuer à ce louable dessein. Les Marchands de Londres contribuent à l'établissement des Ecoles en Irlande. Décembre.

Il y eut des Lettres Patentes expédiées à la Chancellerie pour autoriser le Duc de *Chandos* à faire travailler aux Mines d'Or & d'Argent que l'on avoit découvertes depuis quelque tems dans le Comté de *Strafford*. Mines de Strafford données au Duc de Chandos. Décembre.

Le Roi donna au Duc de *Cumberland* la jouissance du Revenu des Mines d'Alun dans le Comté d'*Torck*, réunies à la Couronne par la mort du Duc de *Buckingham*, & rapportant environ 4 mille Livres Sterling par an. Mines d'Alun données au Duc de Cumberland. Décembre.

Les Articles du Contrat de Mariage du Prince de *Galles* avec la seconde Mariage du Prince de Galles avec

A N N É E M D C C X X X V .

une Princesse de
Saxe-Gotha, ar-
rêtée
Décembre.

Fille du Duc de *Saxe-Gotha* furent réglés; après que les difficultés, qui pendant longtems avoient empêché le *Roi* de conclure ce Mariage, eurent été levées.

11.
MARINE.
Ordre de désar-
mer & d'équiper
des Vaisseaux.
6 Janvier.
Vaisseaux pour
le Chevalier Nor-
ris.

15 Janvier.
Le Capitaine
Digby-Dent Com-
mandant d'une
Escadre pour l'A-
mérique.

Janvier.
Ordre de prépa-
rer l'Escadre du
Chevalier Norris.
Janvier.

Le Contre-Ami-
ral Stewart arbo-
ra son Pavillon.

25 Février.
Vaisseau de cent
Canons équipé.

25 Février.
Matelots pris de
force.

Février.
Augmentation
des Ouvriers des
Chantiers de
Portsmouth. Or-
dre aux Matelots
absens de revenir
à bord.

5 Mars.
Escadre de l'A-
miral Norris re-
glée.

Mars.
Ordre d'arrêter
les Matelots dé-
serteurs.

Mars.
Proclamation
contre les Mate-
lots tardant à se
rendre à bord.

9 Avril.
Nombre des
Matelots.

Avril.
Départ de l'Es-
cadre d'Amérique.

Avril.
Vaisseaux pour
les Indes-Orien-
tales.

Avril.
Vaisseaux pour
Terre Neuve,
Avril.

11. En JANVIER; le 6, les *Commissaires de l'Amirauté* firent expédier des ordres pour désarmer quelques Vaisseaux & pour en équiper d'autres. Le 15, ils donnèrent ordre d'équiper le *Royal Souverain*, Vaisseau de cent Canons & de mille Hommes d'Equipage, destiné pour le Chevalier *Norris* à la place du Vaisseau *La Britannia* de 112 Pièces de Canon & de mille 50 Hommes d'Equipage, qu'il avoit monté l'année précédente. Dans le courant de ce mois, le Capitaine *Degby-Dent*, qui devoit commander l'Escadre destinée pour les Mers d'*Amérique*, se rendit à *Portsmouth* pour arborer son Pavillon. Les Capitaines des Vaisseaux qui devoient composer la Flote, dont le Chevalier *Norris* avoit le commandement, eurent ordre de tenir leurs Equipages complets pour le commencement du Printemps, & de faire revenir à leurs Bords avant ce tems tous les Soldats & Matelots absens par congé. Le Contre-Amiral *Stewart* arbora le 25 de FÉVRIER son Pavillon à bord d'un Vaisseau de Guerre du Port de *Portsmouth*. Le même jour, les *Commissaires de l'Amirauté* donnèrent ordre qu'on équipât un autre Vaisseau de cent Canons & de mille Hommes d'Equipage. A peu près dans le même tems on commença de prendre les Matelots de force pour servir sur la Flote. En MARS; le 4, on ordonna que le nombre des Ouvriers travaillant aux Chantiers du Roi à *Portsmouth*, seroit augmenté de 50 Hommes; & que tous les Matelots absens de leurs Bords par congé s'y rendroient avant le 19. Dans le courant du mois, on fixa le nombre des Vaisseaux, qui devoient composer l'Escadre de l'Amiral *Norris*, à 53 Vaisseaux de Guerre, dont 1 du premier rang, 2 du second, 8 du troisième, 18 du quatrième, 14 du cinquième. 4 Brulots, 14 Galiotes à Bombes & 4 Hôpitaux. A peu près dans le même tems, on ordonna que tous les Capitaines de l'Escadre dont l'Amiral *Norris* avoit le commandement, envoiasent leurs Contre-Mâtres aux *Dunes*, afin d'examiner les Matelots des Bâtimens, qui viendroient dans la *Tamise*, & d'arrêter ceux qu'ils reconnoistroient avoir déserteré des Vaisseaux du Roi. Le 9 d'AVRIL, les *Commissaires* firent publier une Proclamation portant, *Que tous les Matelots au service du Roi, qui se seroient absentés de leurs Bords plus longtems que leurs Congés ne le permettoient, seroient traités comme Déserteurs s'ils ne retournoient pas avant le 18.* Durant ce mois; le *Roi* résolut que le nombre des Matelots, qui serviroient cette année sur la Flote seroit de 10 mille. Le Capitaine *Degby-Dent* partit pour *La Jamaïque* avec une Escadre de 7 Vaisseaux de Guerre. Quelques Vaisseaux eurent ordre d'aller renforcer l'Escadre des *Indes-Orientales*. Quatre autres Vaisseaux eurent ordre de mettre à la voile pour aller protéger la Pêche de *Terre-Neuve*. Les

ANNE'E M D C C X X V.

II.
MARINE.

Les Ministres Etrangers s'étant plaints au Roi de ce que les Juges de la *Cour des Docteurs Communs* exigeoient des rétributions si considérables pour la décision des Affaires de l'Amirauté, que les frais des Procès excédoient quelquefois les Sommes qui faisoient l'objet des contestations ; ces plaintes furent cause que le Roi ordonna qu'à l'avenir les 12 plus anciens Directeurs de la Maison de la *Trinité* jugeroient tous les Procès qui pourroient survenir entre le Roi ou les Seigneurs qui possédoient des Terres sur les Côtes de la *Grande-Bretagne*, & les Propriétaires ou Capitaines des Vaisseaux. En MAI ; le 2, le Chevalier *George Walton* reçut ordre des *Commissaires de l'Amirauté* de se rendre incessamment aux *Dunes* avec 8 Vaisseaux de Guerre ; 4 de 80 Canons, 3 de 60, & 1 de 50. Vers la fin de ce mois, les Entrepreneurs des Vivres eurent ordre de faire embarquer avec toute la diligence possible des Provisions pour trois mois sur tous les Vaisseaux mis en commission. En JUIN ; le 7, l'Amiral *Norris* mit à la voile à *Portsmouth* avec 25 des Vaisseaux que l'on avoit destinés pour composer son Escadre, 3 Chaloupes & un Brûlot ; le tout monté de 17 cens 56 Pièces de Canons & de 12 mille Hommes d'Equipage, que l'on avoit armés, chacun, d'un Sabre & d'un Pistolet. Le 12, le Chevalier *Charles Wager*, Premier Commissaire de l'Amirauté, & le Lord *Archibald Hamilton*, allèrent informer le Comte de *Montijo*, Ambassadeur d'Espagne, du départ de l'Escadre commandée par l'Amiral *Norris*, & lui dirent ; Que le Roi presse par le Roi de Portugal avoit fait partir cette Escadre pour l'embouchure du Tage, tant pour s'aquiescer de ses engagements avec Sa Majesté Portugaise, que pour protéger le Commerce de ses Sujets, & mettre à couvert de toute insulte la Flote du Brésil, à laquelle les Anglois avoient tant d'intérêt. Cette Escadre arriva le 20 à *Lisbone*, & le Chevalier *Norris*, aiant mis pied à terre quelques jours après, fut admis à l'Audience du Roi de Portugal, lequel avoit fait présent à l'Escadre de 100 Bœufs, de 400 Moutons, de 400 Oies, de 400 Cocqs d'Indes, de mille autres Volailles, de 80 Pipes de Vin, de cent mille Oranges & Citrons, & de mille Panniers d'Herbages. Le Roi de Portugal donna des ordres, pour qu'on livrât toutes les Semaines à la Flote les mêmes rafraîchissemens. On fit pendant deux jours & deux nuits consécutives des réjouissances à *Lisbone* pour l'arrivée de cette Escadre. Toute la Noblesse se rendit en foule à bord pour complimenter les Amiraux & les Capitaines, & pour voir la Flote. Durant ce mois ; l'Amiral *Cavendish* se rendit à *Portsmouth* pour y prendre le Commandement d'une Escadre de 18 Vaisseaux de guerre, dont 1 du second rang, 6 du troisième, 4 du quatrième, 3 du cinquième, & 4 du sixième. Les *Commissaires de l'Amirauté* donnèrent ordre d'embarquer des Provisions pour trois mois sur les 10 Vaisseaux, que le Contre-Amiral *Stewart* avoit sous ses ordres à *Spithead*. Quelques jours après ce Contre-Amiral écrivit une Lettre circulaire à tous les Officiers

Tome XIV. Partie I.

T t t

Plaintes contre les Juges de l'Amirauté & nouvel Etablissement à ce sujet.
Avril.

Escadre sous les ordres de l'Amiral Walton.
2 Mai.
Ordres d'embarquer des Provisions pour trois mois.
Mai.
Départ de l'Amiral Norris.
7 Juin.

On donne avis à l'Ambassadeur d'Espagne du départ de l'Amiral Norris.
12 Juin.

Arrivée de cet Amiral à Lisbonne.
20 Juin.

L'Amiral Cavendish Commandant de 18 Vaisseaux.
Juin.
Provisions pour trois mois sur l'Escadre du Contre-Amiral Stewart.
Juin.
Ordres à tous

II.
MARINE.

A N N E E M D C C X X X V.

Officiers de se rendre à bord. Juin. Ordre de construire trente Chaloupes. Juin. Le Contre-Amiral Stewart se rend au Nore. Juillet. Matelots enlevés de force. Juillet. Vaisseaux de Portsmouth avisés pour trois mois, &c. Juillet. Autres Vaisseaux pour les Côtes de Barbarie. Juillet. Déclaration du Roi au sujet de la Flote de l'Amiral Norris. Juillet. L'Amiral Walton va prendre le Commandement de l'Escadre de Spithead. 13. Août. Dix Vaisseaux destinés pour la Jamaïque. 13. Août. L'Escadre commandée par le Chev. Chaloner Ogle revient d'Amérique. 25. Août. Matelots enlevés de force. Septembre. Ordre de ne plus presser des Matelots. 20. Octobre. Novembre. L'Escadre de Spithead se sépare. Novembre. Provisions envoyées à l'Escadre de l'Amiral Norris. 5. Decembre. Congés aux Soldats & Matelots.

des Vaisseaux de son Escadre pour les avertir de se rendre à leurs Bords, & fit enlever beaucoup de Matelots pour le service de cette Escadre. Les *Commissaires* ordonnèrent aux Maîtres des Chantiers du Roi de faire construire avec toute la diligence possible 30 Chaloupes de 30 pieds de long sur 10 de large, lesquelles pussent remonter facilement la Rivière pendant les basses-eaux. En JUILLET ; l'Escadre du Contre-Amiral *Stewart*, qui se rendit de *Spithead* à la *Buoy de Nore*, y fut jointe par 5 Vaisseaux de Guerre. On enleva par force dans le Port de *Bristol* un grand nombre de Matelots pour le service de la Flote. On en fit de même de tous les Matelots des Vaisseaux de la *Compagnie des Indes*, qui se trouvoient dans la *Tamise*. Les *Commissaires* des Vivres envoièrent des Provisions pour trois mois à tous les Vaisseaux de Guerre armés à *Portsmouth*; & 4 de ces Vaisseaux eurent ordre d'être prêts à mettre à la voile incessamment. Six Vaisseaux de 20 Pièces de Canon, qui devoient aller joindre l'Amiral *Norris*, eurent ordre d'aller croiser sur les Côtes d'*Afrique*, sous les ordres de cet Amiral. Plusieurs Puissances aiant pressé le Roi de rappeler la Flote envoyée à *Lisbonne*, il fit déclarer par le Lord *Harington* à leurs Ministres ; Qu'il ne l'avoit envoyée, que pour assurer le retour de celle du Brésil, sur laquelle ses Sujets avoient des Fonds considérables, & qu'il avoit trop d'intérêt à maintenir la Paix entre l'Espagne & le Portugal, pour ne pas chercher les moyens d'engager les deux Cours à terminer leurs différens. En AOÛT ; le 13, l'Amiral *Walton* fit voile de *Portsmouth* avec 4 Vaisseaux de Guerre, chacun de 80 Canons, pour aller prendre le Commandement de l'Escadre rassemblée à *Spithead*. Le même jour, en conséquence d'une Résolution prise dans le Conseil que la Reine avoit tenu le 11, les *Commissaires* ordonnèrent qu'on embarquât des Provisions pour six mois sur 10 Vaisseaux de guerre qui se tiendroient prêts à partir pour *La Jamaïque*. Le 26, l'Escadre commandée par le Chevalier *Chaloner Ogle* vint mouiller à *Spithead* revenant d'*Amérique*, où l'Escadre du Capitaine *Digby-Dent* l'avoit relevée ; & dans les premiers jours du mois suivant les ordres furent donnés pour qu'on la desarmât. En SEPTEMBRE, on enleva pour le service de la Flote tous les Matelots de 5 Vaisseaux de la *Compagnie des Indes-Orientales* nouvellement revenus. Le 20 d'OCTOBRE, les *Commissaires de l'Amirauté* dressèrent une Proclamation pour que l'on cessât d'enlever des Matelots par force. En NOVEMBRE, cette Proclamation fut publiée & mise en exécution. L'Escadre rassemblée sous les ordres de l'Amiral *Walton* à *Spithead* eut ordre de se séparer. Le 5 de DECEMBRE, cinq Bâtimens de transport, chargés de Provisions pour l'Escadre commandée par l'Amiral *Norris*, partirent des *Dunes* sous l'escorte d'un Vaisseau de guerre. Les Capitaines des Vaisseaux retirés à *Portsmouth* & à *Plymouth* eurent ordre de l'Amirauté de donner des Congés de deux mois aux Soldats & Matelots.

ANNE'E MDCCXXV.

III. LE 1 de JANVIER, la BANQUE fit ériger devant la Porte de sa nouvelle Maison une Statue du Roi *Guillaume III*, de la façon du célèbre *Rysbrack*. Quand on l'eût placée sur le Piedestal, les Officiers & les Emploies de la *Banque* firent une décharge de Mousqueterie, & burent à la mémoire de leur Fondateur. On avoit gravé sur le Piedestal une Inscription, que je trouve traduite en François de cette manière. A GUILLAUME III, le plus grand des Princes, Fondateur de cette Banque, en mémoire du rétablissement des Loix & de l'autorité des Tribunaux, de la Dignité des Parlemens, de la Religion & de la Liberté de toute la Nation, enfin de la Succession au Trône de la Grande-Bretagne dans l'illustre Maison de Hanovre, pour la plus grande sûreté de la Postérité. La Compagnie de la Banque a érigé & dédié cette Statue par un sentiment de reconnaissance, en 1734, la première année de sa Construction. Le 2 de SEPTEMBRE, les Directeurs résolurent que le Dividende pour les six derniers Mois échus, seroit de 3 pour cent. Ils consentirent quelques jours après que l'on mît sur la Place un certain nombre de Billets de l'Echiquier, à commencer du 4 d'Août de l'année suivante.

En SEPTEMBRE, le Roi permit à la COMPAGNIE DE CHELSEA de lever par voie de souscriptions volontaires, 30 mille Liv. St., pour augmenter son Capital, en créant 15 cens nouvelles Actions, de 20 Liv. St. chacune.

Le 26 de JANVIER, la COMPAGNIE ROIALE D'AFRIQUE élut unanimement le Roi pour Gouverneur, le Chevalier *Bybie Lake* pour Sous-Gouverneur, & le S. *Charles Hayes* pour Député-Gouverneur. Le lendemain elle nomma les 24 Assistans.

Le 7 de SEPTEMBRE, il se tint une Assemblée générale de la COMPAGNIE DE TURQUIE conformément à l'usage; &, selon la Lettre qu'elle avoit reçue à ce sujet, elle choisit pour Ambassadeur à la Porte, à la place du Comte de *Kinnoul*, qui revenoit, le S. *Faukenor* nommé par Sa Majesté. Ce nouvel Ambassadeur partit le 9, pour se rendre par terre à Constantinople, & prit la route par Hanovre afin de recevoir les ordres du Roi. Le présent destiné pour la Porte Ottomane fut embarqué sur un Vaisseau de guerre chargé de transporter à Constantinople les Equipages de l'Ambassadeur. Ce présent consistoit en 12 Pièces de la plus belle Ecarlate, une Caisse d'Instrumens de Mathématiques, trois Pendules à Secondes dans des Boîtes magnifiquement ornées, plusieurs Montres d'or à répétition, 12 Fusils & 12 Paires de Pistolets garnis d'argent & travaillés avec beaucoup d'art, & quelques Vases de Pierres précieuses, le tout estimé cinq mille Livres Sterling.

Le 31 de MARS, la COMPAGNIE DES INDES-ORIENTALES déclara dans une Assemblée générale que le Dividende pour la demie année échue le 5 de ce mois, seroit de 2 & 3 quarts pour cent.

III.
BANQUE ET
COMPAGNIES DE
COMMERCE.
Banque.
Statue érigée
en l'honneur de
Guillaume III.
1 Janvier.

Dividende.
3. Septembre.
Billets de l'E-
chiquier.
Septembre.

Comp. de Chelsea.
Augmentation
de son Capital.

Comp. d'Afrique.
Election des
Officiers.
26, 27 Janvier.

Comp. de Turquie.
Le S. Faukenor
Ambassadeur à
Constantinople.
6, 9 Septembre.

Comp. des Indes
Orientales.
Dividende.
31 Mars.

III.
BANQUE ET
COMPAGNIES DE
COMMERCE.

A N N E E M D C C X X X V.

Avantage rem-
porté sur le Pira-
te Angria.

En AVRIL ; cette Compagnie apprit par un de ses Vaisseaux que le Gouverneur de *Bombay*, aiant, aux instances de son Neveu le Capitaine *Mackeal*, *Ecoffois*, armé quelques Vaisseaux à fond plat, avec lesquels ce Capitaine étoit allé chercher le célèbre Pirate *Angria*, on avoit pris ou détruit 8 des Bâtimens de ce Pirate, mis tous les autres hors d'état de servir, & tué dans l'Action beaucoup de ses gens, entre autres son second Fils.

Comp. du Sud.
Résolutions au
sujet du Vaisseau
de Permission, &
du Commerce.
8 Février.

Dans une Assemblée générale de la COMPAGNIE DE LA MER DU SUD, qui se tint le 8 de FEVRIER, il fut résolu, de faire de nouvelles instances au-
près du Roi pour en obtenir la permission de renoncer au Vaisseau de l'Assiente, & d'accepter à la place l'équivalent offert par le ROI D'ESPAGNE. On résolut encore, de supplier le Roi de rendre à la Compagnie la liberté du Commerce dans

Résolution au
sujet des pertes de
la Compagnie.
24 Avril.

certaines Païs de l'AMERIQUE. Dans une autre Assemblée du 24 d'AVRIL, on résolut, de présenter une Adresse au Roi pour le prier de s'employer en fa-
veur de la Compagnie, pour lui faire avoir raison des pertes qu'elle avoit souffertes de la part des Facteurs ESPAGNOLS. Dans le même mois, les Directeurs déclarèrent au Comte de *Montijo*, Ambassadeur d'ESPAGNE, que, comme les Comtes de la Compagnie avec Sa Majesté Catholique étoient enfin réglés, elle cesseroit de paier les 800 Liv. St., qu'elle avoit données jusqu'alors tous les mois.

Déclaration fai-
te à l'Ambassa-
deur d'Espagne.
Avril.

Equivalent offert
pour le Vaisseau
de l'Assiente.
Mai.

Dans le mois de MAI, le S. *Thomas Fitz-Gerald*, Agent du Roi d'Espagne, renouvella la Proposition qu'il avoit faite les années précédentes à la Compagnie ; de lui donner en équivalent du Vaisseau de l'Assiente, pendant les 15 années que le Traité de ce Commerce devoit encore durer, deux pour cent sur tous les Effets des Gallions & de la Florille. Dans l'Assemblée générale du 3 d'AOÛT, il fut résolu que la Dividende des six premiers Mois de cette an-

Dividende.
3 Août.

Commerce de
la Mer du Sud,
abandonné cette
année.

née seroit d'un & demi pour cent. Dans une autre Assemblée du 12, on résolut de ne point envoyer cette année de Vaisseaux à la Mer du Sud. Le 7 d'OCTOBRE, les Directeurs déclarèrent à l'Assemblée générale des Intéressés, que les Dêtes de la Compagnie en Obligations montoient à 428 mille 800 Liv. St. ; & qu'environ 30 mille de ces Obligations ne portoient point d'intérêt. On établit dans la même Assemblée un Comité de sept personnes pour examiner les Statuts de la Compagnie. Dans une autre Assemblée du 27 de

17 Août.
Dêtes de la
Compagnie en
Obligations.
7 Octobre.

Paiement des
Obligations.
27 Décembre.

DECEMBRE, il fut ordonné que l'on paieroit, le 23 de Mars suivant, 107 mille 600 Liv. St. à compte des Obligations de la Compagnie.

IV.
COLONIES.
La Martinique.
Matelots revol-
tés & devenus Pi-
rates, punis.
Mars.

IV. VERS la fin de FEVRIER, les Matelots d'un Vaisseau Marchand allant de Londres à la Virginie, se révoltèrent, tuèrent le Capitaine & les deux Contres-Mâitres ; & se firent Pirates. Après s'être emparés d'un Bâtimen Portugais, ils firent voile vers l'Amérique : mais ils furent obligés de relâcher à La Martinique dans les premiers jours de MARS. Un Passager, qui trouva le moyen de sortir du Vaisseau, découvrit leur crime au Gouverneur, qui fit arrêter le Vaisseau & l'Equipage, dont il fit rompre vifs six des plus coupables.

Il y eut dans les premiers mois de cette année à LA BARBADE une Maladie Epidémique, dont il mourut une grande quantité de monde.

La Barbadi.
Maladie Epidé-
mique.

Dans les premiers mois de cette année on découvrit dans la NOUVELLE-ANGLETERRE des Mines de Fer très abondantes, que l'on mit en travail. Le 8 de JUIN, l'Assemblée générale de cette Colonie se tint à Boston, & choisit le S. Jean Quincy pour son Orateur. Le choix fut approuvé par le S. Jonathan Belcher, Gouverneur, qui fit part ensuite à l'Assemblée des nouvelles instructions qu'il avoit reçues du Roi, lesquels portoient; *Que l'intention de Sa Majesté étoit, que les Appointemens du Gouverneur ne fussent pas à l'avenir au dessous de 10 mille Livres Sterling par an.* Il ajouta, *que depuis cinq ans qu'il commandoit dans le País, il avoit perdu plusieurs mille Liv. St. sur les Billets de crédit qu'il avoit reçus en paiement.*

Nouvelle-Angle-
terre.
Mines de Fer.
Assemblée gé-
nérale, où le Gou-
verneur fait fixer
ses appointemens
8 Juin.

Dans le mois de MAI; les Indiens de Tuscarora firent diverses courses dans La Caroline-Septentrionale, & pillèrent & brûlèrent un assez grand nombre d'Habitations. Le Gouverneur fit à ce sujet publier une Proclamation par laquelle il promettoit une récompense de 50 Liv. St. à quiconque pourroit tuer un de ces Indiens, & de 90 Liv. St. pour chacun de ceux que l'on pourroit prendre en vie.

La Caroline,
Septentrionale;
Intrusions des
Indiens.

Les Commissaires de l'Amirauté, dans une Assemblée du 15 de JANVIER, expédièrent des Commissions pour diverses Personnes qu'ils destinoient à différens Emplois dans les Ports de LA JAMAÏQUE, où l'on venoit d'apprendre que le nombre des Nègres rebelles étoit augmenté considérablement & s'augmentoient encore tous les jours par la défection des autres Nègres. Malgré tous les efforts des Habitans, ces Révoltés ne laissoient pas de détruire & de brûler continuellement les Plantations voisines de leur retraite. L'Assemblée Générale de la Colonie fut à cette occasion obligée de faire une Loi, pour forcer tous les Blancs & tous les Créoles à prendre les Armes, afin d'empêcher que les Nègres ne fissent de plus grands ravages, jusqu'à ce que le secours que l'on attendoit d'Europe fût arrivé. En JUILLET, il partit d'Angleterre pour La Jamaïque trois Vaisseaux de 450 Tonneaux, que plusieurs Personnes de distinction avoient fait construire à leurs dépens, & qu'ils avoient monté chacun de 23 Pièces de Canon & de 60 Soldats, outre l'Equipage. On les envoyoit pour aider le Gouverneur de l'Ile à soumettre les Rebelles. Un Vaisseau de guerre partit à peu près dans le même tems pour la même fin. Au reste si les Habitans avoient à souffrir de la révolte de leurs Esclaves, ils avoient du moins la consolation de voir leurs Plantages de Café réussir si bien, qu'au mois de MAI l'on comptoit dans un seul 80 mille Arbres en état de produire au moins chacun quatre Livres de Café. Le 11 d'Août, la Reine tint à Kensington un Conseil, dans lequel il fut résolu d'envoyer incessamment une Escadre à La Jamaïque. Le 12, il arriva à Portsmouth un Vaisseau de guerre, qui revenoit de cette Ile, ayant à bord quantité d'Argent pour les Marchands de

La Jamaïque.
Commissions ex-
pédiées pour cette
Ile, où la révolte
des Nègres con-
tinuoit.
15 Janvier.

Secours envoyé.
Juillet.

Succès des Plan-
tages de Café.
Mai.

Résolution d'en-
voyer un nouveau
secours.
11 Août.
Argent venu de
cette Ile pour

Londres.
12 Août.
Arrivée du Capitaine Digby-Dent à la Jamaïque.

Mai.
Ordre d'équiper 13 Vaisseaux de Guerre pour cette Ile.

13 Août.
Résolution de rappeler les Troupes envoyées l'année précédente ; Nègres soumis.

4 Septembre.
Ils reprennent les Armes.

Résolution de ne point rappeler les Troupes.
26 Décembre.

Nouvelle-Georgie.
Présent du Roi.
Février.

Requête des Commissaires au Parlement.
10 Mars.

Libéralité du Duc de Montague &c. pour la Colonie.
2 Août.

Libéralité du Chapitre de Westminster.
Août.
Projet d'une nouvelle Ville ; Canons & Munitions de Guerre.
Août.

Le Colonel Ogleshorpe retourne à la Nouvelle-Georgie.
Octobre.

Londres ; & l'on fut par le Capitaine que, vers la fin de MAI, le Capitaine *Digby-Dent* étoit arrivé dans cette Ile avec deux des Vaisseaux de son Escadre. Le 13 du même mois d'Août, les *Seigneurs de l'Amirauté* donnèrent ordre, en conséquence de la Résolution prise le 11 dans le Conseil, que l'on mit dix Vaisseaux de guerre en état de partir incessamment pour *La Jamaïque*, & qu'on les pourvût de Vivres pour six mois. Le 4 de SEPTEMBRE, le *Roi*, nouvellement revenu d'*Hanovre*, tint un Conseil dans lequel il fut résolu de rappeler de cette Colonie les quatre Compagnies indépendantes, que l'on avoit envoyées l'année précédente pour s'opposer aux *Nègres* rebelles. Cette Résolution fut fondée sur ce que l'on avoit appris par des Lettres reçues depuis peu, que ces *Nègres* s'étoient soumis. Mais ils ne tardèrent pas à reprendre les armes : & continuèrent leurs ravages avec plus de fureur qu'auparavant. La nouvelle que l'on reçut de cette seconde révolte fut cause que dans un Conseil tenu le 26 de DECEMBRE, on arrêta, que l'on ne feroit point revenir les quatre Compagnies indépendantes jusqu'à ce que le *S. Cunningham*, Gouverneur de l'Ile, eût achevé de soumettre les *Nègres* & rétabli la discipline & le bon ordre parmi les Habitans.

En FEVRIER, les Commissaires chargés de l'établissement de la Colonie de la NOUVELLE-GEORGIE obtinrent du *Roi* 600 Liv. St. pour être distribuées à de pauvres Familles qui devoient être transportées incessamment dans cette Colonie. Le 10 de MARS, les mêmes Commissaires signèrent une Requête pour demander au *Parlement* la permission de bâtir des Forts pour la sûreté des Habitans & de leurs Plantations, qui réussissoient fort bien, & donnoient espérance qu'en peu de tems la Colonie deviendrait florissante. Cette nouvelle que l'on reçut en JUILLET, engagea diverses Persones à favoriser cet Etablissement. Le 2 d'AOÛT, on embarqua sur un Vaisseau destiné pour l'*Amérique* une grande quantité de Socs de Charrue, de Pelles, de Bêches & d'autres instrumens, tant pour remuer la terre que pour bâtir, desquels le Duc de *Montague* & quelques autres Persones de Confidération faisoient présent à la Colonie. A peu près dans le même tems, le Doien & le Chapitre de *Westminster* accordèrent une Somme considérable pour y bâtir quelques Eglises. Dans le même mois, les Commissaires de l'établissement destinèrent plusieurs Familles, prêtes à s'embarquer, pour habiter une nouvelle Ville qu'ils vouloient faire bâtir sur le bord de la Rivière d'*Atalamatha* environ à 70 milles de *Savanah*. Ils résolurent en même tems d'envoier dans cette Colonie 12 Pièces de Canon & des Munitions de Guerre, afin d'assurer à la Nation la possession de cet Etablissement, que l'on regardoit comme très avantageux & dont on avoit déjà tiré de la Soie qu'on ne trouvoit point inférieure à celle de *Piedmont*. Le Colonel *Jacques Ogleshorpe*, Premier Commissaire de cette Colonie & Gouverneur du Pais, partit dans le mois d'OCTOBRE pour

y retourner. Entre autres effets, il avoit embarqué deux magnifiques Tentes pour y traiter les principaux *Indiens* du Pais & les Chefs des Nations voisines, avec lesquels le Gouverneur de *Savannah* avoit fait un Traité dans le mois de Juin.

V. LA *Chambre des Communes* du *Parlement d'Irlande* résolut cette année en grand Committé, de continuer jusqu'au 6 de Janvier 1737 la levée des Impôts accordés jusqu'au 6 du même mois 1736; d'augmenter d'une Livre Sterling & 13 Shellings par Tonneau les Droits d'entrée sur tous les Vins venant de Portugal, & de trois Liv. St. les Droits d'entrée des Vins apportés des autres Pais; de mettre un nouvel Impôt de 2 Sh. & 6 Sols sur chaque Livre pesant des Soies fabriquées en Perse & dans les Grandes-Indes; de retenir 4 Sh. par Livre Sterling sur les Appointemens & les Pensions des Persones possédant des Charges ou des Emplois sur l'Etablissement du Roiaume d'Irlande, & n'y demeurant pas au moins six mois de chaque année, & de n'exempter de cette Taxe que le Viceroy, les Secretaires d'Etat du Roiaume & les Officiers dont les Régimens seroient employés dans les autres Pais de la domination du Roi; enfin de se servir des Sommes qui proviendroient de ces nouvelles Impositions pour payer à raison de 5 pour cent, l'intérêt des Dêtes Publiques, & pour entretenir les Officiers à la demie-paie sur l'Etablissement du Roiaume.

V.
PARLEMENT
D'IRLANDE.
Subsides.
Paiement des
Dêtes publiques.

VI. LE Nouveau *Parlement* s'assembla le 25 de Janvier, & vers les deux heures après midi le Roi se rendit à la *Chambre-Haute*, accompagné du Duc de *Richmont* son Grand Ecuier, du Comte d'*Abemarle* & du Duc de *Portland* qui portoit l'Epée de l'Etat. Les *Communes* aiant été mandées, il leur ordonna de choisir leur *Orateur*, & de le lui présenter le 3 de Février. Quand elles furent retirées, le Lord Chancelier prêta les sermens ordinaires, & lut les noms des seize *Pairs* choisis pour l'*Ecosse*. Ensuite le *Prince de Galles* & les *Seigneurs* prêtèrent les sermens requis. La *Chambre des Communes* n'avoit jamais été si nombreuse pour l'ouverture d'un *Parlement*. Il y avoit 443 Députés. De 533 dans lesquels elle consiste, neuf étoient morts depuis leur Election & 19 avoient été élus pour deux endroits. Après que tous les Membres présens eurent prêté les Sermens, elles procédèrent à l'Election de leur *Orateur*; & malgré les efforts de quelques-uns pour faire élire le S. *Gibbins*, la pluralité des voix fut pour le S. *Arthur Onslow*, lequel avoit rempli cet Emploi dans le dernier *Parlement*. L'Election ne fut pas plutôt finie que le Bureau des Joiaux eut ordre de la Cour de délivrer au nouvel *Orateur* 500 onces de Vaisselle d'Argent.

VI.
PREMIERE SEANCE
DU SECOND
PARLEMENT ASSEMBLE PAR
GEORGE II.
Première Ouverture.
25 Janvier.

Le 3 de Février, le Roi se rendit à la *Chambre-Haute* à une heure après midi. Les *Communes* aiant été mandées, lui présentèrent leur *Orateur* qu'il approuva. Ce qui fut suivi d'un Discours que l'*Orateur* fit suivant la

Choix de l'Orateur des Communes.

Seconde Ouverture.
3 Février.

coutume au Roi pour le remercier de son approbation & pour l'assurer qu'il s'acquitteroit avec zèle & fidélité de tout ce que son service & le bien de la Patrie exigeroient. Ensuite le Roi fit la Harangue suivante aux deux Chambres.

Discours du Roi. MILORDS ET MESSIEURS,

La situation présente des Affaires de l'Europe vous est si bien connue, & les suites bonnes ou mauvaises que la fin ou la continuation de la Guerre peut avoir pour ce Roïaume, se présentent si naturellement à l'esprit, que je suis persuadé que vous avez pris, en vous assemblant, une ferme résolution de répondre dans cette conjoncture critique à la confiance de la Nation en vous, de la manière la plus propre à procurer l'honneur & le bien de ma Couronne, & l'avantage de mon Peuple. A l'Ouverture de la dernière Séance du précédent Parlement, je l'informai que je n'avois d'autre parti que celle des bons Offices & de la Médiation, aux Négociations que l'on a crûes comme les principales causes de la Guerre. Il falloit une prudence extraordinaire, une circonspection extrême & toute la précaution possible, pour ne pas prendre trop précipitamment son parti dans une conjoncture si délicate. Il étoit nécessaire d'examiner les faits allégués de part & d'autre; d'attendre quel résultat auroient les délibérations des Puissances qui sont intéressées plus immédiatement que nous aux suites de la Guerre, & surtout de concerter avec les Etats-Généraux des Provinces-Unies, qui sont entrés dans les mêmes engagements que moi, les mesures les plus convenables pour notre sûreté commune & pour le rétablissement de la Paix en Europe. Voilà sur quoi nous avons réglé notre conduite dans cette grande Affaire, à la faveur de l'étroite union & de la confiance qui subsiste entre moi & cette République. Après avoir mûrement examiné, d'un côté les pressantes instances faites par la Cour Impériale, tant ici qu'en Hollande, pour obtenir des secours contre les Puissances qui sont en Guerre avec l'Empereur, & de l'autre côté les assurances répétées, que les Alliés nous ont toujours données de leur desir sincère de conclure une Paix honorable & solide, nous primes conjointement avec les Etats-Généraux la résolution d'employer, sans perdre de tems, tous nos efforts à procurer un heureux & prompt accommodement, avant que de nous déterminer sur les secours demandés par l'Empereur. Les réponses, que les Puissances qui sont en Guerre ont faites à nos pressantes sollicitations, n'ont pas été d'abord assez précises pour nous mettre en état d'exécuter nos bons desseins, & de ne point prendre de parti. Résolus, malgré cela, de poursuivre la fin d'un si grand ouvrage, & d'empêcher que nos Sujets ne fussent engagés sans nécessité dans une Guerre, nous avons renouvelé les offres de notre médiation d'une manière si pressante que nous l'avons fait accepter. En conséquence de cette acceptation & de la déclaration que les Puissances qui sont en Guerre nous ont faite à ce sujet, nous nous sommes hâtés de profiter de leurs bonnes dispositions pour le rétablissement du repos de l'Europe; & j'ai la satisfaction

tisfaction de vous apprendre , que les choses sont présentement avancées de manière à me faire espérer de proposer bientôt aux Puissances engagées dans la Guerre présente un projet d'accommodement, qui servira de base aux Négociations générales de la Paix & dans lequel l'honneur & l'intérêt des deux Partis ont été consultés , autant que les circonstances du tems & la situation présente des Affaires ont pu le permettre. Je n'oserois répondre du succès d'une Négociation dans laquelle il s'agit d'examiner & de concilier tant d'intérêts différens : mais je serois inexcusable si je n'avois pas entrepris un Ouvrage qui peut produire une infinité d'avantages , sans causer aucun mal ; & ce seroit une grande imprudence à nous de nous laisser amuser par des espérances qui pourroient être trompées dans la suite , & faire place à des dangers réels. J'ai fait un usage modéré du pouvoir que le dernier Parlement m'a confié. J'ai conclu avec le Roi de Dannemarc un Traité d'une extrême importance dans les conjonctures présentes. Lorsque toutes les Cours de l'Europe sont en mouvement & travaillent à se procurer les secours qui peuvent leur être ou devenir nécessaires , je ne puis me tenir en repos & négliger des occasions , qu'il est non seulement impossible de recouvrer quand elles sont une fois perdues ; mais , qui , négligées , pourroient nous porter autant de préjudice , qu'elles peuvent , saisies à propos , nous procurer d'avantages ; & qu'on n'auroit pu laisser échapper sans donner un juste sujet de plaintes. Votre confiance en moi rend très efficaces les mesures que j'ai prises pour le Bien Public.

MESSIEURS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES ;

Mes ordres sont donnés pour que l'on prépare & que l'on remette devant vous les Etats des Dépenses extraordinaires de l'année dernière , de ce qu'il est indispensablement nécessaire de faire cette année , & des nouvelles Charges qu'il faudra réduire aussitôt que notre sûreté commune le pourra permettre. Comme le Traité conclu avec le Roi de Danemarc engage à de nouvelles dépenses , on vous en remettra l'Etat par mon ordre. Je ne doute point que je ne trouve dans la Chambre des Communes le même zèle & les mêmes sentimens , dont elle m'a donné des preuves dans tout le cours de mon Règne , & qu'elle n'accorde les Subsidés nécessaires avec autant de joie & d'unanimité que de promptitude. Les sentimens de la Nation ne peuvent mieux se connoître que par le choix de ses Représentans ; & je suis persuadé que la conduite de mes fidèles Communes va prouver à tout le monde la fidélité de mes bons Sujets & leur attachement inviolable pour ma Personne & mon Gouvernement.

MILORDS ET MESSIEURS ,

C'est un bonheur pour nous d'avoir vécu jusqu'ici dans la paix : mais , la plupart des Puissances de l'Europe étant engagées dans une Guerre dont les suites

VI.
PREMIÈRE SEANCE
DU SEIG. PARLE-
MENT.

A N N E ' E M D C C X X X V.

peuvent nous intéresser plus ou moins, & les mesures les mieux concertées étant sujettes à l'incertitude des évènements, nous devons nous préparer à tous ceux qui peuvent nous arriver. Si nous avons augmenté nos dépenses, ce n'étoit que pour en prévenir de plus grandes; & comme il seroit difficile de prévoir celles auxquelles nous serions obligés, si nous étions une fois engagés dans la Guerre, j'espère que mes bons Sujets concourront sans répugnance aux moyens de procurer les avantages d'une Paix générale, ou de nous mettre en état de prendre, dans la situation présente, le parti pour lequel nous serons peut-être indispensablement obligés de nous déterminer.

Adresse des Sei-
gneurs.
4 Février.

Le 4 de Février, les Seigneurs présentèrent au Roi leur Adresse de remerciement. Elle portoit, *Que la conduite tenue par Sa Majesté dans la conjoncture présente des Affaires & ses soins pour prévenir les inconvéniens qui pourroient empêcher les Sujets de continuer de jouir des avantages de la Paix, leur inspiroient la plus vive reconnaissance: Qu'ils prioient le Roi d'être persuadé que, remplis d'autant de zèle pour sa Personne que de confiance en ses lumières, ils seroient toujours dans la volonté de seconder ses vues & de concourir aux moyens de rétablir la tranquillité dans l'Europe, & de le mettre en état de prendre le parti*

Réponse du Roi.

le plus propre à procurer l'honneur & l'avantage de la Nation. Le Roi leur répondit, *Qu'il les remercioit de cette Adresse qui contenoit des marques de leur attachement à sa Personne: Que la part qu'ils témoignaient prendre au succès des soins, qu'il se donnoit conjointement avec les Etats Généraux pour le rétablissement de la Paix générale, lui faisoit beaucoup de plaisir: Qu'il étoit dans la résolution de contribuer de tout son pouvoir à mettre fin à ce grand Ouvrage; & qu'il ne doutoit pas que l'affection & la fidélité de son Parlement & de ses Sujets, sur lesquelles il se reposoit dans tous les évènements n'ajoutassent un grand poids à ses Négociations.* Lorsque l'Adresse des Seigneurs fut réolue le 3, il y eut quelques débats. Le Duc de Devonshire, Chef du Committé chargé de la dresser, proposa, comme c'est la coutume, de remercier le Roi de sa Harangue émanée du Trône. Plusieurs Pairs, du nombre desquels étoient les Comtes de Chesterfield & de Nottingham & le Lord Carteret demandèrent que l'on ôtât les mots, *émanée du Trône*; prétendant que la chose étoit ici relative au Ministère & non au Roi. Ce fut le sujet des débats: mais il fut décidé par 89 voix contre 37 que ces mots resteroient.

Adresse des Com-
munes.
9 Février.

Les Communes ne présentèrent leur Adresse que le 9. Elles y disoient; *Qu'elles demandoient à Sa Majesté la permission de la remercier de la marque d'affection qu'elle donnoit à ses Sujets, en prenant la résolution de faire tous ses efforts pour procurer la Paix, plutôt que d'engager trop précipitamment la Nation dans une Guerre ruineuse: Que le Roi ne pouvoit rien faire de plus glorieux & de plus avantageux pour la Grande-Bretagne, que d'engager les Puissances, qui se faisoient la Guerre, à recevoir les offres qu'il leur avoit faites d'employer ses bons offices, de concert avec la République de Hollande, pour terminer leurs différens; & que tous ses bons & fidèles Sujets apprennent avec autant de joie que de recon-*

naissance que , malgré les grandes difficultés qui se rencontroient dans cette épineuse Négociation , il ne laissoit pas d'avoir assez avancé l'ouvrage qu'il avoit entrepris , pour être en état de proposer un Projet d'Accommodement dans lequel , à proportion de ce que l'état des Affaires pouvoit permettre , on avoit autant d'égard à l'honneur qu'à l'intérêt de toutes les Puissances : Que quand même les mesures prises par le Roi , pour assurer le repos commun de l'Europe , ne réussiroient point , on seroit toujours obligé de rendre justice à ses lumières , ainsi qu'à ses intentions : Que , quelque événement qui pût arriver , elles fourniroient avec empressement les Subsidés qui seroient nécessaires pour l'honneur & la sûreté de sa Personne & de ses Roïaumes , & pour lui donner les moïens de soutenir avec gloire le parti que l'intérêt de la Nation & la justice l'obligeroient d'embrasser. Le Roi leur répondit, Qu'il les remercioit de cette respectueuse & fidèle Adresse , & qu'il se reposoit entièrement sur leur affection : Que , comme il étoit convaincu de la part qu'elles prenoient à l'intérêt public , il comtoit qu'elles le seconderoient dans toutes les mesures qu'il seroit obligé de prendre : Qu'elles pouvoient être persuadées que l'honneur & l'intérêt de sa Couronne & de ses Sujets seroient toujours la principale règle qui dirigeroit ses résolutions & sa conduite. L'Adresse des Communes fut dressée le 7 : & , quand on en fit le rapport , le Parti contraire à la Cour proposa que , dans l'endroit où la Chambre promettoit de fournir au Roi les Subsidés nécessaires pour l'honneur & la sûreté de sa Personne & de ses Roïaumes , & pour lui donner les moïens de soutenir avec gloire le parti que l'intérêt de la Nation & la Justice l'obligeroient d'embrasser ; on ajoutât , Que la Chambre les fourniroit aussitôt que les propres informations de l'état des Affaires publiques auroient été communiquées à la Chambre , ainsi qu'à proportion des efforts qui seroient faits par ceux des Alliés qui se trouveroient dans les mêmes engagements que la Nation & qui ne seroient pas engagés dans la Guerre. Cette Proposition causa de très longs & très vifs débats : mais la Question aiant été mise ; Si l'Adresse subsisteroit sans aucun changement , l'Affirmative l'emporta de 263 voix contre 185.

Réponse du Roi.

Le 14 , les Communes résolurent d'accorder un Subside au Roi. Le 18 , elles délibérèrent en grand Comité sur ce sujet & quelques Membres , à la tête desquels étoient les Chevaliers Robert Walpole & Charles Wager , & les sieurs Horace Walpole , Oglethorpe , Henri Pelham , Corben & Biny furent d'avis , que l'on augmentât cette année le nombre des Matelots de 10 mille : mais les Sieurs Guillaume Pulteney & Wyllmot , & le Chevalier Joseph Jackson Maître des Rôles , combattirent avec beaucoup de force , cette Proposition , qui passa malgré tous leurs efforts. Il fut donc résolu par 256 voix contre 183 , Qu'on accorderoit au Roi 30 mille Hommes pour le service de la Flotte , & 4 Liv. St. par mois pour chaque Matelot , y compris l'Artillerie de la Marine. Le 25 , la Chambre fut plus nombreuse qu'elle ne l'avoit été depuis 20 ans. Il s'y trouva 477 Députés. On reprit la délibération du Subside ; & 208 Membres s'opposèrent à la Proposition qui fut faite ,

Subside.
14 Février.
Nombre des
Matelots.
18 Février.Nombre des
Forces de Terre,
25 Février.

d'augmenter les Forces de Terre : mais, 269 voix s'étant déclarés pour l'augmentation, il fut résolu, *Que pendant cette année le nombre des Troupes pour les Gardes & Garnisons de la Grande-Bretagne & des Iles de Jersey & de Guernsey seroit, y compris les 18 cens 14 Invalides & les 555 Hommes des Compagnies indépendantes d'Ecosse, de 25 mille 744 Hommes, & que l'on accorderoit au Roi 594 mille 529 Liv. St., 6 Sh. 7 D. pour leur entretien.* Les débats sur cet article, auxquels le Prince de Galles fut présent ainsi qu'à ceux du 18, durèrent avec beaucoup de chaleur de part & d'autre jusqu'à 11 heures du soir. L'augmentation accordée étoit de 8 mille 40 Hommes. Le 4 de Mars, les Communes résolurent, *qu'il seroit accordé 215 mille 710 Liv. St., 6 Sh., 4 D. pour l'entretien des Garnisons de Minorque, de Gibraltar, & des Colonies, & pour les Provisions d'Annapolis Roïale, de Conso, de Plaifance, &c.; 10 mille 273 Liv. St., 1 Sh., 1 D. pour faire bon les diverses dépenses extraordinaires de 1734, auxquelles le dernier Parlement n'avoit pas pourvu; 18 mille 273 Liv. St., 7 Sh. 9 D. pour les Pensionnaires externes de l'Hopital de CHELSEA.* Le 11, elles résolurent d'accorder 81 mille 568 Liv. St. pour faire bon les Dépenses extraordinaires qui seroient occasionnées par l'augmentation des Forces de Terre & de Mer; & 56 mille 250 Liv. St. pour remplir les engagements pris avec le Roi de DANNEMARC. On a vu plus haut par la Harangue du Roi qu'il y avoit un nouveau Traité fait avec ce Prince. Ce jour, le Contrôleur de la Maison du Roi l'avoit remis devant la Chambre. Après qu'elle en eut fait la lecture, il y eut de grands débats sur la Proposition d'accorder le Subside que l'on vient d'énoncer : mais elle fut acceptée à la pluralité de 270 voix contre 178. Le Traité dont il s'agit avoit été signé le 29 de Décembre de l'année précédente, & portoit en substance; I. *Qu'il y auroit entre Leurs Majestés Britannique & Dannoise, leurs Successeurs & Héritiers, Roïaumes & Sujets une amitié & une Union très étroite : II. Que tous les Traités, précédemment conclus entre les deux Etats, seroient censés renouvelés & confirmés par celui-ci : III. Que le Roi de Dannemarc s'engageoit de fournir pendant trois ans, pour le service du Roi de la Grande-Bretagne, mille Hommes de Cavalerie & 5 mille Hommes d'Infanterie : IV. Que pour subvenir à l'entretien de ces 6 mille Hommes, Sa Majesté Britannique s'engageoit de paier au Roi de Dannemarc 80 Ecus pour chaque Cavalier dûement monté, & 30 pour chaque Fantassin, savoir la moitié immédiatement après la signature du présent Traité, & l'autre moitié dès que lesdites Troupes seroient entrées à la Solde du Roi d'Angleterre; que de plus Sa Majesté Britannique s'engageoit encore de paier au Roi de Dannemarc un Subside annuel de 250 mille Ecus de Banque, pendant que lesdites Troupes seroient à la Solde de Sa Majesté Dannoise : mais que, lorsqu'elles seroient passées à la Solde d'Angleterre, ce Prince ne recevroit que 150 mille Ecus de Banque par an : V. Que le Roi de la Grande-Bretagne se chargeroit de la Solde & Traitemens, tant ordinaire qu'extraordinaire, des Officiers & Soldats, de*

Garnisons de
Minorque, Gi-
braltar, &c. Pro-
visions d'Annapo-
lis Roïale, &c.
Dépenses extraor-
dinaires; Pension-
naires de Chelsea.
4 Mars.

Dépenses ex-
traordinaires de
l'augmentation
des Forces de
Terre & de Mer;
Subside du Roi de
Dannemarc.
11 Mars.

Traité entre le
Roi d'Angleterre
& le Roi de Dan-
nemarc.

même que de ce qui regarderoit les Recrues , sur le pied qu'on l'avoit réglé par les Traitez précédens : VI. Qu'il seroit libre à Sa Majesté Britannique d'employer ces Troupes par tout où elle jugeroit à propos , excepté en Italie & sur Mer ; qu'elles ne pourroient pas non plus être transportées en Angleterre , à moins qu'il ne s'agit de la défense de la Grande-Bretagne ou du Roïaume d'Irlande : VII. Que , si l'on attaquoit le Roi de Dannemarck , celui de la Grande-Bretagne promettoit de lui renvoyer promptement ses Troupes , & de donner en outre à Sa Majesté Danoïse par Mer & par Terre tout le secours que le cas exigeroit , lequel secours lui seroit continué jusqu'à la conclusion d'une Paix avantageuse : Que le Roi de Dannemarck de son côté s'engageoit au réciproque envers celui de la Grande-Bretagne , & se réservoït expressément la liberté du Commerce pour ses Sujets qui trafiquoient tant en France que partout ailleurs , pendant tout le tems de la présente Guerre , & que Sa Majesté Britannique y consentoit : VIII. Que , pour juger si le cas de cette Alliance existoit ou non , il suffiroit qu'une des Parties contractantes fût actuellement attaquée par la force des Armes , sans qu'elle eût auparavant usé de force ouverte contre l'Agresseur : IX. Que le présent Traité dureroit trois ans : X. Que les Ratifications en seroient échangées à Londres deux mois après la signature. A l'égard du Subside accordé pour l'augmentation des Forces de Terre & de Mer , il y eut le même jour 11 Mars, trois Propositions faites à la Chambre , lesquelles furent rejetées à la pluralité de 167 voix contre 109. La première étoit , de présenter une Adresse au Roi , pour le prier d'ordonner que l'on remit devant la Chambre un Comte des Dépenses causées par l'augmentation des Forces de Terre & de Mer , & par la nécessité de concerter avec les Alliés de la Couronne les mesures que l'état des Affaires exigeroit que l'on prit ; en distinguant quelle partie de ces Dépenses on avoit payée avant le 20 de Février , & de quel argent on l'avoit payée. La seconde Proposition étoit , de faire un changement à l'Adresse , & de retrancher ces mots , « en distinguant quelle partie de ces Dépenses on avoit » payée avant le 20 de Février , & de quel Argent on l'avoit payée. » Par la troisième Proposition contraire à la seconde , on vouloit qu'après l'endroit où l'on demandoit la communication des Etats de dépense , on ajoutât : « Outre » les Comtes ci-devant remis devant la Chambre , s'il y en a aucun ». Le 27 de Mars , la Chambre résolut en grand Committé , d'accorder au Roi 10 mille 393 Liv. St. , 5 Sh. 11 D. pour suppléer aux Dépenses extraordinaires auxquelles l'augmentation des Forces de Terre & de Mer pourroit engager ; 49 mille 834 Liv. St. , 13 Sh. , 4 D. pour les Officiers à la demi-paie ; 3 mille 783 , pour les Pensions des Veuves d'Officiers réformés ; 79 mille 760 Liv. St. , 3 Sh. , 9 D. pour le service de l'Artillerie de Terre pendant cette année ; 24 mille 693 Liv. St. , 1 Sh. , 6 D. pour les dépenses extraordinaires de la même Artillerie , auxquelles le Parlement n'avoit pas pourvu ; 37 mille 557 Liv. St. , 15 Sh. , 9 D. pour faire bon les Nonvaleurs du Fonds Général ; 36 mille 405 Liv. St. , 15 Sh. , 9 D. pour les Nonvaleurs des Subsidés

Propositions re-
jetées à l'occa-
sion du Subside
pour l'augmenta-
tion des Forces de
Terre & de Mer.

Augmentation
des Forces , &c ;
Officiers à demi-
paie ; Veuves d'Of-
ficiers ; Artillerie ;
Non valeurs du
Fonds Général .
Subsidés préce-
dens ; Ordinaire
de la Flotte ; Comp.
d'Afrique ; Nou-
velle Georgie ;
Eglise de West-
minster.
27 Mars.

de l'année précédente ; 198 mille 914 Liv. St. , 9 Sh. , 4 D. pour l'ordinaire de la Flote , y compris la demi-paie des Officiers de Mer ; 10 mille Liv. St. pour l'entretien des Forts de la Compagnie d'Afrique ; 10 mille Livres pour l'Hopital de Greenwich ; 20 mille Livres pour favoriser l'établissement de la Colonie de la Nouvelle-Georgie , & pour faire fortifier les Villes de Savanah & d'Ebenezer ; 4 mille Liv. St. , pour réparer l'Abbaie de Westminster & 3700, pour les réparations de l'Eglise de Sainte Marguerite de la même Ville. Les différens Subsidés accordés cette année montoient ensemble à la Somme de 2 millions, 988 mille 405 Livres Sterling , 4 Shellings , 9 Deniers.

Moïens de lever
le Subside.

Partie du Fonds
d'Amortissement
appliquée au Sub-
side.
16 Mars.

Election des sei-
ze Pairs d'Ecosse
contestée.

Requête de six
Pairs Ecossois à ce
sujet présentée à la
Chambre-Haute.
24 Février.

A l'égard des moïens mis en œuvre pour fournir ces différentes Sommes, le Peuple vit avec plaisir que l'on ne mit point de nouvelles Impositions. La Taxe sur les Terres & sur les Emplois ne fut , comme l'année précédente , que de 2 Sh. par Livres Sterling. On continua la Taxe sur le Malt, sur le Sel, & les autres sur le pied que le dernier *Parlement* avoit réglé l'année précédente ; & pour suppléer à leur produit, on résolut le 16 de Mars d'accorder au Roi , sur le Fonds d'Amortissement un million pour le service de l'année courante.

Comme il ne manque jamais d'arriver des dissensions dans les Elections qui précèdent l'Assemblée d'un nouveau *Parlement*, il y eut bien des Requêtes à ce sujet présentées dans cette Séance. Commençons par celle qui regardoit l'Election des Pairs d'Ecosse.

Lorsque cette Election se fit à Edimbourg, 23 Lords votans protestèrent contre , comme aiant été faite d'une manière illégitime ; & chargèrent six d'entre eux de porter leurs plaintes au *Parlement de la Grande-Bretagne*. Ces six étoient les Ducs d'Hamilton & Brandon , de Queensbury & Douvres, & de Montrose ; & les Comtes de Dondonald, de Marchmont & de Stairs. Dès que ces Seigneurs furent à Londres, ils mirent dans leurs intérêts plusieurs Pairs d'Angleterre : & le 24 de Janvier, veille de l'ouverture de ce *Parlement*, ils s'assemblèrent, les Ecossois chés le Duc de Montrose & les Anglois chés le Vicomte de Cobham, afin de prendre des mesures pour que la Protestation produisît l'effet que l'on en attendoit. Les six Pairs Ecossois dressèrent une Requête, qui fut présentée le 24 de Février à la *Chambre-Haute* par le Duc de Bedford. Elle étoit conçue en ces termes.

A LEURS GRANDEURS, LES SEIGNEURS SPIRITUELS ET TEMPORELS, ASSEMBLE'S EN PARLEMENT.

L'HUMBLE Requête de Jaques Duc d'Hamilton & de Brandon , de Charles Duc de Queensbury & de Douvres, de Jaques Duc de Montrose, de Thomas Comte de Dondonald, d'Alexandre Comte de Marchmont & de Jean Comte de Stairs, représente ;

Qu'à la dernière Election des seize Pairs, qui devoient avoir Séance en ce présent Parlement pour cette partie de la Grande-Bretagne que l'on appelle Ecoſſe, on a obtenu la pluralité des voix en faveur du Duc de Buckleug, du Duc d'Athol, du Marquis de Lothian, des Comtes de Crawford, de Sutherland, de Moreton, de Lowdown, de Finlater, de Selkirck, de Balcarras, de Dunemore, d'Orckney, de Noptoun, de Portmore, & d'Inla, & du Lord Catheart; & qu'en conſéquence de cette pluralité, ils ont été conſtitués Représentans des Pairs.

Cependant les Supplians croient qu'il eſt de leur devoir de représenter à Vos Grandeurs, qu'on s'eſt ſervi de moyens irréguliers & de pratiques illégitimes pour obtenir cette Election & pour engager les Pairs à donner leurs voix pour une Liſte des Pairs qui devoient représenter la Pairie d'Ecoſſe; lesſquels moyens ne s'accordent pas avec la Liberté du Parlement, ſont deshonneur à la Patrie, & ſont oppoſés au deſſein & à l'intention des Loix, qui preſcrivent la manière dont ſe doit faire l'Election des ſeize Pairs, pour représenter cette Partie de la Grande-Bretagne qu'on appelle Ecoſſe; & pourroient iendre à renverſer notre heureuſe Conſtitution: ce dont nous ſommes en état de donner des preuves à Vos Grandeurs de la manière que vous l'ordonnerés.

C'eſt pourquoi les Supplians prient que vos Grandeurs aient la bonté d'examiner cette importante Affaire, & de permettre que l'on vous expoſe ces preuves, afin que, ſelon votre ſageſſe, vous en décidés de la manière la plus propre à maintenir la dignité de la Pairie, en cette Pairie de la Grande-Bretagne, appelée Ecoſſe, & à conſerver la Conſtitution & l'Indépendance des Parlemens.

Et vos Supplians prieront toujours, &c.

Après la lecture de cette Requête, il fut réſolu, qu'on la liroit une ſeconde fois le 3 de Mars, afin d'être plus en état de prendre un parti convenable, & que tous les Pairs ſeroient invités à ſe trouver à la CHAMBRE. La Requête aiant été lue pour la ſeconde fois, il y eut quelques débats, après leſquels il fut réſolu par 90 voix contre 51, que les Seigneurs, par qui la Requête avoit été ſignée, ſeroient obligés de déclarer par écrit à la Chambre, ſ'ils avoient deſſein d'attaquer la validité de l'Election des ſeize Pairs, ou ſeulement de quelques uns d'entre eux; ou, ſi ne ſe méant point en peine de faire annuller cette Election, ils ſe contenteroient d'être admis à prouver que les Pairs élus avoient employé, pour ſe faire nommer, des moyens défendus par les Loix. Le Lord Chancelier fut chargé de leur écrire en conſéquence. Le lendemain, il fit part à la Chambre de la Réponſe par écrit, ſignée des ſix Pairs Ecoſſois, qu'il avoit reçue le matin du Duc d'Hamilton & du Comte de Stairs. On en fit la lecture; elle portoit en ſubſtance, Qu'ils ne prétendoient pas empêcher aucun des Seigneurs élus pour représenter les Pairs d'Ecoſſe, de jouir du Droit que leur Election leur donnoit; Qu'ils demandoient ſeulement la permiſſion d'expoſer les preuves des Faits qu'ils avoient

Réſolution ſur
la Requête.
3 Mars.

Réponſe des ſix
Pairs Ecoſſois à la
Réſolution de la
Chambre; & nou-
velle Réſolution
en conſéquence.
4 Mars.

Réponse des six
Pairs Ecoffois en
conséquence de la
Résolution du 4.
11 Mars.

La Requête est
rejetée.
11 Mars.

avancés, lesquels pouvoient avoir de dangereuses conséquences pour la Constitution de l'Etat & pouvoient dans les Elections préjudicier autant au Droit des seize Pairs actuellement Séans au Parlement, qu'à celui des autres Pairs d'Ecosse, si l'on ne trouvoit pas le moyen d'y remédier efficacement. Après cette lecture, on proposa d'ordonner que les Complainans remettoient par écrit devant la Chambre les exemples particuliers des pratiques illicites dont ils se plaignoient, avec les noms de ceux qui s'étoient servis de ces pratiques illicites. La Question aiant été mise : Si cette Proposition passeroit, quelques uns proposèrent d'en retrancher la dernière Partie : mais après de grands débats cette nouvelle Proposition fut rejetée à la pluralité de 90 voix contre 48, & la première Proposition passa dans son entier. Il fut ensuite ordonné ; Que le 10, la Chambre procéderoit plus amplement sur la Requête des six Pairs ; que le Chancelier leur écriroit pour les en informer, & que tous les Seigneurs seroient sommés de venir à la Chambre ce jour-là. L'affaire ne fut reprise que le 11. Le Lord Chancelier remit à la Chambre un Ecrit des Complainans, disant en substance, Que leur intention n'étant pas de se déclarer Accusateurs, ils ne pouvoient pas produire les Noms des diverses Persones impliquées dans les pratiques illicites dont ils s'étoient plaints : Qu'ils étoient persuadés qu'on les découvreroit assez par les recherches que l'on feroit, & qu'ils ne pouvoient déclarer les Noms de ces Persones, qu'en agissant comme Témoins ; mais qu'ils déclaroient à la Chambre, qu'ils n'avoient dressé leur Requête que sur des preuves que la Liste des seize Pairs avoit été dressée longtems avant l'Election par quelques-uns de ceux qui jouissoient de la plus haute confiance dans le Gouvernement : Que cette Liste avoit été présentée aux Pairs, comme approuvée par la Couronne ; & qu'on la nommoit la Liste du Roi : Qu'on avoit fait entendre qu'on ne devoit y rien changer, si ce n'étoit un ou deux Pairs : Que pour engager les Pairs à s'en tenir à cette Liste, on leur avoit offert des Pensions & des Emplois, & même présenté de grosses Sommes : Que quelques uns même avoient reçu de l'Argent, qu'on avoit assuré des Pensions à d'autres, & qu'on avoit remis à quelques-uns ce qu'eux ou leurs Parens devoient à la Couronne : Enfin, que le jour de l'Election, on avoit tenu sous les Armes à Edimbourg un Bataillon des Trompes du Roi depuis 9 heures du matin jusqu'à 9 du Soir. Après la lecture de cet Ecrit, la Proposition fut faite, Que les Complainans ne s'étoient pas conformés à l'ordre de la CHAMBRE, & elle fut acceptée à la pluralité de 96 voix contre 49. Enfin on proposa de rejeter la Requête. Il y eut à ce sujet un débat très vif, qui dura jusques bien avant dans la nuit, & qui se termina par rejeter la Requête à la pluralité de 99 voix contre 52. On remit ensuite à la Chambre un Imprimé dont le titre étoit : PROTESTATION des PAIRS D'ECOSSE, faite à EDIMBOURG dans la Chambre des BARONS le 4 Juin 1734, contenant des Réflexions sur le Gouvernement & la Pairie, avec une Copie par écrit de la même Protestation certifiée par des Témoins prêts d'affirmer qu'elle étoit autentique. Il fut proposé de les lire : mais on n'alla point aux voix

voix parce que la Proposition, qui fut faite ensuite de s'ajourner au 14, passa à la pluralité de 73 voix contre 39. Au reste la Résolution de rejeter la Requête des six Pairs d'Ecosse donna naissance à deux Protestations qui furent signées de 30 Pairs, savoir les Lords Scarsdale, Chesterfield, Bruce, Boyle, Hungtindon, Macclesfield, Litchfield, Bolton, Phingdon, Craven, Warrington, Masham, Shaftsbury, Graham, Strafford, Cobham, Bridgewater, Coventry, Foley, Haversham, Beaufort, Denbigh, Thanet, Bedford, Northampton, Aylesford, Berkshire, Gower, Anglesea, Bathurst. La première Protestation regardoit la Résolution par laquelle on avoit décidé que les 6 Pairs d'Ecosse ne s'étoient pas conformés à l'ordre de la CHAMBRE. Voici ce qu'elle contenoit. I. Les 30 Lords, après avoir avoué que les Pairs Complainans n'avoient pas exécuté les ordres de la Chambre à la Lettre, disoient, Qu'il leur sembloit que, ces Pairs assurant, comme ils avoient fait, qu'il leur étoit impossible de nommer les Persones qui dans le cours de l'examen se trouveroient enveloppées dans cette Affaire, ils avoient suffisamment prouvé que ce n'étoit point par opiniâtreté qu'ils n'avoient pas exécuté les ordres de la Chambre : Quo si l'on vouloit en juger par la nature de la chose, ils ne pouvoient guère nommer ces Persones ; parce que, bien que les offres de Dignités, de Pensions & d'autres faveurs eussent été faites par des gens en place, on ne pouvoit pas douter cependant qu'elles n'eussent passé par le canal d'Agens inférieurs, qui, si leurs noms étoient publiés avant l'examen, pourroient, ou se cacher, ou se charger eux-mêmes de toute la faute, afin de mettre à couvert des Persones d'un rang supérieur : Qu'il leur paroissoit de plus que de si pernicious dessein pourroient avoir été conduits avec tant de secret, que, malgré la certitude qu'on avoit de leur exécution, il seroit cependant impossible d'en découvrir les Auteurs : mais qu'en ce cas, la recherche que l'on en feroit produiroit au moins ce bon effet, que l'on trouveroit des moyens de prévenir pour la suite des Intrigues de cette nature. Ils disoient II. Qu'il leur paroissoit qu'en entreprenant cet examen sans avoir les Noms des Coupables, au lieu que cela pût leur faire tort ils en retireroient l'avantage de connoître d'avance les Témoins & les Chefs de l'Accusation, & que d'ailleurs on ne pourroit leur refuser le tems & les moyens suffisans pour répondre à ce qui seroit produit à leur charge : III. Qu'ils croïoient que, comme dans toute autre Cause il falloit nommer les Accusés, afin de bien administrer la Justice, il n'étoit pas nécessaire dans celle-ci de les nommer parce que l'Administration de la Justice en deviendroit plus difficile : IV. Qu'en supposant que, dans le cours de l'examen, des Innocens eussent le malheur de se trouver mêlés parmi des Coupables, il ne leur seroit pas difficile de démontrer leur innocence ; au lieu que la méthode prescrite par la Chambre aux Lords complainans les réduisant à l'impossible, mettoit à l'abri de toute recherche & de la rigueur des Loix, les Coupables & ceux-là-même du rang le plus élevé ; ce qui ne pouvoit qu'encourager les Ministres corrompus à tenter toute sorte d'entreprises sur les Constitutions du Royaume, parce qu'ils seroient sûrs de le pouvoir impunément. Ces Réflexions, ajoutoit-

Protestations
contre les rejec-
tions de ce jour.

Première Pro-
testation.

ils en finissant, nous entraînent naturellement dans celle-ci, que notre Postérité pourra voir le tems, où des Membres de cette Chambre qui, par des principes de devoir & d'honneur, se seront opposés aux mauvais desseins des Ministres d'alors, se trouveront pour cette seule raison exclus d'une Election suivante; & que, bien que tout l'Univers fût sensible à leur exclusion, elle seroit cependant sans remède, sinon que leur disgrâce, intéressant toute la Nation, pourroit exciter aussi son indignation & son ressentiment. Ces raisons solides n'empêchèrent pas, comme on l'a vu, que la Requête ne fût rejetée & l'Affaire anéantie; sur quoi les mêmes Lords firent enregistrer la Protestation suivante.

Seconde Protestation.

I. Nous tombons d'accord que les Lords Complainans n'ont point exécuté au pied de la Lettre les Ordres de la Chambre: mais ils nous exposent des Faits, qui sont si criminels en eux-même & si dangereux dans leurs conséquences, qu'il y va & du salut & de l'honneur de les examiner rigoureusement. II. Car en considérant ce qu'ils disent en premier lieu que la Liste des seize Pairs d'Ecosse, a été dressée longtems avant l'Election par des Persones qui ont la confiance de la Couronne; que cette Liste a été montrée aux Pairs comme une Liste approuvée par la Couronne & qu'on l'appelloit la LISTE DU ROI; nous sommes pénétrés d'indignation de voir que des Noms respectables sont indécemment confondus avec ceux des Ministres; qu'ils sont profanés & prostitués pour faire réussir des desseins détestables; desseins qui tendent nécessairement au renversement de notre Constitution, que nous sommes persuadés que Sa Majesté souhaite autant de maintenir qu'il est de son honneur qu'elle le fasse. Un attentat si criminel, pour mettre à couvert ou faciliter la nomination du Ministère par l'intervention également fautive & illégale du Nom de Sa Majesté, demande, selon nous, l'examen le plus rigoureux avec un châiment exemplaire de ceux qui en sont les Auteurs, s'ils viennent à être convaincus, & s'ils ne le sont pas, de ceux qui en sont les Afferteurs. En un mot, on ne peut, comme il nous semble, se dispenser d'examiner un point de cette nature. Si on ne le fait pas, on verra dans son tems que le plus méchant de tous les Ministres se trouvera encouragé à charger de son propre crime le meilleur de tous les Princes. Le Nom emprunté de son Souverain lui servira de Bouclier & d'Armes pour se couvrir; & après avoir longtems abusé de son pouvoir, il abusera de son Nom pour se défendre. III. Parce que les Lords Complainans disent en second lieu dans leur Réponse, que, pour engager les Pairs à donner leurs Suffrages conformément à cette Liste, on leur a promis des Pensions, des Dignités Civiles ou Militaires, pour eux ou pour leurs proches; qu'on leur a promis des Sommes considérables d'Argent; que même on en avoit actuellement distribuées ou déposées ailleurs pour l'usage de divers Pairs, afin de les engager à donner leurs voix pour cette Liste; qu'à même fin on a promis à quelques-uns des Pensions annuelles, à d'autres un établissement dans les Formes, &c. : N'est-il pas permis de dire que des Pensions, des Dignités & choses équivalentes, accordées à des Pairs ou à leurs Proches pour les engager à régler leurs Suffrages sur

cette Liste, flétrissent au suprême degré l'honneur & la dignité de cette Chambre? Car comment attendre d'une Source corrompue une Rivière pure? Si jamais l'Election des seize Membres, qui doivent représenter les seize Pairs d'Ecosse, devoit par les voies indignes de la corruption, devenir la Nomination du Ministre, il faudroit nous attendre que dans les Parlemens suivans, à la place de Représentans du premier Rang, d'un mérite consommé & d'une égale droiture, nous en verrions sur les Bancs, qui, ne devant leur Election qu'au choix du Ministre, tâcheroient d'obtenir la continuation de leur Dignité précaire, par une aveugle & fatale soumission à ses Ordres. De tels Personages ne sauroient jamais être des Juges impartiaux de sa conduite, s'il falloit un jour qu'elle fût portée en jugement devant ce grand Tribunal. I V. Parce que les Lords complaignans disent en dernier lieu que le jour de l'Election on avoit rangé un Bataillon de Troupes du Roi dans la Cour de l'Abbaïe, & que trois Compagnies de ce Bataillon s'étoient ensuite postées à un mille de là & étoient demeurées sous les armes depuis 9 heures du matin jusqu'à 9 heures du soir, contre la coutume des Elections & sans aucune autre cause qui soit connue aux Lords Complaignans, que pour contraindre l'Election. Nous appréhendons que cela ne soit d'une fatale conséquence, tant par rapport à nos Libertés en général que par rapport à celle des Elections en particulier. Car tous les prétextes que l'on aura pu apporter, toutes les appréhensions de désordre & de tumulte qu'on aura pu alléguer à cette occasion, tout cela pourra être allégué dans une Election suivante; principalement si nous avons suffisamment de Troupes régulières sur pied pour justifier une telle démarche. Aussi craignons-nous que celle-ci ne trouble & n'alarme plusieurs Sujets de Sa Majesté, qui ne manqueront pas de se former toutes sortes d'appréhensions de l'usage qu'on pourroit faire de ce grand nombre de Troupes qui sont à présent sur pied dans ce Royaume. V. Parce que nous concevons que cette manière de traiter une Requête, qui contient une information sur des matières de la dernière importance, & qui est signée par des Pairs d'un rang si distingué, d'une réputation si bien établie & d'une véracité au dessus de tout reproche, découragera à l'avenir tous ceux qui auroient à faire des informations de cette nature. V I. Quoique tous les Seigneurs déclarent leur desir d'examiner le fonds de ce Fait important, & que nous confessons être persuadés que c'est là leur véritable intention, nous donnons cependant que le Public en juge avec la même candeur; & nous craignons au contraire qu'il ne croie que la Chambre n'a rejeté cette Requête, que faute de vouloir connoître d'un Fait si injurieux à la Couronne, si flétrissant pour l'honneur du Parlement, & si dangereux pour toute la forme de notre Constitution.

Il y eut dans la Chambre-Basse un assés grand nombre d'Elections contestées. C'est un détail dans lequel je me dispenserai d'entrer, parce que je crois que la plupart des Lecteurs n'y prendroient pas plus d'intérêt que moi. Portons la vue sur d'autres objets.

Les Fabriquans de Draps & d'autres Etoffes de Laines présentèrent une

Xxx ij

Elections contestées dans la Chambre-Basse.

Bills rejetés, ou renvoyés, &c.

V L
PRÉMIER. SÉANCE
DU SÉCR. PARLE-
MENT.

A N N É E M D C C X X V.

Concernant le
transport clan-
destin des Laines.
14 Février ; 30
Mars ; 29 Avril ;
6 Mai.

Bill concernant
les Officiers qui
auroient séance
au Parlement.
1 Avril ; 7 Mai.
Concernant ceux
qui ont des Char-
ges ou des Pen-
sions de la Cour.
8 Mai.

Concernant les
Emprisonnemens
en Ecosse.
25 Mars ; 18
Mai.

Requête au *Parlement* pour demander que l'on empêchât le transport clan-destin des Laines dans les Païs étrangers. Le 14 de Février elle fut lue dans la *Chambre-Basse* & renvoyée à l'examen du *Committé*. Le 30 de Mars, il fut ordonné que l'on porteroit un *BILL* pour mieux empêcher ce transport clandestin. Le 29 d'Avril, la *Chambre* délibérant sur les Chefs de ce *Bill* résolut, I. Que la liberté de transporter de la Laine crue & filée d'Irlande en Angleterre seroit étendue jusques dans les Ports de Gallway, de Limerick & de Dundall : II. Qu'aucune Laine, Peau de Mouton non tondue, &c ne seroient portées dans aucun endroit à 5 mille de la Côte, si ce n'est entre le lever & le coucher du Soleil. III. Qu'aucune Laine, Peau de Mouton non tondue &c. ne seroient emballées que dans du Cuir fait de Peau de Mouton ou de Veau, dans de l'Etoffe de Laine, dans de la Toile, du Canevas ou de la Serpilière : IV. Que personne ne transporterait de la Laine de la Grande-Bretagne ou d'Irlande dans les Païs étrangers, à moins qu'elle ne fût travaillée de manière à ne pouvoir être de nouveau réduite en Laine peignée, filée, ou Estame. V. Qu'aucune Laine &c. légèrement travaillée ne seroit portée le long des Côtes ou d'un Port dans un autre, sans en avoir premièrement informé les Officiers de la Douane, ou ceux du Port, où l'on auroit dessein de la porter, en spécifiant la quantité, la qualité, l'emballage & la marque ou numero des Ballots, & le nom du Navire & du Maître, à bord duquel ces effets devoient être embarqués, comme aussi l'endroit où l'on devoit les porter. Ces Résolutions composèrent les Chefs du *Bill*, ordonné le 30 de Mars, lequel fut lu pour la première fois le 6 de Mai. La Proposition aiant été faite de le lire une seconde fois, elle fut rejetée à la pluralité de 65 voix contre 42. Le 1 d'Avril, les *Communes* firent la première lecture d'un *BILL*, que le S. Sandys présenta, pour mieux assurer la liberté des Parlemens en limitant le nombre des Officiers de la Couronne qui pourroient avoir Séance dans la CHAMBRE. Il fut lu le 8 de Mai pour la seconde fois & rejeté à la pluralité de 204 voix contre 190. Un autre *BILL*, que l'on a vu rejeté par les Seigneurs dans presque toutes les Séances du *Parlement* précédent fut aussi rejeté le même jour dans la *Chambre-Basse* après la troisième lecture. C'est celui pour exclure de la *Chambre* les personnes attachées à la Cour par des Charges, des Emplois ou des Pensions. Le 25 de Mars, il fut proposé dans la CHAMBRE - BASSE de donner force de Loi à un *Acte* passé dans le *Parlement* d'Ecosse en 1701 pour empêcher les Emprisonnemens irréguliers & les délais des Procédures. Quelques Membres demandèrent que le *BILL* que l'on porteroit à cet effet, eût pour titre : *ACTE* pour mieux assurer la liberté des Sujets d'ECOSSE ; ce qui fut rejeté par 215 voix contre 147. D'autres demandèrent qu'on ne fit point mention des Emprisonnemens dans le *Bill* : mais leur Proposition fut aussi rejetée à la pluralité de 247 voix contre 125. Ce *Bill*, lu pour la troisième fois le 12 de Mai, causa quelques débats, après lesquels il fut résolu, qu'on en feroit un plus ample examen le 26. On le fit effectivement ce jour-là. Plusieurs change-

A N N E E M D C C X X V.

VI.
PRÉMIÈRE SÉANCE
DU SÉCRÉTAIRE PARLE-
MENT.

mens furent l'effet de cet examen. Il fut ensuite proposé de passer le BILL; ce qui causa de grands débats, après lesquels la Proposition fut acceptée à la pluralité de 139 voix contre 131 : mais les *Seigneurs* le rejetèrent le 18 de Mai, à la pluralité de 68 voix contre 28. Le 19 d'Avril, on remit à la *Chambre-Basse* une Requête de la dernière Assemblée générale de l'Eglise d'Ecosse, à l'occasion d'un ACTE de la dixième année de la Reine ANNE, pour rétablir les *Patrons Laïques* dans leur ancien Droit de présenter des *Ministres* aux Eglises vacantes en ECOSSE. L'Assemblée générale prioit la CHAMBRE de révoquer cet ACTE, afin de rétablir l'Eglise d'Ecosse dans les Droits & Privilèges qu'elle possédoit avant l'union des deux Roïaumes. La Requête & l'ACTE dont elle demandoit la révocation aiant été lus, les Communes ordonnèrent que l'on porteroit un BILL pour ôter aux Seigneurs, qui possédoient des Terres en Ecosse, le Droit de nommer des Ministres pour desservir les Eglises dépendantes de leurs Terres. La première lecture en fut faite le 29 d'Avril. On proposa le 13 de Mai de faire la seconde : mais la pluralité des voix la fit renvoyer à un mois. Le 20 d'Avril les Communes firent la première lecture d'un BILL pour assurer les Titres des Protestans, par rapport aux Biens qu'ils achetoient des Papistes en Irlande, & pour les encourager à en acheter d'autres. Ils en firent une seconde lecture le 26 : mais quand il fut question le 29 de procéder à la troisième, elles renvoyèrent à six semaines la considération plus ample de ce Bill. Le 21 de Mars, elles ordonnèrent de porter un BILL pour exempter les Protestans de certains Droits Seignoriaux, lorsqu'ils acheteroient des Fiefs dépendans de Terres possédées par des Seigneurs Papistes. Le 7 du mois suivant, ce Bill fut présenté par le S. Sandys à la Chambre. La première lecture s'en fit le 14 & la seconde le 30, après quoi l'on n'en parla plus dans cette Séance. Le 12 de Mai les Communes lurent pour la première fois un BILL pour mieux encourager la Littérature, & faire jouir les Auteurs du prix de leur travail : mais le 18, la seconde lecture en fut renvoyée à la huitaine ; ce qui ne put pas avoir lieu.

Le 14 de Mars, la *Chambre-Basse* fit la lecture d'une Requête qui lui fut remise de la part des Hoteliers & Cabaretiers de la Ville d'York, laquelle contenoit des plaintes au sujet des logemens des Gens de Guerre, avec une accusation contre le S. Edouard Thomson, Membre du Parlement pour cette Ville. Elle fut renvoyée à la considération du Grand Committé, pour ouïr en même tems de la manière la plus solennelle les Témoins, qu'il seroit nécessaire d'interroger. Cet examen fut achevé le 13 d'Avril & la Chambre prit à ce sujet les Résolutions suivantes : I. Que la Requête étoit de pure vexation, scandaleuse, sans fondement & très injurieuse à l'égard du S. Edouard Thomson, Membre de la Chambre : II. Que c'étoit l'opinion du Committé que plusieurs des Noms signés au bas de la Requête, s'y trouvoient sans la participation des personnes qui les portoient. Le Colonel Bladen fit ensuite

Patronage d'E-
cosse.
19, 29 Avril.
13 Mai.Biens achetée
des Catholiques
d'Irlande par les
Protestans.
20, 26, 29 Avril.Fiefs relevant
des Catholiques
achetés par des
Protestans.
21 Mars; 7, 14,
30 Avril.Littérature.
12 Mai.Requête des Hé-
teliers d'York
blamée.
14 Mars; 13
Avril.

VI.
PRIM. STANCE
DU SEC. PARLE-
MENT.

A N N E E M D C C X X X V.

le rapport de ces deux Résolutions, & la première fut approuvée à la pluralité de 137 voix contre 37, & la seconde de même après qu'on en eût fait une seconde lecture.

Résolutions des
Communes au
sujet de l'affran-
chissement des
Ports de Lettres.
11, 27 Avril,
6 Mai.

Dans les premiers jours du *Parlement*, les *Communes* avoient établi un *Committé* pour donner son avis sur les moïens de remédier aux abus produits par l'affranchissement des Ports de Lettres dont les Membres du *Parlement* jouissoient. Le 11 d'Avril, le *Committé* donna son avis, & l'on résolut à la pluralité de 217 voix contre 177 qu'on l'examineroit un autre jour. On y procéda le 29. L'avis contenoit trois Résolutions. La première étoit, *Que les Membres du Parlement avoient toujours joui de l'affranchissement de leurs Lettres depuis l'établissement de la Poste, en vertu d'un Acte de PARLEMENT.* Par la seconde il étoit dit, *Que toutes les Lettres qu'ils signoient ou qui leur étoient adressées pendant les Séances du Parlement, devoient être portées exemptes de Port.* Ces deux Résolutions furent approuvées unanimement; mais la troisième, qui concernoit le retardement ou l'ouverture des Lettres adressées aux Membres du *Parlement*, causa de grands débats; & l'on proposa de renvoyer ces débats au 3 de Mai; ce qui fut résolu par 223 voix contre 163. La seconde lecture de cette troisième Résolution ne fut faite que le 6, & les débats n'ayant pas été longs, elle fut approuvée avec un léger changement que l'on y fit; elle portoit, *Que c'étoit une grande violation du Privilège des Membres du Parlement, qu'un Maître de Poste ou ses Agens ou Députés dans la Grande-Bretagne ou l'Irlande ouvrirent une Lettre, ou regardassent de quelque manière que ce fût, le contenu d'une Lettre adressée à un Membre ou signée de sa main, sans un ordre exprès par écrit signé d'un des Secrétaïres d'Etat; ou que sans un pareil ordre ils retiennent ou retardassent de pareilles Lettres, à moins qu'ils n'eussent de justes raisons de soupçonner que la signature fût contrefaite.*

Divers Actes de
cette Séance.
Contre les Dé-
serteurs, &c.
Clause insérée
dans cet Acte.
9 Mars.

Voions maintenant les principaux des autres *Actes*, dont les deux *Chambres* s'occupèrent pendant cette Séance. I. ACTE pour punir plus efficacement les *Soldats mutins & les déserteurs*. Quand on en fit le rapport aux *Communes* le 9 de Mars, il fut proposé d'y insérer une CLAUSE concernant l'enrôlement des *Soldats*; ce qui causa quelques débats & l'affaire fut renvoyée au lendemain, que la *Clause* fut approuvée avec quelque changement. Elle portoit, *Que ceux qui s'enrôleroient, seroient libres de se dégager si dans deux jours ils rendoient l'Argent de l'Engagement avec 20 Shellings pour les Dépenses.* Lorsque l'on en fit la première lecture dans la *Chambre-Haute* le 17 du même mois, les *Seigneurs* opposés à la Cour, mécontents d'avoir succombé dans l'affaire de la Requête des six *Pairs d'Ecosse*, saisirent cette occasion pour remettre sur le Tapis la dispute au sujet du nombre des Troupes de Terre; & pour demander qu'il fût fixé à 17 mille 704 Hommes, comme il l'avoit été jusqu'alors. Ils prétendirent, *Que si l'on ne secourait pas l'Empereur, & que l'on restât en Paix, ce nombre seroit plus que suffisant;*

Autre Clause
proposée dans la
Chambre-Haute.
17 Mars.

Et que si l'on se déclaroit pour Sa Majesté Impériale contre ses Ennemis, le nombre de 25 mille 745 Hommes ne seroit pas suffisant. Cette Proposition causa des débats très vifs, qui se terminèrent enfin, comme ils avoient fait les années précédentes à l'avantage de la Cour. II. ACTE pour obliger ceux qui possédoient des Charges & des Emplois de se mieux qualifier, en prêtant les sermens de conformité prescrits par un Acte de la seconde année de Guillaume III, & pour accorder un plus long délai à ceux qui jusqu'alors avoient négligé de prêter ces sermens. III. ACTE pour fixer le nombre des Théâtres, & pour assujétir à de certains réglemens les Entrepreneurs & les Acteurs des différens Théâtres. IV. ACTE pour régler les Garnisons des différentes Places, & pour distribuer les Quartiers aux Troupes pendant l'Election des Membres du PARLEMENT. Le 31 de Mars, les Seigneurs avoient chargé les Juges du Roïaume de dresser les Chefs de ce Bill. Ils l'examinèrent en Committé le 26 d'Avril & y firent quelques changemens. Le lendemain le Lord Delaware fit rapport à la Chambre qu'on avoit fait les changemens qu'elle avoit résolu. Ils consistoient dans le retranchement de deux Articles, dont l'un ordonnoit à tous gens de Guerre de sortir des Villes & de s'en éloigner au moins de deux milles pendant le tems des Elections des Membres du PARLEMENT ; & l'autre infligeoit des peines au Secrétaire des Guerres s'il négligeoit de faire exécuter cet ordre. En conséquence de ces changemens on avoit retranché du Préambule les termes suivans : Que s'avoit toujours été l'usage, quand un nombre de Soldats avoient leurs Quartiers dans quelque endroit, où devoit se faire l'Election des Membres du Parlement, de les faire sortir de cet endroit pendant le tems de l'Election. Cette omission & les autres changemens causèrent des débats assés vifs, après lesquels le tout fut approuvé par 64 voix contre 33. Plusieurs Lords protestèrent contre l'omission des termes que je viens de rapporter : 1°. Parce que, dirent-ils, nous concevons que ces mots inférés pour être transmis à la Postérité & pour éloigner tous les inconvéniens qui pourroient être causés par quelque Régiment, Troupe, Compagnie, ou tout nombre de Soldats qui auroient leurs Quartiers dans quelque Cité, Ville, Bourg ou Place, appointée pour l'Election d'un ou de plusieurs Membres du Parlement, ou des seize Pairs d'Ecosse devant représenter le Pairage dudit Roïaume, quadrent admirablement bien dans un Bill concerté pour nous conserver, de même qu'à notre Postérité, la jouissance de nos Libertés, en nous assurant celle des Elections ; pour ne point dire que, selon nous, il paroît très extraordinaire d'omettre des termes qui déclarent distinctement le desir, que nous avons de faire passer à nos descendans les Libertés dont nous jouissons : 2°. Parce que nous ne trouvons aucune force dans le raisonnement qu'on fait pour justifier l'omission de ces mots ; savoir quand on dit, Qu'ils sembleroient insinuer qu'il s'est commis certaines choses contraires à la liberté des Elections, que ce Bill voudroit prévenir dans la suite. Car, suivant notre sensiment, il faut raisonner d'une manière entièrement opposée, puisqu'il

Concernant la
prestation des
Seremens.

Concernant les
Théâtres & les
Spectacles.

Concernant les
Garnisons & les
Quartiers des
Troupes, &c.

Protestations de
quelques Sei-
gneurs contre le
retranchement de
quelques termes
fait dans cet Acte.
27 Avril.

Pour appliquer
les Revenus des
biens du Comte
de Derwenwater
à l'usage de l'Hô-
pital de Green-
wich.

Gratification don-
née au Vicomte
de Gage sur ces
Biens.
10 Mai.

En faveur des
Protestans acqué-
reurs de Biens de
Catholiques.

En faveur de
l'Art de la Gra-
vure.

Au sujet des
Gardes de nuit.

En faveur des
Débiteurs insolvables.

En faveur de la
Comp. d'York-
Buildings.

Pour le trans-
port du Ris de La
Caroline & de la
Nouvelle-Geor-
gie.

En faveur des
Manufactures de
Soie & de Toiles
à Voiles.

Pour le Havre
de Withby.

Pour l'enregis-
trément des Hi-
pothèques dans le
Comté d'York.

nous semble que l'omission de ces mots, dont le sens naturel n'emporte aucune semblable imputation, peut être regardée comme l'effet des reproches d'une conscience mal née & qui se sent coupable de quelque usage irrégulier des Trompes dans les Elections, qu'elle ne voudroit pas que ces mots laissassent entrevoir; principalement, puisqu'on a répandu depuis peu des bruits de cette nature, que nous ne prenons pas sur nous de déterminer, s'ils sont fondés ou non. Cette protestation n'empêcha pas que le Bill en l'état qu'on l'avoit mis ne fût passé dans la Chambre-Haute le 6 de Mai. V. ACTE pour employer à finir les Bâtimens de l'Hôpital de Greenwich 7 mille 782 Liv. St. payées à l'Echiquier par les Fermiers des Biens du feu Comte de Derwenwater, & pour appliquer à l'avenir les revenus de ces Terres à l'entretien des Pensionnaires du même Hôpital. Ce Bill fut fait sur un Message du Roi remis à la Chambre-Basse le 5 d'Avril, par lequel il recommandoit l'Hôpital de Greenwich, dont les Bâtimens n'étoient pas tous achevés, à la considération des Communes, afin qu'elles assignassent un fonds pour perfectionner un Ouvrage qui faisoit tant d'honneur au Roiaume, & pour lequel elles avoient déjà donné tant de marques de leur attention. Le 10 de Mai la Chambre examinant pour la dernière fois ce Bill auquel elle fit plusieurs changemens, ordonna que l'on prélèveroit sur l'Argent remis à l'Echiquier & provenant des Revenus des Biens du Comte de Derwenwater la somme de 2 mille Liv. St. pour être donnée au Vicomte de Gage en considération des grandes Dépenses qu'il avoit faites pour faire revenir tous ces Biens au profit du Public. VI. ACTE pour empêcher qu'on n'inquiât les Protestans à qui des Papistes, obligés de quitter la Grande-Bretagne, avoient vendu des Terres, & qui n'avoient point fait insinuer leurs Contrats d'acquisition, de crainte que les Fonds qu'ils avoient achetés ne fussent dans le cas de la confiscation. VII. ACTE pour favoriser les progrès de l'Art de la Gravure, en empêchant la contrefaçon des Estampes. VIII. ACTE pour mieux régler le service des Gardes de nuit. IX. ACTE pour expliquer celui de la seconde année du Roi régnant en faveur des gens arrêtés pour Dètes, & pour défendre de retenir en prison les Débiteurs qui, prouvant leur insolvabilité, s'offriroient d'abandonner à leurs Créanciers tout ce qu'ils posséderoient. X. ACTE pour établir des Commissaires afin d'examiner les demandes & de régler les prétentions des Créanciers de la Compagnie d'York-Buildings. XI. ACTE pour continuer un Acte de la troisième année du Roi régnant accordant aux Vaisseaux Anglois la liberté de porter le Ris, qui se recueilloit à La Caroline, dans tous les endroits de l'Europe situés au Sud du Cap Finistère; & pour étendre le même Acte au Ris qui se recueilleroit dans la Nouvelle Georgie. XII. ACTE pour continuer les Loix concernant l'encouragement des Manufactures d'Etoffes de Soie & de Toiles à Voiles. XIII. ACTE pour rendre le Havre de Withby plus sûr & plus commode & pour en agrandir le Quai. XIV. ACTE pour établir un Registre public dans lequel on insinuerait les Contrats de Vente ou de Constitution portant hypothèque, concernant les Biens situés dans la Partie Septentrionale de la Province d'York.

A N N E' E M D C C X X V.

VI.
PRÉMIÈRE SÉANCE
DU SÉCRÉTAIRE PARLE-
MENT.

XV. ACTE pour diminuer les Droits d'Entrée sur le Poisson de Mer. XVI. ACTE pour l'Etablissement d'un Droit sur tous les Vaisseaux qui entreroient dans le Canal de BRISTOL. Comme les Ecueils qui sont près de *Harnes* dans ce Canal, y rendoient les Naufrages très fréquens, les Négocians de *Bristol* avoient résolu de faire construire sur le Rocher le plus dangereux de ces Ecueils, un Phare pour avertir les Pilotes de s'en éloigner lorsqu'ils seroient dans le Canal; & le Parlement leur accorda par cet Acte la permission de lever un Droit sur tous les Vaisseaux entrés dans le Canal, jusqu'à ce qu'ils se fussent entièrement remboursés de ce qu'ils auroient dépensé pour la construction du Phare. XVI. ACTE pour punir les Meurtriers d'un supplice plus rigoureux qu'on ne l'avoit fait jusqu'alors. Ce Bill, que les Grands Juges avoient été chargés de dresser, fut occasionné par le grand nombre de Meurtres, que les Voleurs commettoient sur les Grands Chemins. XVII. ACTE pour la punition de ceux qui abbaseroient les Barrières mises sur les bords des Grands Chemins. XVIII. ACTE pour empêcher plus efficacement l'abus que les Gouverneurs des Païs habités par les Anglois en Amérique pouvoient faire de leur autorité. On avoit ordonné dans la dernière Séance du précédent Parlement que ce Bill seroit porté: mais on n'avoit pas eu le tems d'y travailler.

Sur l'entrée du
Poisson.
Pour le Plan de
Bristol.Contre les Meur-
triers.Concernant les
Barrières des
Grands Chemins.Concernant les
Gouverneurs en
Amérique.

Par l'état des Dêtes Nationales qui fut remis aux Seigneurs, il parut que le 31 de Décembre 1733, elles montoient à 42 millions 399 mille 539 Liv. St. 10 Sh. 6 D.; que depuis ce jour jusqu'au 31 de Décembre 1734 elles étoient augmentées d'un million Sterling; & que pendant cet intervalle on avoit payé 265 mille 395 Liv. St., 4 Sh., 6 D.; en sorte que le 31 de Décembre 1734 elles montoient en tout à 43 millions 133 mille 944 Livres Sterling, 6 Shellings; d'où l'on voit que pendant le cours de l'année précédente, elles étoient réellement augmentées de 734 mille, 404 Livres Sterling, 15 Shellings, 6 Deniers.

Etat des Dêtes
Nationales.

Le 26 de Mai, le Roi fit la clôture de cette Séance par le Discours que voici.

Clôture de la
Séance.
26 Mai.

MILORDS ET MESSIEURS,

Discours du Roi.

Je suis bien aise que la fin des Affaires, qui vous ont occupés pendant cette Séance, me procure le moyen de vous donner quelque relâche après les peines que vous avez prises pour le service de votre Patrie. Je dois en même tems vous remercier, & des preuves réitérées que vous m'avez données de votre zèle pour ma Personne & pour mon Gouvernement, & des Subsidés par lesquels vous avez su pourvoir à la sûreté de l'Etat, selon que les conjonctures présentes l'exigeoient. J'ai donné la plus grande attention à la situation des Affaires de l'Europe, & j'ai mûrement examiné les suites que la Guerre peut avoir, soit qu'elle devienne générale, soit qu'elle continue seulement entre les Puissances, qui se la font actuellement.

Tome XIV. Partie I.

Y y y

La pacification de ces troubles malheureux paroïssoit le plus sûr moyen de prévenir les dangers que nous devons craindre dans l'une ou dans l'autre de ces extrémités. Dans cette vue, nous avons, de concert avec les Etats Généraux des Provinces Unies, dressé de la manière la plus impartiale un Projet de Traité de Paix, dont nous avons lieu d'espérer un succès heureux, & qui n'a pas produit l'effet que nous désirions. Les nouvelles résolutions, qu'il conviendra de prendre dans cette conjoncture importante & critique dépendront principalement des évènements futurs; ce qui me met dans l'impossibilité de consulter dans le tems mon Parlement, & de concerter avec lui les mesures auxquelles il sera peut-être absolument nécessaire d'avoir recours. Soies convaincus que les égards, que j'ai constamment pour le Bien Public, pour la liberté de l'Europe, & surtout pour le bonheur & la sûreté de ces Roïaumes, ne me permettront pas de m'engager dans aucune démarche, que l'honneur de ma Couronne & l'intérêt de mon Peuple n'exigent & ne justifient. C'est pour parvenir à cette fin si désirable, que j'attens de vous, avec la confiance la mieux fondée, tous les secours qui dépendront de votre zèle & de votre affection.

MESSIEURS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES,

Je vous remercie de bon cœur des Subsidés, que vous avés accordés avec tant de joie & de promptitude pour le service de cette année. Le succès avec lequel ils ont été levés, & l'emploi qu'on en a fait pour l'augmentation de nos Forces de Terre & de Mer, me mettront en état de m'en servir de la manière la plus avantageuse pour le Bien Public, selon que les occasions pourront le demander.

MILORDS ET MESSIEURS,

On ne peut assez louer la sage conduite que le Parlement a tenue dans un tems si difficile. La situation de nos Affaires demandoit dans nos Résolutions, non seulement toute la vigueur possible, mais encore de la prudence, pour ne nous point engager inconsidérément dans les troubles présents, & pour nous précautionner en même tems contre des dangers trop manifestes pour qu'il soit besoin d'en parler en détail, & qui nous peuvent intéresser, soit directement, soit indirectement. Comme il est nécessaire que j'aïlle cet Été dans mes Etats d'Allemagne, mon intention est que la Reine soit Régente en mon absence. Vous avés éprouvé déjà dans des occasions semblables la justice & la sagesse de son Administration. Je vous recommande instamment de lui rendre le poids du Gouvernement aussi léger qu'il sera possible, en mêlant, ainsi que je l'attens de votre inclination qui vous y porte, toute votre étude à conserver la paix dans le Roïaume par votre attention à rendre inutiles les tentatives, que l'on pourroit faire pour inspirer un injuste mécontentement à mon Peuple, dont la félicité fut toujours & ne cessera jamais d'être le principal de mes soins.

ANNE'E MDCCXXXV.

VI.
PRIM. SEANCE
DU SEC. PARLE-
MENT.

Après ce Discours le Lord *Grand-Chancelier* prorogea , par ordre du *Roi*, le *Parlement* jusqu'au 25 du mois suivant. Il fut ensuite, selon l'usage, prorogé diverses fois & ne se rassembla que le 26 de Janvier 1736.

ANNE'E MDCCXXXVI.

I. EN JANVIER ; le 31, les ordres furent donnés pour réformer quatre Régimens nouvellement levés, & mis sur l'établissement d'*Irlande* ; pour réduire à 68 Hommes, y compris les Officiers, toutes les Compagnies des Régimens de l'Etablissement d'*Angleterre* ; & pour renvoyer dix Hommes de chaque Compagnie du troisième Régiment des Gardes.

II.
AFFAIRES
DIVERSES.
Reforme des
Troupes.
31 Janvier.

Dans le cours de ce mois ; le *Roi* créa, pour les gens de Guerre, deux nouvelles Charges d'Honneur, sous le Titre de *Maréchal de Camp Général des Armées de la Grande-Bretagne*. Le Duc d'*Argile* & le Comte d'*Orkeney*, les deux plus anciens Généraux, en furent revêtus.

Nouvelles Charges Militaires.
Janvier.

Le Marquis de *Carnarvon* fut déclaré Premier Ecuier du *Prince de Galles* ; & le Lord *North* fut fait Premier Gentilhomme de la Chambre de ce Prince. Le *Roi* nomma le *S. Thomas Reeve*, Lord Chef-Justice de la Cour des Communs-Plaidoiers, à la place du feu Chevalier *Robert Eyra*.

Charges données.
Janvier.

Le *Roi* accorda mille Livres Sterling par an au Clergé d'*Ecosse*, pour favoriser les progrès de la Religion Anglicane dans ce Roiaume.

Libéralité du
Roi en faveur du
Clergé d'Ecosse.
Janvier.

EN FEVRIER ; le 2, le Duc de *Monmouth* prit Séance au Conseil en qualité de Conseiller-Privé.

Nouveau Conseiller-Privé.
2 Février.
Mort du Comte
de Derby.
9 Février.

Le 9 ; mourut, à la Terre de *Knowesley* dans le Comté de *Lancastre*, le Lord *Jaques Stanley* Baron de *Stanley-Strange*, de *Knokin* & de *Moburn*, Vicomte de *Kinton*, Comte de *Derby*, Lord-Lieutenant & Garde des Rôles du Comté de *Lancastre*, & Conseiller-Privé. Ce Seigneur possédoit en Souveraineté l'Ile de *Man*, dont il étoit en même tems Vice-Amiral pour la Couronne de la *Grande-Bretagne*, & pour laquelle il donnoit chaque année, à titre d'Hommage deux Faucons au *Roi*. Comme il ne laissoit point de Fils, le Titre de Comte de *Derby* passa au Chevalier *Edouard Stanley*, descendant du second Fils du Comte de *Derby* qui vivoit sous les Règnes d'*Henri VII.* & d'*Henri VIII.* ; & le même Chevalier hérita d'une partie des Biens du feu Comte, qui montoient à 10 mille Livres Sterling de Revenu. Le Duc d'*Athal* hérita de la Souveraineté de l'Ile de *Man* & du Titre de Lord *Strange*.

Vers le milieu de Janvier, on avoit rapporté à *Londres*, le Corps du Duc de *Buckingham* mort à *Rome* l'année précédente ; & le 11 de ce mois de Février, on le porta à l'Abbaie de *Westminster*. La marche du Convoi se fit dans l'ordre suivant. Un *Servant des Hérauts d'Armes*. Plusieurs Domestiques du Duc en longs Manteaux de Deuil. Un *Timballier* & trois *Trompètes*. Les *Officiers d'Armes* en

Le Corps du
Duc de Buckin-
gham est inhumé
à Westminster.
11 Février.

Habits de cérémonie. Le grand Etendart d'*Angleterre* porté par un Gentilhomme. Le Capitaine des Gardes du Duc, précédé de quelques Gentilshommes & des principaux Domestiques de ce Seigneur. Trois *Trompetes*. Les *Poursuivans d'Armes*. Un Gentilhomme portant l'Ecusson des Armes du Duc. Un *Timballier* & trois *Trompetes*. Le *Hérault* dit *Arundel*. La Bannière de la Maison de *Sheffield*. Un Cheval couvert d'un Caparaçon de Velours noir, & 4 Pages marchant à côté. Le *Roi* & les *Héraults d'Armes*, qui portoient le Mantelet, l'Epée, le Bouclier, le Heaume, les Gantelets, & les Eperons du Duc. Le Char dans lequel étoit le Corps & sur lequel on avoit mis une Effigie représentant le Duc armé de pied en cap, revêtu du Manteau Ducal, & la Couronne Ducale sur la tête. Huit Pages marchaient à côté du Char, lequel étoit suivi d'un grand nombre de Carrosses de Deuil. Dans le premier étoient le Duc de *Richmont* & le Chevalier *Saunderson*; & dans les autres, les Ducs de *Saint-Albans*, de *Leeds*, de *Marlborough* & de *Portland*; les Comtes de *Middlesex*, de *Portmore*, de *Winchelsea*, de *Cardigan*, d'*Oxford*, d'*Arran*; & les Lords *Gower*, *Noel*, *Sidney*, *Beaunclore*, *Cornbury* & *Foley*. La Marche étoit fermée par les Carrosses de tous les Seigneurs & Gentilshommes invités à se trouver aux Obsèques. Le Corps fut reçu à la Porte de l'Abbaïe par l'Evêque de *Roche-ster* Doien de cette Eglise & par les Chanoines, & fut inhumé dans la Chapelle d'*Henri VII*.

Déclaration du mariage du Prince de Galles avec la Princesse de Saxe-Gotha.
17 Février.

Le 17, le *Roi* déclara dans le Conseil le dessein qu'il avoit de marier le *Prince de Galles* avec la *Princesse Anguste de Saxe-Gotha*. Sur le champ le *Grand-Chancelier*, accompagné de plusieurs des principaux Membres du Conseil, se rendit à l'appartement du *Prince* dans le Palais de *Saint-James*, & lui fit de la part du *Roi* les trois demandes suivantes : *S'il avoit de l'inclination pour le Mariage ? Si la Princesse de Saxe-Gotha, que le Roi lui destinoit pour Epouse, lui seroit agréable ? S'il souhaitoit que la Célébration de son Mariage fut faite en public ou en particulier ?* Le *Prince* répondit, *Qu'il ne se sentoit aucun éloignement pour le Mariage, & qu'il y étoit même très disposé : Que s'étant toujours fait un devoir de se conformer aux volontés du Roi son Père, la Princesse de Saxe-Gotha, ou toute autre Princesse, lui seroit infiniment agréable, & qu'il se conformeroit de même au bon plaisir de Sa Majesté par rapport à la manière dont elle jugeroit à propos de régler les Cérémonies du Mariage.* Le Chancelier & les autres Membres du Conseil étant retournés faire leur rapport au *Roi*, Sa Majesté déclara publiquement à toute la Cour, *Que le PRINCE DE GALLES acceptoit pour Epouse la PRINCESSE DE SAXE-GOTHA* Quelques jours après le *Roi* nomma le Comte *Delaware* pour aller, en qualité d'Ambassadeur à la Cour de *Saxe-Gotha* faire la demande de la *Princesse*. Ce Comte partit le 23 du mois suivant.

Charge donnée.
Rév. Mr.

Durant ce mois, le Comte de *Cholmondeley* fut fait Chambellan de *Chesh-*
ter, à la place du feu Comte de *Derby*.

On fit la Réforme des Troupes, projetée dès le mois précédent. Elle consistoit en 10 Hommes par Compagnies dans les Gardes; 11 Hommes par Compagnies dans les 8 Régimens Anglois; un Sergent, un Caporal, & 36 Hommes par Compagnies des 8 Régimens Irlandois, mis l'année précédente sur l'Etablissement de la Grande-Bretagne, & ces Régimens eurent ordre de se tenir prêts à repasser en Irlande. Ainsi les Troupes du Roi ne montèrent plus qu'à 17 mille 704 Hommes; savoir 4 Compagnies de Gardes à Cheval faisant 724 Hommes; 2 Compagnies de Grenadiers à Cheval, faisant 352 Hommes; 4 Régimens de Cavalerie, faisant mille 84 Hommes; 3 Régimens des Gardes à pied, faisant 4 mille 544 Hommes; 8 Régimens d'Infanterie, faisant 5 mille 678 Hommes; 1 Régiment d'Invalides de 515 Hommes; 25 Compagnies d'Invalides indépendantes, faisant 1300 Hommes; & 6 Compagnies indépendantes dans les Montagnes d'Ecosse, faisant 555 Hommes, sans compter les Officiers.

Réforme des
Troupes.
Fevrier.

En MARS; le 1, le S. Reeves nommé depuis peu Lord Chef-Justice de la Cour des Communs Plaidoiers, & depuis créé Chevalier par le Roi, prit Séance au Conieil en qualité de Conseiller-Privé.

Nouveau Con-
seiller Privé.
1 Mars.

Pendant ce mois; le Roi nomma le Comte de Dunmore, l'un des 16 Pairs d'Ecosse aiant Séance au Parlement, Chevalier de l'Ordre du Char-don, à la place du feu Comte de Haddington.

Nouveaux Che-
valiers du Char-
don.
Mars.

Le S. Sutton, Gouverneur de l'Isle de Guernsey fut fait Lieutenant-Général des Armées du Roi.

Charge Militaire.
Mars.

On déclara à la Douane pour les Pais Etrangers mille 78 Onces d'Or en Lingots; 600 Onces d'Or en poudre, & 13 mille Onces d'Or monnoïé.

Argent pour les
Pais Etrangers.

En AVRIL; le 2, le Comte Delaware arriva à Gotha. Voici la Relation des honneurs qu'on lui fit, telle que je la trouve imprimée dans le tems.

Reception faite
au Comte Dela-
ware à Gotha.
29 Avril.

Il alla descendre à l'Hôtel que l'on avoit préparé pour lui. M. Duffel, Conseiller-Privé du Duc de Saxe-Gotha vint un moment après savoir le sujet de l'arrivée de ce Seigneur, & en alla faire rapport au Prince. Le 9, le Lord Delaware fut donner part au Duc de son arrivée. Ce Prince l'envoia complimenter par un Gentilhomme. On donna ensuite au Lord Delaware une Garde composée de deux bas Officiers, qui furent placés devant la Porte de sa Chambre, & de deux Grenadiers qui firent sentinelle devant sa Maison. M. de Stangen, Grand-Maréchal de la Cour, alla peu après savoir quand ce Seigneur souhaiteroit de se rendre à la Cour. Le Lord Delaware aiant demandé l'heure à laquelle il pourroit avoir audience du Duc, & ce Prince l'aiant fixée à Midi, l'Ambassadeur fut conduit à la Cour dans l'ordre suivant.

Plusieurs Valets de pied du Duc précédoient un Carosse à deux Chevaux, dans lequel étoit le Secrétaire du Lord Delaware avec M. Franckemberg, Gentilhomme de la Chambre. Ce Carosse étoit suivi de plusieurs autres Valets de

piéd du Duc, qui précédoient un second Carosse à deux Chevaux, occupé par deux Gentilshommes de la Chambre. Ensuite venoit un Carosse à six Chevaux, dans lequel étoit le Lord Delaware avec M. de Barcholsheim, Maréchal ordinaire. Le Fourier de la Cour, huit Valets de piéd du Duc, & les cinq Laquais de la suite de l'Ambassadeur précédoient le Carosse, à chaque côté lequel marchaient quatre Pages, deux Trompettes & un Maître de Cérémonies. La Marche étoit fermée par un Carosse du Duc, qui étoit à six Chevaux & vuide.

Lorsque le Lord Delaware passa devant le Corps de Garde, les Tambours appellèrent, & les Officiers saluèrent l'Ambassadeur avec l'Esponçon. Le Cortège arriva au Château, au bruit des Tambours de deux Compagnies de Grenadiers & de Trabans de la Garde du Duc, qui étoient en haie & sous les armes au dedans de la Porte d'entrée. Le Secrétaire de l'Ambassade, le Gentilhomme qui l'accompagnait & les deux autres Gentilshommes mirent piéd à terre à cette Porte. Le Lord Delaware entra en Carosse jusques dans la Cour du Château, & fut salué par les Officiers avec l'Esponçon. L'Ambassadeur étant descendu devant le grand Escalier du Château, fut reçu au bas par le Grand-Maréchal & par les principaux Seigneurs de la Cour, qui le conduisirent à l'Audience du Duc. Le Lord Delaware passa dans la Galerie du Château, où les Cavaliers de la Garde étoient rangés en haie & sous les armes. Il traversa aussi l'Antichambre, où les Ministres d'Etat & les Conseillers de la Cour s'étoient rassemblés. Il entra ensuite dans la Sale d'Audience, où le Duc étoit avec la Duchesse. Ce Prince s'avança quelques pas vers le Lord Delaware, qui, après l'avoir salué, lui présenta ses Lettres de Créance, qu'il accompagna d'un Compliment en Langue François. Le Duc lui répondit dans la même Langue. L'Ambassadeur s'avança ensuite vers la Duchesse, & l'ayant saluée, la complimenta pareillement en François. Cette Princesse lui répondit aussi dans cette Langue. Après quoi, trois Gentilshommes de la Chambre aians apporté trois Chaises, & le Duc, la Duchesse & l'Ambassadeur s'étant assis, le Grand-Maréchal & les autres Seigneurs se retirèrent. On ferma les Portes de la Sale. Le Duc & la Duchesse y demeurèrent avec le Lord Delaware, qui demanda à ce Prince la Princesse Auguste, sa Sœur, en Mariage pour le Prince de Galles. Le Duc y consentit dans des termes qui marquoient sa reconnaissance de l'honneur que Sa Majesté Britannique faisoit à la Maison de Saxe-Gotha. La Duchesse en témoigna aussi sa sensibilité. Après une heure d'entretien, on passa dans la Sale où l'on devoit dîner. Le Lord Delaware donna la main à la Duchesse, pour l'y conduire. Ce Seigneur fut placé à la droite du Duc. La Table étoit de douze Couverts. Les Services furent apportés par les Cavaliers de la Garde. La Santé du Roi de la Grande-Bretagne fut buë la première, ensuite celle de la Reine son Eponse. On fit à chacune une Décharge de l'Artillerie qu'on avoit placée sur les Remparts. Après quoi, on but à la Santé du Prince de Galles & de toute la Famille Royale d'Angleterre. On fit pour

chaque de ces Samedis une décharge du Canon qui avoit été placé au Château. Le soir on représenta une Comédie Française, qui fut suivie d'un souper splendide, pendant lequel on fit un beau Concert de Musique.

Le 6, on déclara pour *Hollande* à la *Donane* 9 mille Onces d'Or & 90 mille d'Argent monnoyé; & le 9, on déclara pour le même Pais encore, 5 mille Onces d'Or & 50 mille 100 Onces d'Argent.

Argent pour
Hollande.
6, 9 Avril.

Le 25, le Roi déclara le Duc de *Chandos* Viceroi d'*Irlande*, à la place du Duc de *Dorset*, dont le tems expiroit, & qui devoit incessamment revenir de *Dublin*.

Nouveau Vica-
roi d'Irlande.
25 Avril.

Le 30, les Yachts destinés à transporter en *Angleterre* la *Princesse de Saxe-Gotha*, future Epouse du *Prince de Galles*, partirent pour la *Hollande*. Ils étoient escortés par quatre Vaisseaux de Guerre.

Escadre allans
chercher la Prin-
cesse de Saxe-Gotha.
30 Avril.

Pendant ce mois, le Lord *Harvey*, Fils du Comte de *Bristol*, fut fait Lord-Lieutenant du Comté de *Stafford*, à la place du Comte de *Ferrers* mort depuis peu. La Comtesse d'*Effingham*, les Vicomtes de *Terrington*, de *Carmichael*, & l'Epouse du Lord *Archibald Hamilton* furent nommées Dames de la Chambre, & les Demoiselles *Dives*, *Younge*, *Schultz*, & *Powlet* Filles d'honneur de la future *Princesse de Galles*. Les Comtes de *Middlesex*, & d'*Euton*, & le Lord *Offulton* furent faits Gentilshommes de la Chambre du Prince.

Charges données.
Avril.

En MAI; le 8 au soir se fit la célébration du Mariage du *Prince de Galles*. En voici la Relation telle que je l'ai trouvée.

Mariage du Prince
de Galles & de
la Princesse de
Saxe-Gotha.
8 Mai.

LES Yachts qui étoient allés prendre en *Hollande* la *Princesse de Saxe-Gotha*, passèrent le 6 à 11 heures du matin à *Gravesend*, d'où le Lord *Delaware* députa un Exprès au Roi pour l'informer de l'arrivée de cette Princesse. Les Yachts arrivèrent à *Greenwich* à une heure après midi. La Princesse y mit pied à terre. Elle monta dans un des Carrosses du Roi, & fut conduite par le Lord *Delaware* au Palais que Sa Majesté a dans cet endroit. Elle s'y reposa jusqu'à trois heures qu'elle se mit à Table. A quatre heures le Prince de *Galles* qui venoit d'arriver à *Greenwich*, fit visite à la Princesse de *Saxe-Gotha* & s'entretint près d'une heure avec elle. Le même jour cette Princesse fut complimentée au nom du Roi par le Lord *Harvey*; de la part de la Reine par le Lord *Robert Montagu*; au nom du Duc de *Cumberland* par le S. Etienne *Pointz*; & de la part des Princesses par le Chevalier *Clement Cotterel*, Maître des Cérémonies. Le Prince de *Galles* retourna le 7 à *Greenwich*, où il se rendit à Cheval, dina avec la Princesse, & retourna le soir à *Londres*. Le Duc de *Cumberland* vint aussi ce même jour à *Greenwich* faire visite à cette Princesse, qui, pendant son séjour dans cet endroit, se fit voir de tems en tems sur la Galerie du Palais, aux acclamations d'une quantité prodigieuse de monde qui s'y étoit rendu. Le 8 à midi, cette Princesse, avec le Lord *Delaware*, & accompagnée de toute sa suite, partit de *Greenwich* dans un des Carrosses du Roi, suivi d'un autre Carrosse de Sa Majesté, & avec une escorte des Gar-

des du Corps. La Princesse passa la Tamise à Lambeth dans une des Barges du Roi. Elle entra à Whitheal dans la Chaise à Porteurs de Sa Majesté, & traversa tout le Parc de Saint-James. A une heure, elle arriva au Palais. Elle y fut reçue de Leurs Majestés & de la Famille Royale avec de grandes marques d'amitié. Toute la Cour étoit extrêmement brillante, à cette occasion. La Princesse, après avoir vu le Roi & la Reine, fut conduite dans l'Appartement du Prince de Galles. Elle y parut plusieurs fois aux Fenêtres, pour contenter la curiosité du Peuple, dont il y avoit une affluence extraordinaire devant le Palais de Saint-James. A quatre heures après midi, la Princesse dina dans l'Appartement du Prince de Galles, avec ce Prince & les Princesses Amélie & Caroline. Après le repas elle alla se faire habiller pour la cérémonie du mariage. Elle reparut ensuite vêtue tout en blanc & d'un habit de tissu d'Argent. Elle étoit coiffée en cheveux avec des Pierreries; & avoit sur la tête une Couronne de Diamans. Entre six & sept heures, elle se rendit chez la Reine, où le Prince de Galles se trouva. Sa Majesté lui présenta la Princesse sa future Epouse. Ce Prince étoit aussi vêtu tout en blanc & son habit étoit de tissu d'Argent. A sept heures, on se rendit à la Chapelle dans l'ordre suivant. Quatre Tambours. Un Tambour Major. Huit Trompètes, quatre à quatre. Les Timbales. Le Sergent Trompète, revêtu de son Collier & portant sa Masse. Le Maître des Cérémonies, avec le Lord Carnarvon, Grand Ecuier du Prince de Galles. Son Ecuier ordinaire entre deux Hérauts d'Armes. Le Prince de Galles, revêtu du Collier de l'Ordre de la Jarretière & conduit par le Lord-Chambellan, par le Vice-Chambellan, & par deux Gentilshommes de la Chambre. Le Prince étoit suivi des Officiers de sa Maison, qui marchaient deux à deux. Lorsqu'on fut entré dans la Chapelle, le Maître des Cérémonies & l'Ecuier ordinaire conduisirent le Prince de Galles à la Chaise qui lui étoit destinée vis-à-vis du Trône du Roi. Le Lord-Chambellan & le Vice-Chambellan, accompagnés de deux Hérauts d'Armes & suivis des Tambours & des Trompètes, allèrent ensuite prendre la Princesse de Saxe-Gotha, qui fut conduite à la Chapelle Royale en cet ordre. L'Ecuier ordinaire de cette Princesse entre deux Rois d'Armes Provinciaux. La Princesse conduite par le Duc de Cumberland, & accompagnée du Lord-Chambellan & du Vice-Chambellan. Elle étoit suivie de dix Demoiselles d'Honneur. Après être entrée dans la Chapelle, elle fut conduite à une Chaise qu'on avoit mise pour elle à l'opposée de celle du Prince, & à la gauche du Fauteuil destiné pour la Reine. Le Duc de Cumberland se plaça sur une Chaise près de l'Autel. Les dix Demoiselles d'Honneur de la suite de la Princesse se tinrent debout auprès d'elle, pour s'aquiter des fonctions qu'elles devoient avoir dans la Cérémonie du Mariage. Le Lord-Chambellan & le Vice-Chambellan, accompagnés des Rois d'Armes Provinciaux, allèrent ensuite trouver le Roi, la Reine & le reste de la Famille Royale, qui se rendirent dans l'ordre suivant à la Chapelle de Saint-James. Le Maréchal du Palais.

Palais. Les Sergens d'Armes. Le Chevalier Robert Walpole, revêtu du grand Collier de l'Ordre de la Jarretière. Le Contrôleur de la Maison du Roi. L'Evêque de Londres avec son Clergé. Les deux Rois d'Armes Provinciaux. Le Lord Garde du Sceau Privé. Le Lord Chancelier. Le Principal Roi d'Armes entre deux Gentilshommes ordinaires de la Chambre du Roi. Le Grand-Maréchal avec son Bâton de commandement. L'Epée de l'Etat portée par le Duc de Portland. Le Roi, revêtu du grand Collier de l'Ordre de la Jarretière, & suivi d'un des Premiers Gentilshommes de la Chambre en quartier. La Reine, précédée de son Vice-Chambellan, & marchant entre le Comte de Grantham Grand-Maître de sa Maison & le Comte de Pontreft son Grand-Ecuier. Les Princesses Amélie, Caroline, Marie & Louise, chacune entre deux Gentilshommes de la Chambre. La marche étoit fermée par les Dames d'Honneur, les Demoiselles d'Honneur & les Femmes de Chambre de la Reine. Lorsqu'on fut entré dans la Chapelle, le Roi monta sur une Estrade couverte d'un Dais, & se plaça dans un Fauteuil à la droite. Quatre Seigneurs de sa Maison se tinrent debout sur l'Estrade. L'un des premiers Gentilshommes en quartier, étoit derrière le Roi. Le Duc de Portland étoit à la droite de Sa Majesté & tenoit l'Epée de l'Etat nue. Le Lord Chambellan de la Maison de Sa Majesté, son Grand Ecuier & son Vice-Chambellan se tinrent debout sur l'Estrade derrière son Fauteuil. Les quatre Princesses se placèrent près du Duc de Cumberland, à côté de l'Autel. Les Dames de la Cour se mirent aux places qu'on leur avoit indiquées. Les places ainsi prises, on cessa de jouer des Orgues; ce qu'on avoit commencé de faire, dès que Leurs Majestés étoient entrées dans la Chapelle. L'Evêque de Londres, Doien de cette Chapelle, célébra le Service divin; & donna la Bénédiction Nuptiale au Prince de Galles & à la Princesse de Saxe-Gotha. Après cette Cérémonie, Leurs Majestés quittèrent leur Estrade & montèrent sur un Trône, placé à la droite de l'Autel & revêtu de Velours Cramoisi galonné d'or. Le Prince de Galles alla prendre la Princesse son Epouse & la conduisit à l'Autel où Leurs Alteffes se mirent à genoux. Lorsqu'on eut achevé le Service divin, elles montèrent sur l'Estrade & s'y placèrent sur leurs Chaises. Les Musiciens du Roi, qui étoient dans une Gallerie de la Chapelle, chanteront une Antienne, après laquelle on s'en retourna au Palais à peu près dans le même ordre, qu'on en étoit venu. Toute la différence qu'il y eut, c'est que le Prince de Galles étoit conduit par deux Ducs mariés, & que la queue de la Robe de la Princesse son Epouse étoit portée par quatre Filles de Ducs & par deux Filles de Comtes. Lorsqu'on fut rentré dans les Appartemens, la Marche s'arrêta à la première Chambre. Le Roi, la Reine & toute la Famille Royale y entrèrent. Le Prince de Galles & la Princesse son Epouse s'y mirent à genoux devant Leurs Majestés & reçurent leur bénédiction paternelle. Pendant la Cérémonie du Mariage on fit une décharge de plusieurs Pièces de Canon. A dix heures & demie, le Roi, la Reine & la Famille Royale soupèrent en public dans

la Sale du Bal. Leurs Majestés étoient placées au haut bout de la table sous un Dais. Elles avoient à leur droite le Prince de Galles & le Duc de Cumberland; & à leur gauche, la Princesse de Galles & les quatre Princesses. Le Roi & la Reine burent les premiers les Santés des deux Epoux, qui burent ensuite celles de Leurs Majestés. Le Duc de Cumberland & les quatre Princesses en firent de même. A l'issu du repas, Leurs Majestés se rendirent dans l'Appartement du Prince de Galles. Ce Prince passa dans sa Garderobe, & fut déshabillé par le Duc de Cumberland. Le Roi lui donna sa Chemise. La Princesse, qui s'étoit rendue dans sa Chambre, y fut déshabillée en présence de la Reine par les quatre Princesses, & elle se mit au Lit dans un déshabillé fort riche. Le Roi entra ensuite dans la Chambre, suivi immédiatement après par le Prince de Galles, qui étoit en Robe de Chambre d'Etoffe d'Argent & en Bonnet de nuit. Ce Prince se mit sur le Lit à côté de la Princesse. La Noblesse de l'un & de l'autre sexe fut admise à voir Leurs Alteſſes dans leur Lit, lequel étoit entouré du Roi, de la Reine & de la Famille Roïale. Un moment après chacun se retira. Les Cloches sonnèrent toute la nuit; les Etendarts furent arborés; & l'on fit dans toute la Ville des Feux de joie & des Illuminations.

Libéralités pieu-
ses d'un inconnu.
22 Mai.

Le 22, un Gentilhomme, qui ne voulut point se faire connoître, fit remettre aux Commissaires du Clergé 500 Liv. St., pour secourir les nouveaux Convertis des Montagnes d'Ecosse, mille Liv. St. pour contribuer à la Propagation de la Foi dans les Pais Etrangers, & pareille somme pour les Veuves & les Enfants des Ministres.

Charges don-
nées.
Mai.

Pendant ce mois; le Roi nomma le Comte d'Euton, Fils aîné du Duc de Grafton, Chambellan de la Princesse de Galles, & le Lord Montague-Bertie, Frère du Duc d'Ancaſter, Vice-Chambellan de cette Princesse. Le Comte de Cholmondeley fut fait Chancelier du Duché de Lancastre, à la place du Duc de Rutland, qui s'étoit démis.

Départ du Roi
pour Hanovre.
2 Juin.

En JUIN; le 2 à trois heures du matin, le Roi partit pour Hanovre.

La Duchesse de
Dorset première
Dame d'Honneur
de la Reine.
5 Juin.

Procès tiré au
sort, &c.
8 Juin.

Le 5, la Duchesse de Dorset fut déclarée première Dame d'Honneur de la Reine. Elle commença, le 10, les Fonctions de cette Charge.

Le 8, la Cour des Communs - Plaidoiers accorda un Bill d'accusation contre des Jurés qui, ne pouvant convenir du rapport qu'ils devoient faire touchant un Procès entre deux Particuliers relatif à l'Acte contre la corruption des Membres du Parlement, avoient pris le sort pour arbitre, & fait en conséquence leur rapport en faveur de celui pour qui la Chance s'étoit déclarée.

Résolution pri-
se dans le Conseil
au sujet de l'île
de Corſe, & Pro-
clamation en
conséquence.
28 Juin, 2
Juillet.

Le 28, la Reine tint un Conseil, dans lequel il fut résolu de défendre à tous les Sujets du Roi de vendre des Armes & des Munitions de Guerre ou de bouche aux Rebelles de l'île de Corſe; & de fournir, sous quelque prétexte que ce fût, des Vaisseaux pour leur en porter. Il fut en même tems décidé, qu'on expédieroit des ordres pour faire arrêter le Capitaine du Bâtiment à bord duquel étoient les secours que ces Rebelles avoient reçus de Tunis; & qu'on

obligeroit le Consul, chargé des Affaires de la Nation Angloise dans cette dernière Ville, de rendre compte de la conduite qu'il avoit tenue au sujet du fret & du départ de ce Vaisseau. Le 2 du mois suivant, on publia la Proclamation projetée par la première de ces Résolutions du Conseil.

Pendant ce mois; on remit de la part du Roi mille Livres Sterling à l'Assemblée générale de l'Eglise d'Ecosse, pour être employées à la Conversion des Montagnards & des Habitans des Iles de ce Roïaume.

Le Lord *Baltimore* fut déclaré Lord - Gardien des Mines d'Etain du Comté de *Cornouailles*.

On acheva le Mausolée érigé par ordre du Roi dans l'Abbaïe de *Westminster*, en l'honneur du S. *Gray*, Poète célèbre.

En JUILLET; le 9, le Comte de *Balcarras*, l'un des seize Pairs d'Ecosse aiant Séance au Parlement de la Grande-Bretagne, mourut à sa Terre en Ecosse.

Le 14, le Lord *Thomas*, Comte de *Westmorland*, Membre du Conseil-Privé, & Lord-Lieutenant du Comté de *Northampton*, mourut au Châteaudeau de *Meriworth* dans le Comté de *Kent*. Comme il ne laissoit point d'Enfans, le Lord *Caterlough* son Frère lui succéda dans ses Titres & dans ses Biens.

Ce mois fut remarquable par un accident assés singulier. Voici la Relation la plus complète que j'en aie trouvée. Le 25, à 2 heures après midi, pendant que les Juges étoient assemblés dans la Halle de Westminster, on aperçut un gros paquet de Papiers qui bruloit dans la Cour de la Chancellerie. Le Portier le jeta d'un coup de pied au milieu de la Halle. Comme ce Paquet étoit rempli de matières combustibles, le feu y aiant pris, le fit sauter en l'air avec un éclat terrible, qui fut suivi d'une épaisse fumée, de très mauvaise odeur. Les Juges, les Conseillers & les autres personnes qui étoient dans la Halle, se troublèrent si fort, qu'ils se précipitèrent les uns sur les autres pour sortir. Lorsque la fumée fut dissipée, & que l'on fut rassuré, tous les Membres rentrèrent dans la Halle, pour délibérer sur cette affaire & examiner les Papiers de ce Paquet, qui étoient dispersés par terre. On y reconnut le B I L L pour construire un Pont sur la Tamise près de WESTMINSTER; celui pour empêcher la Contrebande; celui pour prévenir les Aliénations des Terres; celui pour autoriser le Roi à emprunter un million Sterling sur le produit du Fonds d'Amortissement; & celui contre le Genèvre & les autres Liqueurs fortes. On les avoit fait sauter en l'air, pour tourner en ridicule les Résolutions prises dans la dernière Séance du Parlement. On trouva aussi plusieurs Libelles imprimés, contenant des réflexions séditieuses contre Leurs Majestés & contre le Gouvernement. Le Grand-Chancelier, qui étoit présent à cette Assemblée, ordonna au Grand-Juré de porter un Bill de Haute-Trahison contre les Persones que l'on découvreroit être les Auteurs de cette insolence. La Reine tint le 26 un grand Conseil d'Etat à cette occasion. On dépêcha ensuite un Courier pour Hanovre, afin d'informer.

Z z z ij

Libéralité pieu-
se du Roi.
Juin.Charge donn'ée.
Juin.Mausolée du
Poète Gray.Mort du Comte
de Balcarras.
9 Juillet.Mort du Comte
de Westmorland.
14 Juillet.Attentat contre
l'Autorité du Roi
& du Parlement.
25 Juillet.

Conseil à ce le Roi de cette affaire , & l'on publia le lendemain une Proclamation que
Sujet. voici.

26 Juillet.
Proclamation
de la Reine.
27 Juillet.

« CAROLINE, &c. &c. D'autant que le 25 du présent mois de Juillet, der-
» nier jour du terme de la Trinité, on a mis vers les deux heures après midi dans
» la Halle de Westminster, proche de la Cour de la Chancellerie & de celle
» du Banc du Roi, alors Séantes, un Paquet contenant divers Papiers & quel-
» ques Fragmens de plusieurs Actes du Parlement, ainsi qu'une grande quan-
» tité de Poudre, laquelle, ayant pris feu, fit sauter ledit Paquet, au grand mé-
» pris de l'Autorité desdites Cours, ce qui causa une grande confusion parmi les
» Sujets de Sa Majesté qui s'y trouvoient. Et d'autant qu'immédiatement après
» que ce Paquet eût sauté, il se répandit dans la Halle de Westminster, soit par
» le moien de cette Poudre soit autrement un grand nombre de Libelles infames
» faux & malicieux, datés du 25 de Juillet 1736, & susceptibles de trahison,
» comme aussi plusieurs Réflexions fausses & scandaleuses contre Sa Majesté & les
» deux Chambres du Parlement, qualifiant un des Actes du Parlement, passés
» dans la dernière Séance de l'infame nom de Libelle, déclarant que lesdits Actes
» devoient être brûlés ce jour-là dans la Halle de Westminster & autres Pla-
» ces y mentionnées, donnant auxdits Actes des couleurs fausses & controvées,
» en les représentant comme s'ils tendoient à la destruction des Revenus du Com-
» merce & des Manufactures du Roïaume & au renversement des Libertés &
» Propriétés des Sujets, quoiqu'ils n'aient manifestement en vue que la conserva-
» tion de la Vie, des Libertés & Propriétés des Sujets de Sa Majesté, l'avan-
» cement & l'encouragement du Commerce, & la conservation de la Paix & du
» Salut du Roïaume. Et le Grand-Juré alors Séant, ayant aussitôt reçu ordre
» de la Cour du Banc du Roi d'examiner cette Affaire, il déclara d'abord,
» Que ces Papiers imprimés étoient des Libelles infames, faux & scan-
» daleux, réfléchissant sur Sa Majesté & sur le Pouvoir Législatif de ce
» Roïaume : Qu'ils tendoient à aliéner & alarmer les Esprits des Sujets
» de Sa Majesté : Que ceux qui en étoient les Auteurs, Imprimeurs ou
» Publicateurs, étoient coupables de Haute-Trahison : Et ledit Grand-
» Juré présenta ensuite une Requête pour Qu'il plût à la Cour d'ordonner
» aux Officiers respectifs de faire les recherches nécessaires pour décou-
» vrir & appréhender au corps les Auteurs, Imprimeurs ou Publicateurs
» de Libelles si scandaleux, faux & infames, afin qu'ils puissent subir les
» châtimens qu'ils méritent pour une si haute offense. Or, comme il est
» absolument nécessaire qu'une insulte si audacieuse & si énorme contre Sa Ma-
» jesté & les deux Chambres du Parlement, commise à la face de deux Hautes
» Cours de Sa Majesté alors séantes, & qui agissent en vertu de l'Autorité Roïale,
» ne demeure point impunie ; c'est pourquoi afin de faire voir notre juste indi-
» gnation contre les personnes qui ont participé à une entreprise si hardie & si abo-
» minable, & faire en sorte qu'elles subissent les châtimens qu'elles méritent, comme

« aussi pour prévenir que d'autres ne commettent à l'avenir de pareilles offenses ;
 « nous avons jugé à propos, de l'avis du Conseil-Privé de Sa Majesté, de publier
 « la présente Proclamation, par laquelle nous ordonnons très expressément à tous
 « les Juges de Sa Majesté & autres Magistrats Civils, de faire les recherches
 « les plus exactes des Persones qui ont part à cette téméraire entreprise, spéciale-
 « ment des Auteurs, Imprimeurs & Publicateurs dudit Libelle séditieux, & de
 « faire appréhender lesdites Persones & tout autre qui publieront ledit Libelle,
 « & d'en faire rapport, afin qu'elles puissent être punies selon toute la rigueur de
 « la Loi. Nous ordonnons en outre à tous nos fidèles Sujets de faire les plus grands
 « efforts pour découvrir & appréhender ces Malfaiteurs ; & afin d'encourager
 « tous & un chacun à employer toute leur industrie pour une pareille découverte,
 « nous promettons par la Présente à ceux qui pourront découvrir quelqu'un des
 « Auteurs ou Complices de ladite hardie entreprise ou bien les Auteurs, Impri-
 « meurs & Publicateurs dudit infame Libelle, de sorte qu'ils en puissent être
 « convaincus, une récompense de 200 Liv. St. pour chaque Délinquant qui
 « pourra être ainsi découvert & convaincu, laquelle somme sera payée par les
 « Commissaires de la Trésorerie, sans qu'il soit besoin d'autre ordre pour cela.
 « Et comme il n'y a rien que nous désirions plus ardemment que d'assurer la
 « Paix & la Prosperité des Roïaumes de Sa Majesté, d'en encourager le Com-
 « merce & de maintenir tous les fidèles Sujets de Sa Majesté dans la pleine jouis-
 « sance de leurs Droits & Libertés, Nous ordonnons à tous les Juges & autres
 « Magistrats Civils d'employer tous leurs soins à faire exécuter toutes les bonnes
 « & salutaires Loix qui ont été faites pour la conservation & la sûreté de la
 « Vie, des Libertés & Propriétés des Sujets de Sa Majesté, & pour l'encoura-
 « gement du Commerce de ce Roïaume, & en particulier les bonnes Loix qui
 « ont été faites dans la dernière Séance du Parlement, & qui ont été représen-
 « tées d'une manière si scandaleuse & si insolente dans ledit infame Libelle, &c.
 « Fait à Kensington le 27 Juillet 1736, &c. »

On fit diverses recherches, mais inutilement ; & cette Proclamation n'empê-
 cha pas qu'il n'arrivât huit ou dix jours après diverses Emeutes Populaires,
 dont voici le sujet & les circonstances. Le 6 d'Août, plusieurs Ouvriers An-
 glois & Irlandois, se trouvant dans une Hotellerie à Shoreditch, disputè-
 rent ensemble sur le mérite des deux Nations. Les Anglois en prirent occasion
 de reprocher aux Irlandois, qu'ils travailloient à plus bas prix qu'eux, &
 qu'ils les empêchoient par-là de trouver de l'occupation. Les Irlandois furent
 très irrités de ce reproche. La querèle devint générale. L'Hôte de la Maison,
 qui étoit Irlandois, se rangea du parti de sa Nation, & dit : Qu'il gageoit
 six Guinées que quatre IRLANDOIS battoient six ANGLOIS. La Gageure
 fut acceptée. On en remit la décision au lendemain. L'animosité, où ils étoient
 les uns contre les autres échauffés d'ailleurs par la Boisson, ne leur permit pas
 d'attendre au jour d'après. Les Irlandois, supérieurs en nombre, chassèrent les
 Anglois de la Maison. Le 7, ces derniers rassemblèrent le plus d'Ouvriers qu'il

Emeutes à Lon-
 dres.
 6, 7, 8, 10, 11,
 12, 13 Août.

fût possible. Ils se partagèrent en deux bandes, dont l'une alla attaquer l'Hôtellerie ; & l'autre, les Maisons du Quartier de Shoreditch, occupées par des Irlandois. Ils cassèrent par tout les Vitres & menacèrent de démolir les Maisons. Ils en firent de même dans les Quartiers de Bricklane & de Spittlefields. La présence des Magistrats ne put les retenir. Ils attaquèrent aussi la Maison d'un riche Brasseur Irlandois, qui, pour se défendre fit tirer sur eux. Les Juges de Paix, qui étoient survenus, firent lire la Proclamation contre les Emeutes Populaires. Ils les exhortèrent en même tems à s'apaiser & à se retirer. Les Séditieux n'y eurent point d'égard. Le Lord-Maire, instruit de ce désordre envoya quatre Compagnies de Milice pour le faire cesser. On ne put y réussir. Une Compagnie des Gardes, qui étoit à la Tour, étant venue joindre la Milice, les Mutins furent dispersés. On fit des rondes, pendant toute la nuit, dans ce Quartier & dans ceux qui y étoient contigus. Le 8 au soir, le désordre recommença avec tant de violence, qu'on fut obligé d'envoyer de Whitheal plusieurs détachemens des Gardes du Corps & des Grenadiers à Cheval, pour tâcher d'arrêter le tumulte, qui, loin de cesser, dura toute la nuit. Les Séditieux se rassemblèrent, le lendemain au soir, en plus grand nombre que les jours précédens. Le désordre accrut de telle manière, qu'on fut obligé de doubler la Garde de la Tour, & d'augmenter le nombre des Soldats, qui faisoient des rondes. Ces précautions n'empêchèrent pas les Séditieux de courir dans les Rues par milliers, & d'obliger les principaux Bourgeois à leur donner de l'argent. On prit 7 ou 8 de ces Mutins qui furent envoyés en prison. Les Compagnies des Gardes & la Milice demeurèrent toute la nuit sur pied. La Populace, qui avoit commis de si grands désordres dans les Quartiers de Shoreditch & de Spittlefields, s'attroupa, le 10, à onze heures du soir dans celui de Goodmans-Fields. Elle y pilla plusieurs Maisons, dont les Habitans, pour se soustraire à la fureur de cette Populace, furent contraints de se sauver par dessus les murailles. Les Séditieux menacèrent de démolir les autres Maisons, si les Persones qui les occupoient ne les illuminoient sur le champ. Elles le firent aussitôt, pour éviter l'effet de la menace. L'Illumination fut aussi grande dans le Quartier de Goodmans-Fields, que si ç'avoit été un jour de réjouissance. La Populace alla ensuite dans la rue de Lemman, où elle commit plusieurs désordres. Elle étoit occupée à saccager la Maison d'un Irlandois, nommé Atkins, lorsque le Juge de Paix du Quartier survint avec une Compagnie des Gardes, qu'on avoit envoyée de la Tour. On prit dix de ces Séditieux, qui furent envoyés dans la Prison de Newgate, comme Perturbateurs du Repos Public. Les Attroupemens continuèrent le 11. La Cour fit distribuer ce jour-là de la Poudre & des Balles aux Soldats des Régimens des Gardes à pied & à cheval. Ils eurent ordre en même tems de se tenir prêts à marcher au premier avis. Le soir du même jour, quelques Séditieux se rendirent dans le Quartier de Southwark & dans celui de Lambeth. Ils n'y firent aucun désordre. Ils se contentèrent de demander aux Passans : Pour qui ils étoient ? Pour les ANGLOIS, ou pour les IRLANDOIS ? Chaque

Parti se croïoit en droit de maltraiter quiconque ne répondoit pas à son intention. Pendant la nuit, on afficha dans les Quartiers de Shoreditch, de Spittlefields, de Rosemary-Lane & autres endroits occupés par les Séditieux, un Avertissement du Conseil du Roi, dans lequel on rapportoit le contenu d'un Acte, que le feu Roi George I. avoit fait publier la première année de son Règne, touchant la peine de mort, ou les autres châtimens que mérite la Sédition. On y exhortoit les Séditieux à finir leurs mouvemens & à profiter ainsi des bontés de la Reine, qui vouloit bien ne pas user des voies de rigueur qu'elle pourroit emploïer. Les Attroupemens ne laissèrent pas de continuer le 12 & le 13, malgré les rondes que les Gardes du Corps, les Grenadiers à cheval, & les Gardes à pied firent de nuit dans les rues. La Reine tint de fréquens Conseils à ce sujet. Ces Emotions Populaires, n'eurent d'autres suites, selon la même Relation, que d'avoir fort occupé les Cours de Justice pour découvrir les Coupables. On arrêta plusieurs Imprimeurs & Colporteurs dont quelques-uns furent relâchés, les autres envoyés en prison. Ces Emotions, ajoute encore la même Relation, fournirent matière aux Auteurs de Feuilles Hebdomadaires. Le Craftsman surtout se distingua. » Il paroît, étoit-il dit, dans cet Imprimé qu'il y a » quelque chose dans le présent état des Affaires & dans la disposition du Genre » Humain, qui m'éloigne beaucoup de désespérer, surtout si l'on fait paroître un » esprit tel que la conjoncture présente le requière, & que l'on se serve des occasions, qu'elle semble devoir faire naître ». On opposa à ce Craftsman une Lettre, publiée, dit-on, par ordre du Ministère, sous le Titre de Craftsman prouvé le grand Incendiaire; où l'Auteur, après avoir cité les paroles, que l'on vient de rapporter faisoit voir, » Que tout le but de ce Craftsman étoit de » troubler la tranquillité générale, & de plonger la Nation dans l'horreur & la » confusion d'un Gouvernement anarchique ». Il fut dit aussi dans la Gazette du 29 d'Août, » Qu'un Prince ne devoit jamais envisager de danger par l'idée » juste ou injuste des haines & mécontentemens du Peuple: Que nul Gouverne- » ment ne pouvoit subsister, s'il n'emploïoit les moïens les plus efficaces pour étou- » fer les Séditions dans le Berceau, puisque, si l'on montrait d'abord trop d'in- » dulgence aux Séditieux, ils en abusoient & devenoient bientôt trop formida- » bles pour en avoir besoin ». Le 27 de Juillet on arrêta le S. Robert Nixon, Ministre Non-Conformiste. Il fut conduit dans la Prison de Newgate, & confronté avec un Accusateur, lequel avoit affirmé sous serment que ce Ministre étoit Auteur de quelques-uns des Libelles dont la Cour étoit inquiète, & surtout de celui qu'on avoit affiché aux Portes de la Banque le lendemain de l'accident de Westminster. A l'égard des Emotions Populaires, il y en eut dans plusieurs Provinces ainli qu'à Londres, les Anglois cherchant dans leur haine pour les Irlandois, le prétexte de se soulever: mais par les soins des Magistrats ces émotions n'eurent aucune suite nulle part. Leur véritable cause étoit l'Acte passé cette année dans le Parlement pour supprimer les Cabarets où l'on donnoit à boire

Un Ministre arrêté comme Auteur des Libelles.
27 Juillet.

de l'Eau-de-Vie de Genève, ainsi qu'on le verra bientôt ; & la Cour parut n'en pas douter.

Gouvernement
& Charges don-
nées.
Juillet.

Dans le courant de ce mois de Juillet ; le Gouvernement du Fort de *Tilbury* & de la Ville de *Gravesend*, vacant par la mort du Général *Tulston*, fut donné au Chevalier *Multon Lambert*. La Place de Lord-Lieutenant & Garde des Rôles de la Partie Orientale du Comté d'*Torck*, vacante par la mort du Vicomte d'*Irwin*, fut donnée au Chevalier *Conyers d'Arcy*.

Mort du Lord
Lovelace.
8 Août.

En AOUT ; le 8, mourut à *Rumford* dans le Comté d'*Essex*, le Lord *Nevil de Harley*, Baron de *Lovelace*. Comme il ne laissoit point d'Enfans, son Titre fut éteint par sa mort, & ses Biens passèrent à la Demoiselle *Lovelace* sa Sœur, Fille d'Honneur de la Reine.

Argent pour
Hollande.
15, 25 Août.

Le 15, on enregistra à la *Douane* pour le comte de la *Hollande*, 14 cens Onces d'Or monnoié, & 5 mille 600 Onces d'Argent. Quelques-jours auparavant on avoit déclaré pour le même Païs, 12 cens Onces d'Or & 32. mille Onces d'Argent. Le 25 on déclara encore pour *Hollande* 14 mille Onces d'Or monnoié.

Etablissement
pour les Pauvres
Malades entrecô-
sté.
9 Septembre.

En SEPTEMBRE ; le 9, la Reine signa des Lettres Patentes pour l'Etablissement d'une Charitable Corporation en faveur des Pauvres Malades du Roïaume d'*Ecosse*.

Emeute à Edim-
bourg où le Capi-
taine *Portheous*
fut pendu par le
Peuple.
28 Septembre.

Le 18, il y eut à *Edimbourg* un tumulte horrible, qui se termina par une Action des plus barbares. En voici une Relation du tems. *Il y avoit dans la Prison de la Ville un Capitaine, nommé Portheous, accusé d'avoir fait faire feu sur la Populace dans une Emeute arrivée pendant l'exécution d'un Criminel, où il étoit commandé avec quelques centaines de Soldats, pour maintenir l'ordre. Ce Capitaine avoit été condamné à mort ; mais la Reine avoit envoyé un ordre de suspendre l'exécution. Le Peuple, en étant informé, se porta aux derniers excès ; & le 19 à dix heures du soir, dans le tems que tout étoit tranquille, on entendit une rumeur extraordinaire. La Populace s'attroupa dans les Rues, criant : Vengeance contre PORTHEOUS ! Elle se partagea en plusieurs Troupes, dont la plus considérable alla forcer le Corps de Garde, & y désarma tous les Soldats, menaçant de tuer ceux qui oseroient faire la moindre résistance. Les autres Troupes coururent s'emparer de toutes les Portes de la Ville. Le reste du Peuple alla attaquer la Prison. Les Magistrats s'y transportèrent, accompagnés des Membres du Conseil & de la Bourgeoisie. Ils firent inutilement leurs efforts pour arrêter le désordre. Cette Populace furieuse, loin de respecter la présence de ses Magistrats, leur jeta des pierres, & blessa à coups de crosses de Mousquets les personnes dont ils étoient accompagnés, ainsi que plusieurs des Bourgeois. Elle obligea même les Magistrats à se retirer, par la menace qu'elle fit de tirer ses armes à feu, s'ils ne prenoient au plus tôt le parti de s'éloigner. Les Séditieux mirent ensuite le feu à la porte de la Prison, & y entrèrent par ce moyen. Ils se saisirent avec violence du Capitaine Portheous, le maltraitèrent*
de

de coups, le jetèrent en bas de l'Escalier, & le trainèrent par les Rues, jusques sur le Marché aux Herbes. Ils y forcèrent la Boutique d'un Cordier, & y prirent une Corde, dont ils attachèrent un des bouts au col du Capitaine, & ayant jeté l'autre par dessus la barre ou Enseigne d'un Teinturier, ils le soulevèrent ainsi & le tinrent suspendu jusqu'à ce qu'il fût étouffé. Après avoir assouvi leur vengeance d'une manière si cruelle, ils se retirèrent tous chés eux. La Populace, qui étoit aux Portes & dans les autres endroits de la Ville en fit de même. Dix-sept Persones détenues pour crimes, s'échappèrent de la Prison, pendant qu'elle étoit ouverte. Quelques Prisonniers qui étoient dans le Corps de Garde, se sauvèrent aussi, lorsque la Populace y vint désarmer les Soldats. Le lendemain on renforça la Garnison du Château. Les Gardes de la Maison du Conseil Privé & de différens autres Postes furent aussi considérablement augmentées. Comme ce tumulte avoit été trop considérable, pour qu'on pût en laisser les Auteurs impunis, on arrêta plusieurs Persones soupçonnées d'y avoir eu part. Le Capitaine Porthous, dans les Interrogatoires qu'il avoit subis devant la Cour Criminelle d'Ecosse, avoit déclaré, Qu'il étoit prêt à faire serment que, loin d'avoir ordonné que l'on tirât, il avoit crié au contraire *do not fire* : mais que les Soldats de la Garde, aiant mal entendu, avoient tiré contre son ordre. Comme cette entreprise de la Populace d'Edimbourg étoit un des plus grands affronts que des Sujets pussent faire au Pouvoir Législatif ; & que, pour maintenir l'ordre, il étoit d'une nécessité indispensable, dans un Pais bien policé, de rechercher les Auteurs d'un pareil attentat, & de les punir dans toute la rigueur des Loix, afin d'inspirer de la crainte aux Mal-Intentionnés & de leur faire perdre l'espérance, qu'ils auroient pu concevoir au préjudice de la tranquillité de l'Angleterre, le Conseil, qui se tint le 23 à Kensington, fut d'avis que la Reine fit publier la Proclamation suivante ; ce qui se fit dans les premiers jours du mois suivant.

« CAROLINE, &c. &c. D'autant qu'il nous a été représenté qu'un grand
 » nombre de Persones téméraires & déréglées se sont assemblées le 18 Septembre
 » dans la Ville d'Edimbourg, d'une manière tumultueuse & dissolue, en vio-
 » lant ouvertement la tranquillité publique, au mépris des Loix de ce Roïaume,
 » que ces mêmes Persones, ainsi assemblées, se sont emparées des Armes de la
 » Garde, & l'ont chassée du Corps de Garde où elle étoit postée pour veiller au
 » repos public & à la sûreté des Habitans ; qu'elles se sont aussi emparées des
 » Portes de la Ville, & ont ouvert par force celles de la Prison, après y avoir mis
 » le feu & délivré par ce moyen plusieurs Prisonniers, qui y étoient constitués
 » pour divers crimes ; qu'elles en ont tiré d'une manière très cruelle Jean Por-
 » theous, qui y étoit pareillement enfermé & sous Sentence de mort, mais dont
 » l'exécution avoit été surseïte en vertu des Lettres de répit, que nous lui avions
 » accordées ; & qu'ensuite, elles ont commis un meurtre barbare & inhumain
 » sur la personne dudit Jean Porthous, l'ayant pendu & étranglé jusqu'à ex-

» tinction de vie , sans qu'elles eussent aucun Droit légal ou Autorité pour com-
 » mettre une telle action. Et , comme il est absolument nécessaire que des Persones.
 » impliquées dans ces cruautés & violences inouïes subissent un châtiment promit-
 » & exemplaire ; c'est pourquoy , animés d'une juste indignation & horreur con-
 » tre cette outrageante & detestable pratique , & voulant prévenir qu'on en
 » suive l'exemple , Nous avons jugé à propos , de l'avis du Conseil-Privé de Sa
 » Majesté , de publier cette Proclamation , & Nous ordonnons bien expressément
 » par la Présente , à tous les Magistrats & autres Officiers Civils , quels qu'ils
 » puissent être , comme aussi à tous les autres Sujets de Sa Majesté , de faire les
 » recherches les plus exactes des Persones impliquées dans ledit meurtre barbare
 » & tumultueux , & de ceux qui en sont les Auteurs ou Fauteurs , & de les faire
 » saisir & appréhender au corps , afin qu'ils puissent être punis selon toute la ri-
 » gueur de la Loi. Nous ordonnons en outre à tous les fidèles Sujets de Sa Ma-
 » jesté de faire les plus grands efforts pour découvrir & appréhender lesdits Dé-
 » linquans , Et afin d'encourager tous & un chacun à employer toute leur indus-
 » trie pour une pareille découverte & pour que les Délinquans puissent être remis
 » entre les mains de la Justice , comme aussi pour prévenir dans la suite de telles
 » detestables & abominables pratiques , Nous promettons par la Présente qu'au-
 » cas que quelqu'un de ceux qui pourroient avoir été impliqués dans les offenses
 » ci-dessus mentionnées , découvre , avant le premier Décembre prochain , quel-
 » qu'autre Personne qui soit compable d'une desdites offenses , de sorte qu'elle puisse
 » être arrêtée & convaincue , celui ou ceux des Complices , qui auront fait une
 » pareille découverte , obtiendront leur très gracieux pardon de Sa Majesté. Et
 » pour mieux parvenir à découvrir les Délinquans , Nous promettons par la
 » Présente à ceux qui avant le premier Décembre pourront découvrir quelqu'un
 » des Complices desdites odieuses Offenses , en sorte qu'il puisse être appréhendé &
 » convaincu une récompense de 200 Liv. St. pour chacun des Complices qui
 » pourra être ainsi découvert , appréhendé & convaincu , laquelle somme sera
 » promptement payée par les Commissaires de la Trésorerie de Sa Majesté , sans
 » qu'il soit besoin d'autre ordre pour cela. Nous ordonnons encore à tous les
 » fidèles Sujets de Sa Majesté de faire tous leurs efforts , dans quelque lieu de la
 » Domination de Sa Majesté qu'ils soient , pour découvrir & appréhender de
 » tels Délinquans , sous peine d'encourir la haute disgrâce de Sa Majesté. Fait
 » à Kensington le 4. Octobre 1736. dans la dixième année du Règne de Sa
 » Majesté ».

Ordres envoyés
 aux Magistrats
 d'Edimbourg
 23 Septembre.

Plusieurs Per-
 sonnes arrêtées.

A l'issue du Conseil où cette Proclamation fut arrêtée , on dépêcha
 un Courier à Edimbourg avec ordre aux Magistrats de faire les recherches
 les plus exactes pour découvrir les Auteurs du tumulte , & principalement ceux
 qui s'étoient saisis du Capitaine Porthous , & qui l'avoient traité si cruellement.
 Pendant que ces choses se passaient à Londres , les Magistrats d'Edim-
 bourg firent arrêter 14 Persones , soupçonnées d'avoir eu la principale part
 à la mort du Capitaine : après un examen très sévère , onze d'entr'elles

furent déclarées innocentes , & les trois autres furent envoyées en prison.

Durant le cours de ce mois ; on déclara à la *Donane* pour la *Hollande* deux mille sept cens onces d'Or.

Argent pour
Hollande.
Septembre.

Le Lord *Jaques*, Comte de *Berkelley*, Chevalier de la *Jarretière*, & Vice-Amiral de la *Grande-Bretagne*, mourut en *France*, où il étoit allé pour le rétablissement de sa santé.

Mort du Comte
de Berkeley.
Septembre.

En OCTOBRE ; le 1, le Major *Bernardi* mourut âgé de 82 ans dans la Prison de *Newgate*, dans laquelle il étoit détenu depuis 40 ans, pour avoir été complice d'un dessein formé contre le Roi *Guillaume III*.

Mort du Major
Bernardi.
1. Octobre.

Le 5, il y eut plusieurs Ecrits séditieux attachés aux Portes des Eglises du Faubourg de *Southwark* : mais les Habitans les arrachèrent aussitôt qu'ils les eurent apperçus. Il y eut aussi dans quelques Places publiques des gens qui chantèrent des Balades séditieuses à l'occasion de l'*Acte du Parlement* contre les Liqueurs fortes, lequel devoit incessamment être mis en exécution. On arrêta plusieurs de ces gens-là.

Placards &
Charts séditieux.
5 Octobre.

L'ACTE DU PARLEMENT pour restreindre le trop grand usage du *Genèvre* & des autres *Liqueurs fortes*, devant commencer à s'exécuter le 11, le Peuple les jours précédens s'atroupa dans divers Quartiers de la Ville de *Londres*, & parut partout dans des dispositions peu tranquilles ; mais ce qui s'étoit passé dans les premiers jours d'Août avoit rendu la Cour très attentive au maintien de la tranquillité publique. Par les ordres de la Reine, le Régiment du Brigadier *Churchill* arriva le 8 à *Kensington*. Un autre Régiment avec une Compagnie des Gardes Bleues prit poste le 9 dans le Fauxbourg de *Southwark*. La Bourgeoisie de *Westminster* eut ordre de se tenir prête à monter à cheval au premier commandement. Tous les Régimens des Gardes, à qui l'on avoit ordonné de s'assembler à *Whitcheal* s'y rendirent le 9, & l'on en détacha plusieurs Compagnies, qui furent distribuées en différens endroits de la Ville. Les Gardes des Palais de *Whitcheal*, de *Saint-James*, & de *Somerset* furent doublées. Le 10 au soir on envoya dans le Parc de *Saint-James* les Grenadiers à Cheval & 400 Gardes du Corps. Une partie en fut détachée pour aller faire la Patrouille pendant la nuit dans les Fauxbourgs de *Westminster* & de *Londres*. On envoya aussi un détachement des Gardes à pied au Bureau des Rôles. Moïennant ces précautions, qui certainement n'étoient rien moins qu'inutiles, on prévint les désordres que la Populace n'eut pas manqué de commettre le 11. Ce jour-là conformément à l'*Acte du Parlement*, qu'il s'agissoit de faire exécuter, & qui défendoit à qui que ce fût de vendre aucunes Liqueurs fortes, à moins que d'en avoir obtenu la permission du Gouvernement, en payant 50 Liv. St., toutes les Maisons & les Boutiques, où l'on vendoit en détail du *Genèvre* & d'autres Boissons distillées, furent fermées dès le matin. Il n'y avoit eu jusqu'à ce jour que trois permissions demandées. Les Troupes restèrent sous les armes toute la journée, La veille, le

Acte contre les
Liqueurs fortes
mis en exécution.
11 Octobre.

Peuple qui vit par les mesures que l'on prenoit qu'il ne pourroit exciter aucun tumulte, fit des extravagances très dignes en effet de ceux qui les commirent. C'étoit le dernier jour que l'on pouvoit avoir des Boissons fortes au prix ordinaire. Un très grand nombre de gens du Peuple remplirent les Cabarets toute la foirée, & burent de ces Liqueurs jusqu'à la plus grande ivresse; disant: *Qu'ils aimoient mieux mourir de cette manière que d'être privés du Genèvre.* Pendant la nuit la plupart des rues furent jonchées de gens ivres morts, Hommes & Femmes. Un Homme, qui vendoit de ces Liqueurs en détail se coupa la gorge par désespoir de ne pouvoir pas continuer d'en vendre. Le 11 au matin quand toutes les Boutiques furent fermées, des Femmes, mal déshabillées de la veille, alloient aux Portes de ces Boutiques, fondant en larmes & tendant les mains en priant; *Qu'au moins on leur accordât encore le plaisir de sentir les Cruches, où l'on avoit mis du Genèvre;* ce qu'il falut leur accorder. Enfin ce jour-là même & les suivans la Populace fut dans une consternation inexprimable. Il falloit au *Peuple Romain* du Pain & les Jeux du Cirque. Il faut au *Peuple Anglois* de l'Eau-de-vie. Les Troupes restèrent quelques jours dans *Londres* & dans les environs, pour empêcher que le chagrin de la Populace ne se convertît en fureur. La chose étoit d'autant plus nécessaire, que pendant plusieurs jours on entendit des gens crier publiquement: *No Gin, no Kin* (Point de Genèvre, point de Roi). Plusieurs furent arrêtés & conduits en prison ou dans les Maisons de corrections. Pendant presque tout le reste du mois on fut obligé d'avoir double Garde à *Kensington*, à *Whitehall*, au Palais de *Saint-James*, au Palais de *Sommerfet*; & l'on continua de garder de même le Bureau des Rôles. Le Peuple reçut aussi quelque consolation par l'adresse de plusieurs de ceux qui vendoient des Liqueurs fortes, qui leur en substituèrent une autre, qu'ils nommèrent *Sangré*, laquelle n'étoit autre chose que du vin de *Portugal*, dans lequel ils faisoient infuser diverses sortes d'Epicerie. Comme le débit de cette nouvelle Liqueur n'étoit pas compris dans l'*Acte du Parlement*, qui n'en parloit pas, ceux qui la vendirent n'eurent pas besoin d'acheter la permission prescrite par l'*Acte*.

Charge donnée.
Octobre.

Dans le courant de ce mois; la place d'Ecuier de la *Reine*, vacante par la démission du *S. Jean Harvey*, fut donnée au Lord *Jean Sackville*, second Fils du Duc de *Dorset*.

Argent pour
Hollande.
Octobre.

On déclara à la *Donation* pour la *Hollande* 4 mille 100 Onces d'Argent; 500 d'Or monnoyé & 2 mille 7 Onces d'Or non monnoyé.

Nouveau Pair
d'Ecosse pour le
Parlement.

2 Novembre.

En NOVEMBRE; dans l'Assemblée des *Pairs d'Ecosse*, qui se tint à *Edimbourg* le 2, le Comte de *Brodalbin*, Chevalier de l'Ordre du *Bain*, Lord-Lieutenant de la Province de *Perth*, Membre du *Parlement* pour *Saltsburgh*, & précédemment Ambassadeur en *Danemarck*, fut unanimement élu pour

être, à la place du feu Comte de *Balcarras*, l'un des seize *Pairs d'Ecosse* aiant Séance au *Parlement de la Grande-Bretagne*.

Pendant ce mois, on afficha fréquemment des Libelles Séditieux dans tous les Quartiers de *Londres*. Libelles séditieux.
Novembre.

En DECEMBRE; le 1, le S. *Grove*, Lieutenant Général des Armées du Roi, Gouverneur des Villes & Château de *Darmouth*, & Colonel d'un Régiment d'Infanterie sur l'Etablissement d'*Angleterre*, mourut à *Londres* dans un âge très avancé. Mort du Lieu-
tenant Général
Grove.
1 Décembre.

Le 17, un Vaisseau revenant de *La Havane* mouilla dans le Port de *Portsmouth*; & l'on apprit par son Equipage que les Vaisseaux *La Rose de Fortune* & le *Masson-Libre*, aiant été surpris en contrebande par les *Espagnols*, un Vaisseau de guerre du *Roi d'Espagne* les avoit conduits à *La Havane*, où l'on les avoit déclarés de bonne prise. Vaisseau venant
de la Havane.
17 Décembre.

Le 18, on jugea le Procès du S. *Nixon* Ministre Non-Conformiste, accusé d'avoir fait imprimer les Libelles séditieux & scandaleux, dispersés le 21 de Juillet dans la Halle de *Westminster*. Il fut déclaré coupable: mais on remit au terme suivant à lui prononcer sa Sentence. Jugement du S.
Nixon.
18 Décembre.

Le 28, le Lord-Maire & les Aldermans de la Ville de *Londres* se rendirent en corps au Palais de *Saint-James*, & présentèrent au Prince de *Galles* des Lettres de Bourgeoisie enfermées dans une Boîte d'Or. Le Lord-Maire l'ayant supplié de les accepter & de permettre au Commun Conseil de profiter de cette occasion pour l'assurer de ses respects, ce PRINCE répondit: Qu'il recevoit les Lettres qu'on lui présentait, comme une nouvelle marque de l'affection du Commun Conseil: Qu'il étoit très sensible à l'attachement de ceux qui composoient ce corps: Qu'il tâcheroit en tout tems de mériter les sentimens que les Habitans de *Londres* avoient pour lui, par le soin qu'il prendroit de leur donner des preuves de son zèle pour la liberté de la Patrie; & qu'il feroit toujours des vœux sincères pour l'avantage de leur Commerce. Lettres de Bour-
geoisie de Lon-
dres présentées au
Prince de Galles.
28 Decembre.

II. En JANVIER, les Commissaires de l'Amirauté ordonnèrent de réformer incessamment 6 mille 500 Matelots, & de réduire les Equipages de 13 Vaisseaux de guerre, pour les mettre sur le pied de Gardes-Côtes. Dix étoient à *Portsmouth* & trois à *Plymouth*. En FEVRIER, ils ordonnèrent de congédier les Equipages de 12 autres Vaisseaux de guerre des Ports de *Chatham*, de *Plymouth* & de *Portsmouth*. Le 1 d'AVRIL, 7 Vaisseaux de guerre de l'Escadre, que l'Amiral *Norris* commandoit dans le *Tage*, revinrent aux *Dunes* sous les ordres de l'Amiral *Haddock*. Quelques jours après, il y eut ordre de les désarmer. En JUIN, un Vaisseau de guerre arriva le 22 de *La Jamaïque* à *Spishead*, rapportant une grande quantité d'Or pour le compte de plusieurs Negocians de *Londres*. En JUILLET; 7 autres Vaisseaux de l'Escadre de l'Amiral *Norris*, arrivèrent le 17 à *Plymouth* commandés par l'Amiral *Balchen*. Dans le même mois les Com- II.
M A R I N E.
Réforme de
Matelots; & Vais-
seaux mis en Gar-
des-Côtes.
Janvier.
Autres Matelots
réformés.
Février.
Vaisseaux reven-
nus de Portugal.
1 Avril.
Vaisseaux reven-
nus de la Jamaï-
que.
22 Juin.
Autres Vaisseaux
revenus de Portu-
gal.
17 Juillet.

Fregates à 32. *maîtres de l'Amirauté* approuvèrent le projet de construire quelques Frégates légères d'une nouvelle invention. Elles devoient avoir 20 ou 30 Rames, & 16 ou 20 Pièces de Canon. On les destinoit pour aller veiller à la sûreté du Commerce dans les Mers d'*Amérique* où les Vaisseaux de guerre ordinaires devenoient souvent inutiles en bien des endroits. En SEPTEMBRE les *Commissaires de l'Amirauté* firent partir deux Vaisseaux de guerre pour aller croiser dans la *Méditerranée* sur les Côtes d'*Afrique*. Ils mandèrent en même tems à l'Amiral *Norris* d'y faire aller aussi deux Vaisseaux de son Escadre. Avant la fin de ce mois, ils ordonnèrent que l'on envoiât à cet Amiral des Provisions pour quatre mois ; & les Directeurs du Bureau des Vivres prirent en conséquence à leur service 5 Bâtimens de transport, sur lesquels ils firent embarquer onze cens Ton-
neaux de Farine & plusieurs fortes de Munitions. Les ordres furent aussi donnés à quatre Vaisseaux de Guerre d'aller croiser dans les Mers des *Indes - Occidentales*. Dans ce même mois un Vaisseau de Guerre revint de *La Jamaïque* à *Spithead* chargé d'une grande quantité d'Argent pour les Négocians de *Londres*. Le Roi avoit alors 299 Bâtimens en état de servir, que l'on estimoit 2 millions, 591 mille, 337 Livres Sterling. Ils consistoient en 124 Vaisseaux de Ligne, 55 du cinquième & du sixième rang ; & 30 tant Galioles à Bombes que Brulots, Sloops &c. Dans les premiers jours de NOVEMBRE, les *Seigneurs de l'Amirauté* ordonnèrent à deux Vaisseaux de Guerre de se tenir prêts à mettre incessamment à la voile pour aller aux *Grande-Indes* protéger le Commerce contre les entreprises du Pirate *Angria*. Le 24 de DECEMBRE ; les *Seigneurs de l'Amirauté* s'assemblèrent pour entendre les Commissaires de la Flote au sujet des Vaisseaux de Guerre employés dans des Quartiers éloignés. Après les avoir ouïs, ils résolurent d'en rappeler plusieurs & d'en faire équiper d'autres pour les remplacer.

III. Le 17 d'AVRIL, la BANQUE continua, dans son Assemblée générale, le S. *Bryan Benson* pour Gouverneur, & le S. *Thomas Cooke* pour Député-Gouverneur. Le lendemain elle fit la nomination de ses 24 Directeurs pour l'année, parmi lesquels il y en eut 8 de nouveaux. Dans une autre Assemblée du 26 de Septembre il fut résolu que le Dividende pour les 6 mois échus seroit de 2 & 3 quarts pour cent, payables au 24 d'Octobre.

Le 12 de MARS, la COMPAGNIE DE RUSSIE tint son Assemblée générale pour l'Election de ses Officiers. Le S. *Samuel Holden* fut unanimement continué Gouverneur. Les autres Officiers furent aussi continués pour cette année.

Dans une Assemblée générale de la COMPAGNIE DE TURQUIE du 23 de FEVRIER, le Comte *Delaware* fut élu Gouverneur, à la place du Duc de *Chandos*, qui s'étoit démis de ce poste.

Dans un Conseil qui se tint le 12 de JANVIER, il fut résolu d'avoir égard aux Représentations de la COMPAGNIE DES INDES-ORIENTALES, qui s'étoit plaint de ce qu'au préjudice de son Commerce & contre ses Privilèges, plusieurs Négocians faisoient venir en fraude pour leur compte des Marchandises des INDES. On arrêta là-dessus, qu'on publieroit une Proclamation du Roi, laquelle défendrait aux Sujets de la Grande-Bretagne & d'Irlande de faire aucun Commerce contraire aux Libertés & Privilèges, accordés à la Compagnie établie en Angleterre, pour le Commerce aux Indes-Orientales; de s'intéresser, contre la teneur des Loix du Royaume dans aucune Compagnie étrangère ou Société faisant le même Commerce; à l'égard de toutes Persones, quelles qu'elles fussent, allant aux Indes, ou bien en revenant, & de tous Marchands établis dans le Pais, ou bien y faisant ou voulant y faire quelque Commerce contraire aux Privilèges de ladite Compagnie, leur enjoignant très expressément de s'en abstenir, de cesser d'y prendre intérêt, ou de s'y employer, & de revenir chacun en Angleterre; leur défendant pareillement de souscrire, contribuer, encourager, ou coopérer par rapport à la réussite d'aucune Association étrangère actuellement établie, ou pouvant l'être à l'avenir pour commercer aux Indes-Orientales; à peine aux Contrevenans d'être punis dans toute la rigueur des Loix, comme des réfractaires à l'Acte publié sur ce sujet la neuvième année du Roi GEORGE I. Cette Proclamation fut publiée quelques jours après. Dans une Assemblée que la Compagnie tint avant la fin de ce mois il fut résolu, Que l'on présenteroit aux prochaines Séances du Parlement une Requête pour demander l'abolition ou du moins la diminution de la Taxe sur le Thé, comme étant l'unique moyen d'empêcher l'importation clandestine de cette marchandise dans le Royaume, laquelle causoit un préjudice notable non seulement à la Compagnie, mais encore aux Revenus du Roi. Le 4 de FEVRIER, la Compagnie fit enregistrer à la Douane 277 mille Onces d'Argent en Espèces, & 99 mille Onces d'Or en Lingots pour envoyer aux Indes-Orientales. Le 23, il se tint une Assemblée, dans laquelle les Actionnaires rejetèrent deux Propositions qui furent faites; l'une de réduire l'Intérêt des Obligations de la Compagnie à trois pour cent; l'autre, d'accepter les offres que le S. Naish avoit faites trois ans auparavant. En MARS; la Compagnie déclara le 15 à la Douane 158 mille 409 Onces d'Argent monnoyé, pour envoyer aux Indes-Orientales. Le 14, les Directeurs assemblés résolurent, Que l'Intérêt des Obligations seroit réduit à trois pour cent; & que l'on convoquerait une Assemblée générale pour y faire approuver cette délibération. Mais les jours suivans, après une mure délibération ils renvoyèrent cette affaire à plus ample examen. Ce qui leur fit prendre ce parti, c'est que leur première résolution avoit fait tomber les Obligations considérablement sur la Place. Le 19 d'AVRIL, l'Assemblée générale nomma les 24 Directeurs pour cette année. Il n'y en eut que 6 ou 7 de nouveaux. Dans ce mois, on apprit par les Equipages de quelques Vaisseaux nouvellement reven-

Comp. des Indes
Orientales.
Son Privilège
exclusif confirmé.
12 Janvier.

Résolution au
sujet du Thé.
Janvier.

Argent pour les
Indes.
4. Février.

Résolution au
sujet des Obliga-
tions & du S.
Naish.
13. Février.

Argent pour les
Indes.
13 Mars.

Résolution des
Directeurs au su-
jet des Obliga-
tions.
14. Mars, &c.

Election des
Directeurs.
19 Avril.

A N N E E M D C C X X V I.

III
BANQUET
COMPAGNIE DE
COMMERCE.

Comp. des Indes
Orientales.

Vaisseau pris par
le Forban Angria.
Octobre 1795.

La Compagnie
prend un Vaisseau
de Guerre à son
service, pour en-
voyer contre le
Pirate Angria.
Septembre.

Intérêt des O-
bligations réduit.
2, 5 Octobre.

Comp. du Sud.
Résolutions au
sujet des Olli-
gations, & du S.
Wolley, Facteur.
Janvier.

Dividende; Af-
faire du S. Wolley.
7 Février.

nus des Indes, que dans le mois d'Octobre de l'année précédente, le Forban *Angria* avec 20 Barques armées de 80 Hommes, avoit attaqué l'un des Vaisseaux de la Compagnie, lequel étoit de 36 Canons, de 96 Hommes d'Equipages, & du port de 480 Tonneaux. Il étoit parti de *Bombay* pour aller à *Canton*. Après un combat très vif de plus de cinq heures, le Capitaine Anglois aiant plus de 60 Hommes tués, voyant tous ses mâts abbatus, & manquant de poudre, fut obligé de se rendre à discretion. Le Forban conduisit sa prise dans une Ile dont il étoit Maître. On estimoit la charge de ce Vaisseau 15 à 20 mille Livres Sterling. Ce que d'autres Vaisseaux revenus en A O U T, rapportèrent des ravages du Pirate *Angria*, déterminèrent la Compagnie à s'adresser aux Commissaires de l'Amirauté pour en obtenir un Vaisseau de Guerre, qu'elle pût envoyer protéger son Commerce aux Indes-Orientales; & de leur consentement, dans les premiers jours de SEPTEMBRE, elle prit à son service le *Wilmington* commandé par le Capitaine *Masse*, lequel eut ordre de se mettre en état de partir incessamment pour *Bombay*, afin d'y rester un an en qualité de Commandant des Forces Navales de la Compagnie. Il avoit ordre de se joindre immédiatement après son arrivée aux Vaisseaux qu'il trouveroit à *Bombay*, pour aller avec eux attaquer le Forban dans son propre Fort. On pourvut ce Vaisseau de Matelots choisis & d'armes à feu pour six cens Hommes. On lui donna de plus 60 Soldats. La Compagnie promit à ceux qui reviendroient Invalides de cette Expédition 40 Liv. St.; & 100 Liv. St. aux Veuves & aux Héritiers de ceux qui y seroient tués. En OCTOBRE, il y eut le 2 une Assemblée générale, à laquelle les Directeurs proposèrent la réduction projetée de l'Intérêt des Obligations. Les débats à ce sujet furent si vifs & si longs que l'on fut obligé de s'ajourner au 5, que l'on reprit la délibération, & qu'après de nouveaux débats on résolut enfin, Que l'Intérêt des Obligations de la Compagnie seroit réduit à 3 pour cent.

Dans les premiers jours de JANVIER, il se tint une Assemblée générale des Intéressés de la COMPAGNIE DE LA MER DU SUD, dans laquelle il fut résolu, Que l'on acquitteroit la moitié des Obligations contractées par la Compagnie; & que, s'il étoit besoin dans la suite de faire quelque nouvel Emprunt, on donneroit aux Directeurs les pouvoirs nécessaires pour assurer le paiement des Persones qui fourniroient de l'Argent. Il fut ensuite proposée de lire un Mémoire présenté contre le S. Wolley, Facteur de la Compagnie à Panama & à Porto-Bello, que l'on accusoit d'avoir commis plusieurs malversations dans son Emploi; mais il fut décidé, Que, comme la Compagnie avoit fait écrire à ce Facteur au sujet des Griefs allégués dans le Mémoire, il étoit à propos d'attendre sa réponse pour juger avec plus de certitude, s'il y avoit quelque fondement aux Accusations intentées contre lui. Le 7 de FEVRIER, il y eut une autre Assemblée générale dans laquelle on régla que le Dividende pour les

6 mois échus à Noel, seroit d'un & demi pour cent. Il fut ensuite proposé, de suspendre le S. Wolley de l'exercice de son Emploi de Facteur : mais il y eut là-dessus de si grands débats, qu'on ne pût convenir de rien & que l'on fût obligé d'ordonner que la Proposition seroit examinée dans une autre Assemblée. Le 22, le Roi fut élu Gouverneur, le S. Pierre Burrel Sous-Gouverneur, & le S. Jean Brifson Député-Gouverneur. Le 9 d'AVRIL, on examina dans l'Assemblée générale les Réponses du S. Wolley aux accusations intentées contre lui. Comme on les trouva peu satisfaisantes, il fut décidé de le rappeler. Dans une Assemblée générale, qui se tint le 1 d'AOUT, un des Intéressés dit entre autres choses, qu'ayant appris qu'on avoit fait quelques propositions à la Compagnie pour prendre à ferme l'envoi des Nègres à la Nouvelle Espagne, il étoit d'avis qu'on délibérât là-dessus, & qu'il ne doutoit pas que les Directeurs ne prissent à cœur les véritables intérêts de la Compagnie. Le Sous-Gouverneur répondit qu'il étoit vrai qu'on avoit fait à ce sujet diverses propositions, mais que la dernière n'ayant été faite que depuis deux jours, on n'avoit pas eu le tems de l'examiner & d'en faire rapport à la Compagnie. Là-dessus un autre Intéressé repliqua, Que la Compagnie n'ayant pas accepté l'offre faite, il y avoit trois ans, de prendre à ferme cet envoi des Nègres, elle avoit manqué de gagner par ce moyen 6 mille Liv. St. par an; pendant qu'on avoit entrepris diverses autres affaires, dont le succès n'avoit pas rempli l'attente des Intéressés; & que, suivant le calcul qu'un particulier en avoit fait, la Compagnie pouvoit vendre tous les ans 200 Nègres à La Vera-Cruz; & que cependant il paroissoit par les comtes du S. Hayes Facteur de la Compagnie, qu'on n'en avoit vendu que 70 en 20 mois; ce qui faisoit une grande différence. Il conclut, de se rassembler dans quelques semaines, afin que les Directeurs eussent le tems de délibérer sur les propositions en question, & qu'ils pussent ensuite en faire leur rapport. Sur quoi l'on résolut unanimement, Que la Compagnie se rassembleroit dans trois semaines. On esperoit qu'avant ce tems-là on auroit réponse du S. Keene, Ministre en Espagne, concernant le Contrat de l'Assiente, dont l'inexécution caufoit un grand dommage à la Compagnie. On résolut aussi, Que le Dividende pour les six premiers mois de cette année seroit d'un & demi pour cent. L'Assemblée indiquée le 1, se tint le 22, & les Directeurs aiant fait leur rapport touchant les Propositions faites par quelques Particuliers de prendre à ferme la traite des Nègres dans la Nouvelle-Espagne; il fut résolu, que la Compagnie autoriseroit ses Officiers à passer les Actes nécessaires pour cet effet, & pour l'exécution des autres Propositions que l'on pourroit faire à la Compagnie sur ce sujet pendant les mois de Septembre & d'Octobre suivans, & qu'ils jugeroient lui pouvoir être utiles. Le 28 de DECEMBRE, il se tint encore une Assemblée générale, dans laquelle il fut unanimement résolu, d'aquiter pour la valeur de 150 mille Liv. St. d'Obligations de la Compagnie, & de réduire de 3 & demi à 3 pour cent l'Intérêt des Obligations, qui resteroient encore & qui montoient à 200

Officiers élus.
22 Février.
Affaire du S.
Wolley.
9 Avril.

Délibération au
sujet de la Traite
des Nègres dans la
Nouvelle - Espa-
gne.
1 Août.

Dividende.
3 Août.

Résolution au
sujet de la Traite
des Nègres.
22 d'Août.

Remboursement
d'Obligations ;
Traite des Nègres ;
Vaisseau de l'As-
siente.
28 Decembre.

VII.
BANQUE ET
COMPAGNIES DE
COMMERCE.
Comp. du Sud

A N N É E M D C C X X X V I.

mille Liv. St. ; à commencer le 25 de Mars suivant. Après quoi le Sous-Gouverneur dit aux Intéressés, *Que les Directeurs avoient reçu les Propositions faites par diverses Persones pour affermer le Commerce des Nègres: mais que le Chevalier Filtz - Gerald, Agent d'Espagne aiant fait enregistrer une Protestation contre tout ce qui se feroit à cet égard, il ne leur avoit pas été possible de passer aucun Contrat avec qui que ce fût sur cette affaire.* On fit ensuite part à l'Assemblée des demandes que la Cour d'Espagne faisoit sur ce qu'elle prétendoit qu'on lui devoit accorder, avant qu'elle envoiât la Cédule pour le départ du Vaisseau de l'Assiente. On délibéra quelque tems là-dessus: mais sur ce qu'il fut représenté, *Que quand même la Compagnie aquiesceroit aux demandes de la Cour d'Espagne, le Vaisseau ne pourroit être prêt ni arriver à tems pour la Foire de Porto - Bello, l'on résolut, de renvoyer cette Affaire; & de présenter, en attendant, une Adresse au Roi pour le prier de lever les difficultés, par lesquelles le Commerce de la Compagnie étoit interrompue.*

IV.
COLONIES.
Défense de four-
nir des Munitions
de guerre aux Es-
pagnols de Saint-
Augustin.
Juin.

IV. AU commencement de JUIN, il y eut une Proclamation publiée à la NOUVELLE-YORCK, par laquelle le Gouverneur défendoit aux Habitans de cette Province, *de fournir aucunes Provisions ou Munitions de Guerre aux Espagnols de SAINT-AUGUSTIN.* Cette Proclamation fut faite sur le bruit qui s'étoit répandu que ces *Espagnols* se préparoient à faire une invasion dans la *Nouvelle-Georgie*.

La Jamaïque.
Le Gouverneur
demande de nou-
veaux secours
contre les Nègres
rebelles.
Février.

On a vu l'année dernière les précautions que la Révolte des *Nègres* de LA JAMAÏQUE avoit obligé de prendre. Cette Révolte continua toute cette année, & l'on reçut au mois de FEVRIER de celle-ci des Lettres du Gouverneur, par lesquelles il sollicitoit la Cour d'envoier encore six Compagnies indépendantes, pour le mettre en état de rétablir le calme dans l'Île en soumettant les Rebelles, qui recommençoient à se mettre en Campagne. Mais sur les nouvelles que l'on reçut depuis que les *Nègres* étoient tranquilles, & qu'ils offroient même de retourner chés leurs Maîtres à certaines conditions; il y eut au mois de JUILLET des ordres expédiés pour faire revenir trois des six Compagnies que l'on avoit envoyées l'année précédente.

Nouvelle Georgie.
Traité avec les
Espagnols.
Mai.

Le Chevalier *Oglethorpe*, parti l'année précédente pour retourner à la NOUVELLE-GEORGIE, fit au mois de MAI de celle-ci la visite de la Frontière Méridionale de cette Province; & revint à *Savannah*, après avoir à l'amiable terminé quelques différens que la Colonie avoit avec les *Espagnols* de *Saint-Augustin*. Quelque tems après il forma le dessein de bâtir deux nouveaux Forts, chacun de quatre Bastions. Dès que le Gouvernement en eût la nouvelle en Angleterre, au mois de DECEMBRE, on résolut d'envoier l'année suivante à *La Caroline*, & dans la nouvelle Colonie quatre Compagnies indépendantes, dont deux seroient mises en garnison dans les nouveaux Forts.

Nouveaux Forts.
Troupes desti-
nées pour cette
Colonie & pour la
Caroline.
Decembre.

V. APRES différentes Prorogations le *Parlement* se rassembla le 26 de Janvier; & le *Roi* fit l'ouverture de cette Séance par le Discours que voici.

MILORDS ET MESSIEURS,

Discours du Roi.

Je suis persuadé que le tour favorable, que les Affaires de l'Europe ont pris si manifestement, depuis la fin de la dernière Séance du Parlement, ne peut que vous donner, ainsi qu'à moi, la plus grande satisfaction. Je vous appris alors qu'un Plan de Pacification que j'avois dressé de concert avec les Etats-Généraux des Provinces-Unies n'avoit pas empêché que les Puissances engagées dans la Guerre, auxquelles on l'avoit proposé, n'entraissent en Campagne. Les Armées s'étant mises en mouvement, la Guerre fut poussée en quelques endroits d'une manière à donner de justes craintes qu'elle ne devînt enfin générale, par l'absolue nécessité de conserver cette balance du pouvoir si nécessaire, & d'où dépendent le Commerce & la sûreté des Puissances Maritimes. Cette considération me fit réitérer, conjointement avec les Etats-Généraux, mes plus pressantes instances auprès des Puissances qui se faisoient la Guerre, afin de les engager à convenir d'un Armistice, pour entrer dans une Négociation qui pût se terminer par une Paix générale sur la base du plan que nous leur avions proposé. Pendant que les Affaires étoient dans cet état de délibération, l'ardeur & la fureur de la guerre se sont rallenties. L'Empereur & la France en conséquence des assurances réitérées, qu'ils ont données de leur sincère disposition à mettre fin à cette Guerre par une Paix honorable & solide, sont convenus de certains Articles Préliminaires qui répondent à cette fin si désirable. Toutes les Puissances engagées dans la Guerre ont depuis agréé l'Armistice; & les Puissances Contractantes, par égard aux bons Offices que moi & les Etats Généraux avions employés, nous ont communiqué par leurs Ministres les Préliminaires, en desfrant notre concours pour effectuer une Pacification générale aux conditions stipulées dans ces Articles. Comme après un mûr examen, il a paru que les Articles ne différaient point essentiellement du Plan que moi & les Etats-Généraux avions proposé, ne contenoient rien de préjudiciable à l'Equilibre de l'Europe, ni qui fût contraire aux Droits de nos Sujets & de ceux des Etats-Généraux, nous avons cru devoir, selon que nous nous le sommes toujours proposé, contribuer, autant qu'il dépendroit de nous, à l'ouvrage d'une Pacification générale, & déclarer, conjointement avec les Etats-Généraux, aux Cours de Vienne & de France que nous approuvons ces Préliminaires, & que nous sommes prêts à concourir au Traité, qui doit les perfectionner. Ces Préliminaires ont été communiqués aux Rois d'Espagne & de Sardaigne; &, quoi qu'on n'ait pas encore reçu de ces Princes une déclaration en forme de leurs Résolutions finales, il y a tout lieu d'espérer que l'amour de la Paix, leurs dispositions avouées de mettre fin aux Troubles de l'Europe, & l'entremise des Amis communs, les engageront à con-

Bbbb ij

sentir à ce dont on est convenu , pourvu qu'on leur donne une sûreté raisonnable par rapport à la paisible Possession & Jouissance des Païs qui leur sont destinés. Dans ces circonstances, je n'ai rien eu de plus pressé que de soulager les fardeaux de mon Peuple , autant que la prudence, dans l'état présent des Affaires, le pourroit permettre. C'est dans cette vue que j'ai donné mes ordres pour qu'on fît une réduction considérable de mes Forces tant par Mer que par Terre. Si l'influence de la Couronne de la Grande-Bretagne , & la considération que l'on a pour elle ont eu quelque part à calmer les troubles présents de l'Europe, ou qu'elles puissent en prévenir de nouveaux, je suis persuadé que vous conviendrez qu'il sera nécessaire de continuer quelques dépenses extraordinaires, jusqu'à ce qu'il y ait une plus parfaite reconciliation entre les différentes Puissances de l'Europe.

MESSEIERS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES,

J'ai donné les ordres convenables afin qu'on vous remît les Etats pour le service de l'année courante , & je ne fais point de doute que mon desir de réduire les dépenses publiques , autant qu'il est possible, ne trouve toujours en vous les mêmes dispositions à m'accorder avec plaisir & d'une voix unanime les Subsidés nécessaires.

MILORDS ET MESSIEURS,

J'espère que cette agréable apparence de Paix au dehors contribuera beaucoup à maintenir la paix & la bonne harmonie au dedans. Puissé l'exemple de la douceur & de la modération, qui viennent de calmer avec tant de bonheur les esprits des Princes, qui se faisoient la guerre, vous porter à bannir d'entre vous toute discorde & dissension. Ceux qui souhaitent véritablement la Paix , & la prospérité de leur Patrie ne pourront jamais avoir une occasion plus favorable, que celle qui s'offre présentement, de se distinguer, soit en marquant leur satisfaction des progrès qu'on a déjà faits pour rétablir la tranquillité publique, soit en avançant ce qui peut encore être nécessaire pour l'amener à sa perfection.

L'Adresse des
Seigneurs.
27 Janvier.

Réponse du Roi.

Les Seigneurs présentèrent le lendemain au Roi leur Adresse, dans laquelle ils l'assuroient, Que ses soins pour prévenir les inconvéniens, qui pouvoient empêcher ses Sujets de jouir des avantages de la Paix, & ses efforts pour rétablir la tranquillité de l'Europe, leur inspiroient la plus vive reconnaissance. Ils le supplioient en même tems, d'être persuadé qu'ils seroient toujours disposés à concourir avec zèle à toutes les mesures que Sa Majesté jugeroit à propos de prendre pour l'honneur & la sûreté de la Nation. Ils finissoient par le remercier des ordres qu'il avoit donnés pour la réduction des Troupes de Terre & de Mer. Le Roi répondit; Qu'il leur rendoit grâces de cette Adresse remplie des marques de leur affection pour sa Personne: Quo

rien ne lui pouvoit donner un plaisir plus sensible que la satisfaction qu'ils faisoient paroître des soins qu'il s'étoit donnés pour le repos de l'Europe, & de sa sollicitude pour les intérêts & la tranquillité de ses Sujets : Que, comme il avoit fait fonds avec la plus grande confiance sur leur secours pour l'aider à parvenir à ces deux importantes fins, ils pouvoient comier qu'il continueroit de prendre les mesures les plus convenables pour avancer & pour assurer la tranquillité, le Commerce & le bonheur de la Nation. Les Communes dans leur Adresse, qu'elles présentèrent le 28, tinrent le même langage que les Seigneurs ; & le Roi leur répondit : Qu'il les remercioit de leur respectueuse Adresse : Qu'il étoit très satisfait que ses efforts pour rétablir la tranquillité publique eussent leur approbation ; & qu'elles pouvoient être assurées qu'à l'avenir tous ses soins seroient employés à rendre la Paix de l'Europe parfaite & durable, ainsi qu'à les rendre un Peuple heureux & florissant.

Adresses des
Communes.
28 Janvier.
Réponse du Roi.

Le 30, les Communes, ayant délibéré sur la Harangue du Roi, résolurent d'accorder un Subside, & cette Résolution fut confirmée le 1 de Février. Le 6 de ce même mois, elles résolurent en grand Committé, Que le nombre des Matelots pour le service de l'année courante seroit de 15 mille, à raison de 4 Liv. St. par mois pour chaque Matelot, y compris l'Artillerie pour le service de Mer, en comptant 13 mois pour l'année. Le 8, elles résolurent de même en grand Committé, Que le nombre effectif des Troupes pour les Gardes & Garnisons de la Grande-Bretagne & des Iles de Jersey & de Guernsey, seroit de 17 mille 704 Hommes, y compris 18 cens 15 Invalides & 555 Hommes distribués en 6 Compagnies pour la garde des Montagnes d'Ecosse, avec les Officiers en Commission ; & que l'on accorderoit pour l'entretien de ces Troupes 649 mille 270 Liv. St., 2 Sh. ; pour celui des Garnisons de Gibraltar, & de l'Ile de Minorque, & les Provisions d'Annapolis-Roiale & de Plaisance, 216 mille, 228 Liv. St., 11 D. ; & pour les dépenses auxquelles le Parlement n'avoit pas pourvu, 7 mille 144 Livres Sterling, 1 Shilling, 11 Deniers. Lorsque ces Résolutions furent rapportées le lendemain, pour être confirmées, quelques Membres proposèrent, Que l'on présentât une Adresse au Roi, pour lui témoigner que la Chambre, en consentant avec autant de zèle que de promptitude à fournir les Subsidés nécessaires dans la conjoncture présente, s'étoit efforcée de marquer la reconnaissance qu'elle avoit des ordres donnés par Sa Majesté pour la diminution des Troupes : Qu'elle espéroit qu'aussitôt qu'il y auroit une plus parfaite reconciliation entre les Puissances de l'Europe, le Roi se détermineroit à diminuer encore plus considérablement les Forces de Terre & de Mer de la Grande-Bretagne ; & qu'elle ne doutoit point que, si dans la suite on étoit obligé de lever de nouvelles Troupes, Sa Majesté ne prît des mesures pour qu'elles ne fussent à charge à la Nation que le moins qu'il seroit possible. Cette Proposition excita de grands débats ; & la Négative l'emporta de 205 voix contre 139. Le 14, la Chambre en grand Committé résolut d'accorder au Roi 79 mille, 760

Subsidés ac-
cords.
30 Janvier, 1
Février.
Nombre des
Matelots.
6 Février.

Troupes de Ter-
re ; Garnisons de
Gibraltar, &c. ;
Provisions d'An-
napolis Roiale
&c. ; Dépenses
non prévues.
8 Février.

Adresse au sujet
des Troupes, pro-
posée & rejetée.
3 Février.

Artillerie de
Terre.
14 Février.

V.
SÉC. SEANCE
DU SÉC. PARLE-
MENT.

A N N E E M D C C X X X V I.

Liv. St., 3 Sh., 3 D. pour la dépense du Bureau de l'Artillerie pendant l'année courante; & 4 mille 590 Liv. St., 13 Sh., 8 D. pour les Dépenses extraordinaires de ce Bureau pendant l'année précédente, auxquelles le Parlement n'avoit pas pourvu. Le 22, elle résolut d'accorder 217 mille, 269 Liv. St., 4 Sh., 10 D. pour l'ordinaire de la Marine pendant l'année 1736, y compris les Officiers de Mer à la demi-paie; 10 mille Liv. St. pour l'Hôpital de Greenwich; & pour les Pensionnaires externes de celui de Chelsea, 24 mille, 518 Liv. St. 10 Shellings. Le 7 de Mars, elle résolut, Que l'on accorderoit au Roi 56 mille 250 Liv. St. pour le Subside payable au Roi de Danemarck pour l'année 1736; 46 mille, 780 Liv. St., 18 Sh. pour les Officiers réformés de Terre & de Mer, pendant la même année; 3 mille 828 Liv. St. pour les Pensions des Veuves d'Officiers réformés, morts sur l'établissement de la demi-paie, lesquelles avoient été mariées avant le 25 de Décembre 1716; 21 mille 90 Liv. St., 9 Sh., 8 D. pour faire bon les Non-valeurs de l'année précédente. Le 6 d'Avril, les Communes résolurent encore en grand Committé, Que l'on accorderoit au Roi 22 mille 944 Liv. St., 14 Sh. pour les Non-valeurs du Fonds Général ou des Revenus provenans des diverses impositions; 24 mille 500 Liv. St., 2 Sh., 7 D. pour faire bon les Non-valeurs du Fonds d'Amortissement; une pareille somme pour paier les Intérêts de l'Emprunt fait sur les Revenus du Sel en 1734; 10 mille Liv. St. à la Compagnie d'Afrique; pareille somme pour la Colonie de la Nouvelle-Georgie; 30 mille 167 Liv. St. pour la réparation des Vaisseaux de Guerre; 11 mille 485 Liv. St. 4 Sh., 5 D. au S. Humphrey Bell pour le dédommager de diverses dépenses qu'il avoit faites par ordre de la CHAMBRE. Les Sommes accordées cette année montoient ensemble à 2 millions 753 mille, 82 Livres Sterling, 16 Shellings, 1 Denier.

Le 13 de Fevrier, la Chambre délibérant en grand Committé sur les moïens de lever le Subside, il fut proposé, Que les sommes nécessaires pour l'année courante fussent levées avant le 5 d'Avril; ce qui causa de grands débats & fut rejeté. L'on résolut ensuite, Que les Droits sur le Malt, le Mum, le Cidre & le Poirée seroient continués jusqu'au 5 de Juillet 1737. Le 9 de Mars il fut résolu, Que le Roi auroit pouvoir d'emprunter 600 mille Liv. St., d'en paier l'Intérêt à 3 pour cent sur les Revenus du Fonds d'Amortissemens; & que la Taxe sur les Terres, Charges, Pensions, &c. seroit pour cette année de 2 Shellings par Livre Sterling. Le 11 de Mai la Chambre aiant repris en grand Committé ses délibérations sur les moïens de lever le Subside, résolut, Que l'on continueroit de percevoir depuis 1742 jusqu'en 1746 les Droits additionels établis sur le Papier Timbré, pour lever la somme de 11 mille 485 Liv. St., 4 Sh., 5 D. accordée au S. Humphrey Bell en dédommagement des Dépenses qu'il avoit faites par ordre de la Chambre en 1726. On continua pour l'année courante les autres Taxes ordinaires.

Ordinaire de la Marine; Hôpital de Greenwich; Pensionnaires de Chelsea.
22 Fevrier.

Subside du Roi de Danemarck; Officiers réformés; Veuves des Officiers; Non-valeurs.
7 Mars.

Non-valeurs du Fonds Général, & du Fonds d'Amortissement; Intérêts d'un Emprunt; Comp. d'Afrique; Nouvelle-Georgie. Réparations de la Flote; Paiement au S. Humphrey Bell.
6 Avril.

Moïens de lever le Subside; Droit sur le Malt, &c.
13 Fevrier.

Emprunt de 600 mille Liv. St. & Taxes des Terres.
9 Mars.

Droits additionels sur le Papier Timbré.
11 Mars.

Les principaux *Bills*, auxquels on travailla pendant cette Séance furent;

I. ACTE pour révoquer un Acte passé la première année du Règne de Jaques I, contre les Persones accusées de Magie. Lorsque les Seigneurs firent la seconde lecture de ce Bill, le 6 de Mars, ils ordonnèrent, *Que les Juges assisteroient à l'examen que l'on en feroit deux jours après.* Le 8, ils lurent ce Bill, qui ne consistoit avec le Préambule qu'en un seul Article, & demandèrent aux Juges; si lorsque l'Acte de la première année de Jaques I. seroit révoqué, les Persones, qui sous prétexte de Magie & de Sortilège friponeroient le Peuple, pourroient être poursuivies, comme Fripons, par la Loi commune. Les Juges répondirent, *Que par cette Loi les friponeries, faites sous prétexte de Sortilège, étoient aussi punissables que toute autre sorte de Friponeries.* On fit ensuite la lecture d'un Acte sur le même sujet passé dans le Parlement d'Ecosse la neuvième année de la Reine Marie; & l'on convint, *Qu'il seroit pareillement révoqué.* Il fut ensuite résolu, *Que l'on ajouteroit une CLAUSE au Bill, par laquelle il seroit ordonné de ne faire dans aucune Cour de la Grande-Bretagne, le Procès pour cause de Sortilège ou de Magie, qu'à ceux, qui, se prétendant Sorciers, abuseroient de la crédulité des Persones ignorantes; & que l'on puniroit ces sortes de gens par voie d'Emprisonnement, de Pilon &c.* Les Seigneurs passèrent le Bill le 14 avec cette Addition, que les Communes approuvèrent le 16.

II. ACTE pour rendre la Rivière d'Ouze navigable depuis la Ville d'York jusqu'au Pont de Moreton, & pour faciliter la Navigation de la Rivière de Dun depuis Wilstike House jusqu'au Bac de Sike House.

III. ACTE pour mieux régler les Elections des Membres du Parlement.

IV. ACTE pour prévenir plus efficacement le transport clandestin des Laines hors de la Grande-Bretagne & de l'Irlande.

V. ACTE pour punir plus efficacement les Soldats mutins & les Déserteurs.

VI. ACTE pour accorder un délai à ceux qui faisoient d'avoir prêté les Sermens requis, & d'avoir reçu la Communion dans une Eglise Anglicane, n'avoient pas encore pris possession des Emplois dont ils étoient pourvus.

VII. ACTE pour bâtir à Westminster un Pont sur la Tamise depuis la Place du nouveau Palais jusqu'à LAMBETH. Ce Bill fut ordonné le 28 de Février. Le 15, les principaux Habitans de la Ville & Banlieue de Westminster avoient fait présenter à la Chambre une Requête, portant, *Que, comme depuis quelques années leur Ville étoit considérablement augmentée par le grand nombre de nouvelles Maisons que l'on y avoit construites; & par la quantité d'Habitans qui s'y étoient transportés, il seroit de l'avantage, non seulement des Habitans de cette Ville, mais encore de tous les Sujets de Sa Majesté, de faire bâtir un Pont sur la Tamise, depuis la Place du nouveau Palais jusqu'à Lambeth, & qu'ils supplioient la Chambre d'ordonner que l'on portât un Bill à ce sujet.* On établit un Comité pour examiner cette Requête, & ce fut sur le rapport des Résolutions du Comité que les Communes ordonnèrent le Bill dont il s'agit. Le 17, l'Archevêque de Cantorberi demanda par une Requête présentée aux deux Chambres d'être indemnisé

Pour rendre la
Rivière d'Ouze
navigable &c. &
faciliter la Navi-
gation de celle de
Dun.

Concernant les
Elections des
Membres du Par-
lement.

Contre le trans-
port clandestin de
la Laine.

Contre les Dé-
serteurs & Soldats
mutins.

En faveur de
ceux qui n'avoient
pas prêté les Ser-
mens.

Pour bâtir à
Westminster un
pont sur la Tami-
se.

Requête des Ha-
bitans de West-
minster à ce sujet.

Requête de l'Ar-
chevêque de Can-
torberi sur ce su-
jet.

V.
SIC. SPANCK
DU SIC PARLE-
MENT.

A N N E E M D C C X X X V I .

Requête de la
Ville de Londres
sur le même sujet.

de la perte , que le Pont proposé lui causeroit , des Droits , dont il jouissoit , sur le Bac allant de *Lambeth* à *Westminster*. Le 2 , le Lord-Maire & les Aldermans présentèrent aux *Communes* une Requête , tant en leur nom qu'en celui du Commun Conseil de la Ville de *Londres* , par laquelle ils leur représentoient , *Que la Tamise aiant été rendue navigable aux dépens de Londres , le Commun Conseil avoit seul depuis un tems infini le Privilege de faire construire des Ponts sur cette Rivière : Qu'en conséquence ils les supplioient de ne point accorder aux Habitans de Westminster la permission qu'ils demandoient ; & de vouloir bien les ouir par leurs Avocats contre le Bill projeté.* Cette dernière demande leur fut accordée ; & les Avocats pour & contre le *Bill* furent entendus le 9 du même mois , jour de la troisième lecture. Les Plaidoyers aiant occasioné de grands débats , il fut décidé ; *Que l'Affaire seroit examinée de nouveau dans une autre Séance.* Ce qui se fit le 11 ; & la Question aiant été mise : *Si le BILL passeroit ;* l'affirmative

Autre Requête
de la Ville de
Londres pour le
même sujet , pré-
sentée aux Sei-
gneurs.

Clause ajoutée
par les Seigneurs
en faveur de l'Ar-
chevêque de Can-
torbery.

Acte pour éta-
blir de nouveaux
Droits sur les Li-
queurs distillées.

Requête des Ju-
ges de Paix de
Middlesex.

l'emporta de 117 voix contre 12. Le 19 , le Lord-Maire & les Aldermans présentèrent aux *Seigneurs* une autre Requête , par laquelle ils les supplioient de rejeter le *BILL* passé dans la Chambre - Basse pour permettre aux *Habitans de Westminster* de bâtir un Pont sur la Tamise ; & d'entendre les raisons qui seroient exposées à ce sujet par leurs Avocats. Ils furent traités comme ils l'avoient été dans la Chambre - Basse ; & les *Seigneurs* , après avoir oui leurs Avocats , approuvèrent , le 5 de Mai , le *Bill* auquel ils ne firent point d'autre changement que d'ajouter une CLAUSE de dédommagement en faveur de l'Archevêque de *Canterbury* ; laquelle fut ensuite approuvée le 16 par les *Communes*. VIII. ACTE pour accorder au Roi un droit de 20 *Shellings* par Galon sur toutes les Liqueurs distillées qui seroient trouvées chés les Marchands après le mois de Juin de cette année , & pour obliger toutes les Personnes qui voudroient en débiter après ce tems de paier 50 *Livres Sterling* par an pour jouir de la permission de faire ce Commerce. Ce *Bill* fut ordonné le 19 de Mars. Le 2 , les Juges de Paix du Comté de *Middlesex* avoient présenté sur ce sujet une Requête , dont les *Communes* avoient fait l'examen trois jours après. La Requête demandoit que l'on trouvât quelques moyens d'empêcher les excès que le Peuple faisoit en buvant de l'Eau-de-vie de Genièvre & d'autres Liqueurs fortes. Les *Communes* s'étoient fait remettre à cette occasion par les Commissaires de l'Accise un état des Permissions accordées à des Particuliers pour vendre en détail des Liqueurs distillées ou composées , & de ce que ces Permissions avoient produit depuis la *Saint-Jean* 1732 , jusqu'à pareil jour 1733 ; comme aussi le comte des Droits levés sur ces Liqueurs fabriquées en Angleterre , & sur celles apportées des Pais Etrangers pendant le même espace de tems ; avec un comte de la quantité que l'on en avoit transportée hors du Roïaume. Elles avoient demandé de même aux Commissaires de la Douane de remettre devant la Chambre de pareils comtes concernant la quantité de ces

Liqueurs

Liqueurs apportées dans le Roïaume ou transportées dehors, avec un état des sommes que les Droits d'entrée & de sortie avoient produites. Tous ces Papiers aiant passé par l'examen du Committé, les Communes avoient résolu sur son rapport, *Que le prix modique de ces Liqueurs étoit la cause principale des excès auxquels on s'abandonnoit dans l'usage que l'on en faisoit : Que pour les prévenir, on imposeroit une nouvelle Taxe sur toutes les Boissons fortes qui seroient vendues en détail : Que Personne ne pourroit en débiter, ni même en faire échange, que les Vendeurs d'Eau-de-vie, les Cabaretiers, les Hoteliers & les Maîtres de Caffés : Que les Apoticaire & les Chirurgiens auroient aussi le droit d'en avoir pour s'en servir dans les Remèdes & dans les Opérations : Que les Vendeurs d'Eau-de-vie, les Cabaretiers, les Hôteliers & les Maîtres de Caffés, ne pourroient débiter ces Liqueurs qu'en vertu d'une Permission spéciale, laquelle leur seroit accordée en payant le droit qui seroit imposé par la Chambre ; & que l'on porteroit un BILL en conséquence.* Pendant que la Chambre se préparoit à délibérer sur cette matière, les Con-
nêtables par ordre des Juges de Paix du Comté de *Middlesex* avoient fait une Liste des petits Cabarets où l'on vendoit toutes ces sortes de Boissons fortes. Dans les Districts de *Westminster*, d'*Holborn*, de la *Tour*, de *Finsbury*, non compris ceux de *Londres* & de *Southwark*, ils avoient trouvé 7 mille 44 de ces petits Cabarets ; sans compter les Galetas, Caves & Cabanes où l'on vendoit de ces Liqueurs en cachète. On comtoit d'ailleurs plus de 2 mille Maisons, où l'on en consumoit sans permission, telles que celles des Cordoniers, des Tisserans, des Charpentiers, des Teinturiers, des Marchands de Tabac &c, dans lesquelles on en avoit fait des provisions, pour vendre aux Ouvriers. Le 28 de Mars, les Communes en grand Committé résolurent, *Que les sommes qui proviendroient des nouvelles impositions établies sur les Liqueurs fortes, & de la Taxe que paieroient ceux à qui l'on accorderoit la permission de débiter ces Liqueurs, seroient employées aux mêmes usages que les autres Revenus publics.* Le 17 d'Avril, elles furent une Requête de plusieurs Marchands qui négocioient dans les Colonies d'*Amérique*, où l'on fabrique le Sucre, laquelle contenoit des représentations au sujet des Liqueurs qui se font dans ces Colonies & qui sont une branche de leur Commerce. Il fut ordonné que la Requête resteroit sur la Table ; & dans la suite elle fut rejetée. Le 20 du même mois il fut résolu sur le rapport du Committé, *Que l'on ajouteroit au Bill une CLAUSE pour autoriser ceux qui pendant quelque tems avoient exercé la Profession de Distillateur, ou qui seulement en avoient fait l'apprentissage, d'exercer toute autre Mètier ou Profession qu'ils jugeroient à propos par toute l'ANGLETERRE.* Lorsqu'on acheva l'examen de ce Bill le 26 d'Avril, plusieurs Membres demandèrent, *Que le Punch ne fût pas compris dans le nombre des Liqueurs sujet s aux nouveaux Droits :* mais le sentiment contraire l'emporta de 203 voix contre 98. IX. ACTE pour limiter le nombre des Persones attachées à la

Application des
sommes qui se-
roient produites
par ces nouveaux
Droits.

Requête de quel-
ques Négocians
au sujet de ces
nouveaux Droits.

Clause en fa-
veur des Distilla-
teurs.

Proposition en
faveur du Punch,
rejetée.

V.
SEC. SEANCE
DU SEC. PARLE-
MENT

A N N E' E M D C C X X X V L

Acte contre les Personnes attachées à la Cour, rejeté. *Cour par des Charges ou des Pensions qui pourroient avoir Séance dans la CHAMBRE-BASSE.* Ce *Bill* ne passa pas plus dans cette Séance que dans les précédentes; on le fit même tomber dans la *Chambre-Basse*, en refusant à la pluralité de 284 voix contre 177 d'en renvoyer l'examen au *Committé*.

Contre les Mariages clandestins, rejeté. X. *ACTE pour empêcher plus efficacement les Mariages clandestins.* Une aventure arrivée les derniers jours de *Fevrier* de cette année renouvela l'attention des *Communes* à cet égard. Le *Clerc* d'une *Paroisse* trouva le moyen d'engager un *Ministre* complaisant à marier sa *Fille* avec un jeune *Gentilhomme*, dont le *Lord-Chancelier* étoit *Tuteur*. Le *Ministre* & le *Père* de la *Fille* furent aussitôt mis en prison. Je n'ai pas trouvé la suite de leur affaire. Après une troisième lecture du *Bill*, dont il s'agit, il fut proposé de le mettre au net: mais la pluralité des voix rejeta cette Proposition.

Contre l'aliénation des Terres XI. *ACTE pour empêcher les Particuliers, dont les Terres ne sont pas substituées, d'abuser du Droit de les aliéner, & pour confirmer les Loix qui défendoient l'aliénation des Terres appartenant aux Eglises & aux Universités.* L'ordre de porter ce *Bill* fut donné par la *Chambre-Basse*, le 7 d'*Avril*. Elle reçut le 10 une *Requête* de l'*Université de Cambridge*, qui demandoit que l'on inserât dans ce *Bill* une *CLAUSE* pour la maintenir dans le droit d'échanger ses *Biens Fonds*. Le lendemain elle en reçut une pareille de la part de l'*Université d'Oxford*. Elles furent renvoyées l'une & l'autre à l'examen du *Committé* chargé de dresser les *Chefs* du *Bill*. On les examina le 16, & ce qu'elles demandoient fut accordée. Le 17 du même mois les *Administrateurs* ou *Gouverneurs* des *Dons charitables* faits par la *Reine Anne*, présentèrent aux *Communes* une *Requête* tendante aux mêmes fins que celle des *Universités*. On refusa de la renvoyer au *Committé*, & l'on ordonna qu'elle resteroit sur le *Bureau*. Le 16 de *Mai* les *Seigneurs* procédèrent à l'examen du *Bill*; & résolurent, Qu'il n'auroit lieu: que pour les *Terres situées dans les Roïaumes d'Angleterre & d'Irlande*; qu'on accorderoit aux *Universités* le droit d'échanger leurs *Biens Fonds* contre d'autres *Biens* de même nature: Que par rapport aux *Ventes* faites par les *Particuliers* on suivroit les anciennes *Loix*; mais que tout *Vendeur* qui prouveroit qu'il auroit été lésé pourroit rentrer dans sa *Terre* en rendant le prix qu'il en auroit reçu: Que pour ce qui regardoit les *Donations*, aucune ne seroit valable, à moins qu'elle n'eût été faite un an avant la mort du *Donateur*.

Requêtes des deux Universités au sujet de ce Bill. XII. *ACTE pour confirmer un Acte passé sous le Règne de Charles I, contre toutes les Personnes qui, pourvues de quelques Emplois Civils ou Militaires, n'ont pas reçu la Communion selon les Rits de l'EGLISE ANGLICAINE.* Ce *Bill* fut occasioné par des Propositions faites indiscrettement à la *Chambre-Basse*. Le 20 de *Mars*, on proposa de révoquer l'*Acte du Test*; la *Negative* l'emporta de 251 voix contre 123. Le 23, on s'y prit autrement. On proposa de porter un *BILL* pour révoquer une *Clause* d'un *Acte* de la vingt-& cinquième année de *Charles II*, intitulé: " *ACTE pour prévenir les dangers, qui pourroient ar-*

Requête sur le même sujet des Gouverneurs de la Fondation de la Reine Anne.

Additions & changemens faits par les Seigneurs.

Acte pour confirmer l'Acte du Test.

river de la part des Catholiques Romains » ; autant que cette Clause obligeoit les Persones admises aux Emplois Civils ou Militaires de recevoir la Communion dans un tems limité par l'Acte ; comme aussi pour expliquer & corriger une autre Clause du même Acte , autant qu'elle regardoit la déclaration contre la TRANSUBSTANTIATION. C'étoit faire la même demande que le 20. Aussi la Proposition fut-elle rejetée, mais après de grands débats, à la pluralité de 251 voix contre 123 ; & l'on ordonna le *Bill*, dont il s'agit ici. Voilà tout le fruit que les *Non-Conformistes* rapportèrent de tous les mouvemens qu'ils s'étoient donnés depuis plusieurs années pour parvenir à faire révoquer un Acte qui les gênoit extrêmement. XIII. ACTE pour empêcher la Contrebande du Thé. Cet Acte fut fait en conséquence d'une Requête des Négocians qui faisoient le Commerce de cette Marchandise ; lesquels se plaignoient qu'il en entroit continuellement en fraude dans le Roïaume. XIV. ACTE pour procurer aux Créanciers le moyen de recouvrer plus aisément les petites créances. La première lecture de ce *Bill* fut faite dans la *Chambre-Basse* le 21 de Mars ; & le 17 de Mai, les *Seigneurs* après avoir oui le Rapport des changemens qu'ils avoient ordonné que l'on y fit , en renvoïèrent l'examen à la quinzaine ; ce qui le fit tomber du moins dans cette Séance. XV. ACTE pour faire mieux exécuter les Loix ordonnant d'employer à des Ouvrages Publics les Pauvres qui sont en état de travailler. Les *Communes* ordonnèrent la veille de la Clôture qu'il seroit mis sur la Table ; & le *Bill* tomba de cette manière. XVI. ACTE pour mieux encourager la Fabrique des Toiles à voiles. Le 3 d'Avril le *S. Wilmot* fit à la *Chambre* le rapport des Résolutions du *Committé* sur cette matière. Elles portoient : 1°. Qu'on donneroit un plus grand encouragement aux Manufactures de Toiles à voiles dans la Grande-Bretagne : 2°. Que les Droits payables sur les Toiles à Voiles apportées des Pais Etrangers dans le Roïaume , seroient plus efficacement assurés : 3°. Que chaque Vaisseau , qui seroit bâti dans la Grande-Bretagne , ou dans les Colonies Angloises en Amérique après le 24 de Juin de cette année 1736 , auroit à son premier Voïage un Jet entier de Voiles faites de Carrevas Anglois : 4°. Qu'après le 24 de Juin 1736 , on ne transporterait plus dans les Colonies Angloises en Amérique d'autres Toiles à Voiles , que celles des Manufactures de la Grande-Bretagne ou d'Irlande : 5°. Qu'après le 24 de Juin 1738 , tous les Vaisseaux de 200 Tonneaux seroient fournis d'un Jet entier de Voiles faites en ANGLITERRE. Les quatre premières de ces Résolutions formèrent les Chefs du *Bill* ; & la cinquième fut rejetée. XVII. ACTE pour corriger un Acte passé dans la septième année de George I , intitulé : « ACTE pour conserver & pour encourager les » Manufactures de Soie & de Laine du Roïaume , en défendant l'usage des Toiles de Coton peintes ». XVIII. ACTE pour la révocation du Dixième anciennement imposé sur les QUAKERS. Le Clergé présenta diverses Requêtes contre ce *Bill* ordonné dès la fin de Mars ; ce qui n'empêcha pas qu'il ne

Contre la Contrebande du Thé.

En faveur des Créanciers , rejeté.

Pour employer les Pauvres à des Ouvrages publics, non achevé.

Concernant les Toiles à Voiles.

Acte en faveur des Manufactures de Soie & de Laine.

En faveur des Quakers, rejeté.

V.
SÉC. STANCE
DU SÉC. PARLE-
MENT.

ANNEE MDCCXXXVII.

Réponse sage
du Prince de Gal-
les, au sujet de
ce Bill.

Pour renouvel-
ler diverses Loix.
Contre ceux qui
enrôlent des Sujets
du Roi pour les
Princes Etrangers.
Acte concernant
l'entrée du Pois-
son de Mer.
Pour adoucir les
Loix contre les
Contrebandiers.

Clausa. insérée
dans ce Bill.

Protestation de
vé Pairs.

passât dans la *Chambre-Basse* le 4 de Mai, à la pluralité de 160 voix contre 60 : mais il ne réussit pas de même dans la *Chambre-Haute*. Le 17 de Mai, les *Seigneurs* le rejetèrent, après avoir entendu les Avocats du Clergé & ceux des *Quakers*. Pendant les Délibérations des *Communes* sur cette affaire, un des principaux *Quakers* de Londres se rendit à l'Audience du Prince de Galles, & le pria de vouloir favoriser ce Bill. Le Prince lui fit une Réponse, que je rapporte telle que je l'ai trouvée. Comme je suis ami de la Liberté en général & de la Tolérance en particulier, je souhaite que ce Bill ait tout le succès que vous pouvez désirer : mais, en mon particulier, je n'ai jamais donné ma voix au Parlement. D'ailleurs il ne me convient point, en qualité de Prince, de demander des Services d'Ami, ni de gêner dans ce qui leur est propre la façon de penser des Persones qui dépendent de moi. J'ai toujours eu pour maxime, de les laisser entièrement libres dans leurs sentimens. Je me propose de continuer d'en agir ainsi, tant que je vivrai. XIX. ACTE pour renouveler & continuer diverses Loix prêtes d'expirer. XX. ACTE pour punir plus efficacement les Persones qui se mêlent, sans avoir le consentement du Roi, d'enrôler des Sujets de Sa Majesté pour le service des Puissances Etrangères. XXI. ACTE pour empêcher plus efficacement l'entrée du Poisson de Mer frais, pris par des Etrangers. XXII. ACTE pour indemniser & absoudre les Persones ci-devant coupables d'offenses contre les Loix faites pour assurer les Revenus de la Douane & de l'Accise, & pour rendre ces Loix plus efficaces à l'avenir. Ce Bill causa différens débats dans la *Chambre-Haute*. Le 28 de Mai, l'on proposa d'y insérer une CLAUSE pour limiter à certain nombre d'années la peine que ce Bill infligeoit à ceux qui seroient capables d'avoir fraudé les Droits de l'ACCISE : mais cette Proposition fut rejetée à la pluralité des voix. Le Comité chargé de ce Bill l'ayant trouvé susceptible de plusieurs changemens, il fut proposé le 29 de les approuver : mais ils furent tous rejetés l'un après l'autre, à la pluralité de 43 voix contre 40. Enfin le 30 il fut lu pour la troisième fois. Après quelques débats, on proposa d'y insérer une CLAUSE, portant, Que rien ne pourroit empêcher la Cour du Banc du Roi, aucun des Juges de cette Cour, ni celle de Justice en Ecosse, d'élargir sous caution les Persones arrêtées pour avoir fraudé les Droits, de même que ces Cours pouvoient légitimement en agir en d'autre cas de Felonie. Cette Clause fut approuvée à la pluralité de 54 voix contre 45 ; & le Bill passa. Seize des Pairs, de l'avis contraire aux Partisans du Bill, firent enregistrer la Protestation suivante. Ces Pairs étoient les Lords Foley, Warrington, Strafford, Monjoy, Coventry, Northampton, Shaftsbury, Weymouth, Beaufort, Bolton, Cobham, Thanet, Oxford, Lichtfield, Bathurst, & Winchelsea. Nous protestons, disoient-ils ; 1. Parce que quelques parties de ce Bill étant opposées aux Loix & Constitutions de ce Royaume, nous ne pourrions, conformément aux Règles de la raison & de la justice, consentir qu'il passât ; d'autant qu'une des Clauses dudit Bill porte en substance, Que lue

L'information faite devant un Juge de Paix, celui-ci pourra accorder à un Connétable un Décret de prise de corps contre toutes Persones, qu'on aura trouvées après le 24 de Juin 1736 au nombre de 3 ou plus munies d'Armes à feu, dans le dessein de passer des Marchandises en fraude; & que ledit Juge, s'il le trouve nécessaire, pourra les faire emprisonner dans la prison de la Jurisdiction voisine, jusqu'à ce qu'elles aient été déchargées ou jugées coupables par les voies légitimes. *De sorte que, comme ce Bill devoit créer une nouvelle espèce de Felonie sur des Principes inconnus dans nos Loix, nous ne pouvons nous empêcher de croire qu'il auroit dû être dressé en termes succints & si clairs, qu'il n'en pût résulter aucun doute.*

2°. *Parce que nous n'avons nulle connoissance d'aucun Acte dans les Livres des Statuts, par lequel il soit mis au pouvoir d'un seul Juge de Paix de faire arrêter des Persones, sans être admises à donner caution, & cela sur une simple information d'un dessein sans aucune preuve de la véritable intention. Et quoique la Chambre ait jugé nécessaire de révoquer l'endroit de cette Clause qui permet d'emprisonner sans admettre Caution, nous ne pouvons être d'opinion que par ce retranchement on remédie aux objections faites au Bill; puisqu'on laisse toujours à un seul Juge de Paix le pouvoir d'emprisonner sur la simple information d'une intention de passer des Marchandises en fraude, sans aucune autre Action manifeste qui prouve cette intention.*

3°. *Parce qu'après qu'on eût fait des changemens au Bill dans le Comité du consentement unanime de tous les Seigneurs qui y étoient présens, on désapprouva ces changemens, lorsqu'on en fit le rapport, sans juste sujet à ce que nous croions; & comme deux illustres & sçavans Seigneurs, qui président dans les deux plus grandes Cours du Roïaume démontrèrent par des Argumens très-forts que ce Bill, tel qu'il étoit, pouvoit être très-dangereux aux Libertés des Sujets nos Compatriotes, nous ne pouvions pas consentir qu'il passât, quelque nécessaire qu'on pût le supposer à divers égards; étant absolument persuadés qu'il auroit été mieux d'avoir laissé cette matière aux Loix qui subsissoient alors, & à la considération d'une autre Séance du Parlement, que d'établir un exemple d'une si dangereuse conséquence, & de passer une Loi, qui pourroit causer continuellement des plaintes, des injustices & des oppressions.*

XXIII. ACTE pour ordonner que les Rues du Quartier de Saint-Martin à Londres seroient gardées plus exactement pendant la nuit. XXI V. ACTE pour faire punir plus rigoureusement les Voleurs. XXV. ACTE pour encourager les Manufactures de Futaïnes. XXVI. ACTE pour remettre en vigueur plusieurs Loix concernant les Billets de Banque. XXVII. ACTE pour expliquer & corriger un Acte passé sous le Règne du feu Roi George I, touchant les Toiles de Chanvre & de Coton. XXVIII. ACTE pour mieux éclairer les Rues de LONDRES. Ce Bill fut porté sur une Requête présentée le 22 de Février par le Lord-Maire, les Aldermans & le Commun Conseil de Londres dans laquelle ils représentoient, Qu'on ne pouvoit attribuer les Vols, les Meurtres & les autres Crimes qui se commettoient si fréquemment dans les Rues

Acte concernant
le Guet de nuit
Contre les Vo-
leurs.
Pour les Manu-
factures de Fu-
taïnes.
Acte concer-
nant les Huets
Pour les Toiles
de Chanvre & de
Coton.
Pour éclairer les
Rues de Londres.

V.
SEC. SEANCE
DU SEC. PARLE-
MENT.

ANNEE MDCCXXXVI.

En faveur des
Veuves de Mate-
lots.

Contre le Com-
merce illicite.

En faveur des
pauvres Ecclesi-
astiques non
achevé.

Pour naturaliser
la Princesse de
Galles.

Adresse des Com-
munes sur le Ma-
riage du Prince
de Galles.
11 Mai.

Reponse du Roi.

Adresse des Sei-
gneurs.
15 Mai.

Acte en faveur
de la Compagnie
du Sud.

Etat des Dettes
Nationales.

de cette Capitale qu'au défaut d'une quantité suffisante de lumières pour éclairer les Rues. XXIX. ACTE en faveur des Veuves & des Enfans des Matelots morts sur Mer. XXX. ACTE pour punir plus efficacement les Persones qui font quelque Commerce défendu. XXXI. ACTE pour continuer un Acte passé sous le Règne de la Reine Anne, afin de pourvoir aux besoins des Ecclesiastiques dont les Bénéfices ne suffisoient pas à leur entretien. Ce Bill fut simplement ordonné le 21 de Mai par les Seigneurs, & nous le reverrons apparament reproître dans la Séance prochaine. XXXII. ACTE pour naturaliser la PRINCESSE DE GALLES. Le 10 de Mai les Communes ordonnèrent, Que l'on présenteroit au Roi, à la Reine, au Prince & à la Princesse de Galles des Adresses de Congratulation sur le Mariage de Leurs Alteſſes; & le lendemain elles ordonnèrent de porter le Bill de naturalisation de la Princesse. Leur Adresse au Roi fut présentée le même jour: Elle portoit, Que le ſoin paternel de Sa Majesté se faisoit particulièrement remarquer dans le choix de la Princesse, qu'il avoit donnée pour Epouse au Prince son Fils: Que toute la Nation avoit de justes raisons d'être touchée de l'attention avec laquelle le Roi cherchoit les moyens de la faire jouir d'une tranquillité durable tant au dedans qu'au dehors: Que la Chambre des Communes, en lui voyant un empressement pareil à celui de la Nation pour le maintien des Droits & de la Liberté du Parlement, pour assurer aux Particuliers la possession de leurs Biens, pour favoriser le Commerce & pour encourager l'industrie, ne pouvoit être pénétrée que de la plus vive reconnaissance, & qu'elle demandoit à Sa Majesté la permission de l'assurer de ses sentimens à cet égard & du zèle respectueux qu'elle auroit toujours pour sa Personne. Le Roi répondit: Qu'il les remercioit de cette Adresse, qui prouvoit la fidélité de leur affection: Qu'il étoit bien aisé que le Mariage de son Fils causât à son Peuple une si grande satisfaction; & qu'il regardoit le témoignage qu'elles lui donnoient de leur joie, comme une nouvelle marque de l'attachement qu'elles avoient marqué pour lui dans d'autres occasions. Le 15, les Seigneurs se rendirent en Corps auprès de Leurs Majestés pour leur présenter les Adresses de félicitation au sujet du Mariage du Prince de Galles. Le Roi leur répondit: MILORDS, je vous remercie de la part que vous prenez au Mariage de mon Fils; & la nouvelle marque que vous me donnez de votre zèle & de votre affection pour ma Famille & pour mon Gouvernement m'est fort agréable. Ils avoient passé la veille le Bill pour la naturalisation de la Princesse. Ils envoièrent aussi des Messages de congratulation à Leurs Alteſſes Royales. Le Bill de Naturalisation reçut le consentement Roial le 16. XXXIII. ACTE pour accorder à la Compagnie du Sud un million, qui lui seroit payé sur l'augmentation des Revenus du Fonds d'Amortissement, & qu'elle emploieroit au rachat d'une pareille somme d'Annuités.

Par l'Etat des Dettes Nationales, qui fut remis à la Chambre - Haute le 14 de Mars, il parut que le 31 de Decembre 1735 elles montoient à 47 millions, 928 mille, 298 Livres Sterling L'examen de cet Etat oc-

A N N É E M D C C X X V I.

V.
SÉC. STANCE
DU SÉC. PARLE-
MENT.

Il donne occa-
sion de demander
dans la Chambre-
Haute la réduc-
tion des Troupes.

caison la demande qui fut faite par quelques Seigneurs, d'insister auprès du Roi pour qu'il fût une plus grande Réduction des Troupes de Terre. Ils prétendoient, Qu'il en restoit sur pied beaucoup plus qu'il ne falloit ; & qu'on devoit les réduire à 14 mille Hommes. L'un d'entre eux dit, entre autres choses ; Que le pesant fardeau des Dées sous lequel la Nation gémissoit toujours, étoit la véritable source des calamités présentes, & de celles qui se découvroient en perspective dans l'avenir : Que c'étoit à quoi l'on devoit attribuer cette multiplicité de Charges insupportables, qui, depuis quelques années, avoient fait doubler le prix des Vivres : Qu'il étoit donc indispensablement nécessaire de diminuer au plutôt les Dées en diminuant les Dépenses : Que le Roi pour cette raison avoit déjà fait une Réduction de 12 mille Hommes ; & qu'il en restoit encore sur pied 10 mille plus qu'il n'y en avoit après la Paix de Riswick : Qu'il n'y avoit jamais eu d'occasion plus favorable de désarmer, que celle que l'on avoit au moment présent, où les craintes causées par les différens des principaux Princes de l'Europe étoient heureusement dissipées par leur prochaine réconciliation : Que si la Nation restoit armée jusqu'à ce que les Princes fussent entièrement raccommodés, ils risquoient d'attendre encore longtems avant que d'être soulagés de leurs Fardeaux ; mais que s'il arrivoit que la présente Paix ne fût que plâtrée & peu durable, & qu'ils eussent la complaisance de garantir un pareil Traité, l'on devoit appréhender que ces mêmes Puissances ne formassent aussitôt de nouveaux Projets, par lesquels les Anglois se verroient obligés d'augmenter de nouveau leurs Forces au lieu de les diminuer : Qu'ils avoient appris par une triste expérience combien on devoit peu compter sur les Traités les plus solennels, particulièrement sur ceux dont les Intérêts étoient directement opposés : Qu'il étoit tems qu'ils se donnassent quelque relâche ; & que, s'ils étoient assez sages pour éviter tout nouvel engagement ; ils seroient probablement soulagés pendant plusieurs années ; mais que s'ils s'amusoient plus longtems à vouloir procurer une parfaite réconciliation entre les différentes Puissances de l'Europe, ou qu'ils prissent sur eux la garantie de tous les expédiens plâtrés dont ces Puissances s'aviseroient, il n'y auroit qu'un miracle qui pût préserver la Grande-Bretagne de la fatale catastrophe, que l'état, dans lequel elle languissoit actuellement, sembloit lui pronostiquer.

Le 31 de Mai, le Roi mit fin à cette Séance par la prononciation du Discours que voici :

Clôture de la
Séance.
31 Mai.

MILORDS ET MESSIEURS,

Discours du Roi.

La promissitude, avec laquelle vous avez expédié les affaires publiques, & la Saison avancée m'engagent à m'en tenir fin à cette Séance du Parlement. Je vous informai dans votre première Assemblée que l'Empereur & Sa Majesté Très Chétienne avoient signé les Articles Préliminaires. Depuis ce tems, ils ont fait, pour en assurer l'exécution, une Convention particulière, que les deux

Cours m'ont communiquée; & les différentes Puissances, engagées dans la dernière Guerre, continuent leurs Négociations pour parvenir au but d'une Pacification générale.

MESSIEURS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES,

Je vous remercie de ce que vous avez fait pour le service de l'année courante. Vous ne pouviez pas travailler plus efficacement: à vous assurer mon estime & la bonne opinion de ceux que vous représentez, qu'en levant, ainsi que vous l'avez fait, de la manière la plus prompte & la moins à charge au Peuple les Subsidés nécessaires pour soutenir mon Gouvernement.

MILORDS ET MESSIEURS,

Je vois avec chagrin que l'on répand dans l'esprit de mes bons Sujets des semences de division qui, si l'on n'en arrêtoit pas le cours, pourroient altérer considérablement la paix & la tranquillité de mes Roïaumes. Mon unique desir & l'objet de mes soins sera toujours de conserver en son entier la forme de Gouvernement établie dans l'Eglise & dans l'Etat, selon qu'elle est fixée par les Loix & de ne favoriser jamais aucune des innovations qui pourroient y préjudicier. L'harmonie & la bonne intelligence entre les Protestans de cette Nation ont été notre plus grande sûreté depuis la Révolution jusqu'à présent. C'est par la réunion de leurs forces qu'ils se mettent en état de résister aux entreprises de nos Ennemis communs: mais s'ils se divisent, ils pourront y succomber. J'accorderai sans partialité ma protection à tous mes Sujets; & je les maintiendrai dans la jouissance entière de leurs Droits, tant pour la Religion que pour le Civil. De votre côté vous devez faire en sorte que votre conduite, rende mes soins efficaces pour votre commune félicité.

MILORDS ET MESSIEURS,

Comme il est nécessaire que j'aie cette année dans mes Etats d'Allemagne; j'ai résolu de nommer la REINE, Régente de mes Roïaumes pendant mon absence; & je suis persuadé, que l'expérience que vous avez faite de sa juste & prudente administration vous engagera tous à lui rendre le poids des Affaires Publiques aussi léger que sa sage conduite vous rendra son Gouvernement agréable. C'est ce que je vous recommande très particulièrement.

Après ce Discours, le Lord Grand-Chancelier prorogea par ordre du Roi le Parlement jusqu'au 9 d'Août suivant.

Il se passa vers la fin de cette Séance quelque chose qui rendit toute la Nation très attentive, & qui fit faire bien des conjectures. La santé du S. Guillaume Pulteney, l'Emule du Chevalier Robert Walpole, & le Chef
du

ANNE'E MDCCXXXVI.

V.
SEC. SEANCE
DU REG. PARLE-
MENT.

du Parti contraire à la Cour, dans la *Chambre-Basse*, se trouva si fort dérangée, que les Médecins lui conseillèrent d'aller prendre les Eaux d'*Aix-la Chapelle* pour se rétablir. Lorsqu'il étoit sur le point de partir, le Chevalier *Walpole* le joignit à la sortie du *Parlement*, lui témoigna d'une manière affectueuse & qui parut sincère, combien il étoit fâché de son indisposition. Il souhaita que le voyage qu'il alloit faire lui fût heureux, & que les Eaux lui fissent recouvrer sa santé. A peu près dans le même tems, le *Roi* fit offrir au malade par un des Gentilshommes de la Cour, de lui fournir tout ce qui lui pouvoit être nécessaire pour la commodité de son voyage.

Civilisés du Che-
valier walp. le au
S. Guill Pulteney.Attention du
Roi pour le mé-
me.

ANNE'E MDCCXXXVII.

I. EN JANVIER; le 17, on conduisit à la Prison de *Newgate* le Ministre *Nixon*, dont on a parlé dans l'année précédente. Il avoit été convaincu de trois choses; 1. D'avoir écrit de sa main, & donné lui-même à l'Imprimerie le Libelle dispersé le 25 de Juillet 1736 dans la Halle de *Westminster*; 2. D'en avoir distribué divers Exemplaires à différentes Personnes; 3. D'avoir mis lui-même de la poudre dans le Paquet qui fit sauter en l'air cinq Actes du *Parlement*, dans la Cour de la Halle de *Westminster*. On remarqua dans les Séances du dernier terme, qu'il avoit paru devant ses Juges sans Avocat, & n'avoit rien répondu lui-même à toutes les accusations intentées contre lui. Sa Sentence, ainsi qu'on l'a dit avoit été renvoyée au terme suivant; & l'on s'étoit contenté de le faire garder à vue, & de lui défendre d'écrire. Il ne laissa pas malgré cette défense, de composer un nouveau Libelle intitulé: *Le Procès de Nixon*, dans lequel il tournoit la conduite de ses Juges en ridicule, & lançoit contre la Cour & le Ministère les traits les plus vifs & les plus insolens. C'est pour cet Ouvrage qu'on le mit en prison.

I.
AFFAIRES
DIVERSES.
Suite de l'affaire
du Ministre Ni-
xon, arrêté de
nouveau.
17 Janvier.

Le 22, le *Prince de Galles* fit remettre au Lord-Maire un Billet de 500 Liv. St., pour contribuer à l'élargissement de pauvres Bourgeois de *Londres* détenus pour Dètes.

Charité du Prin-
ce de Galles.
17 Janvier;

Le *Roi* revint de son Voïage d'*Hanovre* à *Londres* le 20 à deux heures après midi. Le 5 du mois, la *Reine* avoit appris par un Courier dépêché d'*Hellevoet-Sluis* que le *Roi* s'y étant embarqué le 31 de Décembre, s'étoit à peine avancé six lieues en Mer, que le Vent étoit devenu contraire; qu'ensuite une Tempête violente s'étant élevée, la plupart des Yachts & des Vaisseaux de Guerre de l'Escadre avoient été dispersés; & qu'après 26 heures de mauvais tems, le *Roi* n'avoit pu que regagner le Port d'*Hellevoet-Sluis*. Jamais Amiral ne s'étoit trouvé dans une situation à faire plus d'usage de son habileté, que l'Amiral *Wager* dans cette occasion. Il étoit avec le *Roi*, le Comte *Delaware* & quelques

Retour du Roi.
26 Janvier.
Accidens par
lesquels son re-
tour avoit été dif-
féré.

autres Seigneurs sur le Yacht *La Caroline* ; & , quoique le Vent soufflât avec une extrême impétuosité , cet Amiral donna ses ordres avec tant de présence d'esprit , & fit faire une manœuvre si savante , qu'il s'avança jusqu'à 5 lieues d'*Armouth* : mais on fit des efforts inutiles pour gagner la Côte ; & l'agitation de la Mer , jointe au Vent contraire , ne permit plus que de penser aux moïens de regagner heureusement dans le Port d'*Hellevoet-Sluis* , où quatre Yachts rentrèrent avec celui du Roi. Ce Prince , que la Tempête avoit extrêmement incommodé , se trouva rétabli dès qu'il fut à terre. Tout le reste de l'Escadre souffrit extrêmement. Quelques Bâtimens abordèrent le 5 , le 6 & le 8 à différentes Côtes d'*Angleterre* , aiant perdu tous leurs Mâts. D'autres furent jettés en aussi mauvais ordre sur les Côtes de *Zélande*. L'Amirauté , dès qu'elle fut instruite de cet accident , nomma sur le champ d'autres Vaisseaux de Guerre pour aller à *Hellevoet - Sluis* , afin de servir d'Escorte au Roi. Le 16 , le Vent étant devenu Nord-Est , ce Prince se rembarqua : mais l'Amiral *Wager* ne jugea pas à propos de mettre en Mer , parce qu'il prévoïoit que le Vent ne tarderoit pas à changer. En effet , quelques heures après il devint Nord-Ouest & le Roi fut obligé de remettre pied à terre. Ce ne fut que le 24 qu'il pût mettre à la voile , quoique le vent ne fût pas des plus favorables. Il débarqua le 25 à *Leostof* dans le Comté de *Suffolk* ; mais comme le Yacht ne pouvoit pas aborder cette Côte , & que le tems ne permettoit pas d'en chercher une plus commode , le Roi fut obligé de se mettre dans une Chaloupe pour arriver à terre.

Nouveau Vice-roi d'Irlande.
Janvier.

Dans le cours de ce mois ; le Roi , aussitôt après son retour , disposa de la Vice-Roïauté d'*Irlande* en faveur du Duc de *Devonshire*. Le Duc de *Chandos* , nommé l'année précédente à ce Poste , s'étoit excusé de l'accepter.

Mort de l'Archevêque de Cantorbery.
4 Février.

Le 4 FEVRIER ; le 4 , le Docteur *Guillaume Wade* , Archevêque de *Cantorbery* & Primat d'*Angleterre* , mourut en son Palais de *Lambeth* , après une longue maladie , à l'âge de près de 80 ans. Il laissa plus de cent mille Liv. St. à ses Héritiers. Dans le Conseil , qui se tint le 10 , le Roi lui donna pour Successeur à l'Archevêché de *Cantorbery* le Docteur *Potter* Evêque d'*Oxford*.

Nouveau Conseiller Privé.
7 Février.

Le 7 , le S. *Jean Wille* prit Séance au Conseil en qualité de Conseiller-Privé. Le lendemain il fut reçu Sergent en Loi , afin de se qualifier pour sa Charge de Lord Chef - Justice des *Communs Plaidoirs* , à laquelle il avoit été nommé depuis peu.

Mort du Comte d'Orkney.

Le 9 , le Lord *Guillaume Hamilton* , Comte d'*Orkney* , Chevalier de l'Ordre du *Chardon* , Maréchal des Camps & Armées du Roi , Colonel d'un Régiment d'Infanterie , Gouverneur de *La Virginie* , Conétable , Gouverneur & Capitaine de la Ville & du Château d'*Edimbourg* , Lord-Lieutenant du Comté de *Chydesdale* , & l'un des seize Pairs d'*Ecosse* aiant

Séance au *Parlement de la Grande-Bretagne*, mourut à *Londres* âgé de 70 ans. Il laissa de grands Biens à ses Héritiers : mais son Titre fut éteint par sa mort. Il s'étoit fort distingué dans la Guerre pour la Succession d'*Espagne*.

Le 21, le Ministre *Nixon* fut conduit à la Barre de la *Cour du Banc du Roi*, où l'on lui prononça sa Sentence, qui portoit ; *Qu'il paieroit une Amande de deux cens Marcs ; qu'il demeureroit en prison pendant cinq ans ; qu'il seroit obligé de donner des Cautions de sa bonne conduite ; que les deux personnes, qui le cautionneroient, consigneroient chacune 250 Liv. St., & qu'il consigneroit lui-même le double de cette somme.* Après la lecture de la Sentence, on le conduisit devant les quatre Cours, pour lors assemblées à *Westminster*. Il étoit revêtu de la Robe de Ministre, & portoit devant & derrière la Tête un Ecritau sur lequel on lisoit : *Auteur de Libelles Séditieux.*

Jugement du
Ministre *Nixon*
21 Février.

Le 25, le Lord *Jaques Talbot*, Baron de *Kensal*, Grand - Chancelier de la *Grande-Bretagne*, l'un des Seigneurs du Conseil-Privé, Gouverneur de l'Hôpital de la Chartreuse, mourut à *Londres* après 5 jours de maladie, dans la cinquante-quatrième année de son âge. Son profond savoir & son intégrité le firent universellement regretter.

Mort du Grand-
Chancelier.
25 Février.

Durant ce mois ; le Colonel *Page*, l'un des Gentilshommes de la Chambre du Roi, fut nommé Gouverneur du Fort de *Tilbury*, & de la Ville de *Gravesend*, ainsi que des Forts dépendans de cette Ville. Il obtint en même tems le Régiment, dont le feu Général *Tutson* étoit Colonel. Le Comte de *Selkirk*, eut la place de Conétable du Château d'*Edimbourg*, vacante par la mort du Comte d'*Orkney*. Le Brigadier Général *Hargrave*, Colonel d'un Régiment d'Infanterie sur l'Etablissement d'*Irlande*, fut fait Gouverneur de *Minorque*, à la place du Brigadier Général *Kane*, mort le 11 du mois précédent.

Gouvernement
donné.
Février.

En MARS ; le 3, le Lord *Hardewick*, Chef-Justice de la *Cour du Banc du Roi*, reçut des mains du Roi le Grand-Sceau de la *Grande-Bretagne*, en qualité de Grand-Chancelier. Le lendemain il prêta serment de fidélité pour cette Charge ; & le 5, il prit Séance au Conseil d'Etat, comme Chancelier.

Nouveau Grand-
Chancelier.
3, 4, 5 Mars.

En AVRIL ; le 11, le Duc de *Dorset* prit possession de la Charge de Grand-Maitre de la Maison du Roi, à la place du Duc de *Devonshire*, nommé Vice-roi d'*Irlande*.

Nouveau Grand-
Maitre de la Mai-
son du Roi.
11 Avril.

Le 25, les Pairs d'Ecosse s'assemblèrent à *Edimbourg* & procédèrent à l'Election d'un d'entre eux pour assister au *Parlement* de la *Grande-Bretagne*, à la place du feu Comte d'*Orkney*. Le choix tomba sur le Comte de *Bute*.

Nouveau Pair
d'Ecosse pour le
Parlement.
25 Avril.

Dans le courant du mois ; le Roi donna mille Livres Sterling à l'Assemblée générale de l'Eglise d'Ecosse, pour être employées à la Conver-

Libéralité du
Roi pour la pro-
pagation de la
Foi.
Avril.

version des Montagnards & des Habitans des Iles d'*Ecosse*.

Gouvernement
donné.
Mai.

En M A I ; le Gouvernement de *Londoderry* & du Fort de *Kilmore* en *Irlande*, vacant par la mort du S. *Wynne*, fut donné au S. *Pearce* Lieutenant-Général des Armées du Roi.

Nouvelle Gar-
nison pour Edim-
bourg.
Mai.

Pendant ce mois, le Gouvernement ordonna de former cinq nouvelles Compagnies indépendantes de 100 Hommes chacune, & composées d'Invalides de l'Hopital de *Chelsea*, pour servir de Garnison à la Ville d'*Edimbourg*. Ce nouvel établissement fut une des suites de l'assassinat du Capitaine *Portheous*, dont on a parlé l'année précédente, & qui fournit au *Parlement* de celle-ci, beaucoup d'occupation, comme on le verra ci-après.

Gouvernement
& Charges don-
nés.
28 Juin.

En JUIN ; le 28, le Roi nomma le Comte *Delaware* Gouverneur de la *Nouvelle - York* ; le S. *Jaques Oglethorpe*, Commandant général des Troupes dans la *Caroline - Méridionale* & dans la *Nouvelle - Georgie* ; le Comte de *Fitz-Water*, Trésorier de la Maison ; le Duc de *Montague*, Capitaine de la première Compagnie des Gardes du Corps ; le Comte d'*Effingham* Capitaine de la Compagnie des Grenadiers à Cheval, à la place du feu Comte de *Berkeley* ; le Lord *Mansfon* Capitaine de la Compagnie des Hallebardiers de la Garde ; le S. *Jaques Brudenel*, Premier Ecuier du Roi ; le S. *Ralph Jennisson*, Grand-Veneur pour le Dain ; le S. *Richard Arundel*, Directeur général de la Monnoie. Il nomma aussi, le Lord *Sundon*, le Chevalier *Robert Walpole* & les Sieurs *Winnington*, *Earle* & *Dodington* pour faire par *interim* les fonctions de Chancelier de l'Echiquier.

Autres Charges
données.

Dans le courant du mois ; avant cette nomination, le Marquis de *Montandre* Lieutenant Général de Cavalerie, avoit été déclaré Maréchal des Camps & Armées du Roi, à la place du feu Comte d'*Orkney* ; & le Chevalier *Charles Wiltz* Général de la Cavalerie à la place du Marquis de *Montandre*.

Ordre au Réfi-
dent de Venise de
sortir d'Angle-
terre.
3 Juillet.

En JUILLET ; la *Cour d'Angleterre*, informée des honneurs qu'on avoit rendus à *Venise* au Fils aîné du *Prétendant*, crut devoir en témoigner son mécontentement. Le Roi fit donc écrire, le 3, par le Duc de *Newcastle* une Lettre au S. *Businelli* Résident de la République, pour lui notifier, Que Sa Majesté avoit raison d'être mécontente de la conduite que cette République avoit tenue à l'égard du Fils aîné du Chevalier de Saint - George, tant par les Honneurs qu'elle avoit consenti de lui rendre, que par le Titre de Comte d'Albanie, sous lequel il les avoit reçus, Titre qui ne devoit être porté que par un des premiers Princes du Sang : Qu'en conséquence Sa Majesté lui donnoit ordre de se retirer de ses Etats. Le Duc de *Newcastle* ajoutoit, Qu'en son particulier il étoit très sensible au malheur que le Résident essuioit, parce que sa personne avoit toujours été fort agréable, non seulement à Leurs Majestés mais même à toute la Nation. Cette Lettre étoit accompagnée des Passe-

ports nécessaires pour le voiage du S. *Busnelli*, lequel, après avoir inutilement tenté d'obtenir audience du *Roi*, partit le 6, pour se rendre à *Paris*, dans le dessein d'y attendre les ordres de la République, qu'il avoit informée de cette affaire par un Exprès. Le même jour que le Duc de *Newcastle* écrivit à ce Ministre, on fit partir un Courier pour porter des Lettres de Rappel au Résident d'Angleterre à *Venise*; & le *Roi* déclara publiquement, Qu'il en agiroit de la même manière à l'égard de toutes les Puissances qui rendroient à d'autres qu'aux Princes de la Famille Royale, les honneurs qui ne sont dus légitimement qu'à ces Princes.

Le 12, le Duc de *Newcastle*, Ministre & Secrétaire d'Etat fut élu Grand-Maître de l'Université de *Cambridge*, à la place du feu Comte d'*Anglesea*, mort au mois d'Avril de cette année.

Nouveau Grand-Maître de l'Université de Cambridge
12 Juillet.

Dans le courant de ce mois; le *Roi* nomma le Comte de *Berkeley* Lord Lieutenant & Garde des Rôles du Comté de *Glocester*, à la place du feu Comte son Père.

Charge donnée.
Juillet.

Le *Roi* fit présent de trois cens Livres Sterling à l'Hôpital bâti depuis peu dans la Ville de *Winchester*.

Libéralité pieuse du Roi.
Juillet.

Les Sommes, que le Gouvernement avoit épargnées par le grand nombre de Places qu'il avoit laissées vacantes depuis un certain tems, montoient à 100 mille Livres Sterling, dont la destination devoit être réglée dans la prochaine Séance du *Parlement*.

Produit des Charges vacantes
Juillet.

En Août; le 1. le S. *Guillaume Lee*, nouvellement fait Lord Chef-Justice de la Cour du Banc du *Roi*, à la place du Lord *Hardwick*, prit Séance au Conseil d'Etat en qualité de Conseiller-Privé.

Nouveau Conseiller-Privé.
1 Août.

Le 11 à dix heures du soir, la *Princesse de Galles* revint de *Hampsoncourt* au Palais de *Saint-James*; & vers une heures après minuit, elle mit heureusement au monde une *Princesse*, qui fut baptisée & nommée *Auguste*, le 9 du mois suivant. Il sera parlé plus bas de cette Cérémonie.

Couches de la Princesse de Galles.
11 Août.

Dans le cours du mois; le *Roi* nomma Chevalier du *Chardon*, à la place du feu Comte de *Berkeley*, le Comte de *Waldegrave* son Ambassadeur en *France*.

Nouveau Chevalier du Chardon.
Août.

Il déclara le Comte d'*Abercorn*, le S. *Edouard Walpole*, second Fils du Chevalier *Robert Walpole*, & le S. *Luc Gardiner*, Membres du Conseil Privé d'*Irlande*.

Nouveaux Conseillers - Privés d'Irlande.
Août.

Vingt-mille Prisonniers détenus pour Dêtes dans les différentes Prisons d'Angleterre, déclarèrent qu'ils vouloient jouir du bénéfice du dernier *Acte du Parlement* en faveur des Débiteurs insolvables; & firent insérer leur nom dans la Gazette de *Londres*.

Prisonniers pour Dêtes.
Août.

I.
AFFAIRES
DIVERSES.

ANNEE MDCCXLVII.

Portrait d'une
Femme âgée de
136 ans.
Aôdt.

Les Officiers de la Paroisse de *Sainte-Marguerite* à *Londres* firent tirer le Portrait de *Marie Patten*, qui s'étoit retirée depuis un très-grand nombre d'années dans la Maison des Pauvres de cette Paroisse, & qui passoit pour être âgée de 136 ans. Cette Femme, malgré son grand âge, marchoit encore & conservoit l'usage de tous les sens.

Mort du Baron
de Hartoff.
3 Septembre.

En SEPTEMBRE, le 3, le Baron de *Hartoff*, Secrétaire d'Etat pour l'Electorat d'*Hanovre*, mourut à *Hamptoncourt* d'une Goute remontée. Son Corps fut déposé dans sa Maison près de *Hammesmish*, jusqu'à ce que l'on pût le transporter à *Hanovre*.

Disgrace du Prin-
ce de Galles.
23 Septembre.

Le 23, le *Prince de Galles* se retira, par ordre du *Roi*, du Palais de *Saint-James* avec la *Princesse* son Epouse & la jeune *Princesse*. Il est nécessaire de s'étendre ici pour rendre compte en détail de la disgrâce de ce Prince. Aussitôt que la *Princesse de Galles* fut accouchée la nuit du 11 au 12 d'Aôût, le *Prince* fit porter cette nouvelle au *Roi* à *Hamptoncourt* par un Gentilhomme. Le 12 après midi, le Lord *Jersey*, Gentilhomme de la Chambre du *Prince*, alla dans un Carosse de Parade remettre au *Roi* une Lettre de sa part, contenant la notification de cette nouvelle. Quelques jours après, le Comte d'*Essex* vint à *Londres* apporter ce Message, qu'il lui remit par écrit.

Message du Roi
au Prince.

LE *Roi* m'a ordonné d'informer Votre Altesse Royale, que Sa Majesté ressent une joie très sincère de l'heureux accouchement de la *Princesse*: mais, comme pendant le séjour du *Roi*, de la *Reine* & de la Famille Royale au Palais de *Hamptoncourt*, vous avés emmené avec vous la *Princesse* dans un tems, où elle donnoit des marques certaines d'une prochaine délivrance, en quoi cette *Princesse* & l'Enfant dont elle étoit enceinte, ont été exposés à un péril évident, malgré le soin qu'on avoit eu de vous en avertir une semaine d'avance, afin que vous eussiez le tems de faire préparer toutes choses pour ces heureux évènement, & qu'en outre vous n'avés informé ni le *Roi* ni la *Reine* des circonstances où se trouvoit la *Princesse*, & ne leur avés pas donné la moindre connoissance de votre départ ni des raisons qui vous y engageoient; le *Roi* ne peut considérer cette conduite que comme une offense préméditée que vous lui avés faite, ainsi qu'à la *Reine*. C'est pourquoi Sa Majesté m'a enjoint de vous déclarer qu'elle prend en fort mauvaise part un procédé de cette nature.

Le *Prince de Galles* répondit à ce Message par la Lettre suivante.

ANNEE MDCCXXXVII.

I.
AFFAIRES
DIVERSES.

SIRE,

Réponse du
Prince au Mes-
sage du Roi.

Je suis pénétré de la sensibilité la plus vive, en apprenant par le Message de Milord Effex, que ma venue à Londres avec la Princesse est la cause malheureuse qui m'a attiré la disgrâce de Votre Majesté. Permettez-moi, SIRE, de représenter à Votre Majesté que dans la nécessité pressante, où je me trouvais Dimanche dernier sans Sage-Femme ou sans aucun autre secours, il m'étoit impossible de différer un instant de plus à me rendre à Londres. Sans un cas aussi indispensable, je n'aurois pas manqué d'aller en personne informer Votre Majesté du parti que je prenois à cet égard. Supposez que l'on eût fait toute la diligence imaginable, il n'étoit pas bien certain que l'on pût avoir Mademoiselle Cannon, que deux ou trois heures après la naissance de l'Enfant, puisqu'on ne croioit pas la Princesse, si près de son terme, & que l'incommodité qu'elle avoit eue quelques jours auparavant étoit une grosse Colique. Mademoiselle Cannon & les Docteurs Hollings & Broxholm ont été consultés tous les jours sur l'état de la Princesse. Ils m'ont assuré qu'elle ne leur paroissoit pas encore prête à accoucher. Dimanche après midi même, tous les Médecins étoient encore de cet avis. Ils jugèrent seulement, que, si la Princesse ressentoit des douleurs différentes de celles de la Colique, il seroit bon de lui faire prendre un Cordial ou quelque autre confortatif, & de la transporter ensuite à la Ville le plus promptement qu'on le pourroit faire. J'ai suivi exactement cet avis. Il est douloureux pour moi qu'il soit arrivé une circonstance, où ma tendresse pour la Princesse a pu me faire soupçonner un moment, de manquer à ce qui est toujours d'ailleurs le principal de mes soins, c'est-à-dire, mon respect envers Votre Majesté. Outre ces raisons, je puis dire que la Princesse m'a priée instamment de la mener à Londres; persuadée qu'elle y trouveroit mieux qu'ailleurs le secours qui lui étoit nécessaire. Je n'ai pu lui refuser sa demande, parce que si je l'avois fait & qu'il en eût résulté quelque fâcheux inconvénient, je ne me serois jamais pardonné d'en avoir été la cause. J'ose me flater que Votre Majesté voudra bien faire attention à toutes ces choses, & m'accorder la permission d'aller de main matin à son lever me jeter à ses pieds. Je n'aurois pas manqué de le faire dès lundi dernier, si la Reine n'avoit jugé à propos alors que je m'en abstinsse. La seule raison qui m'en empêche encore à présent, est la crainte d'offenser Votre Majesté, si je paroissais devant Elle, avant d'avoir eu l'honneur de lui expliquer les véritables & uniques motifs de la démarche qui a pu lui déplaire.

Le Prince n'ayant pas eu la permission d'aller à Hamptoncourt, comme il le demandoit, écrivit au Roi cette seconde Lettre.

SIRE,

Seconde Lettre
du Prince au Roi.

Qu'il plaise à Votre Majesté, de me permettre de lui témoigner, de la manière la plus humble, le regret que j'ai senti hier au soir en recevant la Réponse

par laquelle Elle a refusé de m'accorder la prière, que je lui avoit faite, de souffrir que j'allasse lui rendre aujourd'hui mes respects. Il ne m'est pas possible d'exprimer jusqu'à quel point je suis affligé de me voir privé de cet honneur & des graces de Votre Majesté. Si quelque chose étoit capable de me consoler dans le malheur où je me trouve, ce ne pourroit être que l'innocence de mes intentions. Je supplie Votre Majesté de vouloir croire qu'elles n'ont jamais pu tendre à l'offenser. Je ne prendrai point la liberté de rappeler ici les motifs qui m'ont obligé de quitter avec tant de précipitation le Palais de Hamptoncourt. J'ose me flatter cependant que Votre Majesté sera moins éloignée de m'accorder le pardon dont je la supplie, si Elle veut bien faire réflexion aux circonstances dans lesquelles je me suis trouvé à l'égard de la Princesse, & dans un tems où il n'étoit pas convenable que j'y apportasse le moindre délai, ou que je différasse d'un seul instant. C'est ce qui me détermine encore à supplier Votre Majesté, de la manière la plus forte, de me rendre ses graces & d'agréer que je me trouve demain à son lever. Daignés, SIRE, en me le permettant, m'accorder la seule chose d'où dépend ma tranquillité.

Message du Roi
pour le Batême
de la jeune Prin-
cesse.

Cette Lettre ne produisit pas plus d'effet que la précédente. Le 31 d'Août, le Comte de Dunmore, l'un des seize Pairs d'Ecosse, vint apporter au Prince ce Message.

COMME il y a actuellement trois semaines que la Princesse est accouchée, le Roi espère qu'il n'y aura point d'inconvénient pour elle, si l'on fixe au Lundi 9 du mois suivant la Cérémonie du Batême de la Princesse sa Petite-Fille. Il a été résolu que le Roi, la Reine, & la Duchesse Douairière de Saxe - Gotha seront Parrains & Marraines en cette occasion. Sa Majesté y enverra son Grand-Chambellan pour le représenter, & la Reine une de ses Dames d'Honneur, pour assister en son nom à la Cérémonie. La Princesse est priée de nommer une de ses Dames d'Honneur pour représenter la Duchesse Douairière de Saxe-Gotha. Le Roi a aussi résolu d'y envoyer l'Archevêque de Cantorbéry pour faire les fonctions du Batême.

Réponse du
Prince au second
Message.

Le Prince répondit à ce Message pour la Lettre que voici.

S I R E ,

La Princesse & moi prenons la liberté de remercier très humblement Votre Majesté de la faveur qu'il lui plaît de témoigner à notre Fille en étant son Parrain. Les ordres, que Milord Dunmore m'a apportés à cette occasion, seront ponctuellement suivis. Je m'estimerois très heureux, si j'osois à présent m'aller jeter aux pieds de Votre Majesté. Rien ne sauroit m'empêcher de le faire, que les ordres qui s'y opposent. Me voir banni de la bienveillance de Votre Majesté est le malheur le plus affligeant qui pouvoit m'arriver, puisque ce n'est pas seulement le respect le plus profond qui m'attache à elle; mais, s'il m'est permis d'employer

ANNE'E MDCCXXVII.

I.
AFFAIRES
DIVERSES.

une expression aussi familière, c'est l'amour le plus tendre que j'ai pour Votre Majesté. Souffrez donc, SIRE, que je ne cesse point de supplier Votre Majesté de me pardonner cette faute involontaire, & de permettre enfin que je me trouve demain à votre lever. J'entreprends encore par mes supplications les plus fortes d'obtenir de Votre Majesté la seule chose qui puisse me rendre tranquille.

Le Lord *Dunmore* revint le même jour chés le Prince par ordre du Roi, lui dire en réponse à sa Lettre : Le Roi m'a chargé de dire à Votre Altesse Royale qu'Elle a ses ordres, & que Sa Majesté ne juge pas à propos d'y faire aucun changement. Réplique du Roi.

Le Prince écrivit à la Reine, en même tems qu'au Roi, la Lettre suivante.

MADAME,

Lettre du Prince
à la Reine.

Permettez-moi de vous remercier très humblement de l'honneur, qu'il vous a plu me faire & à la Princesse d'être Marraine de notre Fille. J'ai pris la liberté de remercier le Roi, par écrit, de l'honneur qu'il a bien aussi voulu nous faire en cette occasion, & j'y ai ajouté les témoignages du regret que me cause l'état dans lequel je me trouve à présent. Je vous supplie instamment, Madame, de vouloir bien m'aider de vos bons offices en cette occasion. Vous ne sauriez les employer dans une affaire plus importante pour votre Fils, que l'est celle, où il s'agit de le remettre dans les bonnes grâces de son Père.

La Reine répondit à cette Lettre en ces termes : JE suis fort aise de l'honneur que le Roi m'a fait de me nommer Maraine : mais je suis fort triste par rapport à d'autres choses. Sa Majesté est seule en état d'y remédier. Réponse de la
Reine.

La Cérémonie du Batême de la petite Princesse se fit le jour marqué, dans l'Appartement du Prince de Galles à Saint-James, par l'Archevêque de *Canterbury*. Le Roi fut représenté par le Duc de *Grafton*, la Reine par la Duchesse de *Richmont* & la Duchesse *Douairière de Saxe-Gotha* par la Vicomtesse de *Torrington*. La jeune Princesse étoit dans un magnifique Berceau sur une Estrade élevée de deux pas, sous un Dais de Cérémonie. Elle en fut tirée pour être mise sur les genoux de sa Nourrice, sur un Coussin très riche brodé & garni de Franges & de Glands d'Argent. La Princesse de Galles étoit sur son Lit de parade, aiant une Manteline de Satin blanc par dessus son Corset, dont la Pièce étoit enrichie de diverses Pierreries. Les Colones du Lit étoient de Satin blanc brodé d'Argent & garni de belles Dantelles. Le Prince de Galles, accompagné de tous les Gentilshommes de sa Chambre, fut présent à cette Cérémonie. Les Fonts Bâptismaux & les Vases nécessaires à la Cérémonie furent apportés du Bureau des Joiaux de la Couronne. Ils sont d'Argent dorés, & destinés depuis plusieurs siècles à l'usage de la Famille Royale. Le 21

Cérémonie du
Batême de la
petite Princesse.

Tome XIV. Partie I.

Eeee

de ce même mois de Septembre le Duc de Grafton vint apporter au Prince une Lettre du Roi, que voici.

Lettre du Roi
au Prince de Galles.

LES Protestations, que vous faites dans votre dernière Lettre d'une attention particulière pour ma Personne, sont si ouvertement contredites par vos actions, qu'elles ne sauroient m'en imposer. Vous vous souvenés sans doute que vous ne donnâtes part de la grossesse de la Princesse, ni à Moi ni à la Reine, qu'un mois avant ses couches. Dans la semaine qui a précédé immédiatement le jour de sa délivrance vous l'emmenâtes deux fois de l'endroit de ma résidence, dans l'attente, comme vous le déclarés de votre chef, de son enfantement; & ces deux fois, en revenant, vous me cachâtes avec soin, ainsi qu'à la Reine, jusqu'à la moindre circonstance d'une affaire si importante: Enfin, sans m'en donner part non plus qu'à la Reine, vous parîtes précipitamment du Palais de Hamptoncourt avec la Princesse, qui se trouvoit dans un état qu'il ne convient pas de nommer. Aiant ainsi, conformément aux mesures que vous aviez projetées, exposé à un danger évident l'Enfant & la Princesse, vous tâchés aujourd'hui d'excuser les indignités que vous avés faies contre Moi & contre la Reine, par votre tendresse pour la Princesse & par la surprise où vous dites que vous vous êtes trouvé. Ce procédé irregulier & extravagant dans une affaire aussi sérieuse que la naissance d'un Héritier de ma Couronne, est une preuve si évidente d'une défiance ourée de Moi, & d'un mépris manifeste de mon autorité & du droit naturel qui appartient à vos Parens, qu'on ne sauroit l'excuser par l'innocence prétendue de vos intentions, ni le pallier par des paroles spécieuses. Depuis quelque tems, tout le train de votre conduite s'est écarté si ouvertement de votre devoir envers Moi, qu'il y a longtems que j'aurois eu raison de m'en croire offensé. C'est pourquoi jusqu'à ce que vous retirés vos égards & votre confiance de ceux dont les instigations & mauvais conseils dirigent vos démarches inexcusables envers Moi & envers la Reine, & jusqu'à ce que vous vous rangiés à votre devoir, vous cessérés de résider dans mon Palais, attendu que je ne saurois permettre qu'il soit le rendez-vous de ceux qui, sous prétexte d'attachement à votre personne, fomentent la division dans ma Famille & tâchent de la communiquer à l'Etat. Je ne recevrai point de réponse de votre part, que lorsque vos actions manifesteront des sentimens de devoir & de soumission, qui puissent me porter à vous pardonner ce que je ne puis me dispenser de ressentir maintenant. Ma volonté est donc que vous quittés le Palais de Saint-James avec toute votre Famille, au moment que vous pourrés le faire sans inconvénient de la part de la Princesse. Je laisse présentement à la Princesse le soin de l'Education de ma Petite-Fille, jusqu'à ce que les circonstances me portent à m'en charger moi-même.

G. R O I.

Le Duc de Grafton eut au sujet de cette Lettre une longue conversation avec le Prince, qui lui dit pour réponse à la Lettre : *Que plein de res-*

peut pour le Roi, il étoit prêt d'exécuter en tout tems les ordres de Sa Majesté : mais qu'il la supplioit en cette occasion de lui accorder jusqu'au surlendemain pour se conformer à sa volonté. Le 23, comme je l'ai dit, le Prince, la Princesse, la Princesse Auguste leur Fille & toute leur Famille fortirent du Palais de Saint-James pour se retirer à Kew, Maison de Campagne du Prince près de Londres. En même tems que le Duc de Grafton portoit au Prince la Lettre du Roi, le Chevalier Clement Cotterel, Maître des Cérémonies, alla faire part à tous les Ministres Etrangers de ce qu'elle contenoit ; & le lendemain (22) il envoya, de la part du Roi, chés les Pairs & Pairessees, chés les Seigneurs & Dames de la Cour, chés tous les Membres du Conseil-Privé & les autres personnes aiant des Emplois auprès de Leurs Majestés, des Billets portant, *Qu'ils eussent à ne point paroître à la Cour, s'ils frequentoient celle du PRINCE DE GALLES.* Ce Billet fut cause que plusieurs Seigneurs & d'autres Persones, qui crurent que dans une circonstance aussi délicate la volonté du Roi devoit prévaloir sur toute autre considération, abandonnèrent les Emplois qu'ils avoient chés le Prince ou la Princesse & se retirèrent de leur Cour. De ce nombre furent la Comtesse d'Effingham & la Vicomtesse de Torrington, qui donnèrent la démission de leurs Places de Dames de la Chambre de la Princesse ; & le S. Jaques Pelham, Membre du Parlement pour Neworck, Secrétaire du Grand-Chambellan de la Maison du Roi & Premier Secrétaire du Prince, qu'il pria de trouver bon qu'il se retirât de son service. D'autres qui ne se croioient pas obligés de se conformer à toutes les intentions du Roi, quittèrent la Cour & leurs Emplois, & ne suivirent que les mouvemens de leur affection particulière pour le Prince. C'est ce que fit le Lord Archibald Hamilton, Commissaire de l'Amirauté, dont la Femme étoit Dame d'Honneur de la Princesse. Le Prince loua le Palais du Duc de Norfolk avec une Maison voisine pour faire sa résidence à Londres, & sa disgrâce, que l'on poussa jusqu'à lui retrancher ses Gardes ; n'empêcha pas que le Lord-Maire & le Conseil de la Ville de Londres n'allassent le 30 le féliciter en Corps sur la naissance de la Princesse Auguste, & que la vieille Duchesse de Marlborough ne lui fit offrir sa magnifique Maison de Campagne de Blenheim. Le Roi, qui fut que la Princesse avoit paru très sensible à la disgrâce du Prince son Epoux, lui fit savoir ; *Qu'elle seroit plaisir à Leurs Majestés de venir à la Cour toutes les fois qu'elle voudroit & qu'elle pouvoit comier d'être bien reçue.* La Princesse fit réponse à la personne que l'on avoit chargée de lui faire cette invitation ; *Qu'elle étoit très sensible aux bontés de Leurs Majestés à son égard & qu'elle voudroit pouvoir allier avec son devoir envers son Epoux l'envie qu'elle avoit d'en profiter & d'en aller témoigner sa reconnaissance à Leurs Majestés, en leur faisant assiduelement sa Cour : mais que ce même devoir l'obligeoit d'accompagner & de suivre son Epoux, par tout où son sort l'obligeroit de se réfugier.* Cette Réponse ne plut pas à la Cour. Le Prince cependant n'oublia rien pour ren-

trer dans les bonnes graces du *Roi* son Père. Il écrivit les Lettres les plus foudroyées ; il engagea même la *Princesse* d'écrire , tant au *Roi* qu'à la *Reine* avec toute la soumission & la tendresse possible. Toutes ces démarches n'eurent aucun succès ; & , comme le Peuple murmuroit de cette discorde dans la Famille Roïale , la Cour fit imprimer les Messages & les Lettres que l'on a vues plus haut.

Gouvernemens
Dignités & Char-
ges données.

Dans le cours de ce même mois de Septembre ; le Duc de *Montague* fut fait Capitaine des Gentilshommes Pensionnaires , & résigna sa Place de Capitaine de la première Compagnie des Gardes du Corps. Les Sieurs *Edouard Howe* & *Thornby* furent nommés Conseillers au Conseil-Privé d'Irlande.

Mort du Comte
de Leicestre.
8. Octobre.

En OCTOBRE ; le 8 , le Lord *Sidney* Comte de *Leicestre* , Gouverneur de la Tour de *Londres* , Lord-Lieutenant & Gardes des Rôles du Comté de *Kent* , Membre du Conseil-Privé , & Chevalier de l'Ordre du *Bain* , mourut subitement à sa Terre de *Penshurst*. Le S. *Joselme Sidney* son Frère lui succéda dans ses Titres & dans ses Biens.

Plaintes des
Marchands de
Londres contre
les Espagnols.

Le 24 , les Marchands de *Londres* présentèrent une Requête au *Roi* , pour se plaindre de ce que plusieurs de leurs Vaisseaux avoient été pris par les *Espagnols*. Nous aurons occasion de parler ailleurs plus amplement de cette affaire.

Gouvernemens
& Charges don-
nées.
Octobre.

Pendant ce mois ; le *Roi* nomma Gouverneurs ; de l'Ile de *Minorque* , le Comte de *Hereford* , à la place du feu Brigadier-Général *Kane* ; de l'Ile de *Guernsey* , le Marquis de *Montandre* , à la place du feu Lieutenant-Général *Sutton* ; de *La Virginie* , à la place du feu Comte de *Berkeley* , le Comte d'*Albemarle* , qui conserva ses Places de Gentilhomme de la Chambre & de Capitaine d'une Compagnie des Gardes du Corps ; de *Finmouth-Castle* en *Ecosse* , à la place du Comte de *Hereford* , le Comte de *Dunmore* l'un des seize *Pairs Ecossois* aiant Séance au *Parlement de la Grande-Bretagne*. Il disposa de la place de Capitaine de la Compagnie des Hallebardiers de la Garde , vacante par la mort du Comte d'*Asburnham* , en faveur du Duc de *Manchester* ; & fit Lord-Garde des Rôles du Comté de *Kent* , à la place du feu Comte de *Leicestre* , le Chevalier *Conyers Darcy* , Contrôleur de sa Maison & Membre du *Parlement* pour *Richmont* dans le Comté d'*York*.

Nouvelles Mines
en Irlande.
Octobre.

On découvrit auprès de *Waterford* en *Irlande* deux Mines , l'une de Cuivre & l'autre de Plomb.

Commission pour
la recherche des
Droits du Roi
24. Novembre.

En NOVEMBRE ; le 14 , on passa au Grand Sceau des Lettres Patentes par lesquelles le *Roi* établissoit l'*Archevêque de Cantorbery* , le *Lord-Chancelier* , l'*Archevêque d'York* , le *Président du Conseil* , le *Garde du Petit-Sceau* , le Duc de *Newcastle* & le Lord *Harrington* Commissaires pour la recherche de divers droits que ses Prédécesseurs avoient laissé perdre.

Charges don-
nées.
Novembre.

Durant le cours de ce mois ; le *Roi* nomma le Comte de *Rockingham*

qu'on a besoin de les mettre en œuvre. La Reine qui se nommoit *Guillemine-Caroline-Dorothée*, mourut âgée de 54 ans, 8 mois & 18 jours, étant née le 12 de Mars 1683. Elle étoit Fille de *Jean-Frédéric*, Margrave de *Brandebourg-Anspach*, mort le 3 de Mars 1686, & d'*Eléonore-Edmuth-Louise*, Fille de *Jean-George* Duc de *Saxe-Eisenach*, morte le 9 de Septembre 1696. Le Margrave *Jean-Frédéric de Brandebourg-Anspach* l'avoit épousée en secondes nœces le 14 de Novembre 1681. Après la mort de ce Prince, elle se remaria le 17 d'Avril 1692 à *Jean-George IV*, Electeur de *Saxe*. La Reine avoit épousé le Roi à *Hanovre* le 2 de Septembre 1705. Elle laissoit 6 Enfants. *Frédéric-Louis*, Prince de *Galles*, né le 31 de Janvier 1707, marié le 8 de Mai 1736, avec la Princesse *Auguste de Saxe-Gotha*, Fille de *Frédéric II* Duc de *Saxe-Gotha*, mort le 25 de Mars 1732, & de *Madelène-Auguste d'Anhalt-Zerbst*; *Guillaume-Auguste*, Duc de *Cumberland*, né le 26 Avril 1721; *Anne*, Princesse Roiale, née le 22 d'Octobre 1709, & mariée le 25 de Mai 1734 avec *Guillaume-Charles-Henri-Frifo*, Prince de *Nassau-Dietz* & d'*Orange*, Stathouder Héréditaire de *Frise*, Stathouder & Capitaine Général des Provinces de *Guedres*, de *Groningue*, des *Ommelandes*, & de *Zutphen*, & des *Païs de Thuenie* & de *Drenthe*, né le 1 de Septembre 1711, après la mort de *Guillaume-Jean-Frifo* son Père, qui se noia le 24 de Juillet 1711 au passage du *Mordick*, & dont l'Epouse étoit *Maria-Louise*, Fille de *Charles* Landgrave de *Hesse-Cassel*; la Princesse *Amélie-Sophie-Eléonore*, née le 30 de Mai 1711; la Princesse *Elisabeth-Caroline*, née le 10 de Juin 1723; & la Princesse *Louise* née le 19 de Décembre 1724. La Reine avoit encore eu deux Princes, l'un né le 20 de Novembre 1716 & mort avant qu'on eut eu le tems de lui suppléer les Cérémonies du Batême, & l'autre nommé *George-Guillaume* Duc de *Glocester*, né le 13 de Novembre 1717, & mort le 17 de Février de l'année suivante. Je reprends à présent la suite de la Relation que j'avois interrompue. La nature, qui avoit prodigué ses dons les plus précieux à la Reine, ne tarda pas à les développer par toutes les qualités & toutes les vertus qui rendent une Princesse accomplie, tant pour l'esprit que pour la beauté. L'Empereur *CHARLES VI*, alors nommé *CHARLES III* Roi d'Espagne, sentoit tout l'avantage qu'il y auroit pour lui de la posséder. Il la fit rechercher en mariage avec tout l'empressement possible: mais le titre flatteur de Reine d'Espagne & l'espérance d'être un jour Impératrice, ne l'emportèrent point sur l'attachement qu'elle avoit à la Religion dans laquelle elle étoit née. Le Roi, la Famille Roiale & toute la Cour furent inconsolables de sa mort. L'Angleterre perdoit en elle une des plus grandes Reines, qui eussent régné jusqu'alors; le Roi une Epouse tendre, remplie de vertu & qui par ses grandes qualités lui aidoit à supporter le poids de la Roiauté; les Princes & les Princeses une Mère qui les chérissoit tendrement, & à laquelle ils étoient redevables de tout ce que l'éducation peut ajouter à la nature: Immédiatement après que la Reine fut expirée,

Son Regne.

Règlement pour
le Deuil.

le Roi voulut se retirer au Palais de Kensington, pour y donner un libre cours à sa douleur. Les Médecins lui représentèrent que, dans l'état où sa santé se trouvoit, il seroit dangereux qu'il entreprit de se rendre à Kensington, & qu'il faisoit au contraire qu'il se tranquillisât. A force d'instances, on le détermina à coucher au Palais de Saint James. Le 3, il se transporta dans l'Appartement que le Prince de Galles avoit quitté, pour y rester jusqu'à ce que le sien fût menblé de deuil. Le 2 le Prince & la Princesse de Galles quittèrent Londres pour retourner à Kew, pénétrés de douleur de la mort de la Reine, & surtout inconsolables de ce qu'il ne leur avoit pas été permis de la voir pendant sa maladie : mais ils revinrent quelques jours après occuper l'Hôtel de Norfolk. Les Princesses furent incommodées des fatigues qu'elles avoient eues auprès de la Reine; & surtout la Princesse Caroline, qui fit craindre qu'elle ne fût atteinte de consommation. Le même jour 2, on embauma le Corps de la Reine; & les Ducs de Grafton & de Newcastle, le Chevalier Robert Walpole & le S. Henri Pelham s'assemblèrent pour régler le Deuil, & résolurent de le différer de quelques jours à cause de la maladie de la Princesse Caroline. Le Roi de son côté donna des ordres pour que l'on construisît un nouveau caveau pour la Famille Royale dans la Chapelle d'Henri VII. à Westminster, où l'on transporterait le Corps de la Reine & ceux des deux petits Princes ses Enfants. Le 6, il se tint un Conseil à Saint-James, dans lequel il fut résolu que la Cour prendroit le Deuil le 15, ainsi que tous les Pairs & leurs Epones, les Conseillers-Privés, & les autres qui possédoient des emplois distingués : mais que leurs Domestiques ne commenceroient à le porter que le 29. Il fut en même tems arrêté que les Hommes porteroient des Habits noirs sans boutons, des Cravates unies de Toile de Cambrai, des Pleureuses, des Souliers & des Gands de Chamois bronzé, des Epées & des Boucles noires; & que les Femmes porteroient du Basin noir, du Linge uni de Toile de Cambrai, des Coeffes & des Evantails de Crepe, des Souliers & des Gands de Chamois bronzé, que les Carrosses, Chaises &c. seroient drapés; & que le grand Deuil durerait 6 mois, & le petit Deuil autant. Le 15, dit une autre Relation, la Cour parut en grand Deuil à Saint-James : mais on n'admit en la présence du Roi, que les Ministres d'Etat, les Gentilshommes de la Chambre & les principaux Officiers de la Maison de Sa Majesté, ainsi que les Dames de la Chambre de la Reine, les Demoiselles d'Honneur & les autres Dames qui avoient quelques Places à la Cour. Les Officiers qui montèrent ce jour-là la Garde à Saint-James, & les Gentilshommes Pensionnaires, parurent en habit d'Ecarlate doublés de noir avec les Paremens les Boutons & les Boutonnières de la même couleur, des Crêpes à leurs Chapeaux & des 1 charpes de Crêpe. Le Roi ordonna ce même jour que toutes les Pensions que la Reine faisoit à de pauvres Gentilshommes & autres, & qui montoient à 9 mille 500 Livres Sterling seroient exactement payées tous les ans pendant sa vie. Avant ce jour il avoit réglé que toutes les Personnes de distinction attachées à la Reine conserveroient leurs appointemens, & qu'on donneroit à ses Filles d'Honneur

d'Honneur la récompense qui leur auroit été due à la fin du tems de leur service. Après qu'on eût embaumé le Corps de la Reine, on le mit dans un double Cercueil de Plomb, revêtu d'une Caïsse de Bois. Le 25, il fut enfermé dans un quatrième Cercueil couvert de Velours cramoisi. La nuit du 27 au 28, dit la première Relation que j'ai citée, il fut porté du Palais de Saint-James à l'Abbaïe de Westminster. Le Char, dans lequel il étoit, étoit couvert de Velours de couleur de Pourpre, & tiré par huit chevaux, dont les Caparaçons étoient de la même couleur. Il étoit escorté par des Détachemens des Gardes du Corps & des Hallebardiers de la Garde, & précédé de plusieurs Carrosses de deuil, chacun à six Chevaux. Autour du Char étoient les Valets de pied de la Reine, qui portoient des flambeaux, & la Marche étoit fermée par les Timbaliers & les Trompètes de la Maison du Roi. Le Char & le Cortège qui l'accompagnoit, aiant traversé le Parc de Saint-James, en sortirent par la Porte de Buckingham, & l'on entra dans l'Abbaïe de Westminster par la Cour de la Chancellerie. Le lendemain au matin 16 cens Soldats des trois Régimens des Gardes à pied occupèrent les Cours & tous les dehors de l'Abbaïe, dont les dedans étoient gardés par des Détachemens des Compagnies des Gardes du Corps. A midi d'autres Détachemens des mêmes Compagnies & de celles des Grenadiers à Cheval furent postés à l'entrée des Rues qui conduisent à Westminster. Tous les Pairs de la Grande-Bretagne, qui se trouvèrent à Londres, les Chevaliers des Ordres de la Jarretière, du Chardon & du Bain, & les autres Persones de distinction qui devoient assister aux Funérailles de la Reine, s'étant rendus l'après-midi dans la Chambre du Prince, où le Corps de la Reine étoit en dépôt, la Marche commença vers les 6 heures du soir, & se fit dans l'ordre suivant. Un Détachement des Hallebardiers de la Garde. Un grand nombre des Domestiques de livrée de la Reine, qui portoient des flambeaux. Les Officiers de ses Offices, de ses Ecuries & de sa Chambre, en longs manteaux de Deuil. Un Timbalier & quatre Trompètes. Un Détachement des Gardes du Corps. Les Pages, les Chambellans & quelques-uns des principaux Officiers de la Reine. Les Colonels des trois Régimens des Gardes à pied, précédés des Capitaines de ces Régimens. Les Capitaines & les autres principaux Officiers des Compagnies des Gardes du Corps. Un Timbalier & quatre Trompètes des Gardes du Corps. Les Chevaliers des Ordres du Bain & du Chardon, revêtus des Colliers de leurs Ordres. Les Conseillers du Conseil-Privé. Les Pairs de la Grande-Bretagne, & les Chevaliers de la Jarretière, ces derniers en Habit & en long Manteau de l'Ordre, le Collier par dessus. Huit Hallebardiers de la Garde portoient le Corps, & le Poêle étoit soutenu par les Ducs de Richmond, de Montagu, d'Argyle, de Saint-Albans & d'Hamilton. La Princesse Amélie, conduite par les Ducs de Dorset & de Grafton, marchoit après le Corps & la Queue de sa Mante étoit portée par six Duchesses & par le Lord Harvey, Vice-Chambellan de la Couronne. Cette Princesse étoit suivie des Epouses & des Filles des Pairs, ainsi que des Dames de la Chambre & des Filles d'Honneur de la

Reine, toutes en longues Mantes de deuil. Pendant la Marche & jusqu'à la fin de la Cérémonie des Funérailles, les Canons de la Tour tirèrent sans discontinuer. L'Evêque de Rochester, Doïen du Chapitre de Westminster, à la tête des Chanoines en Etoles & en Chasubles, reçut le Corps à la porte de l'Eglise de l'Abbaïe, & après les prières accoutumées, il fut porté à la Chapelle d'Henri VII, où il fut placé avec ceux des deux Princes, morts en 1716 & en 1718, dans le Tombeau que le Roi avoit fait confirmer pour les Princes & Princesses de la Famille Royale. Après la Cérémonie, le Roi d'Armes cria à haute voix, suivant l'usage : « Ci gît Très Haute, Très Puissante & Très Excellente Prin- » cesse CAROLINE DOROTHEE, Epouse de Très Haut, Très Puissant & Très » Excellent Prince GEORGE II, par la Grace de Dieu Roi de la Grande- » Bretagne, à qui Dieu veuille accorder toutes sortes de biens spirituels & tem- » porels ». Toute cette Cérémonie fut la même que celle que l'on avoit faite aux Funérailles de la Reine Anna, quoiqu'en Angleterre on mène, comme cela se doit, une grande différence entre Reine Souveraine &c. Reine Epouse du Roi : mais la Reine Anne avoit ordonné qu'elle seroit inhumée sans Pompe. La dernière Reine avoit fait aussi la même demande, & l'on crut devoir à l'estime que l'on faisoit d'elle, ce que l'on avoit fait pour une Reine Souveraine, sous le Règne de laquelle l'Angleterre avoit acquis toute la gloire, qui lui donne à présent un si grand poids dans les Affaires de l'Europe. On mit sur le Cercueil de la Reine Caroline cette Inscription gravée sur une Lame d'Argent.

Deposui

Serenissima Principissa CAROLINÆ

Dei Gratia Regina Consortis Augustissimi & Potentissimi

GEORGII SECUNDI

Dei gratia Magna Britannia, Francia & Hibernia Regis,

Fidei Defensoris,

Ducis Brunswicki & Lunenburgi

S. R. J. Archi-Thesaurarii & Principis Electoris;

Quæ vivit Annos LIV. Menses VIII. Dies XIX.

Et Diem obiit Supremum

XX Novembris MDCCXXXVII.

Cette Date est selon le vieux Stile.

II. EN MARS; les COMMISSAIRES DE L'AMIRAUTÉ, résolurent d'envoyer en *Amérique* une Escadre de six Vaisseaux de Guerre, dont le Commandement fut donné au Capitaine *Saint-Loe*. En AVRIL; le Chevalier *Tancrède Robinson*, Commandant d'un Vaisseau de guerre revenu le mois précédent de *Lisbone*, fut fait Contre-Amiral de l'*Escadre-Blanc*. En MAI; l'Amiral *Norris* arriva le 5 à *Plymouth* revenant de *Lisbone* avec la plus grande partie de son Escadre composée de 10 Vaisseaux de Guerre, d'un Brûlot & d'un Vaisseau d'Hôpital. Cinq autres Vaisseaux de Guerre de la même Escadre, qui s'en étoient séparés pendant la route, n'arrivèrent que quelques jours après. Il en étoit resté quelques-uns à *Lisbone*, & l'on envoya le Capitaine *George Clinton*, Oncle du Comte de *Lincoln*, pour les commander en Chef, & relever le Capitaine *Medley*. En AOÛT; le 18, le S. *Digby-Dent* Amiral de l'Escadre d'*Amérique* mourut à *La Jamaïque*; & le Capitaine *Bridge* prit le Commandement de l'Escadre. On en eut la nouvelle à *Londres* par un Vaisseau de Guerre revenu d'*Amérique* à *Spithead* le 15 d'Octobre suivant. En NOVEMBRE; sur ce que l'on craignoit d'avoir guerre en *Amérique* avec les *Espagnols*, il fut résolu d'y envoyer une nouvelle Escadre de 7 Vaisseaux sous les ordres du Comte de *Granard*. Dans le même mois, on équipa quatre Vaisseaux de guerre, pour aller protéger le Commerce de la *Nouvelle-Georgie*.

Escadre pour
l'Amérique.
Mars.
Charge donnée.
Avril.

Retour de l'Amiral Norris.
5 Mai.

Commandant
des Vaisseaux restés à *Lisbone*.
Mai.
Mort du Contre-Amiral Digby-Dent.

Nouvelle Escadre pour l'Amérique.
Novembre.
Autres pour la Nouvelle-Georgie.
Novembre.

III. LA BANQUE tint une Assemblée Générale, le 28 de MARS, dans laquelle il fut résolu que le Dividende des Actions seroit pour la demi-année écheant au 5 d'Avril suivant, de deux & trois quarts pour cent. Le 16 d'AVRIL, on élut dans une autre Assemblée Générale le S. *Thomas Cooke* pour Gouverneur, le S. *Nathanaël Gould* pour Député-Gouverneur; & 24 nouveaux Directeurs. Sur ce qu'on avoit projeté dans le Parlement de cette année, que toutes les Dêtes pour lesquelles l'Etat païoit un intérêt de 4 pour cent, seroient remboursées ou converties en Annuités de 3 pour cent au choix des Propriétaires, on refusa de recevoir les *Billets de Banque* dans le Commerce. Un si grand nombre même des Porteurs de ces Billets se présentèrent pour retirer leur Argent de la Banque, qu'en moins de 10 jours elle paia 1 million 200 mille Livres Sterling. Il resta dans la Caisse une pareille somme; ce qui fit que, le Chevalier *Walpole* offrant aux Directeurs de leur prêter un million Sterling de la Caisse de l'*Echiquier*, ils lui répondirent qu'ils n'en avoient pas besoin. Dans l'Assemblée du 3 d'Octobre, cette Compagnie fixa le Dividende des six derniers mois de cette année de la même manière que celui des six premiers.

III.
BANQUE ET
COMPAGNIES DE
COMMERCE.
Banque.
Dividende.
28 Mars.
Election des
Officiers.
16 Avril.
Paiemens faits
par la Banque.
Avril.

Dividende.
3. Octobre.

La COMPAGNIE ROYALE D'AFRIQUE élut, le 30 de JANVIER, le Roi pour Gouverneur, le Chevalier *Babys Lake* pour Sous-Gouverneur & le

Comp. d'Afrique
Election des Officiers.
30, 31 Janvier.

S. Charles Mayes pour Député-Gouverneur. Le lendemain on fit l'Election des 24 Députés de la Compagnie.

Comp. des Indes-
Orientales.
Argent pour les
Indes.
9 Février.

La COMPAGNIE DES INDES-ORIENTALES déclara le 7 de FEVRIER à la *Donane* 202 mille Onces d'Argent monnoïé pour les *Indes*. En JUILLET, on apprit par un Vaisseau revenu le 3 de *Bengale*, que l'Equipage du Vaisseau pris l'année précédente par le Pirate *Angria*, avoit été relâché en vertu d'un Traité que le Gouverneur de *Bombai* avoit fait avec ce Pirate. On sut quelques jours après par d'autres Vaisseaux qu'un Graab appartenant à la *Factorerie Angloise* de *Bombay* avoit pris un des Graabs

Vaisseau brûlé.

du Pirate & qu'il en avoit détruit deux autres. Avant la fin de ce même mois, la Compagnie apprit qu'un de ses Vaisseaux chargé de Poivre & d'autres Marchandises avoit été brûlé avec toute sa charge à *Bencolen*. En

Vaisseau de
guerre pour Bom-
bay.
Septembre.

SEPTEMBRE; le Vaisseau de guerre *La Résolution*, destiné pour *Bombay* eut ordre de prendre double Equipage afin d'aller relever le *Wilmington* parti l'année précédente, pour observer les mouvemens du Pirate *Angria*. Le 20 de NOVEMBRE, on plaïda devant la Cour de l'Echiquier la cause du S. *Naish* contre la Compagnie. Le Procureur Général qui faisoit les fonctions d'Avocat contre lui, demanda du tems pour répondre aux faits allégués par le Défendeur, & l'affaire fut remise à un mois: mais elle ne fut pas reprise au terme marqué.

Comp. du Sud.
Déclaration du
Roi d'Espagne.
Janvier.

Le 23 de JANVIER; l'Agent du *Roi d'Espagne* eut diverses Conférences avec les Directeurs, auxquels il déclara, que Sa Majesté Catholique persistoit à ne vouloir point accorder de Cédule pour l'envoi du Vaisseau de *Permission*, à moins que l'on n'eût terminé le différent qu'il avoit avec la Compagnie touchant le prix des *Piastras*, & qu'on n'eût payé le montant du quart de profit sur le dernier Vaisseau. L'Assemblée Générale du 1 de FEVRIER déclara que le Dividende pour les six derniers mois échus seroit d'un & demi pour cent.

Dividende.
2 Février.

Affaires avec la
Cour d'Espagne.
2 Mars, &c.

Le 1 de MARS, le Sous-Gouverneur & le Député-Gouverneur de la Compagnie présentèrent au *Roi* un long Mémoire dans lequel, exposant leurs Grièfs contre les *Espagnols*, le tort qu'ils faisoient au Commerce de la Compagnie, les dommages qu'ils lui caufoient & les demandes exorbitantes de la Cour d'*Espagne*, ils supplioient Sa Majesté de vouloir bien régler leurs différens avec cette Cour, de leur procurer, s'il étoit possible, la satisfaction qu'ils sollicitoient, & d'engager cette Cour à leur accorder des conditions plus raisonnables. Leur *Roi* leur promit de s'employer, selon ce qu'ils désiroient. Le Chevalier *Thomas Fitz-Gerald* Agent d'*Espagne* lui présenta quelques jours après un Mémoire dans lequel il réfutoit les principaux points de celui de la Compagnie, & déduisoit les sujets de mécontentement que la Cour avoit par rapport à la Contrebande, que plusieurs Vaisseaux Anglois faisoient en *Amérique*. Cette affaire fut ce qui fit prendre aux Commissaires de l'*Amirauté* la résolution d'envoier, ainsi qu'on l'a vu plus haut, une Escadre de six Vaisseaux dans les Mers d'*Amérique*, afin d'y

protéger le Commerce de la Nation. Le 14, le Chevalier *Fitz-Gerald*, qui se trouvoit chargé de toutes les affaires de la Cour, l'Ambassadeur d'*Espagne* étant alors absent par congé, proposa le *S. Rais* aux Directeurs de la Compagnie, pour qu'ils pussent à son défaut traiter avec lui : mais ils le refusèrent sous prétexte qu'il n'avoit pas le pouvoir de nommer personne pour remplir la place. Le 4 de JUILLET, il se tint une Assemblée Générale à laquelle le Sous-Gouverneur présenta le Plan que les Directeurs avoient reçu d'*Espagne* pour régler les différens entre cette Cour & la Compagnie, & pour fixer les conditions auxquelles on accorderoit une Cédule pour le Vaisseau de Permission. Après une délibération de 2 heures & de grands débats, il fut résolu *que les Directeurs remettoient ce Plan au Roi, pour qu'il pût être mis en exécution.* Dans une autre Assemblée du 8 d'AOÛT, le Dividende des six premiers mois de cette année fut déclaré d'un & demi pour cent. Dans le courant de ce mois, le *Roi d'Espagne* aiant revêtu le Chevalier *Fitz-Gerald* du caractère de son Plénipotentiaire à la Cour d'*Angleterre*, nomma le *S. TERRY Irlandois*, Agent des Affaires de la Compagnie du Sud. Le 27 de DECEMBRE, l'Assemblée Générale des Intéressés résolut, *Que l'on acquiescerait une partie des Obligations de la Compagnie jusqu'à la concurrence de 90 mille Livres Sterling ; & le S. Terry Agent d'Espagne remit à cette Assemblée un nouveau projet d'accommodement.* Il portoit, *Que Sa Majesté Catholique offroit à la Compagnie, ou de renoncer au Privilège d'envoyer un Vaisseau tous les ans à la Nouvelle-Espagne en acceptant un Equivalent, ou de consentir aux conditions que Sa Majesté Catholique exigeoit pour la continuation de ce Privilège jusqu'à la fin du terme du Contrat de l'Assiento, qui finiroit en 1742.* Le plus grand nombre des Intéressés furent d'avis, comme ils l'avoient été les années précédentes, que l'on acceptât l'Equivalent : mais ceux qui trouvoient leur compte au Commerce illicite qu'ils faisoient sous main en *Amérique*, furent d'un sentiment contraire ; & l'on ne décida rien.

IV. L'ETAT des ANTILLES ne fut pas heureux cette année, & ne l'avoit pas été la précédente. Il revint au mois de JUIN un Vaisseau de SAINT-CHRISTOPHE, qui n'en rapporta pas une seule Barrique de Sucre, & par lequel on apprit, que LA BARRADE étoit réduite à toute extrémité faute de pluie. En conséquence on n'y recueillit presque point de Sucre cette année. Un Vaisseau qui revint en JUILLET d'ANTIGOA ne rapporta point non plus de Sucre.

On découvrit dans la NOUVELLE-YORCK une Mine de Cuivre très abondante.

On embarqua dans le mois d'AOÛT une quantité considérable de Munitions de guerre pour la NOUVELLE-ANGLETERRE.

Ffff iij

III.
BANQUE EN
COMPAGNIES DE
COMMERCE.
Comp. du Sud.
Les Directeurs
refusent d'admettre une personne
à la place de l'Agent
d'Espagne.
14 Mars.

Suite des affaires
avec l'Espagne
4 Juillet.

Dividende,
8 Août.

Nouvel Agent
d'Espagne pour la
Compagnie.
Août.

Remboursement
d'Obligations, &
Propositions de la
Cour d'Espagne.
28 Décembre.

IV.
COLONIES
Antilles.
Malheureuse récolte
de Sucre, &
d'écarts d'eau.

Nouvelle York.
Mine de Cuivre.

Nouvelle Angleterre.
Munitions de
Guerre.
Août.

17.
COLONIES.

ANNÉE MDCCXXVII

La Jamaïque.
Difette d'Eau.

Mauvella Georgie.
Arrivée du Co-
lonel Oglethorpe
en Angléenne.
Janvier.
Etat de la Colo-
nie.

Dans les premiers mois de cette année l'île de LA JAMAÏQUE souffrit beaucoup par la difette d'Eau.

Le 15 de JANVIER le S. Jacques Oglethorpe, Membre du Parlement pour *Halesmère*, débarqua dans le Canal de *Bristol* revenant de la NOUVELLE-GEORGIE, & le 22 il remit à Londres à l'Assemblée des Commissaires de cette nouvelle Colonie un Traité conclu avec les Indiens. On apprit par son rapport & par ce Traité, que les Nations voisines de la Colonie & même quelques-unes éloignées de 700 milles, reconnoissoient l'autorité du Roi, & trafiquoient avec les Anglois de *Savanah*: que le Capitaine-Général & le Conseil de Guerre que les Espagnols avoient à *Saint-Augustin*, avoient signé un Traité avec la Colonie: qu'outre la Ville de *Savanah* augmentée considérablement, on en avoit fondé trois autres cette année, que l'on appelloit *Augusta*, *Frédérica* & *Darien*: que les Habitans *Salzbourgeois* avoient aussi bâti une Ville: qu'il y avoit plusieurs Villages: que divers Gentilshommes s'étoient établis dans le Pais à leurs propres dépens: que l'on avoit construit divers Forts pour la défense des Frontières: & qu'il y avoit apparence que le Commerce y fleuriroit, puisqu'il y avoit eu cette année plusieurs Vaisseaux chargés pour le compte de cette Colonie. En MARS on fit partir pour ce Pais 4 Vaisseaux de guerre de 20 Pièces de Canon chacun, afin d'y veiller à la sûreté de la Colonie. Ils devoient y rester trois ans. Le 5 d'AVRIL il partit deux Navires pour y porter des Recrues & des Munitions. En MAI l'on forma, pour y envoyer, deux Compagnies, chacune de 100 Hommes tirés de l'Hopital des Invalides de *Chelsea*. En JUILLET, le Roi donna le Commandement général de toutes les Troupes de *La Caroline-Méridionale* & de la *Nouvelle-Georgie* au S. Jacques Oglethorpe. En SEPTEMBRE; cet Officier demanda que les six Compagnies indépendantes qui se trouvoient alors à *La Jamaïque* fussent envoyées à la défense de la nouvelle Colonie. Cette demande étoit fondée sur ce que par des Lettres venues de *La Caroline-Méridionale*, on avoit appris que des mouvemens, qui se faisoient dans les Colonies Espagnoles du voisinage, avoient obligé les Anglois de prendre des précautions pour être à l'abri de surprise. Sur la nouvelle, que l'on reçut depuis, que les Espagnols avoient pris quelques Vaisseaux dans ces Mers, le Roi donna ordre que l'on embarquât deux Régimens pour la *Nouvelle-Georgie*. On ne savoit pas encore alors ce qu'on n'apprit qu'en DECEMBRE, que vers le commencement du mois d'AOUT, la Garnison de *Saint-Augustin* avoit été considérablement augmentée par des Troupes Espagnoles, que le Capitaine-Général de l'île de *Cuba* avoit envoyées dans cette Ville. Cette augmentation de Forces avoit causé beaucoup d'allarme aux Colonies voisines; & les Anglois de la *Nouvelle-Georgie* s'étoient mis en état de se bien défendre en cas qu'ils fussent attaqués. On apprit ensuite dans le même mois de Décembre qu'en effet les Espagnols se dispoient à faire une invasion dans cette Colonie.

Vaisseaux de
guerre envoyés
à cette Colonie.
Mars.
Recrues & Mu-
nitions.
5 Avril.
Troupes.
Mai.
Le S. Oglethorpe
Commandant Gé-
néral des Troupes.
Juillet.

Allarme à la
Caroline - Méri-
dionale.

Vaisseaux pris
par les Espagnols.
Troupes desti-
nées pour la Nou-
velle-Georgie.
Octobre.
Sujet d'allarme
dans cette Colo-
nie.

ANNEE M D C C X X V I I.

V.
TROISIEME
SEANCE DU
SECOND
PARLEMENT.
Ouverture par
des Commissaires
12 Février

V. Le 10 de Février, le Roi, qui se trouvoit incommodé d'un grand Rhume, tint un Conseil pour délibérer sur les Articles de la Harangue pour l'ouverture de la Séance du Parlement, qui se devoit faire le 12 ; & comme il n'étoit pas en état de s'y trouver, il fut résolu de passer au Grand Sceau une Commission pour autoriser le Lord-Chancelier, les Ducs de Richmond, de Grafton, de Devonshire, d'Argyle & de Dorset, & les Comtes de Wilmington, de Penbroke, de Scarborough & d'Isle d'ouvrir le Parlement en qualité de Commissaires de Sa Majesté. Le Prince de Galles fut déclaré par la Patente Chef de la Commission : mais il crut devoir s'absenter le 12 de la Chambre-Haute. Ce jour-là donc à l'heure ordinaire, les Lords-Commissaires firent l'ouverture du Parlement par ce Discours, dont le Lord-Chancelier fit la lecture.

MILORDS ET MESSIEURS,

Discours des
Commissaires

En vertu du pouvoir que nous a conféré la Commission du Roi, scellée du Grand-Sceau du Royaume, nous devons vous déclarer les raisons par lesquelles Sa Majesté s'est déterminée à tenir ce Parlement, & vous faire observer en premier lieu qu'Elle vous informa l'année dernière, qu'elle avoit approuvé, conjointement avec les Etats-Généraux certains Articles Préliminaires convenus entre l'Empereur & le Roi de France, pour le rétablissement de la Paix en Europe ; qu'Elle avoit eu de la part de ces deux Puissances la communication d'une Convention signée depuis afin d'accélérer l'exécution des Préliminaires, & que les diverses Puissances engagées dans la dernière Guerre continuoient leurs Négociations dans le dessein de procurer une Pacification générale. Aujourd'hui le Roi nous ordonne de vous apprendre que les Actes mutuels de cession sont échangés & les ordres expédiés par les Puissances intéressées pour l'évacuation & la prise de possession des divers Païs & Places, conformément à la disposition des Articles Préliminaires ; qu'ainsi le grand ouvrage de la pacification générale est fort avancé. Sa Majesté croit cependant qu'il est de notre prudence d'être attentifs à ce qui se passera pour la conclusion de ce nouveau Règlement d'Etats, qui sont des parties si considérables de l'Europe. Quoiqu'on aie lieu de se flater qu'une tranquillité générale & permanente sera le fruit de la présente Paix ; & que le renouvellement d'Amitié & d'Alliance entre les Princes & les Puissances de l'Europe, prévendra tous les dangers & toutes les craintes qu'on pourroit avoir de nouveaux troubles ; Sa Majesté néanmoins appréhende qu'une indolente sécurité, qu'une trop grande inattention aux événements futurs ne puissent causer des malheurs, auxquels il seroit moins facile de remédier, qu'il ne l'eût été de les prévenir ; & qu'il seroit très imprudent de rester si dépourvus de défense, que cela pût encourager à des entreprises, qui pourroient avoir été suggérées par les Ennemis de la Paix & du succès desquelles ils pourroient se flatter.

MESSIEURS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES,

Sa Majesté a ordonné de vous remettre les Etats pour le service de l'année courante. Aussitôt que les circonstances des tems ont pu le permettre, Elle a bien voulu faire, pour le soulagement de son Peuple, une Réduction dans les Dépenses publiques, autant qu'il convenoit à la sûreté de ses Roïaumes, à la conservation du Commerce, à l'honneur, à l'intérêt de la Nation.

MILORDS ET MESSIEURS,

Sa Majesté nous a très gracieusement ordonné de vous informer que c'est avec la plus grande satisfaction qu'elle a vu l'application infatigable de ce Parlement à faire des Loix capables d'assurer le bonheur & la conservation du bien de ses fidèles Sujets; & qu'Elle a fait son principal soin de les affermir en les faisant observer exactement avec tous les égards possibles pour les Droits & les Propriétés de son Peuple; en sorte que les plus malicieux Ennemis de la Constitution présente ne sauroient, quelque prétexte qu'ils allèguent, faire voir qu'on les ait enfreintes. Ainsi, dans l'état où sont les choses, le Roi ne peut s'empêcher de vous faire observer que tous les véritables Amateurs de la Patrie ont lieu d'être surpris & touchés de voir les différentes menées & les différentes entreprises formées sous divers prétextes & dans plusieurs endroits pour s'opposer tumultueusement à l'exécution des Loix & pour troubler la paix du Roïaume. Ces Perturbateurs du repos public convaincus que le Roi n'a point d'autres intérêts que ceux de son Peuple, & qu'il subsiste heureusement une parfaite harmonie entre Sa Majesté & son Parlement, se sont soulevés contre tous les deux; & dans leurs dernières violences se sont directement opposés à quelques Actes du Pouvoir Législatif, ou du moins ont tâché de les rendre inefficaces. Sa Majesté croit dans sa grande sagesse qu'on ne sauroit penser sans chagrin jusqu'où peuvent aller ces pratiques audacieuses, si l'on ne les réprime de bonne heure; & qu'elles ne requièrent pas peu d'attention, si l'on réfléchit qu'elles pourroient troubler les Particuliers dans la jouissance de leurs biens, ainsi que la paix générale & le bon ordre dans tout le Roïaume. Le Roi juge qu'il n'est pas nécessaire de s'étendre davantage sur un sujet de cette nature; c'est pour cela qu'il nous a seulement ordonné d'en faire mention à son Parlement, qui par toute sa conduite a suffisamment fait voir qu'il regarde le maintien de l'Autorité Roïale & la sûreté de son Administration comme inséparables de la conservation de la tranquillité publique & du salut de son Peuple.

Adresse des
Seigneurs.
13 Fevrier.

Le lendemain, les deux Chambres présentèrent leurs Adresses au Roi. Celle des Seigneurs portoit, Que si le devoir & la reconnaissance les avoient engagés en plusieurs occasions à rendre à Sa Majesté leurs très humbles actions de grâces de ce qu'il avoit bien voulu conserver à ses Sujets les avantages de la Paix, ils devoient actuellement lui marquer la joie qu'ils avoient d'apprendre que l'ouvrage du rétablissement de la tranquillité générale étoit fort avancé: Que quel-

que bonheur dont sa sagesse, aidée de la Divine Providence, pût faire jouir ses Roïaumes, il étoit impossible à la Nation de n'être pas touchée des malheurs auxquels la Guerre exposoit d'autres Peuples de la Chréienté : Que par-là l'espérance de voir toutes les craintes de nouveaux troubles heureusement dissipées la flatoit agréablement : Que, comme Sa Majesté dans tout ce qui dépendoit d'elle, avoit toujours montré sa tendresse paternelle pour son Peuple, le Parlement seroit coupable de l'ingratitude la plus condamnable, s'il donnoit le moindre signe de vouloir se tenir dans une indolence criminelle : Que la Chambre des Pairs supplioit le Roi de vouloir être persuadé que ses fidèles Sujets n'auroient jamais la pensée de se mettre hors d'état de défense, & qu'ils seroient toujours prêts à prendre, de concert avec Sa Majesté, toutes les mesures nécessaires pour soutenir l'honneur & faire la sûreté de son Gouvernement, & pour procurer les avantages de la Grande-Bretagne : Que l'approbation, que le Roi daignoit donner à la conduite du Parlement, remplissoit tous ceux qui le composoient de consolation & redonnoit leur courage : Que la vigilance de Sa Majesté pour faire exécuter les Loix avec justice & sans partialité, pour protéger les Droits & les Biens de ses Sujets, pénétrait leurs cœurs de la plus vive reconnaissance ; & que les Seigneurs, sensibles, comme ils devoient l'être, aux obligations que la Nation avoit à Sa Majesté, ne pouvoient assez détester les séditions & les tumultes, que des Persones ennemies du bon ordre & de la tranquillité publique avoient excitées en differens endroits : Que chaque démarche des séditions étoit aussi déraisonnable que criminelle, & qu'ils n'avoient montré de la prudence qu'en paroissant convaincus que les intérêts du Roi n'étoient pas séparés de ceux de son Parlement : Que le devoir du Parlement, ainsi que sa sûreté, l'obligeoit indispensablement de donner de nouvelles marques de cette heureuse union, en témoignant qu'il pensoit, comme Sa Majesté, que ces audacieuses menées devoient être réprimées dès leur naissance : Que la Chambre des Pairs étoit persuadée que l'Autorité du Roi seroit employée, avec autant de vigueur que de sagesse, pour une fin si nécessaire, & qu'elle promettoit à Sa Majesté de faire tous ses efforts pour soutenir l'Autorité Roïale & pour assurer la tranquillité de la Nation. Le Roi leur répondit, Qu'il les remercioit de cette Adresse, qui lui prouvoit leur respect & leur fidélité : Que l'affection, qu'ils marquoient pour sa Personne & pour son Gouvernement, lui donnoit la plus grande satisfaction ; Que son principal soin seroit d'assurer à son Peuple les avantages de l'entière & paisible jouissance de tous leurs Droits Civils & de Religion, & de conserver le bon ordre & la tranquillité du Roïaume : Que la continuation de la bonne harmonie entre lui & son Parlement le mèroit en état de parvenir à cette fin si grande & si désirable. Les Communes, après avoir témoigné le plaisir que leur donnoit l'espérance de voir bientôt la conclusion de la Pacification générale de l'Europe, assuroient Sa Majesté, Qu'elles leveroient, avec autant de promptitude que d'efficacité, les Subsidés nécessaires pour le service de l'année courante : Qu'elles contribueroient toujours de tout leur pouvoir à fournir au Roi les moyens de conserver la tran-

Réponse du Roi.

Adresse des
Communes.

SEPTIEME SEANCE
DU SEC. PARLE-
MENT.

ANNEE MDCCXXVII.

quillité du Roïaume, de procurer la sûreté du Commerce, & de soutenir l'honneur & les intérêts de l'Etat; & qu'elle n'auroit pas moins d'empressement, que la Chambre des Pairs, à s'opposer à des entreprises séditieuses, qui tendoient à sapper les fondemens de la constitution du Gouvernement, ainsi qu'à détruire la liberté, dont les Factieux ne feignoient de prendre la défense que pour mieux réussir dans leurs projets criminels. Le Roi leur répondit, Qu'il les remercioit de cette Adresse remplie des marques de leur respect & de leur zèle: Qu'il regarderoit toujours leur affection pour sa Personne & pour son Gouvernement, comme la plus précieuse & la plus agréable récompense des efforts qu'il avoit toujours faits pour rendre la Nation heureuse & florissante, tant au dedans qu'au dehors du Roïaume: Qu'il comtoit sur la sagesse de son Parlement, & qu'il en attendoit les Loix nécessaires pour maintenir son autorité, pour assurer la tranquillité publique, & pour conserver les Droits & les Possessions de son Peuple: Que ses fidèles Communes pouvoient être persuadées qu'il feroit exécuter ces Loix avec autant de justice que d'exatitudo.

Subsides.
24 Février.
Nombre des
Matelots; Ordinaire de la Marine.
20 Février.
Troupes de Terre
1 Mai.

Les Communes aiant résolu le 14, que l'on accorderoit un SUBSIDE au ROI, résolurent ensuite le 20, Qu'on emploieroit cette année 10 mille Matelots pour le comte de la Flote, & qu'on accorderoit pour leur entretien 520 mille Livres Sterling; & pour l'ordinaire de la Marine 219 mille 201 Livres Sterling. Le 1 de Mars, il y eut de grands débats au sujet des Troupes de Terre. Plusieurs proposèrent qu'elles fussent réduites à 12 mille Hommes: mais cette proposition aiant été rejetée à la pluralité de 206 voix contre 177, il fut résolu, Que pendant l'année 1737 le nombre des Troupes pour les Gardes & Garnisons de la Grande-Bretagne & des Iles de Jersey & de Guernsey, y compris les 18 cens 15 Invalides, les 555 Hommes des Compagnies Independantes d'Ecosse, & les Officiers en Commission & sans Commission, seroit de 17 mille 704 Hommes, & que l'on accorderoit pour leur entretien 647 mille 549 Liv. St. 11 Sh., 3. D. & demi; auxquelles on ajouteroit 215 mille, 710 Liv. St., 16 Sh., 3 D. & demi, pour l'entretien des Troupes destinées à la garde de l'Ile de Minorque, de Gibraltar & des Plantations en Amérique, ainsi que pour les Provisions d'Annapolis-Roïale, de Canfo, de Plaisance & de GILBRALTAR. Le 11 elles résolurent d'accorder pour les dépenses de l'Artillerie de Terre pendant cette année, 79 mille 723 Liv. St. 6 Sh., 3 D.; pour faire bon les Dépenses extraordinaires de l'année précédente auxquelles le Parlement n'avoit point pourvu, 62 mille 401 Liv. St., 3 Sh., 6 D. & un quart; pour remplacer ce qu'on avoit pris l'année précédente sur le Fonds d'Amortissement, 10 mille 43 Liv. St., 3 Sh., 10 D. un quart; pour faire bon les Nonvaleurs des Droits ajoutés en 1735 sur le Papier timbré, 10 mille, 43 Liv. St. 3 Sh. 10 D. & un quart; pour paier à comte du Subside que l'on devoit au Roi de Danemarc, 42 mille 117 Livres Sterling. Par leur résolution du 15, les Communes accordèrent au Roi, pour les Pensionnaires externes de Chelsea, 28 mille 707 Liv. St., 5 Sh., 10 D.; pour l'Hopital de Greenwich 10 mille Liv.

Artillerie; Dépenses non pourvues; Remplacement du Fonds d'Amortissement; Non-valeurs &c; Subside de Danemarc.
21 Mars.

Pensionnaires de Chelsea, Hôpital de Greenwich; Dépenses extraordinaires.
15 Mars.

St. ; pour les dépenses extraordinaires de 1735 & de 1736 auxquelles le Parlement n'avoit pas pourvu, 56 mille, 413 Liv. St., 14 Sh., 13 D. & un quart. Le 27, elles résolurent encore, Que l'on accorderoit 20 mille Liv. St. pour assurer l'établissement de la Colonie de la Nouvelle-Georgie ; 10 mille Liv. St. pour maintenir les Etablissmens de la Compagnie Royale d'Afrique ; 44 mille, 605 Liv. St., 2 Sh., 6 D. pour la demi-paie des Forces de Terre & de la Marine pendant l'année courante ; 3 mille 945 Liv. St. pour paier les Pensions des Officiers morts sur l'établissement d'Angleterre, lesquelles étoient marquées avant le 25 de Decembre 1716 ; 55 mille Liv. St. pour réparer les Vaisseaux de guerre ; & 4 mille pour les réparations de l'Eglise de WESTMINSTER. Les Sommes accordées cette année montoient à 2 millions, 29 mille, 469 Livres Sterling, 8 Shillings.

Nouvelle Geor-
gie ; Comp. d'A
frique ; Demi
paie ; Réparation
de la Flote.

Quant aux moïens de lever le Subside, on continua la Taxe sur le Malt, & dans le Bill qui la concernoit il y eut une CLAUSE inserée, laquelle portoit, Que les non-valeurs qu'il pourroit y avoir le 25 de Mars 1737 dans le revenu des Droits sur le Malt, seroient suppléées par les Subsidés que l'on accorderoit cette année, afin que l'on pût satisfaire à ce que l'on devoit paier pour le Capital & les Intérêts des sommes avancées sur ce Revenu. La Taxe sur les Terres, Charges, Pensions, Emolumens fut aussi continuée sur le pied de 2 Shillings par Livres Sterling. On continua de même les autres Taxes ordinaires ; & l'on résolut le 17 de Mai, Que l'on accorderoit au Roi un million Sterling sur le Fonds d'Amortissement, & qu'on mettroit un impôt de 9 sols par Barils sur toutes les Huitres qui seroient vendues en ANGLETERRE. On avoit résolu le 29 d'Avril, Qu'après le 24 de Juin de cette année il seroit païé 2 Shillings par Boisseau sur toutes les Pommes qui seroient apportées des Pais Etrangers dans le Roïaume, outre les impositions déjà mises sur cette marchandise.

Moïens de lever
le Subside. Clause
inserée dans le
Bill de la Taxe sur
le Malt.

Les principaux Actes, dont les deux Chambres furent occupées pendant cette Séance, furent : I. ACTE pour mieux soulager les Pauvres en les employant aux Ouvrages publics, & pour punir plus efficacement les Vagabonds & Gens sans aveu. II. ACTE pour punir plus efficacement les Soldats mutins & les Déserteurs. III. ACTE pour continuer celui porté quelques années auparavant contre les infâmes pratiques des Agitateurs. IV. ACTE pour mieux régler les Elections des Membres qui devoient avoir Séance au Parlement, pour les Cités, Villes, Bourgs & Ports d'Angleterre. V. ACTE en faveur des Débiteurs insolubles. VI. ACTE pour encourager les progrès des Sciences & des Belles Lettres, & pour obliger les Libraires & les Imprimeurs de remplir les engagements qu'ils prendroient tant avec les Auteurs qu'avec le Public. VII. ACTE pour défendre d'établir aucun Théâtre public dans les Villes d'Oxford & de Cambridge, avec une Clause défendant que l'on y ouvrît aucune Taverne sans la permission expresse des Universités. Ce Bill fut porté sur une Requête de l'Université de Cambridge présentée le 21 de Mars, à l'occasion d'un Théâtre qu'on

Emprunts faits
au Fonds d'Amor-
tissement ; Taxe
sur les Huitres.
17 Mai.
Augmentation
des Droits sur les
Pommes.
29 Avril.

Bills auxquels on
travailloit pendant
cette Séance.

Acte en faveur
des Pauvres, &c.
contre les Vaga-
bonds

Contre les Ré-
ser-vés, &c.

Contre les Agi-
tateurs

Concernant les
Elections Parle-
mentaires

Pour les Débi-
teurs insolubles,
pour le progrès
des Sciences, &c.

Pour supprimer
les Théâtres dans
les Villes d'Ox-
ford & de Cam-
bridge.

TROIS. SEANCE
DU SEC. PARLE-
MENT.

A N N E E M D C C X X V I I

Pour rembourser les Annuités de la Compagnie du Sud. VIII. ACTE pour rembourser un million Sterling des Annuités de la Compagnie du Sud. IX. ACTE pour continuer un Acte anciennement porté contre ceux qui se déguiseroient pour entrer dans les Parcs & pour en enlever ou tuer les Daims. X. ACTE pour empêcher la déprédation des Marchandises des Vaisseaux qui seroient naufrage sur les Côtes de la Grande-Bretagne. XI. ACTE pour expliquer & corriger l'Acte de la Séance précédente pour la construction d'un Pont sur la Tamise à Westminster. XII. ACTE pour diminuer les Impositions sur les Sirops & les autres Liqueurs douces. Le 29 d'Avril les Communes résolurent, Que le Droit d'une Livre Sterling 16 Shillings sur chaque Baril de ces Liqueurs, accordé par un Acte de la cinquième année de la Reine Anne pour 99 ans & rendu perpétuel, cesseroit après le 24 de Juin de cette année; & que l'on paieroit 12 Shillings pour chaque Baril de Sirops ou d'autres Liqueurs douces, qui seroient vendues après ce terme. Le 22 de Mai il fut proposé, d'insérer dans le Bill à ce sujet une CLAUSE portant, Qu'on n'imposeroit aucuns Droits sur le Vin fait en ANGLETERRE. Après quelques débats, elle passa à la pluralité de 129 voix contre 106. XIII. ACTE pour continuer pendant sept ans la gratification accordée à ceux qui transporteroient dans les Païs Etrangers de la Poudre à Canon faite en Angleterre. XIV. ACTE pour la perception de quelques Droits sur tous les Vaisseaux Anglois qui négocioient à Livourne, afin de secourir les Matelots qui seroient naufrage ou qui seroient pris en tems de guerre dans la Méditerranée. XV. ACTE pour accorder un nouveau délai à ceux qui jusqu'alors avoient négligé de se qualifier pour leurs Emplois en prêtant serment dans le tems prescrit. XVI. ACTE pour encourager le Commerce du Fer tiré des Colonies de l'AMERIQUE. Sur une Requête présentée par les Negocians qui faisoient ce Commerce, les Communes résolurent le 8 de Mai, Que l'on ne paieroit aucun droit sur les Barres & Saisons de Fer qui seroient apportés des Colonies dans la Grande-Bretagne. XVII. ACTE pour mieux régler la Compagnie des Bateliers sur la Tamise. XVIII. ACTE pour favoriser les Manufactures de Papier établies dans le Royaume, en augmentant les Droits sur le Papier venant des Païs Etrangers. XIX. ACTE pour faire paier plus exactement les Propriétaires des Terres par leurs Fermiers. XX. ACTE pour expliquer & corriger celui fait dans les Séances précédentes contre ceux qui marcheroient déguisés en armes. XXI. ACTE pour limiter la liberté du Théâtre. Par un des chefs de ce Bill, toutes les pièces, qui pourroient être représentées, étoient soumises à l'examen du Grand-Chambellan, qui devoit les approuver, avant qu'on les mît au Théâtre. Le Parti contraire à la Cour se recria beaucoup contre ce Bill & se plaignit de ce que par parties on donnoit atteinte à la liberté publique. Cette nouvelle Loi fut attaquée par beaucoup d'écrits. On pourra juger par le morceau que voici, de quel poids étoient les raisons de ceux qui la blâmoient. Je le donne tel que je le trouve traduit dans le tems. Je crois, dit l'Auteur, qu'on a fait voir par des preuves convaincantes que l'ACTE

Pour rembourser les Annuités de la Compagnie du Sud.

Pour la construction des Dams.

Au sujet des Naufrages sur les Côtes du Royaume.

Pour le Pont de Westminster.

Concernant les Droits sur les Sirops.

Pour encourager les Fabriques de Poudre à Canon.

Pour des Droits sur les Vaisseaux Commerçants à Livourne.

Concernant les sermens requis par les Loix.

Pour encourager le Commerce du Fer.

Concernant les Bateliers de la Tamise.

Pour favoriser les Manufactures de Papier.

Concernant les Fermiers des Terres.

Contre les gens allant déguisés en Armes.

Pour limiter la liberté des Théâtres.

Ecrit public contre ce Bill.

pour limiter la liberté du Théâtre, n'a nul rapport à la fin qu'on s'y est proposée; l'esprit de libertinage & la corruption du Peuple aiant évidemment des sources bien différentes: qu'il est de plus de la dernière injustice de soumettre un Parti au pouvoir arbitraire de l'autre, & combien les conséquences en sont dangereuses pour la liberté en général; rien n'étant plus propre à fraier un chemin pour en user de même à l'égard de la Presse. Je vais donc placer cet Acte dans un autre point de vue & l'envisager par rapport à la Constitution de cet Etat. A cet effet, je supposerai deux faits également incontestables; le premier que le Théâtre de sa nature n'a rien de mauvais ou de préjudiciable à la Société, quoique cela puisse être dans quelque cas particulier; & le second que cet Acte met le Théâtre dans la dépendance absolue d'un seul homme, du jugement duquel on ne sauroit appeller. Le Corps Politique, aussi bien que le Corps Naturel, a un Esprit qui l'anime, qui lui donne la vie & le mouvement. Quand cet esprit se retire, la masse visible qui demeure, quoiqu'elle ait encore les mêmes parties & les mêmes Membres, n'en est plus néanmoins qu'un reste étincelant & immobile. Rome avoit encore son Senat, ses Consuls, ses Tribuns, après que la République eût rendu ses derniers soupirs. Cet Esprit peut être appelé l'Esprit formel de tous les Gouvernemens, & il est différent selon leur espèce particulière. Les Loix sont les Opérations & les Magistrats les Organes qui déterminent les Opérations de cet Esprit. Chez les Nations Libres il est comme le souffle, par lequel respire la Liberté; & la Loi n'y est autre chose que la Nature mise en ordre. Il ne supprime ni ne gêne en général que ce qui est généralement mauvais. Il laisse à la Liberté tout moyen de s'étendre. Il abandonne à leur cours naturel toutes les choses qu'un Membre de la Société est dans le droit de faire, & n'arrête que celles qui peuvent être nuisibles à cette même Société, & sur lesquelles par cela même ses Membres n'ont plus de droit. L'Homme de sa nature est sociable aussi bien que libre; & la qualité d'être né libre ne peut lui faire un droit contraire à celle d'être sociable; celle-ci ne lui étant pas moins naturelle que celle-là. Cette Liberté ne l'autorise jamais à offenser personne: mais à tous autres égards, il est le maître de ses Actions. On peut & l'on doit punir le crime dans tous les cas particuliers & respectifs: mais, sous prétexte de le prévenir, on ne peut jamais faire une Loi Générale contre ce qui n'est pas généralement mauvais, sans ébranler ce même principe, sur lequel la Loi elle-même est appuyée. Car la Liberté est le fondement de la Loi. Le Consentement du Peuple a établi la Loi; & ce Consentement a une liaison intime & nécessaire avec la Liberté. Si ce Privilège appartient à Tous, il appartient à chaque Particulier; & si l'on est en droit de le supprimer dans quelques circonstances où il subsiste naturellement, on a le même droit à l'égard de toutes les autres. Tout ce qui nous est acquis par les Droits de la Nature, nous le possédons à un même titre. Les moindres dons sont à nous, aussi bien que les plus grands. Toutes les branches de la Liberté sont jointes & comme comprimées dans une même tige. L'on ne peut couper l'une sans blesser l'autre du

même comp. Le Bien particulier n'est pas une raison recevable en pareil cas. Les Loix Nationales ne doivent se proposer que pour des Fins Nationales, ni jamais être détournées à l'utilité de quelques-uns au préjudice de tous les autres. Les Inconvéniens particuliers ne sont que particuliers, & il n'est pas permis d'y remédier par un Mal général. Quelque éloigné que l'on suppose le danger, & quelque considérables que fussent les objections qu'on nous pourroit faire, rien ne peut être égal à la nécessité de distinguer entre Tous & Quelques-uns; & , quand même ces Quelques-uns seroient de la première volée, ils sont néanmoins, collectivement parlant, au dessous du Public. Ils ne sont faits que pour lui être utiles; & même ils lui doivent être sacrifiés, quand la nécessité en est indispensable. Rien donc de plus dangereux, de plus contraire à l'Esprit de Liberté, que tous ces Règtemens ou Contraintes générales sur les choses, qui d'elles-mêmes n'ont rien de mauvais ni de nuisible à la Société. Cependant il y a ici des circonstances qui aggravent la chose de plus en plus. Les Représentans du Peuple peuvent bien dire leurs pensées sur les choses qu'ils croient pouvoir être préjudiciables, & faire des Loix pour y mettre ordre dans des cas particuliers: mais ils ne peuvent transmettre ce Pouvoir à personne, ni en établir d'autres pour l'exercer pour eux. Ils ne sauroient donner à la voix du Grand-Chambellan, ni le poids, ni la valeur de la voix du Peuple. Ils ne peuvent que parler au nom de ceux qui les ont choisis pour les représenter. Ils ne peuvent qu'indiquer le mal qu'ils aperçoivent, que le défendre ou y remédier. Le Pouvoir d'un Magistrat, quelque autorisé qu'il puisse être, ne peut jamais qu'injustement être porté plus loin. Il n'est jamais à sa discrétion de regarder comme mauvais & comme pernicieux, ce que la Loi n'a pas déclaré tel; car il ne peut connoître ce qui ne doit point se faire que par ce que dit la Loi. Un pareil Pouvoir ne lui peut être conféré en propre dans aucun cas. De sorte que de rendre ce Pouvoir absolu & exempt de tout Appel, c'est introduire le Despotisme dans un Pais de Liberté, qui ne fut jamais soumis en rien du monde à la volonté d'un seul homme. Quelque idée abjecte que l'on se puisse faire du Théâtre, contre lequel ce Pouvoir doit s'exercer, cela est du moins sujet à cet inconvénient d'y introduire une pratique non seulement inconnue à notre Constitution, mais de plus fondée sur une maxime entièrement opposée aux siennes. L'innocence du Moïen ne sauroit empêcher le danger de la Maxime. Les choses ne peuvent se conserver que par des principes analogues à leur être. Les anciens Etablissmens doivent rettenir leurs anciennes Maximes. Le changement de l'une entraîne celui de l'autre. Si la Constitution est notre bien le plus cher, nous devons regarder tout ce qui tend à sa ruine comme le plus grand mal que nous aïons à craindre. Rien de mieux imaginé ni de plus propre pour la détruire que la Doctrine des Préventions, si fort recommandée par un Homme de grand savoir. C'est le Système des Gouvernemens arbitraires, & comme l'apologie des Meurtres, des Vols, & des Brigandages des Tirans. Ainsi la Pauvreté sera nécessaire pour prévenir la Volupté; & la foiblesse, pour prévenir le mouvement trop impétueux des Esprits.

Il faudra renverser les fondemens de la Liberté, pour détruire la Licence; & contraindre l'usage d'une infinité de choses, quelque innocentes & de quelque utilité qu'elles puissent être en général, pour remédier à un petit nombre d'inconvéniens particuliers. Telles sont les Maximes de ces Païs d'esclaves, où l'on ne connoît qu'un Maître, & où l'intérêt public est sacrifié sans cesse à l'intérêt particulier. Ce n'est que parmi les Peuples de cette trempe que de pareilles Maximes peuvent prévaloir. Levons les yeux vers le Grand Maître de l'Univers, nous y verrons le vrai modèle d'un Gouvernement plein de sagesse & d'équité. Ne présumons pas de rendre ses Créatures plus parfaites que leur nature ne le peut comporter, en les privant des biens qu'ils tiennent de sa main : mais, à son exemple, laissons-les en possession du libre usage, qu'il leur en a donné lui-même, quoiqu'il défende & qu'il punisse les abus que l'on en a faits. Tel est l'Esprit de Dieu & tel est l'Esprit du Gouvernement des Peuples, chés qui son image n'a point été effacée par cette corruption & ces lâches dépendances qui abaissent l'Homme, le mettent au niveau des Bêtes qui broutent, & le réduisent à être conduit & gouverné comme elles.

Trois autres grandes Affaires occupèrent beaucoup les deux Chambres dans cette Séance. Je vais les détailler l'une après l'autre.

Sur la connoissance qu'on avoit que le Prince de Galles devoit s'adresser au Parlement, pour en obtenir les mêmes Revenus que le Roi avoit eus avant son avènement à la Couronne, & pour faire assigner à la Princesse sa Femme un Douaire pareil à celui que l'on avoit réglé pour la Reine lorsqu'elle étoit Princesse de Galles; le Roi fit remettre le 3 de Mars au Prince, par le Lord Chancelier, les Ducs de Devonshire, de Richmond, d'Argile & de Newcastle, les Comtes de Wilmington, de Scarborough, & de Pembroke & le Lord Harrington, un Message, qui portoit, Qu'aussitôt après le Mariage du Prince, il avoit pris des mesures pour faire donner à la Princesse de Galles un Douaire convenable : mais que le voyage qu'il avoit fait alors précipitamment hors du Roïaume, & l'indisposition qui l'avoit obligé de garder la Chambre depuis son retour, avoient retardé jusqu'alors l'exécution de ses desseins ; Qu'il n'avoit pas cru que ce court délai dût causer quelques inconvéniens, surtout le Prince ne s'étant expliqué sur ce sujet en aucune manière avec Sa Majesté : Qu'au reste le Prince de Galles ne devoit point douter que le Roi ne fût représenter à son Parlement la nécessité d'assigner un Douaire à la Princesse de Galles : Que pour la demande faite par le Prince au sujet de l'augmentation de ses Revenus, Sa Majesté lui vouloit bien accorder 50 mille Liv. St. par an au de-là des Revenus qu'il tiroit du Comté de Cornouailles, & qu'Elle jugeoit qu'il devoit s'en contenter, attendu les grandes dépenses qu'elle étoit obligé de faire pour soutenir une Famille nombreuse avec la pompe royale. Le Prince de Galles pria les Seigneurs, par qui ce Message lui fut remis, d'assurer le Roi qu'il avoit & garderoit toujours le plus profond respect pour sa Personne Royale : Qu'il étoit très reconnoissant de toutes les marques qu'il recevoit

Revenus du
Prince de Galles ;
& Douaire de la
Princesse.
Message du Roi
au Prince.
3 Mars.

Réponse
au Prince.

TROIS. SEANCE
DU SIG. PARLE-
MENT.

L'affaire des
Revenus du Prin-
ce est proposée à
la Chambre-Basse.
3 Mars.

On délibère sur
le même sujet
dans la Chambre-
Haute.
3 Mars.

de la bonté de Sa Majesté, tant envers lui qu'envers la Princesse de Galles ; & qu'il rendoit au Roi de très humbles actions de grâces de la disposition dans laquelle Sa Majesté paroissoit être de faire accorder un Douaire à cette Princesse. Sur ce que les Seigneurs lui demandèrent sa réponse par écrit, il s'en excusa ; mais, employant les expressions les plus respectueuses, il chargea le Lord-Chancelier de dire au Roi de sa part : Que, comme il avoit eu recours au Parlement pour l'affaire qui faisoit le principal objet du Message, il n'étoit plus le maître d'en empêcher le cours. Quoiqu'en disent les mauvais Mémoires sur lesquels je suis forcé de travailler, ces paroles du Prince font voir que le Parlement étoit déjà saisi de l'affaire. Il falloit donc qu'elle eût été proposée. ayant le 3 de Mars dans la Chambre des Pairs par le Duc de Marlborough, qui s'étoit chargé de faire la proposition. Elle le fut le 5 dans la Chambre-Basse par le S. Guillaume Pulteney, qui demanda, Que la Chambre présentât une Adresse au Roi pour lui représenter que, touchée des égards de Sa Majesté pour le bien de son Peuple dans le Mariage du Prince de Galles, elle ne pouvoit laisser échapper aucune occasion de faire connoître son zèle & l'intérêt qu'elle prenoit à l'honneur de Sa Majesté & à la prospérité de sa Famille : Que pour cet effet elle supplioit très humblement Sa Majesté de vouloir bien en considération du haut rang & de la dignité de Leurs Alteesses Royales, & de toutes leurs vertus & qualités éminentes, assigner au Prince de Galles 100 mille Liv. Sterling par an des Revenus accordés à Sa Majesté pour la Liste Civile, de la même manière que Sa Majesté en avoit joui avant son avènement au Trône ; qu'elle supplioit aussi Sa Majesté d'assurer à la Princesse de Galles le même Douaire que la Reine avoit lorsqu'elle étoit Princesse de Galles ; assurant Sa Majesté que la Chambre la mettroit en état de pouvoir y satisfaire efficacement, parce qu'il n'y avoit rien qui pût être plus capable de fortifier le Gouvernement de Sa Majesté, que de soutenir honorablement la dignité de Leurs Alteesses Royales, dont les Communes espéroient voir une nombreuse lignée, qui transmettroit à la Postérité la plus reculée les bénédictions du Règne de Sa Majesté. Cette Proposition causa de grands débats, qui durèrent depuis une heure après midi jusqu'à deux heures après minuit. Le Prince de Galles étoit présent. Le Chevalier Robert Walpole se distingua fort à la tête du Parti de la Cour, & le S. Pulteney n'en fit pas moins à la tête des Partisans du Prince, qui faisoient le plus grand nombre, & qui sans doute auroient triomphé, si l'on n'avoit pas trouvé le moyen pendant ces débats, d'attirer dans le Parti de la Cour les 45 Députés d'Écosse, lesquels s'étoient d'abord déclarés pour le Prince. Ainsi la Proposition fut rejetée à la pluralité de 234 voix contre 204. Le 8, la Chambre-Haute délibéra sur la même affaire. Le Duc de Marlborough fit la Proposition de présenter une Adresse pareille à celle que l'on avoit proposée à la Chambre-Basse. Il fut principalement appuyé par le Duc de Beauford, le Comte de Strarford, & le Comte de Chesterfield. Les débats ne furent pas

pas moins vifs que dans la *Chambre-Basse* ; & le Comte de *Chesterfield* dit, entre autres choses, *Qu'il étoit bien triste pour le Premier Pair du Roïaume & l'Héritier de la Couronne, d'être obligé pour son entretien & celui de sa Maison, de recevoir une Pension de la même manière qu'un Particulier recevroit une grace.* La lecture que l'on fit du *Messager* envoyé par le Roi au Prince, déterminâ contre lui la pluralité des voix. Il n'en eut que 40 contre 103. On prétendit dans le tems, je ne sais sur quoi, que cette affaire étoit d'une si grande importance, & susceptible de suites si considérables, qu'o si le Parti de la Cour avoit eu du dessous, il y auroit eu quelques jours après une révolution totale dans le Ministère. On crut aussi que le Prince feroit obligé de quitter le Palais de *Saint-James*, & plusieurs Persones allèrent lui faire offre de leurs Hôtels, de leurs Bourses & de leurs services : mais le Prince, sans rien témoigner de son chagrin, se rendit le Dimanche 10 à l'Appartement du Roi, qu'il suivit à la Chapelle avec toute la Famille Roïale. Quatorze Seigneurs, qui furent les Lords, *Bedford, Marlborough, Winchelsea & Nottingham, Berkshire, Carteret, Weymouth, Cobham, Bridgewater, Bathurst, Suffolk, Cardigan, Ker, Coventry, & Chesterfield*, firent enregistrer la Protestation suivante contre la Résolution que la *Chambre-Haute* avoit prise le 8. *Nous protestons : I. Parce que la Chambre croit avoir un Droit incontestable de faire des représentations à Sa Majesté dans toutes les occasions, qui intéressent l'honneur & le bien de la Nation. II. Parce que rien n'intéresse plus l'honneur & le bien de la Nation, ainsi que de la Couronne & de la Maison Roïale, que d'accorder un Revenu suffisant & indépendant au Fils aîné, Héritier présomptif de la Couronne. III. Parce que l'on a accordé, sous le Règne du feu Roi, à Sa Majesté, à présent régnante & alors Prince de Galles, 100 mille Liv. St. de rente, sans aucune diminution, payables sur la Liste Civile, qui dans ce tems-là ne montoit qu'à 700 mille Livres Sterling. IV. Parce que le Parlement a accordé à Sa Majesté, à présent régnante, plusieurs Fonds, afin de fixer la Liste Civile à 800 mille Liv. St. de revenu, laquelle Liste Civile, à ce que nous croïons avec beaucoup de fondement, rapporte pour le moins 900 mille Liv. St. par an, & pourra selon toutes les apparences, augmenter plutôt que diminuer. V. Parce que nous concevons que Sa Majesté, au moïen de cette extraordinaire Liste Civile, qui augmente de jour en jour, peut être en état de pourvoir honorablement au reste de la Famille Roïale, sans qu'il soit nécessaire de diminuer le Revenu que la sagesse du Parlement a accordé au Roi dans le tems qu'il étoit Prince de Galles pour un entretien convenable en qualité de Fils aîné & Héritier présomptif de la Couronne. VI. Parce que c'est un droit incontestable au Parlement d'expliquer l'intention de ses propres Actes, & de proposer son avis sur ce qu'il établit ; & quoique les Juges de Cours Subalternes dans le Westminster-Hall soient obligés de suivre & d'exécuter à la lettre un Acte du Parlement, il est cependant libre au Parlement de procéder avec plus de force, en expliquant*

Protestation
contre la Résolu-
tion de la Cham-
bre-Haute.

V.
TROIS. SEANCE
DU S^{IC}. PARLEM^{ENT}.
MAY.

A N N E E M D C C X X X V I I.

quelle a été son intention, & sur quel fondement il a passé cet Acte, sur tout dans une affaire qui est encore récente & de la connoissance de plusieurs de ceux qui sont actuellement Membres du Parlement, ainsi que de ceux qui ne le sont plus. VII. Parce qu'il y a eu de bonnes & suffisantes raisons pour lesquelles le Parlement n'a pas spécifié dans l'Acte passé en ce tems-là un Revenu de 100 mille Liv. St. en faveur du Prince de Galles; entre autres, parce que ce Prince étoit encore Mineur & qu'il n'étoit point marié: mais nous jugeons qu'il est certain que le Parlement n'auroit point accordé à Sa Majesté un Revenu qui surpassât de beaucoup celui qui a été accordé au feu Roi, si ce n'eût été dans la vue de fixer dans un tems convenable un Revenu annuel de 100 mille Liv. St. en faveur du Prince, de la même manière que le Roi son Père en a joui dans le tems qu'il étoit Prince de Galles; & nous croions que, comme Son Altesse Royale a atteint l'âge de 30 ans, & qu'elle est mariée, on ne peut plus différer de lui accorder cette somme, sans préjudicier à l'honneur de la Famille Royale, aux droits du Prince & au but du Parlement; & comme il est connu que la Couronne, à divers égards, est regardée comme un Fidei-commis envers le public, par rapport aux Oâtrois accordés par le Parlement, nous sommes par conséquent d'opinion que l'intention du Parlement est, que la Couronne dans cette occasion est engagée, comme caution envers le Prince de ladite somme. VIII. Parce que nous croions que la Princesse de Galles doit jouir du même Douaire dont Sa Majesté, étant encore Princesse de Galles, a joui; & qu'il s'agit de l'honneur de la Couronne de ne point faire de différence entre des Persones de même rang & dignité. IX. Parce que nous trouvons que, conformément à la Politique de ce Païs, le Parlement a toujours en soin d'accorder à l'Héritier présomptif de la Couronne un revenu convenable & indépendant de la Couronne, afin qu'en goûtant de bonne heure la douceur & la dignité de l'indépendance, il puisse apprendre par sa propre expérience l'art de gouverner un Peuple grand & libre; & comme nous sommes convaincus intérieurement que, si la proposition eût passé à l'affirmative, on auroit pu, en accordant à Son Altesse Royale, ce que nous croions lui appartenir de droit, éviter tout inconvénient & prévenir les fâcheuses suites qui en peuvent résulter, nous faisons usage du Privilège de cette Chambre, afin de nous justifier envers la Postérité, & de faire voir que nous n'avons pas été du nombre de ceux qui ont rejeté cette Proposition. X. Enfin, nous jugeons qu'il est d'autant plus de notre devoir d'insister sur cette Proposition en faveur de la Famille Royale, que nous sommes très convaincus que c'est uniquement sous cette Famille que nous pouvons vivre en liberté, & que nous sommes fermement résolus de vivre libres sous elle. A l'égard du Douaire de la Princesse de Galles, le Roi fit remettre le 4 de Juin, aux deux Chambres un Message, par lequel il étoit dit, Qu'il avoit plu à Sa Majesté d'ordonner de préparer des Lettres Patentes pour accorder 50 mille Liv. St. par an à la Princesse de Galles pour son Douaire: mais que n'étant pas au pouvoir de Sa Majesté de prolonger ce Douaire au delà de sa propre vie, elle espéroit que son Par-

Message du Roi
au sujet du Douaire
de la Princesse
de Galles.
4 Juin.

lement l'autoriseroit à l'effet d'assigner & d'assurer ce Donaire à la Princesse pendant sa vie. Les Communes ordonnèrent sur le champ de porter un BILL en conformité de la demande du Roi. Ce BILL fut lu le lendemain pour la première fois. Lorsque l'on en fit le rapport le 7, elles y inférèrent deux CLAUSES; la première, pour exempter les Revenus de Son Altesse Royale le Prince de Galles de toutes taxes, impôts ou charges publiques; la seconde pour autoriser ce Prince à affermer certaines Terres annexées à son Duché de CORNOUAILLES; ce qui pouvoit augmenter considérablement son Revenu. Les Seigneurs passèrent ce BILL le 18 avec les deux Clauses; & ce fut un de ceux auxquels le Roi donna son consentement le jour de la clôture de cette Séance.

Bill à ce sujet.
5 Juin.
Clause insérée
dans le Bill.
7 Juin.

On se rappelle ce que nous avons dit l'année passée de l'assassinat du Capitaine Jean Porthous, pendu par la Populace à Edimbourg. Cette affaire fut une des principales occupations du Parlement cette année. Lorsque l'on examina dans la Chambre-Haute la partie de la Harangue du Roi qui regardoit les troubles arrivés pendant son absence, tant en Angleterre qu'en Ecosse, le Lord Carteret, ennemi déclaré du Ministère, parla du meurtre du Capitaine Porthous, & n'épargna rien pour en faire voir toute l'énormité. Sans lui peut-être il n'en eût pas été question. A peine eut-il cessé de parler, que le Duc de Newcastle prit la parole & le seconda de tout son zèle & de toute son éloquence. Un Pair d'Ecosse repliqua pour excuser en quelque sorte la Ville d'Edimbourg: mais on ne l'écoula pas; & la Chambre voulut être instruite des Loix d'Ecosse. Après la lecture qu'en fit le Comte d'Islay, la Chambre manda le Général Wade Commandant général des Troupes du Royaume d'Ecosse. Il comparut & l'on lui demanda: Pourquoi il n'avoit pas employé son autorité pour prévenir cette affaire? Il répondit; Qu'il n'avoit pas tenu à lui qu'elle n'arrivât point: Qu'il avoit toujours été prêt à donner aux Magistrats d'Edimbourg les Troupes nécessaires pour contenir la Populace; mais que, connoissant le génie bisarre de la Nation Ecossoise, il n'avoit pas cru devoir se mêler dans cette affaire sans en être requis par écrit: Qu'il avoit ordonné au Lieutenant-Gouverneur de faire son devoir dans cette occasion s'il en étoit requis par écrit, & de donner un ordre semblable aux Officiers: Qu'à la vérité la veille de ce funeste accident, le Prevôt, les Echevins, & le Doïen des Guilds (Corps de Méïer) d'Edimbourg avoient envoïés à l'Officier Commandant la Garde de Canon-Gate, demander des Troupes; mais qu'ils n'avoient point voulu faire cette demande par écrit; & que par cette raison l'Officier, conformément à ses ordres, ne leur avoit pas envoïé les Soldats qu'ils demandoient. En conséquence de ce rapport & de la Harangue du Lord Carteret, le Prevôt, les quatre Baillifs & le Commandant de la Garde d'Edimbourg eurent ordre de se rendre à Londres, pour rendre compte de leur conduite à la Chambre, qui demanda qu'on lui remit une Copie du Procès du Capitaine Porthous. Elle

Suites de l'assassinat du Capitaine Porthous.

Le Lord Carteret se plaint à la Chambre-Haute de ce meurtre; & le Duc de Newcastle le seconde.

Rapport du Général Wade.

Ordres & Résolution en conséquence.

V.
TROIS. SEANCE
DU S^{EC}. PARLE-
MENT.

A N N E ' E M D C C X X X V I I.

Le Prévôt & les
Baillifs d'Edim-
bourg comparois-
sent à la Cham-
bre.
21 Mars.

Le Lieutenant-
Général Wade, &
le Major-Général
Moyle, &c. in-
terrogés.
29 Mars.

réfolut en même tems, *Que l'on présenteroit une Adresse au Roi pour le prier de faire remètre pareillement devant la Chambre les Rapports du meurtre du Capitaine Portheous envoyés à la Cour, avec les Ordres & les Instructions envoyés par la Cour à ce sujet, ainsi que la Copie du Répit accordé au Capitaine par la Reine, en qualité de Régente du Roïaume.* En suite de cette Résolution, il fut ordonné *que les Persones nommées ci-dessus comparoistroient dans un mois.* Cela se passa le 21 de Fevrier. Les Pièces demandées par la Chambre lui furent remises le 14 de Mars par le Duc de Newcastle. Le 21, après la lecture de toutes ces Pièces, les Seigneurs firent entrer le S. Alexandre Wilson Prévôt d'Edimbourg, & les Sieurs Thomas Croket, Jacques Colhoun, Alexandre Blackwood, Gaven Hamilton Baillifs de la même Ville, & Jean Lyn Capitaine de la Garde de la Ville, avec le Major-Général Moyle Commandant en chef des Forces du Roi. Après qu'ils eurent prêtés les sermens ordinaires, & qu'ils furent fortis, les Seigneurs convinrent des questions qu'on leur feroit; & commencèrent par le Prévôt, qu'ils firent rentrer exprès. Ils résolurent ensuite, *Qu'on enverroient un Message aux Communes pour leur faire savoir que les Seigneurs aiant commencé l'examen de l'affaire qui regardoit le meurtre du Capitaine Portheous, ils souhairoient qu'elles permissent que le Lieutenant-Général Wade, & le S. Patrice Lindsey Membres de la Chambre-Basse, se rendissent à la Haute, lorsqu'ils en seroient requis, pour être présens à cet examen.* Le 29, le Lieutenant-Général Wade, le Colonel Duroure, le Major-Général Moyle & le S. Lindsey se présentèrent à la Chambre-Haute pour répondre aux questions qui leur seroient faites. Ils prêtèrent les sermens & sortirent. La Chambre, s'étant ensuite formée en Grand Committé, fit rentrer le S. Lindsey, & lui demanda: *Si pendant le tumulte les Magistrats l'avoient envoyé vers le Major-Général Moyle; & quels étoient ses ordres & ses instructions.* Les Seigneurs interrogèrent ensuite ce Major-Général, auquel ils demandèrent; *S'il avoit eu quelque ordre du Commandant Général des Troupes du Roi en Ecosse, pour agir lorsqu'il seroit requis de fournir des Troupes pour assister le Magistrat Civil.* Le Major produisit là-dessus trois Lettres, l'une du Général Wade contenant ses ordres; la seconde, du Lord Chef-Justice Clerc; & la troisième du Prévôt d'Edimbourg concernant l'exécution d'André Wilson Contrebandier. Après la lecture de ces Lettres, on continua de l'examiner sur ce qui s'étoit passé entre lui & le S. Lindsey, lorsque ce dernier l'étoit venu trouver de la part des Magistrats, la nuit que le Capitaine Portheous fut assassiné. Ses réponses furent, *Qu'à la vérité le S. Lindsey l'étoit venu prier de faire avancer des Troupes, ce qu'il n'auroit pas manqué de faire, si cette prière eût été accompagnée d'un ordre par écrit du Prévôt ou de quelque autre Magistrat d'Edimbourg; ou si quel qu'un des Magistrats fût venu lui-même pour le conduire, & lui eût ordonné de rompre les Portes.* Après qu'il fut sorti de la Chambre, on propoça d'ordonner

que le Lord Chef-Justice Clerc & les deux plus anciens Lords-Justiciers comparoissent dans un mois; ce qui fut résolu, après quelques débats, à la pluralité de 65 voix contre 48. Le 2 d'Avril, le Colonel *Duroure* & le Major *Poole* comparurent à la Barre de la Chambre; &, sur les questions qui leur furent faites, ils rendirent compte; le premier, des instances qu'il avoit faites pour engager le Prévôt d'Edimbourg à lui écrire une Lettre qui pût autoriser le Major-Général *Moyle* à rompre les Portes de la Ville; le second, de ce qu'il avoit été chargé de dire au même Prévôt, de la part du Lieutenant-Général *Wade*, le jour de l'exécution de *WILSON*. Après qu'ils furent retirés, on fit au Lieutenant-Général *Wade* les questions suivantes: 1°. Sur quel fondement il avoit écrit à la Reine que les Magistrats d'Edimbourg avoient permis le meurtre du Capitaine *Portheous*, qu'ils auroient pu facilement empêcher; 2°. Pourquoi il avoit dit qu'ils avoient favorisé l'évasion de tous ceux qui se sentoient coupables de ce meurtre; 3°. Quelle raison il avoit eue de croire qu'il seroit difficile de trouver un Juré qui refusât de décharger ceux qu'on avoit arrêtés à cette occasion. On lut ensuite la Lettre, qu'il avoit écrite d'Edimbourg le 15 de Novembre 1636 au Duc de *Newcastle*, & quelques endroits d'un Mémoire signé par le Solliciteur général en *Ecosse*. On fit après cela quelques autres questions au Général, que l'on fit ensuite sortir; & l'on ordonna, Que le *S. Graham*, Avocat du Capitaine *Portheous*, comparoît dans trois semaines. Le 5, le Lord *Delaware* fit le rapport du Comité établi pour faire les perquisitions nécessaires au sujet de ce meurtre. Les Pairs délibérèrent le 11 sur ce rapport, & résolurent en grand Comité: Qu'il paroît aux SEIGNEURS, que le 18 de Septembre dernier il y avoit eu une Emeute seditieuse à Edimbourg, concertée ouvertement par un grand nombre de méchantes, inquiètes & sanguinaires personnes qui se saisirent avec violence & force ouverte des Armes de la Garde de la Cité, & après avoir mis le feu aux Portes de la grande Prison & les avoir forcées, avoient eu l'audace de remettre illégalement en liberté quelques Criminels qui y étoient détenus: ensuite de quoi les mêmes Séditieux s'étoient jetés sur le Capitaine *Jean Portheous*, condamné à la vérité à mort, mais dont la Reine, en qualité de Régente du Royaume, avoit gracieusement fait surseoir l'exécution; qu'ils l'avoient traîné inhumainement hors de prison, & sous le prétexte insultant d'exécuter la Sentence portée contre lui, l'avoient barbarement massacré; attentat qui violoit manifestement la Paix publique, qui sapoit ouvertement les fondemens d'un Gouvernement légitime, qui tendoit au mépris le plus marqué du Roi & de ses Loix, & fouloit aux pieds la Prérogative dont le Souverain jouit de faire grâce à un Criminel: Qu'il paroît également à la Chambre que le *S. Alexandre Wilson*, alors Lord Prévôt d'Edimbourg, de même que les Citoyens de cette Ville, n'avoient pas employé les moyens nécessaires, soit pour prévenir ce meurtre, soit pour s'assurer des Auteurs ou Complices; & qu'en conséquence le Prévôt seroit mis sous la Garde de

Le Colonel *Duroure*, le Major *Poole* & le Lieutenant *Wade* interrogés.
2 Avril.

Résolutions des Seigneurs sur toute cette affaire.

4.
TROIS. SPANC
DU SEC. PARIS-
MENT.

A N N E E M D C C X X X V I I.

L'Huissier de la Verge noire ; que les Juges dresseroient un Bill pour le déclarer incapable d'être revêtu d'aucune Charge ni à Edimbourg ni dans la Grande-Bretagne , & pour l'emprisonner pendant le tems qui seroit déterminé dans le Bill : que dans le même Bill on inséreroit une Clause par laquelle il seroit ordonné que la Garde entretenue jusqu'alors par les Habitans d'Edimbourg & appelée la Garde de la Ville seroit supprimée , que l'on démoliroit les Portes de la Ville ; & que dans la suite elle seroit toujours ouverte. Il fut en même tems résolu , Que les Seigneurs à Baquette blanche présenteroient une Adresse au Roi pour le prier de faire remettre à la Chambre une Liste de ceux que l'on accusoit d'avoir contribué , soit directement soit indirectement , à la mort du Capitaine Portheous , & qui s'étoient absentés d'Edimbourg pour éviter la punition due à leur crime : Et que les Juges prépareroient un autre Bill pour prévenir & punir plus efficacement les désordres & tumultes en Ecosse , sur tout dans le cas où il pourroit s'agir de forcer les Prisons & d'empêcher l'exécution de la Justice ; comme aussi pour punir ceux qui seroient entrés en fraude des Marchandises de contrebande , & qui s'opposeroient aux Officiers ou Commis préposés pour veiller aux Revenus de Sa Majesté. Le 15 , le Bill contre le S. Wilson & la Ville d'Edimbourg fut remis à la Chambre par le Lord Chef-Justice de la Cour des Communs Plaidoirs ; & le lendemain les Seigneurs ordonnèrent , qu'on en feroit la seconde lecture le 14 du mois suivant ; qu'on avertiroit les Juges de s'y trouver , & que le jour qu'elle se feroit l'Huissier de la Verge noire amèneroit le S. Wilson à la Barre de la Chambre ; qu'en attendant , on lui remètroit une Copie du Bill , qu'on en enverroit une autre aux Magistrats d'Edimbourg , & qu'on leur permètroit , ainsi qu'au S. Wilson de prendre des Avocats , & de faire entendre des Témoin pour leur défense. Le 18 , le S. Wilson fit présenter une Requête à la Chambre pour lui représenter , Que son emprisonnement le mètoit hors d'état de travailler à sa défense , & qu'il prioit la Chambre de l'élargir en donnant bonne & suffisante caution ; ce qui lui fut accordé , à condition qu'il s'obligerait lui-même pour 4 mille Livres Sterling , & qu'il donneroit deux autres Cautions chacune de mille Livres Sterling. Il fut amené le 30 à la Barre de la Chambre , où l'on l'admit à donner Caution ; & le même jour le Duc de Newcastle remit à la Chambre une Liste des Persones accusées d'avoir eu part au meurtre du Capitaine Portheous. Le 1 de Mai , les Seigneurs délibérèrent sur une Requête des Magistrats d'Edimbourg , par laquelle ils témoignioient dans les termes les plus respectueux , qu'ils avoient ressenti la plus vive affliction du mécontentement que la Chambre avoit conçu des Procédures qui s'étoient faites dans leur Ville. Ils ajoutoient , Qu'ils avoient appris avec beaucoup de déplaisir que ce mécontentement s'étoit étendu jusques sur leur ancien Lord-Prevôt , & qu'à ce sujet on l'avoit mis en prison : Qu'ils supplioient la Chambre de leur permettre de se justifier devant elle par le moyen de leurs Avocats ; ce qui leur fut accordé. Le 5 , les Seigneurs envoièrent aux Communes un Message pour

Requête du Prevôt d'Edimbourg pour être élargi sous caution. 18 Avril.

Requête des Magistrats d'Edimbourg. 1^{re} Mai.

Message des Sei.

ANNE'E M D C C X X X V ' I I.

V.
TROIS. SEANCES
DU SIG. PARLE-
MENT.

les prier de permettre que le S. Duneau Forbes *Avocat du Roi*, le S. Charles Areskine *Solliciteur général pour l'Ecosse*, & le S. Jean Drummond, tous trois *Membres de la Chambre-Basse*, comparussent devant les Seigneurs, quand ils souhaiteroient les interroger sur les Pièces du Procès concernant le Capitaine PORTHEOUS. Le 7, il y eut des débats au sujet d'un Interlocutoire des Lords-Justiciers d'Ecosse, & d'un Acte passé dans le Parlement de ce Roïaume, sous le Titre d'ACTE contre les Tumultes dans le Bourg d'Edimbourg, & touchant l'obéissance due aux Magistrats de ce Bourg : mais on ne put convenir de rien ce jour-là. Ce ne fut que le 13 qu'après quelques débats, les Seigneurs résolurent à la pluralité de 65 voix contre 51, Que les Juges de la Cour de Justice d'Ecosse seroient ouïs à la Barre de la Chambre, où l'on mettroit des chaises pour les placer. On les fit ensuite entrer & l'on les ouit séparément sur leur Interlocutoire & sur le Procès du Capitaine Portheous. Le lendemain on rédigea diverses questions pour être proposées aux Juges d'Angleterre, ainsi qu'aux Lords-Justiciers d'Ecosse, pour qu'ils délivrasent à la Chambre leurs réponses par écrit & signées d'eux. Ces questions étoient : I. Lorsqu'il y auroit une exécution à faire dans la Place ordinaire, où il y auroit une Garde de Troupes réglées postée & commandée, selon les Loix, pour empêcher que le Criminel ne fût arraché des mains de la Justice, si quelques pierres venoient à voler du milieu de la foule & bleissoient quelques Soldats, & que là dessus la Garde tirât sur la foule & tuât quelques Persones, seroit-elle coupable de quelque crime, & de quel crime ? II. Si, à l'occasion d'une émeute dans la Ville, ou il y auroit un Régiment en quartier, le Shériff du Pais commandoit à l'Officier d'assembler le Régiment & de venir à son secours contre ceux qui feroient le Tumulte, cet Officier seroit-il obligé d'obéir ? & s'il le refusoit, quelle punition mériteroit-il ? III. Un détachement de l'Armée étant commandé pour empêcher une Troupe de la Populace d'abattre une Maison ou de commettre d'autres désordres, & l'Officier de ce détachement ayant ordre de repousser la force par la force ; ce détachement pourroit il employer la force & tirer, si ceux qui feroient le Tumulte ne les attaquoient pas ? IV. En cas que des Séditieux renversassent des Maisons ou commissent d'autres excès dans quelque endroit de la Ville, & qu'un détachement des Troupes reçut ordre de marcher de ce côté pour aider aux Magistrats Civils à dissiper ces Séditieux, & qu'une partie de la Populace s'assemblât pour fermer les passages par où ce détachement devoit passer ; ce détachement pourroit-il, avant que d'être attaqué par le Peuple qui lui disputerait le passage, user de force pour le dissiper ? Le 17, les Juges remirent leur Réponse par écrit ; & le S. Wilson s'étant présenté à la Barre de la Chambre, les Seigneurs reçurent les dépositions de plusieurs témoins qu'il produisit pour la justification de sa conduite. Ils entendirent ensuite son Avocat & ceux des Magistrats & des Habitans d'Edimbourg ; & furent les Octrois accordés à cette Ville en 1603 par Jacques VI Roi

gneurs aux Communes
3 Mai.Débats dans la
Chambre Haute.
7, 13 Mai.Questions proposées aux Juges
d'Angleterre & d'Ecosse.
14 Mai.Les Juges remirent leurs réponses & les Avocats plaident pour & contre le Bill touchant le Prevôt de la Ville d'Edimbourg.
17, 20 Mai.

V.
TROIS-SEANCE
DU SEC. PARLE-
MENT.

A N N E E M D C C X X X V I I.

Le S. Wilson
condamné à un
an de prison.

Le Bill passé.

22 Mai.

Rapport du Bill
à la Chambre-
Basse.

28 Mai.

Les Communes
demandent une
Conférence aux
Seigneurs.

Bill contre les
gens impliqués
dans le meurtre
du Capitaine Por-
theous.

31 Mai ; 13

Juin.

Requête du S.
Wilson & des Ma-
gisistrats d'Edim-
bourg aux Com-
munes.

31 Mai ; 5 Juin.

Écrit publié
contre le Bill con-
cernant le Prevôt
& la Ville d'Edim-
bourg.

Ce Bill est mis
en Committé.

d'Ecosse, ainsi que l'ACTE, passé dans le Parlement en 1690, au sujet du pouvoir des Troupes, quand on leur ordonne de s'opposer aux entreprises de la Populace mutinée. Le 20, les Avocats continuèrent de plaider pour & contre le Bill. Le 22, les Seigneurs y firent insérer que le S. Wilson garderoit prison pendant un an ; ils le passèrent ensuite à la pluralité de 54 voix contre 22, & l'envoierent aux Communes. Le 28, le Procureur Général fit le rapport de la Résolution du Committé nommé pour l'examen de ce Bill, portant, *Que l'on demanderoit aux Seigneurs quelques éclaircissements.* Cette Résolution fut approuvée, & le S. Townshend fut chargé de faire savoir aux Seigneurs que les Communes demandoient une Conférence. Elle se tint le jour suivant, & les Pairs y rendirent raison des motifs de leur Bill. Le 31 le Comte d'Isle présenta aux Seigneurs le projet d'un BILL pour faire arrêter les personnes soupçonnées d'avoir eu part au meurtre du Capitaine PORTHEOUS. Ils le passèrent le 13 du mois suivant. Le 31 de Mai, le S. Wilson demanda par une Requête aux Communes d'être oui par un Avocat contre le Bill qui le concernoit. Ce qui lui fut accordé. Le 5 de Juin les Communes lurent une Requête présentée au nom des Magistrats & du Commun-Conseil de la Ville d'Edimbourg dans laquelle ils expofoient, *Qu'ils craignoient que, si le Bill contre le Prevôt & la Ville d'Edimbourg passoit en Loi, il ne portât beaucoup de préjudice & ne tendit à détruire les Droits, Franchises, Privilèges & Libertés de cette Ville ; Que pour cet effet ils prioient la Chambre de leur permettre d'être ouïs par leurs Avocats contre la partie du Bill qui regardoit leur Ville.* On leur accorda leur demande. Ils ne devoient pas douter qu'ils ne trouvaient de la protection dans la Chambre-Basse. La Cause de la Ville d'Edimbourg devenoit commune à toutes les autres Villes de la Grande-Bretagne, puisqu'il pouvoit arriver tous les jours quelque chose de semblable chés elles, & que par la faute de quelques Citoyens brouillons ou furieux, elles pourroient courir le risque d'être traitées comme on vouloit traiter Edimbourg. Il y eut même une Brochure imprimée contre le Bill, dans laquelle on soutenoit, *Qu'il étoit injuste que les Innocens souffrissent pour les Coupables, ou que le Crime de quelques Particuliers retomât sur toute une Communauté : Que, si c'étoit une obligation au Souverain de défendre & de protéger les gens de bien, ainsi que de punir les méchans, c'étoit s'éloigner de cette obligation que de ne point distinguer les uns d'avec les autres. Qui défendrait les Habitans d'Edimbourg, si l'on cassoit leur Garde, si l'on abbatoit leurs Portes, & si leur Ville devoit être à l'avenir ouverte comme un Village ?* On insistoit de plus sur ce que c'étoit un des Articles de l'Union de l'Ecosse avec l'Angleterre, que le Roi ni le Parlement n'altéreroient ni ne changeroient en rien le Gouvernement d'aucune Ville d'Ecosse. L'Auteur finissoit par demander, *ce qu'étoient devenues la bonne-foi & l'équité du PARLEMENT ?* Le 20, les Communes délibérèrent si l'on mettroit le Bill en Committé. Il y eut à ce sujet de grands débats, qui

qui durèrent jusqu'à près de minuit : mais enfin l'affirmative l'emporta de 180 voix contre 118. Le 24, la *Chambre*, s'étant formée en grand *Committé*, commença l'examen du *Bill* par celui du Préambule. Il fut proposé de le laisser subsister tel qu'il étoit, ce qui causa de nouveaux débats, & les voix s'étant trouvées égales, 130 contre 130, le Président du *Committé* donna la sienne en faveur de la Proposition. On parcourut ensuite le *Bill* & l'on rejeta les Chefs qui concernoient l'emprisonnement du *Prevôt*, & qui statuoient que l'on casseroit la Garde, & que l'on détruiroit les Portes de la Ville. Il fut ensuite résolu à la pluralité de 144 voix contre 123 qu'on leur substituerait une *CLAUSE* pour condamner la Ville à payer une Amende de 2 mille Livres Sterling, qui seroit donnée à la Veuve du Capitaine *PORTHEOUS*. Le 25, les *Communes* passèrent le *Bill* avec ces changemens ; & les *Seigneurs*, après de grands débats, les approuvèrent le 28. Deux jours auparavant, les *Communes* résolurent que dans le *BILL* pour faire arrêter les personnes soupçonnées d'avoir eu part au meurtre du Capitaine, on insérerait une *CLAUSE*, pour accorder une récompense à ceux qui découvriraient ou arrêteraient ces sortes de personnes. Cette Clause fut ajoutée sur ce que le Roi avoit fait savoir à la *Chambre*, qu'il consentoit que cette récompense fut payée de ses Revenus. Le 27, les *Communes* passèrent ce *Bill* avec la Clause, que les *Seigneurs* approuvèrent le lendemain. C'est ainsi que cette grande affaire fut terminée. Le Parti contraire à la Cour, que l'on accusoit sans cesse d'être l'auteur de tous les troubles qui pouvoient arriver, fut dans cette occasion, le plus ardent & le plus sévère. Le S. *Wilson* partit bientôt après pour retourner à *Edimbourg*. Il y arriva le 9 de Juillet. Les principaux Habitans allèrent jusqu'à plusieurs milles au devant de lui, & le soir il y eut des feux & des illuminations dans toute la Ville. Dans le courant du mois d'Août, les Magistrats d'*Edimbourg*, ôtèrent au S. *Lynd* la place de Commandant de la Garde de la Ville, & convinrent de payer à la Veuve du Capitaine *Portheous* une Pension de 50 Livres Sterling. Quelques jours après, ils firent publier une Proclamation par laquelle il étoit ordonné, Qu'à l'avenir, lorsqu'il arriveroit quelque tumulte, tous les Habitans, qui posséderoient quelque Emploi municipal, se rendroient à l'Hôtel-de-Ville afin d'y recevoir les ordres du Commandant ; & que ceux qui contreviendroient à cette Ordonnance paieroient une Amende de 200 Livres Sterling. Quelques Ministres, qui refusèrent de lire la Proclamation dans leurs Eglises, furent mis en prison.

Le 8 d'Avril, le Chevalier *Jean Bernard*, Membre du Parlement pour la Ville de *Londres*, présenta aux *Communes* un PROJET pour réduire à trois pour cent l'Intérêt de toutes les Dêtes Nationales remboursables ; & pour mettre le Parlement en état de soulager les Sujets du Roi en abolissant quelques Impôts, sur tout ceux dont les pauvres *Manufacturiers* étoient surchargés, &c. Il étoit dit dans ce PROJET ; Qu'on proposeroit aux Porteurs des *Annuités* de

Tome XIV. Partie I.

Iiii

Le Bill passe avec des changemens considérables.

Clause ajoutée au Bill pour arrêter les auteurs du meurtre, &c. 26, 27, 28 Juin

Retour du S. Wilson à Edimbourg. 9 Juillet.

Autres suites de cette affaire. Août.

Projet pour la diminution des Dêtes Nationales.

V.
TROIS. SEANCE
DU SEC. PARLE-
MENT.

ANNEE M D C C X X V I I.

la Mer du Sud, tant anciennes que nouvelles, lorsqu'on fermeroit les Livres de Transport, que chacun auroit la liberté de choisir pour tout son capital ou pour une partie, l'une des Propositions exprimées plus bas, & qu'à cet effet il y auroit des Livres ouverts dans l'Hôtel de la Compagnie du Sud aussi longtemps qu'on le jugeroit à propos: Savoir, Que tous ceux qui prendroient le remboursement de leur Capital, inscriront leur nom & la somme dans un Livre. Que ceux qui choisiroient des Annuités pour un certain nombre d'années en anéantissant leur Capital, pourroient inscrire, dans un Livre destiné à cet effet, celui qu'ils souhaiteroient des Prix suivans: pour 47 ans à 4 pour cent; pour 31 ans à 5; pour 23 ans & demi à 6; pour 19 ans à 7; pour 16 ans à 8; pour 13 ans & demi à 9; & pour 12 ans à 10 pour cent. Que ceux qui ne demanderoient pas le remboursement de leur Capital, ou qui ne voudroient pas de ces Annuités à terme, ne pourroient prétendre à l'avenir que 3 pour cent d'Intérêts de leurs Annuités. Que, pour engager les Porteurs à accepter les 3 pour cent, il seroit proposé qu'ils ne seroient sujets à aucun remboursements ou à aucune réduction pendant 14 années. Que les Annuités à terme seroient transportées à l'Hôtel de la Compagnie du Sud, aussi bien que celles qui seroient réduites à 3 pour cent, sans que l'on paât rien pour cela. Que les Annuités à terme commenceroient à courir du moment que les Annuités à 4 pour cent expiroient. Qu'on croioit que ces offres étoient plus avantageuses aux Possesseurs, que s'ils restoit dans la situation, dans laquelle ils se trouvoient, & qu'avec le tems ils gagnassent un million qui fût alternativement partagé entre les anciennes & les nouvelles Annuités; ce qui ne pourroit que leur être très préjudiciable, puisqu'ils leur Capital devoit en diminuer. Que, si le Parlement vouloit accorder des Rentes viagères à quelques Persones âgées, & qui ne seroient pas étrangères, on pourroit examiner si l'on accorderoit les Intérêts suivans: aux Persones âgées de 44 ans & au-dessus, 7 pour cent le reste de leurs jours; aux Persones âgées de 53 ans & au-dessus, 8; aux Persones de 59 ans & au-dessus, 9; aux Persones de 63 ans & au-dessus 10. Que si ces Intérêts ou quelques autres étoient approuvés & offerts, les Porteurs d'anciennes & de nouvelles Annuités, étant dans les Classes d'âge marquées ci-dessus, pourroient inscrire telle portion de leur Capital qu'ils voudroient. Que les offres proposées ci-dessus ne seroient pas pour ceux qui voudroient fournir de l'argent comant, parce qu'il étoit juste que ceux à qui il étoit dû, eussent la préférence dans une offre avantageuse faite par le Parlement, telle que l'on supposoit celle dont il étoit question; puisque de cette manière on pourroit toujours emprunter à 3 pour cent de l'argent, que l'on seroit libre de rembourser. Après qu'on eut lu ce Projet, le Chevalier Bernard fit un Discours pour représenter, Que cette réduction devoit être regardée comme le moyen le plus efficace, non seulement de soulager le pauvre Peuple, qui gémissoit sous le faix des Taxes onéreuses, mais aussi de faire mieux fleurir le Commerce de la Nation; parce qu'au moyen de cette Réduction, l'argent rentreroit dans le Commerce, qui s'en étoit vu privé jusqu'alors, à cause que l'on

Discours du
Chevalier Ber-
nard.

aimoit mieux l'employer à gros Intérêt que de l'exposer aux hasards du Commerce. Il ajouta, Que l'expérience faisoit voir qu'à mesure que les Intérêts avoient diminué, le Commerce s'étoit accru pour l'avantage général de la Nation & des Particuliers. Il finit en priant la CHAMBRE de prendre à ce sujet une prompte Résolution. Le Chevalier Robert Walpole répondit à ce Discours ; Qu'en effet la Nation retireroit un grand avantage de cette réduction, si l'on pouvoit arranger les choses de la manière que le Chevalier Bernard les présentait : mais qu'avant de rien conclure sur une affaire de cette importance, il étoit nécessaire de concerter à loisir les mesures convenables pour y parvenir, & de prévoir sur tous les inconvéniens qui pourroient arriver, si l'on n'avoit pas à la main les moyens d'y remédier ; Qu'en son particulier, il ne rejetoit pas cette Proposition ; mais que son avis étoit d'en renvoyer l'examen à quelque autre Seance du Parlement, afin que les Membres de la Chambre pussent avoir le tems de délibérer sur cette affaire, avant que d'en venir à prendre une Résolution finale. Il fut soutenu par plusieurs autres Membres : mais, après divers discours de part & d'autre, la Chambre résolut sans aller aux voix ; Que l'Intérêt des Fonds Publics, rachetables par le Parlement, seroit réduit de 4 à 3 pour cent ; & qu'on autoriseroit le Roi à emprunter 3 millions à 3 pour cent. Le rapport de ces deux Résolutions se fit le 10, & l'on proposa de renvoyer à la quinzaine l'examen du Rapport de la première : mais cette Proposition fut rejetée à la pluralité de 220 voix contre 157, de même que celle qui fut faite ensuite de la même en Committé ; desorte que la Chambre ayant approuvé cette première Résolution ainsi que la seconde, elle ordonna Que l'on porteroit un Bill en conséquence. Cet ordre fut suivi d'une Proposition qui fut faite, de délibérer à l'instant sur les moyens d'abolir quelques-unes des Taxes onéreuses, par lesquelles les Pauvres étoient opprimés & qui préjudicoient aux Manufactures, aussi bien que l'Intérêt des Dêtes Nationales seroit réduit à 3 pour cent. Cette Proposition fut aussi rejetée à la pluralité de 200 voix contre 142. La nouvelle de ces Résolutions de la Chambre ne fut pas plutôt répandue dans le Public, qu'on refusa de recevoir des Billets de Banque dans le Commerce, & qu'un grand nombre de Porteurs de ces Billets retirèrent, ainsi que je l'ai dit ailleurs, leur argent de la Banque. Le 3 de Mai, le Chevalier Bernard présenta à la Chambre le BILL pour réduire les Intérêts des Dêtes rachetables par le Parlement de 4 à 3 pour cent ; & l'on en fit sur le champ la première lecture. On en fit la seconde le 10. Il y eut ce jour de très grands débats, Les Chevaliers Robert Walpole, Charles Wager, & Guillaume Young, le Lord Sandon & les Sieurs Oglethorpe & Slaper haranguèrent avec véhémence contre le Bill, qui fut appuyé par le Chevalier Jean Bernard, le Lord Baltimore, le S. Sandys, le Chevalier Wyndham & quelques autres : mais le Chevalier Walpole entraîna le plus grand nombre des Membres, en leur persuadant, Qu'il étoit beaucoup plus utile de laisser les choses comme elles étoient

Réponse du
Chevalier Wal-
pole.Résolutions de
la Chambre.Effet de ces Ré-
solutions dans le
Public.Première lecture
du Bill fait en
conséquence.
3 Mai
Il est rejeté
après la seconde
lecture.
10 Mai.

V.
TROIS. SEANCE
DU SEC. PARLE-
MENT.

A N N E E M D C C X X X V I I .

Teneur de ce
Bill.

que de faire un changement dont le succès n'étoit pas aussi certain qu'on le pensoit. Ainsi le Bill fut rejeté à la pluralité de 249 voix contre 134. On l'avoit dressé néanmoins avec autant d'art que de soin. On y faisoit remarquer d'abord, *Que les Sommes que la Nation devoit à la Compagnie du Sud, à la Banque, à la Compagnie des Indes-Orientales, montoient à 40 millions, 314 mille 203 Liv. St., 5 Sh., 6 D. & demi; ce qui faisoit à 4 pour cent d'intérêt 1 million, 612 mille, 568 Liv. St., 2 Sh., 6 D. & un quart par an; pour l'acquit de laquelle Somme le Parlement avoit établi plusieurs Taxes & Impôts, qui devoient se payer jusqu'à ce qu'il jugeât à propos de les révoquer: Que le prix des Intérêts aiant été considérablement diminué sous le feu Roi, le Public jugeoit qu'il étoit raisonnable, qu'il en retirât quelque avantage, & que, puisque par-là les Dêtes Nationales avoient été diminuées, on supprimât quelques Impôts: Qu'il étoit vrai semblable qu'on avanceroit volontiers de l'argent à 3 pour cent, & que lesdites Compagnies ne feroient pas difficulté de changer leurs Annuités en d'autres à 3 pour cent, que le Parlement ne pourroit rembourser que dans 14 ans; qu'en cas qu'elles refusassent de faire ce changement, on pourroit les rembourser de l'argent qu'on prendroit à 3 pour cent: Que les Revenus de la Douane & des Taxes seroient portés dans l'Échiquier, de même que l'argent avancé sur ces Revenus: Que les Sommes ainsi portées dans l'Échiquier depuis . . . seroient employées à payer, sans préférence les Annuités, en conséquence du présent Acte: Que les Commissaires de la Trésorerie établiroient des Persones pour ouvrir des Livres dans l'Hôtel de la Compagnie du Sud, le lendemain que les Livres de Transport des anciennes Annuités seroient formés, pour . . . & des nouvelles pour . . . afin d'y recevoir les Soustractions pour recevoir une Annuité de . . . pour cent, Prime du Capital qui seroit souscrit & ne pourroit être remboursé qu'après . . . ans. Le BILL ajoutoit, Que si la Banque vouloit convertir ses Annuités de 340 mille Liv. St. sur 8 millions 360 mille en une Annuité de . . . elle pourroit continuer sa Corporation & jouir de la Somme de . . . qui ne pourroit être remboursée que dans . . . ans: Et que, comme on ne pouvoit savoir de combien on se trouveroit trop court pour rembourser les Propriétaires qui ne voudroient pas consentir à la conversion des Annuités, on autorisoit Sa Majesté à emprunter à . . . pour cent d'Intérêt, autant d'argent qu'il en faudroit pour payer les Dêtes Nationales. Le Bill finissoit par remarquer, Qu'au bout d'un certain tems on auroit payé, outre les Intérêts, une partie des Capitaux avec les Sommes de surplus, lesquelles étoient fixées à proportion de 4 pour cent d'Intérêt, en sorte que l'on pourroit supprimer de tems en tems les Impôts affectés au remboursement des Annuités. Enfin une des CLAUSES du BILL déclaroit bien personel & qui pourroit être transporté, les Intérêts que l'on tireroit de cette sorte de Revenus. Quand le Chevalier Jean Bernard vit que l'on se dispoit à rejeter le Bill porté sur son projet, il entreprit de justifier ses vues, en parlant de cette manière. Lorsque j'ai présenté au Parlement mon Projet pour réduire de 4 à 3 pour cent*

Discours du Che-
valier Bernard,
pour se justifier.

les Intérêts des Fonds Publics, je n'ai agi par aucune vue d'ambition ni par aucun desir de m'élever au-dessus de mon état, pour parvenir à des honneurs ou à des Emplois considérables. Je suis né & élevé pour être Marchand ; je veux vivre & mourir tel ; & je n'aspire à rien de plus. Je n'ai eu d'autre objet que le véritable intérêt de ma Patrie & celui de la Ville de Londres en particulier. Ces sentimens doivent m'être naturels, puisqu'outre ma qualité de bon Citoyen, j'ai l'honneur de représenter cette Ville dans le Parlement. J'ai pensé & je pense encore qu'en diminuant l'intérêt des Dêtes de la Nation, c'est un moyen de soulager le Peuple des grosses Taxes, dont il est chargé depuis longtemps. J'y considère encore un autre avantage, qui n'est pas moins réel ; c'est que par cette réduction on gardera dans ces Païs les grosses sommes que les Etrangers en tirent tous les ans, par l'Intérêt des Capitaux qu'ils placent dans nos Fonds Publics, dont la plupart rendent 4 pour cent & quelques-uns d'avantage, sans compter que le Parlement est engagé pour la sûreté de ces Capitaux. Le parti que le Parlement prit de rejeter le Bill dont il s'agit, causa tant de joie dans le Public, qu'elle éclata par des réjouissances à Londres. On alluma des Feux & l'on fit des Illuminations dans toutes les Rues ; & le Peuple commit toutes les extravagances auxquelles il est capable de se livrer dans de pareilles occasions, jusques-là même que la Maison du Chevalier Bernard couroit risque d'être exposée aux insultes de la Populace, si l'on n'avoit pas pris des précautions pour l'empêcher. C'est ce qui déterminâ le Chevalier Bernard à publier un Mémoire très curieux sous le Titre de *Raisons Justificatives*, dans lequel il fit connoître la pureté de ses intentions, les avantages de son Projet en général, & que souvent les circonstances des tems, plutôt que le véritable intérêt public faisoient approuver ou rejeter de certaines Loix & de certains arrangemens. On lui répondit par un autre Mémoire dans lequel on le loua beaucoup, & l'on convint que son Projet étoit véritablement avantageux à la Nation en général ; & l'on ne le combatit que par l'intérêt de ceux qui n'avoient pour tout bien que des Annuités, dont le Revenu se seroit trouvé tout d'un coup diminué d'un quart ; ce qui sans doute en auroit mis plusieurs hors d'état de vivre. C'étoit opposer l'Intérêt particulier à l'Intérêt général ; & l'on fait qu'en saine Politique, le premier ne doit jamais l'emporter sur le second. L'Auteur de ce second Mémoire proposoit en même tems d'abolir les différentes Taxes onéreuses au Peuple, en leur substituant une nouvelle Taxe sur la Laine, qui produiroit plus que les autres & qui ne seroit à charge à personne. Au reste, il paroît que les *Raisons Justificatives* du Chevalier Bernard ajoutèrent à l'estime que l'on avoit pour lui, puisque le 10 d'Octobre de cette année il fut élu Lord-Maire pour l'année suivante.

Le 2 de Juillet, le Roi se rendit à la *Chambre des Pairs* avec les cérémonies accoutumées, & les *Communes* aiant pris place il donna son con-

Closure de la
Seance.

sentement Roïal à plus de 40 *Bills*, tant publics que particuliers, du nombre desquels étoit celui du-Douaire de la *Princesse de Galles*. Comme elle assistoit dans une Tribune à cette Cérémonie, elle se leva pour remercier le *Roi* & les deux *Chambres*, en assurant Sa Majesté de sa vive reconnaissance pour cette marque de sa tendresse paternelle ; & les deux *CHAMBRES*, de sa sensibilité & de sa parfaite gratitude pour ce que le Parlement venoit de faire en sa faveur. Le *Roi* fit ensuite le Discours que voici.

MILORDS ET MESSIEURS,

Je viens mettre fin à cette Séance du Parlement, afin que vous puissiez vous retirer dans vos différentes Provinces, & contribuer, selon vos divers Emplois, au maintien de la Paix & du Bien du Roïaume. Je vous remercie des preuves particulières que vous m'avez données de votre affection & de votre zèle pour ma Personne & pour mon honneur ; & j'espère que la sagesse & la justice que vous avez fait paroître dans quelques incidens extraordinaires préviendront à l'avenir de pareils attentats. Ce Parlement a fait voir tant d'égalité dans toutes ses délibérations sur les Affaires Publiques, qu'il ne seroit pas moins injuste de n'en pas témoigner de la reconnaissance, qu'inutile d'en détailler toutes les particularités.

MESSIEURS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES,

Le soin que vous avez pris de lever les Subsidés nécessaires pour le service de l'année courante, de la manière la plus convenable & la moins à charge à mon Peuple, est une nouvelle marque de votre attention toujours égale pour le soutien de ma Personne & de mon Gouvernement, comme aussi pour les véritables intérêts de votre Patrie.

MILORDS ET MESSIEURS,

Vous ne pouvez pas ignorer combien les honnêtes gens & les Persones de bonnes mœurs sont offensés & scandalisés de la licence qui règne dans le tems présent, sous l'ombre & le prétexte de la liberté. Vous sentez con bien il est nécessaire de réprimer cet abus intolérable, par une juste & vigoureuse exécution des Loix. On insulte ouvertement à l'autorité légitime ; on méprise la Magistrature, & l'on ne résiste même que trop généralement aux Loix ; ce qui porte autant de préjudice à la liberté du Peuple qu'à la prérogative de la Couronne, le soutien de cette dernière étant inséparable de la protection de l'autre. Les Loix du País ont toujours été la règle constante de mes actions ; & j'ai lieu de m'attendre que mes Sujets feront aussi leur principal devoir de la soumission que ces mêmes Loix leur imposent, & qu'il est de leur intérêt d'avoir toujours pour mon autorité.

DIGRESSION

GUERRE DE LA
FRANCE, DE L'ES-
PAGNE ET DE LA
SARDAIGNE, CON-
TRE L'EMPEREUR.

*Sur la Guerre que les ROIS DE FRANCE, D'ESPAGNE, & DE
SARDAIGNE déclarèrent à l'EMPEREUR en 1733 & qui fut
terminée en 1735, en partie par les soins du ROI DE LA GRANDE-
BRETAGNE & des ETATS-GENERAUX DES PROVINCES-UNIES.*

JE n'ai pas beaucoup à m'étendre sur cette Guerre occasionnée par la vacance du Trône de Pologne. La Nation Britannique n'y prit aucune part ; & je ne dois même en parler que par rapport aux soins que son Roi se donna pour rétablir la Paix en Europe. Au commencement de l'année 1733, AUGUSTE II, Roi de Pologne, Eleveur de Saxe, s'occupoit à pacifier les divisions intestines qui régnoient entre les Grands de son Roïaume ; lesquelles avoient causé la rupture de trois ou quatre Diètes générales, & menacoient l'Etat de tous les maux qui suivent l'Anarchie. Il avoit enfin trouvé le moyen de réunir les Esprits, & pouvoit se flater dans une Diète ouverte par l'Election d'un Maréchal des Nonces, de rétablir la tranquillité du Roïaume, lorsque la mort vint interrompre ses projets le 1 de Février. Ce Prince, comme on l'a vu ci-devant, avoit refusé de s'engager à la garantie de la Pragmatique-Sanction de l'Empereur touchant la Succession des Pais Héréditaires de la Maison d'Autriche, & depuis il étoit survenu différens sujets de brouillerie entre les deux Cours. Quelques Grands de Pologne, mécontents du Gouvernement d'Auguste II, avoient imploré la protection de l'Empereur, qui même avoit fait avancer des Troupes entre l'Elbe & la Haute-Pologne ; & lorsque ce Roi mourut, l'Empereur n'étoit rien moins que dans la disposition de favoriser la prétention, que le nouvel Eleveur de Saxe, FREDERIC-AUGUSTE, pourroit former de monter après son Père sur le Trône de Pologne. L'Interrègne fut publié le 11 de Février. Il arriva de toutes parts des Ministres auprès de la République. Plusieurs Candidats se mirent sur les rangs, & l'on n'entendit parler que de millions remis, soit à Dantzick, soit à Varsovie. Enfin la Diète de Convocation, qui doit toujours précéder celle d'Election, & dans laquelle on doit indiquer cette dernière, s'ouvrit le 27 d'Avril. La Nation Polonoise, sentit enfin combien il étoit honteux pour elle, d'avoir livré sa Couronne au plus offrant, par la faute qu'elle avoit faite, après l'extinction de la Race des Jagellons, d'admettre les Princes Etrangers à la solliciter, comme si parmi tant de Maisons Polonoises alliées à tant de Souverains, il ne pouvoit se trouver personne qui fut digne de la gouverner. L'attention, que l'on fit à ce déshonneur de la Nation, fut cause que dans une Confédération générale la République résolut & passa en Loi, Qu'on n'appellerait à l'avenir au Trône qu'un PIASTE (c'est-à-dire, un NOBLE POLONOIS), & que tout Prince Etranger aiant des Domaines & des Armées hors de la Pologne & de la Lithuanie, seroit exclus pour toujours de la Couronne. Lorsque cette Loi fut faite, il

Mort d'Auguste
II Roi de Pologne
1 Février 1733.

Loi sage, inutilement établie.

GUERRE DE LA
FRANCE, &c.
CONTRE L'EMPE-
REUR.

LES Cours de
Vienne & de Saxe
se reconcilient.

L'Empereur &
la Czarine don-
nent l'exclusion
au Roi Stanislas.

La France prend
des mesures pour
faire élire le Roi
Stanislas.

Il est élu.
11 Septembre
1733.

Une poignée de
Dissidens quirent
le Champ d'Elec-
tion.

Ils protestent
contre l'Élection.

& élisent l'Elec-

ne paroissoit pas encore qu'il y eût de mesures prises pour aucun Can-
didat particulier. On parloit seulement de plusieurs qui se mètroient
sur les rangs. Pendant ce tems, la *Cour de Saxe* avoit envoie des Ministres
à *Vienne*, & le Comte de *Konigsfegg* étoit venu de la part de l'*Empereur* à
Dresde. Une Négociation poulée de part & d'autre avec chaleur, fit
éclore un Traité que l'on cacha soigneusement au Public, & dont la con-
clusion fut aussitôt suivie du bruit qui se répandit, que le nouvel *Elec-
teur de Saxe* pourroit avoir un Parti pour lui dans la *Diète d'Élection*. La
Cour de Vienne, qui jusqu'alors n'avoit parlé qu'en termes généraux du
Sujet qui pouvoit être élu, recommandant seulement que le choix ne
tombât que sur un Candidat agréable aux Puissances Voisines, & qui
ne pût exciter aucun trouble, se joignit à la *Czarine* pour donner hau-
tement l'exclusion au Roi *Stanislas*, pour qui le Primat, plusieurs Evê-
ques & plusieurs Grands s'étoient ouvertement déclarés. Les *Troupes Rus-
siennes* s'assemblèrent sur les Frontières de la *Lithuanie*; & l'*Empereur* au-
gmenta le Camp qu'il avoit formé, du vivant d'*Auguste II*, près d'*Op-
pelen* en *Silésie*, & le fit avancer à *Groot-Glogow*, pour que ses Troupes
fussent plus à portée d'entrer en *Pologne*. En un mot, l'*Empereur* & la
Czarine donnèrent lieu de croire qu'ils vouloient imposer des Loix à la
Nation Polonoise, & lui prescrire le Roi qu'elle devoit élire.

Tel étoit l'état de la *Pologne*, quand la *Diète d'Élection* commença de
s'assembler. La *France*, qui jusqu'alors n'avoit employé, pour remètre le
Roi *Stanislas* sur le Trône, que la brigue & les promesses ordinairement
pratiquées dans toutes les Elections, prit enfin des mesures pour faire
passer sûrement le Roi *Stanislas* de *France* en *Pologne*. Il s'y trouva rendu
dans le tems qu'il le falloit, & fut élu Roi le 11 de Septembre 1733,
dans le *Champ d'Élection*, par la République assemblée légitimement
& suivant les formes prescrites. Plus de 60 mille *Polonois* & *Lithuaniens*
lui donnèrent unanimement leurs voix; & quoiqu'il se fût trouvé quel-
ques Opposans pendant que le Primat recueilloit les voix, la Proclama-
tion se fit le 13 sans opposition. Cinq ou six cens Nobles, pour la plus-
part *Lithuaniens*, aiant à leur tête le Prince *Wiesnowieski*, Régimentaire
& Grand-Chancelier de *Lithuanie*, le Prince *Lubormiski* Palatin de *Cra-
covie*, & l'Evêque de cette Ville s'étoient retirés du *Champ d'Élection*
par la crainte que le Prince *Wiesnowieski*, que l'on savoit avoir attiré les
Russiens dans le Roïaume, eut d'être maltraité par les autres Membres de
la Diète. Cette poignée de mécontents protesta contre la Proclamation
du Roi *Stanislas*, bien qu'elle parût avoir été faite suivant les Loix; &
s'étant joints ensuite aux *Russiens*, ils formèrent un nouveau *Champ d'E-
lection* auprès de *Kanzinowska*, dans l'endroit même où le Prince *HENRI
DE VALOIS*, Duc d'*Anjou*, depuis Roi de *France* sous le nom de *HENRI III*,
avoit été proclamé Roi de *Pologne* en 1573. Le Comte *Lipski*, Evêque de
Cracovie & Vice-Chancelier de la Couronne, fut chargé d'y faire les fonc-
tions de Primat; & le 5 d'Octobre ils élurent & proclamèrent unanime-
ment

ment *FREDERIC-AUGUSTE III*, Roi de Pologne & Grand-Duc de Lithuanie.

Pendant que ces choses se passaient en Pologne, la Cour de France, informée des obstacles que le Roi *Stanislas* rencontroit, & prévoyant que 30 mille Russes entrés en Pologne ne laisseroient pas ce Prince jouir paisiblement du Trône, prit des mesures pour appuyer son Election, conformément à la promesse que son Ambassadeur en avoit faite solennellement à la Diète. On assembla des Troupes, on forma des Magasins en Alsace, & le Roi de France chargea ses Ministres dans toutes les Cours de déclarer qu'il ne souffriroit pas que l'on disputât au Roi son Beau-Père une Couronne que la République venoit de lui remettre librement sur la tête. La confiance, que l'on avoit en l'humeur pacifique du Cardinal de *Fleuri*, fit que, soit à Londres, soit à La Haye, soit à Vienne, on ne put se persuader que la France prendroit le parti de déclarer la Guerre; & de-là vint que la Cour de Vienne, uniquement occupée de ce qui se faisoit en Pologne, ne se mit nulle part en état de défense; cependant une Armée considérable s'avançoit vers le Rhin; & l'on en faisoit défilier une seconde vers la Savoie. Tandis que les Affaires de Pologne fixoient l'attention de toute l'Europe, le Roi Très Chrétien par des Négociations, dont les Ministres de l'Empereur n'avoient pu pénétrer le secret, s'étoit assuré de deux puissans Alliés, le Roi d'Espagne & le Roi de Sardaigne, que des Grieffs ou des raisons de convenance avoient engagés d'entrer dans toutes ses vues, au grand étonnement de toute l'Europe, qui n'avoit pas eu le moindre soupçon de ce qui se tramait. Le Traité d'Alliance offensive & défensive avec le Roi de Sardaigne fut signé le 6 de Septembre à Turin; & le 26 du mois suivant, le Roi d'Espagne, en signant & ratifiant le Traité d'une Alliance pareille avec le Roi de France, entra dans celle précédemment conclue à Turin. En conséquence du premier de ces deux Traités, le Roi de France fit publier le 13 d'Octobre une Déclaration de Guerre contre l'Empereur. Quelques jours après le Roi de Sardaigne en fit autant. Le Roi d'Espagne commença par faire passer 30 mille Hommes en Italie, & ne fit la Déclaration de Guerre qu'au commencement de Décembre. Ainsi l'Empereur se vit tout d'un coup assailli par deux puissantes Armées en Italie & sur le Rhin. L'Armée d'Allemagne se contenta, dans cette première Campagne, après avoir pris le Fort de Kell, de réparer ses Ponts sur le Rhin; & menaçant de passer outre, de tenir en halène une Armée de 25 à 30 mille Hommes que l'Empereur avoit assemblée à la hâte auprès de Pilsen sous les ordres du Duc de Brunswick-Lunebourg-Bevern. Celle qu'on avoit fait passer en Italie, s'étant jointe aux Troupes de Sardaigne & ne rencontrant point d'obstacles, ne fit qu'aller de conquête en conquête. En moins de trois mois le Milanès fut subjugué sous les ordres du Maréchal de Villars; & tout ce qui restoit à l'Empereur de Troupes en Italie fut resserré dans les bornes étroites de la Forteresse de Mantoue. Les Espagnols, débarqués sur les Côtes de Lombardie & de Toscane, menacèrent les Roiaumes de Naples & de Sicile.

Tome XIV, Paris L.

K K K K

GUERRE DE LA
FRANCE & C.
AVEC L'EMPEREUR.
de Saxe.
5 Octobre.
La Cour de
France se prépare
à la Guerre.

Déclaration de
Roi de France, à
toutes les Cours
de l'Europe.

Il s'assure de
Roi d'Espagne &
du Roi de Sardaigne.

Il déclare la
Guerre à l'Empereur.
13 Octobre.

L'Empereur est
attaqué sur le
Rhin & en Italie.
Campagne d'Allemagne. 1733.

Campagne d'Italie. 1733.

GUERRE DE LA
FRANCE, &c.
AVEC L'EMPE-
REUR.

L'Empereur re-
çut inutilement
à ses Alliés.

Notification fai-
te à la Cour de
Londres de la part
de la France.

Juillet.

Réponse du Roi
d'Angleterre.

Ambassadeur de ce
Prince.

Les Etats-Géné-
raux des Provin-
ces-Unies ne veu-
lent point prendre
part à la Guerre ;
& maintiennent les Pro-
vinces-Unies à
couvert par une
Convention de
Neutralité.

24 Novembre.

Campagne d'Al-
lemagne. 1734.

Dans ces extrémités, la *Cour de Vienne*, prise au dépourvu, recourut à ses anciens Alliés. Ses Ministres à *Londres*, à *La Haye*, à *Copenhague*, à *Berlin*, à *Ratisbone* furent chargés d'engager ces Puissances à se déclarer contre la France & ses Alliés. Dès le mois de Juillet, le S. de *Chavigni*, Ministre du Roi Très Chrétien à *Londres*, avoit eu ordre de notifier à la *Cour Britannique*, qu'en cas que l'Empereur fit quelques mouvemens en Pologne pour s'opposer à l'Élection du Roi Stanislas, Sa Majesté Très Chrétienne agiroit aussitôt offensivement contre lui, tant sur le Rhin qu'ailleurs ; en un mot qu'elle lui déclareroit la Guerre, & qu'elle espiroit que la Grande-Bretagne approuveroit ses démarches & la seconderoit dans ses justes desseins. Sa Majesté Britannique avoit fait répondre à ce Ministre, qu'en qualité de Roi de la Grande-Bretagne & comme Electeur d'Hanovre, elle exécuteroit inviolablement les engagements & les Traités qu'elle avoit avec l'Empereur ; & que, soit dans l'Empire soit ailleurs, elle uniroit ses forces à celles de Sa Majesté Impériale, ainsi que sa qualité de Garant l'exigeoit. Cette Réponse étoit précise : mais quand, au commencement de Novembre, l'Empereur fit faire au Roi par son Ministre à *Londres* les plus grandes instances pour l'engager à voler à son secours, en conséquence des Traités d'Alliance & de Garantie entre Sa Majesté Impériale & la Couronne d'Angleterre, approuvés par le Parlement, le Roi fut embarrassé sur la Réponse qu'il devoit faire ; & son embarras devint encore plus grand quand, le 16, du même mois, le Comte de *Montijo*, Ambassadeur d'Espagne, lui notifia, de la part du Roi son Maître, l'Alliance conclue avec la France, & signée à l'Escorial le 25 du mois précédent, en remerciant en même tems Sa Majesté Britannique de toutes les peines qu'elle s'étoit donnée pour déterminer la *Cour de Vienne* à rendre enfin justice à l'Infant Duc de Parme, quoiqu'elles n'eussent pas eu le succès qu'on en devoit attendre. Il ajouta de plus, que Sa Majesté Catholique concourreroit, autant que Sa Majesté Britannique le désireroit, à l'entretien de la bonne intelligence entre les Nations Britannique & ESPAGNOLE. Cette Déclaration ne pouvoit être que très embarrassante pour le Roi d'Angleterre, qui n'étoit pas moins chargé de Garantie envers le Roi d'Espagne qu'envers l'Empereur. Il n'étoit pas facile de se déterminer promptement sur le parti qu'il falloit prendre ; sur tout les *Etats-Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas*, qui se trouvoient engagés aux mêmes Garanties, aiant assés fait connoître qu'ils ne vouloient avoir aucune part à cette Guerre, & s'étant contentés de rendre à l'Empereur le service de mettre ses Etats des *Pays-Bas* à couvert de toute insulte, par une Convention de Neutralité pour ces Etats, qu'ils conclurent avec la France le 24 de Novembre ; ce qui mit l'Empereur à portée de secourir plus puissamment l'Italie, & d'agir avec plus d'efficacité sur le Rhin. Ses efforts, la jonction des forces de l'Empire qu'il avoit obtenue, toute l'habileté du Prince Eugène, & le débordement du Rhin, n'empêchèrent pas les François de s'emparer l'année suivante le 18 de Juillet de la Ville de *Philisbourg*, après 54 jour de Siège & 44 de Tranchée ouverte. Si les Troupes que

L'Empereur avoit fait passer en *Italie*, ne permirent pas aux Armées unies de *France* & de *Sardaigne* de joindre l'Etat de *Mantoue* à leurs Conquêtes de l'année précédente; elles ne purent sauver le Roïaume de *Naples* de l'invasion des *Espagnols*, que les *Napolitains*, à qui le joug des *Allemands* étoit insupportable, avoient invités à venir les en délivrer. La Cour de *Vienne*, trop occupée de la conservation de ses Etats de *Lombardie*, avoit laissé les Roïaumes des deux *Sicules* hors d'état de résister aux efforts que l'on pourroit faire pour les conquérir. L'Infant Duc de *Parme* entra dans les Etats de *Naples* le 26 de Mars, aiant sous ses ordres une Armée de 20 mille Hommes commandée par le Comte de *Montemar*. Tout se soumit à l'exception des Villes de *Gaète* & de *Capoue*, qui résistèrent quelques tems; & le sort de cette Monarchie fut décidé, le 24 de Mai, par la Bataille de *Bitonto*, dans laquelle l'Armée, qui faisoit toute la ressource de l'Empereur en ce Païs, fut détruite ou dissipée. Le Roïaume de *Sicile* imita l'exemple de celui de *Naples*; & les *Siciliens*, enchérissant sur les *Napolitains* qui s'étoient contentés de ne se point défendre, prirent les armes pour aider les *Espagnols* à réduire leur Ile sous l'obéissance du nouveau Souverain. Ces différens succès, qui devoient extrêmement flater les Alliés, furent contrebalancés par ce qui se passoit en même tems en *Pologne*, d'où les *Russes* unis aux *Saxons* forcèrent le Roi *Stanislas* de se retirer & d'abandonner ainsi la Couronne à son Compétiteur. Je me contente d'indiquer sommairement le résultat des évènements de cette Guerre, qui ne fait pas ici mon objet principal; & je viens à ce qui rentre dans le but de cet Ouvrage.

Le Roi d'Angleterre, après avoir murement examiné ce que pouvoit exiger de lui la situation embarrassante dans laquelle il se trouvoit, se réunit au sentiment des *Etats-Généraux*; & persuadé que les véritables intérêts de la *Grande-Bretagne* ne permettoient pas qu'il prît part à cette Guerre, autrement que comme *Electeur d'Hanovre*, il tourna toutes ses vues du côté des moïens de rendre la paix à l'Europe. Comme les Puissances Maritimes étoient mieux instruites que personne des raisons que l'on avoit eues de prendre les armes, elles étoient aussi le plus en état de concilier les intérêts des Puissances engagées dans la Guerre. Aussi les Ministres d'Angleterre & de *Hollande* ne s'occupèrent dans toutes les Cours que du soin de procurer une reconciliation. Mais toute l'année se passa sans qu'ils pussent faire accepter unanimement leur médiation, & ce ne fut que l'année suivante qu'ils y réussirent.

La Campagne de 1735 fut extrêmement brillante en *Italie*. Les Armées de *France*, d'*Espagne* & de *Sardaigne* réunies forcèrent les *Impériaux* à quitter entièrement la *Lombardie*, & sans doute *Mantoue* auroit subi le joug des Vainqueurs, sans la méfintelligence qui se mit entre les trois Armées. Le refus, que l'*Espagne* fit d'accorder au Roi de *Sardaigne* le *Milanès*, qui par le Traité d'Alliance devoit lui revenir; les dépenses extraordinaires qu'elle faisoit, & les grands mouvemens qu'elle se don-

GUERRE DE LA
FRANCE, &c.
AVEC L'EMPE-
REUR.

Conquête des
Roïaumes de Na-
ples & de Sicile
par les Espagnols,
1734.

Le Roi Stanislas
est obligé de quit-
ter la Pologne.

Le Roi d'Angleterre
travaille à
rendre la Paix à
l'Europe.

Campagne de
talie, 1735.

GUERRE DE LA
FRANCE, &c.
AVEC L'EMPE-
REUR.

Campagne d'Al-
lemagne. 1755.

Les Puissances
Maritimes ob-
tiennent un Ar-
mistice.

Sur le Rhin.
1 Novembre.
En Italie.
Décembre.

Projet d'Accom-
modement pro-
posé par les Pui-
ssances Maritimes.
Mars 1755.

noit pour avoir la supériorité de forces dans la *Lombardie*, rallentirent l'ardeur des deux autres Couronnes ; & les *Espagnols*, mécontents de ce que l'on ne vouloit pas entreprendre avec eux le Siège de *Mantoue*, se séparèrent de leurs Alliés pour agir seuls de leur côté. Dans le même tems, la supériorité de génie du Prince *Eugène* fit obtenir à l'Empereur quelques avantages en *Allemagne* ; & ces premiers succès encourageant ses Troupes & celles de l'Empire, il paroissoit être en droit d'en attendre de plus grands. Mais les Puissances Maritimes, qui n'avoient point interrompu leurs Négociations, avoient trouvé le moyen de faire consentir les diverses Puissances à la publication d'un Armistice, qui se fit pour les Armées du *Rhin* le 1 de Novembre, & le 5 pour celles de la *Moselle*. Les Hostilités cessèrent quelques semaines après en *Italie*. Pour parvenir à cette suspension d'Armes, les Puissances Maritimes avoient fait communiquer dès la fin de Mars un Plan de Pacification à *Londres* au Comte de *Kinski*, & à *La Haye* au Comte d'*Ulefeld*, l'un & l'autre Ministres de l'Empereur. Elles le firent en même tems imprimer & publier en *François*, en *Allemand* & en *Hollandois*. Le voici tel que je le trouve.

PROJET d'Accommodement ou de Pacification, qu'en suite de l'Acceptation de l'offre de leurs bons Offices, le Roi de la *Grande-Bretagne* & les *Etats-Généraux* proposent aux Puissances engagées dans la Guerre.

IL n'est pas nécessaire pour le but que Sa Majesté Britannique & Leurs Hautes Puissances se proposent dans ce Projet, d'examiner scrupuleusement si des brouilleries que la vacance du Trône de Pologne a fait naître sont le principal, sinon l'unique motif de la présente Guerre, ou si elles n'en sont que la cause accidentelle : mais il est seulement nécessaire de faire les deux observations suivantes.

La I, que dans l'état présent des Affaires, on travailleroit inutilement à un Accommodement entre les Puissances en Guerre, sans commencer par la Pologne.

La II, qu'il est évident à quiconque réfléchir avec un peu d'attention sur la nature des brouilleries que la vacance du Trône de Pologne a fait naître, & sur l'état présent de ce Royaume, que pour terminer par un Accommodement ces brouilleries, il est absolument nécessaire d'éviter les discussions de Droit & de plusieurs difficultés de même nature.

Après ces deux observations préliminaires, Sa Majesté Britannique & Leurs Hautes Puissances se croient en droit d'avancer que le plus apparent, sinon le seul & l'unique moyen de terminer ces brouilleries d'une manière à guérir les inquiétudes de l'Empereur & de la Russie, & de sauver en même tems l'honneur de la France & du Roi Stanislas, & pour fraier le chemin au retour si désirable de la Paix générale, par l'éloignement d'un obstacle si capital, est que le Roi Stanislas, du consentement du Roi Très Chrétien son Beau-Fils, de-

Alors par un Acte en due forme, adressé à la Nation Polonoise ses Sujets : Que, préférant dans son âge avancé le repos & la tranquillité de la vie privée à tout ce que le monde a de plus brillant, après avoir satisfait à tout ce qu'en qualité de Roi, il se devoit à lui-même & à ses fidèles Sujets, il renonce librement & volontairement à la Couronne de Pologne, & déclare ses Sujets dégagés & libres du Serment de fidélité qu'ils lui ont prêté ou dû prêter, comme à leur légitime Roi, dans la ferme attente que toute l'Europe, & sur tout le Roi Très Chrétien, dont il a l'honneur d'être Beau-Père, approuveront cette démarche, qui tend visiblement à calmer les troubles de Pologne & à ramener la Paix entre les Puissances qui à cette occasion sont en guerre.

COPIÉ PAR
FRANCE, &c.
AVEC L'EMPREINTE
ROYALE

Mais sachant combien les matières dans lesquelles il s'agit de l'honneur, & sur tout de l'honneur des Souverains, sont délicates, Sa Majesté Britannique & Leurs Hautes Puissances n'ouvrent cet expédient, tout plausible qu'il leur paroît, qu'aux conditions & avec les restrictions suivantes.

I. Que le Roi Stanislas conserve les Titres de Roi de Pologne & de Grand-Duc de Lithuanie, avec tous les honneurs & prérogatives qui sont attachés à ces augustes Titres & à ce rang qui lui seront rendus en quelque Pais qu'il se retire.

II. Que ce Prince aura la libre jouissance de ses biens & de ceux de son Epouse.

III. Qu'il y aura une Amnistie de tout le passé, par rapport aux Troubles présents, pour toutes les Persones de quelque qualité, rang & condition qu'elles soient, & notamment que toutes les Provinces & Villes, & en particulier celle de Dantzic, où le Roi Stanislas s'est retiré depuis son Election, seront rétablies & maintenues dans le même état où elles étoient avant la naissance des Troubles présents, par rapport à leurs Droits, Libertés & Privilèges, Honneurs & Dignités; & qu'immédiatement après l'Abdication, le Fort de Weichselmunde sera rendu à la Ville de Dantzic, à laquelle pareillement le reste de la Taxe que lui avoient imposée les Saxons, sera remis.

Les Articles concernant lesdites conditions seront inserés dans le susdit Acte & en feront une partie essentielle; & pour en assurer l'exécution, la Partie adverse, qui se qualifie du nom de République Confédérée, ou bien la Diète de Pacification, si elle est assemblée, lorsque le Roi publiera son Abdication, lui enverra une Députation solennelle, pour le remercier du sacrifice qu'il veut bien faire de ses propres intérêts les plus précieux au repos & à la tranquillité de sa Patrie; & pour lui remettre un Acte d'Acceptation, dans lequel lesdits Articles seront inserés. Et, faute de cela, l'Abdication du Roi Stanislas sera censée nulle & comme non faite.

Comme elle sera aussi réputée nulle, si les Troupes Russiennes ne se retirent pas de la Pologne & du Grand-Duché de Lithuanie, immédiatement après la Publication desdits Articles & Acte d'Abdication.

Ensuite, le Roi Stanislas le notifiera à tous les Princes, à qui il a notifié son Election, & tant l'Empereur que Sa Majesté Britannique & Leurs Hautes

GUERRE DE LA
FRANCE, &C.
AVEC L'EMPE-
REUR.

Puissances, dans leurs Réponses aux Lettres de Notification, le reconnurent pour Roi de Pologne, conformément au susdit Acte en renonçant à la Couronne, & s'emploieront auprès des Puissances leurs Amies & Alliées, afin qu'elles en fassent autant.

Attendu que les Troubles de Pologne sont la principale source de la présente Guerre, toutes les Puissances Belligérantes, pour contribuer autant qu'il dépend d'elles audit Accommodement, le garantiront & même emploieront leurs bons Offices auprès de l'Impératrice de Russie, pour que de son côté elle en fasse de même, & pour qu'elle retire incessamment, après l'Abdication du Roi Stanislas, ses Troupes de Pologne; le tout, afin que les Polonois jouissent tranquillement & sans contrainte des Libertés & Prerogatives de leurs Constitutions, & principalement de la libre Election de leur Roi.

Et finalement, s'il arrivoit contre toute apparence que, pendant le cours de la Négociation pour l'Acceptation du présent Plan d'Accommodement, les raisons qui font juger l'Abdication du Roi Stanislas, comme le plus apparent & non le seul expédient pour terminer à l'amiable les brouilleries de Pologne, vinssent à cesser par quelque accident imprévu, le reste des Préliminaires n'en demeureroit pas moins en son entier.

Les évènements de la Guerre, dont la France a dès le commencement porté le fort en Italie, aiant fait tomber entre les mains de la France & de ses Alliés les principaux Etats que l'Empereur possédoit dans ce Pais - là avant la Guerre, conformément aux derniers Traités de Paix, l'Empereur animé du desir sincère de procurer à l'Europe une Paix stable & solide, cédera à l'Infant Don Carlos les Roiaumes de Naples & de Sicile, comme aussi il cédera au Roi de Sardaigne Tortone & le Tortonois, Novare & le Novarois, & le Vigenavasco, pour être détachés du Duché de Milan & faire à l'avenir un Corps avec le Piémont; avec pouvoir au Roi de Sardaigne de fortifier lesdites Places, aussi bien que toutes les autres Frontières qu'il trouvera nécessaires pour la défense de ses Etats; bien entendu & à condition expresse que la France & ses Alliés restitueront de bonne foi tout ce qu'ils ont pris d'ailleurs à l'Empereur & à l'Empire pendant la présente Guerre, & que l'Infant Don Carlos de son côté cédera à l'Empereur tous ses Droits sur la Toscane & les Duchés de Parme & de Plaisance, pour être possédés par l'Empereur en pleine propriété, à l'exception notamment de la Ville de Livourne, laquelle pour la liberté du Commerce sera une Ville & Port Libre & indépendante de tout autre Souverain que de ses propres Magistrats. Et par dessus cela, l'Infant Don Carlos s'engagera, en qualité de Roi de Naples & de Sicile, que le Commerce des Sujets de Sa Majesté Britannique & de Leurs Hautes-Puissances y sera incessamment rétabli & maintenu à tous égards, sur le pied qu'il étoit du vivant de CHARLES II Roi d'Espagne de glorieuse mémoire. Et d'autant que l'Empereur ne pourra pas prendre possession de la Toscane, ni en tirer des Revenus pendant la vie du Grand-Duc, & qu'en attendant l'Infant Don Carlos jouira des Roiaumes de Naples & de Sicile, on conviendra dans la Négociation d'un dédommagement en Argent en faveur de l'Empereur, durant la vie du Grand-Duc.

DU REGNE DE GEORGE II. 639

Comme la conservation de l'équilibre des Puissances, dont dépend le repos de toute l'Europe, demande absolument l'Indivisibilité de tous les Etats de la Maison d'Autriche, la France, animée du même desir que l'Empereur de procurer à l'Europe une Paix stable & solide, garantira la Pragmatique-Sanction de l'année 1713, de la même manière que d'autres Puissances l'ont déjà garantie ; & par conséquent cette Garantie ne regardera que les Etats que l'Empereur possède actuellement & qu'il possèdera conformément à ce Plan d'accommodement, sans y comprendre ceux sur lesquels lui ou ses Successeurs pourroient avoir des prétentions, ou qu'ils pourroient acquérir par Succession, Mariage ou autrement. Puisque l'Espagne a déjà garanti ladite Pragmatique-Sanction, elle ne fera point de difficulté de renouveler, à cette occasion, sa Garantie ; & l'on doit s'attendre que le Roi de Sardaigne n'en fera pas non plus de suivre l'exemple de ses Alliés.

GUERRE DE LA
FRANCE, &c.
AVEC L'EMPEREUR
RUSSE.

Ce seroit faire tort à la pénétration des Puissances, engagées dans la présente Guerre, si Sa Majesté Britannique & Leurs Hautes-Puissances pensoient être obligées à détailler les raisons qui doivent, à leurs avis, porter lesdites Puissances à accepter ledit Plan, ou au moins à le regarder comme la base, sur laquelle on peut d'abord entrer en négociation touchant un Accommodement.

C'est aux Puissances auxquelles le susdit Plan sera présenté, qu'il appartient d'en juger, sans que Sa Majesté Britannique & Leurs Hautes-Puissances prétendent les prévenir en sa faveur, autrement qu'en les priant d'en combiner les divers membres ; & de comparer le tout avec l'état présent des choses, bien persuadées que quiconque voudra se donner cette peine, n'en aura point d'avouer qu'il n'y a qu'un desir sincère de concilier les différens, & de procurer par-là une Paix durable à l'Europe, conduit par une impartialité parfaite, qui l'aie dicté.

Sa Majesté Britannique & Leurs Hautes-Puissances ne peuvent nullement douter que ce Plan ne rencontre par tout un accueil favorable, & que la réponse des Puissances, auxquelles il sera présenté de leur part, ne soit aussi promise, aussi claire & positive que la circonstance du tems le demande ; & qu'elle n'autorise Sa Majesté Britannique & Leurs Hautes-Puissances à faire une nouvelle démarche vers une Pacification générale, en proposant la méthode la plus courte de travailler à un Traité formel, dans lequel tous les différens soient aplanis & finalement ajustés.

Mais, quoiqu'il en arrive, Sa Majesté Britannique & Leurs Hautes-Puissances auront du moins la consolation que ce Plan servira pour le tems à venir de monument de leur sincère desir de procurer la Paix à l'Europe, & que ceux qui refuseront d'y donner les mains seront seuls responsables de tous les malheurs, qui pourroient arriver par la continuation de la Guerre. Rien au reste n'est plus capable, de l'aveu de tout le monde, de reculer la Pacification, qu'en faisant naître de nouveaux obstacles ; & par conséquent rien n'est plus opposé au but de Sa Majesté Britannique & de Leurs Hautes-Puissances en proposant ce Projet d'Accommodement aux Parties Belligérantes, que la continuation des Hostilités ; & c'est aussi pour ces considérations qu'elles se jugent

GUERRE DE LA
FRANCE, &c.
AVEC L'EMPE-
REUR.

*indispensablement obligées de proposer, avant toutes choses, aux Parties Belli-
gérantes un Armistice pour le tems de la Négociation, & de leur recomman-
der, avec tout l'empressement dont elles sont capables, d'y consentir chacune de
son côté sans perte de tems ; le Printems, & par conséquent la saison de mettre les
Armées en Campagne, s'approchant à grands pas.*

Déclaration de
l'Empereur au su-
jet de ce projet.

Après l'examen de ce Projet l'Empereur fit répondre aux Ministres des
Puissances Maritimes ; *Que pour ce qui concernoit la Pologne, il ne pouvoit
répondre sans savoir les intentions des Cours de Petersbourg & de Varsovie ;
Qu'à l'égard de ce qui le regardoit en particulier, il étoit étonné des avantages
que l'on stipuloit en faveur de ses Ennemis ; que cependant, pour témoigner aux
Puissances Médiatrices combien il préféreroit la Paix à tous autres intérêts, il
donneroit les mains à cet arrangement, en y faisant quelques changemens dont il
informeroit les Médiateurs par ses Ministres. A l'égard de l'Armistice il dé-
clara : Qu'il pourroit y consentir, quand il seroit informé des sentimens de la
Cour d'Espagne ; & qu'il auroit examiné si les conditions de cet Armistice,
que les Puissances Médiatrices devoient régler, s'accordoient avec ses intérêts.*
Il ajouta : *Qu'il ne pourroit les accepter que dans le cas où la France consenti-
roit à retirer ses Troupes des Terres de l'Empire, parce qu'autrement il seroit
obligé de tenir sur pied des Armées, ce qui lui seroit très préjudiciable, si les
Négociations tiroient en longueur : Qu'au reste en se prêtant aux desirs des Puif-
sances Médiatrices, il espéroit que, si leurs Négociations dans les Cours de
leurs Alliés ne réussissoient pas, elles ne différeroient pas à lui donner les secours
qu'il ne cesseroit pas de réclamer en vertu des Traités.*

Il est mal reçu
des Cours de Ko-
nigsberg & de
Varsovie.

Ce Plan de Pacification ne fut pas reçu de la même manière à *Konigs-
berg* que le Roi *Stanislas*, après avoir été forcé d'abandonner *Dantzic*,
avait choisi pour le lieu de sa retraite avec une partie de ses principaux
Partisans, On en fut consterné : mais on ne tarda pas à se rassurer sur la
déclaration que le Ministre de France fit, que le Roi Très Chrétien ne
consentiroit jamais à l'abdication du Roi son Beau-Père, & qu'il en assisteroit
le Parti de toutes ses forces. Le Roi *Stanislas* de son côté déclara ; *Qu'il se
condamneroit plutôt à rester Bourgeois de Konigsberg, qu'à renoncer à la Cour-
onne.* Le Plan ne fut pas mieux reçu de la Cour de *Varsovie* pour l'Article
qui concernoit la Couronne de *Pologne*. On l'y regarda comme imprati-
cable, en ce qu'il renversoit les Constitutions fondamentales du Roïau-
me, suivant lesquelles un Roi ne peut abdiquer la Couronne que du con-
sentement de la République entière. Ce qui ne pouvoit pas être puis-
qu'il y avoit alors deux Rois & deux Républiques.

La Czarine Pap-
peuve.

La Cour de *Russie* parut assés contente du Projet d'Accommodement
à l'égard de la *Pologne*, parce qu'au fond elle s'inquiétoit peu des
mesures que l'on prendroit pour calmer les troubles, pourvu que l'on y
réussit au plus tôt. La Czarine se contenta de faire dire aux Ministres de
l'Empereur & de l'Electeur de *Saxe*, qui résidoient auprès d'elle : *Qu'elle
attendoit qu'elle fût informée des sentimens de leurs Maîtres : mais qu'à son
égard elle ne seroit pas difficile d'accorder en son tems le Titre de Roi de Po-
logne.*

logne & de Grand Duc de Lighuanie au Beau-Père du Roi Très Chretien : Que dès que l'on auroit conclu l'accommodement , elle retireroit toutes les Troupes qu'elle avoit en Pologne , & qu'elle ne formeroit aucune prétention pour les frais de la Guerre.

GUERRE DE LA FRANCE , &c. AVEC L'EMPEREUR.

Dans le mois de Mai , l'Empereur chargea ses Ministres à Londres & à La Haie de déclarer aux Puissances Médiatrices : Qu'aussitôt que l'on avoit communiqué le Projet d'accommodement à Sa Majesté Impériale & Catholique , elle avoit envoyé sur le champ à son Ministre à La Haie les Instructions nécessaires pour régler & signer , tant les Articles Préliminaires qu'une Suspension d'armes ; & qu'après une pareille démarche elle ne croioit pas que l'on pût encore douter de la sincérité de son empressement à rétablir le Repos de l'Europe : Que , malgré cela pourtant , pour concourir autant qu'il dépendoit d'elle , à ce qui , suivant les intentions pacifiques des Puissances Médiatrices , pouvoit opérer plus promptement une Pacification générale , elle étoit résolue , par rapport à ce qui la regardoit immédiatement , de regarder le Projet d'Accommodement comme la base de la Négociation dans laquelle on pouvoit entrer ; en sorte qu'elle étoit consentie que les Puissances Médiatrices proposassent la méthode la plus courte de conclure un Traité capable d'accommoder tous les différens , & de rétablir en Europe une tranquillité ferme & durable.

Autre Déclaration de l'Empereur à ce sujet.

Dans le tems que les Ministres Impériaux faisoient cette déclaration , tant à Londres qu'à La Haie , on en fit une toute différente de la part des Cours de France , d'Espagne & de Sardaigne. Elle étoit conçue en ces termes :

Déclaration de la France & de ses Alliés.

LES Courones Alliées toujours disposées à concourir à une Paix promise , honorable & solide , auroient désiré trouver dans le Plan qui leur a été communiqué , des Propositions plus propres à y parvenir.

Elles ne les reconnoissent point telles , après en avoir combiné les différens membres , & avoir comparé le tout avec l'état présent des choses , suivant l'invitation que les Puissances , Auteurs du Plan , y ont faites à toutes les Parties intéressées.

La manière , dont ce Plan a été représenté , en a rendu Juge l'Europe entière : elle n'y voit aucune satisfaction pour la France sur l'entreprise , que l'Empereur a formée , de mettre la Courone de Pologne sur la tête du Prince que ses Négociations ou les Armes de ses Alliés y ont voulu introduire ; ni rien qui ne contribue à augmenter l'excessif pouvoir de la Maison d'Autriche ; bien loin d'apporter quelques bornes à son agrandissement.

Si , contre le désir des Courones Alliées , la Guerre se prolonge , le jugement , que jusqu'à présent le Public a porté du Plan , les assure qu'il ne les regardera pas comme responsables des malheurs qui en seront les suites. En particulier , les Alliés veulent se persuader qu'ils n'auroient qu'à se louer de leur confiance pour les Auteurs du Plan , par la manière dont ils concourent à des moyens de Paix praticables , promus & conformes à l'honneur & aux intérêts des Alliés , aussi bien qu'au véritable Equilibre de l'Europe.

GUERRE DE LA
FRANCE &c.
CONTRE L'EMPE-
REUR.

L'on ne peut s'empêcher d'avouer que, pour y parvenir, rien ne seroit plus convenable que de s'entendre avec équité & de faire usage d'une Suspension, à laquelle les Alliés sont d'autant plus disposés, que leur dessein n'est pas d'abuser des succès qu'ils ont eus, ni de ceux qu'ils pourroient avoir dans la suite.

Et si cela est jugé capable d'accélérer l'ouvrage de la Pacification, les Alliés ne s'éloigneront pas de donner à l'Europe cette nouvelle preuve de leur amour pour la Paix, dès que l'on conviendra sur les arrangemens, le tems & les précautions, sur lesquelles on ne s'est pas encore expliqué, pour cette Suspension.

Malgré cette Réponse des Puissances Alliées, les Puissances Maritimes ne laissent pas de presser la Négociation dans les différentes Cours, & surtout à Vienne, avec plus de vivacité que jamais. Mais, comme elles faisoient comprendre qu'elles n'étoient pas satisfaites de la Réponse des Alliés, le Roi de France en fit remettre une autre le 20 de Juillet aux Etats-Généraux par son Ambassadeur à La Haye. Elle regardoit en même tems les dernières instances faites par les Médiateurs. La voici.

Réponse des
Courones Alliées
aux dernières in-
stances des Pui-
ssances Maritimes,
20 Juillet.

LES Courones Alliées ont lieu d'être surprises de la manière dont le Roi de la Grande-Bretagne & les Etats-Généraux ont interprété la Réponse pleine de justice & de droiture qu'elles avoient donnée.

Elles veulent réellement la Paix, que le repos des Peuples & la Religion rendent toujours désirable : mais elles ne peuvent consentir qu'à une Paix solide, honorable, & qui procure le bien général de l'Europe.

Les Affaires de la Pologne ont engagé la Guerre présente ; le Roi de la Grande-Bretagne & leurs Hautes Puissances ont eux-même reconnu que l'honneur de la France y est intéressé.

Les Courones Alliées insistent sur une satisfaction convenable, & telle qu'elle assure les Droits & Libertés de ce Royaume.

La puissance de l'Empereur semble ne devoir pas moins alarmer l'Europe ; que les Courones Alliées ; & si l'on se fixoit aux Propositions sur les Etats d'Italie telles qu'elles ont été présentées, l'Empereur seroit plus puissant qu'il ne l'étoit, & plus en état d'imposer la Loi, non seulement à l'Italie, mais même au reste de l'Europe.

Il est donc juste de former des arrangemens, qui puissent affermir solidement le repos général.

Les Courones Alliées ne s'éloigneront pas de traiter dans un Congrès de toutes les Affaires qui pourront remplir cet objet, en travaillant à prévenir ce qui seroit contraire à la Paix, ou qui pourroit la troubler à l'avenir.

Elles consentent à un Armistice ; & comme elles n'ont que des vues équitables, les succès favorables ne les empêcheront pas de s'y prêter, dès qu'il sera général, bien garanti, & que les choses demeureront in statu quo, pendant tout le tems de sa durée.

Tels sont les véritables sentimens des Courones Alliées, dans lesquels le Roi de la Grande-Bretagne & les Etats-Généraux doivent reconnaître l'amour qu'elles ont pour la Paix.

Les *Etats-Generaux* firent sur le champ tenir à la *Cour de Londres* leurs considérations sur cette Réponse ; & remirent en même tems à l'Ambassadeur de *France* quelques Articles, sur lesquels ils demandoient que la *Cour* donnât des éclaircissemens. Ils se plaignirent en particulier de ce que l'on ne voioit point dans cette Réponse si le Projet d'Accommodement pourroit servir d'un Plan sur lequel on pût entrer en *Négociation*. Ils disoient d'ailleurs : Qu'il falloit savoir ce que les Alliés entendoient, 1. Par un *Armistice generale* & bien garanti ; 2. Par une satisfaction convenable ; 3. Par le *STATU QUO*. La *Cour de France* ne tarda pas à répondre à ces Questions & son Ambassadeur à *La Haie* remit aux *Etats - Généraux* un Mémoire aiant pour Titre : *Eclaircissemens provisionels*, dans lequel il disoit : Que bien que les *Eclaircissemens*, que l'on desiroit, dussent être concertés entre les Rois Alliés ; cependant, pour avancer les *Affaires*, il ne feroit pas difficulté de répondre en confidence, qu'en particulier les *Couronnes Alliées* ne s'éloigneroient pas de traiter dans un Congrès toutes les *Affaires* qui pourroient remplir l'objet de la *Pacification* : Qu'à l'égard du Plan, les Alliés avoient déjà déclaré quels étoient leurs sentimens : Que par rapport à l'*Armistice*, il falloit que la *Pologne* y fût comprise ; & que, pour faire entendre ce qu'il entendoit à ce sujet, il déclaroit que, pour faciliter la *Suspension d'armes*, la *France* se contenteroit qu'en faisant mention de la *Pologne* dans l'*Acte de Suspension*, on ajoutât, comme une suite essentielle, que ce qui pourroit avoir été fait en *Pologne* seroit regardé comme non avvenu, qu'aucune sorte de *Droits* n'en recevroit aucun préjudice, que cela ne nuirait point aux arrangemens que l'on jugeroit convenables pour pacifier les troubles & pour assurer les *Libertés* de la *Pologne*, & que l'attachement pour l'un ou pour l'autre Parti ne pourroit être un sujet légitime de vexation contre qui que ce fût : Qu'il se faisoit fort que ce qu'il disoit là dessus seroit agréé : Qu'après l'*Armistice* conclu, les *Médiateurs* le garantiroient, ainsi qu'il étoit naturel & comme cela s'étoit pratiqué dans d'autres occasions : Que par la *Période* qui disoit que les *Affaires* resteroient in statu quo, l'on devoit entendre que les *Affaires* resteroient au même état qu'elles se trouveroient le jour de la publication de l'*Armistice*, & que sans doute les *Puissances Maritimes* l'avoient entendu de même en proposant le *STATU QUO*. Ces *Eclaircissemens* avec la *Déclaration* à laquelle ils étoient relatifs, aiant été communiqués aux Alliés de l'*Empereur*, la *Czarine* déclara : Qu'elle ne consentiroit jamais aux conditions de cet *Armistice* qui concernoient la *POLOGNE*. C'est ce qui fit que l'*Armistice* étant regardé comme ne pouvant pas avoir lieu, l'*Empereur* envoya de nouvelles instructions au Comte d'*Ulfeldt*, son Ambassadeur à *La Haie*, touchant les conditions sous lesquelles on pourroit ouvrir un Congrès pour y discuter les *Griefs* & les *Intérêts* des diverses *Puissances*, lorsque l'*Hiver* établiroit un *Armistice* nécessaire & naturel.

Pendant que la *Négociation* en étoit à ce point, on ne cessoit de publier en *Angleterre* des *Ecrits Politiques* sur la situation actuelle des *Affaires* de l'*Europe*. Deux surtout s'attirèrent l'attention du Public. L'un

GUERRE DE LA FRANCE, &c. AVEC L'EMPEREUR. Articles remis par les *Etats Généraux* à l'Ambassadeur de France.

Réponse de la France.

Déclaration de la Czarine au sujet de la Pologne.

Ecrits politiques publiés en Angleterre.

GUERRE DE LA
FRANCE, &c.
AVEC L'EMPE-
REUR.

avoit pour Titre : *CONSIDERATIONS d'un Patriote Anglois, tendantes à faire voir que le Commerce de la Nation est ruiné, si les Alliés restent en possession de l'ITALIE ; & l'autre : DEMONSTRATIONS du danger auquel est exposé le Commerce de la Grande-Bretagne en Turquie & en Italie, en cas que les Roiaumes de Naples & de Sicile restent entre les mains des ESPAGNOLS.* Dans un autre Ecrit on entreprit de prouver, *Que la Balance du Pouvoir en Europe étoit actuellement dans un si juste équilibre, que le moindre poids ajouté de côté ou d'autre, ne manqueroit pas de la faire pancher.* Ceux qui répondirent au dernier Ouvrage parurent avoir raison en soutenant : *Que si la Balance avoit panché du côté de la Maison de Bourbon, après les arrangemens de la Paix d'Utrecht (ce qu'on étoit forcé d'avouer, puisque la Maison d'Autriche n'avoit pu conserver l'Italie, ni s'opposer au progrès de la France dans l'Empire) ; il s'ensuivoit que la Balance pancheroit encore infiniment plus, dès que l'Italie seroit ôtée à la Maison d'Autriche pour passer, non dans les mains d'un Tiers, mais dans celles de la MAISON DE BOURBON.* Ces Ecrits, joints à la dernière Déclaration des Alliés, rapportée ci-dessus, par laquelle ils sembloient rejeter l'Armistice, causèrent en Angleterre une espèce de fermentation dans les Esprits, qui sembloit annoncer que la Nation, oubliant ses véritables intérêts, se résoudroit enfin à prendre part à la Guerre.

Négociation
particulière entre
les Cours de Vien-
ne & de France.

Les soins, que les Puissances Maritimes se donnoient pour rendre la Paix à l'Europe, continuoient avec assez peu de fruit, lorsque le hasard conduisit tout à coup les choses au point que l'on desiroit, & d'une manière que l'on n'attendoit pas. Un Ministre de France dans une Cour neutre, se trouvant avec un Ministre de l'Empereur dans une même Maison, lui demanda par manière de conversation ; *s'il ne seroit pas possible de lier une Négociation directe entre leurs deux Cours, laquelle produiroit assurément de plus grands fruits que toutes les démarches que les Puissances Médiatrices avoient faites jusques à ce moment, où l'on paroïssoit moins disposé que jamais pour un Accommodement.* Il ajouta qu'il lui paroïssoit que l'on s'entendroit bien mieux dans une Négociation directe. Le Ministre Impérial lui répondit, *Qu'il étoit assez de son avis ; mais qu'il ne savoit pas quelles étoient les intentions de sa Majesté Impériale : Qu'il pouvoit seulement assurer que ce Prince ne souhaitoit rien plus ardemment que la Paix.* Le Ministre de France protesta ; *Que les sentimens du Roi son Maître étoient les mêmes ; & les deux Ministres convinrent d'en faire chacun l'ouverture à leur Cour ; la proposition fut acceptée de part & d'autre ; & le Cardinal de Fleuri, qui desiroit la Paix préférentiellement à toute autre chose, fit aussitôt partir pour Vienne le S. de La Banne avec des Instructions très amples & si bien détaillées, qu'il y avoit tout lieu de croire qu'il ne pouvoit pas manquer de réussir, pourvu qu'il trouvât dans les Ministres de l'Empereur des dispositions aussi pacifiques que l'étoient celles de son Eminence.* Cette nouvelle Négociation fut conduite avec tant de secret, qu'on n'en eût quelques soupçons, qu'après que les *Préliminaires* eurent été signés le 3

d'Octobre 1735 par le Grand-Chancelier Comte de *Sintzindorff* & le S.
de *La Banne*. Ils étoient conçus en ces termes :

GOVERNEMENT DE LA
FRANCE, &c.
AVEC L'EMPEREUR
D'AUTRICHE

Sa Majesté Impériale & Sa Majesté Très Chretienne, voulant contribuer au prompt rétablissement de la Paix, sont convenues des Articles suivants :

I. Le Roi Beau-Père de Sa Majesté Très Chretienne, qui abdiquera, sera reconnu & conservera les Titres & Honneurs de Roi de Pologne & de Grand-Duc de Lithuanie.

On lui restituera ses Biens & ceux de la Reine son Epouse, dont ils auront la libre jouissance & disposition.

Il y aura une Amnistie de tout le passé, & en conséquence restitution des Biens d'un chacun.

On stipulera le rétablissement de la Maintienue des Provinces & Villes de la Pologne dans leurs Droits, Libertés, Privilèges, Honneurs & Dignités, comme aussi la Garantie pour toujours des Libertés, Privilèges & Constitutions des Polonois, & particulièrement de la libre Election de leurs Rois.

L'Empereur consent que le Roi Beau-Père de Sa Majesté Très Chretienne soit mis en possession paisible du Duché de Bar & de ses dépendances, dans la même étendue que le possède aujourd'hui la Maison de Lorraine. De plus il consent que, dès que le Grand-Duché de Toscane sera échu à la Maison de Lorraine, conformément à l'Article suivant, le Roi, Beau-Père de Sa Majesté Très Chretienne, soit encore mis en possession paisible du Duché de Lorraine & de ses dépendances, pareillement dans la même étendue que le possède aujourd'hui la Maison de Lorraine; & ledit Sérénissime Beau-Père jouira, tant de l'un que de l'autre Duché, sa vie durant; mais, immédiatement après sa mort, ils seront réunis à la Couronne de France; bien entendu que, quant à ce qui relève de l'Empire, l'Empereur, comme son Chef, consent à ladite réunion dès à présent, & de plus promet d'employer de bonne foi ses offices pour n'en obtenir pas moins son consentement. Sa Majesté Très Chretienne renoncera, tant en son nom qu'au nom du Roi son Beau-Père, à l'usage de la Voix & Séance à la Diète de l'Empire.

Le Roi Auguste sera reconnu Roi de Pologne & Grand-Duc de Lithuanie, par toutes les Puissances qui prendront part à la Pacification.

II. Le Grand-Duché de Toscane, après la mort du présent Possesseur, appartiendra à la Maison de Lorraine, pour l'indemniser des Duchés, qu'elle possède aujourd'hui.

Toutes les Puissances, qui prendront part à la Pacification, lui en garantiront la succession éventuelle.

Les Troupes Espagnoles seront retirées des Places fortes de ce Grand-Duché, & en leur place introduit un pareil nombre de Troupes Impériales, uniquement pour la sûreté de la succession éventuelle susdite, & de la même manière qu'il a été stipulé à l'égard des Garnisons Neutres par la Quadruple-Alliance. Jusqu'à ce que la Maison de Lorraine se trouve en possession

du Grand-Duché de Toscane, elle restera en celle du Duché de Lorraine & de ses dépendances, conformément au Traité de Paix de Ryfwick; & pour accélérer un Ouvrage aussi salutaire que celui de la Paix, & en considération des engagemens que la France contracte pour rendre plus stable la tranquillité publique, Sa Majesté Impériale se charge de bonifier, pendant cet intervalle, à la Maison de Lorraine les Revenus du Duché de Bar & de ses dépendances, sur le pied de l'évaluation qui en sera faite dans le terme le plus court qu'il se pourra, en déouvrant auparavant les Charges attachées à leur Administration.

Livourne demeurera Port-Franc, comme il l'est.

III. Les Roïaumes de Naples & de Sicile appartiendront au Prince qui en est en possession, & qui en sera reconnu Roi par toutes les Puissances qui prendront part à la Pacification.

Il aura les Places du côté de la Toscane que l'Empereur a possédées, Portolongone & ce que, du tems de la Quadruple Alliance, le Roi d'Espagne possédoit dans l'Ile d'Elbe.

Il y aura une Amnistie pleine & générale, & par conséquent restitution des Biens, Bénéfices & Pensions Ecclésiastiques d'un chacun de ceux qui, pendant la présente Guerre, auront suivi l'un ou l'autre Parti.

IV. Le Roi de Sardaigne possèdera à son choix, ou le Novarois & le Vigevanais, ou le Novarois & le Tortonois, ou le Tortonois & le Vigevanais; & les deux Districts, ainsi par lui choisis, seront unis à ses autres Etats: bien entendu que, de même que tout l'Etat de Milan est Fief de l'Empire, il reconnoîtra encore pour tels ces Districts, qui en sont démembrés.

Il aura de plus la Supériorité Territoriale des Terres des Langhes, conformément à la Liste produite par le Commandeur Solare en 1712, & annexée aux présens Articles Préliminaires: pour lequel effet l'Empereur, non seulement renouvellera, en faveur du Roi de Sardaigne, tout le contenu du Diplôme Impérial du feu Empereur Léopold du 8 Février 1690; mais de plus, il étendra la concession y énoncée sur toutes les Terres spécifiées dans la susdite Liste; en sorte que, comme Arrière-Fiefs, elles soient sujetes à la Domination immédiate; & le Roi de Sardaigne sera tenu de les reconnoître comme mouvantes & relevantes de l'Empereur & de l'Empire.

Il aura les quatre Terres de Saint-Fidel, Torre-di-Forte, Gravedo, & Campo-Maggiore, en conformité de la Sentence prononcée par les Arbitres en 1712.

Il lui sera libre de fortifier pour sa défense, telles Places, qu'il jugera à propos, dans les Païs acquis ou cédés.

V. Seront rendus à Sa Majesté Impériale les autres Etats, sans exception, qu'il possédoit en Italie, avant la présente Guerre.

En outre lui seront cédés, en pleine propriété, les Duchés de Parme & de Plaisance.

Sa Majesté Impériale s'obligera à ne point poursuivre la Désincamération de Castro & de Ronciglione, comme aussi de rendre justice à la Maison de

Guastalla , pour ses prétentions sur le Duché de Mantoue , conformément à l'Article XXXII. du Traité de Paix de Baden.

GUERRE DE LA
FRANCE , &c.
AVEC L'EMPE-
REUR.

Sa Majesté Très Chretienne restituera de son côté à Sa Majesté Impériale & Catholique & à l'Empire toutes les Conquêtes , sans exception , faites sur l'un ou l'autre par ses Armes.

IV. Sa Majesté Très Chretienne , en considération de ce que dessus , garantira dans la meilleure forme la Pragmatique-Sanction de 1713 , pour les Etats que l'Empereur possède actuellement , ou qu'il possèdera en vertu des présents Articles.

VII. Il sera nommé des Commissaires de part & d'autre pour régler , entre Sa Majesté Impériale & Sa Majesté Très Chretienne , les détails des Limites d'Alsace & des Pais-Bas , conformément aux Traités précédens , notamment celui de Baden.

Nous soussignés , en vertu des Pleins-Pouvoirs de nos Maîtres , avons arrêté les présents Préliminaires , qui resteront secrets , jusqu'à ce qu'il soit convenu autrement entre les Parties , & seront ratifiés dans un mois ou plutôt , si faire se pourra. Fait à Vienne le 3 d'Octobre 1735.

PHILLIPPE - LOUIS Comte de SINTZENDORFF.
JEAN-BAPT. DE LA BAUNE.

Ces Articles Préliminaires étoient suivis de la Liste des Terres Impériales des Langhes , mentionnée dans l'Article IV : mais on peut s'en passer ici. Venoient ensuite trois Articles séparés. Un & deux , signés le même jour. Voici l'Article unique.

Sa Majesté de toutes les Russies , & Sa Majesté le Roi Auguste seront considérés , en ce qui regarde les Affaires de Pologne , comme Parties principales Contractantes , & invitées , comme telles , au futur Congrès , & y admises aux Conférences relatives à leurs intérêts.

Article séparé.

On terminera ledit Congrès le plutôt que faire se pourra , en n'y admettant que les Matières , qui regardent immédiatement les Parties Belligérantes.

Comme les conjonctures présentes n'ont pas permis qu'avant la conclusion des Articles Préliminaires , Sa Majesté Impériale ait pu recevoir l'agrément & le consentement de l'Empire sur tout ce où il est intéressé , Elle tâchera de l'obtenir , suivant l'usage établi dans l'Empire , le plutôt qu'il sera possible.

Le présent Article aura la même force que s'il étoit inséré mot à mot dans les Articles Préliminaires. Fait &c.

Voici présentement les deux autres Articles séparés.

Autres Articles
séparés.

I. COMME dans les Titres employés , soit dans les Pleins-Pouvoirs , soit dans les Articles Préliminaires , quelques-uns ne sont pas reconnus de part & d'autre , il a été convenu que ces Titres ne donneroient aucun Droit , & ne causeroient aucun préjudice ; & le présent Article séparé aura la même force , &c

GUERRE DE LA
FRANCE, &c.
AVEC L'EMPE-
REUR.
II.

II. Les présens Articles Préliminaires aiant été composés & rédigés en Langue Françoisse, contre l'usage ordinairement observé entre Sa Majesté Impériale & Sa Majesté Très Chretienne, cette différence ne pourra être alléguée pour exemple, ni tirer à conséquence, ou porter préjudice en aucune manière à qui que ce soit; & l'on se conformera à l'avenir à tout ce qui a été observé jusqu'à présent dans de semblables occasions, & nommément dans le Congrès ou Traité Général à faire, les présens Articles Préliminaires ne laissant pas d'avoir la même force & vertu, que s'ils étoient en Langue Latine; & le présent Article séparé aura pareillement la même force, &c.

Aussitôt que le bruit de la signature des Préliminaires se fût répandu; les Ministres des différentes Cours rassemblés à Vienne se donnèrent de grands mouvemens; & ceux des Puissances Maritimes s'empresèrent sur tout, pour pénétrer en quoi consistoient des Préliminaires réglés si facilement, pendant que durant une année entière leurs Maîtres n'avoient pu réussir à faire goûter des Plans de Pacification très raisonnables. La Cour de Vienne fut les tranquilliser en les assurant, Qu'on ne concluroit rien sans en communiquer avec leurs Maîtres: mais que le changement de certaines circonstances avoit occasionné d'un changement dans les dispositions des Puissances intéressées. On dépêcha sur le champ des Couriers pour porter cette nouvelle aux Ministres de l'Empereur répandus dans les différentes Cours, avec des Instructions sur la manière dont ils devoient se conduire quand on leur demanderoit des éclaircissemens sur cette nouvelle.

Cette même nouvelle jeta dans une consternation générale les Partisans du Roi Stanislas réunis à Königsberg auprès de la Personne. Ce Prince qui n'en étoit pas encore informé, non plus que le Ministre de France, n'en parut pas moins tranquille qu'à son ordinaire.

Novembre 1735.

En France, quand le Roi eut confirmé le bruit qui couroit depuis quelques jours, que les Préliminaires de la Paix avoient été signés à Vienne, la joie fut universelle, tant à la Cour qu'à la Ville: mais le Ministère garda le plus profond silence sur le contenu des Articles. On les envoya par un Exprès à la Cour d'Espagne, avec ordre au Marquis de Vaugrenant Ambassadeur auprès du Roi Catholique, de l'engager à les ratifier. On les envoya dans le même tems au Roi Stanislas, pour qu'il les acceptât. Les Ministres d'Angleterre & de Hollande ne furent pas plutôt informés des bruits qui couroient de la signature des Préliminaires, qu'ils se rendirent chés le Cardinal de Fleuri & chés le Garde des Sceaux pour en savoir la vérité. Le Cardinal leur dit: Qu'ils savoient combien le Roi avoit toujours eu de disposition à la Paix: Qu'il n'avoit pris le parti de faire la guerre qu'à la dernière extrémité: Qu'il ne refuseroit jamais les moyens de rendre la Paix à l'Europe, pourvu qu'il pût obtenir quelque satisfaction sur ses justes griefs; & que, comme l'Empereur paroissoit dans les mêmes sentimens, il y avoit lieu d'espérer que la tranquillité générale seroit bientôt rétablie. Il ajouta;

ajouta : *Qu'au reste dans le cours de la Négociation on ne traiteroit rien qui pût intéresser leurs Maîtres, sans les en avertir & sans avoir leur concours.*

GUERRE DE LA
FRANCE, &c.
AVEC L'EMPEREUR.

Aussitôt après la signature des *Préliminaires à Vienne*, le S. de *La Baune* en étoit parti pour les apporter en *France* : mais il ne retourna pas à *Vienne* avec la Ratification dans le tems qu'on l'attendoit. Il parut aux Ministres de *France* qu'il avoit passé ses ordres & que, par rapport à l'Article de la *Lorraine*, il avoit plus cédé que ses Instructions ne par-
toient. Le Cardinal de *Fleuri* lui-même en écrivit à l'Empereur ; & le S. de *L'Etang* fut envoyé mètre la dernière main à cette importante Négociation. Il y réussit, & le 16 de Novembre les Ratifications des *Préliminaires* furent échangées. On continua cependant de les tenir secrets, parce qu'il ne convenoit pas de les rendre publics, avant qu'on eût eu réponse des *Cours d'Espagne & de Sardaigne* auxquelles celle de *France* les avoit communiqués. La *Cour d'Espagne* devoit, suivant son usage faire attendre quelque tems sa Réponse. Elle s'offensa de ce qu'on avoit conclu les *Préliminaires* sans la consulter, & n'approuva pas tous les arrangements dont on étoit convenu pour ce qui la regardoit. Elle fit même porter de grandes plaintes à la *Cour de Londres* au sujet de cette Négociation particulière entre la *France* & l'Empereur, sans la participation des *Puissances Médiatrices* ; & le Roi Catholique fit presser le Roi d'Angleterre d'interposer ses bons offices pour porter l'Empereur à s'accommoder touchant la *Toscane*, dont la cession avoit le plus révolté la *Cour d'Espagne*. L'Ambassadeur ajouta que le Roi son Maître avoit fait faire la même prière aux *Etats-Généraux*. On répondit à ce Ministre : *Que Sa Majesté Britannique seroit toujours dans la disposition de contribuer par ses bons offices au rétablissement de la Paix en Europe : mais que, n'ayant aucune connoissance de ce qui se négocioit entre l'Empereur & la France, il ne lui conviendrait pas de s'entremettre dans une Négociation particulière dont on ne lui faisoit aucune part : Qu'au reste elle ordonneroit à son Ministre à La Haye de s'informer de ce que les Etats-Généraux pensoient sur ce sujet.*

R. U. A.
suite de la
signature des Pré-
liminaires.

Le Roi d'Espa-
gne ne content
des Préliminaires.

Au commencement de Janvier 1736, les *Articles Préliminaires* furent communiqués aux *Puissances Maritimes* par les Ministres de l'Empereur & de *France* ; & ces *Puissances* furent invitées d'y prendre part, & de vouloir agir de concert avec les *Puissances Contractantes* pour la plus prompte exécution de ces Articles. La *Cour d'Angleterre* & les *Etats-Généraux* déclarèrent en commun aux Ministres de toutes les *Puissances intéressées* ; *Qu'après avoir murement examiné les Articles Préliminaires conclus entre Leurs Majestés Impériale & Très Chrétienne, ils croioient ne pouvoir se dispenser d'approuver ces Articles, & de déclarer qu'ils étoient prêts à concourir au Traité qui devoit les suivre, afin de donner une nouvelle preuve de leur grand desir de contribuer, autant qu'il leur étoit possible, à l'avancement d'une Pacification générale en Europe ; sans pourtant s'engager par l'approbation de ces Articles Préliminaires, à se rendre garans de leur exécution.*

Les Articles Pré-
liminaires furent
communiqués à
ces Puissances
Maritimes
Janvier 1736.

A peu près dans le même tems, le S. Du Theil, Premier Commis des

Nouvelles Né-

GUERRE DE LA
FRANCE &c.
CONTRE L'EMPE-
REUR.
Négociations du S.
Du Theil à Vien-
ne.

Le Roi d'Espa-
gne déclare qu'il
accepte les Préli-
minaires.

Embaras pour
la Cession de la
Lorraine.

Affaires Etrangères, se rendit à Vienne de la part du *Roi de France*, pour achever la Négociation, & se conduisit si bien, d'après les Instructions qu'il avoit reçues du Ministère, que, vers la fin de Février, il obtint un Acte par lequel l'Empereur non seulement cèdoit, mais même garantissoit à l'Infant *Don Carlos*, la Couronne des deux Siciles, & les Villes de la Côte de *Toscane*. Cet Acte fit tant de plaisir à Leurs Majestés Catholiques, que le *Roi d'Espagne* déclara qu'il acceptoit les *Préliminaires*; & *Don Joseph Patinho* eut ordre de dresser au plutôt l'Acte de cette Acceptation.

A l'égard de ce qui regardoit l'Empereur & la France, la seule chose qui pouvoit retarder la conclusion du *Traité Général*, étoit la Cession de la *Lorraine*. Il s'agissoit de fixer quand & comment elle se feroit. C'étoit le principal objet de la Commission du S. Du Theil, qui rencontra d'assés grandes difficultés de la part du Duc de Lorraine. On convint pourtant au commencement de Mars, que Son Altesse Roïale resteroit en possession de la Souveraineté de ses Etats tant que le Grand Duc vivroit, avec cette réserve que la France y jouiroit actuellement du Droit de Garnisons & de Fortifications, comme l'Empereur l'auroit en Toscane au nom de Son Altesse Roïale, dès que les Espagnols l'auroient évacuée: Qu'après le Duc de Lorraine conserveroit quelques Baillages contigus aux Frontières de l'Alsace & du Palatinat, lesquels seroient érigés en Principauté, pour conserver à la Maison de Lorraine Voix & Séance dans la Diète de l'EMPIRE. On fit ensuite d'autres arrangements. Le 11 d'Avril, les Ministres de l'Empereur signèrent avec les Sieurs Du Theil & de L'Etang une Convention d'exécution, que l'on tint fort secrète, & qui fut d'abord envoyée à Versailles pour être ratifiée, en même tems qu'on en envoya des Copies aux Comtes de Kinski & d'Ulfeldt à Londres & à La Haye pour qu'ils la communiquassent au *Roi d'Angleterre* & aux Etats - Généraux, en demandant leur concurrence & leur garantie. L'Echange des Ratifications se fit le 15 de Mai. Cette Pièce étoit conçue en ces termes:

Convention d'ex-
écution des pré-
liminaires.
11 Avril 1736.

AU NOM DE LA TRÈS SAINTE TRINITE, PERE, FILS ET
SAINT-ESPRIT.

Sa Majesté Impériale & Sa Majesté Très Chrétienne, animés d'un desir égal d'affermir de plus en plus la bonne intelligence & amitié rétablies entre Elles, & si nécessaires pour le Bien de la Chrétienté, & d'assurer solidement un parfait repos en Europe, loin de se borner à la cessation des Hostilités établie, déclarent qu'Elles veulent procéder aussi promptement qu'il sera possible à l'Effectuation des Conditions de Paix, stipulées par les Articles Préliminaires signés & ratifiés de part & d'autre: & voulant à cet effet agir dans un concert parfait, Elles sont convenues des Articles suivans.

ARTICLE I. Sa Majesté Impériale & Sa Majesté Très Chrétienne, con-
firment, avant que de besoir, la Convention, signée à Vienne le 15 du mois

passé par leurs Ministres respectifs, concernant les Contributions & toutes autres Impositions du côté de l'Allemagne, & stipulant le tems auquel les Troupes de Sa Majesté Très Chrétienne se retireroient du plat Pays de l'Empire, ladite Convention sera censée avoir la même force que si elle étoit insérée ici mot à mot.

GUERRE DE LA
FRANCE, &c.
AVEC L'EMPE-
REUR.

II. *L'Empereur & le Roi Très Chrétien ne permettront pas que leurs Troupes exigent de nouvelles Impositions ou Contributions des Etats Neutres en Italie; & si, contre leur desir, ils étoient obligés d'y laisser encore quelques-unes de leurs Troupes, elles s'abstiendront de tout excès en quelque chose que ce puisse être. L'Acte, signé à Vienne le 4 Février de la présente année, pour procurer plus d'aisance aux Troupes Impériales, sera censé avoir la même force, que s'il étoit inséré ici mot à mot; & s'il manquoit encore quelque chose à sa parfaite & entière exécution dans tout ce qu'il contient, elle aura son effet au plus tôt possible. Les Revenus du Milanès, dont la Diaria fait partie, & les Impositions faites sur le Pays pour le Traitement, les Fourrages & les Quartiers d'Hiver des Troupes, appartiendront à Sa Majesté Très Chrétienne, ou à ses Alliés jusqu'au jour de l'Echange des Ratifications de la présente Convention, & seront payées dans le terme de trois mois, à comter du jour de l'Echange des Ratifications de la présente Convention, sans que néanmoins il soit permis d'user d'aucune voie d'exécution, pourvu qu'il ait été donné Caution suffisante pour le paiement.*

On évacuera, dans le plus court terme qu'il sera possible, tout le Milanès, à l'exception des deux Districts qui doivent appartenir au Roi de Sardaigne, en vertu des Préliminaires. Cette Evacuation ne pourra être différée par de-là le terme de six semaines, à comter du jour de l'Echange des Ratifications de la présente Convention.

Dans le même tems, le Roi de Sardaigne, demeurant en possession desdits Districts prendra aussi celle de tout ce qui est stipulé en sa faveur dans le quatrième Article des Préliminaires.

Pour ce qui regarde le Traitement des Troupes jusqu'à leur entière retraite, les Généraux respectifs auront ordre de s'entendre ensemble sur cela, d'une manière à pourvoir en même tems au soulagement du Pays & à la conservation des Troupes: il ne sera commis aucun excès dans lesdits Pays, ni rien innové, & les Places seront remises avec l'Artillerie qui y a été trouvée; & si aucune avoit été transportée ailleurs, elle sera restituée sur le champ. Et à l'égard des autres Pays qui doivent appartenir à Sa Majesté Impériale ou dans lesquels Elle doit mettre des Garnisons, il n'y sera non plus commis aucun excès, ni rien innové, & l'Evacuation s'en fera exactement dans les termes qui auront été ou seront convenus par les Généraux respectifs, en conséquence des Déclarations de Sa Majesté Très Chrétienne, du 30 Janvier de la présente année, lesquelles Déclarations seront censées faire partie de la présente Convention. L'on ne détournera aucuns Documens, Papiers, Ecris, ni Archives concernant les Pays qui doivent revenir à Sa Majesté Impériale; & si aucuns avoient été détournés, ils seront rendus de bonne foi: & réciproquement, si quelques-uns avoient été

GUERRE DE LA
FRANCE, &c.
AVEC L'EMPE-
REUR.

délivrés, appartenans aux Etats que l'Empereur cède par les Préliminaires, ils seront rendus de même de bonne foi.

III. Et, comme tout doit marcher d'un pas égal, on convient que les Troupes des Alliés de Sa Majesté Impériale, qui sont encore en Pologne & en Lithuanie, n'y commètront aucun excès, qu'elles n'y feroient aucune innovation capable de porter la moindre atteinte aux Loix & Libertés des Polonois, ou qui ne soit conforme à ce qui est porté par les Articles Préliminaires, enfin qu'elles y vivront & s'y comporteront comme Troupes qui ont à en sortir six semaines après l'Echange des Ratifications de la présente Convention, c'est-à-dire, dans le même tems que tout ce qui est convenu d'ailleurs dans les Préliminaires sera exécuté. Et quant à la subsistance desdites Troupes jusqu'à leur entière retraite, on se réglera entièrement sur ce qui conviendra en même tems au soulagement du Païs & à la conservation des Troupes.

IV. Sa Majesté Impériale, qui promet à Sa Majesté Très Chretienne la parfaite exécution de sa part du premier Article Préliminaire en tous ses points, dans le terme de six semaines à compter du jour de l'Echange des Ratifications de la présente Convention, s'engage aussi à faire remettre à Sa Majesté Très Chretienne, incessamment & au plus tard dans l'espace d'un mois, à compter du jour de la signature de la présente Convention, les Déclarations en bonne forme de la Czarine & du Roi Auguste, portant non seulement l'acceptation de tout ce que contient le premier Article des Préliminaires, mais encore l'obligation & l'engagement, qu'il sera pleinement exécuté en Pologne, notamment en ce qui regarde la reconnaissance du Roi Stanislas I avec les Titres & Honneurs de Roi de Pologne & Grand-Duc de Lithuanie, la restitution de ses Biens & de ceux de la Reine son Epouse, la conservation inviolable des Droits & Privilèges de la République de Pologne, & la sûreté pour toutes Persones, Provinces & Villes, sans aucune exception, de n'être ni molesté ni inquiété, sous prétexte de ce qui se sera passé pendant les derniers Troubles de Pologne. Réciproquement, l'Acte d'Abdication du Roi Stanislas I & les Actes réciproques des Déclarations de la Czarine & du Roi Auguste seront remis à Sa Majesté Impériale pour être délivrés & avoir leur effet, seulement en même tems que ce qui est marqué ci-dessus aura son plein & entier effet.

V. Seront concertés dès-à présent entre les Parties intéressées tous les Actes des Cessions des Païs, qui, en vertu des Préliminaires, doivent appartenir & rester à chacun, pour être lesdits Actes délivrés en bonne forme, & les Cessions avoir leur effet dans le même terme que les Evacuations auront lieu.

VI. Sa Majesté Impériale s'engage d'employer de bonne foi tous les soins possibles pour obtenir, dans le terme de six semaines, à compter du jour de l'Echange des Ratifications de la présente Convention ou plutôt, si faire se peut, le consentement de l'Empire en bonne forme aux Articles Préliminaires, pour tous les points où ledit consentement peut être nécessaire.

VII. Supposé qu'avant l'expiration du terme de six semaines après l'Echange des Ratifications de la présente Convention, le consentement de l'Empire aux Articles Préliminaires pour les points où il peut être nécessaire, soit déjà obtenu,

Sa Majesté Très Chretienne fera évacuer dans le même terme les Places de Kehl, Philisbourg & Trèves, dont les deux premières seront remises à la disposition de l'Empereur & de l'Empire, & la troisième à l'Electeur de ce nom; en sorte que les Troupes de Sa Majesté Très Chretienne n'y puissent plus rien posséder ni retenir: mais, si contre toute attente, le consentement de l'Empire tarde plus longtems à être donné, l'Evacuation susdite auroit à se faire au moment que la France en seroit assurée.

ORDRE DE LA
FRANCE, &c.
AVEC L'EMPER-
EUR.

VIII. Sa Majesté Impériale & Sa Majesté Très Chretienne se déclarent Garantes de l'exécution de tout ce que contient la présente Convention, & en conséquence, Elles n'agiront que d'un parfait concert sur tout ce qui pourra regarder l'affermissement & la continuation de la Paix, en même tems que la plus prompte effectuation, tant des Articles Préliminaires que de la présente Convention. Les Ratifications de la présente Convention seront échangées dans le terme d'un mois, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi, Nous Ministres Plénipotentiaires de Sa Majesté Impériale & de Sa Majesté Très Chretienne avons signé cette présente Convention, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. A Vienne en Autriche, le 11 Avril 1736, &c.

ARTICLE SEPARÉ, I. Sa Majesté Très Chretienne aiant fait connoître que, nonobstant ce qui est stipulé au premier & second Articles des Préliminaires, sur le tems où le Duché de Lorraine devra suivre le sort de celui de Bar, Elle desiroit qu'au lieu de prendre pour époque la vacance du Grand Duché de Toscane, on le fixât au terme de la prise de possession du Duché de Bar par le Roi Beau Père de Sa Majesté Très Chretienne:

Articles séparés

Sa Majesté Impériale déclare, nonobstant ces Clauses du premier & du second Articles Préliminaires, que le Duché de Lorraine sera cédé au Roi, Beau-Père de Sa Majesté Très Chretienne, aussitôt après la Conclusion & l'Echange des Ratifications d'une Convention à cet effet signée, soit entre Sa Majesté Impériale & Sa Majesté Très Chretienne, soit entre Sa Majesté Très Chretienne & Son Altesse Royale le Duc de Lorraine, & à laquelle on procédera incessamment.

Bien entendu que, si l'on ne parvenoit à conclure cette Convention, qu'après le tems où le Roi, Beau-Père de Sa Majesté Très Chretienne devra être mis en possession du Duché de Bar, suivant les Préliminaires & la Convention de l'Effectuation signée ce jourd'hui, dont le présent Article séparé fait partie, la remise du Duché de Bar à ce Prince ne pourra être différée, ni par ce motif, ni par les discussions qui pourroient survenir sur l'étendue & les limites dudit Duché de Bar, lesquelles seront ensuite réglées à l'amiable.

ARTICLE SEPARÉ, II. Le Roi Stanislas, entrant en possession des Duchés de Lorraine & de Bar, la prendra de tout ce que possède le Duc de Lorraine dans la Lorraine & le Barrois, Appartenances & Dépendances, soit d'ancien Patrimoine, Aquisitions ou Biens Allodiaux, & à quelque Titre que ce puisse

GUERRI DE LA
FRANCE, &c.
AVEC L'EMPE-
REUR.

être, à l'exception néanmoins du Comté de Falckenstein & Dépendances.

Convenu réciproquement que, par rapport aux différentes Enclaves & Terres mêlées avec différens Princes de l'Empire, il sera pris de concert avec Sa Majesté Impériale de telles mesures & arrangemens, que l'on ne laisse subsister aucune occasion ou prétexte qui pourroit donner lieu à troubler le repos & la bonne intelligence réciproque. Les présens Articles séparés auront la même force, &c.
Fait à Vienne le 11 Avril 1736.

DECLARATION. Le Souffigné Ministre du Roi Très Chretien auprès de l'Empereur, muni des Pouvoirs nécessaires, déclare qu'en considération & en conséquence des deux Articles séparés de la Convention signée ce jourd'hui, Sa Majesté Très Chretienne s'occupera, autant que l'Empereur, & agira de concert avec Sa Majesté Impériale pour procurer à la Maison de Lorraine tous les Biens, de quelque nature qu'ils puissent être, dans le Grand-Duché de Toscane; que ni le Roi Stanislas ni Sa Majesté Très Chretienne ne prétendront aucune sujétion de qui le Duc de Lorraine n'en prétendoit pas, & qu'ils donneront toute l'assurance possible contre toute idée de Réunion, enfin qu'ils dispenseront le Duc de Deux-Ponts de la Relevance d'un Fief ad Cameram.
Fait à Vienne le 11 Avril 1736, &c.

Convention particulière pour la Lorraine.
Septembre.

La Convention particulière que l'on devoit faire au sujet du Duché de Lorraine ne put pas être signée aussitôt qu'on l'avoit espéré. Le Prince Charles-Alexandre de Lorraine, Frère du Duc, tomba malade alors, & l'on avoit besoin de son consentement. D'ailleurs on fut du tems à convenir de l'Equivalent que la France accorderoit au Duc de Lorraine pour la Cession de son Duché, jusqu'à la mort du Grand-Duc; de la Pension de la Duchesse-Douairière Mère du Duc, & du lieu de la résidence de cette Princesse. La Convention ne fut enfin signée que dans le courant de Septembre.

L'Empire consent aux Articles Préliminaires.
18, 19 Mai.

A l'égard du consentement de l'Empire aux Articles Préliminaires, les mesures que l'Empereur avoit prises aussitôt après la signature de ces Articles, furent causées qu'on ne l'attendit pas longtems; & les 18 & 19 de Mai, la Diète donna tout pouvoir à l'Empereur de conclure la Paix entre l'Empire & la France.

La Cour d'Espagne fait attendre long tems son acceptation.

Malgré le consentement que le Roi d'Espagne avoit donné de bouche aux Articles Préliminaires, & qu'il avoit fait notifier à tous les Ministres Etrangers, son Acte d'Acceptation n'en vint pas plus vite; & la Cour d'Espagne se piqua d'être très fidèle à la lenteur dont elle a fait profession dans tous les tems. Elle forma différentes demandes; & l'Empereur, en considération du Roi de France, accorda tout; mais il sembloit que la facilité ne faisoit que disposer de moins en moins les Espagnols à conclure la Paix générale. Au fonds, ils n'avoient nulle envie de rendre la Toscane; & leurs délais furent tous employés à chercher inutilement les moyens de la garder. Ils s'arrêtèrent longtems à demander aux Puissances Maritimes leur Garantie des Cessions réciproques. Ces Puissances ne

se montraient pas éloignées de l'accorder ; mais elles insistoient pour que l'on insérât dans le Traité certains Articles qui redressassent leurs Grievs & ce qu'elles appelloient des infractions aux Traités précédens, soit à l'égard de la Religion, soit à l'égard de la Navigation & du Commerce. Elles souhaitoient d'ailleurs, ainsi que les *Rois d'Espagne & de Portugal*, qu'il y eût un Congrès général où l'on discutât les intérêts de toutes les Puissances : mais les *Cours de Vienne & de France*, rebutées par les longueurs & l'inutilité du Congrès de Soissons, vouloient que tout se terminât par des Négociations de Cour à Cour ; & ce fut à ce parti qu'il s'en falut tenir.

Il me suffit d'avoir exposé ce qui regarde les deux Parties principales Contractantes. Il n'est pas de mon plan d'entrer dans le détail de la suite de cette Négociation, où le *Roi de la Grande-Bretagne* & les *Etats-Généraux* ne prirent plus que très peu de part. Le *Roi d'Espagne*, après une longue attente, consentit enfin à tout ; & les *Préliminaires* furent exécutés de sa part, ainsi que de celle des autres Puissances. Il y eut un Traité Général conclu à *Vienne* entre l'Empereur & le *Roi de France* le 18 Novembre 1736. Le *Roi d'Espagne* & le *Roi de Sardaigne* refusèrent d'abord d'accéder à ce Traité, que les *Puissances Maritimes* refusèrent de même de garantir : mais la Paix n'en fut pas moins établie, & la face de l'Europe changée à plusieurs égards. Le *Roi de Sardaigne* accéda le 3 de Février 1739, & le *Roi d'Espagne* le 21 Avril de la même année.

Le *Roi de Sardaigne*, dont les Etats avant 1709 n'étoient composés que de la *Savoie*, du *Piémont* & du *Montferrat Savoïard*, avoit acquis par le Traité de 1709, la *Lomeline*, *Alexandrie*, *Valence*, le reste du *Montferrat* dépendant de la succession de *Mantoue* & la Vallée de *Sessia*. Par le Traité d'*Utrecht*, il avoit acquis le Titre de Roi & le Roïaume de *Sicile* qu'il avoit ensuite été forcé d'échanger contre celui de *Sardaigne*. Par cette dernière Négociation, il obtint les Provinces du *Tortonnois* & du *Novarois*, avec la possession des Fiefs des *Langhes*, en sorte que ses Etats contigus, qui ne s'étendoient pas en 1703 au de-là de la *Sessia*, de *Verue* & du *Tanaro*, s'étendirent jusqu'au *Tessin*, au de-là duquel le *Duché de Milan* ne posséda plus que le *Vigevanasé*, & au de-là du *Pô* que le *Pavésan* & le Territoire de *Bobio*.

L'Infant *Don Carlos* perdit l'espérance du *Duché de Toscane* & les *Duchés de Parme & de Plaisance*, avec le reste des Possessions de la *Maison Farnèse* : mais il acquit les Roïaume de *Naples* & de *Sicile*, avec le *Stato degli Presidi* sur les Côtes de *Toscane*. L'Empereur perdit ces trois Etats : mais il eut *Parme & Plaisance* qui contigus aux *Milanès* & au *Mantouan* lui formèrent un Etat considérable qui s'étendoit même jusqu'aux frontières Occidentales de l'Etat Ecclésiastique par la jonction de la *Toscane* cédée au *Duc de Lorraine* son Gendre. Ce dernier Prince, en se dépouillant du Patrimoine de ses Ancêtres, en étoit dédommagé par un Etat d'un Revenu beaucoup plus considérable.

GUERRE DE LA
FRANCE, &c.
AVEC L'EMPEREUR.

Le Roi d'Espagne accepte en forme les préliminaires.
15 Avril, 1736.
Traité Général.
18 Novembre.
Les Rois d'Espagne & de Sardaigne n'y accèdent qu'en 1739.

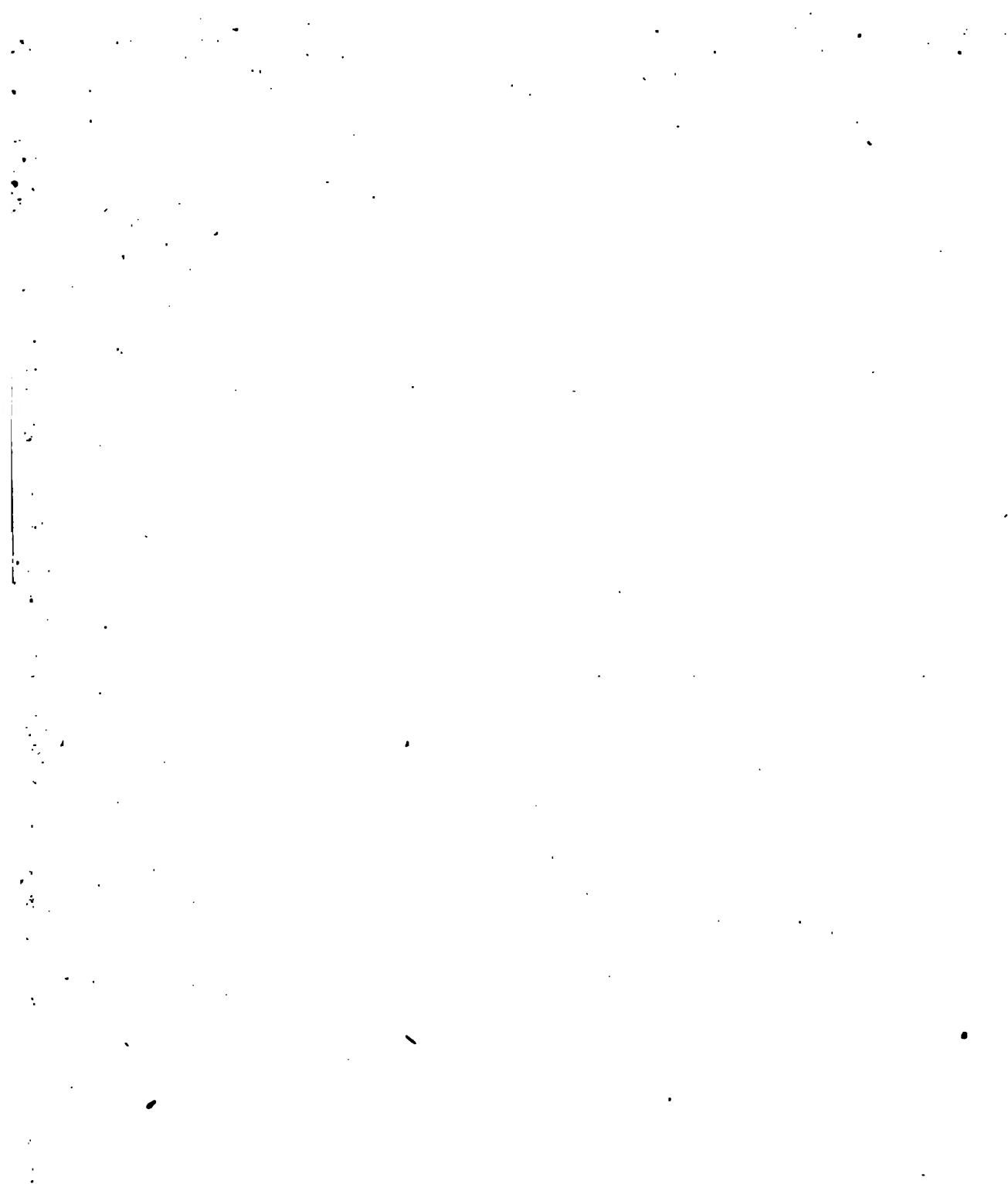
Etat de l'Europe en conséquence du Traité de paix.
15 Avril 1736.

648 MEMOIRES DU REGNE DE GEORGE II.

GUERRE DE LA
FRANCE, &c.
AVEC L'EMPE-
REUR.

Enfin la *France* fut assurée de la Réunion des Duchés de *Lorraine* & de *Bar* à sa Couronne; & le Cardinal de *Fleury* rendit la gloire de son Ministère immortelle par cette réunion, tant de fois inutilement tentée depuis près de deux cens ans.

FIN DE LA PREMIERE PARTIE DU XIV. TOME.



1000

1000



